

Histoire de la Révolution russe 2 Octobre

Trotsky, Léon

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

LÉON TROTSKY



Histoire de la révolution russe

2. Octobre



L'armée russe est en déroute.
La contre-révolution relève la tête.
Autour de Kerensky, c'est le vide.
Du fond de sa retraite,
Lénine appelle à l'insurrection.
C'est la première révolution communiste.

SEUIL

Léon Trotsky (1879-1940)

[1932] (1967)

Histoire de la Révolution russe 2- Octobre

Traduit du russe par Maurice Parijanine.

Un document produit en version numérique par Claude Ovtcharenko, bénévole,
Journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux
Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,

Cette édition électronique a été réalisée par Claude Ovtcharenko, bénévole, journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux.

Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

à partir de :

Léon TROTSKY

**HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE.
2- OCTOBRE.**

Traduit du russe par Maurice Parijanine. Paris : Les Éditions du Seuil, 1967, 768 pp. Collection Politique.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

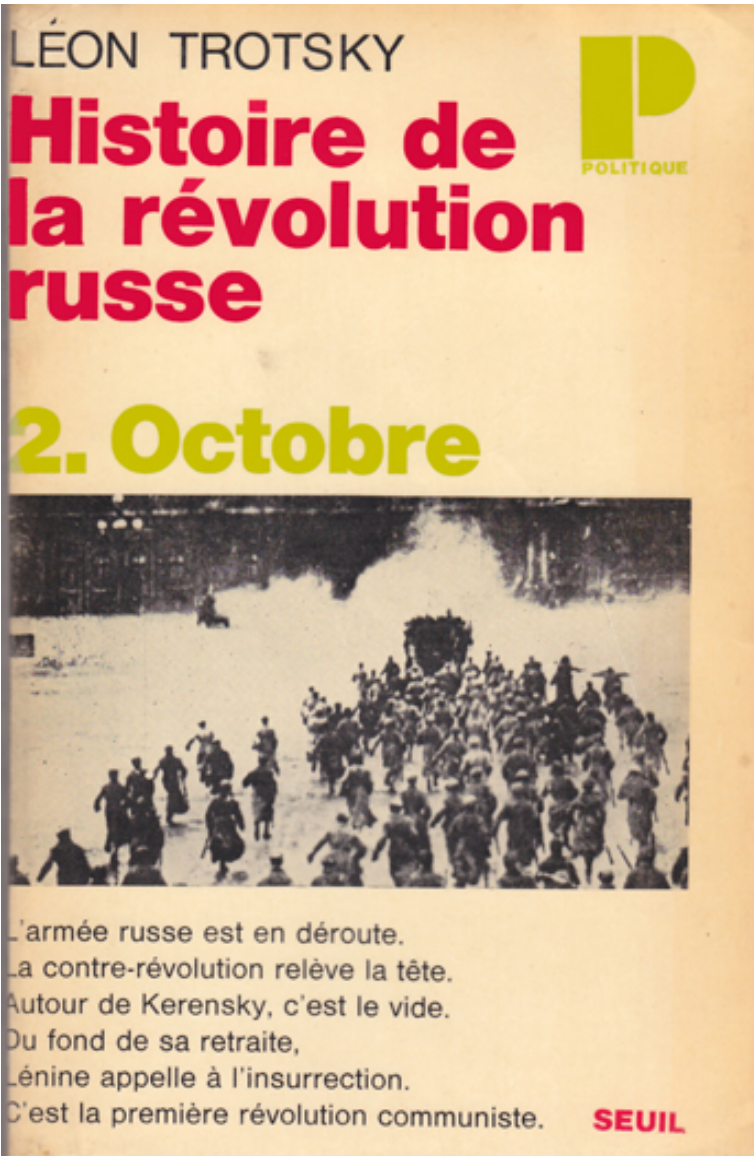
Édition numérique réalisée le 12 février 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Léon TROTSKY

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE.

2- OCTOBRE.



Traduit du russe par Maurice Parijanine. Paris : Les Éditions du Seuil, 1967, 768 pp. Collection Politique.

Table des matières

Préface

23. Les « Journées de Juillet » : la préparation et le début
24. Les « Journées de Juillet » : le point culminant et l'écrasement
25. Les bolcheviks pouvaient-ils prendre le pouvoir en Juillet ?
26. Le mois de la grande calomnie
27. La contre-révolution relève la tête
28. Kerensky et Kornilov
29. La conférence d'État à Moscou
30. Le complot de Kérénsky
31. Le soulèvement de Kornilov
32. La bourgeoisie se mesure avec la démocratie
33. Les masses exposées aux coups
34. Marée montante
35. Les bolcheviks et les soviets
36. La dernière coalition
37. La paysannerie devant Octobre
38. La question nationale
39. Sortie du préparlement et lutte pour le congrès des soviets
40. Le comité militaire révolutionnaire
41. Lénine appelle à l'insurrection
42. L'art de l'insurrection
43. La prise de la capitale
44. La prise du palais d'Hiver
45. L'insurrection d'octobre
46. Le congrès de la dictature soviétique

Conclusion

Appendices

1. Des particularités du développement de la Russie
2. « Le réarmement du parti »
3. Le congrès des soviets et la manifestation de juin

Histoire de la Révolution russe.
2- Octobre (1930)

PRÉFACE

Léon Trotsky, 13 mai 1932.

[Retour à la table des matières](#)

La Russie a accompli si tard sa révolution bourgeoise qu'elle s'est trouvée forcée de la transformer en révolution prolétarienne. Autrement dit : la Russie était tellement en retard sur les autres pays qu'elle a été obligée, du moins dans certains domaines, de les dépasser. Cela semble absurde. Cependant, l'histoire est pleine de ces paradoxes. L'Angleterre capitaliste a tellement devancé les autres pays qu'elle s'est trouvée forcée de céder le pas. Les pédants se figurent que la dialectique est un vain jeu d'esprit. En réalité, elle reproduit seulement le processus de développement qui vit et se meut dans des contradictions.

Le premier tome de cet ouvrage devait expliquer pourquoi le régime démocratique, tardivement arrivé dans l'histoire à remplacer le tsarisme, se trouva absolument non viable. Le tome présent traite de la conquête du pouvoir par les bolcheviks. Le fond de l'exposé est ici encore constitué par une narration. Le lecteur doit trouver dans les faits mêmes une base suffisante pour les déductions.

L'auteur ne veut pas dire par là qu'il évite les généralisations sociologiques. L'histoire n'aurait point de valeur si elle ne nous enseignait quelque chose. Le puissant déterminisme de la révolution russe, l'enchaînement de ses étapes, l'invincibilité de l'élan des masses, la formation achevée des groupements politiques, la netteté des mots d'ordre — tout cela

facilite extrêmement la compréhension de la révolution en général et, par conséquent aussi, de la société humaine. Car on peut estimer, prouvé par toute la marche de l'histoire, qu'une société, déchirée par des antagonismes internes, dévoile complètement non pas seulement son anatomie, mais aussi son « âme », précisément dans une révolution.

Plus immédiatement, le présent ouvrage doit aider à comprendre le caractère de l'Union soviétique. Notre thème est d'actualité non point en ceci que l'insurrection d'octobre s'est produite sous les yeux d'une génération encore vivante — ce qui, bien entendu, ne manque pas d'importance — mais en ceci que le régime issu de l'insurrection est vivant, se développe et pose à l'humanité de nouvelles énigmes. Dans le monde entier, le problème que présente le pays des soviets reste constamment à l'ordre du jour. Or, on ne peut concevoir ce qui est, sans avoir élucidé préalablement comment ce qui existe s'est formé. Les grandes évaluations politiques exigent une perspective historique.

Pour huit mois de révolution, de février à octobre 1917, il a fallu deux volumes. La critique, en règle générale, ne nous a pas accusé d'être prolixe. L'ampleur de l'ouvrage s'explique plutôt par la façon de considérer les matériaux. On peut donner la photographie d'une main : cela prendra une page. Mais pour exposer les résultats d'une étude microscopique des tissus de la main, il faut un tome. L'auteur ne se fait aucune illusion au sujet de la plénitude et du fini de la recherche accomplie par lui. Néanmoins en bien des cas, il a dû employer des méthodes qui sont plutôt celles du microscope que de l'appareil photographique. A certains moments, quand il nous semblait que nous abusions de la longanimité du lecteur, nous biffions largement des dépositions de témoins, des aveux de participants, des épisodes secondaires ; mais, ensuite, fréquemment, nous rétablissions beaucoup de ce qui avait été biffé. Dans cette lutte pour les détails, nous étions guidés par l'intention de montrer le plus concrètement possible le processus même de la révolution. Impossible notamment de ne pas tenter d'utiliser à fond cet avantage que cette histoire a été écrite sur le vif, d'après nature.

Des milliers et des milliers de livres sont, chaque année, jetés sur le marché pour présenter une nouvelle variante d'un roman personnel, le récit des incertitudes d'un mélancolique ou de la carrière d'un ambitieux. Telle héroïne de Proust a besoin de plusieurs pages raffinées pour arriver à sentir qu'elle ne sent rien. Nous pensons que l'on peut, au moins à droit égal, réclamer de l'attention pour des drames collectifs qui, dans l'histoire, sortent du néant des centaines de millions d'êtres humains, transforment le caractère des nations et s'insèrent pour toujours dans la vie de l'humanité.

L'exactitude des références et des citations du premier tome n'a été contestée jusqu'à présent par personne : au surplus, cela eût été difficile. Les adversaires se bornent le plus souvent à des considérations sur ce thème que la partialité personnelle peut se manifester dans une sélection artificielle et unilatérale des faits et des textes.

Indiscutable en soi, cette considération ne dit rien du présent ouvrage et encore moins de ses procédés scientifiques. Or, nous nous permettons d'insister résolument sur ce point que le coefficient du subjectivisme est déterminé, limité et contrôlé non point tant par le tempérament de l'historien que par le caractère de sa méthode.

L'école purement psychologique, qui considère le tissu des événements comme un enchevêtrement des libres activités des individus ou de leurs groupements, laisse la plus grande marge à l'arbitraire, même en admettant les meilleures intentions du chercheur. La méthode matérialiste institue une discipline en vous obligeant à partir des faits dominants de la structure sociale. Les forces essentielles du processus historique sont pour nous les classes ; sur elles s'appuient les partis politiques ; les idées et les mots d'ordre apparaissent comme la petite monnaie des intérêts objectifs. Toute la marche de l'étude conduit de l'objectif au subjectif du social à l'individuel, de ce qui est capital à la conjoncture. Ainsi, à l'arbitraire de l'auteur, s'opposent de rigoureuses limites.

Si un ingénieur des mines, dans un rayon non prospecté, découvre, par un sondage, du minerai de fer magnétique, on peut toujours supposer que c'est un

heureux hasard : il n'est pas encore indiqué de creuser un puits. Si le même ingénieur, se basant disons, sur les déviations de l'aiguille aimantée, en vient à conclure que la terre doit receler des gisements de minerai, et si, ensuite, en divers endroits de la même région, il découvre effectivement du minerai de fer, même le sceptique le plus pointilleux n'osera plus parler d'un hasard. Ce qui est convaincant, c'est le système qui met à l'unisson le général et le particulier.

Les preuves de l'objectivité scientifique doivent être recherchées non dans les yeux de l'historien ou dans les inflexions de sa voix, mais dans la logique intime de la narration même : si les épisodes, les témoignages, les chiffres, les citations coïncident avec les indications générales de l'aiguille aimantée de l'analyse sociale, le lecteur a la plus sérieuse garantie de la solidité scientifique des conclusions. Plus concrètement : l'auteur est exactement fidèle à l'objectivité dans la mesure où le présent ouvrage découvre effectivement l'inéluctabilité de l'insurrection d'octobre et les causes de sa victoire.

Le lecteur sait que, dans une révolution, nous recherchons avant tout l'intervention directe des masses dans les destinées de la société.

Derrière les événements, nous essayons de découvrir les modifications de la conscience collective. Nous écartons les allégations grossières, concernant un mouvement des « forces élémentaires », allégation qui, dans la plupart des cas, n'explique rien et n'enseigne rien. Les révolutions s'accomplissent d'après certaines lois. Cela ne signifie pas que les masses agissantes se rendent clairement compte des lois de la révolution ; mais cela signifie que les modifications de la conscience des masses, au lieu d'être fortuites, sont subordonnées à une nécessité objective qui est sujette à un éclaircissement théorique et crée par là une base pour les prévisions et pour la direction.

Certains historiens soviétiques officiels ont essayé, si inattendu que soit le fait, de critiquer notre conception comme idéaliste. Le professeur Pokrovsky insistait par exemple sur ce point que nous aurions sous-estimé les facteurs objectifs de la révolution : « Entre Février et Octobre s'est produite une

formidable désorganisation économique » ; « pendant ce temps, la paysannerie... s'est soulevée contre le gouvernement provisoire » ; c'est précisément dans ces « déplacements objectifs », et non pas dans les processus psychiques variables qu'il conviendrait de voir la force motrice de la révolution.

Grâce à une louable netteté dans sa manière de poser les questions, Pokrovsky dévoile au mieux l'inconsistance d'une explication vulgairement économique de l'histoire que l'on fait assez fréquemment passer pour du marxisme. Les changements radicaux qui se produisent au cours d'une révolution sont provoqués, en réalité, non point par les ébranlements épisodiques de l'économie qui ont lieu au cours des événements mêmes, mais par les modifications capitales qui se sont accumulées dans les bases mêmes de la société pendant toute l'époque précédente. Qu'à la veille du renversement de la monarchie, de même qu'entre Février et Octobre, le désarroi économique se soit constamment aggravé, entretenant et aiguillonnant le mécontentement des masses, c'est absolument incontestable et nous n'avons jamais détourné de cela notre attention. Mais ce serait une très grossière erreur de penser que la deuxième révolution s'est accomplie, huit mois après la première, parce que la ration de pain avait été diminuée pendant ce temps, passant d'une livre et demie à trois quart de livre.

Dans les années qui suivirent de tout près l'insurrection d'Octobre, la situation des masses, au point de vue ravitaillement, continua à empirer. Pourtant, les espérances des politiciens contre-révolutionnaires dirigées vers une nouvelle insurrection subissaient à chaque coup un échec. Le fait peut sembler énigmatique seulement à celui qui se figure le soulèvement des masses comme un mouvement des « forces élémentaires », c'est-à-dire comme l'émeute d'un troupeau habilement utilisée par des meneurs. En réalité, les privations ne suffisent pas à expliquer une insurrection — autrement, les masses seraient en soulèvement perpétuel ; il faut que l'incapacité définitivement manifeste du régime social ait rendu ces privations intolérables et que de nouvelles conditions et de nouvelles idées aient ouvert la perspective d'une issue révolutionnaire. Ayant pris conscience d'un grand

dessein, les masses se trouvent ensuite capables de supporter des privations doubles et triples.

L'allusion faite à un soulèvement de la classe paysanne comme deuxième « facteur objectif » accuse un malentendu encore plus évident. Pour le prolétariat, la guerre était, cela se comprend, une circonstance objective, dans la mesure où, en général, les actes d'une classe deviennent des impulsions extérieures pour la formation de la conscience d'une autre classe. Mais la cause immédiate de l'insurrection paysanne même fut en des modifications dans l'état d'esprit de la campagne ; un des chapitres de ce livre est consacré à rechercher la nature de ces modifications. N'oublions pas que les révolutions sont accomplies par des hommes, fût-ce par des anonymes. Le matérialisme n'ignore pas l'homme sentant, pensant et agissant, mais l'explique. En quoi d'autre peut être la tâche de l'historien ? 1

Certains critiques du camp démocratique, enclins à opérer au moyen de preuves indirectes, ont vu dans l'attitude « ironique » de l'auteur à l'égard des chefs conciliateurs l'expression d'un subjectivisme inadmissible qui vicie le caractère scientifique de l'exposé.

Nous nous permettons d'estimer que ce critère n'est pas convaincant.

Le principe spinoziste : « Ne pas pleurer, ne pas rire, mais comprendre » nous met en garde seulement contre un rire déplacé et des larmes inopportunes ; mais ce principe n'enlève pas à l'homme, fût-ce un historien, son droit à sa part de larmes et de rires, quand cela est justifié par une juste compréhension de leur objet même. Une ironie purement individualiste qui, en un léger nuage d'indifférence, s'étend sur toutes les œuvres et conceptions de l'humanité, donne le pire aspect du snobisme : elle est aussi fausse dans une œuvre d'art que dans un travail historique. Mais il y a une ironie qui réside à la base même des rapports vitaux. L'obligation de l'historien, comme celle de l'artiste, est de l'extérioriser.

La rupture de la corrélation entre le subjectif et l'objectif est, à généralement parler, la source essentielle du comique comme du tragique, dans la vie et dans l'art. Le domaine de la politique échappe moins que tout

autre à l'effet de cette loi. Les hommes et les partis sont héroïques ou ridicules non en soi et pour soi, mais par leur attitude devant les circonstances. Lorsque la Révolution française entra dans la phase décisive, le plus éminent Girondin faisait figure lamentable et ridicule à côté d'un tout ordinaire Jacobin. Jean-Marie Roland, personnage respectable en tant qu'inspecteur des manufactures de Lyon, apparaît comme une vivante caricature sur le fond de 1792. Par contre, les Jacobins sont à la hauteur des circonstances.

Ils peuvent provoquer l'hostilité, la haine, l'épouvante, mais non point l'ironie.

L'héroïne de Dickens qui essaie avec un balai d'empêcher la marée de monter, est, par suite d'une fatale incompatibilité entre le moyen et le but, un type notoirement comique. Si nous disons que ce personnage symbolise la politique des partis conciliateurs dans la révolution, cela semblera exagéré. Or, Tsérételli, l'effectif animateur du régime de la dualité de pouvoirs, avouait, après l'insurrection d'octobre, à Nabokov, un des leaders libéraux : « Tout ce que nous avons alors fait n'était qu'une vaine tentative d'arrêter avec quelques malheureux copeaux le torrent destructeur des éléments déchaînés. » Il y a ici le ton d'une méchante satire ; or, ce sont les paroles les plus véridiques que les conciliateurs aient prononcées sur eux-mêmes. S'abstenir d'ironie en décrivant des « révolutionnaires » qui essaient, avec des copeaux, de contenir la révolution, ce serait, pour le plaisir des pédants, escroquer la réalité et manquer à l'objectivité.

Pierre Strouvé, monarchiste, jadis marxiste, écrivait dans l'émigration : « Il n'y eut, dans la révolution, de logique, de fidèle à son essence que le bolchevisme, et c'est pourquoi, dans la révolution, il a vaincu. » C'est à peu près dans les mêmes termes que parlait aussi des bolcheviks Milioukov, leader du libéralisme : « Ils savaient où ils allaient et marchaient dans une seule direction, adoptée une fois pour toutes, vers le but qui, à chaque nouvelle expérience manquée des conciliateurs, se rapprochait davantage. » Enfin un des émigrés blancs les moins connus, ayant tenté de comprendre à sa façon la révolution, s'exprima ainsi : « Pour marcher dans cette voie, il ne pouvait y

avoir que des hommes de fer... révolutionnaires « de profession », ne craignant point d'appeler à la vie un dévorant esprit de rébellion. » On peut dire des bolcheviks à plus forte raison encore que des Jacobins : ils sont adéquats à l'époque et à ses tâches ; les malédictions leur ont été adressées en quantité suffisante, mais l'ironie ne les atteignait pas : elle n'avait pas à quoi s'accrocher.

Dans la préface au tome premier, il est expliqué pourquoi l'auteur a jugé plus approprié de parler de lui-même, participant aux événements, à la troisième personne et non à la première : ce procédé littéraire, conservé dans le tome suivant, n'est pas en soi, bien entendu, une garantie contre le subjectivisme ; mais, du moins, il ne fait pas du subjectivisme une obligation. Bien plus : il rappelle la nécessité de l'éviter.

En bien des cas, nous nous sommes arrêtés, hésitant à décider si nous citerions tel ou tel jugement d'un contemporain sur le rôle de l'auteur de ce livre dans la marche des événements. Il eût été facile de renoncer à certaines citations s'il ne s'était point agi de quelque chose de plus grand que les règles conventionnelles du bon ton.

L'auteur de ce livre a été président du Soviet de Pétrograd après que les bolcheviks y eurent conquis la majorité ; ensuite, président du Comité révolutionnaire militaire qui organisa l'insurrection d'Octobre. Il ne peut et ne veut effacer de tels faits de l'histoire. La fraction actuellement gouvernante en URSS a eu le temps, dans ces dernières années, de consacrer une multitude d'articles et pas mal de livres à l'auteur du présent ouvrage, en se donnant pour tâche de démontrer que son activité était invariablement dirigée contre les intérêts de la révolution ; la question de savoir pourquoi le parti bolchevik plaça un « adversaire » si acharné, pendant les années les plus critiques, aux postes les plus lourds de responsabilités reste dans ce cas ouverte. Passer tout à fait sous silence des discussions rétrospectives serait, dans une certaine mesure, renoncer à rétablir dans sa vérité la marche des événements. Dans quel but ? Il n'est besoin de simuler le désintéressement qu'à celui qui a dessein de suggérer, en sourdine, à son lecteur, des conclusions qui ne

découlent point des faits. Nous préférons appeler les choses par leur nom, et conformément au vocabulaire.

Nous ne cacherons pas qu'en cette affaire, il ne s'agit pas seulement pour nous du passé. De même que les adversaires, attaquant la personne, s'efforcent de frapper le programme, ainsi la lutte pour un programme déterminé oblige la personne à rétablir sa place réelle dans les événements. Si quelqu'un dans la lutte pour de grandes tâches et pour sa place sous le drapeau n'est pas capable de voir autre chose que de la vanité personnelle, nous pouvons le regretter, mais nous ne nous chargeons point de le convaincre. En tout cas, nous avons pris toutes mesures pour que les questions « personnelles » n'occupent pas dans ce livre plus de place que celle à laquelle elles sont en droit de prétendre.

Certains des amis de l'Union soviétique — fréquemment ce ne sont que les amis des autorités soviétiques d'aujourd'hui, et tout juste pour le temps où subsisteront ces autorités — ont fait grief à l'auteur de son attitude critique à l'égard du parti bolchevik ou de tels de ses leaders. Aucun, cependant, n'a même essayé de réfuter ou de corriger le tableau que nous donnions de l'état du parti au cours des événements. Pour la gouverne de ces « amis » qui se croient appelés à défendre contre nous le rôle des bolcheviks dans l'insurrection d'octobre, nous les prévenons que notre ouvrage n'enseigne pas comment on peut aimer après coup une révolution victorieuse, sous la figure de la bureaucratie qui en est sortie, mais seulement comment une révolution se prépare, comment elle se développe et comment elle remporte la victoire. Le parti pour nous n'est pas un appareil dont l'infailibilité serait protégée par des répressions gouvernementales, mais c'est un organisme complexe qui, comme toute chose vivante, se développe dans des contradictions. La découverte de ces contradictions, et, dans ce nombre, des hésitations et des erreurs de l'état-major, n'affaiblit pas le moins du monde, à notre avis, l'importance du gigantesque travail historique dont le parti bolchevik a assumé le fait pour la première fois dans l'histoire mondiale.

L. TROTSKY, Prinkipo,

13 mai 1932.

Les «Journées de Juillet» : la préparation et le début.

[Retour à la table des matières](#)

En 1915, la guerre avait coûté à la Russie 10 milliards de roubles ; en 1916, 19 milliards ; pour le premier semestre de 1917, déjà 10 milliards 500 millions. La dette publique devait, au début de 1918, s'élever à 60 milliards, c'est-à-dire égaler presque la totalité de la fortune nationale que l'on évaluait à 70 milliards. Le comité exécutif central élaborait un projet d'appel pour un emprunt de guerre au nom séduisant d'« Emprunt de la Liberté », tandis que le gouvernement en venait à cette déduction simpliste qu'à moins d'un nouvel et formidable emprunt extérieur, non seulement il ne pourrait solder les commandes passées à l'étranger, mais ne saurait faire face à ses obligations intérieures. Le passif de la balance commerciale s'accroissait constamment. L'Entente, évidemment, se disposait à abandonner définitivement le rouble à son propre sort. Le jour même où l'appel pour l'Emprunt de la Liberté remplissait la première page des *Izvestia* soviétiques, le *Vestnik Pravitelstva* (*Messager du Gouvernement*) annonça une brusque chute du cours du rouble. La planche à billets ne suffisait déjà plus à suivre le rythme de l'inflation. Après les vieilles et solides devises qui avaient gardé quelque lustre de leur ancien pouvoir d'achat, on se préparait à adopter les étiquettes rousses, bonnes à coller sur des bouteilles, que le public appela bientôt des « kerensky ». Et le

bourgeois comme l'ouvrier, chacun à sa façon, donnaient à cette appellation une intonation dédaigneuse.

En paroles le gouvernement acceptait le programme d'une réglementation étatique de l'économie générale et il créa même à cette fin, dans les derniers jours de juin, d'encombrants organes. Mais la parole et l'action sous le Régime de Février, de même que l'esprit et la chair d'un chrétien dévot, se trouvaient en conflit incessant. Les organes de réglementation, sélectionnés à souhait, se préoccupaient de protéger les entrepreneurs contre les caprices d'un pouvoir gouvernemental chancelant et vacillant plutôt que de refréner les intérêts privés. Le personnel administratif et technique de l'industrie se différenciait ; les sommets, épouvantés par les tendances égalitaires des ouvriers, passaient résolument du côté des entrepreneurs. Les ouvriers considéraient avec répulsion les commandes de guerre dont les usines, en désarroi, étaient assurées pour une ou deux années.

Mais les entrepreneurs, eux aussi, perdaient le goût d'un travail producteur qui promettait plus de tracas que de bénéfices. L'arrêt, prémédité par les patrons, de la marche des entreprises prit un caractère systématique. La production métallurgique fut réduite de 40 %, le textile de 20 %. Tout ce qui était nécessaire à l'existence commençait à manquer. Les prix montaient à mesure de l'inflation et de la décadence économique. Les ouvriers bataillaient pour établir un contrôle sur le mécanisme administratif et commercial qu'on leur dissimulait et duquel dépendait leur sort. Le ministre du Travail, Skobelev, dans des manifestes prolixes prêchait aux ouvriers l'inadmissibilité d'une intervention dans la direction des entreprises. Le 24 juin, les *Izvestia* annoncèrent que l'on projetait encore de fermer un certain nombre d'usines. Des nouvelles identiques venaient de la province.

Le trafic des chemins de fer était encore plus lourdement touché que l'industrie. La moitié des locomotives avaient besoin de grosses réparations, une grande partie du matériel roulant se trouvait au front, le combustible venait à manquer. Le ministère des Voies et Communications ne parvenait pas à sortir de ses conflits avec les ouvriers et les employés des chemins de fer. Le

ravitaillément devenait constamment plus défectueux. Il ne restait plus à Petrograd de stocks de blé que pour dix ou quinze jours ; dans les autres centres, cela n'allait guère mieux. Etant donné la demi-paralysie du matériel roulant et la menace pressante d'une grève des chemins de fer, cela signifiait que le danger d'une famine était constant. On n'avait devant soi aucune perspective d'éclaircie. Ce n'était pas cela que les ouvriers avaient attendu de la révolution.

Il en était pis encore, si possible, dans la sphère de la politique. L'irrésolution est l'état le plus pénible dans la vie des gouvernements, des nations, des classes, comme dans celle de l'individu. La révolution est le plus implacable des moyens que l'on ait de résoudre les questions historiques. Les échappatoires, dans une révolution, sont d'une politique ruineuse entre toutes.

Un parti de révolution ne doit pas plus hésiter qu'un chirurgien qui vient d'enfoncer le scalpel dans un corps malade. Or, le régime du double pouvoir qui était sorti de l'insurrection de février était l'irrésolution organisée. Tout se tournait contre le gouvernement. Les amis sous condition devenaient des adversaires, les adversaires des ennemis, les ennemis s'armaient. La contre-révolution se mobilisait tout à fait ouvertement, inspirée par le comité central du parti cadet, par l'état-major politique de tous ceux qui avaient quelque chose à perdre. Le comité principal de l'union des officiers, au Grand Quartier Général, à Mohilev, représentant environ cent mille officiers mécontents et le soviet de l'union des troupes cosaques à Petrograd constituaient les deux leviers militaires de la contre-révolution. La Douma d'État, malgré la décision prise en juin par le congrès des soviets, décida de continuer ses « séances privées ». Son comité provisoire couvrait légalement l'activité contre-révolutionnaire que finançaient largement les banques et les ambassades de l'Entente. Les conciliateurs étaient menacés de droite et de gauche. Regardant de côté et d'autre avec inquiétude, le gouvernement décida secrètement d'assigner des fonds pour l'organisation d'un contre-espionnage social, c'est-à-dire pour une police politique secrète.

C'est à peu près à la même époque, au milieu de juin, que le

gouvernement fixa pour le 27 septembre les élections à l'assemblée constituante. La presse libérale, malgré la participation des cadets au gouvernement, menait une campagne acharnée contre la date officiellement fixée, échéance à laquelle personne ne croyait et que personne ne défendait sérieusement. L'image même d'une assemblée constituante, si brillante dans les premiers jours de mars, se ternissait et se voilait. Tout se retournait contre le gouvernement, même ses rares et anémiques bonnes intentions. C'est seulement le 30 juin qu'il trouva le courage de supprimer les tuteurs nobles du village, les *zemskie natchalniki* (surveillants-chefs des terres) dont le nom même était odieux au pays depuis le jour où les avait institués Alexandre III. Et cette réforme partielle, forcée et tardive, jetait sur le gouvernement provisoire l'empreinte d'une humiliante lâcheté.

La noblesse, pendant ce temps, se remettait de ses terreurs, les propriétaires de biens-fonds se regroupaient et prenaient l'offensive. Le comité provisoire de la Douma réclama du gouvernement, à la fin de juin, qu'il prît des mesures décisives pour protéger les propriétaires contre les paysans excités par « des éléments criminels ». Le 1^{er} juillet s'ouvrit à Moscou le congrès panrusse des propriétaires fonciers, en écrasante majorité composé de nobles. Le gouvernement se démenait, s'efforçant d'hypnotiser par des phrases tantôt les moujiks, tantôt les propriétaires. Mais c'est surtout au front que les choses allaient mal. L'offensive sur laquelle misait définitivement Kerensky lui-même pour la lutte à l'intérieur n'accusait plus que des mouvements convulsifs. Le soldat ne voulait pas continuer la guerre. Les diplomates du prince Lvov n'osaient plus regarder en face les diplomates de l'Entente. On avait à toute force besoin de l'emprunt. Pour montrer de la poigne, le gouvernement, impuissant et condamné d'avance, menait une offensive contre la Finlande, la réalisant, comme toutes les affaires les plus malpropres, par les mains des socialistes.

En même temps, le conflit avec l'Ukraine s'aggravait et menait à une rupture déclarée. Bien loin en arrière restaient les jours où Albert Thomas avait chanté le los de la radieuse révolution et de Kerensky. Au début de juillet, l'ambassadeur de France Paléologue, trop imprégné des senteurs des

salons raspoutiniens, fut remplacé par le « radical » Noulens. Le journaliste Claude Anet fit au nouvel ambassadeur un rapport introductif sur Petrograd. En face de l'ambassade de France, de l'autre côté de la Neva, s'étend le quartier de Vyborg. « C'est le rayon des grandes usines qui appartient tout entier aux bolcheviks, Lénine et Trotsky y règnent en maîtres. » Dans le même rayon se trouvent les casernes du régiment de mitrailleurs, comptant environ dix mille hommes et plus de mille mitrailleuses ; ni les socialistes-révolutionnaires, ni les mencheviks n'ont accès dans les casernes du régiment. Les autres régiments sont soit bolcheviks, soit neutres. « Si Lénine et Trotsky veulent prendre Petrograd, qui les en empêchera ? » Noulens écoutait avec étonnement. « Comment donc le gouvernement tolère-t-il cette situation ? » « Mais que lui reste-t-il à faire ? » répondit le journaliste. « Il faut comprendre que le gouvernement n'a qu'une force morale, et encore, me semble-t-il, très faible... »

Ne trouvant pas d'issue, l'énergie réveillée des masses se fractionnait en mouvements spontanés, en actes de partisans, en saisies arbitraires. Les ouvriers, les soldats, les paysans tentaient de résoudre partiellement ce que leur refusait le pouvoir qu'ils avaient eux-mêmes créé. L'irrésolution des dirigeants est ce qui débilite le plus les masses. Une attente stérile les pousse à frapper de plus en plus opiniâtrement aux portes que l'on ne veut pas leur ouvrir, ou bien les amène à de véritables explosions de désespoir. Déjà, durant le congrès des soviets, quand les provinciaux avaient à peine retenu la main de leurs leaders levée sur Petrograd, les ouvriers et les soldats avaient suffisamment pu constater quels étaient à leur égard les sentiments et les intentions des dirigeants des soviets. Tseretelli après Kerensky, était devenu un personnage non seulement étranger, mais odieux à la majorité des ouvriers et des soldats de Petrograd. Dans la périphérie de la révolution s'accroissait l'influence des anarchistes, qui jouaient le rôle principal au sein d'un comité révolutionnaire arbitrairement créé dans la villa Dournovo. Mais même les couches les plus disciplinées de la classe ouvrière, même les larges sphères du parti bolchevik, commençaient à perdre patience ou bien à prêter l'oreille à ceux qui ne patientaient plus. La manifestation du 18 juin découvrit à tous que

le gouvernement n'avait aucun appui. « Qu'est-ce qu'ils attendent donc, ceux de là-haut ? » demandaient les soldats et les ouvriers, songeant non plus seulement aux leaders conciliateurs, mais aussi aux institutions dirigeantes des bolcheviks.

La lutte pour les salaires, en raison des prix d'inflation, énervait et exténuait les ouvriers. Cette question se posa avec une acuité particulière, au cours de juin, dans l'usine géante de Poutilov, où travaillaient trente-six mille hommes. Le 21 juin, dans plusieurs ateliers de l'usine, éclata une grève. La stérilité de ces explosions partielles n'était que trop claire pour le parti. Le lendemain, la réunion dirigée par les bolcheviks, des représentants des principales organisations ouvrières et de soixante-dix usines, déclara que « l'affaire des travailleurs de Poutilov était la cause de tout le prolétariat de Petrograd » et invita les travailleurs de Poutilov à « contenir leur légitime indignation ». La grève fut ajournée. Cependant les douze journées qui suivirent n'apportèrent aucun changement. La masse ouvrière des usines était en fermentation profonde, cherchant une issue. Dans chaque entreprise, il y avait un conflit, et tous ces conflits portaient en haut, vers le gouvernement. Un rapport du syndicat des mécaniciens cheminots (brigades attachées aux locomotives), adressé au ministre des Voies et Communications, disait : « Pour la dernière fois, nous déclarons que toute patience arrive à bout. Nous n'avons plus la force de vivre dans une pareille situation... » C'était une plainte portant non seulement sur la misère et la famine, mais aussi sur la duplicité, le manque de caractère, l'imposture. Le mémoire protestait avec une particulière indignation contre « les incessants appels au devoir civique et à l'abstinence des ventres creux ».

En mars, le pouvoir avait été remis au gouvernement provisoire par le comité exécutif sous condition que les troupes révolutionnaires ne seraient point évacuées de la capitale. Mais ces journées-là étaient d'un passé déjà lointain. La garnison avait évolué vers la gauche — les cercles dirigeants du soviet vers la droite. La lutte contre la garnison était constamment à l'ordre du jour. Si les contingents n'étaient pas en totalité éloignés de la capitale, les plus révolutionnaires, sous prétexte de nécessité stratégique, étaient

systématiquement affaiblis par des prélèvements de compagnies destinées au front. Des bruits de constants remaniements sur le front d'unités, pour insoumission, pour refus d'exécuter des ordres de combat, parvenaient à tout instant à la capitale. Deux divisions sibériennes — naguère encore les chasseurs sibériens n'étaient-ils pas considérés comme les meilleurs ? — furent dissoutes, avec emploi de la force armée. Dans la seule affaire de la Ve armée, la plus proche de la capitale, qui avait en masse refusé d'obéir aux ordres de combat, 97 officiers et 12 725 soldats furent mis en accusation. La garnison de Petrograd, accumulateur du mécontentement du front, du village, des quartiers ouvriers et des casernes, ne cessait de s'agiter.

Des quadragénaires barbus demandaient avec une insistance extrême à rentrer dans leurs foyers pour les travaux des champs. Les régiments cantonnés dans le quartier de Vyborg, le 1^{er} de mitrailleurs, le 1^{er} de grenadiers, le régiment moscovite, le 180^e d'infanterie et d'autres, se trouvaient constamment sous le jet brûlant de leur entourage prolétarien. Des milliers d'ouvriers, passaient devant les casernes, parmi lesquels un bon nombre d'infatigables agitateurs du bolchevisme. Sous les murailles sales, devenues odieuses, s'improvisaient presque continuellement des meetings. Le 22 juin, alors que les manifestations patriotiques provoquées par l'offensive n'étaient pas encore éteintes, une auto du comité exécutif eut l'imprudence de s'engager sur la perspective Sampsonievsky, promenant des pancartes : « En avant pour Kerensky ! » Le régiment moscovite mit en arrestation les agitateurs, déchira leurs appels et expédia l'auto des patriotes au régiment des mitrailleurs.

Les soldats étaient en général plus impatients que les ouvriers ; d'abord parce qu'ils étaient sous la menace directe d'un envoi au front, ensuite parce qu'ils avaient beaucoup plus de mal à s'assimiler les motifs de la stratégie politique. En outre, chacun d'eux avait le fusil à la main, et, après février, le soldat était enclin à surestimer le pouvoir spécifique de cette arme. Un vieil ouvrier bolchevik, Lizdine, racontait plus tard comment des soldats du 180^e de réserve lui avaient parlé : « Alors, quoi ? Ils s'endorment, les nôtres, là-bas dans le palais de Kczesinska ? Allons chasser Kerensky !... »

Dans les réunions de régiments, des motions étaient constamment votées sur la nécessité d'agir enfin contre le gouvernement. Des délégations de certaines usines se présentaient dans les casernes demandant aux soldats s'ils sortiraient dans la rue. Les mitrailleurs envoient leurs représentants à d'autres unités de la garnison, les invitant à s'insurger contre la prolongation de la guerre. Certains délégués, plus impatients, ajoutent : le régiment Pavlovsky, le régiment moscovite et quarante mille ouvriers de Poutilov marcheront « demain ». Les remontrances officielles du comité exécutif n'ont pas d'effet. De plus en plus se précise le danger de voir Petrograd, non soutenu par le front et la province être défait en détail.

Le 21 juin, Lénine, dans la *Pravda*, invitait les ouvriers et les soldats de Petrograd à attendre le jour où les événements amèneraient à la cause de la capitale les grosses réserves. « Nous comprenons l'amertume, nous comprenons l'effervescence des ouvriers de Piter. Mais nous leur disons : camarades, une action directe ne serait pas rationnelle pour le moment. » Le lendemain, une conférence privée de bolcheviks dirigeants, qui se tenaient apparemment « plus à gauche » que Lénine, en vint à conclure que, malgré l'état d'esprit des soldats et des masses ouvrières, il ne fallait pas encore accepter la bataille : « Mieux vaut attendre que les partis gouvernants se soient définitivement couverts de honte par un début d'offensive. Nous aurons alors partie gagnée. » C'est ce que rapporte Latzis, organisateur de district, un des plus impatients en ces jours-là. Le comité est de plus en plus souvent forcé d'envoyer des agitateurs aux casernes et aux entreprises pour les garder d'une action prématurée.

Hochant la tête, confus, les bolcheviks de Vyborg se plaignent entre eux : « Nous devons servir de lances de pompiers. » Cependant, les appels à sortir dans la rue n'arrêtent pas, de jour en jour, il y en eut qui étaient d'évidentes provocations. L'organisation militaire des bolcheviks se trouva contrainte d'adresser aux soldats et aux ouvriers un manifeste : « Ne croyez à aucun appel à sortir dans la rue qui serait lancé au nom de l'organisation militaire. L'organisation militaire ne vous appelle pas à manifester. » Et plus loin, avec plus d'insistance : « Exigez de tout agitateur ou orateur qui vous demanderait

d'agir au nom de l'organisation militaire un certificat signé par le président et le secrétaire. »

Sur la fameuse place de l'Ancre, à Cronstadt, où les anarchistes élèvent de plus en plus hardiment la voix, on élabore ultimatum sur ultimatum. Le 23 juin, des délégués de la place de l'Ancre, sans l'assentiment du soviet de Cronstadt, exigeaient du ministère de la Justice l'élargissement d'un groupe d'anarchistes pétersbourgeois, sous menace d'un raid de matelots qui attaqueraient la prison. Le lendemain, des représentants d'Oranienbaum déclarèrent au ministre de la Justice que leur garnison était, elle aussi, émue des arrestations faites à la villa Dournovo, comme à Cronstadt, et que, chez eux, « on astiquait déjà les mitrailleuses ». La presse bourgeoise saisit au vol ces menaces et les agita sous le nez de ses alliés les conciliateurs. Le 26 juin arrivèrent du front à leur bataillon de réserve des délégués du régiment de grenadiers de la Garde, avec cette déclaration ; le régiment est contre le gouvernement provisoire et exige que le pouvoir passe aux soviets ; le régiment refuse de participer à l'offensive commencée par Kerensky ; il se demande avec inquiétude si le comité exécutif, avec les ministres socialistes, n'a point pris parti pour les bourgeois. L'organe du comité exécutif publia sur cette visite, un compte-rendu plein de reproches.

L'ébullition était grande, non seulement à Cronstadt, mais dans toute la flotte de la Baltique dont la principale base était Helsingfors. Le plus actif agent des bolcheviks dans la flotte était incontestablement Antonov-Ovseenko qui, déjà comme jeune officier, avait participé au soulèvement de Sebastopol en 1905 ; menchevik pendant les années de la réaction, émigré internationaliste pendant les années de guerre, collaborateur de Trotsky pour la publication à Paris du journal *Nache Slovo* (*Notre Parole*), il s'était joint aux bolcheviks après son retour de l'émigration. Peu ferme en politique, mais personnellement courageux, impulsif, désordonné, mais capable d'initiative et d'improvisation, Antonov-Ovseenko, encore peu connu à l'époque, prit ensuite dans les événements de la révolution une place qui était loin d'être la dernière, « A Helsingfors, au comité du parti — raconte-t-il dans ses Mémoires — nous comprenions la nécessité de patienter et de nous préparer

sérieusement. Nous avons aussi des instructions en ce sens du comité central. Mais nous avons parfaitement conscience de l'inéluctabilité d'une explosion et nous regardions avec anxiété du côté de Piter. »

Or, de ce côté-là, les éléments explosifs s'accumulaient de jour en jour. Le 2^e régiment de mitrailleurs, plus arriéré que le 1^{er}, vota une résolution sur la transmission du pouvoir aux soviets. Le 3^e régiment d'infanterie refusa de laisser partir pour le front quatorze compagnies désignées. Les réunions dans les casernes prenaient un caractère de plus en plus orageux. Un meeting au régiment des grenadiers, le 1^{er} juillet, donna lieu à l'arrestation du président du comité et à de l'obstruction à l'égard des orateurs mencheviks : A bas l'offensive ! A bas Kerensky ! Au centre même de la garnison se tenaient les mitrailleurs qui ouvrirent les écluses au torrent de juillet.

Le nom du 1^{er} régiment de mitrailleurs nous est déjà tombé sous les yeux au cours des événements des premiers mois de la révolution. Arrivé bientôt après l'insurrection, sur sa propre initiative, d'Oranienbaum à Petrograd, « pour défendre la révolution », ce régiment rencontra immédiatement la résistance du comité exécutif, lequel prit la décision suivante : remercier le régiment et le renvoyer à Oranienbaum. Les mitrailleurs refusèrent carrément de quitter la capitale : « Les contre-révolutionnaires peuvent tomber sur le soviets et rétablir l'ancien régime. » Le comité exécutif céda et plusieurs milliers de mitrailleurs restèrent à Petrograd avec leurs mitrailleuses. S'étant installés à la Maison du Peuple, ils ne savaient ce qu'il adviendrait d'eux. Dans leur milieu, cependant, il y avait un bon nombre d'ouvriers de Petrograd, et ce n'est donc point par hasard que le comité des bolcheviks se chargea de s'occuper des mitrailleurs. Son intervention leur assura un ravitaillement prélevé à la forteresse Pierre-et-Paul. L'amitié était scellée. Bientôt elle devint indéfectible.

Le 21 juin, les mitrailleurs prirent, en assemblée générale, la décision suivante : « Dans la suite, n'envoyer des effectifs au front que dans le cas où la guerre aurait un caractère révolutionnaire. » Le 2 juillet, le régiment organisa à la Maison du Peuple un meeting d'adieux pour la « dernière »

compagnie envoyée au front. Loutcharsky et Trotsky y prirent la parole : les autorités essayèrent plus tard d'attribuer à cet incident une importance exceptionnelle. Au nom du régiment répondirent le soldat Jiline et un vieux bolchevik, le sous-officier Lachevitch. La surexcitation était très grande, on stigmatisait Kerensky, on jurait fidélité à la révolution, mais personne ne proposa de résolutions pratiques pour l'avenir le plus prochain. Cependant, depuis quelques jours, en ville, on espérait avec ténacité des événements. Les « Journées de Juillet », d'avance, projetaient leur ombre. « De toutes parts, dans tous les coins — écrit Soukhanov dans ses Mémoires — au soviet, au palais Marie, chez l'habitant, sur les places et les boulevards, dans les casernes et les usines, on parlait de certaines manifestations à prévoir d'un jour à l'autre... Personne ne savait exactement qui devait manifester, comment et où. Mais la ville se sentait à la veille de quelque explosion. » Et la manifestation effectivement, éclata. L'impulsion vint d'en haut, des sphères dirigeantes.

Le jour même où Trotsky et Lounatcharsky parlaient, chez les mitrailleurs, de l'incapacité de la coalition, quatre ministres cadets, faisant sauter cette coalition, quittèrent le gouvernement. Comme prétexte, ils choisirent le fait inacceptable, pour eux, en raison de leurs prétentions à jouer un rôle de grande puissance, du compromis par lequel leurs collègues conciliateurs avaient traité avec l'Ukraine. La véritable cause de cette rupture démonstrative était en ceci que les conciliateurs tardaient à refréner les masses. Le choix du moment fut suggéré par l'échec de l'offensive, non encore avouée officiellement, mais ne faisant déjà plus de doute pour les initiés. Les libéraux jugèrent opportun de laisser leurs alliés de gauche face à face avec la défaite et avec les bolcheviks. La rumeur de la démission des cadets se répandit immédiatement dans la capitale et donna une généralisation politique de tous les conflits en cours dans un mot d'ordre, plus exactement dans un cri de détresse : il faut en finir avec toutes ces chinoiseries de coalition !

Les soldats et les ouvriers estimaient que de la solution donnée au problème du pouvoir, selon que le pays serait gouverné par la bourgeoisie ou

par leurs propres soviets, toutes autres questions dépendaient : salaires, prix du pain, obligation de se faire tuer au front pour des fins ignorées, il y avait dans ces attentes une certaine dose d'illusion, dans la mesure où les masses espéraient en venir, par un changement de pouvoir, à la solution immédiate de tous les problèmes angoissants. Mais, en fin de compte, elles avaient raison : la question du pouvoir déterminait la direction de toute la révolution et par suite, fixait le sort de chacun en particulier. Supposer que les cadets pouvaient ne pas prévoir les répercussions de leur acte de sabotage déclaré à l'égard des soviets, ce serait résolument sous-estimer Milioukov. Le leader du libéralisme s'efforçait évidemment d'entraîner les conciliateurs dans une situation critique qui n'aurait d'issue que par l'emploi des baïonnettes : en ces jours-là, il croyait fermement que par une audacieuse saignée, l'on pouvait sauver la situation.

Le 3 juillet, dès le matin, plusieurs milliers de mitrailleurs, interrompant brusquement une réunion des comités de leurs compagnies et du régiment, élurent un président des leurs et exigèrent que l'on discutât immédiatement d'une manifestation armée. Le meeting prit aussitôt un cours tumultueux. La question du départ pour le front se croisait avec la crise gouvernementale. Le président de l'assemblée, le bolchevik Golovine, essayait de freiner, proposant une entente préalable avec les autres unités de l'armée et avec l'organisation militaire. Mais toute allusion à un ajournement mettait les soldats en fureur. A la réunion surgit l'anarchiste Bleichmann, petit personnage, mais haut en couleur sur le fond de 1917. Possédant un très modeste bagage d'idées, mais un flair certain devant la masse, sincère en son esprit borné, mais toujours enflammé, la blouse déboutonnée sur la poitrine, la chevelure bouclée et hirsute, Bleichmann rencontrait dans les meetings un bon nombre de sympathies à demi ironiques. Les ouvriers le considéraient, à vrai dire, avec réserve, avec une certaine impatience — surtout les métallurgistes. Mais les soldats souriaient gaiement à ses discours, échangeant entre eux des coups de coude et émoustillant l'orateur par des mots épicés : ils étaient évidemment prédisposés en sa faveur par son apparence excentrique, par son ton résolu d'homme qui raisonne peu, par son accent judéo-américain, mordant comme

du vinaigre.

À la fin de juin, Bleichmann nageait dans toutes sortes de meetings improvisés comme un poisson dans l'eau. Il avait toujours la même décision sur lui : sortir, les armes à la main. L'organisation ? « c'est la rue qui nous organisera. » La tâche ? « Renverser le gouvernement provisoire comme on a renversé le tsar », bien qu'alors pas un seul parti n'ait fait appel dans ce sens. Des harangues de ce genre correspondaient au mieux, pour le moment, aux dispositions des mitrailleurs et non seulement de ces derniers. Nombreux étaient les bolcheviks qui ne cachaient pas leur satisfaction de voir la base passer outre à leurs remontrances officielles. Les ouvriers d'avant-garde se rappelaient qu'en février les dirigeants s'étaient préparés à donner le signal de la retraite juste à la veille de la victoire ; qu'en mars, la journée de huit heures avait été conquise sur l'initiative de la base ; qu'en avril, Milioukov avait été renversé par des régiments spontanément sortis dans la rue. Le rappel de ces faits allait au-devant de l'opinion des masses, tendue et impatiente.

L'organisation militaire des bolcheviks, immédiatement informée de l'effervescence qui régnait au meeting des mitrailleurs, envoya à la réunion, l'un après l'autre, des agitateurs. Bientôt arriva Nevsky en personne, dirigeant de l'organisation militaire, que les soldats estimaient beaucoup. Il semble qu'il fut écouté. Mais, comme le meeting se prolongeait interminablement, les dispositions de l'auditoire changeaient, de même que sa composition. « Ce fut pour nous une très grande surprise — raconte Podvoïsky, autre dirigeant de l'organisation militaire — quand, à sept heures du soir, arriva au galop une estafette pour nous annoncer que... les mitrailleurs avaient de nouveau décidé de manifester. » A la place de l'ancien comité de régiment, ils avaient élu un comité révolutionnaire provisoire comptant deux hommes par compagnie, sous la présidence du sous-lieutenant Semachko. Des délégués spécialement désignés faisaient déjà la tournée des régiments et des usines pour leur demander leur appui. Les mitrailleurs n'oublièrent pas, bien entendu, d'envoyer aussi des émissaires à Cronstadt.

Ainsi, à un étage au-dessous des organisations officielles, partiellement

sous leur couverture, se tendaient de nouveaux liens temporaires entre les régiments et les usines les plus exaspérées. Les masses n'avaient pas l'intention de rompre avec le soviét, au contraire elles voulaient qu'il s'emparât du pouvoir. Moins encore elles étaient disposées à rompre avec le parti bolchevik. Mais ce parti leur paraissait irrésolu. Elles voulaient donner un coup d'épaule, menacer le comité exécutif, pousser en avant les bolcheviks. On improvise des délégations, on crée de nouveaux points de liaison et des centres d'action, non permanents, mais adaptés au cas présent. Les circonstances et les états d'opinion se modifient si rapidement et brusquement que même une organisation des plus souples, telle que les soviets, retarde inévitablement et que les masses sont chaque fois obligées de créer des organes auxiliaires pour les besoins du moment.

En de telles improvisations se glissent par surprise, assez souvent, des éléments de hasard, et non point toujours très sûrs. Les anarchistes jettent de l'huile sur le feu, mais certains des novices du bolchevisme, également impatients, font comme eux. Sans aucun doute s'incorporent dans l'affaire des provocateurs, peut-être des agents de l'Allemagne, mais, bien plus sûrement, des agents du contre-espionnage de la réaction russe. Comment débrouiller le tissu complexe des mouvements de masses, fil par fil ? Le caractère général des événements se détermine néanmoins en toute clarté. Petrograd sentait sa force, prenait son élan sans jeter un regard en arrière ni sur la province, ni sur le front, et le parti bolchevik lui-même était déjà incapable de modérer la capitale. Ici, l'expérience seule pouvait aider.

En appelant les régiments et les ouvriers à descendre dans la rue, les délégués des mitrailleurs n'oubliaient pas d'ajouter que la manifestation devait être armée. Oui, et comment faire autrement ? On ne va tout de même pas s'exposer sans armes aux coups des adversaires. En outre, et ceci est probablement l'essentiel, il faut montrer sa force ; or, un soldat qui n'a pas son fusil n'est pas une force. Mais, sur ce point encore, tous les régiments et toutes les usines étaient du même avis : si l'on manifestait, ce ne pouvait être qu'avec une provision de plomb.

Les mitrailleurs ne perdaient point de temps : ayant engagé une grosse partie, ils devaient la mener à bout le plus vite possible. Les procès-verbaux de l'instruction caractérisèrent plus tard les actes du sous-lieutenant Semachko, un des principaux dirigeants du régiment, dans les termes que voici : « ... Il a demandé des automobiles aux usines, a armé les voitures de mitrailleuses, les a envoyées au palais de Tauride et en d'autres endroits, en fixant les itinéraires ; il a personnellement fait sortir le régiment de la caserne pour le mener en ville, s'est rendu au bataillon de réserve du régiment moscovite dans le but de le déterminer à manifester, à quoi il est arrivé ; il a promis aux soldats du régiment de mitrailleurs l'appui des régiments de l'organisation militaire, il est resté en constante liaison avec cette organisation, sise dans la maison de Kczesinska, et avec le leader des bolcheviks, Lénine ; il a envoyé des escouades pour garder le siège de ladite organisation. » L'insinuation formulée ici contre Lénine est destinée à compléter le tableau : Lénine, ni ce jour-là ni dans les jours précédents ne s'était trouvé à Petrograd : depuis le 29 juin, étant souffrant, il résidait dans une villa en Finlande. Mais pour le reste, le style concis du fonctionnaire de la justice militaire traduit assez bien la fièvre qui s'était emparée des mitrailleurs dans leurs préparatifs. Dans la cour de la caserne l'on travaillait avec non moins d'ardeur. Aux soldats non armés l'on distribuait des fusils, à certains, des grenades, et sur chaque auto-camion fourni par les usines, on installait trois mitrailleuses avec leurs servants. Le régiment devait sortir dans la rue en ordre de bataille.

Dans les usines, il se passait à peu près la même chose : des délégués arrivaient, soit de la caserne des mitrailleurs, soit de quelque usine Vohine, et appelaient à manifester. On eût dit qu'on les attendait depuis longtemps : on débrayait immédiatement. Un ouvrier de l'usine Renault raconte : « Après déjeuner, plusieurs mitrailleurs accoururent chez nous et nous demandèrent de leur livrer des auto-camions. Malgré la protestation de notre collectivité (bolcheviks), il fallut donner les autos... En toute hâte ils chargèrent sur les voitures des « Maxims » (mitrailleuses) et filèrent vers la Nevsky. Alors, il devint impossible de retenir nos ouvriers... Tous, en vêtements de travail, en

salopettes, désertant les machines, sortirent des ateliers... » Les protestations des bolcheviks dans les usines n'étaient pas toujours, doit-on penser, très insistantes. Là où la lutte se prolongea le plus, ce fut aux usines Poutilov. Vers deux heures de l'après-midi, le bruit courut dans les ateliers qu'une délégation de mitrailleurs était arrivée et convoquait un meeting. Environ dix mille ouvriers s'assemblèrent devant les locaux de l'administration. Acclamés, les mitrailleurs racontèrent qu'ils avaient reçu l'ordre de partir le 4 juillet pour le front, mais qu'ils avaient résolu « de marcher non du côté du front allemand, contre le prolétariat allemand, mais bien contre leurs propres ministres capitalistes ». L'état des esprits monta. « En avant ! en avant ! », crièrent les ouvriers. Le secrétaire du comité d'usine, un bolchevik, faisait des objections, proposant de demander l'avis du parti. Protestations de toutes parts : « A bas ! à bas ! » vous voulez encore traîner l'affaire en longueur !... On ne peut pas continuer à vivre comme ça ! »... Vers six heures arrivèrent des représentants du comité exécutif, mais ils réussirent encore moins à influencer les ouvriers.

Le meeting continuait, l'interminable, nerveux, obstiné meeting d'une masse de milliers d'hommes qui cherche une issue et n'admet pas qu'on lui suggère que cette issue est inexistante. On propose d'envoyer une délégation au comité exécutif : encore un atermoiement. L'assemblée restait en permanence. Sur ces entrefaites, un groupe d'ouvriers et de soldats vient annoncer que le quartier de Vyborg s'est déjà mis en marche vers le palais de Tauride. Il devient impossible de faire obstacle plus longtemps. On décide de marcher. Un certain Efimov courut au comité de quartier du parti pour demander « ce qu'on allait faire ». On lui répondit : « Nous ne manifesterons pas, mais nous ne pouvons abandonner les ouvriers à leur sort, c'est pourquoi nous marchons avec eux. » A ce moment apparut Tchoudine, membre d'un comité de quartier, annonçant que, dans tous les quartiers, les ouvriers se mettaient en marche et que les militants du parti devaient « maintenir l'ordre », c'est ainsi que les bolcheviks étaient saisis et entraînés dans le mouvement, tout en cherchant à justifier leurs actes qui allaient à l'encontre de la décision officielle du parti.

La vie industrielle de la capitale, vers sept heures du soir, avait

complètement cessé. L'une après l'autre, les usines se soulevaient, formaient les rangs, des détachements de gardes rouges s'armaient. « Dans une masse de milliers d'ouvriers — raconte Metelev, militant de Vyborg — allaient et venaient, fusant claquer les culasses de leurs fusils, des centaines de jeunes gardes. Les uns introduisaient des chargeurs dans leurs armes, d'autres sanglaient des courroies, d'autres encore attachaient à leurs ceinturons musettes et cartouchières, ou bien mettaient baïonnette au canon, et les ouvriers qui n'avaient pas d'armes aidaient les gardes à s'équiper... » La perspective Sampsonievsky, principale artère du quartier de Vyborg, regorge de monde. Sur la droite et sur la gauche, des colonnes serrées de travailleurs. Au milieu de la chaussée défile le régiment de mitrailleurs, épine dorsale du cortège. En tête de chaque compagnie, les auto-camions avec les « Maxims ». Derrière le régiment des mitrailleurs, les ouvriers ; en arrière-garde, couvrant la manifestation, les unités du régiment moscovite. Au-dessus de chaque détachement, un drapeau : « Tout le pouvoir aux soviets ! » Le cortège de funérailles en mars ou la manifestation du premier mai avaient été probablement plus nombreux. Mais le défilé de juillet est incomparablement plus impétueux, plus menaçant et... d'une composition plus homogène. « Sous les drapeaux rouges marchent des ouvriers et des soldats, écrit un des participants. On n'aperçoit ni cocardes de fonctionnaires, ni les étincelants boutons des étudiants, ni les chapeaux de « dames sympathisantes » — tout cela se voyait quatre mois auparavant, en février — mais, dans le mouvement de ce jour-ci, rien de pareil, aujourd'hui marchent seulement les sombres esclaves du capital. »

Par les rues triaient en diverses directions des autos chargées d'ouvriers et de soldats armés : délégués, agitateurs, éclaireurs, hommes de liaison, effectifs chargés de racoler les ouvriers et les régiments. Tous croisent le fusil. Les camions automobiles, hérissés de baïonnettes, reproduisaient le tableau des journées de février, électrisaient les uns, terrifiaient les autres. Le cadet Nabokov écrit : « Ce sont les mêmes faces démentes, abruties, bestiales, que nous nous rappelons tous depuis les journées de février », c'est-à-dire depuis les journées de cette même révolution que les libéraux avaient officiellement

appelée glorieuse et non sanglante. Vers neuf heures, sept régiments se dirigeaient déjà vers le palais de Tauride. En route s'adjoignirent des colonnes venues des usines et de nouvelles unités militaires. Le mouvement du régiment de mitrailleurs révélait une formidable puissance contagieuse. Les « Journées de Juillet » s'étaient ouvertes.

Cà et là s'improvisèrent des meetings. D'un côté et de l'autre on entendait des coups de feu. D'après l'ouvrier Korotkov, « sur la Liteïny, on sortit d'une cave une mitrailleuse et un officier qui fut abattu sur place » Des rumeurs de toutes sortes devançant la manifestation, elle diffuse autour d'elle l'épouvante dans toutes les directions. Que ne transmettent pas seulement les téléphones des quartiers du centre, apeurés ! On communique que vers huit heures du soir une auto arriva à toute vitesse à la gare de Varsovie recherchant, pour l'arrêter, Kerensky qui partait justement ce jour-là pour le front ; mais il était trop tard, le train était parti et l'arrestation n'eut pas lieu. Cet épisode fut mentionné dans la suite plus d'une fois comme une preuve du complot. Qui précisément se trouvait dans l'automobile et qui avait découvert les mystérieuses intentions de ses occupants ? On ne l'a jamais su. Ce soir-là, des autos chargées d'hommes armés couraient dans toutes les directions, probablement aussi aux alentours de la gare de Varsovie. Des invectives crues à l'adresse de Kerensky retentissaient en de nombreux endroits. Ce fût vraisemblablement, l'origine de la légende, en supposant qu'elle n'ait pas été totalement inventée d'un bout à l'autre.

Les *Izvestia* dessinaient le schéma suivant des événements du 3 juillet : « A cinq heures de l'après-midi sont sortis en armes : le 1^{er} de mitrailleurs, un contingent du régiment moscovite, un contingent de grenadiers, un contingent aussi du régiment Pavlovsky. A eux se sont jointes des masses d'ouvriers... Vers huit heures du soir ont commencé à s'assembler, autour du palais Kczesinska, différentes unités de régiments, armées de pied en cap, avec des drapeaux rouges et des pancartes exigeant la transmission du pouvoir aux soviets. Du haut du balcon, des discours sont prononcés... A dix heures et demie, sur la place qui est devant le palais de Tauride, a lieu un meeting... Les unités ont élu une députation au conseil exécutif central panrusse, laquelle

a formulé en leur nom les revendications suivantes : A bas les dix ministres bourgeois ! Tout le pouvoir au soviet ! Arrêter l'offensive ! confiscation des imprimeries des journaux bourgeois ! La nationalisation de la terre ! contrôle sur la production ! » Si l'on met de côté quelques retouches d'intérêt secondaire : « des unités de régiments » au lieu de : « des régiments », « des masses d'ouvriers » au lieu de « des usines entières », on peut dire que l'organe officieux de Tseretelli-Dan, dans l'ensemble, n'altère point ce qui se passa et, en particulier, signale exactement les deux foyers de la manifestation : l'hôtel privé de Kczesinska et le palais de Tauride. Moralement et matériellement, le mouvement tournait autour de ces deux centres antagonistes : à la Kczesinska on vient chercher des indications, une direction, la parole inspiratrice ; au palais de Tauride on vient formuler des revendications et même faire menace de la force que l'on représente.

À trois heures de l'après-midi, devant la conférence générale des bolcheviks de la capitale, réunie ce jour-là dans l'hôtel de Kczesinska, deux délégués des mitrailleurs étaient venus communiquer la décision prise par leur régiment de manifester. Personne ne s'attendait à cela, personne ne voulait de cela. Tomsky déclara : « Les régiments qui se sont mis en mouvement n'ont pas agi en bonne camaraderie, n'ayant pas invité le comité de notre parti à discuter la question. Le comité central propose à la conférence : 1° de publier un manifeste pour contenir les masses ; 2° d'élaborer une adresse au comité exécutif, lui proposant de prendre le pouvoir en main. On ne peut parler en ce moment d'une manifestation sans désirer une nouvelle révolution. » Tomsky, vieil ouvrier bolchevik, ayant marqué sa fidélité au parti par des années de bagne, connu dans la suite comme dirigeant des syndicats, était, par caractère, généralement plus enclin à empêcher les manifestations qu'à les provoquer. Mais, cette fois-ci, il développait seulement la pensée de Lénine : on ne saurait parler pour l'instant d'une manifestation si l'on a le désir d'une nouvelle révolution. Car, enfin, même la tentative de manifestation pacifique

du 10 juin avait été réputée par les conciliateurs comme un complot !

L'écrasante majorité de la conférence était solidaire de Tomsky. Il faut à tout prix différer le dénouement. L'offensive sur le front tient en haleine tout le pays. L'échec est aussi prévu que l'intention du gouvernement de rejeter la responsabilité de la défaite sur les bolcheviks. Il faut donner aux conciliateurs le temps de se compromettre définitivement. Volodarsky répondit aux mitrailleurs, au nom de la conférence, en ce sens que le régiment devait se soumettre à la décision du parti. Les mitrailleurs sortirent en protestant. A quatre heures, le comité central confirme la décision de la conférence. Ses membres se dispersent dans les rayons et les usines pour empêcher la manifestation des masses. Un manifeste dans le même sens est expédié à la *Pravda* pour qu'elle l'imprime en première page le lendemain matin. Staline est chargé d'informer de la décision du parti l'assemblée unifiée des comités exécutifs. Les intentions des bolcheviks ne laissent ainsi place à aucun doute. Le comité exécutif adressa aux ouvriers et aux soldats un manifeste : « Des inconnus... vous appellent à descendre en armes dans la rue », certifiant par là que l'appel ne provenait d'aucun des partis soviétiques. Mais les comités centraux, de partis et de soviets, proposaient, tandis que les masses disposaient.

Vers huit heures du soir, le régiment de mitrailleurs et, à sa suite, le régiment moscovite s'approchèrent du palais de Kczesinska. Des bolcheviks populaires, Nevsky, Lachevitch, Podvoïsky, essayèrent du haut du balcon, de déterminer les régiments à rentrer chez eux. On leur répondait d'en dessous : « A bas ! » Du balcon des bolcheviks l'on n'avait pas encore entendu de tels cris venant des soldats, et c'était un symptôme inquiétant. A l'arrière des régiments apparurent devant les usines : « Tout le Pouvoir aux soviets ! » « A bas les dix ministres capitalistes ! » C'était les drapeaux du 18 juin. Mais maintenant, ils étaient encadrés de baïonnettes. La manifestation était devenue un fait imposant. Que faire ? Pouvait-on concevoir que les bolcheviks resteraient à l'écart ? Les membres du comité de Petrograd, avec les délégués de la conférence et les représentants des régiments et des usines, décident ceci : réviser la question, mettre fin à des tiraillements stériles, diriger le

mouvement qui s'est déclenché en ce sens que la crise gouvernementale serait résolue dans l'intérêt du peuple ; dans ce but, inviter les soldats et les ouvriers à marcher pacifiquement vers le palais de Tauride, à élire des délégués et, par leur intermédiaire, à formuler leurs revendications devant le comité exécutif. Les membres du comité central qui sont présents sanctionnent la modification de tactique.

La nouvelle décision, annoncée du haut du balcon, était accueillie par des acclamations et par le chant de la *Marseillaise*. Le mouvement est légalisé par le parti : les mitrailleurs peuvent pousser un soupir de soulagement. Une partie du régiment entre aussitôt dans la forteresse Pierre-et-Paul pour agir sur sa garnison et en cas de besoin, protéger contre un mauvais coup le palais Kczesinska qui est séparé de la forteresse par l'étroit canal de Kronwerk.

Les détachements qui étaient en tête de la manifestation s'engagèrent sur la Nevsky, artère de la bourgeoisie, de la bureaucratie et du corps des officiers, comme en pays étranger. Des trottoirs, des fenêtres, des balcons, des milliers de regards malveillants les guettent avec circonspection. Tel régiment déferle sur une usine, telle usine sur un régiment. Sans cesse surviennent de nouvelles masses. Tous les drapeaux, or sur fond rouge, clament le même appel : « Tout le pouvoir aux soviets ! » Le défilé possède la Nevsky et, en courant irrésistible, se déverse vers le palais de Tauride. Les pancartes : « A bas la guerre ! » provoquent la plus vive hostilité chez les officiers, parmi lesquels il y a bon nombre d'invalides. Gesticulant, s'époumonant, l'étudiant, l'étudiante, le fonctionnaire essaient de persuader aux soldats que les agents de l'Allemagne, qui se tiennent derrière leur dos, veulent donner accès dans Petrograd aux troupes de Guillaume pour étouffer la liberté. Les orateurs jugent leurs propres arguments irrésistibles. « Ils sont trompés par des espions ! » disent les fonctionnaires au sujet des ouvriers qui ripostent d'un ton bourru. « Entraînés par des fanatiques ! » reprennent de plus indulgents. « Des ignorants ! », et sur ce point, les uns et les autres sont d'accord.

Mais les ouvriers ont leur manière de mesurer les choses, ce n'est pas chez des espions allemands qu'ils ont appris les idées qui les poussent

aujourd'hui dans la rue. Les manifestants écartent sans urbanité les sermonneurs importuns et vont de l'avant. Cela exaspère les patriotes de la Nevsky. Des groupes de choc, commandés en majorité par des invalides et des chevaliers de Saint-Georges, se jettent sur certains détachements de manifestants pour leur arracher leurs drapeaux. Des bagarres ont lieu çà et là. L'atmosphère s'échauffe. Des coups de feu partent de côté et d'autre. D'une fenêtre ? Du palais Anitchkine ? La chaussée répond par une salve en l'air, sans destination. Pendant un certain temps, toute la rue est dans l'affolement. Vers minuit, raconte un ouvrier de l'usine Voulkan, au moment où passait par la Nevsky le régiment de grenadiers, dans les alentours de la bibliothèque publique, une fusillade partit on ne sait d'où, qui dura quelques minutes. La panique éclata. Les ouvriers s'éparpillèrent dans les rues adjacentes. Les soldats, sous le feu, se couchèrent : ce n'est point en vain qu'un bon nombre d'entre eux avaient passé par l'école de la guerre. Cette Nevsky de minuit, où des grenadiers de la Garde étaient allongés ventre à terre sur la chaussée, sous la fusillade, donnait un spectacle fantastique. Ni Pouchkine ni Gogol, qui ont célébré la Nevsky, ne se l'étaient représentée ainsi ! Pourtant, cette fantasmagorie était une réalité : sur la chaussée, il resta des morts et des blessés,

Le palais de Tauride vivait ce jour-là de sa vie particulière. Les cadets ayant donné leur démission du gouvernement, les deux comités exécutifs, celui des ouvriers-soldats et celui des paysans, discutaient en commun le rapport de Tseretelli sur la question de savoir comment nettoyer la pelisse de la coalition sans en mouiller le poil. Le secret de cette opération eût été probablement découvert enfin s'il n'y avait eu empêchement du côté des turbulents faubourgs. Les communications téléphoniques, annonçant la mise en marche du régiment de mitrailleurs, qui se prépare, font grimacer de colère et de contrariété les dirigeants. Se peut-il que les soldats et les ouvriers ne soient pas capables d'attendre que les journaux leur apportent une décision

salutaire ? La majorité regarde de travers les bolcheviks. Mais la manifestation était, cette fois, également imprévue pour ces derniers. Kamenev et autres représentants du parti, qui sont là, consentent même à se rendre, après la séance du jour, dans les usines et les casernes pour contenir les masses. Plus tard, ce geste fut interprété par les conciliateurs comme un stratagème. Les comités exécutifs adoptent d'urgence un manifeste déclarant comme d'ordinaire que toutes manifestations trahissent la révolution. Mais, pourtant, comment se tirer de la crise du pouvoir ? L'issue est trouvée : maintenir le cabinet tronqué tel qu'il est, ajournant l'examen de la question dans l'ensemble jusqu'à la convocation des membres provinciaux du comité exécutif. Atermoyer, gagner du temps, pour sortir d'hésitation, n'est-ce pas la plus sage de toutes les politiques ?

C'est seulement dans la lutte contre les masses que les conciliateurs jugeaient inadmissible de perdre du temps. L'appareil officiel fut immédiatement mis en branle-bas contre l'insurrection — car c'est ainsi que la manifestation fut dénommée dès le début. Les leaders cherchaient partout une force armée pour la protection du gouvernement et du comité exécutif. Sous les signatures de Tchkhéidze et d'autres membres du présidium furent expédiées, à diverses institutions militaires, des mises en demeure d'envoyer au palais de Tauride des autos blindées, des canons de trois pouces, des munitions. En même temps, presque tous les régiments reçurent l'ordre d'envoyer des détachements armés pour la défense du palais. Mais on ne s'en tint pas là. Le bureau se hâta, le jour même, de télégraphier au front, à la Ve armée, la plus proche de la capitale, l'injonction « d'envoyer à Petrograd une division de cavalerie, une brigade d'infanterie et des autos blindées ». Le menchevik Voïtinsky, qui avait été chargé de pourvoir à la sécurité du comité exécutif, déclarait rondement, plus tard, dans un exposé rétrospectif : « Toute la journée du 3 juillet fut employée à rassembler des troupes pour fortifier le palais de Tauride... Notre tâche était de réunir au moins quelques compagnies... Pendant un moment les forces nous manquèrent complètement. A l'entrée du palais de Tauride, il y avait un poste de six hommes qui n'étaient pas en état de contenir la foule... » Puis il reprend : « Le premier

jour de la manifestation, nous n'avions à notre disposition que cent hommes, nous n'avions pas d'autres forces, Nous expédiâmes des commissaires à tous les régiments, les priant de nous donner des soldats pour monter la garde... Mais chaque régiment tournait les yeux du côté d'un autre pour voir comment il se conduirait. Il fallait à tout prix en finir avec ce scandale, et nous appelâmes des troupes du front. « Il serait difficile, même intentionnellement, d'inventer une plus méchante satire contre les conciliateurs. Des centaines de milliers de manifestants exigent que le pouvoir passe aux soviets. Tchkhéidze, placé à la tête des soviets et, par suite, candidat au rôle de premier ministre, cherche une force armée contre les manifestants. Le mouvement grandiose pour le pouvoir de la démocratie est déclaré par ses leaders une attaque de bandes armées contre la démocratie.

Dans le même palais de Tauride s'était assemblée, après une longue intersession, la section ouvrière du soviet qui, pendant les deux derniers mois, par des élections partielles dans les usines, avait tellement pu renouveler son effectif que le comité exécutif, non sans raison, craignait d'y voir la prédominance des bolcheviks. Artificiellement retardée, la réunion de la section, fixée enfin par les conciliateurs eux-mêmes quelques jours auparavant, coïncida par hasard avec la manifestation armée : les journaux virent encore là la main des bolcheviks. Zinoviev développa d'une façon convaincante dans son rapport à la section cette idée que les conciliateurs, alliés de la bourgeoisie, ne voulaient et ne pouvaient lutter avec la contre-révolution, car, sous ce nom, ils comprenaient diverses manifestations de la brutalité des Cent-Noirs, mais non pas le resserrement politique des classes possédantes visant à écraser les soviets comme centre de résistance des travailleurs.

Le rapport tombait à point. Les mencheviks, se sentant pour la première fois, sur le terrain soviétique, en minorité, proposaient de ne prendre aucune décision, mais de se répartir dans les quartiers pour maintenir l'ordre. Pourtant, il est trop tard ! L'annonce de l'arrivée devant le palais de Tauride d'ouvriers armés et de mitrailleurs cause la plus grande surexcitation dans la salle. A la tribune se lève Kamenev. « Nous n'avons pas appelé à une

manifestation, dit-il, mais les masses populaires sont elles-mêmes descendues dans la rue... Et du moment que les masses sont sorties, notre place est au milieu d'elles... Notre tâche, maintenant, est de donner au mouvement un caractère organisé. » Kamenev termine en proposant d'élire une commission de vingt-cinq personnes pour diriger le mouvement. Trotsky soutint cette proposition. Tchkhéidze redoute la commission bolcheviste et insiste vainement pour que la question soit transmise au comité exécutif. Les débats prennent un caractère tumultueux. S'étant définitivement convaincus de ne constituer ensemble que tout au plus le tiers de l'assemblée les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires quittent la salle.

Cela devient, en général, la tactique favorite des démocrates : ils commencent à boycotter les soviets à partir du moment où ils y perdent leur majorité. La résolution appelant le comité exécutif central à prendre en main le pouvoir est adoptée par deux cent soixante-seize voix, en l'absence de l'opposition. Sur l'instant, l'on procède à l'élection de quinze membres de la commission : dix places sont laissées à la minorité ; elles resteront inoccupées. Le fait de l'élection de la commission bolcheviste signifiait pour les amis et les ennemis que la section ouvrière du soviet de Petrograd était désormais devenue la base du bolchevisme. Un grand pas en avant ! En avril, l'influence des bolcheviks s'étendait à peu près sur un tiers des ouvriers de Petrograd ; au soviet, ils occupaient en ces jours-là un secteur tout à fait insignifiant. Maintenant, au début de juillet, les bolcheviks donnaient à la section ouvrière environ les deux tiers des délégués : cela signifie que, dans les masses, leur influence était devenue décisive.

Dans les rues qui joignent le palais de Tauride, avec des drapeaux, des chants, de la musique, convergent des colonnes d'ouvriers, d'ouvrières, de soldats. Et survient l'artillerie légère dont le commandant suscite l'enthousiasme en annonçant que toutes les batteries de leur division font cause commune avec les ouvriers. La grand-rue et le square devant le palais de Tauride sont remplis de monde. Tous essaient de se serrer autour de la tribune, devant l'entrée principale du palais. Aux manifestants se présente Tchkhéidze, de l'air morose d'un homme que l'on vient de distraire

inutilement de ses occupations. Le populaire président du soviet est accueilli par un silence malveillant. La voix fatiguée et enrouée de Tchkhéidze répète des lieux communs, de vieilles rengaines. Voïtinsky, qui vient à son aide, n'est pas mieux reçu. « Par contre Trotsky — d'après Milioukov — ayant déclaré que le moment était venu pour que le pouvoir passât aux soviets, fut accueilli par de bruyants applaudissements... » Cette phrase est, à dessein, équivoque. Aucun des bolcheviks n'avait dit que le « moment était venu ». Un serrurier de la petite usine Duflon, du quartier dit de Petrograd, a raconté ce qui s'était passé au meeting sous les murs du palais de Tauride : « Je me rappelle le discours de Trotsky qui disait que le temps n'était pas encore venu de prendre le pouvoir. » Le serrurier reproduit le sens du discours plus exactement que le professeur d'histoire. Des lèvres des orateurs bolcheviks, les manifestants apprenaient la victoire tout récemment obtenue dans la section ouvrière, et ce fait leur donnait une satisfaction presque palpable, comme une introduction dans l'époque du pouvoir soviétique.

La séance commune des comités exécutifs se rouvrit peu avant minuit : pendant ce temps, les grenadiers se mettaient à plat ventre sur la Nevsky. Sur la proposition de Dan, il est décidé que ne peuvent rester à l'assemblée que ceux qui s'engagent d'avance à défendre et à faire exécuter les décisions adoptées. Nouvelle façon de parler ! Ce parlement d'ouvriers et de soldats, comme les mencheviks désignaient le soviet, ils essayaient de le transformer en un organe administratif de la majorité conciliatrice. Quand ils resteront en minorité — il n'y a plus que deux mois à attendre — les conciliateurs défendront passionnément la démocratie soviétique. Mais aujourd'hui, comme, en général, dans tous les moments décisifs de la vie sociale, la démocratie est mise en disponibilité. Un certain nombre de délégués interdistricts quittèrent la séance en protestant ; les bolcheviks étaient tous absents : ils discutaient au palais Kczesinska de la conduite à tenir le lendemain. La séance se poursuivant, les délégués interdistricts se présentent dans la salle pour déclarer que personne ne peut leur retirer un mandat qu'ils tiennent des électeurs. La majorité garde le silence et la motion de Dan est oubliée sans qu'on s'en aperçoive. La séance traîne en longueur comme une

agonie. D'une voix défaillante, les conciliateurs cherchent à se prouver les uns aux autres qu'ils ont raison. Tseretelli, en qualité de ministre des Postes et Télégraphes, se plaint du petit personnel : « Je viens seulement d'apprendre la grève des postes et télégraphes... En ce qui concerne les revendications politiques, leur mot d'ordre est le même : tout le pouvoir aux soviets !... »

Les délégués des manifestants qui cernaient le palais de Tauride de tous côtés exigèrent leur admission à la séance. On les laissa entrer avec inquiétude et hostilité. Or, les délégués croyaient sincèrement que les conciliateurs ne pourraient, cette fois, se dispenser d'aller à leur rencontre. Car, ce jour-là, les journaux des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, surexcités par la démission des cadets, dénoncent eux-mêmes les intrigues et le sabotage de leurs alliés bourgeois. En outre, la section ouvrière s'était prononcée pour le pouvoir des soviets. Qu'attendre encore ? Mais d'ardents appels, dans lesquels l'indignation garde encore un souffle d'espoir, tombent, impuissants et inopportuns, dans le marasme du parlement conciliateur.

Les leaders ne sont préoccupés que d'une seule chose : comment se défaire le plus vite possible des intrus ? On invite ces derniers à monter aux galeries : les rejeter dans la rue, vers les manifestants, serait d'une trop grande imprudence. Du balcon, les mitrailleurs entendirent avec stupéfaction les débats qui se développèrent, dont le seul but était de gagner du temps : les conciliateurs attendaient des régiments sûrs. « Dans les rues, il y a un peuple révolutionnaire — déclara Dan — mais ce peuple se livre à une action contre-révolutionnaire... » Dan est soutenu par Abramovitch, un des leaders du Bund juif, pédant conservateur, dont tous les instincts sont offensés par la révolution. « Nous sommes témoins d'un complot », affirme-t-il, contre toute évidence ; et il invite les bolcheviks à déclarer franchement que « c'est leur œuvre ». Tseretelli approfondit le problème : « Descendre dans la rue avec cette revendication : tout le pouvoir aux soviets, est-ce là soutenir les soviets ? Si les soviets le désiraient, le pouvoir pourrait leur être transmis, il n'y a d'obstacles d'aucun côté à la volonté des soviets... De telles manifestations vont non dans le sens de la révolution, mais dans le sens de la contre-révolution. » Les délégués ouvriers n'arrivaient pas à comprendre ce

raisonnement. Il leur semblait que les grands leaders battaient la campagne. En fin de compte, l'assemblée, encore une fois, confirme, à la presque-unanimité, contre onze voix, que la manifestation armée est un coup porté dans le dos de l'armée révolutionnaire, etc. La séance est levée à cinq heures du matin.

Les masses, peu à peu, se résorbaient dans leurs quartiers. Les autos armées coururent toute la nuit, maintenant la liaison entre les régiments, les usines, les centres de rayons. De même qu'à la fin de février, les masses faisaient, la nuit, le bilan de la bataille livrée dans la journée. Mais à présent elles faisaient cela avec la participation d'un système complexe d'organisations : celles des usines, du parti, des troupes, qui conféraient en permanence. Dans les rayons l'on jugeait chose admise que le mouvement ne pouvait s'arrêter à mi-chemin. Le comité exécutif avait ajourné sa décision sur le pouvoir. Les masses interprétèrent cela comme des tergiversations. La déduction était claire ; il fallait encore faire pression. La séance de nuit des bolcheviks et des délégués interdistricts, qui eut lieu au palais de Tauride parallèlement avec la séance des comités exécutifs, résumait aussi les résultats de la journée et essayait de prévoir ce qu'apporterait le lendemain. Les rapports des districts témoignaient que la manifestation du jour avait seulement ébranlé les masses, en plaçant devant elles pour la première fois dans toute son acuité la question du pouvoir. Demain, les usines et les régiments exigeront une réponse, et aucune force ne les contiendra dans les faubourgs. Les débats portèrent non sur la question de savoir si l'on en appellerait ou non à la prise du pouvoir, comme l'affirmèrent plus tard les adversaires, mais si l'on essaierait de liquider la manifestation ou bien si l'on en prendrait la tête le lendemain matin.

Tard dans la nuit, vers les quatre heures, devant le palais de Tauride se groupa l'usine Poutilov, une masse de trente mille individus, parmi lesquels étaient nombreux les femmes et les enfants. Le cortège s'était mis en marche vers onze heures du soir, et, en route, s'étaient jointes à lui d'autres usines. Aux portes de Narva, si avancée que fût l'heure, il y avait tellement de monde que personne ne semblait rester dans le quartier. Des femmes criaient : « Tous

doivent y aller... Nous garderons les logements... » Après un tocsin du clocher de l'église du Sauveur (*Spass*), des coups de feu déferlèrent, comme partant d'une mitrailleuse. D'en bas, une salve fut dirigée sur le clocher. « Devant le *Gostiny Dvor* (*Galerie des Marchands*), une bande de *junkers* et d'étudiants tomba sur les manifestants et leur arracha une pancarte. Les ouvriers résistaient, il y eut une bousculade, quelqu'un tira, l'auteur de ces lignes fut contusionné à la tête et brutalement piétiné aux flancs et à la poitrine. » C'est ce que raconte l'ouvrier Efimov. Ayant traversé toute la ville, déjà muette, les ouvriers de Poutilov arrivèrent enfin au palais de Tauride. Grâce à l'instante intervention de Riazanov, qui était, à ce moment-là, étroitement lié avec les syndicats, une délégation d'usine fut admise aux comités exécutifs. La masse ouvrière, famélique et exténuée, s'était étendue dans la rue et dans le jardin, le plus grand nombre des manifestants s'étaient allongés sur place dans l'espoir d'une réponse. L'usine Poutilov, couchée par terre à trois heures du matin autour du palais de Tauride, dans lequel les leaders démocrates attendent l'arrivée de troupes du front — voilà un des tableaux les plus émouvants de la révolution sur le point de démarcation entre février et octobre. Douze ans auparavant, un bon nombre de ces mêmes ouvriers avaient participé à la procession de janvier, dirigée vers le palais d'Hiver, avec des icônes et des bannières d'église. Des siècles s'étaient écoulés après ce dimanche. De nouveaux siècles passeront dans les quatre mois qui vont suivre.

Sur la conférence des leaders et organisateurs bolcheviks qui discutent du lendemain pèse lourdement l'ombre de l'usine Poutilov couchée au dehors. Demain, les travailleurs de Poutilov n'iront pas au travail : et en effet quel travail serait possible après cette veillée ? Zinoviev, pendant ce temps, est appelé au téléphone ; de Cronstadt, c'est Raskolnikov qui sonne pour dire que demain, à la première heure, la garnison de la forteresse marchera sur Petrograd ; personne et rien ne peuvent la retenir. Le jeune enseigne de vaisseau restait accroché au bout du fil téléphonique : se peut-il que le comité central lui ordonne de se détacher des matelots et de se perdre à leurs yeux ? A cette image de l'usine Poutilov qui se tient là en troupeau s'en joint une

autre, non moins imposante, celle de l'île des matelots qui, en ces heures nocturnes d'insomnie, se prépare à soutenir les ouvriers et les soldats de Petrograd. Non, la situation est trop claire. Il n'y a plus de place pour des hésitations. Trotsky demande pour la dernière fois : peut-être essaierait-on tout de même d'obtenir de cette manifestation qu'elle ne soit pas armée ? Non, et il ne peut être question de cela. Une escouade de *junkers* suffira à chasser des dizaines de milliers d'hommes désarmés, comme un troupeau de moutons. Les soldats et les ouvriers aussi vont considérer avec indignation une pareille invite comme un piège. La réponse est catégorique et convaincante. Tous à l'unanimité décident d'appeler le lendemain les masses à continuer la manifestation au nom du parti. Zinoviev délivre de son anxiété Raskolnikov, qui est accroché au téléphone. Sur place on rédige une adresse aux ouvriers et aux soldats : dans la rue !

L'appel du comité central pour arrêter la manifestation est échoppé ; mais il est déjà trop tard pour le remplacer par un nouveau texte. La page blanche de la *Pravda* deviendra demain une preuve accablante contre les bolcheviks : évidemment, effrayés au dernier moment, ils ont retiré leur appel à l'insurrection ; ou bien peut-être, au contraire, auraient-ils renoncé à leur premier appel pour une manifestation pacifique afin de pousser l'affaire jusqu'à l'insurrection ? Pourtant, l'authentique résolution des bolcheviks parut en tract. Elle invitait les ouvriers et les soldats « à faire connaître leur volonté, par une manifestation pacifique et organisée, aux comités exécutifs actuellement en séance ». Non, ce n'est pas un appel à l'insurrection !

Les «Journées de Juillet» : le point culminant et l'écrasement.

[Retour à la table des matières](#)

La direction immédiate du mouvement passe définitivement, à partir de cet instant, aux mains du Comité petersbourgeois du parti, dont le principal agitateur était Volodarsky. La mobilisation de la garnison est confiée à l'organisation militaire. Elle avait à sa tête deux vieux bolcheviks auxquels elle doit beaucoup pour son développement ultérieur. Podvoïsky — brillante et originale figure dans les rangs du bolchevisme, avec des traits de révolutionnaire russe de l'ancien type, sorti du séminaire, homme de grande envergure, quoique d'une énergie indisciplinée, doué d'une imagination créatrice qui, à vrai dire, se perdait facilement en fantaisie. « Ça, c'est du Podvoïsky », disait par la suite Lénine avec une bonhomie ironique et circonspecte. Mais les côtés faibles de cette nature bouillonnante devaient ressortir surtout après la conquête du pouvoir, lorsque l'abondance des possibilités et des moyens donna trop d'impulsions à la prodigue énergie de Podvoïsky et à sa passion pour les entreprises décoratives. Dans les conditions de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir, sa résolution optimiste, son abnégation, son infatigabilité faisaient de lui un irremplaçable dirigeant de la masse réveillée des soldats.

Nevsky, en son passé *privat-docent*, d'une constitution plus prosaïque que

Podvoïsky, mais non moins que lui dévoué au parti, pas du tout organisateur et, seulement par un malheureux hasard, tombé un an après, pour peu de temps, au poste de ministre soviétique des Voies et Communications, attirait à lui des soldats par sa simplicité, sa sociabilité et de délicates intentions. Autour de ces dirigeants se rassembla un groupe d'assistants très proches, soldats et jeunes officiers, parmi lesquels plusieurs devaient bientôt jouer un rôle non sans importance. Dans la nuit du 3 au 4 juillet, l'organisation militaire passe brusquement au premier plan. Auprès de Podvoïsky, qui, sans peine, a pris les fonctions du commandement, se crée un État-major improvisé. A tous les effectifs de la garnison sont envoyés de brefs appels et des instructions. Pour protéger les manifestants contre les attaques, il est ordonné de disposer, près des ponts qui mènent des faubourgs au centre et aux principaux carrefours des grandes artères, des autos blindées. Les mitrailleurs, dès la nuit, avaient déjà placé leur corps de garde devant la forteresse Pierre-et-Paul. Par téléphone et par des estafettes, on informe de la manifestation du lendemain les garnisons d'Oranienbaum, de Peterhof, de Krasnoie-Selo et d'autres points proches de la capitale. La direction politique générale reste, bien entendu, dans les mains du comité central.

Les mitrailleurs ne rentrèrent dans leurs baraquements que le matin, fatigués et grelottants, bien qu'on fût en juillet. Par suite de la pluie de la nuit, les ouvriers de Poutilov étaient trempés jusqu'aux os. Les manifestants ne se rassemblent que vers onze heures du matin. La troupe sort encore plus tard. Le 1^{er} régiment de mitrailleurs est encore aujourd'hui tout entier dans la rue. Mais il ne joue plus comme la veille le rôle d'instigateur. La première place a été prise par les usines. Dans le mouvement se sont aussi engagées des entreprises qui, la veille, restaient à l'écart. Là où les dirigeants hésitent ou font de l'opposition, la jeunesse ouvrière contraint le membre du comité d'usine qui est de service à donner le coup de sirène pour l'arrêt du travail. A l'usine de la Baltique, où prédominaient les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, sur cinq mille ouvriers, environ quatre mille se mirent en marche. A la fabrique de chaussures Skorokhod, qui avait été longtemps considérée comme la citadelle des socialistes-révolutionnaires, l'état

d'opinion s'était si brusquement modifié qu'un ancien député de la fabrique, un socialiste-révolutionnaire, dut renoncer pendant quelques jours à se montrer.

Toutes les usines étaient en grève, des meetings se tenaient. On élisait des dirigeants pour la manifestation et des délégués qui présenteraient des revendications au comité exécutif. De nouveau des centaines de milliers d'hommes s'alignèrent, convergeant vers le palais de Tauride, et de nouveau des dizaines de milliers se détournèrent en route vers l'hôtel particulier de Kczesinska. Le mouvement de ce jour est plus imposant et mieux organisé que celui de la veille : on aperçoit la main du parti qui le guide. Mais l'atmosphère est aujourd'hui plus échauffée : les soldats et les ouvriers cherchent à obtenir un dénouement de la crise. Le gouvernement est dans les transes, vu que, le deuxième jour de la manifestation, son impuissance est encore plus évidente que la veille. Le comité exécutif attend des troupes sûres et reçoit de partout des rapports annonçant que des contingents hostiles marchent sur la capitale. De Cronstadt, de Novy-Peterhof, de Krasnoïe-Selo, du fort de Krasnaïa Gorka, de toute la périphérie environnante, par mer et par terre, s'avancent des matelots et des soldats, musique en tête, armés, et, bien pis, avec des pancartes bolchevistes. Certains régiments, tout à fait comme pendant les journées de février, mènent avec eux leurs officiers en faisant semblant de manifester sous leur commandement.

« Le conseil des ministres n'avait pas encore pris fin — raconte Milioukov — quand on fit savoir de l'État-major que, sur la Nevsky, avait eu lieu une fusillade. Il fut décidé de transférer la séance à l'État-major. Là se trouvèrent le prince Lvov, Tseretelli, le ministre de la Justice Pereverzev, deux secrétaires d'État au ministère de la Guerre. Il y eut un moment où la situation du gouvernement parut désespérée. Les régiments Preobrajensky, Semenovskiy, Ismailovskiy qui ne s'étaient pas joints aux bolcheviks, déclarèrent au gouvernement qu'ils gardaient aussi « la neutralité ». Sur la place du Palais, pour défendre l'État-major, il n'y avait que des invalides et quelques centaines de cosaques. » Le général Polovtsev, le matin du 4 juillet, fit afficher un avertissement, annonçant que Petrograd serait débarrassé des

bandes armées : les habitants étaient sévèrement prévenus d'avoir à fermer les portes cochères et de ne pas sortir, sauf dans le cas d'extrême besoin.

Cette ordonnance menaçante s'avéra comme un coup de feu tiré à blanc. Le commandant du corps d'armée ne réussit à jeter sur les manifestants que de petits détachements de cosaques et de *junkers*. Pendant la journée, ils provoquèrent des fusillades ineptes et des escarmouches sanglantes. Un cornette du 1^{er} régiment du Don, qui gardait le Palais d'Hiver, fit ce rapport à la commission d'instruction : « L'ordre avait été donné de désarmer les petits groupes de gens qui passaient devant nous, quelle que fût leur composition, de même que les automobiles armées. Exécutant cet ordre, nous sortions de temps à autre, au pas de course, du palais, en ordre de bataille, et nous nous occupions du désarmement... Le récit ingénu du cornette de cosaques dessine sans erreurs et les rapports de forces et le tableau de la lutte. Les troupes « mutinées » sortent des casernes par compagnies et par bataillons, tiennent les rues et les places. Les troupes du gouvernement agissent par guet-apens, par incursions, par petits détachements, c'est-à-dire précisément de la façon qui est d'usage chez des francs-tireurs. Le changement des rôles s'explique par ce fait que presque toute la force armée du gouvernement lui est hostile, ou, dans le meilleur cas, reste neutre. Le gouvernement vit sur la confiance du comité exécutif, lequel se maintient lui-même avec cet espoir des masses qu'il réfléchira enfin et prendra le pouvoir.

La manifestation prit sa plus grande ampleur quand parurent sur le terrain de Petrograd les matelots de Cronstadt. Déjà, la veille, dans la garnison de la forteresse maritime, des délégués des mitrailleurs avaient agi. Sur la place de l'Ancre, d'une façon inattendue pour les organisations locales, un meeting s'était assemblé, sur l'initiative d'anarchistes arrivés de Petrograd. Les orateurs appelaient au secours de Petrograd. Rochal, étudiant en médecine, un des jeunes héros de Cronstadt et favori de la place de l'Ancre, essaya de prononcer un discours apaisant. Des milliers de voix lui coupèrent la parole. Rochal, habitué à être reçu autrement, dut quitter la tribune. Ce n'est que dans la nuit que l'on sut que les bolcheviks, à Petrograd, appelaient à une descente dans la rue. Cela décidait de la question. Les socialistes-révolutionnaires de

gauche — il n'y en avait et il ne pouvait y en avoir, à Cronstadt, de droite ! — déclarèrent qu'eux aussi avaient l'intention de participer à la manifestation. Ces hommes appartenaient au même Parti que Kerensky qui, pendant ce même temps, groupait des troupes sur le front pour l'écrasement des manifestants.

L'état d'esprit à la séance de nuit des organisateurs de Cronstadt fut tel que même le timide commissaire du gouvernement provisoire Partchevsky vota pour la marche sur Petrograd. Un plan est établi, on mobilise une flottille, pour les besoins d'une descente d'ordre politique ; l'arsenal délivre plus d'une tonne de munitions. Sur des remorqueurs et des vapeurs pour passagers, environ dix mille matelots, soldats et ouvriers armés entrèrent dans l'estuaire de la Neva à midi. Descendus sur les deux berges du fleuve, ils s'unissent en un seul cortège, le fusil à la bretelle, musique en tête. Derrière les détachements de matelots et de soldats, des colonnes d'ouvriers des rayons de Petrograd et de Vassili-Ostrov, mêlées à des compagnies de combat de la Garde rouge. Sur les flancs, des autos blindées ; au-dessus des têtes, d'innombrables drapeaux et pancartes.

Le palais de Kczesinska est à deux pas. Tout petit, malingre, noir comme goudron, Sverdlov, un des principaux organisateurs du parti, introduit, à la conférence d'avril, au comité central, se tenait au balcon, et en homme affairé, comme toujours, donnait de là-haut des ordres, d'une puissante voix de basse : « Faire avancer la tête de la manifestation, serrer les rangs, rassembler les retardataires. » Les manifestants furent salués du haut du balcon par Lounatcharsky, toujours prêt à se laisser contaminer par l'ambiance, sachant en imposer par sa tenue et sa voix, éloquent déclamateur, pas très certain, mais souvent irremplaçable. Il fut accueilli d'en bas par une tempête d'applaudissements. Mais les manifestants désiraient avant tout entendre Lénine lui-même — que, justement, ce matin-là, l'on avait fait venir de son asile provisoire en Finlande — et les matelots insistèrent tellement que, malgré son mauvais état de santé, Lénine ne put se dérober. Un flot irrésistible, tout simplement le flot de Cronstadt, enthousiaste, rencontra, d'en bas, l'apparition du chef au balcon.

Impatiemment et, comme toujours, un peu confus, attendant la fin des applaudissements, Lénine commença à parler avant que les voix se fussent apaisées. Son discours que, dans la suite, pendant des semaines, sous toutes les formes, la presse adverse tourna et retourna, consista en quelques simples phrases : salut aux manifestants ; expression de l'assurance que le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » finalement serait vainqueur ; appel à la persévérance et à la fermeté. Avec de nouveaux cris, la manifestation se déroule aux sons de la musique. Entre cette ouverture de fête et l'étape la plus proche où du sang fut versé, s'introduit un épisode curieux. Les dirigeants des socialistes-révolutionnaires de Cronstadt, à peine eurent-ils remarqué au Champ-de-Mars, à la tête de la manifestation, l'immense panneau du Comité central des bolcheviks, qui apparut après un arrêt devant la maison de Kczesinska, brûlant d'une jalousie de parti, exigèrent que ce panneau fût supprimé. Les bolcheviks refusèrent. Alors les socialistes-révolutionnaires déclarèrent qu'ils s'en allaient tout à fait. Aucun des matelots ni des soldats ne suivit cependant les leaders. Toute la politique des socialistes-révolutionnaires de gauche consistait en ces hésitations capricieuses, tantôt comiques, tantôt tragiques.

Au coin de la Nevsky et de la Liteïny, l'arrière-garde des manifestants essuya soudainement une fusillade, il y eut quelques victimes. Une fusillade plus violente se produisit au coin de la Liteïny et de la rue Panteleïmonovskaïa. Celui qui guidait les hommes de Cronstadt, Raskolnikov, se rappelle quelle fut la violente impression des manifestants devant « l'inconnu : où était l'ennemi ? D'où, de quel point tirait-on ? » Les matelots se saisirent de leurs fusils, un tir désordonné commença dans toutes les directions, plusieurs personnes furent tuées ou blessées. C'est seulement à grand-peine que l'on réussit à établir un semblant d'ordre. Le cortège continua à avancer aux sons de la musique, mais il ne restait pas trace de son enthousiasme de fête. « Partout l'on croyait apercevoir un ennemi dissimulé. Les fusils n'étaient plus pacifiquement portés sur l'épaule gauche, mais étaient croisés. »

Dans la journée, sur divers points de la ville, il n'y eut pas peu

d'escarmouches sanglantes. En partie, l'on ne peut se dispenser d'accuser des malentendus, des imbroglios, des coups de feu partis à tort et à travers, une panique. Ces aléas tragiques entrent dans les faux frais inévitables d'une révolution qui est elle-même un faux frais dans le développement historique. Mais aussi l'élément de provocation meurtrière dans les événements de juillet, absolument incontestable, a été dévoilé dans ces journées mêmes et confirmé par la suite. « Lorsque les soldats manifestants — raconte Podvoïsky — se mirent à passer par la Nevsky et par les rues adjacentes, peuplées surtout de bourgeois, des symptômes sinistres de collisions se manifestèrent : d'étranges coups de feu qui partaient on ne savait d'où ni de qui... Les colonnes se sentirent d'abord troublées, ensuite les moins fermes et les moins modérées ouvrirent une fusillade désordonnée. »

Dans les *Izvestia* officielles, le menchevik Kantorovitch décrivait la fusillade dirigée sur une des colonnes ouvrières dans les termes suivants : « Dans la rue Sadovaïa marchait une foule de soixante mille ouvriers venus de nombreuses usines. Au moment où ils passaient devant l'église, les cloches sonnèrent et, comme d'après un signal, du haut des toits commença une fusillade à coups de fusils et de mitrailleuses. Lorsque la foule des ouvriers se fut jetée de l'autre côté de la rue, du haut des toits d'en face partirent aussi des coups de feu. » Sur les greniers et les toits où, en février, s'étaient installés avec des mitrailleuses les pharaons de Protopopov, maintenant agissaient les membres des organisations d'officiers. En tirant sur les manifestants, ils tentaient, non sans succès, de répandre la panique et de provoquer des collisions entre les unités de l'armée. Des perquisitions faites dans les maisons d'où l'on avait tiré amenèrent la découverte des nids de mitrailleuses, parfois aussi des mitrailleurs.

Les principaux fauteurs de l'effusion de sang étaient, cependant, des troupes du gouvernement, impuissantes à maîtriser le mouvement, mais suffisantes pour la provocation. Vers huit heures du soir, comme la manifestation battait son plein, deux sotnias de cosaques, avec de l'artillerie légère, étaient en route pour aller protéger le palais de Tauride. Refusant obstinément, en chemin, de lier conversation avec les manifestants, ce qui

déjà était de mauvais augure, les cosaques se saisissaient, là où c'était possible, des autos armées et désarmaient de petits groupes. Les pièces d'artillerie des cosaques, dans les rues occupées par des ouvriers et des soldats, semblaient une intolérable provocation. Tout faisait présager une collision. Près du pont Liteïny, les cosaques arrivent en présence des masses compactes de l'adversaire qui a eu le temps d'édifier ici, sur le chemin menant au palais de Tauride, quelques barrages. Une minute d'un silence sinistre, déchiré par des coups de feu venus des maisons voisines. « Les cosaques vident des chargeurs entiers, écrit l'ouvrier Metelev ; les ouvriers et les soldats, dispersés derrière leurs abris ou simplement couchés sur les trottoirs, répliquent, sous le feu, du même au même. La fusillade dirigée par les soldats oblige les cosaques à reculer. Ayant fait une percée sur le quai de la Neva, ces derniers ouvrent un feu d'artillerie trois salves qui ont été signalées également par les *Izvestia*. Mais, atteints par la fusillade, battent en retraite dans la direction du palais de Tauride. Une colonne d'ouvriers qu'ils rencontrent leur porte le coup décisif. Abandonnant leurs canons, leurs chevaux, leurs carabines, les cosaques se cachent dans les vestibules des maisons bourgeoises ou bien se dispersent. »

La collision sur la Liteïny, véritable petite bataille, fut le plus gros épisode de guerre des journées de juillet et il s'en trouve des récits dans les souvenirs de nombreux participants de la manifestation. Bourssine, ouvrier de l'usine Erikson, qui avait marché avec des mitrailleurs, raconte que, se trouvant face à face avec eux, « les cosaques ouvrirent immédiatement la fusillade. De nombreux ouvriers restèrent morts sur le terrain. Moi aussi, à cet endroit, je reçus une balle qui me transperça une jambe et pénétra dans l'autre... Je garde comme vivant souvenir des journées de juillet une jambe invalide et une béquille »... Dans la collision sur la Liteïny, sept cosaques furent tués, dix-neuf blessés ou contusionnés. Parmi les manifestants, il y eut six tués, environ vingt blessés. Ça et là, gisaient des cadavres de chevaux.

Nous possédons un intéressant témoignage du camp opposé. Averine, ce cornette qui, dès le matin, se livrait à des attaques brusquées de partisans sur les insurgés réguliers, raconte ceci : « A huit heures du soir, nous reçûmes du

général Polovtsev l'ordre d'avancer, au nombre de deux sotnias, avec deux canons à tir rapide, vers le palais de Tauride... Nous atteignîmes le pont Liteïny, sur lequel j'aperçus des ouvriers, des soldats et des matelots armés... Avec mon détachement de tête, je m'approchai d'eux et les priais de rendre les armes. Mais il ne fut pas tenu compte de mon invitation, et toute cette bande se mit à fuir par le pont dans la direction du quartier de Vyborg. Je n'avais pas eu le temps de les poursuivre quand un soldat de petite taille, sans galons, se retourna vers moi et tira, mais il me manqua. Ce coup de feu servit en quelque sorte de signal et, de partout, s'ouvrit sur nous une fusillade désordonnée. Des cris montèrent de la foule : « Les cosaques tirent sur nous ! » En réalité, il en était bien ainsi : les cosaques étaient descendus de leurs montures et s'étaient mis à tirer, il y eut même des tentatives de canonnade, mais les soldats ouvrirent une fusillade en rafale qui obligea les cosaques à reculer et à se disperser dans la ville. »

Rien d'impossible à ce qu'un soldat ait tiré sur les cornettes : un officier de cosaques devait s'attendre plutôt à une balle qu'à des compliments dans la foule de juillet. Mais beaucoup plus vraisemblables sont des témoignages nombreux disant que les premiers coups de feu partirent non de la rue mais de certaines embuscades. Un cosaque du rang, appartenant à la même sotnia que le cornette, déposa avec assurance que les cosaques avaient essuyé des coups de feu partis du Palais de Justice et ensuite d'autres édifices, dans la rue Samoursky et sur la Liteïny. Dans la gazette officieuse du soviet, il était mentionné que les cosaques, avant d'arriver au pont Liteïny, avaient subi un feu de mitrailleuses parti d'une maison en pierres de taille. L'ouvrier Metelev affirme que, lorsque les soldats perquisitionnèrent dans cette maison, on trouva, dans l'appartement d'un général, des munitions de tir, et notamment deux mitrailleuses avec des rubans de cartouches.

Il n'y a rien là d'invraisemblable. Le commandant, par tous les moyens licites et illicites, collectionnait, en temps de guerre, beaucoup d'armes de toute sorte. La tentation d'arroser d'une pluie de plomb la « canaille » était trop grande. Il est vrai que les coups de feu atteignirent des cosaques. Mais, dans la foule des journées de juillet, l'on tenait pour certain que les contre-

révolutionnaires tiraient consciemment sur les troupes gouvernementales pour les provoquer à des représailles impitoyables. Le corps des officiers qui, la veille encore, avait une autorité illimitée, ne connaît point, dans la guerre civile, de bornes à la perfidie et à la cruauté. Petrograd fourmillait d'organisations secrètes et à demi secrètes d'officiers qui jouissaient d'un haut patronage et de généreux appuis. Dans une information confidentielle que donnait le menchevik Liber presque un mois avant les Journées de Juillet, il était noté que les officiers conspirateurs avaient leurs entrées auprès de Buchanan. Et, en effet, les diplomates de l'Entente ne pouvaient-ils point se soucier de l'instauration la plus rapide possible d'un pouvoir fort ?

Les libéraux et les conciliateurs cherchaient, dans tous les excès, la main des « anarcho-bolcheviks » et des agents de l'Allemagne. Les ouvriers et les soldats imputaient en toute certitude la responsabilité des escarmouches de juillet qui avaient causé des victimes aux provocateurs patriotes. De quel côté est la vérité ? Les jugements de la masse, bien entendu, ne sont pas exempts d'erreurs. Mais on commet une faute grossière si l'on pense que la masse est aveugle et crédule. Là où elle est touchée au vif, c'est par des milliers d'yeux et d'oreilles qu'elle enregistre les faits et les suppositions, qu'elle vérifie par l'épreuve les rumeurs, adoptant les unes, éliminant les autres. Là où les versions concernant les mouvements de masse sont contradictoires — plus proche de la vérité sera l'interprétation que s'est assimilée la masse elle-même. C'est pourquoi sont si stériles pour la science les sycophantes internationaux du type d'Hippolyte Taine qui, étudiant les grands mouvements populaires, ignorent les voix de la rue, recueillant avec soin les cancans des salons, engendrés par l'isolement et la peur.

Les manifestants assiégeaient de nouveau le palais de Tauride et exigeaient une réponse. Au moment où survinrent les hommes de Cronstadt, un certain groupe demanda à Tchernov de venir à eux. Sentant l'état d'esprit de la foule, le ministre disert prononça cette fois une courte harangue, glissant sur la crise du pouvoir et montrant du mépris pour les cadets qui avaient quitté le gouvernement : « Bon voyage ! » Il fut interrompu par des exclamations : « Mais pourquoi ne nous avez-vous pas dit cela plus tôt ? » Milioukov assure

même qu'un ouvrier de haute taille, tendant le poing à la face du ministre cria, en fureur : « Prends donc le pouvoir, fils de chienne, quand on te le donne ! » S'il n'y a là rien de plus qu'une anecdote, elle n'en exprime pas moins avec une précision un peu rude l'essentiel de la situation de Juillet. Les réponses de Tchernov sont sans intérêt : en tout cas, elles ne lui conquièrent pas les cœurs de Cronstadt...

Deux ou trois minutes après, quelqu'un faisait irruption dans la salle des séances du comité exécutif, criant que Tchernov avait été arrêté par les matelots qui avaient l'intention de lui faire un mauvais parti. Dans une agitation indescriptible, le comité exécutif expédia, pour tirer d'affaire le ministre, quelques-uns de ses membres les plus en vue, exclusivement des internationalistes et des bolcheviks. Tchernov déposa par la suite à la commission gouvernementale que, descendant de la tribune, il avait remarqué derrière des colonnes, près de l'entrée, le mouvement hostile de quelques individus. « Ils m'ont entouré, m'empêchant d'atteindre la porte... Un louche individu, commandant les matelots qui m'avaient arrêté, indiquait constamment une auto qui se trouvait à proximité... En ce moment s'approcha de l'automobile, sortant du palais de Tauride, Trotsky qui, montant sur le capot de la voiture dans laquelle je me trouvais, prononça un bref discours. » Proposant de relâcher Tchernov, Trotsky demandait à ceux qui n'étaient pas d'accord de lever la main. « Pas une main ne se leva ; alors le groupe qui m'avait conduit à l'automobile s'écarta avec des airs mécontents. Trotsky, autant qu'il me semble, avait dit : Personne, citoyen Tchernov, ne vous empêche de rentrer librement chez vous... Le tableau général que voilà ne me laisse pas douter qu'une tentative a été faite, préparée d'avance, par de sombres individus, agissant en dehors de la masse des ouvriers et des matelots, pour me faire sortir et m'arrêter. »

Une semaine avant son arrestation, Trotsky disait à la séance unifiée des comités exécutifs : « Ces faits entreront dans l'histoire et nous essaierons de les établir tels qu'ils ont été... J'ai vu que, près de l'entrée, se tenait un petit groupe de suspects. J'ai dit à Lounatcharsky et à Riazanov que c'étaient des gens de l'Okhrana qui essayaient de pénétrer dans le palais de Tauride.

(Lounatcharsky, de sa place : « C'est juste ! »)... J'aurais pu les distinguer dans une foule de dix mille personnes. » Dans ses dépositions du 24 juillet, étant déjà enfermé dans sa cellule à la prison de Kresty, Trotsky écrivait : « ... J'avais d'abord décidé de sortir de la foule avec Tchernov et ceux qui voulaient l'arrêter, dans la même auto, pour éviter des conflits et une panique dans la multitude. Mais l'enseigne de vaisseau Raskolnikov, accourant vers moi, extrêmement ému, s'écria : « C'est impossible... Si vous partez en voiture avec Tchernov, demain l'on prétendra que les matelots de Cronstadt voulaient l'arrêter. Il faut délivrer Tchernov immédiatement. » Dès qu'un clairon eut invité la foule au silence et me donna la possibilité de prononcer un court discours en terminant par cette question : « Que celui qui est pour la violence lève la main ! » — Tchernov eut aussitôt la possibilité de rentrer sans obstacle dans le palais. »

Les dépositions de deux témoins, qui furent en même temps les principaux acteurs, dans l'incident, relatent intégralement ce qui est ici matière de fait. Mais cela n'empêcha nullement la presse hostile aux bolcheviks d'exposer l'affaire Tchernov et la « tentative » d'arrestation de Kerensky comme les preuves les plus convaincantes de l'organisation par les bolcheviks d'une insurrection armée. On ne manqua point d'alléguer, surtout dans l'agitation verbale, que l'arrestation de Tchernov aurait été dirigée par Trotsky. Cette version parvint même au palais de Tauride. Tchernov lui-même, qui raconta d'une façon approximativement vraie les circonstances de son arrestation d'une demi-heure, dans un document secret d'instruction, s'abstint cependant de toute manifestation publique à ce sujet pour ne pas empêcher son parti de fomenter l'indignation contre les bolcheviks. En outre, Tchernov faisait partie du gouvernement qui avait incarcéré Trotsky dans la prison de Kresty. Les conciliateurs auraient pu, il est vrai faire observer qu'une petite bande de louches conspirateurs n'eût pas osé en venir à un si téméraire dessein d'arrêter un ministre dans la foule en plein jour, sans l'espoir que l'hostilité de la multitude à l'égard de la « victime » serait un suffisant camouflage. C'est ainsi qu'il en fut jusqu'à un certain point. Personne, autour de l'automobile, ne fit, de sa propre initiative, l'essai

d'obtenir la liberté de Tchernov. Si, pour comble, Kerensky avait été arrêté quelque part, ni les ouvriers ni les soldats ne s'en seraient fait un chagrin. Dans ce sens, la participation morale des masses aux attentats réels et imaginaires sur les ministres socialistes était acquise et donnait motif d'accuser les hommes de Cronstadt. Mais, pour sortir franchement cet argument, les conciliateurs étaient gênés par le soin qu'ils avaient de sauver quelque chose de leur prestige démocratique : se gardant avec hostilité des manifestants, ils n'en continuaient pas moins à tenir la tête du système des soviets ouvriers, soldats et paysans dans le palais de Tauride assiégé.

Vers huit heures du soir, le général Polovtsev, par téléphone, donna quelque espoir au comité exécutif : deux sotnias de cosaques, avec des canons, se dirigeaient vers le palais de Tauride. Enfin, enfin ! Mais les espérances, cette fois encore, furent trompées. Les coups de téléphone à droite et à gauche aggravaient seulement la panique : les cosaques avaient disparu sans laisser de traces, comme s'ils s'étaient volatilisés avec leurs chevaux, leurs selles et leurs canons à tir rapide. Milioukov écrit que, vers le soir, commencèrent à se révéler « les premières suites des appels adressés par le gouvernement aux troupes » ; c'est ainsi que, pour délivrer le palais de Tauride, le 176^e régiment serait parti en toute hâte. Cette allégation, si précise en apparence, caractérise d'une façon très curieuse les quiproquos qui se produisent inévitablement dans la première période d'une guerre civile lorsque les camps commencent seulement à se départager.

En effet, un régiment arriva au palais de Tauride en tenue de Campagne : sac au dos, la capote roulée en bandoulière, bidon et gamelle au flanc. Les soldats, en chemin, avaient été trempés jusqu'aux os et étaient exténués : ils arrivaient de Krasnoïe-Selo. C'était bien le 176^e. Mais il ne se disposait nullement à tirer d'affaire le gouvernement : en liaison avec les délégués interdistricts, le régiment s'était mis en marche sous la direction de deux soldats bolcheviks, Levinson et Medvedev, pour exiger la remise du pouvoir aux soviets. Les dirigeants du comité exécutif, qui étaient sur les dents, furent immédiatement avertis qu'en bas des fenêtres s'allongeait, pour prendre un repos bien mérité, un régiment venu de loin, en ordre parfait, avec ses

officiers. Dan, qui portait l'uniforme de médecin-major, pria le commandant d'établir des postes de garde pour la protection du palais. Des sentinelles furent en effet bientôt placées. Dan, faut-il croire, en référa avec satisfaction au présidium, et, de là, le fait fut inséré dans les comptes rendus des journaux. Soukhanov raille dans ses Mémoires la docilité avec laquelle le régiment bolchevik accepta d'exécuter l'ordre du leader menchevik : une preuve de plus de « l'absurdité » de la manifestation de juillet !

En réalité, l'affaire était et plus simple et plus complexe. Invité à placer des sentinelles, le chef du régiment s'adressa à un adjoint de service, le jeune lieutenant Prigorovsky. Par malheur, Prigorovsky était bolchevik, membre de l'organisation interdistricts, et il vint aussitôt demander conseil à Trotsky, lequel, avec un petit groupe de bolcheviks, occupait un poste d'observation dans une des salles latérales du palais. On conseilla, bien entendu, à Prigorovsky de placer immédiatement, là où il le fallait, des sentinelles : il est beaucoup plus avantageux d'avoir, aux entrées et aux issues, des amis que des ennemis. C'est ainsi que le 176^e, venu pour manifester contre le pouvoir, protégeait ce pouvoir contre les manifestants. S'il avait été effectivement question d'une insurrection, le lieutenant Prigorovsky, avec seulement quatre soldats, eût arrêté sans difficulté tout le comité exécutif. Mais personne ne songeait à une arrestation, les soldats du régiment bolchevik montèrent la garde consciencieusement.

Lorsque les sotnias de cosaques, unique obstacle sur le chemin du palais de Tauride, eurent été balayées, bien des manifestants s'imaginèrent que la victoire était assurée. En réalité, le principal obstacle résidait à l'intérieur même du palais de Tauride. A la séance unifiée des comités exécutifs, qui commença vers six heures du soir, étaient présents quatre-vingt-dix représentants de cinquante-quatre fabriques et usines. Cinq orateurs, auxquels il fut convenu de donner la parole, commencèrent par protester contre ce fait que les manifestants étaient calomniés dans les appels du comité exécutif, en tant que contre-révolutionnaires. « Vous voyez ce qu'on lit sur les pancartes, déclare l'un. Telles sont les décisions prises par les ouvriers... Nous exigeons le départ des dix ministres capitalistes. Nous faisons confiance au soviét, mais

non point à ceux en qui le soviét place ses espoirs... Nous exigeons que la terre soit saisie immédiatement, qu'un contrôle de la production soit immédiatement établi, nous exigeons qu'on lutte contre la famine qui nous menace... » Un autre ajoutait : « Vous avez devant vous non une émeute, mais une manifestation parfaitement organisée. Nous exigeons que la terre soit remise aux paysans. Nous exigeons que l'on abroge les ordonnances dirigées contre l'armée révolutionnaire... Maintenant que les cadets ont refusé de travailler avec vous, nous vous demandons avec qui vous aurez encore des tractations. Nous exigeons que le pouvoir passe aux mains des soviets. »

Les mots d'ordre de propagande de la manifestation du 18 juin étaient maintenant devenus l'ultimatum de combat des masses. Mais les conciliateurs étaient déjà enchaînés trop lourdement au char des possédants. Le pouvoir des soviets ? Mais cela signifie avant tout une hardie politique de paix, la rupture avec les Alliés, la rupture avec la bourgeoisie du pays, une complète isolation, la catastrophe dans quelques semaines. Non, la démocratie consciente de son devoir ne s'engagera point dans la voie des aventures ! « Les circonstances présentes — disait Tseretelli — ne permettent point que, dans l'ambiance de Petrograd, l'on mette en œuvre de nouvelles solutions. » Reste donc ceci : « Reconnaître le gouvernement tel qu'il est resté constitué... Convoquer un congrès extraordinaire des soviets dans quinze jours en un lieu où il puisse travailler sans obstacles, et le mieux serait à Moscou. »

Mais la séance est constamment interrompue. A la porte du Palais de Tauride cognent les ouvriers de Poutilov : ils ne s'étaient mis en branle que vers le soir, fatigués, courroucés, surexcités. « Tseretelli ! Amène par ici Tseretelli ! » Une masse de trente mille hommes envoie au palais ses délégués, quelqu'un crie par derrière que si Tseretelli ne veut pas sortir de bon gré, l'on sera obligé de le sortir de force. De la menace à l'action il y a encore loin, mais l'affaire tourne déjà trop mal, et les bolcheviks s'empressent d'intervenir. Zinoviev, par la suite, racontait ceci : « Nos camarades m'invitèrent à aller au-devant des ouvriers de Poutilov... Un océan de têtes tel que je n'en ai jamais vu. Plusieurs dizaines de milliers d'hommes amassés. Les cris : « Tseretelli ! » continuaient... Je commençai : « Au lieu de

Tseretelli, c'est moi qui sors. » (*Des rires.*) Cela fit un revirement dans les esprits. Je pus prononcer un discours assez long... En conclusion, je priais aussi cet auditoire de se disperser aussitôt, pacifiquement, en maintenant un ordre parfait et en ne se laissant, en aucun cas, provoquer à des gestes agressifs. (*Tempête d'applaudissements.*) Les hommes rassemblés se mettent en rangs et commencent à se disperser. » Cet épisode illustre au mieux, et l'acuité du mécontentement des masses, et l'absence en elles d'un plan d'offensive, et le rôle réel du parti dans les événements de juillet.

Tandis que Zinoviev s'expliquait au-dehors avec les ouvriers de Poutilov, dans la salle des séances intervint véhémentement un groupe très nombreux de leurs délégués, quelques-uns avec des fusils. Les membres des comités exécutifs sursautent sur leurs sièges. « Certains ne montrèrent pas suffisamment de bravoure et de possession d'eux-mêmes », écrit Soukhanov, qui a laissé une vive description de ce moment dramatique. Un des ouvriers, « le sans-culotte classique, coiffé d'une casquette, portant une courte blouse bleue sans ceinture, le fusil au poing », bondit sur la tribune, tremblant d'émotion et de colère... « Camarades ! Allons-nous longtemps tolérer, nous, les ouvriers, la trahison ? Vous vous entendez avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers... Nous, ceux de Poutilov, nous sommes ici trente mille... On obtiendra ce qu'on veut !... » Tchkhéidze, qui avait sous le nez un fusil, sut se contenir. Se penchant tranquillement de son estrade, il glissait dans la main tremblante de l'ouvrier un appel imprimé : « Tenez, camarade, prenez ça, je vous en prie, et lisez. On dit là-dedans ce que doivent faire les camarades de l'usine Poutilov... » L'appel ne disait rien sinon que les manifestants devaient rentrer chez eux et qu'autrement ils seraient traîtres à la révolution. Et que pouvaient dire encore les mencheviks ?

Dans le remuement sous les murs du palais de Tauride, de même qu'en général dans le tourbillon d'agitation de cette période, une grande place fut occupée par Zinoviev, orateur d'une puissance exceptionnelle. Sa haute voix de ténor étonnait au premier moment et ensuite conquérait par une musicalité originale. Zinoviev était l'agitateur-né. Il savait céder à la contagion de la masse, s'émouvoir de ses émotions et trouver pour ses sentiments et ses

pensées une expression peut-être un peu diffuse, mais saisissante. Les adversaires disaient de Zinoviev qu'il était le plus grand démagogue parmi les bolcheviks. Par là, ils payaient d'ordinaire tribut au plus fort de ses traits, c'est-à-dire à sa capacité de pénétrer dans l'âme du Démon et de jouer sur ses cordes. On ne peut pourtant nier qu'étant seulement un agitateur, non théoricien, non stratège révolutionnaire, Zinoviev, quand il n'était pas retenu par une discipline du dehors, glissait facilement dans la voie de la démagogie, non dans le sens vulgaire, mais dans le sens scientifique de ce mot, c'est-à-dire montrait une inclination à sacrifier des intérêts lointains aux succès du moment. Le flair d'agitateur de Zinoviev faisait de lui un conseiller extrêmement précieux dans la mesure où il s'agissait d'évaluation politique pour une circonstance, mais pas plus profondément. Dans les réunions du parti, il savait convaincre, conquérir, ensorceler, quand il arrivait avec une idée politique toute confectionnée, vérifiée dans des meetings de masses et, dirai-je toute saturée des espoirs et des haines des ouvriers et des soldats. Zinoviev était capable, d'autre part, dans une assemblée hostile, même dans le comité exécutif d'alors, de donner aux pensées les plus extrêmes et les plus explosives une forme enveloppante, insinuante, pénétrant les cervelles de ceux qui le considéraient avec une méfiance préconçue.

Pour arriver à ces résultats inappréciables, il n'avait pas assez de se sentir seulement dans son droit ; pour se rassurer, il avait besoin de savoir en toute certitude qu'il était exempté de la responsabilité politique par une poigne résistante et solide. Cette assurance lui venait de Lénine. Armé d'une formule de stratégie toute faite, révélant le fond même de la question, Zinoviev, ingénieusement et avec du flair, la remplissait d'exclamations toutes fraîches, de protestations, de revendications, ramassées à l'instant même dans la rue, à l'usine ou dans une caserne. En de pareils moments, il était un idéal mécanisme de transmission entre Lénine et la masse, partiellement entre la masse et Lénine. Zinoviev suivait toujours son maître, exception faite de cas peu nombreux ; mais l'heure des dissensions arrivait juste au moment où se décidait le sort du parti, de la classe, du pays. L'agitateur de la révolution n'avait pas suffisamment le caractère révolutionnaire. Tant qu'il ne s'agissait

que de conquérir les têtes et les âmes, Zinoviev restait un militant infatigable. Mais il perdait tout de suite son assurance combative quand il se trouvait devant la nécessité d'agir. Alors il reculait brusquement devant la masse, comme devant Lénine, il n'avait de réactions que devant les voix indécises, recueillait les doutes, ne voyait que des obstacles, et sa voix insinuante, presque féminine, cessant d'être persuasive, trahissait sa faiblesse intime. Sous les murs du palais de Tauride, pendant les journées de juillet, Zinoviev fut extrêmement actif, inventif et fort. Il poussait aux plus hautes notes l'excitation des masses — non point pour les appeler à des actes décisifs, mais, au contraire, pour les en empêcher. Cela répondait aux circonstances et à la politique du parti. Zinoviev était tout à fait dans son élément.

Le combat sur la Liteïny occasionna dans le développement de la manifestation une brusque brisure. Personne déjà ne regardait plus le cortège du haut des fenêtres ou des balcons. Les gens d'importance, assiégeant les gares, désertaient la ville. La lutte dans les rues se transformait en escarmouches, çà et là, sans but déterminé. Pendant les heures nocturnes, il y eut des corps-à-corps entre manifestants et patriotes, on désarma les gens au petit bonheur, des fusils passèrent d'une main à l'autre. Des groupes de soldats de régiments qui avaient rompu les rangs agissaient de côté et d'autre. « Des éléments louches et des provocateurs qui s'étaient insérés parmi eux les incitaient à commettre des actes anarchiques », ajoute Podvoïsky. « A la recherche des coupables de la fusillade partie des maisons, des groupes de matelots et de soldats procédaient à de rigoureuses perquisitions. Sous prétexte de perquisitionner, des pillages avaient lieu de çà, de là. D'autre part, des pogromes commencèrent. Des commerçants, dans les quartiers de la ville où ils se sentaient en force, se jetaient avec fureur sur les ouvriers et les rouaient de coups impitoyablement. » Aux cris de « cognez sur les youpins et sur les bolcheviks, foutez-les à l'eau ! » — raconte Afanassiev, ouvrier de l'usine Novy-Lessner — la foule tomba sur nous et elle cogna dur. « Une des victimes mourut à l'hôpital. Afanassiev lui-même, meurtri et ensanglanté, fut retiré par les matelots du canal Ekarinsky... »

Des collisions, des victimes, une lutte sans résultat, dont le but pratique

n'était pas saisissable, à cela se bornait le mouvement. Le comité central des bolcheviks décida d'inviter les ouvriers et les soldats à arrêter la manifestation. Maintenant cet appel, immédiatement porté à la connaissance du comité exécutif, ne rencontrait presque plus de résistance dans des milieux de la base. Les masses refluent vers les faubourgs et ne se disposaient pas à recommencer la lutte le lendemain. Elles avaient senti que la question du pouvoir du soviétique se présentait d'une façon beaucoup plus compliquée qu'elles ne l'avaient cru.

Le siège du palais de Tauride fut définitivement levé, les rues avoisinantes restèrent désertes. Mais les comités exécutifs continuaient à veiller, avec des suspensions de séances, des discours traînants, sans signification et sans objet. On découvrit seulement plus tard que les conciliateurs restaient dans l'attente de quelque chose. Dans les locaux d'à côté, les délégués des usines et des régiments se morfondaient encore. « Minuit est déjà largement dépassé — raconte Metelev — et nous attendons toujours une « solution »... Endoloris de fatigue et de faim, nous rôdions dans la salle Alexandrovsky... A quatre heures du matin, le 5 juillet, nos espérances prirent fin... Par la porte grande ouverte de l'entrée principale du palais firent bruyamment irruption des officiers et des soldats armés. » Tout l'édifice retentit des sons de cuivre de la Marseillaise. Le tapotement des bottes et le vacarme des instruments à cette heure matinale provoquent dans la salle des séances une extraordinaire émotion. Les députés se levèrent brusquement de leurs places. Un nouveau danger ? Mais, à la tribune, Dan... : « Camarades, annonce-t-il, calmez-vous ! Il n'y a aucun danger ! Ce sont des régiments fidèles à la révolution qui arrivent. »

Oui, elles arrivaient enfin, les troupes sûres, longtemps attendues. Elles occupent les passages, se jettent rageusement sur les quelques ouvriers qui se trouvent encore dans le palais, enlèvent leurs armes à ceux qui en ont, les arrêtent, les emmènent. A la tribune monte le lieutenant Koutchine, menchevik bien connu, en tenue de campagne. Dan qui préside lui donne l'accolade aux accents de victoire de l'orchestre. Haletants d'enthousiasme et foudroyant les gauches de regards triomphants, les conciliateurs s'étreignent

les mains, et, à gorge déployée, mêlent leur enthousiasme aux sons de *la Marseillaise*. — « C'est la scène classique d'un début de contre-révolution ! » gronde Martov, qui savait observer et comprendre bien des choses. Le sens politique de la scène relatée par Soukhanov deviendra encore plus significatif si l'on rappelle que Martov était du même parti que Dan, pour lequel cette scène marquait un triomphe suprême de la révolution.

C'est seulement alors, en remarquant la joie débordante de la majorité, que l'aile gauche commença à comprendre exactement à quel point l'organe suprême de la démocratie officielle s'était trouvé isolé lorsque l'authentique démocratie était descendue dans la rue. Ces gens, pendant trente-six heures, avaient tout à tour disparu dans la coulisse pour se mettre, par la cabine téléphonique, en rapport avec l'État-major, avec Kerensky au front, pour réclamer des troupes, appeler, convaincre, supplier, envoyer encore et encore des agitateurs, et attendre de nouveau. Le danger était passé, mais la peur subsistait par inertie. Et le bruit de bottes des « fidèles » vers la cinquième heure du matin retentit à leurs oreilles comme une symphonie de délivrance. De la tribune partirent enfin de francs discours sur l'heureux écrasement de l'émeute armée et sur la nécessité d'en finir, cette fois-ci, avec les bolcheviks.

Le détachement qui avait pénétré dans le palais de Tauride n'était pas arrivé du front comme beaucoup le crurent dans leur premier saisissement : il avait été prélevé sur la garnison de Petrograd, principalement sur trois des bataillons de la Garde les plus arriérés : ceux des régiments Preobrajensky, Seïrtenovsky et Ismaïlovsky. Le 3 juillet, ils s'étaient déclarés neutres. C'est en vain qu'on essayait de leur en imposer avec l'autorité du gouvernement et du comité exécutif : les soldats restaient, moroses, enfermés dans leurs casernes, dans l'expectative. C'est seulement dans l'après-midi du 4 juillet que les autorités découvrirent, enfin, un puissant moyen d'action : on montra aux hommes du régiment Preobrajensky des documents qui prouvaient comme deux et deux font quatre que Lénine était un espion de l'Allemagne. Cela réussit. La nouvelle se répandit dans les régiments. Les officiers, les membres des comités de régiments, les agitateurs du comité exécutif redoublèrent d'ardeur à la besogne. L'opinion des bataillons neutres fut

brusquement modifiée. Vers l'aube, lorsque l'on n'avait plus du tout besoin d'eux, on réussit à les réunir et à les faire marcher par les rues désertes vers le palais de Tauride qui s'était vidé. *La Marseillaise* fut exécutée par l'orchestre du régiment Ismaïlovsky, de celui-là même qui, étant le plus réactionnaire, avait été chargé, le 3 décembre 1905, de mettre en arrestation le premier soviét des députés ouvriers de Petrograd, siégeant sous la présidence de Trotsky. L'aveugle metteur en scène de l'histoire obtient à chaque pas de surprenants coups de théâtre sans les avoir nullement cherchés : il lâche tout simplement la bride à la logique des choses.

Lorsque les rues furent débarrassées des masses, le jeune gouvernement de la révolution détendit ses membres de podagre : des représentants d'ouvriers furent arrêtés, des armes saisies, des quartiers de la ville coupés l'un de l'autre. Vers six heures du matin, devant le local occupé par la rédaction de la *Pravda*, s'arrêta une automobile chargée de *junkers* et de soldats, avec une mitrailleuse qui fut immédiatement braquée sur la fenêtre. Après le départ des intrus, la rédaction présentait un spectacle de démolition : les tiroirs des tables avaient été forcés, le plancher était jonché de manuscrits déchirés, les fils téléphoniques rompus. Les hommes de garde et les employés de la rédaction et de l'administration avaient été bourrés de coups et arrêtés. Le saccage avait été encore plus grand dans l'imprimerie pour laquelle les ouvriers, dans les trois derniers mois, avaient collecté des fonds : détruites les rotatives, abîmées les monotypes, démolies les linotypes. C'est à tort que les bolcheviks accusaient de manque d'énergie le gouvernement de Kerensky !

« Les rues, dans l'ensemble, sont redevenues normales, écrit Soukhanov. Il n'y a presque pas de rassemblements et de meetings au-dehors. Les magasins sont presque tous ouverts. » Dès le matin se répand l'appel des bolcheviks, invitant à cesser de manifester, c'est la dernière production de l'imprimerie démolie. Les cosaques et les *junkers* arrêtent dans les rues des matelots, des soldats, des ouvriers, et les expédient soit aux prisons, soit aux salles de police. Dans les boutiques et sur les trottoirs, on parle de l'argent allemand. On arrête quiconque ose dire un mot en faveur des bolcheviks. « On ne peut déjà plus déclarer que Lénine est un honnête homme : sinon, l'on est

conduit au commissariat. » Soukhanov, comme toujours, se montre attentif observateur de ce qui se passe dans les rues de la bourgeoisie, de l'*intelligentsia*, des petits bourgeois.

Mais il en est autrement dans les quartiers ouvriers. Les fabriques et les usines ne travaillent pas encore. L'état des esprits est anxieux. D'après des rumeurs, des troupes seraient arrivées du front. Les rues du quartier de Vyborg se peuplent de groupes qui discutent de la conduite à tenir en cas d'attaque. « Les gardes rouges et, en général, la jeunesse des usines — raconte Metelev se préparent à pénétrer dans la forteresse Pierre-et-Paul pour soutenir les détachements qui y sont assiégés. Dissimulant des grenades dans leurs poches, dans leurs bottes, sur leur poitrine, ils passent le fleuve en barque, quelques-uns par les ponts. » L'ouvrier compositeur Smirnov, du quartier de Kolomna, raconte dans ses Souvenirs : « Je vis arriver par la Neva des remorqueurs chargés de gardes marines, venant de Duderhof et d'Oranienbaum. Vers deux heures, la situation commença à se dessiner dans un mauvais sens... Je vis comment, isolément, par des chemins écartés, des matelots s'en retournaient à Cronstadt... On répandait cette version que tous les bolcheviks étaient des espions de l'Allemagne. Des persécutions infâmes étaient entreprises... » L'historien Milioukov résume avec satisfaction : « L'état d'opinion et la composition du public dans les rues s'étaient complètement modifiés. Vers le soir, Petrograd était absolument calme. »

Tant que des troupes du front n'eurent pas eu le temps d'arriver, l'État-major de la région, avec le concours politique des conciliateurs, réussit à masquer ses intentions. Dans la journée s'étaient présentés au palais Kczesinska, pour conférer avec les leaders des bolcheviks, des membres du comité exécutif, Liber en tête : cette seule visite témoignait des sentiments les plus pacifiques. L'accord obtenu obligeait les bolcheviks à renvoyer les matelots à Cronstadt, à retirer de la forteresse Pierre-et-Paul la compagnie de mitrailleurs, à relever de leurs postes les autos blindées et les détachements de garde. Le gouvernement promettait de son côté de ne tolérer aucun pogrome, aucunes représailles à l'égard des bolcheviks et de relaxer tous ceux que l'on avait arrêtés, à l'exception des criminels de droit commun. Mais l'accord ne

fut pas maintenu longtemps. A mesure que se répandaient des bruits sur l'argent allemand et sur l'arrivée prochaine de troupes du front. Il se découvrait dans la garnison de plus en plus de contingents grands ou petits qui se souvenaient de leur fidélité à la démocratie et à Kerensky. Ils envoyaient des délégués au palais de Tauride ou bien à l'État-major de la région. Enfin, des échelons du front commencèrent à arriver effectivement.

L'état d'esprit dominant parmi les conciliateurs devenait d'heure en heure plus féroce. Les troupes arrivées du front se préparaient à délivrer la capitale, dans une lutte sanglante, des agents du Kaiser. Maintenant que l'on n'avait plus aucun besoin des troupes, il fallait se justifier de les avoir appelées. De crainte de tomber eux-mêmes en suspicion, les conciliateurs faisaient tous leurs efforts pour démontrer aux chefs militaires que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires étaient avec eux d'un seul et même bord et que les bolcheviks étaient l'ennemi commun. Lorsque Kamenev essaya de rappeler aux membres du Présidium du comité exécutif l'accord conclu quelques heures auparavant, Liber répondit du ton inflexible d'un homme d'État : « Maintenant, le rapport des forces est modifié. » D'après les discours de vulgarisation de Lassalle, Liber savait qu'un canon est un important élément pour une Constitution.

La délégation des matelots de Cronstadt, ayant à sa tête Raskolnikov, fut plusieurs fois appelée à la Commission militaire du comité exécutif, où les exigences, d'heure en heure plus élevées, aboutirent à un ultimatum de Liber : consentir immédiatement au désarmement des hommes de Cronstadt. « En sortant de la séance de la Commission militaire — raconte Raskolnikov nous reprimons notre conciliabule avec Trotsky et Kaménev. Lev Davidovitch (Trotsky) conseilla de renvoyer immédiatement et en secret chez eux les matelots de Cronstadt. La décision fut prise d'expédier des camarades dans les casernes et de prévenir les matelots du désarmement par force qui se préparait. » La plupart des hommes de Cronstadt étaient partis en temps utile, il ne restait que de petits détachements dans la maison Kczesinska et dans la forteresse Pierre-et-Paul. Au su et du consentement des ministres socialistes, le prince Lvov, dès le 4 juillet, avait donné au général Polovtsev l'ordre écrit

« d'arrêter les bolcheviks qui occupaient la maison Kczesinska, de faire évacuer cette maison et d'y mettre des troupes. »

À présent, après le saccage de la rédaction et de l'imprimerie, la question du sort du quartier général des bolcheviks se posait avec une extrême acuité. Il fallait mettre l'hôtel particulier en état de défense. Comme commandant des locaux, l'organisation militaire désigna Raskolnikov. Il comprit sa tâche largement, à la façon de Cronstadt, réclama l'envoi de canons et même la présence à l'embouchure de la Neva d'un petit navire de guerre. Raskolnikov expliqua plus tard cette démarche de la manière suivante : « Bien entendu, de mon côté, des préparatifs militaires furent faits, mais seulement pour le cas où nous avions à nous défendre, vu que, dans l'air, il y avait une odeur non seulement de poudre mais aussi de pogromes... J'estimai, non sans raison, me semble-t-il, qu'il suffirait de faire venir dans l'estuaire de la Neva un bon vaisseau pour que le gouvernement provisoire perdît considérablement de sa résolution. » Tout cela est assez imprévu et pas très sérieux. Il convient plutôt de supposer que, dans la journée du 5 juillet, les dirigeants de l'organisation militaire, et Raskolnikov avec eux, n'avaient pas encore apprécié complètement le revirement de la situation et, au moment où la manifestation armée devait se hâter de battre en retraite pour ne pas se transformer en un soulèvement armé imposé par l'adversaire, certains des dirigeants militaires firent en avant quelques pas hasardeux et irréfléchis.

Ce n'était pas la première fois que les jeunes leaders de Cronstadt dépassaient la mesure. Mais peut-on faire une révolution sans la participation d'hommes qui dépassent la mesure ? Et n'y a-t-il pas nécessairement un certain pourcentage d'étourderie dans toutes les grandes entreprises humaines ? Pour cette fois, tout se borna à des ordres qui, d'ailleurs, furent bientôt annulés par Raskolnikov lui-même. Dans l'hôtel particulier affluaient cependant des nouvelles de plus en plus inquiétantes : l'un avait vu, aux fenêtres d'une maison située sur la berge d'en face, des mitrailleuses braquées sur la maison Kczesinska ; l'autre avait observé qu'une colonne d'autos blindées s'avancait dans la même direction ; un troisième annonçait l'approche de patrouilles de cosaques. Deux membres de l'organisation

militaire furent envoyés en pourparlers au commandant de l'arrondissement. Polovtsev assura aux parlementaires que le saccage de la *Pravda* avait été effectué à son insu et qu'il ne préparait nullement des représailles contre l'organisation militaire. En réalité, il attendait seulement d'avoir reçu du front des renforts suffisants.

Tandis que Cronstadt battait en retraite, la flotte de la Baltique, de l'ensemble, n'en était encore qu'à préparer son offensive. C'est dans les eaux finnoises que se tenait la plus grosse partie de la flotte, comptant au total jusqu'à soixante-dix milles marins ; en outre, en Finlande, était cantonné un corps d'armée, et l'usine du port d'Helsingfors occupait jusqu'à dix mille ouvriers russes. C'était impressionnant, le poing de la révolution. La pression des matelots et des soldats était tellement irrésistible qu'à Helsingfors même le comité des socialistes-révolutionnaires se prononça contre la coalition, en suite de quoi tous les organes soviétiques de la flotte et de l'armée, en Finlande, exigèrent unanimement que le comité exécutif central prit le pouvoir en main. Pour appuyer leur revendication, les hommes de la Baltique étaient prêts à avancer, à n'importe quel moment, vers l'estuaire de la Neva ; ce qui les retenait, cependant, c'était la crainte d'affaiblir la ligne de défense maritime et de faciliter à la flotte allemande une attaque sur Cronstadt et Petrograd.

Mais là se produisit quelque chose d'absolument imprévu. Le comité central de la flotte de la Baltique — dénommé *Tsentrobalt* — convoqua le 4 juillet, les comités de vaisseaux en une séance extraordinaire, dans laquelle le président Dybenko révéla publiquement deux ordres secrets tout récemment reçus par le commandant de la flotte, sous la signature de Doudarev, ministre-adjoint à la Marine : le premier enjoignait à l'amiral Verderevsky d'envoyer à Petrograd quatre torpilleurs pour empêcher par la force une descente de révoltés venant de Cronstadt : le second exigeait du commandant de la flotte que, sous aucun prétexte, il ne permit à des vaisseaux de quitter Helsingfors pour Cronstadt et qu'il n'hésît point à couler, à l'aide de sous-marins, les vaisseaux insoumis. Se trouvant entre deux feux et étant préoccupé avant tout de sauver sa peau, l'amiral avait pris les devants et avait transmis les

télégrammes au *Tsentrobalt* en déclarant qu'il n'exécuterait pas les ordres, même si le *Tsentrobalt* les confirmait de son cachet.

La lecture des télégrammes bouleversa les marins. A vrai dire, en toute occasion, ils invectivaient impitoyablement Kerensky et les conciliateurs. Mais c'était là, à leurs yeux, une lutte intime dans les soviets. Car enfin, dans le comité exécutif central, la majorité appartenait aux mêmes partis que dans le comité régional de Finlande qui venait de se prononcer pour le pouvoir des soviets. C'est clair : ni les mencheviks, ni les socialistes-révolutionnaires ne peuvent approuver qu'on coule des navires qui se prononcent pour le pouvoir du comité exécutif. Comment donc se fait-il que le vieil officier de marine Doudarev ait pu se mêler d'une discussion de famille dans les soviets pour la transformer en bataille navale ? La veille encore, les gros vaisseaux étaient officiellement considérés comme l'appui de la révolution, à la différence des torpilleurs d'esprit arriéré et des sous-marins à peine touchés par la propagande. Se peut-il donc que les autorités se disposent maintenant, sérieusement, avec le concours des sous-marins, à couler des vaisseaux ! De tels faits ne pouvaient se loger dans les esprits obstinés des matelots.

L'ordre qui leur semblait à juste raison venu d'un mauvais rêve était pourtant, en juillet, la pousse légitime des semailles de mars. Dès avril, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient commencé à en appeler à la province contre Petrograd, aux soldats contre les ouvriers, à la cavalerie contre les mitrailleurs. Ils avaient donné aux compagnies une représentation dans les soviets plus avantageée que celle des usines ; ils avaient patronné les petites entreprises disséminées plutôt que les usines géantes de la métallurgie. Représentant le passé d'hier, ils cherchaient un appui chez les retardataires de toute espèce. Perdant pied, ils excitaient l'arrière-garde contre l'avant-garde. La politique a sa logique, surtout en temps de révolution. Contraints de tous côtés, les conciliateurs se trouvèrent forcés d'imposer à l'amiral Verderevsky le soin de couler les vaisseaux où régnait un esprit plus avancé. Par malheur pour les conciliateurs, les esprits arriérés sur lesquels ils voulaient prendre appui s'efforçaient de plus en plus de s'aligner avec les esprits avancés ; les équipages des sous-marins ne furent pas moins indignés de l'ordre de

Doudarev que les équipages des cuirassés.

À la tête du *Tsentrobalt* se trouvaient des hommes dont le tempérament n'était pas du tout celui d'un Hamlet : d'accord avec les membres des comités de vaisseaux, sans perdre de temps, ils prirent la résolution suivante : le torpilleur d'escadre *Orphée*, désigné pour envoyer par le fond les hommes de Cronstadt serait d'urgence expédié à Petrograd, en premier lieu pour obtenir des renseignements sur ce qui se passait, en second lieu « pour arrêter l'adjoint au ministre de la Marine Doudarev ». Si imprévue que puisse sembler cette résolution, elle prouve avec une force particulière à quel point les matelots de la Baltique étaient encore enclins à considérer les conciliateurs comme l'adversaire intérieur, pensant tout autrement d'un Doudarev qu'ils jugeaient comme l'ennemi commun. *L'Orphée* entra dans l'estuaire de la Neva vingt-quatre heures après qu'eurent abordé en cet endroit dix mille marins armés de Cronstadt. Mais « le rapport des forces s'était modifié ». Toute la journée, il fut interdit à l'équipage de débarquer. C'est seulement le soir qu'une délégation composée de soixante-sept marins du *Tsentrobalt* et des équipages de la flotte, fut admise à la séance unifiée des comités exécutifs, où l'on faisait le bilan des premiers résultats des journées de juillet. Les vainqueurs baignaient dans la joie de leur récente victoire. Le rapporteur Voïtinsky décrivait, non sans satisfaction, les heures de faiblesse et d'humiliation pour donner d'autant plus de relief au triomphe qui avait suivi. « La première unité qui est venue à notre secours — disait-il — ce sont les autos blindées. Nous avons pris la ferme résolution, pour le cas où la bande armée nous ferait violence, d'ouvrir le feu... Voyant tout le danger qui menaçait la révolution, nous avons donné l'ordre à certains contingents (du front) de monter en wagon et de venir à nous... » La majorité de la haute assemblée respirait la haine à l'égard des bolcheviks, particulièrement des matelots.

C'est dans cette ambiance que tombèrent les délégués de la Baltique, munis d'un mandat d'arrêt contre Doudarev. C'est par des hurlements sauvages, par un vacarme de coups de poing sur les tables, par des trépignements de pieds, que les vainqueurs accueillirent la lecture de la

résolution de la flotte baltique. Arrêter Doudarev ? Mais le valeureux capitaine de vaisseau avait simplement rempli un devoir sacré à l'égard de la révolution, à laquelle ceux-ci, ces matelots, mutins, contre-révolutionnaires, portaient un coup dans le dos. Par une résolution spéciale l'assemblée unifiée se solidarisa solennellement avec Doudarev. Les matelots ouvraient de grands yeux à considérer les orateurs et à s'entre-regarder. Maintenant seulement ils commençaient à comprendre ce qui se passait devant eux. Toute la délégation fut arrêtée le lendemain et acheva son éducation politique en prison. Ensuite l'on arrêta le président du *Tsentrobalt*, qui était arrivé à la rescousse, le quartier-maître Dybenko, et encore aussi l'amiral Verderevsky convoqué à la capitale pour explications.

Le matin du 6, les ouvriers rentrent au travail. Il n'y a dans les rues, comme manifestants, que les troupes appelées du front. Les agents du contre-espionnage vérifient les passeports et procèdent à des arrestations à droite et à gauche. Un jeune ouvrier, Voïnov, qui distribuait le *Listok Pravdy* (Tract de la *Pravda*), paru à la place du journal bolchevik saccagé la veille, est assassiné dans la rue par une bande, peut-être par les mêmes agents du contre-espionnage. Les éléments de la réaction, les *Cent-Noirs*, prennent goût à l'écrasement de l'émeute. Pillages, violences, çà et là des fusillades continuent dans les différentes parties de la ville. Dans le courant de la journée arrivent, échelon par échelon, une division de cavalerie, le régiment des cosaques du Don, une division de ulhans, le régiment Izborsky, le régiment Petit-Russien, un régiment de dragons, et d'autres. « Les contingents de cosaques qui sont survenus en grande quantité — écrit le journal de Gorki — sont dans des dispositions très agressives. » Sur le régiment Izborsky, qui venait d'arriver, un feu de mitrailleuses fut ouvert en deux endroits de la ville. Dans les deux cas, on découvrit que les mitrailleuses avaient été installées dans des greniers, les coupables ne furent pas découverts. On tira sur les contingents qui débarquaient en d'autres endroits encore. La folie calculée de cette fusillade bouleversait profondément les ouvriers. Il était clair que des provocateurs expérimentés accueillaient les soldats avec du plomb dans le but de les vacciner contre le bolchevisme. 148 ouvriers faisaient tous leurs efforts

pour expliquer cela aux soldats qui arrivaient, mais on ne les laissait pas approcher : pour la première fois, depuis les journées de février, entre l'ouvrier et le soldat se plaçait le *junker* ou l'officier.

Les conciliateurs accueillaienent avec allégresse les régiments qui survenaient. A l'assemblée des représentants des troupes, en présence d'un grand nombre d'officiers et de *junkers*, le même Voïtinsky s'écriait pathétiquement : « Voici maintenant que par la rue Millionnaïa défilent des troupes et des autos blindées dans la direction de la place du palais, pour se mettre à la disposition du général Polovtsev. Voilà la force réelle sur laquelle nous nous appuyons. » Comme couverture politique, on adjoignit au commandant de la région quatre socialistes : Avksentiev et Gotz du comité exécutif, Skobelev et Tchernov du gouvernement provisoire. Mais cela ne sauva point le commandant. Kerensky, par la suite, s'est vanté devant les gardes blancs d'avoir, à son retour du front, au cours des journées de juillet, limogé le général Polovtsev « pour manque de décision ».

Maintenant l'on pouvait enfin résoudre le problème si longtemps ajourné : détruire le nid de guêpes des bolcheviks dans la maison de Kczesinska. Dans la vie sociale en général, et en temps de révolution en particulier, prennent parfois une grosse importance des faits de second ordre qui agissent sur l'imagination par leur sens symbolique. C'est ainsi que l'on attribuait une importance disproportionnée, dans la lutte contre les bolcheviks, à la « saisie » par Lénine du palais de Kczesinska, ballerine de la cour, moins fameuse par son art que par ses rapports avec les représentants masculins de la dynastie des Romanov. Son hôtel particulier était le bénéfice de tels rapports, inaugurés vraisemblablement par Nicolas II quand il était encore le tsarévitch héritier. Avant la guerre, les petits bourgeois cancanaienent sur le repaire situé en face du palais d'Hiver, rendez-vous de luxe, de bottes à éperons, de diamants, avec une nuance de respect envieux ; pendant la guerre, on disait plus souvent : « C'est du vol » ; les soldats en parlaient encore plus raideement. Approchant de l'âge-limite, la ballerine se réfugia dans la carrière patriotique. Le candide Rodzianko raconte à ce propos : « Le généralissime (le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch) mentionna qu'il connaissait l'action et l'influence, dans les

affaires de l'artillerie, de la ballerine Kczesinska par l'entremise de laquelle diverses firmes obtenaient des commandes. » Il n'est pas étonnant qu'après l'insurrection le palais déserté de Kczesinska n'ait point éveillé dans le peuple de vives sympathies. Alors que la révolution requérait insatiablement des locaux, le gouvernement n'osait mordre sur aucune maison particulière. Réquisitionner les chevaux des paysans pour la guerre — c'est une chose. Réquisitionner pour la révolution des hôtels particuliers qui sont vides c'en est une tout autre. Mais les masses populaires raisonnaient autrement.

À la recherche d'un local qui lui conviendrait, la division de réserve des autos blindées tomba, dans les premiers jours de mars, sur l'hôtel de Kczesinska et l'occupa : la ballerine avait un bon garage. La division céda volontiers au comité des bolcheviks de Petrograd l'étage supérieur de l'édifice. L'amitié faite entre les bolcheviks et les équipes d'autos blindées compléta leur amitié avec les mitrailleurs. L'occupation du palais, effectuée quelques semaines avant l'arrivée de Lénine, passa d'abord à peu près inaperçue. L'indignation contre les ravisseurs s'accroissait au fur et à mesure qu'augmentait l'influence des bolcheviks. Les racontars des journaux affirmant que Lénine se serait logé dans le boudoir de la ballerine et que tout le mobilier de l'hôtel aurait été saccagé ou volé, étaient tout simplement des mensonges. Lénine vivait dans le modeste petit logement de sa sœur, et, quant au mobilier de la ballerine, le commandant des locaux l'avait fait ranger et mettre sous scellés. Soukhanov, qui visita le palais le jour de l'arrivée de Lénine, a laissé une description de l'endroit qui ne manque pas d'intérêt. « Les appartements de la fameuse ballerine avaient un aspect assez bizarre et saugrenu. Les plafonds et les murs, féeriques, ne s'harmonisaient pas du tout avec le mobilier rudimentaire, avec des tables, des chaises et des bancs primitifs, disposés n'importe comment aux seules fins d'utilité. Les pièces en somme peu garnies. Le mobilier de Kczesinska avait été enlevé... »

Éludant prudemment l'affaire de la division d'autos blindées, la presse représentait Lénine comme le responsable de la saisie, à main armée, d'une maison appartenant à une inoffensive prêtresse de l'art. Ce thème alimentait les éditoriaux et les feuilletons. Des ouvriers et soldats crottés parmi les

velours, les soies et les tapisseries ! Tous les entresols de la capitale frémissaient d'indignation. De même que jadis les girondins avaient imputé aux jacobins la responsabilité des massacres de septembre, une disparition de matelas dans une caserne et la propagande en faveur de la loi agraire — maintenant, les cadets et les démocrates accusaient les bolcheviks de saper les bases de la morale humaine et de cracher sur les parquets dans l'hôtel de Kczesinska. La ballerine de la dynastie devint le symbole d'une culture foulée aux pieds par les bottes à gros clous de la barbarie. Cette apothéose donna des ailes à la propriétaire, qui porta plainte en justice, et le tribunal décida que les bolcheviks seraient expulsés des lieux.

Mais ce n'était point du tout si simple. « Les autos blindées qui veillaient dans la cour avaient un air suffisamment imposant », note dans ses souvenirs Zalejsky, membre du Comité de Petrograd à l'époque. En outre, le régiment des mitrailleurs, ainsi que d'autres unités, était prêt, en cas de besoin, à soutenir les équipes d'autos blindées. Le 25 mai, le bureau du comité exécutif, sur plainte de l'avocat de la ballerine, reconnut que « les intérêts de la révolution exigeaient le respect des décisions des tribunaux ». Les conciliateurs n'allèrent pourtant pas au-delà de cet aphorisme platonique, au grand chagrin de la ballerine qui n'était nullement encline au platonisme.

Dans l'hôtel particulier continuaient à travailler coude à coude le Comité central, le Comité de Petrograd et l'Organisation militaire. « Dans la maison de Kczesinska — raconte Raskolnikov — il y avait constamment foule. Les uns visitaient pour affaire tel ou tel secrétariat, d'autres allaient au dépôt de librairie... d'autres à la rédaction de la *Soldatskaïa Pravda* (*Pravda* des Soldats), d'autres enfin à quelque séance. Des réunions avaient lieu très souvent, parfois en permanence — soit dans la vaste salle d'en bas, soit en haut, autour d'une longue table, dans une pièce qui avait été vraisemblablement la salle à manger de la ballerine. » Du haut du balcon de l'hôtel particulier, au-dessus duquel flottait l'imposant drapeau du comité central, des orateurs improvisaient sans cesse des meetings, non seulement dans la journée, mais même la nuit. Souvent, dans une obscurité complète, s'avancait vers l'édifice, un contingent de soldats, ou bien une foule

d'ouvriers réclamant un orateur. Devant le balcon s'arrêtaient aussi, à l'occasion, des groupes de petits bourgeois dont la curiosité était périodiquement éveillée par les racontars des journaux. Pendant les journées critiques s'approchèrent de l'édifice des manifestations, hostiles pour peu de temps, exigeant l'arrestation de Lénine et l'expulsion des bolcheviks. Sous les torrents d'hommes qui déferlaient au pied du palais, l'on sentait bouillonner les profondeurs de la révolution. L'affaire de la maison Kczesinska arriva à son apogée pendant les journées de juillet. « Le grand État-major du mouvement — dit Milioukov — se trouva non point au palais de Tauride, mais dans la citadelle de Lénine, la maison de Kczesinska, au balcon classique. » L'écrasement de la manifestation menait fatalement à la destruction du quartier général des bolcheviks.

À trois heures du matin, vers la maison de Kczesinska et la forteresse Pierre-et-Paul, séparées par un ruban d'eau, marchèrent : le bataillon de réserve du régiment de Petrograd, un effectif de mitrailleurs, une compagnie du régiment Semenovskiy, une compagnie du régiment Preobrajenskiy, l'effectif des élèves officiers du régiment de Volhynie, deux pièces de canon et un détachement de huit autos blindées. À sept heures du matin, l'adjoint au commandant des troupes de l'arrondissement, Kouzmine, socialiste-révolutionnaire, exigea l'évacuation de l'hôtel particulier. Ne voulant pas rendre les armes, les matelots de Cronstadt, qui n'étaient plus guère dans le palais qu'au nombre de cent vingt, se mirent à gagner au pas de course la forteresse Pierre-et-Paul. Lorsque les troupes du gouvernement occupèrent l'hôtel, elles n'y trouvèrent personne, exception faite de quelques employés... Restait la question de la forteresse. Du quartier de Vyborg, comme on s'en souvient, s'étaient portés sous les remparts de jeunes gardes rouges pour prêter main-forte aux marins, en cas de nécessité. « Sur les murs de la forteresse — raconte l'un d'eux — quelques pièces de canon sont braquées, vraisemblablement par les marins, à tout hasard... Cela commence à sentir le sang... » Mais des pourparlers diplomatiques donnèrent une solution pacifique. Sur mandat du comité central, Staline proposa aux leaders conciliateurs de prendre en commun des mesures pour liquider sans effusion

de sang les manifestations des hommes de Cronstadt. A deux, avec le menchevik Bogdanov, ils persuadèrent sans grande difficulté les matelots de se soumettre à l'ultimatum lancé la veille par Liber. Lorsque les autos blindées du gouvernement s'approchèrent de la forteresse, une députation sortit de la grand-porte pour déclarer que la garnison se soumettait au comité exécutif. Les armes rendues par les matelots et les soldats furent emportées en camions. Les matelots désarmés avaient les barges pour retourner à Cronstadt. La reddition de la forteresse peut être considérée comme l'épisode final du mouvement de juillet. Les équipes d'autos blindées arrivées du front occupèrent le palais Kczesinska et le fort, évacués par les bolcheviks, et elles devaient passer à leur tour, à la veille de l'insurrection d'octobre, du côté de ces derniers.

Les bolcheviks pouvaient-ils prendre le pouvoir en Juillet ?

[Retour à la table des matières](#)

Interdite par le gouvernement et par le Comité exécutif, la manifestation eut un caractère grandiose ; dans la deuxième journée, elle ne compta pas moins de cinq cent mille personnes. Soukhanov, qui ne trouve pas de mots assez violents pour condamner « le sang et la boue » des journées de juillet, écrit pourtant : « Indépendamment des résultats politiques, on ne pouvait considérer autrement qu'avec admiration ce stupéfiant mouvement des masses populaires. On ne pouvait, tout en le jugeant néfaste, ne pas s'enthousiasmer devant son ampleur gigantesque d'éléments déchaînés. » D'après les calculs de la commission d'enquête, il y eut vingt-neuf morts, cent quatorze blessés, approximativement à égalité de côté et d'autre.

Que le mouvement ait commencé d'en bas, indépendamment des bolcheviks, dans une certaine mesure contre eux, ce fut, aux premières heures, avoué même par les conciliateurs. Mais déjà vers la nuit du 3 juillet, et plus particulièrement le lendemain, l'appréciation officielle se modifie. On déclare que le mouvement est une insurrection dont les bolcheviks sont les organisateurs. « Sous le mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux soviets* » — écrivait dans la suite Stankevitch, proche de Kerensky — se produisait formellement une insurrection des bolcheviks contre la majorité soviétique

d'alors, composée des partis de la défense nationale. » L'accusation d'avoir fomenté un soulèvement n'est pas seulement un procédé de lutte politique : ces gens, dans le courant de juin, ne s'étaient que trop convaincus de la force d'influence des bolcheviks sur les masses et, maintenant, refusaient tout simplement de croire que le mouvement des ouvriers et des soldats eût pu déferler par-dessus les têtes des bolcheviks. Trotsky essaya de donner une explication à la séance du comité exécutif : « On nous accuse de créer l'opinion des masses ; ce n'est pas vrai, nous tentons seulement de la formuler. »

Dans les livres qui ont été publiés par des adversaires après l'insurrection d'octobre, notamment chez Soukhanov, on peut rencontrer cette affirmation que les bolcheviks auraient, uniquement à la suite de la défaite du soulèvement de juillet, dissimulé leur véritable but, alléguant le mouvement spontané des masses. Mais peut-on cacher, comme un trésor, un plan d'insurrection armée entraînant dans son remous des centaines de milliers d'hommes ? Est-ce que, à la veille d'octobre, les bolcheviks ne se trouvèrent pas forcés d'en appeler tout à fait ouvertement à l'insurrection et de s'y préparer au vu et au su de tous ? Si personne ne découvrit un pareil plan en juillet, c'est seulement parce qu'il n'existait pas.

L'irruption des mitrailleurs et des matelots de Cronstadt dans la forteresse Pierre-et-Paul, du consentement de la garnison permanente (c'est surtout sur cette « incursion » que s'appesantissaient les conciliateurs !), n'était nullement un acte d'insurrection armée. Le bâtiment situé sur une petite île — plutôt prison que position militaire — pouvait encore à la rigueur servir de refuge à des gens battant en retraite, mais ne donnait rien pour une offensive. Cherchant à gagner le palais de Tauride, les manifestants défilaient avec indifférence devant les plus importants édifices gouvernementaux, pour l'occupation desquels il eût suffi d'un détachement des gardes rouges de Poutilov. La forteresse Pierre-et-Paul fut prise par les manifestants tout ainsi qu'ils s'étaient emparés des rues, de divers postes, des places. Il y eut un stimulant de plus dans le fait que le palais Kczesinska, se trouvant dans le voisinage, pouvait être secouru par la forteresse en cas de danger.

Les bolcheviks firent tout pour réduire le mouvement de juillet à une manifestation. Mais, tout de même, par la logique des choses, le mouvement ne dépassa-t-il point ces bornes ? A cette question de politique, il est plus difficile de répondre qu'à un acte d'accusation en matière criminelle. Appréciant les journées de juillet aussitôt après leur achèvement, Lénine écrivait : « Une manifestation antigouvernementale, telle serait formellement la plus exacte description des événements. Mais le fond de l'affaire est en ceci que nous n'avons pas une manifestation ordinaire, c'est quelque chose de beaucoup plus qu'une manifestation et c'est moins qu'une révolution. » Lorsque les masses se sont assimilé quelque idée, elles veulent la réaliser. Se fiant au parti des bolcheviks, les ouvriers et, d'autant plus, les soldats n'avaient pas encore eu le temps, néanmoins, d'élaborer cette conviction qu'il ne fallait marcher autrement que d'après l'appel du parti et sous sa direction. L'expérience de février et d'avril enseignait plutôt autre chose.

Lorsque Lénine disait, en mai, que les ouvriers et les paysans étaient cent fois plus révolutionnaires que notre parti, il généralisait indubitablement l'expérience de février et d'avril. Mais les masses aussi généralisaient cette expérience à leur façon. Elles se disaient dans leur for intérieur : même les bolcheviks traînaient et atermoient. Les manifestants étaient tout disposés dans les journées de juillet — si la marche de l'affaire l'avait nécessité à liquider le pouvoir officiel. En cas de résistance de la bourgeoisie, ils étaient prêts à employer les armes. Dans cette mesure, il y avait ici un élément d'insurrection armée. Si, néanmoins, le mouvement ne fut pas poussé même jusqu'à moitié, loin d'aller jusqu'au bout, c'est que les conciliateurs brouillaient le tableau...

Dans le tome premier de cet ouvrage, nous avons caractérisé en détail le paradoxe du régime de février. Le pouvoir fut obtenu des mains du peuple révolutionnaire par les démocrates petits-bourgeois, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils n'avaient pas envisagé cette tâche. Ils n'avaient pas conquis le pouvoir. A leur corps défendant, ils s'y trouvèrent placés. Malgré la volonté des masses, ils firent tout pour transmettre le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste. Le peuple n'avait pas confiance dans les

libéraux, mais se fiait aux conciliateurs qui, cependant, ne se fiaient pas à eux-mêmes. Et ces derniers avaient raison à leur manière. Même après avoir totalement cédé le pouvoir à la bourgeoisie, les démocrates fussent restés quelque chose. Ayant pris le pouvoir en main, ils devaient être réduits à néant. Des mains des démocrates, le pouvoir eût presque automatiquement glissé aux mains des bolcheviks. Le malheur était irréparable, car il résidait dans la nullité organique de la démocratie russe...

Les manifestants de Juillet voulaient remettre le pouvoir aux cadets. Pour cela il était indispensable que les soviets consentissent à le prendre. Or, même dans la capitale, où la plupart des ouvriers et des éléments actifs de la garnison suivaient déjà les bolcheviks, la majorité dans le soviet, en vertu de la loi d'inertie, spécifique de toute assemblée de représentants, appartenait encore aux partis petits-bourgeois qui considéraient un attentat au pouvoir de la bourgeoisie comme un attentat contre eux-mêmes. Les ouvriers et les soldats ressentaient vivement la contradiction entre leur état d'esprit et la politique du Soviet, c'est-à-dire entre ce qu'ils avaient été hier et ce qu'ils étaient aujourd'hui. En se soulevant pour le pouvoir des soviets, ils n'apportaient nullement leur confiance à la majorité conciliatrice. Mais ils ne savaient comment s'en débarrasser. La renverser par la violence, c'eût été dissoudre les soviets au lieu de leur transmettre le pouvoir. Avant de trouver la voie vers un renouvellement des soviets, les ouvriers et les soldats essayèrent de les soumettre à leur volonté par la méthode de l'action directe.

Dans une proclamation issue des deux comités exécutifs au sujet des journées de juillet, les conciliateurs en appelèrent avec indignation aux ouvriers et aux soldats contre les manifestants qui, prétendaient-ils, « ont essayé d'imposer par la force des armes leur volonté à vos élus ». Comme si manifestants et électeurs n'étaient pas, sous deux dénominations différentes, les mêmes ouvriers et soldats ! Comme si les électeurs n'avaient pas le droit d'imposer leur volonté aux élus ! Et comme si cette volonté consistait en autre chose qu'à réclamer l'exécution des engagements : prendre le pouvoir dans l'intérêt du peuple. En se concentrant autour du palais de Tauride, les masses criaient aux oreilles du comité exécutif la phrase même qu'un anonyme

ouvrier avait servie à Tchernov en lui tendant un poing rude : « Prends le pouvoir quand on te le donne. » Comme réponse, les conciliateurs appelèrent les cosaques. Messieurs les démocrates préféraient ouvrir la guerre civile contre le peuple plutôt que de prendre le pouvoir sans effusion de sang. Les gardes blancs furent les premiers à tirer. Mais l'atmosphère politique de la guerre civile fut créée par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires.

Se heurtant à la résistance armée de l'organe même auquel ils voulaient remettre le pouvoir, les ouvriers et les soldats perdirent conscience de leur but. Du puissant mouvement des masses l'axe politique se trouva arraché. La campagne de juillet se réduisit à une manifestation partiellement effectuée avec les moyens d'une insurrection armée. On peut dire tout aussi bien que ce fut une demi-insurrection pour un but qui n'admettait pas d'autres méthodes qu'une manifestation.

Tout en renonçant au pouvoir, les conciliateurs ne le livraient pas tout à fait aux libéraux : d'abord parce qu'ils craignaient ces derniers — le petit bourgeois a peur du gros — et parce qu'ils avaient peur pour ces derniers : un ministère purement cadet eût été immédiatement renversé par les masses. Bien plus ! comme l'indique justement Milioukov, « dans la lutte contre les manifestations armées spontanées, le comité exécutif du soviet consolide son droit, déclaré pendant les troubles des 20 et 21 avril, de disposer à son gré des forces armées de la garnison de Petrograd ». Les conciliateurs continuent comme naguère à se dérober à eux-mêmes le pouvoir qu'ils ont sous l'oreiller. Pour opposer une résistance armée à ceux qui réclament sur leurs pancartes le pouvoir des soviets, le soviet se trouve forcé de concentrer en fait le pouvoir entre ses mains.

Le comité exécutif va encore plus loin : il proclame formellement, en ces jours-là sa souveraineté. « Si la démocratie révolutionnaire reconnaissait indispensable que tout le pouvoir passât aux mains des soviets — disait la résolution du 4 juillet — c'est sûrement à l'assemblée plénière des comités exécutifs que peut appartenir la solution de cette question. » Ayant déclaré que la manifestation pour le pouvoir des soviets était un soulèvement contre-

révolutionnaire, le comité exécutif se constituait en même temps pouvoir suprême et décidait du sort du gouvernement.

Quand, à l'aube du 5 juillet, les troupes « fidèles » pénétrèrent dans l'édifice du palais de Tauride, leur commandant fit savoir que son détachement se subordonnait intégralement et sans réserve au comité exécutif central. Pas un mot sur le gouvernement ! Mais les rebelles, eux aussi, consentaient à se soumettre au comité exécutif en tant que pouvoir. Quand la forteresse Pierre-et-Paul se rendit, la garnison n'eut qu'à déclarer qu'elle obéissait au comité exécutif. Personne n'exigeait qu'elle se soumît aux autorités officielles. Mais même les troupes appelées du front se mettaient entièrement à la disposition du comité exécutif. De quelle utilité, dans ce cas, avait été le sang versé ?

Si la lutte avait eu lieu vers la fin du Moyen Age, les deux parties, en se massacrant mutuellement, auraient cité les mêmes proverbes bibliques. Les historiens formalistes en seraient ensuite venus à conclure que la lutte avait eu lieu pour des questions d'exégèse : les artisans et les paysans illettrés du Moyen-Age mettaient, comme on sait, une étrange passion à se faire tuer pour des subtilités philologiques dans les révélations de Jean l'Evangéliste, de même que les dissidents de l'Eglise russe se faisaient exterminer à propos de savoir si l'on devait faire le signe de la croix avec deux ou trois doigts. En réalité, au Moyen-Age non moins qu'à présent, sous les formules symboliques se dissimulait une lutte d'intérêts vitaux qu'il convient de discerner, un seul et même verset de l'Evangile signifiait pour les uns le servage et pour les autres la liberté.

Mais il existe des analogies beaucoup plus récentes, plus proches. Pendant les Journées de juin 1848, en France, des deux côtés des barricades retentissait un seul et même cri : « *Vive la République !* » Les idéalistes petits-bourgeois se représentaient par conséquent les combats de Juin comme un malentendu provoqué par une bétise des uns, par l'exaltation des autres. En réalité, les bourgeois voulaient la république pour eux, les ouvriers voulaient la république pour tous. Les mots d'ordre politiques servent plus souvent à

masquer des intérêts qu'à les désigner par leur vrai nom.

Si paradoxal que soit le régime de février, que les conciliateurs décoraient d'ailleurs d'hiéroglyphes marxistes et populistes, les véritables rapports de classes sont suffisamment transparents. Il faut seulement ne pas perdre de vue la nature hybride des partis conciliateurs. Les petits bourgeois instruits s'appuyaient sur les ouvriers et les bourgeois, mais fraternisaient avec les propriétaires de noble condition et les gros fabricants de sucre. En s'insérant dans le système soviétique, à travers lequel les revendications de la base s'élevaient jusqu'à l'État officiel, le comité exécutif servait aussi de paravent politique à la bourgeoisie. Les classes possédantes se « soumettaient » au comité exécutif dans la mesure où il poussait le pouvoir de leur côté. Les masses se soumettaient au comité exécutif dans la mesure où elles espéraient qu'il deviendrait l'organe de la domination des ouvriers et des paysans. Au Palais de Tauride s'entrecroisaient des tendances de classes contraires, dont l'une et l'autre se couvraient du nom du comité exécutif : l'une par manque de compréhension et par crédulité, l'autre par froid calcul. Or, dans la lutte, il ne s'agissait ni plus ni moins que de savoir qui gouvernerait le pays : la bourgeoisie ou le prolétariat ?

Mais, si les conciliateurs ne voulaient pas prendre le pouvoir, et si la bourgeoisie n'avait pas assez de force pour le détenir, peut-être, en juillet, les bolcheviks pouvaient-ils se saisir du gouvernail ? Durant les deux journées critiques, le pouvoir à Petrograd était complètement tombé des mains des institutions gouvernementales. Le comité exécutif avait senti pour la première fois son impuissance complète. Prendre dans ces conditions le pouvoir n'aurait présenté aux bolcheviks aucune difficulté. On pouvait s'emparer de l'autorité même en certains points de la province. En ce cas, le parti bolchevik avait-il raison de renoncer à la prise du pouvoir ? Ne pouvait-il pas, s'étant fortifié dans la capitale et dans quelques régions industrielles, étendre ensuite sa domination à tout le pays ? La question est d'importance.

Rien ne contribua, à la fin de la guerre, au triomphe de l'impérialisme et de la réaction en Europe autant que les quelques mois si courts du

kerenskysme qui exténuaient la Russie révolutionnaire et causèrent un préjudice incalculable à son autorité morale aux yeux des armées belligérantes et des masses laborieuses de l'Europe, qui espéraient de la révolution une parole nouvelle. Si les bolcheviks avaient réduit de quatre mois — formidable laps de temps ! — les douleurs de l'accouchement de l'insurrection prolétarienne, ils se seraient trouvés devant un pays moins épuisé, l'autorité de la révolution en Europe eût été moins compromise. Cela n'eût pas seulement donné aux soviets d'énormes avantages dans la conduite des pourparlers avec l'Allemagne, cela aurait exercé une très grosse influence sur la marche de la guerre et de la paix en Europe. La perspective était trop séduisante ! Et, cependant, la direction du parti avait absolument raison de ne pas s'engager dans la voie de l'insurrection armée.

Prendre le pouvoir ne suffit pas. Il faut le garder. Quand, en octobre, les bolcheviks estimèrent que leur heure avait sonné, la période la plus difficile pour eux survint *après* la prise du pouvoir. Il fallut la plus haute tension des forces de la classe ouvrière pour résister aux innombrables attaques des ennemis. En juillet cette disposition à une lutte intrépide n'existait pas encore, même chez les ouvriers de Petrograd. Ayant la possibilité de prendre le pouvoir, ils le proposaient cependant au comité exécutif. Le prolétariat de la capitale qui, en son écrasante majorité, était déjà porté vers les bolcheviks, n'avait pas encore coupé le cordon ombilical qui le liait aux conciliateurs. Il y avait encore pas mal d'illusions en ce sens que, par la parole et par une manifestation, l'on pourrait arriver à tout ; qu'en intimidant les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, l'on pourrait les stimuler à suivre une politique commune avec les bolcheviks.

Même l'avant-garde de la classe ne se rendait pas clairement compte des voies par lesquelles on peut arriver au pouvoir. Lénine écrivait bientôt : « La réelle faute de notre parti, pendant les journées des 3-4 juillet, révélée à présent par les événements, était seulement en ceci... que le parti croyait encore possible un développement pacifique des transformations politiques au moyen d'un changement de politique dans les soviets, tandis qu'en réalité les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires s'étaient déjà tellement

fournoyés et liés par leur entente avec la bourgeoisie, et celle-ci était devenue tellement contre-révolutionnaire qu'il ne pouvait plus être question d'un développement pacifique quelconque. »

Si le prolétariat n'était politiquement pas homogène ni suffisamment résolu, il en était de même et d'autant plus de l'armée paysanne. Par sa conduite pendant les journées des 3-4 Juillet, la garnison avait créé l'absolue possibilité pour les bolcheviks de prendre le pouvoir. Mais il y avait pourtant dans les effectifs de la garnison des contingents neutres qui, déjà vers le soir du 4 juillet, penchèrent résolument vers les partis patriotes. Le 5 juillet, les régiments neutres se rangent du côté du comité exécutif, tandis que les régiments enclins au bolchevisme s'efforcent de prendre une teinte de neutralité. Cela rendait les mains libres aux autorités beaucoup plus que l'arrivée tardive des troupes du front. Si les bolcheviks, par un excès d'ardeur, s'étaient saisis du pouvoir le 4 juillet, la garnison de Petrograd non seulement ne l'aurait pas conservé, mais elle aurait empêché les ouvriers de le maintenir dans le cas inévitable d'un coup porté du dehors.

Moins favorable encore se présentait la situation dans l'armée sur le front. La lutte pour la paix et la terre, surtout depuis l'offensive de juin, la rendait extrêmement accessible aux mots d'ordre des bolcheviks. Mais ce que l'on appelle le bolchevisme « élémentaire » chez les soldats ne s'identifiait nullement dans leur confiance avec un parti déterminé, avec son comité central et ses leaders. Les lettres de soldats de cette époque traduisent très clairement cet état d'esprit de l'armée. « Rappelez-vous ça, Messieurs les ministres et tous les principaux dirigeants — écrit du front la main rugueuse d'un soldat — nous, on comprend mal les partis, seulement l'avenir et le passé sont proches ; le tsar vous envoyait en Sibérie et vous mettait en prison, mais nous, on vous embrochera à la baïonnette. » Un extrême degré d'irritation contre les sphères supérieures qui les dupent se joint dans ces lignes à un aveu d'impuissance : « Nous, on comprend mal les partis. »

Contre la guerre et le corps des officiers, l'armée était en révolte continue, utilisant à ce propos des mots d'ordre du vocabulaire bolchevik. Mais quant à

se mettre en insurrection pour transmettre le pouvoir au parti bolchevik, l'armée n'y était pas encore prête, loin de là. Les contingents sûrs, destinés à écraser Petrograd, furent prélevés par le gouvernement sur les troupes les plus proches de la capitale, sans résistance active des autres effectifs, et ils furent transportés par échelons sans aucune résistance des cheminots. Mécontente, rebelle, facilement inflammable, l'armée restait politiquement amorphe ; dans sa composition, il y avait trop peu de solides noyaux bolcheviks capables de donner une direction uniforme aux pensées et aux actes de l'inconsistante masse des soldats.

D'autre part, les conciliateurs, pour opposer le front à Petrograd et aux ruraux de l'arrière, utilisaient, non sans succès, l'arme empoisonnée dont la réaction, en mars, avait vainement tenté de se servir contre les soviets. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks disaient aux soldats du front : la garnison de Petrograd, sous l'influence des bolcheviks, ne vient pas vous faire la relève ; les ouvriers ne veulent pas travailler pour les besoins du front ; si les paysans écoutent les bolcheviks et s'emparent tout de suite de la terre, il ne restera rien pour les combattants. Les soldats avaient encore besoin d'une expérience supplémentaire pour comprendre si le gouvernement préservait la terre au bénéfice des combattants ou bien des propriétaires.

Entre Petrograd et l'armée du front se plaçait la province. Sa réaction devant les événements de juillet peut en elle-même servir de très important critère *a posteriori* dans la question de savoir si les bolcheviks eurent raison en juillet d'éluder la lutte immédiate pour la conquête du pouvoir. Déjà à Moscou, le pouls de la révolution battait bien plus faiblement qu'à Pétrograd. Dans une séance du comité moscovite des bolcheviks, il y eut des débats tumultueux : certains, appartenant à l'extrême gauche du parti, comme, par exemple, Boubnov, proposaient d'occuper la poste, le télégraphe, le central téléphonique, la rédaction du *Rousskoïe Slovo*, c'est-à-dire de prendre le chemin de l'insurrection. Le comité, très modéré dans son état d'esprit général, repoussait résolument de telles propositions, estimant que les masses moscovites n'étaient pas du tout prêtes à agir ainsi. Malgré l'interdiction du soviét, il fut néanmoins décidé d'organiser une manifestation. Vers la place

Skobelev s'avancèrent des foules considérables d'ouvriers, ayant les mêmes mots d'ordre qu'à Petrograd, mais loin d'avoir le même entrain. La garnison ne répondit point du tout avec ensemble, certains contingents donnèrent leur adhésion, un seul vint en armes. Un soldat d'artillerie, Davydovsky, qui devait prendre une part sérieuse aux combats d'octobre, certifie dans ses Souvenirs que Moscou n'était pas prête dans les journées de juillet et que, chez les dirigeants de la manifestation, il resta, à cause de l'insuccès, « un mauvais relent ».

À Ivanovo-Voznessensk, capitale du textile, où le soviet se trouvait déjà sous la direction des bolcheviks, la nouvelle des événements de Petrograd parvint en même temps qu'une rumeur d'après laquelle le gouvernement provisoire serait tombé. Dans la séance de nuit du comité exécutif, il fut décidé, comme mesure préparatoire, d'établir un contrôle sur le téléphone et le télégraphe. Le 6 juillet, les travaux furent suspendus dans les fabriques ; à la manifestation participèrent jusqu'à quarante mille hommes, dont beaucoup étaient armés. Quand on apprit que la manifestation de Petrograd n'avait pas conduit à la victoire, le Soviet d'Ivanovo-Voznessensk se hâta de battre en retraite.

À Riga, sous l'influence des nouvelles concernant les événements de Petrograd, il y eut, dans la nuit du 5 au 6 juillet une échauffourée entre les chasseurs lettons, animés de l'esprit bolchevik, et le « bataillon de la Mort » — et celui-ci, bataillon de patriotes, fut forcé de reculer. Le soviet de Riga adopta dans la même nuit une résolution en faveur du pouvoir des soviets. Deux jours plus tard, une résolution identique fut votée à Ekaterinbourg, capitale de l'Oural. Ce fait que le mot d'ordre du pouvoir des soviets, lancé dans les premiers mois seulement au nom du Parti, devenait désormais le programme de différents soviets locaux, marquait incontestablement un grand pas en avant. Mais, d'une résolution pour le pouvoir des soviets jusqu'à l'insurrection sous le drapeau des bolcheviks, le chemin à parcourir était encore considérable.

En certains points du pays, les événements de Petrograd furent la

commotion qui provoqua la décharge de violents conflits particuliers. A Nijni-Novgorod, où les soldats évacués avaient longtemps regimbé contre leur envoi au front, des *junkers* envoyés de Moscou provoquèrent par leurs actes de violence la révolte de deux régiments. En résultat d'une fusillade, où il y eut des tués, et des blessés, les *junkers* se rendirent et furent désarmés. Les autorités s'éclipsèrent. De Moscou partit une expédition punitive, composée de trois armes différentes. A la tête se trouvaient : le commandant des troupes de la région de Moscou, l'impulsif colonel Verkhovsky, futur ministre de la Guerre de Kerensky ; et le président du soviet de Moscou, le vieux menchevik Khintchouk, homme de tempérament peu belliqueux, futur dirigeant des coopératives et ensuite ambassadeur des soviets à Berlin. Cependant ils ne trouvèrent personne à châtier, car un comité élu par les soldats révoltés avait déjà eu le temps de rétablir complètement l'ordre.

À peu près aux mêmes heures nocturnes et sur le même terrain, refusant de partir pour le front, se mutinèrent, à Kiev, les soldats du régiment de l'hetman Poloubotko, au nombre de cinq mille hommes ; ils se saisirent de l'arsenal, occupèrent la forteresse, l'état-major de l'arrondissement, arrêtaient le commandant et le chef de la milice. La panique dans la ville dura plusieurs heures jusqu'au moment où, par les efforts combinés des autorités militaires, du comité des organisations sociales et des organes de la Rada centrale ukrainienne, les personnages arrêtés furent relaxés, tandis que la plupart des révoltés étaient désarmés.

Dans le lointain Krasnoïarsk, les bolcheviks, grâce à l'état de la garnison, se sentaient si solides que, malgré la vague qui commençait déjà à passer sur le pays, ils organisèrent 9 juillet, une manifestation à laquelle prirent part huit ou dix mille personnes, des soldats pour la plupart. Contre Krasnoïarsk fut envoyé d'Irkoutsk un détachement de quatre cents hommes de l'artillerie, sous la direction du commissaire de l'arrondissement militaire, le socialiste-révolutionnaire Krakovetsky. Pendant les deux jours que durèrent les conférences et les pourparlers inévitables pour un régime de double pouvoir, l'expédition punitive se trouva tellement contaminée par l'agitation des soldats que le commissaire se hâta de la ramener à Irkoutsk. Mais Krasnoïarsk

constituait plutôt une exception.

Dans la majorité des villes de gouvernement et de district, la situation était infiniment moins favorable. A Samara, par exemple, l'organisation bolcheviste locale, à la nouvelle des combats livrés dans la capitale, « attendait un signal, bien que l'on ne pût guère compter sur personne ». Un des membres du parti de l'endroit raconte que « les ouvriers commençaient à sympathiser avec les bolcheviks », mais qu'il était impossible d'espérer qu'ils se jetteraient dans la bataille ; encore moins pouvait-on compter sur les soldats ; en ce qui concerne l'organisation des bolcheviks, « les effectifs étaient très faibles, nous n'étions qu'une poignée d'hommes ; au soviet des députés ouvriers il y avait quelques bolcheviks, et, au soviet des soldats, il n'y en avait, semble-t-il, pas un ; d'ailleurs, ce soviet se composait presque exclusivement d'officiers ». La cause principale de la faible et incohérente réaction du pays était en ceci que la province, ayant accepté sans coup férir la révolution de février des mains de Petrograd, digérait beaucoup plus lentement que la capitale les nouveaux faits et les nouvelles idées. Il fallait un délai supplémentaire pour que l'avant-garde eût le temps d'amener à elle, politiquement, les grosses réserves.

L'état de conscience des masses populaires, en tant qu'instance décisive de la politique révolutionnaire, excluait ainsi la possibilité pour les bolcheviks de prendre le pouvoir en juillet. En même temps, l'offensive sur le front incitait le parti à s'opposer aux manifestations. Le krach de l'offensive était absolument inévitable. En fait, il avait déjà commencé. Mais le pays n'en savait rien encore. Le danger résidait en ce que par une imprudence du parti, le gouvernement eût pu faire retomber sur les bolcheviks la responsabilité des conséquences de ses propres folies. Il fallait donner à l'offensive le temps d'arriver à épuisement. Les bolcheviks ne doutaient pas que le revirement dans les masses serait très violent. On verrait alors ce qu'on devait entreprendre. Le calcul était absolument juste. Cependant, les événements ont leur propre logique qui ne tient pas compte des calculs politiques, et, pour cette fois, la logique tomba rudement sur la tête des bolcheviks.

L'insuccès de l'offensive sur le front prit un caractère de catastrophe le 6 juillet, lorsque les troupes allemandes rompirent le front russe sur une étendue de plus de douze kilomètres en largeur et de dix en profondeur. Dans la capitale, la rupture du front fut connue le 7 juillet, au moment où la répression, accompagnée d'expéditions punitives, battait son plein. Bien des mois après, quand les passions auraient dû s'apaiser un peu ou, du moins, prendre un caractère plus sensé, Stankevitch, qui n'était pas le plus acharné des adversaires du bolchevisme, écrivait encore au sujet d'« un mystérieux enchaînement de faits », tels que la rupture du front à Tamopol, immédiatement à la suite des journées de juillet à Petrograd. Ces gens-là ne voyaient pas ou ne voulaient pas voir l'enchaînement réel des événements, résidant dans le fait que l'offensive désespérée entreprise sous la férule de l'Entente ne pouvait que conduire à une catastrophe militaire et, en même temps, ne pouvait que faire exploser l'indignation dans les masses dupées par la révolution.

Mais importe-t-il de savoir comment il en fut en réalité ? Il était trop séduisant d'établir un rapport entre la manifestation de Petrograd et l'échec sur le front. La presse patriote, loin de dissimuler la défaite, l'exagérait au contraire tant qu'elle pouvait, n'hésitant pas à dévoiler des secrets militaires : elle nommait les divisions et les régiments, indiquait leurs emplacements. « A partir du 8 juillet — avoue Milioukov — les journaux commencent à imprimer à dessein des télégrammes véridiques du front, qui furent un coup de foudre pour l'opinion russe. » Le but était là : bouleverser, épouvanter, abasourdir, pour rattacher d'autant plus facilement les bolcheviks aux allemands.

La provocation joua indubitablement un certain rôle dans les événements du front comme dans les rues de Petrograd. Après l'insurrection de Février, le gouvernement avait jeté sur la ligne de feu un grand nombre d'anciens gendarmes et de sergents de ville. Pas un d'entre eux, bien entendu, ne voulait combattre. Ils avaient plus peur des soldats russes que des allemands. Pour faire oublier leur passé, ils affectaient les opinions les plus extrémistes de l'armée, excitaient en tapinois les soldats contre les officiers, s'élevaient plus

que personne contre la discipline et l'offensive et, fréquemment, se donnaient tout net pour des bolcheviks. Entretenant entre eux une liaison naturelle de complices, ils constituaient une originale confrérie de la poltronnerie et de la lâcheté. Par leur intermédiaire pénétraient dans les troupes et se répandaient rapidement les bruits les plus fantastiques, dans lesquels des termes ultra-révolutionnaires se combinaient avec l'esprit réactionnaire des Cent-Noirs. Aux heures critiques, ces individus étaient les premiers à donner le signal de la panique.

L'œuvre démoralisatrice des policiers et des gendarmes fut plus d'une fois mentionnée dans la presse. Non moins souvent l'on trouve des indications de cet ordre dans les documents secrets de l'armée elle-même. Mais le haut commandement gardait le silence, préférant assimiler les provocateurs Cent-Noirs aux bolcheviks. Maintenant, après le krach de l'offensive, ce procédé était légalisé et le journal des mencheviks rivalisait de zèle avec les plus ignobles feuilles chauvines. En criant à « l'anarcho-bolchevisme », aux agents de l'Allemagne et aux ex-gendarmes, les patriotes, non sans succès, étouffèrent pour un temps la question de l'état général de l'armée et d'une politique de paix. « Notre profonde percée sur le front de Lénine — déclarait avec une franche vantardise le prince Lvov — a, d'après mon intime conviction, une importance infiniment plus grande pour la Russie que la percée des allemands sur le front sud-ouest... » L'honorable chef du gouvernement ressemblait au chambellan Rodzianko en ceci qu'il ne discernait pas quand il était bon de se taire.

Si, les 3-4 juillet, l'on n'avait réussi à retenir les masses d'une manifestation, celle-ci aurait inévitablement éclaté, en résultat de la percée de Tamopol. Un délai de quelques jours seulement aurait cependant apporté d'importantes modifications dans la situation politique. Le mouvement, d'emblée, eût pris un plus large essor, gagnant non seulement la province, mais, dans une considérable mesure, le front aussi. La politique du gouvernement eût été mise à nu et il eût été infiniment plus difficile de rejeter la faute sur les « traîtres » de l'arrière. La situation du parti bolchevik eût été plus avantageuse sous tous les rapports. Cependant, même dans ce cas, il ne

pouvait être question d'une conquête immédiate du pouvoir. On ne peut affirmer avec certitude qu'une chose : si le mouvement avait éclaté huit jours plus tard, la réaction n'aurait pas réussi à se déployer en juillet si victorieusement. C'est précisément « le mystérieux enchaînement » des dates de la manifestation et de la rupture du front qui fut entièrement exploité contre les bolcheviks. Le flot d'indignation et de désespoir qui se déversa du front se heurta au flot des espoirs brisés venant de Petrograd. La leçon reçue par les masses dans la capitale était trop sévère pour qu'il fût possible de songer à une reprise immédiate de la lutte. Cependant, la vive irritation provoquée par la stupide défaite cherchait une issue. Et les patriotes réussirent dans une certaine mesure à la diriger contre les bolcheviks.

En avril, en juin et en juillet, les principaux personnages en scène étaient toujours les mêmes : libéraux, conciliateurs, bolcheviks. Les masses s'efforçaient, à toutes ces étapes, d'écarter la bourgeoisie du pouvoir. Mais la différence entre les conséquences politiques de l'intervention des masses dans les événements était énorme. En résultat des « journées d'avril », c'est la bourgeoisie qui avait pâti : la politique d'annexions avait été condamnée, du moins en paroles, le parti cadet avait été humilié, on lui avait enlevé le portefeuille des Affaires Etrangères. En juin, le mouvement donna partie nulle : on leva seulement le poing sur les bolcheviks, mais le coup ne fut pas porté. En juillet, le parti des bolcheviks fut accusé de trahison, disloqué, on lui interdit l'eau et le feu. Si, en avril, Milioukov avait sauté du gouvernement, Lénine, en juillet, dut chercher un refuge clandestin.

Qu'est-ce qui avait donc déterminé un si brusque changement en dix semaines ? Il est absolument évident que, dans les cercles dirigeants, une évolution sérieuse s'était produite dans le sens de la bourgeoisie libérale. Or, c'est précisément pendant cette période avril-juillet que l'opinion des masses s'était brusquement modifiée dans le sens des bolcheviks. Ces deux processus opposés se développaient dans une étroite dépendance entre eux. Plus les ouvriers et les soldats se resserraient autour des bolcheviks, plus les conciliateurs étaient obligés de soutenir résolument la bourgeoisie. En avril, les leaders du comité exécutif, se souciant de leur influence, pouvaient encore

faire un pas dans la direction des masses et jeter par-dessus bord Milioukov, muni, à vrai dire, d'une solide ceinture de sauvetage. En juillet, les conciliateurs en commun avec la bourgeoisie et le corps des officiers cognaient sur les bolcheviks. La modification des rapports de forces était provoquée, par conséquent, encore cette fois, par le revirement du moins stable des éléments politiques, la démocratie petite-bourgeoise, par sa brusque évolution dans le sens de la contre-révolution bourgeoise.

Mais, s'il en est ainsi, les bolcheviks agissent-ils justement en se joignant à la manifestation et en en prenant la responsabilité ? Le 3 juillet, Tomsy commentait la pensée de Lénine : « Parler en ce moment d'une manifestation armée sans vouloir une nouvelle révolution, on ne le peut. » Comment donc, en ce cas, le parti, quelques heures plus tard, se mettait-il à la tête de la manifestation armée sans appeler aucunement une nouvelle révolution ? Un doctrinaire verra là de l'inconséquence ou, pis encore, de la légèreté politique. C'est ainsi que considérait l'affaire, par exemple, Soukhanov qui, dans ses Mémoires, consacre un bon nombre de lignes ironiques aux oscillations de la direction bolcheviste. Or, les masses interviennent dans les événements, non d'après les instructions des doctrinaires, mais quand cela procède de leur propre développement politique.

La direction bolcheviste comprenait que la situation politique ne pouvait être modifiée que par une nouvelle révolution. Cependant, les ouvriers et les soldats ne comprenaient pas encore cela. La direction bolcheviste voyait clairement qu'il fallait donner aux grosses réserves le temps de tirer leurs conclusions de l'aventure de l'offensive. Mais les couches avancées se ruaient vers la rue précisément par l'effet de cette aventure. Un radicalisme des plus profonds dans les desseins se combinait d'ailleurs chez elles avec des illusions au sujet des méthodes. Les avertissements des bolcheviks n'agissaient pas. Les ouvriers et les soldats de Petrograd ne pouvaient vérifier la situation que d'après leur propre expérience. La manifestation armée fut justement cette vérification. Mais, indépendamment de la volonté des masses, l'expérience pouvait se transformer en une bataille décisive et, par suite, en une défaite décisive. Devant une telle situation, le parti ne pouvait rester à l'écart. Se

laver les mains dans la coupelle d'un prédicat stratégique eût simplement signifié qu'on abandonnait les ouvriers et les soldats à leurs ennemis. Le parti des masses devait se mettre sur le terrain où s'étaient placées les masses afin de les aider, sans partager nullement leurs illusions, à s'assimiler les déductions indispensables avec le moins de pertes possibles. Trotsky répondait dans la presse aux innombrables critiques de ces journées : « Nous n'estimons pas nécessaire de nous justifier devant qui que ce soit pour ne nous être pas tenus à l'écart, dans l'expectative, laissant au général Polovtsev la possibilité de « causer » avec les manifestants. En tout cas, notre intervention ne pouvait en aucune manière accroître le nombre des victimes, ni transformer une manifestation armée chaotique en une insurrection politique. »

Nous retrouvons la préfigure des « journées de juillet » dans toutes les anciennes révolutions, avec diverses issues, en règle générale défavorables, fréquemment catastrophiques. Une étape de ce genre est inhérente au mécanisme d'une révolution bourgeoise dans la mesure où la classe qui se sacrifie le plus pour sa réussite et y place le plus d'espairs, en bénéficie le moins. La logique du processus est absolument claire. La classe possédante, inféodée au pouvoir par l'insurrection, est encline à penser que dès lors la révolution a totalement rempli sa mission, et elle se préoccupe surtout de prouver sa bonne foi aux forces de réaction. La bourgeoisie « révolutionnaire » suscite l'indignation des masses populaires par les mesures mêmes avec lesquelles elle essaie de conquérir la bienveillance des classes renversées par elle. La désillusion des masses apparaît bientôt, bien avant que leur avant-garde n'ait eu le temps de reprendre souffle après les combats révolutionnaires. Le peuple croit qu'il peut, par un nouveau coup, parachever ou corriger ce qu'il a accompli auparavant avec une insuffisante fermeté. De là un élan vers une nouvelle révolution, sans préparation, sans programme, sans un coup d'œil sur les réserves, sans réflexion sur les conséquences. D'autre part, la couche bourgeoise parvenue au pouvoir semble seulement épier un élan tumultueux d'en bas pour essayer de régler définitivement ses comptes avec le peuple. Telle est la base sociale et psychologique de la demi-révolution complémentaire qui, plus d'une fois dans

l'histoire, devint le point de départ d'une contre-révolution victorieuse.

Le 17 juillet 1791, La Fayette fit tirer, au Champ-de-Mars sur une manifestation pacifique de républicains qui venaient essayer de présenter une pétition à l'assemblée nationale, celle-ci dissimulant la félonie du pouvoir royal, de même que les conciliateurs russes, cent vingt-six ans plus tard, ont dissimulé la félonie des libéraux. La bourgeoisie royaliste espérait, au moyen d'un bain de sang en temps opportun, en finir pour toujours avec le parti de la révolution. Les républicains, ne se sentant pas encore assez forts pour remporter la victoire, esquivrèrent le combat, ce qui était tout à fait raisonnable. Ils se hâtèrent même de se désolidariser des pétitionnaires, ce qui était, en tout cas, une indignité et une erreur. Le régime de la terreur bourgeoise contraignit les jacobins à se tenir cois durant quelques mois. Robespierre trouva un refuge chez le menuisier Duplay, Desmoulins se cacha, Danton passa plusieurs semaines en Angleterre. Mais la provocation royaliste, néanmoins, ne réussit point : la répression au Champ-de-Mars n'empêcha pas le mouvement républicain de parvenir à la victoire. La grande révolution française eut ainsi ses « journées de juillet » aussi bien dans le sens politique que sur le calendrier.

Cinquante-sept ans plus tard, les « journées de juillet » tombèrent en France en juin et prirent un caractère incalculablement plus grandiose et tragique. Les journées dites « de juin 1848 » procédèrent avec une force irrésistible de l'insurrection de février. La bourgeoisie française proclama, aux heures de sa victoire, « le droit au travail », de même qu'elle avait annoncé, depuis 1789, bien des choses magnifiques, de même qu'en 1914 elle jure que sa guerre était la dernière. Du droit au travail pompeusement proclamé sortirent les misérables ateliers nationaux, où cent mille ouvriers, ayant conquis le pouvoir pour leurs patrons, touchaient vingt-trois sous par jour. Quelques semaines après, la bourgeoisie républicaine, généreuse en paroles mais avare de monnaie, ne trouvait déjà plus d'expressions assez insultantes pour « les fainéants » qui vivaient de la ration nationale de famine.

Dans la profusion des promesses de février et dans les provocations

conscientes qui précèdent juin s'accusent les traits nationaux de la bourgeoisie française. Mais, même à défaut de cela, les ouvriers parisiens, qui portaient le fusil depuis février, n'auraient pu se dispenser de réagir devant la contradiction entre le pompeux programme et la lamentable réalité, devant l'intolérable contraste qui, journallement, les atteignait à l'estomac comme à la conscience. Avec quelle malignité tranquille et à peine dissimulée, au vu et au su de toute la société dirigeante, Cavaignac laissait grandir le soulèvement, pour l'écraser d'une façon d'autant plus définitive ! Il n'y eut pas moins de douze mille ouvriers massacrés par la bourgeoisie républicaine, pas moins de vingt mille emprisonnés, afin de dégoûter les autres de leur croyance en ce « droit au travail » qu'elle avait proclamé.

Dépourvues de plan, de programme, de direction, les journées de juin 1848 ressemblent à un réflexe, puissant et inéluctable, du prolétariat coïncé dans ses besoins les plus élémentaires et offensé dans ses plus hauts espoirs. Les ouvriers insurgés furent ; non seulement écrasés, mais aussi calomniés. Un démocrate de gauche, Flocon, camarade d'idées de Ledru-Rollin (celui-ci précurseur de Tseretelli) assurait à l'assemblée nationale que les insurgés avaient été achetés par les monarchistes et par les gouvernements étrangers. Les conciliateurs de 1848 n'avaient même pas besoin de l'atmosphère de la guerre pour découvrir dans les poches des émeutiers l'or de l'Angleterre et de la Russie. C'est ainsi que les démocrates frayaient la route au bonapartisme.

L'explosion formidable de la Commune avait, avec le coup d'État de septembre 1870, un rapport analogue à celui des journées de juin vis-à-vis de la révolution de Février 1848. L'insurrection de mars du prolétariat parisien n'était pas le moins du monde le résultat d'un calcul stratégique. Elle sortit d'une combinaison tragique de circonstances, complétée par une de ces provocations pour lesquelles la bourgeoisie française est si ingénieuse lorsque la peur aiguillonne sa perfide volonté. Contre les plans de la clique dirigeante qui s'efforçait avant tout de désarmer le peuple, les ouvriers voulaient assurer la défense de Paris qu'ils essayaient pour la première fois de transformer en « leur » Paris. La garde nationale leur donnait une organisation armée, très proche du type soviétique, et une direction politique, sous la forme de son

comité central. Par suite de conditions objectives défavorables et de fautes politiques, Paris se trouva opposé à la France ; ni compris, ni soutenu, partiellement trahi directement par la province, il tomba aux mains des Versaillais exaspérés qu'appuyaient par derrière Bismarck et Moltke. Les officiers corrompus et battus de Napoléon furent des bourreaux inégalables au service de la tendre Marianne que les Prussiens aux lourdes bottes venaient de délivrer des embrassements du pseudo-Bonaparte. Dans la Commune de Paris, la protestation par réflexe du prolétariat contre l'imposture de la révolution bourgeoise atteignit pour la première fois le niveau d'une insurrection prolétarienne, mais ne s'y éleva que pour retomber tout de suite.

La semaine spartakiste, en janvier 1919, à Berlin, appartient au type des demi-révolutions intermédiaires à l'instar des journées de juillet à Petrograd. Par suite de la situation prédominante du prolétariat dans la composition de la nation allemande, principalement dans son économie, l'insurrection de novembre livra automatiquement à un conseil d'ouvriers et de soldats la souveraineté d'État. Mais le prolétariat politiquement s'identifiait à la social-démocratie qui, elle-même, s'identifiait au régime bourgeois. Le parti indépendant occupait, dans la révolution allemande, la place qui appartenait, en Russie, aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks. Ce qui manquait, c'était un parti bolchevik.

Chaque journée, après le 9 novembre, éveillait chez les ouvriers allemands la vive sensation de quelque chose s'échappant de leurs mains, se déroband, fuyant entre leurs doigts. L'effort pour garder les positions conquises, s'y fortifier, opposer de la résistance, s'accroissait de jour en jour. Cette tendance à la défensive était à la base des combats de janvier 1919. La semaine spartakiste commença non point d'après un calcul stratégique du parti, mais sous la pression de la base révoltée. Elle se déclencha à propos d'une question de troisième ordre, au sujet du maintien à son poste du Préfet de Police, bien que, par ses tendances, elle représentât le début d'une nouvelle insurrection. Les deux organisations qui participaient à la direction, les spartakistes et les indépendants de gauche, furent prises à l'improviste, allèrent plus loin qu'elles ne voulaient et, cependant, n'allèrent pas jusqu'au

bout. Les spartakistes étaient encore trop faibles pour prendre d'eux-mêmes la direction. Les indépendants de gauche s'arrêtaient devant les seules méthodes qui pouvaient mener au but, hésitaient et jouaient avec l'insurrection, la combinant avec des pourparlers diplomatiques.

La défaite de janvier, quant au nombre des victimes, est loin d'atteindre les chiffres formidables des « journées de juillet » en France. Cependant, la signification politique d'une défaite ne se mesure pas seulement par la statistique des hommes tués et fusillés. Il suffit de voir que le jeune parti communiste se trouva physiquement décapité, et que le parti indépendant se montra, par la nature même de ses méthodes, incapable de mener le prolétariat à la victoire. D'un point de vue historique plus large, les « journées de juillet » se déroulèrent en Allemagne en plusieurs phases : la semaine de janvier 1919, les journées de mars 1921, la retraite d'octobre 1923. Toute l'histoire ultérieure de l'Allemagne découle de ces événements. La révolution non menée jusqu'au bout a été branchée sur le fascisme.

Au moment où sont écrites ces lignes — début de mai 1931 — la révolution non sanglante, pacifique, glorieuse (la liste de ces adjectifs est toujours la même), en Espagne, prépare sous nos yeux ses « journées de juin » si l'on prend le calendrier français, ou bien ses « journées de juillet », selon le calendrier russe. Le gouvernement provisoire de Madrid, nageant dans des phrases qui semblent souvent traduites du russe, promet de prendre de larges mesures contre le chômage et la misère paysanne, mais n'ose toucher à aucune des vieilles plaies sociales. Les socialistes de coalition aident les républicains à saboter les problèmes de la révolution. Est-il difficile de prévoir un accroissement fiévreux de l'exaspération des ouvriers et des paysans ? Le manque de concordance entre la révolution des masses et la politique des nouvelles classes dirigeantes, voilà la source du conflit irréductible qui, dans son développement, ou bien enterrera la première révolution, celle d'avril, ou bien en amènera une deuxième.

Bien que le gros des forces bolchevistes russes sentît en juillet 1917 qu'il était encore impossible d'aller au-delà d'un certain point, l'état des esprits

n'était cependant pas homogène. Bien des ouvriers et des soldats étaient enclins à apprécier les actes en cours de développement comme un dénouement décisif. Metelev, dans ses Souvenirs rédigés cinq ans plus tard, s'exprime sur le sens des événements dans les termes suivants : « Dans ce soulèvement notre grosse faute fut de proposer au comité exécutif des conciliateurs de prendre le pouvoir... Au lieu d'offrir, nous eussions dû prendre le pouvoir nous-mêmes. Notre deuxième faute fut, peut-on dire, que, presque durant quarante-huit heures, nous défilâmes dans les rues, au lieu d'occuper d'emblée toutes les institutions, les palais, les banques, les gares, le télégraphe, de mettre en arrestation tout le gouvernement provisoire », etc. A l'égard d'une insurrection, ce serait incontestable. Mais transformer le mouvement de juillet en insurrection, c'eût été presque à coup sûr enterrer la révolution.

Les anarchistes qui appelaient à la bataille alléguaient que « l'insurrection de Février, elle aussi, s'était produite indépendamment de la direction des partis ». Mais l'insurrection de Février avait des tâches toutes faites, élaborées par la lutte des générations, et, au-dessus de ce soulèvement, se dressaient la société libérale d'opposition et la démocratie patriote, héritiers désignés du pouvoir. Le mouvement de juillet, par contre, devait se frayer une voie historique toute nouvelle. Toute la société bourgeoise, y compris la démocratie soviétique, lui était irréductiblement hostile. Cette différence radicale entre les conditions d'une révolution bourgeoise et celles d'une révolution ouvrière, les anarchistes ne la voyaient pas ou ne la comprenaient pas.

Si le parti bolchevik, s'entêtant à juger en doctrinaire le mouvement de juillet « inopportun », avait tourné le dos aux masses, la demi-insurrection serait inévitablement tombée sous la direction dispersée et non concertée des anarchistes, des aventuriers, d'interprètes occasionnels de l'indignation des masses, et aurait épanché tout son sang dans de stériles convulsions. Mais aussi, par contre, si le parti, s'étant placé à la tête des mitrailleurs et des ouvriers de Poutilov, avait renoncé à son jugement sur la situation dans l'ensemble et avait glissé dans la voie des combats décisifs, l'insurrection

aurait indubitablement pris une audacieuse ampleur, les ouvriers et les soldats, sous la direction des bolcheviks, se seraient emparés du pouvoir, toutefois et seulement pour préparer l'effondrement de la révolution. La question du pouvoir à l'échelle nationale n'eût pas été comme en Février résolue par une victoire à Petrograd. La province n'eût pas suivi de près la capitale. Le front n'eût pas compris et n'aurait pas accepté le changement de régime. Les chemins de fer et le télégraphe auraient servi les conciliateurs contre les bolcheviks. Kerensky et le Grand Quartier Général auraient créé un pouvoir pour le front et la province. Petrograd eût été bloqué. Dans ses murs aurait commencé une désagrégation. Le gouvernement aurait eu la possibilité de lancer sur Petrograd des masses considérables de soldats. L'insurrection aurait abouti, dans ces conditions, à la tragédie d'une Commune de Petrograd.

En juillet, à la bifurcation des voies historiques, c'est seulement l'intervention du parti des bolcheviks qui élimina les deux variantes d'un danger fatal : soit dans le genre des Journées de 1848, soit dans le genre de la Commune de Paris de 1871. C'est en prenant hardiment la tête du mouvement que le parti obtint la possibilité d'arrêter les masses au moment où la manifestation commençait à se transformer en un engagement général de forces armées. Le coup porté en juillet aux masses et au parti fut très grave. Mais ce n'était pas un coup décisif. On compta les victimes par dizaines, mais non point par dizaines de milliers. La classe ouvrière sortit de l'épreuve non décapitée et non exsangue. Elle conserva intégralement ses cadres de combat, et ces cadres avaient beaucoup appris.

Au cours des journées de février, se révéla tout le travail accompli pendant de longues années par les bolcheviks et les ouvriers avancés, éduqués par le parti, trouvèrent leur place dans la lutte ; mais il n'y avait pas encore de direction immédiate venant du parti. Dans les événements d'avril, les mots d'ordre du parti découvrirent leur force dynamique, mais le mouvement lui-même se déroula spontanément. En juin s'extériorisa l'énorme influence du parti, mais les masses marchaient encore dans les cadres d'une manifestation officiellement organisée par les adversaires. C'est seulement en juillet qu'ayant éprouvé sur lui-même la force de la pression des masses, le parti

bolchevik descend dans la rue, contre tous les autres partis, et détermine le caractère essentiel du mouvement non seulement par ses mots d'ordre mais par sa direction organisatrice. L'importance d'une avant-garde aux rangs serrés apparaît pour la première fois dans toute sa force au cours des journées de juillet, lorsque le parti le payant cher — préserve le prolétariat d'un écrasement, assure l'avenir de la révolution et le sien propre.

« À titre d'épreuve technique — écrivait Milioukov sur l'importance des journées de juillet pour les bolcheviks — l'expérience fut pour eux, sans aucun doute, extrêmement utile. Elle leur montra avec quels éléments ils devaient avoir affaire ; comment ils devaient organiser ces éléments ; enfin quelle résistance pouvait être opposée par le gouvernement, le soviét et les troupes... Il était évident que, le moment venu de répéter l'expérience, ils l'effectueraient plus systématiquement et plus consciemment. » Ces termes donnent une juste appréciation de l'importance de l'épreuve de juillet pour le développement ultérieur de la politique des bolcheviks. Mais avant d'utiliser les enseignements de juillet, le parti devait passer par quelques semaines extrêmement pénibles au cours desquelles des adversaires myopes s'imaginèrent que la force des bolcheviks était définitivement brisée.

Le mois de la grande calomnie

[Retour à la table des matières](#)

Le 4 juillet, déjà en pleine nuit, alors que deux cents membres environ des deux comités exécutifs, celui des ouvriers et des soldats et celui des paysans, se morfondaient entre deux séances également infructueuses, un bruit mystérieux se répandit parmi eux ; on a découvert des indications sur la liaison de Lénine avec l'État-major général allemand ; demain, les journaux publieront des documents dénonciateurs. Les sombres augures du Présidium, traversant la salle pour gagner les coulisses où se tiennent des conciliabules incessants, répondent à contrecœur et évasivement aux questions, même à celles de leurs plus proches. Au palais de Tauride, déjà presque déserté par le public du dehors, c'est un nouvel émoi. Lénine au service de l'État-major allemand ? La stupéfaction, l'effroi, la malveillance rapprochent les députés en petits groupes surexcités. « Bien entendu — remarque Soukhanov, très hostile aux bolcheviks dans les journées de juillet — personne, parmi les hommes effectivement liés avec la révolution, ne douta un seul instant de l'absurdité de ces rumeurs. » Mais les hommes ayant un passé révolutionnaire constituaient parmi les membres du comité exécutif une infime minorité. Les révolutionnaires de mars, éléments accidentels, entraînés par le premier flot, prédominaient même dans les organes dirigeants du soviet. Parmi les provinciaux, greffiers de canton, boutiquiers, syndics, se trouvaient des députés qui fleuraient sensiblement l'esprit Cent-Noir. Ces derniers, du coup,

se déboutonnèrent : ils avaient bien prévu la chose, c'est bien à ça qu'il fallait s'attendre !

Épouvantés par la tournure imprévue et trop brusque de l'affaire, les leaders avaient essayé de gagner du temps. Tchkhéidze et Tseretelli invitèrent par téléphone les rédactions des journaux à s'abstenir d'imprimer les révélations sensationnelles, comme « non vérifiées ». Aucune rédaction n'osa contrevenir à « l'invite » du palais de Tauride, à l'exception d'une seule : le petit journal sur papier jaune d'un des fils de Souvorine, le puissant éditeur du *Novoïe Vrémia* (*Nouveau Temps*) servit le lendemain à ses lecteurs un document d'une tonalité officieuse affirmant que Lénine recevait des directives et de l'argent du gouvernement allemand. La brèche était faite et, malgré l'interdiction, toute la presse, un jour plus tard, était remplie de l'information sensationnelle. C'est ainsi que s'ouvrit l'épisode le plus invraisemblable d'une année fertile en événements : les leaders d'un parti révolutionnaire qui, pendant des dizaines d'années, avaient consacré leur vie à lutter contre les puissants de ce monde, couronnés ou non, se trouvèrent présentés au pays et à l'univers comme des agents appointés du Hohenzollern. La calomnie d'une envergure inouïe fut lancée au plus profond des masses populaires dont l'écrasante majorité entendit pour la première fois après l'insurrection de février les noms des leaders bolcheviks. La diffamation devint un facteur politique de premier ordre. C'est pourquoi il est indispensable d'en étudier plus attentivement le mécanisme.

Le document sensationnel avait pour première source les dépositions d'un certain Ermolenko. La figure de ce héros est complètement dessinée par des renseignements officiels : dans la période qui va de la guerre russo-japonaise à 1913 — agent de contre-espionnage ; en 1913, mis en disponibilité, pour motifs inconnus, avec le grade de sous-lieutenant ; en 1914, appelé au front ; valeureusement, il se fait faire prisonnier et s'occupe de la surveillance policière de ses camarades. Le régime du camp de concentration ne répondait pourtant pas à ses goûts de mouchard et, « sur les instances de ses camarades » — telles sont ses déclarations — il entra au service des allemands, dans des intentions, bien entendu, patriotiques. Un nouveau

chapitre s'ouvrit dans sa vie. Le 25 avril, le sous-lieutenant fut « expédié » par les autorités militaires allemandes à travers le front russe, avec mission de faire sauter les ponts, d'envoyer des rapports d'espion, de militer pour l'indépendance de l'Ukraine et de faire de l'agitation en faveur d'une paix séparée. Des officiers allemands, les capitaines Schidizki et Libers, qui avaient acheté Ermolenko à ces intentions, lui apprirent en outre comme par hasard, sans aucune utilité pratique, simplement, de toute évidence, pour lui donner du cœur, qu'en plus de lui, sous-lieutenant, il y aurait aussi pour travailler dans le même sens en Russie... Lénine. Telle est la base de toute l'affaire.

Quoi ou qui suggéra à Ermolenko sa déposition sur Lénine ? Ce ne sont pas, en tout cas, des officiers allemands. Un simple rapprochement de dates et de faits nous introduit dans le laboratoire mental du sous-lieutenant. Le 4 avril, Lénine publia ses fameuses thèses qui signifiaient une déclaration de guerre au régime de février. Le 20 et le 21 eut lieu une manifestation armée contre la prolongation de la guerre. La persécution contre Lénine se développa sans cesse. Le 25, Ermolenko fut « expédié » de l'autre côté du front et, dans la première quinzaine de mai, il prit vent avec le service d'espionnage russe du Grand Quartier Général. Dans les journaux, des articles équivoques, démontrant que la politique de Lénine était avantageuse au Kaiser, donnaient à penser que Lénine était un agent de l'Allemagne. Sur le front, les officiers et les commissaires, luttant contre l'insurmontable « bolchevisme » des soldats, faisaient encore moins de cérémonies dans le choix de leurs expressions quand on en venait à parler de Lénine. Ermolenko plongea tout de suite dans ce courant. Que lui-même ait inventé une phrase tirée par les cheveux au sujet de Lénine, qu'un instigateur quelconque la lui ait soufflée ou bien qu'elle ait été confectionnée, en accord avec Ermolenko, par les agents du contre-espionnage, cela n'a pas d'importance,

La demande en diffamation concernant les bolcheviks s'était tellement renforcée que l'offre ne pouvait manquer de se produire. Le chef d'état-major du Grand Quartier Général, le général Denikine, futur généralissime des Blancs dans la guerre civile, qui n'était guère supérieur, pour la largeur de vues, aux agents du contre-espionnage tsariste, attribua ou affecta d'attribuer

aux dépositions d'Ermolenko une grande importance et les communiqua avec une lettre appropriée, le 16 mai, au ministre de la Guerre. Kerensky, doit-on penser, eut un échange de vues avec Tseretelli et Tchkhéïdze, lesquels ne purent se dispenser de contenir sa noble fougue : ainsi s'explique, évidemment, que l'affaire n'ait pas suivi son cours. Kerensky a écrit plus tard que, si Ermolenko avait signalé la liaison de Lénine avec l'état-major allemand, c'était « sans preuves suffisamment convaincantes ». Le rapport Ermolenko-Denikine, pendant six semaines, resta sous le boisseau. Le contre-espionnage congédia Ermolenko comme brûlé et le sous-lieutenant partit sans délai pour l'Extrême-Orient, où il devait boire l'argent touché à deux sources différentes.

Les événements des journées de juillet, ayant montré dans toute son ampleur le formidable danger du bolchevisme, ravivèrent pourtant le souvenir des dénonciations d'Ermolenko. Il fut convoqué d'urgence de Blagovechtchensk, mais, faute d'imagination, ne put, malgré toutes les incitations, ajouter un seul mot à ses premières dépositions. Entre-temps, la justice et le contre-espionnage étaient, cependant, déjà en plein travail. Sur les possibles relations criminelles des bolcheviks, on interrogeait des politiciens, des généraux, des gendarmes, des marchands, une multitude de gens de diverses professions. Les agents avisés de la Sûreté tsariste se conduisirent, au cours de cette instruction, beaucoup plus prudemment que les représentants tout frais émoulus de la justice démocratique ! « Des renseignements écrivait l'ancien chef de l'Okhrana de Petrograd, l'imposant général Globatchev — d'après lesquels Lénine aurait travaillé en Russie pour nuire au pays et à l'aide de l'argent allemand, ne se sont point trouvés dans les services de l'Okhrana, du moins tant que j'y fus en fonctions. » Un autre haut policier, Iakoubov, chef de la section de contre-espionnage de l'arrondissement militaire de Petrograd déposait : « Je ne sais rien d'une liaison de Lénine et de ses affidés avec l'état-major général allemand, de même que je ne sais rien des ressources avec lesquelles travaillait Lénine. » Des services de mouchardage du tsar, qui avaient surveillé le bolchevisme dès sa naissance, l'on ne put rien tirer d'utile.

Cependant, quand des hommes, surtout armés du pouvoir, persévèrent à chercher, ils trouvent toujours quelque chose à la fin des fins. Un certain Z. Burstein, officiellement classé comme marchand, ouvrit les yeux au gouvernement provisoire sur « une organisation allemande d'espionnage à Stockholm, à la tête de laquelle se trouvait Parvus », social-démocrate allemand bien connu, d'origine russe. A en croire les dépositions de Burstein, Lénine se trouvait en relations avec cette organisation par l'intermédiaire des révolutionnaires polonais Ganetzki et Koslowski. Kerensky écrivait dans la suite : « Les données extrêmement sérieuses qui, par malheur, n'étaient pas de caractère judiciaire, mais provenaient d'agences d'espionnage, devaient obtenir une confirmation absolument incontestable quand arriva en Russie Ganetski, objet d'un mandat d'arrêt à la frontière, et se transformer en un dossier judiciaire suffisamment convaincant contre l'état-major bolchevik. » Kerensky savait d'avance en quoi ceci devait se transformer.

Les dépositions du marchand Burstein concernaient des opérations commerciales de Ganetzki et de Koslowski entre Petrograd et Stockholm. Ce négoce du temps de guerre, qui recourait vraisemblablement à une correspondance conventionnelle, n'avait aucun rapport avec la politique. Le parti bolchevik n'avait aucun rapport avec ce commerce. Lénine et Trotsky dénonçaient dans la presse Parvus qui s'entendait à combiner de bonnes affaires avec une mauvaise politique, et invitaient les révolutionnaires à rompre toutes relations avec lui. Qui donc, cependant, avait la possibilité de débrouiller tout cela dans le tourbillon des événements. Une organisation d'espionnage à Stockholm, cela sonnait clair. Et la lumière, maladroitement allumée par le sous-lieutenant Ermolenko, se ranima d'un autre côté. A vrai dire, là encore, l'on tomba sur des difficultés. Le chef de la section du contre-espionnage de l'État-major général, le prince Tourkestanov, interrogé par le juge instructeur Alexandrov, commis aux affaires d'importance spéciale répondit que « Z. Burstein était un individu ne méritant aucune confiance. Burstein est le type du brasseur d'affaires véreux qui ne répugne à aucun emploi. » Mais la mauvaise réputation de Burstein pouvait-elle empêcher que l'on tentât de salir la réputation de Lénine ? Non, Kerensky n'hésita pas à

déclarer les dépositions de Burstein « extrêmement sérieuses ». L'instruction s'orienta dès lors sur la piste de Stockholm. Les dénonciations du sous-lieutenant qui servait deux états-majors à la fois et du louche homme d'affaires « qui ne méritait aucune confiance » servirent de base à la plus fantastique des accusations contre un parti révolutionnaire qu'un peuple de cent soixante millions d'hommes se préparait à élever au pouvoir.

Comment cependant, les matériaux de l'instruction préalable tombèrent-ils dans la presse, et juste au moment où l'offensive ratée de Kerensky commençait à tourner en catastrophe, tandis que la manifestation de Juillet à Petrograd révélait l'irrésistible montée des bolcheviks ? Un des initiateurs de l'entreprise, le procureur Bessarabov, raconta plus tard tout franchement dans la presse que, l'absence complète de forces militaires sûres ayant été mise en évidence du côté du gouvernement provisoire à Petrograd, l'on avait résolu à l'état-major de la région de provoquer si possible un revirement psychologique dans les régiments en employant les grands moyens. « Les représentants du régiment Preobrajensky, qui était le plus attaché à l'état-major, reçurent communication de l'essentiel des documents : les assistants purent se convaincre de l'impression formidable produite par cette divulgation. A partir de ce moment l'on vit clairement de quelle arme puissante disposait le gouvernement. »

Après une vérification expérimentale si réussie, les conspirateurs de la Justice, de l'État-major et du contre-espionnage se hâtèrent de mettre le ministre de la Justice au courant de leur découverte. Pereverzev répondit que l'on ne pouvait faire de communiqué officiel, mais que, du côté des membres actuels du gouvernement provisoire, « l'on ne susciterait pas d'obstacles à l'initiative privée ». Les noms des officiers d'état-major ou des fonctionnaires de la Justice furent, non sans raison, reconnus peu compatibles avec les intérêts de la cause : pour mettre en circulation une calomnie sensationnelle, il fallait « un homme politique ». Dans l'ordre de l'initiative privée, les conspirateurs découvrirent sans peine l'homme qu'il leur fallait justement.

Ancien révolutionnaire, député à la II^e Douma, orateur criard et

calomniateur passionné, Alexinsky avait été pendant un certain temps à l'extrême-gauche des bolcheviks. Lénine était à ses yeux un incorrigible opportuniste. Pendant les années de la réaction, Alexinsky avait créé un petit groupe particulièrement ultra-gauche à la tête duquel il se maintint dans l'émigration jusqu'à la guerre, pour prendre ensuite, dès le début des hostilités, une position ultra-patriotique et se faire aussitôt une spécialité de dénoncer tout le monde et n'importe qui comme vendus au Kaiser. Sur ce terrain, il se livra à Paris à une large activité de mouchard, en connivence avec des patriotes russes et français du même acabit. L'association parisienne des journalistes étrangers, c'est-à-dire des correspondants des pays alliés et neutres, très patriote et nullement rigoriste, se trouva forcée de déclarer, par une motion spéciale, Alexinsky « malhonnête calomniateur » et de l'exclure de son milieu.

Revenu avec cette attestation à Petrograd après l'insurrection de février, Alexinsky avait essayé, en qualité d'ancien homme de gauche, de s'introduire au comité exécutif. Malgré toute leur indulgence, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires décidèrent, le 11 avril, de lui fermer la porte au nez, l'invitant à essayer de se réhabiliter. C'était facile à dire ! Ayant conclu qu'il était beaucoup plus facile de diffamer autrui que de se réhabiliter soi-même, Alexinsky se mit en liaison avec le contre-espionnage et assura à ses instincts calomniateurs une expansion sur le plan de l'État. Dès la seconde quinzaine de juillet, il commençait à encercler dans les anneaux de sa calomnie les mencheviks également. Le leader de ces derniers, Dan, sortant de l'expectative, imprima, dans les *Izvestia* officielles du Soviet (22 juillet) une lettre de protestation : « ... Il est temps de mettre fin aux exploits d'un homme que l'on a officiellement déclaré malhonnête calomniateur. » N'est-il pas clair que Themis, inspirée par Ermolenko et Burstein, ne pouvait trouver entre elle et l'opinion publique de meilleur intermédiaire qu'Alexinsky ? La signature de ce dernier orna donc le document dénonciateur.

Dans la coulisse, les ministres socialistes protestaient contre la communication des documents à la presse, de même, d'ailleurs, que deux ministres bourgeois : Nekrassov et Térehtchenko. Le jour même de la

publication, le 5 juillet, Pereverzev, dont le gouvernement était déjà, depuis un temps, assez disposé à se défaire, se trouva forcé de donner sa démission. Les mencheviks donnaient à entendre que c'était leur victoire. Kerensky affirma dans la suite que le ministre avait été évincé pour avoir fait beaucoup trop tôt des révélations qui avaient gêné la marche de l'instruction. Si ce n'est par son séjour au pouvoir, Pereverzev donna, en tout cas par son départ, satisfaction à tout le monde.

Le jour même, à la séance du bureau du comité exécutif, se présenta Zinoviev et, au nom du comité central des bolcheviks, il exigea que l'on prît immédiatement des mesures pour réhabiliter Lénine et pour prévenir les conséquences possibles de la calomnie. Le Bureau ne put refuser de constituer une commission d'enquête. Soukhanov écrit : « La commission comprenait d'elle-même qu'il s'agissait de savoir non si Lénine avait vendu la Russie, mais bien quelle était la source de la calomnie. » Mais la commission se heurta à la rivalité jalouse des organes de la Justice et du contre-espionnage qui avaient toutes raisons de ne pas désirer des intrusions dans leur métier. A vrai dire, les organes soviétiques, jusqu'à ce moment, réglaient sans difficulté les comptes avec les organes gouvernementaux quand ils s'y voyaient obligés. Mais les journées de juillet avaient produit un sérieux déplacement du pouvoir vers la droite ; en outre, la commission soviétique ne se hâtait nullement de résoudre une tâche évidemment contraire aux intérêts politiques de ses mandants.

Les plus sérieux des leaders conciliateurs, à proprement parler les seuls mencheviks, se préoccupaient de démontrer qu'ils n'étaient formellement pour rien dans la calomnie, mais n'allaient pas au-delà. Toutes les fois qu'il était impossible d'éluder une franche réponse, ils déclinaient en quelques mots toute responsabilité d'accusation ; mais ils ne firent pas œuvre de leurs dix doigts pour détourner la lame empoisonnée qui menaçait la tête des bolcheviks. Une image universellement connue de cette politique, c'est, au temps jadis, la conduite du proconsul romain Ponce Pilate. Oui, et pouvaient-ils agir autrement sans se trahir eux-mêmes ? C'est seulement la calomnie lancée contre Lénine qui, dans les journées de juillet, détacha des bolcheviks

une partie de la garnison. Si les conciliateurs avaient mené une lutte contre la calomnie, le bataillon du régiment Ismaïlovsky eût cessé, doit-on penser, de jouer *La Marseillaise* en l'honneur du comité exécutif et serait rentré dans ses casernes, à moins qu'il ne fût allé au palais Kczesinska.

Conformément à la ligne générale des mencheviks, le ministre de l'intérieur Tseretelli, ayant pris sur lui la responsabilité des arrestations de bolcheviks qui eurent lieu bientôt, estima nécessaire, à vrai dire sous la pression de la fraction bolcheviste, de déclarer, en séance du comité exécutif, que personnellement il ne soupçonnait pas d'espionnage les leaders bolcheviks, mais qu'il les accusait de complot et d'insurrection armée. Le 13 juillet, Liber, déposant une motion qui mettait en somme le parti bolchevik hors la loi, jugea indispensable de faire une réserve : « J'estime personnellement que l'accusation portée contre Lénine et Zinoviev ne repose sur rien. » De telles déclarations étaient accueillies par tous dans un silence maussade : aux bolcheviks elles semblaient indignement évasives, pour les patriotes elles étaient superflues, car désavantageuses.

Le 17, parlant à la séance unifiée des deux comités exécutifs, Trotsky disait : « Il se crée une atmosphère insupportable dans laquelle vous serez suffoqués tout aussi bien que nous. On lance d'immondes accusations contre Lénine et Zinoviev. (Une voix : « C'est la vérité. » *Bruit. Trotsky continue*). Il se trouve qu'il y a dans la salle des hommes qui approuvent ces accusations. Il y a ici des hommes qui se sont seulement ingérés dans la révolution. (*Bruit. La sonnette du président a beaucoup de peine à rétablir le calme*)... Lénine a combattu pour la révolution pendant trente ans. Je lutte contre l'oppression des masses populaires depuis vingt ans. Et nous ne pouvons avoir que de la haine pour le militarisme allemand... Un soupçon à notre égard dans ce domaine peut être seulement proféré par celui qui ignore ce qu'est un révolutionnaire. J'ai été condamné par un tribunal allemand à huit mois de prison pour avoir combattu le militarisme allemand... et cela, tous le savent. Ne permettez à personne dans cette salle de dire que nous sommes les mercenaires de l'Allemagne, car ce n'est point la voix de révolutionnaires convaincus, c'est la voix de la lâcheté. (*Applaudissements.*) »

C'est ainsi que cet épisode est présenté dans les publications antibolchevistes de l'époque — les publications bolchevistes étaient déjà interdites. Il est nécessaire, cependant, d'expliquer que les applaudissements venaient seulement d'un petit secteur de gauche ; un certain nombre de députés vociféraient leur animosité, la majorité gardait le silence. Personne, pourtant, même parmi les agents directs de Kerensky, ne monta à la tribune pour soutenir la version officielle de l'accusation ou, du moins, pour la couvrir indirectement.

À Moscou, où la lutte entre bolcheviks et conciliateurs avait en général un caractère plus tempéré qui devait prendre des formes plus farouches en octobre, la séance unifiée des deux Soviets, celui des ouvriers et celui des soldats, décida le 10 juillet « de publier et d'afficher un manifeste dans lequel on indiquerait que l'accusation d'espionnage portée contre la fraction des bolcheviks était une calomnie et provenait d'une cabale de la contre-révolution ». Le soviet de Petrograd, plus immédiatement dépendant des combinaisons gouvernementales, n'entreprenait aucune démarche, attendant les conclusions de la commission d'enquête, laquelle, toutefois, ne se mit pas au travail.

Le 5 juillet, Lénine, dans un entretien avec Trotsky, posait la question : « Ne vont-ils pas nous fusiller tous ? » Seule, une intention de ce genre pouvait en somme expliquer le contreseing officieux sur la monstrueuse calomnie. Lénine jugeait les ennemis capables d'aller jusqu'au bout dans l'affaire engagée par eux et arrivait à cette conclusion : ne nous rendons pas entre leurs mains. Le 6 au soir, arriva du front Kerensky, tout farci de suggestions par les généraux, et il exigea des mesures décisives contre les bolcheviks. Vers deux heures du matin, le gouvernement ordonna de traduire en justice tous les dirigeants de « l'insurrection armée » et de dissoudre les régiments qui avaient participé à l'émeute. Le détachement de troupes envoyé au logement de Lénine pour perquisitionner et pour l'arrêter dut se borner à la perquisition, vu que le locataire n'était déjà plus chez lui. Lénine résidait encore à Petrograd, mais se cachait dans un logement ouvrier et exigeait que la commission d'enquête du soviet l'entendît, ainsi que Zinoviev, dans des

conditions excluant tout guet-apens du côté de la contre-révolution. Dans la déclaration envoyée à la commission, Lénine et Zinoviev écrivaient : « Ce matin (vendredi 7 juillet) on a fait savoir de la Douma à Kaménev que la commission viendrait dans le logement convenu aujourd'hui même à midi. Nous écrivons ces lignes à six heures et demie du soir, le 7 juillet, et nous constatons que, jusqu'à présent, la commission ne s'est pas présentée et n'a rien donné à savoir... La responsabilité pour le retardement de l'interrogatoire ne tombe pas sur nous. » L'abstention de la commission soviétique après promesse d'enquête convainquit définitivement Lénine que les conciliateurs se mettaient de côté, laissant aux gardes blancs le soin de la répression. Les officiers et les *junkers* qui pendant ce temps avaient déjà saccagé l'imprimerie du parti, brutalisaient et arrêtaient dans la rue quiconque protestait contre les activités d'espionnage attribuées aux bolchéviks, Alors Lénine décida définitivement de se dérober non à l'instruction, mais à des sévices possibles.

Le 15, Lénine et Zinoviev expliquaient dans le journal bolchevik de Cronstadt, que les autorités n'avaient pas osé interdire, pourquoi ils ne jugeaient pas possible de se remettre entre les mains du pouvoir : « D'après une lettre de l'ex-ministre de la Justice Pereverzev, publiée dimanche dans le journal *Novoïe Vremia*, il est devenu parfaitement clair que « l'affaire » d'espionnage imputé à Lénine et à d'autres a été bâtie de toutes pièces, tout à fait consciemment, par le parti de la contre-révolution. Pereverzev avoue tout à fait ouvertement qu'il a mis en cours des accusations non vérifiées dans le but de provoquer la fureur (c'est littéralement son expression) des soldats contre notre parti. C'est l'aveu de celui qui était hier ministre de la Justice !... Il n'y a pas une garantie de justice en Russie au moment présent. Se livrer aux mains des autorités, ce serait se remettre entre les mains des Milioukov, des Alexinsky, des Pereverzev, aux mains de contre-révolutionnaires forcenés pour lesquels toutes les accusations lancées contre nous sont un simple épisode dans la guerre civile. » Pour dégager le sens de la phrase sur « un épisode » dans la guerre civile, il suffit de se rappeler le sort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Lénine savait prévoir.

Tandis que les agitateurs du camp ennemi racontaient avec maintes

variantes que Lénine s'était enfui en Allemagne, soit sur un torpilleur, soit dans un sous-marin, la majorité du comité exécutif s'empressa de condamner Lénine pour s'être dérobé à l'instruction. Laissant de côté la question du contenu politique essentiel de l'accusation et des circonstances de pogrom dans lesquelles et pour lesquelles cette accusation fut formulée, les conciliateurs se prononçaient en avocats de la pure justice. C'était, de toutes les positions qui leur restaient à envisager, la moins désavantageuse. La résolution du comité exécutif du 13 juillet non seulement déclarait la conduite de Lénine et de Zinoviev « absolument inadmissible », mais exigeait de la fraction bolcheviste « une condamnation immédiate, catégorique et claire » de ses leaders. La fraction repoussa à l'unanimité la sommation du comité exécutif. Cependant, parmi les bolcheviks, du moins au sommet, il y eut des fluctuations du fait que Lénine s'était soustrait à l'instruction. D'autre part, chez les conciliateurs, même ceux qui étaient le plus de la gauche, la disparition de Lénine provoqua une indignation générale, pas toujours hypocrite, comme on le voit par l'exemple de Soukhanov. Le caractère calomnieux des documents du contre-espionnage ne faisait pour lui, comme on sait, aucun doute dès le début. « L'absurde accusation — écrivait-il se dissipa comme une fumée. Personne ne la confirma en rien et on cessa d'y croire. » Mais, pour Soukhanov, restait une énigme : comment Lénine avait-il pu se décider à esquiver l'enquête ? « C'était quelque chose de tout à fait particulier, d'inouï, d'incompréhensible. N'importe quel mortel eût exigé un jugement et une instruction à son sujet dans les conditions les plus défavorables. » Oui, n'importe quel mortel. Mais n'importe quel mortel n'aurait pu devenir l'objet de la haine enragée des classes dirigeantes. Lénine n'était point n'importe quel mortel et n'oubliait pas une minute la responsabilité qu'il avait assumée. Il savait tirer d'une situation toutes les déductions, il savait ignorer les oscillations de « l'opinion publique » en raison des tâches auxquelles était subordonnée sa vie. Le don quichottisme et la pose lui étaient également étrangers.

Avec Zinoviev, Lénine passa quelques semaines dans les environs de Petrograd, près de Sestroretsk, dans une forêt ; il leur fallait gîter la nuit et

s'abriter de la pluie dans une meule de foin. Camouflé en chauffeur de locomotive, Lénine passa sur une machine la frontière de Finlande et se cacha dans le logement du chef de la police d'Helsingfors, ancien ouvrier de Petrograd ; ensuite, il se rapprocha de la frontière russe, s'installant à Vyborg. A partir de la fin de septembre, il vécut clandestinement à Petrograd, où il devait, le jour de l'insurrection, après une absence de près de quatre mois, reparaître sur l'arène, au grand jour.

Juillet devint le mois de la calomnie effrénée, éhontée et victorieuse ; en août, elle commençait déjà à perdre du souffle. Exactement un mois après que la diffamation eut été lancée, Tseretelli, fidèle à lui-même, jugea nécessaire de répéter dans une séance du comité exécutif : « Le lendemain même des arrestations, j'ai donné une réponse ouverte à la question des bolcheviks, et j'ai dit : les leaders des bolcheviks, accusés d'être les instigateurs du soulèvement des 3-5 juillet, je ne les soupçonne pas de liaison avec l'État-major allemand. » Il ne pouvait pas dire moins. Dire plus eût été désavantageux. La presse des partis conciliateurs n'alla pas au-delà des paroles de Tseretelli. Mais étant donné qu'en même temps elle dénonçait avec acharnement les bolcheviks comme auxiliaires du militarisme allemand, la voix des journaux conciliateurs se confondait du point de vue politique avec les hurlements de tout le reste de la presse qui traitait les bolcheviks non en « auxiliaires », mais en mercenaires de Ludendorff. Les plus hautes notes dans ce chœur étaient poussées par les cadets. Les *Rousskïa Vedomosti* (*Informations russes*), journal des professeurs libéraux de Moscou, communiquaient qu'au cours d'une perquisition à la rédaction de la *Pravda*, l'on aurait trouvé une lettre en allemand, reçue de Haparanda, dans laquelle un baron « félicitait les bolcheviks de leur action » et prévoyait « la joie qu'on en aurait à Berlin ». Le baron allemand de la frontière finlandaise savait bien de quelles lettres avaient besoin les patriotes russes. Des informations de ce genre remplissaient la presse de la société cultivée qui se défendait contre la barbarie bolcheviste.

Les professeurs et les avocats croyaient-ils à ce qu'ils affirmaient ? Admettre cela, du moins en ce qui concerne les leaders de la capitale, ce serait

sous-estimer infiniment trop leur jugement politique. A défaut de considérations de principe et de psychologie, de simples motifs pratiques devaient leur révéler l'absurdité de l'accusation, et, avant tout, des considérations financières. Bien sûr, le gouvernement allemand aurait pu aider les bolcheviks, non avec des idées, mais avec de l'argent. Or, précisément, c'était l'argent qui manquait aux bolcheviks. Le centre du parti à l'étranger, pendant la guerre, s'était débattu dans une cruelle indigence, une centaine de francs lui semblait une grosse somme, l'organe central paraissait une fois par mois ou deux, et Lénine comptait avec soin les lignes pour ne pas dépasser le budget. Les dépenses de l'organisation de Petrograd pendant les années de guerre se calculaient à quelques milliers de roubles employés surtout pour l'impression de feuilles illégales : en deux ans et demi, il n'en parut guère à Petrograd que trois cent mille exemplaires. Après l'insurrection, l'afflux des adhésions et des ressources, bien entendu, augmenta extraordinairement. Les ouvriers souscrivaient avec beaucoup d'entrain au profit du soviet et des partis soviétiques. « Des dons, des versements de toutes sortes, des collectes et des cotisations au profit du soviet — disait dans un rapport au 1^{er} congrès des soviets, l'avocat Bramson, travailliste — affluèrent le lendemain même du jour où éclata notre révolution... On pouvait observer le tableau extrêmement touchant d'un incessant pèlerinage vers nous, au palais de Tauride, depuis la première heure jusque tard dans la soirée pour effectuer ces versements. » Plus on allait, plus les ouvriers se montraient empressés à se cotiser au profit des bolcheviks. Cependant, malgré la croissance rapide du parti et de ses recettes, la *Pravda* était, de tous les journaux de partis, celui qui avait le plus petit format. Peu après son arrivée en Russie, Lénine écrivait à Radek, à Stockholm :

« Ecrivez des articles pour la *Pravda* sur la politique extérieure, archicourts et dans l'esprit de la *Pravda* (nous avons très, très peu de place, nous nous démenons pour agrandir). » En dépit du régime spartiate d'économie appliqué par Lénine, le parti ne sortait pas de la pénurie. Quand il s'agissait d'assigner deux ou trois mille roubles du temps de guerre au profit de l'organisation locale, c'était chaque fois un sérieux problème pour le comité

central. Pour envoyer les journaux au front, il fallait ouvrir constamment de nouvelles collectes parmi les ouvriers. Et, néanmoins, les journaux bolcheviks atteignaient les tranchées en quantités infiniment moindres que les gazettes des conciliateurs et des libéraux. Il en résultait des plaintes continuelles. « On vit seulement du bruit qui se fait sur votre journal », écrivaient des soldats.

En avril, la conférence locale du parti à Petrograd appela les ouvriers de la capitale à collecter en trois jours les soixante-quinze mille roubles qui manquaient pour l'achat d'une imprimerie. Cette somme fut largement couverte et le parti acquit enfin une imprimerie à lui, celle-là même que les *junkers* saccagèrent de fond en comble en juillet. L'influence des mots d'ordre bolcheviks prenait de l'extension comme un incendie dans la steppe. Mais les ressources matérielles de la propagande restaient très médiocres. Individuellement, le genre de vie des bolcheviks donnait encore moins de prise à la calomnie. Que restait-il donc ? Rien, en fin de compte, sauf le passage de Lénine par l'Allemagne. Mais justement ce fait qui fut le plus souvent soulevé devant des auditoires peu avertis, comme une preuve des accointances de Lénine avec le gouvernement allemand, démontrait en réalité le contraire : un agent de l'Allemagne eût traversé le pays ennemi en cachette et en pleine sécurité ; pour se décider à fouler ouvertement aux pieds les lois du patriotisme en temps de guerre, il ne pouvait y avoir qu'un révolutionnaire absolument sûr de lui.

Le ministère de la Justice ne s'arrêta pourtant point devant l'exécution d'une tâche ingrate : ce n'est pas en vain qu'il avait hérité du passé des cadres éduqués dans la dernière période de l'autocratie, lorsque les assassinats commis sur des députés libéraux par des Cent-Noirs dont tout le pays connaissait les noms, n'étaient systématiquement pas divulgués et qu'en revanche, à Kiev, un juif, commis de magasin, était accusé d'avoir bu du sang d'un enfant chrétien. Sous la signature du juge instructeur Alexandrov, préposé aux affaires d'une importance spéciale, et de Karinsky, procureur au Palais de Justice, le 21 juillet, fut publiée une citation à comparaître, sous accusation de haute trahison, visant Lénine, Zinoviev, Kollontaï, et un certain nombre d'autres personnes parmi lesquelles le social-démocrate allemand

Helphand Parvus. Les mêmes articles 51, 100 et 108 du code criminel furent ensuite appliqués aussi à Trotsky et à Lounatcharsky, arrêtés par des détachements de troupe le 23 juillet.

D'après le texte de l'ordonnance, les leaders des bolcheviks, « vu qu'étant citoyens russes, par entente préalable entre les susdits et autres personnes, aux fins de coopération avec des États se trouvant avec la Russie en état d'hostilités contre cette dernière, ils sont entrés avec les agents des susdits États en accord pour contribuer à la désorganisation de l'armée russe et de l'arrière pour l'affaiblissement de la capacité combative de l'armée. Pour ce quoi, avec les ressources financières reçues de ces États, ils ont organisé une propagande dans la population et les troupes, les invitant à refuser immédiatement les opérations militaires contre l'ennemi, et, également dans les mêmes buts, dans la période des 3-5 juillet, ont organisé à Petrograd une insurrection armée... » Quoique toute personne sachant lire, du moins dans la capitale, connût, en ces jours-là, les conditions dans lesquelles Trotsky était arrivé de New York, par Christiania et Stockholm, à Petrograd, le juge d'instruction portait au compte de ce dernier le crime d'avoir traversé l'Allemagne. La justice ne voulait évidemment laisser subsister aucun doute sur la valeur des documents que le contre-espionnage avait mis à sa disposition.

L'institution du contre-espionnage n'est nulle part une pépinière de moralité. Mais en Russie, elle était le cloaque du régime raspoutinien. Les rebuts du corps des officiers, de la police, de la gendarmerie, des agents éconduits de l'Okhrana constituaient les cadres de cette institution ignare, infâme et toute-puissante. Des colonels, des capitaines et des sous-lieutenants, inaptes aux exploits de combattants, avaient inséré dans leurs attributions tous les domaines de la vie sociale et politique, en créant dans tout le pays une féodalité du contre-espionnage. « La situation devint véritablement catastrophique — déclare, se lamentant, l'ancien directeur de la police

Kourlov — lorsque, dans la direction des affaires civiles commença à intervenir le fameux contre-espionnage. » Kourlov lui-même avait à son actif un bon nombre d'affaires ténébreuses, notamment une participation indirecte à l'assassinat du premier ministre Stolypine ; néanmoins, l'activité du contre-espionnage lui donnait à frémir, même avec son imagination experte. Alors que « la lutte contre l'espionnage ennemi... était menée très faiblement », écrit-il, on suscitait constamment des affaires sciemment inventées, qui retombaient sur des individus parfaitement innocents dans un simple but de chantage. Kourlov tomba sur une de ces affaires : « A mon effroi — dit-il — j'entendis le pseudonyme d'un agent secret que je connaissais, comme congédié pour chantage depuis le temps où j'avais exercé au département de la police. » Un des chefs du contre-espionnage en province, un certain Oustinov, notaire avant la guerre, retrace dans ses *Souvenirs* les mœurs du contre-espionnage à peu près dans des termes identiques à ceux de Kourlov : « Les agents, dans leurs enquêtes, fabriquaient eux-mêmes la documentation. » Il n'en est que plus édifiant de vérifier le niveau de l'institution d'après le dénonciateur lui-même. « La Russie est perdue — écrit Oustinov au sujet de février — étant tombée victime de la révolution provoquée par des agents de l'Allemagne avec de l'or allemand. »

L'attitude du notaire patriote vis-à-vis des bolcheviks n'a pas besoin d'explications. « Les rapports du contre-espionnage sur l'activité antérieure de Lénine, sur sa liaison avec l'état-major allemand, sur le fait qu'il avait touché de l'or allemand étaient si convaincants qu'on aurait dû le pendre tout de suite. » Kerensky ne s'y décida point, uniquement parce que lui-même, se trouve-t-il, était un traître. « En particulier, l'on était stupéfait et même simplement indigné de voir gouverner un mauvais petit avocat, le petit youpin Sacha Kerensky. » Oustinov témoigne que Kerensky « est bien connu comme un provocateur qui trahissait ses camarades ». Le général français Anselme, comme on l'explique plus loin, évacua en mars 1919 Odessa non point sous la pression des bolcheviks, mais parce qu'il avait reçu un considérable pot-de-vin. De qui ? Des bolcheviks ? Non, « les bolcheviks n'y sont pour rien. Ce sont ici les francs-maçons qui travaillent. » Tel est ce monde.

Bientôt après l'insurrection de février, la même institution, composée d'aigrefins, de faussaires et de maîtres-chanteurs, fut placée sous la surveillance d'un socialiste-révolutionnaire patriote, rentré de l'émigration, nommé Mironov, que le sous-secrétaire d'État Demianov, « socialiste-populiste », caractérise en ces termes : « Extérieurement, Mironov produisait une bonne impression... Mais je ne m'étonnerai pas si j'apprends que cet homme n'était pas tout à fait normal. » On peut ajouter foi à ce témoignage ; il est douteux qu'un homme normal eût consenti à prendre la tête d'une institution qu'il fallait tout simplement dissoudre, en arrosant les murs de sublimé corrosif.

Par suite du gâchis administratif provoqué par l'insurrection, le contre-espionnage se trouva subordonné au ministre de la Justice, Pereverzev, homme d'une étourderie inconcevable et peu embarrassé quant au choix des moyens. Le même Demianov dit dans ses *Mémoires* que son ministre « ne jouissait au soviet de presque aucun prestige ». Sous l'égide de Mironov et de Pereverzev, les agents du contre-espionnage, épouvantés par la révolution, revinrent bientôt à eux et adaptèrent leur ancienne activité à la nouvelle situation politique. En juin, l'aile gauche même de la presse gouvernementale commença à publier des informations sur des exactions et autres crimes commis par les hauts fonctionnaires du contre-espionnage, y compris les deux directeurs de l'institution, Chtchoukine et Broï, adjoints directs de l'infortuné Mironov. Huit jours avant la crise de juillet, le comité exécutif, sous la pression des bolcheviks, exigea du gouvernement qu'il procédât à une immédiate révision du contre-espionnage, avec la participation de représentants du soviet. Les agents du contre-espionnage avaient donc des raisons de service, plus exactement de couardise, pour frapper au plus vite et le plus fort possible sur les bolcheviks. Le prince Lvov venait justement de signer un décret donnant au contre-espionnage le droit de détenir en prison tout prévenu pendant trois mois.

Le caractère de l'accusation et des accusateurs eux-mêmes amène inévitablement cette question : comment en général des hommes d'une mentalité normale pouvaient-ils accorder foi ou du moins faire semblant de

croire à un mensonge patent et totalement absurde ? Le succès du contre-espionnage eût été, effectivement, inconcevable en dehors de l'ambiance générale créée par la guerre, les défaites, le désarroi, la révolution et l'exaspération de la lutte sociale. Rien ne réussissait depuis l'automne de 1914, aux classes dirigeantes de Russie, le sol croulait sous leurs pieds, tout leur tombait des mains, les calamités s'abattaient de tous côtés : comment ne pas rechercher le coupable ?

L'ex-procureur au Palais de Justice, Zavadsky, mentionne dans ses *Souvenirs* que « des personnes tout à fait saines d'esprit pendant les alarmantes années de guerre, étaient enclines à soupçonner la trahison là où, vraisemblablement ou bien indubitablement, elle n'existait pas. La plupart des affaires de ce genre qui furent soulevées du temps où j'étais procureur, se trouvèrent exagérément grossies. » L'initiative de pareilles affaires, indépendamment de l'espion malfaisant, venait du petit bourgeois qui avait perdu la tête. Mais déjà, de très bonne heure, la psychose de la guerre se combina avec la fièvre politique prérévolutionnaire et commença à donner des résultats d'autant plus baroques. Les libéraux, d'accord avec les généraux malchanceux, cherchaient partout et en tout la main de l'Allemagne. La camarilla était jugée germanophile. La clique de Raspoutine, en son entier, était considérée, ou du moins déclarée, par les libéraux, comme agissant sur les instructions de Potsdam. La tsarine était fréquemment et ouvertement accusée d'espionnage : on lui imputait, même dans les sphères de la Cour, la responsabilité d'avoir fait couler par les Allemands le navire sur lequel le général Kitchener se rendait en Russie.

Les hommes de droite, bien entendu, n'étaient pas en reste. Zavadsky raconte comment le sous-secrétaire d'État à l'intérieur Bieletsky tenta, au début de 1916, de créer une affaire contre l'industriel nationalo-libéral Goutchkov, l'accusant « d'actes qui, en temps de guerre, touchaient de près à la haute trahison... » Dénonçant les exploits de Bieletsky, Kourlov, lui aussi ancien secrétaire d'État à l'intérieur, demande à son tour à Milioukov : « Pour quel honnête travail au service de la patrie a-t-il reçu deux cent mille roubles en argent « finlandais », par mandat-poste adressé à son concierge ? » Les

guillemets qui encadrent le mot « finlandais » à propos d'argent doivent montrer qu'il s'agissait d'argent allemand. Or, Milioukov avait une réputation tout à fait méritée de germanophobe !

Dans les cercles gouvernementaux, on estimait généralement prouvé que tous les partis d'opposition agissaient avec l'argent de l'Allemagne. En août 1915, comme on s'attendait à des troubles à l'occasion de la dissolution projetée de la Douma, le ministre de la Marine Grigorovitch, considéré comme presque libéral, disait en conseil de cabinet : « Les Allemands font une propagande renforcée et couvrent d'argent les organisations antigouvernementales. » Les octobristes et les cadets, indignés devant des insinuations de ce genre, n'hésitaient pourtant pas à les rejeter sur la gauche. Au sujet d'un discours à demi patriotique du menchevik Tchkhéïdze au début de la guerre, le président de la Douma Rodzianko écrivait : « Les suites ont démontré les accointances de Tchkhéïdze avec les sphères allemandes. « On attendait en vain une ombre de preuve !

Dans son *Histoire de la seconde Révolution russe*, Milioukov dit ceci : « Le rôle des « sources obscures » dans l'insurrection du 27 février n'est pas du tout clair, mais, à en juger par tout ce qui a suivi, il est difficile de le nier. » Plus résolument s'exprime un ex-marxiste, actuellement slavophile réactionnaire, d'origine allemande, Peter von Struve : « Quand la révolution russe, manigancée et méditée par l'Allemagne, réussit, la Russie en somme sortit de la guerre. » Chez Struve comme chez Milioukov, il s'agit non de la révolution d'octobre, mais de la révolution de février. Au sujet du fameux *Prikaz n°1*, la grande Charte des libertés du soldat, élaborée par les délégués de la garnison de Petrograd, Rodzianko écrivait : « Je ne doute pas un instant de l'origine allemande du *Prikaz n° 1*. » Le chef d'une des divisions, le général Barkovsky, racontait à Rodzianko que le *Prikaz n° 1* « avait été distribué, en quantités formidables, à ses troupes par des hommes des tranchées allemandes ». Devenu ministre de la Guerre, Goutchkov, que l'on avait essayé, du temps du tsar, d'incriminer de haute trahison, se hâta de rejeter à gauche cette accusation. Le *Prikaz* d'avril de Goutchkov à l'armée disait : « Des gens qui détestent la Russie et qui indubitablement sont au

service de nos ennemis, se sont insinués dans l'armée du front avec une persévérance qui caractérise nos adversaires, et, vraisemblablement, obtempérant aux exigences de ces derniers, prêchent la nécessité de terminer la guerre le plus tôt possible. » Au sujet de la manifestation d'avril, dirigée contre la politique impérialiste, Milioukov écrit : « La tâche d'éliminer les deux ministres [Milioukov et Goutchkov] fut nettement posée en Allemagne. » Les ouvriers, pour participer à la manifestation, auraient touché, des bolcheviks, quinze roubles par jour. La source d'or allemand expliquait à l'historien libéral toutes les énigmes sur lesquelles il se cassait le nez comme politicien.

Les socialistes patriotes qui persécutaient les bolcheviks en tant qu'alliés involontaires, sinon agents de l'Allemagne dirigeante se trouvaient eux-mêmes sous le coup de pareilles accusations venant de la droite. On a vu le jugement de Rodzianko sur Tchkhéidzé. Le même Rodzianko n'épargna pas non plus Kerensky : « C'est lui, indubitablement, qui, par sympathie secrète pour les bolcheviks, mais peut-être aussi en vertu d'autres considérations, a engagé le gouvernement provisoire à admettre les bolcheviks en Russie. » Les « autres considérations » ne peuvent signifier rien d'autre qu'une prédilection pour l'or de l'Allemagne. Dans de curieux *Mémoires* qui ont été traduits en langues étrangères, un général de gendarmerie, Spiridovitch, signalant le grand nombre de Juifs dans les cercles dirigeants des socialistes-révolutionnaires, ajoute : « Parmi eux étincelaient aussi des noms bien russes, tels que celui du futur ministre du village, espion allemand, Victor Tchernov. » Le leader du parti socialiste-révolutionnaire n'était pas seulement suspecté par le gendarme, loin de là. Après le pogrome contre les bolcheviks en juillet, les cadets, ne perdant pas leur temps, engagèrent une campagne serrée contre le ministre de l'Agriculture Tchernov, comme suspect de relations avec Berlin, et l'infortuné patriote dut donner pour un temps sa démission afin de se laver des accusations qui pesaient sur lui.

Se prononçant, pendant l'automne de 1917, au sujet du mandat délivré par le comité exécutif patriote au menchevik Skobelev pour sa participation à la conférence socialiste internationale, Milioukov, du haut de la tribune du

préparlement, démontrait, par une analyse scrupuleusement syntaxique du texte, « l'origine » évidemment « allemande » du document. Le style du mandat, comme d'ailleurs celui de toute la littérature des conciliateurs, était effectivement mauvais. La démocratie attardée, dépourvue d'idées, de volontés, regardant avec effroi à droite et à gauche, entassait dans ses écrits réserves sur réserves, dont elle faisait la mauvaise traduction d'une autre langue, tout comme elle-même n'était que l'ombre d'un passé étranger, Ludendorff, cependant, dans cette affaire, n'a rien à voir.

Le passage de Lénine par l'Allemagne ouvrit à la démagogie chauvine des possibilités inépuisables. Mais comme pour montrer plus clairement le rôle docile du patriotisme dans sa politique, la presse bourgeoise, qui avait accueilli avec une feinte bienveillance Lénine dans les premiers temps, ne souleva contre sa « germanophilie » une campagne effrénée qu'après avoir élucidé son programme social, « La terre, le pain et la paix ? » Il ne pouvait apporter de tels mots d'ordre que d'Allemagne. A cette époque, on ne parlait pas encore des révélations d'Ermolenko.

Quand Trotsky et plusieurs autres émigrés qui revenaient d'Amérique eurent été arrêtés par le contrôle militaire du roi George, à la hauteur de Halifax, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Petrograd donna à la presse un communiqué officiel dans un inimitable langage anglo-russe : « Ces citoyens russes sur le vapeur *Christianiafford* ont été retenus à Halifax, parce qu'il a été communiqué au gouvernement anglais qu'ils avaient rapport avec un plan subventionné par le gouvernement allemand de renverser le gouvernement provisoire russe... » Le communiqué de sir George Buchanan était daté du 14 avril : à ce moment, non seulement Burstein, mais même Ermolenko n'avaient pas encore paru à l'horizon. Milioukov, en qualité de ministre des Affaires étrangères, se trouva cependant forcé de demander au gouvernement anglais, par l'intermédiaire de Nabokov, ambassadeur de Russie, l'élargissement de Trotsky et l'autorisation pour lui de gagner la Russie. « Connaissant Trotsky d'après son activité en Amérique — écrit Nabokov — le gouvernement anglais était stupéfait : Qu'est-ce que cela ? De la malveillance ou de l'aveuglement ? Les Anglais haussaient les épaules, comprenaient le danger,

nous mettaient en garde. » Lloyd George dut pourtant céder. En réponse à la question posée à l'ambassadeur de Grande-Bretagne par Trotsky dans la presse de Petrograd, Buchanan retira piteusement sa première explication, déclarant cette fois-ci : « Mon gouvernement a retenu un groupe d'émigrés à Halifax seulement en vue et dans l'attente d'une reconnaissance de leurs personnalités par le gouvernement russe... A cela se réduit toute l'affaire de l'arrestation des émigrés russes. » Buchanan n'était pas seulement un gentleman, c'était aussi un diplomate.

À la conférence des membres de la Douma d'État, au début de juin, Milioukov, expulsé du gouvernement par la manifestation d'avril, réclamait l'arrestation de Lénine et de Trotsky, indiquant en termes non équivoques leur liaison avec l'Allemagne. Trotsky déclara, le lendemain, au congrès des soviets : « Tant que Milioukov n'aura pas retiré cette accusation, il portera sur le front le stigmate d'un infâme calomniateur. » Milioukov répondit dans la *Rietch* qu'il était « effectivement mécontent de voir MM. Lénine et Trotsky se promener en liberté », mais qu'il avait motivé la nécessité de leur arrestation « non point sur ce fait qu'ils seraient des agents de l'Allemagne, mais par ceci qu'ils avaient suffisamment péché contre le code criminel ». Milioukov était diplomate sans être gentleman. La nécessité de l'arrestation de Lénine et de Trotsky était pour lui absolument claire avant les révélations d'Ermolenko ; comment présenter juridiquement l'arrestation, — c'était une question de technique. Le leader des libéraux se jouait en politique d'une accusation grave bien longtemps avant qu'elle ne fût mise en œuvre sous sa forme « juridique ».

Le rôle de la légende sur l'or allemand apparaît le plus évident dans un épisode singulier raconté par le secrétaire général du gouvernement provisoire, le cadet Nabokov (qu'il ne faut pas confondre avec l'ambassadeur de Russie à Londres mentionné ci-dessus). A une des séances du gouvernement, Milioukov, saisissant l'occasion, remarqua : « Ce n'est un secret pour personne que l'argent allemand a joué son rôle au nombre des facteurs qui ont contribué à la révolution... » C'est bien là du Milioukov, quoique sa formule soit évidemment atténuée. Kerensky — raconte Nabokov

— se fâcha tout rouge. Il saisit son portefeuille et, le jetant violemment sur la table, hurla : « dès lors que M. Milioukov a osé, en ma présence, calomnier la cause sacrée de la grande révolution russe, je ne veux pas rester ici une seule minute. » Cela ressemble beaucoup à du Kerensky, quoique les gestes soient peut-être rapportés d'une façon exagérée. Un proverbe russe conseille de ne pas cracher dans le puits d'où l'on aura peut-être à boire. Quand il eut été menacé par la révolution d'octobre, Kerensky ne trouva rien de mieux que d'articuler contre elle le mythe de l'or allemand. Ce qui, de la part de Milioukov, était « une calomnie lancée contre une cause sacrée » devint chez Burstein-Kerensky la cause sacrée de la calomnie contre les bolcheviks.

La chaîne interrompue des préventions de germanophilie et d'espionnage qui s'allongeait depuis la tsarine, Raspoutine, les cercles de la Cour, passant par les ministères, les états-majors, la Douma, les rédactions libérales, jusqu'à Kerensky et une partie des sommets soviétiques, étonne surtout par son uniformité. Les adversaires politiques semblaient avoir fermement résolu de ne pas faire effort d'imagination : ils font tout simplement passer et repasser une seule et même accusation d'un point à un autre, de préférence de la droite vers la gauche. La calomnie de juillet lancée contre les bolcheviks, moins que toute autre, ne tombait d'un ciel serein ; elle était le résultat naturel de la panique et de la haine, le dernier anneau de la honteuse chaîne, la transmission d'une formule calomnieuse toute faite, à une nouvelle adresse définitive qui réconciliait les accusateurs et les accusés de la veille. Toutes les vexations subies par les dirigeants, toutes leurs appréhensions, toutes leurs exaspérations se tournèrent contre le parti qui se situait le plus à gauche et incarnait le plus intégralement la force écrasante de la révolution. Les classes possédantes pouvaient-elles en effet céder la place aux bolcheviks sans avoir fait une dernière tentative désespérée pour les écraser dans le sang et dans la boue ? La pelote de la calomnie, bien resserrée à force d'usage, devait fatalement tomber sur la tête des bolcheviks. Les révélations d'un sous-lieutenant du contre-espionnage n'étaient que la matérialisation du délire des classes possédantes quand elles se virent coincées dans une impasse. C'est pourquoi la calomnie prit tant de virulence.

L'espionnage allemand n'était pas, bien entendu, une rêverie. Il était infiniment mieux organisé en Russie que l'espionnage russe en Allemagne. Il suffit de rappeler que le ministre de la Guerre Soukhomlinov avait été déjà, sous l'ancien régime, arrêté comme affidé de Berlin. Il est hors de doute également que des agents de l'Allemagne s'infiltraient non seulement dans les milieux de la cour, et parmi les Cent-Noirs, mais aussi dans les milieux de gauche. Les autorités autrichiennes et allemandes, dès les premiers jours de la guerre, s'étaient évertuées à coqueter avec les tendances séparatistes, en commençant par les émigrés de l'Ukraine et du Caucase. Il est curieux de noter qu'Ermolenko, engagé par elles en avril 1917, avait mission de militer pour l'émancipation de l'Ukraine. Dès l'automne de 1914, Lénine ainsi que Trotsky, en Suisse, invitaient publiquement à rompre avec ceux des révolutionnaires qui se laissaient prendre à l'amorce du militarisme austro-allemand. Au début de 1917, Trotsky renouvela dans la presse, à New York, cet avertissement à des social-démocrates allemands de gauche, partisans de Liebknecht avec lesquels des agents de l'ambassade britannique essayaient de se lier.

Mais tout en coquetant avec les séparatistes dans le but d'affaiblir la Russie et d'intimider le tsar, le gouvernement allemand était loin de la pensée de renverser le tsarisme. Le meilleur témoignage en est dans une proclamation répandue par les allemands après l'insurrection de février, dans les tranchées russes, et qui fut lue publiquement, le 11 mars, en séance du soviet de Petrograd : « Au début, les anglais marchaient avec votre tsar, mais maintenant ils se sont soulevés contre lui, car il n'était pas d'accord avec leurs exigences intéressées. Ils ont renversé votre tsar, oint du Seigneur. Pourquoi cela est-il arrivé ? Parce qu'il a compris et dévoilé l'intrigue mensongère et perfide de l'Angleterre. » Dans la forme comme au fond, ce document donne une garantie d'authenticité. De même que l'on ne saurait contrefaire un lieutenant prussien, il est impossible de falsifier sa philosophie historique. Holfmann, lieutenant prussien promu au grade de général, estimait que la révolution russe avait été combinée et machinée en Angleterre. Il y a néanmoins en cela moins d'absurdité que dans la théorie des Milioukov-

Struve, car Potsdam continua jusqu'au bout à espérer une paix séparée avec Tsarskoïe-Selo, tandis qu'à Londres l'on craignait surtout cette paix séparée. C'est seulement lorsque l'impossibilité d'une restauration du tsar fut patente que l'état-major allemand reporta des espoirs sur une action corruptrice du processus révolutionnaire. Mais même dans la question du passage de Lénine par l'Allemagne, l'initiative venait non des cercles allemands, mais de Lénine lui-même, et, dans sa forme primitive, du menchevik Martov. L'État-major allemand alla seulement à sa rencontre, probablement non sans hésitations. Ludendorff se dit : ce sera peut-être un soulagement de ce côté.

Pendant les événements de juillet, les bolcheviks eux-mêmes cherchaient à discerner, derrière différents excès inattendus et provoqués avec une évidente préméditation, l'œuvre d'une main étrangère et criminelle. Trotsky écrivait en ces jours-là : « Quel rôle a joué ici la provocation contre-révolutionnaire, ou bien le service d'espionnage allemand ? Il est présentement difficile de dire là-dessus quelque chose de certain... Il reste à attendre les résultats d'une véritable instruction... Mais, dès maintenant, l'on peut déjà déclarer avec assurance : les résultats d'une pareille enquête peuvent jeter une vive lumière sur les agissements des bandes de Cent-Noirs et sur le rôle clandestin de l'or, qu'il soit allemand, anglais ou celui de la réaction russe, ou qu'il soit enfin de la première, de la deuxième et de la troisième source en même temps : mais le sens politique des événements ne peut être altéré par aucune instruction judiciaire. Les masses ouvrières et les troupes de Petrograd n'ont pas été et ne pouvaient être achetées. Elles ne sont au service ni de Guillaume II, ni de Buchanan, ni de Milioukov... Le mouvement a été préparé par la guerre, par la famine imminente, par la réaction qui relève la tête, par le gouvernement qui n'a pas de tête, par une offensive aventureuse, par la défiance politique et les inquiétudes révolutionnaires des ouvriers et des soldats... » Tous les dossiers des archives, les documents, les mémoires dont on a eu connaissance après la guerre et les deux insurrections démontrent d'une façon indubitable que l'ingérence de l'espionnage allemand dans les processus révolutionnaires de la Russie ne s'est pas un seul moment élevée au dessus de la sphère militaire et policière dans le domaine de la haute politique.

Est-il d'ailleurs nécessaire d'insister là-dessus après la révolution qui s'est produite en Allemagne même ? Combien lamentable et impuissant s'est révélé ce service d'espionnage prétendu tout-puissant du Hohenzollern, pendant l'automne de 1918, en face des ouvriers et des soldats allemands ! « Le calcul de nos ennemis qui avaient expédié Lénine en Russie était parfaitement juste », déclare Milioukov. C'est tout autrement que Ludendorff lui-même juge des résultats de l'entreprise : « Je ne pouvais pas supposer — dit-il de la révolution russe, pour se justifier — qu'elle deviendrait le tombeau de notre puissance. » Cela signifie seulement, que des deux stratégies : Ludendorff autorisant le passage de Lénine, et Lénine acceptant l'autorisation, c'était Lénine qui voyait mieux et plus loin.

« La propagande ennemie et le bolchevisme — écrit plaintivement Ludendorff dans ses *Mémoires* — visaient, dans les limites de l'État allemand à un seul et même but. L'Angleterre a donné l'opium à la Chine, nos ennemis nous ont donné la révolution... » Ludendorff impute à l'Entente ce dont Milioukov et Kerensky accusaient l'Allemagne. C'est ainsi que se venge cruellement le sens déformé de l'histoire ! Mais Ludendorff ne s'arrêta pas là. En février 1931, il a révélé à l'univers que, derrière le dos des bolcheviks, se dressait le capital financier mondial, principalement juif, unifié dans la lutte contre la Russie tsariste et l'Allemagne impérialiste. « Trotsky arriva d'Amérique, par la Suède, à Petersbourg, pourvu de grosses sommes fournies par le capital mondial. D'autres fonds furent transmis d'Allemagne aux bolcheviks par le Juif Solmssen » (*Ludendorffs Volkswarte*, 15 février 1931.) Si contradictoires que soient les témoignages de Ludendorff et ceux d'Ermolenko, ils coïncident cependant en un point : une partie de l'argent, se trouve-t-il, venait effectivement d'Allemagne, non de Ludendorff, il est vrai, mais de son mortel ennemi Solmssen. Il ne manquait que ce témoignage pour donner à toute la question un certain fini esthétique.

Mais ni Ludendorff, ni Milioukov, ni Kerensky n'ont inventé la poudre, bien que le premier en ait fait grand usage, « Solmssen » a eu bien des précurseurs dans l'Histoire, aussi bien comme juif que comme agent allemand. Le comte de Fersen, ambassadeur de Suède en France pendant la

grande Révolution, partisan zélé du pouvoir royal, du roi et surtout de la reine, expédia plus d'une fois à son gouvernement, à Stockholm, des rapports de ce genre : « Le Juif Efraïm, émissaire de M. Herzberg, de Berlin (ministre prussien des Affaires étrangères), leur envoie (aux jacobins) de l'argent ; il n'y a pas longtemps, il a encore reçu six cent mille livres. » Un journal modéré, *Les Révolutions de Paris*, exprimait cette hypothèse que, pendant l'insurrection républicaine, « des émissaires de la diplomatie européenne, tels par exemple que le Juif Efraïm, agent du roi de Prusse, pénétraient dans la foule mobile et versatile... » Le même Fersen disait dans un rapport : « Les jacobins... seraient perdus sans l'aide de la plèbe qu'ils achètent. » Si les bolcheviks versèrent des allocations quotidiennes aux participants des manifestations, ils ne faisaient que suivre l'exemple des jacobins, et, dans les deux cas, l'argent destiné à acheter « la plèbe » était également de source berlinoise. La similitude dans la manière d'agir des révolutionnaires du ^{xx}e siècle et du ^{xviii}e serait étonnante si elle n'était revêtue d'une identité encore plus frappante de la calomnie venant des ennemis. Mais il n'est point nécessaire de se borner aux seuls jacobins.

L'histoire de toutes les révolutions et des guerres civiles prouve invariablement qu'une classe menacée ou renversée est encline à chercher la cause de ses malheurs non en elle-même, mais chez des agents et des émissaires de l'étranger. Non seulement Milioukov, en sa qualité de savant historien, mais même Kerensky, en sa qualité de lecteur superficiel, ne peuvent l'ignorer. Cependant, en tant que politiciens, ils sont les victimes de leur propre fonction contre-révolutionnaire.

En dessous des théories sur le rôle révolutionnaire des agents étrangers, il y a pourtant, comme sous toutes les erreurs typiques des masses, une indirecte base historique. Consciemment ou non, tout peuple fait, dans les périodes critiques de son existence, des emprunts particulièrement étendus et hardis au trésor des autres peuples. Il n'est pas rare, en outre, que le rôle dirigeant soit joué dans un mouvement progressiste par des personnes qui ont vécu à l'étranger ou bien par des émigrés rentrés dans leur patrie. Les idées et les institutions nouvelles se présentent par suite aux couches conservatrices avant

tout comme des produits exotiques, étrangers. Le village se dresse contre la ville, le trou de province contre la capitale, le petit bourgeois contre l'ouvrier, se défendant en qualité de forces nationales contre les influences étrangères. Le mouvement des bolcheviks était présenté comme « un mouvement allemand », par Milioukov, en fin de compte pour les raisons mêmes qu'avaient eues le moujik russe, pendant des siècles, d'appeler allemand ² tout homme habillé en citadin. Avec cette différence que, dans ce cas, le moujik restait de bonne foi.

En 1918, par conséquent après l'insurrection d'octobre, le Bureau de la Presse du gouvernement américain publia solennellement un recueil de documents sur la liaison des bolcheviks avec les Allemands. Cette grossière falsification, qui ne résiste même pas à un souffle de la critique, fut admise par bien des personnes instruites et perspicaces juste au moment où l'on découvrit que les originaux des documents, provenant, prétendait-on, de divers pays, avaient été tapés sur une seule et même machine. Les falsificateurs ne se mettaient pas en frais avec les consommateurs : ils étaient, évidemment, convaincus que le besoin politique de dénoncer les bolcheviks l'emporterait sur la voix de la critique. Et ils ne se trompèrent pas, car les documents leur furent bien payés. Et pourtant, le gouvernement américain, éloigné du théâtre de la lutte par l'océan, n'était intéressé qu'au deuxième ou troisième degré.

Mais pourquoi donc, néanmoins, la calomnie politique est-elle en soi si indigente et monotone ? Parce que le psychique social est économe et conservateur. Il ne dépense pas plus d'efforts qu'il ne lui en faut pour arriver à ses buts, il préfère emprunter du vieux quand il n'est pas forcé de bâtir du neuf mais, même dans ce dernier cas, il agglomère des éléments du vieux. Chaque religion nouvelle qui a surgi, au lieu de se refaire une mythologie toute neuve, a seulement démarqué les superstitions du passé, C'est d'après le même type que se sont constitués les systèmes philosophiques, les doctrines du droit et de la morale. Les individus, même doués de génie, se développent non plus harmonieusement que la société qui les éduque. La fantaisie hardie s'accommode dans un même cerveau d'un attachement servile aux modèles tout faits. De téméraires envols s'arrangent avec de grossiers préjugés ;

Shakespeare alimentait ses créations de sujets qui lui étaient venus du profond des siècles. Pascal démontrait l'existence d'un dieu au moyen de la théorie des probabilités. Newton découvrit les lois de l'attraction et avait foi en l'Apocalypse. Depuis que Marconi a installé un poste de T. S. F. au Vatican, le vicaire du Christ diffuse par radio la grâce mystique. En temps ordinaire, ces contradictions ne sortent pas d'un état de torpeur. Mais, en temps de catastrophe, elles acquièrent une violence explosive. Quand il s'agit d'intérêts matériels menacés, les classes instruites mettent en mouvement tous les préjugés et les erreurs que l'humanité traîne dans son convoi. Peut-on s'en prendre trop aux patrons déchus de l'ancienne Russie s'ils ont bâti la mythologie de leur chute en empruntant sans discernement aux classes qui ont été renversées avant eux ? A vrai dire, ce fait que Kerensky, bien des années après les événements, reproduit, dans ses *Mémoires* la version Ermolenko, apparaît en tout cas superflu.

La calomnie des années de guerre et de révolution, avons-nous dit, est frappante par son uniformité. Cependant il y a là une différence. D'une quantité accumulée résulte une nouvelle qualité. La lutte des autres partis entre eux ressemblait presque à une querelle de famille, comparativement à la persécution qu'ils menaient en commun contre les bolcheviks. Dans leurs conflits entre eux, ils semblaient simplement s'entraîner pour une autre lutte décisive. Même en s'accusant gravement l'un l'autre d'être en liaison avec les Allemands, ils ne poussèrent jamais l'affaire jusqu'au bout. Juillet donne un autre tableau. Dans la poussée contre les bolcheviks, il y a toutes les forces dominantes : le gouvernement, la Justice, le contre-espionnage, les états-majors, les fonctionnaires, les municipalités, les partis de la majorité soviétique, leur presse, leurs orateurs constituent un ensemble grandiose. Leurs dissensions mêmes, ainsi que des instruments différents dans un orchestre, renforcent seulement l'effet général. L'absurde imposture de deux individus méprisables est élevée au niveau d'un facteur historique. La calomnie se déverse comme un Niagara. Si l'on prend en considération les circonstances — la guerre et la révolution — et le caractère des accusés — les leaders révolutionnaires de millions d'hommes qui menaient leur parti au

pouvoir — on peut dire sans exagération que juillet 1917 fut le mois de la plus grande calomnie connue dans l’histoire mondiale.

La contre-révolution relève la tête

[Retour à la table des matières](#)

Durant les deux premiers mois, alors que, formellement, le pouvoir était mis au compte du gouvernement de Goutchkov-Milioukov, il était en fait concentré tout entier dans les mains du soviet. Durant les deux mois qui suivirent, le soviet faiblit : une partie de l'influence sur les masses passa aux bolcheviks, une parcelle du pouvoir fut transférée, dans les portefeuilles des ministres socialistes, au gouvernement de coalition. Dès le début des préparatifs de l'offensive se renforça automatiquement l'importance du commandement militaire, des organes du capital financier et du parti cadet. Avant de verser le sang des soldats, le comité exécutif procéda à une considérable transfusion de son propre sang dans les artères de la bourgeoisie. En coulisse, les fils étaient ramassés entre les mains des ambassades et des gouvernements de l'Entente.

À la conférence interalliée qui s'ouvrit à Londres, les amis d'Occident « oublièrent » d'inviter l'ambassadeur de Russie ; c'est seulement quand il se fut rappelé à leur souvenir qu'on l'appela, dix minutes avant l'ouverture de la séance, et encore n'y avait-il plus de place pour lui autour de la table, de sorte qu'il fut obligé de se faufiler entre les Français. Cette brimade infligée à l'ambassadeur du gouvernement provisoire et la démonstrative démission des cadets du ministère se produisirent le 2 juillet : les deux événements avaient

un seul et même but : obliger les conciliateurs à baisser pavillon. La manifestation armée qui se déploya ensuite devait d'autant plus exaspérer les leaders soviétiques que, sous le double coup, ils concentraient toute leur attention dans un sens opposé. Dès lors qu'il fallait porter le joug sanglant à la suite de l'Entente, l'on n'aurait su trouver de meilleurs intercesseurs que les cadets. Tchaïkovsky, un des plus anciens révolutionnaires russes, qui s'était transformé au cours de longues années d'émigration, en un libéral modéré de type britannique, moralisait ainsi : « Il faut de l'argent pour la guerre, or les Alliés ne donneront pas d'argent aux socialistes. » Les conciliateurs étaient gênés par cet argument, mais en comprenaient tout le poids.

Le rapport des forces s'était nettement modifié au désavantage du peuple, mais personne ne pouvait dire dans quelle mesure. Les appétits de la bourgeoisie s'étaient accrus en tout cas beaucoup plus que ses possibilités. Dans cette indétermination se trouvait la source des conflits, car les forces des classes se vérifient par l'action et les événements d'une révolution se ramènent à de telles vérifications renouvelées. Quel que fût cependant, dans son étendue, le déplacement du pouvoir de la gauche vers la droite, il touchait peu le gouvernement provisoire qui restait un néant. On peut compter sur les doigts les hommes qui, dans les journées critiques de juillet, s'intéressèrent au cabinet ministériel du prince Lvov. Le général Krymov, celui-là même qui, naguère, avait mené des pourparlers avec Goutchkov au sujet de la déposition de Nicolas II — nous reverrons bientôt ce général pour la dernière fois — envoya au prince un télégramme qui se terminait par cette admonition : « Il est temps de passer des paroles aux actes. » Le conseil avait une résonance de plaisanterie et n'en soulignait que plus nettement l'impuissance du gouvernement.

« Au début de juillet — écrivait dans la suite le libéral Nabokov — il y eut un bref moment où le pouvoir sembla reprendre de l'autorité ; c'était après l'écrasement de la première offensive bolcheviste. Mais le gouvernement provisoire ne sut pas profiter du moment, et les conditions favorables d'alors ne furent pas utilisées. Elles ne se représentèrent pas. » C'est dans le même esprit que s'exprimèrent d'autres représentants du camp de droite. En réalité,

pendant les journées de juillet, de même qu'en général dans tous les moments critiques, les parties composantes de la coalition poursuivaient des buts différents. Les conciliateurs eussent été tout à fait disposés à permettre le définitif écrasement des bolcheviks s'il n'avait été évident qu'ayant réglé leur compte à ces derniers, les officiers, les cosaques, les chevaliers de Saint-Georges et les bataillons de choc écraseraient les conciliateurs eux-mêmes. Les cadets voulaient aller jusqu'au bout pour balayer non seulement les bolcheviks, mais les soviets. Cependant, ce n'est pas par hasard que les cadets se trouvaient, à tous les moments graves, hors du gouvernement. En fin de compte, ils en étaient expulsés par la pression des masses, irrésistible, en dépit de tous les tampons conciliateurs. Même si les libéraux avaient réussi à s'emparer du pouvoir, ils n'auraient pu le garder. Les événements l'ont démontré dans la suite avec une parfaite plénitude. L'idée d'une possibilité que l'on aurait laissée échapper en juillet est une illusion rétrospective. En tout cas, la victoire de juillet, loin d'affermir le pouvoir, ouvrit au contraire une période de crise gouvernementale prolongée qui n'eut formellement sa solution que le 24 juillet et fut en somme une entrée en agonie, pour quatre mois, du régime de février.

Les conciliateurs étaient déchirés entre la nécessité de rétablir une demi-amitié avec la bourgeoisie et le besoin de modérer l'hostilité des masses. Le louvoiement devient pour eux une forme d'existence, les zigzags se transforment en oscillations fiévreuses, mais la ligne essentielle tourne brusquement vers la droite. Le 7 juillet, le gouvernement décide toute une série de mesures de répression. Mais, à la même séance, comme en catimini, profitant de l'absence des « anciens », c'est-à-dire des cadets, les ministres socialistes proposèrent au gouvernement d'entreprendre la réalisation du programme établi en juin par le congrès des soviets. Cela amena immédiatement une nouvelle dislocation du gouvernement. Le prince Lvov, grand propriétaire de biens-fonds, ancien président de l'union des zemstvos, accusa le gouvernement de « saper » par sa politique agraire « la conscience juridique du peuple ». Les propriétaires nobles s'inquiétaient non d'avoir peut-être à perdre leurs patrimoines, mais de voir les conciliateurs « s'efforcer

de placer l'assemblée constituante devant le fait accompli ». Tous les piliers de la réaction monarchiste devinrent dès lors des partisans enflammés de la pure démocratie ! Le gouvernement décida de confier le poste de ministre-président à Kerensky, en maintenant par-devers lui les portefeuilles de la Guerre et de la Marine. Tseretelli, nouveau ministre de l'Intérieur, dut répondre devant le comité exécutif au sujet des arrestations de bolcheviks. L'interpellation venait de Martov, et Tseretelli répliqua, sans cérémonie, à son ancien camarade de parti, qu'il préférerait avoir affaire à Lénine plutôt qu'à Martov : avec le premier il savait comment se conduire, tandis que l'autre lui liait les mains... « Je prends sur moi la responsabilité de ces arrestations ! » — tel fut le défi du ministre devant un auditoire qui dressait l'oreille. Tout en portant des coups à gauche, les conciliateurs allèguent le danger de droite. « La Russie se trouve devant une dictature militaire — déclare Dan dans son rapport à la séance du 9 juillet. Nous avons l'obligation d'arracher la baïonnette des mains de la dictature militaire, Et nous ne pouvons le faire qu'en reconnaissant le gouvernement provisoire comme Comité de salut public. Nous devons donner au gouvernement des pouvoirs illimités pour qu'il puisse extirper l'anarchie de gauche et la contre-révolution de droite... » Comme si le gouvernement lui-même, qui luttait contre les ouvriers, les soldats, les paysans, avait pu avoir dans les mains une autre baïonnette que celle de la contre-révolution ! Par deux cent cinquante-deux voix, devant quarante-sept abstentions, l'Assemblée unifiée prit cette résolution : « 1° Le pays et la révolution sont en danger. 2° Le gouvernement provisoire est déclaré gouvernement de salut de la révolution. 3° On lui reconnaît des pouvoirs illimités. » Cette décision résonnait comme un tonneau vide. Les bolcheviks qui assistaient à la séance s'abstinrent de voter, ce qui témoigne d'une indubitable perplexité dans les sommets du parti en ces jours-là.

Des mouvements de masse, même écrasés, ne passent jamais sans laisser des traces. La place du grand seigneur fut occupée, à la tête du gouvernement, par un avocat radical ; le ministère de l'intérieur eut à sa tête un ancien forçat. On constate un remaniement plébéen du pouvoir. Kerensky, Tseretelli, Tchernov, Skobelev, leaders du comité exécutif, déterminaient dès lors la

physionomie du gouvernement. N'est-ce pas là la réalisation du mot d'ordre des Journées de juin : « A bas les dix ministres capitalistes » ? Non, c'est seulement la révélation de l'inconsistance de ce mot d'ordre. Les ministres démocrates ne prirent le pouvoir que pour le restituer aux ministres capitalistes. « La coalition est morte, vive la coalition ! » 3

On joue solennellement la honteuse comédie du désarmement des mitrailleurs sur la place du palais. Plusieurs régiments sont dissous. Des soldats sont expédiés, par petits détachements, comme renforts au front. Des quadragénaires sont ramenés à la discipline et chassés vers les tranchées. Ce sont tous des agitateurs contre le régime du kerenskysme. Ils sont quelques dizaines de mille et ils accompliront jusqu'à l'automne un gros travail. Parallèlement, on désarme les ouvriers, quoique avec un moindre succès. Sous la pression des généraux — nous verrons bientôt quelles formes elle prit — la peine de mort est rétablie sur le front. Mais, le même jour, le 12 juillet, est promulgué un décret limitant les achats et ventes de terres. La demi-mesure tardive, sous la menace de la hache du moujik, provoqua à gauche des sarcasmes, à droite des grincements de dents. Ayant interdit tout cortège dans la rue — menace pour la gauche — Tseretelli leva la main contre les arrestations arbitraires, tentative pour intimider la droite. Kerensky, ayant révoqué le commandant en chef de la région militaire, donna pour motif à la gauche que cet officier avait détruit des organisations ouvrières, à la droite que cet homme avait manqué de résolution.

Les cosaques devinrent les authentiques héros du Petrograd bourgeois. « Il arriva parfois — raconte l'officier cosaque Grekov — que l'un des nôtres, en uniforme, entrant dans un lieu public, dans un restaurant où il y avait beaucoup de monde, tout le public se levait et accueillait le nouveau venu par des applaudissements. » Les théâtres, les cinématographes et les jardins de divertissements organisèrent plusieurs soirées de bienfaisance au profit des cosaques blessés et des familles de cosaques tués. Le bureau du comité exécutif se trouva forcé d'élire une commission, ayant à sa tête Tchkhéidze, pour participer à la direction des funérailles « des guerriers tombés dans l'accomplissement de leur devoir révolutionnaire pendant les journées des 3-5

juillet. » Les conciliateurs durent vider jusqu'à la lie la coupe de l'humiliation. Le cérémonial commença par un service religieux à la cathédrale Saint-Isaac. Les cercueils furent portés par Rodzianko, Milioukov, le prince Lvov et Kerensky, et processionnellement furent acheminés pour l'inhumation vers le monastère Alexandre-Nevsky. Sur le passage du cortège, la milice était absente, les cosaques s'étaient chargés de maintenir l'ordre : la journée des obsèques fut celle de leur entière domination sur Petrograd. Les ouvriers et les soldats que les cosaques avaient massacrés, frères de sang des victimes de février, furent enterrés en tapinois, tout ainsi que, du temps du tsar, l'on avait inhumé les victimes du 9 janvier 1905.

Le comité exécutif de Cronstadt reçut du gouvernement la sommation d'avoir à livrer immédiatement à la disposition des autorités judiciaires Raskolnikov, Rochal et le sous-lieutenant Remnev, sous menace d'un blocus de l'île de Cronstadt. A Helsingfors furent aussi arrêtés, avec des bolcheviks, pour la première fois, des socialistes-révolutionnaires de gauche. Le prince Lvov, qui avait donné sa démission, se plaignait dans les journaux de ce que « les soviets, inférieurs à la morale générale de la haute politique, ne s'étaient même pas débarrassés des léninistes, ces agents de l'Allemagne ». Ce fut une affaire d'honneur pour les conciliateurs que de démontrer leur morale d'État ! Le 13 juillet, les comités exécutifs adoptent dans une séance unifiée une motion présentée par Dan : « Toutes personnes inculpées par le pouvoir judiciaire sont écartées des comités exécutifs jusqu'au jugement du tribunal. » Les bolcheviks étaient ainsi placés effectivement hors la loi. Kerensky interdit toute la presse bolcheviste. En province on procédait à des arrestations de comités agraires. Les *Izvestia* se lamentaient dans l'impuissance : « Il y a seulement quelques jours, nous avons été témoins des débordements de l'anarchie dans les rues de Petrograd. Aujourd'hui dans les mêmes rues, se déversent sans retenue des discours contre-révolutionnaires, des discours de Cent-Noirs. »

Les régiments les plus révolutionnaires ayant été dissous et les ouvriers désarmés, le centre de gravité se déplaça plus encore vers la droite. Dans les mains de quelques hauts dirigeants militaires, des groupes industriels

bancaires et cadets, se concentra manifestement une importante partie du pouvoir réel. L'autre partie restait comme devant dans les mains des soviets. La dualité de pouvoirs était évidente, mais ce n'était déjà plus la dualité de pouvoirs légalisée, basée sur un contact ou une coalition, des mois précédents, c'était la dualité de pouvoirs explosive de deux cliques : celle des militaires et bourgeois et celle des conciliateurs qui se redoutaient entre elles, mais en même temps avaient besoin l'une de l'autre. Que restait-il à faire ? Ressusciter la coalition. « Après l'insurrection des 3-5 juillet — écrit avec justesse Milioukov — l'idée de la coalition non seulement ne fut pas abandonnée, mais, au contraire, acquit pour un temps plus de force et de signification qu'elle n'en avait eu auparavant. »

Le comité provisoire de la Douma d'État se réveilla inopinément et adopta une violente résolution contre le gouvernement de salut. Ce fut le dernier coup. Tous les ministres remirent leurs portefeuilles à Kerensky, faisant ainsi de lui le centre de la souveraineté nationale. Dans les destinées ultérieures de la révolution de février, de même que dans le sort personnel de Kerensky, ce moment prit une importance considérable : dans le chaos des groupements, des démissions, des nominations, se dessina quelque chose dans le genre d'un point immuable autour duquel tournaient tous les autres. La démission des ministres ne servit que d'introduction à des pourparlers avec les cadets et les industriels. Les cadets posèrent leurs conditions : responsabilité des membres du gouvernement « exclusivement devant leur conscience » ; accord absolu avec les Alliés ; rétablissement de la discipline dans l'armée ; aucune réforme sociale avant l'assemblée constituante. Un article qui n'était point écrit, c'était l'exigence de différer les élections pour l'assemblée constituante. Cela s'appelait « un programme indépendant des partis et national ».

Dans le même sens répondirent les représentants du commerce et de l'industrie que les conciliateurs essayaient vainement d'opposer aux cadets. Le comité exécutif confirma encore sa résolution d'octroyer au gouvernement de salut « de pleins pouvoirs » ; cela signifiait que l'on consentait à l'indépendance du gouvernement à l'égard du soviet. Le même jour,

Tseretelli, en qualité de ministre de l'intérieur, lança une circulaire invitant à prendre « des mesures urgentes et résolues pour mettre fin à tous actes d'arbitraire dans le domaine des rapports agraires. » Le ministre des approvisionnements, Pechekhonov, réclamait de son côté que l'on mit fin « aux violences et aux actes criminels contre les propriétaires de terres ». Le gouvernement du salut de la révolution se recommandait, avant tout, comme un gouvernement de salut pour les propriétaires de domaines. Mais il n'était pas seulement cela. Un brasseur d'affaires, l'ingénieur Paltchinsky, qui cumulait les fonctions de directeur au ministère du Commerce et de l'Industrie, de préposé principal au combustible et au métal et le chef de la commission de la défense nationale, appliquait énergiquement la politique du capital trusté. L'économiste menchevik Tcherevanine se plaignait à la section économique du soviet de ce que les heureuses initiatives de la démocratie se brisaient au sabotage de Paltchinsky. Le ministre de l'Agriculture, Tchernov, sur lequel les cadets avaient reporté l'accusation d'intelligences avec les Allemands, se vit obligé « aux fins de réhabilitation » de démissionner.

Le 18 juillet, le gouvernement, dans lequel prédominaient les socialistes, promulgue un manifeste de dissolution de l'indocile Diète finlandaise où les social-démocrates sont en majorité. Dans une note solennellement adressée aux Alliés à l'occasion du troisième anniversaire de la déclaration de la guerre mondiale, le gouvernement, non content de renouveler le serment de fidélité rituel, annonce qu'il a eu le bonheur d'écraser l'émeute provoquée par les agents de l'ennemi. Document inouï de platitude ! En même temps est publiée une loi draconienne contre les infractions à la discipline chez les cheminots. Après que le gouvernement eut ainsi démontré sa maturité politique, Kerensky se décida enfin à répondre à l'ultimatum du parti cadet en ce sens que les exigences formulées par celui-ci « ne pouvaient faire obstacle à une entrée dans le gouvernement provisoire ». Cette capitulation déguisée ne suffisait pourtant déjà plus aux libéraux. Il leur fallait contraindre les conciliateurs à s'agenouiller. Le comité central du parti cadet précisa que la déclaration gouvernementale du 8 juillet, publiée après la rupture de la coalition — ramassis de lieux communs démocratiques — n'était pas

acceptable pour lui et... rompit les pourparlers.

L'attaque était convergente. Les cadets agissaient en étroite liaison non seulement avec les industriels et les diplomates alliés, mais aussi avec le corps des généraux. Le comité principal de l'union des officiers au Grand Quartier Général se trouvait sous la direction effective du parti cadet. Par l'intermédiaire du haut commandement, les cadets pesaient sur les conciliateurs du côté le plus sensible. Le 8 juillet, le général Kornilov, commandant en chef du front Sud-Ouest, donna l'ordre d'ouvrir sur les soldats qui reculeraient le feu des mitrailleuses et de l'artillerie. Soutenu par Savinkov, commissaire au front, ancien chef de l'organisation terroriste des socialistes-révolutionnaires, Kornilov avait déjà précédemment exigé le rétablissement de la peine de mort sur le front, menaçant en cas contraire d'abandonner de son propre gré le commandement. Le télégramme secret parut immédiatement dans la presse : Kornilov avait pris soin qu'il fût connu. Le généralissime Broussilov, le plus circonspect et évasif, moralisait en écrivant à Kerensky : « Les leçons de la grande révolution française que nous avons partiellement oubliées se rappellent pourtant à nous impérieusement... » Ces leçons consistaient en ceci que les révolutionnaires français, ayant vainement essayé de reconstituer l'armée « sur des bases humanitaires », s'étaient ensuite ralliés à la peine de mort, et que « leurs drapeaux victorieux avaient fait la moitié du tour du monde ». A part cela, les généraux n'avaient rien lu du livre de la révolution. Le 12 juillet, le gouvernement rétablit la peine de mort, « en temps de guerre, pour les militaires coupables de certains crimes des plus graves ». Cependant, le général Klembovsky, commandant en chef du front Nord, écrivait trois jours plus tard : « L'expérience a montré que les contingents auxquels étaient affectées de nombreuses forces de complément devenaient absolument incapables de combattre. L'armée ne peut être saine si la source de ses renforts est pourrie. » La source corrompue des renforts, c'était le peuple russe.

Le 16 juillet, Kerensky convoqua au Grand Quartier Général une conférence des grands chefs de guerre avec la participation de Térehtchenko

et de Savinkov. Kornilov était absent : le recul sur son front battait son plein et n'arrêta que quelques jours après, lorsque les Allemands eux-mêmes suspendirent leur avance à l'ancienne frontière de la Russie. Les noms des participants à la conférence : Broussilov, Alexeïev, Roussky, Klembovsky, Dénikine, Romanovsky, tintaient comme l'écho d'une époque précipitée dans un abîme. Pendant quatre mois, les grands généraux s'étaient sentis à demi morts. Maintenant ils ressuscitaient et, considérant le ministre-président comme l'incarnation de la révolution qui les avait molestés, lui infligeaient impunément d'acribes camoufflets.

D'après les données du Grand Quartier Général, les armées du front Sud-Ouest, entre le 18 juin et le 6 juillet, avaient perdu environ cinquante-six mille hommes. Insignifiants sacrifices à l'échelle de la guerre ! Mais deux insurrections, celle de février et celle d'octobre, ont coûté beaucoup moins cher. Qu'a donné l'offensive des libéraux et des conciliateurs, si ce n'est des morts, des dévastations et des calamités ? Les bouleversements sociaux de 1917 ont modifié la face de la sixième partie du monde et ont ouvert à l'humanité de nouvelles possibilités. Les cruautés et les horreurs de la révolution, que nous ne voulons ni nier ni atténuer, ne tombent pas du ciel : elles sont inséparables de tout le développement historique.

Broussilov, rapportant les résultats de l'offensive entreprise un mois auparavant, déclarait : « échec complet ». La cause en était que « les chefs, depuis le simple capitaine jusqu'au généralissime, n'avaient pas d'autorité ». Comment et pourquoi l'avaient-ils perdue, il ne le dit pas. En ce qui concerne des opérations ultérieures, « nous ne pouvons en préparer avant le printemps ». Insistant avec les autres sur les mesures de répression, Klembovsky exprimait aussitôt ses doutes sur leur efficacité. « La peine de mort ? — Mais peut-on exécuter des divisions entières ? Les mettre en jugement ? — Mais alors la moitié de l'armée se trouvera en Sibérie... » Le chef d'état-major général rapportait : « Cinq régiments de la garnison de Petrograd ont été dissous. Les instigateurs sont traduits devant la justice... Au total environ quatre-vingt-dix mille hommes seront évacués de Petrograd. » Cette mesure fut adoptée avec satisfaction. Personne ne songeait à se

demander quelles conséquences aurait l'évacuation de la garnison de Petrograd.

Les comités ? disait Alexeïev. « Il est indispensable de les supprimer... L'histoire militaire, qui compte des milliers d'années a établi ses lois. Nous avons voulu les violer et nous avons subi un fiasco. » Cet homme entendait par « lois de l'histoire » le règlement du service en campagne. « Derrière les anciens drapeaux — disait Roussky d'un ton vantard — les hommes marchaient comme derrière une chose sacrée et savaient mourir. Mais que nous ont amené les drapeaux rouges ? Ceci, que les troupes, dès lors, se rendaient par corps d'armée entiers. » Le vétuste général avait oublié comment lui-même, en août 1915, avait fait un rapport au conseil des ministres : « Les exigences contemporaines de la technique militaire sont au-dessus de nos forces ; en tout cas, nous ne saurions nous mesurer avec les Allemands. » Klembovsky soulignait malignement que l'armée avait été détruite à proprement parler non par les bolcheviks mais « par d'autres » qui avaient institué une néfaste législation militaire, « par des hommes qui ne comprenaient pas le genre de vie et les conditions d'existence d'une armée ». C'était une allusion directe à Kerensky. Denikine attaquait les ministres encore plus résolument : « Vous avez piétiné dans la boue nos glorieux drapeaux de combat, c'est vous qui les ramasserez s'il y a en vous une conscience... » Mais Kerensky ? Soupçonné de manquer de conscience, il remercie basement le soudard d'avoir « exprimé ouvertement et sincèrement son opinion ». La déclaration des droits du soldat ? « Si j'avais été ministre au moment où on l'élaborait, la déclaration n'eût pas été promulguée. Qui donc le premier a sévi contre les chasseurs sibériens ? Qui le premier a versé son sang pour châtier les rebelles ? Un homme que j'avais placé, un commissaire à moi. » Le ministre des Affaires étrangères Terechtchenko minauda en manière de consolation : « Notre offensive, même manquée, a relevé la confiance en nous des alliés. » La confiance des alliés ! Est-ce pour cela que la terre tourne autour de son axe ?

« Au moment présent, les officiers sont le seul contrefort de la liberté et de la révolution », prêche Klembovsky. « Un officier n'est pas un bourgeois —

explique Broussilov — il est le véritable prolétaire. » Le général Roussky ajoute : « Les généraux aussi sont des prolétaires. » Supprimer les comités, rétablir le pouvoir des vieux chefs, chasser de l'armée la politique, c'est-à-dire la révolution — tel est le programme des prolétaires galonnés en généraux. Kerensky n'objecte rien au programme même ; ce qui le trouble, c'est seulement la question des délais. « En ce qui concerne les mesures proposées, — dit-il — je pense que le général Denikine lui-même n'insistera pas sur leur application immédiate... » Les généraux étaient tous de parfaites médiocrités. Mais ils ne pouvaient s'empêcher de se dire : « Voilà le langage qu'il faut tenir à ces messieurs ! »

Le résultat de la conférence fut un changement dans le haut commandement. Le condescendant et souple Broussilov, nommé à la place du circonspect officier de bureau Alexeïev, qui avait fait des objections à l'offensive, était maintenant destitué et remplacé par le général Kornilov. La permutation était motivée de différentes manières : aux cadets, on promettait que Kornilov établirait une discipline de fer ; aux conciliateurs, on affirmait que Kornilov était l'ami des comités et des commissaires ; Savinkov lui-même garantissait les sentiments républicains du général. En réplique à cette haute nomination, Kornilov expédia au gouvernement un nouvel ultimatum : il n'acceptait son poste qu'aux conditions suivantes : « Responsabilité devant sa propre conscience et devant le peuple ; interdiction d'intervenir dans les nominations aux postes élevés du commandement ; rétablissement de la peine de mort à l'arrière. »

Le premier point suscitait des difficultés : « répondre devant sa propre conscience et devant le peuple », Kerensky s'en était déjà chargé et c'est une affaire qui ne souffre pas de concurrence. Le télégramme de Kornilov fut publié dans le journal libéral le plus répandu. Les prudents politiciens de la réaction faisaient la grimace. L'ultimatum de Kornilov était celui du parti cadet, traduit seulement dans le langage immodéré d'un général de cosaques. Mais le calcul de Kornilov était juste : par l'outrance des prétentions et l'insolence du ton, l'ultimatum provoqua l'enthousiasme de tous les ennemis de la révolution, et, avant tout, des officiers du cadre. Kerensky fut bouleversé

et voulut immédiatement destituer Kornilov, mais il ne trouva point d'appui dans son gouvernement. A la fin des fins, sur le conseil de ses inspireurs, Kornilov consentit, dans une explication verbale, à reconnaître qu'il entendait par responsabilité devant le peuple une responsabilité devant le gouvernement provisoire. Pour le reste, l'ultimatum, sauf quelques petites réserves, fut accepté. Kornilov devint généralissime. En même temps un officier du génie, Filonenko, lui était attaché comme commissaire, et l'ex-commissaire du front sud-ouest Savinkov était placé à la tête du ministère de la Guerre. L'un, personnage accidentel, parvenu ; l'autre, ayant un grand passé révolutionnaire ; tous deux, aventuriers achevés, prêts à tout comme Filonenko, ou du moins à beaucoup comme Savinkov. Leur liaison étroite avec Kornilov, contribuant à la rapide carrière du général, joua, comme nous le verrons, son rôle dans le développement ultérieur des événements.

Les conciliateurs cédaient sur toute la ligne. Tseretelli allait répétant : « La coalition, c'est une union de salut. » Dans les coulisses, les pourparlers, en dépit de la rupture formelle, allaient leur train. Pour accélérer le dénouement, Kerensky, en accord évident avec les cadets, recourut à une mesure purement théâtrale, c'est-à-dire tout à fait dans l'esprit de sa politique, mais en même temps très efficace pour les buts qu'il poursuivait : il donna sa démission et quitta la ville, abandonnant les conciliateurs à leur désespoir. Milioukov dit à ce sujet : « Par sa sortie démonstrative... il montra et à ses adversaires, et à ses rivaux, et à ses partisans que, nonobstant leur appréciation sur ses qualités personnelles, il s'avérait indispensable dans la minute présente, simplement par la situation politique qu'il occupait au milieu de deux camps en lutte. » La partie était enlevée à qui-perd-gagne. Les conciliateurs se précipitèrent vers le « camarade Kerensky », étouffant leurs malédictions, avec de franches supplications. Des deux côtés, cadets et socialistes, sans peine, imposèrent au cabinet décapité la résolution de se désister, en confiant à Kerensky la tâche de reconstituer un gouvernement à son gré.

Pour intimider définitivement les membres des comités exécutifs déjà suffisamment apeurés, on leur fait parvenir les dernières informations sur la

situation qui empire sur le front. Les Allemands poussent sur les troupes russes, les libéraux poussent sur Kerensky, Kerensky pousse sur les conciliateurs. Les fractions des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires siègent toute la nuit du 23 au 24 juillet, se morfondant dans leur impuissance. A la fin des fins, les comités exécutifs, par une majorité de cent quarante-sept voix contre quarante-six, devant quarante-deux abstentions — opposition inouïe ! — approuvent que le pouvoir soit remis à Kerensky sans conditions et sans limitations. Au congrès des cadets, qui avait lieu en même temps, des voix s'élevèrent pour le renversement de Kerensky, mais Milioukov remit à leur place les impatients, proposant de se borner pour l'instant à une simple pression. Cela ne signifie pas que Milioukov se fût fait des illusions au sujet de Kerensky. Mais il voyait en lui un point d'application pour les forces des classes possédantes. Le gouvernement étant débarrassé des soviets, il n'y aurait alors aucune difficulté à le débarrasser de Kerensky.

Pendant ce temps, les dieux de la coalition avaient toujours soif. L'ordre d'arrêter Lénine précéda la formation du gouvernement transitoire du 7 juillet. Maintenant il était nécessaire de signaler par un acte de fermeté la renaissance de la coalition. Dès le 13 juillet avait paru dans le journal de Gorki — la presse bolcheviste n'existait déjà plus — une lettre ouverte de Trotsky au gouvernement provisoire. La lettre disait : « Vous ne pouvez avoir aucun motif logique de m'excepter du décret en vertu duquel les camarades Lénine, Zinoviev et Kamenev font l'objet d'un mandat d'arrestation. En ce qui concerne le côté politique de l'affaire, vous ne pouvez avoir de motifs de douter que je sois un adversaire de la politique générale du gouvernement provisoire tout aussi irréconciliable que les camarades ci-dessus nommés. » Dans la nuit où se constituait le nouveau ministère, Trotsky et Lounatcharsky furent arrêtés à Petrograd, tandis qu'au front l'on arrêtait le sous-lieutenant Krylenko, futur commandant en chef des bolcheviks.

Le gouvernement qui vint au monde après une crise de trois semaines avait l'air étique. Il se composait de personnages de deuxième et de troisième plan, sélectionnés d'après le principe du moindre mal. Le vice-président fut l'ingénieur Nekrassov, cadet de gauche, qui, le 27 février, avait proposé, pour

l'écrasement de la révolution, de confier le pouvoir à l'un des généraux du tsar. L'écrivain Prokopovitch, sans parti et sans personnalité, domicilié sur la lisière entre les cadets et les mencheviks, devint ministre de l'Industrie et du Commerce. Ancien procureur, ensuite avocat radical, Zaroudny, fils du ministre « libéral » d'Alexandre II, fut appelé à la Justice. Le président du comité exécutif paysan, Avksentiev, obtint le portefeuille de ministre de l'Intérieur. Le menchevik Skobelev resta ministre du Travail, le socialiste populiste Pechekhonov ministre de l'Approvisionnement.

Du côté des libéraux entrèrent dans le cabinet des figures tout aussi secondaires, n'ayant joué ni avant ni après des rôles dirigeants. Au poste de ministre de l'Agriculture revint inopinément Tchernov : dans les quatre jours qui s'étaient écoulés entre sa démission et la nouvelle nomination, il avait déjà eu le temps de se réhabiliter. Dans son *Histoire*, Milioukov note impassiblement que le caractère des rapports de Tchernov avec les autorités allemandes « n'avait pas été élucidé ; il est possible — ajoute-t-il que les indications du contre-espionnage russe ainsi que les soupçons de Kerensky, de Terechtchenko et d'autres à cet égard fussent allés trop loin ». La réintégration de Tchenov dans les fonctions de ministre de l'Agriculture n'était rien de plus qu'un tribut au prestige du parti dirigeant des socialistes-révolutionnaires dans lequel Tchernov, d'ailleurs, perdait de plus en plus de son influence. En revanche, Tseretelli eut la prévoyance de rester en dehors du cabinet ministériel : en mai, l'on avait estimé qu'il serait utile à la révolution au sein du gouvernement ; maintenant il se disposait à être utile au gouvernement au sein du soviet. A partir de ce temps, Tseretelli remplit effectivement les obligations d'un commissaire de la bourgeoisie dans le système des soviets. « Si les intérêts du pays étaient contrecarrés par la coalition — disait-il en séance du soviet de Petrograd — notre devoir serait d'inviter nos camarades à sortir du gouvernement. » Il ne s'agissait déjà plus d'éliminer, après épuisement, les libéraux, comme Dan l'avait promis naguère, mais bien, se sentant à bout, d'abandonner en temps opportun le gouvernail. Tseretelli préparait la remise intégrale du pouvoir à la bourgeoisie.

Dans la première coalition, formée le 6 mai, les socialistes étaient en

minorité ; mais ils étaient en fait les maîtres de la situation ; dans le cabinet ministériel du 24 juillet, les socialistes étaient en majorité, mais ils n'étaient que l'ombre des libéraux... « Malgré une petite prépondérance nominale des socialistes — avoue Milioukov — la prédominance effective dans le cabinet appartenait incontestablement aux partisans convaincus de la démocratie bourgeoise. » Il serait plus exact de dire : de la propriété bourgeoise. Quant à la démocratie, l'affaire se présentait moins nettement. Dans le même esprit, bien qu'avec une argumentation inattendue, le ministre Pechekhonov comparait la coalition de juillet à celle de mai : en mai, la bourgeoisie avait besoin du soutien de la gauche ; à présent, sous la menace d'une contre-révolution, l'appui de la droite nous est indispensable ; « plus nous amènerons à nous de forces de la droite, moins il en restera pour attaquer le pouvoir ». Formule incomparable de stratégie politique : pour faire lever le siège de la forteresse, mieux est d'ouvrir de l'intérieur la grand-porte. Telle était la formule de la nouvelle coalition.

La réaction prenait l'offensive, la démocratie battait en retraite. Les classes et les groupes que la révolution avait épouvantés, dans les premiers temps, relevaient la tête. Les intérêts qui, la veille, se dissimulaient encore, se déclaraient ouvertement aujourd'hui. Les négociants et les spéculateurs réclamaient l'extermination des bolcheviks et la liberté du commerce ; ils élevaient la voix contre toutes les limitations du trafic, même contre celles qui avaient été établies du temps du tsar. Les services d'approvisionnement qui avaient tenté de lutter contre la spéculation étaient déclarés coupables du manque de produits alimentaires. De ces services, la haine se reportait sur les soviets. L'économiste menchevik Gromann déclarait que la campagne des commerçants « s'était particulièrement intensifiée après les événements des 3-4 juillet ». On rendait les soviets responsables des défaites, de la vie chère et des cambriolages nocturnes.

Inquiété par les machinations monarchistes et redoutant une explosion par choc en retour de la gauche, le gouvernement expédia, le 1^{er} juillet, Nicolas Romanov, avec sa famille, à Tobolsk. Le lendemain fut interdit le nouveau journal des bolcheviks *Rabotchi I Soldat* (*Ouvrier et Soldat*). De toutes parts

l'on apprenait des arrestations en masse de comités d'armée. Les bolcheviks ne purent, à la fin de juillet, réunir leur congrès qu'à demi légalement. Les congrès d'armée étaient interdits. Et commencèrent à se rassembler ceux qui, auparavant, restaient terrés chez eux : propriétaires de terres, commerçants et industriels, chefs de la cosaquerie, clergé, chevaliers de Saint-Georges. Leurs voix étaient toutes du même ton, ne différant que par le degré de l'insolence. Le concert était dirigé indiscutablement, quoique non toujours ouvertement, par le parti cadet.

Au congrès du commerce et de l'industrie qui réunit, au début du mois d'août, environ trois cents représentants des plus importantes organisations de Bourse et d'entreprises, le discours-programme fut prononcé par le roi du textile, Riabouchinsky, qui ne mit pas son flambeau sous le boisseau. « Le gouvernement provisoire n'avait qu'une apparence de pouvoir... En fait s'y est installée une bande de charlatans de la politique... Le gouvernement pressure d'impôts, en tout premier lieu, et rigoureusement, la classe des commerçants et des industriels... Est-il rationnel de donner de l'argent au dissipateur ? Ne vaudrait-il pas mieux, pour le salut de la patrie, mettre en tutelle les gaspilleurs ?... » Et, enfin, pour conclure, cette menace : « La main squelettique de la famine et de la misère populaire saisira à la gorge les amis du peuple ! » La phrase sur la main squelettique de la famine, donnant son sens général à la politique des lock-out, s'inséra dès lors fortement dans le vocabulaire politique de la révolution. Elle coûta cher aux capitalistes.

À Petrograd s'ouvrit le congrès des commissaires provinciaux. Les agents du gouvernement provisoire qui, d'après la conception première, devaient se dresser autour de lui comme un rempart, se groupèrent en réalité contre lui et, sous la direction de leur centre cadet, passèrent au fil de l'épée l'infortuné ministre de l'Intérieur Avksentieff. « On ne peut s'asseoir entre deux chaises : le gouvernement doit gouverner et non pas être une marionnette. » Les conciliateurs cherchaient à se justifier et protestaient à mi-voix, appréhendant que leur querelle avec les alliés ne fût entendue des bolcheviks. Le ministre socialiste sortit échaudé du congrès.

La presse des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks prit peu à peu le langage des lamentations et des récriminations. Dans ses colonnes commencèrent à paraître des révélations inattendues. Le 6 août, le journal socialiste-révolutionnaire *Dielo Naroda* (*La Cause du Peuple*) publia une lettre d'un groupe de socialistes-révolutionnaires de gauche, expédiée par eux en route vers le front : les signataires « étaient frappés du rôle joué par les *junkers*... Pratique régulière des sévices, participation des *junkers* aux expéditions punitives, s'accompagnant de l'envoi au poteau sans jugement ni instruction, sur l'ordre simple d'un commandant de bataillon... Les soldats exaspérés se sont mis à tirer, en guet-apens, sur certains *junkers*... » C'est ainsi que se présentait l'œuvre d'assainissement de l'armée.

La réaction progressait, le gouvernement reculait. Le 7 août furent relaxés les Cent-Noirs les plus fameux, complices des cercles raspoutiniens et des pogromes antisémites. Les bolcheviks restaient à la prison de Kresty, où s'annonçait la grève de la faim des ouvriers, soldats et matelots détenus. La section ouvrière du soviet de Petrograd envoya, ce jour-là, une adresse de félicitations à Trotsky, à Lounatcharsky, à Kollontaï et aux autres emprisonnés.

Industriels, commissaires provinciaux, le congrès des cosaques de Novotcherkask, la presse patriote, généraux, libéraux — tous estimaient qu'il était absolument impossible de procéder aux élections pour l'assemblée constituante en septembre ; mieux eût valu les différer jusqu'à la fin de la guerre. A cela, le gouvernement ne pouvait cependant se résoudre. Mais un compromis fut trouvé : la convocation de l'assemblée constituante fut remise au 28 novembre. Ce n'est pas sans maussaderie que les cadets acceptèrent le délai : ils comptaient fermement que, dans les trois mois qui restaient, devaient se produire des événements décisifs qui transposeraient la question même de l'assemblée constituante sur un autre plan. Ces espérances se rattachaient de plus en plus ouvertement au nom de Kornilov.

La réclame faite autour du nouveau « généralissime » se situa désormais au centre de la politique bourgeoise. La biographie du « premier généralissime

populaire » était répandue à un nombre formidable d'exemplaires, avec le concours actif du Grand Quartier Général. Lorsque Savinkov, en qualité de ministre de la Guerre, disait aux journalistes : « Nous estimons », le « nous » signifiait non point Savinkov et Kerensky, mais Savinkov et Kornilov. Le bruit fait autour de Kornilov contraignait Kerensky à se tenir sur ses gardes. Il circulait des rumeurs encore plus persistantes au sujet d'un complot au centre duquel se tiendrait le comité de l'union des officiers près le Grand Quartier Général. Une entrevue personnelle du chef du gouvernement et du chef de l'armée, au début du mois d'août, ne fit qu'attiser leur antipathie réciproque. « Cet étourdi, ce bavard veut me commander ? » devait se dire Kornilov. « Ce cosaque borné et inculte se dispose à sauver la Russie ? » dut forcément penser Kerensky. Chacun d'eux avait raison à sa manière. Le programme de Kornilov, comprenant la militarisation des usines et des chemins de fer, l'extension de la peine de mort à l'arrière, et la subordination au Grand Quartier Général de la région militaire de Petrograd avec la garnison de la capitale, avait été entre-temps connu des cercles conciliateurs. Derrière le programme officiel, l'on en devinait sans peine un autre, non exprimé mais d'autant plus effectif. La presse de gauche donna l'alarme. Le comité exécutif proposait une nouvelle candidature au poste de généralissime en la personne du général Tcheremissoff. On se mit à parler ouvertement de la démission prochaine de Kornilov. La réaction fut en émoi.

Le 6 août, le soviet de l'union des douze formations cosaques, celles du Don, du Kouban, du Terek, etc... décida, non sans la participation de Savinkov, de porter « hautement et fermement » à la connaissance du gouvernement et du peuple qu'il déclinait toute responsabilité pour la conduite des troupes cosaques sur le front et à l'arrière au cas où le général Kornilov, « héros et chef », serait destitué. La conférence de l'union des chevaliers de Saint-Georges fut encore plus fermement menaçante pour le gouvernement : si Kornilov est destitué, l'union donnera immédiatement « comme cri de guerre à tous les chevaliers de Saint-Georges l'ordre d'agir en commun avec la cosaquerie ». Pas un des généraux ne protesta contre cette infraction à la discipline, et la presse de l'ordre imprima avec enthousiasme

des décisions qui marquaient une menace de guerre civile. Le comité principal de l'union des officiers de l'armée et de la flotte expédia un télégramme dans lequel il disait placer tous ses espoirs « sur le bien-aimé chef, le général Kornilov », priant « tous les honnêtes gens » de manifester à celui-ci leur confiance. La conférence des « hommes publics » de droite, qui siégeait en ces jours-là à Moscou, envoya à Kornilov un télégramme dans lequel elle joignait sa voix à celle des officiers, des chevaliers de Saint-Georges et de la cosaquerie : « Toute la Russie pensante vous regarde avec espérance et foi. » On ne pouvait parler plus clairement.

À la conférence prenaient part des industriels et des banquiers comme Riabouchinsky et Tretiakov, les généraux Alexeïev et Broussilov, des représentants du clergé et du professorat, les leaders du parti cadet, Milioukov en tête. A titre de camouflage figuraient des représentants d'une « union paysanne » à demi fictive qui devait assurer aux cadets un soutien dans les sphères supérieures de la paysannerie. Au fauteuil présidentiel se dressait la figure monumentale de Rodzianko, qui remercia la délégation d'un régiment cosaque pour avoir réprimé le mouvement bolchevik. La candidature de Kornilov au rôle de sauveteur du pays était ainsi ouvertement posée par les représentants les plus autorisés des classes possédantes et instruites de la Russie. Après une pareille préparation, le généralissime se présente derechef chez le ministre de la Guerre, aux fins de pourparlers sur le programme qu'il a présenté pour le salut du pays. « Dès son arrivée à Petrograd — dit le général Loukomsky, chef de l'État-major de Kornilov, relatant cette visite — le généralissime se rendit au palais d'Hiver, accompagné de cosaques du Tek, avec deux mitrailleuses. Dès que le général Kornilov entra dans le palais, ces mitrailleuses furent descendues de l'automobile, et les cosaques du Tek montèrent la garde devant le portail pour venir, en cas de nécessité, au secours du généralissime. » On supposait qu'il pourrait avoir besoin de cette aide contre le ministre-président. « Les mitrailleuses du Tek étaient les armes de la bourgeoisie, braquées sur les conciliateurs qui se jetaient dans ses jambes. Ainsi se présentait le gouvernement de salut, indépendant des soviets !

Immédiatement après la visite de Kornilov, Kokochkine, membre du

gouvernement provisoire, déclara à Kerensky que les cadets donneraient leur démission « si le programme de Kornilov n'était pas accepté le jour même ». Bien que sans mitrailleuses, les cadets tenaient au gouvernement le langage péremptoire de Kornilov. Et cela réussissait. Le gouvernement provisoire s'empessa d'examiner le rapport du généralissime et admit en principe la possibilité d'appliquer les mesures proposées par lui, « jusques et y compris la peine de mort à l'arrière ».

Dans la mobilisation des forces de la réaction s'inséra naturellement le concile panrusse de l'Eglise qui, officiellement, avait pour but d'achever l'émancipation de l'Eglise orthodoxe jusque-là captive de la bureaucratie, mais au fond devait protéger l'Eglise contre la révolution. Depuis l'abolition de la monarchie, l'Eglise avait perdu son chef officiel. Ses rapports avec l'État, multiséculaire défenseur et protecteur, restaient en suspens. A vrai dire, le Saint-Synode, dans un mandement du 9 mars, s'était empressé de bénir la révolution accomplie et avait invité le peuple « à faire confiance au gouvernement provisoire ». Néanmoins, l'avenir était lourd de menaces. Le gouvernement gardait le silence sur la question de l'Eglise comme sur d'autres problèmes. Le clergé avait complètement perdu la tête. De temps à autre, d'un point quelconque de la périphérie, de la ville de Verny sur la frontière avec la Chine, de quelque paroisse locale, arrivait un télégramme assurant au prince Lvov que sa politique répondait entièrement aux commandements de l'Evangile. S'accommodant de l'insurrection, l'Eglise n'osait pas se mêler aux événements, cela se sentait plus nettement qu'ailleurs sur le front, où l'influence du clergé tomba en même temps que la discipline de la peur. Denikine l'avoue :

« Si le corps des officiers lutta néanmoins pour ses droits de commandement et son autorité militaire, la voix des pasteurs se tut dès les premiers jours de la révolution et ils cessèrent de participer en quelque façon à la vie active des troupes. » Les congrès du clergé au Grand Quartier Général et dans les états-majors des armées passèrent complètement inaperçus.

Le concile, qui était avant tout une affaire de caste pour le clergé lui-

même, surtout pour son étage supérieur, ne resta cependant point enfermé dans les cadres de la bureaucratie ecclésiastique : la société libérale s'y raccrocha de toutes ses forces. Le parti cadet, n'ayant trouvé dans le peuple aucune racine politique, rêvait que l'Eglise, après réforme, lui servirait de truchement auprès des masses. Dans la préparation du concile, un rôle actif fut joué à côté et au-devant des princes de l'Eglise, par des politiciens laïcs de diverses nuances, tels que le prince Troubetskoi, le comte Olsoufieff, Rodzianko, Samarine, des professeurs et des écrivains libéraux. Le parti cadet essaya vainement de créer autour du concile une ambiance de réformation ecclésiastique, craignant, en même temps, d'ébranler, par un mouvement imprudent, l'édifice vermoulu. Il ne fut pas question d'une séparation de l'Eglise et de l'État, ni chez le clergé, ni parmi les réformateurs laïcs. Les princes de l'Eglise étaient naturellement enclins à affaiblir le contrôle de l'État sur les affaires intérieures, mais à condition que l'État continuât non seulement à protéger leur situation privilégiée, leurs terres et revenus, mais continuât aussi à couvrir la part du lion de leurs dépenses. De son côté, la bourgeoisie libérale était disposée à garantir à l'orthodoxie le maintien de sa situation d'Eglise dominante, mais sous condition qu'elle apprît à desservir d'une nouvelle façon dans les masses les intérêts des classes dirigeantes.

Mais ici commençaient de grosses difficultés. Le même Denikine note avec consternation que la révolution russe « ne créa pas un seul mouvement religieux populaire plus ou moins perceptible ». Il serait plus exact de dire qu'à mesure que de nouvelles couches populaires étaient entraînées dans la révolution, elles tournaient presque automatiquement le dos à l'Eglise, même si auparavant elles avaient été liées avec celle-ci. Dans les campagnes, certains prêtres pouvaient encore avoir une influence personnelle dépendant de leur attitude à l'égard de la question agraire. Dans les villes, personne, non seulement dans les milieux ouvriers, mais même dans la petite bourgeoisie, n'avait idée de s'adresser au clergé pour obtenir la solution des problèmes soulevés par la révolution. La préparation du concile rencontra l'entière indifférence du peuple. Les intérêts et les passions des masses trouvaient leur expression dans le langage des mots d'ordre socialistes, mais non dans les

textes de théologiens. La Russie arriérée suivait son histoire en brûlant les étapes : elle se trouva forcée de sauter non seulement l'époque de la Réformation, mais aussi celle du parlementarisme bourgeois.

Conçu pendant les mois du flux de la révolution, le concile coïncida avec les semaines de son reflux. Cela accentua encore sa teinte réactionnaire. La composition du concile, le cercle des problèmes abordés par lui, même le cérémonial de son ouverture — tout témoignait de modifications radicales dans l'attitude des différentes classes à l'égard de l'Eglise. A l'office divin, dans la cathédrale de l'Assomption, à côté de Rodzianko et des cadets, se trouvèrent présents Kerensky et Avksentiev. Le maire de Moscou, Roudnev, socialiste-révolutionnaire, déclara dans son discours d'ouverture :

« Tant que vivra le peuple russe, la foi chrétienne brûlera dans son âme. » La veille encore, ces gens-là se considéraient comme des descendants directs de l'éducateur russe Tchemychevsky.

Le concile expédiait dans toutes les directions des appels imprimés, réclamait un pouvoir fort, dénonçait les bolcheviks et, dans le même ton que le ministre du Travail Skobelev, conjurait « les ouvriers de travailler sans ménager leurs forces et de subordonner leurs revendications au bien de la patrie ». Mais le concile réserva une attention particulière à la question agraire. Les métropolitains et les évêques n'étaient pas moins que les propriétaires nobles épouvantés et exaspérés par l'ampleur du mouvement agraire, et leurs appréhensions au sujet des terres de l'Eglise et des monastères les prenaient à l'âme beaucoup plus violemment que le problème de la démocratisation des paroisses. Sous menace de la colère divine et de l'excommunication, le mandement du concile exige « la restitution immédiate aux églises, aux pacouvents, aux paroisses et aux particuliers des terres, des bois et des récoltes qui ont été pillés ». C'est ici qu'il convient de rappeler la voix clamant dans le désert ! Le concile traîna de semaine en semaine et ne parvint à l'apogée de son œuvre, le rétablissement du patriarcat, aboli par Pierre le Grand deux cents ans auparavant, qu'après la révolution d'octobre.

À la fin de juillet, le gouvernement décida de convoquer pour le 13 août, à

Moscou, une conférence d'État, comprenant toutes les classes et les institutions publiques du pays. La composition de la conférence fut fixée par le gouvernement lui-même. En complète contradiction avec les résultats de toutes les élections démocratiques qui avaient eu lieu dans le pays, aucune n'étant exceptée, le gouvernement prit des mesures pour assurer d'avance à l'assemblée un nombre égal de représentants des classes possédantes et du peuple. C'est seulement sur la base de cet équilibre artificiel que le gouvernement de salut de la révolution espérait encore se sauver lui-même. Ces états généraux n'étaient dotés d'aucun droit défini. « La conférence n'obtenait — d'après Milioukov — tout au plus qu'une voix consultative » : les classes possédantes voulaient donner à la démocratie un exemple d'abnégation, pour s'emparer ensuite, d'autant plus sûrement, de la totalité du pouvoir. On présenta comme but officiel de la conférence « l'union du pouvoir d'État avec toutes les forces organisées du pays ». La presse parlait de la nécessité de resserrer, de réconcilier, de stimuler, de remonter les esprits. En d'autres termes les uns n'avaient pas le désir et les autres n'étaient pas capables de dire clairement dans quels buts, à proprement parler, se réunissait la conférence. Donner aux choses leur nom devint encore ici la tâche des bolcheviks.

Kerensky et Kornilov

[Retour à la table des matières](#)

Les éléments de bonapartisme dans la révolution russe.

On n'a pas peu écrit pour dire que les malheurs qui suivirent, y compris l'avènement des bolcheviks, eussent pu être évités, si, à la place de Kerensky, s'était trouvé à la tête du pouvoir un homme doué d'une pensée claire et d'un caractère ferme. Il est incontestable que Kerensky manquait de l'un et de l'autre. Mais pourquoi donc certaines classes sociales se trouvèrent-elles forcées de hisser précisément Kerensky sur le pavois ?

Comme pour rafraîchir nos souvenirs d'histoire, les événements d'Espagne nous montrent une fois de plus comment une révolution, délavant les limites habituelles de la politique, obnubile dans les premiers temps d'une rose brume tous et tout. Même ses ennemis s'efforcent, dans cette phase, de prendre sa couleur : en ce mimétisme s'exprime la tendance à demi instinctive des classes conservatrices à s'adapter à des transmutations menaçantes, pour en souffrir le moins possible. La solidarité de la nation, basée sur une phraséologie inconsistante, transforme l'activité conciliatrice en une fonction politique indispensable. Les idéalistes petits-bourgeois, qui regardent par-dessus les classes, qui pensent en phrases toutes faites, qui ne savent ce qu'ils veulent et adressent à tout le monde leurs vœux les meilleurs, sont, dans ce stade, les seuls leaders concevables de la majorité. Si Kerensky avait eu une

pensée claire et une volonté ferme, il eût été absolument inutilisable dans son rôle historique. Ceci n'est point une appréciation rétrospective. C'est ainsi qu'en jugeaient les bolcheviks dans le feu des événements. « Avocat d'affaires politiques, social-révolutionnaire qui se trouvait à la tête des travaillistes, radical dépourvu de la moindre doctrine socialiste, Kerensky reflétait le plus complètement la première époque de la révolution, son amorphie « nationale », l'idéalisme flamboyant de ses espérances et de ses attentes, écrivait l'auteur de ces lignes, dans la prison de Kerensky, après les journées de juillet. Kerensky parlait de la terre et de la liberté, de l'ordre, de la paix des peuples, de la défense de la patrie, de l'héroïsme de Liebknecht, disait que la révolution russe devait étonner le monde par sa magnanimité et agitait, en cette occasion, un mouchoir de soie rouge. Le petit bourgeois, à demi réveillé, écoutait avec enthousiasme de tels discours : il lui semblait que c'était lui-même qui parlait du haut de la tribune. L'armée accueillit Kerensky comme celui qui la délivrait de Goutchkov. Les paysans entendirent parler de lui comme d'un travailliste, d'un député des moujiks. Les libéraux étaient séduits par l'extrême modération des idées sous l'informe radicalisme des phrases... »

Mais la période des embrassades générales ne dure pas longtemps. La lutte des classes ne s'apaise au début de la révolution que pour se réveiller sous la forme de la guerre civile. Dans la montée féerique du mouvement conciliateur est d'avance inclus son inévitable effondrement. Que Kerensky ait rapidement perdu sa popularité, un journaliste français, personnage officieux, Claude Anet, l'expliquait par ce fait que le manque de tact poussait le politicien socialiste à des actes qui « s'harmonisaient peu » avec son rôle. « Il fréquente les loges impériales. Il habite le palais d'Hiver ou celui de Tsarskoïe. Il couche dans le lit des empereurs de Russie. Un peu trop de vanité, et qui s'étale ; cela choque dans ce pays le plus simple du monde. » [Claude Anet, *La Révolution russe*, juin-novembre 1917, p. 15-16]. Le tact dans les petites comme dans les grandes choses suppose l'intelligence de la situation et de la place qu'on y occupe. Il n'y en avait pas apparence chez Kerensky. Elevé par la confiance des masses, il leur était absolument étranger,

ne les comprenait pas et ne s'intéressait nullement à savoir comment elles prenaient la révolution et quelles déductions elles en tiraient. Les masses attendaient de lui des actes audacieux, mais il demandait aux masses de ne pas le gêner dans sa magnanimité et son éloquence. A l'époque où Kerensky rendait une visite théâtrale à la famille du tsar en détention, des soldats qui gardaient le Palais, disaient au commandant : « Nous, on couche sur des planches, on est mal nourri, mais le Nikolachka, bien qu'il soit arrêté, il a de la viande, même qu'il en fait jeter aux ordures. » Ces mots là n'étaient pas « magnanimes », mais ils exprimaient ce que ressentaient les soldats.

S'étant arraché à ses entraves séculaires, le peuple, à chaque pas, franchissait la limite que lui avaient indiquée les leaders cultivés. Kerensky éjaculait à ce propos, à la fin d'avril : « Se peut-il que le libre État russe soit un État d'esclaves révoltés ?... Je regrette de n'être pas mort il y a deux mois : je serais mort avec un grand rêve », etc. Par cette mauvaise rhétorique, il espérait influencer sur les ouvriers, les soldats, les matelots, les paysans. L'amiral Koltchak raconta par la suite, devant le tribunal soviétique, comment le ministre radical de la Guerre avait fait en mai la tournée des bâtiments de la flotte de la mer Noire, pour réconcilier les matelots avec les officiers. L'orateur, après chaque discours croyait avoir atteint son but : « Eh bien, vous voyez, monsieur l'Amiral, tout est arrangé... » Mais rien n'était arrangé : la débâcle de la flotte commençait seulement.

Plus on allait, plus Kerensky irritait les masses par ses coquetteries, ses vantardises, sa forfanterie. Au cours d'un voyage sur le front, il criait avec emportement, dans son wagon, à son aide de camp, calculant peut-être qu'il serait entendu par les généraux : « Foutez-moi dehors ces maudits comités ! » Se présentant à la flotte de la Baltique, Kerensky ordonna au comité central des marins de se présenter à lui sur le vaisseau-amiral. Le *Tsentrobalt*, en tant qu'organe soviétique, n'était pas subordonné au ministre et considéra cet ordre comme un outrage. Le président du comité, le matelot Dybenko, répondit : « Si Kerensky veut causer avec le *Tsentrobalt*, qu'il vienne nous voir. » N'est-ce pas une intolérable insolence ?

Sur les navires où Kerensky engagea avec les matelots des causeries politiques, l'affaire n'allait pas mieux, particulièrement sur le vaisseau *Respoublika*, animé de sentiments bolcheviks, où le ministre fut interrogé point par point. Pourquoi, à la Douma d'Empire, avait-il voté pour la guerre ? Pourquoi avait-il ajouté sa signature à la note impérialiste de Milioukov du 21 avril ? Pourquoi avait-il assigné aux sénateurs du tsar six mille roubles de pension par an ? Kerensky refusa de répondre à ces questions perfides que lui posaient des hommes « qui n'étaient pas de ses amis ». L'équipage déclara sèchement que les explications du ministre « n'étaient pas satisfaisantes... » C'est dans un silence sépulcral que Kerensky descendit du vaisseau. « Des esclaves en révolte ! » disait l'avocat radical en grinçant des dents. Mais les matelots éprouvaient un sentiment de fierté : « Oui, nous étions des esclaves, et nous nous sommes soulevés ! »

Par le sans-gêne de son attitude à l'égard de l'opinion démocratique, Kerensky provoquait à chaque pas des demi-conflits avec les leaders soviétiques qui marchaient dans la même voie que lui, mais en se retournant plus souvent vers les masses. Dès le 8 mars, le comité exécutif, effrayé par les protestations de la base, déclara à Kerensky que la mise en liberté des policiers détenus était inadmissible. Quelques jours après, les conciliateurs se virent obligés de protester contre l'intention qu'avait le ministre de la Justice d'expédier la famille impériale en Angleterre. Et encore deux ou trois semaines plus tard, le comité exécutif posait la question générale d'une « régularisation des rapports » avec Kerensky. Mais ces relations ne furent pas et ne pouvaient être régularisées.

Tout aussi malencontreusement se présentait l'affaire sur la ligne du parti. Au congrès socialiste-révolutionnaire du début de juin, Kerensky fut mis en ballottage dans les élections du comité central, ayant obtenu cent trente-cinq voix sur deux cent soixante-dix. Combien se démenaient les leaders, expliquant à droite et à gauche que « bien des suffrages avaient été refusés au camarade Kerensky parce qu'il était déjà surchargé d'occupations ». En réalité, si les socialistes-révolutionnaires d'état-major et de départements ministériels adoraient Kerensky, en tant que source de profits, les vieux

socialistes-révolutionnaires liés avec les masses le considéraient sans confiance et sans estime. Mais ni le comité exécutif, ni le parti socialiste-révolutionnaire ne pouvaient se passer de Kerensky : il était indispensable comme anneau de liaison de la coalition.

Dans le bloc soviétique, le rôle dirigeant appartenait aux mencheviks : ils imaginaient les décisions, c'est-à-dire les moyens d'éluder les actes. Mais, dans l'appareil gouvernemental, les populistes avaient sur les mencheviks une évidente prépondérance qui se traduisait le plus clairement par la situation dominante de Kerensky. Demi-cadet, demi-socialiste-révolutionnaire, Kerensky était dans le gouvernement non point le représentant des soviets comme Tseretelli ou Tchernov, mais un lien vivant entre la bourgeoisie et la démocratie. Tseretelli-Tchernov représentaient un des aspects de la coalition. Kerensky était l'incarnation personnelle de la coalition même. Tseretelli se plaignait de la prédominance en Kerensky des « motifs individuels », ne comprenant pas qu'ils étaient inséparables de sa fonction politique. Tseretelli lui-même, en qualité de ministre de l'Intérieur, émit une circulaire sur le thème du commissaire provincial qui doit s'appuyer sur toutes « les forces vives » locales, c'est-à-dire sur la bourgeoisie et les soviets, et appliquer la politique du gouvernement provisoire sans céder « aux influences des partis ». Ce commissaire idéal, s'élevant au-dessus des classes et des partis hostiles pour puiser en lui-même et dans la circulaire sa vocation — c'est bien en effet un Kerensky à la mesure d'une province ou d'un district. Pour couronner le système, on avait absolument besoin de l'indépendant commissaire panrusse au palais d'Hiver. A défaut de Kerensky, le système conciliateur eût été comme une coupole d'église sans croix.

L'histoire de la montée de Kerensky est pleine d'enseignements. Il était devenu ministre de la Justice grâce à l'insurrection de février qu'il redoutait. La manifestation d'avril des « esclaves révoltés » le fit ministre de la Guerre et de la Marine. Les combats de juillet, provoqués par « les agents de l'Allemagne », le placèrent à la tête du gouvernement. Au début de septembre, le mouvement des masses fait encore du chef du gouvernement un généralissime. La dialectique du régime conciliateur et, en même temps, sa

méchante ironie consistaient en ceci que, par leur pression, les masses devaient élever Kerensky à la cime extrême avant de le renverser.

Écartant avec mépris le peuple qui lui avait donné le pouvoir, Kerensky n'en recherchait que plus avidement les signes d'approbation de la société cultivée. Dès les premiers jours de la révolution, le docteur Kichkine, leader des cadets de Moscou, racontait, à son retour de Petrograd : « N'était Kerensky, nous n'aurions pas ce que nous avons. Son nom sera inscrit en lettres d'or sur les tables de l'histoire. » Les éloges des libéraux devinrent un des plus importants critères politiques de Kerensky. Mais il ne pouvait et ne voulait déposer simplement sa popularité aux pieds de la bourgeoisie. Au contraire, il prenait de plus en plus le goût de voir toutes les classes à ses propres pieds. « L'idée d'opposer et d'équilibrer entre elles la représentation de la bourgeoisie et celle de la démocratie — témoigne Milioukov — n'était pas étrangère à Kerensky dès le début de la révolution. Cette orientation procédait naturellement de tout le cours de son existence qui s'était passée entre le barreau libéral et les cercles clandestins. » Assurant obséquieusement à Buchanan que « le soviet mourrait de sa mort naturelle », Kerensky, à chaque pas, donnait à craindre à ses collègues bourgeois la colère du soviet. Mais, dans les cas, fréquents, où les leaders du comité exécutif étaient en désaccord avec Kerensky, il les menaçait de la plus effroyable catastrophe : la démission des libéraux.

Lorsque Kerensky répétait qu'il ne voulait pas être le Marat de la révolution russe, cela signifiait qu'il refusait de prendre des mesures de rigueur contre la réaction, mais non point du tout contre « l'anarchie ». Telle est en général la morale des adversaires de la violence en politique ; ils la repoussent tant qu'il s'agit de modifier ce qui existe ; mais, pour la défense de l'ordre, ils ne reculent pas devant la répression la plus implacable.

Dans la période de la préparation de l'offensive sur le front, Kerensky devint le personnage particulièrement favori des classes possédantes. Terechtchenko racontait à droite et à gauche combien nos alliés appréciaient hautement « les efforts de Kerensky » ; très sévère pour les conciliateurs, la

Rietch des cadets soulignait invariablement sa prédilection pour le ministre de la Guerre ; Rodzianko lui-même reconnaissait que « ce jeune homme... ressuscite chaque jour avec une vigueur redoublée, pour le bien de la patrie et pour le travail constructeur ». Par de tels jugements, les libéraux voulaient cajoler Kerensky. Mais en somme, ils ne pouvaient ne pas voir que Kerensky travaillait pour eux. « ...Pensez un peu — demandait Lénine — ce qui arriverait si Goutchkov se mettait à donner des ordres d'offensive, à dissoudre des régiments, à arrêter des soldats, à interdire des congrès, à crier après les hommes de troupe, les tutoyant et les traitant de « lâches » etc. Mais Kerensky peut encore se payer ce « luxe », tant qu'il n'a pas dilapidé la confiance, à vrai dire vertigineusement décroissante, dont le peuple lui a fait crédit... »

L'offensive, qui avait relevé la réputation de Kerensky dans les rangs de la bourgeoisie, mina définitivement sa renommée dans le peuple. Le krach de l'offensive fut en somme le krach de Kerensky dans les deux camps. Mais, chose frappante : ce qui le rendait « irremplaçable » désormais, c'était précisément qu'il fût compromis des deux côtés. Sur le rôle de Kerensky dans la création de la deuxième coalition, Milioukov s'exprime ainsi : « Le seul homme qui fût possible », mais, hélas ! « non celui dont on avait besoin... » Les dirigeants de la politique libérale n'avaient d'ailleurs jamais pris Kerensky trop au sérieux. Et les larges cercles de la bourgeoisie faisaient de plus en plus retomber sur lui la responsabilité de tous les coups du sort. « L'impatience des groupes animés d'esprit patriotique » les incitait, d'après le témoignage de Milioukov, à rechercher un homme fort. Pendant un temps, l'amiral Koltchak fut désigné pour ce rôle. L'installation d'un homme fort au gouvernail « se concevait selon d'autres procédés que ceux de pourparlers et d'accords ». On peut le croire sans peine. « Sur un régime démocratique, sur la volonté populaire, sur l'Assemblée constituante — écrit Stankevitch au sujet du parti cadet — les espoirs étaient déjà abandonnés ; les élections municipales dans toute la Russie n'avaient-elles pas déjà donné une écrasante majorité de socialistes ?... Et alors l'on se met à rechercher dans les transes un pouvoir qui serait capable non point de persuader, mais seulement d'ordonner. » Plus exactement parlant : un pouvoir qui serait capable de

prendre la révolution à la gorge.

Dans la biographie de Kornilov et dans les particularités de son caractère, il n'est pas facile de déceler des traits qui auraient justifié sa candidature au poste de sauveteur. Le général Martynov qui, en temps de paix, avait été le chef de service de Kornilov, et, pendant la guerre, son compagnon de détention dans une forteresse autrichienne, caractérise Kornilov dans les termes suivants : « Se distinguant par sa persévérance laborieuse et par une grande présomption, il était, pour les capacités intellectuelles, un homme de la moyenne ordinaire dénué de larges vues. » Martynov inscrit à l'actif de Kornilov deux traits : la bravoure personnelle et le désintéressement. Dans un milieu où l'on se préoccupait avant tout de sécurité personnelle et où l'on chapardait sans retenue, de telles qualités sautaient aux yeux. Quant aux capacités stratégiques, surtout celle d'apprécier une situation dans son ensemble, dans ses éléments matériels et moraux, Kornilov n'en avait pas l'ombre. « Au surplus, il lui manquait le talent d'organisateur dit Martynov — et son caractère aussi irascible que déséquilibré le rendait peu apte à des actes rationnels. » Broussilov, qui avait observé toute l'activité militaire de son subordonné au cours de la guerre mondiale, parlait de lui avec un absolu dédain : « Chef d'un intrépide détachement de partisans, et rien de plus... »

La légende officielle qui fut créée autour de la division de Kornilov était dictée par le besoin qu'avait l'opinion patriotique de découvrir des taches claires sur un fond sombre. « La 48^e division, écrit Martynov, fut anéantie uniquement par suite de la détestable direction... de Kornilov lui-même, qui ne sut pas organiser la retraite et qui surtout modifia à plusieurs reprises ses décisions et perdit du temps... » Au dernier moment, Kornilov abandonna à la merci du sort la division qu'il avait jetée dans le panneau, pour tenter d'échapper lui-même à la captivité. Cependant, après avoir erré pendant quatre jours, le général malchanceux se rendit aux Autrichiens et ne s'évada que plus tard. « Rentré en Russie, dans des interviews données à divers correspondants de journaux, Kornilov enjoliva l'histoire de son évasion des fleurs vives de la fantaisie. » Sur les prosaïques rectifications apportées à la légende par des témoins bien informés, nous n'avons point motif de nous

arrêter. Apparemment dès alors, Kornilov prend goût à la réclame journalistique.

Avant la révolution, Kornilov était un monarchiste de la nuance réactionnaire Cent-Noir. Prisonnier, lisant les gazettes, il répéta à plus d'une reprise qu'il aurait « fait pendre avec plaisir tous ces Goutchkov et Milioukov ». Mais les idées politiques ne l'occupaient, comme en général les hommes de cette sorte, que dans la mesure où elles le touchaient directement lui-même. Après la révolution de février, Kornilov se déclara très aisément républicain. « Il débrouillait très mal — dit encore le même Martynov — les intérêts enchevêtrés des différentes couches de la société russe, ne connaissait ni les groupements de partis, ni les personnalités. » Mencheviks, socialistes-révolutionnaires et bolcheviks se confondaient pour lui en une seule masse hostile qui empêchait les commandants de commander, les propriétaires de jouir de leurs propriétés, les fabricants de poursuivre la production, les marchands de commercer.

Le comité de la Douma d'État, dès le 2 mars, s'était raccroché au général Kornilov, et, sous la signature de Rodzianko, insistait auprès du Grand Quartier Général pour qu'il nommât « le noble héros, illustre dans toute la Russie » commandant en chef des troupes de la région militaire de Petrograd. Sur le télégramme de Rodzianko, le tsar, qui avait déjà cessé d'être tsar, écrivit : « Approuvé. » C'est ainsi que la capitale révolutionnaire fut dotée de son premier général rouge. Dans les procès-verbaux du comité exécutif du 10 mars est consignée cette phrase sur Kornilov : « Général de vieille formation, qui veut mettre fin à la révolution. » Dans les premiers jours, le général essaya d'ailleurs de se montrer du beau côté et, non sans quelque bruit, accomplit le rite de l'arrestation de la tsarine : cela lui fut compté un bon point. D'après les souvenirs du colonel Kobylinsky, qu'il nomma commandant de Tsarskoïe-Selo, il se découvre cependant que Kornilov jouait deux cartes différentes. Après avoir été présenté à la tsarine, raconte Kobylinsky, en termes discrets, « Kornilov me dit : « Colonel, laissez-nous seuls. Allez et mettez-vous de l'autre côté de la porte. » Je sortis. Cinq minutes après, Kornilov me rappela. Je rentrai. La souveraine me tendit la main... » C'est clair ; Kornilov avait

recommandé le colonel comme un ami. Par la suite, nous avons connaissance des scènes d'embrassades entre le Tsar et son « geôlier » Kobylinsky. En qualité d'administrateur ; Kornilov s'avéra à son nouveau poste le dernier des médiocres. « Ses collaborateurs immédiats à Petrograd — écrit Stankevitch se plaignaient constamment de son inaptitude au travail et à la direction des affaires. »

Kornilov ne se maintint pourtant pas longtemps dans la capitale. Pendant les journées d'avril, il essaya, non point sans incitations de la part de Milioukov, d'effectuer une première saignée de la révolution, mais se heurta à la résistance du comité exécutif, démissionna, obtint le commandement d'une armée, et, ensuite, du front Sud-Ouest. Sans attendre l'institution légale de la peine de mort, Kornilov donna l'ordre de fusiller les déserteurs et d'exposer les cadavres avec des écriteaux sur les routes, menaça de peines rigoureuses les paysans qui s'attaqueraient aux droits de la propriété domaniale, forma des bataillons de choc et, en toute occasion propice, menaça du poing Petrograd. Ainsi se dessina autour de son nom une auréole aux yeux du corps des officiers et des classes possédantes. Mais aussi bien des commissaires de Kerensky se dirent : il ne reste plus d'autre espoir qu'en Kornilov. Quelques semaines après, le combatif général, avec sa triste expérience de commandant de division, devenait le généralissime de nombreux millions d'hommes, d'une armée en décomposition que l'Entente voulait forcer à combattre jusqu'à la victoire totale.

Kornilov en perdit la tête. Son ignorance politique et l'étroitesse de ses perspectives faisaient de lui une proie facile pour les chercheurs d'aventures. Défendant obstinément ses prérogatives personnelles, « l'homme au cœur de lion et à la cervelle de mouton », comme l'ont caractérisé le général Alexeïev et, ensuite, Verkhovsky, cédait facilement à l'influence d'autrui, du moment qu'elle convenait à son ambition particulière. Amicalement disposé pour Kornilov, Milioukov note en lui « une confiance puérile dans les gens qui savaient le flatter ». Le plus proche inspirateur du généralissime, portant le modeste titre d'officier d'ordonnance, fut un certain Zavoïko, personnage louche, ancien propriétaire, spéculateur en pétroles et aventurier, dont la

plume en imposait particulièrement à Kornilov : Zavoïko possédait en effet le style sémillant du flibustier que rien n'arrête. L'officier d'ordonnance était l'impresario de la réclame, l'auteur d'une biographie « populaire » de Kornilov, le rédacteur de rapports, d'ultimatum et, en général, de tous documents qui, selon l'expression du général, exigeaient « un style vigoureux, artistique ».

À Zavoïko se joignait un autre chercheur d'aventures, Nadine, ancien député de la première Douma, ayant passé plusieurs années dans l'émigration, qui avait toujours sa pipe anglaise à la bouche et qui, pour cela, se considérait comme un spécialiste des questions internationales. L'un et l'autre étaient à main droite de Kornilov, assurant sa liaison avec les foyers de contre-révolution. Son flanc gauche était couvert par Savinkov et Filonenko : soutenant par tous les moyens l'opinion exagérée que le général se faisait de lui-même, ils se souciaient de l'empêcher de se rendre prématurément impossible aux yeux de la démocratie. « A lui venaient honnêtes et malhonnêtes gens sincères et intrigants, politiciens, militaires et aventuriers — écrit dans son pathos le général Denikine — et tous disaient d'une seule voix : « Sois le sauveur ! » Quelle était la proportion des honnêtes et des malhonnêtes, il n'est pas facile de l'établir. En tout cas, Kornilov se considérait sérieusement comme appelé au « sauvetage » et se trouva par suite le concurrent direct de Kerensky.

Les rivaux se détestaient tout à fait sincèrement l'un l'autre. « Kerensky — selon Martynov — s'était assimilé un ton altier dans ses rapports avec les vieux généraux. Le modeste et laborieux Alexeïev, et Broussilov le diplomate, se laissaient traiter de haut en bas, mais cette tactique était inapplicable au vaniteux et susceptible Kornilov qui, de son côté, regardait de haut l'avocat Kerensky. » Le plus faible des deux était disposé à des concessions et offrait de sérieuses avances. Du moins, à la fin de juillet, Kornilov déclara à Denikine que, des sphères gouvernementales, des invites lui étaient faites à entrer dans le cabinet ministériel. « Ah ! Non ! ces messieurs sont trop liés avec les soviets... Je leur dis : donnez-moi le pouvoir et je mènerai une lutte décisive. »

Sous les pieds de Kerensky, le sol était mouvant comme celui des tourbières. Il cherchait une issue, ainsi que toujours, dans le domaine des improvisations oratoires : réunir, proclamer, déclarer. Le succès personnel du 21 juillet, quand il s'éleva au-dessus des camps hostiles de la démocratie et de la bourgeoisie, en qualité d'homme irremplaçable, suggéra à Kerensky l'idée d'une conférence d'État à Moscou. Ce qui se passait à huis clos au palais d'Hiver devait être reporté sur une scène ouverte. Que le pays voie de ses propres yeux que tout craque par toutes les coutures, si Kerensky ne prend en main les guides et le fouet !

Furent invités à participer à la conférence d'État, d'après la liste officielle, « les représentants des organisations politiques, sociales, démocratiques, nationales, commerciales et industrielles, coopératives, les dirigeants des organes de la démocratie, les hauts représentants de l'armée, des institutions scientifiques, des universités, les membres de la Douma d'État des quatre législatures ». On prévoyait environ quinze cents participants ; il s'en rassembla environ deux mille cinq cents, et l'élargissement était tout à l'avantage de l'aile droite. Le journal moscovite des socialistes-révolutionnaires écrivait avec reproche à l'adresse de son gouvernement : « Contre cent cinquante représentants du travail surgissent cent vingt représentants de la classe commerçante et industrielle. Contre cent députés paysans sont invités cent représentants de propriétaires de terres. Contre cent représentants du soviet il y aura trois cents membres de la Douma d'État... » Le journal du parti de Kerensky mettait en doute qu'une pareille conférence donnât au gouvernement « l'appui qu'il cherchait ».

Les conciliateurs se rendirent à la Conférence à contrecœur : il faut, se disaient-ils pour se convaincre entre eux, tenter honnêtement d'arriver à un accord. Mais comment faire avec les bolcheviks ? Il était indispensable de les empêcher à tout prix d'intervenir dans le dialogue entre la démocratie et les classes possédantes. Par une décision spéciale du comité exécutif, les fractions

des partis étaient privées du droit de se prononcer sans l'assentiment de son praesidium. Les bolcheviks décidèrent de lire, au nom du parti, une déclaration et de quitter la conférence. Le praesidium qui surveillait de près chacun de leurs mouvements exigea d'eux qu'ils renonçassent à une intention criminelle. Alors les bolcheviks, sans aucune hésitation, rendirent leurs cartes d'entrée. Ils préparaient une réponse différente, plus convaincante : la parole était à Moscou prolétarienne.

Presque dès les premiers jours de la révolution, les partisans de l'ordre opposaient, en toute occasion convenable, le « pays » calme au turbulent Petrograd. La convocation de l'assemblée constituante à Moscou était un des mots d'ordre de la bourgeoisie. Le « marxiste » Potressov, nationalo-libéral, proférait des malédictions sur Petrograd, qui s'imaginait être « un nouveau Paris ». Comme si les Girondins n'avaient pas menacé de leurs foudres le vieux Paris et ne lui avaient pas proposé de réduire son rôle à 1/83 ! Un menchevik de province disait, en juin, au congrès des soviets : « N'importe quel Novotcherkask reflète beaucoup plus justement les conditions d'existence dans toute la Russie que Petrograd. » Au fond, les conciliateurs, de même que la bourgeoisie, cherchaient un appui non dans les réelles dispositions d'esprit du « pays », mais dans l'illusion consolante qu'ils se créaient eux-mêmes. Maintenant qu'ils allaient avoir à tâter le pouls de l'opinion politique de Moscou, les organisateurs de la conférence étaient promis à une cruelle désillusion.

Les conférences contre-révolutionnaires qui se succédaient depuis les premiers jours du mois d'août, à commencer par le congrès des propriétaires fonciers et en finissant par le concile ecclésiastique, ne mobilisèrent pas seulement les sphères possédantes de Moscou, mais mirent également sur pied les ouvriers et les soldats. Les menaces de Riabouchinsky, les appels de Rodzianko, la fraternisation des cadets avec les généraux cosaques — tout cela avait lieu sous les yeux des basses couches moscovites, tout cela était interprété par les agitateurs bolcheviks sur les traces toutes chaudes des comptes rendus des journaux. Le danger d'une contre-révolution prit, cette fois, des formes tangibles, et même personnelles. Dans les fabriques et les

usines passa une vague d'indignation. « Si les soviets sont impuissants — écrivait le journal moscovite des bolcheviks — le prolétariat doit se resserrer autour de ses organisations viables. » Au premier rang s'avancèrent les syndicats qui se trouvaient déjà, en majorité, sous une direction bolcheviste. L'état d'esprit dans les usines était tellement hostile à la conférence d'État que l'idée, venue d'en bas, d'une grève générale, fut adoptée presque sans opposition à la réunion des représentants de toutes les cellules de l'organisation moscovite des bolcheviks.

Les syndicats se saisirent de l'initiative. Le soviet moscovite, par une majorité de trois cent soixante-quatre voix contre trois cent quatre, se prononça contre la grève. Mais comme, dans les séances de fractions, les ouvriers mencheviks et socialistes-révolutionnaires votaient pour la grève et ne se soumettaient qu'à la discipline de parti, la décision du soviet dont la composition n'avait pas été renouvelée depuis longtemps, décision prise d'ailleurs contre la volonté de sa réelle majorité, n'était guère faite pour arrêter les ouvriers de Moscou. L'assemblée des directions de quarante et un syndicats décida d'appeler les ouvriers à une grève protestataire d'un jour. Les soviets de quartiers se trouvèrent en majorité du côté du parti et des syndicats, les usines réclamèrent immédiatement de nouvelles élections au soviet de Moscou, qui s'était non seulement laissé distancer par les masses, mais était tombé dans un grave antagonisme avec elles. Dans le soviet de rayon de Zamoskvorietchie (faubourg de Moscou au sud de la Moscova), en accord avec les comités d'usine, on exigea que les députés qui avaient marché « contre la volonté de la classe ouvrière » fussent remplacés, et cela par cent soixante-quinze voix contre quatre, devant dix-neuf abstentions !

La nuit qui précéda la grève fut néanmoins pleine d'alarmes pour les bolcheviks de Moscou. Le pays marchait sur les traces de Petrograd, mais avec du retard. La manifestation de juillet avait échoué à Moscou : non seulement la majorité de la garnison, mais celle des ouvriers ne s'était pas hasardée à descendre dans la rue, contre la voix du soviet. Qu'arriverait-il cette fois-ci ? Le matin apporta la réponse. L'opposition des conciliateurs n'empêcha pas la grève de devenir une puissante manifestation d'hostilité à

l'égard de la coalition et du gouvernement. Deux jours auparavant, le journal des industriels de Moscou écrivait présomptueusement : « Que le gouvernement de Petrograd vienne bien vite à Moscou, qu'il prête l'oreille à la voix des lieux sacrés, des cloches, des saintes tours du Kremlin. » Aujourd'hui, la voix des lieux sacrés se trouvait étouffée par le silence qui précède un orage.

Un membre du comité moscovite des bolcheviks, Piatnitsky, écrivit dans la suite : « La grève... se passa magnifiquement. Ni lumière, ni tramways ; les fabriques, les usines, les ateliers et les dépôts des chemins de fer ne travaillaient pas, et même les garçons de restaurant étaient en grève. » Milioukov a ajouté à ce tableau un trait pris sur le vif : « Les délégués qui s'étaient rassemblés pour la conférence... ne pouvaient voyager en tramway ou déjeuner dans un restaurant » : cela leur permit, de l'aveu de l'historien libéral, d'apprécier d'autant mieux la force des bolcheviks qui n'étaient pas admis à la conférence. Les *Izvestia* du soviet de Moscou définirent intégralement l'importance de la manifestation du 12 août : « En dépit de la décision des soviets... les masses suivirent les bolcheviks. » Quatre cent mille ouvriers firent grève à Moscou et dans la banlieue sur l'appel du parti qui, depuis cinq semaines, avait subi tous les coups et dont les leaders étaient encore retirés dans la vie clandestine ou bien emprisonnés. Le nouvel organe du parti à Petrograd, le *Prolétarii*, avant d'être interdit, avait eu le temps de poser aux conciliateurs cette question : « De Petrograd à Moscou, mais de Moscou, où irez-vous ? » Les maîtres de la situation devaient eux-mêmes se poser cette question. A Kiev, à Kostroma, à Tsaritsyne, eurent lieu des grèves protestataires d'un jour, générales ou partielles. L'agitation s'empara de tout le pays. Partout, dans les coins les plus retirés, les bolcheviks avertissaient que la conférence d'État avait un caractère bien prononcé de complot contre-révolutionnaire : vers la fin d'août, le contenu de cette formule se découvrit intégralement aux yeux du peuple entier.

Les délégués à la Conférence, de même que la bourgeoisie moscovite, s'attendaient à une manifestation armée des masses, à des escarmouches, à des combats, à « des journées d'août ». Mais pour les ouvriers, descendre dans

la rue, c'eût été s'exposer aux coups des chevaliers de Saint-Georges, des détachements d'officiers, des *junkers*, de certains contingents de cavalerie qui brûlaient du désir de prendre leur revanche sur la grève. Appeler la garnison à descendre dans la rue, c'eût été y introduire une scission et faciliter l'œuvre de la contre-révolution qui se dressait, le doigt sur la détente. Le parti ne demandait pas qu'on sortit dans la rue, et les ouvriers eux-mêmes, justement guidés par leur flair, évitaient une collision ouverte. La grève d'un jour répondait le mieux du monde à la situation : on ne pouvait la dissimuler comme la conférence avait mis au panier la déclaration des bolcheviks. Lorsque la ville fut plongée dans les ténèbres, toute la Russie aperçut la main bolcheviste sur le commutateur. Non, Petrograd n'est point isolé ! « A Moscou, sur l'esprit patriarcal et la résignation duquel étaient placées de nombreuses espérances, les quartiers ouvriers montrèrent tout à coup les dents » ; c'est ainsi que Soukhanov a déterminé l'importance de cette journée. C'est en l'absence des bolcheviks, mais devant une révolution prolétarienne montrant les dents, que la conférence de coalition fut obligée de siéger.

Les Moscovites raillaient Kerensky venu chez eux pour « se faire couronner ». Mais, le lendemain, arriva du Grand Quartier Général, dans le même but, Kornilov, qui fut reçu par de nombreuses délégations, dont celle du concile ecclésiastique. Sur le quai devant lequel le train s'arrêta sautèrent des cosaques du Tek, en caftans d'un rouge vif, sabres courbés mis au clair, qui firent la haie des deux côtés. Des dames enthousiastes couvrirent de fleurs le héros qui passa en revue la garde et les députations. Le cadet Roditchev termina son discours d'accueil par cette exclamation : « Sauvez la Russie, et le peuple reconnaissant vous couronnera. » Des sanglots patriotiques éclatèrent. Morozova, négociante millionnaire, se précipita à genoux. Des officiers portèrent à bras tendus Kornilov vers le peuple.

Tandis que le généralissime passait en revue les chevaliers de Saint-Georges, les *junkers*, l'école des sous-lieutenants, la sotnia de cosaques qui s'étaient alignés sur la place devant la gare, Kerensky, en qualité de ministre de la Guerre et de rival, passait en revue les troupes de la garnison de Moscou. De la gare, Kornilov se dirigea, sur le chemin traditionnel des tsars, vers la

chapelle de la Vierge *Iverskaïa*, où il eut un service religieux en présence de l'escorte des musulmans du Tek coiffés d'énormes bonnets à poils. « Cette circonstance — écrit au sujet de l'office religieux cosaque Grekov — disposa encore mieux en faveur de Kornilov tous les croyants de Moscou. » La contre-révolution, pendant ce temps, s'efforçait de s'emparer de la rue. Des autos répandaient largement une biographie de Kornilov avec son portrait. Les murs étaient couverts d'affiches invitant le peuple à prêter son aide au héros. Comme investi du pouvoir, Kornilov recevait dans son wagon les politiciens, les industriels, les financiers. Les représentants des banques lui firent un rapport sur la situation financière du pays. « De tous les membres de la Douma — écrit significativement l'octobriste Chidlovsky — se rendit chez Kornilov dans son wagon le seul Milioukov, qui eut avec lui une conversation dont la teneur m'est inconnue. » Sur cet entretien, nous saurons plus tard de Milioukov lui-même ce qu'il jugera utile de raconter.

La préparation d'un coup d'État militaire battait alors son plein. Quelques jours avant la conférence, Kornilov avait ordonné sous prétexte de soutenir Riga, d'apprêter quatre divisions de cavalerie pour marcher sur Petrograd. Le régiment de cosaques d'Orenbourg fut expédié par le Grand Quartier Général sur Moscou pour « maintenir l'ordre », mais, sur l'injonction de Kerensky, se trouva retenu en cours de route. Dans ses dépositions ultérieures à la commission d'enquête sur l'affaire Kornilov, Kerensky déclara : « Nous avons été avertis que, pendant la conférence de Moscou, la dictature serait proclamée. » Ainsi, pendant les journées solennelles de l'union nationale, le ministre de la Guerre et le généralissime s'occupaient de se contre-balancer stratégiquement. Mais le décorum était gardé dans la mesure du possible. Les rapports des deux camps oscillaient entre des assurances officiellement amicales et la guerre civile.

À Petrograd, malgré la réserve des masses — l'expérience de juillet ne passa pas sans laisser des traces — d'en haut, des états-majors et des rédactions, avec une persistance enragée, se répandaient des bruits sur le soulèvement prochain des bolcheviks. Les organisations du parti à Petrograd, par un manifeste public, prévinrent les masses de la possibilité d'appels

provocateurs venant des ennemis. Le soviét de Moscou prit, entre-temps, ses mesures. On créa un comité révolutionnaire non déclaré publiquement, de six personnes, comprenant deux délégués de chacun des partis soviétiques, y compris les bolcheviks. Un ordre secret interdit de laisser faire la haie aux chevaliers de Saint-Georges, aux officiers et aux *junkers* dans les rues où passait Kornilov. Aux bolcheviks qui, depuis les journées de juillet, n'avaient plus officiellement accès dans les casernes, l'on distribuait maintenant avec un grand empressement des laissez-passer : sans les bolcheviks, il était impossible de conquérir les soldats.

Tandis que, sur la scène, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires menaient des pourparlers avec la bourgeoisie au sujet de la création d'un pouvoir fort contre les masses dirigées par les bolcheviks, les mêmes mencheviks et socialistes-révolutionnaires, dans la coulisse, d'accord avec les bolcheviks qu'ils n'avaient pas admis à la conférence, préparaient les masses à la lutte contre le complot de la bourgeoisie. S'étant opposés la veille à une grève démonstrative, les conciliateurs appelaient aujourd'hui les ouvriers et les soldats à des préparatifs de lutte. L'indignation méprisante des masses n'empêchait pas celle-ci de répondre à l'appel dans des dispositions combatives qui effrayaient les conciliateurs plus qu'elles ne les réjouissaient. Une criante duplicité, ayant pris un caractère de trahison presque ouverte à l'égard des deux parties, eût été inconcevable si les conciliateurs avaient continué consciemment à mener leur politique ; en réalité, ils en subissaient seulement les conséquences.

De gros événements étaient, évidemment, en suspens dans l'atmosphère. Mais durant les journées de la conférence, personne, apparemment, ne visait à un coup d'État. En tout cas, il n'existe aucune confirmation des bruits allégués plus tard par Kerensky, ni dans les documents, ni dans la littérature des conciliateurs, ni dans les Mémoires de l'aile droite. Il ne s'agissait encore que de préparatifs. D'après Milioukov — et son témoignage est conforme au développement ultérieur des événements — Kornilov lui-même s'était déjà fixé avant la conférence une date pour agir : le 27 août. Cette date restait, bien entendu, connue de peu de personnes. Les demi-initiés, comme toujours dans

des cas pareils, anticipaient le jour du grand événement et les rumeurs qui le devançaient de tous côtés confluaient vers les autorités : il semblait que le coup dût être porté d'une heure à l'autre.

Mais, précisément, la mentalité exaltée des sphères bourgeoises et du corps des officiers pouvait facilement amener à Moscou, sinon une tentative de coup d'État, du moins une manifestation contre-révolutionnaire dans le but d'un essai de forces. Encore plus probable était la tentative de détacher des éléments de la conférence quelque centre de salut de la patrie qui eût fait concurrence aux soviets : de cela la presse de droite parlait ouvertement. Mais l'on n'en arriva point là : les masses gênèrent. Si quelqu'un eut un moment l'idée de rapprocher l'heure des actes décisifs, il fallut se dire, sous le coup de la grève : nous ne réussirons pas à prendre la révolution à l'improviste, les ouvriers et les soldats sont sur leurs gardes, il faut différer. Et même une procession populaire vers l'icône *Iverskaïa*, organisée par les popes et les libéraux en accord avec Kornilov, fut décommandée.

Dès qu'il devint clair qu'un danger direct n'existait pas, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks s'empressèrent de prétendre que rien de particulièrement grave ne s'était produit, Ils refusèrent même de renouveler aux bolcheviks leurs laissez-passer pour les casernes, bien que, de là, l'on continuât à réclamer avec insistance des orateurs bolcheviks. « Le Maure a fait son œuvre », devaient se dire entre eux d'un air malin Tseretelli, Dan et Khintchouk qui était alors président du soviet de Moscou. Mais les bolcheviks ne se disposaient nullement à occuper la position du Maure. Ils n'en étaient encore qu'à préparer l'accomplissement de leur propre tâche.

Toute société de classes a besoin d'une unité de volonté gouvernementale. La dualité de pouvoirs est, en son essence, un régime de crise sociale : marquant un extrême fractionnement de la nation, elle comporte, en potentiel ou bien ouvertement, la guerre civile. Personne ne voulait plus de la dualité de pouvoirs. Au contraire, tous désiraient avidement un pouvoir solide, unanime,

une autorité « de fer ». En juillet, le gouvernement de Kerensky était investi de pouvoirs illimités. La conception était de placer, au-dessus de la démocratie et de la bourgeoisie qui se paralysaient entre elles, d'après un accord mutuel, une « véritable » autorité. L'idée d'un maître du destin s'élevant au-dessus des classes n'est pas autre chose que l'idée du bonapartisme.

Si l'on plante symétriquement deux fourchettes dans un bouchon, celui-ci, après avoir fortement oscillé, finira par tenir en équilibre même sur la tête d'une épingle : nous avons là le modèle mécanique du suprême arbitre bonapartiste. Le degré de solidité d'un pareil pouvoir, si l'on fait abstraction des conditions internationales, est déterminé par la stabilité de l'équilibre des classes antagonistes à l'intérieur du pays. Au milieu de mai, Trotsky désignait Kerensky, en séance du soviet de Petrograd, comme « le point mathématique du bonapartisme russe ». L'immatérialité de la définition montre qu'il s'agissait non de l'individu, mais de la fonction. Au début de juillet, l'on s'en souvient, tous les ministres, sur injonction de leurs partis, démissionnèrent, laissant à Kerensky le soin de constituer le pouvoir. Le 21 juillet, cette expérience se renouvela sous une forme plus démonstrative. Les parties hostiles entre elles en appelaient à Kerensky, chacune voyait en lui quelque chose d'elle-même, toutes deux lui juraient fidélité. Trotsky écrivait de la prison : « Dirigé par des politiciens qui craignent tout, le soviet n'a pas osé prendre le pouvoir. Représentant toutes les cliques de la propriété, le parti cadet n'a pas encore pu s'emparer du pouvoir. Restait à chercher un grand conciliateur, un intermédiaire, un arbitre. »

Dans le manifeste que Kerensky publia sous son propre nom, il proclamait devant le peuple : « Moi, en qualité de chef du gouvernement... je ne me crois pas en droit de m'arrêter devant ce fait que des modifications [dans la structure du pouvoir]... accroîtront ma responsabilité dans les affaires de la direction suprême. » C'est là, sans mélange, la phraséologie du bonapartisme. Et pourtant, malgré l'appui de la droite et de la gauche, l'affaire n'alla pas au-delà de la phraséologie. Où en est la cause ? Pour qu'un petit corse pût s'élever au-dessus de la jeune nation bourgeoise, il avait fallu que la

révolution réglât préalablement son problème essentiel : la répartition des terres entre les paysans, et que, sur la nouvelle base sociale, se constituât une armée victorieuse. Au xviii^e siècle, la révolution ne pouvait aller plus loin : elle pouvait seulement refluer. Dans ces reculs, cependant, ses conquêtes essentielles étaient mises en danger. Il fallait les maintenir à tout prix. L'antagonisme approfondi, mais encore très loin de sa maturité entre la bourgeoisie et le prolétariat, tenait la nation, ébranlée jusqu'aux assises, dans une extrême tension. Un « arbitre » national dans ces conditions était indispensable. Napoléon garantissait aux grands bourgeois la possibilité de réaliser des bénéfices, aux paysans la possession de leurs lotissements, aux fils de paysans et aux va-nu-pieds la possibilité du pillage pendant la guerre. Le juge avait le sabre au poing et remplissait lui-même les obligations de l'huissier. Le bonapartisme du premier Bonaparte était solidement basé.

Le coup d'État de 1848 ne donna point et ne pouvait donner des terres aux paysans : ce n'était pas une grande révolution substituant un régime social à un autre, c'était un remaniement politique sur les bases d'un même régime social. Napoléon III n'avait pas derrière lui une armée victorieuse. Les deux éléments principaux du bonapartisme classique étaient inexistants. Mais il y avait d'autres conditions propices, non moins efficaces. Le prolétariat qui, en cinquante ans, avait grandi, montra en juin sa force menaçante ; cependant, il se trouva encore incapable de saisir le pouvoir. La bourgeoisie redoutait et le prolétariat, et la victoire sanglante qu'elle avait remportée sur lui. Le paysan propriétaire avait pris peur devant l'insurrection de juin et voulait que l'État le protégeât contre les partageux. Enfin, le puissant essor industriel qui dura, avec de courtes interruptions pendant deux dizaines d'années, ouvrait à la bourgeoisie des sources inégales d'enrichissement. Ces conditions se trouvèrent suffisantes pour un bonapartisme d'épigone.

Dans la politique de Bismarck, qui s'élevait lui aussi « au-dessus des classes », il y avait, comme on l'a plus d'une fois indiqué, des traits indubitables de bonapartisme, bien que sous des apparences de légitimisme. La stabilité du régime de Bismarck était assurée par ce fait que, né après une révolution impotente, il avait donné la solution ou la demi-solution d'un aussi

grand problème national que celui de l'unité allemande, qu'il avait apporté la victoire dans trois guerres, des indemnités et une puissante floraison capitaliste. Cela suffit pour des dizaines d'années.

Le malheur des Russes qui se posaient en candidats aux Bonaparte n'était pas du tout en ceci qu'ils ne ressemblaient ni au premier Napoléon, ni même à Bismarck : l'histoire sait se servir de succédanés. Mais ils avaient contre eux une grande révolution qui n'avait pas encore résolu ses propres problèmes ni épuisé ses forces. Le paysan qui n'avait pas encore obtenu la terre était contraint par la bourgeoisie de guerroyer pour les domaines des nobles. La guerre n'amenait que des défaites. Il n'était même pas question d'un essor industriel : au contraire, le désarroi causait constamment de nouvelles dévastations. Si le prolétariat recula, ce ne fut toujours que pour resserrer ses rangs. La classe paysanne se mettait seulement en branle pour une dernière poussée contre les maîtres. Les nationalités opprimées passaient à l'offensive contre le despotisme russificateur. A la recherche de la paix, l'armée se liait de plus en plus étroitement avec les ouvriers et leur parti. En bas l'on se massait, en haut l'on faiblissait. Il n'y avait point d'équilibre. La révolution restait en pleine verdeur. Il n'est pas étonnant que le bonapartisme se soit trouvé anémique.

Marx et Engels comparaient les rôles du régime bonapartiste dans la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat à celui de l'ancienne monarchie absolue dans la lutte entre les féodaux et la bourgeoisie. Les traits de ressemblance sont indubitables, mais ils ne subsistent plus, précisément, là où se manifeste le contenu social du pouvoir. Le rôle d'arbitre entre les éléments de l'ancienne et de la nouvelle société était, en une certaine période, réalisable dans la mesure où les deux régimes d'exploitation avaient besoin de se défendre contre les exploités. Mais, déjà, entre les féodaux et les serfs, il ne pouvait y avoir d'intermédiaire « impartial », En conciliant les intérêts des propriétaires nobles de domaines et ceux du jeune capitalisme, l'autocratie tsariste agissait à l'égard des paysans non comme un intermédiaire, mais comme un fondé de pouvoir des classes exploiteuses.

Et le bonapartisme n'était pas un arbitre entre le prolétariat et la bourgeoisie ; il était en réalité le pouvoir le plus concentré de la bourgeoisie sur le prolétariat. Ayant mis la botte sur la nuque de la nation, le Bonaparte qui vient à son tour ne peut que mener une politique de protection de la propriété de la rente, du profit. Les particularités du régime ne vont pas au-delà des moyens de protection. Le garde ne se tient pas devant la porte, il est assis sur le pinacle ; mais sa fonction est la même. L'indépendance du bonapartisme est donc, à un haut degré, toute d'apparence, de simulacre, de décor : elle a pour symbole le manteau impérial.

Exploitant adroitement la terreur du bourgeois devant l'ouvrier, Bismarck, dans toutes ses réformes politiques et sociales, restait invariablement le fondé de pouvoir des classes possédantes qu'il ne trahit jamais. En revanche, la pression croissante du prolétariat lui permit indubitablement de s'élever au-dessus du corps des *junkers*, au-dessus des capitalistes, en qualité d'accablant arbitre bureaucratique : en cela consistait sa fonction.

Le régime soviétique admet une très considérable indépendance du pouvoir par rapport au prolétariat et à la paysannerie, par conséquent aussi « un arbitrage » entre l'un et l'autre, dans la mesure où leurs intérêts, bien qu'ils engendrent des frottements et des conflits, ne sont pourtant pas inconciliables au fond. Mais il ne serait pas facile de trouver un arbitre « impartial » entre l'État soviétique et l'État bourgeois, du moins dans la sphère des intérêts essentiels des deux parties. Ce qui empêche l'Union soviétique d'adhérer à la Société des Nations ce sont, sur le terrain international, les mêmes causes sociales qui, dans les cadres nationaux, excluent la possibilité d'une « impartialité » effective et non affectée du pouvoir entre la bourgeoisie et le prolétariat...

Sans avoir les forces du bonapartisme, le kerenskysme en avait tous les vices. Il ne s'élevait au-dessus de la nation que pour la corrompre par sa propre impuissance. Si, en paroles, les leaders de la bourgeoisie et de la démocratie avaient promis « d'obéir » à Kerensky, en réalité le tout-puissant arbitre obéissait à Milioukov, et surtout à Buchanan. Kerensky poursuivait la

guerre impérialiste, protégeait les domaines des nobles contre les attentats, différait les réformes sociales jusqu'à des temps meilleurs. Si son gouvernement était faible, c'était pour cette raison même que la bourgeoisie ne pouvait du tout placer au pouvoir des gens à elle. Cependant, quelle que fût la nullité du « gouvernement de salut », son caractère conservateur-capitaliste s'accroissait évidemment à mesure qu'augmentait son « indépendance ».

Comprendre que le régime de Kerensky était, pour la période donnée, une forme inévitable de la domination bourgeoise, n'excluait pas, du côté des politiciens bourgeois, un extrême mécontentement à l'égard de Kerensky, ni des préparatifs pour se débarrasser de lui le plus vite possible. Dans le milieu des classes possédantes il n'y avait pas de désaccord sur la nécessité d'opposer à l'arbitre national, mis en avant par la démocratie petite-bourgeoise, un personnage choisi dans leurs propres rangs. Pourquoi précisément Kornilov ? Le candidat aux Bonaparte devait correspondre au caractère de la bourgeoisie russe arriérée, isolée du peuple, décadente, inapte. Dans l'armée qui n'avait guère connu que des défaites humiliantes, il n'était pas facile de trouver un général populaire. Kornilov fut préconisé par sélection entre d'autres candidats encore moins recevables.

Ainsi, les conciliateurs ne pouvaient s'unir dans une coalition avec les libéraux, ni s'accorder avec eux sur un candidat au rôle de sauveur : ce qui les en empêchait, c'étaient les problèmes non résolus de la révolution. Les libéraux ne faisaient pas confiance aux démocrates. Les démocrates n'accordaient pas leur confiance aux libéraux. Kerensky, à vrai dire, ouvrait largement les bras à la bourgeoisie ; mais Kornilov donnait à comprendre sans équivoque que, dès la première possibilité, il tordrait le cou à la démocratie. Découlant inéluctablement de l'évolution précédente, le conflit entre Kornilov et Kerensky était la traduction des incompatibilités du double pouvoir dans le langage explosif d'ambitions personnelles.

De même que parmi le prolétariat et la garnison de Petrograd s'était formée, au début de juillet, une aile impatiente, mécontente de la politique trop circonspecte des bolcheviks, il s'accumula, chez les classes possédantes,

au début du mois d'août, des impatiences à l'égard de la politique temporisatrice de la direction cadette. Cet état d'esprit se traduisit par exemple au congrès des cadets, où certains réclamèrent le renversement de Kerensky. Plus violemment encore, l'impatience politique se manifestait en dehors des cadres du parti cadet, dans les états-majors militaires, où l'on ressentait une crainte continuelle devant les soldats, dans les banques submergées par l'inflation, dans les propriétés où le toit brûlait sur la tête du maître. « Vive Kornilov ! » devint le mot d'ordre de l'espoir, du désespoir, de la soif de vengeance.

D'accord en tout sur le programme de Kornilov, Kerensky discutait les délais : « On ne peut pas faire tout cela d'un coup. » Reconnaisant la nécessité de se séparer de Kerensky, Milioukov répliquait aux impatients : « Il est peut-être encore trop tôt. » De même que de l'élan des masses de Petrograd était sortie la demi-insurrection de juillet, l'impatience des propriétaires suscita le soulèvement de Kornilov en août. Et de même que les bolcheviks s'étaient vus contraints de se placer sur le terrain d'une manifestation armée pour en garantir, si possible, le succès, et, en tout cas, pour la protéger contre un écrasement, les cadets se trouvèrent forcés, dans les mêmes buts, de se mettre sur le terrain de l'insurrection de Kornilov. Dans ces limites, on observe une étonnante symétrie. Mais dans les cadres de cette symétrie il y a une complète opposition des buts, des méthodes et des résultats. Elle se découvrit à nous tout à fait par la suite des événements.

La conférence d'État à Moscou

[Retour à la table des matières](#)

Si un symbole est une image condensée, la révolution est la plus grande créatrice de symboles, car elle présente tous les phénomènes et les rapports sous un aspect concentré. Il faut seulement observer que le symbolisme d'une révolution est trop grandiose et rentre mal dans les cadres de la création individuelle. De là résulte une si pauvre reproduction artistique des drames les plus massifs de l'humanité.

La conférence d'État de Moscou s'acheva par un échec qui était sûr d'avance. Elle ne créa rien, ne résolut rien. En revanche, elle laissa à l'histoire un cliché inestimable, quoique négatif, de la révolution, où la lumière apparaît comme une ombre, où la faiblesse parade comme une force, la cupidité comme du désintéressement, la félonie comme la plus haute vertu. Le plus puissant parti de la révolution, qui déjà dans dix semaines devait arriver au pouvoir, se trouva relégué au seuil de la conférence comme une quantité négligeable. En revanche, on prenait au sérieux « le parti du socialisme d'évolution » que personne ne connaissait. Kerensky se présentait comme l'incarnation de la force et de la volonté. Sur la coalition, qui s'était totalement vidée de contenu dans le passé, l'on parlait comme d'un moyen de salut pour l'avenir. Kornilov, que des millions de soldats haïssaient, était salué comme le chef bien-aimé de l'armée et du peuple. Les monarchistes et les

Cent-Noirs signaient des déclarations d'amour pour l'assemblée constituante. Tous ceux qui devaient bientôt disparaître de l'arène politique semblaient avoir convenu de jouer pour la dernière fois leurs meilleurs rôles sur l'estrade. Ils s'évertuaient de toutes leurs forces à dire : voici ce que nous voudrions être, voici ce que nous pourrions être si l'on ne nous gênait pas.

Mais on les gênait : les ouvriers, les soldats, les paysans, les nationalités opprimées. Des dizaines de millions d'« esclaves révoltés » les empêchaient de manifester leur fidélité à la révolution. A Moscou, où ils avaient cherché un refuge, ils étaient talonnés par la grève. Persécutées par « l'inintelligence », « l'ignorance », « la démagogie », les deux mille cinq cents personnes qui remplissaient le théâtre s'engagèrent tacitement entre elles à ne pas dissiper l'illusion scénique. Il ne fut pas question de la grève. On prit soin de ne pas désigner les bolcheviks par leur nom. Plekhanov mentionna seulement, en passant, « le Lénine de triste mémoire », comme s'il s'agissait d'un adversaire définitivement liquidé. Les caractéristiques du négatif étaient ainsi maintenues jusqu'au bout : dans un royaume d'ombres à demi sépulcrales, qui se donnaient pour « les forces vives du pays », le véritable leader populaire ne pouvait figurer autrement qu'en qualité de défunt politique.

« La brillante salle de spectacle — écrit Soukhanov — se partageait assez nettement en deux moitiés : à droite la bourgeoisie et, à gauche, la démocratie. A droite, à l'orchestre et dans les loges, on voyait un bon nombre d'uniformes de généraux, mais, à gauche, c'étaient des sous-lieutenants, des sous-officiers, des soldats. En face de la scène, dans l'ancienne loge impériale, s'étaient installés les hauts représentants diplomatiques des puissances alliées et amies... Notre groupe, l'extrême-gauche, occupait un petit coin de l'orchestre. » L'extrême-gauche, en l'absence des bolcheviks, fut constituée par des partisans de Martov.

Entre trois et quatre heures, le rideau levé, apparut Kerensky accompagné de deux jeunes officiers, l'un de l'armée, l'autre de la marine. Figurant la puissance du pouvoir révolutionnaire, ils se tinrent tout le temps, comme cloués sur place, derrière le dos du président. Pour ne pas agacer les hommes

de droite en nommant la république — c'était convenu d'avance — Kerensky salua « les représentants de la terre russe » au nom du gouvernement de « l'État russe ». « Le ton général du discours — écrit un historien libéral — au lieu d'être celui de la dignité et de la certitude, sous l'influence des dernières journées trahissait une peur mal dissimulée que l'orateur semblait vouloir étouffer en lui-même en prenant les hautes notes de la menace. » Sans désigner directement les bolcheviks, Kerensky commença cependant par essayer de les intimider : de nouvelles tentatives contre le pouvoir « seront nettement réprimées par le fer et dans le sang ». En une tempête d'applaudissements fusionnèrent les deux ailes de la conférence. Une menace ajoutée à l'adresse de Kornilov qui n'était pas encore arrivé. « Quelque soient les ultimatums qui me viendraient de quiconque, je saurai soumettre cet homme à la volonté du pouvoir suprême et à moi qui en suis le chef » — provoqua bien des applaudissements enthousiastes, mais déjà seulement dans la moitié gauche de la conférence. Kerensky en revient sans cesse et sans cesse à lui-même, « chef suprême » : il a besoin de ces rappels. « Vous qui êtes venus ici du front, je vous le dis, moi, votre ministre de la Guerre et votre chef suprême... il n'y a point de volonté et de pouvoir dans l'armée au-dessus de la volonté et du pouvoir du gouvernement provisoire. » La démocratie est dans l'enthousiasme de ces menaces tirées à blanc, car elle s'imagine que, de cette manière, on esquivera la nécessité de recourir au plomb.

« Toutes les meilleures forces du peuple et de l'armée, assure le chef du gouvernement, ont attaché le triomphe de la révolution russe à la cause de notre victoire sur le front. Mais nos espérances ont été foulées aux pieds et on a craché sur notre foi. » Telle est la conclusion lyrique de l'offensive de juin. Lui, Kérénsky, se dispose en tout cas à guerroyer jusqu'à la victoire. Au sujet du danger d'une paix aux frais de la Russie — cette voie était indiquée par la proposition de paix du pape, en date du 4 août — Kerensky fait l'éloge de la noble fidélité des Alliés. « Et moi, au nom du grand peuple russe, je ne dirai qu'une chose : nous ne nous attendions et ne pouvions nous attendre à rien d'autre. » Une ovation dirigée vers la loge des diplomates alliés met tout le monde debout, à l'exception de quelques internationalistes et des rares

bolcheviks présents en tant que délégués de syndicats. D'une loge occupée par des officiers, un cri : « Martov, debout ! » Martov, il faut le dire à son honneur, eut assez de fermeté pour ne pas se mettre à genoux devant le désintéressement de l'Entente.

À l'adresse des nationalités opprimées de la Russie qui cherchaient à refaire leurs destinées, Kerensky formulait des leçons de morale mêlées de menaces. « Torturés et exterminés dans les chaînes de l'autocratie tsariste — disait-il, se vantant d'avoir porté les chaînes d'autrui — nous n'avons pas ménagé notre sang au nom du bonheur de tous les peuples. » Dans un sentiment de gratitude envers les nationalités opprimées, il leur recommandait de patienter sous un régime qui déniait leurs droits.

Où est l'issue ? « ... Sentez-vous en vous cette grande ardeur...sentez-vous en vous la force et la volonté d'ordre, de sacrifices et de travail ?... Donnez-vous ici le spectacle d'une grande force nationale solidement soudée ?... » Ces paroles étaient prononcées le jour de la grève de protestation à Moscou, et en des heures où la cavalerie de Kornilov procédait à des déplacements mystérieux, « Nous y perdrons la vie, mais nous sauverons l'État. » C'est tout ce que pouvait déclarer au peuple le gouvernement de la révolution.

« Bien des provinciaux — écrit Milioukov — voyaient, dans cette salle, Kerensky pour la première fois, et en sortirent partiellement déçus, partiellement indignés. Devant eux se dressait un jeune homme au visage tourmenté, blême, dans une pose apprise d'acteur... Cet homme semblait vouloir faire peur à quelqu'un et produire sur tous une impression de force et de pouvoir dans l'ancien style. En réalité, il n'éveillait que de la pitié. »

Les déclarations des autres membres du gouvernement ne manifestèrent pas tellement leur incapacité personnelle que la faillite du système de conciliation. La grande idée que le ministre de l'Intérieur, Avksentieiev proposa au jugement du pays fut celle d'une institution de commissaires-inspecteurs en tournée. Le ministre de l'Industrie exhortait les entrepreneurs à se contenter de modestes bénéfices. Le ministre des Finances promettait

d'abaisser les impôts directs des classes possédantes en relevant les contributions indirectes. L'aile droite eut l'imprudence de couvrir ses paroles d'une tempête d'applaudissements dans laquelle Tseretelli, non sans quelque gêne, discerna trop peu d'empressement à faire des sacrifices. Le ministre de l'Agriculture, Tchernov, avait l'ordre de se taire tout à fait pour ne pas taquiner les alliés de droite en agitant devant eux la menace d'une expropriation des terres. Dans l'intérêt de l'union nationale il avait été décidé de feindre que la question agraire n'existait pas. Les conciliateurs n'étaient que des gêneurs. La véritable voix du moujik ne retentit pas à la tribune. Or, justement en ces semaines d'août, le mouvement agraire se déclenchait dans tout le pays pour se transformer, en automne, en une irrésistible guerre paysanne.

Après une suspension d'un jour employée à effectuer des reconnaissances et à mobiliser des forces des deux côtés, la séance du 14 s'ouvrit dans une atmosphère d'extrême tension. A l'apparition de Kornilov dans une loge, la droite de la Conférence lui fait un tumultueux accueil. La moitié de l'assemblée, la gauche, reste presque tout entière assise. Les cris : « Debout ! » s'accompagnent de grossières injures venues d'une loge occupée par des officiers. Lorsque se présente le gouvernement, la gauche fait à Kerensky une longue ovation à laquelle, comme en témoigne Milioukov, « cette fois-ci, tout aussi démonstrativement, ne participa point la droite, qui resta assise ». Dans ces flots contraires d'applaudissements s'entendaient les prochaines collisions de la guerre civile. Cependant, sur l'estrade, sous le nom de gouvernement, continuaient à siéger les représentants des deux moitiés d'une salle scindée, et le président, qui prenait en catimini des mesures militaires contre le généralissime, n'oubliait pas une minute d'incarner en son personnage « l'unité du peuple russe ». Dans ce rôle stylisé, Kerensky s'écria : « Je propose à tous de saluer en la personne du généralissime ici présent l'armée qui périt valeureusement pour la liberté et la patrie. » A l'adresse de cette même armée, il avait été dit pendant la première séance : « Nos espoirs ont été foulés aux pieds et l'on a craché sur notre foi. » Mais qu'importe ! La phrase salubre est trouvée : l'auditoire se lève et applaudit

tumultueusement Kornilov et Kerensky. L'unité de la nation est encore une fois sauvée !

Prises à la gorge par l'irrémissible fatalité de l'histoire, les classes dirigeantes avaient résolu de recourir aux moyens d'une mascarade historique. Il leur semblait évidemment que si elles se présentaient encore une fois au peuple dans toutes leurs métamorphoses, elles en deviendraient plus considérables et plus fortes. En qualité d'experts de la conscience nationale, on amena en scène des représentants de toutes les quatre Doumas d'Empire. Les dissensions intérieures, si graves naguère, disparurent, tous les partis de la bourgeoisie s'unirent sans peine sur « le programme en marge des partis et des classes » d'hommes publics qui avaient, quelques jours auparavant, expédié un télégramme de félicitations à Kornilov. Au nom de la I^{re} Douma — celle de 1906 ! — le cadet Nabokov repoussait « l'hypothèse même de la possibilité d'une paix séparée ». Cela n'empêcha point le politicien libéral de raconter dans ses Mémoires que lui et, avec lui de nombreux leaders cadets avaient vu dans une paix séparée l'unique voie de salut. Exactement de même, les représentants des autres Doumas tsaristes réclamaient aussi, avant tout, de la révolution, le tribut du sang.

« La parole est à vous, général ! » La séance approche du moment critique. Que dira le généralissime que Kerensky a instamment mais vainement exhorté à se contenter de faire un exposé de la situation militaire ? Milioukov écrit en témoin oculaire : « Un personnage de basse taille, courtaud, mais solide, aux traits de kalmouk, au regard incisif, pénétrant, dont les petits yeux noirs s'allumaient parfois de méchantes étincelles, parut sur l'estrade. La salle trépide d'applaudissements. Tout le monde est debout, à l'exception... des soldats. » A l'adresse des délégués qui ne se sont pas levés, la droite pousse des cris d'indignation, mêlés d'invectives, « Goujats !... Debout ! » Des bancs d'où l'on ne se lève pas, part une clameur : « Larbins ! » Le vacarme devient une tempête. Kerensky propose d'écouter calmement « le premier soldat du gouvernement provisoire ». Roidement, par saccades, autoritairement, comme il convient à un général qui se dispose à sauver le pays, Kornilov lut une note écrite pour lui par l'aventurier Zavoïko

sous la dictée de l'aventurier Filonenko. Par le programme exposé, la note était cependant beaucoup plus modérée que le dessein dont elle était le préambule.

Kornilov ne se gêna pas pour dépeindre l'état de l'armée et la situation du front sous les couleurs les plus sombres, dans l'évidente intention d'inspirer la peur. Le passage essentiel du discours fut un pronostic d'ordre militaire : « ... L'ennemi frappe déjà aux portes de Riga et, si seulement l'instabilité de notre armée ne nous donne pas la possibilité de nous maintenir sur le rivage du golfe de Riga, la route de Pétrograd sera ouverte. » Kornilov assène ici un coup dur au gouvernement : « Par toute une série de mesures législatives appliquées après l'insurrection par des gens étrangers à l'esprit et à la compréhension de l'armée, celle-ci a été transformée en une horde démente qui n'a de cher exclusivement que sa vie. » C'est clair : pour Riga, il n'est point de salut, et le généralissime le déclare ouvertement, d'un ton provocant, à la face du monde entier, comme s'il invitait les Allemands à occuper la ville non défendue. Mais Petrograd ? Voici la pensée de Kornilov : si j'obtiens la possibilité de remplir mon programme, Petrograd sera peut-être encore sauvé ; mais dépêchez-vous ! Le journal moscovite des bolcheviks écrivait : « Qu'est-ce là ? un avertissement ou une menace ? La défaite de Tamopol a fait de... Kornilov un généralissime. La reddition de Riga peut le faire dictateur. » Cette idée correspondait beaucoup plus complètement aux visées des conspirateurs que ne le pouvait imaginer le plus soupçonneux des bolcheviks.

Le concile ecclésiastique, qui avait participé à la pompeuse réception de Kornilov, dépêcha alors pour appuyer le généralissime un de ses membres les plus réactionnaires, l'archevêque Platon. « Vous venez de voir à l'instant le navrant tableau de l'armée, dit ce représentant des « forces vives ». Et je suis monté ici pour dire, de cette place, à la Russie : ne te trouble point, bien chère, ne crains point, notre affectionnée. S'il faut un miracle pour le salut de la Russie, Dieu, grâce aux prières de l'Eglise, accomplira ce miracle... » Pour la protection des domaines du clergé, les hauts dignitaires orthodoxes préféraient des contingents de cosaques. Le point fort de la harangue n'était pourtant pas là. L'archevêque se plaignait de n'avoir pas entendu, dans les rapports des

membres du gouvernement, « nommer une seule fois Dieu, même incidemment ». De même que Kornilov imputait au gouvernement de la révolution la décomposition de l'armée, Platon accusait « ceux qui sont présentement à la tête de notre peuple religieux avec ferveur » d'être de criminels incrédules. Des cléricaux qui s'étaient roulés dans la poussière devant Raspoutine s'enhardissaient à présent jusqu'à confesser publiquement le gouvernement de la révolution.

Au nom de vingt et un contingents de cosaques, une déclaration fut lue par le général Kaledine, dont le nom était répété avec insistance, en cette période, comme celui d'un des plus fermes dans le parti militaire, « Ne désirant pas, ne sachant pas flatter la foule, Kaledine — d'après les termes d'un de ses panégyristes — se sépara sur ce terrain, du général Broussilov et, comme incompatible avec l'esprit de l'époque, fut destitué de son commandement d'armée. » Rentré au commencement de mai dans la province du Don, le général cosaque fut bientôt élu *ataman* des troupes de la région. C'est lui, placé à la tête de la plus ancienne et de la plus forte des troupes cosaques, qui fut chargé de présenter le programme des hautes sphères privilégiées de la cosaquerie. Repoussant tous soupçons d'esprit contre-révolutionnaire, sa déclaration rappelait impertinemment aux ministres socialistes comment, au moment du danger, ils avaient sollicité l'aide des cosaques contre les bolcheviks. Le morose général conquit soudainement les cœurs des démocrates en proférant fortement un mot que Kerensky n'osait pas dire tout haut : la république. La majorité de l'auditoire, et le ministre Tchernov avec un empressement particulier, applaudit le général cosaque qui réclamait tout à fait sérieusement de la république ce que l'autocratie n'avait plus été en mesure de donner.

Napoléon avait autrefois prédit que l'Europe deviendrait cosaque ou républicaine. Kaledine consentait à voir la Russie républicaine, à condition qu'elle ne cessât point d'être cosaque. Ayant lu ces mots : « Les défaitistes ne doivent point avoir place dans le gouvernement », l'ingrat général se tourna insolemment vers l'infortuné Tchernov. Un compte rendu d'un journal libéral note ceci : « Tous les regards se tournent vers Tchernov, qui baisse bien bas la

tête sur la table. » N'étant pas lié par une situation officielle, Kaledine développa jusqu'au bout le programme de la réaction : supprimer les comités, rétablir l'autorité des chefs, ramener au même niveau l'arrière et le front, réviser les droits des soldats, autrement dit les réduire à néant. Les applaudissements de droite se mêlent aux protestations et même aux sifflets de gauche. L'assemblée constituante, « dans l'intérêt d'un travail calme et méthodique », doit être convoquée à Moscou !

Ce discours élaboré avant la Conférence fut lu par Kaledine au lendemain de la grève générale, et la phrase sur « un travail calme » à Moscou avait un accent de dérision. La harangue du cosaque républicain porta finalement la température de la salle jusqu'à l'ébullition et amena Kerensky à faire montre d'autorité : « Il ne convient à qui que ce soit, dans la présente assemblée, d'intimer des ordres au gouvernement. » Mais, dans ce cas, pourquoi avait-on convoqué la conférence ? Pourichkevitch, réactionnaire en vogue, criait de sa place : « Nous jouons le rôle de figurants du gouvernement ! » Deux mois auparavant, ce fauteur de pogromes n'osait pas encore s'exhiber.

La déclaration officielle de la démocratie, document interminable où l'on tentait de donner des réponses à toutes les questions sans en résoudre une seule, fut lue par le président du comité exécutif central, Tchkeidze, accueilli par les chaleureuses félicitations des gauches. Des acclamations comme « Vive le chef de la révolution russe ! » durent troubler ce modeste caucasien qui se sentait moins que tout un chef. Sur un ton de plaidoyer, la démocratie déclarait qu'elle « ne tendait pas au pouvoir, ne désirait pas un monopole à elle ». Elle est prête à soutenir tout pouvoir capable de sauvegarder les intérêts du pays et de la révolution. Mais on ne peut abolir les soviets : seuls ils ont sauvé le pays de l'anarchie. On ne peut supprimer les comités d'armée : seuls ils sont capables d'assurer la continuation de la guerre. Les classes privilégiées doivent faire quelques concessions dans l'intérêt de l'ensemble. Cependant, les intérêts des propriétaires de terres doivent être protégés contre les expropriations. La solution des questions nationales doit être différée

jusqu'à l'assemblée constituante. Il faut pourtant procéder aux réformes les plus urgentes. Au sujet d'une active politique de paix, la déclaration ne disait mot. En somme, ce document était comme spécialement étudié pour ne pas donner satisfaction à la bourgeoisie tout en provoquant l'indignation des masses.

Dans un discours évasif et incolore, le représentant du comité exécutif paysan rappela le mot d'ordre « La Terre et la Liberté », sous lequel « ont péri nos meilleurs militants ». Un compte rendu d'un journal de Moscou note un épisode élagué du sténogramme officiel : « Tout l'auditoire se lève et fait une tumultueuse ovation aux anciens prisonniers de la forteresse de Schlussembourg, qui sont assis dans une loge. » Etonnante grimace de la révolution ! « Tout l'auditoire » fête les anciens bagnards politiques que la monarchie d'Alexeïev, de Kornilov, de Kaledine, de l'évêque Platon, de Rodzianko, de Goutchkov et, au fond, aussi de Milioukov, n'a pas eu le temps d'étouffer complètement dans ses prisons. Les bourreaux ou leurs complices veulent se parer de l'auréole du martyr de leurs propres victimes.

Quinze ans auparavant, les leaders de la moitié droite de la salle célébraient le deuxième centenaire de la prise de la forteresse de Schlussembourg par Pierre I^{er}. L'*Iskra* (*L'Étincelle*), journal de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie, écrivait en ces jours-là : « Comme on est soulevé d'indignation devant cette cérémonie patriotique sur l'île maudite qui fut le lieu d'exécution de Minakov, de Mychkine, de Rogatchev, de Stromberg, d'Oulianov, de Gueneralov, d'Ossipanov, d'Andriouchkine et de Chevyrev ; devant ces sacs de pierre, où Klitnenko s'étrangla avec une corde, où Gratchevsky s'arrosa de pétrole et s'incendia, où Sophie Ginsbourg se meurtrit à coups de ciseaux ; sous des murailles dans lesquelles Chtchedrine, Iouvatchev, Konachevitch, Pokhitonov, Ignatti, Ivanov, Arontchik et Tikhonovitch ont sombré sans retour dans les ténèbres de la démence, tandis que des dizaines d'autres ont péri d'épuisement, de scorbut et de phthisie. Livrez-vous donc à vos bacchanales patriotiques, car aujourd'hui, vous êtes encore les traîtres à Schlussembourg ! » En épigraphe, L'*Iskra* portait ces trois extraits d'une lettre adressée par les décembristes bagnards à Pouchkine : *De*

l'étincelle jaillira la flamme. Elle a jailli. Elle a réduit en cendres la monarchie et son bagne de Schlüsselbourg. Et voici qu'aujourd'hui, dans la salle de la conférence d'État, les geôliers de la veille ovationnaient les victimes arrachées à leurs griffes par la révolution. Mais le plus paradoxal fut pourtant que les anciens geôliers et les anciens détenus fusionnèrent effectivement dans une commune haine à l'égard des bolcheviks, de Lénine qui avait été l'inspirateur de *L'Iskra*, de Trotsky, auteur des lignes citées ci-dessus, des ouvriers révoltés, des soldats insubordonnés qui remplissaient les prisons de la république.

Le nationalo-libéral Goutchkov, président de la III^e Douma, qui n'avait pas admis, en son temps des députés de gauche dans la commission de la défense nationale et qui, pour ce mérite avait été nommé par les conciliateurs le premier des ministres de la Guerre de la révolution, prononça le plus intéressant discours, où cependant l'ironie combattait vainement le désespoir : « Mais pourquoi donc... pourquoi — disait-il faisant allusion aux paroles de Kerensky — les représentants du pouvoir sont-ils venus à nous « dans une angoisse mortelle », « dans une mortelle épouvante », poussant des cris maladifs, je dirais même hystériques, de désespoir, et pourquoi cette angoisse, cette épouvante, ces cris, trouvent-ils dans nos âmes la douleur poignante des affres de l'agonie ? » Au noir de ceux qui, précédemment, avaient été les souverains traîtres, avaient commandé, gracié et puni, le solide marchand moscovite confessait publiquement ses sensations « d'affres d'agonie ». « Ce pouvoir — disait-il — est une ombre de pouvoir. » Goutchkov avait raison. Mais lui aussi, ancien partenaire de Stolypine, n'était plus que l'ombre de lui-même.

Le jour même de l'ouverture de la conférence parut dans le journal de Gorki une information montrant comment Rodzianko réalisait des bénéfices en fournissant des leviers de culasses de fusils inutilisables. Cette révélation inopportune, faite par Karakhan, futur diplomate des soviets, alors encore inconnu de tous, n'empêcha pas le chambellan de parler avec dignité à la conférence au profit du programme patriotique des fournisseurs de l'armée. Tous les malheurs venaient de ceci que le gouvernement provisoire n'avait

pas marché la main dans la main avec la Douma d'État, « la seule représentation intégralement légale de tout le peuple de Russie ». Cela sembla déjà trop. Sur les bancs de la gauche l'on se mit à rire. Des cris retentirent : « Le 3 juin ! ». Jadis, cette date, le 3 juin 1907 — jour où la constitution octroyée avait été foulée aux pieds — avait été comme marquée au fer sur le front de la monarchie et des partis qui la soutenaient. Maintenant, ce n'était plus qu'un pâle souvenir. Mais Rodzianko lui-même, qui tonitruait d'une voix de basse, énorme et imposant, semblait être à la tribune plutôt un vivant vestige du passé qu'une figure politique.

Aux attaques de l'intérieur, le gouvernement oppose les encouragements qui lui sont venus si à propos de l'extérieur, Kerensky donne lecture d'un télégramme de félicitations du président Wilson, promettant « tout appui matériel et moral au gouvernement russe pour le succès de la cause commune aux deux peuples, et dans laquelle ils ne poursuivent aucun but égoïste ». De nouveaux applaudissements devant la loge diplomatique ne peuvent étouffer l'anxiété provoquée dans la moitié de droite par la dépêche de Washington : l'éloge du désintéressement signifiait trop nettement pour les impérialistes russes l'ordonnance de se mettre à la diète.

Au nom de la démocratie conciliatrice, son leader reconnu, Tseretelli, défendait les soviets et les comités d'armée comme on défend pour l'honneur une cause perdue d'avance. « On ne peut encore enlever ces échafaudages, l'édifice de la libre Russie révolutionnaire n'étant pas entièrement construit. » Après l'insurrection, « les masses populaires, à proprement parler, n'avaient foi en personne qu'en elles-mêmes » : seuls les efforts des soviets conciliateurs donnèrent aux classes possédantes la possibilité de se maintenir au sommet, du moins dans les premiers temps, sans le confort habituel. Tseretelli faisait un particulier mérite aux soviets « d'avoir remis au gouvernement de coalition toutes les fonctions d'État » : ce sacrifice « avait-il été arraché à la démocratie par la force ? » L'orateur ressemblait à un commandant de forteresse qui se vante publiquement d'avoir rendu sans combat la place à lui confiée... Et, pendant les journées de juillet, « qui donc avait dressé la poitrine pour défendre le pays contre l'anarchie ? » De la droite

retentit une voix : « les cosaques et les *junkers* ! » Comme un coup de cravache, ces deux mots cinglèrent le flot des lieux communs démocratiques. L'aile bourgeoise de la conférence comprenait parfaitement l'effet salutaire des services rendus par les conciliateurs. Mais la gratitude n'est point un sentiment politique. La bourgeoisie se hâtait de tirer ses conclusions des bons offices qu'elle devait à la démocratie : le chapitre des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks était en voie d'achèvement ; à l'ordre du jour se plaçait le chapitre des cosaques et des *junkers*.

C'est avec une particulière prudence que Tseretelli aborda le problème du pouvoir. Dans les derniers mois avaient eu lieu des élections aux doumas municipales et, partiellement, aux zemstvos, sur la base du droit de suffrage universel. Et qu'en résultait-il ? Les délégations des municipalités démocratiques se trouvèrent, à la conférence d'État, dans le groupe de gauche, avec les soviets, sous la direction des mêmes partis, socialistes-révolutionnaires et mencheviks. Si les cadets ont l'intention d'insister sur leur revendication : en finir avec toute dépendance du gouvernement, vis-à-vis de la démocratie, à quoi bon alors une assemblée constituante ? Tseretelli indiqua seulement les contours de cette argumentation ; car, poussé jusqu'au bout, elle eût condamné la politique de la coalition avec les cadets comme contraire même à la démocratie formelle. On accuse la révolution d'abuser de discours sur la paix ? Mais les classes possédantes ne comprennent-elles pas que le mot d'ordre de la paix est actuellement le seul moyen de continuer la guerre ? La bourgeoisie le comprenait : elle voulût seulement, avec le pouvoir, prendre aussi ce moyen en ses propres mains. Tseretelli termina par un hymne en l'honneur de la coalition. Dans l'assemblée scindée qui n'apercevait pas d'issue, les lieux communs des conciliateurs tintèrent pour la dernière fois avec une nuance d'espoir. Mais Tseretelli aussi n'était déjà plus en somme que le spectre de lui-même.

Au nom de la moitié droite de la salle, Milioukov, représentant irrémédiablement rassis des classes auxquelles l'histoire a coupé les voies d'une politique rassise, répliqua à la démocratie. Dans son *Histoire*, le leader du libéralisme rapporte d'une façon suffisamment expressive son propre

discours à la conférence d'État. « Milioukov fit... un relevé succinct, basé sur des faits, des erreurs commises par « la démocratie révolutionnaire » et en tira des conclusions : capitulation dans la question de « la démocratisation de l'armée », accompagnée du départ de Goutchkov ; capitulation sur la question de la politique extérieure « zimmerwaldienne », accompagnée du départ du ministre des Affaires étrangères (Milioukov) ; capitulation devant les revendications utopiques de la classe ouvrière, accompagnée du départ de Konovalov (ministre du Commerce et de l'Industrie) ; capitulation devant les excessives exigences des nationalités, accompagnée du départ des cadets restants. La cinquième capitulation devant les tendances spoliatrices des masses, dans la question agraire... provoqua le départ du prince Lvov, premier président du gouvernement provisoire. »

L'histoire de la maladie n'était pas mal écrite. Quant au traitement, Milioukov n'alla pas au-delà des mesures policières : il faut étouffer les bolcheviks. « En présence de faits évidents reprochait-il aux conciliateurs — ces groupes plus modérés ont été forcés d'admettre que, parmi les bolcheviks, il y a des criminels et des traîtres. Mais ils n'admettent pas jusqu'à présent que l'idée même, l'idée fondamentale qui unit ces partisans des actes combattifs de l'anarcho-syndicalisme, est criminelle. » (*Applaudissements.*)

Le très humble Tchernov semblait être encore l'anneau de jonction entre la coalition et la révolution. Presque tous les orateurs de l'aile droite : Kaledine, les cadets Maklakov et Astrov, portaient des coups à Tchernov qui avait reçu l'ordre de se taire et que nul ne prenait sous sa défense ; Milioukov, de son côté, rappela que le ministre de l'Agriculture « avait été en personne à Zimmerwald et à Kienthal et y avait présenté les motions les plus dolentes ». C'était un coup direct, à la tête : avant de devenir ministre de la guerre impérialiste, Tchernov avait effectivement signé certains documents de la gauche de Zimmerwald, c'est-à-dire de la fraction de Lénine.

Milioukov ne cacha pas à la conférence que, dès le début, il avait été adversaire de la coalition, estimant qu'elle « serait non plus forte, mais plus faible que le gouvernement issu de la révolution », savoir : le gouvernement

Goutchkov-Milioukov. Et, présentement, il « craint fort que la composition actuelle du pouvoir exécutif... ne garantisse pas la sécurité des personnes et de la propriété ». Quoi qu'il en soit, Milioukov promet au gouvernement son appui « de bon cœur et sans contestations ». La félonie incluse dans cette promesse magnanime éclatera quinze jours plus tard. Le discours, au moment où il fut prononcé, n'éveilla aucun enthousiasme, mais ne donna pas non plus motif à de véhémentes protestations. L'orateur fut accueilli et reconduit par de maigres applaudissements.

Le second discours de Tseretelli consistait en assurances, en serments, en lamentations : pourtant tout cela est bien pour vous ; les soviets, les comités, les programmes démocratiques, les mots d'ordre du pacifisme, tout cela vous protège : « A qui sera-t-il plus facile de faire marcher les troupes de l'État russe révolutionnaire, au ministre de la Guerre Goutchkov ou au ministre de la Guerre Kerensky ? » Tseretelli répétait presque mot pour mot Lénine, mais seulement le leader des conciliateurs voyait un mérite là où le leader de la révolution stigmatisait la trahison. L'orateur se justifie plus loin d'avoir trop ménagé les bolcheviks : « Je vous le dis, la révolution était inexpérimentée dans la lutte contre l'anarchie venue de gauche » (*Tempête d'applaudissements à droite.*) Mais, depuis que « les premières leçons ont été données », la révolution a corrigé son erreur : « On a déjà mis en application une loi d'exception. » En ces mêmes heures, Moscou était clandestinement gouvernée par un comité comptant six membres — deux mencheviks, deux socialistes-révolutionnaires, deux bolcheviks — protégeant la ville contre le danger d'un coup d'État de la part de ceux devant lesquels les conciliateurs s'engageaient à écraser les bolcheviks.

Le clou de la dernière journée fut la harangue du général Alexeïev dont l'autorité incarnait le manque de talent des vieux bureaucrates militaires. Sous les vivats effrénés de la droite, l'ancien chef d'état-major de Nicolas II, organisateur aussi des débâcles de l'armée russe, parla de ces destructeurs « dans les poches desquels tintaient mélodieusement les marks allemands ». Pour reconstituer l'armée, il faut une discipline ; pour la discipline, il faut que les chefs aient de l'autorité ; ce pour quoi il faut encore de la discipline.

« Parlez d'une discipline de fer, ou appelez-la consciencieuse, ou dites-la véritable... les bases de ces disciplines sont les mêmes. » L'histoire se délimitait pour Alexeïev dans les statuts du service intérieur. « Est-il donc, messieurs, si difficile de sacrifier une prérogative illusoire, l'existence des organisations (*rires à gauche*) pour un certain temps ? » (*tapage et cris à gauche.*) Le général suggérait qu'on lui remît en tutelle la révolution désarmée, non pour toujours, non, Dieu merci ! mais seulement « pour un certain temps » : la guerre finie, il promettait de restituer l'objet en bonne conservation. Mais il termina par un aphorisme assez bien venu : « Il faut des mesures et non des demi-mesures. » Ces mots atteignaient et la déclaration de Tchkhéidze, et le gouvernement provisoire, et la coalition, et tout le régime de février. Des mesures et non des demi-mesures ! Là-dessus, les bolcheviks étaient aussi d'accord.

Au général Alexeïev furent aussitôt opposés des officiers de gauche, délégués de Petrograd et de Moscou, qui soutenaient « notre chef suprême, le ministre de la Guerre ». Après eux le lieutenant Koutchine, vieux menchevik, orateur du « groupe du front à la conférence d'État », parla au nom de millions de soldats qui, cependant, ne devaient guère se reconnaître dans le miroir de la conciliation. « Nous avons tous lu l'interview du général Loukomsky, dans tous les journaux, où il est dit : si les Alliés ne nous aident pas, Riga sera livrée... » Pourquoi donc le haut commandement, qui dissimulait toujours les insuccès et les revers, avait-il senti le besoin de pousser au noir les couleurs ? Les cris : « C'est une honte », partant de gauche, s'adressaient à Kornilov qui, la veille, avait développé la même pensée en pleine conférence.

Koutchine touchait au point le plus sensible des classes possédantes : les sommets de la bourgeoisie, le commandement, toute la moitié droite de l'auditoire étaient profondément imprégnés de tendances défaitistes dans les domaines économique, politique et militaire. La devise de ces patriotes solides et équilibrés était dès lors : « Plus ça va mal, mieux ça va ! » Mais l'orateur conciliateur se hâta d'esquiver un thème qui était pour lui-même un terrain glissant. « Sauverons-nous l'armée ? Nous ne savons, mais si nous ne la

sauvons pas, ce n'est point le commandement qui la sauvera... » « Il la sauvera ! » s'écria-t-on sur les bancs des officiers. Koutchine : « Non, il ne la sauvera pas ! » Des applaudissements éclatent à gauche. Ainsi s'interpellaient hostilement les commandants et les comités sur la solidarité imaginaire desquels était édifié le programme d'un assainissement de l'armée. Ainsi s'interpellaient les deux moitiés de la conférence qui constituaient la base d'une « honnête coalition ». Ces conflits n'étaient que le faible écho, étouffé, parlementarisé, des antagonismes qui secouaient le pays.

Conformément à la mise en scène bonapartiste, les orateurs de droite et de gauche alternaient, s'équilibrant entre eux autant que possible. Si les primats du concile orthodoxe soutenaient Kornilov, les moniteurs des chrétiens évangéliques se rangeaient du côté du gouvernement provisoire. Les délégués des zemstvos et des municipalités sortaient deux par deux : l'un, pour la majorité, se joignait à la déclaration de Tchkhedze ; l'autre, pour la minorité, à la déclaration de la Douma d'État.

Les représentants des nationalités opprimées, l'un après l'autre, assuraient le gouvernement de leur patriotisme, mais les suppliaient de ne pas les duper davantage : dans leurs régions, mêmes fonctionnaires, mêmes lois, même oppression. « On ne peut différer. Aucun peuple ne peut vivre seulement de promesses. » La Russie révolutionnaire doit montrer qu'elle est « la mère et non point la marâtre de tous les peuples ». Les timides reproches et les adjurations résignées ne trouvaient presque aucun écho de sympathie même dans la moitié gauche de l'auditoire. L'esprit de la guerre impérialiste est moins que tout compatible avec une honnête politique dans la question nationale.

« Jusqu'à présent, les nationalités de la Transcaucasie n'ont fait aucune manifestation séparatiste — déclara, au nom des Géorgiens, le menchévik Tchkenkeli — et elles n'en feront pas ultérieurement. » Cet engagement, couvert d'applaudissements, se trouvera bientôt caduc : à partir de l'insurrection d'octobre, Tchkenkeli sera un des leaders du séparatisme. Il n'y a pourtant point là de contradiction : le patriotisme de la démocratie ne

dépasse point les cadres du régime bourgeois.

Entre-temps, de nouveaux spectres du passé, les plus tragiques, surgissent sur la scène. Les mutilés de guerre font entendre leur voix. Eux non plus ne sont pas unanimes. Les manchots, les amputés de la jambe, les aveugles ont leur aristocratie et leur plèbe. Au nom « de l'immense et puissante association des chevaliers de Saint-Georges, de ses cent vingt-huit sections disséminées dans toute la Russie », un officier, offensé dans son patriotisme, soutient Kornilov (*approbation de la droite*). L'Union panrusse des mutilés de guerre se joint par l'intermédiaire de son délégué, à la déclaration de Tchkhéidze (*approbation de la gauche*).

Le comité exécutif de l'Union des cheminots qui venait de s'organiser et qui devait, sous la dénomination abrégée de *Vikjel*, jouer dans les prochains mois un rôle considérable, joignit sa voix à la déclaration des conciliateurs. Le président du *Vikjel*, démocrate modéré et extrême patriote, traça un vif tableau des manigances contre-révolutionnaires sur le réseau : perfides offensives contre les ouvriers, licenciements en masse, dérogations arbitraires à la journée de huit heures, inculpations devant les tribunaux. Des forces clandestines, dirigées par des centres cachés mais influents, tentent évidemment de provoquer à la bataille les cheminots allumés. L'ennemi est insaisissable. « Le contre-espionnage s'est assoupi, la surveillance du ministère public est endormie. » Et ce modéré entre tous les modérés termina par une menace : « Si l'hydre de la contre-révolution lève la tête, nous marcherons pour l'étouffer de nos propres mains. »

Immédiatement se présente, apportant des accusations contraires, un des as des cheminots : « La pure source de la révolution s'est trouvée empoisonnée. Pourquoi ? Parce que les buts idéalistes de la révolution ont été remplacés par des buts matériels (*applaudissements de droite*). » Dans le même esprit, Roditchev, cadet et propriétaire de domaines, accuse les ouvriers de s'être assimilé l'ignominieux mot d'ordre reçu de France : « Enrichissez-vous ! » Les bolcheviks assureront bientôt à la formule de Roditchev un succès exceptionnel, quoique non celui sur lequel comptait l'orateur. Le

professeur Ozerov, homme de science pure et délégué des banques agraires, s'écrie : « Le soldat dans la tranchée doit penser à la guerre et non au partage de la terre. » Ce n'est pas étonnant : la confiscation des propriétés terriennes individuelles signifierait la confiscation des capitaux bancaires : au 1^{er} janvier 1915, l'endettement de la propriété privée sur les terres se chiffrait à plus de trois milliards cinq cents millions de roubles !

De droite l'on parlait au nom de hauts états-majors, d'unions industrielles, de chambres de commerce et de banques, de la société des haras et d'autres organisations qui groupaient des centaines de personnages réputés. De gauche, l'on parlait au nom des soviets, des comités d'armée, des syndicats, des municipalités démocratiques, des coopératives, derrière lesquels s'entrevoyaient, sur un fond lointain, des millions et des dizaines de millions d'anonymes. En temps normal, la prépondérance portait invariablement sur le segment court du levier. « On ne peut nier — moralisait Tseretelli — surtout en un pareil moment, la densité et l'importance de ceux qui sont forts de leur poids de possédants. » Mais toute l'affaire est en ceci que cette pesanteur devenait de plus en plus impondérable. De même que le poids n'est pas une qualité interne à tels ou tels objets, mais seulement un rapport réciproque entre eux, la densité sociale n'est point une qualité innée d'un individu, mais seulement la valeur de classe que sont forcées de lui reconnaître les autres classes. La révolution, cependant, arrivait tout près de la limite même où l'on commence à ne plus reconnaître les « qualités » les plus essentielles des classes dominantes. De là devint si inconfortable la situation de la minorité renommée sur le segment court du levier.

Les conciliateurs faisaient tous leurs efforts pour maintenir l'équilibre. Mais ils n'étaient plus en force : les masses pressaient trop irrésistiblement sur l'autre bras, le plus long. Combien prudemment les gros agrariens, les banquiers, les industriels défendaient leurs intérêts ! Et puis les défendaient-ils en général ? Presque pas. Ils défendaient les droits de l'idéalisme, les intérêts de la culture, les prérogatives de la future assemblée constituante. Un maître de l'industrie lourde, Von Ditmar, termina même par un hymne en l'honneur de « liberté, égalité, fraternité ». Où s'étaient fourrés les barytons métalliques

du profit, les basses rauques de la rente foncière ? De la scène se déversaient seulement les plus doucereux ténors du désintéressement. Mais une minute d'attention : combien de bile et de vinaigre sur la mélasse ! De quelle façon inattendue, les roulades lyriques se brisent en un fausset coléreux. Le représentant de la chambre de l'agriculture panrusse, Kapatsinsky, qui tient de toute son âme pour la prochaine réforme agraire, n'oublie pas de remercier « notre pur Tseretelli » pour sa circulaire défendant le droit contre l'anarchie. Mais les comités agraires ? Car enfin ils remettent directement le pouvoir au moujik ! Lui, « être obscur, presque illettré, fou de bonheur à l'idée qu'enfin... on lui donne la terre, cet homme est chargé d'instituer le droit dans le pays ». Si, dans la lutte contre l'obscur moujik, les propriétaires de domaines défendent la propriété, ce n'est pas pour eux, non, mais seulement pour la sacrifier ensuite sur l'autel de la liberté.

La symbolique sociale semblerait presque épuisée. Mais ici Kerensky est illuminé d'une heureuse inspiration. Il propose de donner la parole à un groupe encore — « un groupe historique en Russie, celui de Brechkovskaïa, de Kropotkine et de Plekhanov ». Le populisme russe, l'anarchisme russe et la social-démocratie russe apparaissent personnifiés par la génération aînée ; l'anarchisme et le marxisme par leurs plus éminents fondateurs.

Kropotkine demande qu'on joigne sa voix « à celles oui ont invité tout le peuple russe à rompre une fois pour toutes avec le zimmerwaldisme ». L'apôtre négateur de l'autorité se rattache du coup à l'aile droite de la conférence. La défaite menace de comporter non seulement la perte de grands territoires et des contributions : « Sachez, camarades, qu'il y a quelque chose de pire que tout cela : c'est la psychologie d'un pays vaincu. » Le vieil internationaliste préfère la psychologie d'un pays vaincu... située de l'autre côté de la frontière. Se rappelant comment la France vaincue s'était humiliée devant les tsars de la Russie — il n'avait pas prévu comment la France victorieuse s'humilierait devant les banquiers américains — Kropotkine s'écrie : « Se peut-il que nous en passions par là ? Pour rien au monde ! » Des applaudissements de toute la salle lui répondent.

En revanche, quelles radieuses perspectives ouvre la guerre ! « Tous commencent à comprendre qu'il faut édifier une vie nouvelle sur de nouveaux principes socialistes... Lloyd George prononce des discours pénétrés d'esprit socialiste... En Angleterre, en France et en Italie, se forme une nouvelle intelligence de la vie, pénétrée de socialisme, malheureusement étatiste. » Si Lloyd George et Poincaré n'avaient pas encore renoncé, « malheureusement », au principe étatiste, Kropotkine s'en approchait assez ouvertement. « Je pense, dit-il, que nous n'empiéterons en rien sur les droits de l'assemblée constituante — reconnaissant parfaitement qu'elle doit avoir une décision souveraine en pareille question — si nous, Assemblée de la terre russe, exprimons hautement notre désir que la Russie soit proclamée république. » Kropotkine insiste sur une république fédérative : « Nous avons besoin d'une fédération telle que nous en voyons une aux États-Unis. » Voilà à quoi aboutissait la « fédération des communes libres » de Bakounine ! « Promettons-nous donc enfin entre nous — termine Kropotkine, adjurant l'assemblée — que nous ne nous diviserons plus en parties droite et gauche de ce théâtre... Car enfin nous avons tous une seule et même patrie, et, pour elle, nous devons tenir ou tomber au besoin, nous tous, ceux de droite et ceux de gauche. » Propriétaires de terres, industriels, généraux, chevaliers de Saint-Georges — qui tous se refusaient à reconnaître Zimmerwald — firent à l'apôtre de l'anarchie une ovation méritée.

Les principes du libéralisme vivent en réalité non autrement qu'en combinaison avec l'activité policière. L'anarchisme est une tentative pour épurer le libéralisme de l'influence policière. Mais, de même que l'oxygène à l'état pur est irrespirable, les principes du libéralisme débarrassés de l'élément policier signifient la mort de la société. Comme ombre caricaturale du libéralisme, l'anarchisme, dans l'ensemble, partage le sort de ce dernier. Ayant tué le libéralisme, le développement des antagonismes de classes tue aussi l'anarchie. Comme toute secte qui fonde sa doctrine non sur le développement réel de la société humaine, mais sur l'exagération jusqu'à l'absurde d'un des traits de cette société, l'anarchisme éclate comme une bulle de savon au moment où les antagonismes sociaux aboutissent à une guerre ou

à une révolution. L'anarchie représentée par Kropotkine se trouva peut-être le plus fantomatique de tous les spectres de la conférence d'État.

En Espagne, pays classique du bakouninisme, les anarcho-syndicalistes et ceux qu'on appelle anarchistes « spécifiques » ou purs, se refusant à la politique, renouvellent en réalité la politique des mencheviks russes. Les emphatiques négateurs de l'État s'inclinent respectueusement devant lui dès qu'il mue un peu. Mettant en garde le prolétariat contre les séductions du pouvoir, ils soutiennent avec abnégation le pouvoir de la bourgeoisie de « gauche ». Maudissant la gangrène du parlementarisme, ils passent, sous le manteau, à leurs partisans, le bulletin de vote de vulgaires républicains. Quelle que soit la solution de la révolution espagnole, elle en finira en tout cas pour toujours avec l'anarchisme.

Par la bouche de Plekhanov, accueilli de tumultueux applaudissements de tout l'auditoire — les gauches fêtaient le vieux maître, les droites le nouvel allié — parla le marxisme russe du premier cru, dont la perspective s'était arrêtée pendant des dizaines d'années à la liberté politique. Là où la révolution commençait seulement pour les bolcheviks, elle était achevée pour Plekhanov. Conseillant aux industriels de « chercher un rapprochement avec la classe ouvrière », Plekhanov chapitrait ainsi les démocrates : « il vous est sans conteste indispensable de vous entendre avec les représentants de la classe des commerçants et industriels. » A titre d'exemple comminatoire, Plekhanov cita le « Lénine de triste mémoire » qui était tombé au point d'appeler le prolétariat « à se saisir immédiatement du pouvoir politique ». Précisément en vue de prévenir la lutte pour la conquête du pouvoir, la conférence avait besoin de Plekhanov, qui déposa les restes de son armure de révolutionnaire sur le seuil de la révolution.

Le soir du jour même où se prononçaient les délégués « historiques » de la Russie, Kerensky donna la parole au représentant de la chambre de l'agriculture et de l'union des propriétaires de haras, autre Kropotkine, également membre de l'antique famille princière qui, si l'on en croit les généalogies, avait plus droit au trône de Russie que les Romanov. « Je ne suis

pas socialiste — déclara l'aristocrate féodal — mais je respecte le vrai Socialisme. Pourtant quand je vois les spoliations, les pillages, les violences, je dois dire que... le gouvernement a le devoir de contraindre les hommes qui se sont immiscés dans le socialisme à abandonner l'œuvre d'édification du pays. » Ce deuxième Kropotkine, qui tirait évidemment sa flèche contre Tchernov, n'objectait rien à des socialistes genre Lloyd George ou Poincaré. Concurrément avec son familial antipode, l'anarchiste, le Kropotkine monarchiste condamnait Zimmerwald, la lutte de classes, les expropriations de terres : hélas ! il était habitué à appeler cela de « l'anarchie », et il exigeait également l'unité et la victoire. Les procès-verbaux ne constatent malheureusement pas si les deux Kropotkine se sont applaudis réciproquement.

En cette conférence rongée de haine, l'on parlait tellement d'unité que celle-ci ne pouvait, du moins pour un instant, que se matérialiser dans un inévitable serrement de mains symbolique. Cet événement fut raconté en termes inspirés par le journal des mencheviks : « Au moment où Boublikov prend la parole, il se produit un incident dont l'effet est profond sur tous les membres de la conférence... » Si, hier — déclarait Boublikov — le noble leader de la révolution, Tseretelli, a tendu la main au monde industriel, qu'il sache que cette main ne restera pas suspendue ! » Quand Boublikov termine, Tseretelli s'approche de lui et lui serre la main. Tempête d'ovations. »

Que d'ovations ! Trop d'ovations ! Huit jours avant la scène ici décrite, le même Boublikov, considérable personnage dans les chemins de fer, hurlait, au congrès des industriels, à l'adresse des leaders des soviets : « Loin de nous les malhonnêtes, les ignorants, tous ceux qui... ont poussé à la perdition ! » — et ses paroles n'avaient pas encore d'écho dans l'ambiance de Moscou. Le vieux marxiste Riazanov, qui assistait à la conférence, faisant partie de la délégation des syndicats, rappela fort à propos les baisers Lamourette, les baisers de l'évêque de Lyon : « le baiser qu'échangèrent deux parties de l'assemblée législative — non les ouvriers et la bourgeoisie, mais deux parties de la bourgeoisie, et vous savez que jamais la lutte ne fut plus ardente et furieuse qu'après ce baiser. » Avec une franchise inhabituelle, Milioukov lui aussi

reconnaît que l'union, de la part des industriels était « insincère, mais pratiquement indispensable pour la classe qui avait trop à perdre. C'est justement par cette résignation sur d'arrière-pensées que devint fameuse la poignée de main de Boublikov ».

La majorité des participants croyait-elle à la force des poignées de main et des embrassades politiques ? Ces gens croyaient-ils en eux-mêmes ? Leurs sentiments étaient contraires comme leurs plans. Vraiment, dans certains discours, surtout venus de la périphérie, on saisissait encore le frémissement des premiers enthousiasmes, espoirs, illusions. Mais dans une assemblée où la moitié de gauche était déçue et démoralisée, la droite irritée, les échos des journées de mars avaient le ton d'une correspondance de fiancés lue à une instance en divorce. Se retirant dans le royaume des fantômes, les politiciens cherchaient, par des moyens fantomatiques, à sauver un régime spectral. Le petit froid mortel du désespoir soufflait sur l'assemblée des « forces vives », sur la revue des condamnés.

Peu avant la fin de la conférence se produisit un incident qui manifesta une profonde scission même dans le groupe considéré comme un modèle d'unité et d'esprit étatiste : celui des cosaques. Nagaïev, jeune officier de ce corps, membre d'une délégation soviétique, déclara que les travailleurs cosaques ne suivaient pas Kaledine : les hommes du front n'avaient point confiance en leur commandement supérieur. C'était vrai et le coup portait sur le point le plus douloureux. Un compte rendu de presse décrit ensuite la plus tumultueuse de toutes les scènes de la conférence. La gauche applaudit Nagaïev avec transports. Des cris éclatent : « Gloire à la cosaquerie révolutionnaire ! » Protestations indignées de la droite : « Vous en répondrez ! » Une voix de la loge des officiers : « Les marks allemands ! » Bien qu'inévitables comme dernier argument patriotique, ces mots produisent l'effet d'une bombe. C'est dans la salle un vacarme infernal. Les délégués des soviets bondissent de leurs places, menacent du poing la loge des officiers. On crie : « Provocateurs ! »... La sonnette présidentielle tinte sans arrêt. « On dirait que, faute de peu, une bagarre va commencer. »

Après tout ce qui s'était dit, Kerensky, dans son discours de clôture, donnait cette assurance : « Je crois et je sais même... que nous sommes arrivés à nous comprendre parfaitement entre nous, que nous en sommes venus à une grande estime réciproque... Jamais encore la duplicité du régime de février ne s'était élevée à ce degré de fausseté abominable et vaine. Ne réussissant pas à se maintenir sur le même ton, l'orateur, dans ses dernières périodes, éclate brusquement en un cri de désespoir et de menace. » D'une voix saccadée qui tombait de la criallerie hystérique au chuchotement tragique, Kerensky menaçait — selon la description de Milioukov — un adversaire imaginaire, le cherchant insidieusement dans l'auditoire, d'un regard enflammé... « En réalité, Milioukov savait mieux que personne que l'adversaire n'était pas du tout imaginaire. » Aujourd'hui, citoyens de la terre russe, je ne me livrerai plus à des rêveries... Que le cœur se pétrifie... — s'exclamait dans ses divagations Kerensky — que se dessèchent toutes ces fleurs et songeries sur la nature humaine (voix féminine d'en haut : « Il ne faut pas ! ») qu'aujourd'hui, du haut de cette tribune, l'on a foulées aux pieds. Eh bien, je les écraserai moi-même ! Il n'y en aura plus ! (Voix féminine d'en haut : « Vous ne pouvez pas faire ça, votre cœur ne vous le permettra pas. ») Je jetterai loin de moi les clefs d'un cœur qui aime l'humanité, je penserai seulement à l'État. »

Dans la salle, les gens étaient interloqués et, cette fois, ceux de droite comme ceux de gauche. La symbolique sociale de la conférence d'État s'achevait sur un intolérable monologue de mélodrame. La voix féminine qui s'était élevée pour la défense des fleurs du cœur retentit comme un appel au secours, comme un S. O. S. de la pacifique, solaire, non sanglante révolution de février. Et enfin sur le théâtre de la conférence d'État le rideau tomba.

Le complot de Kérénsky

[Retour à la table des matières](#)

La Conférence de Moscou avait seulement aggravé la situation du gouvernement, ayant dévoilé, selon la juste estimation de Milioukov, que « le pays était partagé en deux camps entre lesquels il ne pouvait y avoir ni réconciliation, ni accord sur le fond ». La Conférence rehaussa l'état d'âme de la bourgeoisie et aiguillonna son impatience. D'autre part, elle donna une nouvelle impulsion au mouvement des masses. La grève moscovite ouvre une période de regroupement accéléré des ouvriers et des soldats vers la gauche. Les bolcheviks grandissent dès lors irrésistiblement. Parmi les masses ne se maintiennent que les socialistes-révolutionnaires de gauche et, partiellement, les mencheviks de gauche. L'organisation mencheviste de Pétrograd signala son évolution politique en excluant Tsérételli de la liste des candidats à la Douma municipale. Le 16 août la conférence des socialistes-révolutionnaires de Pétrograd, par vingt-deux voix contre une, exigea la dissolution de l'Union des officiers attachés au Grand Quartier Général et réclama d'autres mesures décisives pour obvier à la contre-révolution. Le 18 août, le Soviet de Pétrograd, malgré les objections de son président Tchkhéidzé, mit à l'ordre du jour la question de la suppression de la peine de mort. Avant le vote de la résolution, Tsérételli demande d'un ton provocant : « Si, après votre décision, la peine de mort n'est pas abrogée, eh bien, appellerez-vous la foule dans la rue pour exiger le renversement du gouvernement ? » — « Oui ! lui crient en

réponse les bolcheviks, oui, nous appellerons la foule et chercherons à obtenir le renversement du gouvernement. » « Vous avez, maintenant, levé bien haut la tête », dit Tsérételli. Les bolcheviks levaient la tête avec les masses. Les conciliateurs baissaient la tête quand la masse la levait. La revendication de l'abolition de la peine de mort est adoptée à la presque-unanimité des voix, environ neuf cents contre quatre. Ces quatre : Tsérételli, Tchkhéidzé, Dan, Liber ! Quatre jours après, au Congrès d'unification des mencheviks et des groupes voisins, où, sur les questions essentielles, l'on adoptait les résolutions de Tsérételli contre l'opposition de Martov, on admit sans débat l'exigence d'une abolition immédiate de la peine de mort : Tsérételli se taisait, n'étant plus en état de résister à la pression.

Dans l'atmosphère politique qui se chargeait de plus en plus intervinrent les événements du front. Le 19 août, les Allemands rompirent la ligne des troupes russes près d'Ikskul et, le 21, occupèrent Riga. L'accomplissement de la prophétie de Kornilov fut, comme il en avait été convenu d'avance, le signal de l'offensive politique de la bourgeoisie. La presse décupla sa campagne contre les « ouvriers qui ne travaillaient pas » et les « soldats qui ne combattaient point ». La révolution se trouvait responsable en tout : elle avait livré Riga, elle se dispose à rendre Pétrograd. La campagne contre l'armée, aussi enragée que six semaines ou deux mois auparavant, n'avait cette fois pas ombre de justification. En juin, les soldats avaient effectivement refusé de prendre l'offensive : ils ne voulaient pas bouleverser le front, tirer les Allemands de leur passivité, recommencer les batailles. Mais, sous Riga, l'initiative de l'offensive appartenait à l'ennemi et l'état d'esprit des soldats devenait différent. Ce furent justement les effectifs de la 12^e armée, les plus touchés par la propagande, qui s'avérèrent les moins susceptibles de panique.

Un commandant d'armée, le général Parsky, se flattait, et non tout à fait sans raison, de voir la retraite s'exécuter « exemplairement », d'une façon non comparable aux retraites de Galicie et de la Prusse orientale. Le commissaire Voïtinsky disait dans un rapport : « Nos troupes, dans le secteur de la rupture du front, accomplissent sans réplique et valeureusement les tâches qui leur incombent, mais elles ne sont pas en état de résister longtemps à la pression

de l'ennemi, et elles reculent lentement, pas à pas, subissant de formidables pertes. J'estime indispensable de noter la haute valeur des chasseurs lettons dont les survivants, quoique complètement épuisés, furent ramenés au combat... »

Plus élevé était encore le ton du rapport du président du Comité de l'armée, le menchevik Koutchine : « L'état d'esprit des soldats est surprenant. D'après le témoignage des membres du comité et des officiers, la capacité de résistance est telle qu'on n'en avait jamais vu de pareille. » Un autre représentant de la même armée apportait, quelques jours plus tard, ce rapport en séance du Bureau du Comité exécutif : « A l'arrière-garde du front rompu se trouvait seulement une brigade lettonne, composée presque exclusivement de bolcheviks. Ayant reçu l'ordre de marcher [la brigade], avec ses drapeaux rouges et ses fanfares, avança et se battit très courageusement. » Dans le même esprit, bien qu'en termes plus réservés, Stankévitch écrivait plus tard : « Même à l'état-major de l'armée, où se trouvaient des personnages qui, au su de tous, cherchaient la possibilité de rejeter la faute sur les soldats, je ne pus avoir communication d'un seul fait concret, montrant inexécuté non seulement un ordre de combat mais, en général, un ordre quelconque. » Les équipages de la flotte dans l'opération de descente à Mondsund, montrèrent, comme il résulte des documents officiels, une considérable fermeté.

Pour élever le moral des troupes, particulièrement des chasseurs lettons et des marins de la Baltique, il n'était pas indifférent loin de là — qu'il s'agît cette fois immédiatement de la défense des deux centres de la révolution : Riga et Pétrograd. Les contingents les plus avancés en étaient déjà venus à se pénétrer de cette idée bolcheviste que « ficher la baïonnette en terre », ce n'est pas résoudre la question de la guerre ; que la lutte pour la paix est inséparable de la lutte pour la conquête du pouvoir, c'est-à-dire d'une nouvelle révolution.

Si même certains commissaires, intimidés par la pression des généraux, exagéraient la résistance de l'armée, il n'en reste pas moins ce fait que soldats et matelots exécutaient les ordres et se faisaient tuer. Ils ne pouvaient faire davantage. Mais la défense, en somme, n'existait tout de même plus. Si

invraisemblable que ce soit, la 12^e armée fut entièrement prise au dépourvu. Tout faisait défaut : hommes, canons, munitions, masques à gaz. Le service de liaison se révéla désastreusement organisé. Les attaques devaient être différées par ce fait que, pour des fusils russes, l'on recevait des cartouches du modèle japonais. Or, il ne s'agissait point accidentellement d'un seul secteur du front.

La signification de la perte de Riga n'était pas un secret pour le haut commandement. Comment donc expliquer la situation exceptionnellement pitoyable des forces et ressources de défense de la 12^e armée ? « ... Les bolcheviks — écrit Stankévitch — s'étaient déjà mis à répandre le bruit que la ville aurait été livrée aux Allemands à dessein, parce que le commandement voulait se débarrasser de ce nid, de cette pépinière du bolchevisme. Ces bruits ne pouvaient que rencontrer créance dans l'armée où l'on savait qu'en somme il n'y avait eu ni défense ni résistance. » Effectivement, dès décembre 1916, les généraux Roussky et Broussilov s'étaient plaints de ce que Riga était « la plaie du front Nord », un « nid gagné par la propagande », contre lequel on ne pouvait lutter autrement que par des exécutions. Abandonner les ouvriers et les soldats de Riga à la sévère école de l'occupation militaire allemande devait être le rêve secret de nombreux généraux du front Nord.

Personne ne pensait, bien entendu, que le généralissime eût donné l'ordre de livrer Riga. Mais tous les hauts commandants avaient lu le discours de Kornilov et l'interview de son chef d'état-major, Loukomsky. Cela tenait entièrement lieu d'un ordre. Le général en chef des troupes du front Nord, Klembovsky, appartenait à l'étroite clique des conspirateurs et, par conséquent, attendait la reddition de Riga comme le signal des actes de sauvetage. Et, dans des conditions plus normales, les généraux russes préféraient ouvrir les places et battre en retraite. Maintenant qu'ils étaient relevés d'avance de leurs responsabilités par le Grand Quartier Général, et comme l'intérêt politique les poussait dans la voie du défaitisme, ils ne firent même pas une tentative de défense. Que tel ou tel général ait ajouté au sabotage passif de la défense une activité nocive, c'est une question subsidiaire, difficilement soluble par son essence même. Il serait néanmoins naïf d'admettre que les généraux se soient abstenus de donner le coup de

pouce au destin dans toutes les occasions où leurs actes de félonie pouvaient passer impunément.

Le journaliste américain John Reed, qui savait voir et écouter, et qui a laissé un livre immortel de chroniques sur les journées de la Révolution d'Octobre, déclare sans ambages qu'une considérable partie des classes possédantes de Russie préférait la victoire des Allemands au triomphe de la révolution et ne se gênait pas pour en parler ouvertement. « Au cours d'une soirée que je passai chez un marchand de Moscou — raconte John Reed, entre autres exemples — on demanda pendant le thé aux onze personnes présentes qui elles préféreraient de Guillaume ou des bolcheviks. Dix voix contre une se prononcèrent pour Guillaume. » (*Dix jours qui ébranlèrent le Monde*, édition française, p. 33.) Le même écrivain américain s'entretint sur le front Nord avec des officiers « qui préféraient franchement le désastre militaire à la coopération avec les comités de soldats » (p. 33).

Pour l'accusation politique formulée par les bolcheviks, et non par eux seuls, il suffisait parfaitement que la reddition de Riga entrât dans le plan des conspirateurs et eût sa date précisément fixée sur leur calendrier. Cela se lisait tout à fait nettement entre les lignes du discours de Kornilov à Moscou. Les événements qui suivirent élucidèrent complètement ce côté de l'affaire. Mais nous avons aussi un témoignage direct auquel l'auteur, par sa personnalité, communique, dans le cas présent, une authenticité irrécusable. Milioukov raconte dans son *Histoire* : « A Moscou même, Kornilov avait indiqué dans son discours le moment au-delà duquel il ne voulait plus différer des démarches résolues « pour sauver le pays de la perdition et l'armée de la débâcle ». Ce moment fut la chute de Riga prédite par lui. Ce fait, à son avis, devait provoquer un sursaut patriotique... D'après ce que Kornilov me déclara personnellement, dans notre entrevue du 13 août à Moscou, il ne voulait pas manquer cette occasion, et l'instant du conflit ouvert avec le gouvernement de Kérensky se présentait dans son esprit comme tout à fait déterminé, jusques et y compris une date fixée d'avance, le 27 août. » Peut-on s'exprimer plus clairement ? Pour réaliser sa marche sur Pétrograd, Kornilov avait besoin de la reddition de Riga quelques jours avant l'échéance prévue. Renforcer les

positions de Riga, prendre de sérieuses mesures de défense, c'eût été annuler le plan d'une autre campagne, infiniment plus importante pour Kornilov. Si Paris vaut une messe, le pouvoir vaut bien Riga.

Pendant la semaine qui s'écoula entre la reddition de Riga et le soulèvement de Kornilov, le Grand Quartier Général devint le réservoir central des calomnies contre l'armée. Les informations de l'état-major russe et de la presse russe trouvaient un écho immédiat dans la presse de l'Entente. Les journaux patriotes russes, à leur tour, reproduisaient avec ravissement les railleries et les outrages du *Times*, du *Temps* ou du *Matin*, à l'adresse de l'armée russe. Le front des soldats frémit de vexation, d'indignation et de colère. Les commissaires et les comités, presque tous conciliateurs et patriotes, se sentirent atteints au plus vif. De tous côtés vinrent des protestations. Parmi les plus frappantes fut la lettre du Comité exécutif du front de Roumanie, de la région militaire d'Odessa et de la flotte de la mer Noire, groupement désigné par abréviation sous le nom de *Roumtchérod*, qui exigeait du Comité exécutif central « qu'il établît devant toute la Russie la dignité et la bravoure sans exemple des soldats du front roumain ; qu'on arrêât dans la presse la campagne contre les soldats qui tombaient quotidiennement par milliers, en des combats acharnés, défendant la Russie révolutionnaire... ». Sous l'influence des protestations d'en bas, les sommets conciliateurs sortirent de leur passivité. « Il semble qu'il n'y ait point de boue que les journaux bourgeois n'aient déversée sur l'armée révolutionnaire », écrivaient les *Izvestia* au sujet de leurs alliés dans le bloc. Mais rien n'agissait. Traquer l'armée, c'était une indispensable partie du complot au centre duquel se tenait le Grand Quartier Général.

Immédiatement après l'abandon de Riga, Kornilov donna par télégraphe l'ordre de fusiller pour l'exemple plusieurs soldats sur la route, sous les yeux des autres. Le commissaire Voïtinsky et le général Parsky répondirent qu'à leur avis de telles mesures n'étaient nullement justifiées par la conduite des soldats. Kornilov, hors de lui, déclara, dans une réunion des représentants de comités qui se trouvaient au Grand Quartier Général, qu'il traduisait en jugement Voïtinsky et Parsky pour avoir donné des comptes rendus inexacts

sur la situation dans l'armée, c'est-à-dire, comme l'explique Stankévitch, pour « n'avoir pas rejeté la faute sur les soldats ». Pour compléter le tableau, il faut ajouter que, le même jour, Kornilov ordonna aux états-majors d'armée de communiquer des listes d'officiers bolcheviks au Comité principal de l'Union des officiers, savoir à l'organisation contre-révolutionnaire à la tête de laquelle se trouvait le cadet Novosiltsev et qui était le plus important levier du complot. Tel était ce généralissime, le « premier soldat de la révolution ! »

Se décidant à soulever un pan du voile, les *Izvestia* écrivaient : « Une mystérieuse clique, extraordinairement proche des hautes sphères du commandement, accomplit une œuvre monstrueuse de provocation... » Sous le nom de « mystérieuse clique », l'on entendait Kornilov et son état-major. Les fulgurations de la guerre civile imminente éclairaient d'une nouvelle lumière non seulement l'aujourd'hui, mais l'hier. Pour leur propre défense, les conciliateurs se mirent à dénoncer la conduite suspecte du commandement pendant l'offensive de juin. Dans la presse pénétraient des informations de détail de plus en plus nombreuses sur les divisions et les régiments calomniés perfidement par les états-majors. « La Russie est en droit d'exiger — écrivaient les *Izvestia* — qu'on lui dévoile toute la vérité sur notre retraite de juillet. » Ces lignes étaient avidement lues par les soldats, les matelots, les ouvriers, particulièrement par ceux qui, prétendus coupables de la catastrophe sur le front, continuaient à remplir les prisons. Deux jours plus tard, les *Izvestia* se virent forcées de déclarer, déjà plus ouvertement, que « le Grand Quartier Général, par ses communiqués, jouait une partie déterminée contre le gouvernement provisoire et la démocratie révolutionnaire ». Le gouvernement était figuré dans ces lignes comme l'innocente victime des desseins du Grand Quartier Général. Mais, pourrait-on penser, le gouvernement avait toutes possibilités de remettre à la raison les généraux. S'il ne le fit pas, c'est qu'il ne le voulait pas.

Dans la protestation mentionnée ci-dessus contre la persécution qui frappait traîtreusement les soldats, le « Roumtchérod » indiquait avec une particulière indignation que « les informations de l'état-major..., soulignant la noble conduite du corps des officiers, semblaient diminuer consciemment le

dévouement des soldats à la cause de la révolution ». La protestation du « Roumtchérod » parut dans la presse du 22 août, et, le jour suivant, fut publiée une ordonnance de Kérénsky, consacrée à la glorification du corps des officiers qui « depuis les premiers jours de la révolution avait dû subir une diminution de ses droits », et des outrages immérités de la part de la masse des soldats « qui dissimulait sa poltronnerie sous des mots d'ordre idéologiques ». Tandis que ses plus proches adjoints, Stankévitch, Voltinsky et autres, protestaient contre la campagne de dénigrement vis-à-vis des soldats, Kérénsky se joignait démonstrativement à cette campagne, la couronnant de son ordonnance provocatrice de ministre de la Guerre et de chef du gouvernement. Par la suite, Kérénsky a reconnu que, dès la fin de juillet, il avait eu en main « des renseignements précis » sur la conspiration d'officiers groupés autour du Grand Quartier Général. « Le Comité principal de l'Union des officiers — d'après Kérénsky — détachait de son milieu des conspirateurs actifs ; ses propres membres étaient les agents de la conspiration dans les localités ; c'étaient eux également qui donnaient aux manifestations légales de l'Union le ton qu'il fallait. » Ceci est absolument juste. Il convient seulement d'ajouter que « le ton qu'il fallait » était celui de la calomnie à l'égard de l'armée, des comités et de la révolution, le ton même dont est pénétrée l'ordonnance de Kérénsky en date du 23 août.

Comment expliquer cette énigme ? Que Kérénsky n'ait pas mené une politique réfléchie et conséquente, c'est absolument indiscutable. Mais il eût fallu qu'il fût un dément pour que, connaissant le complot des officiers, il allât exposer sa tête sous le sabre des conspirateurs et les aider, en même temps à se masquer. L'explication de la conduite si inconcevable à première vue de Kérénsky est en réalité très simple : lui-même était à ce moment complice de la conspiration contre le régime sans issue de la Révolution de Février.

Lorsque vint le moment des aveux, Kérénsky déclara lui-même que, des cercles de la cosaquerie, du corps des officiers et du milieu des politiciens bourgeois, on lui avait proposé plus d'une fois une dictature personnelle. « Mais cela tombait sur un sol stérile... » La position de Kérénsky était en tout cas telle que les leaders de la contre-révolution avaient la possibilité, sans

rien risquer, d'échanger avec lui des vues sur un coup d'État. « Les premières conversations sur la dictature, sous forme d'un léger sondage », commencèrent, d'après Dénikine, au début de juin, c'est-à-dire au moment où se préparait l'offensive du front. A ces pourparlers assistait fréquemment aussi Kérénsky, et dans ces cas-là, il y était bien entendu, avant tout pour Kerensky lui-même, que c'était précisément lui qui se placerait au centre de la dictature. Soukhanov dit fort justement de lui : « Il était kornilovien sous condition d'être à la tête du kornilovisme. » Pendant les journées du krach de l'offensive, Kérénsky avait promis à Kornilov et à d'autres généraux beaucoup plus qu'il ne pouvait tenir. « Dans ses randonnées vers le front — raconte le général Loukowsky — Kérénsky se gargarisait de vaillance et, avec ses compagnons de route, discuta plus d'une fois de la création d'un pouvoir ferme, de la formation d'un directoire ou de la transmission du Pouvoir à un dictateur. » Conformément à son caractère, Kérénsky apportait dans ces entretiens un élément informe de négligence et de dilettantisme. Les généraux, par contre, étaient portés vers des idées achevées d'état-major.

La participation non forcée de Kérénsky aux entretiens de généraux légalisait pour ainsi dire l'idée d'une dictature militaire à laquelle, par prudence devant la révolution non encore étouffée, l'on donnait le plus souvent le nom de Directoire. En quelle mesure jouaient ici un rôle des reminiscences historiques sur le gouvernement de la France après Thermidor ? Il est difficile de le dire. Mais, indépendamment d'un camouflage purement verbal, le Directoire présentait pour le début cette incontestable commodité d'admettre la co-subordination des ambitions personnelles. Dans le Directoire, il devait se trouver une place non seulement pour Kérénsky et Kornilov, mais aussi pour Savinkov, même pour Filonenko : en général, pour des hommes « à la volonté de fer », comme s'exprimaient eux-mêmes les candidats au Directoire. Chacun d'eux se berçait de l'idée de passer ensuite d'une dictature collective à une dictature personnelle.

Pour traiter en conspirateur avec le Grand Quartier Général, Kérénsky n'avait pas besoin, par conséquent, d'opérer quelque revirement brusque : il suffisait de développer et de continuer ce qui était déjà commencé. Il estimait

en outre qu'il pourrait donner à la conspiration des généraux la direction convenable, la faisant tomber non seulement sur les bolcheviks, mais, en de certaines limites, sur les têtes de ses alliés et tuteurs fastidieux du milieu des conciliateurs. Kérensky manœuvrait ainsi afin, tout en évitant de dénoncer à fond les conspirateurs, de leur faire une bonne peur et de les introduire dans sa combinaison. Il atteignit même, en ceci, la limite au-delà de laquelle le chef du gouvernement se serait déjà transformé en un conspirateur illégal. « Kérensky avait besoin d'une énergique pression sur lui de la droite, des cliques capitalistes, des ambassades alliées et, particulièrement, du Grand Quartier Général — écrivait Trotsky au début de septembre — pour l'aider à prendre définitivement ses franchises coudées. Kérensky voulait utiliser la mutinerie des généraux pour consolider sa dictature. » Le moment du tournant fut celui de la Conférence d'État. Emportant de Moscou, avec l'illusion de possibilités illimitées, le sentiment humiliant d'un échec personnel, Kérensky se résolut enfin à rejeter les doutes et à se montrer à *eux* de toute sa taille. A *eux* ? A qui donc ? A tous. Avant tout aux bolcheviks qui, sous la pompeuse mise en scène nationale, avaient glissé la mine d'une grève générale. Par là même, mettre à la raison, une fois pour toutes, les droites, tous ces Goutchkov et Milioukov, qui ne le prennent pas au sérieux, raillent ses gestes, considèrent son pouvoir comme une ombre de pouvoir. Enfin donner une solide leçon à « ces autres » précepteurs de la conciliation, dans le genre du détesté Tsérételli, qui avait osé le corriger et l'admonester, lui, l'élu de la nation, même à la Conférence d'État. Kérensky résolut fermement et définitivement de prouver au monde entier qu'il n'était pas du tout l'« hystérique », le « cabotin », la « ballerine » que désignaient en sa personne, de plus en plus ouvertement, les officiers de la Garde et des Cosaques, mais qu'il était un homme de fer, ayant fermé son cœur à double tour et jeté la clef dans la mer, en dépit des supplications d'une belle inconnue dans une loge de théâtre.

Stankévitch note en Kérensky, ces jours-là, « un effort pour prononcer quelque parole nouvelle compatible avec l'anxiété et la perturbation du pays. Kérensky... décida d'établir dans l'armée des sanctions disciplinaires. Probablement se disposait-il à proposer au gouvernement d'autres mesures

résolues. « Stankévitch connaissait seulement des intentions du chef ce que celui-ci jugeait opportun de lui communiquer. En réalité, les desseins de Kérénsky allaient à cette époque déjà beaucoup plus loin. Il avait décidé de ruiner d'un seul coup le terrain sous les pieds de Kornilov, en réalisant le programme de ce dernier et en s'attachant ainsi la bourgeoisie. Goutchkov n'avait pu déclencher l'offensive des troupes : lui, Kérénsky, l'avait pu. Kornilov ne peut réaliser le programme de Kornilov. Lui, Kérénsky, le pourra. La grève de Moscou a rappelé, il est vrai, que, dans cette voie, des obstacles surgiront. Mais les Journées de Juillet ont montré que, sur ce point, l'on peut aussi prendre le dessus. Il faut seulement, cette fois-ci, pousser le travail jusqu'au bout, sans se laisser prendre au coude par les amis de gauche.

Avant tout, il est indispensable de remanier totalement la garnison de Pétrograd : remplacer les régiments révolutionnaires par des contingents « sains » qui ne se retourneraient pas vers les soviets. Sur ce plan, il n'y a pas possibilité de traiter avec le Comité exécutif, et c'est d'ailleurs inutile : le gouvernement est reconnu indépendant, et sous cette enseigne, a été couronné à Moscou. A vrai dire, les conciliateurs entendent l'indépendance comme une formalité, comme moyen d'apaiser les libéraux. Mais lui, Kérénsky, transformera le formel en réalité : ce n'est pas en vain qu'à Moscou il a déclaré n'être ni avec les droites, ni avec les gauches, et que là est sa force. Maintenant, il va le prouver en fait ! Les lignes de conduite du Comité exécutif et de Kérénsky, dans les journées qui suivirent la Conférence, continuèrent à diverger : les conciliateurs s'étaient effrayés devant les masses possédantes. Les masses populaires exigeaient l'abolition de la peine de mort sur le front. Kornilov, les cadets, les ambassades de l'Entente, réclamaient l'institution de cette peine à l'arrière.

Le 19 août, Kornilov télégraphiait au ministre-président : « J'insiste sur la nécessité urgente de soumettre à mes ordres la région de Pétrograd. » Le Grand Quartier Général allongeait ouvertement la main vers la capitale. Le 24 août, le Comité exécutif prit son courage à deux mains, exigeant publiquement du gouvernement qu'il mît fin « aux procédés contre-révolutionnaires » et entreprît « sans retard et de toute son énergie » la

réalisation des réformes démocratiques. C'était un langage nouveau. Kérensky était forcé de choisir entre une adaptation à la plate-forme démocratique qui, malgré toute sa débilité, pouvait amener une rupture avec les libéraux et les généraux, et le programme de Kornilov qui devait mener inévitablement à un conflit avec les soviets. Kérensky décida de tendre la main à Kornilov, aux cadets, à l'Entente. Il voulait à tout prix éviter une lutte ouverte du côté de la droite.

Il est vrai que, le 21 août, furent consignés en état d'arrestation chez eux les grands-ducs Michel Alexandrovitch et Paul Alexandrovitch. Plusieurs autres personnages furent par la même occasion gardés à vue. Mais tout cela était trop peu sérieux et il fallut aussitôt élargir les prisonniers : « ... Il se trouva — déclara bien plus tard Kérensky dans ses témoignages sur l'affaire Kornilov — que l'on nous avait consciemment dirigés sur une fausse route. » Il faudrait ajouter : avec le concours de Kérensky lui-même. Car enfin il était absolument évident que pour les conspirateurs sérieux, c'est-à-dire pour toute la moitié droite de la Conférence de Moscou, il ne s'agissait nullement du rétablissement de la monarchie, mais de l'établissement de la dictature de la bourgeoisie sur le peuple. Dans ce sens, Kornilov et tous ses partisans rejetaient non sans rire les incriminations concernant des desseins « contre-révolutionnaires », c'est-à-dire monarchistes.

Il est vrai que quelque part, dans des arrière-cours, chuchotaient entre eux d'anciens dignitaires, aides de camp, demoiselles d'honneur, Cent-Noirs attachés à la Cour, sorciers, moines, ballerines. Mais c'était une grandeur absolument insignifiante. La victoire de la bourgeoisie ne pouvait venir que sous la forme d'une dictature militaire. La question de la monarchie n'aurait pu se poser qu'à une des étapes ultérieures, mais, toutefois, sur la base de la contre-révolution bourgeoise et non avec l'aide des demoiselles d'honneur raspoutiniennes. Pour la période envisagée, la réalité, c'était la lutte de la bourgeoisie contre le peuple, sous le drapeau de Kornilov. Cherchant une alliance avec ce camp-là, Kérensky était d'autant plus volontiers disposé à se camoufler devant les gauches suspectes en arrêtant fictivement les grands-ducs. Le mécanisme était si clair que le journal moscovite des bolcheviks

écrivit dès alors : « Arrêter une paire de poupées sans cervelle de la clique Romanov, et laisser en liberté... la clique militaire des commandants, Kornilov en tête, c'est tromper le peuple. » Ainsi se rendaient odieux les bolcheviks, parce qu'ils voyaient tout et parlaient de tout hautement.

L'animateur et guide de Kérénsky en ces journées critiques, c'est Savinkov, aventurier de grande envergure, révolutionnaire du genre sportif qui, de l'école du terrorisme individuel, a retenu le mépris de la masse ; homme doué et volontaire, ce qui ne l'empêcha pas, d'ailleurs, d'être pendant plusieurs années un instrument entre les mains du fameux agent provocateur Azef : sceptique et cynique, se considérant, et non sans raison, comme en droit de regarder Kérénsky de haut en bas, et, tout en portant la main droite à la visière, de le mener respectueusement de la main gauche par le bout du nez. Savinkov en imposait à Kérénsky en tant qu'homme d'action et Kornilov en tant qu'authentique révolutionnaire dont le nom était historique.

Milioukov rapporte un curieux récit de la première rencontre du commissaire et du général, d'après Savinkov lui-même : « Général — disait Savinkov — je sais que si les circonstances en viennent là que vous deviez me faire fusiller, vous le ferez. » Puis, après une pause, il ajouta : « Mais si les circonstances se présentent ainsi que je doive vous faire fusiller, je le ferai également. » Savinkov était passionné de littérature, connaissait Corneille et Hugo, était enclin à prendre le grand genre. Kornilov se disposait à en finir avec la révolution sans se soucier des formules du pseudo-classicisme et du romantisme. Mais le général, lui non plus, n'était nullement étranger aux charmes d'un « puissant style artistique » : les paroles de l'ancien terroriste devaient agréablement chatouiller ce qui subsistait d'un fonds héroïque dans l'ancien Cent-Noirs.

Dans un article de journal écrit beaucoup plus tard, évidemment inspiré et peut-être rédigé par Savinkov, ses propres plans étaient expliqués d'une façon assez transparente. « Du temps encore qu'il était commissaire, — disait l'article — Savinkov en vint à cette conviction que le gouvernement provisoire ne serait pas en mesure de tirer le pays d'une pénible situation. Ici

devaient agir d'autres forces. Cependant, tout le travail dans ce sens ne pouvait s'effectuer que sous l'enseigne du gouvernement provisoire, en particulier de Kérensky. C'eût été une dictature révolutionnaire réalisée par une main de fer. Cette main, Savinkov la vit... celle du général Kornilov. » Kérensky comme camouflage « révolutionnaire », Kornilov comme main de fer.

Sur le rôle du troisième, l'article fait silence. Mais il n'est pas douteux que Savinkov cherchait à réconcilier le général en chef et le premier ministre, non sans l'intention de les éliminer tous les deux. Pendant un certain temps, cette arrière-pensée devint tellement manifeste que Kérensky, sur les protestations de Kornilov, juste à la veille de la Conférence d'État, força Savinkov à donner sa démission. Cependant, comme tout ce qui se passait généralement dans cette sphère, la démission n'était point d'un caractère définitif. « Le 17 août, il se vérifia — déclara Filonenko — que Savinkov et moi conservions nos postes et que le ministre-président acceptait en principe le programme développé dans le rapport présenté par le général Kornilov, Savinkov et moi-même. » Savinkov, à qui Kérensky, le 17 août, avait « ordonné de préparer un projet de loi sur les mesures à prendre à l'arrière », créa dans ce but une commission sous la présidence du général Apouchkine. Sérieusement apeuré par Savinkov, Kérensky, cependant, finit par se résoudre à l'utiliser pour son grand plan, et non seulement lui conserva le ministère de la Guerre, mais lui donna, de surcroît, celui de la Marine. Cela signifiait, d'après Milioukov, que pour le gouvernement « le temps était venu d'agir, même avec le risque de *faire descendre dans la rue* les bolcheviks ». Savinkov, en cette circonstance, « disait ouvertement qu'avec deux régiments il serait facile d'écraser la rébellion des bolcheviks et de dissoudre leurs organisations ».

Kérensky comme Savinkov comprenait parfaitement, surtout après la Conférence de Moscou, que le programme de Kornilov ne serait, en aucun cas, accepté par les soviets conciliateurs. Le Soviet de Pétrograd qui, la veille encore, a exigé l'abolition de la peine de mort au front, se dressera avec deux fois plus d'énergie, demain, contre l'établissement de la peine de mort à

l'arrière ! Le danger était, par conséquent, en ceci que le mouvement contre le coup d'État médité par Kérensky aurait à sa tête non les bolcheviks, mais les soviets. Pourtant l'on ne pouvait s'arrêter devant cela : car enfin il s'agissait du salut du pays ! « Le 22 août — écrit Kérensky — Savinkov se rendit au Grand Quartier Général, entre autres choses (!) pour exiger, mandaté par moi, du général Kornilov qu'il mît à la disposition du gouvernement un corps de cavalerie. » Savinkov lui-même définissait de la façon suivante cette mission comme s'il était obligé de se justifier devant l'opinion publique : « Solliciter du général Kornilov un corps de cavalerie pour la vraie réalisation de l'état de siège à Pétrograd et pour la protection du gouvernement provisoire contre toutes menées attentatoires, particulièrement (!) contre celles des bolcheviks, de qui l'attaque... d'après les données du contre-espionnage à l'étranger, se préparait de nouveau en liaison avec une descente allemande et un soulèvement en Finlande... » Les données fantaisistes du contre-espionnage devaient tout simplement dissimuler ce fait que le gouvernement lui-même, selon les termes de Milioukov, assumait « le risque d'appeler les bolcheviks dans la rue », c'est-à-dire était prêt à provoquer un soulèvement. Et comme la promulgation des décrets sur la dictature militaire était fixée aux dernières journées d'août, c'est vers les mêmes délais que Savinkov fixait l'émeute attendue.

Le 25 août fut interdit, sans aucun motif apparent, l'organe des bolcheviks, *Prolétarii* (*Le Prolétaire*). Publié pour le remplacer, le *Rabotchii* (*L'Ouvrier*) écrivait que son prédécesseur « avait été interdit le lendemain du jour où, à l'occasion de la rupture du front de Riga, il avait appelé les ouvriers et les soldats à tenir bon, à rester calmes. Quelle est la main qui se préoccupait ainsi d'empêcher les ouvriers de savoir que le parti les met en garde contre la provocation ? » Cette question visait en pleine poitrine. Le sort de la presse bolcheviste se trouvait entre les mains de Savinkov. L'interdiction du journal offrait deux avantages : elle irritait les masses et empêchait le parti de les protéger contre une provocation qui venait, cette fois, directement, des hauteurs gouvernementales.

D'après les procès-verbaux du Grand Quartier Général, peut-être

légèrement stylisés, mais, dans l'ensemble, correspondant parfaitement au caractère de la situation et des personnages en scène, Savinkov déclara à Kornilov : « Il sera donné satisfaction à vos exigences, Lavr Guéorguievitch, sous peu de jours. Mais, en ce cas, le gouvernement craint qu'à Pétrograd, il n'en résulte de sérieuses complications... La publication de vos exigences... poussera à agir les bolcheviks... On ignore comment se comporteront les soviets à l'égard de la nouvelle loi. Ces derniers peuvent également se dresser contre le gouvernement... C'est pourquoi je vous prie de donner des ordres pour que le 3^e corps de cavalerie soit, vers la fin d'août, cantonné sous Pétrograd et mis à la disposition du gouvernement provisoire. Dans le cas où, avec les bolcheviks, agiraient aussi des membres des soviets, nous serons obligés de sévir contre eux. » L'émissaire de Kérénsky ajouta que les mesures devaient être les plus résolues et les plus impitoyables — à quoi Kornilov répondit qu'il « ne comprenait pas d'autres mesures ». Plus tard, quand il dut se justifier, Savinkov ajoutait : « Si, au moment de l'insurrection des bolcheviks, les soviets avaient été bolcheviks... » Mais ce n'était là qu'une ruse grossière : les décrets annonçant le coup d'État de Kérénsky devaient suivre dans trois ou quatre jours. Il s'agissait, par conséquent, non des soviets de l'avenir, mais de ceux qui existaient à la fin d'août.

Pour parer aux malentendus et ne pas provoquer l'action des bolcheviks « avant le temps venu », on s'entendit sur le dispositif suivant : préalablement concentrer à Pétrograd un corps de cavalerie, ensuite déclarer la ville en état de siège et, seulement après, promulguer les nouvelles lois qui devaient provoquer le soulèvement des bolcheviks. Dans le procès-verbal du Grand Quartier Général ce plan est écrit noir sur blanc : « Afin que le gouvernement provisoire sache exactement quand il faudra déclarer la circonscription militaire de Pétrograd en état de siège, et quand promulguer la nouvelle loi, il faut que le général Kornilov télégraphie à lui, Savinkov, la date précise où le corps de cavalerie approchera de Pétrograd. » Les généraux conspirateurs avaient compris, d'après les termes de Stankévitch, « que Savinkov et Kérénsky... voulaient accomplir un certain coup d'État avec l'aide du Grand Quartier Général. Il ne fallait pas autre chose. Ils se hâtaient de consentir à

toutes les exigences et conditions... » Dévoué à Kérensky, Stankévitch fait cette réserve qu'au Grand Quartier Général « l'on associait erronément » Kérensky et Savinkov. Mais comment pouvait-on les dissocier, du moment que Savinkov était venu avec un mandat de Kérensky nettement formulé ? Kérensky lui-même écrit : « Le 25 août, Savinkov revient du Grand Quartier Général et me rapporte que des troupes seront envoyées à la disposition du gouvernement provisoire, conformément à la convention. » Pour le 26 au soir est fixée l'adoption par le gouvernement du projet de loi sur les mesures pour l'arrière qui devait devenir le prologue des actes décisifs du corps de cavalerie. Tout est prêt. Il ne reste qu'à appuyer sur un bouton.

Les événements, les documents, les témoignages des participants, enfin les aveux de Kérensky lui-même, démontrent de concert que le ministre-président, à l'insu d'une partie de son propre gouvernement, derrière le dos des soviets qui lui avaient passé le pouvoir, en se cachant du parti auquel il se disait adhérent, se mit en accord avec les sommités du généralat pour modifier radicalement le régime d'État avec l'aide de la force armée. Dans le langage de la législation criminelle, cette façon d'agir a une dénomination parfaitement fixée, du moins pour le cas où l'entreprise ne conduit pas à la victoire. La contradiction entre le caractère « démocratique » de la politique de Kérensky et le plan de sauvetage du pays au moyen du sabre ne peut sembler insoluble que d'un point de vue superficiel. En réalité, le plan d'une action de la cavalerie découlait entièrement de la politique conciliatrice. En découvrant cette causalité, l'on peut, dans une notable mesure, faire abstraction non seulement de la personnalité de Kérensky, mais aussi des particularités du milieu national : il s'agit de la logique objective du mouvement conciliateur dans les conditions de la révolution.

Friedrich Ebert, mandataire du peuple en Allemagne, conciliateur et démocrate, non seulement agissait sous la direction des généraux du Hohenzollern, derrière le dos de son propre parti, mais se trouva, dès le début de décembre 1918, complice direct d'une conspiration militaire ayant pour but l'arrestation de l'organe suprême des conseils et la proclamation d'Ebert lui-même président de la République. Ce n'est pas par hasard que Kérensky

présentait plus tard Ebert comme l'idéal d'un homme d'État.

Lorsque tous les desseins, ceux de Kérénsky, ceux de Savinkov, ceux de Kornilov, se furent écroulés, Kérénsky, qui avait la tâche difficile d'effacer les traces, certifiait ceci : « Après la Conférence de Moscou, il fut clair pour moi que la plus prochaine tentative de coup d'État viendrait de droite, et non de gauche. » Il est absolument incontestable que Kérénsky avait peur du Grand Quartier Général et de la sympathie dont la bourgeoisie entourait les conspirateurs militaires. Mais il n'en résultait pas moins qu'avec le Grand Quartier Général, Kérénsky jugeait nécessaire de lutter, non au moyen d'un corps de cavalerie, mais en appliquant de sa propre part le programme de Kornilov. L'équivoque complice du premier ministre n'accomplit pas simplement une mission d'affaires pour laquelle aurait suffi un télégramme chiffré du palais d'Hiver à Mohilev — non, il se présentait en entremetteur pour réconcilier Kornilov avec Kérénsky, c'est-à-dire accorder leurs plans et, par là, assurer au coup d'État, dans la mesure du possible, un cours de légalité. Kérénsky semblait dire, par l'intermédiaire de Savinkov : « Agissez, mais dans les limites de *mon* dessein. Vous éviterez ainsi le risque et obtiendrez presque tout ce que vous voulez. » Savinkov donnait pour sa part cette indication : « Ne dépassez pas *prématurément* les limites des plans de Kérénsky. » Telle était l'originale équation à trois inconnues. C'est seulement sous ce rapport que l'appel de Kérénsky demandant au Grand Quartier Général, par l'intermédiaire de Savinkov, un corps de cavalerie, est compréhensible. Les conspirateurs étaient sollicités par un complice hautement placé, qui se maintenait dans sa propre légalité et s'efforçait de s'assujettir le complot même.

Parmi les commissions données à Savinkov, une seule semblait être une mesure effectivement dirigée contre le complot de la droite : elle concernait le Comité principal des officiers dont la suppression était exigée par la conférence pétersbourgeoise du parti de Kérénsky. Mais la formule même de la commission est remarquable : « *dans la mesure du possible*, liquider l'Union des officiers ». Il est encore plus remarquable que Savinkov, loin de trouver cette possibilité, ne la recherchât même pas. La question fut tout

simplement enterrée, comme inopportune. La commission même n'était donnée que pour avoir, sur le papier, une trace, une justification devant les gauches : les mots « dans la mesure du possible » signifiaient que l'exécution n'était pas exigée. Comme pour souligner plus crûment le caractère décoratif de la commission, elle était libellée en première ligne.

Essayant d'atténuer de quelque façon le sens accablant du fait que, s'attendant à un coup de droite, il avait débarrassé la capitale des régiments révolutionnaires et s'était dans le même temps adressé à Kornilov pour obtenir des troupes « sûres », Kérensky alléguait plus tard les trois conditions sacramentelles posées par lui pour l'appel d'un corps de cavalerie. C'est ainsi que, consentant à soumettre à Kornilov la région militaire de Pétrograd, Kérensky y mettait cette condition que l'on détacherait de la région la capitale et la banlieue, pour que le gouvernement ne se trouvât pas tout à fait dans les mains du Grand Quartier Général, car, comme s'exprimait Kérensky dans son milieu, « là, nous serions mangés ». Cette condition prouve seulement que, rêvant de subordonner les généraux à son propre dessein, Kérensky n'avait à sa disposition rien d'autre que d'impuissantes arguties. Que Kérensky n'ait pas voulu se laisser dévorer, on peut le croire sans preuves.

Les deux autres conditions étaient sur un même niveau : Kornilov ne devait ni inclure dans le corps expéditionnaire la division dite « sauvage », composée de montagnards du Caucase, ni placer le général Krymov à la tête du corps. Du point de vue de la protection des intérêts de la démocratie, c'était véritablement avaler le chameau et passer au tamis les moustiques. Mais, par contre, du point de vue du camouflage du coup porté à la révolution, les conditions de Kérensky avaient un sens incomparablement plus profond. Diriger contre les ouvriers de Pétrograd des montagnards caucasiens qui ne parlaient pas le russe eût été trop imprudent : le tsar lui-même ne l'avait point osé en son temps ! L'inconvenance de la désignation du général Krymov, sur lequel le Comité exécutif possédait des renseignements suffisamment précis, était persuasivement motivée par Savinkov alléguant au Grand Quartier Général les intérêts de la cause commune : « Il serait fâcheux, disait-il, — dans le cas d'un soulèvement à Pétrograd, que ce mouvement fût écrasé

justement par le général Krymov. A son nom, l'opinion publique rattachera peut-être des aspirations sur lesquelles il ne se guide pas... » Enfin, le fait même que le chef du gouvernement, appelant un détachement de troupes dans la capitale, prend les devants avec une étrange prière : ne pas envoyer la division « sauvage » et ne pas désigner Krymov, dénonce aussi clairement qu'il se puisse Kérensky comme ayant connu préalablement non seulement le schéma général du complot, mais aussi la composition projetée de l'expédition punitive et les candidatures des principaux exécuteurs.

Quoi qu'il en soit, cependant, de ces circonstances secondaires, il est absolument évident que le corps de cavalerie de Kornilov ne pouvait nullement être utilisable pour la défense de la « démocratie ». En revanche, Kérensky ne pouvait pas douter que, de toutes les parties de l'armée, ce corps serait le plus sûr instrument contre la révolution. A vrai dire, il eût été plus avantageux d'avoir à Pétrograd un détachement dévoué personnellement à Kérensky dressé au-dessus des droites et des gauches. Cependant, comme le montrera toute la marche ultérieure des événements, ces troupes-là n'existaient pas dans la réalité. Pour combattre la révolution, il n'y avait personne d'autre que les korniloviens : c'est à eux que recourut Kérensky.

Les mesures militaires complétèrent seulement la politique. Le cours général du gouvernement provisoire, pendant une quinzaine à peu près, séparant la Conférence de Moscou du soulèvement de Kornilov, aurait été en somme suffisant par lui-même pour prouver que Kérensky se disposait non à lutter contre les droites, mais à faire front unique avec elles contre le peuple. Négligeant les protestations du Comité exécutif à l'égard de sa politique contre-révolutionnaire, le gouvernement fait, le 26 août, une démarche audacieuse en faveur des propriétaires de terres en décidant à l'improviste un relèvement des prix du pain au double. Le caractère odieux de cette mesure, prise d'ailleurs sur les exigences ouvertes de Rodzianko, la rapprochait d'une provocation consciente vis-à-vis des masses affamées. Kérensky essayait évidemment d'acheter l'extrême flanc droit de la Conférence de Moscou pour une grosse ristourne. « Je suis vôtre ! » disait-il à l'Union des officiers, dans son ordonnance flatteuse signée le jour même où Savinkov partait engager des

pourparlers au Grand Quartier Général. « Je suis vôtre ! » se hâtait de crier Kérénsky aux propriétaires nobles à la veille des représailles d'une cavalerie sur tout ce qui restait encore de la Révolution de Février.

Les dépositions de Kérénsky devant la commission d'enquête nommée par lui-même furent indignes. Comparaisant en témoin, le chef du gouvernement se sentait en somme le principal accusé et, de plus, pris en flagrant délit. De très expérimentés fonctionnaires, qui comprenaient parfaitement le mécanisme des événements, firent semblant de croire sérieusement aux explications du chef du gouvernement. Mais les autres mortels, dont des membres du parti de Kérénsky, se demandaient avec une franche stupéfaction comment un seul et même corps pouvait être utile à la réalisation du coup d'État et à sa répression. Il y avait déjà trop d'inadvertance, du côté d'un « socialiste-révolutionnaire », à introduire dans la capitale une troupe destinée à l'étrangler. Il est vrai que les Troyens avaient jadis introduit dans les murs de leur propre ville un détachement ennemi ; mais ils ne savaient pas, du moins, ce que contenait la carcasse du cheval de bois. Et, encore, un historien de l'antiquité conteste la version du poète : d'après Pausanias, on n'aurait pu croire Homère que si l'on avait estimé que les Troyens étaient « des imbéciles, privés même d'une ombre de raison ». Que dirait l'ancien des témoignages de Kérénsky ?

Le soulèvement de Kornilov

[Retour à la table des matières](#)

Dès le début du mois d'août, Kornilov ordonna de transférer la division « sauvage » et le 3^e corps de cavalerie du front Sud-Ouest au rayon compris dans le triangle ferroviaire : Nevel-Novosokolniki-Vélikié Louki présentant une base commode pour une marche sur Pétrograd, sous l'aspect d'une réserve pour la défense de Riga. Alors même, le généralissime décidait qu'une division de Cosaques serait concentrée dans le rayon situé entre Vyborg et Biéloostrov : au point dressé sur la tête même de la capitale — de Biéloostrov à Pétrograd, il n'y a que trente kilomètres ! — l'on donnait l'apparence d'une réserve pour d'éventuelles opérations en Finlande. Ainsi, même avant la Conférence de Moscou, l'on avait mis en branle pour frapper un coup sur Pétrograd les quatre divisions de cavalerie considérées comme les plus utilisables contre les bolcheviks. Pour ce qui est de la division caucasienne, on en parlait, dans l'entourage de Kornilov, très simplement : « Les montagnards, peu leur importe qui massacrer. » Le plan stratégique était simple. Trois divisions venant du sud devaient être transportées par chemin de fer jusqu'à Tsarskoïé-Sélo, Gatchina et Krasnoïé-Sélo, d'où, « *sitôt informées* de désordres commencés à Pétrograd et *pas plus tard* que le matin du 1^{er} septembre », elles seraient avancées en ordre de bataille pour l'occupation de la partie sud de la capitale, sur la rive gauche de la Néva. La division cantonnée en Finlande devait, en même temps, occuper la partie nord de

Pétrograd.

Par l'intermédiaire de l'Union des officiers, Kornilov entra en liaison avec les sociétés patriotiques de la capitale qui disposaient, d'après leurs propres termes, de deux mille hommes parfaitement armés ; mais, ayant besoin d'officiers expérimentés pour l'instruction, Kornilov promit de donner des chefs prélevés sur le front sous prétexte de congés. Pour contrôler l'état d'esprit des ouvriers et des soldats de Pétrograd et l'activité des révolutionnaires, un contre-espionnage secret fut institué, à la tête duquel fut placé le colonel de la division « sauvage » Heimann. L'affaire était menée dans les cadres des règlements militaires, le complot disposait de l'appareil du Grand Quartier Général.

La Conférence de Moscou n'avait que fortifié Kornilov dans ses plans. A vrai dire, Milioukov, d'après son propre récit, recommandait de différer, car Kérensky, disait-il, avait encore en province une popularité. Mais un conseil de ce genre ne pouvait avoir d'influence sur le général déchaîné : il s'agissait en fin de compte non de Kérensky, mais des Soviets ; au surplus, Milioukov n'était pas un homme d'action : un civil, et pis encore, un professeur. Les banquiers, les industriels, les généraux cosaques se faisaient pressants, les métropolitains bénissaient. L'officier d'ordonnance Zavoïko se portait garant du succès. De toutes parts venaient des télégrammes de félicitations.

La diplomatie alliée participait activement à la mobilisation des forces contre-révolutionnaires. Sir George Buchanan tenait entre ses mains de nombreux fils du complot. Les attachés militaires des Alliés près le Grand Quartier Général donnaient l'assurance de leurs meilleurs sentiments. « En particulier — témoigne Dénikine — le représentant de la Grande-Bretagne le faisait en termes touchants. » Derrière les ambassades se tenaient leurs gouvernements. Par une dépêche du 23 août, le commissaire du gouvernement provisoire à l'étranger, Svatikov, communiquait de Paris qu'au cours des audiences d'adieux, le ministre des Affaires étrangères Ribot « s'intéressait avec une extrême curiosité à savoir quel était dans l'entourage de Kérensky l'homme ferme et énergique, et le président Poincaré posait de nombreuses

questions sur... Kornilov ». Tout cela était connu du Grand Quartier Général. Kornilov ne voyait aucun motif de différer et d'attendre. Vers le 20, deux divisions de cavalerie furent avancées dans la direction de Pétrograd. Le jour de la chute de Riga, l'on convoqua au Grand Quartier Général quatre officiers de chaque régiment, au total environ quatre mille gradés, pour « l'étude des mortiers anglais ». On expliqua tout de suite aux officiers les plus sûrs qu'il s'agissait d'écraser pour toujours « le Pétrograd bolcheviste ». Le même jour, le Grand Quartier Général ordonna de remettre d'urgence aux divisions de cavalerie plusieurs caisses de grenades : ces projectiles étaient ce qu'il y avait de mieux pour les combats de rues. « Il fut convenu — écrit le chef d'état-major Loukowsky — que tout devait être prêt pour le 26 août. »

Dès que les troupes de Kornilov approcheront de Pétrograd, l'organisation intérieure « doit agir dans la capitale, occuper l'Institut Smolny et s'efforcer d'arrêter les leaders bolcheviks ». Il est vrai que ces leaders ne se montraient à l'Institut Smolny que pendant les séances ; en revanche, s'y tenait en permanence le Comité exécutif qui fournissait des ministres et continuait à considérer Kérensky comme son vice-président. Mais, dans une grande affaire, il n'y a ni possibilité, ni besoin de sauver les nuances. Kornilov, en tout cas, ne s'en occupait point. « Il est temps — disait-il à Loukowsky — de pendre les agents et espions de l'Allemagne, Lénine le premier, et de chasser le Soviet des députés ouvriers et soldats, mais de le chasser de telle façon qu'il ne puisse plus se réunir nulle part. »

Kornilov avait fermement décidé de confier la direction de l'opération à Krymov, qui, dans ces milieux, jouissait de la réputation d'un général hardi et résolu. « Krymov était alors gai, jovial écrit de lui Dénikine — et envisageait avec foi l'avenir. » Au Grand Quartier Général l'on avait foi en Krymov. « Je suis persuadé — écrivait de lui Kornilov — qu'il n'hésitera pas, en cas de nécessité, à faire pendre tous les membres du Soviet des députés ouvriers et soldats. » Le choix d'un général « gai, jovial », était donc des plus réussis.

En plein dans le cours de ces travaux qui distrayaient un peu du front allemand, Savinkov arriva au Grand Quartier Général pour préciser le vieil

accord en y apportant des amendements d'importance secondaire. Pour frapper sur l'ennemi commun, Savinkov rappela la date même que Kornilov avait depuis longtemps choisie pour agir contre Kérensky : six mois écoulés depuis la révolution. Bien que le plan du coup d'État se fût scindé en deux courants, les parties, l'une et l'autre, essayaient d'opérer sur les éléments communs du plan : Kornilov pour un camouflage, Kérensky pour entretenir ses propres illusions. La proposition de Savinkov convenait au mieux au Grand Quartier Général : le gouvernement lui-même tendait le cou, Savinkov se préparait à serrer le nœud coulant. Les généraux du Grand Quartier Général se frottaient les mains. « Ça mord ! » disaient-ils comme des pêcheurs heureux.

Kornilov accepta d'autant plus volontiers des concessions qu'elles ne lui coûtaient rien. Quelle importance y a-t-il à soustraire la garnison de Pétrograd aux ordres du Grand Quartier Général du moment que les troupes de Kornilov entrent dans la capitale ? Ayant accepté les deux autres conditions, Kornilov les viola immédiatement : la division « sauvage » fut désignée comme avant-garde et Krymov fut mis à la tête de toute l'opération. Kornilov ne jugeait pas même nécessaire de sauver les apparences.

Les bolcheviks discutaient ouvertement les conditions essentielles de leur tactique : un parti de masses ne saurait en effet agir autrement. Le gouvernement et le Grand Quartier Général ne pouvaient ignorer que les bolcheviks s'opposaient aux manifestations, loin de les provoquer. Mais, de même que le désir est parfois le père de la pensée, la nécessité politique devient aussi la mère des pronostics. Toutes les classes dirigeantes parlaient de l'insurrection imminente parce qu'elles en avaient besoin à tout prix. Tantôt on donnait comme prochaine, tantôt comme retardée de quelques jours la date de l'insurrection.

Au ministère de la Guerre, c'est-à-dire chez Savinkov — communiquait la presse — on envisageait la prochaine manifestation « très sérieusement ». La *Rietch* déclarait que l'initiative du mouvement était prise par la fraction bolcheviste du Soviet de Pétrograd. En qualité de politicien, Milioukov était à

tel point engagé dans la question de l'imaginaire soulèvement des bolcheviks qu'il jugea de son honneur de maintenir cette version en qualité d'historien. « Dans les documents de contre-espionnage publiés plus tard — écrit-il — c'est précisément à ce moment que se rapportent de nouvelles assignations d'argent allemand pour les « entreprises de Trotsky ». Avec le contre-espionnage russe, le savant historien oublie que Trotsky, que l'état-major allemand désignait par son nom pour la commodité des patriotes russes, « précisément à ce moment » — du 23 juillet au 4 septembre se trouvait en prison. Si l'axe de la terre n'est qu'une ligne imaginaire, cela n'empêche pas, comme on sait, la terre de tourner. C'est également ainsi que le plan de l'opération Kornilovienne tournait autour d'un imaginaire mouvement des bolcheviks, pris comme axe. Cela pouvait parfaitement suffire pour la période préparatoire. Mais, pour le dénouement, il fallait tout de même quelque chose de plus matériel.

L'un des dirigeants de la conspiration militaire, l'officier Winberg, dans des notes intéressantes qui révèlent ce qui se passa dans la coulisse, confirmait complètement les indications des bolcheviks sur le travail accompli par la provocation militaire. Milioukov se trouva forcé, sous la pression des faits et des documents, de reconnaître que « les soupçons des milieux d'extrême-gauche tombaient juste ; l'agitation dans les usines faisait indubitablement partie des tâches qu'avaient à accomplir les organisations d'officiers ». Mais cela n'était pas de grand secours : les bolcheviks, comme s'en plaint le même historien, décidèrent de « ne pas se laisser faire » les masses ne se décidaient pas à marcher sans les bolcheviks. Cependant, l'on tint compte aussi, dans le plan, de cet obstacle qui fut, pour ainsi dire, paralysé d'avance. Le « Centre républicain », comme se dénommait l'organe dirigeant des conspirateurs à Pétrograd, décida tout simplement de se substituer aux bolcheviks : le truquage du soulèvement révolutionnaire fut confié au colonel de Cosaques Doutov. En janvier 1918, Doutov, comme ses amis politiques lui demandaient « ce qui avait dû se passer, le 28 août 1917 », répondit littéralement ceci : « Entre le 28 août et le 2 septembre, sous apparence de bolcheviks, c'était moi qui devais agir. » Tout avait été prévu. Ce n'est pas en vain que le plan avait

été travaillé par les officiers de l'état-major général.

Kérensky, à son tour, lorsque Savinkov fut rentré de Mohilev, était enclin à penser que les malentendus étaient éliminés et que le Grand Quartier Général était totalement entré dans son plan. « Il y eut des moments — écrit Stankévitch — où tous les personnages non seulement crurent agir dans une seule direction, mais se représentèrent pareillement la méthode d'action. » Ces heureux moments ne durèrent pas longtemps, A l'affaire se mêla le hasard qui, comme tous les hasards historiques, ouvrit le clapet de la nécessité. Kérensky reçut la visite de Lvov, octobriste, membre du premier gouvernement provisoire, celui-là même qui, en qualité d'expansif haut-procureur du très saint synode, avait rapporté qu'en cet endroit siégeaient « des idiots et des coquins ». Le sort de Lvov était de révéler que, sous l'apparence d'un plan unique, il y avait deux plans dont l'un était dirigé contre l'autre.

En qualité de politicien chômeur mais verbeux, Lvov prenait part aux interminables palabres sur la transformation du pouvoir et le sauvetage du pays, tantôt au Grand Quartier Général, tantôt au palais d'Hiver. Cette fois il vint offrir son entremise pour un remaniement du Cabinet sur des bases nationales, intimidant avec bienveillance Kérensky en le menaçant des foudres du Grand Quartier Général mécontent. Inquiet, le ministre-président décida d'utiliser Lvov pour contrôler le Grand Quartier Général et, du même coup, apparemment, son complice Savinkov. Kérensky se déclara favorable à un courant dans le sens d'une dictature, ce qui n'était pas hypocrite, et encouragea Lvov à continuer ses démarches, mais c'était là une ruse de guerre.

Quand Lvov s'en fut revenu au Grand Quartier Général, déjà investi des pleins pouvoirs de Kérensky, les généraux considérèrent la mission comme une preuve que le gouvernement était mûr pour la capitulation. La veille encore, Kérensky, par l'intermédiaire de Savinkov, s'était vu obligé d'appliquer le programme de Kornilov sous la protection d'un corps de Cosaques ; aujourd'hui, Kérensky proposait déjà au Grand Quartier Général de reconstituer conjointement le pouvoir. Il faut pousser à la roue —

décidèrent fort justement les généraux. Kornilov expliqua à Lvov que le soulèvement prévu des bolcheviks ayant pour but « le renversement de l'autorité du gouvernement provisoire et la conclusion de la paix avec l'Allemagne, à laquelle les bolcheviks livreraient la flotte de la mer Baltique », il ne restait d'autre issue que « l'immédiate transmission du pouvoir par le gouvernement aux mains du généralissime ». Kornilov ajoutait : « Quel que soit ce généralissime. » Mais il ne se disposait pas du tout à céder sa place à quelqu'un. Son inamovibilité était d'avance garantie par le serment des chevaliers de Saint-Georges, de l'Union des officiers et du Soviet des troupes cosaques. Pour assurer la « sécurité » de Kérensky et de Savinkov vis-à-vis des bolcheviks, Kornilov pria instamment ces deux hommes de venir au Grand Quartier Général se mettre sous sa protection personnelle. L'officier d'ordonnance Zavoïko indiquait à Lvov, sans équivoque, en quoi consisterait précisément cette protection.

Rentré à Moscou, Lvov, en « ami », persuada ardemment Kérensky d'accepter la proposition de Kornilov « pour sauver la vie des membres du gouvernement provisoire et, principalement, la sienne propre ». Kérensky ne pouvait pas ne pas comprendre, enfin, que le jeu politique avec la dictature prenait une tournure sérieuse et pouvait finir tout à fait mal pour lui. Ayant décidé d'agir, il appela avant tout Kornilov au téléphone pour vérification : Lvov avait-il bien fait la commission ? Kérensky posait les questions non seulement de sa propre part, mais au nom de Lvov, bien que ce dernier fût absent de la conversation. « Pareil procédé — note Martynov — convenable à un détective, était, bien entendu, inconvenant de la part du chef du gouvernement. » Kérensky parlait, le lendemain, de son départ pour le Grand Quartier Général, en compagnie de Savinkov, comme d'une chose décidée. Tout le dialogue par fil paraît en somme invraisemblable : Le chef démocrate du gouvernement et le général « républicain » discutent de se céder l'un à l'autre le pouvoir comme s'il s'agissait d'une place dans un wagon-lit !

Milioukov a parfaitement raison quand, dans l'exigence de Kornilov demandant qu'on lui passe le pouvoir, il voit seulement « la continuation de tous ces pourparlers engagés depuis longtemps sur la dictature, la

réorganisation du pouvoir, etc. » Milioukov va trop loin quand, sur cette base, il essaie de présenter l'affaire en tel sens qu'il n'y aurait pas eu, en somme, de complot du Grand Quartier Général. Kornilov, indubitablement n'aurait pu formuler ses exigences, par l'intermédiaire de Lvov, s'il n'avait été d'abord complice de Kérénsky. Ce qui n'empêche pas que, sous un complot commun, Kornilov en dissimulait un autre, le sien. Au moment où Kérénsky et Savinkov se disposaient à liquider les bolcheviks — et partiellement les soviets — Kornilov avait l'intention de liquider aussi le gouvernement provisoire. C'est précisément ce que ne voulait pas Kérénsky.

Dans la soirée du 26, le Grand Quartier Général put effectivement penser, pendant quelques heures, que le gouvernement capitulait sans combat. Cela signifiait non point qu'il n'y avait pas eu de conspiration, mais que le complot semblait devoir bientôt triompher. Une conspiration victorieuse trouve toujours les moyens de se légaliser. « Je vis le général Kornilov après cette conversation », témoigna le prince Troubetskoï, diplomate, qui représentait auprès du Grand Quartier Général le ministère des Affaires étrangères. « Un soupir de soulagement lui échappa et, comme je lui demandais si le gouvernement se montrait bien disposé en tout, il répondit oui. » Kornilov se trompait. Juste à partir de ce moment, le gouvernement en la personne de Kérénsky, cessait de se montrer bien disposé pour lui.

Ainsi, le Grand Quartier Général a ses plans ? Ainsi, il est question non d'une dictature, en général, mais de la dictature de Kornilov ? A Kérénsky, comme par moquerie, l'on propose le poste de ministre de la Justice ? Kornilov, effectivement avait été assez imprudent pour en faire allusion à Lvov. S'identifiant à la révolution, Kérénsky criait au ministre des Finances Nékrassov : « Je ne leur livrerai pas la révolution ! » L'ami désintéressé, Lvov, fut aussitôt arrêté et passa une nuit d'insomnie au palais d'Hiver, avec deux sentinelles à ses pieds, écoutant, en grinçant des dents, « Kérénsky triomphant qui, de l'autre côté du mur, dans une chambre contiguë, celle d'Alexandre II, étant satisfait de la bonne marche de son affaire, vocalisait sans fin des roulades d'opéras ». En ces heures-là, Kérénsky se sentait un extraordinaire afflux d'énergie.

Pétrograd, en ces mêmes journées, vivait d'une double anxiété. La tension politique, exagérée à dessein par la presse, comportait une explosion. La chute de Riga rapprocha le front. La question de l'évacuation de la capitale, posée par les circonstances de la guerre longtemps avant la chute de la monarchie, prit une nouvelle acuité. Les personnes fortunées quittaient la ville. La fuite de la bourgeoisie provenait de ses appréhensions devant une nouvelle insurrection, beaucoup plus que devant une invasion de l'ennemi. Le 26 août, le Comité central du parti bolchevik revenait à la charge : « De louches personnalités... mènent une agitation provocatrice, soi-disant au nom de notre parti. » Les organes dirigeants du Soviet de Pétrograd, des syndicats, des comités de fabriques et d'usines, déclaraient le même jour : pas une organisation ouvrière, pas un parti politique n'appelle à une manifestation quelconque. Néanmoins, les bruits qui couraient sur le renversement, pour le jour suivant, du gouvernement, ne cessaient pas une heure. « Dans les cercles gouvernementaux — disait la presse — on indique la décision prise unanimement d'écraser toute tentative de manifestation. » Les mesures étaient prises même pour provoquer la manifestation avant de l'écraser.

Le matin du 27, non seulement les journaux ne communiquaient encore rien des intentions de mutinerie du Grand Quartier Général, mais, au contraire, une interview de Savinkov assurait que « le général Kornilov jouissait de la confiance absolue du gouvernement provisoire ». Le jour du semestriel anniversaire s'écoulait dans un calme rare. Les ouvriers et les soldats évitaient tout ce qui aurait pu ressembler à une manifestation. La bourgeoisie, craignant des désordres, restait enfermée chez elle. Les rues étaient désertes. Les tombes des victimes de Février sur le Champ-de-Mars semblaient oubliées.

Au matin de la journée longuement attendue qui devait apporter le salut du pays, le généralissime reçut du ministre-président un ordre télégraphique : résigner ses fonctions entre les mains du chef de l'état-major et se rendre immédiatement à Pétrograd. L'affaire prenait du coup une tournure absolument imprévue. Le général comprit, d'après ses propres termes, « qu'il y avait double jeu ». A plus juste titre, il eût pu dire que son double jeu à lui

avait été découvert. Kornilov décide de ne pas céder. Les exhortations de Savinkov par fil direct ne servirent de rien. « Contraint d'agir ouvertement — disait le généralissime dans son manifeste au peuple — moi, général Kornilov, je déclare que le gouvernement provisoire, sous la pression de la majorité bolcheviste des soviets, agit en complet accord avec les plans de l'état-major général allemand, au moment même où va se produire une descente de l'ennemi sur les rives de Riga, détruit l'armée et bouleverse à l'intérieur le pays. » Ne désirant pas céder le pouvoir aux traîtres, lui, Kornilov, « préfère mourir au champ d'honneur ». Sur l'auteur de ce manifeste, Milioukov écrivait plus tard, avec une nuance d'admiration : « Homme résolu, ne reconnaissant nulle subtilité juridique et allant droit au but dès l'instant qu'il l'avait reconnu juste. » Un généralissime qui prélève des troupes sur le front dans le dessein de renverser son propre gouvernement ne peut, effectivement, être taxé de prédilection être taxé de prédilection pour « les subtilités juridiques ».

Kérensky destitua Kornilov par acte d'autorité personnelle. Le gouvernement provisoire, en ce temps, n'existait déjà plus : le soir du 26, messieurs les ministres donnèrent une démission qui, par un heureux concours de circonstances, répondait aux désirs de tous les partis. Déjà, quelques jours avant la rupture du Grand Quartier Général avec le gouvernement, le général Loukomsky avait averti Lvov par l'intermédiaire d'Aladyne : « Il ne serait pas mauvais de prévenir les cadets qu'ils aient, pour le 27 août, à quitter tous le gouvernement provisoire pour placer celui-ci dans une situation difficile et, par là-même, s'épargner des désagréments. » Les cadets ne manquèrent pas de prendre bonne note de cette recommandation. D'autre part, Kérensky lui-même déclara au gouvernement qu'il jugeait possible de combattre la mutinerie de Kornilov « seulement sous condition que le pouvoir lui fût remis à lui-même intégralement ». Les autres ministres ne semblaient attendre que cet heureux motif pour démissionner à leur tour. C'est ainsi que la coalition fut soumise à une vérification de plus. « Les ministres du parti cadet — écrit Milioukov — déclarèrent que, pour l'instant, ils démissionnaient sans préjuger de leur participation future au gouvernement provisoire. » Fidèles à

leur tradition, les cadets voulaient attendre à l'écart les résultats des journées de lutte pour prendre une décision selon l'issue. Ils ne doutaient pas que les conciliateurs leur garderaient indemnes leurs places. En se déchargeant de la responsabilité, les cadets, avec tous les autres ministres démissionnaires, prirent part ensuite à plusieurs conférences gouvernementales, « de caractère privé ». Les deux camps, se préparant à la guerre civile, se groupaient, dans l'ordre « privé », autour du chef du gouvernement, muni de tous les pleins pouvoirs imaginables, mais non d'une réelle autorité.

Sur le télégramme de Kérensky reçu au Grand Quartier Général : « Tous échelons dirigés sur Pétrograd et la banlieue doivent être arrêtés et ramenés à leurs postes antérieurs », Kornilov nota : « Ne pas exécuter cet ordre, diriger les troupes sur Pétrograd. » L'affaire du soulèvement armé était ainsi solidement mise sur la voie. Ceci doit être compris littéralement : trois divisions de cavalerie, par convois de chemin de fer, s'avançaient vers la capitale.

La proclamation de Kérensky aux troupes de Pétrograd disait : « Le général Kornilov, après avoir déclaré son patriotisme et sa fidélité au peuple... a levé des régiments du front et... les a expédiés contre Pétrograd. » Kérensky passait sous silence, prudemment que les régiments du front n'avaient pas seulement été prélevés, de son su, mais sur son injonction directe, pour exercer la répression sur la garnison même devant laquelle il dénonçait maintenant la félonie de Kornilov.

Le généralissime mutin n'avait pas la langue dans sa poche : « ... Les traîtres ne sont pas parmi nous — disait-il dans son télégramme — mais là-bas, à Pétrograd où, pour de l'argent allemand, avec la complaisance criminelle du gouvernement, la Russie a été vendue et se vend. » C'est ainsi que la calomnie lancée contre les bolcheviks se frayait sans cesse de nouvelles et nouvelles voies.

L'état d'excitation nocturne dans lequel le président du Conseil des ministres en démission chantait des airs d'opéras passa bientôt. La lutte contre Kornilov, quelque tour qu'elle prît, menaçait des plus pénibles conséquences.

« Dans la première nuit du soulèvement du Grand Quartier Général — écrit Kérénsky — parmi les milieux soviétiques de soldats et d'ouvriers à Pétersbourg, la rumeur commença à se répandre obstinément d'une connivence de Savinkov avec le mouvement du général Kornilov. » La rumeur désignait Kérénsky immédiatement après Savinkov, et la rumeur ne se trompait pas. Il y avait à redouter pour bientôt les plus terribles révélations.

« Tard dans la nuit du 25 au 26 août » — raconte Kérénsky — entra dans son cabinet, très ému, le directeur du ministère de la Guerre. — « Monsieur le ministre, me déclara Savinkov, en rectifiant la position, je vous prie de m'arrêter immédiatement comme complice du général Kornilov. Mais si vous avez confiance en moi, je vous prie de me donner la possibilité de prouver effectivement au peuple que je n'ai rien de commun avec les révoltés... » En réponse à cette déclaration, poursuit Kérénsky, je nommai sur-le-champ Savinkov général-gouverneur provisoire de Pétrograd, lui attribuant les plus larges pouvoirs pour la défense de Pétrograd contre les troupes du général Kornilov » Bien plus : sur la demande de Savinkov, Kérénsky lui adjoignit comme suppléant Filonenko. L'affaire de la mutinerie, de même que celle de la répression, était ainsi circonscrite dans le milieu du « directoire ».

Une si hâtive nomination de Savinkov au poste de général-gouverneur était dictée à Kérénsky par sa lutte pour la sauvegarde de sa situation politique : si Kérénsky avait dénoncé Savinkov aux soviets, Savinkov eût immédiatement dénoncé Kérénsky. Par contre, ayant obtenu de Kérénsky, non sans chantage, la possibilité de se légaliser par une ostensible participation aux manœuvres contre Kornilov, Savinkov devait faire tout le possible pour blanchir Kérénsky. « Le général-gouverneur » était nécessaire non point tant pour combattre la contre-révolution que pour effacer les traces du complot. Le travail bien concerté des complices commença immédiatement en ce sens.

« À quatre heures du matin, le 28 août — témoigne Savinkov je rentrai, sur l'appel de Kérénsky, au palais d'Hiver, et trouvai là le général Alexéïev et Téréchtchenko. Nous fûmes tous quatre d'accord sur ce point que l'ultimatum de Lvov n'était rien de plus qu'un malentendu. » Le rôle d'intermédiaire dans

ce conciliabule d'avant l'aube appartient au nouveau général-gouverneur. Le dirigeant dans la coulisse était Milioukov : au cours de la journée, il se montra ouvertement sur la scène. Alexéïev, bien qu'il dénommât Kornilov « tête de mouton », était avec lui dans le même camp. Les conspirateurs et leurs assistants firent une dernière tentative pour présenter comme « un malentendu » tout ce qui s'était passé, c'est-à-dire pour tromper ensemble l'opinion publique afin de sauver ce que l'on pouvait du plan commun. La division sauvage, le général Krymov, les échelons de Cosaques, Kornilov refusant de se démettre, la marche sur la capitale, tout cela n'est rien de plus que les détails d'un « malentendu » ! Effaré par le sinistre enchevêtrement des circonstances, Kérensky ne criait déjà plus : « Je ne leur livrerai pas la révolution ! » Aussitôt après s'être entendu avec Alexéïev, il entra dans la salle de réception des journalistes au palais d'Hiver et leur demanda d'élaguer de tous les journaux son manifeste déclarant traître Kornilov. Lorsque, d'après les réponses des journalistes, il se révéla que cette tâche était techniquement inexécutable, Kérensky s'écria : « Je le regrette beaucoup ! » Ce mince épisode, consigné dans les journaux du lendemain, éclaire avec une vivacité inégalable le personnage du super-arbitre de la nation, définitivement empêtré. Kérensky incarnait si parfaitement et la démocratie et la bourgeoisie qu'il se trouvait maintenant, en même temps, le plus haut représentant de l'autorité de l'État et un conspirateur criminel devant elle.

Au matin du 28, la rupture entre le gouvernement et le généralissime devint un fait accompli aux yeux de tout le pays. A l'affaire se mêla immédiatement la Bourse. Si le discours prononcé à Moscou par Kornilov, menaçant de la chute de Riga, avait été marqué chez les boursiers par une baisse des valeurs russes, la nouvelle de la révolte ouverte des généraux eut pour réaction une hausse générale. Par sa cote désastreuse du Régime de Février, la Bourse donna l'expression irréprochable des états d'opinion et des espoirs des classes possédantes, qui ne doutaient pas de la victoire de Kornilov.

Le chef d'état-major Loukomsky à qui Kérensky avait ordonné la veille de prendre sur lui, provisoirement, le commandement, répondit : « Je n'estime

pas possible d'assumer la fonction du général Kornilov, car il s'ensuivrait dans l'armée une explosion qui perdait la Russie.» Décompte fait du commandant en chef du Caucase, qui attesta non sans retard, sa fidélité au gouvernement provisoire, les autres grands chefs, sur des tons variés, soutenaient les exigences de Kornilov. Inspiré par les cadets, le Comité principal de l'Union des officiers expédia à tous les états-majors de l'armée et de la flotte ce télégramme : « Le gouvernement provisoire nous ayant déjà démontré plus d'une fois son impuissance d'État, a maintenant déshonoré son nom par la provocation et ne peut rester plus longtemps à la tête de la Russie... » Le président d'honneur de l'Union des officiers était le même Loukomsky ! Au général Krasnov, nommé chef du 3^e corps de cavalerie, l'on déclara au Grand Quartier Général : « Personne ne prendra la défense de Kérénsky. C'est seulement une promenade. Tout est préparé. »

Sur les calculs optimistes des dirigeants et des inspireurs du complot, l'on a une idée assez juste d'après un télégramme chiffré du prince Troubetskoï au ministre des Affaires étrangères : « Jugeant mûrement de la situation — écrit-il — on doit avouer que tout le commandement, l'écrasante majorité du corps des officiers et les meilleurs effectifs combattants suivront Kornilov. De son côté se rangeront à l'arrière toute la cosaquerie, la majorité des Écoles militaires et également les meilleures troupes. A la force physique il convient d'ajouter... l'assentiment de toutes les couches de la population non socialiste et, dans les basses classes... une indifférence qui se soumettra au premier coup de cravache. Il n'est pas douteux qu'une immense quantité de socialistes de mars ne tardera pas à se ranger du côté de Kornilov, au cas où il vaincrait. » Troubetskoï représentait non seulement les espérances du Grand Quartier Général, mais aussi les dispositions des missions alliées. Dans le détachement de Kornilov qui marchait à la conquête de Pétrograd se trouvaient des autos blindées anglaises avec un personnel anglais : et c'était là, doit-on penser, l'effectif le plus sûr. Le chef de la mission militaire anglaise en Russie, le général Knox, reprochait au colonel américain Robbins de ne pas soutenir Kornilov. « Je ne m'intéresse pas au gouvernement de Kérénsky disait le général britannique — il est trop faible ; il faut une

dictature militaire, il faut des Cosaques, ce peuple a besoin du knout ! La dictature est exactement ce qu'il faut. »

Toutes ces voix, de diverses parts, atteignaient le palais d'Hiver et agissaient d'une façon bouleversante sur ses habitants. Le succès de Kornilov semblait inéluctable. Le ministre Nékrassov apprit à ses amis que la partie était définitivement perdue et qu'il ne restait plus qu'à mourir honnêtement. « Certains dirigeants en vue du Soviet — affirme Milioukov — pressentant le sort qui les attendait dans le cas où Kornilov serait vainqueur, se hâtaient déjà de se faire établir des passeports pour l'étranger. »

D'heure en heure arrivaient des informations, l'une plus que l'autre menaçante, sur l'approche des troupes de Kornilov. La presse bourgeoise les recueillait avidement, les exagérait, les amplifiait, créant une atmosphère de panique.

À midi et demi, le 28 août : « Un détachement envoyé par le général Kornilov s'est concentré aux approches de Louga. » A deux heures et demie : « Par la gare d'Orédj ont passé neuf nouveaux trains avec des troupes de Kornilov. Dans le train de tête se trouve un bataillon de cheminots. » A trois heures de l'après-midi : « La garnison de Louga s'est rendue aux troupes du général Kornilov et a livré toutes ses armes. La gare et tous les édifices gouvernementaux de Louga sont occupés par les troupes de Kornilov. » A six heures du soir : « Deux échelons de troupes de Kornilov ont fait une percée, venant de Narva, et se trouvent à une demi-verste de Gatchina. Deux autres échelons sont en route, marchant sur Gatchina. » A deux heures du matin, le 29 août : « A la station d'Antropchino (à trente-trois kilomètres de Pétrograd) un combat a commencé entre les troupes du gouvernement et celles de Kornilov. Des deux côtés il y a des tués et des blessés. » Dans la même nuit, l'on apprit que Kalédine menaçait de couper Pétrograd et Moscou de leurs communications avec le Sud, grenier de la Russie.

Le Grand Quartier Général, les commandants en chef des fronts, la mission britannique, le corps des officiers, les échelons, les bataillons de la voie ferrée, la cosaquerie, Kalédine, tout cela est entendu dans la salle de

malachite du palais d'Hiver comme les sons des trompettes du Jugement dernier.

Avec d'inévitables atténuations, Kérensky lui-même en fait l'aveu : « La journée du 28 août fut précisément celle des plus grandes incertitudes — écrit-il — des plus grands doutes sur la force des adversaires de Kornilov, de la plus grande nervosité dans les milieux de la démocratie même. » Il n'est pas difficile de se représenter ce qui se cache sous ces mots. Le chef du gouvernement se rongait à se demander non seulement quel était des deux camps le plus fort, mais aussi quel était le plus redoutable pour lui personnellement. « Nous ne sommes pas avec vous, la droite, ni avec vous, la gauche » — de telles paroles semblaient d'un bel effet sur la scène du théâtre de Moscou. Traduites dans le langage de la guerre civile prête à éclater, elles signifiaient que le petit cercle de Kérensky pouvait s'avérer inutile tant aux droites qu'aux gauches. « Tous — écrit Stankévitch — nous étions comme étourdis de désespoir devant l'accomplissement d'un drame qui ruinait tout. Du degré de notre désarroi on peut juger par ce fait que, même après la rupture publique entre le Grand Quartier Général et le gouvernement, des tentatives étaient faites pour arriver à une réconciliation quelconque... »

« L'idée d'une médiation... en ces circonstances, naissait d'elle-même », déclare Milioukov, qui préférait agir en qualité de tierce personne. Le soir du 28, il se présenta au palais d'Hiver pour « conseiller à Kérensky de renoncer au point de vue rigoureusement formel d'une violation de la loi ». Le leader libéral, comprenant que l'on doit savoir distinguer dans une noix le fruit de la coquille, était en même temps l'homme le mieux apte à l'emploi de médiateur loyal. Le 13 août, Milioukov avait appris directement de Kornilov que celui-ci fixait son soulèvement au 27. Le lendemain, le 14, Milioukov réclama, dans son discours à la Conférence, que « la prise immédiate des mesures indiquées par le généralissime ne fût pas l'objet de soupçons, de paroles comminatoires ou même de révocations ». Jusqu'au 27, Kornilov devait rester en dehors des soupçons ! En même temps, Milioukov promettait à Kérensky son appui « de bon gré et sans contestations ». Voilà quand il est à propos de se rappeler la corde de la potence qui soutient, elle aussi, « sans contestations ».

De son côté, Kérensky avoue que Milioukov, se présentant à lui avec une offre de médiation, « avait choisi un moment bien commode pour lui démontrer que la force réelle était du côté de Kornilov ». L'entretien se termina si heureusement qu'en sortant de là, Milioukov indiqua à ses amis politiques le général Alexéïev comme un successeur de Kérensky contre lequel Kornilov ne ferait pas d'objection. Alexéïev magnanime donna son consentement.

Derrière Milioukov venait celui qui était plus grand que lui. Tard dans la soirée, l'ambassadeur britannique Buchanan remit au ministre des Affaires étrangères une note par laquelle les représentants des puissances alliées proposaient unanimement leurs bons services « dans des intérêts d'humanité et dans le désir de prévenir une catastrophe irréparable ». La médiation officielle entre le gouvernement et le général mutiné n'était pas autre chose qu'un soutien et une prime d'assurance à la révolte. En réponse, Téréchtchenko exprimait, au nom du gouvernement provisoire, « un extrême étonnement » au sujet du soulèvement de Kornilov dont le programme avait été en grande partie adopté par le gouvernement.

Dans un état d'abandon et de prostration, Kérensky ne trouva rien de mieux que d'organiser encore une interminable conférence avec ses ministres démissionnaires. Juste au moment où il se livrait à cette occupation désintéressée, l'on reçut des informations particulièrement alarmantes sur l'avance des échelons ennemis. Nékrassov estimait que « dans quelques heures, les troupes de Kornilov seraient probablement déjà à Pétrograd... » Les anciens ministres se mirent à conjecturer : « Comment conviendrait-il d'édifier, en pareilles circonstances, le pouvoir gouvernemental ? » L'idée d'un directoire revint à la surface. La droite et la gauche envisagèrent avec sympathie la pensée d'inclure dans la composition du « directoire » le général Alexéïev. Le cadet Kokochkine estimait qu'Alexéïev devait être placé à la tête du gouvernement. D'après certains témoignages, l'offre de céder le pouvoir à quelqu'un d'autre fut faite par Kérensky lui-même, qui mentionna nettement son entretien avec Milioukov. Personne ne fit d'objection. La candidature d'Alexéïev réconciliait tout le monde. Le plan de Milioukov semblait tout

proche de sa réalisation. Mais là, comme il convient au moment de la plus haute tension, un coup dramatique fut frappé à la porte : dans la salle voisine attendait une députation du Comité pour combattre la contre-révolution. Elle arrivait à temps : l'un des nids les plus dangereux de la contre-révolution était la conférence pitoyable, poltronne et déloyale des korniloviens, des médiateurs et des capitulards dans une salle du palais d'Hiver.

Un nouvel organe soviétique fut constitué en séance unifiée des deux Comités exécutifs, celui des ouvriers et soldats, celui des paysans, le soir du 27, et se composa de représentants spécialement délégués par les trois partis soviétiques, par les deux Comités exécutifs, par le centre des syndicats et le Soviet de Pétrograd. Par la création d'un Comité de combat *ad hoc* l'on reconnaissait en somme que les institutions soviétiques dirigeantes se sentaient elles-mêmes caduques et, pour les tâches révolutionnaires, avaient besoin d'une transfusion de sang frais.

Contraints de chercher l'appui des masses contre le général, les conciliateurs se hâtaient de mettre l'épaule gauche en avant. Du coup se trouvèrent oubliés les discours affirmant que toutes les questions de principe devaient être réservées jusqu'à l'Assemblée constituante. Les mencheviks déclarèrent qu'ils exigeraient du gouvernement la proclamation immédiate de la république démocratique, la dissolution de la Douma d'État et l'application des réformes agraires : c'est par cette raison que le nom de « république » apparut pour la première fois dans la déclaration du gouvernement concernant la trahison du généralissime.

Sur la question du pouvoir, les Comités exécutifs reconnurent indispensable de laisser pour l'instant le gouvernement tel qu'il était, en remplaçant les cadets sortis par des éléments démocratiques ; et, pour la solution définitive de la question, de convoquer très prochainement un Congrès de toutes les organisations qui s'étaient unies à Moscou sur la plateforme de Tchkhéidzé. Après les pourparlers nocturnes il se trouva, cependant, que Kérénsky repoussait résolument un contrôle démocratique sur le gouvernement. Sentant le sol se dérober sous lui de droite et de gauche, il

s'accrocha de toutes ses forces à l'idée d'un « directoire », dans laquelle se sont déposés pour lui les rêves non encore refroidis d'un pouvoir fort. Après de nouveaux débats, lassants et stériles, à l'Institut Smolny, il est décidé de s'adresser encore une fois à l'unique et irremplaçable Kérensky, en le priant de consentir au projet initial des Comités exécutifs. A sept heures et demie du matin, Tsérételli revient annoncer que Kérensky refuse de faire des concessions, exige « un soutien sans réserves », mais consent à combattre avec « toutes les forces de l'État » la contre-révolution. Exténués par une nuit blanche, les Comités exécutifs se rendent enfin à l'idée inconsistante d'un « directoire ».

L'engagement solennel pris par Kérensky de lancer les « forces de l'État » dans la lutte contre Kornilov ne l'empêcha pas, comme on sait, de mener avec Milioukov, Alexéïev et les ministres démissionnaires, des pourparlers au sujet d'une capitulation pacifique devant le Grand Quartier Général qui furent interrompus, la nuit, par un toc-toc à la porte. Quelques jours plus tard, le menchevik Bogdanov, un des membres actifs du Comité de défense, exposait, en termes circonspects, mais non équivoques, au Soviet de Pétrograd, la forfaiture de Kérensky. « Lorsque le gouvernement provisoire tergiversait et qu'on ne savait trop comment se terminerait l'aventure de Kornilov, des médiateurs se présentèrent, tels que Milioukov et le général Alexéïev... » Le Comité de défense intervint et « de toute son énergie » exigea la lutte ouverte. « Sous notre influence — continuait Bogdanov — le gouvernement a cessé tous les pourparlers et a repoussé toutes propositions de Kornilov... »

Dès lors que le chef du gouvernement, hier encore conspirateur contre le camp de gauche, s'en trouva le prisonnier politique, les ministres cadets qui avaient démissionné le 26 seulement pour se donner le temps de réfléchir, déclarèrent qu'ils quittaient définitivement le gouvernement, ne désirant pas endosser la responsabilité des actes de Kérensky dans la répression d'une révolte si patriotique, si loyale, si salutaire. Les ministres démissionnèrent, les conseillers, les amis, quittaient l'un après l'autre le palais d'Hiver. Ce fut, d'après les termes de Kérensky lui-même, « un exode en masse d'un lieu

manifestement condamné à sa perte ». Il y eut une nuit, celle du 28 au 29, où Kérénsky « se promenait presque tout seul dans le palais d'Hiver ». Les airs de bravoure ne venaient plus à l'esprit. « La responsabilité qui pesait sur moi en ces journées atrocement longues était véritablement inhumaine. » C'était principalement une responsabilité pour le sort de Kérénsky lui-même : tout le reste s'accomplissait déjà indépendamment de lui.

La bourgeoisie se mesure avec la démocratie

[Retour à la table des matières](#)

Le 28 août, tandis que le palais d'Hiver était secoué d'une fièvre de peur, le prince Bagration, commandant la division « sauvage », rapportait par télégraphe à Kornilov que « les allogènes rempliraient leur devoir envers la patrie et, sur un ordre de leur suprême héros... verseraient leur dernière goutte de sang ». Quelques heures après, le mouvement de la division s'interrompt, et, le 31 août, une députation spéciale, à la tête de laquelle était le même Bagration, assurait à Kérénsky que la division se soumettait entièrement au gouvernement provisoire. Tout cela se produisit non seulement sans combat, mais même sans un coup de feu. L'affaire n'alla pas jusqu'à la dernière goutte de sang, pas même jusqu'à la première. Les soldats de Kornilov ne tentèrent même pas d'employer les armes pour s'ouvrir la route de Pétrograd. Les chefs n'osèrent pas le leur commander. Nulle part, les troupes du gouvernement n'eurent à recourir à la force pour arrêter l'élan des détachements de Kornilov. Le complot se décomposa, se pulvérisa, se volatilisa.

Pour expliquer cela, il suffit d'examiner de plus près les forces qui entrèrent dans la lutte. Avant tout, nous serons forcés d'établir — et cette découverte ne sera pas pour nous inattendue — que l'état-major des conspirateurs était toujours l'ancien état-major tsariste, une chancellerie de

gens sans cervelle, incapables de méditer d'avance, dans le grand jeu qu'ils engageaient, deux ou trois coups de suite. Bien que Kornilov eût fixé quelques semaines auparavant la date du coup d'État, rien n'avait été prévu et calculé comme il convient. La préparation purement militaire du soulèvement avait été effectuée maladroitement, négligemment, à l'étourdie. Des modifications compliquées dans l'organisation et le commandement furent entreprises à la veille même de la mise en branle, et déjà en cours de route. La division « sauvage » qui devait porter à la révolution le premier coup comptait en tout treize cent cinquante combattants auxquels manquaient six cents fusils, mille lances et cinq cents sabres. Cinq jours avant l'ouverture des hostilités, Kornilov donna l'ordre de transformer la division en corps d'armée. Pareille mesure, déjà condamnée par les manuels d'instruction, était évidemment considérée comme indispensable pour entraîner les officiers en relevant leurs traitements. « Le télégramme annonçant que les armes manquantes seraient fournies à Pskov — écrit Martynov — ne fut reçu par Bagration que le 31 août, après l'échec définitif de toute l'entreprise. »

Quant à mandater les instructeurs du front à Pétrograd, le Grand Quartier Général ne s'en occupa aussi qu'à la toute dernière minute. Les officiers qui acceptaient la mission étaient largement munis d'argent et voyageaient en wagons spéciaux. Mais les héros du patriotisme ne se hâtaient pas tellement, doit-on croire, de sauver le pays. Deux jours plus tard, la communication ferroviaire entre le Grand Quartier Général et la capitale se trouva coupée et la plupart des mandataires ne parvinrent pas, en somme, sur les lieux de leurs exploits projetés.

Dans la capitale, il existait cependant une organisation affidée aux korniloviens, comptant jusqu'à deux mille membres. Les conspirateurs étaient divisés en groupes chargés de tâches spéciales : saisies des autos blindées, arrestation et assassinat des membres les plus en vue du Soviet, arrestation du gouvernement provisoire, prise des établissements les plus importants. D'après Winberg, président de l'Union du Devoir militaire, « à l'arrivée des troupes de Krymov, les principales forces de la révolution devaient déjà être brisées, anéanties ou mises hors d'état de nuire, de sorte que Krymov n'aurait

plus eu qu'à rétablir l'ordre en ville ». A vrai dire, à Mohilev, on estimait exagéré ce programme d'action et l'on mettait la tâche principale à la charge de Krymov. Mais aussi le Grand Quartier Général attendait des détachements du Centre républicain une aide très sérieuse.

Or, les conspirateurs de Pétrograd ne se manifestèrent absolument en rien, n'élevèrent pas la voix, ne firent pas œuvre du petit doigt, comme s'ils n'avaient même pas existé. Winberg explique cette énigme assez simplement. Il se trouva que le colonel Heimann, qui dirigeait le contre-espionnage, avait passé les heures les plus décisives dans un restaurant de banlieue et que le colonel Sidorine, directement chargé par Kornilov d'unifier l'activité de toutes les Sociétés patriotiques de la capitale, ainsi que le colonel Ducimetière, préposé à la section militaire, « avaient disparu et l'on ne put les trouver nulle part ». Le colonel de Cosaques Doutov, qui devait marcher « sous les apparences du bolchevisme » se lamenta plus tard : « Je courais... les appeler à descendre dans la rue, mais personne ne me suivit. » Les fonds destinés à l'organisation furent, d'après Winberg, raflés et dilapidés par les principaux participants. Le colonel Sidorine, affirme Dénikine, « s'enfuit en Finlande, emportant les dernières ressources de l'organisation, quelque chose comme cent cinquante mille roubles ». Lvov, dont nous avons dit l'arrestation au palais d'Hiver, raconta plus tard qu'un des donateurs secrets qui devait remettre aux officiers une somme considérable, se rendit à l'endroit convenu, mais trouva les conspirateurs dans un tel état d'ivresse qu'il ne se décida pas à leur remettre l'argent. Winberg lui-même estime que, n'eussent été ces « imprévus » véritablement fâcheux, le plan pouvait être entièrement couronné de succès. Mais il reste une question : pourquoi, autour de l'entreprise patriotique, se trouvèrent groupés principalement des ivrognes, des dilapidateurs et des traîtres ? N'est-ce pas parce que toute tâche historique mobilise ses cadres adéquats ?

La composition même des effectifs du complot n'était pas fameuse, à commencer par les hauts dirigeants. « Le général Kornilov — déclare le cadet de droite Izgoïev — était des plus populaires... parmi la population pacifique, mais non parmi les troupes, du moins celles de l'arrière que j'ai observées. »

Sous le terme de population pacifique, Izgoïev entend le public de la Perspective Nevsky. Quant aux masses populaires du front et de l'arrière, Kornilov leur était étranger, odieux, détesté.

Nommé commandant du 3^e corps de cavalerie, le général Krasnov, monarchiste, qui tenta bientôt de se mettre dans la vassalité de Guillaume II, s'étonna de voir que « Kornilov, ayant conçu un grand dessein, était resté lui-même à Mohilev, dans un palais, entouré de Turkmènes et de brigades de choc, comme s'il ne croyait pas lui-même au succès ». Comme le journaliste français Claude Anet demandait à Kornilov pourquoi, à la minute décisive, lui-même n'avait pas marché sur Pétrograd, le chef de la conspiration répondit : « J'étais malade, j'avais un fort accès de malaria et mon énergie habituelle fit défaut. »

Beaucoup trop d'accidents malheureux : il en est toujours ainsi quand une affaire est d'avance condamnée à sa perte. Dans leur état d'esprit les conspirateurs hésitaient entre une ivresse de forfanterie qui ne connaît pas d'obstacles et une complète prostration devant le premier obstacle réel. L'affaire consistait non point en la malaria de Kornilov, mais en une maladie beaucoup plus intime, fatale, incurable, qui paralysait la volonté des classes possédantes.

Les cadets niaient sérieusement que Kornilov eût des intentions contre-révolutionnaires, entendant par là la restauration de la monarchie des Romanov. Comme s'il s'agissait de cela ! Le « républicanisme » de Kornilov n'empêchait nullement le monarchiste Loukomsky de marcher avec lui de pair à compagnon, ni le président de l'Union du Peuple russe, Rimsky-Korsakov, de télégraphier à Kornilov, le jour du soulèvement : « Je prie ardemment Dieu de vous aider à sauver la Russie, je me mets entièrement à votre disposition. » Les partisans Cent-Noirs du tsarisme n'étaient pas rebutés par le fanion républicain bon marché. Ils comprenaient que le programme de Kornilov consistait en lui-même, en son passé, en ses soutaches de Cosaque, en ses liaisons et ressources financières et surtout en sa disposition sincère à pratiquer l'égorgement de la révolution.

Se dénommant dans ses manifestes « fils de paysan », Kornilov fondait le plan du coup d'État entièrement sur la cosaquerie et les montagnards. Dans les troupes lancées contre Pétrograd, il ne se trouvait pas un seul effectif d'infanterie. Le général n'avait point accès auprès du moujik et il ne tentait même point de s'en ouvrir un. Il se trouva, il est vrai, au Grand Quartier Général dans la personne d'un certain « professeur », un réformateur agraire, disposé à promettre à tout soldat une quantité fantastique de déciatines de terre. Mais le manifeste préparé à ce sujet ne fut même pas publié : ce qui retint les généraux de faire de la démagogie agraire, ce fut la crainte tout à fait fondée d'effaroucher et d'écarter les propriétaires nobles.

Un paysan de Mohilev, Tadeusz qui avait observé de près l'entourage du Grand Quartier Général pendant ces journées, raconte que, parmi les soldats et dans les campagnes, personne n'ajoutait foi aux manifestes du général : « Il veut le pouvoir, mais, au sujet de la terre, pas un mot et, au sujet de la guerre, pas davantage. » Sur les questions les plus vitales, les masses avaient appris d'une façon ou d'une autre à se débrouiller en six mois de révolution. Kornilov apportait au peuple la guerre, la défense des privilèges des généraux et de la propriété des nobles. Il ne pouvait rien lui donner de plus, et le peuple n'attendait de lui rien d'autre. Dans cette impossibilité d'avance évidente pour les conspirateurs eux-mêmes de s'appuyer sur le troupier paysan, sans parler des ouvriers, s'exprimait la condamnation sociale de la clique Kornilovienne.

Le tableau des forces politiques qu'avait dessiné le diplomate du Grand Quartier Général, le prince Troubetskoï, était juste en bien des choses, mais erroné en un point : dans le peuple, il n'existait point trace de cette indifférence qui dispose « à encaisser n'importe quel coup de cravache » : au contraire, les masses semblaient attendre seulement la menace de la cravache pour montrer quelles sources d'énergie et d'abnégation se dissimulaient dans leurs profondeurs. L'erreur commise dans l'appréciation de l'état d'esprit des masses réduisait en poussière tous les autres calculs.

Le complot était mené par des cercles qui sont habitués à ne rien faire, qui ne savent rien faire sans les éléments de la base, sans la force ouvrière, sans la

chair à canon, sans ordonnances, domesticité, greffiers, chauffeurs, porteurs, cuisinières, blanchisseuses, aiguilleurs télégraphistes, palefreniers, cochers. Or, tous ces petits rouages humains, imperceptibles, innombrables, indispensables, tenaient pour les soviets et contre Kornilov. La révolution était omniprésente. Elle pénétrait partout, enveloppant le complot. Partout elle avait l'œil, et l'oreille, et la main.

L'idéal de l'éducation militaire, c'est que le soldat agisse en dehors de la surveillance de ses chefs comme s'il était sous leurs yeux. Or, les soldats et les matelots russes de 1917, qui n'exécutaient pas les ordres officiels même sous les yeux des commandants, saisissaient au vol, avidement, les ordres de la révolution et, plus souvent encore, les exécutaient, de leur propre initiative, avant même de les avoir reçus. Les innombrables serviteurs de la révolution, ses agents, éclaireurs et militants n'avaient besoin ni d'exhortations ni de surveillance.

Formellement, la liquidation du complot se trouvait entre les mains du gouvernement. Le Comité exécutif y concourait. Mais en réalité, la lutte se développait par des voies toutes différentes. Tandis que Kérénsky, courbé sous le fardeau de la « responsabilité surhumaine », arpentait tout seul les parquets du palais d'Hiver, le Comité de défense, qui s'appelait également « Comité militaire révolutionnaire », déployait une large activité. Dès le matin, des instructions télégraphiques sont expédiées aux employés des chemins de fer, des postes et télégraphes et aux soldats. « Tous les mouvements de troupe — rapportait Dan ce jour-là même — s'accomplissent sur les ordres du gouvernement provisoire et sont contresignés par le Comité de la défense publique. » Si l'on rejette les termes conventionnels, cela signifiait que le Comité de défense disposait des troupes sous la forme du gouvernement provisoire. En même temps, l'on entreprend de détruire les nids korniloviens dans Pétrograd même, l'on procède à des perquisitions et à des arrestations dans les écoles militaires et dans les organisations d'officiers. La main du Comité se sentait partout. On ne s'inquiétait guère du général-gouverneur.

Les organisations soviétiques d'en bas, à leur tour, n'attendaient pas les appels d'en haut. Le travail principal était concentré dans les quartiers. Aux heures des plus grandes hésitations du gouvernement et des fastidieux pourparlers du Comité exécutif avec Kérénsky, les soviets de quartier se resserrèrent entre eux et décidèrent de déclarer la conférence interdistricts ouverte en permanence ; d'introduire leurs représentants dans l'état-major formé par le Comité exécutif ; de créer une milice ouvrière ; d'établir le contrôle des soviets de quartiers sur les commissaires du gouvernement ; d'organiser des équipes volantes pour l'arrestation des agitateurs contre-révolutionnaires. Dans leur ensemble, ces mesures signifiaient qu'on s'attribuait non seulement de considérables fonctions gouvernementales, mais aussi les fonctions du Soviet de Pétrograd. Par la logique même de la situation, les plus hauts organes soviétiques durent se restreindre fortement pour céder la place à ceux de la base. L'entrée des quartiers de Pétrograd dans l'arène de la lutte modifia du coup la direction et l'ampleur de celle-ci. De nouveau se découvrit, par l'expérience, l'inépuisable vitalité de l'organisation soviétique : paralysée d'en haut par la direction des conciliateurs, elle se ranimait, au moment critique, en bas, sous l'impulsion des masses.

Pour les bolcheviks qui inspiraient les quartiers, le soulèvement de Kornilov n'était pas le moins du monde inattendu. Ils avaient prévu, prévenu, et s'étaient trouvés les premiers à leur poste. Dès la séance unifiée des Comités exécutifs du 27 août, Sokolnikov avait communiqué que le parti bolchevik avait pris toutes les mesures qui dépendaient de lui pour avertir le peuple du danger et pour préparer la défense ; les bolcheviks se déclaraient disposés à combiner leur action combative avec celle des organes du Comité exécutif. Dans une séance de nuit de l'organisation militaire des bolcheviks, à laquelle participèrent des délégués de nombreux contingents de troupes, il fut décidé d'exiger l'arrestation de tous les conspirateurs, d'armer les ouvriers, de leur donner des moniteurs choisis parmi les soldats, d'assurer la défense de la capitale avec les éléments de la base et, en même temps, de se préparer à la création d'un pouvoir révolutionnaire d'ouvriers et de soldats. L'Organisation militaire convoqua des meetings dans toute la garnison. Les soldats étaient

invités à se tenir en garde, fusil à la main, en état de sortir au premier signal d'alarme.

« Bien que les bolcheviks fussent en minorité — écrit Soukhanov — il est absolument clair que dans le Comité militaire révolutionnaire l'hégémonie leur appartenait. » Il en donne la raison : « Si le Comité voulait agir sérieusement, il devait agir révolutionnairement » et, pour des actes révolutionnaires, « seuls les bolcheviks avaient des moyens réels », car les masses les suivaient. La tension de la lutte en tous lieux et partout poussait en avant les éléments les plus actifs et les plus hardis. Cette sélection automatique haussait inévitablement les bolcheviks, consolidait leur influence, concentrait entre leurs mains l'initiative, leur transmettait en fait la direction, même dans celles des organisations où ils se trouvaient en minorité. Plus on se rapproche du quartier, de l'usine, de la caserne, plus incontestable et complète est la domination des bolcheviks. Toutes les cellules du parti sont mises sur pied. Dans les groupes corporatifs des grandes usines, des permanences de bolcheviks sont organisées. Au Comité de quartier du parti se tiennent aussi des représentants des petites entreprises. La liaison s'allonge, venant d'en bas, de l'atelier, par les quartiers, jusqu'au Comité central du parti.

Sous la pression immédiate des bolcheviks et des organisations qu'ils dirigeaient, le Comité de défense reconnut souhaitable d'armer des groupes d'ouvriers pour la protection de leurs quartiers, des fabriques, des usines. Les masses n'attendaient que cette sanction. Dans les quartiers, d'après la presse ouvrière, se formèrent aussitôt « des files impressionnantes d'hommes désireux de faire partie de la Garde rouge ». Des cours s'ouvrirent pour le maniement du fusil et le tir. En qualité de moniteurs, on fit venir des soldats expérimentés. Dès le 29, des compagnies (*droujiny*) se formèrent dans presque tous les quartiers. La Garde rouge se déclara prête à faire avancer immédiatement un effectif comptant quarante mille fusils. Ceux des ouvriers qui n'avaient pas d'armes formèrent des *droujiny* pour creuser des tranchées, bâtir des blindages, tendre des fils de fer barbelés. Le nouveau général-gouverneur Paltchinsky, qui avait remplacé Savinkov — Kérénsky n'avait pas réussi à garder son complice plus de trois jours — ne put se dispenser de

reconnaître, dans un communiqué spécial, que, dès qu'il fut besoin de procéder à des travaux de sape pour la défense de la capitale, « des milliers d'ouvriers... donnant de leur personne sans réclamer de rétribution, exécutèrent en quelques heures un immense travail qui, sans leur aide, aurait exigé plusieurs journées ». Cela n'empêcha pas Paltchinsky, à l'exemple de Savinkov, d'interdire le journal bolchevik, le seul que les ouvriers estimassent le leur.

L'entreprise géante de Poutilov devient le centre de la résistance dans le district de Peterhof. On crée en hâte des *droujiny* de combat. Le travail dans l'usine marche et jour et nuit : on s'occupe du montage de nouveaux canons pour former des divisions prolétariennes d'artillerie. L'ouvrier Minitchev raconte : « On travailla, ces jours-là, à raison de seize heures par jour... On monta environ cent canons. »

Le *Vikjel* (Comité exécutif panrusse des cheminots), récemment créé, dut immédiatement recevoir le baptême du feu. Les cheminots avaient des motifs particuliers de redouter la victoire de Kornilov, qui avait inscrit dans son programme l'état de siège sur les voies ferrées. La base, encore ici, devançait de loin ses dirigeants. Les cheminots démontraient et obstruaient les voies pour arrêter les troupes de Kornilov : l'expérience de la guerre servait à quelque chose. Ils prirent aussi des mesures pour isoler le foyer du complot, Mohilev, en arrêtant la circulation tant dans le sens du Grand Quartier Général que dans l'autre sens. Les employés des postes et télégraphes se mirent à intercepter et à expédier au Comité les télégrammes et les ordres du Grand Quartier Général, ou bien des copies. Les généraux s'étaient accoutumés pendant les années de guerre à croire que les transports et les services de liaison étaient des questions de technique. Ils devaient maintenant constater que c'étaient des questions de politique.

Les syndicats, moins que tous enclins à la neutralité politique, n'attendaient pas des invitations spéciales pour occuper des positions de combat. Le syndicat des ouvriers de la voie ferrée armait ses membres, les expédiait sur la ligne pour la surveillance et la destruction de la voie, pour la

garde des ponts, etc. ; par leur ardeur et leur résolution, les ouvriers poussaient en avant le *Vikjel*, plus bureaucratique et modéré. Le syndicat des métallurgistes mit à la disposition du Comité de défense de très nombreux employés et versa une forte somme pour couvrir ses dépenses. Le syndicat des chauffeurs mit à la disposition du Comité des moyens de transport, ses ressources techniques. Le syndicat des typos, en quelques heures, organisa la parution des journaux pour le lundi, afin de tenir la population au courant des événements et réalisa, en même temps, le plus efficace de tous les contrôles possibles sur la presse. Le général rebelle avait frappé du pied sur le sol, des légions étaient sorties de terre ; seulement c'étaient des légions ennemies.

Autour de Pétrograd, dans les garnisons voisines, dans les grandes gares, dans la flotte, le travail se poursuivait jour et nuit : on vérifiait les contingents que l'on formait, les ouvriers s'armaient, des détachements étaient envoyés pour monter la garde le long de la voie ferrée, la liaison s'établissait aussi bien avec les points environnants qu'avec Smolny. Le Comité de défense n'eut pas tant à exhorter et à lancer des appels qu'à enregistrer et à diriger. Ses plans se trouvaient toujours dépassés. La résistance à la mutinerie du général se transformait en un coup de filet populaire contre les conspirateurs.

À Helsingfors, l'assemblée générale de toutes les organisations soviétiques créa un Comité révolutionnaire qui délégua à la maison du général-gouverneur, à la Kommandantur, au contre-espionnage, et à d'autres très importantes institutions ses commissaires. Dès lors, sans la signature de ces derniers, pas un ordre n'est valable. Les télégraphes et les téléphones sont pris sous contrôle. Les représentants officiels du régiment de Cosaques cantonné à Helsingfors, principalement les officiers, tentent de proclamer la neutralité : ce sont des korniloviens camouflés. Le lendemain, au Comité, se présentent des Cosaques du rang, ils déclarent que tout le régiment est contre Kornilov. Des représentants des Cosaques sont pour la première fois introduits dans le Soviet. Dans ce cas comme dans bien d'autres, un aigu conflit de classes rejette les officiers à droite et les hommes du rang à gauche.

Le Soviet de Cronstadt, ayant eu le temps de se remettre des blessures de

juillet, fit savoir par dépêche que « la garnison de Cronstadt était prête, comme un seul homme, à prendre la défense de la révolution au premier appel du Comité exécutif ». Les hommes de Cronstadt ne savaient pas encore, en ces jours-là, à quel point la défense de la révolution les protégeait eux-mêmes contre les mesures d'extermination : ils ne pouvaient que le deviner.

En effet, bientôt après les Journées de Juillet, au sein du gouvernement provisoire, il avait été décidé de démanteler la forteresse de Cronstadt, en tant que nid de bolcheviks. Cette mesure, d'après un accord avec Kornilov, était expliquée officiellement par des « motifs stratégiques ». Sentant que les choses tournaient mal, les matelots opposèrent une résistance. « La légende d'une trahison au Grand Quartier Général — écrivait Kérensky après avoir lui-même accusé Kornilov de trahison — s'était tellement enracinée à Cronstadt que toute tentative pour enlever les pièces d'artillerie provoquait là-bas une véritable fureur de la foule. » C'était le gouvernement qui avait chargé Kornilov de rechercher les moyens de liquider Cronstadt. Le général avait trouvé ce moyen : aussitôt après l'écrasement de la capitale, Krymov devait faire marcher une brigade avec de l'artillerie sur Oranienbaum, et sous la menace des batteries côtières, exiger de la garnison de Cronstadt le désarmement de la forteresse et la rentrée des équipages sur le continent, où les matelots auraient subi en masse la répression. Mais, au moment même où Krymov entreprenait d'exécuter le projet du gouvernement, celui-ci se trouva forcé de demander aux hommes de Cronstadt protection contre Krymov.

Le Comité exécutif, par téléphonogramme à Cronstadt et à Vyborg, demanda l'envoi à Pétrograd d'importants effectifs de troupes. Dès le matin du 29, les contingents commencèrent à arriver. C'étaient, principalement, des détachements bolcheviks : pour que l'appel du Comité exécutif eût de l'efficacité, il avait fallu confirmation du Comité central des bolcheviks. Un peu auparavant, vers le milieu de la journée du 28, sur un ordre de Kérensky, qui ressemblait beaucoup à une obséquieuse prière, la garde du palais d'Hiver avait été prise par les matelots du croiseur *Aurore*, dont une partie de l'équipage était pourtant encore incarcérée à la prison de Kresty pour avoir participé à la manifestation de juillet. Pendant leurs heures de liberté, les

matelots venaient à la prison visiter les hommes de Cronstadt détenus, ainsi que Trotsky, Raskolnikov et autres. « N'est-il pas temps d'arrêter le gouvernement ? » demandaient les visiteurs. « Non, pas encore », entendent-ils en réponse : « Mettez le fusil à l'épaule de Kérensky, tirez sur Kornilov. Ensuite, on réglera les comptes avec Kérensky. » En juin et juillet, ces matelots n'étaient guère disposés à prêter attention aux arguments de la stratégie révolutionnaire. En ces deux mois non tout à fait révolus, ils avaient beaucoup appris. S'ils posent la question de l'arrestation du gouvernement, c'est plutôt par autocritique et pour en avoir la conscience nette. Eux-mêmes saisissent l'inéluctable continuité des événements. Dans la première quinzaine de juillet : battus, condamnés, calomniés ; à la fin d'août, la garde la plus sûre du palais d'Hiver contre les korniloviens ; ils ouvriront à la fin d'octobre, sur le palais d'Hiver, le feu des canons de l'*Aurore*.

Mais si les matelots consentent encore à différer jusqu'à un certain point le règlement général des comptes avec le régime de Février, ils ne veulent pas subir un jour de plus l'autorité des officiers korniloviens. Le commandement qui leur avait été imposé par le gouvernement après les Journées de Juillet s'était avéré presque partout et en tous lieux partisan des conspirateurs. Le Soviet de Cronstadt révoqua immédiatement le commandant désigné par le gouvernement et en nomma un autre de son choix. Les conciliateurs ne criaient déjà plus à la sécession de la République de Cronstadt. Cependant, l'affaire ne se borna point partout à de simples destitutions : en plusieurs endroits, cela fut poussé jusqu'à des représailles sanglantes.

« Cela commença à Vyborg — dit Soukhanov — par des sévices sur les généraux et les officiers, exercés par des attroupements de matelots et de soldats devenus féroces et pris de panique. » Non, ces foules n'étaient point devenues féroces et l'on ne saurait guère parler dans le cas présent d'une panique. Le matin du 29, le *Tsentroflot* (Comité central de la flotte) avait expédié au général Oranovsky, commandant à Vyborg, pour communication à la garnison, un télégramme sur la révolte du Grand Quartier Général. Le Commandant garda par devers lui le télégramme pendant toute une journée et, quand on lui demanda ce qu'il se passait, répondit qu'il n'avait reçu aucune

information. Quand les matelots perquisitionnèrent, ils trouvèrent chez lui la dépêche. Pris en flagrant délit, le général se déclara partisan de Kornilov. Les matelots le fusillèrent, ainsi que deux autres officiers qui avaient déclaré partager ses idées. Aux officiers de la flotte de la Baltique, les matelots réclamaient la signature de déclarations de fidélité à la révolution et, comme quatre officiers du vaisseau de ligne *Pétropavlovsk* avaient refusé de donner leur signature, se déclarant korniloviens, ils furent, par décision de l'équipage, fusillés sur place.

Les soldats et les matelots étaient en danger de mort. L'épuration sanglante était prévue non seulement pour Pétrograd et Cronstadt, mais pour toutes les garnisons du pays. D'après la conduite de leurs officiers qui avaient repris courage, d'après leur ton, d'après leurs regards obliques, les soldats et les matelots pouvaient deviner à coup sûr le sort qui les attendait dans le cas de la victoire du Grand Quartier Général. Là où l'atmosphère était particulièrement échauffée, ils se hâtaient de couper la route aux ennemis en opposant à l'épuration prévue par le corps des officiers leur épuration à eux, matelots et soldats. La guerre civile a, comme on le sait, ses lois, et celles-ci n'ont jamais été considérées comme des lois humanitaires.

Tchkhéidzé expédiait immédiatement à Vyborg et à Helsingfors un télégramme condamnant les lynchages, considérés comme un « coup mortel pour la révolution ». Kérensky, de son côté, télégraphiait à Helsingfors : « J'exige que l'on mette fin immédiatement aux violences abominables. » Si l'on recherche la responsabilité politique de certains lynchages — sans oublier que la révolution est dans l'ensemble un genre de lynchage — la responsabilité dans le cas donné retombait totalement sur le gouvernement et les conciliateurs qui, au moment du danger, recouraient aux masses révolutionnaires pour les livrer ensuite au corps des officiers contre-révolutionnaires.

De même que pendant la Conférence de Moscou, quand on s'attendait d'heure en heure à un coup d'État, maintenant encore, ayant rompu avec le Grand Quartier Général, Kérensky s'adressa aux bolcheviks, les priant

« d'exercer leur influence sur les soldats, pour prendre la défense de la révolution ». Tout en ayant appelé les matelots bolcheviks à la protection du palais d'Hiver, Kérensky ne relaxait pas, cependant, ses prisonniers de juillet. Soukhanov écrit à ce sujet : « La situation au moment où Alexéïev minaudait avec Kérensky, tandis que Trotsky restait en prison, était absolument intolérable. »

Il n'est pas difficile d'imaginer l'émotion qui régnait dans les prisons surpeuplées. « Nous étions bouillants d'indignation — raconte l'enseigne de vaisseau Raskolnikov — contre le gouvernement provisoire qui, en des journées si angoissantes... continuait à laisser pourrir à Kresty des révolutionnaires comme Trotsky... » Qu'ils sont lâches, ah ! qu'ils sont lâches ! — disait Trotsky à la promenade, tournant en rond avec nous — ils devraient déclarer immédiatement Kornilov hors-la-loi pour que n'importe quel soldat dévoué à la révolution se sente en droit d'en finir avec lui. »

L'entrée des troupes de Kornilov à Pétrograd aurait signifié avant tout l'extermination des bolcheviks arrêtés. Dans un ordre au général Bagration qui devait avec l'avant-garde entrer dans la capitale, Krymov n'avait pas oublié d'indiquer ceci spécialement : « Mettre sous bonne garde les prisons et maisons d'arrêt, mais, en aucun cas, ne relaxer les personnes qui y sont détenues. » C'était tout un programme dont l'inspirateur avait été Milioukov dès les Journées d'Avril : « Ne relaxer en aucun cas. » Il n'y eut pas, en ces jours-là, à Pétrograd, un seul meeting où l'on ne formulât l'exigence de la libération des emprisonnés de juillet. Des délégations, l'une après l'autre, se rendaient au Comité exécutif, lequel, à son tour, envoyait ses leaders en pourparlers au palais d'Hiver. Bien en vain ! L'entêtement de Kérensky dans cette question est d'autant plus remarquable que, pendant une journée ou deux, il avait considéré la situation du gouvernement comme désespérée et que, par conséquent, il se condamnait au rôle de geôlier principal, gardant les bolcheviks réservés à la potence du général.

Il n'est pas étonnant que les masses dirigées par les bolcheviks, luttant contre Kornilov, n'aient pas accordé la moindre confiance à Kérensky. Il s'agissait pour elles non de protéger le gouvernement, mais de défendre la révolution. D'autant plus résolue et intrépide était leur lutte. La résistance à la mutinerie sortait des rails, des pierres, de l'air même. Les cheminots de la gare de Louga, à laquelle était parvenu Krymov, se refusaient obstinément à mettre en marche les trains transportant des troupes, et alléguaient le manque de locomotives. Les échelons de Cosaques se trouvèrent aussi encerclés par des soldats armés faisant partie de la garnison de Louga qui comptait vingt mille hommes. Il n'y eut pas de collisions ; ce qui se passa fut bien plus dangereux, il y eut contact, intelligence, compréhension mutuelle. Le Soviet de Louga avait eu le temps d'imprimer la déclaration du gouvernement destituant Kornilov, et ce document fut largement répandu dès lors parmi les échelons. Les officiers dissuadaient les Cosaques de prêter foi aux agitateurs. Mais la nécessité même de dissuader était d'un sinistre augure.

Sitôt reçu l'ordre de Kornilov : aller de l'avant, Krymov, sous la menace des baïonnettes, exigea que les locomotives fussent prêtes dans un demi-heure. La menace sembla efficace. Les locomotives, quoique avec de nouvelles anicroches, furent avancées ; mais l'on ne pouvait marcher néanmoins, car la voie avait été démolie et bloquée pour plus d'une journée entière. Cherchant à échapper à la propagande corruptrice, Krymov retira, le soir du 28, ses troupes à quelques verstes de Louga. Mais les agitateurs pénétrèrent immédiatement dans les villages : c'étaient des soldats, des ouvriers, des cheminots — on ne pouvait leur échapper, ils se répandaient partout. Les Cosaques commencèrent même à se réunir en meetings. Sous l'assaut de la propagande et maudissant son impuissance, Krymov attendait vainement Bagration : les cheminots avaient arrêté les échelons de la division « sauvage », lesquels devaient aussi subir, dans les plus prochaines heures, une attaque morale.

Si veule, si lâche même que fût la démocratie des conciliateurs en soi, les forces de masses sur lesquelles, de nouveau, elle s'appuya à moitié contre Kornilov, ouvraient devant elle des ressources inépuisables d'action. Les

socialistes-révolutionnaires et les bolcheviks considéraient que leur tâche n'était pas de vaincre les troupes de Kornilov en bataille rangée, mais de les attirer à eux. C'était voir juste. Contre la « conciliation » sur cette ligne, les bolcheviks, eux aussi, n'objectaient rien, bien entendu : au contraire, c'était là leur méthode essentielle ; les bolcheviks demandaient seulement que, derrière les agitateurs et les parlementaires, se tinssent prêts, sous les armes, les ouvriers et les soldats. Pour influencer moralement les effectifs de Kornilov, on trouva du coup un choix illimité de moyens et de voies. C'est ainsi qu'à la rencontre de la division « sauvage » fut envoyée une délégation musulmane à laquelle on intégra des autorités indigènes qui s'étaient aussitôt manifestées, en commençant par le petit-fils de l'illustre Chamil, qui avait héroïquement défendu le Caucase contre le tsarisme. Les montagnards ne permirent pas à leurs officiers d'arrêter la délégation : c'eût été en contradiction avec les coutumes séculaires de l'hospitalité. Les pourparlers s'ouvrirent et devinrent, du coup, le commencement de la fin. Les commandants envoyés par Kornilov pour expliquer toute cette campagne, alléguèrent des émeutes d'agents de l'Allemagne qui auraient éclaté à Pétrograd. Or, les délégués qui étaient arrivés directement de la capitale, non seulement niaient le fait d'une émeute, mais, documents en mains, prouvaient que Krymov était un rebelle et conduisait ses troupes contre le gouvernement. Que pouvaient répliquer à cela les officiers de Krymov ?

Sur le wagon de l'état-major de la division « sauvage », les soldats plantèrent le drapeau rouge avec cette inscription : « La Terre et la Liberté. » Le commandant de l'état-major ordonna de rouler le drapeau sur la hampe : « simplement pour éviter une confusion avec un signal de la voie ferrée », expliqua monsieur le colonel. L'équipe de l'état-major ne fut pas satisfaite de cette lâche explication et mit le colonel en état d'arrestation. Ne se trompait-on point au Grand Quartier Général quand on disait qu'il serait indifférent aux montagnards du Caucase d'égorger n'importe qui ?

Le lendemain matin, un colonel apporta, de la part de Kornilov, cet ordre à Krymov : concentrer le corps d'armée, marcher rapidement sur Pétrograd et l'occuper « à l'improviste ». Au Grand Quartier Général, évidemment, l'on

essayait encore de fermer les yeux sur la réalité. Krymov répondit que les contingents du corps étaient dispersés sur différentes voies ferrées et qu'en certains endroits des effectifs descendaient des trains ; qu'il n'avait pour l'instant à sa disposition que huit sotnias de Cosaques ; que les voies ferrées avaient été détériorées, bloquées, barricadées, et que l'on ne pouvait avancer que par une marche en campagne ; enfin, qu'il ne pouvait être même question d'une occupation imprévue de Pétrograd maintenant que les ouvriers et les soldats s'étaient rangés sous le fusil dans la capitale et la banlieue. L'affaire se compliquait encore, étant donné que la possibilité était définitivement perdue d'effectuer l'opération « d'une façon inopinée » pour les troupes de Krymov lui-même : sentant que les choses allaient tourner mal, les troupes réclamaient des explications. On dut leur révéler le conflit existant entre Kornilov et Kérénsky, c'est-à-dire mettre officiellement à l'ordre du jour la pratique des meetings.

L'ordre à l'armée publié par Krymov à ce moment disait : « Cette nuit, j'ai reçu du Grand Quartier Général et de Pétrograd une information disant que, dans la capitale, des émeutes ont commencé... » Cette imposture devait justifier une campagne dès lors tout à fait ouverte contre le gouvernement. Un ordre de Kornilov lui-même, en date du 29 août, disait : « Le service de contre-espionnage de Hollande nous rapporte que : a) ces jours-ci l'on prévoit une attaque simultanée sur tout le front dans le but de déloger et de contraindre à fuir notre armée décomposée ; b) un soulèvement est préparé en Finlande ; c) on se propose de faire sauter les ponts sur le Dniéper et sur la Volga ; d) une insurrection de bolcheviks s'organise à Pétrograd. » C'est ce « rapport » même que Savinkov alléguait encore le 23 : la Hollande n'était mentionnée que pour jeter de la poudre aux yeux, le document, d'après toutes les données, avait été fabriqué à la mission militaire française ou bien avec sa collaboration.

Kérénsky télégraphiait le même jour à Krymov : « A Pétrograd, calme complet. On n'attend aucune manifestation. N'avons aucunement besoin de votre corps d'armée. » La manifestation devait être provoquée par les décrets d'état de siège de Kérénsky lui-même. Comme le gouvernement avait dû

différer sa provocation, Kérensky avait toutes raisons d'estimer qu'« on ne s'attendait à aucune manifestation ».

Ne voyant point d'issue, Krymov fit la tentative absurde de marcher sur Pétrograd avec ses huit sotnias. C'était plutôt un geste par acquit de conscience et, bien entendu, il n'en résulta rien. Ayant rencontré à quelques verstes de Louga des avant-postes, Krymov revint sur ses pas, sans même essayer de livrer bataille. Au sujet de cette « opération » unique, absolument fictive, Krasnov, chef du 3^e corps de cavalerie, écrivait plus tard : « Il fallait frapper sur Pétrograd avec une force de quatre-vingt-six escadrons et sotnias, et l'on frappa avec une seule brigade comptant huit faibles sotnias, pour une moitié manquant de chefs. Au lieu de frapper avec le poing, on tapa avec le petit doigt : ceci fit mal au petit doigt et ceux que l'on frappait ne sentirent rien. » Au fond, il n'y eut même pas un coup du petit doigt. Personne ne s'en ressentit.

Les cheminots, pendant ce temps, faisaient ce qu'ils avaient à faire. De mystérieuse façon, les échelons étaient dirigés sur d'autres voies que celles de leur destination. Les régiments tombaient sur des divisions qui n'étaient pas les leurs, les effectifs d'artillerie étaient coincés dans des impasses, les états-majors perdaient leur liaison avec leurs contingents. Toutes les grandes stations avaient leurs soviets, leurs comités de cheminots et de soldats. Les télégraphistes les tenaient au courant de tous les événements, de tous les déplacements, de toutes les modifications. Les mêmes télégraphistes interceptaient les ordres de Kornilov. Les informations défavorables pour les korniloviens étaient immédiatement transcrites en nombreux exemplaires, transmises, affichées, communiquées de bouche en bouche. Le mécanicien, l'aiguilleur, le graisseur devenaient des agitateurs. C'est dans cette ambiance qu'avançaient, ou bien, pis encore, restaient sur place les échelons de Kornilov. Le commandant, ayant bientôt senti que la situation était désespérée, ne se hâtait évidemment pas d'avancer et, par son attitude passive, facilitait le travail des contre-conspirateurs du transport. Les éléments de l'armée de Krymov furent ainsi disséminés dans les stations, les bifurcations et les impasses de huit voies ferrées. Quand on étudie d'après la carte quel fut

le sort des échelons de Kornilov, on peut garder cette impression que les conspirateurs auraient joué, sur le réseau ferroviaire, à colin-maillard.

« Presque partout — dit le général Krasnov, notant ses observations de la nuit du 29 au 30 août — nous avons vu un seul et même tableau. Ici sur la voie, là dans un wagon, ou bien assis sur des selles, près de chevaux moreaux et bai-brun qui penchaient vers eux la tête, se tenaient accroupis ou debout des dragons et, parmi eux, quelque figure gesticulante, portant la capote du soldat. » Le nom de cette « figure gesticulante » devint bientôt légion. De Pétrograd continuaient à arriver d'innombrables délégations de régiments, envoyées à la rencontre des korniloviens : avant de se battre, tous voulaient s'expliquer. Les troupes révolutionnaires avaient le ferme espoir que l'affaire s'arrangerait sans bataille. Cela se confirma : les Cosaques accédaient volontiers. L'équipe de liaison du corps d'armée, s'étant emparée d'une locomotive, expédia des délégués sur toute la ligne. On expliqua à chaque échelon la situation qui s'était créée. Il y eut d'incessants meetings au cours desquels montait un cri : on nous a trompés !

« Non seulement les chefs de division — déclare le même Krasnov — mais même les chefs de régiment ne savaient pas où se trouvaient leurs escadrons et leurs sotnias... Le manque de nourriture et de fourrage, naturellement, irritait encore plus les hommes. Les hommes... voyaient toute l'incohérence de ce qui se passait autour d'eux et se mirent à arrêter les officiers et les supérieurs. » La délégation du Soviet, ayant organisé son état-major, communiquait : « Constamment, il y a fraternisation... Nous sommes absolument sûrs que l'on peut considérer le conflit comme liquidé. De tous côtés arrivent des délégations... » La direction des contingents était prise par des comités qui se substituaient aux chefs. Très rapidement fut créé un soviet de députés du corps d'armée, et l'on en détacha une délégation d'une quarantaine d'hommes pour l'envoyer au gouvernement provisoire. Les Cosaques commencèrent à déclarer hautement qu'ils n'attendaient qu'un ordre de Pétrograd pour arrêter Krymov et les autres officiers.

Stankévitch retrace le tableau qu'il trouva sur sa route, étant parti le 30

avec Voltinsky dans la direction de Pskov. A Pétrograd, l'on croyait que Tsarskoïé-Sélo avait été occupé par les korniloviens, mais l'on n'y avait trouvé personne. « A Gatchina, personne... Sur la route, jusqu'à Louga, personne. A Louga, calme et tranquillité... Nous arrivâmes jusqu'à un village où devait se trouver l'état-major du corps d'armée. Désert... Il se vérifia que, de bonne heure dans la matinée, les Cosaques avaient quitté la place, se rendant dans la direction opposée à celle de Pétrograd. » La révolte refluit, se fractionnait, était absorbée par le sol.

Mais, au palais d'Hiver, on appréhendait encore un peu l'adversaire. Kérénsky fit une tentative pour entrer en pourparlers avec le commandement des rebelles : cette voie lui semblait plus sûre que l'initiative « anarchique » de la base. Il expédia à Krymov des délégués et, « pour le salut de la Russie », le pria de venir à Pétrograd, lui garantissant, sur l'honneur, toute sécurité. Pressé de tous côtés et ayant complètement perdu la tête, le général se hâta, bien entendu, d'accepter l'invitation. Sur les traces de Krymov partit pour Pétrograd une députation de Cosaques.

Les fronts ne soutinrent pas le Grand Quartier Général. Une tentative plus sérieuse fut faite seulement par le front du Sud-Ouest. L'état-major de Dénikine avait entrepris en temps voulu des mesures préliminaires. Les effectifs attachés à la garde de l'état-major sur lesquels on ne pouvait compter avaient été remplacés par des Cosaques. Dans la nuit du 26 au 27, l'imprimerie avait été occupée. L'état-major essayait de jouer le rôle d'un maître de la situation sûr de lui et avait même interdit au Comité du front de se servir du télégraphe. Mais les illusions ne subsistèrent même pas quelques heures. Les délégués de différents contingents se présentèrent au Comité avec des offres de soutien. Survinrent des autos blindées, des mitrailleuses, des canons. Le Comité subordonna immédiatement à son contrôle l'activité de l'état-major, auquel l'initiative ne fut laissée que dans le domaine des opérations de guerre. Vers trois heures, le 28, l'autorité sur le front Sud-Ouest fut entièrement concentrée entre les mains du Comité. « Jamais encore — se lamentait Dénikine — l'avenir du pays n'avait paru si sombre, notre impuissance si vexante et si accablante. »

Sur les autres fronts, l'affaire tourna d'une façon encore moins dramatique : il suffisait aux chefs d'armée de regarder autour d'eux pour éprouver l'afflux de sentiments amicaux à l'égard des commissaires du gouvernement provisoire. Vers le matin du 29, au palais d'Hiver, l'on avait déjà des télégrammes portant des assurances de fidélité du général Chtcherbatchev, du front roumain, du général Valouïev, du front Ouest, et de Prjewalski, du front du Caucase. Sur le front Nord, où le commandant en chef était un kornilovien déclaré, Klembovsky, Stankévitch avait nommé comme son suppléant un certain Savitsky. « Savitsky, qui n'était guère connu jusqu'alors, nommé par télégramme au moment du conflit — écrit Stankévitch lui-même — pouvait en toute assurance s'adresser à n'importe quel attroupement de soldats — infanterie, Cosaques, ordonnances et même *junkers* — avec n'importe quel ordre, quand bien même il se serait agi d'arrêter le commandant en chef — et l'ordre était exécuté sans discussion.... » Ce fut sans les moindres complications que Klembovsky fut remplacé par le général Bontch-Brouïéitch qui, par l'intermédiaire de son frère, bolchevik connu, fut un des premiers appelé dans la suite au service du gouvernement bolchevik.

Les affaires n'allaient guère mieux pour le pilier du parti militaire dans le sud, l'ataman des troupes du Don, Kalédine. A Pétrograd l'on disait que Kalédine mobilisait les contingents cosaques et que des échelons du front venaient le rejoindre sur le Don. Or, « l'ataman — d'après un de ses biographes — parcourait les bourgs cosaques à bonne distance du chemin de fer... s'entretenant paisiblement avec les habitants ». Kalédine, effectivement, manœuvrait avec plus de circonspection qu'on ne le croyait dans les cercles révolutionnaires. Il avait choisi le moment du soulèvement déclaré, dont l'heure lui était connue d'avance, pour parcourir « pacifiquement » les villages cosaques, afin de se trouver, durant les journées critiques, à l'écart du télégraphe et de tout autre contrôle et de tâter en même temps l'opinion de la population cosaque. Le 27, il avait télégraphié en cours de route à son suppléant Bogaïevsky : « Il faut soutenir Kornilov par tous les moyens. » Cependant, ses rapports directs avec la population cosaque prouvèrent

justement que les ressources et les forces n'existaient, en somme, point : les Cosaques cultivateurs de blé ne songeaient nullement à se lever pour la défense de Kornilov. Lorsque l'échec du soulèvement devint évident, ce que l'on appelait « le gouvernement militaire » du Don décida de différer l'expression de son opinion « jusqu'à élucidation du réel rapport de forces ». Grâce à cette manœuvre, les sommets de la cosaquerie du Don réussirent à se jeter à l'écart en temps opportun.

À Pétrograd, à Moscou, sur le Don, sur le front, sur les voies que suivaient les échelons, partout et en tous lieux Kornilov avait des sympathisants, des partisans, des amis. Leur nombre semblait énorme si l'on en juge par les télégrammes, les addresses de félicitations et les articles de journaux. Mais, chose étrange : maintenant que l'heure était venue pour eux de se montrer, ils avaient disparu. En bien des cas, la cause n'en résidait nullement dans des lâchetés individuelles. Parmi les officiers korniloviens, il y avait un bon nombre de braves. Mais leur bravoure ne trouvait pas de point d'appui. A partir du moment où les masses commencèrent à s'agiter, les individus isolés n'eurent plus accès aux événements. Non seulement les grands industriels, banquiers, professeurs, ingénieurs, mais aussi les étudiants, même les officiers trempés se trouvèrent écartés, effacés, rejetés. Ils observaient les événements qui se déroulaient devant eux comme du haut d'un balcon. Avec le général Dénikine il ne leur restait rien d'autre qu'à maudire leur impuissance vexante et accablante.

Le 30 août, le Comité exécutif expédia à tous les soviets une joyeuse nouvelle : « Dans les troupes de Kornilov, c'est une complète décomposition. » Pendant un temps l'on oublia que Kornilov avait choisi pour son entreprise les contingents les plus patriotes, les plus aptes au combat, les mieux préservés de l'influence des bolcheviks. Le processus de la décomposition consistait en ceci que les soldats cessaient définitivement de faire confiance aux officiers, découvrant en eux des ennemis. La lutte pour la révolution contre Kornilov marquait un approfondissement de la décomposition de l'armée, c'est-à-dire, précisément, ce que l'on reprochait aux bolcheviks.

Messieurs les généraux eurent enfin la possibilité de vérifier la force de résistance de la révolution qui leur semblait si friable, si débile, si accidentellement victorieuse de l'ancien régime. Depuis les Journées de Février, on répétait à tout propos la formule fanfaronne de la soldatesque : donnez-moi un régiment solide et je leur montrerai de quoi il retourne. L'expérience du général Khabalov et du général Ivanov, à la fin de février, n'avait rien appris aux grands capitaines de la race de ceux qui montrent le poing après la bataille. C'était fréquemment d'après leurs voix que les stratèges civils réglaient aussi leur chant. L'octobriste Chidlovsky affirmait que si, en février, s'étaient montrés dans la capitale « des contingents non particulièrement considérables, solidement unis par la discipline et l'esprit militaire, la Révolution de Février eût été écrasée en quelques jours ». Le fameux Boublikov, agitateur parmi les cheminots, écrivait : « Il eût suffi d'une seule division disciplinée venue du front pour que l'insurrection fût radicalement écrasée. » Plusieurs officiers qui participèrent aux événements affirmaient à Dénikine qu'« un seul bataillon solide ayant à sa tête un chef qui comprendrait ce qu'il voulait, pouvait mettre sens dessus dessous toute la situation ». Du temps où Goutchkov était ministre de la Guerre, le général Krymov vint du front le trouver et lui offrit « de nettoyer Pétrograd avec une seule division, bien entendu non point sans effusion de sang ». L'affaire n'eut pas lieu uniquement parce que « Goutchkov ne consentit pas ». Enfin, Savinkov, préparant pour le futur Directoire son propre « 27 août », affirmait que deux régiments suffiraient parfaitement pour réduire les bolcheviks en cendres et en poussière. Maintenant, le destin donnait à tous ces messieurs, en la personne d'un général « gai et allègre », l'entière possibilité de vérifier à quel point leurs calculs héroïques étaient fondés. Sans coup férir, tête basse, mortifié et piteux, Krymov arriva au palais d'Hiver. Kérénsky ne laissa pas échapper l'occasion de jouer avec lui une scène pathétique dans laquelle les effets à bon marché étaient garantis d'avance. Revenu de chez le premier ministre au ministère de la Guerre, Krymov se logea une balle dans la tête. C'est ainsi que tourna la tentative faite pour réprimer la révolution « non point sans effusion de sang ».

Au palais d'Hiver, on eut un soupir de soulagement en songeant qu'une affaire si lourde de complications se terminait à souhait, et l'on se hâta d'en revenir à l'ordre du jour, c'est-à-dire à la reprise des affaires interrompues. Comme généralissime, Kérensky se nomma lui-même : pour garder son alliance politique avec le corps des vieux généraux, il lui était excessivement difficile de trouver un personnage plus congru. Comme chef d'état-major du Grand Quartier Général, il choisit Alexéïev qui avait failli, deux jours auparavant, devenir premier ministre. Après des tergiversations et des consultations, le général, non sans une grimace de dédain, accepta la nomination dans le but, expliqua-t-il aux siens, de liquider pacifiquement le conflit. L'ancien chef d'état-major du généralissime Nicolas Romanov se retrouvait dans les mêmes fonctions sous Kérensky. Il y avait de quoi s'étonner ! « Seul, Alexéïev, grâce à ses accointances avec le Grand Quartier Général et à son énorme influence dans les sphères supérieures des militaires — c'est ainsi que plus tard Kérensky essaya d'expliquer l'extravagante nomination — pouvait s'acquitter avec succès de la transmission sans douleur du commandement des mains de Kornilov en de nouvelles mains. » Tout au contraire ! La désignation d'Alexéïev, c'est-à-dire d'un affidé, pouvait seulement inspirer aux conspirateurs l'idée de prolonger la résistance s'il leur en restait la moindre possibilité. En réalité, Alexéïev se trouva mis en avant par Kérensky, après la liquidation du soulèvement, pour la raison même qui avait fait appeler Savinkov au début de la rébellion : il fallait à tout prix garder les ponts du côté de droite. Le nouveau généralissime estimait maintenant particulièrement indispensable de refaire amitié avec les généraux : après la forte secousse, il devrait en effet rétablir solidement l'ordre et, par conséquent, aurait besoin d'un pouvoir doublement ferme.

Au Grand Quartier Général, il ne restait déjà rien de l'optimisme qui y avait régné deux jours auparavant. Les conspirateurs cherchaient des voies de retraite. Un télégramme expédié à Kérensky disait que Kornilov, « considérant la situation stratégique », était disposé à se démettre en paix du commandement s'il était déclaré que « l'on créait un gouvernement fort ». Après ce gros ultimatum de celui qui capitulait, en venait un autre plus petit :

lui, Kornilov, estimait « en somme inadmissibles les arrestations de généraux et d'autres personnes avant tout indispensables à l'armée ». Kérénsky, tout heureux, fit aussitôt un pas vers son adversaire en annonçant par radio que les ordres du général Kornilov concernant les opérations de guerre étaient obligatoires pour tous. Kornilov lui-même écrivait à ce sujet à Krymov le même jour : « Voici un épisode unique dans l'histoire mondiale : un généralissime accusé de forfaiture et de trahison envers la patrie, et traduit pour cela devant un tribunal, a reçu l'ordre de continuer à commander les armées... » Cette nouvelle manifestation de la pusillanimité de Kérénsky rendit immédiatement courage aux conspirateurs qui craignaient encore de faire un mauvais marché. Malgré le télégramme envoyé quelques heures auparavant déclarant inadmissible une lutte intérieure « en ce moment épouvantable », Kornilov, à demi rétabli dans ses droits, expédia deux hommes à Kalédine pour le prier « de faire pression » et, en même temps, fit cette proposition à Krymov : « Si la situation le permet, agissez indépendamment dans l'esprit de l'instruction que je vous ai donnée. » L'esprit de l'instruction était ceci : renverser le gouvernement et pendre tous les membres du Soviet.

Le général Alexéïev, nouveau chef d'état-major, partit occuper le Grand Quartier Général. Au palais d'Hiver, on considérait encore cette opération comme sérieuse. En réalité, Kornilov avait directement à sa disposition : un bataillon de chevaliers de Saint-Georges, un régiment d'infanterie « kornilovien » et un régiment de cavalerie du Tek. Le bataillon des chevaliers de Saint-Georges, dès le début, s'était rangé du côté du gouvernement. Le régiment « kornilovien » et celui du Tek étaient considérés comme fidèles ; mais une partie d'entre eux avait aussi fait défection. Le Grand Quartier Général n'avait pas du tout d'artillerie à sa disposition. En de telles conditions l'on ne pouvait parler de résistance. Alexéïev débuta dans sa mission en faisant à Kornilov et à Loukowsky des visites cérémonieuses au cours desquelles, doit-on penser, de côté et d'autre, l'on usa unanimement du vocabulaire de la soldatesque à l'adresse de Kérénsky, nouveau généralissime. Pour Kornilov comme pour Alexéïev il était clair que l'on devait, en tout cas,

remettre à une autre échéance le salut du pays.

Mais tandis qu'au Grand Quartier Général l'on arrangeait si heureusement la paix sans vainqueurs ni vaincus, l'atmosphère à Pétrograd s'échauffait extrêmement et l'on attendait impatiemment au palais d'Hiver des nouvelles rassurantes de Mohilev pour les transmettre au peuple. Alexéïev était accablé de questions incessantes. Le colonel Baranovsky, homme de confiance de Kérensky, se plaignait par fil direct : « Les soviets sont en effervescence, on ne peut décharger l'atmosphère qu'en manifestant de l'autorité et en arrêtant Kornilov et autres... » Cela ne répondait nullement aux intentions d'Alexéïev. « Je vois avec un profond regret — réplique le général — que mes appréhensions de nous voir définitivement tombés pour l'instant dans les griffes tenaces des soviets correspondent à un fait incontestable. » Sous le pronom familièrement employé de « nous », est sous-entendu le groupe de Kérensky dans lequel Alexéïev, pour atténuer sa pointe, se comprend conventionnellement aussi. Le colonel Baranovsky lui répond du même ton : « Dieu aidant, nous échapperons aux griffes tenaces du Soviet dans lesquelles nous sommes pris. »

À peine les masses avaient-elles sauvé Kérensky des griffes de Kornilov, que le leader de la démocratie se hâtait déjà de se mettre en accord avec Alexéïev contre les masses : « Nous échapperons aux griffes tenaces du Soviet. » Alexéïev dut néanmoins se soumettre à la nécessité et procéder à l'arrestation rituelle des principaux conspirateurs. Kornilov, sans opposer de résistance, fut mis aux arrêts de rigueur à domicile quatre jours après avoir déclaré au peuple : « Je préfère la mort plutôt que d'être destitué de mes fonctions de généralissime. » La Commission extraordinaire d'enquête qui arriva à Mohilev arrêta de son côté le ministre adjoint des Voies et Communications, plusieurs officiers de l'état-major général, le malencontreux diplomate Aladyine, ainsi que tous les membres présents du Comité principal de l'Union de officiers.

Dans les premières heures qui suivirent la victoire, les conciliateurs gesticulaient vivement. Avksentiev lui-même lançait des foudres. Pendant

trois jours, les rebelles avaient laissé les fronts démunis d'instructions ! « Mort aux traîtres ! » criaient les membres du Comité exécutif. Avksentiev faisait écho à ces voix : oui, la peine de mort avait été rétablie sur la demande de Kornilov et de ses affidés, « elle serait d'autant plus résolument appliquée à ces derniers ». (*Tempête prolongée d'applaudissements.*)

Le Concile ecclésiastique de Moscou, qui s'était incliné une quinzaine auparavant devant Kornilov, en tant que restaurateur de la peine de mort, suppliait maintenant par télégramme le gouvernement, « au nom de Dieu et de l'amour du Christ pour le prochain », de sauvegarder la vie du général malheureux. D'autres leviers furent mis en branle. Mais le gouvernement ne songeait aucunement à une répression sanglante. Lorsque la délégation de la division « sauvage » se présenta à Kérénsky au palais d'Hiver, comme un des soldats, en réponse aux phrases vagues du nouveau généralissime, disait que « les commandants traîtres devaient être impitoyablement frappés », Kérénsky l'interrompit par ces mots : « Votre affaire est maintenant d'obéir à vos chefs et, quant à nous, nous ferons tout le nécessaire. » Positivement, cet homme estimait que les masses devaient monter sur la scène quand il frapperait du pied gauche et disparaître quand il frapperait du pied droit !

« Nous ferons nous-mêmes tout le nécessaire. » Mais tout ce qu'ils firent semblait aux masses inutile, sinon suspect et périlleux. Les masses ne se trompaient point ; au sommet, l'on se préoccupait plutôt de rétablir la situation d'où était sortie la campagne de Kornilov. « Dès les premiers interrogatoires auxquels procédèrent les membres de la commission d'enquête — raconte Loukowsky — il s'avéra que tous nous traitaient avec la plus extrême bienveillance. » C'étaient, en somme, des complices et des camoufleurs. Le procureur militaire, Chablovsky, donnait aux accusés une consultation pour leur apprendre à tromper la justice. Les organisations du front envoyaient des protestations. « Les généraux et leurs complices sont traités autrement qu'en criminels devant l'État et le peuple... Les rebelles ont une entière liberté de communication avec le monde extérieur. » Loukowsky confirme : « L'état-major du généralissime nous informait de toutes les questions qui nous intéressaient. » Les soldats indignés tentèrent plus d'une

fois de traduire les généraux devant leur propre justice, et les détenus n'échappèrent aux représailles que grâce à une division polonaise contre-révolutionnaire installée à Bykhov, lieu où ils étaient incarcérés.

Le 12 septembre, le général Alexéïev écrivit à Milioukov, du Grand Quartier Général, une lettre traduisant l'indignation légitime des conspirateurs devant la conduite de la grande bourgeoisie qui, d'abord, les avait poussés en avant et, après la défaite, les avait abandonnés à leur propre sort. « Vous savez jusqu'à un certain point — écrivait, non sans causticité, le général — que certains cercles de notre société non seulement étaient au courant de tout, non seulement sympathisaient idéologiquement, mais aidaient comme ils pouvaient Kornilov... » Au nom de l'Union des officiers, Alexéïev exigeait de Vychnégradsky, Poutilov et d'autres capitalistes considérables qui avaient tourné le dos aux vaincus, une souscription immédiate de trois cent mille roubles au profit « des familles affamées de ceux avec lesquels ils étaient liés par une communauté d'idées et de préparation ! » La lettre s'achevait par une véritable menace : « Si la presse honnête n'entreprend pas immédiatement d'expliquer énergiquement l'affaire... le général Kornilov sera contraint de dévoiler largement devant le tribunal toute la préparation, tous les pourparlers avec des personnalités et des cercles, leur participation », etc. Au sujet des résultats pratiques de ce lamentable ultimatum, Dénikine communique : « C'est seulement à la fin d'octobre que Kornilov reçut de Moscou environ quarante mille roubles. » Milioukov, pendant ce temps, s'était en somme absenté de l'arène politique : d'après la version officielle des cadets, il était parti « se reposer en Crimée ». Après tant de tracas, le leader libéral avait effectivement besoin de repos.

La comédie de l'enquête traîna jusqu'à l'insurrection bolcheviste, après quoi Kornilov et ses complices furent non seulement mis en liberté, mais munis par le Grand Quartier Général de Kérensky de tous les documents indispensables. Ce furent les généraux fugitifs qui déclenchèrent la guerre civile. En raison des visées sacrées qui liaient Kornilov avec le libéral Milioukov et le Cent-Noir Rimsky-Korsakov, des centaines de milliers d'hommes tombèrent, le Midi et l'Est de la Russie furent pillés et dévastés,

l'économie du pays fut définitivement ébranlée, la révolution fut contrainte à la terreur rouge. Kornilov, ayant échappé sans encombre à la justice de Kérensky, tomba bientôt sur le front de la guerre civile, frappé par un obus bolchevik. Le sort de Kalédine ne fut guère différent. Le « gouvernement militaire » du Don exigea non seulement que l'ordre d'arrêter Kalédine fût rapporté, mais que celui-ci fût rétabli dans ses fonctions d'ataman. Kérensky, là encore, ne perdit pas une occasion de reculade. Skobélev arriva à Novotcherkassk, apportant des excuses au « cercle militaire cosaque ». Le ministre démocrate fut l'objet de sarcasmes raffinés et, là, Kalédine lui-même fut le premier à railler. Le triomphe du général cosaque ne fut pourtant point durable. Coincé de tous côtés par la révolution bolcheviste, chez lui, sur le Don, Kalédine se suicida quelques mois plus tard.

Le drapeau de Kornilov passa ensuite aux mains du général Dénikine et de l'amiral Koltchak, dont les noms se rattachent à la principale période de la guerre civile. Mais tout cela concerne déjà 1918 et les années suivantes.

Les masses exposées aux coups

[Retour à la table des matières](#)

Les causes immédiates des événements d'une révolution sont les modifications dans la conscience des classes en lutte. Les rapports matériels d'une société déterminent seulement le courant suivi par ces processus. Par leur nature, les modifications de la conscience collective ont un caractère à demi occulte ; à peine parvenus à une tension déterminée, les nouveaux états d'esprit et les idées percent au dehors sous la forme d'actions de masses qui établissent un nouvel équilibre social, d'ailleurs très instable. La marche de la révolution à chaque nouvelle étape met à nu le problème du pouvoir pour le recouvrir encore, immédiatement après, d'un masque — en attendant de le dépouiller de nouveau. Tel est aussi le mécanisme d'une contre-révolution avec cette différence que le film se déroule ici à rebours.

Ce qui se passe aux cimes gouvernementales et soviétiques n'est nullement indifférent pour la marche des événements. Mais on ne peut comprendre le sens réel de la politique d'un parti et déchiffrer les manœuvres des leaders qu'à condition de découvrir les profonds processus moléculaires dans la conscience des masses. En juillet, les ouvriers et les soldats avaient essuyé une défaite, mais, en octobre, par un assaut irrésistible, ils s'emparèrent du pouvoir. Que s'était-il passé dans leurs esprits pendant ces quatre mois ? Comment avaient-ils réagi sous les coups qui pleuvaient d'en

haut ? Avec quelles idées, quels sentiments, avaient-ils considéré la tentative faite par la bourgeoisie pour s'emparer du pouvoir ? Le lecteur devra revenir en arrière, vers la défaite de juillet. Fréquemment, l'on est obligé de reculer pour mieux sauter. Or, devant nous s'annonce le saut d'octobre.

Dans l'historiographie soviétique officielle, une opinion s'est établie, et est devenue une sorte de lieu commun, d'après laquelle l'assaut livré au parti en juillet — répressions combinées avec la calomnie — aurait passé sans laisser presque aucune trace sur les organisations ouvrières. C'est absolument inexact. A vrai dire, la défaillance dans les rangs du parti et le reflux à son égard des ouvriers et des soldats durèrent peu de temps, quelques semaines. Le renouveau survint si vite et, surtout si tempétueux qu'il effaça à moitié le souvenir même des journées d'accablement et de prostration : les victoires projettent en général une autre lumière sur les défaites qui les ont préparées. Mais, à mesure que l'on publie les procès-verbaux des organisations locales du parti, l'on voit apparaître avec une netteté de plus en plus grande l'affaissement de la révolution en juillet, qui se ressentait, en ces jours-là, d'autant plus douloureusement que la montée précédente avait eu un caractère plus incessant.

Toute défaite, procédant d'un rapport de forces déterminé, modifie à son tour ce rapport au désavantage de la partie vaincue, car le vainqueur prend de l'assurance ; tandis que le vaincu perd confiance en lui-même. Or, telle ou telle appréciation de la force que l'on a constitue un élément extrêmement important du rapport objectif des forces. Une défaite directe fut essuyée par les ouvriers et les soldats de Pétrograd qui, dans leur élan en avant, s'étaient heurtés, d'un côté, au manque de clarté et aux contradictions de leurs propres desseins, d'autre part, à l'état arriéré de la province et du front. C'est pourquoi, dans la capitale, les conséquences de la défaite se manifestèrent avant tout, et avec la plus grande violence. Cependant, absolument inexactes sont les affirmations si fréquentes dans la même littérature officielle, d'après lesquelles la défaite de juillet aurait passé presque inaperçue pour la province. C'est théoriquement invraisemblable et c'est démenti par le témoignage des faits et des documents. Lorsque de grandes questions se posaient, tout le pays,

spontanément, tournait chaque fois la tête vers Pétrograd. La défaite des ouvriers et des soldats de la capitale devait justement produire une énorme impression sur les couches les plus avancées de la province. L'épouvante, la désillusion, l'apathie se produisaient en diverses parties du pays sous des aspects différents, mais s'observaient partout.

L'affaissement de la révolution se traduisit avant tout dans un extrême affaiblissement de la résistance des masses aux adversaires. Tandis que les troupes introduites à Pétrograd procédaient officiellement à des actes punitifs, en désarmant les soldats et les ouvriers, des bandes à demi volontaires, sous leur couverture, commettaient impunément des attentats sur les organisations ouvrières. Après la destruction de la rédaction de la *Pravda* et de l'imprimerie des bolcheviks, on saccage les locaux du syndicat des métallurgistes. Par la suite, les coups sont dirigés sur les soviets de quartier. Les conciliateurs ne sont pas épargnés : le 10, une attaque eut lieu contre un des sièges du parti à la tête duquel se trouvait le ministre de l'Intérieur Tsérételli. Dan eut besoin d'une bonne dose d'abnégation pour écrire au sujet de l'arrivée des troupes : « Au lieu de voir périr la révolution, nous sommes maintenant témoins de son nouveau triomphe. » Ce triomphe allait si loin que, d'après le menchevik Pouchitsky, les passants, dans les rues, s'ils avaient l'air d'ouvriers et étaient soupçonnés de bolchevisme, se trouvaient en danger de subir de cruels sévices. Quel irrécusable symptôme d'un brusque changement de toute la situation !

Lazis, membre du comité bolchevik de Pétrograd, par la suite agent connu de la *Tchéka*, notait dans son journal : « 9 juillet. Dans la ville, on a saccagé toutes nos imprimeries. Personne n'ose imprimer nos journaux et nos tracts. Nous recourons au montage d'une typographie clandestine. Le quartier de Vyborg est devenu un refuge pour tous. Ici se sont transportés le Comité de Pétrograd et les membres du Comité central qui sont poursuivis. Dans le local de garde de l'usine Renault le Comité est en conférence avec Lénine. On a posé la question d'une grève générale. Chez nous, au Comité, les voix se sont partagées. J'ai voté pour l'appel à la grève. Lénine, après avoir expliqué la situation, a proposé de renoncer à cette solution... 12 juillet. La contre-

révolution est victorieuse. Les soviets impuissants. Les *junkers* déchaînés tombent déjà même sur les mencheviks. Certains éléments du parti sont hésitants. L'afflux des membres s'est interrompu... Mais, dans nos rangs, il n'y a pas encore de fuites. » Après les Journées de Juillet, « l'influence des socialistes-révolutionnaires sur les usines de Pétrograd fut forte », écrit l'ouvrier Sisko. L'isolement des bolcheviks relevait automatiquement le poids spécifique et le sentiment intime des conciliateurs. Le 16 juillet, un délégué de Vassili-Ostrov rapporte à la Conférence bolcheviste de la ville que l'état d'esprit dans le district est « dans l'ensemble » plein d'entrain, à l'exception de quelques usines. « A l'usine Baltique, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks nous écrasent. » En cet endroit, l'affaire fut poussée très loin : le comité d'usine décida que les bolchéviks suivraient les obsèques des Cosaques tués, et l'ordre fut exécuté... Les défections officielles de membres du parti sont, à vrai dire, insignifiantes : dans tout le rayon, sur quatre mille membres, il n'y en eut pas plus de cent à se retirer ouvertement. Mais un bien plus grand nombre, dans les premiers jours, se mit à l'écart sans dire mot. « Les Journées de Juillet — disait par la suite l'ouvrier Minitchev dans ses souvenirs — nous montrèrent qu'il y avait aussi dans nos rangs des individus qui, craignant pour leur peau, « avalaient » leurs cartes du parti et reniaient celui-ci. Mais ils ne furent pas nombreux... », ajoute-t-il d'un ton rassurant. « Les événements de juillet — écrit Chliapnikov — et toute la campagne de violences et de calomnies qui s'y rattache contre nos organisations interrompirent cette montée de notre influence qui, au début de juillet, avait atteint une vigueur formidable... Notre parti lui-même était dans une demi-légalité et menait une lutte défensive, s'appuyant principalement sur les syndicats et les comités de fabriques ou d'usines. »

L'accusation lancée contre les bolcheviks d'être au service de l'Allemagne ne pouvait point ne pas produire une impression même sur les ouvriers de Pétrograd, du moins sur une partie considérable d'entre eux. Celui qui hésitait se retira. Celui qui était prêt à adhérer fut pris d'hésitation. Même parmi ceux qui avaient déjà adhéré, un bon nombre reculèrent. A la manifestation de juillet, outre les bolcheviks, participèrent largement des

ouvriers appartenant aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks. Sous le coup reçu, ils furent les premiers à sauter en arrière sous le couvert des drapeaux de leurs partis : il leur semblait maintenant qu'ayant enfreint la discipline, ils avaient véritablement commis une faute. Une large couche d'ouvriers sans parti, suiveurs du parti, s'éloigna également de lui sous l'influence de la calomnie officiellement répandue et juridiquement présentée.

Dans cette atmosphère politique modifiée, les coups de la répression étaient d'un effet beaucoup plus fort. Olga Ravitch, une des anciennes et actives militantes du parti, membre du Comité de Pétrograd, disait plus tard dans son rapport : « Les Journées de Juillet causèrent dans l'organisation un tel désarroi que, durant les trois premières semaines, il ne pouvait même être question d'une activité quelconque. » Ravitch a ici en vue principalement l'activité ouverte du parti. Pendant longtemps, il fut impossible de ménager la parution du journal du parti : on ne trouvait point d'imprimerie qui consentît à servir les bolcheviks. Et la résistance ne venait pas toujours des patrons : il y eut une imprimerie où les ouvriers menacèrent d'arrêter le travail dans le cas où l'on imprimerait un journal bolchevik, et le patron résilia l'affaire déjà conclue. Pendant un certain temps, Pétrograd fut pourvue par le journal de Cronstadt.

Le flanc d'extrême-gauche sur l'arène ouverte se trouvait être, en ces semaines, le groupe des mencheviks internationalistes. Les ouvriers allaient volontiers entendre les conférences de Martov, chez qui l'instinct du militant s'était réveillé dans la période de recul, quand on était contraint non de frayer à la révolution de nouvelles voies, mais de lutter pour conserver les restes de ses conquêtes. Le courage de Martov était celui du pessimisme. « Sur la révolution — disait-il en séance du Comité exécutif — l'on a, apparemment, mis le point final... Si l'on est arrivé à ceci que... la voix de la paysannerie et des ouvriers n'a point de place dans la révolution russe, nous descendrons de la scène honnêtement, nous relèverons ce défi non point par un renoncement silencieux, mais par une franche bataille. » Martov proposait de descendre de la scène en combattant franchement à des camarades de son parti qui, comme Dan et Tsérételli, appréciaient la victoire remportée par les généraux et les

Cosaques sur les ouvriers et les soldats comme une victoire de la révolution sur l'anarchie. Sur le fond de la campagne effrénée menée contre les bolcheviks et de l'attitude promptement rampante des conciliateurs devant les Cosaques galonnés, la conduite de Martov le rehaussait beaucoup, en ces pénibles semaines, aux yeux des ouvriers.

Plus particulièrement accablante fut la crise de juillet pour la garnison de Pétrograd. Les soldats, au sens politique, étaient de loin en retard sur les ouvriers. La section des soldats, au Soviet, demeurait l'appui des conciliateurs alors que, déjà, la section ouvrière suivait les bolcheviks. A cela ne contredisait nullement le fait que les soldats se montraient particulièrement disposés à brandir leurs armes. Dans la manifestation, ils jouèrent un rôle plus agressif que les ouvriers, mais, sous les coups, refluèrent bien loin en arrière. Le flot d'hostilité contre les bolcheviks jaillit très haut dans la garnison de Pétrograd, « Après la défaite — raconte l'ancien soldat Mitrévitch — je ne me montre pas dans ma compagnie, autrement on pourrait s'y faire tuer, tant que la bourrasque n'est pas passée. » C'est justement dans les régiments les plus révolutionnaires, qui avaient marché aux premiers rangs pendant les Journées de Juillet et qui avaient par conséquent essuyé les coups les plus durs, que l'influence du parti tomba à tel point qu'il fut impossible d'y reconstituer l'organisation, même trois mois plus tard : sous la trop violente secousse, ces effectifs furent comme moralement réduits en miettes. L'organisation militaire dut fortement se replier sur elle-même. « Après la défaite de juillet — écrit l'ancien soldat Minitchev — on considérait l'organisation pas très amicalement, non seulement chez les camarades du sommet de notre parti, mais même dans certains comités de quartier. »

À Cronstadt, le parti perdait deux cent cinquante membres. L'état d'esprit de la garnison dans la forteresse bolcheviste s'était considérablement affaîssi. La réaction avait déferlé même jusqu'à Helsingfors. Avksentiev, Bounakov, l'avocat Sokolov étaient arrivés pour amener les vaisseaux bolcheviks à résipiscence. Ils obtinrent certains résultats. En arrêtant des bolcheviks dirigeants, en utilisant la calomnie officielle, en menaçant, on réussit à obtenir des déclarations de loyalisme même du cuirassé bolchevik *Pétropavlovsk*. En

tout cas, sur l'exigence formulée de livrer « les instigateurs », tous les vaisseaux opposèrent un refus.

Il n'en allait guère autrement à Moscou. « La campagne haineuse de la presse bourgeoise — dit Piatnitsky — produisit une panique même parmi certains membres du Comité de Moscou. » L'organisation, après les Journées de Juillet, fut affaiblie en nombre. « Jamais on n'oubliera — écrit l'ouvrier moscovite Ratékhine — un moment terriblement pénible. Le plénum s'assemble (celui du soviet de Zamoskvorétchié)... Nos camarades bolcheviks, comme je vois, ne sont pas trop nombreux... Tout droit vient sur moi Stiéklov, un des camarades énergiques, et, proférant à peine les mots, me demande s'il est vrai que Lénine a été amené avec Zinoviev dans un wagon plombé ; s'il est vrai qu'ils touchent de l'argent allemand ? Mon cœur se serrait douloureusement à entendre de pareilles questions. Un autre camarade s'approche, Konstantinov : Où est Lénine ? Il s'est envolé, dit-on... Qu'est-ce qui va se passer maintenant ? Et ainsi de suite. « Cette scène prise sur le vif nous introduit sans erreur dans les états d'âme par lesquels passèrent alors les ouvriers avancés. » La parution des documents publiés par Alexinsky — écrit Davydovsky, artilleur à Moscou — provoqua un terrible bouleversement dans la brigade. Notre batterie, la plus bolcheviste, fut elle-même ébranlée sous le coup de ce mensonge infâme... Il semblait que nous eussions perdu toute confiance. »

« Après les Journées de Juillet — écrit V. Iakovléva, qui était alors membre du Comité central et dirigeait le travail dans la vaste province de Moscou — tous les rapports des localités étaient unanimes à signaler non seulement une brusque démoralisation dans les masses, mais même une hostilité certaine à l'égard de notre parti. En des cas assez nombreux, l'on assomma nos orateurs. Le nombre des membres diminua fortement, et certaines des organisations cessèrent même tout à fait d'exister, surtout dans le Midi. » Vers le milieu d'août, aucune modification sensible ne s'était encore produite. Le travail se fait dans les masses pour la conservation de l'influence, on n'observe point d'accroissement des organisations. Dans les gouvernements de Riazan et de Tambov, il ne se crée point de nouvelles

liaisons, il ne surgit point de cellules bolchevistes ; dans l'ensemble, ce sont les patrimoines des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

Évréinov, qui militait dans la prolétarienne Kinechma, se rappelle combien pénible devint la situation après les événements de Juillet, quand, dans sa grande conférence de toutes les organisations publiques, fut posée la question d'exclure les bolcheviks du Soviet. Les défections dans le parti prenaient des proportions si considérables parfois que c'est seulement après une nouvelle révision des listes de membres que l'organisation commença à vivre d'une vie normale. A Toula, grâce à une sérieuse sélection préliminaire des ouvriers, l'organisation ne subit pas l'épreuve des lâchages, mais sa soudure avec les masses faiblit. A Nijni-Novgorod, après la campagne de répression conduite sous la direction du colonel Verkhovsky et du menchevik Khintchouk, une dépression marquée survint : aux élections à la douma municipale, le parti ne réussit à faire passer que quatre députés. A Kalouga, la fraction bolcheviste tenait compte de la possibilité pour elle d'être éliminée du Soviet. En certains points de la région moscovite, les bolcheviks se trouvaient forcés de sortir non seulement des soviets, mais même des syndicats.

À Saratov, où les bolcheviks gardaient des rapports très pacifiques avec les conciliateurs et se disposaient encore, à la fin de juin, à présenter aux élections, pour la douma municipale, une liste commune avec eux, les soldats, après l'orage de juillet, furent à tel point montés contre les bolcheviks qu'ils envahissaient les assemblées électorales, arrachaient aux bolcheviks leurs bulletins et malmenaient les agitateurs. « Il nous devint difficile — écrit Lébédév — de nous montrer dans les assemblées électorales. Fréquemment l'on nous criait : espions de l'Allemagne, provocateurs !... » Dans les rangs des bolcheviks de Saatov, il se trouva un bon nombre de pusillanimes : « Beaucoup d'entre eux déclaraient qu'ils quittaient le parti, d'autres se cachèrent. »

À Kiev, qui jouissait depuis longtemps de la réputation d'un centre de Cent-Noirs, la campagne de persécution contre les bolcheviks se déchaîna avec une violence particulière et s'en prit bientôt aux mencheviks et aux

socialistes-révolutionnaires. La dépression du mouvement révolutionnaire se ressentait surtout ici fortement : aux élections à la douma municipale, les bolcheviks n'obtinrent au total que 6% des suffrages. A la conférence générale de la ville, les rapporteurs se plaignaient « de remarquer partout de l'apathie et de l'inaction ». Le journal du parti se trouva forcé de devenir hebdomadaire au lieu d'être quotidien.

La dissolution et le déplacement des régiments les plus révolutionnaires devaient déjà, par soi, non seulement abaisser le niveau politique des garnisons, mais agir aussi d'une façon accablante sur les ouvriers des localités qui se sentaient plus fermes lorsqu'ils sentaient derrière leur dos des troupes amies. C'est ainsi que le transfert du 57^e régiment de Tver modifia brusquement la situation politique, aussi bien parmi les soldats que parmi les ouvriers : même dans les syndicats, l'influence des bolcheviks devint insignifiante. Cela se manifesta dans une mesure encore plus forte à Tiflis, où les mencheviks, la main dans la main avec l'état-major, remplacèrent les contingents bolcheviks par des régiments tout à fait arriérés.

En certains endroits, selon la composition de la garnison, le niveau des ouvriers de la localité et des causes accidentelles, la réaction politique prenait une expression paradoxale. A Iaroslavl, par exemple, les bolcheviks, en juillet, se trouvèrent presque totalement exclus du soviet ouvrier, mais conservèrent une influence prépondérante dans le soviet des députés soldats. En quelques localités, les événements de juillet semblèrent passer effectivement sans laisser de traces, sans avoir arrêté la croissance du parti. Pour autant que l'on en puisse juger, ce fut observé dans des cas où la retraite générale coïncidait avec l'entrée dans l'arène révolutionnaire de couches nouvelles arriérées. C'est ainsi que, en juillet, dans certains districts textiles, on commença à observer un afflux sensible d'ouvrières vers les organisations. Mais le tableau d'ensemble du reflux n'en est pas modifié.

L'acuité indéniable, même exagérée, de la réaction devant la défaite partielle était, en son genre, la rançon payée par les ouvriers et surtout par les soldats pour avoir trop facilement, trop rapidement, trop incessamment,

adhéré aux bolcheviks dans les mois précédents. Le brusque revirement de l'état d'esprit des masses produisait une sélection automatique et, de plus, sans erreur dans les cadres du parti. Sur ceux qui, en ces jours-là, ne tremblèrent point, l'on pouvait compter pour la suite. Ils constituaient un noyau dans l'atelier, dans l'usine, dans le quartier. A la veille d'octobre les organisateurs jetèrent plus d'une fois autour d'eux des regards scrutateurs lorsqu'il s'agissait de nominations ou d'envois en mission, se rappelant comment tel ou tel s'était conduit pendant les Journées de Juillet.

Au front, où tous les rapports se présentent plus dépouillés, la réaction de Juillet prit un caractère particulièrement violent. Le Grand Quartier Général utilisa les événements avant tout pour créer des effectifs spéciaux, ceux « du devoir devant la patrie libre ». Dans les régiments, des brigades de choc étaient organisées. « J'ai vu bien des fois des *oudarniki* (membres des brigades de choc) — raconte Dénikine — et je les ai toujours vus concentrés en eux-mêmes et moroses. Dans les régiments, on les considérait avec réserve ou bien même avec hostilité. » Les soldats voyaient, non sans raison, dans ces « contingents du devoir », les noyaux d'une garde prétorienne. « La réaction ne lambinait pas — raconte, au sujet du front roumain qui retardait sur les autres, le socialiste-révolutionnaire Degtiarev, qui adhéra par la suite aux bolcheviks. Nombre de soldats furent arrêtés comme déserteurs. Les officiers relevèrent la tête et affichèrent du dédain pour les comités d'armée ; çà et là, les chefs essayèrent d'imposer de nouveau le salut militaire. » Les commissaires procédaient à l'épuration de l'armée. « Dans presque chaque division — écrit Stankévitch — on avait son bolchevik dont le nom était plus connu dans la troupe que celui du chef de division... Nous éliminions progressivement une notoriété après l'autre. » En même temps, sur tout le front, on s'occupait de désarmer les contingents insubordonnés. Commandants et commissaires prenaient appui pour cela sur les Cosaques et sur les brigades spéciales qui étaient odieuses aux soldats.

Le jour de la chute de Riga, la conférence des commissaires du front Nord et des représentants des organisations d'armée reconnut indispensable d'appliquer plus systématiquement des mesures de répression rigoureuses.

Des hommes furent fusillés pour avoir fraternisé avec les Allemands. Bien des commissaires, s'échauffant à l'évocation de vagues images de la Révolution française, tentèrent de faire preuve d'une poigne de fer. Ils ne comprenaient pas que les commissaires jacobins s'étaient appuyés sur la base, n'avaient pas épargné les aristocrates et les bourgeois et que, seule, l'autorité plébéienne les armait implacablement pour implanter dans les troupes une rigoureuse discipline. Les commissaires de Kérénsky n'avaient aucune base populaire sous les pieds, aucune auréole morale sur la tête. Ils étaient, aux yeux des soldats, des agents de la bourgeoisie, des fourriers de l'Entente, tout simplement. Ils pouvaient, pendant un temps, intimider l'armée — ils y parvinrent effectivement, jusqu'à un certain point — mais ils étaient impuissants à lui donner une nouvelle vie.

Au bureau du Comité exécutif, à Pétrograd, un rapport, au début du mois d'août, disait que, dans l'état d'esprit de l'armée, s'était produit un revirement favorable, que l'on s'était remis à faire l'exercice ; mais que, d'autre part, l'on observait une aggravation des dénis de justice, de l'arbitraire, de l'oppression. C'est avec une acuité particulière que vint à se poser la question du corps des officiers : celui-ci « est complètement isolé, il forme des organisations à lui, très fermées ». Et d'autres données prouvent qu'en apparence, sur le front, il y eut plus d'ordre, que les soldats cessèrent de se mutiner pour des motifs insignifiants et accidentels. Mais d'autant plus concentré devenait leur mécontentement devant la situation dans l'ensemble. Dans le discours prudent et diplomatique du menchevik Koutchine à la Conférence d'État, sous des notes apaisantes, passait en sourdine un avertissement inquiétant. « Il y a une indubitable volte-face ; incontestablement le calme existe, mais, citoyens, il y a aussi autre chose, il y a un certain sentiment de désillusion, et nous appréhendons à l'extrême ce sentiment-là... » La victoire temporairement remportée sur les bolcheviks était avant tout une victoire sur les nouvelles espérances des soldats, sur leur foi en un avenir meilleur. Les masses étaient devenues plus circonspectes, la discipline semblait avoir augmenté. Mais, entre les dirigeants et les soldats, l'abîme s'était creusé plus profond, Quoi et qui engloutirait-il demain ?

La réaction de Juillet trace en quelque sorte une ligne définitive de partage des eaux entre la Révolution de Février et celle d'Octobre. Les ouvriers, les garnisons de l'arrière, le front, partiellement même, comme on le verra plus loin, les paysans reculèrent, firent un bond en arrière, comme s'ils avaient reçu un coup en pleine poitrine. Le coup avait en réalité un caractère beaucoup plus moral que physique, mais il n'en était pas moins effectif. Durant les quatre premiers mois tous les processus de masses avaient une seule direction : à gauche. Le bolchevisme croissait, s'affermissait, s'enhardissait. Mais voici que le mouvement s'est heurté à un barrage. En fait, il se découvrit que, dans les voies de la Révolution de Février, l'on ne pouvait avancer davantage. Bien des gens crurent que la révolution était en somme arrivée à son point mort. En réalité, c'était la Révolution de Février qui avait tout donné d'elle jusqu'au fond. Cette crise intérieure de la conscience des masses, combinée avec la répression et la calomnie, mena à la perturbation et à des reculades, à des paniques en certains cas. Les adversaires s'enhardirent. Dans la masse elle-même monta à la surface tout ce qu'il y avait d'arriéré, d'inerte, de mécontent, à cause des commotions et des privations. Ces coups de ressac, dans le torrent de la révolution sont d'une violence irrésistible : on dirait qu'ils se conforment aux lois d'une hydrodynamique sociale. Il est impossible de remonter un pareil flux de retour — il ne reste qu'à ne pas s'y abandonner, à ne pas se laisser submerger, à se maintenir, en attendant que le flot de la réaction se soit épuisé, et à préparer, pendant ce temps, des points d'appui pour une nouvelle offensive.

En observant certains régiments qui, le 3 juillet, avaient marché sous les bannières bolchevistes et qui, une semaine après, réclamèrent des châtiments rigoureux contre les agents du Kaiser, les sceptiques éclairés pouvaient, semblait-il, chanter victoire : les voilà bien, vos masses, voilà comme elles tiennent et sont capables de comprendre ! Mais c'est du scepticisme à bon marché. Si les masses, effectivement, modifiaient leurs sentiments et pensées sous l'influence de circonstances accidentelles, l'on ne saurait expliquer la puissante causalité qui caractérise le développement des grandes révolutions. Plus profonde est l'emprise sur des millions de gens dans le peuple, plus le

développement de la révolution est régulier, et c'est avec une plus grande certitude que l'on peut prédire l'enchaînement des étapes suivantes. Il faut seulement ne pas oublier que le développement politique des masses a lieu non pas en ligne droite, mais suivant une courbe complexe : telle est, en somme, l'orbite de tout processus matériel.

Les conditions objectives poussaient impérieusement les ouvriers, les soldats et les paysans à se ranger sous le drapeau des bolcheviks. Mais les masses, s'engageant dans cette voie, entraient en lutte avec leur propre passé, avec leurs croyances d'hier, et partiellement d'aujourd'hui. A un tournant difficile, au moment de l'échec et de la désillusion, les vieux préjugés, qui n'ont pas encore été cuvés, remontent à la surface, et les adversaires s'y accrochent naturellement comme à une planche de salut. Tout ce qu'il y avait chez les bolcheviks de peu clair, d'inhabituel, d'énigmatique — nouveauté des idées, crânerie, dédain de toutes les autorités anciennes et nouvelles — tout cela avait maintenant trouvé d'un coup une explication simple, persuasive dans son absurdité : espions de l'Allemagne ! L'accusation lancée contre les bolcheviks misait en somme sur le passé d'esclavage du peuple, sur un héritage de ténèbres, de barbarie, de superstition — et cette mise n'était pas mal placée. La grande imposture patriotique dans le courant de juillet et d'août restait un facteur politique de toute première importance, formant accompagnement à toutes les questions d'actualité. Les orbes de la calomnie s'élargissaient sur le pays avec la presse des cadets, gagnant la province, les territoires limitrophes de l'étranger, pénétrant dans les coins perdus. A la fin de juillet, l'Organisation bolcheviste d'Ivanovo-Voznéssensk exigeait encore l'ouverture d'une campagne plus énergique contre la persécution ! La question du poids spécifique de la calomnie dans la lutte politique d'une société civilisée attend encore son sociologue.

Et, néanmoins, la réaction, parmi les ouvriers et les soldats, nerveuse et bouillonnante, n'était ni profonde ni solide. Les usines d'avant-garde, à Pétrograd, se redressèrent peu de jours après la défaite, protestèrent contre les arrestations et la calomnie, frappèrent aux portes du Comité exécutif, rétablirent les liaisons. A la fabrique d'armes de Sestroretsk, les ouvriers

reprirent bientôt le gouvernail entre leurs mains : l'assemblée générale du 20 juillet décidait de verser leur paye aux ouvriers pour les journées de manifestation, à condition que le montant des salaires fût totalement employé à des publications pour le front. Le travail d'agitation ouverte des bolcheviks à Pétrograd reprend, d'après le témoignage d'Olga Ravitch, vers le 20 juillet. Dans des meetings qui ne réunissent pas plus de deux cents à trois cents personnes, en différentes parties de la ville, prennent la parole trois hommes : Sloutsky, qui fut tué plus tard par les Blancs en Crimée, Volodarskj, qui fut tué par les socialistes-révolutionnaires à Pétrograd, et Evdokimov, métallurgiste de Pétrograd, l'un des orateurs les plus capables de la révolution. En août, l'agitation faite par le parti acquiert plus d'ampleur. D'après une note de Raskolnikov, Trotsky, arrêté le 23 juillet, donna en prison le tableau suivant de la situation en ville : « Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires... continuent à persécuter avec acharnement les bolchéviks. On ne cesse d'arrêter nos camarades. Mais, dans les cercles du parti, il n'y a point d'accablement. Au contraire, tous regardent l'avenir avec espoir, estimant que les mesures de répression consolideront seulement la popularité du parti... Dans les quartiers ouvriers, l'on ne remarque pas non plus de démoralisation. » Effectivement, bientôt, une assemblée des ouvriers de vingt-sept entreprises du district de Peterhof vota une résolution protestant contre le gouvernement irresponsable et sa politique contre-révolutionnaire. Les districts prolétariens se ranimaient.

Tandis qu'au sommet, au palais d'Hiver et au palais de Tauride, l'on édifiait une nouvelle coalition, l'on s'abouchait, brisait et raccommodait — en ces jours mêmes et aux mêmes heures, les 21-22 juillet, se produisit à Pétrograd un événement de la plus haute importance, sans doute à peine remarqué dans le monde officiel, mais qui signalait l'affermissement d'une autre coalition plus solide : celle des ouvriers de Pétrograd et des soldats de l'armée du front. Dans la capitale survinrent des délégués des armées en campagne, qui protestaient, au nom de leurs contingents, contre l'étouffement de la révolution sur le front. Pendant quelques jours, ils frappèrent vainement aux portes du Comité exécutif. On ne les recevait pas, on les évinçait, on

cherchait à se débarrasser d'eux. Pendant ce temps arrivaient de nouveaux délégués qui devaient passer par la même filière, éconduits, ils retombaient les uns sur les autres dans les couloirs et les salles de réception, se lamentaient, déblatéraient, cherchaient ensemble une issue. Ils y étaient aidés par les bolcheviks. Les délégués décidèrent d'avoir des échanges de vues avec les ouvriers, les soldats, les matelots de la capitale, qui les accueillirent à bras ouverts, les logèrent, les hébergèrent. Dans une conférence que personne d'en haut n'avait convoquée, qui avait surgi d'en bas, il y eut, comme participants, des délégués de vingt-neuf régiments du front, de quatre-vingt-dix usines de Pétrograd, de matelots de Cronstadt et des garnisons de la banlieue.

Au centre de la conférence se trouvaient des délégués venus des tranchées ; parmi eux, il y avait aussi quelques jeunes officiers. Les ouvriers de Pétrograd écoutaient les hommes du front avec avidité, tâchant de ne pas perdre un mot de ce qu'ils disaient. Ceux-ci racontaient comment l'offensive et ses conséquences dévoraient la révolution. D'obscurs soldats, qui n'étaient pas du tout des agitateurs, décrivaient dans des causeries simplistes le traintrain journalier de la vie du front. Ces détails étaient bouleversants, car ils montraient clairement la remontée de tout ce qui était le plus détesté dans le vieux régime. Le contraste entre les espérances de naguère et la réalité d'aujourd'hui frappa droit aux cœurs et mit les pensées à l'unisson. Bien que, parmi les délégués du front, les socialistes-révolutionnaires fussent vraisemblablement en majorité, une violente résolution bolcheviste fut adoptée presque à l'unanimité : il n'y eut que quatre abstentions. La résolution adoptée ne restera pas lettre morte : une fois séparés, les délégués raconteront la vérité, diront comment ils ont été repoussés par les leaders conciliateurs et comment ils ont été reçus par les ouvriers. Les tranchées accorderont foi à leurs rapporteurs, ceux-ci ne tromperont point.

Dans la garnison même de Pétrograd, le début du revirement se dessina vers la fin du mois, surtout après les meetings auxquels avaient participé des représentants du front. Il est vrai que les régiments qui avaient le plus souffert ne pouvaient pas encore se relever de leur apathie. En revanche, dans les contingents qui étaient restés le plus longtemps sur une position patriotique et

qui avaient gardé la discipline pendant les premiers mois de la révolution, l'influence du parti s'accroissait sensiblement. L'Organisation militaire, qui avait particulièrement souffert de l'écrasement, commença à se reprendre. Comme toujours après des défaites, dans les cercles du parti, l'on considérait avec malveillance les dirigeants du travail dans l'armée, leur faisant grief de fautes effectives ou imaginaires et d'entraînements. Le Comité central s'associa de plus près l'Organisation militaire, établit sur elle, par l'intermédiaire de Sverdlov et de Dzerjinski, un contrôle plus direct, et le travail reprit, plus lentement qu'auparavant, mais plus sûrement.

Vers la fin de juillet, la situation des bolcheviks dans les usines de Pétrograd était déjà rétablie ; les ouvriers s'étaient resserrés sous le même drapeau ; pourtant c'étaient déjà d'autres hommes, plus mûrs, c'est-à-dire plus prudents, mais aussi plus résolus. « Dans les usines, nous jouissons d'une influence formidable, illimitée, rapportait Volodarsky, le 27 juillet, au Congrès des bolcheviks. Le travail du parti est rempli principalement par les ouvriers eux-mêmes... L'organisation a monté d'en bas, et c'est pourquoi nous avons toute raison de penser qu'elle ne se disloquera pas. » L'Union de la Jeunesse comptait à cette époque jusqu'à cinquante mille membres et subissait de plus en plus l'influence des bolcheviks. Le 7 août, la section ouvrière du Soviet adopte une résolution pour l'abolition de la peine de mort. En signe de protestation contre la Conférence d'État, les travailleurs de Poutilov prélèvent le salaire d'une journée comme souscription à la presse ouvrière. A la Conférence des Comités de fabriques et d'usines, une résolution est unanimement adoptée, déclarant que la Conférence de Moscou est « une tentative d'organisation des forces contre-révolutionnaires »...

Cronstadt cicatrisait aussi ses blessures. Le 20 juillet, un meeting sur la place de l'Ancre exige la remise du pouvoir aux soviets, l'envoi au front des Cosaques ainsi que des gendarmes et des sergents de ville, l'abolition de la peine de mort, l'admission à Tsarskoïé-Sélo de délégués de Cronstadt pour vérifier si Nicolas II, dans sa détention, est suffisamment et rigoureusement surveillé, la dislocation des « bataillons de la Mort », la confiscation des journaux bourgeois, etc. En même temps, un nouvel amiral, Tyrkov, ayant

pris le commandement de la forteresse, ordonna d'amener sur les vaisseaux de guerre le drapeau rouge, et de hisser le drapeau portant la croix de Saint-André. Les officiers et une partie des soldats revêtirent leurs galons et épaulettes. Les matelots de Cronstadt protestèrent. La commission gouvernementale d'enquête sur les événements des 3-5 juillet fut contrainte de quitter Cronstadt sans résultat pour rentrer à Pétrograd : elle fut accueillie par des sifflets, des protestations et même des menaces.

Le mouvement d'opinion se produisait dans toute la flotte. « A la fin de juillet et au commencement d'août — écrit un des dirigeants en Finlande, Zalejsky — on sentait nettement que non seulement la réaction extérieure n'avait pas réussi à briser les forces révolutionnaires d'Helsingfors, mais, qu'au contraire, ici, l'on notait un mouvement très net vers la gauche et un large accroissement de sympathies pour les bolchéviks. » Les matelots avaient été, dans une mesure considérable, les instigateurs de la manifestation de Juillet, indépendamment et partiellement contre le gré du parti qu'ils soupçonnaient de modération et presque d'esprit conciliateur. L'expérience de la manifestation armée leur montra que la question du pouvoir ne se résolvait pas si simplement. Un état d'opinion anarchiste cédait la place à de la confiance à l'égard du parti. Très intéressant, sur ce point, est un rapport du délégué d'Helsingfors à la fin de juillet : « Sur les petites unités navales, c'est l'influence des socialistes-révolutionnaires qui prédomine ; mais sur les grands vaisseaux de guerre, croiseurs et cuirassés, tous les matelots sont ou bien des bolcheviks ou bien des sympathisants. Tel était (et précédemment aussi) l'état d'esprit des matelots sur le *Pétropavlovsk* et sur le *République*, et après les 3-5 juillet, sont venus à nous le *Gangout*, le *Sébastopol*, le *Rurik*, l'*Andreï Pervozvanny*, le *Diana*, le *Gromoboï*, l'*India*. Ainsi nous avons dans les mains une formidable force de combat... Les événements du 3 au 5 juillet ont beaucoup appris aux matelots, leur montrant qu'il ne suffisait pas d'être dans un certain état d'esprit pour atteindre le but. »

En retard sur Pétrograd, Moscou suit le même chemin. « Peu à peu, l'atmosphère asphyxiante a commencé à se dissiper — raconte l'artilleur Davydovsky — la masse des soldats commence à revenir à elle et nous

repreons l'offensive sur tout le front. Cette imposture qui a arrêté un moment le mouvement de la masse vers la gauche a seulement renforcé ensuite son afflux vers nous. » Sous les coups, l'amitié des usines et des casernes se resserrait plus étroitement. Un ouvrier de Moscou, Strelkov, raconte comment des rapports étroits s'établirent progressivement entre l'usine Michelsohn et le régiment voisin. Les comités d'ouvriers et de soldats décidaient fréquemment, en séances unifiées, des questions pratiques de la vie et de l'usine et du régiment. Les ouvriers organisaient pour les soldats des soirées d'éducation et d'instruction, leur achetaient des journaux bolcheviks et s'employaient par tous les moyens à leur venir en aide. « Si quelqu'un est puni — raconte Strelkov — on accourt aussitôt vers nous porter plainte... Pendant les meetings de rues, si quelqu'un brutalise un ouvrier de Michelsohn, il suffit qu'un soldat ait connaissance du fait, et aussitôt l'on vient par groupes entiers pour le délivrer. Or, les vexations étaient alors nombreuses. On nous empoisonnait avec les légendes de l'or allemand, de la trahison et tous les lâches mensonges des conciliateurs. »

La Conférence moscovite des Comités de fabriques et d'usines, à la fin de juillet, prit d'abord des tons modérés, mais évolua fortement vers la gauche en une semaine de travaux et, vers la fin, adopta une résolution nettement colorée de bolchevisme. En ces mêmes journées, un délégué de Moscou, Podbielsky, rapportait ceci au Congrès du parti : « Six soviets de quartier sur dix se trouvent entre nos mains... Devant la persécution actuellement organisée, nous n'avons de salut que dans la classe ouvrière, qui soutient fermement le bolchevisme. » Au début du mois d'août, lors des élections dans les usines de Moscou, ce sont, au lieu des mencheviks, et des socialistes-révolutionnaires, les bolchéviks qui passent déjà. L'accroissement de l'influence du parti se manifesta avec fougue dans la grève générale à la veille de la Conférence. Les *Izvestia* officielles de Moscou écrivaient : « Il est enfin temps de comprendre que les bolcheviks ne constituent pas des groupes irresponsables, qu'ils sont un des détachements de la démocratie révolutionnaire organisée, derrière lequel se tiennent de larges masses, non peut-être toujours disciplinées, mais en revanche totalement dévouées à la révolution. »

L'affaiblissement, en juillet, des positions du prolétariat rendit courage aux industriels. Un congrès des treize plus importantes organisations d'entreprises, et dans ce nombre des établissements bancaires, créa un Comité de défense de l'industrie qui se chargea de la direction des lock-out et en général de toute la politique d'offensive contre la révolution. Les ouvriers répliquèrent par de la résistance. Dans tout le pays déferla une vague de grandes grèves et d'autres collisions. Si les détachements les plus expérimentés du prolétariat montrèrent de la prudence, les nouvelles couches, fraîchement formées, s'engagèrent d'autant plus résolument dans la lutte. Si les métallurgistes restaient dans l'expectative et se préparaient, les ouvriers du textile faisaient irruption sur le terrain, ainsi que ceux des industries du caoutchouc, du papier, du cuir. Il y avait un sursaut des couches les plus arriérées et soumises de travailleurs. Kiev fut troublée par une violente grève de veilleurs de nuit et de portiers : parcourant les immeubles, les grévistes éteignaient les lampes, enlevaient les clefs des ascenseurs, ouvraient les portes sur la rue, etc. Chaque conflit, quel qu'en fût le motif, avait tendance à s'étendre sur toute une branche de l'industrie et à acquérir un caractère de principe. Avec le soutien des ouvriers de tout le pays, les peaussiers de Moscou ouvrirent, en août, une longue et opiniâtre lutte pour conquérir aux comités de fabriques le droit de décider de l'embauche et du congédiement des travailleurs.

En bien des cas, surtout en province, les grèves prirent un caractère dramatique, allant jusqu'à l'arrestation par les grévistes des entrepreneurs et des administrateurs. Le gouvernement prêchait aux ouvriers l'abnégation, entraînait en coalition avec les industriels, envoyait des Cosaques dans le bassin du Donetz et relevait du double les tarifs sur le blé et sur les commandes de fournitures de guerre. Tout en portant au plus haut l'indignation des ouvriers, cette politique n'arrangeait pas non plus les entrepreneurs. « Avec la clairvoyance de Skobélev — déclare plaintivement Auerbach, un des capitaines de l'industrie lourde — les commissaires du Travail dans les localités n'étaient pas encore arrivés à y voir clair... Dans le ministère même... l'on n'accordait point confiance aux agents que l'on avait en

province... Les représentants des ouvriers étaient convoqués à Pétrograd et, dans le palais de Marbre, on les exhortait, on les invectivait, on les réconciliait avec les industriels, les ingénieurs. » Mais tout cela ne conduisait à rien : « Les masses ouvrières, vers ce temps-là, tombaient déjà de plus en plus sous l'influence de meneurs plus résolus et décidés dans leur démagogie. »

Le défaitisme économique constituait le principal instrument des entrepreneurs contre la dualité de pouvoirs dans les usines. A la conférence des comités de fabriques et d'usines, dans la première quinzaine d'août, l'on dénonça en détail la politique nocive des industriels, tendant à désorganiser et à arrêter la production. Outre des manigances financières, on appliquait largement le recel des matériaux, la fermeture des ateliers de fabrication d'instruments ou de réparations, etc. Sur le sabotage mené par les entrepreneurs, d'éclatants témoignages sont donnés par John Reed qui, en qualité de correspondant américain, avait accès dans les cercles les plus divers, obtenait des informations confidentielles des agents diplomatiques de l'Entente et pouvait écouter les francs aveux des politiciens russes bourgeois. « Le secrétaire de la section pétersbourgeoise du parti cadet — écrit Reed — me disait que la décomposition de l'économie faisait partie de la campagne menée pour discréditer la révolution. Un diplomate allié dont j'ai promis sur parole de ne pas révéler le nom, confirmait le fait sur la base de ses informations personnelles. Je connais des charbonnages près de Kharkov qui furent incendiés ou noyés par les propriétaires. Je connais des manufactures textiles de la région moscovite où les ingénieurs, en abandonnant le travail, mettaient les machines hors d'état. Je connais des employés de la voie ferrée que les ouvriers surprisent à détériorer des locomotives. » Telle était l'atroce réalité économique. Elle répondait non point aux illusions des conciliateurs, non point à la politique de coalition, mais à la préparation du soulèvement kornilovien.

Sur le front, l'union sacrée se greffait aussi mal qu'à l'arrière. L'arrestation de certains bolcheviks — déclare Stankévitch en se lamentant — ne résolvait pas du tout la question. « La criminalité était dans l'atmosphère, ses contours n'étaient pas nets parce qu'elle avait contaminé toute la masse. »

Si les soldats devinrent plus modérés, c'est uniquement parce qu'ils avaient appris, dans une certaine mesure, à discipliner leur haine. Mais quand ils étaient excédés, leurs véritables sentiments se manifestaient d'autant plus clairement. Une des compagnies du régiment de Doubno, que l'on avait ordonné de dissoudre pour refus d'accepter le capitaine récemment nommé, souleva quelques autres compagnies, ensuite tout le régiment, et lorsque le colonel tenta de rétablir l'ordre par les armes, il fut tué à coups de crosse. Cela se passa le 31 juillet. Si, dans d'autres régiments, l'affaire n'alla pas jusque-là, elle pouvait toujours, d'après le sentiment intime du corps des officiers, en arriver à ce point.

Au milieu d'août, le général Chtcherbatchev communiquait au Grand Quartier Général : « L'état d'esprit des contingents d'infanterie, à l'exception des bataillons de la Mort, est extrêmement instable ; parfois, pendant plusieurs journées, les dispositions de certains éléments de l'infanterie se sont brusquement modifiées dans un sens diamétralement opposé. » Bien des commissaires commencèrent à comprendre que les méthodes de juillet ne résolvaient rien. « La pratique des tribunaux militaires révolutionnaires sur le front Ouest — communique le 22 août le commissaire Jamandt — introduit de terribles dissensions entre le commandement et la masse de la population, discréditant l'idée même de ces tribunaux... » Le programme de salut de Kornilov, dès avant la rébellion du Grand Quartier Général, avait été suffisamment éprouvé et avait conduit dans la même impasse.

Ce qui effrayait plus que tout les classes possédantes, c'étaient les symptômes de décomposition de la cosaquerie : là, il y avait menace d'un écroulement du dernier rempart. Les régiments de Cosaques à Pétrograd, en février, avaient abandonné la monarchie sans résistance. Il est vrai que, chez elles, à Novotcherkassk, les autorités cosaques avaient essayé de dissimuler le télégramme annonçant l'insurrection et avaient célébré avec la solennité habituelle, le 1^{er} mars, un service funèbre en l'honneur d'Alexandre II. Mais, en fin de compte, la cosaquerie était prête à se dispenser du tsar et avait même découvert, dans son passé, des traditions républicaines. Mais elle ne voulait pas aller au-delà. Les Cosaques, dès le début, refusèrent d'envoyer leurs

députés au Soviet de Pétrograd, pour ne pas se mettre au niveau des ouvriers et des soldats, et constituèrent un Soviet des troupes cosaques, groupant les douze formations de leur caste, en la personne de leurs dirigeants de l'arrière. La bourgeoisie s'efforçait, et non sans succès, de s'appuyer sur les Cosaques contre les ouvriers et les paysans.

Le rôle politique de la cosaquerie était déterminé par sa situation particulière dans l'État. Elle représentait depuis des siècles une originale caste inférieure privilégiée. Le Cosaque ne payait aucun impôt et disposait d'un lot de terre beaucoup plus considérable que celui du paysan. Dans trois régions voisines, celles du Don, du Kouban et du Terk, trois millions d'habitants cosaques possédaient vingt-trois millions de déciatines de terres, alors que, pour quatre millions trois cent mille âmes de la population paysanne, il ne revenait dans les mêmes régions que six millions de déciatines : chaque Cosaque possédait en moyenne cinq fois plus qu'un paysan. Parmi les Cosaques eux-mêmes, la terre était distribuée bien entendu très inégalement. Il y avait là de gros propriétaires et des *koulaks* plus puissants que dans le Nord ; il y avait aussi des pauvres. Tout Cosaque était tenu de répondre au premier appel de l'État, avec son cheval et son équipement. Les Cosaques riches couvraient largement cette dépense, grâce à l'exemption de l'impôt. Ceux de la base pliaient sous le fardeau des obligations de la caste. Ces données essentielles expliquent suffisamment la situation contradictoire dans la cosaquerie. Par ses couches inférieures, elle touchait de près à la paysannerie, par ses sommets — aux propriétaires nobles. En même temps, les hautes et les basses couches étaient unies par la conscience de leur particularisme, de leur état d'élection, et étaient accoutumées à considérer de leur haut non seulement l'ouvrier, mais même le paysan. C'est ce qui rendait le Cosaque moyen si apte à exercer la répression.

Pendant les années de guerre, lorsque les jeunes générations se trouvaient sur les fronts, les bourgs cosaques étaient régents par les vieux, porteurs de traditions conservatrices, étroitement liés avec leur corps d'officiers. Sous apparence de ressusciter la démocratie cosaque, les gros propriétaires, chez eux, pendant les premiers mois de la révolution, convoquèrent ce que l'on

appela les cercles militaires, lesquels élurent des atamans, des présidents en leur genre, et, auprès d'eux, « des gouvernements militaires ». Les commissaires officiels et les soviets de la population non cosaque n'avaient pas de pouvoir dans ces régions, car les Cosaques étaient plus solides, plus riches et mieux armés. Les socialistes-révolutionnaires essayèrent de créer des soviets communs de députés paysans et cosaques, mais ces derniers ne donnaient pas leur assentiment, craignant, non sans raison, que la révolution agraire ne leur enlevât une partie des terres. Ce n'est pas en vain que Tchernov, en qualité de ministre de l'Agriculture, laissa tomber cette phrase : « Les Cosaques devront se serrer un peu sur leurs terres. » Plus important encore était le fait que les paysans de la région et les soldats des régiments d'infanterie disaient, de plus en plus fréquemment, à l'adresse des Cosaques : « Nous en viendrons à mettre la main sur vos terres, vous avez assez régné. » C'est ainsi que se présentait l'affaire à l'arrière, dans le bourg cosaque, partiellement aussi dans la garnison de Pétrograd, au centre même de la vie politique. Ainsi s'explique aussi la conduite des régiments cosaques dans la manifestation de Juillet.

Sur le front, la situation était essentiellement différente. Au total, pendant l'été de 1917, les troupes cosaques engagées dans l'action se composaient de cent soixante-deux régiments et de cent soixante et onze sotnias. Éloignés de leurs bourgs, les Cosaques du front partageaient avec toute l'armée les épreuves de la guerre et, quoique avec un retard considérable, passaient par l'évolution de l'infanterie, perdaient foi en la victoire, s'exaspéraient devant le gâchis, murmuraient contre les chefs, vivaient dans l'angoisse de la paix et de la rentrée au foyer. Pour la police du front et de l'arrière, l'on détacha peu à peu quarante-cinq régiments et jusqu'à soixante-cinq sotnias ! Les Cosaques étaient de nouveau transformés en gendarmes. Les soldats, les ouvriers, les paysans grognaient contre eux, leur rappelant l'œuvre de bourreaux qu'ils avaient accomplie en 1905. Bien des Cosaques qui, d'abord, avaient été fiers de leur conduite en Février, avaient maintenant le cœur déchiré. Le Cosaque commençait à maudire sa nagaïka et refusa plus d'une fois de la prendre en service commandé. Les déserteurs, parmi les hommes du Don et du Kouban,

étaient peu nombreux : ils avaient peur de leurs vieux au village. Dans l'ensemble, les contingents cosaques restèrent beaucoup plus longtemps entre les mains du commandement que l'infanterie.

Du Don, du Kouban, l'on apprenait au front que les sommets de la cosaquerie, assistés par les anciens, avaient établi un pouvoir à eux, sans demander l'avis du Cosaque du front. Cela réveillait les antagonismes sociaux assoupis : « Nous rentrerons à la maison, nous le leur ferons voir », dirent plus d'une fois les hommes du front. Krasnov, général cosaque, un des chefs de la contre-révolution sur le Don, décrivit pittoresquement comment les solides contingents cosaques se désagrégeaient sur le front : « On commença à tenir des meetings où l'on adopta les résolutions les plus extravagantes. Les Cosaques cessèrent de panser et de nourrir régulièrement leurs chevaux. Il était inutile de songer à leur faire faire l'exercice. Ils se décorèrent de nœuds cramoisis, se parèrent de rubans rouges et, quant à respecter les officiers, ne voulurent plus en entendre parler. » Pourtant, avant d'en arriver définitivement à cet état d'esprit, le Cosaque hésita longtemps, se grattant la nuque, cherchant de quel côté il se tournerait. Dans une minute critique, il n'était par conséquent point facile de deviner d'avance comment se conduirait tel ou tel contingent cosaque.

Le 8 août, le Cercle militaire du Don fit bloc avec les cadets pour les élections à l'Assemblée constituante. Le bruit s'en répandit immédiatement dans l'armée. « Parmi les Cosaques — écrit l'un des leurs, l'officier Ianov — le bloc fut vivement désavoué. Le parti cadet n'avait pas de racines dans l'armée. » En effet, l'armée détestait les cadets, les identifiant à tous ceux qui étouffaient les masses populaires. « Les vieux vous ont vendus aux cadets ! » disaient les soldats taquins. « On le leur montrera ! » répliquaient les Cosaques. Sur le front Sud-Ouest, les contingents de Cosaques dans une résolution spéciale, déclarèrent les cadets « ennemis jurés et oppresseurs du peuple laborieux » et exigèrent que fussent exclus du Cercle militaire tous ceux qui avaient osé conclure un accord avec les cadets.

Kornilov, Cosaque lui-même, comptait fermement sur l'aide de la

cosaquerie, surtout de celle du Don, et avait complété avec des effectifs cosaques le détachement destiné à opérer le coup d'État. Mais les Cosaques ne bougèrent point pour soutenir « le fils d'un paysan ». Dans leurs bourgs, ils étaient prêts à défendre avec acharnement, sur place, leurs terres, mais n'avaient aucune propension à s'engager dans une rixe entre des tiers. Le 3^e corps de cavalerie ne justifia point non plus les espérances. Si les Cosaques regardaient d'un mauvais œil la fraternisation avec les Allemands, sur le front de Pétrograd ils allèrent volontiers au devant des désirs des soldats et des matelots : par cette fraternisation, le plan de Kornilov échoua sans effusion de sang. Ainsi, sous les espèces de la cosaquerie, s'affaiblissait et s'écroulait le dernier support de la vieille Russie.

Pendant ce temps, bien loin au-delà des frontières du pays, sur le territoire français, l'on procéda, à l'échelle d'un laboratoire, à une tentative de « résurrection » des troupes russes, en dehors de la portée des bolcheviks, et, par conséquent, d'autant plus probante. Pendant l'été et l'automne, dans la presse russe, pénétrèrent, mais restèrent dans le tourbillon des événements presque inaperçues, des informations sur la révolte armée qui avait éclaté dans les troupes russes en France. Les soldats des deux brigades russes qui se trouvaient en ce pays étaient, d'après l'officier Lissovsky, dès janvier 1917, par conséquent avant la révolution, « fermement persuadés d'avoir été tous vendus aux Français, en échange de munitions ». Les soldats ne se trompaient pas tellement. A l'égard des patrons alliés, ils ne nourrissaient « pas la moindre sympathie », et à l'égard de leurs officiers — pas la moindre confiance.

La nouvelle de la révolution trouva les brigades d'exportation pour ainsi dire politiquement préparées — et néanmoins les prit à l'improviste. Il n'y avait pas lieu d'attendre des officiers des explications sur l'insurrection : l'ahurissement s'avérait d'autant plus grand que l'officier était plus élevé en grade. Dans les camps apparurent des patriotes démocrates venus des milieux de l'émigration. « On put observer plus d'une fois — écrit Lissovsky — comment certains diplomates et officiers des régiments de la Garde... avançaient aimablement des sièges à d'anciens émigrés. » Dans les régiments

surgirent des institutions électives, et, à la tête du Comité, fut placé un soldat letton qui se distingua bientôt. Là encore, par conséquent, l'on avait trouvé son « allogène ». Le 1^{er} régiment, qui avait été formé à Moscou et se composait presque entièrement d'ouvriers, de commis et employés de magasin, en général d'éléments prolétariens et à demi prolétariens, était arrivé le premier sur la terre de France, un an auparavant et, pendant l'hiver, avait combattu sur le front champenois. Mais « la maladie de la décomposition atteignit avant tout ce régiment même ». Le 2^e régiment, qui avait dans ses rangs un fort pourcentage de paysans, garda son calme plus longtemps. La 2^e brigade, presque entièrement composée de paysans sibériens, semblait tout à fait sûre. Fort peu de temps après l'insurrection de Février, la 1^{re} brigade était sortie de la subordination. Elle ne voulait combattre ni pour l'Alsace ni pour la Lorraine. Elle ne voulait pas mourir pour la belle France. Elle voulait essayer de vivre dans la Russie neuve. La brigade fut ramenée à l'arrière et cantonnée au centre de la France dans le camp de La Courtine.

« Au milieu de bourgades bourgeoises — raconte Lissovsky — dans un immense camp, commencèrent à vivre en des conditions tout à fait particulières, insolites, environ dix mille soldats russes mutinés et armés, n'ayant pas auprès d'eux d'officiers et n'acceptant pas, résolument, de se soumettre à quiconque. » Komilov trouva une occasion exceptionnelle d'appliquer ses méthodes d'assainissement avec le concours de Poincaré et de Ribot, qui avaient tant de sympathie pour lui. Le généralissime russe ordonna, par télégramme, de réduire « les hommes de La Courtine à l'obéissance » et de les expédier à Salonique. Mais les mutins ne cédaient pas. Vers le 1^{er} septembre, on fit avancer de l'artillerie lourde et, à l'intérieur du camp, l'on colla des affiches portant le télégramme comminatoire de Kornilov. Mais, justement alors, dans la marche des événements, s'inséra une nouvelle complication : les journaux français publièrent la nouvelle que Kornilov lui-même était déclaré traître et contre-révolutionnaire. Les soldats mutinés décidèrent définitivement qu'il n'y avait aucune raison pour eux d'aller mourir à Salonique, et qui plus est sur l'ordre d'un général traître. Vendus en échange de munitions, les ouvriers et les paysans résolurent de tenir tête. Ils

refusèrent d'avoir des pourparlers avec aucune personne du dehors. Pas un soldat ne sortait plus du camp.

La 2^e brigade russe fut avancée contre la 1^{re}. L'artillerie occupa des positions sur les pentes des collines voisines ; l'infanterie, selon toutes les règles de l'art du génie, creusa des tranchées et des avancées vers La Courtine. Les environs furent solidement encerclés par des chasseurs alpins, afin que pas un seul Français ne pénétrât sur le théâtre de la guerre entre deux brigades russes. C'est ainsi que les autorités militaires de la France mettaient en scène sur leur territoire une guerre civile entre Russes, après l'avoir précautionneusement entourée d'une barrière de baïonnettes.

C'était une répétition générale. Par la suite, la France gouvernante organisa la guerre civile sur le territoire de la Russie elle-même en l'encerclant avec les fils barbelés du blocus.

« Une canonnade en règle, méthodique, sur le camp, fut ouverte. » Du camp sortirent quelques centaines de soldats disposés à se rendre. On les reçut, et l'artillerie rouvrit aussitôt le feu. Cela dura quatre fois vingt-quatre heures. Les hommes de La Courtine se rendaient par petits détachements. Le 6 septembre, il ne restait en tout qu'environ deux centaines d'hommes qui avaient décidé de ne pas se rendre vivants. A leur tête était un Ukrainien nommé Globa, un baptiste, un fanatique : en Russie, on l'eût appelé un bolchevik. Sous le tir de barrage des canons, des mitrailleuses et des fusils, qui se confondit en un seul grondement, un véritable assaut fut donné. A la fin des fins, les mutins furent écrasés. Le nombre des victimes est resté inconnu. L'ordre, en tout cas, fut rétabli. Mais, quelques semaines après, déjà, la 2^e brigade, qui avait tiré sur la 1^{re}, se trouva prise de la même maladie...

Les soldats russes avaient apporté une terrible contagion à travers les mers, dans leurs musettes de toile, dans les plis de leurs capotes et dans le secret de leurs âmes. Par là est remarquable ce dramatique épisode de La Courtine, qui représente en quelque sorte une expérience idéale, consciemment réalisée, presque sous la cloche d'une machine pneumatique, pour l'étude des processus intérieurs préparés dans l'armée russe par tout le

passé du pays.

Marée montante

[Retour à la table des matières](#)

L'énergique moyen de la calomnie s'avéra une arme à deux tranchants. Si les bolcheviks sont des espions de l'Allemagne, pourquoi donc la nouvelle en vient-elle principalement d'hommes qui sont le plus odieux au peuple ? Pourquoi la presse cadette qui, à tout propos, attribue aux ouvriers et aux soldats les mobiles les plus bas, accuse-t-elle plus bruyamment et résolument que tous les bolcheviks ? Pourquoi tel ingénieur ou tel chef d'atelier réactionnaire, qui s'était caché depuis l'insurrection, a-t-il repris maintenant courage et maudit-il ouvertement les bolcheviks ? Pourquoi, dans les régiments les officiers les plus réactionnaires se sont-ils enhardis et pourquoi, accusant Lénine et compagnie, dressaient-ils le poing jusque sous le nez des soldats, comme si les traîtres étaient précisément les soldats ?

Chaque usine avait ses bolcheviks. « Est-ce que je ressemble à un espion allemand, hein, les gars ? », demandait le serrurier ou le tourneur dont toute la vie intime était connue des ouvriers. Fréquemment, les conciliateurs eux-mêmes, en combattant l'assaut de la contre-révolution, allaient plus loin qu'ils ne voulaient et, malgré eux, frayaient la route aux bolcheviks. Le soldat Pireïko raconte comment le médecin-major Markovitch, partisan de Plékhanov, réfuta, dans un meeting de soldats, l'accusation lancée contre Lénine, d'être un espion, pour démolir d'autant plus décisivement les idées

politiques de Lénine, comme inconsistantes et périlleuses. En vain ! « Du moment que Lénine est intelligent et n'est pas un espion, pas un traître et qu'il veut conclure la paix, nous le suivrons », disaient les soldats après l'assemblée.

Temporairement arrêté dans sa croissance, le bolchevisme recommençait avec assurance à déployer ses ailes. « Le châtiment ne tarde pas, écrivait Trotsky au milieu d'août. Traqué, persécuté, calomnié, notre parti ne s'est jamais accru aussi rapidement que dans ces derniers temps. Et ce processus ne tardera point à passer des capitales à la province, des villes aux villages et à l'armée... Toutes les masses laborieuses du pays apprendront, dans de nouvelles épreuves, à lier leur sort à celui de notre parti. » Pétrograd continuait à marcher en tête. Il semblait qu'un balai tout-puissant travaillait dans les usines, expulsant de tous les coins et recoins l'influence des conciliateurs. « Les dernières forteresses de la défense nationale s'écroulent... — communiquait le journal bolchevik. Y a-t-il bien longtemps que ces messieurs de la défense nationale régnaient sans partage dans l'immense usine Oboukhovsky ?... Maintenant, ils ne peuvent même pas se montrer. » Aux élections de la douma municipale de Pétrograd, le 20 août, le nombre des suffrages exprimés fut d'environ 550 000, beaucoup moins qu'aux élections de juillet pour les doumas de quartier. Ayant perdu plus de 375 000 voix, les socialistes-révolutionnaires avaient néanmoins recueilli encore plus de 200 000 voix, soit 37 % du total. Les cadets n'obtinrent qu'un cinquième. « Notre liste mencheviste — écrit Soukhanov — n'obtint que 23 000 pauvres voix. » D'une façon inattendue pour tous, les bolcheviks eurent presque 200 000 suffrages, environ le tiers du total.

À la conférence régionale des syndicats de l'Oural qui eut lieu au milieu d'août et qui groupa 150 000 ouvriers, sur toutes les questions les décisions adoptées étaient de caractère bolchevik. A Kiev, à la conférence des comités de fabriques et d'usines, le 20 août, la résolution des bolcheviks fut adoptée par une majorité de 161 voix contre 35, avec 13 abstentions. Aux élections démocratiques pour la douma municipale d'Ivanovo-Voznessensk, juste au moment du soulèvement de Kornilov, les bolcheviks, sur 102 sièges, en

obtinrent 58, les socialistes-révolutionnaires 24, les mencheviks — 4. A Cronstadt fut élu président du Soviet le bolchevik Brekman, et le bolchevik Pokrovsky devint maire. Si la progression est loin d'être partout aussi marquée, s'il y a çà et là du retard, le bolchevisme monte, dans le courant du mois d'août, sur presque toute l'étendue du pays.

Le soulèvement de Kornilov donne à la radicalisation des masses une puissante impulsion. Sloutsky rappela à ce sujet les paroles de Marx : la révolution a besoin, par moments, d'être aiguillonnée par la contre-révolution. Le danger suscitait non seulement l'énergie, mais aussi la perspicacité. La pensée collective se mit à travailler sous une haute tension. Les matériaux utiles aux déductions ne manquaient point. On avait déclaré que la coalition était indispensable pour la défense de la révolution ; or l'allié dans la coalition se trouvait être partisan de la contre-révolution. La conférence de Moscou avait été annoncée comme une démonstration de l'unité nationale. Seul le Comité central des bolcheviks avait donné cet avertissement : « La conférence... se transformera inévitablement en un organe de complot de la contre-révolution. » Les événements avaient apporté la vérification. Maintenant, Kérénsky lui-même déclarait : « La conférence de Moscou... c'est le prologue du 27 août... Ici, l'on compte ses forces... Ici, pour la première fois, fut présenté à la Russie son futur dictateur, Kornilov... » Comme si ce n'était pas Kérénsky lui-même qui avait été l'initiateur, l'organisateur et le président de cette conférence, et comme si ce n'était pas lui qui avait présenté Kornilov en tant que « premier soldat » de la révolution ! Comme si ce n'était pas le gouvernement provisoire qui avait armé Kornilov, lui donnant la ressource de la peine de mort contre les soldats, et comme si les avertissements des bolcheviks n'avaient pas été proclamés démagogiques ! La garnison de Pétrograd se rappelait en outre, que, deux jours avant le soulèvement de Kornilov, les bolcheviks avaient exprimé, dans une séance de la section des soldats, un soupçon, demandant si les régiments d'avant-garde n'étaient pas évacués de la capitale dans des intentions contre-révolutionnaires. A cela, les représentants des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires répondaient par une exigence comminatoire : ne pas mettre

en discussion les ordres de combat du général Kornilov. Dans ce sens, une résolution avait été adoptée. « On voit que les bolcheviks ne sèment pas à tout vent ! » — voilà ce que devait maintenant se dire l'ouvrier ou le soldat sans-parti.

Si les généraux conspirateurs, d'après l'accusation tardive des conciliateurs eux-mêmes, étaient coupables non seulement de la reddition de Riga, mais de la percée de Juillet, pourquoi donc traquait-on les bolcheviks et fusillait-on les soldats ? Si les provocateurs militaires avaient tenté de faire descendre dans la rue les ouvriers et les soldats, le 27 août, n'avaient-ils pas joué aussi leur rôle dans les conflits sanglants du 4 juillet ? Quelle est, par suite, la place de Kérensky dans toute cette histoire ? Contre qui appelait-il le 3^e corps de cavalerie ? Pourquoi nomma-t-il Savinkov Général-gouverneur, et Filonenko vice-gouverneur ? Et qui est ce Filonenko, candidat au directoire ? D'une façon inattendue retentit la réponse de la division des autos blindées : Filonenko qui y avait servi comme lieutenant infligeait aux soldats les pires humiliations et vexations. D'où était sorti le louche homme d'affaires Zavoïko ? Que signifie en général cette sélection d'aventuriers à l'extrême sommet ?

Les faits étaient simples, clairs, mémorables pour beaucoup, accessibles à tous, irréfragables et accablants. Les échelons de la division « sauvage », les rails qu'on avait fait sauter, les accusations réciproques du palais d'Hiver et du Grand Quartier Général, les dépositions de Savinkov et de Kérensky, tout cela parlait de soi-même. Quel acte d'accusation irréfutable contre les conciliateurs et leur régime ! Le sens de la persécution dirigée contre les bolcheviks devint définitivement clair : il y avait là un élément indispensable dans la préparation du coup d'État.

Les ouvriers et les soldats, dont les yeux s'étaient dessillés, étaient pris d'un vif sentiment de honte pour eux-mêmes. Ainsi, Lénine se cachait uniquement parce qu'il avait été lâchement calomnié ? Ainsi, d'autres étaient incarcérés pour faire plaisir aux cadets, aux généraux, aux banquiers, aux diplomates de l'Entente ? Ainsi, les bolcheviks ne courent pas après les places

et sinécures, et ils sont détestés en haut lieu précisément parce qu'ils ne veulent pas adhérer à la société par actions qui s'appelle la coalition ! Voilà ce qu'avaient compris les travailleurs, les simples gens, les opprimés. Et, de ces dispositions d'esprit, avec le sentiment d'une faute commise à l'égard des bolcheviks, procédèrent un incoercible dévouement au parti et la foi en ses leaders.

Jusqu'aux dernières journées, les vieux soldats, les éléments du cadre de l'année, les artilleurs, le corps des sous-officiers tâchaient de tenir tant qu'ils pouvaient. Ils ne voulaient pas mettre une croix sur leurs travaux, leurs exploits, leurs sacrifices de combattants : était-il possible que tout cela eût été dépensé en pure perte ? Mais lorsque le dernier appui eut été détruit sous leurs pieds, ils se retournèrent brusquement — à gauche, à gauche ! — face aux bolcheviks. Maintenant ils étaient complètement entrés dans la révolution, avec leurs galons de sous-officiers, avec leur trempe de vieux soldats et en serrant les mâchoires : ils avaient perdu la partie à la guerre, mais cette fois-ci ils allaient pousser le travail jusqu'au bout.

Dans les rapports des autorités locales, militaires et civiles, le bolchevisme devient, entre-temps, le synonyme de toute action de masses en général, de revendications audacieuses, de résistance à l'exploitation, de mouvement en avant ; en un mot c'est l'autre nom de la révolution. Ainsi, c'est donc ça, le bolchevisme ? se disent les grévistes, les matelots protestataires, les femmes de soldats mécontentes, les moujiks révoltés. Les masses étaient comme contraintes d'en haut à identifier leurs pensées intimes et leurs revendications avec les mots d'ordre du bolchevisme. C'est ainsi que la révolution prenait à son service l'arme dirigée contre elle. Dans l'histoire, non seulement le rationnel devient absurde mais, quand cela est nécessaire pour la marche de l'évolution, l'absurde devient aussi rationnel.

La modification de l'atmosphère politique se manifesta très clairement à la séance unifiée des Comités exécutifs, le 30 août, lorsque les délégués de Cronstadt exigèrent qu'on leur fit place dans cette haute institution. Est-ce concevable ? Ici, où les hommes forcenés de Cronstadt n'avaient connu que

des blâmes et des excommunications, siégeront désormais leurs représentants ? Mais, comment refuser ? Hier encore étaient venus à la défense de Pétrograd les matelots et les soldats de Cronstadt. Les matelots de l'*Aurore* montent la garde au palais d'Hiver. Après s'être concertés entre eux, les leaders proposèrent aux hommes de Cronstadt quatre sièges avec voix consultative. La concession fut adoptée sèchement, sans effusions de gratitude.

« Après le soulèvement de Kornilov — raconte Tchinénov, soldat de la garnison de Moscou — tous les effectifs avaient déjà pris la couleur du bolchevisme... Tous étaient frappés de voir comment s'étaient réalisées les prévisions (des bolcheviks)... annonçant que le général Kornilov serait bientôt sous les murs de Pétrograd. » Mitrévitch, soldat de la division des autos blindées, remémore les héroïques légendes qui passaient de bouche en bouche après la victoire remportée sur les généraux rebelles : « Il n'était mot que de bravoure et de prouesses et l'on disait que, si telle était la vaillance, l'on pourrait se battre avec le monde entier. Là, les bolcheviks reprirent vie. » Relâché de prison pendant les journées de la campagne de Kornilov, Antonov-Ovséenko partit immédiatement pour Helsingfors. « Un formidable revirement s'est accompli dans les masses. » Au Congrès régional des soviets en Finlande, les socialistes-révolutionnaires de droite se trouvèrent en quantité insignifiante, la direction venait des bolcheviks coalisés avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Comme président du Comité régional des soviets, l'on élut Smilga qui, malgré son extrême jeunesse, était membre du Comité central des bolcheviks, tirait fortement vers la gauche et avait manifesté, dès les Journées d'Avril, son inclination à secouer le gouvernement provisoire. Comme président du Soviet de Helsingfors, s'appuyant sur la garnison et les ouvriers russes, fut élu le bolchevik Scheinmann, futur directeur de la Banque d'État des soviets, homme circonspect et de nature bureaucratique, mais qui marchait, en ce temps-là, sur le même pied que les autres dirigeants. Le gouvernement provisoire interdit aux Finlandais de convoquer le Séim (la Diète) dissous par lui. Le Comité régional invita le Séim à se réunir, se chargeant d'assurer sa protection. Quant aux ordres du gouvernement

provisoire rappelant de Finlande divers contingents militaires, le Comité refusa de les exécuter. En réalité, les bolcheviks avaient établi la dictature des soviets en Finlande.

Au début de septembre, un journal bolchevik écrit : « D'un grand nombre de villes russes, nous apprenons que les organisations de notre parti, dans cette dernière période, se sont fortement accrues. Mais, ce qui est encore plus important, c'est la montée de notre influence dans les plus larges masses démocratiques d'ouvriers et de soldats. » « Même dans les entreprises où l'on ne voulait pas, au début, nous écouter — écrit Avérine, bolchévik d'Ékatérinoslav — pendant les journées korniloviennes, les ouvriers étaient de notre côté. » « Lorsque se répandit le bruit que Kalédine mobilisait les Cosaques contre Tsaritsyne et Saratov — écrit Antonov, un des dirigeants bolcheviks de Saratov — lorsque ces bruits furent confirmés et renforcés par le soulèvement du général Kornilov, la masse, en quelques jours, élimina ses anciens préjugés. »

Le journal bolchevik de Kiev communique, le 19 septembre : « Aux nouvelles élections des représentants de l'arsenal au Soviet, douze camarades ont été élus, tous bolcheviks. Tous les candidats mencheviks ont été rejetés ; la même chose se passe dans un grand nombre d'autres usines. Des informations du même genre se rencontrent dès lors quotidiennement dans les pages de la presse ouvrière ; les journaux hostiles s'efforcent vainement de passer sous silence ou de déprécier la croissance du bolchevisme. Les masses réveillées semblent s'efforcer de regagner le temps perdu par suite d'hésitations, d'achoppements et de reculs temporaires. Un flux général monte, obstiné, irrésistible.

Membre du Comité central des bolcheviks, Varvara Isakovléva, qui nous a dit, en juillet-août, l'extrême affaiblissement des bolcheviks dans toute la région de Moscou, témoigne maintenant d'un brusque revirement. « Dans la seconde quinzaine de septembre — rapporte-t-elle devant la Conférence — des militants du bureau régional ont parcouru la région... Leurs impressions ont été absolument identiques : partout, dans tous les départements, avait lieu

le processus d'une bolchevisation intégrale des masses. Et tous notaient également que le village réclamait le bolchevisme... » Dans les endroits où, après les Journées de Juillet les organisations du parti se sont effondrées, elles sont revenues à la vie et s'accroissent rapidement. Dans les rayons où l'on n'admettait pas les bolcheviks, surgissent spontanément des cellules bolchevistes. Même dans les provinces arriérées de Tambov et de Riazan, dans ces citadelles des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, où les bolcheviks, au cours de leurs précédentes tournées, se montraient rarement, n'espérant rien, s'accomplit maintenant un véritable revirement : l'influence des bolcheviks s'affermi de jour en jour, les organisations des conciliateurs s'écroulent.

Les rapports des délégués à la conférence bolcheviste de la région moscovite, un mois après le soulèvement de Kornilov, un mois avant l'insurrection des bolcheviks, respirent l'assurance et l'élan. A Nijni-Novgorod, après deux mois de défaillance, le Parti se remet à vivre de sa pleine vie. Les ouvriers socialistes-révolutionnaires passent par centaines dans les rangs des bolcheviks. A Tver, une large agitation du parti ne se déclencha qu'après les journées korniloviennes. Les conciliateurs sont blackboulés, on ne les écoute plus, on les chasse. Dans le gouvernement de Vladimir, les bolcheviks se sont tellement fortifiés qu'au congrès régional des soviets l'on n'a trouvé au total que cinq mencheviks et trois socialistes-révolutionnaires. A Ivanovo-Voznessensk, le Manchester russe, les bolcheviks, en tant que maîtres pourvus de pleins pouvoirs, ont assumé tous le travail dans les soviets, la douma, et le zemstvo.

Les organisations du parti s'accroissent, mais la montée de sa force d'attraction est infiniment plus rapide. Le manque de corrélation entre les ressources techniques des bolcheviks et leur coefficient de densité politique trouve son expression dans le nombre relativement faible des membres du parti devant la montée grandiose de son influence. Les événements entraînent si rapidement et impérieusement les masses dans leur tourbillon que les ouvriers et les soldats n'ont pas le temps de s'organiser en parti. Ils n'ont même pas le temps de comprendre la nécessité d'une organisation spéciale de

parti. Ils s'imprègnent des mots d'ordre du bolchevisme aussi naturellement qu'ils respirent. Que le parti soit un laboratoire compliqué où ces mots d'ordre sont élaborés par une expérience collective, cela ne leur est pas clair. Derrière les soviets tiennent plus de vingt millions d'âmes. Le parti qui, même à la veille de l'insurrection d'Octobre, ne comptait dans ses rangs, au plus, que deux cent quarante mille membres, entraîne, par l'intermédiaire des syndicats, des comités d'usines, des soviets, avec toujours plus d'assurance, des millions d'hommes.

Dans l'incommensurable pays bouleversé jusqu'au fond, avec son inépuisable diversité de conditions locales et de niveaux politiques, ont lieu, quotidiennement, des élections : aux doumas, aux zemstvos, aux soviets, aux comités d'usines, aux syndicats, aux comités militaires ou agraires. Et, par toutes ces élections, s'affirme constamment un même fait invariable : la montée des bolcheviks. Les élections aux doumas de quartier de Moscou frappèrent particulièrement le pays par le brusque revirement de l'état d'esprit des masses. Le « grand » parti des socialistes-révolutionnaires, sur 375 000 suffrages qu'il avait recueillis en juin, n'en gardait à la fin de septembre que 54 000. Les mencheviks, qui avaient eu 76 000 voix, étaient tombés jusqu'à 16 000. Les cadets avaient conservé 101 000 voix, n'en ayant perdu qu'environ 8 000. En revanche, les bolcheviks, partant de 75 000 suffrages s'étaient relevés jusqu'à 198 000. Si, en juin, les socialistes-révolutionnaires avaient rassemblé environ 58 % des voix, en septembre les bolcheviks en groupèrent environ 52 %. La garnison vota, à 90 %, pour les bolcheviks, dans certains effectifs à plus de 95 % ; dans les ateliers de l'artillerie lourde, sur 2 347 voix, les bolcheviks en obtinrent 2 286.

Le remarquable chiffre d'abstentions des électeurs portait principalement sur les petites gens des villes qui, dans l'ivresse des premières illusions, avaient adhéré aux conciliateurs pour rentrer bientôt dans leur néant. Les mencheviks avaient absolument fondu. Les socialistes-révolutionnaires avaient réuni deux fois moins de suffrages que les cadets. Les cadets, deux fois moins que les bolcheviks. Les suffrages obtenus en septembre par les bolcheviks, avaient été conquis de haute lutte avec tous les autres partis.

C'étaient de solides voix. On pouvait compter sur elles. L'érosion des groupes intermédiaires, la stabilité considérable du camp bourgeois et la croissance gigantesque du parti prolétarien le plus détesté et persécuté, tout cela présentait les symptômes infaillibles de la crise révolutionnaire, « Oui, les bolcheviks travaillaient avec zèle et infatigablement — écrit Soukhanov, qui appartient lui-même au parti battu des mencheviks — ils étaient dans les masses, devant les métiers, quotidiennement, constamment... Ils étaient devenus leurs, parce qu'ils étaient toujours là, dirigeant dans les petits détails, comme dans les choses importantes, toute la vie de l'usine et de la caserne... La masse vivait et respirait avec les bolcheviks. Elle était entre les mains du parti de Lénine et de Trotsky. »

La carte politique du front se distinguait par d'extrêmes bigarrures, Il y avait des régiments et des divisions qui n'avaient encore jamais entendu ni vu un bolchevik ; nombre de ceux-ci étaient sincèrement étonnés quand on les accusait de bolchevisme. D'autre part, il se trouvait des contingents qui prenaient leurs propres dispositions anarchiques, avec une vague nuance d'esprit Cent-Noir, pour le plus pur bolchevisme. L'état d'opinion du front se réglait dans une même direction. Mais, dans le grandiose torrent politique qui avait pour lit des tranchées, intervenaient fréquemment des courants contraires, des remous et pas mal de troubles.

En septembre, les bolcheviks brisèrent le cordon et obtinrent accès au front d'où ils avaient été relégués, et sans plaisanterie, pendant deux mois. Officiellement, l'interdiction n'était pas encore levée. Les comités conciliateurs faisaient tout leur possible pour empêcher les bolcheviks de pénétrer dans leurs détachements ; mais tous leurs efforts restaient inutiles. Les soldats avaient tellement entendu parler de leur propre bolchevisme que tous, sans exception, étaient avides de voir et d'écouter un bolchevik en chair et en os. Les obstacles de pure forme, retardements et anicroches, suscités par les membres des comités étaient balayés par la pression des soldats dès qu'ils avaient vent de l'arrivée d'un bolchevik. Une vieille révolutionnaire, Evguénia Boch, qui avait fait un gros travail en Ukraine, a laissé de vifs souvenirs sur ses audacieuses excursions dans le bled primitif des soldats. Les

avertissements alarmants des amis, faux ou sincères, étaient chaque fois rejetés. Dans une division que l'on caractérisait comme furieusement hostile aux bolcheviks, l'oratrice, abordant avec beaucoup de prudence son sujet, constatait bientôt que les auditeurs étaient avec elle. « Pas un gaillonnement, pas un toussotement, personne ne se mouchait — en quoi sont les premiers signes de fatigue d'un auditoire de soldats — silence complet et de l'ordre. » L'assemblée se termina par une bruyante ovation en l'honneur de l'audacieuse agitatrice. En général, toute la tournée d'Evguénia Boch à l'arrière du front fut en son genre une marche triomphale. Moins héroïquement, avec moins d'effet, mais pour le fond identiquement, l'affaire fut menée par les agitateurs d'un moindre calibre.

Idées, mots d'ordre, généralisations, nouveaux ou bien convaincants d'une façon nouvelle, faisaient irruption dans la vie stagnante des tranchées. Des millions de têtes de soldats ressassaient les événements, établissant le bilan de leur expérience politique. « ... Chers camarades, ouvriers et soldats — écrit un homme du front à la rédaction du journal — ne laissez pas faire cette méchante lettre K, qui a livré le monde entier à un carnage sanglant. Il y a le premier massacreur, Kolka (Nicolas II), Kérensky, Komilov, Kalédine, les *kadets*, et ils ont tous la lettre K, Les *Kosaques* aussi, c'est des gens dangereux pour nous... (signé) : Sidor Nikolaïev. » Il ne faut point chercher ici de superstition : il n'y a seulement qu'un procédé de mnémonique politique.

Le soulèvement parti du Grand Quartier Général ne pouvait pas ne pas faire vibrer chaque fibre chez les soldats. La discipline extérieure, pour le rétablissement de laquelle l'on avait dépensé tant d'efforts et tant fait de victimes, se relâchait de nouveau sur toutes les coutures. Le commissaire militaire du front Ouest, Jdanov, communique : « L'état d'esprit est en général celui de la nervosité... de la suspicion à l'égard des officiers, de l'expectative ; le refus d'obéir aux ordres est expliqué par ce fait qu'on transmet aux soldats les ordres de Kornilov qui ne doivent pas être exécutés. » Dans le même esprit, Stankévitch, qui remplaça Filonenko au poste de haut-commissaire, écrit : « La masse des soldats... se sentit entourée de tous côtés par la

trahison... Celui qui cherchait à l'en dissuader lui paraissait également traître. »

Pour les officiers de cadre, l'effondrement de l'aventure kornilovienne signifiait l'écroulement des derniers espoirs. En son for intérieur, le commandement, même avant cela, ne se sentait guère brillant. Nous observâmes, fin du mois d'août, les militaires conspirateurs à Pétrograd, ivres, fanfarons, veules. Maintenant, le corps des officiers se sentait définitivement honni et condamné. « Cette haine, cette persécution — écrit l'un d'eux — l'absolu désœuvrement et la perpétuelle attente d'une arrestation ou d'une mort ignominieuse chassaient les officiers vers les restaurants, les cabinets particuliers, les hôtels de passage... C'est dans cette ambiance d'ivresse asphyxiante que sombrèrent les officiers. » Par contre, les soldats et les matelots vivaient dans une sobriété plus grande qu'elle n'avait jamais été : ils avaient été pris d'un nouvel espoir.

Les bolcheviks, d'après Stankévitch, « relevèrent la tête et se sentirent absolument maîtres dans l'armée... Les comités de la base commencèrent à se transformer en cellules bolchevistes. Toutes les élections dans l'armée donnaient un stupéfiant accroissement de suffrages bolcheviks. En outre, l'on ne peut se dispenser de noter que la meilleure armée, la plus disciplinée, non seulement sur le front Nord, mais, peut-être, sur tout le front russe, la 5^e, donna la première un comité bolchevik d'armée ». D'une façon encore plus éclatante, plus nette, plus colorée, la flotte se bolchevisait. Les marins de la Baltique hissèrent, le 8 septembre, sur tous les vaisseaux, les pavillons de combat, pour montrer qu'ils étaient prêts à lutter pour la transmission du pouvoir aux mains du prolétariat et de la paysannerie. La flotte réclamait une trêve immédiate sur tous les fronts, la remise des terres à la discrétion des comités paysans et l'établissement d'un contrôle ouvrier sur la production. Trois jours après, le Comité central de la flotte de la mer Noire, plus arriéré et modéré, soutint les hommes de la Baltique, en formulant le mot d'ordre de la remise du pouvoir aux soviets. Pour le même mot d'ordre, au milieu de septembre, élèvent la voix vingt-trois régiments d'infanterie sibériens et lettons de la 12^e armée. Derrière eux se rangent constamment de nouveaux

effectifs. La revendication du pouvoir pour les soviets ne disparaît plus des ordres du jour de l'armée et de la flotte.

« Les assemblées de matelots — raconte Stankévitch — se composaient pour les neuf dixièmes uniquement de bolcheviks. » Le nouveau commissaire auprès du Grand Quartier Général eut à défendre, à Reval, devant les matelots, le gouvernement provisoire. Dès les premiers mots, il sentit toute la vanité de ses tentatives. Au seul mot de « gouvernement », l'auditoire se renfermait coléreusement en lui-même : « Des vagues d'indignation, de haine et de défiance déferlaient aussitôt sur toute la foule. C'était éclatant, c'était fort, passionné, irrésistible, et cela se fondait dans un hurlement unanime : « *A bas !* » On ne peut que rendre justice au conteur qui n'oublie pas de noter la beauté de la pression de masses qui lui étaient mortellement hostiles.

La question de la paix, enterrée pour deux mois, revient maintenant à la surface avec une force décuplée. Dans une séance du Soviet de Pétrograd, un officier arrivé du front, Doubassov, déclara : « Quoi que vous disiez ici, les soldats ne combattront plus. » Il y eut des exclamations : « Les bolcheviks eux-mêmes ne disent pas cela !... » Mais l'officier, qui n'était pas bolchevik, para le coup : « Je vous transmets ce que je sais et ce que les soldats m'ont chargé de vous transmettre. » Un autre homme du front, un soldat morose, portant une capote grise imprégnée de la saleté et de la puanteur des tranchées, déclara, en ces mêmes journées de septembre, au Soviet de Pétrograd, que les soldats avaient besoin de la paix, de n'importe laquelle, « même si que ce serait une paix dégueulasse ». Ces âpres mots d'un soldat jetèrent le trouble dans le Soviet. On en était donc arrivé si loin ! Les soldats, sur le front, n'étaient pas des gamins, Ils comprenaient parfaitement que, avec « la carte de guerre » que l'on avait devant soi, la paix ne pouvait être qu'un acte de violence. Et, pour traduire cette opinion-là, le délégué des tranchées avait expressément choisi le mot le plus grossier, qui exprimait toute la violence de son aversion à l'égard de la paix du Hohenzollern. Mais c'est précisément en dépouillant ainsi son jugement que le soldat contraignit ses auditeurs à comprendre qu'il n'y avait point d'autre voie, que la guerre avait étioilé l'armée, que la paix était immédiatement indispensable et à quelque

prix que ce fût. Les paroles de l'orateur venu des tranchées furent reproduites avec des sarcasmes par la presse bourgeoise qui les attribua aux bolcheviks. La phrase sur la paix « dégueulasse » ne sortait plus désormais de l'ordre du jour, comme étant l'expression la plus extrême de la barbarie et de la dissolution du peuple !

En règle générale, les conciliateurs n'étaient nullement disposés, de même que le dilettante politique Stankévitch, à admirer la magnificence du flot montant, qui menaçait de les balayer de l'arène révolutionnaire. Avec stupéfaction et épouvante, ils constataient, chaque jour, qu'ils ne disposaient d'aucune force de résistance. En somme, sous la confiance des masses à l'égard des conciliateurs, depuis les premières heures de la révolution, se cachait un malentendu, historiquement inévitable, mais non durable : pour le déceler, il ne fallut tout au plus que quelques mois. Les conciliateurs furent forcés de causer avec les ouvriers et les soldats sur un tout autre ton que celui qu'ils avaient tenu au Comité exécutif et particulièrement au palais d'Hiver. Les leaders responsables des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, de semaine en semaine, osaient moins se montrer en place publique. Les agitateurs de deuxième et de troisième ligne s'adaptaient au radicalisme social du peuple à l'aide de formules équivoques, ou bien, sincèrement, se laissaient gagner par les états d'esprit des usines, des puits de mines et des casernes, parlaient leur langage et se détachaient de leurs propres partis.

Le matelot Khovrine montre, dans ses Mémoires, comment les marins qui déclaraient se rattacher aux socialistes-révolutionnaires luttèrent en réalité pour la plate-forme bolcheviste. Même chose était observée partout et en tous lieux. Le peuple savait ce qu'il voulait, mais ne savait pas quel nom donner à cela. Le « malentendu » inhérent à la Révolution de Février affectait la masse, tout le peuple, surtout à la campagne, où il persistera plus longtemps qu'à la ville. On ne pouvait introduire de l'ordre dans le chaos que par l'expérience. Les événements, grands et petits, secouaient inlassablement les partis de masses, les amenant à se mettre en accord avec leur politique, non avec leur enseignement.

On a un remarquable exemple du quiproquo entre les conciliateurs et les masses dans le serment qui fut prêté, au début de juillet, par deux mille mineurs du Donetz, agenouillés, tête découverte, en présence d'une foule d'environ cinq mille personnes qui participaient. « Nous jurons sur les têtes de nos enfants, devant Dieu, le ciel et la terre, avec tout ce qu'il y a de sacré pour nous sur la terre, que jamais nous ne lâcherons la liberté obtenue par nous le 28 février 1917 ; croyant aux socialistes-révolutionnaires, aux mencheviks, nous jurons de ne jamais écouter les léninistes, parce que ceux-ci, bolcheviks-léninistes, conduisent par leur agitation la Russie à sa perte, alors que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ensemble comme un seul, disent : la terre au peuple, la terre sans rachat, le régime capitaliste doit s'écrouler après la guerre et, au lieu du capitalisme, il doit y avoir un régime socialiste... Nous jurons de suivre ces partis, en marchant de l'avant, sans reculer devant la mort. » Le serment des mineurs, dirigé contre les bolcheviks, menait en réalité directement vers l'insurrection bolcheviste. L'écale de Février et le noyau d'octobre apparaissent dans cette charte naïve et enflammée avec une telle évidence qu'ils épuisent à leur manière le problème de la révolution permanente.

En septembre, les mineurs du Donetz, sans manquer ni à eux-mêmes, ni à leur serment, avaient déjà tourné le dos aux conciliateurs. Il en advint de même dans les contingents les plus arriérés des mineurs de l'Oural. Un membre du Comité exécutif, le socialiste-révolutionnaire Ojégov, représentant de l'Oural, visita au début du mois d'août, son usine d'Ijevsky. « Je fus stupéfait — écrit-il dans son rapport empreint d'affliction — des brusques modifications qui s'étaient produites en mon absence : l'organisation du parti des socialistes-révolutionnaires qui, par le nombre (huit mille personnes) et par son activité, était connue dans toute la région de l'Oural... était décomposée, affaiblie et réduite à cinq cents personnes, par suite de l'intervention d'agitateurs irresponsables. »

Le rapport d'Ojégov ne présentait rien d'imprévu pour le Comité exécutif : le même tableau s'observait à Pétrograd. Si, après l'écrasement de juillet, les socialistes-révolutionnaires dans les usines, pour un temps remontèrent et

même, par-ci par-là, élargirent leur influence, leur déclin n'en fut que plus irrésistible ensuite. « Il est vrai, le gouvernement de Kérensky fut alors vainqueur — écrivait plus tard le socialiste-révolutionnaire V. Zenzinov — les manifestants bolcheviks avaient été dispersés et leurs leaders arrêtés, mais c'était une victoire à la Pyrrhus. » C'est absolument juste : de même que le roi d'Épire, les conciliateurs avaient remporté la victoire en la payant de leur armée. « Si, auparavant, jusqu'aux 3-5 juillet — écrit un ouvrier de Pétrograd nommé Skorinko — les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires pouvaient se montrer en certains endroits chez les ouvriers sans risquer d'être sifflés, ils n'avaient plus maintenant cette garantie... » Des garanties, en général, il ne leur en restait déjà plus.

Le parti des socialistes-révolutionnaires non seulement perdait son influence, mais changeait aussi de composition sociale. Les ouvriers révolutionnaires ou bien avaient déjà trouvé le temps de passer aux bolcheviks, ou bien, s'écartant, passaient par une crise intime. Par contre, embusqués dans les usines pendant la guerre, les fils des boutiquiers, les *koulaks* et de petits fonctionnaires en étaient venus à se persuader que leur place était exactement dans le parti socialiste-révolutionnaire. Mais, en septembre, eux aussi n'osaient plus se dénommer « socialistes-révolutionnaires », du moins à Pétrograd. Le parti étant abandonné par les ouvriers, les soldats, dans certaines provinces déjà même par les paysans ; il lui restait les fonctionnaires conservateurs et les couches de la petite bourgeoisie.

Tant que les masses éveillées par l'insurrection donnèrent leur confiance aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks, les deux partis ne se lassèrent pas de célébrer la haute conscience du peuple. Mais lorsque les masses, passant par l'école de événements, commencèrent à se tourner brusquement vers les bolcheviks, les conciliateurs attribuèrent la responsabilité de leur propre effondrement à l'ignorance du peuple. Cependant, les masses ne consentaient point à croire qu'elles étaient devenues plus ignorantes ; au contraire, il leur semblait qu'elles comprenaient maintenant ce qu'elles n'avaient pas compris auparavant.

Faisant sa mue et s'affaiblissant, le parti socialiste-révolutionnaire se déchirait d'ailleurs sur ses coutures sociales, et ses membres étaient rejetés dans des camps hostiles entre eux. Dans les régiments, dans les campagnes, subsistaient les socialistes-révolutionnaires qui, d'accord avec les bolcheviks et, ordinairement, sous leur direction, se défendaient des coups portés par les socialistes-révolutionnaires gouvernementaux. L'aggravation de la lutte des flancs opposés appela à l'existence un petit groupe intermédiaire. Sous la direction de Tchernov, ce groupe essayait de sauver l'unité entre les persécuteurs et les persécutés, s'embrouillait, tombait dans des contradictions inextricables, fréquemment ridicules et compromettait encore plus le parti. Pour s'ouvrir la possibilité de parler devant un auditoire de masses, les orateurs socialistes-révolutionnaires devaient, avec insistance, se présenter comme des « gauches », comme des internationalistes, n'ayant rien de commun avec la clique des « socialistes-révolutionnaires de mars ».

Après les Journées de Juillet, les socialistes-révolutionnaires de gauche passèrent à une opposition déclarée, sans rompre encore formellement avec le parti, mais en empruntant tardivement les arguments et les mots d'ordre des bolcheviks. Le 21 septembre, Trotsky, non sans une idée pédagogique de derrière la tête, déclara à la séance du Soviet de Pétrograd que, pour les bolcheviks, il devenait « de plus en plus facile de s'entendre avec les socialistes-révolutionnaires de gauche ». A la fin des fins, ces derniers se détachèrent en un parti indépendant pour inscrire dans le livre de la révolution une de ses pages les plus extravagantes. Ce fut la dernière déflagration du radicalisme intellectuel indépendant, et il n'en resta, quelques mois après Octobre, qu'un petit tas de cendres.

La différenciation atteignit tout aussi profondément les mencheviks. Leur organisation de Pétrograd se trouvait en vive opposition vis-à-vis du Comité central. Le noyau principal, dirigé par Tsérételli, n'ayant pas comme les socialistes-révolutionnaires des réserves paysannes, se désagrégeait encore plus rapidement que ces derniers. Les groupes social-démocrates intermédiaires qui n'avaient pas adhéré aux deux camps principaux tentaient encore d'obtenir l'unification des bolcheviks avec les mencheviks : ils

gardaient encore quelque chose des illusions de mars, quand Staline lui-même estimait souhaitable l'union avec Tsérételli et espérait qu'« à l'intérieur du parti, nous nous débarrasserions des petits dissentiments ». Vers le 20 août eut lieu la fusion des mencheviks avec les unificateurs eux-mêmes. La prépondérance notable, au Congrès d'unification, fut le lot de l'aile droite, et la résolution de Tsérételli pour la guerre et pour la coalition avec la bourgeoisie fut votée par cent dix-sept voix contre soixante-dix-neuf.

La victoire de Tsérételli dans le parti hâtait la défaite de ce même parti dans la classe ouvrière. L'organisation des ouvriers mencheviks de Pétrograd, extrêmement peu nombreuse, suivait Martov, le poussant en avant, s'irritant de son indécision et se préparant à passer aux bolcheviks. Vers le milieu de septembre, l'organisation de Vassili-Ostrov passa presque tout entière au parti bolchevik, Cela accéléra la fermentation dans les autres quartiers et en province. Les leaders de différents courants du menchevisme, en des séances communes, s'accusaient rageusement l'un l'autre de l'effondrement du parti. Le journal de Gorki, rattaché au flanc gauche des mencheviks, communiquait à la fin de septembre que l'organisation du parti à Pétrograd, qui comptait récemment encore environ dix mille membres, « avait cessé d'exister en fait... La dernière conférence de la capitale n'avait pu se réunir faute du quorum. »

Plékhanov attaquait de droite les mencheviks ; « Tsérételli, et ses amis, sans le désirer et le concevoir eux-mêmes, fraient la route à Lénine. » Les dispositions politiques de Tsérételli lui-même pendant les journées de la marée montante de septembre sont vivement marquées dans les Souvenirs du cadet Nabokov : « Le trait le plus caractéristique de son état d'esprit d'alors, c'était la peur devant la puissance grandissante du bolchevisme. Je me rappelle comment, dans un entretien avec moi en tête à tête, il me disait que les bolcheviks pourraient bien s'emparer du pouvoir. « Bien sûr — disait-il — ils ne tiendront pas plus de deux ou trois semaines, mais imaginez seulement quels seront les dégâts. C'est ce qu'il faut éviter à tout prix. » Sa voix avait un ton d'anxiété panique indubitable... » Devant Octobre, Tsérételli passait par les mêmes états d'âme que Nabokov connaissait bien depuis les Journées de

Le terrain où les bolcheviks agissaient coude à coude avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, bien que constamment en lutte avec eux, c'étaient les soviets. Les modifications dans les forces relatives des partis soviétiques, à vrai dire non du premier coup, avec des retards inévitables et des attermolements artificiels, trouvaient leur expression dans la composition des soviets et dans leur fonction publique.

Bien des soviets de province étaient déjà avant les Journées de Juillet des organes du pouvoir — à Ivanovo-Voznessensk, à Lougansk, à Tsaritsyne, à Khersone, à Tomsk, à Vladivostok, — sinon formellement, du moins en fait, sinon constamment, du moins épisodiquement. Le soviet de Krasnoïarsk imposa tout à fait de son propre chef le régime des cartes de distribution pour les objets de consommation individuelle, Le soviet conciliateur de Saratov fut obligé d'intervenir dans les conflits économiques, d'opérer l'arrestation de certains entrepreneurs, de confisquer le tramway appartenant à une compagnie belge, d'établir le contrôle ouvrier et d'organiser la production dans les usines abandonnées. Dans l'Oural où, depuis 1905, prédominait l'influence politique du bolchevisme, les soviets exerçaient fréquemment la justice et la répression vis-à-vis des citoyens, créèrent dans quelques usines leur milice, prélevant pour la payer des fonds sur la caisse de l'usine, organisèrent le contrôle ouvrier qui approvisionnait les entreprises en matières premières et en combustible, veillait à l'écoulement des articles fabriqués et établissait les tarifs. Dans certaines régions, les soviets confisquèrent les terres des propriétaires nobles pour les remettre aux collectivités de cultivateurs.

Dans les entreprises minières de Simsk, les soviets organisèrent une direction usinière régionale qui se subordonna toute l'administration, la caisse, la comptabilité et la réception des commandes. Par cet acte, la nationalisation de la région minière de Simsk était ébauchée. « Dès le mois de juillet — écrit B. Eltsin, à qui nous empruntons ces données — dans les usines

de l'Oural, non seulement tout était dans les mains des bolcheviks, mais ceux-ci donnaient déjà des leçons pratiques pour la solution des problèmes politiques, agraires et économiques. » Ces leçons étaient primitives, non ramenées à un système, non éclairées par une théorie, mais, en bien des points, elles prédéterminaient les voies futures. Le tournant de Juillet atteignit beaucoup plus immédiatement les soviets que le parti ou les syndicats, car, dans la lutte de ces jours-là, il s'agissait avant tout de la vie ou de la mort des soviets. Le parti et les syndicats conservent leur importance pendant les périodes « paisibles » comme pendant une dure réaction : les tâches et les méthodes changent, mais non point les fonctions essentielles. Mais les soviets ne peuvent tenir que sur la base d'une situation révolutionnaire et disparaissent avec elle. Unifiant la majorité de la classe ouvrière, ils la placent face à face devant une tâche qui se dresse au-dessus de tous les besoins des particuliers, des groupes et des corporations, au-dessus d'un programme de rafistolages, d'amendements et de réformes en général, car c'est le problème de la conquête du pouvoir. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » semblait cependant anéanti avec la manifestation des ouvriers et des soldats en juillet. La défaite, ayant affaibli les bolcheviks dans les soviets, avait infiniment plus affaibli les soviets dans l'État. Le « gouvernement de salut » signifiait un renouveau de l'indépendance de la bureaucratie. Les soviets refusant de prendre le pouvoir, c'eût été pour eux un abaissement devant les commissaires, une atrophie, un dépérissement.

Le déclin de l'importance du Comité exécutif central trouva sa vive expression extérieure : le gouvernement invita les conciliateurs à évacuer le palais de Tauride, qui exigeait des réparations, paraît-il, pour l'Assemblée constituante. On réserva aux soviets, dans la seconde quinzaine de juillet, l'édifice de l'Institut Smolny, où jusque-là avaient reçu leur éducation des jeunes filles de la haute noblesse. La presse bourgeoise écrivait dès lors, au sujet du transfert aux soviets de la maison des « petites oies blanches », presque du même ton qu'auparavant elle avait parlé de la saisie du palais de Kczesinska par les bolcheviks. Diverses organisations révolutionnaires, et dans ce nombre les syndicats, qui s'étaient installés par réquisition dans des

édifices subirent en même temps une attaque au sujet de l'occupation des immeubles. Il ne s'agissait pas d'autre chose que d'expulser la révolution ouvrière des logements trop vastes dont elle s'était emparée aux dépens de la société bourgeoise. La presse des cadets ne connaissait point de limites à son indignation, à vrai dire tardive, devant les intrusions d'un peuple de vandales dans les droits de la propriété particulière et étatique.

Mais, à la fin de juillet, un fait inattendu fut découvert, par l'intermédiaire des typos : les partis qui se groupent autour du fameux Comité de la Douma d'État se sont depuis longtemps, paraît-il emparés pour leurs besoins de la très riche imprimerie d'Empire, de ses services d'expédition et de ses droits à la diffusion des imprimés, Les brochures d'agitation du parti cadet étaient non seulement imprimées gratuitement, mais gratuitement expédiées, par tonnes entières, et en grande vitesse, dans tout le pays. Le Comité exécutif, se trouvant obligé de vérifier l'accusation, se trouva aussi forcé de la confirmer. Le parti cadet découvrit, il est vrai, un nouveau motif de s'indigner ; peut-on, en effet, même un instant, mettre sur le même plan la saisie des établissements de l'État dans des buts de destruction et l'utilisation du matériel de l'État pour la défense des valeurs supérieures ? En un mot, si ces messieurs volaient un peu l'État, c'était dans son propre intérêt. Mais, cet argument ne semblait pas à tous convaincant. Les ouvriers du bâtiment s'obstinaient à croire qu'ils avaient plus de droits à un local pour leur syndicat que n'en avaient les cadets sur l'Imprimerie nationale. Le différend ne se produisait pas par hasard : il menait, en effet, à la seconde révolution. Les cadets durent, en tout cas, se mordre un peu la langue.

Un des instructeurs du Comité exécutif, ayant parcouru dans la seconde quinzaine d'août les soviets du Midi de la Russie, où les bolcheviks étaient considérablement plus faibles que dans le Nord, consignait ainsi ses observations peu réconfortantes : « L'état d'esprit politique se modifie notablement... Aux sommets des masses s'accroissent des dispositions révolutionnaires provoquées par la conversion de la politique du gouvernement provisoire... Dans la masse, l'on ressent de la fatigue et de l'indifférence à l'égard de la révolution. On observe un sensible

refroidissement vis-à-vis des soviets... Les fonctions des soviets sont peu à peu réduites. » Que les masses fussent fatiguées de voir les oscillations des intermédiaires démocrates, c'est absolument indiscutable. Cependant, elles se refroidissaient non point à l'égard de la révolution, mais vis-à-vis des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. La situation devenait particulièrement intolérable dans les endroits où le pouvoir, malgré tous les programmes, se concentrait entre les mains des soviets conciliateurs : liés par la capitulation définitive du Comité exécutif devant la bureaucratie, ils n'osaient plus faire usage de leur pouvoir et compromettaient seulement les soviets aux yeux des masses. Une partie considérable du travail quotidien, routinier, était d'ailleurs détournée des soviets vers les municipalités démocratiques. Une partie plus grande encore allait aux syndicats et aux comités de fabriques et d'usines. Il devenait de moins en moins clair de savoir si les soviets survivaient et ce qui les attendait pour le lendemain.

Pendant les premiers mois de leur existence, les soviets, ayant devancé de loin toutes les organisations, s'étaient chargés de l'édification des syndicats, des comités d'usines, des clubs et de la direction de leur travail. Mais les organisations ouvrières, ayant trouvé le temps de se mettre sur pied, passaient de plus en plus sous la direction des bolcheviks. « Les comités de fabriques et d'usines... — écrivait Trotsky en août — ne se créent point dans des meetings improvisés. La masse les compose de ceux qui, sur place, dans la vie quotidienne de l'entreprise, ont prouvé leur fermeté, leur diligence et leur dévouement aux intérêts des ouvriers. Et voici que ces comités d'usines... sont, pour l'écrasante majorité, composés de bolcheviks. » Il ne pouvait plus être question d'une tutelle sur les comités d'usines et les syndicats exercée par les soviets conciliateurs ; au contraire, ici s'ouvrait le champ d'une lutte acharnée. Sur les questions qui touchaient les masses au vif, les soviets se trouvaient de moins en moins capables de faire opposition aux syndicats et aux comités d'usines. C'est ainsi que les syndicats de Moscou réalisèrent la grève générale malgré la décision du Soviet. Sous une forme moins éclatante, des conflits identiques se produisaient en tous lieux, et ce n'étaient pas les soviets qui en sortaient d'ordinaire vainqueurs.

Poussés par leur propre conduite dans une impasse, les conciliateurs se trouvèrent forcés « d'imaginer » pour les soviets des occupations accessoires, de les aiguiller sur la voie des entreprises culturelles, en somme, de les distraire. En vain : les soviets étaient créés pour mener à la conquête du pouvoir ; pour les autres problèmes, il existait d'autres organisations ; mieux adaptées. « Tout le travail qui passait par le canal menchevik et socialiste-révolutionnaire — écrit un bolchevik de Saratov, Antonov — perdit son sens... Dans une séance du Comité exécutif, nous en étions à bâiller jusqu'à l'inconvenance, par ennui : elle était mesquine et vide, cette parlote de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks. »

Les soviets anémiés pouvaient de moins en moins servir d'appui à leur centre de Pétrograd. La correspondance entre Smolny et les localités était en décroissance : rien à écrire, rien à proposer ; il ne restait point de perspectives ni de tâches. L'isolement vis-à-vis des masses prit une forme extrêmement sensible de crise financière. Les soviets de conciliateurs dans les localités restaient eux-mêmes sans ressources et ne pouvaient subventionner leur état-major de Smolny : les soviets de gauche refusaient d'une façon démonstrative leur aide financière au Comité exécutif, taré par sa participation au travail de la contre-révolution.

Le processus du dépérissement des soviets se croisait cependant avec des processus d'un ordre différent, partiellement contraire. De lointaines régions limitrophes, des districts arriérés, des coins perdus s'éveillaient et formaient des soviets qui, dans les premiers temps, montraient de la fraîcheur révolutionnaire, tant qu'ils n'étaient pas tombés sous l'influence corruptrice du centre ou bien sous la répression du gouvernement. Le chiffre total des soviets augmentait rapidement. Vers la fin du mois d'août, le service d'enregistrement du Comité exécutif comptait jusqu'à six cents soviets, derrière lesquels se groupaient vingt-trois millions d'électeurs. Le système soviétique officiel s'élevait au-dessus de l'océan humain qui ondulait puissamment et poussait ses vagues vers la gauche.

Le renouveau politique des soviets, coïncidant avec leur bolchevisation,

commençait par en bas. A Pétrograd, les quartiers furent les premiers à élever la voix. Le 21 juillet, la délégation de la conférence interdistricts des soviets présenta au Comité exécutif une liste de revendications : dissoudre la Douma d'Empire, confirmer l'immunité des organisations d'armée par un décret du gouvernement, restituer la presse de gauche, suspendre le désarmement des ouvriers, mettre fin aux arrestations massives, juguler la presse de droite, en finir avec les dislocations de régiments et la peine de mort sur le front. L'atténuation des exigences politiques, comparativement à celles de la manifestation de Juillet, est absolument évidente ; mais ce n'était que le premier pas d'un convalescent. En restreignant les mots d'ordre, les rayons s'efforçaient d'élargir la base. Les dirigeants du Comité exécutif félicitèrent diplomatiquement les soviets de quartier de « leur tact », mais ramenèrent le discours à ceci que tous les maux provenaient de l'insurrection de Juillet. Les partis se séparèrent courtoisement, mais froidement.

Au programme des soviets de quartier s'ouvre une campagne imposante. Les *Izvestia*, de jour en jour, impriment des résolutions des soviets, des syndicats, des usines, des vaisseaux de guerre, des troupes, exigeant la dissolution de la Douma d'Empire, la suspension des mesures prises contre les bolcheviks et l'élimination de ceux qui favorisent la contre-révolution. Sur ce fond essentiel s'élèvent des voix plus radicales. Le 22 juillet, le Soviet de la province de Moscou, dépassant sensiblement le Soviet de Moscou même, vota une résolution réclamant la remise du pouvoir aux soviets. Le 26 juillet, le soviet d'Ivanovo-Voznessensk « stigmatise de son mépris » le moyen de lutte employé contre le parti des bolcheviks et envoie ses salutations à Lénine, « glorieux leader du prolétariat révolutionnaire ».

Les nouvelles élections, qui eurent lieu à la fin de juillet et dans la première quinzaine d'août, en de nombreux endroits, amenèrent, en règle générale, un renforcement des fractions bolchevistes dans les soviets. Dans Cronstadt écrasée et vilipendée devant toute la Russie, le nouveau soviet comptait cent bolcheviks, soixante-quinze socialistes-révolutionnaires de gauche, douze mencheviks internationalistes, sept anarchistes, plus de quarante-vingt-dix sans-parti, dont pas un ne se décida à avouer des sympathies pour

les conciliateurs. Au congrès régional des soviets de l'Oural, qui s'ouvrit le 18 août, il y eut quatre-vingt-six bolcheviks, quarante socialistes-révolutionnaires, vingt-trois mencheviks. L'objet de la haine particulière de la presse bourgeoise devient Tsaritsyne, où non seulement le soviet est devenu bolchevik, mais où l'on a élu comme maire le leader des bolcheviks de l'endroit, Minine, Contre Tsaritsyne qui était une taie sur l'œil pour l'ataman du Don, Kalédine, Kérénsky envoya, sans aucun prétexte sérieux, une expédition punitive avec ce seul but : détruire le nid révolutionnaire. A Pétrograd, à Moscou, dans tous les districts industriels, les mains se lèvent de plus en plus nombreuses pour les motions bolchevistes.

La fin du mois d'août amena les soviets à une vérification. Sous le coup du danger, le regroupement intérieur se produisit très rapidement, généralement, et avec des frottements relativement peu importants, En province comme à Pétrograd, au premier plan se mirent les bolcheviks, héritiers présomptifs du système soviétique officiel. Mais, dans la composition même des partis conciliateurs, les socialistes de « Mars », les politiciens des antichambres de ministères et de bureaux, étaient temporairement refoulés par des éléments plus combatifs, trempés dans la lutte clandestine. Pour un nouveau groupement de forces, il fallut une nouvelle forme d'organisation. Nulle part, la direction de la défense révolutionnaire ne se concentra entre les mains des comités exécutifs : tels que les trouva l'insurrection, ils étaient peu aptes à combattre. Partout se créaient des comités spéciaux de défense, des comités révolutionnaires, des états-majors. Ils s'appuyaient sur les soviets, leur rendaient des comptes, mais présentaient une nouvelle sélection d'éléments et de nouvelles méthodes d'action en corrélation avec le caractère révolutionnaire des tâches.

Le Soviet de Moscou, comme pendant les journées de la Conférence d'État, constitua un groupe de combat de six hommes qui seuls avaient le droit de disposer des forces armées et de procéder à des arrestations. S'étant ouvert à la fin d'août, le Comité régional de Kiev proposa aux soviets locaux de ne pas hésiter à destituer les représentants peu sûrs du pouvoir, aussi bien les militaires que les civils, et à prendre des mesures pour l'arrestation

immédiate des contre-révolutionnaires comme pour l'armement des ouvriers. A Viatka, le comité du soviet s'attribua de pleins pouvoirs exceptionnels, y compris la disposition de la force armée. A Tsaritsyne, tout le pouvoir passa à l'état-major du soviet. A Nijni-Novgorod, le comité révolutionnaire mit ses hommes de garde à la poste et au télégraphe. Le soviet de Krasnoïarsk concentra dans ses mains le pouvoir civil et militaire.

Avec telles ou telles déviations, parfois essentielles, ce tableau se reproduisait presque partout. Et ce n'était nullement une simple imitation de Pétrograd : le caractère des soviets, représentants de masses, fixait le déterminisme extrême de leur évolution intérieure, provoquant une réaction homogène de leur part devant les grands événements. Alors que, entre les deux éléments de la coalition, passait le front de la guerre civile, les soviets réunirent effectivement autour d'eux toutes les forces vives de la nation. Se brisant contre cette muraille, l'offensive des généraux tomba en poussière. On ne pouvait demander une leçon plus démonstrative. « Malgré tous les efforts faits par le pouvoir pour écarter et priver de force les soviets — disait à ce sujet une déclaration des bolcheviks — les soviets manifestèrent toute l'invincibilité... de la puissance et de l'initiative des masses populaires dans la période de la répression exercée contre la mutinerie kornilovienne... Après cette nouvelle épreuve que rien n'effacera plus de la conscience des ouvriers, des soldats et des paysans, le cri de ralliement poussé dès le début de la révolution par notre parti — « tout le pouvoir aux soviets » — devint la voix de tout le pays révolutionnaire. »

Les doumas municipales, qui avaient tenté de rivaliser avec les soviets, s'éclipsèrent pendant les jours de danger et s'effacèrent. La Douma de Pétrograd envoyait obséquieusement une délégation au Soviet « pour élucider la situation générale et établir un contact ». Il eût semblé que les soviets, élus par une partie de la population de la ville, devaient avoir moins d'influence et de puissance que les doumas élues par la population tout entière. Mais la dialectique du processus révolutionnaire montre que, dans certaines conditions historiques, la partie est infiniment plus grande que le tout. De même que dans le gouvernement, les conciliateurs à la douma faisaient bloc

avec les cadets contre les bolcheviks, et ce bloc paralysait la douma, ainsi que le gouvernement. Par contre, le Soviet s'avéra la forme naturelle d'une collaboration défensive des conciliateurs avec les bolcheviks contre l'offensive de la bourgeoisie.

Après les journées korniloviennes s'ouvrit, pour les soviets, un nouveau chapitre. Bien qu'il restât encore aux conciliateurs un bon nombre de « bourgs pourris », surtout dans la garnison, le Soviet de Pétrograd donna de la bande si fortement dans le sens bolchevik qu'il étonna les deux camps : celui de droite et celui de gauche. Dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, toujours sous la présidence du même Tchkhéidzé, le Soviet vota pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. Les membres de la base des factions conciliatrices soutinrent presque tous la résolution des bolcheviks. La motion concurrente de Tsérétélli recueillit une quinzaine de voix. Le présidium conciliateur n'en croyait pas ses yeux. De droite, l'on exigea un vote nominal qui dura jusqu'à trois heures du matin. Pour ne point voter ouvertement contre leurs partis, bien des délégués sortirent. Et pourtant, malgré tous les moyens de pression, la résolution des bolcheviks obtint, après pointage, 279 voix contre 115. C'était un fait de grande importance. C'était le commencement de la fin. Le présidium, abasourdi, déclara qu'il déposait ses pouvoirs.

Le 2 septembre, à la session unifiée des organes soviétiques russes en Finlande, fut adoptée par 700 voix contre 13, avec 36 abstentions, une résolution pour le pouvoir des soviets. Le 5, le Soviet de Moscou marcha dans la voie de Pétrograd : par 355 suffrages contre 254, non seulement il exprima sa défiance à l'égard du gouvernement provisoire, considéré comme instrument de contre-révolution, mais il condamna la politique de coalition du Comité exécutif. Le présidium à la tête duquel se trouvait Khintchouk déclara qu'il donnait sa démission. Le Congrès des soviets de la Sibérie centrale qui s'ouvrit le 5 septembre à Krasnoïarsk se déroula tout entier sous le drapeau du bolchevisme.

Le 8, la résolution des bolcheviks est adoptée au soviet des députés ouvriers de Kiev par une majorité de 130 voix contre 66, bien que la fraction

bolcheviste officielle ne comptât que 95 membres. Au Congrès des soviets de Finlande qui s'ouvrit le 10, 150 000 matelots, soldats et ouvriers russes étaient représentés par 65 bolcheviks, 48 socialistes-révolutionnaires de gauche et quelques sans-parti. Le Soviet des députés paysans de la province de Pétrograd élu comme délégué à la Conférence démocratique le bolchevik Serguéiev. Il fut manifeste, encore une fois, que dans les cas où le parti réussit, par l'intermédiaire des ouvriers ou des soldats, à se lier directement avec le village, la classe paysanne se place volontiers sous son drapeau.

La prépondérance du parti bolchevik dans le Soviet de Pétrograd se confirma dramatiquement dans la séance historique du 9 septembre. Toutes les fractions avaient convoqué le ban et l'arrière-ban de leurs membres : « Il s'agit du sort du Soviet. » La réunion fut d'environ un millier de députés ouvriers et soldats. Le vote du 1^{er} septembre avait-il été un simple épisode, engendré par la composition accidentelle de l'assemblée, ou bien signifiait-il un complet changement de la politique du Soviet ? c'est ainsi qu'était posée la question. Craignant de ne pas réunir la majorité des voix contre le présidium dans lequel entraient tous les leaders conciliateurs : Tchkhéidzé, Tsérételli, Tchernov, Gotz, Dan, Skobélev, la fraction bolcheviste proposa d'élire un Présidium sur les bases proportionnelles ; cette proposition qui, jusqu'à un certain point, estompait l'acuité du conflit de principe et qui provoqua, par conséquent, un véhément blâme de Lénine, eut cet avantage tactique qu'elle garantit un appui aux éléments hésitants. Mais Tsérételli repoussa le compromis. Le présidium veut savoir si le Soviet a effectivement changé de direction : « Nous ne pouvons appliquer la tactique des bolcheviks. »

Le projet de résolution apporté par la droite disait que le vote du 1^{er} septembre ne correspondait point à la ligne politique du Soviet qui continuait à faire confiance à son présidium. Il ne restait plus aux bolcheviks qu'à relever le défi, et ils y procédèrent en hommes tout prêts. Trotsky, qui parut au Soviet pour la première fois après sa mise en liberté, et qui fut accueilli avec ferveur par une partie considérable de l'assemblée (les deux parties pesaient, dans leur for intérieur, les applaudissements : majorité ou non-majorité ?) demanda avant le vote une explication : Kérénsky faisait-il toujours partie du

présidium ? Après une minute d'hésitation, le présidium, ayant répondu affirmativement, lui qui était déjà bien chargé de péchés, s'attachait lui-même au pied un lourd boulet. L'adversaire n'avait besoin que de cela. « Nous étions profondément persuadés — déclara Trotsky — ... que Kérénsky ne pouvait faire partie du présidium. Nous nous étions trompés. Actuellement, entre Dan et Tchkhéidzé, se dresse le fantôme de Kérénsky... Quand on vous invite à approuver la ligne politique du présidium, n'oubliez pas que, par là-même, l'on vous propose d'agréer la politique de Kérénsky. »

La séance eut lieu dans une tension qui atteignait la limite. L'ordre se maintint grâce à l'effort de tous et de chacun pour ne pas en arriver à une explosion. Tous voulaient faire au plus vite le compte des amis et des adversaires. Tous comprenaient que l'on décidait la question du pouvoir, de la guerre, du sort de la révolution. On décida que l'on voterait en sortant par une porte. On invita à sortir ceux qui acceptaient la démission du présidium : il était plus facile de sortir à la minorité qu'à la majorité. A tous les bouts de la salle, une agitation passionnée, mais à mi-voix. Le vieux présidium ou bien un nouveau ? La coalition ou bien le pouvoir soviétique ? Devant les portes, beaucoup de peuple s'était amassé, beaucoup trop à l'estimation du présidium, Les leaders des bolcheviks comptaient, de leur côté, qu'il leur manquerait environ une centaine de voix pour avoir la majorité : « Et ce sera encore beau ! » se disaient-ils, se consolant d'avance. Les ouvriers et les soldats, en longues files, s'alignent devant les portes. Une rumeur contenue de voix, de brefs éclats de discussion. D'un côté, un cri perce : « Korniloviens ! » Et d'autre part : « Héros de Juillet ! » La procédure se prolonge environ une heure. Les plateaux de l'invisible balance oscillent. Le présidium, dans une émotion à peine contenue, reste tout le temps sur l'estrade. Enfin, le scrutin a été contrôlé et est annoncé : pour le présidium et la coalition, 414 voix contre 519, et 67 abstentions ! La nouvelle majorité applaudit tempétueusement, avec exaltation et fureur. Elle en a le droit : la victoire a coûté cher. Une bonne partie de la route a été parcourue.

Sans avoir pu encore se remettre du coup porté, les leaders dépossédés descendent de l'estrade, la face longue. Tsérételli ne peut se retenir de

formuler une prophétie menaçante. « Nous descendons de cette tribune — crie-t-il, se retournant à demi dans sa marche — conscient d'avoir porté pendant six mois hautement et dignement le drapeau de la révolution. Maintenant, ce drapeau est passé en vos mains. Nous pouvons seulement exprimer le souhait que vous le teniez au moins pour la moitié de ce délai ! » Tsérételli s'était cruellement trompé au sujet des délais comme au sujet de tout le reste.

Le Soviet de Pétrograd, ancêtre de tous les autres soviets, se trouva désormais sous la direction des bolcheviks qui étaient encore hier « une insignifiante poignée de démagogues ». Trotsky rappela, du haut de la tribune du présidium, que les bolcheviks n'avaient pas encore été lavés de l'accusation d'être au service de l'état-major allemand. « Que les Milioukov et les Goutchkov racontent jour par jour leur existence. Ils ne le feront pas, mais nous, nous sommes, pour chaque jour, prêts à rendre compte de nos actes, nous n'avons rien à cacher au peuple russe... » Le Soviet de Pétrograd adopta une résolution spéciale, stigmatisant de son mépris les auteurs, les propagateurs et les auxiliaires de la calomnie. »

Les bolcheviks entraient dans leurs droits de succession. Leur héritage se trouva à la fois grandiose et extrêmement mince. Le Comité exécutif central supprima à temps voulu au Soviet de Pétrograd les deux journaux qu'il avait créés, tous les services de direction, toutes les ressources financières et techniques, y compris les machines à écrire et les encriers. De nombreuses automobiles qui, depuis les Journées de Février, avaient été mises à la disposition du Soviet, se trouvèrent sans exception livrées à l'Olympe conciliateur. Les nouveaux dirigeants n'avaient ni caisse, ni journal, ni appareils de bureaux, ni moyen de transport, ni porte-plume, ni crayons. Rien que des murs dépouillés et l'ardente confiance des ouvriers et des soldats. Cela se trouva parfaitement suffisant.

Après le revirement radical de la politique du Soviet, les rangs des conciliateurs commencèrent à fondre encore plus rapidement. Le 11 septembre, quand Dan défendait devant le Soviet de Pétrograd la coalition,

alors que Trotsky se prononçait pour le pouvoir des soviets, la coalition fut repoussée par toutes les voix contre dix, avec sept abstentions ! Le même jour, le Soviet de Moscou condamna à l'unanimité les mesures de répression contre les bolcheviks. Les conciliateurs se virent bientôt rejetés dans un fort étroit secteur de droite, pareil à celui que les bolcheviks avaient occupé, au début de la révolution, sur la gauche. Mais quelle différence ! Les bolcheviks avaient toujours été plus forts dans les masses que dans les soviets. Les conciliateurs, par contre, conservaient encore dans les soviets plus de place que dans les masses. Les bolcheviks, dans la période de leur faiblesse, avaient pour eux l'avenir. Aux conciliateurs il ne restait qu'un passé dont ils n'avaient pas lieu d'être fiers.

En modifiant son courant, le Soviet de Pétrograd changea aussi d'aspect. Les leaders conciliateurs disparurent tout à fait de l'horizon, se retranchant dans le Comité exécutif ; ils furent remplacés au Soviet par des étoiles de deuxième et de troisième grandeur. Avec Tsérételli, Tchernov, Avksentiev, Skobélev, cessèrent de se montrer des amis et des admirateurs des ministres démocrates, les officiers radicaux et les dames, les écrivains à demi socialistes, les personnes instruites et réputées. Le Soviet devint plus homogène, plus gris, plus sombre, plus sérieux.

Les bolcheviks et les soviets

[Retour à la table des matières](#)

Les ressources et les moyens de l'agitation bolcheviste se présentent, si on les examine de près, non seulement comme ne correspondant aucunement à l'influence politique du bolchevisme, mais, tout bonnement, frappant par leur insignifiance. Jusqu'aux Journées de Juillet, le parti avait 41 organes de presse, en comptant les hebdomadaires et les mensuels, avec un tirage total de 330 000 exemplaires ; après l'écrasement de juillet, le tirage fut réduit de moitié. A la fin d'août, l'organe central du parti était imprimé à 50 000 exemplaires. Durant les jours où le parti s'emparait des Soviets de Pétrograd et de Moscou, les fonds dans la caisse du Comité central s'élevaient à environ 30 000 roubles-papier.

Les intellectuels n'affluaient pas du tout au parti. Une large couche de soi-disant « vieux bolchéviks », du nombre des étudiants qui avaient adhéré à la révolution en 1905, se transforma en ingénieurs qui remportaient des succès de carrière, en médecins, en fonctionnaires, et qui montraient sans cérémonie au parti d'hostiles échines dorsales. Même à Pétrograd, à chaque pas, l'on manquait de journalistes, d'orateurs, d'agitateurs. La province se trouvait tout à fait dépourvue. Il n'y a point de dirigeants, point d'hommes possédant une éducation politique qui pourraient expliquer au peuple ce que veulent les bolcheviks ! Telle est la lamentation qui retentit de centaines de coins perdus

et surtout du front. Dans les campagnes, les cellules bolchevistes n'existent presque pas. Les communications postales sont en complet désarroi : abandonnées à elles-mêmes, les organisations locales, souvent, reprochaient, non sans raison, au Comité central de ne diriger que Pétrograd.

Comment donc, avec un si faible appareil et un tirage de presse si insignifiant, les idées et les mots d'ordre du bolchevisme purent-ils s'emparer du peuple ? Le secret de l'énigme est très simple : les mots d'ordre qui répondent au besoin aigu d'une classe et d'une époque se créent des milliers de canaux. Le milieu révolutionnaire, porté à l'incandescence, se distingue par une haute conductibilité des idées. Les journaux bolchevistes étaient lus à haute voix, relus jusqu'à être en lambeaux, les articles les plus importants s'apprenaient par cœur, étaient racontés, recopiés, et, là où c'était possible, réimprimés. « L'imprimerie de l'état-major — raconte Piréiko — rendit un grand service à la cause de la révolution : combien dans notre imprimerie, reproduisit-on de divers articles de la *Pravda* et de petites brochures, très proches et accessibles aux soldats ! Et tout cela était rapidement acheminé vers le front, par la poste aérienne, par les chauffeurs d'autos et par motocyclettes... » En même temps, la presse bourgeoise, expédiée gratuitement au front en millions d'exemplaires, ne trouvait pas un lecteur. Les lourds paquets n'étaient pas défaits. Le boycottage de la presse « patriotique » prenait fréquemment des formes démonstratives. Les représentants de la 18^e division sibérienne décidèrent d'inviter les partis bourgeois à supprimer l'expédition de leur littérature, étant donné qu'elle servait « bien inutilement à faire bouillir de l'eau pour le thé ». La presse bolcheviste était d'un tout autre usage. C'est pourquoi le coefficient de son utilité, ou bien, si l'on veut, de sa nocivité, était infiniment plus élevé.

L'explication habituelle des succès du bolchevisme se ramène à évoquer la « simplicité » de ses mots d'ordre qui allaient au-devant des désirs des masses. Il y a là une part de vérité. La consistance de la politique des bolcheviks était déterminée par ce fait que, contrairement aux partis « démocratiques », ils ne relevaient pas de commandements tacites ou à demi formulés, se ramenant en fin de compte à la protection de la propriété privée.

Cependant, cette différence n'épuise pas à elle seule la question. Si, à la droite des bolcheviks, se tenait la « démocratie », du côté gauche tentaient de les refouler soit les anarchistes, soit les maximalistes, soit les socialistes-révolutionnaires de gauche. Pourtant encore, tous ces groupes n'étaient pas sortis de l'état d'impuissance. Le bolchevisme se distinguait en ceci qu'il avait subordonné son but subjectif — la défense des intérêts des masses populaires — aux lois de la révolution considérée comme un processus objectivement conditionné. La déduction scientifique de ces lois, avant tout de celles qui gouvernent le mouvement des masses populaires, constituait la base de la stratégie bolcheviste. Dans leur lutte, les travailleurs se guident non seulement sur leurs besoins, mais sur leur expérience de la vie. Le bolchevisme était absolument étranger au mépris aristocratique de l'expérience spontanée des masses. Au contraire les bolcheviks partaient de cette expérience et bâtissaient sur elle. En cela était un de leurs grands avantages.

Les révolutions sont toujours prolixes, et les bolcheviks n'échappèrent point à cette loi. Mais, tandis que l'agitation des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires avait un caractère dispersé, contradictoire, le plus souvent évasif, l'agitation des bolcheviks se distinguait par sa nature réfléchie et concentrée. Les conciliateurs jacassaient pour écarter les difficultés, les bolcheviks marchaient au-devant d'elles. L'analyse constante de la situation, la vérification des mots d'ordre d'après les faits, une attitude sérieuse à l'égard de l'adversaire même peu sérieux, donnaient une force particulière, une vigueur persuasive à l'agitation bolcheviste.

La presse du parti n'exagérait point les succès, n'adultérait point les rapports de forces, ne tentait point de l'emporter par les hauts cris. L'école de Lénine était celle du réalisme révolutionnaire. Les données fournies par la presse bolcheviste en 1917 se trouvent être, à la lumière des documents de l'époque et de la critique historique, infiniment plus véridiques que les informations de tous les autres journaux. La véracité provenait de la force révolutionnaire des bolcheviks, mais, en même temps, consolidait leur puissance. L'abandon de cette tradition devint, par la suite, un des traits les

plus pernicieux de la conduite des épigones.

« Nous ne sommes pas des charlatans — disait Lénine immédiatement après son arrivée — nous devons nous baser uniquement sur la conscience des masses. Si même nous devons rester en minorité — eh bien, oui... il ne faut pas avoir peur d'être en minorité... Nous faisons un travail de critique pour délivrer les masses de la duperie... Notre ligne s'avérera la vraie. Vers nous viendra tout opprimé. Il n'y a pas d'autre issue pour lui. » Comprise à fond, la politique bolcheviste se présente à nous comme le contraire même de la démagogie et de l'esprit aventureux !

Lénine mène une vie clandestine. Il suit avec une extrême attention les journaux, lit comme toujours entre les lignes et, dans des entrevues personnelles peu nombreuses, surprend les échos des pensées non achevées et des intentions non exprimées. Dans les masses, reflux. Martov, tout en défendant les bolcheviks contre les calomnies, fait en même temps, avec affliction, de l'ironie à l'adresse du parti qui « a trouvé le joint » pour s'infliger à lui-même une défaite. Lénine devine, — bientôt il reçoit là-dessus des informations nettes, — que, pour tel et tel bolchevik, les accents du repentir ne sont pas étrangers et que l'impressionnable Lounatcharsky n'est pas le seul dans ce cas. Lénine écrit au sujet des jérémiades des petits bourgeois et de la conduite de « renégats » de certains bolcheviks qui se montrent bienveillants aux jérémiades. Les bolcheviks, dans les districts et en province, souscrivent à ces paroles sévères. Leur persuasion devient encore plus grande : « le vieux » ne perdra pas la tête, ne perdra pas courage, ne succombera pas à des mouvements d'humeur occasionnels.

Un membre du Comité central des bolcheviks — n'est-ce pas Sverdlov ? — écrit, s'adressant à la province : « Pour un temps, nous n'avons pas de journaux à nous... L'organisation n'est pas détruite... Le Congrès n'est pas différé. » Lénine suit attentivement, autant que le lui permet son isolement forcé, la préparation du Congrès du parti et en esquisse les résolutions essentielles ; il s'agit du plan de l'offensive ultérieure. Le Congrès est d'avance dénommé unificateur, car on prévoit que l'on inclura dans le parti

certaines groupes révolutionnaires autonomes, avant tout ceux de l'organisation interdistricts de Pétrograd à laquelle appartiennent : Trostky, Ioffé, Ouritsky, Riazanov, Lounatcharsky, Pokrovsky, Manouilsky, Karakhan, Iouréniev et plusieurs autres révolutionnaires connus par leur passé ou qui en étaient encore seulement à acquérir une réputation.

Le 2 juillet, juste à la veille de la manifestation, avait lieu une conférence interdistricts, représentant environ quatre mille ouvriers. « En majorité — écrit Soukhanov, qui y assistait parmi le public, — c'étaient pour moi des inconnus, ouvriers et soldats... Le travail fut mené fébrilement et tous sentirent qu'il était fructueux. Une seule chose était gênante : en quoi différez-vous des bolcheviks et pourquoi n'êtes-vous pas avec eux ? » Pour hâter l'unification que s'efforçaient d'ajourner certains dirigeants de l'organisation, Trotsky publia dans la *Pravda* cette déclaration : « Il n'existe point actuellement, à mon avis, de différends de principe ou de tactique entre l'organisation interdistricts et celle des bolcheviks. Par conséquent, il n'y a point de motifs qui justifieraient l'existence distincte de ces organisations. »

Le 26 juillet s'ouvrit le Congrès d'unification, en réalité le VI^e Congrès du parti bolchevik qui se déroula à demi légalement, se dissimulant alternativement dans deux quartiers ouvriers, 175 délégués, dans ce nombre 157 avec voix délibérative, représentaient 112 organisations groupant 176 750 membres. A Pétrograd, l'on comptait 41 000 membres : 36 000 dans l'organisation bolcheviste, 4 000 chez les interdistricts, environ 1 000 dans l'organisation militaire. Dans la région industrielle de Moscou, le parti comptait 42 000 membres, dans l'Oural 25 000, dans le bassin du Donetz environ 15 000. Au Caucase, il existait de grandes organisations bolchevistes, à Bakou, à Grosny et à Tiflis : les deux premières se composaient presque exclusivement d'ouvriers ; à Tiflis prédominaient les soldats.

La composition du Congrès représentait le passé prérévolutionnaire du parti. Sur cent soixante et onze délégués qui remplirent les feuilles d'enquête, cent dix avaient fait de la prison, au total pour deux cent quarante-cinq ans, dix avaient fait, ensemble, quarante et une années de bagne, vingt-quatre

totalisaient soixante-treize années de déportation, en tout il y avait eu cinquante-cinq bannis pour une durée de cent vingt-sept ans dans l'ensemble ; vingt-sept hommes avaient passé dans l'émigration une durée totale de quatre-vingt-neuf ans ; cent cinquante avaient subi des arrestations s'élevant de cinq cent quarante-neuf.

« A ce congrès — disait plus tard, dans ses Souvenirs, Piatnitsky, un des secrétaires actuels de l'Internationale communiste — n'assistèrent ni Lénine, ni Trotsky, ni Zinoviev, ni Kaménev... Bien que la question du programme du parti eût été retirée de l'ordre du jour, le congrès se déroula sans les leaders, avec activité et fort bien... » A la base des travaux se placèrent les thèses de Lénine. Il y eut comme rapporteurs Boukharine et Staline. Le rapport de Staline ne mesure pas trop mal la distance parcourue par le rapporteur lui-même, avec tous les cadres du parti, en quatre mois, depuis l'arrivée de Lénine. Théoriquement peu sûr de lui, mais résolu politiquement, Staline tente d'énumérer les traits marquants qui déterminent « le caractère profond de la révolution socialiste, ouvrière ». L'unanimité du Congrès, comparativement à la conférence d'avril, saute aux yeux.

Au sujet des élections du Comité central, le procès-verbal du Congrès communique : « On lit les noms des quatre membres du Comité central qui ont obtenu le plus grand nombre de voix : Lénine — 133 voix sur 134 ; Zinoviev — 132 ; Kaménev — 131 ; Trotsky — 131. En outre sont élus au Comité central : Noguine, Kollontaï, Staline, Sverdlov, Rykov, Boukharine, Artem, Ioffé, Ouritsky, Milioutine, Lomov. » Il faut remarquer cette composition du Comité central : sous sa direction s'accomplira l'insurrection d'octobre.

Martov saluait le congrès par une lettre dans laquelle il exprimait de nouveau « sa profonde indignation devant la campagne de calomnies », mais, sur les questions essentielles, s'arrêtait au seuil de l'action. « Il ne doit pas être admis — écrivait-il — que l'on substitue au problème de la conquête du pouvoir par la majorité de la démocratie révolutionnaire le problème de la conquête du pouvoir dans une lutte avec cette majorité et contre elle... » Par

majorité de la démocratie révolutionnaire, Martov continuait à entendre la représentation soviétique officielle qui perdait pied. « Martov est lié aux social-patriotes non point par une vaine tradition fractionnelle — écrivait alors même Trotsky — mais par une attitude profondément opportuniste à l'égard de la révolution sociale envisagée comme un but lointain qui ne peut déterminer la façon de poser les tâches d'aujourd'hui. Et c'est cela même qui le sépare de nous. »

Il n'y eut qu'un petit nombre de mencheviks de gauche, Larine en tête, pour se rapprocher définitivement en cette période des bolcheviks ; Iouréniev, futur diplomate soviétique, en qualité de rapporteur au Congrès sur la question de l'unification des internationalistes, arriva à cette conclusion qu'il faudrait s'unifier avec « la minorité de la minorité des mencheviks »... Le gros afflux des anciens mencheviks dans le parti ne commença qu'après l'insurrection d'Octobre : se joignant non point au soulèvement prolétarien, mais au pouvoir qui en était sorti, les mencheviks manifestaient le trait essentiel de l'opportunisme : l'obséquiosité devant le pouvoir du jour. Lénine, qui se tenait extrêmement en garde au sujet de la composition du parti, réclama bientôt l'exclusion de quatre-vingt-dix-neuf pour cent des mencheviks qui y étaient entrés après l'insurrection d'Octobre. Il fut loin de parvenir à ce résultat. Par la suite, les portes furent largement ouvertes aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, et les anciens conciliateurs devinrent un des soutiens du régime stalinien dans le parti. Mais tout cela se rapporte déjà à une époque ultérieure.

Sverdlov, qui, pratiquement, avait organisé le congrès, disait dans son rapport : « Trotsky, dès avant le Congrès, est entré dans la rédaction de notre organe, mais son incarcération l'a empêché d'y participer effectivement. » C'est seulement au congrès de juillet que Trotsky entra formellement dans le parti bolchevik. Le bilan des années de dissentiments et de lutte fractionnelle fut clos. Trotsky vint à Lénine comme à un maître dont il avait compris la force et l'importance plus tard que bien d'autres, mais peut-être plus complètement. Raskolnikov, qui avait fréquenté de près Trotsky depuis son arrivée du Canada et qui avait ensuite passé avec lui, coude à coude, quelques

semaines en prison, écrivait dans ses Souvenirs : « Trotsky avait un immense respect pour Vladimir Illitch (Lénine). Il le plaçait au-dessus de tous les contemporains qu'il avait eu l'occasion de rencontrer en Russie et à l'étranger. Dans le ton de Trotsky, parlant de Lénine, l'on sentait le dévouement d'un disciple : vers ce temps-là, Lénine comptait un stage de trente années au service du prolétariat, et Trotsky en était à la vingtième année. Les échos des anciens dissentiments de la période d'avant-guerre s'étaient complètement effacés. Entre la ligne de tactique de Lénine et celle de Trotsky, il n'existait point de différence. Ce rapprochement, déjà esquissé pendant la guerre, fut tout à fait nettement déterminé au moment du retour de Léon Davidovitch (Trotsky) en Russie ; après ses premières manifestations d'activité nous sentîmes tous, vieux léninistes, qu'il était nôtre. » Déjà, le seul nombre des voix données à Trotsky quand il fut élu au Comité central montra que personne dans le milieu bolchevik ne le considérait, au moment même de son entrée dans le parti, comme un intrus.

Invisiblement présent au congrès, Lénine insufflait dans les travaux de l'assemblée l'esprit de responsabilité et d'audace. Le créateur et l'éducateur du parti ne tolérait pas plus la négligence dans la théorie que dans la politique. Il savait qu'une formule économique inexacte, de même qu'une observation politique inattentive prennent de cruelles revanches à l'heure de l'action. Défendant son procédé d'attention chicanière à l'égard de chaque texte du parti, même d'un texte d'importance secondaire, Lénine répéta plus d'une fois : « Ce sont pas des vétilles, il faut de la précision : notre agitateur apprendra cela par cœur et ne sera pas dérouté... » « Notre parti est bon » — ajoutait-il, ayant en vue précisément cette attitude sérieuse, exigeante, de l'agitateur du rang, au sujet de ce qu'il fallait dire et de la façon de le dire.

La hardiesse des mots d'ordre bolchevistes donna plus d'une fois l'impression d'être fantaisiste : c'est ainsi que furent accueillies les thèses d'avril de Lénine. En réalité, dans une époque révolutionnaire, ce qu'il y a de plus fantaisiste, ce sont les luttes mesquines ; par contre, le réalisme est inconcevable en dehors d'une politique à lointaines visées. Il ne suffit pas de dire que la fantaisie était étrangère au bolchevisme : le parti de Lénine était

l'unique parti de réalisme politique dans la révolution.

En juin et au début de juillet, les bolcheviks ouvriers déclarèrent plus d'une fois qu'ils étaient assez souvent obligés de jouer le rôle de la lance des pompiers vis-à-vis des masses, et que cela ne leur réussissait pas toujours. Juillet, avec la défaite, avait apporté une expérience chèrement payée. Les masses devinrent beaucoup plus attentives aux avertissements du parti, saisissant ses calculs de tactique. Le congrès du parti en juillet confirma ceci : « Le prolétariat ne doit pas se laisser aller aux provocations de la bourgeoisie qui désirerait fort, en ce moment, l'appeler à une bataille prématurée. » Tout le mois d'août, surtout la seconde quinzaine, est marqué par de constants avertissements du parti à l'adresse des ouvriers et des soldats : ne pas descendre dans la rue. Les leaders bolcheviks eux-mêmes plaisantaient fréquemment à mi-voix au sujet de la ressemblance de leurs avertissements avec le leitmotiv politique de la vieille social-démocratie allemande qui retenait les masses de toute lutte sérieuse, alléguant invariablement le danger de la provocation et la nécessité d'accumuler des forces. En réalité, la ressemblance n'était qu'apparente. Les bolcheviks comprenaient parfaitement que les forces s'accumulent dans la lutte et non point dans une abstention passive. L'étude de la réalité était pour Lénine simplement une exploration théorique dans l'intérêt de l'action. Quand il évaluait la situation, il voyait toujours en son centre même le parti comme force active. Il considérait avec une hostilité particulière, plus exactement avec dégoût, l'austro-marxisme (Otto Bauer, Hilferding, et autres) pour lequel l'analyse théorique est seulement un commentaire scientifique de la passivité. La prudence est un frein, mais non pas un moteur. Personne encore n'a fait un voyage sur un frein, de même que personne encore n'a jamais rien construit de grand sur la prudence. Mais les bolcheviks savaient en même temps fort bien que la lutte réclame un calcul des forces ; qu'il faut être prudent pour avoir le droit d'être téméraire.

La résolution du VI^e Congrès, tout en prévenant des conflits prématurés, indiquait en même temps qu'il faudrait accepter le combat « lorsque la crise commune à toute la nation et une profonde poussée des masses créeraient des

conditions favorables pour le passage des éléments pauvres de la ville et des campagnes au côté des ouvriers ». Au rythme de la révolution, il ne s'agissait point de dizaines d'années, ni même d'années, mais de quelques mois.

Ayant mis à l'ordre du jour l'explication pour les masses de la nécessité de se préparer à une insurrection armée, le Congrès décidait en même temps de supprimer le mot d'ordre central de la période précédente : la remise du pouvoir aux soviets. Ceci allait avec cela. Lénine avait préparé la modification des mots d'ordre par ses articles, ses lettres et ses entretiens particuliers.

Le passage du pouvoir aux soviets aurait marqué directement le passage du pouvoir aux conciliateurs. Cela pouvait s'accomplir pacifiquement, tout simplement en mettant à la retraite le gouvernement bourgeois qui reposait sur la bonne volonté des conciliateurs et sur des restes de confiance dans les masses. La dictature des ouvriers et des soldats était un fait, à dater du 27 février, Mais les ouvriers et les soldats ne se rendaient pas compte du fait comme il convenait. Ils avaient confié le pouvoir aux conciliateurs qui, à leur tour, l'avaient transmis à la bourgeoisie. Le calcul des bolcheviks visant à un développement pacifique de la révolution reposait non sur l'espoir que la bourgeoisie remettrait de bon gré le pouvoir aux ouvriers et aux soldats, mais que les ouvriers et les soldats empêcheraient en temps voulu les conciliateurs de céder le pouvoir à la bourgeoisie.

La concentration du pouvoir dans les soviets, sous un régime de démocratie soviétique, eût ouvert aux bolcheviks l'entière possibilité de devenir une majorité dans les soviets et, par conséquent, de créer un gouvernement sur les bases de leur programme. Pour atteindre ce but, il n'était nullement besoin d'une insurrection armée. La substitution des partis au pouvoir aurait pu s'accomplir pacifiquement. Tous les efforts du parti, depuis avril jusqu'en juillet, avaient pour but d'assurer le développement pacifique de la révolution par l'intermédiaire des soviets. « Expliquer patiemment » — telle était la clé de la politique bolcheviste.

Les Journées de Juillet modifièrent radicalement la situation. Des soviets, le pouvoir passa entre les mains des cliques militaires qui étaient liées aux

cadets et aux ambassades et qui n'avaient supporté que pour un certain temps Kérénsky, en qualité de firme démocratique. Si le Comité exécutif avait songé maintenant à décider que le pouvoir passerait entre ses mains, le résultat eût été tout différent de ce qu'il pouvait être trois jours auparavant : au palais de Tauride serait entré, probablement, un régiment de Cosaques avec les écoles de *junkers*, et il aurait tenté tout simplement d'arrêter les « usurpateurs ». Le mot d'ordre « le pouvoir aux soviets » supposait désormais une insurrection armée contre le gouvernement et les cliques militaires qui se tenaient derrière son dos. Mais soulever une insurrection au nom du pouvoir de soviets qui ne voulaient pas de ce pouvoir eût été une évidente absurdité. D'autre part, il devenait dès lors douteux — certains même pensaient invraisemblable — que les bolcheviks pussent conquérir la majorité dans ces soviets sans autorité, au moyen de nouvelles élections pacifiques : liés par l'écrasement, en juillet, des ouvriers et des paysans, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires couvriront bien entendu dans la suite les violences exercées sur les bolcheviks. Restant conciliateurs, les soviets se transformeront en une seule opposition sous un pouvoir contre-révolutionnaire pour cesser bientôt d'exister.

Dans ces conditions, il ne pouvait être question d'un passage pacifique du pouvoir entre les mains du prolétariat. Pour le parti bolchevik, cela signifiait : il faut se préparer à l'insurrection armée.

Sous quel mot d'ordre ? Sous le mot d'ordre déclaré de la conquête du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres, Il faut poser le problème révolutionnaire dans sa forme dénudée. Sous la forme équivoque des soviets, il faut dégager le contenu de classe. Ce n'était point renoncer aux soviets comme tels. S'étant emparé du pouvoir, le prolétariat devra organiser l'État sur le type soviétique. Mais ce seront d'autres soviets remplissant une tâche historique absolument contraire à la fonction préservatrice des soviets conciliateurs.

« Le mot d'ordre du passage du pouvoir aux soviets — écrivait Lénine dans les premiers grondements de la persécution et de la calomnie — aurait

maintenant un air de don-quistisme ou de moquerie. Ce mot d'ordre, objectivement, serait une tromperie pour le peuple, lui suggérerait des illusions comme s'il suffisait maintenant aux soviets de désirer prendre le pouvoir ou bien d'en décider ainsi pour l'avoir — comme s'il se trouvait encore dans le Soviet des partis qui ne se seraient pas encore entachés d'avoir apporté leur aide à des bourreaux, comme si l'on pouvait faire du passé ce qui n'a pas été. »

Renoncer à exiger le passage du pouvoir aux soviets ? Au premier moment, cette idée choqua le parti, plus exactement ses cadres d'agitateurs qui, pendant les trois mois précédents, avaient tellement pris le courant du mot d'ordre populaire qu'ils lui identifiaient presque tout le contenu de la révolution. Dans les cercles du parti s'ouvrit une discussion. Bien des militants en vue du parti, tels que Manouïlsky, Iouréniev et d'autres, démontraient qu'en retirant le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », l'on créait un danger d'isolement du prolétariat vis-à-vis de la paysannerie. Cette objection substituait aux classes les institutions. Le fétichisme de la forme d'organisation représente, si étrange que ce soit au premier regard, une maladie très fréquente précisément dans les milieux révolutionnaires. « Dans la mesure où nous restons parties composantes de ces soviets — écrivait Trotsky — nous nous efforcerons d'obtenir que les soviets qui reflètent la journée d'hier de la révolution parviennent à s'élever à la hauteur des tâches de demain. Mais, si importante que soit la question du rôle et du sort des soviets, elle est subordonnée pour nous totalement à la question de la lutte du prolétariat et des masses à demi prolétariennes de la ville, de l'armée et du village pour le pouvoir politique, pour la dictature révolutionnaire. »

La question de savoir quelle organisation de masse devrait servir au parti pour la direction de l'insurrection n'admettait pas de solution *a priori*, et d'autant moins de solution catégorique. Les organes devant servir pour l'insurrection pouvaient être les comités d'usines et les syndicats qui se trouvaient déjà sous la direction des bolcheviks, de même que les soviets, dans certains cas, dans la mesure où ils échappaient au joug des conciliateurs. Lénine disait par exemple à Ordjonikidzé : « Il est indispensable pour nous de

transférer le centre de gravité sur les comités de fabriques et d'usines. Les organes de l'insurrection doivent être les comités de fabriques et d'usines. »

Après que les masses se furent heurtées, en juillet, aux soviets, d'abord comme à un adversaire passif, ensuite comme à un ennemi actif, le changement de mots d'ordre trouva dans leur conscience un terrain tout à fait préparé. Là était le souci constant de Lénine : exprimer avec la dernière simplicité ce qui, d'une part, découle des conditions objectives et, d'autre part, forme l'expérience subjective des masses. Il n'appartient plus maintenant d'offrir le pouvoir aux soviets de Tsérételli — ainsi sentaient les ouvriers et les soldats avancés — il faut seulement que nous le prenions nous-mêmes en main !

La manifestation de grévistes à Moscou contre la Conférence d'État non seulement se déroula contre la volonté du Soviet, mais ne formula point la revendication du pouvoir des soviets. Les masses avaient déjà compris la leçon donnée par les événements et commentée par Lénine. En même temps, les bolcheviks de Moscou n'hésitèrent pas une minute à occuper les positions de combat, dès que le danger se manifesta d'une contre-révolution essayant d'écraser les soviets de conciliateurs. La politique bolcheviste combinait toujours l'intransigeance révolutionnaire avec la plus extrême souplesse et trouvait précisément, dans cette combinaison, sa force.

Les événements sur le théâtre de la guerre soumièrent bientôt à une épreuve très grave la politique du parti du point de vue de son internationalisme. Après la chute de Riga, la question du sort de Pétrograd saisit au vif les ouvriers et les soldats. A la réunion des comités de fabriques et d'usines à Smolny, le menchevik Mazourenko, officier qui avait récemment dirigé le désarmement des ouvriers de Pétrograd, fit un rapport sur le danger qui menaçait la capitale et posa des questions pratiques de défense. « A quel propos voulez-vous causer avec nous ? — s'écria un des orateurs bolcheviks... — Nos leaders sont emprisonnés et vous nous appelez à discuter des questions qui concernent la défense de la capitale. » En tant qu'ouvriers de l'industrie et que citoyens de la république bourgeoise, les prolétaires du

quartier de Vyborg ne se disposaient pas du tout à saboter la défense de la capitale révolutionnaire. Mais, en tant que bolcheviks, que membres du parti, ils ne voulaient pas une seconde partager avec les dirigeants la responsabilité de la guerre devant le peuple russe et devant les peuples des autres pays.

Craignant que l'esprit de défense ne se transformât en une politique de défense nationale, Lénine écrivait : « Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale qu'après le passage du pouvoir au prolétariat... Ni la prise de Riga ni la prise de Piter (Pétrograd) ne feront de nous des partisans de la défense nationale : jusqu'à ce moment-là, nous tenons pour la révolution prolétarienne, nous sommes contre la guerre, nous ne sommes pas des partisans de la défense nationale. » « La chute de Riga — écrivait Trotsky de sa prison — est un coup dur. La chute de Pétrograd serait une calamité. Mais la chute de la politique internationale du prolétariat russe serait une catastrophe. » Doctrinarisme de fanatiques ? Mais en ces mêmes journées où les chasseurs bolcheviks et les matelots tombaient sous les murs de Riga, le gouvernement prélevait des troupes pour écraser les bolcheviks, et le généralissime se préparait à faire la guerre au gouvernement. Pour cette politique sur le front comme à l'arrière, pour la défensive comme pour l'offensive, les bolcheviks ne pouvaient et ne voulaient prendre sur eux une ombre de responsabilité. S'ils s'étaient conduits autrement, ils n'eussent pas été des bolcheviks.

Kérénsky et Kornilov constituaient deux variantes d'un seul et même danger ; mais ces variantes, l'insinuante et l'aiguë, se trouvèrent à la fin d'août en opposition irréductible entre elles. Il fallait avant tout repousser le danger aigu pour en finir ensuite avec le danger insinuant. Non seulement les bolcheviks entrèrent dans le comité de défense, bien qu'ils fussent condamnés à n'y occuper que la situation d'une petite minorité, mais ils déclarèrent que, dans la lutte contre Kornilov, ils étaient prêts à conclure « une alliance militairement technique » même avec un Directoire. A ce sujet, Soukhanov écrit : « Les bolcheviks montrèrent un tact extrême et de la sagesse politique... Il est vrai que, marchant vers un compromis qui n'était pas dans leur nature, ils poursuivaient certains buts particuliers imprévisibles pour leurs

alliés. Mais leur sagesse n'en était que plus grande dans cette affaire. » Il n'y avait rien de non spécifique pour le bolchevisme dans cette politique : au contraire, elle répondait le mieux du monde à tout le caractère du parti. Les bolcheviks étaient des révolutionnaires d'action et non de gestes, d'essence et non de forme. Leur politique était déterminée par le groupement réel des forces et non point par les sympathies et les antipathies. Traqué par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, Lénine écrivait : « Ce serait une très profonde erreur que de croire que le prolétariat révolutionnaire, cherchant pour ainsi dire à se « venger » des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qui ont appuyé l'écrasement des bolcheviks, les exécutions sur le front et le désarmement des ouvriers, serait capable de refuser « de les soutenir » face à la contre-révolution. »

Accorder un soutien technique, mais non politique. Contre l'appui politique, Lénine mettait résolument en garde dans une de ses lettres au Comité central : « Nous ne devons pas soutenir, même à présent, le gouvernement de Kérensky. Ce serait manquer de principes. On demandera : ne faut-il pas se battre contre Kornilov ? Mais oui, bien sûr ! Mais ce n'est pas la même chose, il y a ici une limite ; elle est dépassée par certains bolcheviks qui tombent dans « l'esprit conciliateur », se laissant entraîner par le torrent des événements. »

Lénine savait saisir de loin les nuances dans les mouvements d'opinion politique. Le 29 août, à la séance de la Douma municipale de Kiev, un des dirigeants bolcheviks de l'endroit, G. Piatakov, déclare : « En cette heure de péril, nous devons oublier tous les vieux comptes... nous unir avec tous les partis révolutionnaires qui tiennent pour livrer résolument une bataille à la contre-révolution. J'appelle à l'unité », etc. C'était justement le ton politique faux contre lequel Lénine mettait en garde. « Oublier les vieux comptes », c'était ouvrir de nouveaux crédits aux candidats à la banqueroute. « Nous ferons, nous faisons la guerre à Kornilov — écrivait Lénine — mais nous ne soutenons pas Kérensky, nous dénonçons sa faiblesse. Il y a une différence... Les phrases... sur l'appui à donner au gouvernement provisoire, etc... etc... doivent être combattues impitoyablement, précisément comme des phrases. »

Les ouvriers ne se faisaient aucune illusion sur le caractère de leur « bloc » avec le palais d'Hiver. « En luttant contre Kornilov, le prolétariat combattrait non pour la dictature de Kérensky, mais pour toutes les conquêtes de la révolution » — ainsi s'exprimaient les usines, l'une après l'autre, à Pétrograd, à Moscou, en province. N'accordant point les moindres concessions politiques aux conciliateurs, ne confondant ni les organisations ni les drapeaux, les bolcheviks étaient, comme toujours, prêts à concerter leurs actes avec un adversaire et ennemi si cela donnait la possibilité de porter un coup à un autre ennemi plus dangereux dans le moment présent.

Dans la lutte contre Kornilov, les bolcheviks poursuivaient « des buts particuliers ». Soukhanov indique par là qu'ils se donnaient déjà à ce moment pour tâche de transformer le Comité de défense en un instrument pour l'insurrection prolétarienne. Que les comités révolutionnaires des journées korniloviennes soient devenus jusqu'à un certain degré la préfiguration des organes qui dirigèrent par la suite le soulèvement du prolétariat, c'est indiscutable, mais Soukhanov attribue tout de même aux bolcheviks une excessive perspicacité quand il pense qu'ils avaient prévu ce point dans l'organisation. Les « buts particuliers » consistaient à écraser la contre-révolution, à détacher si l'on y réussissait des cadets les conciliateurs, à grouper le plus possible les masses sous la direction bolcheviste, à armer le plus grand nombre possible d'ouvriers révolutionnaires. De ces desseins, les bolcheviks ne faisaient aucun mystère. Le parti persécuté venait au secours d'un gouvernement de répression et de calomnie ; mais il le sauvait d'une débâcle militaire pour le tuer d'autant plus sûrement politiquement.

Les dernières journées du mois d'août produisirent de nouveau un brusque déplacement dans les rapports des forces, cette fois-ci de la droite vers la gauche. Les masses appelées à la lutte rétablirent sans effort la situation que les soviets avaient eue avant la crise de juillet. Désormais, le sort des soviets est de nouveau en leurs propres mains. Le pouvoir peut être pris par les soviets sans combat. Pour cela, les conciliateurs n'ont besoin que de consolider ce qui s'est déjà formé dans la réalité. Toute la question est de savoir s'ils le voudront... Dans un moment d'entraînement, les conciliateurs

déclarent que la coalition avec les cadets ne se peut plus concevoir. S'il en est ainsi, elle est inconcevable en général. Le désaveu de la coalition ne peut, cependant, signifier rien d'autre que le passage du pouvoir aux conciliateurs.

Lénine saisit immédiatement l'essentiel de la nouvelle situation pour en tirer les déductions indispensables. Le 3 septembre, il rédige son remarquable *article Sur les compromis*. Le rôle des soviets s'est de nouveau modifié, constate-t-il : au début de juillet, ils étaient des organes de lutte contre le prolétariat ; à la fin d'août, ils sont devenus des organes de lutte contre la bourgeoisie. Les soviets ont retrouvé les troupes à leur disposition. L'histoire entrouvre de nouveau la possibilité d'un développement pacifique de la révolution. C'est une possibilité exceptionnellement rare et précieuse : il faut faire une tentative pour la réaliser. Lénine raille en passant les phraseurs qui jugent inadmissibles les compromis quels qu'ils soient : le problème consiste, « à travers tous les compromis dans la mesure où ils sont inévitables », à réaliser les propres buts et tâches. « Le compromis, de notre côté — dit-il c'est notre retour à la revendication d'avant juillet : tout le pouvoir aux soviets, un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks responsables devant les soviets. Maintenant, et seulement maintenant, peut-être au total pendant quelques jours, ou bien une ou deux semaines, un pareil gouvernement pourrait se constituer et se consolider tout à fait pacifiquement. » La brièveté du délai fixé devait caractériser toute la gravité de la situation : les conciliateurs ont leurs jours comptés pour choisir entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les conciliateurs se hâtèrent de repousser la proposition léniniste comme un piège perfide. En réalité, la proposition ne comportait pas ombre de malice : persuadé de ceci que son parti était appelé à prendre la tête de la nation. Lénine fit une tentative franche pour atténuer la lutte, en affaiblissant la résistance des adversaires qu'il plaçait devant l'inévitable.

Les audacieuses évolutions de Lénine qui proviennent toujours d'une modification de la situation même et conservent invariablement en elles l'unité de la conception stratégique, constituent une école inappréciable de

stratégie révolutionnaire. La proposition du compromis avait le sens d'une leçon de choses, avant tout pour le parti bolchevik lui-même. Elle montrait que, malgré l'expérience faite avec Kornilov, il ne restait plus aux conciliateurs de tournant dans la voie de la révolution. Le parti des bolcheviks se sentit définitivement, après cela, l'unique parti de la révolution.

Les conciliateurs refusèrent de jouer un rôle de transmission, passant le pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, comme, en mars, ils avaient joué un rôle de transmission, reportant le pouvoir des mains du prolétariat à celles de la bourgeoisie. Mais, par là-même, le mot d'ordre du « pouvoir aux soviets » restait de nouveau en suspens, non pour longtemps cependant : à peu de jours près, les bolcheviks obtinrent la majorité dans le Soviet de Pétrograd, ensuite dans un bon nombre d'autres. Le mot d'ordre du « pouvoir aux soviets » ne fut, par conséquent, pas retiré une seconde fois de l'ordre du jour, mais prit un nouveau sens : tout le pouvoir aux soviets *bolcheviks*. Sous cet aspect, le mot d'ordre cessait définitivement d'être celui d'une évolution pacifique. Le parti s'engage dans la voie de l'insurrection armée, à travers les soviets et au nom des soviets.

Pour comprendre le développement ultérieur, il est indispensable de poser une question : de quelle façon les soviets conciliateurs avaient-ils récupéré au début de septembre le pouvoir qu'ils avaient perdu en juillet ? A travers les résolutions du VI^e Congrès s'affirme nettement cette constante idée qu'en résultat des événements de juillet, la dualité de pouvoirs se trouva liquidée, ayant été remplacée par la dictature de la bourgeoisie. Les tout derniers historiens soviétiques reproduisent d'un livre à l'autre la même pensée, n'essayant même pas d'en faire une nouvelle appréciation à la lumière des événements qui suivirent. En outre, ils ne se posent pas du tout cette question : si, en juillet, le pouvoir avait entièrement passé aux mains de la clique militaire, pourquoi donc cette même clique dut-elle en août recourir à l'insurrection ? S'engage dans la voie risquée d'une conspiration non pas celui qui possède le pouvoir, mais celui qui veut s'en emparer.

La formule du VI^e Congrès était, pour le moins, inexacte. Si nous avons

dénommé « dualité de pouvoirs » le régime sous lequel il y avait en somme entre les mains du gouvernement officiel une fiction de pouvoir, tandis que la force réelle était entre les mains du Soviet, il n'y a aucun motif d'affirmer que la dualité de pouvoirs est liquidée à partir du moment où une portion du pouvoir réel a passé du Soviet à la bourgeoisie. Du point de vue des tâches de combat du moment, l'on pouvait et l'on devait surestimer la concentration du pouvoir dans les mains de la contre-révolution. La politique n'est pas une mathématique. Pratiquement, il était infiniment plus dangereux de sous-estimer la signification du changement intervenu que de l'exagérer. Mais l'analyse historique n'a pas besoin des exagérations de l'agitation. Simplifiant la pensée de Lénine, Staline disait au Congrès : « La situation est claire. Maintenant, personne ne parle de la dualité de pouvoirs. Si, auparavant, les soviets représentaient une force réelle, maintenant ce sont seulement des organes de groupement des masses, ne possédant aucun pouvoir. » Certains délégués répliquaient en ce sens qu'en juillet c'était la réaction qui avait triomphé, mais non point la contre-révolution qui avait vaincu. Staline répondait à cela par un aphorisme inattendu : « En temps de révolution, il n'y a pas de réaction. » En réalité, la révolution n'emporte la victoire qu'à travers une série de réactions alternées : elle fait toujours un pas en arrière après deux pas en avant. Le rapport de la réaction à l'égard de la contre-révolution est celui d'une réforme à l'égard d'une insurrection. On peut appeler « victoires de la réaction » des modifications dans le régime qui rapprochent celui-ci des besoins de la classe contre-révolutionnaire, sans changer pourtant le détenteur du pouvoir. Mais la victoire de la contre-révolution est inconcevable sans le passage du pouvoir aux mains d'une autre classe. Ce passage décisif ne s'était pas produit en juillet.

« Si le soulèvement de juillet était une demi-insurrection — écrivit fort justement, quelques mois après, Boukharine, qui ne sut pourtant pas tirer de ses propres paroles les déductions nécessaires — la victoire de la contre-révolution fut à un certain degré une demi-victoire. » Mais une demi-victoire ne pouvait donner à la bourgeoisie le pouvoir. La dualité de pouvoirs se reconstruisit sur d'autres bases, se transforma, mais ne disparut point. Dans

l'usine, comme auparavant, il n'y avait rien à faire contre la volonté des ouvriers. Les paysans conservaient le pouvoir au point de refuser aux propriétaires nobles l'usage de leurs droits de propriété. Les chefs d'armées se sentaient mal assurés devant les soldats. Mais qu'est-ce que le pouvoir, si ce n'est la possibilité matérielle de disposer de la force militaire et de la propriété ? Le 13 août, Trotsky écrivait, au sujet des mouvements qui s'étaient produits : « L'affaire n'est point seulement en ceci qu'à côté du gouvernement se tenait le Soviet qui a rempli un bon nombre de fonctions gouvernementales... L'essentiel est là que, derrière le Soviet et derrière le gouvernement, se dressaient deux régimes différents qui s'appuyaient sur des classes différentes... Implanté d'en haut, le régime de la République capitaliste et, formé d'en bas le régime de la démocratie ouvrière se paralysaient l'un l'autre. »

Il est absolument indiscutable que le Comité exécutif central avait perdu de son importance la part du lion. Mais il serait erroné de croire que la bourgeoisie avait obtenu tout ce que les sommets conciliateurs avaient perdu. Ces derniers perdaient non seulement à droite, mais à gauche, non seulement au profit des cliques militaires, mais au profit des comités d'usines et de régiments. Le pouvoir se décentralisait, s'émiettait, disparaissait partiellement sous terre comme les armes que les ouvriers avaient cachées après la défaite de juillet. La dualité de pouvoirs cessa d'être « pacifique », de garder son contact et sa règle. Elle devint plus clandestine, décentralisée, plus polarisée et explosive. A la fin du mois d'août, la dualité de pouvoirs dissimulée se transforma de nouveau en une dualité active. Nous verrons quelle importance ce fait acquit en octobre.

La dernière coalition

[Retour à la table des matières](#)

Fidèle à sa tradition : ne résister à aucun choc sérieux, le gouvernement provisoire s'effondra, comme on se le rappelle, dans la nuit du 26 août. Les cadets sortirent pour faciliter le travail de Kornilov. Les socialistes sortirent pour faciliter le travail de Kérensky. Une nouvelle crise gouvernementale s'ouvrit. Avant tout se posa la question de Kérensky lui-même : le chef du gouvernement se trouvait complice de la conspiration. L'indignation contre lui était si grande qu'à entendre seulement mentionner son nom, les leaders conciliateurs recouraient même au vocabulaire bolchevik. Tchernov, qui venait de sauter du train ministériel en pleine marche, écrivait dans l'organe central de son parti au sujet du « cafouillis dans lequel on n'arrivait pas à comprendre où finissait Kornilov et où commençait Filonenko avec Savinkov, où finissait Savinkov et où commençait le gouvernement provisoire, en tant que tel ». L'allusion était suffisamment claire : « Le gouvernement provisoire en tant que tel », — c'était bien Kérensky qui appartenait au même parti que Tchernov.

Mais, en se soulageant l'âme avec des gros mots, les conciliateurs décidèrent qu'ils ne pourraient se passer de Kérensky. S'ils empêchèrent Kérensky d'amnistier Kornilov, ils s'empressèrent eux-mêmes d'amnistier Kérensky. En guise de compensation ce dernier accepta de faire une

concession au sujet du mode de gouvernement de la Russie. La veille encore, l'on estimait que cette question ne pouvait être décidée que par l'Assemblée constituante. Maintenant, les obstacles juridiques étaient d'un seul coup écartés. La destitution de Kornilov dans la déclaration du gouvernement s'expliquait par la nécessité « de sauver la patrie, la liberté et le régime républicain ». Cette aumône purement verbale et d'ailleurs tardive à la gauche ne consolidait nullement, bien entendu, l'autorité du gouvernement, d'autant plus que Kornilov lui aussi se déclarait républicain.

Le 30 août, Kérensky dut congédier Savinkov qui, quelques jours après, fut exclu même du parti socialiste-révolutionnaire si accueillant à tous. Mais l'on nomma aussitôt au poste de général-gouverneur quelqu'un qui valait politiquement autant que Savinkov, Paltchinsky, lequel commença par interdire le journal des bolchéviks. Les Comités exécutifs protestèrent. Les *Izvestia* dénommèrent cet acte « une grossière provocation ». Paltchinsky dut être balayé dans les trois jours. Combien peu Kérensky se disposait en général à changer le cours de sa politique, on le voit par ce fait que, dès le 31, il formait un nouveau gouvernement avec la participation des cadets. Même les socialistes-révolutionnaires ne purent accepter cela : ils menacèrent de rappeler leurs représentants. La nouvelle recette gouvernementale fut trouvée par Tsérételli : « Conserver l'idée de la coalition et se débarrasser de tous les éléments qui pèsent d'un poids trop lourd sur le gouvernement. » « L'idée de la coalition se fortifie — chantait en accompagnement Skobélev — mais, dans la composition du gouvernement, il ne peut y avoir de place pour le parti qui est lié avec la conspiration de Kornilov. » Kérensky n'était pas d'accord avec cette limitation et, dans son genre, il avait raison.

La coalition avec la bourgeoisie, mais à l'exclusion du parti bourgeois dirigeant, était d'une évidente absurdité. C'est ce qu'indiqua Kaménev qui, dans une séance unifiée des Comités exécutifs, avec le ton qui lui est propre de sermonneur, tirait des conclusions des événements récents : « Vous voulez nous jeter sur la voie encore plus dangereuse d'une coalition avec des groupes irresponsables. Mais vous avez oublié la coalition formée et consolidée par les périlleux événements de ces jours derniers, la coalition entre le prolétariat

révolutionnaire, la paysannerie et l'armée révolutionnaire. » L'orateur bolchevik rappela les paroles prononcées par Trotsky, le 25 mai, défendant les marins de Cronstadt contre les accusations de Tsérételli : « Lorsqu'un général contre-révolutionnaire tentera de passer le nœud coulant au cou de la révolution, les cadets savonneront la corde, mais les matelots de Cronstadt surgiront pour lutter et mourir avec nous. » Ce rappel tombait au cœur de la situation. Devant les palabres sur « l'unité de la démocratie » et sur la « coalition honnête », Kaménev répondait : « L'unité de la démocratie dépend de savoir si vous irez ou non dans une coalition avec le district de Vyborg... Toute autre coalition est malhonnête. » Le discours de Kaménev produisit indubitablement une impression que Soukhanov enregistre en ces termes : « Kaménev parla avec beaucoup d'intelligence et de tact. » Mais l'affaire n'alla pas au-delà d'une impression. Les voies des deux parties étaient déterminées d'avance.

La rupture des conciliateurs avec les cadets avait en somme, dès le début, un caractère tout à fait démonstratif. Les libéraux korniloviens comprenaient eux-mêmes que, sous peu, ils feraient mieux de rester dans l'ombre. Dans la coulisse, l'on avait décidé, d'après un accord évident avec les cadets, de créer un gouvernement à tel point élevé au-dessus de toutes les forces réelles de la nation que son caractère provisoire ne ferait doute pour personne. Outre Kérensky, le Directoire, composé de cinq membres, comprenait le ministre des Affaires étrangères Téréchtchenko, qui était déjà devenu inamovible grâce à sa liaison avec la diplomatie de l'Entente ; le commandant du corps d'armée de Moscou, Verkhovsky, promu d'urgence pour cette fin, de colonel qu'il était, au grade de général ; l'amiral Verdérevsky, relaxé d'urgence, pour ce but, de la prison ; enfin, le douteux menchevik Nikitine que son propre parti reconnut bientôt suffisamment mûr pour être exclu.

Après avoir vaincu Kornilov par les mains d'autrui, Kérensky, semblait-il, se souciait seulement d'appliquer le programme kornilovien. Kornilov voulait unir le pouvoir du généralissime à celui du chef de gouvernement. Kérensky réalisa cela. Kornilov avait l'intention de dissimuler une dictature personnelle sous les apparences d'un Directoire de cinq membres. Kérensky réalisa cela.

Tchernov, dont la démission était exigée par la bourgeoisie, fut expulsé par Kérensky du palais d'Hiver. Le général Alexéïev, héros du parti cadet et candidat de ce dernier au poste de ministre-président, fut nommé par Kérensky chef de l'état-major du Grand Quartier Général, c'est-à-dire, en fait, chef de l'armée. Dans un ordre du jour à l'armée et à la flotte, Kérensky enjoignait de cesser la lutte politique dans les troupes, c'est-à-dire d'en revenir au point de départ. Du fond de son refuge, Lénine caractérisait la situation au sommet avec l'extrême simplicité qui lui était propre : « Kérensky est un kornilovien qui s'est brouillé avec Kornilov par hasard et qui continue à être en liaison des plus intimes avec les autres korniloviens. » Un seul malheur : la victoire remportée sur la contre-révolution est beaucoup plus profonde qu'il ne le fallait pour les plans personnels de Kérensky.

Le Directoire se hâta de faire sortir de prison l'ancien ministre de la Guerre Goutchkov, considéré comme un des instigateurs du complot. Sur les instigateurs cadets, la justice, en général, ne leva point le bras. Dans ces conditions, il devenait de plus en plus difficile de retenir plus longtemps les bolcheviks sous les verrous. Le gouvernement trouva une issue : sans relever les bolcheviks du chef d'accusation, les mettre en liberté sous caution. Le Soviet syndical de Pétrograd prit à sa charge « l'honneur de verser la caution pour le digne leader du prolétariat révolutionnaire » : le 4 septembre, Trotsky fut relaxé sous une caution modeste, fictive en somme, de trois mille roubles. Dans son *Histoire des troubles en Russie*, le général Dénikine écrit pathétiquement : « Le 1^{er} septembre, le général Kornilov fut mis en état d'arrestation, mais, le 4 septembre, le même gouvernement provisoire remit en liberté Bronstein-Trostky. La Russie doit se souvenir de ces deux dates. « La libération des bolcheviks sous garantie se continua pendant plusieurs jours. Les libérés des prisons ne perdaient pas de temps : les masses attendaient et appelaient, le parti avait besoin d'hommes.

Le jour de la mise en liberté de Trotsky, Kérensky publia un ordre du jour dans lequel, reconnaissant que « les Comités avaient assuré un appui essentiel au pouvoir gouvernemental », il leur ordonnait de cesser d'agir. Même les *Izvestia* reconnurent que l'auteur de cette ordonnance avait montré « une

assez faible compréhension » des circonstances. La conférence interdistricts des soviets à Pétrograd décida : « ne point dissoudre les organisations révolutionnaires pour la lutte vis-à-vis de la contre-révolution ». La pression d'en bas était si forte que le Comité militaire révolutionnaire, conciliateur, résolu de ne pas admettre les ordres de Kérensky et appela ses organes locaux, « en raison de la situation alarmante qui subsistait, à travailler avec l'énergie et l'endurance de naguère ». Kérensky se tut : il ne lui restait rien d'autre à faire.

Le tout-puissant chef du Directoire devait, à chaque pas, constater que la situation avait changé, que la résistance s'était accrue et qu'il fallait modifier quelque chose, du moins en paroles. Le 7 septembre, Verkhovsky déclara à la presse que le programme de régénération de l'armée, élaboré avant le soulèvement de Kornilov, devait être, pour le moment, rejeté, car « dans l'état psychologique actuel de l'armée », il n'amènerait qu'une plus complète décomposition de celle-ci. Pour marquer la nouvelle ère, le ministre de la Guerre parut devant le Comité exécutif. Que l'on ne s'inquiète pas : le général Aléxéiev partira et, en même temps, partiront tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont eu des accointances avec le soulèvement kornilovien. Il faut inculquer à l'armée de sains principes « non point par des mitrailleuses et des *nagaïkas*, mais en propageant les idées du droit, de la justice et d'une sévère discipline ». Cela sentait tout à fait les journées printanières de la révolution. Mais, au dehors, c'était septembre, l'automne venait. Alexeïev fut effectivement destitué quelques jours après, et il fut remplacé par le général Doukhonine : l'avantage de ce général était en ceci qu'on ne le connaissait pas.

À titre de revanche pour les concessions, les ministres de la Guerre et de la Marine exigeaient du Comité exécutif une aide immédiate : les officiers se trouvent placés sous l'épée de Damoclès, cela va surtout mal dans la flotte de la Baltique, il faut obtenir l'apaisement des matelots. Après de longs débats, il fut décidé, comme toujours, d'envoyer à la flotte une délégation, et les conciliateurs insistèrent pour que l'on y comprît des bolcheviks, et, avant tout, Trotsky : c'est seulement dans ce cas que la délégation peut compter réussir.

« Nous repoussons résolument — répliqua Trotsky — la forme de collaboration avec le gouvernement qu'a défendue Tsérételli... Le gouvernement mène une politique radicalement fausse, antipopulaire et incontrôlée ; et lorsque cette politique tombe dans une impasse ou aboutit à une catastrophe, les organisations révolutionnaires ont l'ingrat devoir de remédier aux conséquences inévitables... Une des tâches de cette délégation, comme vous la formulez, est de mener une enquête dans les garnisons sur « les forces obscures », c'est-à-dire sur les provocateurs et les espions... Avez-vous donc oublié que moi-même je suis cité en justice d'après l'article 108 du code ?... Dans la lutte contre les lynchages, nous marchons par nos propres voies... non point la main dans la main avec le procureur et le contre-espionnage, mais comme parti révolutionnaire qui persuade, organise et éduque. »

La convocation de la Conférence démocratique avait été décidée pendant les journées du soulèvement kornilovien. Elle devait, encore une fois, montrer la force de la démocratie, inspirer du respect pour elle aux adversaires de droite et de gauche, et — ce n'était pas le moindre des problèmes — refréner Kérénsky, en proie à une nouvelle ardeur. Les conciliateurs comptaient sérieusement soumettre le gouvernement à une quelconque représentation improvisée jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante. La bourgeoisie, d'avance, fut hostile à la Conférence, voyant en elle une tentative pour consolider les positions que la démocratie avait reconquises après la victoire sur Kornilov. « La manigance de Tsérételli — écrit Milioukov dans son *Histoire* — était en somme une complète capitulation devant les plans de Lénine et de Trotsky. » Tout au contraire : la manigance de Tsérételli visait à paralyser la lutte des bolcheviks pour le pouvoir des soviets. La Conférence démocratique s'opposait au congrès des soviets. Les conciliateurs voulaient créer pour eux une nouvelle base, essayant d'écraser les soviets par une combinaison artificielle de toutes sortes d'organisations. Les démocrates répartissaient les voix selon leur gré, se guidant sur une seule préoccupation : s'assurer une majorité incontestable. Les organisations du sommet se trouvèrent représentées d'une façon incomparablement plus complète que

celles de la base. Les organes d'administration autonome, dans ce nombre les *zemstvos* non démocratisés, obtinrent une prépondérance formidable sur les soviets. Les coopérateurs se trouvèrent dans le rôle de dispensateurs des destins.

Les coopérateurs qui, auparavant, n'avaient occupé aucune place dans la politique, s'engagèrent pour la première fois sur ce terrain pendant les journées de la Conférence de Moscou et, dès lors, commencèrent à figurer non autrement que comme représentants de vingt millions de leurs membres, ou bien, encore plus simplement, au nom de « la moitié de la population de la Russie ». Par ses racines, la coopération s'implantait dans la campagne au moyen de ses couches supérieures qui approuvaient la « juste » expropriation des propriétaires nobles sous condition que leurs propres lots, à eux coopérateurs, fréquemment très importants, feraient l'objet non seulement d'une protection, mais d'une augmentation. Les leaders de la coopération étaient recrutés parmi les intellectuels libéralo-populistes, partiellement libéralo-marxistes, qui établissaient un pont naturel entre les cadets et les conciliateurs. A l'égard des bolcheviks, les coopérateurs manifestaient une haine analogue à celle du koulak pour le journalier insoumis. Pour se fortifier contre les bolcheviks, les conciliateurs s'agrippèrent avidement aux coopérateurs qui avaient jeté le masque de la neutralité. Lénine stigmatisait cruellement les cuisiniers de l'officine démocratique. « Dix soldats ou ouvriers convaincus d'une fabrique arriérée — écrivait-il — valent mille fois mieux que des centaines de délégués... frelatés. » Trotsky démontrait au Soviet de Pétrograd que les fonctionnaires de la coopération exprimaient aussi peu la volonté politique des paysans qu'un médecin n'exprime les intentions politiques de ses clients ou qu'un commis des postes n'exprime les opinions des expéditeurs et des destinataires de lettres. « Les coopérateurs doivent être de bons organisateurs, marchands, comptables, mais, quant à la défense des droits de classe, les paysans comme les ouvriers la remettent à leurs soviets. » Cela n'empêcha pas les coopérateurs d'obtenir cent cinquante sièges et, avec les *zemstvos* réformés et toutes autres organisations que l'on tirait par les cheveux, d'altérer complètement le caractère de la représentation des masses.

Le Soviet de Pétrograd mit dans la liste de ses délégués à la Conférence Lénine et Zinoviev. Le gouvernement donna l'ordre de les arrêter tous deux à leur entrée dans l'édifice du théâtre, mais non point dans la salle même des séances : tel était, évidemment, le compromis entre les conciliateurs et Kérensky. Mais l'affaire se borna à une manifestation politique du Soviet : ni Lénine ni Zinoviev ne se disposaient à se montrer à la Conférence. Lénine estimait que les bolcheviks n'avaient en somme rien à y faire.

La Conférence s'ouvrit le 14 septembre, exactement un mois après la Conférence d'État, dans la salle de spectacle du théâtre Alexandrine. Le chiffre des représentants validés s'éleva à mille sept cent soixante-quinze. Environ mille deux cents assistèrent à l'ouverture. Les bolcheviks, bien entendu, étaient en minorité. Mais, malgré tous les subterfuges du système électoral, ils représentaient un groupe très imposant qui, sur certaines questions, rassemblait autour de lui plus du tiers de l'assistance.

Est-il de la dignité d'un gouvernement fort de paraître devant on ne sait quelle conférence « particulière » ? Cette question fut l'objet de grandes tergiversations au palais d'Hiver et, par répercussion, d'émotions profondes au théâtre Alexandrine. A la fin des fins, le chef du gouvernement décida de se produire devant la démocratie. « Accueilli par des applaudissements — dit Chliapnikov, racontant l'apparition de Kérensky — il se dirigea vers le praesidium pour serrer la main à ceux qui siégeaient au bureau. Le tour vint à nous (bolcheviks) qui étions assis à peu de distance l'un de l'autre. Nous échangeâmes un coup d'œil et convînmes rapidement de ne point lui serrer la main. Un geste théâtral par-dessus la table — je me détournai de la main qui m'était tendue, et Kérensky, le bras en avant, ne trouvant point nos mains, alla plus loin. » Le chef du gouvernement trouva le même accueil sur le flanc opposé, chez les korniloviens. Or, exception faite des bolcheviks et des korniloviens, il ne restait déjà plus de forces réelles.

Contraint par toutes les circonstances de présenter des explications au sujet de son rôle dans le complot, Kérensky, cette fois encore, compta trop sur ses facultés d'improvisation. « Je sais ce qu'ils voulaient, — ces mots lui

échappèrent, — parce qu'avant de chercher Kornilov ils venaient me trouver et me proposaient cette route. » De la gauche, l'on crie : « Qui est-ce qui venait ?... Qui est-ce qui offrait ? » Épouvanté par la résonance de ses propres paroles, Kérensky s'était déjà renfermé en lui-même. Mais les dessous politiques du complot se découvrirent même pour les moins avertis. Un conciliateur ukrainien, Porch, déclarait, étant de retour, à la Rada de Kiev : « Kérensky n'a pas réussi à démontrer qu'il était étranger à l'insurrection kornilovienne. » Mais le chef du gouvernement s'assena lui-même, dans son discours, un autre coup non moins dur. Quand, en réponse à des phrases dont tout le monde était las : « Au moment du danger, tous viendront et s'expliqueront », etc... on lui criait : « Eh bien, et la peine de mort ? », l'orateur, ayant perdu son équilibre d'une façon tout à fait inattendue pour tous, comme probablement pour lui-même, s'écria : « Attendez d'abord qu'au moins une sentence de mort ait été signée par moi, généralissime, et alors je vous permettrai de me maudire. » Un soldat s'avance vers l'estrade et lui crie à bout portant : « Vous êtes le malheur du pays ! » Tiens, tiens ! Lui, Kérensky, était prêt à oublier le haut poste qu'il occupait pour s'expliquer avec la Conférence simplement en homme. « Mais tous ne comprennent pas ici l'homme. » Par suite, il emploiera le langage du pouvoir : « Quiconque osera... » Hélas ! on avait déjà entendu ça à Moscou, et Kornilov avait pourtant osé.

« Si la peine de mort était indispensable, — demandait Trotsky dans son discours, — comment donc lui, Kérensky, se décide-t-il à dire qu'il n'en fera pas usage ? Et si, d'autre part, il croit possible de s'engager devant la démocratie à ne pas appliquer la peine de mort... il transforme le rétablissement de cette peine en un acte d'étourderie qui dépasse les bornes de la criminalité. » Toute la salle était d'accord là-dessus, les uns en silence, les autres bruyamment. « Kérensky, par son aveu, discrédita fortement et lui-même et le gouvernement provisoire à ce moment-là », déclare son collègue et admirateur, Démianov, adjoint au ministre de la Justice.

Pas un des ministres n'a pu raconter ce que le gouvernement avait fait à proprement parler, sinon de résoudre les problèmes de sa propre existence.

Des mesures économiques ? On ne peut en indiquer une seule. Une politique de paix ? « Je ne sais — disait l'ancien ministre de la Justice, Zaroudny, le plus franc de tous si le gouvernement provisoire a fait quelque chose à cet égard, je n'en ai rien vu. » Zaroudny se plaignait d'un ton stupéfait de constater que « tout le pouvoir s'était trouvé entre les mains d'un seul homme » qui, d'un signe, convoquait ou renvoyait des ministres. Tsérételli, imprudemment, reprit ce thème : « Que la démocratie s'en prenne à elle-même si, en haut, son représentant a le vertige. » Mais justement Tsérételli incarnait plus que tous autres en lui-même ces traits de la démocratie qui engendrait les tendances bonapartistes du pouvoir. « Pourquoi Kérensky a-t-il occupé la place qu'il détient aujourd'hui ? — répliquait Trotsky ; l'accession de Kérensky n'est due qu'à la faiblesse et à l'irrésolution de la démocratie... Je n'ai pas entendu ici un seul orateur qui aurait pris sur lui l'honneur peu enviable de défendre le Directoire ou son président... » Après une explosion de protestations, l'orateur continue : « Je regrette beaucoup que ce point de vue, qui trouve dans la salle une si véhémence expression, n'ait pas été traduit d'une façon nette à cette tribune. Pas un orateur n'est monté ici pour nous dire : « A quoi bon discutez-vous avec l'ancienne coalition, pourquoi réfléchissez-vous... à la coalition future ? Nous avons Kérensky et cela nous suffit... » Mais la façon bolcheviste de poser la question joint presque automatiquement Tsérételli à Zaroudny, et eux deux à Kérensky. Milioukov écrivait là-dessus fort justement : Zaroudny pouvait se plaindre de l'autoritarisme de Kérensky. Tsérételli pouvait indiquer que le chef du gouvernement avait le vertige — « c'étaient des mots » ; mais lorsque Trotsky constatait qu'à la Conférence personne ne s'était chargé de défendre ouvertement Kérensky « l'assemblée sentit tout de suite que celui qui parlait était l'ennemi commun ».

Au sujet du pouvoir, ceux qui le représentaient n'en parlaient point autrement que comme d'un fardeau et d'une calamité. La lutte pour le pouvoir ? Le ministre Péchékhnov prêchait : « Le pouvoir se présente maintenant tel que tous s'en détournent en se signant. » Ainsi vraiment ? Kornilov ne se détournait pas avec des signes de croix. Mais la leçon toute

récente était déjà à demi oubliée. Tsérételli s'indignait contre les bolcheviks qui ne prenaient pas eux-mêmes le pouvoir et qui poussaient au pouvoir les soviets. La pensée de Tsérételli fut reprise par d'autres. Oui, les bolcheviks doivent prendre le pouvoir, disait-on à mi-voix au bureau du présidium. Avksentiev se tourna vers Chliapnikov, qui était assis non loin de lui : « Prenez le pouvoir, les masses vous suivent. » Répondant à son voisin sur le même ton, Chliapnikov proposa que le pouvoir fût d'abord déposé sur le bureau du présidium. Les défis à demi ironiques qui s'adressaient aux bolcheviks, soit dans le discours à la tribune, soit dans les entretiens de couloirs, étaient partiellement des railleries, partiellement des investigations. Que pensent faire par la suite ces hommes qui sont arrivés à la tête des soviets de Pétrograd, de Moscou et de nombreux soviets provinciaux ? Est-il possible qu'ils osent réellement s'emparer du pouvoir ? On n'y croyait pas. Deux jours avant le discours provocant de Tsérételli, la *Rietch* écrivait que le meilleur moyen de se débarrasser du bolchevisme pour de longues années serait de confier à ses leaders les destinées du pays ; mais « ces tristes héros du jour ne s'empressent nullement de saisir le pouvoir dans son intégralité... pratiquement leur position ne peut être prise en considération d'aucun point de vue. » Cette arrogante conclusion était, pour le moins, hâtive.

L'immense avantage des bolcheviks, jusqu'à présent peut-être non encore apprécié comme il conviendrait, consistait en ceci qu'ils comprenaient parfaitement leurs adversaires, on pourrait dire qu'ils voyaient en eux par transparence. Ils y étaient aidés par la méthode matérialiste, et par l'école léniniste de la clarté et de la simplicité, et par la vive circonspection d'hommes qui ont résolu de marcher jusqu'au bout. Par contre, les libéraux et les conciliateurs se figuraient les bolcheviks suivant les besoins du moment. Il ne pouvait en être autrement : les partis auxquels leur développement n'a pas laissé d'issue n'ont jamais montré la capacité de regarder la réalité en face, de même qu'un malade incurable n'est pas capable de regarder en face sa maladie.

Mais, sans croire au soulèvement des bolcheviks, les conciliateurs le redoutaient. C'est ce que Kérénsky exprima mieux que tous. « Ne vous y

trompez pas — s'écria-t-il tout à coup dans son discours — ne croyez pas que, si je suis traqué par les bolcheviks, il n'y ait pas derrière moi les forces de la démocratie. Ne croyez pas que je manque de points d'appui. Sachez bien que si vous entreprenez quelque chose, les chemins de fer s'arrêteront, les dépêches ne seront pas transmises... » Une partie de la salle applaudit, une partie, troublée, se tait, le groupe bolchevik rit aux éclats. Mauvaise, la dictature qui est obligée de démontrer qu'elle ne manque pas de points d'appui !

Aux défis ironiques, aux accusations de lâcheté et aux menaces absurdes, les bolcheviks répondirent dans leur déclaration : « Luttant pour la conquête du pouvoir en vue de la réalisation de son programme, notre parti n'a jamais tendu et ne tend point à s'emparer du pouvoir contre la volonté organisée de la majorité des masses laborieuses du pays. » Cela signifiait : nous prendrons le pouvoir en tant que parti de la majorité soviétique. Les termes concernant « la volonté organisée des travailleurs » se rapportaient au prochain congrès des soviets. « Parmi les décisions et propositions de la Conférence présente... — disait la déclaration, — peuvent trouver leur voie de réalisation seulement celles qui seront admises par le Congrès panrusse des soviets... »

Au moment où Trotsky lisait la déclaration des bolcheviks, mentionnant la nécessité d'armer immédiatement les ouvriers, des exclamations persistantes éclatèrent sur les bancs de la majorité : « Pour quoi, pour quoi ? » C'était toujours la même note d'alarme et de provocation. Pour quoi ? « Pour constituer effectivement une citadelle opposée à la contre-révolution », répond l'orateur. Mais non seulement pour cela. « Je vous dis, au nom de notre parti et des masses prolétariennes qui le suivent, que les ouvriers armés... défendront le pays de la révolution contre les troupes impérialistes avec un héroïsme tel que l'histoire de Russie n'en a jamais connu de pareil... » Tsérételli caractérisa cette promesse qui divisait nettement la salle comme une phrase vide de sens. L'histoire de l'armée rouge a, dans la suite, réfuté ce qu'il disait.

Les heures ardentes où les leaders conciliateurs repoussaient la coalition

avec les cadets étaient restées loin en arrière : sans les cadets, la coalition se trouva impossible. On n'allait pas, vraiment, prendre le pouvoir soi-même ! « Nous aurions pu nous saisir du pouvoir dès le 27 février — ratiocinait Skobélev mais... nous employâmes toute la vertu de notre influence à aider les éléments bourgeois à se remettre de leur trouble... pour qu'ils vissent au pouvoir. » Pourquoi donc ces messieurs avaient-ils empêché les korniloviens, remis de leur trouble, de s'emparer du pouvoir ? Un pouvoir purement bourgeois, expliquait Tsérételli, est encore impossible : cela provoquerait une guerre civile. Il fallait battre Kornilov pour que, par son entreprise d'aventurier, il n'empêchât point la bourgeoisie de venir au pouvoir en quelques étapes. « Maintenant que la démocratie révolutionnaire est sortie victorieuse, le moment est particulièrement favorable pour une coalition. »

La philosophie politique de la coalition fut exprimée par son leader Berkenheim : « Que nous le voulions ou non, la bourgeoisie est la classe à laquelle appartiendra le pouvoir. » Le vieux révolutionnaire populiste Minor suppliait la Conférence de se prononcer unanimement pour la coalition. Autrement, « inutile de se faire des illusions : nous égorgerons ». — Qui ? criait-on des sièges de gauche. « Nous nous égorgerons entre nous », termina Minor dans un silence sinistre. Mais pourtant, d'après l'idée des cadets, le bloc gouvernemental était nécessaire pour la lutte contre la « voyouterie anarchique » des bolcheviks : « En cela résidait proprement l'idée de la coalition », expliqua Milioukov avec une entière franchise. Alors que Minor espérait que la coalition permettrait de ne pas s'entr'égorger, Milioukov, par contre, espérait fermement que la coalition donnerait la possibilité, à forces jointes, d'égorger les bolcheviks.

Pendant les débats sur la coalition, Riazanov lut un éditorial de la *Rietch* du 29 août que Milioukov avait retiré au dernier moment, laissant dans le journal une colonne blanche : « Oui, nous n'avons pas peur de dire que le général Kornilov poursuivait les mêmes desseins que ceux que nous estimons indispensables pour le salut de la patrie. » La citation fut impressionnante. « Oh ! oui, des sauveteurs ! » — ces mots partent de la gauche de l'assemblée. Mais les cadets ont des défenseurs : car enfin l'éditorial n'a pas été imprimé !

En outre, les cadets n'ont pas été tous pour Kornilov, il faut faire une différence entre les pécheurs et les justes.

« On dit que l'on ne peut accuser le parti cadet d'avoir participé tout entier au soulèvement kornilovien, — répliquait Trotsky. Ici, Znamensky nous a dit, non point pour la première fois, à nous autres bolcheviks : vous avez protesté parce que nous rendions responsable tout votre parti pour le mouvement des 3-5 juillet ; ne revenez pas aux mêmes erreurs, ne rendez pas responsables tous les cadets pour le soulèvement de Kornilov. Mais, dans cette comparaison, il y a, selon moi, un petit lapsus : quand on accusait les bolcheviks d'avoir provoqué le mouvement des 3-5 juillet, il s'agissait de les inviter à prendre place non au ministère, mais bien plutôt dans la prison de Kresty. Cette distinction, je l'espère, ne sera pas contestée par (le ministre de la Justice) Zaroudny. Nous aussi disons : si vous désirez traîner les cadets en prison pour le mouvement kornilovien, ne faites pas la chose en gros, mais examinez séparément chaque cadet sous toutes ses faces. (*Rires ; des voix : Bravo !*) Mais s'il s'agit de faire entrer le parti cadet dans le ministère, le point décisif n'est pas de savoir si tel ou tel cadet s'est trouvé dans la coulisse en accord avec Kornilov ; de savoir que Maklakov se tenait à la table d'écoute quand Savinkov menait des pourparlers télégraphiques avec Kornilov ; de savoir que Roditchev s'était rendu dans la province du Don et avait eu des pourparlers politiques avec Kalédine ; non, l'affaire n'est point là ; elle consiste en ceci que toute la presse bourgeoise ou bien a salué ouvertement l'action de Kornilov, ou bien a gardé un silence prudent, en attendant la victoire de celui-ci... Voilà pourquoi je dis que vous n'avez point de partenaires pour la coalition ! »

Le lendemain, un représentant d'Helsingfors et de Svéaborg, le matelot Chichkine, disait, sur le même thème, plus brièvement et persuasivement : « Le ministère de coalition ne jouira chez les matelots de la flotte baltique et de la garnison de Finlande ni de la confiance, ni d'un appui... Contre la création d'un ministère de coalition, les matelots ont hissé les pavillons de combat. » Les arguments de la raison n'agissaient point. Le matelot Chichkine employait l'argument des pièces d'artillerie navale. Il fut entièrement

approuvé par d'autres matelots qui montaient la garde aux issues de la salle des séances. Boukharine raconta plus tard comment « les matelots placés en sentinelles par Kérénsky pour protéger la Conférence démocratique contre nous autres bolcheviks, s'adressaient à Trotsky et lui demandaient en faisant cliqueter leurs baïonnettes : « Est-ce qu'on va pouvoir bientôt travailler avec ce truc-là ? » Il n'y avait là qu'une répétition de la question que les matelots de l'*Aurore* avaient posée dans leur entrevue avec les prisonniers de Kresty. Mais maintenant les temps approchaient.

Si l'on néglige les nuances, il est facile d'établir dans la Conférence trois groupes : un centre vaste mais extrêmement instable, qui n'ose pas prendre le pouvoir, accepte la coalition mais ne veut point des cadets ; une aile droite, faible, qui tient pour Kérénsky et la coalition avec la bourgeoisie sans aucune limitation ; une aile gauche, deux fois plus forte, qui tient pour le pouvoir des soviets, ou bien pour un gouvernement socialiste. A la réunion des délégués soviétiques de la Conférence démocratique, Trotsky se prononça pour la transmission du pouvoir aux soviets, Martov pour un ministère socialiste homogène. La première formule réunit quatre vingt-six suffrages, la deuxième, quatre-vingt-dix-sept. Formellement il n'y avait guère que la moitié des soviets ouvriers et soldats qui eussent à ce moment des bolcheviks à leur tête, l'autre moitié hésitait entre les bolcheviks et les conciliateurs. Mais les bolcheviks parlaient au nom des puissants soviets des centres les plus industriels et les plus instruits du pays ; dans les soviets, ils étaient infiniment plus forts que dans la Conférence et, dans le prolétariat et l'armée, infiniment plus forts que dans les soviets. Les soviets attardés ne cessaient pas de chercher à rejoindre les plus avancés.

Pour la coalition votèrent à la Conférence 766 députés contre 688, avec 38 abstentions. Les deux camps étaient presque en équilibre ! Un amendement excluant les cadets de la coalition réunit une majorité : 595 voix contre 493 avec 72 abstentions. Mais l'élimination des cadets rendait la coalition inopérante. Par suite, la résolution dans l'ensemble fut rejetée par une majorité de 813 voix, c'est-à-dire par un bloc des flancs extrêmes, partisans résolus et adversaires irréconciliables de la coalition, contre le centre qui avait

fondus jusqu'à 183 voix, avec 80 abstentions. Ce fut le mieux groupé de tous les votes ; mais il fut aussi stérile que l'idée même de la coalition avec les cadets qu'il repoussait. « Sur la question radicalement essentielle — écrit justement Milioukov — la Conférence resta ainsi sans opinion et sans formule. » Que restait-il à faire aux leaders ? Fouler aux pieds la volonté de la « démocratie », qui avait rejeté leur propre volonté. On convoque un présidium de représentants des partis et des groupes pour réviser la question déjà résolue par le plénum. Résultat : 50 voix pour la coalition, 60 contre. Maintenant, semble-t-il, c'est clair. La question de la responsabilité du gouvernement devant l'organe permanent de la Conférence démocratique est entérinée également, à l'unanimité, par le même présidium élargi. Pour l'adjonction à cet organe de représentants de la bourgeoisie, 56 mains se lèvent contre 48 avec 10 abstentions. Survient Kérensky pour déclarer qu'à un gouvernement purement socialiste il refuse de participer. Après cela, le problème se ramène à renvoyer dans leurs foyers les membres de cette malheureuse Conférence, en la remplaçant par une institution dans laquelle les partisans d'une coalition inconditionnée seraient en majorité. Pour arriver au résultat désiré, il suffit de connaître les règles élémentaires de l'arithmétique. Au nom du présidium, Tsérételli soumet à la Conférence une motion disant en substance que l'organe représentatif est appelé « à collaborer à la création du pouvoir » et que le gouvernement doit « sanctionner cet organe » : les rêves de remontrances à Kérensky sont ainsi renvoyés aux archives. Complété dans la proportion convenable avec des représentants de la bourgeoisie, le futur Soviet de la République, ou préparlement, aura pour tâche de sanctionner un gouvernement de coalition comptant des cadets. La résolution de Tsérételli signifie exactement le contraire de ce que voulait la Conférence et de ce que venait de décider le praesidium. Mais la décomposition, l'effondrement, la démoralisation sont tels que l'assemblée adopte la capitulation qu'on lui propose sous une forme légèrement déguisée par 829 voix contre 106, avec 69 abstentions. « Eh bien ! vous avez remporté la victoire pour le moment, messieurs les conciliateurs et messieurs les cadets — écrit le journal des bolcheviks. Jouez votre jeu. Faites une nouvelle expérience. Ce sera la

dernière, nous vous le garantissons. »

« La Conférence démocratique — dit Stankévitch — frappa même ceux qui en avaient pris l'initiative par une extraordinaire dispersion de la pensée. » Dans les partis conciliateurs, « complète discorde » ; de droite, dans le milieu bourgeois, « grognements sourds, calomnie colportées à mi-voix, lent grignotement des derniers restes de l'autorité gouvernementale... Et seulement à gauche, consolidation des forces et de l'état d'esprit ». Voilà ce que dit un adversaire, voilà comment témoigne un ennemi qui, en Octobre encore, tirera sur les bolcheviks. La parade de la démocratie à Pétrograd fut pour les conciliateurs ce que pour Kérensky avait été, à Moscou, la parade de l'unité nationale : une confession publique d'incapacité, une revue du marasme politique. Si la Conférence d'État avait donné une impulsion au soulèvement de Kornilov, la Conférence démocratique déblaya définitivement la route pour l'insurrection des bolcheviks.

Avant de se séparer, la Conférence constitua un organe permanent, en y déléguant 15 % de l'effectif de chaque groupe, au total environ 350 délégués. Les institutions des classes possédantes devaient obtenir en outre 120 sièges. Le gouvernement ajouta de son côté 20 sièges pour les Cosaques. Le tout devait constituer le Soviet de la République, ou préparlement, qui devait représenter la nation jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante.

L'attitude à prendre à l'égard du Soviet de la République posa immédiatement pour les bolcheviks un grave problème de tactique : irait-on ou n'irait-on pas ? Le boycottage des institutions parlementaires du côté des anarchistes et des demi-anarchistes est dicté par le désir de ne pas soumettre leur impuissance à la vérification des masses et de conserver ainsi leur droit à une attitude passivement altière qui ne donne pas froid aux ennemis ni chaud aux amis. Un parti révolutionnaire n'a le droit de tourner le dos au parlement que s'il se donne pour but immédiat de renverser le régime existant ; pendant les années qui se sont écoulées entre les deux révolutions, Lénine a étudié d'une façon très pénétrante les problèmes du parlementarisme révolutionnaire.

Même un parlement censitaire peut s'avérer, et s'est avéré plus d'une fois

dans l'histoire, comme l'expression d'un rapport effectif des classes : telles furent, par exemple, les Doumas d'Empire après la défaite de la Révolution de 1905-1907. Boycoter de tels parlements, c'est boycotter le rapport effectif des forces au lieu de le modifier dans le sens de la révolution. Mais le préparlement de Tsérételli-Kérensky ne répondait en aucune mesure au rapport des forces. Il était engendré par l'impuissance et la ruse des sommets, par la croyance en une mystique des institutions, par le fétichisme de la forme, par l'espoir de soumettre à ce fétichisme un ennemi infiniment plus fort et de le discipliner ainsi.

Pour forcer la révolution à passer, pliant le dos et tête basse, sous le joug du préparlement, il fallait préalablement sinon écraser la révolution, du moins lui infliger une défaite sérieuse. En réalité, la défaite avait été essuyée trois semaines auparavant par l'avant-garde de la bourgeoisie. La révolution, par contre, trouvait un afflux de forces. Elle se donnait pour but non point une république bourgeoise, mais une république d'ouvriers et de paysans, et elle n'avait aucun motif de passer en rampant sous le joug du préparlement, alors qu'elle se développait de plus en plus largement dans les soviets.

Le 20 septembre, le Comité central des bolcheviks convoqua une conférence du parti, composée des délégués bolcheviks de la Conférence démocratique, des membres du Comité central et du Comité de Pétrograd. En qualité de rapporteur au nom du Comité central, Trotsky proposa le mot d'ordre du boycottage à l'égard du préparlement. Cette proposition rencontra l'opposition résolue des uns (Kaménev, Rykov, Riazanov) et l'assentiment des autres (Sverdlov, Ioffé, Staline). Le Comité central, s'étant divisé à parties égales sur la question litigieuse, se vit forcé, en dépit des statuts et de la tradition du parti, de soumettre la question à la décision de la Conférence. Deux rapporteurs : Trotsky et Rykov, se présentèrent pour exprimer des points de vue opposés. Il pouvait sembler, et cela semblait à la majorité, que les ardents débats avaient un caractère de pure tactique. En réalité, la discussion renouvelait les dissensions d'avril et préparait celles d'Octobre. La question était de savoir si le parti adaptait ses tâches au développement de la république bourgeoise ou bien si, vraiment, il se donnait pour but de conquérir

le pouvoir. Par une majorité de soixante-dix-sept voix contre cinquante, la conférence du parti repoussa le mot d'ordre du boycottage. Le 22 septembre, Riazanov trouva la possibilité de déclarer à la Conférence démocratique, au nom du parti, que les bolcheviks envoyaient leurs délégués au préparlement pour zdénoncer, dans cette nouvelle forteresse des conciliateurs, toutes tentatives d'une nouvelle coalition avec la bourgeoisie. Cela avait un ton radical. Mais, au fond, cela signifiait que l'on remplacerait la politique de l'action révolutionnaire par la politique d'une opposition accusatrice.

Les thèses d'avril de Lénine avaient été formellement assimilées par tout le parti ; mais, dans chaque grande question, en dessous d'elles, émergeaient les états d'esprit de mars, encore très forts dans la couche supérieure du parti qui, en bien des points du pays, commençait seulement à se séparer des mencheviks. Lénine ne put se mêler à la discussion qu'avec du retard. Le 23 septembre, il écrivait : « Il faut boycotter le préparlement. Il faut se retirer dans les soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans, se retirer dans les syndicats, se retirer en général dans les masses. Il faut les appeler à la lutte. Il faut leur donner un mot d'ordre juste et clair : chasser la bande bonapartiste de Kérénsky avec son fallacieux préparlement... Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires n'ont pas accepté, même après l'aventure kornilovienne, notre compromis... Lutte implacable contre eux. Implacable leur exclusion de toutes les organisations révolutionnaires... Trotsky était pour le boycottage. Bravo, camarade Trotsky ! Le mot d'ordre du boycottage est battu dans la fraction des bolcheviks qui se sont réunis à la Conférence démocratique. Mais vive le boycottage ! »

Plus la question pénétrait profondément dans le parti, plus définitivement se modifiait le rapport des forces en faveur du boycottage. Dans presque toutes les organisations locales se constituaient une majorité et une minorité. Dans le Comité de Kiev, par exemple, les partisans du boycottage, ayant à leur tête Evguénia Boch, constituaient une faible minorité, mais déjà, quelques jours après, à la conférence de la ville, une majorité écrasante votait une résolution de boycottage du préparlement : « On ne doit pas perdre du temps à bavarder et à semer des illusions. » Le parti se hâtait de corriger ses

sommets.

Pendant ce temps, se débattant contre les molles prétentions de la démocratie, Kérensky faisait tout ce qu'il pouvait pour montrer aux cadets qu'il avait le poing solide. Le 18 septembre, il édicta l'ordonnance inattendue de dissoudre le Comité central de la flotte de guerre. Les matelots répondirent : « Considérer l'ordonnance de dissolution du *Tsentroflot* comme illégale, donc non applicable et exiger qu'elle soit immédiatement rapportée. » A l'affaire se mêla le Comité exécutif ; il procura à Kérensky un prétexte de forme pour retirer, trois jours après, son ordonnance. A Tachkent, le Soviet, composé en majorité de socialistes-révolutionnaires, avait pris entre ses mains le pouvoir, destituant les vieux fonctionnaires. Kérensky envoya au général désigné pour réprimer le soulèvement de Tachkent un télégramme : « N'entrer dans aucuns pourparlers avec les mutins... Les mesures les plus décisives sont nécessaires. » Les troupes arrivèrent, occupèrent la ville et mirent en état d'arrestation les représentants du pouvoir soviétique. Immédiatement éclata une grève générale, avec la participation de quarante syndicats ; pendant huit jours les journaux ne sortirent point, la garnison se mit en effervescence. C'est ainsi que, poursuivant le fantôme de l'ordre, le gouvernement semait l'anarchie bureaucratique.

Le jour même où la Conférence avait voté une résolution contre la coalition avec les cadets, le Comité central du parti cadet invita Konovalov et Kichkine à accepter l'offre faite par Kérensky d'entrer dans le cabinet ministériel. La baguette du chef d'orchestre était, disait-on, celle de Buchanan. Il ne faut pas, probablement, prendre cela trop à la lettre ; sinon Buchanan lui-même, c'était son ombre qui menait le concert : il fallait créer un gouvernement acceptable pour les Alliés. Les industriels et les financiers de Moscou s'entêtaient, cherchaient à se mettre en valeur, posaient des ultimatums. La Conférence démocratique s'épuisait dans des votes successifs, s'imaginant qu'ils avaient une signification réelle. En réalité, la question se décidait au palais d'Hiver, dans les séances plénières des débris du gouvernement avec les représentants des partis de coalition. Les cadets y envoyaient leurs korniloviens les plus ouvertement déclarés. Tous essayaient

de se persuader mutuellement de la nécessité de l'unité. Tsérételli, intarissable puits de lieux communs, découvrit que l'obstacle principal à un accord « se trouvait jusqu'à présent dans une méfiance réciproque... Cette méfiance doit être éliminée ». Le ministre des Affaires étrangères Téréchtchenko calcula que sur cent quatre-vingt-dix-sept jours d'existence du gouvernement révolutionnaire, cinquante-six avaient été occupés par des crises. Et il n'expliqua pas à quoi avaient été employés les autres jours.

Avant même que la Conférence démocratique n'eût adopté la résolution de Tsérételli, contraire à ses desseins, les correspondants des journaux anglais et américains communiquaient par télégraphe que la coalition avec les cadets était garantie et donnaient avec assurance les noms des nouveaux ministres. De son côté, le Conseil moscovite des personnalités en vue, sous la présidence du toujours lui-même Rodzianko, félicitait un de ses membres, Trétiakov, d'avoir été invité à participer au gouvernement. Le 9 août, ces messieurs avaient envoyé un télégramme à Kornilov : « A l'heure dangereuse d'une pénible épreuve, toute la Russie pensante tourne ses regards vers vous avec espoir et avec foi. » Kérénsky accepta avec condescendance l'existence d'un préparlement, sous condition que « l'on reconnaîtrait que l'organisation du pouvoir et le recrutement des membres du gouvernement appartiendraient uniquement au gouvernement provisoire ». Cette condition humiliante fut dictée par les cadets. La bourgeoisie ne pouvait, bien entendu, ne point comprendre que la composition de l'Assemblée constituante serait pour elle beaucoup moins favorable que celle du préparlement : « Les élections à l'Assemblée constituante doivent — d'après Milioukov — donner un résultat tout à fait accidentel et, peut-être, désastreux. » Si, néanmoins, le parti cadet, qui avait récemment encore essayé de subordonner le gouvernement à la Douma tsariste, refusait catégoriquement de reconnaître au préparlement des droits législatifs, c'était seulement et exclusivement parce qu'il ne perdait pas l'espoir d'annihiler l'Assemblée constituante.

« Ou bien Kornilov, ou bien Lénine » — c'est ainsi que Milioukov posait l'alternative. Lénine, de son côté, écrivait : « Ou bien le pouvoir des soviets, ou bien le kornilovisme. Il n'y a pas de milieu. » C'est à ce point que

Milioukov et Lénine coïncidaient dans leur jugement sur la situation, et non point par hasard : en contrepois aux héros de la phrase conciliatrice c'étaient deux représentants sérieux des classes fondamentales de la société. Déjà la Conférence d'État de Moscou avait clairement montré, d'après les termes mêmes de Milioukov, que « le pays se partageait en deux camps entre lesquels il ne pouvait y avoir de conciliation ni d'accord sur le fond ». Mais là où, entre deux camps de la société, il ne peut y avoir d'accord, l'affaire se résout par la guerre civile.

Ni les cadets, ni les bolcheviks ne retiraient, cependant, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante. Pour les cadets elle était nécessaire comme la plus haute instance en appel contre les réformes sociales immédiates, contre les soviets, contre la révolution. L'ombre que la démocratie projetait devant elle, sous l'apparence de l'Assemblée constituante — la bourgeoisie s'en servait pour s'opposer à la vivante démocratie. La bourgeoisie n'aurait pu ouvertement rejeter l'Assemblée constituante qu'après avoir écrasé les bolcheviks. Elle en était encore loin. A l'étape indiquée, les cadets s'efforçaient de garantir l'indépendance du gouvernement contre les organisations liées avec les masses afin de se le soumettre d'autant plus sûrement et intégralement ensuite.

Mais les bolcheviks aussi, qui ne voyaient point d'issue dans les voies de la démocratie formelle, ne renonçaient pas encore à l'idée d'une Assemblée constituante. Et ils ne pouvaient faire autrement sans briser avec le réalisme révolutionnaire. La marche ultérieure des événements créerait-elle des conditions pour la victoire complète du prolétariat ? Cela ne pouvait être prévu avec une absolue certitude. Mais, en dehors de la dictature des soviets et jusqu'à cette dictature, l'Assemblée constituante devait se montrer comme la plus haute conquête de la révolution. Exactement comme les bolcheviks défendaient les soviets de conciliateurs et les municipalités démocratiques contre Kornilov, ils étaient prêts à défendre l'Assemblée constituante contre les attentats de la bourgeoisie.

La crise de trente jours se termina enfin par la création d'un nouveau

gouvernement. Le principal rôle après Kérénsky revenait à un des plus riches industriels de Moscou Konovalov, qui, au début de la révolution, finançait le journal de Gorki, avait été ensuite membre du premier gouvernement de coalition, avait démissionné en protestant après le premier Congrès des soviets, était entré dans le parti cadet quand celui-ci était mûr pour l'affaire kornilovienne, et rentrait maintenant dans le gouvernement, en qualité de vice-président et de ministre du Commerce et de l'Industrie. Outre Konovalov, les postes ministériels furent occupés par : Trétiakov, président du Comité de la Bourse de Moscou, et Smirnov, président du Comité des Industries de guerre de Moscou. Le sucrier de Kiev, Téréchtchenko, restait ministre des Affaires étrangères. Les autres ministres, dans ce nombre les socialistes, ne se distinguaient point par des signes particuliers, mais étaient tout disposés à ne point rompre l'harmonie. L'Entente pouvait être d'autant plus satisfaite du gouvernement, qu'à Londres on laissait comme ambassadeur le vieux diplomate Nabokov, qu'on envoyait à Paris le cadet Maklakov, allié de Kornilov et de Savinkov, à Berne le « progressiste » Efrémov : la lutte pour la paix démocratique était remise entre des mains sûres.

La déclaration du nouveau gouvernement donnait une parodie perfide de la déclaration de la démocratie à Moscou. Le sens de la coalition n'était cependant pas inclus dans le programme des transformations ; il avait d'essayer de parachever l'œuvre des Journées de Juillet : décapiter la révolution en écrasant les bolcheviks. Mais là, le *Rabotchi Pout* (la Voie ouvrière), une des métamorphoses de la *Pravda*, rappelait insolemment aux Alliés ceci : « Vous avez oublié que les bolcheviks sont maintenant les soviets des députés ouvriers et soldats ! » Ce rappel tombait juste sur le point douloureux. « De soi-même — reconnaît Milioukov se posait la question fatale : N'est-il pas trop tard ? N'est-il pas trop tard pour déclarer la guerre aux bolcheviks ? »

Oui, probablement, vraiment trop tard. Le jour où se formait le nouveau gouvernement avec six ministres bourgeois et dix à demi-socialistes, s'achevait la formation du nouveau Comité exécutif du Soviet de Pétrograd, qui comprenait treize bolcheviks, six socialistes-révolutionnaires et trois

mencheviks. La coalition gouvernementale fut accueillie par le Soviet dans une résolution proposée par Trotsky, son nouveau président. « Le nouveau gouvernement... entrera dans l'histoire de la révolution comme un gouvernement de guerre civile... La nouvelle de la formation d'un nouveau pouvoir rencontrera du côté de toute la démocratie révolutionnaire une seule réponse : *Démission !...* S'appuyant sur cette voix unanime de la véritable démocratie, le congrès panrusse des soviets créera un pouvoir véritablement révolutionnaire. » Les adversaires avaient envie de ne voir dans cette résolution qu'un vote ordinaire de défiance. En réalité, c'était un programme d'insurrection. Pour que le programme fût rempli, il faudrait juste un mois.

La courbe économique continuait à décliner brutalement. Le gouvernement, le Comité exécutif central, le préparlement bientôt reconstitué enregistraient les faits et les symptômes de déclin comme des motifs contre l'anarchie, les bolcheviks, la révolution. Mais ils n'avaient même pas l'ombre d'un plan économique. Le service qui existait auprès du gouvernement pour la réglementation de l'économie générale ne fit pas une seule démarche sérieuse. Les industriels fermaient les entreprises. Le mouvement ferroviaire était restreint par suite du manque de charbon. Dans les villes s'éteignaient les centrales d'électricité. La presse hurlait à la catastrophe. Les prix montaient. Les ouvriers faisaient grève, une catégorie après l'autre, malgré les avertissements du parti, des soviets, des syndicats. N'évitaient les conflits que les couches de la classe ouvrière qui marchaient déjà entièrement vers l'insurrection. Et, semble-t-il, c'était Pétrograd qui restait le plus calme.

Par son inattention devant les masses, par son indifférence étourdie devant leurs besoins, par des phrases provocatrices en réponse aux protestations et aux cris de désespoir, le gouvernement soulevait tout le monde contre lui. On eût cru qu'il faisait exprès de rechercher des conflits. Les ouvriers et les employés de chemins de fer, presque depuis l'insurrection de Février, réclamaient un relèvement des salaires. Les commissions se succédaient, personne ne donnait de réponse, les cheminots étaient de plus en plus irrités. Les conciliateurs les calmaient. Le *Vikjel* (Comité exécutif panrusse des cheminots) imposait la modération. Mais, le 24 septembre, il y eut une

explosion. C'est seulement alors que le gouvernement se ressaisit, certaines concessions furent faites aux cheminots, et la grève, qui était déjà arrivée à s'étendre à une grande partie du réseau, cessa le 27 septembre.

Août et septembre deviennent les mois d'une rapide aggravation de la situation économique. Déjà, pendant les journées korniloviennes, la ration de pain avait été réduite, à Moscou comme à Pétrograd, à une demi-livre par jour. Dans le district de Moscou, on commença à ne plus délivrer que deux livres par semaine. Les contrées de la Volga, le Midi, le front et l'arrière tout proche, toutes les régions du pays passent par une terrible crise d'approvisionnement. Dans la région textile voisine de Moscou, certaines fabriques commencèrent à être affamées au sens littéral du mot. Les ouvriers et les ouvrières de la fabrique Smirnov — le propriétaire avait justement été enrôlé en ces jours-là comme contrôleur d'État dans la nouvelle coalition ministérielle — manifestaient dans la localité voisine d'Orékovo-Zouévo avec des pancartes : « Nous avons faim. » « Nos enfants ont faim. » « Quiconque n'est pas avec nous est contre nous. » Les ouvriers d'Orékovo-Zouévo et les soldats de l'hôpital militaire de l'endroit partageaient avec les manifestants leurs misérables rations : c'était une autre coalition qui s'élevait contre celle du gouvernement.

Les journaux, chaque jour, enregistraient de nouveaux et de nouveaux foyers de conflits et de révoltes. Les protestations venaient des ouvriers, des soldats, du petit peuple des villes. Les femmes de soldats exigeaient un relèvement des allocations, le logement et le bois d'hiver. L'agitation des Cent-Noirs tâchait de se trouver un aliment dans la faim des masses. Le journal cadet de Moscou, les *Rouskié Viédomosti* (Informations russes) qui, autrefois, combinait le libéralisme avec le populisme, considérait maintenant avec haine et dégoût le véritable peuple. « Dans toute la Russie a déferlé une grande vague de désordre, écrivaient les professeurs libéraux. La violence des éléments déchaînés et de stupides pogromes... gênent plus que tout la lutte contre le flot... Recourir aux mesures de répression, à la collaboration de la force armée... mais, c'est précisément cette force armée, dans la personne des soldats des garnisons locales, qui joue le rôle principal dans les pogromes...

La foule... descend dans la rue et commence à se sentir maîtresse de la situation. »

Le procureur de Saratov faisait savoir au ministre de la Justice Maliantovitch, qui, à l'époque de la première révolution, s'était compté parmi les bolcheviks : « Le principal malheur, contre lequel il n'y a point possibilité de lutter, ce sont les soldats... Les lynchages, les arrestations et perquisitions arbitraires, toutes les réquisitions possibles — tout cela, dans la majorité des cas, est effectué ou bien exclusivement par des soldats, ou bien avec leur participation directe. » A Saratov même, dans les chefs-lieux de districts, dans les bourgs, « complète déficience d'une aide quelconque aux services judiciaires ». Le parquet n'arrive pas à enregistrer les crimes qui sont accomplis par tout le peuple.

Les bolcheviks ne se faisaient pas d'illusions au sujet des difficultés qui devaient les assaillir avec le pouvoir. « En proclamant le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » — disait le nouveau président du Soviet de Pétrograd — nous savons que ce mot d'ordre ne cautérise pas instantanément tous les ulcères. Nous avons besoin d'un pouvoir constitué sur le modèle de la direction d'un syndicat qui donne aux grévistes tout ce qu'il peut, ne cache rien, et quand il ne peut donner, en convient franchement... »

Une des premières séances du gouvernement fut consacrée à « l'anarchie » dans les provinces, surtout dans les campagnes. Il fut de nouveau reconnu indispensable « de ne point s'arrêter devant les mesures les plus résolues ». Entre temps, le gouvernement découvrait que la cause des insuccès de la lutte contre les désordres résidait dans « l'insuffisante popularité » des commissaires gouvernementaux parmi les masses de la population paysanne. Pour remédier à la situation, il fut décidé d'organiser d'urgence dans toutes les provinces qu'avaient gagnées les désordres « des comités extraordinaires du gouvernement provisoire ». Dès lors, la paysannerie devra accueillir les expéditions punitives par des acclamations.

D'irrésistibles forces historiques entraînaient les dirigeants vers la chute. Personne ne croyait sérieusement au succès du nouveau gouvernement.

L'isolement de Kérensky était irréparable. Les classes possédantes ne pouvaient oublier qu'il avait trahi Kornilov. « Quiconque était prêt à se battre contre les bolcheviks — écrit l'officier cosaque Kakliouguine — ne voulait pas le faire au nom et pour la défense du gouvernement provisoire. » Tout en s'accrochant au pouvoir, Kérensky lui-même n'osait en faire un emploi quelconque. La force croissante de la résistance paralysait à fond sa volonté. Il éludait toutes décisions et évitait le palais d'Hiver, où la situation l'obligeait à agir. Presque immédiatement après la formation du nouveau gouvernement, il glissa subrepticement la présidence à Konovalov et partit lui-même pour le Grand Quartier Général, où l'on n'avait pas le moins du monde besoin de lui. Il ne revint à Pétrograd que pour ouvrir le préparlement. Retenu par les ministres, il n'en repartit pas moins, le 14, pour le front. Kérensky fuyait un sort qui le harcelait.

Konovalov, le plus proche collaborateur de Kérensky et son remplaçant, tombait, d'après Nabokov, dans le désespoir en voyant l'inconstance de Kérensky et l'absolue impossibilité de compter sur sa parole. Mais les états d'âme des autres membres du Cabinet différaient peu de ceux de leur chef. Les ministres scrutaient anxieusement, prêtaient l'oreille, attendaient, se tiraient d'affaire par des paperasses et s'occupaient de vécilles. Le ministre de la Justice Maliantovitch fut, raconte Nabokov, extrêmement préoccupé quand il apprit que les sénateurs n'avaient pas voulu recevoir leur nouveau collègue Sokolov en redingote noire. « Qu'en pensez-vous ? Que faut-il faire ? demandait Maliantovitch angoissé. D'après un rite établi par Kérensky et qui était rigoureusement observé, les ministres s'interpellaient entre eux, non point selon l'usage russe, par le prénom et le patronyme, comme de simples mortels, mais, d'après la fonction — « Monsieur le ministre de ceci ou de cela » — comme il convient aux représentants d'un pouvoir fort. Les souvenirs de ceux qui furent du gouvernement ont un air satirique. Au sujet de son ministre de la Guerre, Kérensky lui-même écrivait par la suite : « Ce fut la plus malencontreuse de toutes les nominations : Verkhovsky apporta dans son activité quelque chose d'imperceptiblement comique. » Mais le malheur est en ceci qu'une nuance de comique involontaire s'étendait sur toute l'activité

du gouvernement provisoire : ces gens ne savaient ce qu'ils avaient à faire ni comment se tourner. Ils ne gouvernaient pas, mais ils jouaient aux gouvernants comme des écoliers jouent au soldat — seulement c'était bien moins amusant.

Parlant en témoin, Milioukov caractérise en traits fort nets l'état d'esprit du chef du gouvernement en cette période : « Ayant perdu le terrain sous lui, plus cela durait, plus Kérénsky manifestait tous les symptômes d'un état pathologique qui pourrait s'appeler, dans le langage de la médecine, « une neurasthénie psychique ». Le cercle des proches amis savait depuis longtemps qu'après des moments d'extrême déchéance de l'énergie, dans la matinée, Kérénsky passait, dans la seconde moitié de la journée, à une extrême excitation sous l'influence des produits pharmaceutiques qu'il absorbait. » Milioukov explique l'influence particulière du ministre cadet Kichkine, psychiatre de sa profession, par son habile façon de traiter le patient. Nous laissons entièrement ces renseignements sous la responsabilité de l'historien libéral qui avait, à vrai dire, toutes les possibilités de savoir la vérité, mais qui était loin de choisir toujours la vérité comme son plus haut critère.

Les témoignages d'un Stankévitch, si proche de Kérénsky, confirment la caractéristique sinon psychiatrique, du moins psychologique, donnée par Milioukov. « Kérénsky produisit sur moi — écrit Stankévitch — l'impression de quelque chose de désertique dans toute la situation et d'un calme étrange, inouï. Auprès de lui se trouvaient seulement ses inévitables petits « aides de camp ». Mais il n'y avait plus la foule qui l'avait auparavant entouré, ni les délégations, ni les projecteurs... Il y eut d'étranges loisirs et j'eus la rare possibilité de causer avec lui pendant des heures entières, au cours desquelles il montrait une bizarre nonchalance. »

Toute nouvelle transformation du gouvernement s'accomplissait au nom d'un pouvoir fort, et chaque nouveau cabinet ministériel débutait sur le ton majeur, pour tomber peu de jours après dans la prostration. Il attendait ensuite une impulsion extérieure pour s'écrouler. L'impulsion était chaque fois donnée par le mouvement des masses. La transformation du gouvernement, si

l'on rejette les apparences trompeuses, se produisait chaque fois dans une direction opposée au mouvement des masses. Le passage d'un gouvernement à un autre était rempli par une crise qui, chaque fois, prenait un caractère de plus en plus persistant et morbide. Chaque nouvelle crise gaspillait une partie du pouvoir de l'État, affaiblissait la révolution, démoralisait les dirigeants. Le Comité exécutif des deux premiers mois avait pu tout faire, même appeler nominalement au pouvoir la bourgeoisie. Dans les deux mois qui suivirent, le gouvernement provisoire, joint au Comité exécutif, pouvait encore beaucoup, même ouvrir une offensive sur le front. Le troisième gouvernement, avec un Comité exécutif affaibli, était capable d'entreprendre l'écrasement des bolcheviks, mais n'était pas capable de le mener jusqu'au bout. Le quatrième gouvernement, qui surgit après la plus longue crise, n'était déjà plus capable de rien. A peine né, il se mourait et, les yeux ouverts, attendait son fossoyeur.

La paysannerie devant Octobre

[Retour à la table des matières](#)

La civilisation a fait du paysan un âne qui porte le bât. La bourgeoisie, en fin de compte, a seulement modifié la forme du bât. A peine supportée au seuil de la vie nationale, la paysannerie reste en somme arrêtée devant le seuil de la science. L'historien s'intéresse d'ordinaire à elle aussi peu qu'un critique théâtral peut s'intéresser aux obscurs personnages qui balaient les planches, portent sur leur dos le ciel et la terre et nettoient les costumes des artistes. La participation des paysans aux révolutions du passé reste jusqu'à présent à peine élucidée.

« La bourgeoisie française a commencé par émanciper les paysans — écrivait Marx en 1848. Avec l'aide des paysans, elle a conquis l'Europe. La bourgeoisie prussienne était si butée à ses intérêts étroits, immédiats, qu'elle a perdu même cet allié et en a fait un instrument dans les mains de la contre-révolution féodale. » Dans cette contradiction, il y a de vrai ce qui se rapporte à la bourgeoisie allemande ; mais affirmer que « la bourgeoisie française aurait commencé par émanciper les paysans », c'est faire écho à la légende officielle française, qui exerça en son temps une influence, même sur Marx. En réalité, la bourgeoisie, au sens propre du mot, s'opposait à la révolution paysanne dans toute la mesure de ses forces. Déjà, des cahiers de doléances de 1789, les leaders provinciaux du Tiers-État rejetaient, sous apparence d'une

meilleure rédaction, les revendications les plus violentes et les plus hardies. Les fameuses décisions de la nuit du 4 août, adoptées par l'Assemblée nationale sous le ciel rouge des villages qui flambaient, restèrent longtemps une formule pathétique sans contenu. Les paysans qui ne voulaient pas se résigner à être dupes, l'Assemblée constituante les appelait à « revenir à l'accomplissement de leurs devoirs et à considérer la propriété (féodale !) avec le respect convenable ». La garde nationale se mit en marche plus d'une fois pour réprimer des mouvements dans les campagnes. Les ouvriers des villes prenant le parti des paysans insurgés, accueillaient la répression bourgeoise à coups de pierres et de tessons de tuiles.

Pendant cinq ans, les paysans français se soulevèrent à tous les moments critiques de la révolution, s'opposant à un accommodement entre les propriétaires féodaux et les propriétaires bourgeois. Les sans-culottes de Paris, versant leur sang pour la République, délivrèrent les paysans des entraves du féodalisme. La République française de 1792 marquait un nouveau régime social, différent de celui de la République allemande de 1918 ou de la République espagnole de 1931 qui représentent le vieux régime avec la dynastie en moins. A la base de cette distinction, il n'est pas difficile de reconnaître la question agraire.

Le paysan français ne songeait point d'une façon directe à la république : il voulait bouter dehors le hobereau. Les républicains de Paris oubliaient d'ordinaire le village. Mais c'est seulement la poussée des paysans contre les propriétaires qui garantissait la création de la république, débarrassant pour elle le terrain du bric-à-brac féodal. Une république avec une noblesse n'est pas une république. Cela avait été parfaitement compris par le vieux Machiavel qui, quatre cents ans avant la présidence d'Ebert, étant exilé à Florence, entre la chasse aux merles et le jeu de trictrac avec un boucher, généralisait l'expérience des révolutions démocratiques : « Quiconque veut fonder une république dans un pays où il y a beaucoup de nobles ne pourra le faire qu'après les avoir exterminés tous. » Les moujiks russes étaient en somme du même avis, et ils le manifestèrent bien ouvertement sans aucun « machiavélisme ».

Si Pétrograd et Moscou jouaient un rôle dirigeant dans le mouvement des ouvriers et des soldats, la première place dans le mouvement paysan doit être attribuée au centre agricole arriéré de la Grande Russie et à la région centrale de la Volga. Là, les survivances du régime de servage gardaient des racines particulièrement profondes, la propriété agraire des nobles avait son caractère le plus parasitaire, la différenciation de la classe paysanne était en retard, dévoilant d'autant plus la misère du village. Ayant éclaté dans cette région dès le mois de mars, le mouvement se nuance aussitôt de terreur. Par des efforts des partis dirigeants, il est bientôt canalisé dans le lit de la politique conciliatrice.

Dans l'Ukraine industriellement arriérée, l'agriculture qui travaillait pour l'exportation prit un caractère beaucoup plus progressiste, par conséquent plus capitaliste. La ségrégation dans la paysannerie fut ici poussée beaucoup plus loin que dans la Grande Russie. La lutte pour l'émancipation nationale enrayait, du moins pour un certain temps, les autres formes de lutte sociale. Mais les différences de conditions régionales et même nationales se traduisirent, en fin de compte, seulement par la diversité des échéances. Vers l'automne, le territoire du soulèvement des ruraux s'étend à presque tout le pays. Sur 624 districts composant l'ancienne Russie, le mouvement en a gagné 482, soit 77 % ; et, exception faite des régions limitrophes qui se distinguent par des conditions agraires spéciales : la région du Nord, la Transcaucasie, la région des steppes et la Sibérie, sur 481 districts l'insurrection paysanne englobe 439 districts, soit 91 %.

Les modalités de la lutte sont diverses, suivant qu'il s'agit de labours, de forêts, de pâturages, de fermages ou bien de travail salarié. La lutte change de formes et de méthodes aux diverses étapes de la révolution. Mais, dans l'ensemble, le mouvement dans les campagnes se déroula, avec un retard inévitable, en passant par les deux mêmes grandes phases qui avaient été celles du mouvement dans les villes. A la première étape, la paysannerie s'adapte encore au nouveau régime et s'efforce de résoudre ses problèmes au moyen des nouvelles institutions. Cependant, ici encore, il s'agit plus de la forme que du contenu. Un journal libéral de Moscou qui, jusqu'à la révolution

se nuancait des couleurs populistes, exprimait avec une spontanéité louable le sentiment intime des cercles de propriétaires pendant l'été de 1917 : « Le moujik regarde autour de lui, pour l'instant il n'entreprend rien encore, mais voyez bien dans ses yeux, et ses yeux disent que toute la terre qui s'étend autour de lui est à lui. » On a la clef irremplaçable de la politique « pacifique » de la paysannerie dans un télégramme envoyé en avril par un des bourgs de la province de Tambov au gouvernement provisoire : « Nous désirons garder le calme dans l'intérêt des libertés conquises, et c'est pourquoi interdisez de louer les terres des propriétaires jusqu'à l'Assemblée constituante, autrement nous verserons le sang et ne permettrons à personne d'autre de labourer. »

Il était d'autant plus commode au moujik de garder le ton de la menace respectueuse qu'avec la pression sur les droits historiquement acquis, il n'avait presque pas eu l'occasion de se heurter directement à l'État. Dans les localités, il n'existait pas d'organes du pouvoir gouvernemental. Les comtés de canton (*volosti*) disposaient de la milice. Les tribunaux étaient en désarroi. Les commissaires locaux étaient impuissants. « C'est nous qui t'avons élu — leur criaient les paysans — c'est aussi nous qui te chasserons. »

Développant la lutte des mois précédents, la paysannerie pendant le cours de l'été s'approche de plus en plus de la guerre civile et son aile gauche en passe le seuil. D'après une communication des propriétaires de terres de l'arrondissement de Taganrog, les paysans s'emparent arbitrairement des foins, des terres, s'opposent aux labours, fixent à leur gré les prix de fermage, expulsent les maîtres et les gérants. D'après le rapport du commissaire de Nijni-Novgorod, les violences et les saisies de terres et de bois dans la province sont devenues plus fréquentes. Les commissaires de districts ont peur de se montrer aux yeux des paysans comme les protecteurs des gros propriétaires. La milice rurale est peu sûre : « Il y eut des cas où les membres de la milice participèrent avec la foule aux violences. » Dans le district de Schlussembourg, le comité de canton interdit aux propriétaires de couper du bois dans leurs propres domaines. L'idée des paysans était simple : aucune Assemblée constituante ne pourra reconstituer avec les chicots les arbres abattus. Le commissaire du ministère de la Cour se plaint de la saisie des

herbages : on est obligé d'acheter du foin pour les chevaux du palais ! Dans la province de Koursk, les paysans se sont partagé les jachères amendées de Téréchtchenko : le propriétaire est ministre des Affaires étrangères. A Schneider, propriétaire de haras dans la province d'Orel, les paysans déclarèrent que non seulement ils allaient faucher dans son domaine le trèfle, mais que lui-même serait envoyé par eux à la Caserne, comme soldat. Le régisseur du domaine de Rodzianko reçut du comité de canton l'ordre de céder les prés aux paysans : « Si vous n'obéissez pas au comité agraire, on fera avec vous autrement, on vous arrêtera. » Signature et cachet.

De tous les coins du pays affluent les plaintes et les lamentations : des propriétaires victimes, des autorités locales, d'honorables témoins. Les télégrammes des propriétaires de terres constituent la plus éclatante réfutation des grossières théories de la lutte de classes. Personnages titrés et maîtres de latifundia, tenants du servage, cléricaux et laïcs, se préoccupent exclusivement du bien général. L'ennemi, ce n'est pas le paysan, ce sont les bolcheviks, parfois les anarchistes. Leurs propres domaines intéressent les landlords exclusivement du point de vue de la prospérité de la patrie.

Trois cents membres du parti cadet de la province de Tchernigov, déclarent que les paysans, excités par les bolcheviks, débauchent les prisonniers de guerre et procèdent arbitrairement à la récolte des blés : en résultat, cette menace : « l'impossibilité de payer les impôts ». Les propriétaires libéraux voyaient le sens de l'existence dans le soutien du Trésor ! La succursale de la Banque d'État de Podolsk se plaint des agissements arbitraires des comités de canton, « dont les présidents sont souvent des prisonniers autrichiens ». Ici parle le patriotisme offensé. Dans la province de Vladimir, dans le domaine du notaire Odintsov, on enlève des matériaux de construction « préparés pour des œuvres de bienfaisance ». Les notaires ne vivent que pour des œuvres humanitaires ! L'évêque de Podolsk fait savoir que l'on s'est emparé arbitrairement d'une forêt qui appartient à l'évêché. Le Haut-Procureur du Synode se plaint que l'on ait saisi les prés de la Laure Alexandre-Nevsky. L'abbesse du monastère de Kizliar appelle les foudres sur les membres du soviet local : ils se mêlent des affaires du

monastère, confisquent à leur profit les loyers de fermage, « excitent les religieuses contre les autorités ». En des cas pareils étaient atteints directement les intérêts de l'Église. Le comte Tolstoï, un des fils de Léon Tolstoï, communique au nom de l'Union des propriétaires ruraux de la province d'Oufim que la transmission de la terre aux comtés locaux, « sans attendre la décision de l'Assemblée constituante... provoquera une explosion de mécontentement... parmi les paysans propriétaires qui sont, dans la province, au nombre de plus de deux cent mille ». Ce propriétaire de haute lignée se soucie exclusivement de son moindre frère. Le sénateur Belhardt, propriétaire dans la province de Tver, est prêt à se résigner aux coupes faites dans les bois, mais s'afflige de voir que les paysans « ne veulent pas se soumettre au gouvernement bourgeois ». Véliaminov, propriétaire dans la province de Tambov, demande que l'on sauve deux domaines qui « servent aux besoins de l'armée ». Tout à fait par hasard, il se trouve que ces domaines sont sa propriété. Pour les philosophes de l'idéalisme, les télégrammes des propriétaires en 1917 sont un véritable trésor. Le matérialiste y verra plutôt une exposition de modèles de cynisme. Il ajoutera, peut-être, que les grandes révolutions ôtent aux possédants même la possibilité d'une hypocrisie décente.

Les pétitions des victimes envoyées aux autorités de district et de province, au ministre de l'Intérieur, au président du conseil des ministres, restent en général sans résultat. A qui donc demander de l'aide ? A Rodzianko, président de la Douma d'État. Entre les Journées de Juillet et le soulèvement kornilovien, le chambellan se sent redevenu un personnage influent : bien des choses se font d'après son appel téléphonique.

Les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur expédient dans les provinces des circulaires enjoignant de traduire les coupables devant les tribunaux. Des rustres, des propriétaires de la province de Samara, télégraphient en réponse : « Les circulaires non signées par les ministres socialistes n'ont pas d'effet. » Ainsi se manifeste l'utilité du socialisme. Tsérételli dut surmonter sa modestie : le 18 juillet, il envoie une instruction prolixe, prescrivant « des mesures rapides et résolues ». De même que les

propriétaires, Tsérételli ne se soucie que de l'armée et de l'État. Il semble pourtant aux paysans que Tsérételli a pris les propriétaires sous sa protection.

Dans les méthodes de répression du gouvernement il y a un revirement. Jusqu'à Juillet l'on s'en tirait surtout par de beaux discours. Si des détachements de troupes étaient envoyés dans les provinces, c'était seulement pour faire la couverture de l'orateur gouvernemental. Après la victoire remportée sur les ouvriers et les soldats de Pétrograd, les équipes de cavalerie, déjà sans discoureurs, sont mises directement à la disposition des propriétaires. Dans la province de Kazan, une des plus troublées, on ne put — d'après le jeune historien Iougov — que « par des arrestations, par l'introduction de détachements d'armée dans les villages, et même par le rétablissement du châtiment des verges... contraindre les paysans à se résigner pour quelque temps ». Et en d'autres endroits, la répression n'est pas inefficace. Le nombre des domaines de propriétaires nobles éprouvés s'abaisse en juillet de 516 à 503. En août, le gouvernement réussit à obtenir d'autres succès : le nombre des districts troublés tomba de 325 à 288, c'est-à-dire de 11 % ; le nombre des domaines atteints par le mouvement se réduisit même de 33 %.

Certaines régions, des plus agitées jusqu'alors, se calment ou passent au second plan. Par contre, les régions qui, hier encore étaient sûres, entrent aujourd'hui dans la voie de la lutte. Il n'y a pas plus d'un mois, le commissaire de Penza dessinait un tableau consolant : « La campagne s'occupe de la moisson... On se prépare aux élections pour les *zemstvos* de canton. La période de crise gouvernementale s'est écoulée dans le calme. La formation du nouveau gouvernement a été accueillie avec une grande satisfaction. « En août, de cette idylle, il ne reste déjà plus trace : « On vient en masse piller les jardins fruitiers et couper le bois... Pour la liquidation des désordres, il faut recourir à la force armée. » D'après son caractère général, le mouvement estival se rapporte encore à la période « pacifique ». Cependant, l'on y observe déjà des symptômes, à vrai dire faibles, mais indubitables, de radicalisation : si, pendant les quatre premiers mois, les attaques directes contre les manoirs diminuent, dès juillet elles reviennent en augmentation. Les

chercheurs établissent dans l'ensemble cette classification des conflits de juillet dans l'ordre d'une courbe descendante : saisies de prés, de moissons, d'approvisionnements et de fourrages, de labours, de matériel agricole ; lutte pour les salaires de louage ; saccages de domaines. En août : saisies de moissons, de réserves d'approvisionnements et de fourrages, de pâturages et de prés, de terres et de bois ; la terreur agraire.

Au début de septembre, Kérénsky, en qualité de généralissime, reproduit dans une ordonnance spéciale les menaces récentes de son prédécesseur Kornilov contre « les actes de violence » venant des paysans. Quelques jours après, Lénine écrit : « Ou bien... toute la terre aux paysans immédiatement... Ou bien les propriétaires et les capitalistes pousseront l'affaire jusqu'à une insurrection paysanne épouvantable. » Dans le courant du mois suivant, cela devint un fait.

Le nombre des domaines auxquels s'étendirent les conflits agraires, en septembre, s'éleva, comparativement au mois d'août, de trente pour cent ; en octobre, par comparaison avec septembre, de quarante-trois pour cent. Pour septembre et les trois premières semaines d'octobre, il faut compter plus du tiers de tous les conflits agraires enregistrés depuis mars. Leur hardiesse s'était cependant accrue infiniment plus que leur nombre. Dans les premiers mois, même les saisies directes de divers biens-fonds prenaient l'apparence de tractations atténuées et dissimulées par les organes conciliateurs. Maintenant, le masque de la légalité tombe. Chacune des branches du mouvement prend un caractère plus intrépide. Délaissant divers aspects et degrés de pression, les paysans en viennent à la saisie par la violence des parties essentielles des domaines, au saccage des nids des propriétaires nobles, à l'incendie des manoirs, même au meurtre des propriétaires et des régisseurs.

La lutte pour la modification des conditions de fermage qui, en juillet, était supérieure pour le nombre des cas au mouvement de destruction, constitue en octobre moins du quarantième des saccages, et le mouvement même des fermiers change de caractère, devenant seulement une autre manière d'expulser les propriétaires. L'interdiction d'acheter ou de vendre des

terres ou des bois est remplacée par la saisie directe. Des coupes sombres dans les forêts, le bétail lâché sur les terres, de telles mesures prennent le caractère d'une destruction intentionnelle des biens-fonds. On a enregistré en septembre deux cent soixante-dix-neuf cas de saccage de propriétés ; ils constituent déjà plus de la huitième partie de tous les conflits. Octobre donne plus de quarante-deux pour cent de tous les cas de destruction enregistrés par la milice entre l'insurrection de Février et celle d'Octobre.

La lutte prit un caractère particulièrement acharné au sujet des bois. Les villages étaient fréquemment consumés par des incendies. Le bois de construction était rigoureusement gardé et se vendait cher. Il y eut chez le moujik famine de bois. En outre, le temps était venu de faire des provisions pour le chauffage d'hiver. Des provinces de Moscou, de Nijni-Novgorod, de Pétrograd, d'Orel, de la Volhynie, de tous les points du pays arrivent des plaintes sur la destruction des forêts et la saisie des réserves de bois. « Les paysans procèdent de leur propre gré et impitoyablement à la coupe des arbres. » « Les paysans ont brûlé deux cents déciatines de forêts appartenant à des propriétaires nobles. » « Les paysans des districts de Klimov et de Tchérikov détruisent les bois et dévastent les cultures d'automne... » Les gardes forestiers s'enfuient. Un gémissement s'élève dans les bois de la noblesse, les copeaux volent par tout le pays. La hache du moujik bat pendant tout l'automne au rythme fiévreux de la révolution.

Dans les régions qui importent du blé, la situation du ravitaillement est encore plus grave que dans les villes. On manquait non seulement de subsistances, mais même de semences. Dans les régions qui exportaient, la situation n'était guère meilleure, les ressources alimentaires étant pompées sans relâche. Le relèvement des prix obligatoires sur les céréales frappa durement les pauvres. Dans un bon nombre de provinces se déclarèrent des troubles de famine, on pilla des greniers, on attaqua les préposés au ravitaillement. La population en venait aux succédanés du pain. Des nouvelles se répandaient, annonçant des cas de scorbut et de typhus, des suicides causés par des situations sans issue. La famine ou bien son spectre rendaient particulièrement intolérable le voisinage du bien-être et du luxe. Les couches

les plus nécessaires de la campagne prenaient place dans les premiers rangs.

Les vagues d'irritation soulevaient du fond bien de la bourbe. Dans la province de Kostroma. « On observe une agitation de Cent-Noirs et d'antisémites. La criminalité augmente... On note une diminution de l'intérêt à l'égard de la vie politique du pays ». Cette dernière phrase, dans le rapport du commissaire, signifie que les classes éduquées tournent le dos à la révolution. Soudainement retentit, dans la province de Podolsk, la voix du monarchisme Cent-Noir : le comité du bourg de Démidovka ne reconnaît pas le gouvernement provisoire et considère « comme le plus fidèle du peuple russe » l'empereur Nicolas Alexandrovitch : si le gouvernement provisoire ne s'en va pas, « nous nous joindrons aux Allemands ». Des aveux si hardis étaient cependant choses rares : les monarchistes parmi les paysans avaient depuis longtemps changé de couleur à la suite des propriétaires. En certains endroits, et dans cette même province de Podolsk, les troupes, avec les paysans, dévastent les usines des distillateurs. Le commissaire fait un rapport sur l'anarchie. « Les villages et les gens sont en perdition ; la révolution va à sa perte. » Non, la révolution est loin d'aller à sa perte. Elle se creuse un lit plus profond. Ses eaux impétueuses s'approchent de l'estuaire.

Dans la nuit du 7 au 8 septembre, les paysans du bourg Sytchevka, de la province de Tambov, avec des triques et des fouets, allant de maison en maison, convoquent tout le monde, du plus petit au plus grand, à tout démolir chez le propriétaire Romanov. A l'assemblée communale, un groupe propose de saisir le domaine en bon ordre, de partager les biens entre la population, de conserver les édifices pour des buts culturels. Les pauvres exigent qu'on brûle le manoir, qu'on n'en laisse pas pierre sur pierre. Les pauvres sont les plus nombreux. Dans la même nuit une mer de feu s'étendit aux domaines de tout le canton. On brûla tout ce qui était susceptible d'être brûlé, même une plantation modèle, on égorga du bétail de race, « on se saoula follement ». Le feu gagne d'un canton à l'autre. L'armée aux chausses de teille ne se borne plus à employer les fourches et les faux patriarcales. Le commissaire de la province télégraphie : « Les paysans et des inconnus, armés de revolvers et de grenades, saccagent les domaines dans les districts de Ranenbourg et de

Riajsk. » La guerre avait apporté une riche technique à l'insurrection paysanne. L'Union des propriétaires signale qu'en trois jours on a brûlé vingt-quatre domaines. « Les autorités locales sont impuissantes à établir l'ordre. » Avec du retard arriva un détachement expédié par le commandant des troupes, l'état de siège fut déclaré, les réunions interdites ; on arrêtait les instigateurs. Les ravins étaient comblés des biens des propriétaires, les rivières engloutissent beaucoup de ce qui a été pillé.

Un paysan de Penza, Béguichev, raconte : « En septembre, tous allèrent démolir le domaine de Logvine (on l'avait déjà saccagé en 1905). A l'aller et au retour, s'allongeait une file d'attelages, des centaines de moujiks et de babas se mirent à chasser le bétail, enlevant aussi les blés et autre chose... » Un détachement requis par la direction du *zemstvo* essaya de récupérer une partie de ce qui avait été saisi, mais environ cinq cents moujiks et babas s'étaient rassemblés autour du chef-lieu de canton, et le détachement se dispersa. Les soldats, évidemment, ne mettaient aucun zèle à rétablir les droits des propriétaires foulés aux pieds.

À partir des derniers jours de septembre, dans la province de Tauride, d'après les souvenirs du paysan Gaponenko, « les Paysans se mirent à dévaster les exploitations, à chasser les gérants, à saisir le blé dans les greniers, les bêtes de labour, le matériel... Même les volets, les portes, les planchers et le zinc des toitures furent arrachés et emportés... ». « Au début, on venait seulement à pied, on prenait et on emportait — raconte un paysan de Minsk, Grounko — mais ensuite en attela les chevaux, ceux qui en avaient, et on emportait tout ça par voitures entières. Sans relâche... on transporta, on porta, à partir de midi, pendant deux journées entières, nuit et jour, sans interruption. En quarante-huit heures, on nettoya tout. » La saisie des biens d'après Kouzmitchev, paysan de la province de Moscou, se justifiait ainsi : « Le propriétaire était à nous, on travaillait pour lui, et la fortune qu'il avait devait revenir à nous seuls. » Jadis, le noble disait aux serfs : « Vous êtes à moi et tout ce qui est vôtre est à moi. » Maintenant les paysans répliquaient : « Le barine est à nous et tout son bien est à nous. »

« En certains endroits on commença à inquiéter les propriétaires la nuit, dit un autre paysan de Minsk, Novikov. De plus en plus souvent l'on incendiait les manoirs des propriétaires nobles. » Et le tour vint du domaine du grand-duc Nicolas Nicolaiévitch, ancien généralissime. « Quand on eut enlevé tout ce qu'on pouvait enlever, on se mit à démolir les poêles et à enlever les étouffoirs, les parquets et des planchers, et à emporter tout cela à la maison... » Derrière ces actes de destruction, il y avait le calcul multiséculaire, millénaire, de toutes les guerres de paysans : saper jusqu'à la base les positions fortifiées de l'ennemi, ne pas lui laisser la place où il pourrait reposer sa tête. « Les plus raisonnables — écrit dans ses *Souvenirs* Tsygankov, paysan de la province de Koursk — disaient : il ne faut pas détruire les bâtiments, on en aura besoin... pour les écoles et les hôpitaux, mais la majorité était de ceux qui criaient qu'on devait tout détruire pour que nos ennemis, en tout cas, ne sachent pas où se cacher... » « Les paysans se saisissaient de tous les biens des propriétaires — raconte Savtchenko, paysan de la province d'Orel — chassaient les propriétaires des domaines, brisaient dans leurs maisons les fenêtres, les portes, les planchers, les plafonds... Les soldats disaient que si l'on détruit les tanières des loups, il faut aussi étrangler les loups. Par suite de telles menaces, les plus importants et les plus considérables des propriétaires se cachaient l'un après l'autre, c'est pourquoi il n'y eut point de meurtres de propriétaires. »

Au village de Zalessié, de la province de Vitebsk, on brûla des greniers remplis de grain et de foin, dans un domaine appartenant au Français Bernard. Les moujiks étaient d'autant moins disposés à faire des différences entre nationalités que bien des propriétaires se hâtaient de passer leurs terres à des étrangers privilégiés. « L'ambassade de France demande que l'on prenne des mesures. » Dans la zone du front, au milieu d'octobre, il était difficile de prendre des « mesures », même pour faire plaisir à l'ambassade de France.

Le saccage d'un grand domaine à proximité de Rizan se poursuivit pendant quatre jours ; « au pillage participèrent même les enfants ». L'Union des propriétaires de terres fit savoir aux ministres que si l'on ne prenait pas des mesures, « il y aurait des lynchages, la famine et la guerre civile ». On ne

comprend pas pourquoi les propriétaires nobles parlent encore de la guerre civile au temps futur.

Au congrès de la coopération, Berhenheirn, un des leaders de la solide paysannerie commerçante, disait, au début de septembre : « Je suis persuadé que la Russie ne s'est pas encore transformée tout entière en une maison de fous, que, pour l'instant, la démence a gagné surtout la population des grandes villes. » Cette voix présomptueuse d'une partie solidement établie et conservatrice de la paysannerie retardait sans recours ; précisément pendant ce mois, la campagne s'arracha définitivement à toutes les brides de la sagesse, et par son exaspération dans la lutte laissa loin derrière elle « les maisons de fous » des villes.

En avril, Lénine estimait encore possible que les coopérateurs patriotes et les koulaks entraînaient derrière eux la grande masse des paysans dans la voie d'un accord avec la bourgeoisie et les propriétaires. Il n'en insistait que plus inlassablement sur la création de soviets particuliers d'ouvriers agricoles (*batraks*) et sur une organisation indépendante des paysans les plus pauvres. De mois en mois il se découvrait, cependant, que cette partie de la politique bolcheviste n'avait point de racines. Exception faite des provinces baltiques, il n'existait pas du tout de soviets d'ouvriers agricoles. Les paysans pauvres ne trouvèrent également point de formes indépendantes d'organisation. Expliquer cela uniquement par l'état arriéré des ouvriers agricoles et des couches les plus pauvres du village, ce serait passer à côté de l'essentiel. La cause principale résidait dans la nature même du problème historique : celui de la révolution agraire démocratique.

Sur les deux questions les plus importantes — celles du fermage et du travail salarié — on découvre de la façon la plus convaincante comment les intérêts généraux de la lutte contre les survivances du servage ont intercepté les voies à une politique indépendante non seulement des paysans pauvres, mais des ouvriers agricoles. Les paysans prenaient à ferme chez les propriétaires nobles, dans la Russie d'Europe, vingt-sept millions de déciatines, environ soixante pour cent de tous les domaines particuliers, et

payaient chaque année un tribut de fermage s'élevant à quatre cent millions de roubles. La lutte contre les conditions spoliatrices du fermage devint, après l'insurrection de Février, l'élément le plus essentiel du mouvement paysan. Une place moindre, mais pourtant très considérable, fut occupée par la lutte des ouvriers agricoles qui, les opposait non seulement à l'exploitation des propriétaires nobles, mais à celle des paysans. Le fermier luttait pour un allègement des conditions du fermage, l'ouvrier pour une amélioration des conditions du travail. L'un et l'autre, chacun à sa façon, partaient de ce point qu'ils reconnaissaient le hobereau comme propriétaire et patron. Mais à partir du moment où s'ouvrit la possibilité de pousser l'affaire jusqu'au bout, c'est-à-dire de se saisir des terres et de s'y installer, la paysannerie pauvre cessa de s'intéresser aux questions de fermage, et le syndicat commença à perdre sa force d'attraction pour les ouvriers agricoles. Ce sont précisément ces derniers et les fermiers pauvres qui, par leur adjonction au mouvement général, donnèrent à la guerre paysanne son caractère extrême de résolution et d'irréductibilité.

La campagne contre les propriétaires nobles n'entraînait pas si pleinement le pôle opposé du village. Tant que l'affaire n'allait pas jusqu'à un soulèvement déclaré, les sommets de la paysannerie jouaient dans le mouvement un rôle évident, parfois dirigeant. Dans la période d'automne, les moujiks cossus considérèrent avec une méfiance toujours croissante le débordement de la guerre paysanne : ils ne savaient comment cela se terminerait, ils avaient quelque chose à perdre — ils se mettaient à l'écart. Mais ils ne réussirent point, tout de même, à se mettre tout à fait de côté : le village ne le permit point.

Plus renfermés et plus hostiles que « ceux du milieu », *koulaks* appartenant à la commune, se tenaient les petits propriétaires fonciers, paysans détachés de la commune. Les cultivateurs qui possédaient des lots s'élevant jusqu'à cinquante déciatines étaient, dans tout le pays, au nombre de six cent mille. Ils constituaient en de nombreux endroits l'épine dorsale des coopératives et, en politique, étaient portés, particulièrement dans le Midi, vers l'Union paysanne conservatrice qui faisait déjà un pont vers les cadets.

« Les paysans détachés de la commune, et les ruraux cossus — d'après Goulis, cultivateur de la province de Minsk — soutenaient les propriétaires nobles, s'efforçant de contenir la paysannerie par des admonestations. » Çà et là, sous l'influence de conditions locales, la lutte à l'intérieur de la paysannerie prenait un caractère forcené dès avant l'insurrection d'Octobre. Les paysans détachés des communes en souffrirent particulièrement. « Presque toutes les exploitations particulières — raconte Kousmitchev, paysan de la province de Nijni-Novgorod — furent brûlées, le matériel fut en partie détruit, en partie saisi par les paysans. » Le paysan détaché de la commune était « le larbin du propriétaire noble, l'homme de confiance veillant à la garde de plusieurs réserves forestières ; il était le favori de la police, de la gendarmerie et de ses maîtres ». Les paysans et les marchands les plus riches de certains cantons du district de Nijni-Novgorod disparurent pendant l'automne et ne revinrent chez eux que deux ou trois ans après.

Mais, dans la plus grande partie du pays, les rapports internes du village étaient loin d'atteindre à ce degré d'acuité. Les koulaks se conduisaient diplomatiquement, freinaient et regimbaient, mais s'efforçaient de ne pas trop se mettre en opposition avec le *mir* (commune rurale). Le campagnard du rang de son côté, surveillait avec beaucoup de vigilance le koulak, ne lui permettant pas de s'unir au propriétaire noble. La lutte entre les nobles et les paysans pour l'influence sur le koulak se poursuit pendant toute l'année 1917, en des formes variées, allant d'une action « amicale » jusqu'à une terreur furieuse.

Tandis que les propriétaires de latifundia ouvraient obséquieusement devant les paysans propriétaires la porte d'honneur de l'Assemblée de la noblesse, les petits propriétaires de terres s'écartaient démonstrativement des nobles pour ne pas périr avec eux. Dans le langage de la politique, cela signifiait que les propriétaires nobles qui avaient appartenu jusqu'à la révolution aux partis de l'extrême-droite se revêtaient maintenant de la couleur du libéralisme, la prenant, d'après de vieux souvenirs, pour une couleur protectrice ; alors que des propriétaires parmi les paysans qui, fréquemment, avaient auparavant soutenu les cadets, évoluaient maintenant

vers la gauche.

Le congrès des petits propriétaires de la province de Perm, en septembre, se désolidarisait véhémentement du congrès moscovite des propriétaires de terres à la tête duquel se trouvaient « des comtes, des princes, des barons », Un propriétaire de cinquante déciatines disait : « Les cadets n'ont jamais porté la bure et les chaussons de teille, et c'est pourquoi ils ne défendront jamais nos intérêts. » S'écartant des libéraux, les propriétaires travailleurs cherchaient des « socialistes » qui tiendraient pour la propriété. Un des délégués se prononçait pour la social-démocratie « ... L'ouvrier ? Donnez-lui de la terre, il viendra au village et cessera de cracher le sang. Les social-démocrates ne nous enlèveront pas la terre. » Il s'agissait, bien entendu, des mencheviks. « Nous ne céderons notre terre à personne. Il est facile de s'en séparer pour celui qui l'a obtenue sans peine, par exemple pour le propriétaire noble. Pour le paysan, la terre a été une acquisition pénible. »

En cette période automnale, le village luttait contre les koulaks sans les rejeter, au contraire en les obligeant à se joindre au mouvement général et à le couvrir contre les couches de droite. Il y eut même des cas où le refus de participer à un pillage fut châtié par l'exécution de l'indocile. Le koulak louvoyait tant qu'il pouvait, mais, à la dernière minute, après s'être gratté la nuque une fois de plus, attelait ses chevaux bien nourris à sa télègue, montée sur des roues solides, et partait prendre son lot. C'était fréquemment la part du lion. « Ceux qui profitèrent étaient surtout des gens cossus — raconte Béguichev, paysan de la province de Penza qui avaient des chevaux et des gens à leur disposition. » C'est presque dans les mêmes termes que s'exprime Savtchenko, de la province d'Orel : « Le profit revint à la majorité des koulaks qui étaient repus et avaient les moyens de transporter du bois... » D'après le calcul de Verménitchev, sur quatre mille neuf cent cinquante-quatre conflits agraires avec les propriétaires nobles, de février à octobre, il y a eu au total trois cent vingt-quatre conflits avec la bourgeoisie paysanne. Rapport évidemment remarquable ! A lui seul, il démontre indiscutablement que le mouvement paysan de 1917, dans sa base sociale, était dirigé non contre le capitalisme, mais contre les survivances du servage. La lutte contre

les koulaks ne se développa que plus tard, dès 1918, après la liquidation définitive des propriétaires nobles.

Le caractère purement démocratique du mouvement paysan qui devait, semblait-il, donner à la démocratie officielle une force irrésistible, démontra en fait et plus que tout combien elle était pourrie. Si l'on considère les choses de haut, la paysannerie tout entière avait à sa tête des socialistes-révolutionnaires, leur donnait ses suffrages, les suivait, se confondait presque avec eux. Au congrès des soviets paysans, en mai, Tchernov obtint, aux élections pour le Comité exécutif, huit cent dix voix, Kérensky huit cent quatre, alors que Lénine n'en obtint en tout et pour tout que vingt. Ce n'est pas à tort que Tchernov se dénommait « ministre des campagnes ». Mais ce n'est pas à tort aussi que la stratégie des campagnes s'écarta violemment de celle de Tchernov.

La dispersion économique fait les paysans, si résolus dans la lutte contre un propriétaire déterminé, impuissants contre le propriétaire généralisé en la personne de l'État. De là le besoin organique du moujik de s'appuyer sur un royaume fabuleux contre l'État réel. Dans les vieux temps, le moujik mettait en avant des imposteurs, se groupait autour d'un faux parchemin doré du tsar ou bien autour d'une légende sur la terre des justes. Après la Révolution de Février, les paysans s'unissaient autour du drapeau socialiste-révolutionnaire, « Terre et Liberté », cherchant en lui une aide contre le propriétaire noble et libéral devenu commissaire. Le programme populiste se rapportait au gouvernement réel de Kérensky comme le parchemin apocryphe du tsar à l'autocrate réel.

Dans le programme des socialistes-révolutionnaires, il y eut toujours beaucoup d'utopie : ils se disposaient à édifier le socialisme sur la base d'une petite économie marchande. Mais le fond du programme était démocratique-révolutionnaire : reprendre les terres aux propriétaires nobles. Se trouvant mis en demeure de remplir son programme, le parti s'empêtra dans la coalition. Contre la confiscation des terres se levaient irréductiblement non seulement les propriétaires nobles, mais aussi les banquiers cadets : les biens-fonds

terriens avaient été hypothéqués par les banques pour au moins quatre milliards de roubles. Se disposant à marchander, dans l'Assemblée constituante, avec les propriétaires nobles au sujet du prix, mais à en finir à l'amiable, les socialistes-révolutionnaires mettaient tout leur zèle à empêcher le moujik de prendre la terre. Ils perdaient ainsi de l'influence auprès des paysans, non point à cause du caractère utopique de leur socialisme, mais par leur inconsistance démocratique. La vérification de leur utopisme eût pu exiger des années. Leur trahison du démocratisme agraire devint évidente en quelques mois : sous le gouvernement des socialistes-révolutionnaires, les paysans devaient s'engager dans la voie de l'insurrection pour remplir le programme de ces mêmes socialistes-révolutionnaires.

En juillet, quand le gouvernement frappa le village de sa répression, les paysans se jetèrent au petit bonheur sous la protection des mêmes socialistes-révolutionnaires : chez Ponce cadet, ils cherchaient une défense contre Pilate aîné. Le mois où les bolcheviks sont le plus affaiblis dans les villes devient le mois de la plus grande expansion des socialistes-révolutionnaires dans les campagnes. Comme il arrive d'ordinaire, surtout dans une époque de révolution, le maximum de l'emprise organisationnelle coïncida avec le début d'une décadence politique. Se terrant derrière les socialistes-révolutionnaires pour échapper aux coups d'un gouvernement socialiste-révolutionnaire, les paysans perdaient de plus en plus confiance en ce gouvernement ou en ce parti. C'est ainsi que le gonflement des organisations socialistes-révolutionnaires dans les campagnes devint mortel pour ce parti universel qui, d'en bas, se soulevait et, d'en haut, réprimait.

À Moscou dans une réunion de l'Organisation militaire, le 30 juillet, un délégué du front, socialiste-révolutionnaire lui-même, disait : bien que les paysans se considèrent encore comme des socialistes-révolutionnaires, il y a une fêlure entre eux et le parti. Les soldats acquiesçaient : sous l'influence de l'agitation socialiste-révolutionnaire, les paysans sont encore hostiles aux bolcheviks, mais ils résolvent les problèmes de la terre et du pouvoir à la façon bolcheviste. Povoïjsky, bolchévik qui militait sur la Volga, témoigne de ceci que les plus distingués socialistes-révolutionnaires, ayant participé au

mouvement de 1905, se sentaient de plus en plus éliminés : « Les moujiks les appelaient « les vieux », les traitaient avec les apparences du respect, et votaient en n'en faisant qu'à leur tête. » C'étaient les ouvriers et les soldats qui apprenaient aux campagnards à voter et à agir « en n'en faisant qu'à leur tête ».

Il est impossible d'évaluer l'influence révolutionnaire des ouvriers sur la paysannerie : elle avait un caractère permanent, moléculaire, omniprésent, et par conséquent peu susceptible d'être calculé. La réciprocité de la pénétration était facilitée par ce fait qu'un nombre considérable d'entreprises industrielles étaient réparties dans les campagnes. Mais même les ouvriers de Pétrograd, la plus européenne des villes, conservaient des attaches immédiates avec le village natal. Le chômage, qui avait augmenté pendant les mois d'été, et les lock-out des entrepreneurs rejetaient au village de nombreux milliers d'ouvriers : ils devenaient en majorité des agitateurs et des meneurs.

En mai-juin, à Pétrograd, se créent des organisations ouvrières régionales (*zemliatchestva*) groupant les originaires de telle province, de districts, même de cantons. Des colonnes entières dans la presse ouvrière sont consacrées aux annonces de réunions de *zemliatchestva*, dans lesquelles on lisait des rapports sur les tournées faites dans les villages, on établissait des instructions pour les délégués, on recherchait des ressources financières pour l'agitation. Peu avant l'insurrection, les *zemliatchestva* fusionnèrent autour d'un Bureau central spécial, sous la direction des bolcheviks. Le mouvement des *zemliatchestva* s'étendit bientôt à Moscou, à Tver, probablement aussi à un bon nombre d'autres villes industrielles.

Cependant, au point de vue de l'action directe sur le village, les soldats avaient une importance encore plus grande. C'est seulement dans les conditions artificielles du front ou bien de la caserne en ville que les jeunes paysans, surmontant jusqu'à un certain point les effets de leur éparpillement, se trouvaient placés face à face avec des problèmes d'envergure nationale. Le manque d'autonomie politique se faisait pourtant sentir là encore. Tombant invariablement sous la direction des intellectuels patriotes et conservateurs, et

s'efforçant de leur échapper, les paysans essayaient de faire bloc dans l'armée, à l'écart des autres groupes sociaux. Les autorités se montraient défavorables à de pareilles tendances, le ministère de la Guerre s'y opposait, les socialistes-révolutionnaires ne venaient point à leur aide — les soviets des députés paysans ne se greffaient que faiblement sur l'armée. Même dans les conditions les plus favorables, le paysan n'est pas en état de transformer son écrasante quantité en une qualité politique.

C'est seulement dans les grands centres révolutionnaires, sous l'action directe des ouvriers, que les soviets de paysans-soldats parvinrent à développer un travail considérable. C'est ainsi que le Soviet paysan de Pétrograd, d'avril 1917 au 1^{er} janvier 1918, envoya dans les campagnes mille trois cent quatre-vingt-quinze agitateurs munis de mandats spéciaux ; d'autres, à peu près aussi nombreux, partirent sans mandats. Les délégués parcoururent soixante-cinq provinces (gouvernements). A Cronstadt, parmi les matelots et les soldats, l'on constituait, d'après l'exemple des ouvriers, des *zemliatchestva* qui délivraient aux délégués des certificats attestant leur « droit » de voyager gratis en chemin de fer et en bateau. Les chemins de fer des sociétés privées admettaient de tels certificats sans broncher, mais sur les chemins de fer de l'État il se produisait des conflits.

Les délégués officiels des organisations n'étaient tout de même que des gouttes dans l'océan de la paysannerie. Un travail infiniment plus important était accompli par les centaines de milliers et les millions de soldats qui désertaient le front et les garnisons à l'arrière, gardant dans leurs oreilles les consistants mots d'ordre, des discours de meetings. Les muets du front devenaient chez eux, au village, des parleurs. Et les gens avides d'entendre ne manquaient pas. « Parmi la paysannerie qui entourait Moscou raconte Mouralov, un des bolcheviks de l'endroit — il se produisait un formidable mouvement vers la gauche... Les bourgs et les villages de la région fourmillaient de déserteurs. Là aussi pénétrait le prolétaire de la capitale qui n'avait pas encore rompu avec le village. » La campagne sommeillante de la province de Kalouga, d'après le paysan Naoumtchenkov, « fut réveillée par les soldats qui arrivaient du front pour une raison ou pour une autre dans la

période de juin à juillet ». Le commissaire de Nijni-Novgorod rapportait que « toutes les infractions au droit et à la loi sont causées par l'apparition dans les limites de la province de déserteurs, de soldats en permission ou de délégués des comités de régiments ». Le régisseur principal des domaines de la princesse Bariatinskaïa, du district Zolotonochsky, se plaint en août des actes arbitraires du comité agraire que préside un matelot de Cronstadt, Gatran. « Les soldats et les matelots venus en permission — d'après le rapport du commissaire du district Bougoulminsky — font de l'agitation dans le but de créer de l'anarchie et de provoquer des pogromes. » « Dans le district de Mglinsk, dans le bourg de Bélogoch, un matelot a interdit de sa propre autorité de couper et d'expédier du bois et des traverses de la forêt. » Si ce n'étaient pas les soldats qui commençaient la lutte, c'étaient eux qui la terminaient. Dans le district de Nijni-Novgorod, les moujiks tracassaient le couvent de femmes, fauchaient leurs prés, brisaient les clôtures, ne laissaient pas de tranquillité aux nonnes. L'abbesse ne cédait point, les miliciens emmenaient les moujiks aux fins de répression. « Cela dura — écrit le paysan Arbékov — jusqu'à l'arrivée des soldats. Les hommes du front prirent tout de suite le taureau par les cornes » : le couvent fut évacué. Dans la province de Mohilev, d'après le paysan Bobkov, « les soldats qui étaient rentrés du front dans leurs foyers étaient les premiers meneurs dans les comités et dirigeaient l'expulsion des propriétaires nobles ».

Les hommes du front apportaient dans l'affaire la grave résolution de ceux qui ont pris l'habitude de se servir du fusil et de la baïonnette contre l'homme. Même les femmes des soldats empruntaient à leurs maris leur esprit combatif. « En septembre — raconte Béguichev, paysan de la province de Penza — il y eut un fort mouvement des *babas-soldats*, qui se prononçaient dans les assemblées pour le saccage. » On observait la même chose dans d'autres provinces. Les « soldates », même dans les villes, activaient fréquemment la fermentation.

Les cas où se trouvèrent à la tête des troubles ruraux des soldats comptèrent, d'après le calcul de Verménitchev, en mars, pour un pour cent, en avril pour huit pour cent, en septembre pour treize pour cent, en octobre pour

dix-sept pour cent. Un pareil calcul ne peut prétendre à l'exactitude ; mais il indique sans erreur la tendance générale. La direction modératrice des maîtres d'écoles, greffiers et fonctionnaires socialistes-révolutionnaires était remplacée par la direction des soldats qui ne reculaient devant rien.

Un écrivain allemand, bon marxiste en son temps, Parvus, qui sut s'enrichir pendant la guerre, mais en perdant ses principes et sa perspicacité, comparait les soldats russes à des lansquenets du Moyen Age, pillards et violenteurs. Pour parler ainsi, il fallait ne pas voir que les soldats russes, malgré tous leurs excès, restaient simplement l'organe exécutif de la plus grande révolution agraire de l'histoire.

Tant que le mouvement ne rompait pas définitivement avec la légalité, l'envoi de troupes dans les campagnes gardait un caractère symbolique. On ne pouvait guère employer effectivement pour la répression que des Cosaques. « On a expédié dans le district Serdobsky quatre cents Cosaques... cette mesure a ramené le calme. Les paysans déclarent qu'ils attendront l'Assemblée constituante » — écrit, le 11 octobre, le journal libéral *Rousskoïé Slovo* (La Parole russe). Quatre cents Cosaques, c'est un argument indubitable pour l'Assemblée constituante ! Mais l'on manquait de Cosaques et ceux que l'on avait tergiversaient. Entre temps, le gouvernement était forcé de prendre de plus en plus souvent « des mesures décisives ». Pendant les premiers mois, Verménitchev compte dix-sept cas d'envois de la force armée contre les paysans ; en juillet et en août, trente-neuf cas ; en septembre et en octobre, cent cinq.

Réprimer le mouvement paysan par la force armée, c'était jeter de l'huile sur le feu. Les soldats, dans la majorité des cas, passaient du côté des paysans. Un commissaire de district de la province de Podolsk rapporte ceci : « Les organisations militaires et même certains contingents résolvent les questions sociales et économiques, forcent (?) les paysans à effectuer des saisies et à couper du bois et, parfois, dans certains endroits, participent eux-mêmes aux pillages... Les troupes locales refusent de prendre part à la répression contre ces violences... » C'est ainsi que l'insurrection du village détruit les

derniers vestiges de la discipline. Il ne pouvait être question, dans les conditions de la guerre paysanne à la tête de laquelle se trouvaient les ouvriers, que l'armée se laissât envoyer contre l'insurrection dans les villes.

Des ouvriers et des soldats, les paysans apprenaient pour la première fois du nouveau, non point ce que les socialistes-révolutionnaires leur avaient conté sur les bolcheviks. Les mots d'ordre de Lénine et son nom pénétrèrent dans le village. Les plaintes de plus en plus fréquentes contre les bolcheviks ont, cependant, dans bien des cas, un caractère d'invention ou d'exagération : les propriétaires nobles espèrent ainsi obtenir de l'aide plus sûrement. « Dans le district Ostrovsky, c'est l'anarchie complète par suite de la propagande du bolchevisme. » De la province d'Oufim : « Le membre du comité de canton Vassiliev propage le programme des bolcheviks et déclare ouvertement que les propriétaires nobles seront pendus. » Un propriétaire de la province de Novgorod, Polonnik, cherchant « protection contre le pillage », n'oublie pas d'ajouter : « Les comités exécutifs sont tout pleins de bolcheviks » ; ce qui veut dire : de méchantes gens pour les propriétaires. « En août — écrit dans ses Souvenirs Zoumorine, paysan de la province de Simbirsk — des ouvriers parcoururent les villages, faisant de l'agitation pour le parti des bolcheviks, exposant son programme. » Le juge d'instruction du district de Sebège a ouvert une procédure au sujet d'une ouvrière du textile arrivée de Pétrograd, Tatiana Mikhaïlova, vingt-six ans, qui, dans son village, appelait « au renversement du gouvernement provisoire et vantait la tactique de Lénine ». Dans la province de Smolensk, vers la fin d'août, comme en témoigne le paysan Kotov, « on commença à s'intéresser à Lénine, on prêta l'oreille à la voix de Lénine »... Pourtant, aux *zemstvos* de cantons ceux que l'on élit sont pour l'immense majorité des socialistes-révolutionnaires.

Le parti bolchevik s'efforce de se rapprocher du paysan. Le 10 septembre, Nevsky réclame du Comité de Pétrograd que l'on entreprenne la publication d'un journal paysan : « Il faut régler l'affaire de telle façon que l'on n'en passe point par les épreuves qu'a connues la Commune de Paris, lorsque la paysannerie ne comprit pas la capitale et Paris ne comprit pas la paysannerie. » Le journal *Bednota* (Journal des Pauvres) commença bientôt à

paraître. Mais le travail du parti dans la paysannerie au sens propre restait néanmoins insignifiant. La force du parti bolcheviste n'était point dans les moyens techniques, ni dans l'appareil, elle était dans une politique juste. De même que des souffles d'air répandent les semences, les tourbillons de la révolution disséminaient les idées de Lénine.

« Vers le mois de septembre — écrit dans ses Souvenirs Vorobiev, paysan de la province de Tver — dans les réunions, de plus en plus fréquemment et hardiment se prononcent déjà pour la défense des bolcheviks, non seulement des soldats du front, mais même des paysans pauvres... » « Parmi les pauvres et certains paysans moyens — comme le confirme Zoumorine, paysan de la province de Simbirsk — le nom de Lénine était sur toutes les lèvres, on ne parlait que de Lénine. » Un paysan de Novgorod, Grigoriev, raconte qu'un socialiste-révolutionnaire, dans le canton, traita les bolcheviks de « pillards » et de « traîtres ». Les moujiks grondèrent : « A bas le cabot, foutons-lui des cailloux ! Pas de blagues à nous raconter ! Où est la terre ? Suffit ! Qu'on nous amène un bolchevik ! » Il est possible d'ailleurs que cet épisode — et il y en eut plus d'un du même genre — se rapporte déjà à la période d'après Octobre : dans les souvenirs des paysans, les faits sont fortement marqués, mais le sens de la chronologie est faible.

Un soldat, Tchinénov, qui avait apporté chez lui, dans la province d'Orel, une malle toute pleine de littérature bolcheviste, fut mal accueilli au village natal : de l'or allemand, pensait-on. Mais, en Octobre, « la cellule du canton avait jusqu'à sept cents membres, beaucoup de fusils et marchait toujours à la défense du pouvoir soviétique ». Le bolchevik Vratchev raconte comment les paysans de la province exclusivement agricole de Voronège, « étant revenus de l'asphyxie socialiste-révolutionnaire, commencèrent à s'intéresser à notre parti, grâce à quoi nous eûmes déjà un bon nombre de cellules de village et de canton, d'abonnés à nos journaux, et nous reçûmes de nombreux moujiks dans l'étroit local de notre Comité ». Dans la province de Smolensk, d'après les souvenirs d'Ivanov, « les bolcheviks étaient très rares dans les villages, il y en avait très peu dans les districts, les journaux bolchevistes n'existaient pas, des tracts étaient publiés très rarement... Et néanmoins, plus l'on approchait

d'octobre, plus le village se tournait vers les bolcheviks... »

« Dans les districts où, jusqu'à octobre, il y avait une influence bolcheviste dans les soviets — écrit le même Ivanov — le déchaînement du vandalisme contre les domaines de propriétaires nobles ou bien ne se manifestait pas, ou bien se montrait à un faible degré. » L'affaire, cependant, ne se présentait pas à cet égard partout de la même façon. « Les revendications des bolcheviks exigeant la remise des terres aux paysans — raconte, par exemple, Tadeusz — étaient particulièrement vite adoptées par la masse des paysans du district de Mohilev qui saccageaient les domaines, en incendiaient certains, s'emparaient des prés, des bois. » Il n'y a point, en somme, de contradiction entre ces témoignages. L'agitation générale des bolcheviks alimentait incontestablement la guerre civile dans les campagnes. Mais, là où les bolcheviks réussissaient à s'enraciner plus solidement, ils s'efforçaient, naturellement sans affaiblir la poussée paysanne, de l'ordonner et de limiter les dégâts.

La question agraire ne se posait pas isolément. Le paysan était éprouvé, surtout dans la dernière période de la guerre, en tant que vendeur comme aussi en tant qu'acheteur : on lui prenait son blé à des tarifs fixés par l'État, les produits de l'industrie devenaient de plus en plus inabordables. Le problème des rapports économiques entre la campagne et la ville qui doit devenir par la suite, sous l'appellation des « ciseaux », le problème central de l'économie soviétique, se présenta déjà sous son apparence menaçante. Les bolcheviks disaient au paysan : les soviets doivent prendre le pouvoir, et remettre la terre, en finir avec la guerre, démobiliser l'industrie, établir le contrôle ouvrier sur la production, régulariser les rapports des prix entre produits industriels et produits agricoles. Si sommaire que soit cette réponse, elle marquait la voie. « La cloison entre nous et la paysannerie — disait Trotsky, le 10 octobre, à la conférence des comités d'usine — ce sont les soviétistes genre Avksentiev. Il faut percer cette cloison. Il faut expliquer à la campagne que tous les efforts de l'ouvrier pour aider le paysan en fournissant au village des machines agricoles resteront sans résultat tant que ne sera pas établi le contrôle ouvrier sur une production organisée. » C'est dans cet esprit que la conférence publia

un manifeste adressé aux paysans.

Les ouvriers de Pétrograd avaient créé pendant ce temps dans les usines des commissions spéciales qui faisaient la collecte des métaux, des articles de rebut et des rognures pour les livrer à la disposition d'un centre spécial : *L'Ouvrier au Paysan*. Les déchets servaient à la fabrication de très simples instruments agricoles et de pièces de rechange. Cette première intervention ouvrière d'après un plan dans la marche de la production, encore peu considérable par son volume, où prédominaient les desseins d'agitation sur les buts économiques, entrouvrait, cependant, la perspective d'un prochain avenir. Effrayé par l'intrusion des bolcheviks dans le domaine sacré du village, le Comité exécutif paysan essaya de capter la nouvelle initiative. Mais, sur le terrain de la ville, rivaliser avec les bolcheviks était déjà au-dessus des forces des conciliateurs fatigués qui, même dans les campagnes, perdaient pied.

L'écho de l'agitation des bolcheviks « éveilla à tel point les paysans pauvres — écrivait par la suite Vorobiev, paysan de la province de Tver — que l'on peut dire nettement : si Octobre ne s'était pas produit en octobre, il aurait eu lieu en novembre. » Cette caractéristique vivement colorée de la force politique du bolchevisme n'est aucunement en contradiction avec le fait de la faiblesse de son organisation. C'est seulement à travers de si vives disproportions que la révolution peut se frayer une route. C'est précisément pour cela, soit dit en passant, que son mouvement ne peut être inséré dans les cadres d'une démocratie formelle. Pour que la révolution agraire pût s'accomplir, en octobre ou en novembre, il ne restait à la paysannerie rien d'autre que d'utiliser le tissu de plus en plus usé du même parti socialiste-révolutionnaire. Ses éléments de gauche se groupent en hâte et en désordre sous la pression du soulèvement paysan, prennent le pas derrière les bolcheviks et rivalisent avec eux. Dans le courant des mois qui vont suivre, le déplacement politique de la paysannerie se produira principalement, sous le drapeau rapiécé des socialistes-révolutionnaires de gauche : ce parti éphémère devient une forme reflétée, une forme instable du bolchevisme rural, un pont provisoire entre la guerre paysanne et l'insurrection prolétarienne.

La révolution agraire avait besoin de ses propres organes locaux. Comment se présentaient-ils ? Dans les villages il y avait des organisations de différents genres : des organisations d'État comme les comités exécutifs de canton, les comités agraires et ceux de l'approvisionnement ; des organisations sociales telles que les soviets ; des organisations purement politiques, telles que les partis ; enfin des organes d'administration autonome, représentés par les *zemstvos* de canton. Les soviets de paysans ne s'étaient encore développés que dans les limites administratives des provinces, partiellement des districts ; il existait peu de soviets de canton. Les *zemstvos* de canton étaient difficilement assimilés. Par contre, les comités agraires et les comités exécutifs, qui avaient été conçus comme des organes d'État, devenaient, si bizarre que cela semble à première vue, des organes de la révolution paysanne.

Le Comité agraire principal se composant de fonctionnaires, de propriétaires, de professeurs, d'agronomes diplômés, de politiciens socialistes-révolutionnaires, auxquels se mêlaient des paysans douteux, était en somme un frein central pour la révolution agraire. Les Comités de province ne cessaient d'appliquer la politique gouvernementale. Les comités de district oscillaient entre les paysans et les autorités. En revanche, les comités de canton, élus par les paysans et travaillant sur place, sous les yeux du village, devenaient les instruments du mouvement agraire. Cette circonstance que les membres des comités prétendaient d'ordinaire appartenir aux socialistes-révolutionnaires ne changeait rien à l'affaire : ils s'alignaient sur l'*isba* du moujik, mais ne se réglaient pas sur le manoir du noble. Les paysans appréciaient particulièrement le caractère étatique de leurs comités agraires, voyant là une sorte de brevet pour la guerre civile.

« Les paysans disent qu'en dehors du comité de canton, ils ne reconnaissent personne — déclare, dès le mois de mai un des chefs de la milice du district de Saransk — mais tous les comités de districts et de villes travaillent pour servir les propriétaires de terres. » D'après le commissaire de Nijni-Novgorod, « les tentatives faites par certains comités de canton pour lutter contre l'arbitraire des paysans dans leurs actes se terminaient presque

toujours par des échecs et entraînaient à la destitution de toute l'équipe... »
« Les comités étaient toujours — d'après Denissov, paysan de la province de Pskov — du côté du mouvement paysan contre les propriétaires, vu que leurs élus représentaient la partie la plus révolutionnaire de la paysannerie et les soldats du front. »

Dans les comités de district et surtout dans ceux des chefs-lieux de province, c'était l'*intelligentsia* des fonctionnaires qui dirigeait, s'efforçant de garder des rapports pacifiques avec les propriétaires nobles. « Les paysans virent — écrit Iourkov, campagnard de la province de Moscou — que c'était toujours la même pelisse, mais retournée à l'envers, le même pouvoir, mais sous un autre nom. » « On observe — écrit le commissaire de Koursk — une tendance... à faire de nouvelles élections pour les comités de district qui appliquent avec intransigeance les décisions du gouvernement provisoire. » Cependant il était très difficile au paysan d'atteindre le comité de district : la liaison politique des villages et des cantons était assurée par les socialistes-révolutionnaires, de sorte que les paysans se trouvaient obligés d'agir par l'intermédiaire du parti dont la principale mission était de retourner la vieille pelisse.

La froideur stupéfiante à première vue de la paysannerie devant les soviets de mars avait en réalité des causes profondes. Un soviet représente non point une organisation spéciale comme un comité agraire, mais une organisation universelle de la révolution. Mais, dans le domaine de la politique générale, le paysan ne pouvait faire un pas sans direction. Toute la question était de savoir d'où viendrait la direction. Les soviets paysans de province et de district se constituaient sur l'initiative et, dans une mesure considérable, avec les ressources de la coopération, non point comme organes de la révolution paysanne, mais comme instruments d'une tutelle conservatrice sur la paysannerie. Le village endurait sur lui les soviets des socialistes-révolutionnaires de droite comme un bouclier contre le pouvoir. Mais, chez lui, il préférait les comités agraires.

Pour empêcher le village de se renfermer dans le cercle « des intérêts

purement ruraux », le gouvernement hâtait la création de *zemstvos* démocratiques. Cela déjà devait forcer le moujik à se mettre sur ses gardes. On était fréquemment obligé d'imposer les élections. « Il y a eu des cas d'illégalité — rapporte le commissaire de Penza — par suite de quoi les élections ont été annulées. » Dans la province de Minsk, les paysans arrêtaient le président de la commission électorale du canton, le prince Droutsky-Kioubetsky, l'accusant d'avoir faussé les listes : les moujiks avaient du mal à s'entendre avec le prince sur la solution démocratique d'un démêlé séculaire. Le commissaire de district Bougoulminsky rapporte : « Les élections aux *zemstvos* de canton dans le district n'ont pas été tout à fait régulières... La composition des élus est exclusivement paysanne, on note l'éloignement des intellectuels de l'endroit, surtout des propriétaires de terres. » Sous cet aspect, les *zemstvos* ne se distinguaient guère des comités. « A l'égard des intellectuels et particulièrement des propriétaires de terres — écrit, se lamentant, le commissaire de la province de Minsk — l'attitude de la masse paysanne est négative. » Dans un journal de Mohilev, en date du 23 septembre, on peut lire : « Le travail des intellectuels dans les campagnes comporte des risques si l'on ne promet pas catégoriquement d'aider à la remise immédiate de toute la terre aux paysans. » Là où un accord, et même une entente, entre les principales classes deviennent impossibles, le terrain glisse pour les institutions de la démocratie. L'état mort-né des *zemstvos* de canton faisait présager sans erreur l'effondrement de l'Assemblée constituante.

« Dans la paysannerie d'ici — déclarait le commissaire de Nijni-Novgorod — la conviction s'est faite que toutes les lois civiles ont perdu leur force et que tous les rapports de droit doivent être maintenant réglés par les organisations paysannes. » Disposant sur place de la milice, les comités de canton édictaient des lois locales, établissaient les prix de fermage, réglementaient les salaires, plaçaient dans les domaines des gérants, prenaient en main la terre, les prés, les bois, le matériel, confisquaient les armes chez les propriétaires, procédaient à des perquisitions et à des arrestations. La voix des siècles et l'expérience toute neuve de la révolution disaient également au

moujik que la question de la terre était une question de force. Pour une révolution agraire, il fallait avoir les organes d'une dictature paysanne. Le moujik ne connaissait pas encore ce mot d'origine latine. Mais le moujik savait ce qu'il voulait. L'« anarchie » dont se plaignaient les propriétaires, les commissaires libéraux et les politiciens conciliateurs, était en réalité la première étape d'une dictature révolutionnaire dans les cantons.

La nécessité de créer des organes particuliers, purement paysans, pour la révolution agraire, avait été soutenue par Lénine dès les événements de 1905-1906 : « Les comités révolutionnaires paysans — démontrait-il au congrès du parti à Stockholm — donnent l'unique voie par laquelle peut marcher le mouvement paysan. » Le moujik ne lisait pas Lénine. Mais, en revanche, Lénine lisait bien dans les pensées du moujik.

Le village change d'attitude à l'égard des soviets seulement vers l'automne, quand les soviets eux-mêmes modifient leur cours politique. Les soviets bolchevistes et socialistes-révolutionnaires de gauche dans les chefs-lieux de district ou province ne retiennent déjà plus les paysans — au contraire, ils les poussent en avant. Si, dans les premiers mois, le village avait cherché dans les soviets de conciliateurs un camouflage légal pour en venir ensuite à un conflit ouvert avec eux, maintenant il commençait à trouver pour la première fois dans les soviets révolutionnaires une véritable direction. Des paysans de la province de Saratov écrivaient en septembre : « Le pouvoir doit passer dans toute la Russie aux mains... des soviets de députés ouvriers, paysans et soldats. Ce sera plus sûr. » C'est seulement vers l'automne que la paysannerie commence à lier son programme agraire au mot d'ordre du pouvoir des soviets. Mais ici encore, elle ne sait pas qui dirigera ces soviets et comment.

Les troubles agraires avaient en Russie leur grande tradition, leur programme simple mais clair, leurs martyrs et leurs héros en divers endroits. L'expérience grandiose de 1905 ne passa point sans laisser de traces même pour le village. A cela il faut ajouter l'action de la pensée des sectes religieuses qui unissaient des millions de paysans. « J'ai connu — écrit un

auteur bien informé — beaucoup de paysans qui accueillirent... La Révolution d'Octobre comme l'absolue réalisation de leurs espérances religieuses. » De tous les soulèvements paysans connus dans l'histoire, le mouvement de la paysannerie russe en 1917 fut indubitablement le plus fécondé par les idées politiques. Si, néanmoins, il se trouva incapable de se créer une direction autonome et de prendre en main le pouvoir, les causes en étaient à la nature organique d'une économie isolée, mesquine et routinière : épuisant toute la sève du moujik, cette économie ne le dédommageait pas en lui assurant la capacité de généraliser.

La liberté politique du paysan signifie, en pratique, la liberté de choisir entre les divers partis des villes. Mais ce choix même ne se fait pas *a priori*. Par son soulèvement, la paysannerie pousse les bolcheviks vers le pouvoir. Mais c'est seulement après avoir conquis le pouvoir que les bolcheviks pourront conquérir la paysannerie, transformant la révolution agraire en une loi de l'État ouvrier.

Un groupe d'érudits, sous la direction de Iakovlev, a établi une classification extrêmement précieuse des documents qui caractérisent l'évolution du mouvement agraire de Février à Octobre. Adoptant comme base le chiffre 100 pour exprimer le nombre des manifestations inorganisées pour chaque mois, ces érudits ont calculé que les conflits « organisés » s'étaient élevés en avril à 33, en juin à 86, en juillet à 120. Ce fut là le moment de la plus belle floraison des organisations socialistes-révolutionnaires dans les campagnes. En août, sur 100 conflits inorganisés, il n'en revient que 62 d'organisés et, en octobre, en tout et pour tout, 14. De ces chiffres, extrêmement instructifs quoique très conventionnels, Iakovlev tire cependant une déduction tout à fait inattendue : si, avant le mois d'août, le mouvement devenait de plus en plus « organisé », il prend en automne, de plus en plus, le caractère d'une « force élémentaire ». Un autre chercheur, Vernénitchev, en arrive à la même formule : « La réduction du pourcentage du mouvement organisé dans la période où monta le flot à la veille d'octobre témoigne de la nature élémentaire du mouvement au cours de ces mois. » Si l'on oppose l'élémentaire au conscient, comme la cécité à la vue — et c'est là

la seule antithèse scientifique — il faudrait en venir à cette conclusion que l'état de conscience du mouvement paysan jusqu'en août s'élève, mais ensuite commence à tomber, pour disparaître tout à fait au moment de l'insurrection d'Octobre. C'est ce que nos érudits ne voulaient évidemment pas dire. Si l'on réfléchit quelque peu à la question, il n'est pas difficile de comprendre que, par exemple, les élections rurales pour l'Assemblée constituante, malgré leur apparence « d'organisation », avaient un caractère infiniment plus « élémentaire » — c'est-à-dire non raisonné, grégaire, aveugle — que la marche « non organisée » des paysans contre les propriétaires nobles, dans laquelle chacun des ruraux savait clairement ce qu'il voulait.

Au tournant d'automne, la paysannerie rompait non point avec son opinion consciente pour se jeter dans la force élémentaire, mais avec la direction des conciliateurs pour en arriver à la guerre civile. La décadence de l'état d'organisation eut en somme un caractère superficiel : les organisations de conciliateurs tombaient ; mais ce qu'elles laissaient derrière elles aidait au départ dans une voie nouvelle qui s'effectuait sous la direction immédiate des éléments les plus révolutionnaires : soldats, matelots, ouvriers. En arrivant à des actes décisifs, les paysans convoquaient fréquemment une assemblée générale et même avaient soin de faire signer la décision prise par tous les habitants du village. « Pendant la période d'automne du mouvement paysan, parfois dévastateur — écrit Chestakov, troisième érudit — le plus souvent apparaît sur la scène la vieille assemblée communale (*skhod*) des paysans. C'est par le *skhod* que la paysannerie partage les biens réquisitionnés, par le *skhod* qu'elle mène des pourparlers avec les propriétaires et les régisseurs des domaines, avec les commissaires de district et différents *pacificateurs*... »

Pourquoi disparaissent de la scène les comités de canton qui ont amené tout droit les paysans à la guerre civile ? A ce sujet, nous n'avons point d'indications nettes dans les documents. Mais l'explication vient d'elle-même. La révolution use extrêmement vite ses organes et ses armes. Déjà de ce fait que les comités agraires dirigeaient par des mesures à demi pacifiques, ils devaient se trouver peu susceptibles de donner directement l'assaut. La cause générale est complétée par des causes particulières, mais qui n'ont pas moins

de poids. S'engageant dans la voie d'une guerre ouverte avec les propriétaires, les paysans savaient trop bien ce qui les menaçait dans le cas d'une défaite. Plus d'un comité agraire, déjà même sous Kérénsky, avait été mis sous les verrous. Décentraliser les responsabilités devenait une exigence absolue de la tactique. Pour cela la forme la plus utilisable, c'était le *mir* (commune rurale). Dans le même sens agissait, indubitablement, l'habituelle méfiance des paysans vis-à-vis les uns des autres : il s'agissait maintenant de saisir et de partager les biens des propriétaires, chacun voulait participer personnellement à l'opération, ne confiant à personne ses droits. C'est ainsi qu'une croissante aggravation de la lutte menait à l'élimination temporaire des organes représentatifs de la démocratie paysanne primitive, sous les aspects du *skhod* et des sentences du *mir*.

De grossières aberrations dans la définition du caractère du mouvement paysan doivent sembler particulièrement inattendues sous la plume des érudits bolchevistes. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit de bolcheviks de la nouvelle formation. La bureaucratisation de la pensée mène inévitablement à une surestimation des formes d'organisation qui étaient imposées d'en haut à la paysannerie et à une sous-estimation des formes que la paysannerie se donnait à elle-même. Le fonctionnaire instruit, à la suite du professeur libéral, considère les processus sociaux du point de vue administratif. En qualité de commissaire du peuple à l'Agriculture, Iakovlev manifesta plus tard la même attitude sommaire de bureaucrate à l'égard de la paysannerie, mais, déjà, dans un domaine infiniment plus étendu et chargé de responsabilités, précisément dans l'application de « la collectivisation généralisée ». Le superficiel dans la théorie se venge terriblement quand il s'agit d'une pratique de grande envergure !

Mais, avant les erreurs de la collectivisation généralisée, il reste encore à courir treize bonnes années. Pour l'instant, il ne s'agit que de l'expropriation des terres des propriétaires. Il y a cent trente-quatre mille propriétaires qui tremblent encore sur leurs quatre-vingts millions de déciatines. Les plus menacés sont ceux du sommet, les trente mille maîtres de l'ancienne Russie qui possèdent soixante-dix millions de déciatines, plus de deux mille

déciatines en moyenne par tête. Un membre de la noblesse, Boborykine, écrit au chambellan Rodzianko : « Je suis propriétaire et je ne peux pas me mettre dans la tête que je sois privé de ma terre, surtout dans le but le plus invraisemblable : pour une expérience des doctrines socialistes. » Mais la révolution a justement pour tâche d'accomplir ce qui ne rentre point dans la tête des dirigeants.

Les propriétaires plus perspicaces ne peuvent, cependant, se dispenser de voir qu'ils ne garderont point leurs domaines. Ils ne s'efforcent déjà plus de les conserver : plus vite ils se débarrasseront de la terre, mieux cela vaudra. L'Assemblée constituante leur apparaît avant tout comme une grande Cour des Comptes, où l'État les dédommagera non seulement pour la terre, mais aussi pour leurs tribulations.

Les paysans propriétaires adhéraient à ce programme du côté gauche. Ils étaient assez enclins à en finir avec la noblesse parasitaire, mais craignaient d'ébranler la conception même de la propriété foncière. L'État est assez riche — déclaraient-ils dans leurs congrès — pour payer aux propriétaires quelque douze milliards de roubles. En qualité de « paysans », ils comptaient profiter à des conditions avantageuses de la terre des propriétaires nobles qui aurait été payée aux frais du peuple.

Les propriétaires comprenaient que l'importance des indemnités était une valeur politique qui serait déterminée par le rapport des forces au moment du règlement des comptes. Jusqu'à la fin d'août, il restait l'espoir que l'Assemblée constituante, convoquée à la kornilovienne, ferait passer la ligne de la réforme agraire entre Rodzianko et Milioukov. L'effondrement de Kornilov signifiait que les classes possédantes avaient perdu la partie.

Dans le courant de septembre et d'octobre, les propriétaires attendent le dénouement, comme un malade incurable attend la mort. L'automne est l'époque de la politique des moujiks. Les récoltes sont faites, les illusions dissipées, la patience perdue. Il faut en finir ! Le mouvement déborde, s'étend à toutes les régions, efface les particularités locales, entraîne toutes les couches du village, balaie toutes les considérations de légalité et de prudence,

devient offensif, exaspéré, farouche, enragé, il prend comme arme le fer et le feu, le revolver et la grenade, il démolit et brûle les manoirs, chasse les propriétaires, nettoie la terre, çà et là l'arrose de sang.

Ils périssent, les nids de seigneurs chantés par Pouchkine, par Tourguéniev et par Tolstoï. La vieille Russie s'envole en fumée. La presse libérale rassemble les lamentations, les gémissements, au sujet de la destruction des jardins à l'anglaise, des tableaux brossés à l'époque du servage, des bibliothèques patrimoniales, des Parthénons de Tambov, des chevaux de course, des vieilles gravures, des taureaux de race. Les historiens bourgeois essaient de rejeter sur les bolcheviks la responsabilité du « vandalisme » des paysans exerçant leurs représailles contre la « culture des nobles ». En réalité, le moujik russe achevait une œuvre entreprise bien des siècles avant l'apparition au monde des bolcheviks. Il remplissait sa tâche historique de progrès avec les seuls moyens qui étaient à sa disposition : par la barbarie révolutionnaire il déracinait la barbarie médiévale. D'ailleurs, ni lui-même, ni ses grands-parents, ni ses aïeux n'avaient jamais connu la clémence ou l'indulgence.

Lorsque les féodaux l'emportèrent sur la Jacquerie, quatre siècles et demi avant la délivrance des paysans français, un vieux moine écrivait dans sa chronique : « Ils ont fait tant de mal au pays qu'il n'était pas besoin de l'arrivée des Anglais pour la dévastation du royaume ; les Anglais n'auraient pu faire ce qu'ont fait les nobles de France. » Seule la bourgeoisie, en mai 1871, a surpassé en atrocité la noblesse française. Les paysans russes, grâce à la direction des ouvriers, les ouvriers russes, grâce à l'appui des paysans, échappèrent à cette double leçon des défenseurs de la culture et de l'humanité.

Les rapports réciproques entre les classes essentielles de la Russie trouvèrent leur reproduction dans les campagnes. De même que les ouvriers et les soldats s'étaient battus contre la monarchie, en dépit des plans de la bourgeoisie, les paysans pauvres furent les plus hardis à se soulever contre les propriétaires, sans prêter l'oreille aux avertissements du koulak. De même que les conciliateurs croyaient que la révolution ne serait solidement sur pied qu'à

partir du moment où Milioukov la reconnaît, le paysan de condition moyenne, regardant à droite et à gauche, s'imaginait que la signature du koulak légalisait les saisies. De même enfin que la bourgeoisie hostile à la révolution n'hésita pas à s'attribuer le pouvoir, les koulaks, qui s'étaient opposés aux dévastations, ne renoncèrent pas à en tirer profit. Le pouvoir entre les mains du bourgeois, de même que les biens du propriétaire entre les mains du koulak, ne fut pas retenu longtemps : dans les deux cas, en vertu de causes analogues.

La puissance de révolution démocratique-agraire, d'essence bourgeoise, s'exprima en ce fait qu'elle surmonta pour un temps les antagonismes de classe du village : l'ouvrier agricole pillait le propriétaire, aidant en cela le koulak. Le ^{xvii}^e, le ^{xviii}^e et le ^{xix}^e siècle de l'histoire russe étaient montés sur les épaules du ^{xx}^e et lui avaient fait toucher terre. La faiblesse de la révolution bourgeoise attardée se traduisit en ceci que la guerre paysanne ne poussa point les révolutionnaires bourgeois en avant, mais, au contraire, les rejeta définitivement dans le camp de la réaction : Tsérételli, bagnard la veille encore, protégeait les terres des propriétaires nobles contre l'anarchie ! Rejetée par la bourgeoisie, la révolution paysanne faisait jonction avec le prolétariat industriel. Par là même, le ^{xx}^e siècle non seulement se délivrait des siècles précédents qui s'étaient abattus sur lui, mais, sur leurs épaules, s'élevait à une nouvelle hauteur historique. Pour que le paysan pût nettoyer la terre et enlever les barrières, l'ouvrier devait se mettre à la tête de l'État : telle est la plus simple formule de la Révolution d'Octobre.

La question nationale

[Retour à la table des matières](#)

La langue est le plus important instrument de liaison d'homme à homme, et, par conséquent, de liaison dans l'économie. Elle devient une langue nationale avec la victoire de la circulation marchande qui unit une nation. Sur cette base s'établit l'État national, en tant que terrain le plus commode, le plus avantageux et normal des rapports capitalistes. Dans l'Europe occidentale, l'époque de la formation des nations bourgeoises, si nous laissons de côté la lutte des Pays-Bas pour l'indépendance et le sort de l'Angleterre insulaire, a commencé par la grande Révolution française et dans l'essentiel s'est achevée, à peu près en un siècle, par la constitution de l'Empire allemand.

Mais, dans la période où l'État national en Europe avait déjà cessé d'absorber les forces de production et se développait en État impérialiste, on n'en était encore en Orient — en Perse, dans les Balkans, en Chine, dans l'Inde — qu'au début de l'ère des révolutions nationales-démocratiques dont l'impulsion fut donnée par la Révolution russe de 1905. La guerre des Balkans en 1912 représenta l'achèvement de la formation des États nationaux au sud-est de l'Europe. La guerre impérialiste qui suivit paracheva en cours de route, en Europe, l'œuvre incomplète des révolutions nationales en amenant le démembrement de l'Autriche-Hongrie, la création d'une Pologne indépendante et d'États limitrophes qui se détachèrent de l'Empire des tsars.

La Russie s'était constituée non point comme un État national, mais comme un État de nationalités, cela répondait à son caractère arriéré. Sur la base d'une agriculture extensive et de l'artisanat villageois, le capital marchand se développait non en profondeur, non en transformant la production, mais en largeur, accroissant le rayon de ses opérations. Le commerçant, le propriétaire et le fonctionnaire se déplaçaient du centre vers la périphérie, à la suite des paysans qui se dispersaient, et, à la recherche de terres nouvelles et d'exemptions fiscales, pénétraient sur de nouveaux territoires où se trouvaient des peuplades encore plus arriérées. L'expansion de l'État était essentiellement l'extension d'une économie agricole qui, malgré toute sa primitivité, révélait une supériorité sur les nomades du Midi et de l'Orient. L'État de castes et de bureaucratie qui se forma sur cette base immense et constamment élargie devint assez puissant pour assujettir, en Occident, certaines nations d'une plus haute culture, mais incapables, en raison de leur petite population ou d'une crise intérieure, de défendre leur indépendance (Pologne, Lituanie, provinces baltes, Finlande).

Aux soixante-dix millions de Grands-Russiens qui constituaient le massif central du pays s'ajoutèrent graduellement environ quatre-vingt-dix millions d'« allogènes » qui se divisaient nettement en deux groupes : les Occidentaux, supérieurs aux Grands-Russiens par leur culture, et les Orientaux, d'un niveau inférieur. Ainsi se constitua un empire dans lequel la nationalité dominante ne représentait que 43 % de la population, tandis que 57 % (dont 17 % d'Ukrainiens, 6 % de Polonais, 4 ½ % de Blancs-Russes) se rapportaient à des nationalités diverses par leur degré de culture et leur inégalité de droits.

Les avides exigences de l'État et l'indigence de la base paysanne sous les classes dominantes engendraient les formes les plus féroces d'exploitation. L'oppression nationale en Russie était infiniment plus brutale que dans les États voisins, non seulement sur la frontière occidentale, mais même sur la frontière orientale. Le grand nombre des nations lésées en droit, et l'acuité de leur situation juridique donnaient au problème national dans la Russie tsariste une force explosive énorme.

Si, dans les États de nationalité homogène, la révolution bourgeoise développait de puissantes tendances centripètes, passant sous le signe d'une lutte contre le particularisme comme en France, ou bien d'un morcellement national comme en Italie et en Allemagne — dans les États hétérogènes tels que la Turquie, la Russie, l'Autriche-Hongrie, la révolution attardée de la bourgeoisie déchaînait, au contraire, les forces centrifuges. Malgré l'évidente opposition de ces processus, exprimée en termes de mécanique, leur fonction historique est la même dans la mesure où, dans les deux cas, il s'agit d'utiliser l'unité nationale comme un réservoir économique important : il fallait pour cela faire l'unité de l'Allemagne, il fallait au contraire démembrer l'Autriche-Hongrie.

Lénine avait calculé en temps opportun le caractère inévitable des mouvements nationaux centrifuges en Russie et, pendant des années, avait lutté obstinément, notamment contre Rosa Luxembourg pour le fameux paragraphe 9 du vieux programme du parti, formulant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire à se séparer complètement de l'État. Par là, le parti bolcheviste ne se chargeait nullement de faire une propagande séparatiste, il s'obligeait seulement à résister avec intransigeance à toutes espèces d'oppression nationale et, dans ce nombre, à la rétention par la force de telle ou telle nationalité dans les limites d'un État commun c'est seulement par cette voie que le prolétariat russe put graduellement conquérir la confiance des nationalités opprimées.

Mais ce n'était là qu'un des côtés de l'affaire. La politique du bolchevisme dans le domaine national avait un autre aspect, apparemment en contradiction avec le premier, et qui le complétait en réalité. Dans les cadres du parti et, en général, des organisations ouvrières, le bolchevisme appliquait le plus rigoureux centralisme, luttant implacablement contre toute contagion nationalisée susceptible d'opposer les ouvriers les uns aux autres ou de les diviser. Déniant nettement à l'État bourgeois le droit d'imposer à une minorité nationale une résidence forcée ou bien même une langue officielle, le bolchevisme estimait en même temps que sa tâche vraiment sacrée était de lier, le plus étroitement possible, au moyen d'une discipline de classe

volontaire, les travailleurs de différentes nationalités, en un seul tout. Ainsi il repoussait purement et simplement le principe nationalo-fédératif de la structure du parti. Une organisation révolutionnaire n'est pas le prototype de l'État futur, elle n'est qu'un instrument pour le créer. L'instrument doit être adéquat pour la fabrication du produit, mais ne doit nullement se l'assimiler. C'est seulement une organisation centraliste qui peut assurer le succès de la lutte révolutionnaire — même quand il s'agit de détruire l'oppression centraliste sur les nations.

Le renversement de la monarchie devait, pour les nations opprimées de la Russie, de toute nécessité, signifier aussi leur révolution nationale. Ici se manifesta, cependant ce qui s'était produit dans tous les autres domaines du régime de Février : la démocratie officielle, liée par sa dépendance politique à l'égard de la bourgeoisie impérialiste, se trouva absolument incapable de détruire les vieilles entraves. Estimant incontestable son droit de régler le sort de toutes les autres nations, elle continuait à sauvegarder avec zèle les sources de richesse, de force, d'influence que donnaient à la bourgeoisie grand-russienne sa situation dominante. La démocratie conciliatrice interpréta seulement les traditions de la politique nationale du tsarisme dans le langage d'une rhétorique émancipatrice : il s'agissait maintenant de défendre l'unité de la révolution. Mais la coalition dirigeante avait un autre argument, plus grave : des considérations motivées par le temps de guerre. Cela signifie que les efforts d'émancipation de diverses nationalités étaient représentés contre l'œuvre de l'État-major austro-allemand. Là aussi, les cadets jouaient les premiers violons, les conciliateurs accompagnaient.

Le nouveau pouvoir ne pouvait, bien entendu, laisser intacte l'abominable profusion d'outrages médiévaux infligés aux allogènes. Mais il espérait se borner, et tâchait de le faire, simplement à l'abolition des lois d'exception contre diverses nations, c'est-à-dire à l'établissement d'une égalité apparente de tous les éléments de la population devant la bureaucratie de l'État grand-russien.

L'égalité formelle des droits juridiques était surtout à l'avantage des

israélites : le nombre des lois qui limitaient leurs droits atteignait le chiffre de six cent cinquante. En outre, comme nationalité exclusivement urbaine et des plus dispersée, les Juifs ne pouvaient prétendre non seulement à une indépendance dans l'État, mais même à une autonomie territoriale. En ce qui concerne le projet dit d'une « autonomie nationalo-culturelle », qui devait unir les Juifs sur l'étendue de tout le pays autour des écoles et d'autres institutions, cette utopie réactionnaire, empruntée par divers groupes juifs au théoricien autrichien Otto Bauer, fondit dès le premier jour de la liberté comme de la cire sous les rayons du soleil.

Mais la révolution est précisément une révolution parce qu'elle ne se contente pas d'aumônes, ni de versements à crédit. L'annulation des restrictions les plus honteuses établissait pour la forme une égalité de droits des citoyens, indépendamment de la nationalité ; mais d'autant plus vivement se manifestait l'inégalité des droits juridiques des nations elles-mêmes, les laissant en majeure partie dans la situation d'enfants illégitimes ou adoptés de l'État grand-russien.

L'égalité des droits civils ne donnait rien aux Finnois qui cherchaient non point l'égalité avec les Russes, mais leur indépendance vis-à-vis de la Russie. Elle n'apportait rien aux Ukrainiens qui, auparavant, n'avaient connu aucune restriction, parce qu'on les avait de force déclarés Russes. Elle ne changeait rien à la situation des Lettons et des Estoniens, écrasés par la propriété foncière allemande et par la ville russo-allemande. Elle ne soulageait en rien dans leurs destinées les peuples et peuplades arriérés de l'Asie, maintenus dans les bas-fonds du manque de droits juridiques non par des restrictions, mais par les chaînes d'un servage économique et culturel. Toutes ces questions, la coalition libéralo-conciliatrice ne voulait même pas les poser. L'État démocratique restait toujours le même État du fonctionnaire grand-russien qui ne se disposait à céder sa place à personne.

À mesure que la révolution gagnait des masses plus profondes dans la périphérie, plus il devenait manifeste que la langue officielle était là-bas celle des classes possédantes. Le régime de la démocratie pour la forme, avec la

liberté de la presse et des réunions, contraignit les nationalités arriérées et opprimées à sentir encore plus douloureusement combien elles étaient privées des moyens les plus élémentaires d'un développement culturel : écoles à elles, tribunaux à elles, et leur fonctionnariat. Les renvoi à la future Assemblée constituante étaient seulement irritants : car enfin, dans l'Assemblée, devaient dominer les mêmes partir qui avaient créé le gouvernement provisoire et continuaient à maintenir les traditions des russificateurs, marquant avec âpreté la limite au-delà de laquelle les classes dirigeantes ne voulaient pas aller.

La Finlande devint tout à coup une écharde dans le corps du régime de Février. Par suite de la gravité de la question agraire qui portait en Finlande sur les *torpari*, c'est-à-dire sur les petits fermiers opprimés, les ouvriers industriels, représentant au total quatorze pour cent de la population, entraînaient à leur suite le village. Le *Séim* finlandais (la Diète) se trouva être dans le monde le seul parlement où les social-démocrates eussent obtenu la majorité : cent trois sur deux cents sièges de députés. Ayant proclamé par la loi du 5 juin le *Séim* souverain, exception faite des questions concernant l'armée et la politique extérieure, la social-démocratie finnoise s'adressa « aux partis frères de Russie » pour avoir leur appui, il se trouva que la requête était tout à fait mal adressée. Le gouvernement se mit d'abord de côté, laissant liberté d'agir « aux partis frères ». Une délégation venue pour sermonner, avec Tchkhéidzé en tête, revint de Helsingfors sans avoir obtenu de résultat. Alors les ministres socialistes de Pétrograd : Kérénsky, Tchernov, Skobélev, Tsérételli, décidèrent de liquider par la violence le gouvernement socialiste de Helsingfors. Le chef d'État-major du Grand Quartier Général, le monarchiste Loukomsky, avertissait les autorités civiles et la population qu'en cas de manifestation quelconque contre l'armée russe, « leurs villes et, en première ligne, Helsingfors, seraient dévastées ». Après avoir ainsi préparé le terrain, le gouvernement, dans un manifeste solennel, dont le style même semblait un plagiat de la monarchie, prononça la dissolution du *Séim* et, le jour où commençait une offensive sur le front, plaça aux portes du parlement finlandais des soldats russes prélevés sur le front. C'est ainsi que les masses révolutionnaires de la Russie reçurent, dans le chemin vers Octobre, une assez

bonne leçon leur apprenant quelle place conventionnelle ont les principes de la démocratie dans la lutte des forces de classe.

Devant le déchaînement nationaliste des dirigeants, les troupes révolutionnaires en Finlande prirent une position digne. Le congrès régional des soviets qui se tint à Helsingfors dans la première quinzaine de septembre déclara : « Si la démocratie finlandaise juge nécessaire de reprendre les séances du *Séim*, toutes tentatives pour s'opposer à cette mesure seront considérées par le congrès comme un acte contre-révolutionnaire. » C'était une offre directe d'assistance militaire. Mais la social-démocratie finlandaise, dans laquelle prédominaient les tendances conciliatrices, n'était pas prête à s'engager dans la voie de l'insurrection. Les nouvelles élections, qui eurent lieu sous la menace d'une nouvelle dissolution, assurèrent aux partis bourgeois, en accord avec lesquels le gouvernement avait dissous le *Séim*, une petite majorité : 108 sur 200.

Mais maintenant se posent en première ligne des questions intérieures qui, dans cette Suisse du Nord, dans ce pays des montagnes de granit et des propriétés avares, mènent inévitablement à la guerre civile, la bourgeoisie finlandaise prépare à demi ouvertement ses cadres militaires. En même temps se constituent les cellules secrètes de la Garde rouge. La bourgeoisie, pour avoir des armes et des moniteurs, s'adresse à la Suède et à l'Allemagne. Les ouvriers trouvent un soutien chez les soldats russes. En même temps, dans les cercles bourgeois qui, la veille encore, étaient disposés à s'entendre avec Pétrograd, se renforce le mouvement pour une complète séparation d'avec la Russie. Le journal dirigeant *Huvttstatsbladet* écrivait : « Le peuple russe est en proie à un déchaînement anarchique... Ne devons-nous pas dans ces conditions... nous détacher autant que possible de ce chaos ? ». Le gouvernement provisoire se vit forcé de faire des concessions sans attendre l'Assemblée constituante : le 23 octobre fut adoptée une ordonnance « de principe » sur l'indépendance de la Finlande, exception faite des affaires militaires et des relations extérieures. Mais « l'indépendance », venant des mains de Kérensky, ne valait déjà plus grand-chose : il ne restait plus que deux jours avant sa chute.

Il y eut une autre écharde, beaucoup plus profondément enfoncée, ce fut l'Ukraine. Au début de juin, Kérensky avait interdit le congrès des troupes de l'Ukraine convoqué par la Rada. Les Ukrainiens ne cédèrent point. Pour sauver la face du gouvernement, Kérensky légalisa le congrès avec retard, en envoyant un télégramme pompeux que les congressistes écoutèrent avec des rires peu respectueux. L'amère leçon n'empêcha pas Kérensky d'interdire, trois semaines plus tard, le congrès des militaires musulmans à Moscou. Le gouvernement démocratique semblait se hâter de suggérer aux nations mécontentes : vous ne recevrez que ce que vous aurez arraché.

Dans le premier numéro de l'*Ounivarsal*, paru le 10 juin, la Rada accusant Pétrograd de s'opposer à l'autonomie nationale, proclamait : « Désormais, nous ferons nous-mêmes notre vie. » Les cadets traitaient les dirigeants ukrainiens comme des agents de l'Allemagne. Les conciliateurs adressaient aux Ukrainiens des exhortations sentimentales. Le gouvernement provisoire envoya à Kiev une délégation. Dans l'atmosphère surchauffée de l'Ukraine, Kérensky, Tsérételli, et Téréchtchenko se trouvèrent forcés de faire quelques pas dans la direction de la Rada. Mais après l'écrasement, en juillet, des ouvriers et des soldats, le gouvernement mit également barre sur la droite dans la question ukrainienne. Le 5 août, la Rada, par une majorité écrasante, accusa le gouvernement d'avoir, « étant pénétré des tendances impérialistes de la bourgeoisie russe », violé la convention du 3 juillet. « Lorsque le gouvernement dut honorer une traite — écrivait le chef du pouvoir ukrainien, Vinnitchenko — il se trouva que ce gouvernement provisoire... était un petit escroc qui, par ses filouteries, prétendait régler un grand problème historique. » Ce langage peu équivoque montre assez quelle était l'autorité du gouvernement même dans des cercles qui auraient dû politiquement lui être assez proches, car, en fin de compte, le conciliateur Vinnitchenko ne différait de Kérensky que comme un romancier négligeable diffère d'un avocat médiocre.

À vrai dire, en septembre, le gouvernement publia, enfin, un acte qui reconnaissait aux nationalités de la Russie — dans les cadres qui seraient assignés par l'Assemblée constituante — le droit de « disposer d'elles-

mêmes », Mais cette lettre de change tirée sans aucune garantie pour l'avenir et comportant des contradictions, extrêmement imprécise en tout, sauf dans les réserves qui s'y trouvaient, n'inspirait confiance à personne : les actes du gouvernement provisoire criaient déjà trop haut contre lui.

Le 2 septembre, le sénat, celui-là même qui avait refusé de recevoir en ses séances de nouveaux membres non revêtus de l'ancien uniforme, décida de rejeter la promulgation d'une instruction confirmée par le gouvernement, adressée au secrétariat général de l'Ukraine, c'est-à-dire au cabinet des ministres de Kiev. Motif : il n'existe pas de loi sur le secrétariat et, donc, l'on ne peut envoyer des instructions à une institution illégale. Les éminents juristes ne cachaient pas que l'accord même du gouvernement avec la Rada constituait une usurpation sur les droits de l'Assemblée constituante : les partisans les plus inflexibles de la pure démocratie se trouvaient maintenant du côté des sénateurs du tsar. En montrant tant de vaillance, les oppositionnels de droite ne risquaient absolument rien : ils savaient que leur opposition serait tout à fait dans le goût des dirigeants. Si la bourgeoisie russe se résignait encore à reconnaître une certaine indépendance à la Finlande, qui n'avait avec la Russie que de faibles liens économiques, elle ne pouvait en aucune manière consentir à « l'autonomie » des blés de l'Ukraine, du charbon du Donetz et du minerai de Krivol-Rog.

Le 19 octobre, Kérensky prescrivit par télégramme aux secrétaires généraux de l'Ukraine « de venir d'urgence à Pétrograd pour explications personnelles » au sujet de leur agitation criminelle en faveur d'une Assemblée constituante ukrainienne. En même temps, le Parquet de Kiev était invité à ouvrir une instruction contre la Rada. Mais les foudres lancées contre l'Ukraine effrayaient aussi peu que les gentillesse vis-à-vis de la Finlande ne réjouissaient.

Les conciliateurs ukrainiens se sentaient, pendant ce temps, encore infiniment plus stables que leurs cousins aînés de Pétrograd. Indépendamment de l'atmosphère favorable qui entourait leur lutte pour les droits nationaux, la stabilité relative des partis petits-bourgeois de l'Ukraine, ainsi que d'autres

nations opprimées, avait des racines économiques et sociales que l'on peut qualifier d'un mot : arriérées. Malgré le rapide développement industriel des bassins du Donetz et de Krivoi-Rog, l'Ukraine dans l'ensemble continuait à marcher à la remorque de la Grande Russie, le prolétariat ukrainien était moins homogène et trempé, le parti bolchevik restait, en quantité comme en qualité, faible, se détachait lentement des mencheviks, discernait mal les choses de la politique, et surtout dans le domaine national. Même dans l'Ukraine orientale, industrielle, la conférence régionale des soviets, au milieu d'octobre, donnait encore une petite majorité aux conciliateurs.

La bourgeoisie ukrainienne était encore relativement plus faible. Une des causes de l'instabilité sociale de la bourgeoisie russe prise dans son ensemble était, comme on se rappelle, en ceci que pour la partie la plus puissante, elle se composait d'étrangers qui ne vivaient même pas en Russie. Dans la périphérie, ce fait se compliquait d'un autre qui n'était pas de moindre importance : la bourgeoisie du pays, de l'intérieur, appartenait à une autre nation que la masse principale du peuple.

La population des villes dans la périphérie se distinguait totalement par sa composition nationale de la population des villages. En Ukraine et en Russie Blanche, le propriétaire terrien, le capitaliste, l'avocat, le journaliste sont grand-russien, polonais, juif, étranger : or, la population des campagnes est entièrement ukrainienne et russe-blanche. Dans les provinces baltes, les villes étaient des foyers de la bourgeoisie allemande, russe et juive ; le village était tout entier letton et estonien. Dans les villes de la Géorgie prédominait la population russe et arménienne, de même que dans l'Azerbaïdjan turkmène. Séparés de la masse essentielle du peuple non seulement par le niveau d'existence et les mœurs, mais par le langage, exactement comme les Anglais dans l'Inde ; devant la défense de leurs domaines et de leurs revenus attachés à l'appareil bureaucratique ; liés inséparablement avec les classes dominantes de tout le pays, les propriétaires nobles, les industriels et les commerçants de la périphérie groupaient autour d'eux un cercle étroit de fonctionnaires, employés, maîtres d'école, médecins, avocats, journalistes, partiellement aussi d'ouvriers, tous russes, transformant les villes en des foyers de russification et

de colonisation.

Le village pouvait n'être pas remarqué tant qu'il se taisait. Cependant, même quand il commença à élever la voix avec une impatience croissante, la ville s'entêta dans la résistance, défendant sa situation privilégiée. Le fonctionnaire, le marchand, l'avocat apprirent rapidement à camoufler leur lutte pour la conservation des hauteurs stratégiques de l'économie et de la culture sous une altière condamnation du « chauvinisme » réveillé. L'effort de la nation dominante pour maintenir le *statu quo* est fréquemment coloré d'un supra-nationalisme, de même que l'effort d'un pays vainqueur pour conserver ce qu'il a pillé prend la forme du pacifisme. C'est ainsi que MacDonald, devant Gandhi, se sent internationaliste. C'est ainsi que la poussée des Autrichiens vers l'Allemagne apparaît à Poincaré comme une insulte pour le pacifisme français.

« Les gens qui vivent dans les villes de l'Ukraine — écrivait en mai la délégation de la Rada de Kiev au gouvernement provisoire — voient devant eux les rues russifiées de ces villes... oublient tout à fait que ces villes ne sont que des flots dans la mer de tout le peuple ukrainien. » Lorsque Rosa Luxembourg, dans une polémique posthume sur le programme de la Révolution d'octobre, affirmait que le nationalisme ukrainien, qui avait été auparavant le simple « amusement » d'une douzaine d'intellectuels petits-bourgeois, avait été artificiellement gonflé par le levain de la formule bolcheviste du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, elle tomba, bien qu'elle eût l'esprit clair, dans une erreur historique très grave : la paysannerie de l'Ukraine n'avait pas formulé dans le passé de revendications nationales pour cette raison qu'en général elle ne s'était pas élevée jusqu'à la politique. Le principal mérite de l'insurrection de Février, mettons l'unique, mais tout à fait suffisant, consista précisément en ceci qu'il donna, enfin, la possibilité de parler hautement aux classes et aux nations les plus opprimées de la Russie. L'éveil politique de la paysannerie ne pouvait cependant avoir lieu autrement qu'avec le retour au langage natal et toutes les conséquences qui en découlaient, par rapport à l'école, aux tribunaux, aux administrations autonomes. S'opposer à cela, c'eût été une tentative pour faire rentrer la

paysannerie dans le néant.

L'hétérogénéité nationale entre la ville et le village se faisait sentir douloureusement aussi par les soviets en tant qu'organisations principalement urbaines. Sous la direction des partis conciliateurs, les soviets affectaient constamment d'ignorer les intérêts nationaux de la population autochtone. Là était une des causes de la faiblesse des soviets en Ukraine. Les soviets de Riga et de Reval oubliaient les intérêts des Lettons et des Estoniens. Le soviet conciliateur de Bakou négligeait les intérêts d'une population principalement turkmène. Sous une fausse enseigne d'internationalisme, les soviets menaient fréquemment la lutte contre la défensive nationaliste ukrainienne ou musulmane, camouflant la russification oppressive exercée par les villes. Il se passera encore bien du temps, même sous la domination des bolcheviks, avant que les soviets de la périphérie aient appris à parler dans la langue du village.

Aux allogènes sibériens écrasés par les conditions naturelles et l'exploitation, leur état primitif, économique et culturel ne permettait pas en général de s'élever au niveau où commencent les revendications nationales. La vodka, le fisc et l'orthodoxie forcée étaient depuis des siècles les principaux leviers du pouvoir de l'État. La maladie que les Italiens appelaient la « maladie française » et que les Français appelait le « mal napolitain » se dénommait chez les peuples sibériens le « mal russe » : cela indique de quelle source venaient les semences de la civilisation. La Révolution de Février n'est pas arrivée jusque-là. Il faudra attendre longtemps encore l'aurore pour les chasseurs et les conducteurs de rennes des immensités polaires.

Les populations et les peuplades sur la Volga, dans le Caucase septentrional, dans l'Asie centrale, réveillées pour la première fois par l'insurrection de Février d'une existence préhistorique, ne connaissaient encore rit bourgeoisie nationale, ni prolétariat. Au-dessus de la masse paysanne ou pastorale se détachait des couches supérieures un léger tégument d'intellectuels. Avant de s'élever jusqu'à un programme d'administration nationale autonome, la lutte se menait autour des questions d'un alphabet que l'on voudrait avoir à soi, d'un maître à soi — parfois... d'un prêtre à soi. Ces

êtres les plus opprimés devaient constater par une amère expérience que les patrons instruits de l'État ne leur permettraient pas de bon gré de s'élever. Retardataires entre tous, ils se trouvaient forcés de chercher un allié dans la classe la plus révolutionnaire. C'est ainsi que, par les éléments de gauche de leur jeune intellectualité, les Votiaks, les Tchouvaches, les Zyrianes, les peuplades du Daghestan et du Turkestan commençaient à se frayer des voies vers les bolchéviks.

La destination des possessions coloniales, principalement dans l'Asie centrale, se modifia avec l'évolution économique du centre qui, après le pillage direct et déclaré, notamment le pillage commercial, en arrivait à des méthodes mieux déguisées, transformant les paysans d'Asie en des fournisseurs de matières premières industrielles, principalement de coton. L'exploitation hiérarchiquement organisée, combinant la barbarie du capitalisme avec celle des mœurs patriarcales, maintenait avec succès les peuples d'Asie dans un état d'extrême abaissement national. Le régime de Février avait ici laissé toutes choses dans l'ancien État.

Les meilleures terres qui avaient été saisies, sous le régime tsariste, chez les Bachkirs, les Bouriates, les Kirghiz et d'autres nomades, continuaient à rester entre les mains des propriétaires nobles et des paysans russes cossus, dispersés dans des oasis de colonisation parmi la population indigène. Le réveil de l'esprit d'indépendance nationale signifiait ici avant tout la lutte contre les colonisateurs qui avaient créé un morcellement artificiel et avaient condamné les nomades à la famine et au dépérissement. D'autre part, les intrus défendaient avec acharnement contre « le séparatisme » des Asiatiques l'unité de la Russie, c'est-à-dire de leurs pillages. La haine des colons à l'égard du mouvement des indigènes prenait des formes zoologiques. Dans Transbaïkalie l'on préparait en hâte des pogroms bouriates, la direction de socialistes-révolutionnaires de Mars, représentés par des greffiers de canton et des sous-off's revenus du front.

Dans leur effort pour garder le plus longtemps possible le vieil ordre établi, tous les exploiters et les fauteurs de violence dans les régions

colonisées en appelaient désormais aux droits souverains de l'Assemblée constituante : cette phraséologie leur était fournie par le gouvernement provisoire qui trouvait en eux son meilleur appui. D'autre part, les sommets privilégiés des peuples opprimés invoquaient de plus en plus souvent le nom de l'Assemblée constituante. Même les imans de la religion musulmane qui avaient levé sur les populations de montagne et les peuplades réveillées du Caucase septentrional l'étendard vert du Coran, dans tous les cas où la pression d'en bas les mettait en situation difficile, insistaient sur la nécessité de différer « jusqu'à l'Assemblée constituante ». Cela devint le mot d'ordre des conservateurs, de la réaction, des intérêts et privilèges cupides dans toutes les parties du pays. L'appel à l'Assemblée constituante signifiait : différer et temporiser. La temporisation signifiait : réunir des forces et étouffer la révolution.

La direction tombait cependant aux mains des autorités religieuses ou de la noblesse féodale seulement dans les premiers temps, seulement chez les peuples arriérés, presque exclusivement chez les musulmans. D'une façon générale, le mouvement national dans les campagnes avait à sa tête naturellement les maîtres d'école, les greffiers de canton, les petits fonctionnaires et officiers, partiellement les commerçants. A côté de l'intelligentsia russe ou russifiée, parmi les éléments les plus vigoureux et les plus cossus, dans les villes de la périphérie parvint à se constituer une autre couche plus jeune, étroitement liée avec le village par ses origines, n'ayant pas trouvé accès à la table du capital, et ayant pris naturellement à sa charge la représentation politique des intérêts nationaux, partiellement aussi sociaux, des masses profondes de la paysannerie.

S'opposant avec hostilité aux conciliateurs russes sur la ligne des revendications nationales, les conciliateurs de la périphérie appartenaient au même type essentiel et même portaient souvent les mêmes dénominations. Les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates de l'Ukraine, les mencheviks de Géorgie et de Lettonie, les « travaillistes » de Lituanie s'efforçaient, de même que leurs homonymes grands-russiens, de maintenir la révolution dans les cadres du régime bourgeois. Mais l'extrême faiblesse de la

bourgeoise indigène forçait ici les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires à refuser la coalition et à prendre en main le pouvoir de l'État, contraints dans le domaine de la question agraire et ouvrière d'aller au-delà du pouvoir central, les conciliateurs de la périphérie gagnaient beaucoup en se montrant dans l'armée et dans le pays les adversaires du gouvernement provisoire de coalition. Il suffisait de tout cela sinon pour engendrer des destinées différentes entre les conciliateurs grands-russiens et ceux de la périphérie, du moins pour déterminer la différence de rythmes de leur montée et de leur déclin.

La social-démocratie géorgienne non seulement entraînait derrière elle la paysannerie indigente de la petite Géorgie, mais prétendait aussi, non sans un certain succès, à diriger le mouvement de « la démocratie révolutionnaire » de toute la Russie. Dans les premiers mois de la révolution, les sommets de l'intelligentsia géorgienne considéraient la Géorgie non point comme une patrie nationale, mais comme une Gironde, une province bénie du Midi appelée à procurer des chefs pour le pays tout entier. A la Conférence d'État de Moscou, un des mencheviks géorgiens les plus en vue, Tchkenkéli, se flatta de dire que les Géorgiens, même sous le régime tsariste, dans la prospérité comme dans les revers, avaient proclamé : « L'unique patrie, c'est la Russie. » « Que dire de la nation géorgienne ? — demandait le même Tchkenkéli un mois après, à la Conférence démocratique — elle est toute au service de la grande Révolution russe. » Et effectivement : les conciliateurs géorgiens aussi bien que juifs étaient toujours « au service » de la bureaucratie grand-russienne quand il fallait modérer ou enrayer les revendications nationales de différentes régions.

Cela continua, cependant, tout juste tant que les social-démocrates géorgiens conservèrent l'espoir de maintenir la révolution dans les cadres de la démocratie bourgeoise. A mesure qu'apparaissait le danger d'une victoire des masses dirigées par la social-démocratie géorgienne relâchait ses liens avec les conciliateurs russes, s'attachant plus étroitement aux éléments réactionnaires de la Géorgie elle-même. Au moment de victoire des soviets, les partisans géorgiens de la Russie une et indivisible deviennent les oracles

du séparatisme et montrent aux autres populations de la Transcaucasie les crocs jaunes du chauvinisme.

L'inévitable camouflage national des antagonismes sociaux, d'ailleurs déjà moins développés en règle générale dans la périphérie, explique suffisamment pourquoi la Révolution d'octobre devait, dans la plupart des nations opprimées, rencontrer une distance plus grande que dans la Russie centrale. Mais, en revanche, la lutte nationale, par elle-même, ébranlait cruellement le régime de Février, créant pour la révolution dans le centre une périphérie politique suffisamment favorable.

Dans les cas où ils coïncidaient avec des contradictions de classes, les antagonismes nationaux prenaient une acuité particulière. La lutte séculaire entre la paysannerie lettone et les barons allemands poussa, au début de la guerre, bien des milliers de travailleurs lettons à s'engager volontairement dans l'armée. Les régiments de chasseurs composés de journaliers et de paysans lettons comptaient parmi les meilleurs sur le front. Cependant, en mai, ils se prononçaient déjà pour le pouvoir des soviets. Le nationalisme ne se trouva être que l'enveloppe d'un bolchevisme peu mûr. Un processus analogue avait lieu aussi en Estonie.

En Russie Blanche — où se trouvaient des propriétaires polonais ou polonisés, une population juive dans les villes et les localités, ainsi qu'un fonctionnariat russe — la paysannerie doublement et triplement opprimée, sous l'influence du front proche, dirigea dès avant Octobre sa révolte nationale et sociale dans le courant du bolchevisme. Aux élections pour l'Assemblée constituante, la masse écrasante des paysans de la Russie Blanche votera pour les bolcheviks.

Tous ces processus dans lesquels la dignité nationale éveillée se combinait avec une indignation sociale, tantôt la retenant, tantôt la poussant en avant, trouvaient au plus haut degré leur expression vive dans l'armée où se créaient fiévreusement des régiments nationaux, tantôt patronnés, tantôt tolérés, tantôt persécutés par le pouvoir central, suivant leur attitude vis-à-vis de la guerre et des bolcheviks, mais qui, dans l'ensemble, se tournaient avec

une hostilité de plus en plus grande contre Pétrograd.

Lénine tâtait avec assurance le pouls « national » de la révolution. Dans son fameux article *La crise est mûre*, à la fin de septembre, il remontrait avec insistance que la curie nationale de la conférence démocratique « par son radicalisme se rangeait à la deuxième place, ne le cédant qu'aux syndicats et s'élevant au dessus de la curie des Soviets par le pourcentage des votes exprimés contre la coalition (40 sur 55) ». Cela signifiait que, de la bourgeoisie grand-russienne, les nations opprimées n'attendaient déjà plus rien de bon. Elles réalisaient de plus en plus leurs droits par leur propre volonté, par bribes, selon les méthodes des saisies révolutionnaires.

En octobre, au congrès des Bouriates, dans le lointain Verkhnéoudinsk, un rapporteur témoignait : dans la situation des allogènes « la Révolution de Février n'a rien apporté de neuf ». Un pareil bilan forçait sinon à se ranger du côté des bolcheviks, du moins à observer à leur égard une neutralité plus amicale.

Le congrès des troupes panukrainien, qui siégeait déjà pendant les journées de l'insurrection de Pétrograd, décida de combattre la revendication d'une remise du pouvoir aux soviets en Ukraine, mais, en même temps, se refusa à considérer l'insurrection des bolcheviks grands-russiens « comme une action anti-démocratique », et promit d'employer tous les moyens pour que des troupes ne fussent pas envoyées écraser l'insurrection. Cette ambiguïté qui caractérise le mieux du monde la phase petite-bourgeoise de la lutte nationale, facilitait la révolution du prolétariat décidée à en finir avec toute équivoque.

D'autre part, les cercles bourgeois de la périphérie, toujours et invariablement portés vers le pouvoir central, se lançaient maintenant dans un séparatisme sous lequel, en bien des cas, il n'y avait pas l'ombre d'une base nationale. La veille encore, la bourgeoisie ultra-patriotique des provinces baltes, à la suite des barons allemands, le meilleur appui des Romanov, se mettait, dans la lutte contre la Russie bolcheviste et les masses de son propre pays, sous le drapeau du séparatisme. Dans cette voie se produisirent des

phénomènes encore plus bizarres. Le 20 octobre surgit une nouvelle formation gouvernementale, dénommée « Union Sud-Est des troupes cosaques, des montagnards du et des peuples libres des steppes ». Les hauts dirigeants la cosaquerie du Don, du Kouban, du Ter et d'Astrakhan, le plus puissant soutien du centralisme impérial, étaient devenus quelques mois les partisans passionnés de la fédération et fusionnés sur ce terrain avec les chefs des musulmans, montagnards et hommes des steppes. Les cloisons du régime fédératif devaient servir de barrière contre le danger bolcheviste qui venait du Nord. Pourtant, avant de créer les principales places d'armes de la guerre civile contre les bolcheviks, le séparatisme contre-révolutionnaire visait directement la coalition dirigeante, la démoralisant et l'affaiblissant.

Ainsi, le problème national, après les autres, montrait au gouvernement provisoire une tête de Méduse dont la chevelure, espérances de mars et d'avril, n'était plus faite que des serpents de la haine et de la révolte.

Le parti bolchevik fut loin d'occuper immédiatement après l'insurrection la position dans la question nationale qui lui assura finalement la victoire. Ceci concerne non seulement la périphérie avec ses organisations de parti faibles et inexpérimentées, mais le centre de Pétrograd. Pendant les années de guerre, le parti s'était tellement affaibli, le niveau théorique et politique des cadres s'était tellement abaissé, que la direction officielle prit aussi dans la question nationale, jusqu'à l'arrivée de Lénine, une position extrêmement embrouillée et hésitante.

À vrai dire, conformément à la tradition, les bolcheviks continuaient à défendre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais cette formule était admise en paroles par les mencheviks aussi : le texte du programme restait encore commun. Cependant, la question du pouvoir avait une importance décisive alors que les dirigeants temporaires du parti se révélaient absolument incapables de comprendre l'irréductible antagonisme entre les mots d'ordre bolchevistes dans la question nationale comme dans la question

agraire d'une part, et, d'autre part, le maintien du régime bourgeois impérialiste, même camouflé sous des formes démocratiques.

La position démocratique trouva son expression la plus vulgaire sous la plume de Staline. Le 25 mars, dans un article à propos du décret gouvernemental abolissant les restrictions des droits nationaux, Staline essaie de poser la question nationale dans son ampleur historique. « La base sociale de l'oppression nationale — écrit-il — la force qui l'inspire, c'est l'aristocratie terrienne à son déclin. » Quant au fait important que l'oppression nationale a pris un développement inouï à l'époque du capitalisme et a trouvé son expression la plus barbare dans la politique coloniale, l'auteur ne semble pas du tout le soupçonner. « En Angleterre — continue-t-il — où l'aristocratie terrienne partage le pouvoir avec la bourgeoisie, où depuis longtemps il n'existe plus de domination illimitée de cette aristocratie, l'oppression nationale est plus douce, moins inhumaine, si, bien entendu, l'on ne prend pas en considération (?) cette circonstance que, dans le cours de la guerre, lorsque le pouvoir passa aux mains des landlords (!), l'oppression nationale s'est considérablement renforcée (persécutions contre les Irlandais, les Hindous). » Ainsi se trouvent coupables de l'oppression des Irlandais et des Hindous les landlords qui, évidemment, en la personne de Lloyd George, se sont emparés du pouvoir, grâce à la guerre. « ... En Suisse, et dans l'Amérique du Nord — continue Staline — où il n'y a pas et il n'y eut jamais de landlords (?), où le pouvoir appartient indivisiblement à la bourgeoisie, les nationalités se développent librement, il n'y a pas place en général pour l'oppression nationale... » L'auteur oublie tout à fait la question des nègres et ta question coloniale aux États-Unis.

De cette analyse désespérément provinciale, qui consiste uniquement à établir un vague contraste entre le féodalisme et la démocratie, découlent des conclusions politiques purement libérales. « Faire disparaître de la scène politique l'aristocratie féodale, lui arracher le pouvoir — cela précisément signifie liquider l'oppression nationale, créer les conditions de fait nécessaires pour la liberté nationale. Dans la mesure où la révolution russe a vaincu — écrit Staline — elle a déjà créé ces conditions de fait... » Nous avons ici,

semble-t-il, une apologie de la « démocratie » impérialiste plus nettement basée sur un principe que tout ce qui a été écrit, sur ce thème, en ces mêmes jours, par les mencheviks. De même que, dans la politique extérieure, Staline, à la suite de Kaménev, espérait, par la division du travail avec le gouvernement provisoire, parvenir à une paix démocratique, ainsi, dans la politique intérieure, il trouvait dans la démocratie du prince Lvov « les conditions de fait » de la liberté nationale.

En réalité, la chute de la monarchie révélait complètement pour la première fois que non seulement les propriétaires réactionnaires, mais aussi toute la bourgeoisie libérale et, derrière elle, toute la démocratie petite-bourgeoise, avec quelques leaders patriotes de la classe ouvrière, se montraient les adversaires irréductibles d'une véritable égalité des droits nationaux, c'est-à-dire de la suppression des privilèges de la nation dominante : tout leur programme se ramenait à une atténuation, à un polissage culturel et à un camouflage démocratique de la domination grande-russienne.

À la Conférence d'avril, défendant la résolution de Lénine sur la question nationale, Staline part déjà formellement de ce point que « l'oppression nationale, c'est le système... ce sont les mesures... qui sont appliquées par les cercles impérialistes », mais il retombe aussitôt inévitablement sur sa position de mars. « Plus le pays est démocratique, plus faible est l'oppression nationale, et inversement », tel est le propos abstrait du rapporteur, bien à lui et non emprunté à Lénine. Ce fait que l'Angleterre démocratique opprime l'Inde féodale avec ses castes, continue à échapper à son champ de vue limité. Différemment de la Russie, où dominait « une vieille aristocratie terrienne » — continue Staline — en Angleterre et en Autriche-Hongrie, l'oppression nationale n'a jamais pris les formes du pogrome ». Comme si, en Angleterre, il n'avait « jamais » existé d'aristocratie terrienne, ou bien comme si, en Hongrie, cette aristocratie ne dominait pas jusqu'à ce jour ! Le caractère du développement historique, combinant la « démocratie » avec l'étouffement des nations faibles, restait pour Staline un livre fermé sous sept sceaux.

Que la Russie se soit constituée comme un État de nationalités, c'est le

résultat de son retard historique. Mais le retard est un concept complexe, inévitablement contradictoire. Un pays attardé ne marche pas du tout sur les traces d'un pays avancé en observant toujours la même distance. A l'époque de l'économie mondiale, les nations retardataires, s'insérant sous la pression des nations avancées dans la chaîne générale du développement, sautent par-dessus un certain nombre d'échelons intermédiaires. Bien plus, l'absence de formes sociales et de traditions stabilisées fait qu'un pays en retard — du moins dans certaines limites est extrêmement accessible au dernier mot de la technique mondiale et de la pensée mondiale. Mais le retard n'en reste pas moins un retard. Le développement dans l'ensemble prend un caractère contradictoire et combiné. Ce qui caractérise la structure sociale d'une nation retardataire, c'est la prédominance de pôles historiques extrêmes, de paysans arriérés et de prolétaires avancés, sur les formations moyennes, sur la bourgeoisie. Les tâches d'une classe retombent sur les épaules d'une autre. L'arrachement des survivances médiévales devient aussi, dans le domaine national, l'affaire du prolétariat.

Rien ne caractérise aussi nettement le retard historique de la Russie, si on la considère comme un pays européen, que ceci : au ^{xx}e siècle, elle a dû liquider le fermage forcé et les zones de résidence des Juifs, c'est-à-dire la barbarie du servage et du ghetto. Mais, pour résoudre ces tâches, la Russie, précisément par suite de son développement arriéré, possédait de nouvelles classes, de nouveaux partis et programmes modernes au plus haut degré. Pour en finir avec les idées et les méthodes de Raspoutine, la Russie eut besoin des idées et des méthodes de Marx.

La pratique politique restait, il est vrai, beaucoup plus primitive que la théorie, car les choses se modifient plus difficilement que les idées. La théorie néanmoins n'était là que pour pousser jusqu'aux extrêmes déductions les besoins de la pratique. Pour obtenir l'émancipation et un relèvement culturel, les nationalités opprimées se trouvaient forcées de lier leur sort à celui de la classe ouvrière. Et pour cela il leur était indispensable de se débarrasser de la direction de leurs partis bourgeois et petits-bourgeois, c'est-à-dire de précipiter la marche de leur évolution historique.

La subordination des mouvements nationaux au processus essentiel de la révolution, à la lutte du prolétariat pour le pouvoir, se réalise non d'un seul coup, mais en plusieurs phases, et différemment selon les diverses régions du pays. Les ouvriers, les paysans et les soldats ukrainiens, blancs-russiens ou tatars, hostiles à Kérensky, à la guerre et à la russification, devenaient par là-même, malgré leur direction de conciliateurs, les alliés de l'insurrection prolétarienne. Après avoir objectivement soutenu les bolcheviks, ils se trouvent forcés, à l'étape suivante, de s'engager subjectivement dans la voie du bolchevisme. En Finlande, en Lettonie, en Estonie, plus faiblement en Ukraine, la dissociation du mouvement national prend déjà en octobre une acuité que seule l'intervention des troupes étrangères peut empêcher ici le succès de l'insurrection prolétarienne. Dans l'Orient asiatique, où le réveil national s'accomplissait dans les formes les plus primitives, il ne devait que graduellement, et avec un retard considérable, tomber sous la direction du prolétariat, après la conquête par celui-ci du pouvoir. Si l'on considère dans son ensemble le processus complexe et contradictoire, la déduction est évidente : le torrent national, de même que le torrent agraire, se déversait dans le lit de la Révolution d'octobre.

Le passage inéluctable et irrésistible des masses allant des plus élémentaires problèmes de l'émancipation politique, agraire, nationale, vers la domination du prolétariat, procédait non point d'une agitation « démagogique », non point de schémas préconçus, non point de la théorie de la révolution permanente, comme le croyaient les libéraux et les conciliateurs, mais de la structure sociale de la Russie et des circonstances de la situation mondiale. La théorie de la révolution permanente formulait seulement le processus combiné du développement.

Il ne s'agit point ici seulement de la Russie. La subordination des révolutions nationales arriérées à la révolution du prolétariat a son déterminisme sur le plan mondial. Alors qu'au xix^e siècle la tâche essentielle des guerres et des révolutions consistait encore à assurer aux forces productrices un marché national, la tâche de notre siècle consiste à affranchir les forces productrices des frontières nationales qui sont devenues pour elles

des entraves. Dans un large sens historique, les révolutions nationales de l'Orient ne sont que des degrés de la révolution mondiale du prolétariat, de même que les mouvements nationaux de la Russie sont devenus des degrés vers la dictature soviétique.

Lénine avait apprécié avec une remarquable profondeur la force révolutionnaire inhérente au sort des nationalités opprimées, tant dans la Russie tsariste que dans le monde entier. A ses yeux ne méritait que du mépris ce « pacifisme » hypocrite qui « condamne » également la guerre du Japon contre la Chine pour asservir celle-ci, et la guerre de la Chine contre le Japon pour s'émanciper. Pour Lénine, une guerre nationale d'émancipation, opposée à une guerre d'oppression impérialiste, était seulement une autre forme de révolution nationale qui, à son tour, s'insérait comme un anneau indispensable, dans la lutte émancipatrice de la classe ouvrière du monde entier.

De ce jugement sur les révolutions et les guerres nationales ne découle en tout cas nullement la reconnaissance de quelque mission révolutionnaire de la bourgeoisie des nations coloniales et semi-coloniales. Au contraire, précisément, la bourgeoisie des pays arriérés, dès ses dents de lait, se développe comme une agence du capital étranger et, bien qu'elle ait à l'égard de ce dernier une envieuse hostilité, se trouve et se trouvera dans tous les cas décisifs unie à lui dans un même camp. Le système chinois des compradores est la forme classique de la bourgeoisie coloniale, de même que le Kuomintang est le parti classique des compradores. Les sommets de la petite bourgeoisie, dans ce nombre les intellectuels, peuvent prendre une part active, parfois très bruyante, à la lutte nationale, mais ne sont pas du tout capables de jouer un rôle indépendant. Seule la classe ouvrière, ayant pris la tête d'une nation, peut mener jusqu'au bout une révolution nationale ou agraire.

L'erreur fatale des épigones, avant tout de Staline, consiste en ceci que de la doctrine de Lénine sur la signification historique progressiste de la lutte des nations opprimées, ils ont conclu à une mission révolutionnaire de la bourgeoisie des pays coloniaux. L'incompréhension du caractère permanent

de la révolution dans l'époque impérialiste ; la schématisation pédantesque du développement ; la désarticulation du vivant processus combiné en phrases mortes séparées inévitablement l'une et l'autre dans le temps, tout cela a amené Staline à une idéalisation vulgaire de la démocratie, ou bien de la « dictature démocratique » qui, en réalité, peut être ou bien une dictature impérialiste, ou bien une dictature du prolétariat. De degré en degré, le groupe de Staline en est venu, dans cette voie, à rompre complètement avec la position de Lénine dans la question nationale et à faire une politique catastrophique en Chine.

En août 1927, dans la lutte contre l'opposition (Trotsky, Rakovsky et autres), Staline disait au plenum du comité central des bolcheviks : « La révolution dans les pays impérialistes — c'est une chose : là, la bourgeoisie... est contre-révolutionnaire à toutes les phases de la révolution... La révolution dans les pays coloniaux et assujettis, c'est autre chose... Là, la bourgeoisie nationale, en une certaine phase et pour un certain temps, peut soutenir le mouvement révolutionnaire de son pays contre l'impérialisme. » Avec des réticences et des atténuations qui caractérisent seulement son manque d'assurance en lui-même, Staline reporte ici sur la bourgeoisie coloniale les traits mêmes qu'il attribuait en mars à la bourgeoisie russe. Se conformant à son caractère profondément organique, l'opportunisme stalinien, comme sous l'action des lois de la pesanteur, se fraie une route par des canaux divers. Le choix des arguments théoriques est, dans ce cas, une affaire purement fortuite.

Le jugement de mars concernant le gouvernement provisoire reporté sur le gouvernement « national », en Chine, conduisit à une collaboration durant trois ans de Staline avec le Kuomintang qui constitue un des faits les plus stupéfiants de l'histoire moderne : en qualité de fidèle écuyer, le bolchevisme des épigones accompagna la bourgeoisie chinoise jusqu'au 11 avril 1927, c'est-à-dire jusqu'à la répression sanglante qu'elle exerça sur le prolétariat de Changai. « L'erreur essentielle de l'opposition — disait Staline, pour justifier sa fraternité d'armes avec Tchang Kaï-Chek — consiste en ceci qu'elle identifie la révolution de 1905 en Russie, dans un pays impérialiste, qui a opprimé d'autres peuples, avec la révolution en Chine, dans un pays

opprimé... » Il est surprenant que Staline lui-même n'ait pas eu l'idée de prendre la révolution en Russie, non du point de vue d'une nation « ayant opprimé d'autres peuples », mais du point de vue de l'expérience « des autres peuples » de cette même Russie qui avaient subi une oppression non moindre que celle imposée aux Chinois.

Sur l'immense champ d'expérience que la Russie a représenté dans le cours de trois révolutions, on peut trouver toutes les variantes de la lutte des nationalités et des classes, sauf une : on n'a point vu que la bourgeoisie d'une nation opprimée ait joué un rôle émancipateur à l'égard de son propre peuple. A toutes les étapes de son développement, la bourgeoisie de la périphérie, quelles que fussent les couleurs dont elle se parait, dépendait invariablement des banques centrales, des trusts, des firmes commerciales, étant en somme l'agence du capital de toute la Russie, se soumettant à ses tendances russificatrices et assujettissant à ces tendances même les larges sphères de l'intelligentsia libérale et démocratique. Plus la bourgeoisie de la périphérie se montrait « mûre », plus elle se trouvait étroitement liée avec l'appareil général de l'État. Prise dans son ensemble, la bourgeoisie des nations opprimées jouait vis-à-vis de la bourgeoisie dirigeante le même rôle de compradores que celle-ci remplissait par rapport au capital financier mondial. La complexe hiérarchie des dépendances et des antagonismes n'écartait pas un seul jour la solidarité fondamentale dans la lutte contre les masses insurgées.

Dans la période de la contre-révolution (de 1907 à 1917), lorsque la direction du mouvement national était concentrée dans les mains de la bourgeoisie allogène, celle-ci, plus franchement encore que les libéraux russes, cherchait à s'entendre avec la monarchie. Les bourgeois polonais, baltes, tatars, ukrainiens, juifs rivalisaient dans la carrière du patriotisme impérialiste. Après l'insurrection de Février, ils se cachèrent derrière le dos des cadets, ou bien, d'après l'exemple des cadets, derrière le dos de leurs conciliateurs nationaux. Dans la voie du séparatisme, la bourgeoisie des nations de la périphérie s'engage, vers l'automne de 1917, non dans la lutte contre l'oppression nationale, mais dans la lutte contre la révolution prolétarienne qui approchait. Au total, la bourgeoisie des nations opprimées

montra non moins d'hostilité à l'égard de la révolution que la bourgeoisie grande-russienne.

La formidable leçon historique de trois révolutions n'avait Pourtant point laissé de traces pour de nombreux acteurs des événements — avant tout pour Staline. La conception conciliatrice, c'est-à-dire petite-bourgeoise, des rapports réciproques des classes à l'intérieur des nations coloniales, qui a perdu la révolution chinoise de 1925-1927, a été inscrite par les épigones même dans le programme de l'Internationale communiste, transformant celui, pour cette partie, en un véritable piège pour les peuples opprimés de l'Orient.

Pour comprendre le véritable caractère de la politique nationale de Lénine, le mieux est — d'après la méthode des contrastes — la confronter avec la politique de la social-démocratie autrichienne. Alors que le bolchevisme s'orientait vers une explosion révolutions nationales depuis des dizaines d'années, éduquant cette vue les ouvriers avancés, la social-démocratie autrichienne s'accommodait docilement de la politique des classes parlait en avocat de la cohabitation forcée de dix dans la monarchie austro-hongroise et, en même temps, absolument incapable de réaliser l'unité révolutionnaire ouvriers de différentes nationalités, les cloisonnait dans le parti et dans les syndicats en sens vertical. Karl Renner, fonctionnaire instruit des Habsbourg, cherchait infatigablement dans l'encrier de l'austro-marxisme les moyens de rajeunir l'État des Habsbourg, jusqu'à l'heure où il se vit le théoricien en veuvage de la monarchie austro-hongroise. Lorsque les Empires de l'Europe centrale furent battus, la dynastie des Habsbourg essaya encore de dresser, sous son sceptre, le drapeau d'une fédération de nations autonomes : le programme officiel de la social-démocratie autrichienne, calculé pour une évolution pacifique dans les cadres de la monarchie, devint pour un instant le programme de la monarchie elle-même, couverte du sang et de la boue de quatre années de guerre.

Le cercle de fer rouillé qui ligaturait en une seule pièce dix nations éclata

en morceaux. L'Autriche-Hongrie s'effondrait, disloquée par d'intimes tendances centrifuges que corroborait la chirurgie de Versailles. De nouveaux États se formaient, les anciens États se recréaient. Les Allemands d'Autriche se trouvèrent penchés sur un précipice. La question pour eux était déjà non plus de conserver leur souveraineté sur d'autres nations, mais d'éviter le danger de tomber eux-mêmes sous un autre pouvoir. Otto Bauer, représentant de l'aile « gauche » de la social-démocratie autrichienne, estima que ce moment était favorable pour qu'on mît en avant la formule du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Le programme qui aurait dû, pendant des dizaines d'années précédentes, inspirer la lutte du prolétariat contre les Habsbourg et la bourgeoisie dirigeante, se trouva transformé en un instrument de défense de la nation même qui, la veille encore, était maîtresse et qui était menacée aujourd'hui du côté des peuples slaves émancipés. De même que le programme réformiste de la social-démocratie autrichienne devint un instant le brin de paille ce auquel essayait de s'accrocher la monarchie noyée — la formule émoussée de l'austro-marxisme devait devenir l'ancre de salut de la bourgeoisie allemande.

Le 3 octobre 1918, lorsque la question ne dépendait déjà plus d'eux le moins du monde, les députés social-démocrates du Reichsrat « reconnurent » généreusement le droit des peuples de l'ancien empire à l'indépendance. Le 4 octobre, le programme du droit des nations à disposer d'elles-mêmes fut adopté aussi par les partis bourgeois. Ayant devancé ainsi les impérialistes austro-allemands d'une journée tout entière, la social-démocratie continuait pourtant à se tenir dans l'expectative : on ne savait pas comment les choses tourneraient et ce que dirait Wilson. C'est seulement le 13 octobre, lorsque la débâcle définitive de l'armée et de la monarchie créa « la situation révolutionnaire pour laquelle — prétendait Bauer — notre programme national avait été conçu », c'est alors seulement que les austro-marxistes posèrent pratiquement la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes : en vérité, ils n'avaient déjà plus rien à perdre. « Avec l'effondrement de sa puissance sur les autres nations — explique Bauer en toute franchise — la bourgeoisie de nationalité allemande considéra comme terminée la mission

historique au nom de laquelle elle avait accepté volontairement d'être séparée de la patrie allemande. » Le nouveau programme fut mis en circulation non point parce qu'il était nécessaire aux opprimés, mais parce qu'il avait cessé d'être dangereux pour les oppresseurs. Les classes possédantes, coincées dans une fissure historique, se trouvèrent contraintes de reconnaître de *jure* la révolution nationale ; l'austro-marxisme jugea opportun de la légaliser théoriquement, C'est une révolution mûre, opportune, historiquement préparée : et d'ailleurs elle est déjà accomplie ! L'âme de la social-démocratie, nous l'avons là devant nous comme sur la main.

Il en était tout autrement de la révolution sociale, qui ne pouvait nullement compter sur une reconnaissance des classes possédantes. Il fallait l'écarter, la découronner, la compromettre. Etant donné que l'Empire se déchirait naturellement sur les coutures les plus faibles, les coutures nationales, Otto Bauer fait cette déduction sur le caractère de la révolution : « Ce ne fut nullement une révolution sociale, c'était une révolution nationale. » En réalité, le mouvement, dès le début, avait un contenu profondément social-révolutionnaire. Le caractère « purement » national de la révolution n'est pas mal illustré par ce fait que les classes possédantes de l'Autriche proposaient ouvertement à l'Entente de faire prisonnière toute l'armée. La bourgeoisie allemande suppliait un général italien d'occuper Vienne avec ses troupes !

Une dissociation vulgairement pédantesque de la forme nationale et du contenu social d'un processus révolutionnaire, considérés comme deux prétendues phases historiques indépendantes — nous voyons combien Otto Bauer se rapproche ici de Staline ! — avait une destination utilitaire au plus haut degré : elle devait justifier la collaboration de la social-démocratie avec la bourgeoisie dans la lutte contre les dangers d'une révolution sociale.

Si l'on admet, d'après Marx, que la révolution soit la locomotive de l'histoire, l'austro-marxisme doit y avoir la place du frein. Déjà, après l'écroulement de fait de la monarchie, la social-démocratie, appelée à participer au pouvoir, ne se décidait pas encore à se séparer des vieux

ministres des Habsbourg : la révolution « nationale » se borna à les consolider en leur adjoignant des secrétaires d'État. C'est seulement après le 9 novembre, quand la révolution allemande renversa les Hohenzollern, que la social-démocratie autrichienne proposa au Conseil d'État (Staatsrat) de proclamer la république, terrifiant les partenaires bourgeois par un mouvement de masse qu'elle redoutait elle-même tout autant. « Les chrétiens-sociaux, — dit Otto Bauer avec une imprudente ironie, — qui, le 9 et le 19 novembre, tenaient encore pour la monarchie, se décidèrent, le 11 novembre, à cesser leur résistance... » De deux jours entiers, la social-démocratie avait devancé le parti des monarchistes Cent-Noirs ! Toutes les héroïques légendes de l'humanité pâlissent devant cette envolée révolutionnaire.

Malgré elle, la social-démocratie, dès le début de la révolution, se trouva automatiquement à la tête de la nation, comme il en était advenu aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires russes. De même que ces derniers, elle avait surtout peur de sa propre force. Dans le gouvernement de coalition, elle s'efforçait d'occuper le plus petit coin possible. Otto Bauer l'explique : « Au caractère purement national de la révolution répondait de prime abord ce fait que les social-démocrates ne réclamaient qu'une participation très modeste dans le gouvernement. Question du pouvoir se résout pour ces gens-là non point par le réel rapport des forces, non par la puissance du mouvement révolutionnaire, non par la banqueroute des classes dominantes, non par l'influence politique du parti, mais par l'étiquette pédantesque d'une « révolution nationale », collée sur les événements par de sages classificateurs. »

Karl Renner attendit que la tempête fût passée en qualité de chef de la chancellerie du Conseil d'État. Les autres leaders social-démocrates se transformèrent en adjoints aux ministres bourgeois. En d'autres termes, les social-démocrates se cachèrent sous les tables des bureaux. Les masses, cependant, ne consentaient pas à se nourrir de la coquille nationale dont les austro-marxistes gardaient l'amande sociale pour la bourgeoisie. Les ouvriers et les soldats contraignirent les social-démocrates à sortir de leurs retraites. L'irremplaçable théoricien Otto Bauer explique : « Ce sont seulement les

événements des journées suivantes qui, poussant la révolution nationale dans le sens d'une révolution sociale, augmentèrent notre poids dans le gouvernement. » A traduire en langage clair : sous la pression des masses, les social-démocrates se trouvèrent forcés de sortir de dessous les tables.

Mais, ne manquant point un seul instant à leur vocation, ils prirent le pouvoir seulement pour mener la guerre contre le romantisme et l'esprit d'aventure : sous ces termes figure chez les sycophantes la même révolution sociale qui a accru leur « poids dans le gouvernement ». Si les austro-marxistes ont rempli non sans succès en 1918 leur mission historique d'anges gardiens de la Kreditanstalt de Vienne contre le romantisme révolutionnaire du prolétariat, c'est seulement parce qu'ils n'ont pas rencontré d'empêchements du côté d'un véritable parti révolutionnaire.

Deux États formés de diverses nationalités, la Russie et l'Autriche-Hongrie, ont marqué par leurs récentes destinées l'opposition du bolchevisme et de l'austro-marxisme. Pendant quinze ans environ, Lénine proclama, dans une lutte implacable contre toutes les nuances du chauvinisme grand-russien, le droit de toutes les nations opprimées à se détacher de l'Empire des tsars. On accusait les bolcheviks de tendre au démembrement de la Russie. Or, une hardie définition révolutionnaire de la question nationale créa l'inébranlable confiance des peuples opprimés, petits et arriérés, de la Russie tsariste envers le parti bolcheviste. Avril 1917, Lénine disait : « Si les Ukrainiens voient que nous avons une république des soviets, ils ne se sépareront pas ; mais si nous avons une république de Milioukov, ils se sépareront. » Encore dans ce cas il avait raison. L'histoire donna une vérification incomparable des deux politiques dans la question nationale. Tandis que l'Autriche-Hongrie, dont le prolétariat était éduqué dans un esprit de tergiversations poltronnes, sous un ébranlement terrible tombait en pièces, alors que l'initiative de l'effondrement était prise surtout par les éléments nationaux de la social-démocratie, sur les ruines de la Russie tsariste se créait l'un nouvel État formé de nationalités économiquement et politiquement liées d'une façon étroite par le parti bolcheviste.

Quelles que soient les destinées ultérieures de l'Union soviétique — et elle est loin encore de toucher au port — la politique nationale de Lénine entrera pour toujours dans le solide matériel de l'humanité.

Sortie du préparlement et lutte pour le congrès des soviets

[Retour à la table des matières](#)

Chaque jour de guerre ébranlait le front, affaiblissait le gouvernement, aggravait la situation internationale du pays. Au début d'octobre, la flotte allemande, maritime et aérienne, opéra activement dans le golfe de Finlande. Les matelots de la Baltique combattirent courageusement, s'efforçant de couvrir la route de Petrograd. Mais ils comprenaient plus vivement et plus intimement que tous les autres contingents du front la profonde contradiction de leur état, avant-garde de la révolution et participants forcés de la guerre impérialiste et, par des radios de leurs vaisseaux, ils lançaient un appel à l'aide révolutionnaire internationale vers les quatre coins de l'horizon. « Attaquée par des forces allemandes supérieures, notre flotte périt dans une lutte inégale. Pas un de nos vaisseaux n'esquivera le combat. La flotte calomniée, stigmatisée, remplira son devoir... non sur l'ordre d'un quelconque misérable Bonaparte russe régnant grâce à la longue patience de la révolution... non pas au nom des traités de nos dirigeants avec les alliés qui passent les menottes aux mains de la Liberté russe. Non, mais au nom de la défense des approches du foyer de la révolution, Petrograd. A l'heure où les flots de la Baltique sont rougis du sang de nos frères, lorsque les eaux se referment sur leurs cadavres, nous élevons la voix : Opprimés du monde

entier, levez l'étendard de la révolte ! »

Au sujet des batailles et des victimes, ces paroles n'étaient point des phrases. L'escadre avait perdu le navire *Slava* et avait battu en retraite après le combat. Les Allemands s'étaient emparés de l'archipel de Monsund. Une nouvelle page sombre s'était ouverte dans le livre de la guerre. Le gouvernement décida d'utiliser ce nouveau revers pour déplacer la capitale : l'ancien plan revenait à la surface en chaque occurrence favorable. Les cercles dirigeants n'avaient point de sympathies pour Moscou, mais ils détestaient Petrograd. La réaction monarchiste, le libéralisme, la démocratie s'efforçaient, les uns après les autres, de dégrader la capitale, de la contraindre à s'agenouiller, de l'écraser. Les patriotes les plus extrêmes haïssaient maintenant Petrograd d'une aversion beaucoup plus ardente qu'ils n'en avaient pour Berlin.

La question de l'évacuation était examinée dans l'ordre d'extrême urgence. Pour le transfert du gouvernement avec le préparlement, on assigne au plus deux semaines. Il est également décidé d'évacuer dans le plus bref délai les usines travaillant pour la défense nationale. Le Comité exécutif central, en tant qu' « institution privée », doit lui-même se préoccuper de son propre sort. Les cadets instigateurs de l'évacuation comprenaient que le simple transfert du gouvernement ne résolvait point la question. Mais ils comptaient mater le nid de l'infection révolutionnaire par la famine, par voie d'extinction, d'épuisement. Le blocus intérieur de Petrograd était déjà en plein fonctionnement. On décommandait les travaux dans les usines, les fournitures de combustible étaient réduites au quart, le ministère des Approvisionnements empêchait les expéditions de bétail pour la capitale, sur les canaux Marie les cargaisons étaient arrêtées.

Le belliqueux Rodzianko, président de la Douma d'État que le gouvernement s'était décidé, enfin, à dissoudre au début d'octobre, se prononçait en toute franchise dans le journal libéral moscovite *Outra Rossiï* (*Le Matin russe*) au sujet du danger que la guerre faisait peser sur la capitale. « Que le diable l'emporte, Petrograd, voilà ce que je pense. On craint qu'à

Piter les institutions centrales (c'est-à-dire les soviets et autres) ne soient détruites. A cela je réplique que je serai très content si toutes ces institutions périclitent parce qu'elles n'ont apporté à la Russie rien d'autre que des maux. » Il est vrai que, avec la prise de Petrograd, la flotte de la Baltique doit périr. Mais on ne doit point s'en faire de chagrin : éIl y a là des vaisseaux absolument pervertis.é Grâce à ce fait que le chambellan n'avait pas l'habitude de tenir sa langue entre ses dents, le peuple apprenait les pensées les plus intimes de la Russie aristocratique et bourgeoise.

Le chargé d'affaires de la Russie à Londres communiquait que l'État-major naval de la Grande-Bretagne, malgré toutes les instances, n'estimait pas possible d'alléger la situation de son alliée dans la mer Baltique. Les bolcheviks n'étaient pas seuls à interpréter cette réponse en ce sens que les Alliés, s'associant aux sphères supérieures des patriotes de la Russie même, n'attendaient que des avantages pour la cause commune d'une offensive sur Petrograd. Les ouvriers et les soldats ne doutaient surtout après les aveux de Rodzianko, que le gouvernement se préparât consciemment à les livrer à la férule de Ludendorff et de Hoffmann.

Le 6 octobre, la Section des soldats adopta, avec une unanimité inconnue jusqu'à ce jour, la résolution de Trotsky : « Si le gouvernement provisoire est incapable de défendre Petrograd, il a l'obligation de signer la paix, ou bien de céder la place à un autre gouvernement. » Les ouvriers se prononçaient d'une manière non moins intransigente. Ils considéraient Petrograd comme citadelle, ils y attachaient leurs espoirs révolutionnaires, ils ne voulaient pas rendre Petrograd. Epouvantés par les dangers de la guerre, par l'évacuation, par l'indignation des soldats et des ouvriers, par la surexcitation de tous les habitants, les conciliateurs, de leur côté, donnèrent le signal d'alarme : on ne peut abandonner Petrograd aux caprices du sort. Ayant constaté que la tentative d'évacuation rencontrait de l'opposition de tous les côtés, le gouvernement commença à battre en retraite : il était préoccupé, soi-disant, non pas tant de sa sécurité particulière que de choisir un siège pour la future Assemblée constituante. Mais on ne put se maintenir même sur cette position. En moins de huit jours, le gouvernement se trouva forcé de déclarer que non

seulement il avait l'intention de rester lui-même au palais d'Hiver, mais qu'il projetait comme par le passé de convoquer l'Assemblée constituante au palais de Tauride. A la situation militaire et politique cette déclaration ne changeait rien. Mais elle manifestait de nouveau la force politique de Petrograd, qui considérait comme sa mission d'en finir avec le gouvernement de Kérénsky et ne le laissait pas sortir de son enceinte. Seuls les bolcheviks osèrent par la suite transférer la capitale à Moscou. Ils s'en acquittèrent sans aucune difficulté, parce que, pour eux, la tâche était effectivement stratégique : il ne pouvait y avoir pour eux de motifs politiques les déterminant à fuir Petrograd.

La repentante déclaration sur la défense de la capitale fut faite par le gouvernement d'après les exigences de la majorité conciliatrice de la commission du Conseil de la République de Russie, autrement dit du préparlement. Cette extravagante institution était enfin venue au jour. Plékhanov, qui aimait à plaisanter et qui s'y connaissait, appela irrespectueusement le Conseil impuissant et éphémère de la République « une petite isba montée sur des pattes de poule ». Au point de vue politique, cette définition ne manquait pas de justesse. Il faut seulement ajouter qu'en qualité de « petite isba », le préparlement avait très bonne apparence : on lui avait réservé le magnifique palais Marie qui avait servi auparavant d'asile au Conseil d'État. Le contraste entre le luxueux palais et l'Institut Smolny, crasseux et imprégné d'odeurs de soldats, frappa Soukhanov : « Au milieu de toutes ces merveilles — avoue-t-il — on avait envie de se reposer, d'oublier les travaux et la lutte, la famine et la guerre, le désarroi et l'anarchie, le pays et la révolution. » Mais pour le repos et l'oubli, il restait trop peu de temps.

Ce que l'on appela la majorité « démocratique » du préparlement se composait de 308 personnes : 120 socialistes-révolutionnaires (dans ce nombre environ 20 socialistes-révolutionnaires de gauche), 60 mencheviks de différentes nuances, 66 bolcheviks ; en outre des coopérateurs, les délégués du Comité exécutif des paysans, etc. Les classes possédantes avaient obtenu 156 sièges, pour moitié occupés par les cadets. Avec les coopérateurs, les Cosaques et les membres assez conservateurs du Comité exécutif des paysans, l'aile droite, sur un bon nombre de questions, se rapprochait de la majorité. La

répartition des sièges dans la petite isba confortable, montée sur des pattes de poule, se trouvait ainsi en contradiction criante et absolue avec toutes les manifestations de la volonté de la ville et du village. En revanche, contrairement aux incolores représentations soviétiques et autres, le palais Marie avait rassemblé dans ses murs « la fleur de la nation ». Etant donné que les membres du préparlement ne dépendaient pas des vicissitudes d'une concurrence électorale, des influences locales et des préférences provinciales, chaque groupe social, chaque parti envoya ses leaders les plus en vue. La composition du préparlement, d'après le témoignage de Soukhanov, se trouva « exceptionnellement brillante ». Lorsque le préparlement se réunit pour sa première séance, bien des sceptiques, d'après Milioukov, se sentirent le cœur soulagé : « Ce sera bien si l'Assemblée constituante n'est pas plus mauvaise que ça. » « La fleur de la nation » se mirait avec satisfaction dans les glaces du palais, ne remarquant pas qu'elle n'était qu'une fleur stérile.

Ouvrant, le 7 octobre, le Conseil de la République, Kérensky ne laissa point échapper l'occasion de rappeler que si le gouvernement détenait « intégralement le pouvoir », néanmoins il était prêt à entendre « toutes remontrances réellement valables » ; quoique gouvernement absolu, il restait un pouvoir éclairé. Dans le bureau de cinq membres, présidé par Avksentiev, une place était réservée aux bolcheviks : elle devait rester inoccupée. Les régisseurs de la comédie misérable et peu gaie se sentaient le cœur brouillé. Tout l'intérêt d'une grise ouverture par une grise journée pluvieuse se concentrait d'avance sur la manifestation attendue des bolcheviks. Dans les couloirs du palais Marie se répandait, d'après Soukhanov, « un bruit sensationnel : Trotsky avait vaincu à la majorité de deux ou trois voix... et les bolcheviks allaient sortir tout de suite du préparlement ». En réalité la décision de sortir démonstrativement du palais Marie avait été prise le 5, à la séance de la fraction bolcheviste par toutes les voix contre une seule : tellement grand était le mouvement vers la gauche pour les deux semaines écoulées ! Seul, Kamenev resta fidèle à sa première position, ou plus exactement s'enhardit jusqu'à la défendre ouvertement. Dans une déclaration spéciale adressée au Comité central, Kamenev caractérisait sans ambages le

cours adopté comme « très dangereux pour le parti », Les intentions incertaines des bolcheviks provoquaient une certaine inquiétude dans le préparlement : on avait peur, à proprement parler, non d'un ébranlement du régime, mais d'un « scandale » devant les diplomates alliés que la majorité venait tout juste de saluer par une salve d'applaudissements patriotiques. Soukhanov raconte comment l'on détacha vers les bolcheviks une personnalité officielle — Avksentiev lui-même — pour leur poser une question préalable : qu'est-ce qui allait se passer ? « Une bagatelle — répondit Trotsky — une bagatelle, un petit coup de revolver. »

Après l'ouverture de la séance, l'on accorda à Trotsky, d'après le règlement hérité de la Douma d'État, dix minutes pour faire une déclaration d'urgence au nom de la fraction bolcheviste. Dans la salle s'établit un silence absolu. La déclaration commençait par démontrer que le gouvernement, pour l'instant, était aussi peu responsable qu'avant la Conférence démocratique, convoquée soi-disant pour juguler Kérensky, et que les représentants des classes possédantes étaient entrés dans le Conseil provisoire en un nombre auquel ils n'avaient certainement pas droit. Si la bourgeoisie se préparait effectivement à l'Assemblée constituante dans six semaines, ses leaders n'avaient point de raisons de défendre maintenant avec un tel acharnement l'irresponsabilité du pouvoir, même devant une représentation frelatée. » Tout réside en somme en ceci que les classes bourgeoises se sont donné pour but de faire sauter l'Assemblée constituante. « Le coup porte. L'aile droite n'en proteste que plus véhémentement. Ne s'écartant point du texte de la déclaration, l'orateur flagelle la politique industrielle, agraire, alimentaire du gouvernement : on ne pourrait prendre un autre cours si même l'on se donnait consciemment pour but de pousser les masses dans la voie de l'insurrection. » L'idée d'une reddition de la capitale révolutionnaire aux troupes allemandes... est considérée comme le chaînon naturel d'une politique générale qui doit faciliter... le complot contre-révolutionnaire. « La protestation devient une tempête. Des cris au sujet de Berlin, de l'or allemand, du wagon plombé et, sur ce fond général, comme un tesson de bouteille dans la boue — des injures de voyous. Jamais rien de pareil ne s'était produit

pendant les débats les plus passionnés dans le sordide Institut Smolny, encrassé, rempli de crachats de soldats. » Il nous suffisait de tomber dans la bonne société du palais Marie — écrit Soukhanov — pour retrouver immédiatement l'atmosphère de cabaret qui régnait dans la Douma censitaire de l'Empire. »

Frayant sa route à travers des explosions de haine qui alternent avec des moments de calme, l'orateur termine ainsi : « Nous, fraction des bolcheviks, déclarons : avec ce gouvernement qui trahit le peuple et avec ce Conseil défaillant devant la contre-révolution, nous n'avons rien de commun... En quittant le Conseil provisoire, nous appelons à la vigilance et au courage les ouvriers, les soldats et les paysans de toute la Russie. Petrograd est en danger ! La révolution est en danger ! Le peuple est en danger !... Nous nous adressons au peuple. Tout le pouvoir aux Soviets ! »

L'orateur descend de la tribune. Plusieurs dizaines de bolcheviks quittent la salle, accompagnés de malédictions. Après des minutes d'anxiété la majorité est prête à pousser un soupir de soulagement. Seuls les bolcheviks sont sortis — la fleur de la nation reste à son poste. Il n'y a quo le flanc gauche des conciliateurs qui ait plié le coup dirigé, semblait-il, non contre lui. « Nous, les plus voisins des bolcheviks — avoue Soukhanov — restions prostrés devant tout ce qui s'était passé. » Les purs chevaliers de la parole sentirent que le temps des phrases était révolu.

Le ministre des Affaires étrangères Téréchtchenko, dans un télégramme secret aux ambassadeurs russes, les informait de l'ouverture du préparlement : « La première séance a été très neutre, exception faite d'un scandale suscité par les bolcheviks. » La rupture historique du prolétariat avec le mécanisme étatique la bourgeoisie était considérée par ces gens-là comme un simple « scandale ». La presse bourgeoise ne manqua pas l'occasion de stimuler le gouvernement en lui signalant l'audace des bolcheviks : messieurs les ministres ne sortiront le pays de l'anarchie qu'après avoir acquis « autant de résolution et de volonté pour l'action qu'il s'en trouve chez le camarade Trotsky ». Comme s'il s'était agi de la résolution et de la volonté d'individus,

et non de la destinée historique des classes. Et comme si la sélection des hommes et des caractères avait lieu indépendamment des tâches historiques. « Ils parlaient et agissaient — écrivit Milioukov au sujet de la sortie des bolcheviks du préparlement — comme des hommes qui sentent derrière eux une force, qui savent que le lendemain leur appartient. »

La perte des îles de Monsund, le danger accru pour Petrograd et la sortie des bolcheviks du préparlement forcèrent les conciliateurs à se demander quelle attitude prendre à l'égard de la guerre. Après trois jours de débats, avec la participation des ministres de la Guerre et de la Marine, des commissaires et des délégués des organisations de l'armée, le Comité exécutif central trouva enfin une solution de salut : « Insister sur la participation des représentants de la démocratie russe à la conférence des Alliés à Paris. » Après y avoir encore travaillé d'arrache-pied, les représentants désignèrent Skobelev. Une instruction détaillée fut élaborée : la paix sans annexions ni contributions, la neutralité des détroits, ainsi que des canaux de Suez et de Panama — les vues géographiques des conciliateurs étaient plus étendues que leurs vues politiques — l'abolition de la diplomatie secrète, le désarmement progressif. Le Comité exécutif central expliquait que la participation de son délégué aux conférences de Paris « aurait pour but d'exercer une pression sur les Alliés ». La pression de Skobelev sur la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ! Un journal cadet posa une question caustique : que ferait Skobelev si les Alliés repoussaient ses conditions sans cérémonie ? « Les menacera-t-il de lancer un nouvel appel aux peuples du monde entier ? » Hélas ! les conciliateurs étaient depuis longtemps gênés par leur propre appel de naguère.

Se préparant à imposer aux États-Unis la neutralisation du canal de Panama, le Comité exécutif central se trouvait en réalité incapable d'exercer une pression même sur le palais d'Hiver. Le 12 octobre, Kérensky expédia à Lloyd George une lettre interminable, pleine de tendres reproches, de plaintes chagrines et d'ardentes promesses. Le front se trouve « dans une situation meilleure qu'au printemps dernier ». Bien entendu, la propagande défaitiste — le premier ministre de Russie porte plainte devant le premier de Grande-Bretagne contre les bolcheviks russes — a empêché d'accomplir toutes les

tâches que l'on s'était fixées. Mais il ne peut être question de paix. Le gouvernement ne connaît qu'une question : « Comment continuer la guerre ? ». Bien entendu, contre nantissement de son patriotisme, Kérensky demandait des crédits.

Débarrassé des bolcheviks, le préparlement lui aussi ne perdait pas son temps : le 10, s'ouvrirent les débats sur le relèvement des capacités combattives de l'armée. Le colloque qui remplit trois séances fastidieuses se développa sur un schéma invariable. Il faut persuader l'armée qu'elle combat pour la paix et la démocratie, disait-on à gauche. — Impossible de persuader, il faut contraindre, répliquait-on à droite. — On n'a pas les moyens de contraindre : pour contraindre il faut d'abord persuader, du moins partiellement, répondaient les conciliateurs. — Pour ce qui est de persuader, les bolcheviks sont plus forts que vous, rétorquaient les cadets. Des deux côtés l'on avait raison. Mais l'homme qui se noie a raison aussi quand il pousse des cris avant de couler à fond.

Le 18 advint l'heure d'une décision qui ne pouvait rien changer à la nature des choses. La formule des socialistes-révolutionnaires réunit 95 voix contre 127 avec 50 abstentions. La formule des droites groupa 135 suffrages contre 139. C'est étonnant, il n'y a pas de majorité ! Dans la salle, d'après les comptes rendus des journaux, « mouvements divers et perturbation ». Malgré l'unité des vues, la fleur de la nation se trouva incapable de voter même une résolution platonique sur la question la plus grave de la vie nationale. Ce n'était point un cas accidentel : cela se répétait, de jour en jour, sur toutes les questions, dans les commissions comme au plenum. Les tronçons d'opinions ne s'additionnaient pas. Tous les groupes vivaient des insaisissables nuances d'une pensée politique : la pensée elle-même était absente. Peut-être était-elle partie avec les bolcheviks ?... L'impasse du préparlement était l'impasse du régime.

Il était difficile de modifier des convictions de l'armée, mais il était impossible de la forcer. Sur un nouvel appel strident de Kérensky à l'adresse de la flotte de la Baltique, qui avait livré bataille et avait eu des victimes, le

congrès des marins s'adressa au Comité exécutif central, lui demandant d'éliminer des rangs du gouvernement provisoire « un personnage qui déshonorait et ruinait par son chantage politique éhonté la grande révolution ». Kérensky n'avait pas encore entendu pareil langage, même des matelots. Le comité régional de l'armée, de la flotte et des ouvriers russes en Finlande, agissant comme un pouvoir, mit l'embargo sur les chargements gouvernementaux. Kérensky menaça de faire arrêter les commissaires des soviets. La réponse disait : « Le comité régional accepte avec calme le défi du gouvernement provisoire. » Kérensky se tut, Au fond, la flotte de la Baltique se trouvait déjà en état d'insurrection.

Sur la terre ferme, au front, l'affaire n'était pas encore poussée si loin, mais elle se développait dans le même sens. La situation des approvisionnements dans le courant d'octobre empirait rapidement. Le commandant en chef du front Nord déclarait que la pénurie « était la cause principale de la décomposition morale de l'armée ». Tandis que, sur le front, les dirigeants conciliateurs continuaient à affirmer — à vrai dire déjà derrière le dos des soldats — que les capacités combatives de l'armée se relevaient, d'en bas un régiment après l'autre réclamait la publication des traités secrets et une proposition de paix immédiate. Jdanov, commissaire du front Ouest, écrivait dans les premiers jours d'octobre : « L'état des esprits est extrêmement anxieux en raison de l'approche des froids et de la nourriture devenue plus mauvaise... Les bolcheviks jouissent d'un succès marqué. »

Les institutions gouvernementales sur le front étaient en suspens. Le commissaire de la 2e armée rapporte que les tribunaux militaires ne peuvent agir, étant donné que les soldats cités comme témoins refusent de comparaître. « Les rapports du commandement et des soldats se sont aggravés. On considère les officiers comme les coupables de la continuation de la guerre. » L'hostilité des soldats à l'égard du gouvernement et du commandement s'était depuis longtemps reportée sur les comités d'armée, non renouvelés depuis le début de la révolution. Passant par-dessus leurs têtes, les régiments envoient des délégués à Petrograd, au Soviet, se plaindre de la situation intolérable dans les tranchées, sans pain, sans équipement, sans foi en la guerre. Sur le

front roumain, où les bolcheviks sont très faibles, des régiments entiers refusent de tirer. « Dans deux ou trois semaines, les soldats eux-mêmes déclareront l'armistice et déposeront les armes. » Les délégués d'une des divisions communiquent : « Les soldats ont décidé qu'à l'apparition des premières neiges, ils regagneraient leurs foyers. » Une délégation du 33^e corps menaçait ainsi le plenum du Soviet de Petrograd : s'il n'y a point de véritable lutte pour la paix, « les soldats prendront eux-mêmes le pouvoir en main et arrangeront l'armistice ». Le commissaire de la 2^e armée rapporte au ministre de la Guerre : « Il est beaucoup question d'abandonner les tranchées dès que viendront les froids. »

La fraternisation qui avait été presque interrompue après les Journées de Juillet recommença et s'étendit rapidement. De nouveau après une période de calme, se multiplièrent non seulement des arrestations d'officiers par les soldats, mais les meurtres des chefs les plus détestés. Ces représailles avaient lieu presque ouvertement, sous les yeux des soldats. Personne n'intervenait : la majorité ne voulait pas, une petite minorité n'osait pas. Le meurtrier avait toujours le temps de se cacher, comme s'il s'était noyé sans laisser de trace dans la masse des soldats. Un des généraux écrivait : « Nous nous accrochons convulsivement à quelque chose, nous invoquons un miracle, mais la majorité comprend qu'il n'y a déjà plus de salut. »

Combinant la perfidie avec l'ineptie, les journaux patriotes continuaient à écrire au sujet de la continuation de la guerre, de l'offensive et de la victoire. Les généraux hochaient la tête, donnaient le ton de l'accompagnement d'une façon : « Il n'y a que de vrais fous qui puissent rêver actuelle d'une offensive », écrivait, le 7, le baron Budberg, commandant du corps qui se trouvait près de Dvinsk. Un jour après, il était obligé de noter dans son même journal privé : « Je suis abasourdi et ahuri de recevoir des directives au sujet d'une offensive pour le 20 octobre au plus tard. » Les états-majors qui n'avaient foi en rien et ne savaient que rester les bras ballants, élaboraient les plans de nouvelles opérations. Il y avait bon nombre généraux qui ne voyaient plus de salut qu'en renouvelant l'expérience de Kornilov avec Riga sur un plan grandiose : entraîner l'armée dans la bataille et tâcher de faire retomber

la défaite sur la tête de la révolution.

Sur l'initiative du ministre de la Guerre, Verkhovsky, il fut décidé de mettre en disponibilité dans la réserve les hommes des vieilles classes. Les voies ferrées craquèrent sous le poids des soldats qui rentraient. Dans les wagons surchargés, les ressorts se brisaient, les planchers s'effondraient. L'état d'esprit de ceux qui restaient au front n'en devenait pas meilleur. « Les tranchées s'écroulent — écrit Budberg — les passages de communication s'effondrent et se ferment ; partout des déchets et des excréments... Les soldats refusent catégoriquement de travailler au nettoyage des tranchées... Il est terrible de penser à quoi tout cela mènera lorsque viendra le printemps et quand tout cela commencera à pourrir et à se décomposer. » Dans leur état de passivité furieuse, les soldats se refusaient tous même aux injections prophylactiques : cela devint aussi une forme de la lutte contre la guerre.

Après d'inutiles tentatives pour relever le moral combatif de l'année en réduisant les effectifs, Verkhovsky arriva soudain à cette conclusion que le pays ne pouvait être sauvé que par la paix. Dans une conférence particulière avec les leaders cadets que le jeune et naïf ministre espérait amener de son côté, Verkhovsky décrivit le tableau du désarroi matériel et moral de l'armée : « Toutes tentatives pour continuer la guerre ne peuvent que rapprocher la catastrophe. » Les cadets ne pouvaient ne point le comprendre, mais, devant le silence des autres, Milioukov haussait avec mépris les épaules : « dignité de la Russie », « fidélité aux Alliés »... Sans en croire un seul mot, le leader de la bourgeoisie s'efforçait obstinément d'enterrer la révolution sous les ruines et les cadavres de la guerre. Verkhovsky montra de l'audace politique : à l'insu du gouvernement qu'il n'avait pas averti, il fit, le 20, à la commission du préparlement, une déclaration sur la nécessité de conclure immédiatement la paix, indépendamment du consentement ou du non-consentement des Alliés. Contre lui se soulevèrent furieusement tous ceux qui, dans des entretiens particuliers, étaient d'accord avec lui. La presse patriotique écrivait que le ministre de la Guerre « avait sauté sur l'arrière-train du char du camarade Trotsky ». Bourtsev faisait allusion à l'or allemand. Verkhovsky fut mis en congé. En tête à tête, les patriotes répétaient : au fond il a raison. Budberg,

même dans son journal intime, montrait de la prudence : « Du point de vue de la fidélité à la parole donnée — écrivait-il — la proposition de Verkhovsky est certainement perfide, mais, la seule qui donne un espoir de salut. » En passant, le baron avouait l'envie qu'il portait aux généraux allemands auxquels « le sort donnait le bonheur de remporter des victoires ». Il n'avait pas prévu que bientôt le temps des revers viendrait aussi pour les généraux allemands. Ces gens-là en somme n'avaient rien prévu, même les plus intelligents d'entre eux. Les bolcheviks avaient prévu beaucoup, et c'était là leur force.

La sortie du préparlement faisait sauter sous les yeux du peuple les derniers ponts qui reliaient encore le parti de l'insurrection à la société officielle. Avec une nouvelle énergie — quand le but se rapproche, les forces sont doubles — les bolcheviks menèrent une agitation que les adversaires appelaient de la démagogie parce qu'elle portait sur la place publique ce qu'ils cachaient dans les cabinets ministériels et les bureaux. La force persuasive de cette infatigable propagande provenait de ce que les bolcheviks comprenaient la marche de l'évolution, y soumettaient leur politique, ne craignaient point les masses, avaient inébranlablement foi en leur bon droit et en leur victoire. Le peuple ne se lassait pas de les écouter. Les masses ressentaient le besoin de se tenir serrées, chacun voulait se contrôler lui-même à travers les autres, et tous, d'un esprit attentif et tendu, cherchaient à voir comment une seule et même pensée se développait dans leur conscience avec ses diverses nuances et caractéristiques. Des foules innombrables se tenaient dans les cirques et autres grands édifices où les bolcheviks les plus populaires, apportant les dernières déductions et les derniers appels.

Le nombre des agitateurs dirigeants diminua fortement vers octobre. Avant tout faisait défaut Lénine comme agitateur et, encore plus, comme inspirateur direct et quotidien. On manquait de ses simples et profondes généralisations qui s'enfonçaient solidement dans la conscience des masses, de ses vives saillies prises le peuple et renvoyées à celui-ci. Manquait aussi un agitateur de premier ordre, Zinoviev : traqué et se cachant, comme inculqué dans le « soulèvement » de Juillet, il s'était tourné résolument contre l'insurrection d'octobre, et, par là-même, pour toute la période critique, avait

disparu du champ d'action. Kamenev, propagandiste irremplaçable, instructeur expérimenté pour la politique du parti, condamnait la direction prise vers l'insurrection, ne croyait pas à la victoire, voyait devant lui une catastrophe et se retirait, morose, dans l'ombre. Sverdlov, de nature plus organisateur qu'agitateur, parlait souvent dans des réunions de masses, et sa voix de basse égale, puissante, infatigable, répandait une sereine certitude. Staline n'était ni agitateur, ni orateur. Il avait figuré plus d'une fois comme rapporteur dans les conférences du parti. Mais s'était-il montré au moins une seule fois dans les assemblées de masses de la révolution ? Dans les documents et les mémoires il n'en est pas resté trace.

Une vive agitation était menée par Volodarsky, Lachévitch, Kollontaï, Tchoudnovsky. Derrière eux venaient des dizaines d'agitateurs de moindre calibre. Avec un intérêt et une sympathie à laquelle s'ajoutait, chez les plus éduqués, de l'indulgence, l'on écoutait Lounatcharsky, orateur expérimenté qui savait présenter convenablement et un fait, et une généralisation, et du pathos, et une plaisanterie, mais qui ne prétendait à conduire personne : lui-même avait besoin d'être mené. A mesure que l'on se rapprochait de l'insurrection, Lounatcharsky perdait ses couleurs rapidement.

Soukhanov raconte ceci sur le président du Soviet de Petrograd [Trotsky] : « S'arrachant au travail de l'état-major révolutionnaire [il] volait de l'usine Oboukhovsky à l'usine Troubotchny, de l'usine Poutilov à l'usine Baltique, du manège aux casernes, et, semblait-il, parlait simultanément dans tous les endroits. Il était connu personnellement et avait été entendu de chaque ouvrier et soldat de Petrograd. Son influence, et dans les masses, et dans l'état-major, était écrasante. Il était la figure centrale de ces jours-là et le héros principal de cette page remarquable de l'histoire. »

Mais, incomparablement plus efficace dans cette dernière période avant l'insurrection était l'agitation moléculaire que menaient des anonymes, ouvriers, matelots, soldats, conquérant l'un après l'autre des sympathisants, détruisant les derniers doutes, l'emportant sur des dernières hésitations. Des mois de vie politique fébrile avaient créé d'innombrables cadres de la base,

avaient éduqué des centaines et des milliers d'autodidactes qui s'étaient habitués à observer la politique d'en bas et non d'en haut et qui, par conséquent, appréciaient les faits et les gens avec une justesse non toujours accessible aux orateurs du genre académique. En première place se tenaient les ouvriers de Piter [Petrograd], prolétaires héréditairement, qui avaient détaché un effectif d'agitateurs et d'organiseurs d'une trempe exceptionnellement révolutionnaire, d'une haute culture politique, indépendants dans la pensée, dans la parole, dans l'action. Tourneurs, serruriers, forgerons, moniteurs des corporations et des usines avaient déjà autour d'eux leurs écoles, leurs élèves, futurs constructeurs de la République des Soviets. Les matelots de la Baltique, les plus proches compagnons d'armes des ouvriers de Piter, provenant pour une bonne part de ceux-ci, envoyèrent des brigades d'agitateurs qui conquéraient de haute lutte les régiments arriérés, les chefs-lieux de district, les cantons de moujiks. La formule généralisatrice lancée au Cirque Moderne par un de leaders révolutionnaires prenait forme et corps dans des centaines de têtes réfléchies et ébranlait ensuite tout le pays.

Des provinces baltes, de la Pologne et de la Lituanie, des milliers d'ouvriers et de soldats révolutionnaires étaient évacués, les armées russes battant en retraite, avec les entreprises industrielles, ou bien individuellement : et tous étaient des agitateurs contre la guerre et ses fauteurs. Les bolcheviks lettons, arrachés au sol natal et entièrement placés dès lors sur le terrain de la révolution, convaincus, opiniâtres, résolus, menaient de jour en jour un travail de sape dans toutes les parties du pays. Des faces aux traits durs, un accent rauque et, en russe, des phrases souvent incorrectes donnaient une impression particulière à leurs indomptables appels pour l'insurrection.

La masse ne tolérait déjà plus dans son milieu les hésitants qui doutent, les neutres. Elle s'efforçait de s'emparer de tous, de les attirer, de les convaincre, de les conquérir. Les usines avec les régiments envoyaient des délégués au front. Les tranchées se liaient avec les ouvriers et les paysans du plus proche arrière-front. Dans les villes de cette zone avaient lieu d'innombrables meetings, conciliabules, conférences, dans lesquels les soldats

et les matelots combinaient leur action avec celle des ouvriers et des paysans : une région arriérée proche du front, la Russie Blanche, fut ainsi conquise pour le bolchévisme.

Là où la direction locale du parti était irrésolue, restait dans l'expectative, comme, par exemple, à Kiev, à Voronège et en d'autres endroits, les masses tombaient fréquemment la passivité. Pour justifier leur politique, les dirigeants alléguaient des fléchissements de l'opinion qu'ils avaient eux-mêmes provoqués. Par contre : « Plus audacieux et plus hardi était l'appel à l'insurrection — écrit Povoljsky, un des agitateurs de Kazan — plus la masse des soldats se montrait confiante et attachée à l'orateur. »

Les usines et les régiments de Petrograd et de Moscou frappaient avec de plus en plus d'insistance aux portes de bois du village. Se cotisant, les ouvriers envoyaient des délégués dans les provinces d'où ils étaient originaires. Les régiments décidaient d'appeler les paysans à soutenir les bolcheviks. Les ouvriers des entreprises établies en dehors des villes faisaient des pèlerinages dans les campagnes environnantes, distribuaient les journaux, fondaient des cellules bolchevistes. De ces randonnées, il leur restait, au retour, dans le regard, le reflet des incendies allumés par la guerre paysanne.

Le bolchevisme conquérait le pays. Les bolcheviks devenaient une force irrésistible. Derrière eux marchait le peuple. Les doumas municipales de Cronstadt, de Tsaritsyne, de Kostroma, de Choula, élues au suffrage universel, étaient entre les mains des bolcheviks. Ceux-ci obtinrent cinquante-deux pour cent des voix aux élections des doumas du rayon de Moscou. Dans la lointaine et paisible ville de Tomsk, de même qu'à Samara, nullement industrielle, ils se trouvaient à la première place dans la douma. Sur quatre syndics du *zemstvo* du district de Schlussembourg, trois bolcheviks furent élus. Dans le *zemstvo* du district Ligovsky, les bolcheviks réunirent cinquante pour cent des voix. Cela ne marchait pas aussi bien partout. Mais, partout, il y avait une modification dans le même sens : le poids spécifique du parti bolcheviste s'élevait rapidement.

La bolchevisation des masses se manifestait cependant beaucoup plus

clairement dans les organisations de classe. Les syndicats groupaient dans la capitale plus d'un demi-million d'ouvriers. Les mencheviks qui conservaient encore entre leurs mains la direction de certains syndicats se sentaient eux-mêmes devenir des survivances de la veille. Quelle que fût la partie du prolétariat qui se rassemblât et quelle que fussent ses tâches immédiate, elle en venait inévitablement aux conclusions bolchevistes. Et non par hasard : les syndicats, les comités d'usines, les groupements économiques et culturels de la classe ouvrière, permanents et temporaires, étaient contraints par toute la situation de poser, à propos de chaque problème particulier, une seule et même question : qui donc est le maître à la maison ?

Les ouvriers des usines d'artillerie, convoqués à une conférence pour régulariser leurs rapports avec l'administration, répondent sur la façon d'y parvenir : par le pouvoir des soviets. Ce n'est déjà plus une formule vide de sens, c'est un programme de salut économique. Se rapprochant du pouvoir, les ouvriers en viennent de plus en plus concrètement aux questions de l'industrie : la conférence de l'artillerie créa même un centre spécial pour l'élaboration des méthodes de transformation des usines de guerre en vue d'une production pacifique.

La conférence moscovite des comités de fabrique et d'usine reconnut nécessaire que le Soviet local, sous le régime des décrets, donnât désormais son assentiment à tous les conflits de grèves, rouvrit d'autorité les entreprises fermées par les fauteurs de lock-out et, en envoyant ses délégués en Sibérie et dans le bassin du Donetz, assurât aux usines du blé et du charbon. La conférence des comités de fabrique et d'usine de Petrograd consacre son attention à la question agraire et élabore, sur un rapport de Trotsky, un manifeste aux paysans : le prolétariat a conscience de lui-même non seulement comme d'une classe particulière, mais comme du dirigeant du peuple.

La conférence panrusse des comités de fabrique et d'usine, dans la seconde quinzaine d'octobre, élève la question du contrôle ouvrier à la hauteur d'un problème d'ordre national. « Les ouvriers sont plus intéressés

que les patrons au travail régulier et ininterrompu des entreprises. » Le contrôle ouvrier « est dans les intérêts du pays tout entier et doit être soutenu par la paysannerie comme par l'armée révolutionnaire ». La résolution qui ouvre la porte au nouvel ordre économique est votée par représentants de toutes les entreprises industrielles de Russie, contre cinq voix, avec neuf abstentions. Les quelques unités qui s'abstinrent étaient de ces vieux mencheviks qui ne pouvaient déjà plus marcher avec leur parti, mais qui ne se décidaient pas encore à lever franchement la main pour l'insurrection bolcheviste. Ce qu'ils feront demain.

Les municipalités démocratiques tout récemment créées se meurent, parallèlement avec les organes du pouvoir gouvernemental. Les problèmes les plus importants tels que ceux de l'approvisionnement des villes en eau, en lumière, en combustibles, en vivres, tombent de plus en plus à la charge des soviets et des autres organisations ouvrières. Le comité d'usine de la station d'éclairage de Petrograd courait la ville et la banlieue, cherchant soit du charbon, soit de l'huile pour les turbines, et obtenait l'un et l'autre par l'intermédiaire des comités d'autres entreprises, dans une lutte contre les patrons et l'administration.

Non, le pouvoir des soviets n'était pas une chimère, une construction arbitraire, l'invention de théoriciens de parti. Il montait irrésistiblement d'en bas, du désarroi économique, de l'impuissance des possédants, du besoin des masses ; les soviets devenaient en réalité le pouvoir — pour les ouvriers, les soldats, les paysans, il n'y avait pas d'autre voie. Au sujet du pouvoir des soviets, le temps n'était déjà plus de chercher des raisonnements et des objections : il fallait le réaliser.

Au I^{er} Congrès des soviets, en juin, il avait été décidé de convoquer des congrès tous les trois mois. Le Comité exécutif central, cependant, loin de convoquer le II^e Congrès à la date fixée, avait manifesté l'intention de ne pas le convoquer du tout pour ne point se trouver face à face avec une majorité hostile. La conférence démocratique avait eu pour but principal d'écarter les soviets, les remplaçant par des organes de la « démocratie ». Mais ce n'était

pas si simple que cela. Les soviets n'avaient nullement l'intention de céder la route à qui que ce fût.

Le 21 septembre, un peu avant la clôture de la conférence démocratique, le Soviet de Petrograd éleva la voix pour réclamer d'urgence le congrès des soviets. En ce sens fut votée, sur les rapports de Trotsky et de Boukharine, invité de Moscou, une résolution qui partait formellement de la nécessité de se préparer à « une nouvelle vague de contre-révolution ». Le programme de la défense qui frayait la route à la prochaine offensive s'appuyait sur les soviets comme sur les seules organisations capables de lutter. La résolution exigeait que les soviets consolidassent leurs positions dans les masses. Là où ils avaient effectivement le pouvoir en main, ils ne devaient en aucun cas le céder. Les comités révolutionnaires créés pendant les journées korniloviennes doivent rester prêts à agir. « Pour l'unification et la coordination des actes de tous les soviets dans leur lutte contre le danger imminent et pour la solution des problèmes d'organisation du pouvoir révolutionnaire, il est indispensable de convoquer immédiatement un congrès des soviets. » Ainsi, la résolution de défense en arrive à cette fin de renverser le gouvernement. Sur ce diapason politique se développera désormais l'agitation jusqu'au moment même de l'insurrection.

Les délégués des soviets qui s'étaient rassemblés à la Conférence posèrent le lendemain la question du congrès devant le Comité exécutif central. Les bolcheviks exigeaient la convocation du Congrès dans les quinze jours et offraient, plus exactement menaçaient, de créer dans ce but un organe spécial s'appuyant sur les soviets de Petrograd et de Moscou. En réalité, ils préféraient que le Congrès fût convoqué par le vieux Comité exécutif central : cela écartait d'avance les débats sur la légitimité du Congrès et permettait de renverser les conciliateurs avec leur propre concours. La menace à peine déguisée des bolcheviks eut son effet : sans se risquer encore à rompre avec la légalité soviétique, les leaders du Comité exécutif central déclarèrent qu'ils ne délègueraient à personne le droit de remplir leurs obligations. Le Congrès fut fixé pour le 20 octobre, dans moins d'un mois.

À peine, cependant, les délégués provinciaux s'étaient-ils dispersés, les leaders du Comité exécutif central eurent soudain les yeux dessillés, découvrant que le Congrès n'était pas opportun, qu'il détournerait vers les localités les militants de la campagne électorale et nuirait à l'Assemblée constituante. La véritable appréhension était de trouver dans le Congrès un puissant prétendant au pouvoir ; mais on se taisait là-dessus diplomatiquement. Le 26 septembre, Dan se hâtait déjà de présenter au Bureau du Comité exécutif central, qui ne s'occupait pas des préparatifs nécessaires, la proposition de différer le Congrès.

Quant aux principes élémentaires de la démocratie, ces démocrates brevetés n'en faisaient point cas le moins du monde. Ils venaient de rejeter la résolution prise par la Conférence démocratique, convoquée par eux-mêmes, désavouant la coalition avec cadets. Maintenant ils manifestaient leur souverain mépris pour les soviets, à commencer par celui de Petrograd, qui les avait portés au pouvoir. Oui, et pouvaient-ils en effet, sans rompre leur alliance avec la bourgeoisie, prendre en considération les espérances et les revendications des dizaines de millions d'ouvriers, de soldats et de paysans qui tenaient pour les soviets ?

Trotsky répondit à la proposition de Dan en ce sens que le Congrès serait quand même convoqué, sinon par la voie constitutionnelle, du moins par la voie révolutionnaire. Le Bureau, généralement si servile, refusa, cette fois, de s'engager dans le chemin d'un coup d'État soviétique. Mais la petite défaite ne contraignit nullement les conspirateurs à déposer les armes, elle fut au contraire comme un excitant pour eux. Dan trouva un appui influent dans la Section militaire du Comité exécutif central, qui décida d'ouvrir « une enquête » parmi les organisations du front pour savoir si l'on convoquerait le Congrès, c'est-à-dire si l'on exécuterait une décision prise deux fois par le plus haut organe soviétique. Dans l'intervalle, la presse des conciliateurs ouvrit une campagne contre le Congrès. Les socialistes-révolutionnaires se montraient particulièrement exaspérés. « Que le Congrès soit ou ne soit pas convoqué — écrit le *Délo Narodà* (La Cause du Peuple) — cela ne peut avoir aucune importance en ce qui est de résoudre la question du pouvoir... Le

gouvernement de Kérénsky ne se soumettra en aucun cas. « A quoi ne se soumettra-t-il pas ? demandait Lénine. » Au pouvoir des soviets — expliquait-il — au pouvoir des ouvriers et des paysans que le *Délo Narodà*, pour ne pas être en reste avec les fauteurs de pogromes et les antisémites, les monarchistes et les cadets, appelle le pouvoir de Trotsky et de Lénine. »

Le Comité exécutif paysan jugea, de son côté, la convocation du congrès « dangereuse et indésirable ». Dans les cercles dirigeants soviétiques s'instaura une confusion volontairement pernicieuse. Les délégués des partis conciliateurs qui circulaient dans le pays mobilisaient les organisations locales contre le Congrès officiellement convoqué par l'organe soviétique suprême. La gazette officieuse du Comité exécutif central imprimait, de jour en jour, des résolutions contre le Congrès, sur l'ordre de la clique des dirigeants conciliateurs, résolutions qui toutes provenaient des fantômes de Mars, portant à vrai dire des noms imposants. Les *Izvestia* enterraient les soviets dans un éditorial, déclarant que c'étaient les baraquements provisoires qui devaient être démolis dès que l'Assemblée constituante « aurait couronné l'édifice du nouveau régime ».

L'agitation contre le Congrès était la moins faite pour prendre les bolcheviks à l'improviste. Dès le 24 septembre, le Comité central du parti, ne se fiant point à la décision du Comité exécutif central, décida de soulever à la base, par l'intermédiaire des soviets locaux et des organisations du front, une campagne pour le Congrès. A la commission officielle du Comité exécutif central qui s'occupait de convoquer, plus exactement de saboter le congrès, les bolcheviks déléguèrent Sverdlov. Sous sa direction furent mobilisées les organisations locales du parti, et, par leur intermédiaire, les soviets aussi. Le 27, toutes les institutions révolutionnaires de Reval exigèrent l'immédiate dissolution du préparlement et la convocation, pour créer un pouvoir, d'un congrès des soviets, et elles s'engageaient solennellement à le soutenir « avec toutes les forces et ressources dont disposait la forteresse », Bien des soviets locaux, à commencer par les districts de Moscou, proposèrent de retirer le soin de convoquer le congrès au déloyal Comité exécutif central. En sens opposé aux résolutions des comités d'armée contre le Congrès affluèrent des

réclamations pour le Congrès, venant des bataillons, des régiments, des corps d'armée, des garnisons. « Le Congrès des soviets doit prendre le pouvoir sans s'arrêter à rien », déclare l'assemblée générale des soldats à Kychtym, dans l'Oural. Les soldats de la province de Novgorod invitent les paysans à participer au Congrès, sans tenir compte de la décision du Comité exécutif paysan. Les soviets de province, de district, même ceux des coins les plus reculés, les usines et les mines, les régiments, les dreadnoughts, les torpilleurs, les hôpitaux militaires, les meetings, la compagnie des autos de guerre de Petrograd et les services d'ambulance de Moscou, tous exigent l'élimination du gouvernement et la remise du pouvoir aux soviets.

Ne se bornant point à la campagne d'agitation, les bolcheviks créèrent pour eux-mêmes une importante base d'organisation, en convoquant un congrès des soviets de la région du Nord, comptant cent cinquante délégués venus de 23 points différents. Le coup était bien porté ! Le Comité exécutif central, sous la direction de ses grands maîtres en petites affaires, déclara que le congrès du Nord était une conférence particulière, Une poignée de délégués mencheviks ne participa point aux travaux du Congrès, n'y assistant qu'« à titre d'information ». Comme si cela pouvait diminuer d'un iota la signification d'un congrès auquel étaient représentés les soviets de Petrograd et de la périphérie, de Moscou, de Cronstadt, de Helsingfors et de Reval, c'est-à-dire de deux capitales, de forteresses maritimes, de la flotte de la Baltique et des garnisons des environs de Petrograd.

Ouvert par Antonov, le Congrès, auquel on avait donné à dessein une nuance militaire, eut lieu sous la présidence du sous-lieutenant Krylenko, le meilleur agitateur du parti sur le front, futur commandant en chef des troupes bolchevistes. Le rapport politique de Trotsky portait essentiellement sur la tentative nouvelle faite par le gouvernement pour éloigner de Petrograd les régiments révolutionnaires : le Congrès ne permettra pas « de désarmer Petrograd et d'étouffer le Soviet ». La question de la garnison de Petrograd est un élément du problème fondamental du pouvoir. « Tout le peuple vote pour les bolcheviks. Le peuple a confiance en nous et nous charge de prendre le pouvoir en main. » La résolution proposée par Trotsky dit : « L'heure est

venue où c'est seulement par une marche audacieuse et unanime de tous les soviets que peut être résolue la question du pouvoir central. » Cet appel à peine masqué à l'insurrection est adopté à l'unanimité sauf trois abstentions.

Lachévitch appelait les soviets à s'assurer, d'après l'exemple de Petrograd, des garnisons locales. Le délégué letton Peterson promit pour la défense du Congrès des soviets quarante mille chasseurs lettons. La déclaration de Peterson, accueillie avec enthousiasme, n'était pas le moins du monde de la phrase. Quelques jours après, le soviét des régiments lettons proclama ceci : « C'est seulement une insurrection populaire... qui rendra possible le passage du pouvoir aux mains des soviets. » La radio des vaisseaux de guerre répandit, le 13, dans tout le pays, l'appel du Congrès du Nord à se préparer au Congrès panrusse des soviets. « Soldats, matelots, paysans, ouvriers ! Votre devoir est de surmonter tous les obstacles... »

Aux délégués bolchevistes du Congrès du Nord, le Comité central du parti proposa de ne point quitter Petrograd dans l'attente du tout prochain Congrès des soviets. Certains délégués, sur mandat du Bureau élu par le Congrès, se rendirent dans les organisations de l'armée et les soviets de localités pour faire des rapports, en d'autres termes pour préparer la province à l'insurrection. Le Comité exécutif central vit alors à côté de lui un puissant appareil qui s'appuyait sur Petrograd et Moscou, qui s'entretenait avec le pays par l'intermédiaire des stations d'émission des dreadnoughts et qui était prêt à se substituer, le moment venu, à l'organe suprême déjà vétuste des soviets, pour convoquer le Congrès. Les petites finasseries dans l'organisation ne pouvaient être d'aucune utilité pour les conciliateurs.

La lutte pour et contre le Congrès donna dans les provinces la dernière impulsion à la bolchevisation des soviets. Dans un bon nombre de provinces arriérées, par exemple dans celle de Smolensk, les bolcheviks, seuls, ou bien avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, obtinrent pour la première fois la majorité dès le temps de la campagne pour le Congrès ou bien aux élections de délégués. Même au Congrès sibérien des soviets, les bolcheviks réussirent, au milieu d'octobre, à créer avec les socialistes-révolutionnaires de gauche,

une solide majorité qui mit facilement son cachet sur tous les soviets locaux. Le 15, le Soviet de Kiev, par 159 voix contre 28, avec 3 abstentions, reconnut le futur Congrès des soviets « organe souverain du pouvoir », Le 16, le Congrès des soviets de la région du Nord-Ouest, à Minsk, c'est-à-dire au centre du front Ouest, reconnut urgente la convocation du Congrès. Le 18, le Soviet de Petrograd procéda aux élections pour le prochain Congrès : la liste bolcheviste (Trotsky, Kamenev, Volodarsky, Iouréniev et Lachevitch) obtint 443 voix ; les socialistes-révolutionnaires en eurent 162 ; c'étaient tous des socialistes-révolutionnaires de gauche tendant vers les bolcheviks ; les mencheviks obtenaient 44 voix. Le Congrès des soviets de l'Oural, qui siégeait sous la présidence de Krestirisky, où l'on comptait, sur 110 délégués, 80 bolcheviks, exigea, au nom de 223 900 ouvriers et soldats organisés, la convocation du Congrès soviets à la date fixée. Le même jour, le 19, la Conférence des comités de fabrique et d'usine, la plus directe et incontestable représentation du prolétariat de tout le pays, se prononça pour la transmission immédiate du pouvoir aux soviets. Le 20, Ivanovo-Vomessensk déclara tous les soviets de la province « en état de lutte ouverte et implacable avec le gouvernement provisoire », et les invita à résoudre d'autorité sur place les questions économiques et administratives. Contre la résolution qui signifiait le renversement des autorités gouvernementales dans les localités, il y eut seulement une voix et une seule abstention. Le 22, la presse bolcheviste publia une nouvelle liste de cinquante-six organisations qui exigeaient le passage du pouvoir aux soviets : ce sont entièrement les véritables masses, dans une forte mesure armées.

Le puissant appel lancé par les contingents de la prochaine insurrection n'empêcha pas Dan de rapporter au Bureau du Comité exécutif central que sur 917 organisations soviétiques existantes, cinquante seulement avaient répondu par leur consentement à envoyer des délégués, et cela « sans aucun enthousiasme ». On peut comprendre sans peine que les peu nombreux soviets qui croyaient encore indispensable de vouer leurs sentiments au Comité exécutif central considéraient le Congrès sans enthousiasme. Cependant, dans leur écrasante majorité, les soviets locaux et les comités ignoraient purement

et simplement le Comité exécutif central.

S'étant trahis et compromis par leur action pour faire échouer le Congrès, les conciliateurs n'osèrent pourtant pas pousser l'affaire jusqu'au bout. Quand il devint évident que l'on ne réussirait pas à éviter le Congrès, ils firent une brusque conversion, en appelant toutes les organisations locales à élire des délégués au Congrès, pour ne point céder la majorité aux bolcheviks. Mais, s'étant ressaisi trop tard, le Comité exécutif central se vit forcé, trois jours avant la date fixée, de différer le Congrès jusqu'au 25 octobre.

Le régime de Février et, avec lui, la société bourgeoise obtinrent, grâce à la dernière manœuvre des conciliateurs, un délai imprévu à duquel ils ne pouvaient pourtant rien tirer d'essentiel. En revanche, les bolcheviks utilisèrent les cinq journées supplémentaires avec grand succès. Plus tard, cela fut reconnu même par les ennemis. « Le retardement de la manifestation — raconte Milioukov fut utilisé par les bolcheviks avant tout pour consolider leurs positions parmi les ouvriers et les soldats de Petrograd. Trotsky se montrait dans les meetings, en diverses parties de la garnison de la capitale. L'état d'esprit qu'il créa se caractérise ainsi, par exemple, que, dans le régiment Semenovskiy, les membres du Comité exécutif qui voulurent parler après lui, Skobelev et Gotz, ne purent dire un mot. »

La conversion du régiment Semenovskiy, dont le nom était inscrit dans l'histoire de la révolution en caractères sinistres, avait un sens symbolique : en décembre 1905, les Semenovskiy avaient fait le plus gros du travail pour l'écrasement de l'insurrection à Moscou. Le chef du régiment, le général Min, avait donné cet ordre : « Ne pas faire de prisonniers. » Sur le secteur ferroviaire de Moscou-Goloutvine, les Semenovskiy fusillèrent cent cinquante ouvriers et employés. Félicité pour ces prouesses par le tsar, le général Min fut, dans l'automne de 1906, tué par la socialiste-révolutionnaire Konopliannikova. Empêtré tout entier dans les filets des vieilles traditions, le régiment Semenovskiy avait résisté plus longtemps que la majorité des autres effectifs de la Garde. Sa réputation de contingent « sûr » était si solide que, malgré le lamentable échec de Skobelev et de Gotz, le gouvernement s'entêta

à compter sur les Semenovsky jusqu'au jour de l'insurrection et même après.

La question du Congrès des soviets resta la question politique centrale pendant les cinq semaines qui séparèrent la Conférence démocratique de l'insurrection d'octobre. Déjà, la déclaration des bolcheviks à la Conférence démocratique proclamait le prochain Congrès des soviets « organe souverain du pays ». « Celles-là seulement des décisions et propositions de la présente Conférence... peuvent trouver une voie de réalisation, qui auront été approuvées par le Congrès panrusse des députés ouvriers, paysans et soldats. » La résolution de boycottage du préparlement, soutenue par une moitié des membres du Comité central contre l'autre moitié, disait : « La question de la participation de notre parti au préparlement, nous la mettons actuellement en directe dépendance des mesures que prendra le Congrès panrusse des soviets pour créer un pouvoir révolutionnaire. » L'appel au Congrès des soviets apparaît dans tous les documents bolchevistes de cette période presque sans exception.

Devant l'embrasement de la guerre paysanne, l'aggravation du mouvement national, devant le désarroi grandissant, la débâcle du front, devant un gouvernement qui s'effondre, les soviets deviennent le seul support des forces créatrices. Toute question devient une question de pouvoir, et le problème du pouvoir mène au Congrès des soviets. Il devra donner une réponse à toutes les questions, y compris celle de l'Assemblée constituante.

Aucun des partis ne supprimait encore le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, pas même le parti bolcheviste. Mais presque insensiblement, dans le cours des événements de la révolution, le principal mot d'ordre démocratique, qui, depuis une quinzaine d'années, donnait sa couleur à la lutte héroïque des masses, avait pâli, s'était fané, et, en quelque sorte, avait été broyé à la meule, ne laissant que du son, une forme vide, sans contenu, une tradition et non une perspective. Dans ce processus, il n'y avait rien d'énigmatique. Le développement de la révolution aboutissait à un corps à corps immédiat pour le pouvoir entre les deux classes principales de la société : la bourgeoisie et le prolétariat. Ni à l'une, ni à l'autre, l'Assemblée

constituante ne pouvait plus rien donner. La petite bourgeoisie des villes et des campagnes ne pouvait, dans ce conflit, jouer qu'un rôle auxiliaire et secondaire. Prendre en main le pouvoir, en tout cas, elle en était incapable : si les mois précédents avaient démontré quelque chose, c'était bien cela. Or, à l'Assemblée constituante, la petite bourgeoisie pouvait encore obtenir — et obtint effectivement par la suite — la majorité A quoi bon ? Seulement pour ignorer quel usage elle en pourrait faire. En cela se traduisait l'inconsistance de la démocratie formelle dans un profond tournant historique. La force de la tradition se montre en ceci que, même à la veille de la dernière bataille, pas un des camps n'avait encore renoncé au nom de l'Assemblée constituante. Mais, en fait, la bourgeoisie en appelait de l'Assemblée constituante à Kornilov, et les bolcheviks au Congrès des soviets.

On peut avancer avec assurance cette hypothèse que des couches assez larges du peuple, même certaines couches intermédiaires du parti bolcheviste, entretenaient, à l'égard du Congrès des soviets, des illusions en quelque sorte constitutionnelles, c'est-à-dire rattachaient au Congrès l'idée d'une transmission automatique et indolore du pouvoir des mains de la coalition à celles des soviets. En réalité, le pouvoir devrait être arraché par force, cela ne pouvait se faire par un vote : seule, l'insurrection armée pouvait résoudre la question.

Cependant, de toutes les illusions qui accompagnent — inévitable mélange — tout grand mouvement populaire, même le plus réaliste, l'illusion d'un « parlementarisme » soviétique était, dans l'ensemble des conditions, la moins dangereuse. Les soviets luttèrent effectivement pour la conquête du pouvoir, s'appuyaient de plus en plus sur les forces militaires, devenaient eux-mêmes des pouvoirs dans les localités, conquéraient de haute lutte leur propre congrès. Pour les illusions constitutionnelles il ne restait déjà plus beaucoup de place, et ce qui en restait était balayé dans le processus de la lutte.

Coordonnant les efforts révolutionnaires des ouvriers et des soldats de tout le pays, leur donnant de l'unité dans le but et axant un seul délai, le mot d'ordre du Congrès des soviets couvrait en même temps la préparation à demi

conspiratrice, à demi ouverte de l'insurrection par un constant appel à une représentation légale des ouvriers, des soldats et des paysans. Facilitant le rassemblement des forces pour l'insurrection, le Congrès des soviets devait ensuite sanctionner ses résultats et former un nouveau pouvoir incontestable pour le peuple.

Le comité militaire révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

Malgré le revirement qui avait commencé vers la fin de juillet dans la garnison renouvelée de Petrograd, dans le courant d'août, prédominaient encore les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Certains effectifs militaires restaient imprégnés d'une vive défiance à l'égard des bolcheviks. Le prolétariat n'avait pas d'armes : la Garde rouge n'avait conservé que quelques milliers de fusils. L'insurrection, en de telles conditions, aurait pu se terminer par une cruelle défaite, bien que les masses, de nouveau, revinssent aux bolcheviks.

La situation se modifia constamment dans le courant de septembre. Après la mutinerie des généraux, les conciliateurs perdirent rapidement leur appui dans la garnison. A la méfiance à l'égard des bolcheviks succédèrent des sympathies, dans le pire des cas une neutralité d'expectative. Mais la sympathie n'était point active. La garnison restait, au point de vue politique, extrêmement floue et, à la façon des moujiks, soupçonneuse : les bolcheviks ne tromperaient-ils pas ? donneraient-ils effectivement la paix et la terre ? Lutter pour de telles tâches sous le drapeau des bolcheviks, la majorité des soldats ne s'y disposait point encore. Et comme, dans la composition de la garnison, il restait une minorité à peu près irréductible, hostile aux bolcheviks

(de cinq à six mille junkers, trois régiments de Cosaques, un bataillon d'automobilistes, une division d'autos blindées), l'issue du conflit se présentait même en septembre comme douteuse. Comme adjuvant, la marche des événements apporta encore une leçon de choses dans laquelle le sort des soldats de Petrograd se trouva indissolublement lié au sort de la révolution et des bolcheviks.

Le droit de disposer des contingents d'hommes armés est le droit fondamental d'un pouvoir d'État. Le premier gouvernement provisoire, imposé au peuple par le Comité exécutif, s'était engagé à ne pas désarmer et à ne pas évacuer de Petrograd les troupes qui avaient participé à l'insurrection de Février. Tel est le début formel d'une dualité militaire inséparable au fond de la dualité de pouvoirs. Les grands ébranlements politiques des mois suivants — démonstration d'Avril, Journées de Juillet, préparation de la mutinerie kornilovienne et sa liquidation — aboutissaient inévitablement chaque fois à la question de soumettre la garnison de Petrograd. Mais les conflits sur ce terrain entre le gouvernement et les conciliateurs avaient, finalement, un caractère familial et se terminaient à l'amiable. Avec la bolchevisation de la garnison, l'affaire prenait un autre tour. Maintenant déjà les soldats eux-mêmes rappelaient l'engagement donné en mars par le gouvernement au Comité exécutif central et trahit violemment par les deux parties. Le 8 septembre, la section des soldats du soviet réclame le retour à Petrograd des régiments expédiés au front par suite des événements de Juillet. Or, les participants de la coalition se creusaient la tête à se demander comment expulser les autres régiments.

Dans bon nombre de villes provinciales, la situation était à peu près la même que dans la capitale. Dans le courant de juillet et d'août, les garnisons locales subirent la réforme patriotique ; dans le courant d'août et de septembre, les garnisons renouvelées cédèrent à la bolchevisation. Il fallait tout recommencer, c'est-à-dire les remanier de nouveau, les renouveler. Préparant un coup sur Petrograd, le gouvernement commença par la province. Les motifs politiques étaient soigneusement dissimulés sous des motifs stratégiques. Le 27 septembre, l'assemblée unifiée des soviets de Reval, de la

ville et de la forteresse, sur la question de l'éviction des troupes, décida : n'admettre comme possible un regroupement des effectifs qu'avec le consentement préalable des soviets respectifs. Les dirigeants du soviet de Vladimir demandaient à Moscou s'ils devaient se soumettre à l'ordre de Kérensky prescrivant le départ de toute la garnison. Le Bureau régional moscovite des bolcheviks constatait que « les ordres de cette sorte deviennent systématiques à l'égard des garnisons animées d'un esprit révolutionnaire ». Avant de céder tous ses droits, le gouvernement provisoire essayait de faire usage du droit essentiel de tout régime — celui de disposer des forces armées.

La dislocation de la garnison de Petrograd devenait d'autant plus urgente que le prochain Congrès des soviets devait, d'une façon ou d'une autre, pousser la lutte pour la conquête du pouvoir jusqu'à son dénouement. La presse bourgeoise, gouvernée par la *Rietch* des cadets, répétait de jour en jour qu'il ne fallait pas laisser aux bolcheviks la possibilité « de choisir leur moment pour déclarer la guerre civile ». Cela signifiait : frappons nous-mêmes en temps utile sur les bolcheviks. La tentative de modification préalable des rapports de force dans la garnison découlait de là inéluctablement. Les arguments d'ordre stratégique avaient l'air assez convaincants après la chute de Riga et la perte des îles de Monsund. L'état-major de l'arrondissement envoya des instructions ordonnant le remaniement des effectifs de Petrograd en vue de les expédier au front. En même temps, la question était, sur l'initiative des conciliateurs, portée à la section des soldats. Le plan des adversaires n'était pas mauvais : après avoir présenté un ultimatum stratégique au soviet, arracher aux bolcheviks d'un seul coup le support militaire qu'ils avaient comme appui, ou bien, en cas de résistance du soviet, provoquer un conflit aigu entre la garnison de Petrograd et le front qui avait besoin de renforts et d'une relève.

Les dirigeants du Soviet, qui se rendaient suffisamment compte du piège tendu, avaient l'intention de bien tâter d'abord le terrain avant de faire un pas irréparable. Refuser d'exécuter l'ordre n'était possible qu'à condition d'être sûr que les motifs du refus seraient exactement compris par le front. Dans le cas contraire, il pouvait être plus avantageux d'effectuer, d'accord avec les

tranchées, un échange des contingents de la garnison contre ceux des troupes révolutionnaires du front qui avaient besoin de repos. C'est précisément dans cet esprit, comme on l'a vu ci-dessus, que le soviet de Reval s'était déjà prononcé.

Les soldats abordaient la question d'une façon plus directe. Aller au front maintenant, au tard de l'automne, se résigner à une nouvelle campagne d'hiver — non, cette idée-là ne leur entrait pas dans la tête. La presse patriotique ouvrit immédiatement la fusillade sur la garnison : les régiments de Petrograd, engraisés dans l'oisiveté, trahissent encore une fois le front. Les ouvriers s'interposèrent en faveur des soldats. Ceux des usines Poutilov furent les premiers à protester contre l'évacuation des régiments. La question ne cessait d'être à l'ordre du jour non seulement dans les casernes, mais même dans les usines. Cela relia plus étroitement les deux sections du Soviet. Les régiments soutinrent dès lors avec un empressement tout particulier la revendication de l'armement des ouvriers.

S'efforçant de réchauffer le patriotisme des masses avec la menace de la perte de Petrograd, les conciliateurs introduisirent, le 9 octobre, au soviet, la proposition de créer « un Comité de défense révolutionnaire », qui aurait pour tâche de participer à la défense de la capitale avec le concours actif des ouvriers. Refusant de prendre sur lui la responsabilité « de la prétendue stratégie du gouvernement provisoire, et, en particulier, de l'évacuation des troupes de Petrograd », le soviet, cependant, ne se hâtait point de se prononcer sur le fond de l'ordonnance, mais décidait d'en vérifier les motifs et les raisons. Les mencheviks essayèrent de protester : il n'est pas admissible qu'on se mêle des ordres donnés par le commandement pour ses opérations. Mais, tout juste six semaines auparavant, ils en avaient dit autant des ordonnances du conspirateur Kornilov — et on le leur rappela. Pour vérifier si l'évacuation des régiments était dictée par des considérations militaires ou politiques, on se trouva avoir besoin d'un organe compétent. A la stupéfaction des conciliateurs, les bolcheviks adoptèrent l'idée d'un « Comité de défense » : précisément ce serait lui qui devrait concentrer entre ses mains toutes les données concernant la défense de la capitale. C'était un pas important. En

arrachant une arme dangereuse des mains de l'adversaire, le soviét gardait pour lui la possibilité, selon les circonstances, de tourner la décision sur l'envoi au front des troupes dans un sens ou dans l'autre, mais, en tout cas, contre le gouvernement et les conciliateurs.

Les bolcheviks s'emparèrent d'autant plus naturellement du projet mencheviste d'un Comité militaire que, dans leurs propres rangs, l'on s'était entretenu déjà plus d'une fois de la nécessité de former un organe soviétique autorisé qui dirigeait la future insurrection. Dans l'Organisation militaire du parti l'on élaborait même un projet à cet effet. La difficulté que, jusqu'alors, l'on n'avait pu surmonter, était de combiner l'organe de l'insurrection avec le soviét élu et agissant ouvertement, où se trouvaient d'ailleurs des représentants des partis hostiles. L'initiative patriotique des mencheviks vint tout à fait à propos faciliter la création d'un État-major révolutionnaire, qui prit bientôt la dénomination de « Comité militaire révolutionnaire » et devint le principal levier de l'insurrection.

Deux années après les événements relatés ici, l'auteur de ce livre, dans un article consacré à l'insurrection d'Octobre, écrivait : « Dès que l'ordre d'évacuer les effectifs fut transmis de l'état-major de l'arrondissement au Comité exécutif du Soviet de Petrograd. Il devint clair que cette question, dans son développement ultérieur, pouvait prendre une importance politique décisive. » L'idée de l'insurrection commença du coup à prendre corps. L'on n'avait plus à inventer un organe soviétique. La destination effective du futur Comité était soulignée d'une façon non équivoque par ce fait que le rapport sur la sortie des bolcheviks du préparlement fut terminé, par Trotsky, dans la même séance, avec cette exclamation : « Vive la lutte directe et ouverte pour le pouvoir révolutionnaire dans le pays ! » C'était traduire dans le langage de la légalité soviétique le mot d'ordre : « Vive l'insurrection armée ! »

Le lendemain même, le 10, le Comité central des bolcheviks adopta dans une séance secrète la motion de Lénine, faisant de l'insurrection armée la tâche pratique des journées les plus prochaines. Le parti adoptait dès lors une position de combat claire et impérative. Le Comité de défense s'insérait dans

la perspective de la lutte immédiate pour la conquête du pouvoir.

Le gouvernement et ses alliés entouraient la garnison de cercles concentriques. Le 11, le général Tchérémissov, commandant du front Nord, communiqua au ministre de la Guerre une réclamation des comités d'armée, exigeant la relève des effectifs fatigués du front par ceux de l'arrière, ceux de Piter. L'État-major du front n'était, dans ce cas, qu'une instance de transmission entre les conciliateurs de l'armée et leurs dirigeants de Petrograd qui s'efforçaient de créer un camouflage plus étendu pour les plans de Kérensky. La presse de la coalition accompagnait l'opération de l'encerclement par une symphonie de patriotisme enragé. Les réunions quotidiennes de régiments et d'usines prouvaient, cependant, que la musique des dirigeants ne produisait pas sur la base la moindre impression. Le 12, l'assemblée générale des ouvriers d'une des plus révolutionnaires usines de la capitale (Stary-Parvyainen) répondit aux attaques incessantes de la presse bourgeoise : « Nous affirmons fermement que nous descendrons dans la rue quand nous jugerons cela indispensable. Nous n'avons pas peur de la lutte qui s'annonce prochaine et nous croyons fermement que nous en sortirons vainqueurs. »

En créant une commission pour élaborer les statuts du « Comité de défense », le Comité exécutif de Petrograd fixa au futur organe militaire les tâches suivantes : se mettre en liaison avec le front Nord et avec l'État-major de l'arrondissement de Petrograd, avec l'organisation centrale de la Baltique (Tsentróalt) et le soviet régional de Finlande pour élucider la situation de guerre et prendre les mesures indispensables ; procéder au recensement du personnel de la garnison de Petrograd et de ses environs, ainsi qu'à l'inventaire des munitions et de l'approvisionnement ; prendre des mesures pour maintenir la discipline dans les masses des soldats et des ouvriers. Les formules étaient très générales et, en même temps, équivoques : elles étaient presque toutes sur la limite entre la défense de la capitale et l'insurrection armée. Cependant, ces deux problèmes, qui s'excluaient jusqu'alors l'un l'autre, se rapprochaient maintenant en fait : ayant pris en main le pouvoir, le soviet devra se charger aussi de la défense militaire de Petrograd. L'élément

du camouflage de la défense n'était point introduit par force du dehors, mais procédait jusqu'à un certain degré des conditions d'une veille d'insurrection.

Dans le but de procéder aux mêmes camouflages, l'on plaça à la tête de la commission chargée d'élaborer les statuts du Comité non pas un bolchevik, mais un socialiste-révolutionnaire, un jeune et modeste fonctionnaire de l'intendance, Lasimir, un de ces socialistes-révolutionnaires de gauche qui, dès avant l'insurrection, marchaient complètement avec les bolcheviks, sans prévoir toujours, à vrai dire, où cela les mènerait. Le projet primitif de Lasimir fut soumis à la rédaction de Trotsky en deux sens : les tâches pratiques de la conquête de la garnison furent précisées, le but général révolutionnaire fut encore plus estompé. Approuvé par le Comité exécutif, malgré les protestations de deux mencheviks, le projet introduisait dans le Comité militaire révolutionnaire les bureaux du soviet et de la section des soldats, des représentants de la flotte, du Comité régional de Finlande, du syndicat des cheminots, des comités d'usine, des syndicats en général, des organisations militaires du parti, de la Garde rouge, etc. La base organisationnelle était la même que dans bien d'autres cas. Mais la composition du Comité était prédéterminée par ses nouvelles tâches. On supposait que les organisations enverraient des représentants compétents dans les affaires militaires ou bien familiers avec la garnison. La fonction devait déterminer l'organe.

Non moins importante fut une autre nouvelle formation ; auprès du Comité militaire révolutionnaire, l'on créait une Conférence permanente de la garnison. La section des soldats représentait la garnison au point de vue politique : les députés étaient élus sous les drapeaux de partis. Mais la Conférence de la garnison devait se composer de comités de régiment qui, dirigeant la vie quotidienne de leurs troupes, étaient leur représentation « corporative », pratique, la plus immédiate. L'analogie entre les comités de régiment et ceux d'usine s'impose d'elle-même. Par l'intermédiaire de la section ouvrière du soviet, les bolcheviks pouvaient s'appuyer avec assurance, dans les grandes questions politiques, sur les ouvriers. Mais, pour devenir maîtres dans les usines il était indispensable d'entraîner les comités d'usine. Par sa composition, la Section des soldats garantissait aux bolcheviks les

sympathies politiques de la majorité de la garnison. Cependant, pour disposer pratiquement des troupes, il fallait s'appuyer directement sur les comités de régiment. Ainsi s'explique comment, dans la période qui précéda l'insurrection, la Conférence de la garnison prit une place de premier plan, refoulant naturellement la Section des soldats. Les délégués les plus en vue de la Section faisaient d'ailleurs partie de la Conférence.

Dans un article écrit peu de jours auparavant, *La Crise est mûre*, Lénine faisait des remontrances : « Qu'a fait le parti pour étudier les positions des troupes ? etc. » En dépit du travail plein d'abnégation de l'Organisation militaire, le reproche de Lénine était juste. L'étude, d'un point de vue purement militaire, des forces et des moyens réussissait difficilement au parti : on n'avait pas l'habitude, on ne savait comment s'y prendre. La situation se modifia d'un coup à partir du moment où sur la scène parut la Conférence de la garnison : dès lors, sous les yeux des dirigeants se déroula, de jour en jour, le vivant panorama des garnisons, non seulement de celle de la capitale, mais aussi de sa banlieue militaire.

Le 12, le Comité exécutif examina les dispositions élaborées par la commission de Lasimir. Malgré le huis clos, les débats auront, dans une forte mesure, un caractère équivoque : « On disait une chose et l'on en entendait une autre », écrit non sans raison Soukhanov. Les dispositions prises prévoyaient auprès du Comité des sections de la défense, du ravitaillement, de la liaison, de l'information, etc. : c'était un état-major ou bien un contre-état-major. Le but affirmé de la Conférence était de relever les capacités combattives de la garnison. Il n'y avait là rien de faux. Mais la capacité combative pouvait être appliquée diversement. Les mencheviks, avec une indignation impuissante, constataient que l'idée lancée par eux dans des buts patriotiques, se transformait en un camouflage de l'insurrection qui se préparait. La dissimulation était rien moins qu'impénétrable : tout le monde comprenait de quoi il s'agissait ; mais, en même temps, elle restait insurmontable : c'était exactement ainsi, en effet, qu'avaient agi auparavant les conciliateurs eux-mêmes, groupant autour d'eux, dans les moments critiques, la garnison et créant des organes de pouvoir parallèles aux organes

gouvernementaux. Les bolcheviks semblaient continuer seulement les traditions de la dualité de pouvoirs. Mais, dans les vieux moules, ils versaient un nouveau contenu. Ce qui avait servi auparavant à la conciliation menait maintenant à la guerre civile. Les mencheviks exigèrent qu'on inscrivît au procès-verbal qu'ils s'opposaient à l'entreprise dans son ensemble. On tint compte de cette demande platonique.

Le lendemain, à la section des soldats, qui tout récemment encore constituait la Garde des conciliateurs, on débattit la question du Comité militaire révolutionnaire et de la Conférence de la garnison. La place principale dans cette séance extrêmement remarquable fut occupée de droit par le président du *Tsentrobalt* le matelot Dybenko, un géant à barbe noire qui n'avait pas coutume de mâcher les mots. Le discours de l'invité d'Helsingfors passa comme un courant d'air marin, frais et piquant, dans l'atmosphère lourde de la garnison. Dybenko parla de la rupture définitive de la flotte avec le gouvernement et des nouveaux rapports avec le commandement. Avant d'entamer les dernières opérations navales, l'amiral avait demandé au Congrès des matelots qui se tenait en ces jours-là, s'ils exécuteraient les ordres de combat. « Nous répondîmes : nous les exécuterons, à condition qu'il y ait un contrôle de notre part. Mais... si nous voyons que la flotte est en danger de se perdre, l'amiral sera le premier pendu à la grande vergue. » Pour la garnison de Petrograd c'était un nouveau langage. Il était d'ailleurs adopté dans la flotte seulement depuis quelques jours. C'était le langage de l'insurrection. Le petit groupe des mencheviks, éberlué, grondait dans son coin. Le Bureau considérait non sans anxiété la masse compacte des capotes grises. Pas une seule voix de protestation de leurs rangs ! Les yeux brûlent sur des visages exaltés. Un esprit d'intrépidité plane sur l'assemblée.

En conclusion, Dybenko, réchauffé par l'assentiment général, déclara avec assurance : « On parle de la nécessité de faire marcher la garnison de Petrograd pour la défense des approches de la capitale et, en partie, de Reval. N'y croyez pas. Nous défendrons Reval nous-mêmes. Restez ici et défendez les intérêts de la révolution... Quand nous aurons besoin de votre appui, nous vous le dirons nous-mêmes et je suis certain que vous nous soutiendrez. » Cet

appel, qui était le mieux fait pour rentrer dans la tête des soldats, souleva une tempête de véritable enthousiasme dans laquelle se noyaient définitivement les protestations de quelques mencheviks. La question de l'évacuation des troupes pouvait dès lors être considérée comme résolue.

Le projet de dispositions présenté par Lasimir fut adopté par une majorité de 283 contre 1, avec 23 abstentions... Ces chiffres, inattendus pour les bolcheviks eux-mêmes, donnaient la mesure de la pression révolutionnaire des masses. Le vote signifiait que la section des soldats transmettait ouvertement et officiellement la direction de la garnison, enlevée à l'état-major gouvernemental, aux mains du Comité militaire révolutionnaire. Bientôt il devait être prouvé que ce n'était pas une simple démonstration.

Ce même jour, le Comité exécutif des soviets de Petrograd publia une information annonçant la création à ses côtés d'une section spéciale de la Garde rouge. L'affaire de l'armement des ouvriers qui, sous les conciliateurs, était mise en échec, et même devenue l'objet d'une persécution, se présentait comme un des problèmes les plus importants du soviet bolcheviste. L'attitude soupçonneuse des soldats vis-à-vis de la Garde rouge était depuis longtemps oubliée. Au contraire, dans presque toutes les résolutions des régiments, on réclame l'armement des ouvriers. La Garde rouge et la garnison s'alignent désormais ensemble. Bientôt elles seront encore plus étroitement liées par leur subordination commune au Comité militaire révolutionnaire.

Le gouvernement s'inquiéta, Le matin du 14 eut lieu, chez Kérensky, une conférence des ministres au cours de laquelle furent approuvées les mesures prises par l'État-major contre « la manifestation » qui se préparait. Les maîtres du pouvoir conjecturaient : cette fois-ci, l'affaire se bornera-t-elle à une manifestation armée ou en viendra-t-elle à une insurrection ? Le commandant de l'arrondissement militaire déclarait aux représentants de la presse : « Dans tous les cas, nous sommes prêts. » Les condamnés éprouvent fréquemment un afflux de forces à la veille de leur exécution.

À la séance unifiée des Comités exécutifs, Dan, reprenant les intonations qu'avait eues en juin Tseretelli, qui s'était réfugié au Caucase, exigeait des

bolcheviks une réponse à cette question : avaient-ils l'idée de marcher et, s'ils l'avaient, quand ? De la réponse de Riazanov, le menchevik Bogdanov tira la déduction, non dépourvue de fondement, que les bolcheviks préparaient l'insurrection et seraient à la tête des insurgés. Le journal des mencheviks écrivait : « C'est évidemment sur la non-évacuation de la garnison que sont basés les calculs des bolcheviks pour la prochaine prise du pouvoir. » Mais la prise du pouvoir était ici mise entre guillemets : les conciliateurs ne croyaient pas encore sérieusement au danger. Ils appréhendaient moins la victoire des bolcheviks que le triomphe de la contre-révolution en résultat des nouvelles collisions de la guerre civile.

S'étant chargé d'armer les ouvriers, le soviét devait s'ouvrir le chemin vers les dépôts d'armes. Cela ne se fit pas d'un seul coup. Chaque démarche pratique vers l'avant était ici encore suggérée par la masse. Il fallait seulement considérer attentivement ses propositions. Quatre ans après les événements, Trotsky racontait dans une soirée consacrée à des souvenirs sur la Révolution d'octobre : « Lorsque survint une délégation des ouvriers pour nous dire que nous avions besoin d'armes, je répondis : « Mais l'arsenal n'est pas entre nos mains. » Eux répliquent : « Nous sommes allés à la fabrique d'armes de Sestoretsk. » — « Bon, et alors ? » — « On nous a dit là-bas : si le soviét l'ordonne, nous vous donnerons ça. » Je donnai l'ordre de livrer cinq mille fusils, et les ouvriers les reçurent le jour même. C'était une première expérience. « La presse des ennemis hurla immédiatement, à propos de la livraison d'armes par une usine d'État, sur l'ordre d'un individu qui était accusé de haute trahison et relaxé sous caution. Le gouvernement se tut. Mais alors entra en scène l'organe suprême de la démocratie, lançant une ordonnance sévère : ne délivrer des armes à personne sans son autorisation à lui, Comité exécutif central. Il semblerait que, dans la question de la livraison des armes, Dan ou bien Gotz étaient aussi peu qualifiés pour interdire, que Trotsky pour autoriser ou ordonner : les usines et les arsenaux étaient du ressort du gouvernement. Mais le dédain vis-à-vis des pouvoirs officiels dans tous les moments importants constituait la tradition du Comité exécutif central et était solidement entré dans les habitudes du gouvernement lui-même, car

cela répondait à la nature des choses. L'infraction commise à l'égard des us et coutumes vint pourtant d'un autre côté : ayant cessé de faire une distinction entre les tonnerres du Comité exécutif central et les éclairs de Kérensky, les ouvriers et les soldats ne se souvenaient ni des uns ni des autres.

Il était plus commode d'exiger l'évacuation des régiments de Petrograd au nom du front, plutôt qu'au nom des bureaux de l'arrière. Partant de ces considérations, Kérensky subordonna la garnison de Petrograd au commandant en chef du front Nord. Tchérémissov. En se désistant au point de vue militaire de son autorité sur la capitale, en tant que chef du gouvernement, Kérensky se flattait de la mieux assujettir en tant que généralissime. De son côté, le général Tchérémissov, qui allait devoir assumer une lourde tâche, cherchait de l'aide chez les commissaires et les membres des comités. A communs efforts, l'on élaborait le plan des opérations prochaines. Pour le 17, l'état-major du front, conjointement avec les organisations de l'armée, convoquait, à Pskov, les représentants du soviet de Petrograd pour leur signifier, devant les tranchées, sa volonté à bout pourtant.

Il ne restait au soviet de Petrograd rien d'autre à faire que d'accepter le défi. La délégation de quelques dizaines d'hommes, à peu près moitié membres du Soviet, moitié représentants des régiments, constituée au cours de la séance du 16, avait à sa tête : le président de la section ouvrière Fedorov et les dirigeants de la section des soldats et de l'Organisation militaire des bolcheviks, Lachevitch, Sadovsky, Mekhonochine, Dachkevitch et d'autres. Un certain nombre de socialistes-révolutionnaires de gauche et de mencheviks internationalistes, inclus dans la délégation, s'étaient engagés à défendre à Pskov la politique du soviet. En conférence de la délégation, avant le départ, l'on adopta un projet de déclaration préparé par Sverdlov.

Au cours de la même séance du soviet, il y eut un débat sur le statut du Comité militaire révolutionnaire. A peine formée, cette institution prenait, de jour en jour, aux yeux des adversaires, une apparence de plus en plus détestable. « Les bolcheviks ne donnent point de réponse — s'écriait un orateur de l'opposition — à cette question directe : préparent-ils un

soulèvement ? C'est de la lâcheté ou bien un manque d'assurance en leurs propres forces. » Dans l'assemblée éclatent des rires unanimes : le représentant du parti du gouvernement demande que le parti de l'insurrection lui ouvre son cœur. Le nouveau Comité, continue l'orateur, n'est pas autre chose qu'un « état-major révolutionnaire pour la prise du pouvoir ». Eux, mencheviks, n'y entreront pas. « Combien êtes-vous ? » leur crie-t-on dans la salle. Au soviet, les mencheviks sont, à vrai dire, peu nombreux, tout au plus cinquante, mais ils savent à coup sûr que « les masses n'approuvent point le soulèvement ». Dans sa réplique, Trotsky ne nie pas que les bolcheviks se disposent à s'emparer du pouvoir : « Nous n'en faisons pas un secret. » Mais, pour l'instant, il ne s'agit pas de cela. Le gouvernement a formulé l'exigence d'une évacuation des troupes révolutionnaires de Petrograd, « et nous avons à dire : oui ou non ». Le projet de Lasimir est adopté par une écrasante majorité de voix. Le président invite le Comité militaire révolutionnaire à se mettre au travail dès le lendemain. Ainsi, un pas est encore fait.

Le commandant de l'arrondissement militaire, Polkovnikov, faisait de nouveau un rapport au gouvernement, ce jour-là, sur le soulèvement préparé par les bolcheviks. Le rapport était rédigé d'un ton crâne : la garnison dans l'ensemble est du côté du gouvernement, les écoles des junkers ont reçu l'ordre de se tenir prêtes. Dans un manifeste à la population, Polkovnikov promettait d'appliquer, en cas de besoin, « les mesures les plus rigoureuses ». Le maire de la ville, Schreider, socialiste-révolutionnaire, suppliait, de son côté, « de ne pas faire de désordres, risquant de provoquer certainement la famine dans la capitale ». Menaçant et conjurant, fanfaronnant et s'effarant, la presse montait aux plus hautes notes.

Pour agir sur les imaginations des délégués du soviet de Petrograd à Pskov, l'on avait préparé une réception militaire d'un genre théâtral. Dans le local de l'État-major, autour des tables couvertes de cartes imposantes, s'assirent messieurs les généraux, les hauts commissaires, avec Voïtinsky à leur tête, et les représentants des comités d'armée. Les chefs des sections de l'état-major lurent des rapports sur la situation des forces armées sur terre et sur mer. Les conclusions des rapporteurs se rejoignaient en un point : il est

indispensable de faire marcher immédiatement la garnison de Petrograd pour défendre les approches de la capitale. Les commissaires et les membres de comités repoussaient avec indignation les soupçons élevés au sujet d'une politique de coulisses : toute l'opération était dictée par la nécessité stratégique. Les délégués n'avaient pas de preuves directes du contraire : en de telles affaires, les preuves ne traînent pas dans les rues. Mais toute la situation démentait les arguments de stratégie. Ce n'était pas d'hommes que le front manquait, mais les hommes ne voulaient plus combattre. L'état d'esprit de la garnison de Petrograd n'était nullement de consolider le front ébranlé. En outre, les leçons des journées korniloviennes étaient encore dans la mémoire de tous. Profondément convaincue d'avoir raison, la délégation tint facilement tête à l'attaque de l'État-major et rentra à Petrograd plus unanime qu'au moment où elle était partie.

Les preuves formelles qui manquaient alors aux participants, l'historien les a maintenant à sa disposition. La correspondance militaire secrète démontre que ce n'était pas le front qui réclamait les régiments de Petrograd, que c'était Kérensky qui les imposait au front. A un télégramme du ministre de la Guerre, le commandant en chef du front Nord répondait par fil : « secret, 17. X. L'initiative de l'envoi des troupes de la garnison de Petrograd au front est venue de vous et non de moi... Quand il a été clair que les contingents de la garnison de Petrograd ne voulaient pas aller au front, c'est-à-dire qu'ils n'étaient pas capables de combattre, moi, dans un entretien particulier avec votre représentant, un officier, j'ai dit que... nous avons déjà bien assez de contingents pareils sur le front ; mais, vu votre désir de les expédier au front, je n'ai pas refusé et je ne refuse pas encore de les recevoir si vous continuez à croire indispensable qu'ils évacuent Petrograd. » Le ton de la dépêche, qui est à demi celui d'une polémique, s'explique par ce fait que Tchérémissov, général enclin à la haute politique, qui était considéré dans l'armée tsariste comme « un rouge » et qui devint plus tard, d'après l'expression de Milioukov, « le favori de la démocratie révolutionnaire », en était arrivé, visiblement, à cette conclusion qu'il valait mieux se détacher en temps opportun du gouvernement dans son conflit avec les bolcheviks. La conduite

de Tchérémissov pendant les journées de l'insurrection confirme tout à fait cet éclaircissement.

La lutte pour la garnison se compliquait d'une autre, pour le Congrès des soviets. Jusqu'à la date primitivement fixée, il ne restait que quatre ou cinq jours. Le « soulèvement » était attendu à l'occasion du Congrès. On supposait que, comme pendant les Journées de Juillet, le mouvement devait se développer d'après le type d'une manifestation armée de masses avec des combats de rues. Le menchevik de droite Potressov, s'appuyant vraisemblablement sur les informations du contre-espionnage ou bien de la mission militaire française, qui fabriquait audacieusement des faux, exposait dans la presse bourgeoise le plan du soulèvement bolcheviste qui devait avoir lieu dans la nuit du 16 au 17 octobre. Les inventifs auteurs du plan n'oublièrent pas de prévoir que les bolcheviks, à une des portes de la ville, entraîneraient avec eux « des éléments de la pègre ». Les soldats des régiments de la Garde savent rire tout aussi bien que les dieux d'Homère. Les blanches colonnes et les lustres de l'Institut Smolny eux-mêmes semblaient s'agiter sous les salves de risées qui éclatèrent quand on lut l'article de Potressov en séance du soviet. Mais le sage gouvernement, qui savait ne pas voir ce qui se passait sous ses yeux, fut sérieusement effrayé par le faux absurde et se réunit d'urgence, à deux heures du matin, pour refouler « les éléments de la pègre ». Après de nouvelles consultations de Kérénsky avec les autorités militaires, les mesures indispensables furent prises : on renforça la garde du palais d'Hiver et de la Banque d'État ; on appela deux écoles de sous-lieutenants d'Oranienbaum et même un train blindé du front roumain. « A la dernière minute, les bolcheviks — d'après Milioukov — contremandaient leurs préparatifs. Pourquoi ils agirent ainsi, ce n'est pas clair. » Quelques années après les événements, le savant historien préfère encore croire à une invention qui se démentait d'elle-même.

Les autorités chargèrent la milice d'explorer les alentours de la ville pour tomber sur les traces des préparatifs de soulèvement. Les rapports de la milice présentent une combinaison de vivantes observations avec des balourdises policières. Dans le quartier d'Alexandre-Nevsky, où il se trouve un bon

nombre de grandes usines, les observateurs constatèrent un calme complet. Dans le rayon de Vyborg, la nécessité de renverser le gouvernement était ouvertement proclamée, mais « extérieurement le calme régnait. Dans le rayon de Vassili-Ostrov, il y avait de l'exaltation, mais, là non plus, on n'observait point de signes extérieurs d'un soulèvement prochain ». Dans le quartier de Narva, une propagande intense était faite pour le soulèvement ; mais l'on ne pouvait obtenir de personne une réponse à cette question : quand précisément ? Ou bien le jour et l'heure étaient gardés sous le sceau du plus grand secret, ou bien personne n'en savait rien. Il est décidé de renforcer aux portes des faubourgs les patrouilles, les commissaires de la milice devront plus fréquemment inspecter les postes.

Le compte rendu du correspondant d'un journal libéral moscovite complète assez bien le rapport de la milice : « Dans les faubourgs, dans les usines de Petrograd, Nevsky, Oboukhov et Poutilov, l'agitation bolcheviste pour le soulèvement bat son plein. L'état d'esprit des ouvriers est tel qu'ils sont prêts à se mettre en route à n'importe quel moment. En ces derniers jours, à Petrograd, l'on observe un afflux inouï de déserteurs... A la gare de Varsovie, l'on ne peut se dégager d'une foule de soldats d'allure louche, aux yeux enflammés, aux airs excités... On a des informations sur l'arrivée à Petrograd de véritables bandes de voleurs qui pressentent l'occasion de faire un bon coup. La pègre s'organise, les maisons de thé et les bouges en sont pleins... » Les terreurs du petit bourgeois et les racontars de police s'enchevêtrent ici avec la dure réalité, se rapprochant du dénouement, la crise révolutionnaire atteignait les abysses sociaux jusqu'au fond. Et les déserteurs, et les bandes de voleurs, et les bouges, s'étaient effectivement soulevés au grondement du séisme qui approchait. Les sommets de la société considéraient avec une terreur physique les forces déchaînées de leur régime, ses vices et ses ulcères. La révolution ne les avait pas créés, elle les avait seulement mis à nu.

En ces journées, à Dvinsk, à l'État-major du corps d'armée, le baron Budberg, que nous connaissons déjà, réactionnaire fielleux, non dépourvu du don d'observation et d'une originale perspicacité, écrivait : « Les cadets, les

cadétoïdes, les octobristes et les révolutionnaires de tout poil, des anciennes formations et de celles de mars, sentent approcher leur fin et vaticinent tant qu'ils peuvent, rappelant les musulmans qui essayent d'empêcher une éclipse de lune au moyen de crécelles. »

Le 18, pour la première fois, fut convoquée la Conférence de la garnison. Un téléphonogramme aux effectifs invitait les hommes à s'abstenir d'actes irréfléchis et à n'exécuter que celles des décisions de l'État-major qui auraient été contresignées par la section des soldats. Le Soviet essayait ainsi résolument de prendre ouvertement le contrôle sur la garnison. Le téléphonogramme n'était en somme pas autre chose qu'un appel au renversement des autorités existantes. Mais on pouvait, si l'on voulait, l'interpréter comme un acte pacifique de substitution des bolcheviks aux conciliateurs dans le mécanisme de la dualité de pouvoirs. Pratiquement, cela revenait au même, mais une interprétation plus souple laissait de la place pour les illusions. Le praesidium du Comité exécutif central, qui se considérait comme le maître de Smolny, fit une tentative pour suspendre l'expédition du téléphonogramme. Par là il réussit seulement, encore une fois, à se compromettre lui-même. L'assemblée des représentants des comités de régiment et de compagnie de Petrograd et de la banlieue eut lieu à l'heure fixée et fut extrêmement nombreuse.

Grâce à l'atmosphère créée par les adversaires, les rapports des participants à la Conférence de la garnison se concentrèrent d'eux-mêmes sur la question du prochain « soulèvement ». Il y eut un mémorable recensement que les dirigeants n'auraient guère osé entreprendre de leur propre initiative. Contre le soulèvement se prononcent : l'école des sous-lieutenants de Peterhof et le 9^e régiment de cavalerie. Les escadrons de marche de la cavalerie de la Garde penchent vers la neutralité. L'école des sous-lieutenants d'Oranienbaum ne se soumettra qu'à la décision du Comité exécutif central. Mais à cela se bornent les déclarations hostiles ou neutres. Se déclarent prêts à marcher au premier appel du soviet de Petrograd : les régiments Eguersky (chasseurs), moscovite, volynien, Pavlovsky, Keksholmsky, Séménovsky, Ismaïlovsky, le I^{er} de tirailleurs et le III^e de réserve, le II^e des équipages de la

Baltique, le bataillon du génie (électriciens), la division d'artillerie de la Garde. Le régiment des Grenadiers ne sortira qu'à l'appel du Congrès des soviets : cela suffit. Des effectifs moins importants suivent la majorité. Les représentants du Comité exécutif central qui considérait récemment encore, et non sans raison, comme la source de sa force la garnison de Petrograd, se virent cette fois refuser presque à l'unanimité la parole. Dans un état d'irritation impuissante, ils quittèrent l'assemblée « non pourvue de pouvoirs juridiques » qui, sur la proposition du président, confirma immédiatement ceci : aucun ordre n'est valable sans la signature du Soviet.

Ce qui était préparé dans la conscience de la garnison au cours des derniers mois, surtout des dernières semaines, se cristallisait maintenant. Le gouvernement s'était trouvé plus nul que l'on n'aurait cru. Alors que la ville était pleine de rumeurs sur le soulèvement et des combats sanglants, la Conférence des comités de régiment, où se manifesta la prépondérance écrasante des bolcheviks, rendit en somme inutiles les démonstrations et les combats de masses. La garnison marchait avec assurance vers l'insurrection, la considérant non point comme un soulèvement, mais comme la réalisation du droit incontestable des soviets à disposer du sort du pays. Dans ce mouvement, il y avait une force irrésistible, mais, en même temps, de la lourdeur. Le parti avait besoin de concerter adroitement ses actes avec la démarche politique des régiments dont la majorité attendait un appel du côté du Soviet, et certains du côté du Congrès des soviets.

Pour écarter le danger d'une perturbation même temporaire dans le développement de l'offensive, il était nécessaire de répondre à une question qui agitait non seulement les ennemis, mais même les amis : le soulèvement allait-il éclater effectivement aujourd'hui ou demain ? En tramway, dans la rue, dans les magasins, il n'était question que du prochain soulèvement. Sur la place du Palais, devant le palais d'Hiver et devant l'état-major, de longues files d'officiers proposent au gouvernement leurs services et reçoivent en échange des revolvers : au moment du danger, ni les revolvers ni leurs possesseurs ne se montreront. Les éditoriaux de tous les quotidiens du jour sont consacrés à la question du soulèvement. Gorki exige des bolcheviks, si

seulement ils ne sont pas « le jouet sans défense d'une foule ensauvagée », qu'ils démentent les bruits, L'anxiété devant l'inconnu pénétra aussi dans les quartiers ouvriers, et surtout dans les régiments. Là, on commençait à croire que le soulèvement se préparait sans eux. Par qui ? Pourquoi Smolny se taisait-il ? La position contradictoire du soviet, en tant que parlement ouvert et qu'état-major révolutionnaire, créait, au dernier tournant, de grandes difficultés. Il devenait impossible de se taire plus longtemps.

« Depuis quelques jours — dit Trotsky à la fin de la séance du soir du soviet — la presse est pleine d'informations, de bruits, d'articles au sujet du prochain soulèvement... Les résolutions du soviet de Petrograd sont portées à la connaissance de tous. Le soviet est une institution électorale et... ne peut prendre de résolutions qui ne seraient point connues des ouvriers et des soldats. Je déclare, au nom du Soviet : aucune manifestation armée n'a été fixée par nous. Mais si le Soviet, d'après la marche des choses, était forcé de faire appel à une manifestation, les ouvriers et les soldats marcheraient sur un signe de lui comme un seul homme... On dit que j'ai signé l'ordre de livrer cinq mille fusils... Oui, je l'ai signé... Le Soviet continuera à organiser et à armer la Garde ouvrière. » Les délégués comprenaient : la bataille est proche, mais, sans eux, en dehors d'eux, le signal ne sera pas donné.

Cependant, indépendamment d'explications rassurantes, les masses ont besoin d'une claire perspective révolutionnaire. Le rapporteur rattache entre elles les deux questions : l'évacuation de la garnison et le prochain Congrès des soviets. « Nous avons avec le gouvernement un conflit qui peut prendre un caractère extrêmement grave... Nous ne permettrons pas... qu'on dégarnisse Petrograd de sa garnison révolutionnaire. » Ce conflit est subordonné, d'ailleurs, à un autre qui s'annonce. « La bourgeoisie sait que le Soviet de Petrograd proposera au Congrès des soviets de prendre le pouvoir en main... Prévoyant la bataille inévitable, les classes bourgeoises s'efforcent de désarmer Petrograd. » L'insurrection était nouée politiquement pour la première fois dans ce discours avec une absolue netteté : nous nous disposons à prendre le pouvoir, nous avons besoin de la garnison, nous ne la laisserons pas partir. « A la première tentative de la contre-révolution pour supprimer le

Congrès, nous répondrons par une contre-offensive qui sera implacable et que nous pousserons jusqu'au bout. » La proclamation d'une offensive politique résolue se parachève, cette fois encore, par une formule de défense armée.

Soukhanov, qui s'était montré à la séance avec le projet stérile d'engager le Soviet à fêter le jubilé de Gorki, commentait assez bien par la suite ce que la révolution avait noué d'un nœud solide ce jour-là. Pour Smolny, la question de la garnison est celle de l'insurrection. Pour les soldats, il s'agit là de leur sort. « Il est difficile d'imaginer un point de départ plus réussi de la politique de ces jours-là. » Cela n'empêche pas Soukhanov de considérer comme périlleuse la politique des bolcheviks dans l'ensemble. Avec Gorki et des milliers d'intellectuels radicaux, ce qu'il redoute le plus c'est cette multitude qu'on prétend « ensauvagée », qui, avec une remarquable régularité, développe de jour en jour son offensive.

Le Soviet est assez puissant pour proclamer ouvertement un programme d'insurrection dans l'État et même pour en fixer la date. En même temps — jusques et y compris le jour même marqué par lui pour une entière victoire — le Soviet est impuissant dans d'innombrables questions, petites et grandes. Kérensky, déjà réduit à néant en politique, édicte encore des décrets au palais d'Hiver. Lénine, inspirateur de l'irrésistible mouvement des masses, mène une vie clandestine, et le ministre de la Justice, Maliantovich, a de nouveau prescrit en ces jours-là au procureur de lancer contre lui un mandat d'arrêt. Même à Smolny, sur son propre territoire, le tout-puissant Soviet de Petrograd semble ne vivre que par grâce. L'administration de l'Institut, de la caisse, de l'expédition, des automobiles, des téléphones se trouve encore entre les mains du Comité exécutif central qui, lui-même, ne tient plus qu'aux légers fils du droit de succession.

Soukhanov raconte comment, après la séance, au tard de la nuit, il alla dans le square de l'Institut Smolny, dans des ténèbres profondes, sous une pluie battante. Toute une foule de délégués piétinait désespérément devant deux automobiles fumantes et puantes qui étaient concédées au Soviet bolcheviste par les riches garages du Comité exécutif central. « Vers ces

voitures — raconte l'observateur omniprésent — s'était avancé aussi le président Trotsky, Mais, s'étant arrêté et ayant regardé une minute, il ricana, ensuite s'éloigna par les flaques d'eau et disparut dans l'obscurité. » Sur la plate-forme d'un tramway, Soukhanov se trouva en présence d'un petit homme d'apparence modeste, à la barbe noire taillée en pointe, L'inconnu essaya de réconforter Soukhanov à propos des inconvénients d'une lente locomotion. « Qui est-ce ? » demanda Soukhanov à une voyageuse bolcheviste qui l'accompagnait. « Un vieux militant du parti, Sverdlov. » Moins de quinze jours après, ce petit homme à barbichette noire était président du Comité exécutif central, organe suprême de la République des Soviets. Vraisemblablement, Sverdlov avait réconforté son compagnon de voyage dans un sentiment de gratitude : huit jours auparavant, dans l'appartement de Soukhanov, mais à vrai dire à son insu, avait eu lieu la séance du Comité central des bolcheviks qui avait mis à l'ordre du jour l'insurrection armée.

Le lendemain matin, le Comité exécutif central tente d'imprimer aux événements un coup de volant dans l'autre sens. Le bureau convoque une assemblée « légale » de la garnison, y appelant même les comités arriérés, non renouvelés par élection depuis longtemps, qui n'ont pas été présents la veille. La vérification complémentaire de la garnison, donnant quelque chose de nouveau, n'en confirma que plus clairement le tableau de la veille. Contre le soulèvement se prononcèrent cette fois : la majorité des comités des effectifs qui cantonnaient dans la forteresse Pierre-et-Paul, et les comités de la division des autos blindées ; les uns et les autres déclarèrent qu'ils se subordonnaient au Comité exécutif central. Il est impossible de n'en pas tenir compte.

Édifiée sur une petite île qu'entoure la Neva avec son canal, entre le centre de la ville et deux districts, la forteresse domine les ponts les plus proches et couvre, ou bien, au contraire, dénude du côté du fleuve les approches du palais d'Hiver, où s'est installé le gouvernement. Dépourvue de toute importance militaire dans les opérations de grande envergure, la forteresse peut dire son mot dans les combats de rue. En outre, et cela peut-être est le plus important, à la forteresse se rattache le riche arsenal de

Kronwerk : les ouvriers ont besoin de fusils, et d'ailleurs les régiments les plus révolutionnaires sont presque désarmés. L'importance des autos blindées dans les combats de rue n'a pas besoin d'explications : du côté du gouvernement, elles peuvent causer un bon nombre de victimes inutiles ; du côté de l'insurrection, elles raccourciront le chemin de la victoire. Les bolcheviks auront à porter une particulière attention dans les journées prochaines sur la forteresse et sur la division des autos blindées. Pour le reste, le rapport des forces à la Conférence restait le même que la veille. La tentative du Comité exécutif central pour faire adopter sa décision très circonspecte rencontra une froide résistance de l'écrasante majorité : n'ayant point été convoquée par le Soviet de Petrograd, la Conférence ne se croit pas fondée à voter des résolutions. Les leaders conciliateurs étaient venus d'eux-mêmes au-devant de ce dernier coup.

Trouvant barricadé l'accès vers les régiments par en bas, le Comité exécutif central essaya de s'emparer de la garnison en la prenant d'en haut. En accord avec l'état-major, il désigna comme commissaire principal pour tout l'arrondissement militaire le capitaine Malevsky, socialiste-révolutionnaire, et déclara qu'il consentait à reconnaître les commissaires du Soviet sous condition qu'ils se subordonneraient au commissaire principal. La tentative faite pour s'appuyer sur la garnison bolcheviste, avec les moyens d'un capitaine dont personne n'avait entendu parler, était évidemment désespérée. La repoussant, le Soviet suspendit les pourparlers.

Dénoncé par Potressov, le soulèvement n'eut pas lieu le 17. Maintenant, les adversaires donnaient avec assurance une nouvelle date : le 20 octobre. A ce jour-là, comme on sait, se rattachait primitivement l'ouverture du Congrès des soviets, et l'insurrection suivait le Congrès comme son ombre. Il est vrai que l'on avait déjà remis le Congrès à cinq jours plus tard ; mais peu importait : l'objet avait été déplacé, l'ombre était restée. Le gouvernement prend encore cette fois-ci toutes les mesures nécessaires pour empêcher « le soulèvement ». Dans les faubourgs sont établis des postes renforcés. Des patrouilles de Cosaques parcouraient les quartiers ouvriers toute la nuit. En divers points de Petrograd sont embusquées des réserves de cavalerie. La

milice est sur le pied de guerre, et, pour moitié, veille constamment dans les commissariats. Devant le palais d'Hiver sont disposées des autos blindées, de l'artillerie légère, des mitrailleuses. Les abords du palais sont gardés par des piquets de troupes.

L'insurrection que personne ne préparait et à laquelle personne ne faisait appel, n'eut pas lieu encore cette fois-là. La journée s'écoula plus tranquille que beaucoup d'autres, le travail dans les fabriques et les usines n'arrêta pas. Dirigées par Dan, les Izvestia célébraient la victoire remportée sur les bolcheviks : « Leur aventure au sujet d'une manifestation armée dans Petrograd est une affaire finie. » Les bolcheviks se trouvèrent écrasés par la seule indignation de la démocratie unifiée : « Ils se rendent déjà. » Littéralement l'on peut penser que les adversaires, ayant perdu la tête, s'étaient donné pour but, en éveillant des craintes avant terme et en lançant d'une façon encore moins opportune les coups de clairon de la victoire, de désorienter leur propre « opinion publique » et de dissimuler les plans des bolcheviks.

La décision de créer un Comité militaire révolutionnaire, prise pour la première fois le 9, ne passa par le *plenum* du Soviet qu'une semaine plus tard : le Soviet n'est pas le parti, sa machine est lourde à mettre en branle. Il fallut encore quatre jours pour former le Comité. Cette dizaine de jours, cependant, ne fut pas perdue : on s'occupait activement de conquérir la garnison, la conférence des comités de régiment eut le temps de prouver sa vitalité, l'armement des ouvriers se poursuivit, de sorte que le Comité militaire révolutionnaire, entamant le travail seulement le 20, cinq jours avant l'insurrection, eut immédiatement en main des moyens d'agir suffisamment agencés. Devant le boycottage des conciliateurs, le Comité ne se composa que de bolcheviks et de socialistes-révolutionnaires de gauche : cela facilita et simplifia la tâche. De tous les socialistes-révolutionnaires ne militait que le seul Lasimir, qui fut même placé à la tête du Bureau pour mieux souligner le

caractère d'origine soviétique et non de parti de l'institution. En réalité, le Comité, dont le président était Trotsky, avec, comme principaux militants, Podvoisky, Antonov-Ovsénko, Lachévitch, Sadovsky, Mékhonochine, s'appuyait exclusivement sur les bolcheviks. Le Comité ne se rassembla guère, même une fois au complet, avec la participation des représentants de toutes les institutions énumérées dans les statuts. Les affaires courantes étaient réglées par le Bureau sous la direction du président, et, dans tous les cas importants, l'on appelait Sverdlov. C'était là l'état-major de l'insurrection.

Le Bulletin du Comité enregistre modestement ses premières démarches : dans les effectifs de combat de la garnison, dans certaines institutions et certains dépôts, « pour la surveillance et la direction », des commissaires sont nommés. Cela signifiait que, conquérant la garnison au point de vue politique, le Soviet se la soumettait maintenant au point de vue d'organisation. Dans la sélection des commissaires, l'Organisation militaire des bolcheviks joua un grand rôle. Parmi un millier environ de membres qui en faisaient partie à Petrograd, il y avait un bon nombre d'hommes résolus et absolument dévoués à la révolution, soldats et jeunes officiers qui avaient reçu, après les Journées de Juillet, la trempe nécessaire dans les prisons de Kérénsky. Les commissaires choisis dans leur milieu trouvaient dans les contingents de la garnison un terrain suffisamment préparé : on les considérait comme des gens à soi et on leur obéissait avec empressement.

L'initiative pour mettre la main sur les établissements publics provenait le plus souvent d'en bas. Les ouvriers et les employés de l'arsenal attachés à la forteresse Pierre-et-Paul soulevèrent la question de la nécessité d'un contrôle sur les livraisons d'armes. Le commissaire qui y fut envoyé réussit à empêcher l'armement complémentaire des *junkers*, séquestra dix mille fusils destinés à la région du Don, et des stocks moins importants qu'on allait livrer à un certain nombre d'organisations et de personnages douteux. Le contrôle s'étendit bientôt à d'autres dépôts, même à des magasins privés d'armuriers. Il suffisait de s'adresser à un comité de soldats, d'ouvriers ou d'employés d'un établissement ou d'un magasin pour que la résistance de l'administration fût immédiatement brisée. Les armes n'étaient plus dès lors délivrées que sur un

ordre des commissaires.

Les ouvriers typographes, par l'intermédiaire de leur syndicat, attirèrent l'attention du Comité sur la multiplication des tracts et des brochures ultra-réactionnaires (Cent-Noirs). Il fut décidé que, dans tous les cas douteux, le Syndicat des typographes s'adresserait, pour avoir une solution, au Comité militaire révolutionnaire. Le contrôle, par l'intermédiaire des ouvriers typographes, était le plus efficace de tous les moyens possibles de surveillance sur la presse d'agitation des contre-révolutionnaires.

Ne se bornant point à démentir formellement les bruits d'insurrection, le Soviet fixa ouvertement, pour le dimanche 22, une revue pacifique de ses forces, non point sous l'aspect de manifestation de rues, mais par des meetings dans les usines, les casernes et tous les grands locaux de la capitale. Dans le but évident de susciter des désordres sanglants, de mystérieux cagots fixèrent pour le même jour une procession religieuse dans les rues de la ville. Un appel lancé par des cosaques inconnus invitait les citoyens à prendre part à la procession « en souvenir de la délivrance de Moscou en 1812 ». Le motif choisi n'était pas tout à fait d'actualité ; mais les ordonnateurs proposaient en outre au Tout-Puissant de bénir les armes des Cosaques « pour la défense contre les ennemis de la terre russe », ce qui se rapportait évidemment déjà à 1917.

Il n'y avait aucune raison de craindre une sérieuse manifestation contre-révolutionnaire : le clergé était, à Petrograd, impuissant ; sous les bannières de l'Eglise il ne pouvait soulever contre le Soviet que les misérables restes des bandes de Cent-Noirs. Mais avec le concours des provocateurs expérimentés du contre-espionnage et du corps des officiers cosaques, des échauffourées sanglantes n'étaient pas impossibles. Dans l'ordre des mesures préventives, le Comité militaire révolutionnaire commença par renforcer son action sur les régiments de Cosaques. Dans la résidence de l'État-major le plus révolutionnaire, un régime plus sévère fut institué. « Il devint dès lors peu facile d'entrer à l'Institut Smolny — écrit John Reed — le système des laissez-passer était modifié à des intervalles de quelques heures, car des

espions pénétraient constamment à l'intérieur. »

À la Conférence de la garnison du 21, consacrée à « la journée du Soviet » du lendemain, le rapporteur proposait une série de mesures préventives contre de possibles collisions dans la rue. Le 4^e régiment de Cosaques, le plus à gauche, fit déclarer par son délégué qu'il ne prendrait point part à la procession. Le 14^e régiment de Cosaques assura qu'il combattrait de toutes ses forces les attentats de la contre-révolution, mais, qu'en même temps il considérait comme « inopportun » un soulèvement pour la prise du pouvoir. Sur les trois régiments de Cosaques, un seul était absent, celui de l'Oural, le plus arriéré, qui avait été amené à Petrograd en juillet pour écraser les bolcheviks.

La Conférence prit, sur le rapport de Trotsky, trois brèves résolutions : 1° « La garnison de Petrograd et de la banlieue promet au Comité militaire révolutionnaire de le soutenir entièrement dans toutes ses démarches... » 2° « La journée du 22 octobre sera celle d'un recensement pacifique des forces... La garnison s'adresse aux Cosaques : ... Nous vous invitons à nos réunions de demain. La bienvenue à vous, frères Cosaques ! » ; 3° « Le Congrès panrusse des soviets doit prendre le pouvoir en main et assurer au peuple la paix, la terre et le pain. » La garnison promet solennellement de mettre toutes ses forces à la disposition du Congrès. « Comptez sur nous, représentants fondés de pouvoir des soldats, des ouvriers et des paysans. Nous sommes tous à nos postes, prêts à vaincre ou à mourir. » Dès centaines de mains se levèrent pour ces résolutions qui confirmaient le programme de l'insurrection. Il y eut cinquante-sept abstentions : c'étaient « les neutres », c'est-à-dire les adversaires hésitants. Pas une main ne se leva contre. Le nœud se resserrait sûrement au cou du régime de Février.

Dans le courant de la journée l'on sut déjà que les initiateurs mystérieux de la procession avaient renoncé à manifester ainsi « sur la proposition du commandant en chef de l'arrondissement ». Ce sérieux succès moral, qui mesurait mieux que tout la force de pression de la Conférence de la garnison, permettait d'espérer fermement que les ennemis, en général, n'oseraient pas

se montrer le lendemain dans la rue.

Le Comité militaire révolutionnaire désigne à l'état-major de l'arrondissement trois commissaires : Sadovsky, Mékhonochine et Lasimir. Les ordres du commandant ne sont valables qu'après signature d'un des trois. Sur appel téléphonique de Smolny, l'état-major envoie pour la délégation une auto : les habitudes de la dualité de pouvoirs subsistent encore. Mais, contre toute attente, l'amabilité de l'état-major ne signifiait pas qu'il fût disposé à des concessions.

Ayant entendu la déclaration de Sadovsky, Polkovnikov répondit qu'il ne reconnaissait aucun commissaire et n'avait pas besoin d'une tutelle. La délégation ayant insinué que l'état-major risquait, dans cette voie, de rencontrer de la résistance du côté de la troupe, Polkovnikov répliqua sèchement qu'il avait la garnison dans la main et que la soumission de celle-ci était assurée. « Sa fermeté était sincère — écrit dans ses souvenirs Mékhonochine — on n'y sentait rien d'artificiel. » Pour revenir à l'Institut Smolny, les délégués n'eurent plus l'automobile de l'état-major.

La Conférence extraordinaire, à laquelle furent appelés Trotsky et Sverdlov, prit une décision : reconnaître que la rupture avec l'état-major est un fait accompli et la considérer comme un point de départ pour une offensive ultérieure. Première condition de succès : les quartiers doivent être au courant de toutes les étapes et des épisodes de la lutte. Il ne faut pas permettre à l'adversaire de prendre les masses à l'improviste. Par l'intermédiaire des soviets et des comités de quartier du parti, une information est expédiée dans tous les coins de la ville. Les régiments sont immédiatement avertis de ce qui s'est passé. Nouvelle confirmation : n'exécuter que les ordres qui auront été contresignés par les commissaires. On invite à désigner aux postes de garde les soldats les plus sûrs.

Mais l'état-major aussi avait décidé de prendre des mesures. A l'instigation, visiblement, des conciliateurs qui le conseillaient, Polkovnikov convoqua pour une heure de l'après-midi une conférence de la garnison, avec la participation des représentants du Comité exécutif central. Devançant

l'adversaire, le Comité militaire révolutionnaire convoqua pour onze heures du matin une conférence extraordinaire des comités de régiment dans laquelle il fut décidé de régler formellement la rupture avec l'État-major. Le manifeste, aussitôt élaboré, aux troupes de Petrograd et de la banlieue parlait le langage d'une déclaration de guerre. « Ayant rompu avec la garnison organisée de la capitale, l'État-major devient l'instrument direct des forces contre-révolutionnaires. » Le Comité militaire révolutionnaire décline toute responsabilité pour les actes de l'État-major et, se plaçant à la tête de la garnison, prend sur lui « le maintien de l'ordre révolutionnaire contre les attentats de la contre-révolution ».

C'était un pas décisif dans la voie de l'insurrection. Ou bien, peut-être, seulement un conflit de plus dans le mécanisme générateur de conflits de la dualité de pouvoirs ? C'est précisément ainsi que s'efforçait, pour se rassurer lui-même, d'interpréter ce qui s'était passé, l'État-major, après avoir consulté les représentants des effectifs qui n'avaient pas encore reçu en temps utile l'appel du Comité militaire révolutionnaire. Une délégation envoyée de Smolny, sous la direction du sous-lieutenant bolcheviste Dachkévitche, communiqua brièvement à l'état-major la décision de la Conférence de la garnison. Les peu nombreux représentants des troupes confirmèrent leur fidélité au Soviet et, refusant de formuler une motion, se dispersèrent. « Après un bref échange d'idées — communiqua par la suite la presse inspirée par l'état-major — aucune décision définitive ne fut prise ; il fut reconnu indispensable d'attendre la solution du conflit entre le Comité exécutif central et le Soviet de Petrograd. » L'état-major se figurait sa destitution comme une affaire de rivalité entre les instances soviétiques se disputant le droit de contrôler ses actes. La politique de l'aveuglement volontaire avait cet avantage qu'elle dispensait de déclarer à Smolny une guerre pour laquelle les dirigeants n'avaient pas assez de forces. Ainsi, le conflit révolutionnaire, déjà tout prêt à éclater, était ramené, avec le concours des organes gouvernementaux, dans les cadres légaux de la dualité de pouvoirs : craignant de regarder en face la réalité, l'État-major ne collaborait que plus sûrement au camouflage de l'insurrection.

La conduite étourdie des autorités n'était-elle point cependant une simple façon de dissimuler leurs véritables intentions ? L'État-major ne se disposait-il pas, en prenant des apparences de naïveté bureaucratique, à porter au Comité militaire révolutionnaire un coup imprévu ? Pareil attentat venant de la part des organes éperdus et démoralisés du gouvernement provisoire était considéré à Smolny comme peu probable. Mais le Comité militaire révolutionnaire prit néanmoins les plus simples mesures de précaution : dans les casernes les plus proches montèrent la garde, jour et nuit, des compagnies, sous les armes, prêtes, au premier signal, à accourir au secours de Smolny.

Bien que la procession eût été décommandée, la presse bourgeoise annonçait pour le dimanche une effusion de sang. Un journal conciliateur déclarait dès le matin : « Aujourd'hui, les autorités s'attendent à une manifestation avec une plus grande vraisemblance que le 20 octobre dernier. » C'est ainsi que, pour la troisième fois, en une semaine, le 17, le 20 et le 22, le gamin vicieux trompait le peuple en criant « au loup ! au loup ! » A la quatrième fois, si l'on en croit la vieille fable, le gamin devait tomber sous les crocs du loup.

La presse des bolcheviks, en appelant les masses à se réunir, parlait d'un recensement pacifique des forces révolutionnaires à la veille du Congrès des soviets. Cela répondait tout à fait à la conception du Comité militaire révolutionnaire : faire une revue gigantesque, sans collisions, sans employer les armes et même sans les brandir. Il fallait montrer à la base ce qu'elle était elle-même, et son nombre, et sa force, et sa résolution. Par l'unanimité de la multitude, il fallait forcer les ennemis à se cacher, à disparaître, à ne pas se montrer. Par la démonstration de l'impuissance de la bourgeoisie devant les formations de masse des ouvriers et des soldats, il fallait effacer dans la conscience de ceux-ci les derniers souvenirs rétenteurs des Journées de Juillet. Il fallait arriver à ceci que les masses, se voyant elles-mêmes, se disent : personne et rien ne pourra plus nous résister.

« La population épouvantée — écrivait, cinq ans plus tard, Milioukov — garda le logis ou bien se tint à l'écart. » La bourgeoisie restait à la maison :

elle était effectivement épouvantée par sa propre presse. Tout le reste de la population se rendit dès le matin aux réunions : jeunes et vieux, hommes et femmes, des adolescents et des mères avec leurs enfants sur les bras. De pareils meetings n'avaient jamais encore eu lieu pendant toute la période révolutionnaire. Tout Petrograd, exception faite des sommets, n'était plus qu'un immense meeting. Dans des salles archicombles, l'auditoire se renouvelait pendant des heures et des heures. Vague sur vague, des ouvriers, des soldats, des matelots déferlaient vers les édifices et les remplissaient. Il y eut un ébranlement dans le petit peuple citadin, réveillé par des gémissements et des avertissements qui devaient lui donner peur. Des dizaines de milliers de gens submergeaient l'énorme édifice de la Maison du Peuple, déferlaient dans les couloirs et, en masses compactes, exaltés, mais en même temps disciplinés, remplissaient les salles du théâtre, les corridors, buffets et foyers, sur les poteaux de fonte, et aux fenêtres, étaient suspendues des guirlandes, des grappes de têtes humaines, de jambes, de bras. Il y avait dans l'air cette charge d'électricité qui annonce un prochain éclat. A bas Kérénsky ! A bas la guerre ! Le pouvoir aux soviets ! Pas un des conciliateurs n'osa se montrer devant ces foules ardentes pour leur opposer des objections ou des avertissements. La parole appartenait aux bolcheviks. Tous les orateurs du parti, y compris les délégués de province qui étaient arrivés pour le Congrès, avaient été mis sur pied. Ça et là, rarement, prenaient la parole des socialistes-révolutionnaires de gauche, parfois des anarchistes. Mais les uns et les autres s'efforçaient de se distinguer aussi peu que possible des bolcheviks.

Pendant des heures se tenaient là des gens des faubourgs, du sous-sol et des mansardes, en paletots rapiécés, coiffés de bonnets fourrés et de gros fichus, les chaussures toutes gonflées de la fange des rues, des toussaillements de l'automne arrêtés dans la gorge, pressés épaule contre épaule, se serrant de plus en plus pour donner place à d'autres, pour donner place à tous, et ils écoutaient sans lassitude, avidement, passionnément, réclamant, craignant de laisser échapper ce qu'il était le plus nécessaire de comprendre, de s'assimiler et de faire. Il semblait que, dans les derniers mois, dans les dernières semaines, dans les tout derniers jours, toutes les paroles eussent été dites.

Mais non, elles ont aujourd'hui un autre son. Les masses les ressentent d'une façon nouvelle, non plus comme un prêche, mais comme une obligation d'agir. L'expérience de la révolution, de la guerre, de la dure lutte, de toute une amère vie, remonte des profondeurs de la mémoire de tout homme écrasé par le besoin et se fixe dans ces mots d'ordres simples et impérieux. Cela ne peut continuer ainsi, il faut ouvrir une brèche vers l'avenir.

Vers cette journée simple et stupéfiante qui se détachait nettement sur le fond non point pâle déjà de la révolution, les regards de chacun des militants se retournèrent dans la suite. L'image d'une lave humaine inspirée et contenue dans son mouvement indomptable se grava pour toujours dans le souvenir des témoins oculaires. « La journée du soviet de Petrograd — écrit le socialiste-révolutionnaire de gauche Mstislavsky — se passa en innombrables meetings où l'enthousiasme était formidable. » Le bolchevik Pestkovsky, qui avait pris la parole dans deux usines de Vassilievsky-Ostrov, témoigne : « Nous parlions clairement à la masse de la prochaine prise du pouvoir par nous et nous n'avons entendu que des approbations. » « Autour de moi — raconte Soukhanov, au sujet du meeting à la Maison du Peuple — l'ambiance était proche de l'extase... Trotsky formulait une brève résolution générale... Qui vote pour ?... Une foule de milliers de personnes, comme un seul homme, leva les bras. Je vis les bras dressés et les yeux enflammés des hommes, des femme, des jeunesses, des ouvriers, des soldats, des moujiks et de personnages typiquement petits-bourgeois... Trotsky continuait à parler. L'innombrable foule continuait à tenir les bras en l'air. Trotsky scandait les mots : votre vote, qu'il soit votre serment... L'innombrable foule tenait les bras en l'air. Elle était d'accord, elle jurait. » Le bolchevik Popov relate quel serment enthousiaste fut apporté aux masses : « Foncer au premier appel du soviet. » Mstislavsky parle d'une foule électrisée qui jurait fidélité aux soviets. Le même tableau, bien qu'en de moindres proportions, se reproduisait dans toutes les parties de la ville, au centre et dans les faubourgs. Des centaines de milliers de personnes, simultanément et aux mêmes heures, levaient la main et juraient de mener la lutte jusqu'au bout.

Si les séances quotidiennes du Soviet, de la Section des soldats, de la

Conférence de la garnison, des comités de fabrique et d'usine faisaient la soudure interne d'une large couche de dirigeants ; si certaines assemblées de masses groupaient les usines et les régiments, la journée du 22 octobre fondit à haute température, dans une seule chaudière géante, les authentiques masses populaires. Les masses se reconnurent elles-mêmes et virent leurs chefs, les leaders virent et entendirent les masses. Des deux côtés, l'on resta réciproquement satisfait. Les leaders étaient persuadés : on ne peut remettre à plus tard ! Les masses se dirent : cette fois-ci, ce sera fait !

La réussite de la revue des forces bolchevistes, le dimanche, diminua la présomption de Polnikov et de son haut commandement. D'accord avec le gouvernement et avec le Comité exécutif central, l'État-major tenta de s'entendre avec Smolny. Pourquoi donc, en effet, ne pas rétablir les bonnes vieilles habitudes amicales du contact et de la conciliation ? Le Comité militaire révolutionnaire ne refusa pas de déléguer des représentants pour un échange d'idées : on ne pouvait désirer meilleur moyen de reconnaissance. « Les pourparlers furent brefs — écrit Sadovsky dans ses Mémoires. Les représentants de l'arrondissement militaire acceptaient toutes les conditions formulées auparavant par le soviet... en échange de quoi devait être annulée l'ordonnance du Comité militaire révolutionnaire du 22 octobre. » Il s'agissait d'un document qui déclarait l'État-major instrument des forces contre-révolutionnaires. Les mêmes délégués du Comité que Polkovnikov avait si impoliment renvoyés chez eux deux jours auparavant, exigèrent et reçurent en propres mains, pour un rapport à Smolny, un projet de convention signé par l'État-major. Le samedi, ces clauses de capitulation à demi honorable eussent été acceptées. Mais aujourd'hui, le lundi, elles venaient trop tard. L'état-major attendait une réponse, mais ne la reçut pas.

Le Comité militaire révolutionnaire s'adressa à la population de Petrograd, l'informant de la nomination de commissaires auprès des troupes et sur les points les plus importants de la capitale et de la banlieue. « Les commissaires, en tant que représentants du soviet, jouissent de l'immunité. Toute résistance aux commissaires est une résistance au soviet des députés ouvriers et soldats. » Les citoyens sont invités à s'adresser, en cas de

désordres, aux plus proches commissaires pour appeler des forces armées. C'est le langage du pouvoir. Mais le Comité ne donne pas encore le signal de l'insurrection ouverte, Soukhanov demande : « Smolny fait-il des bêtises, ou bien joue-t-il avec le palais d'Hiver comme le chat avec la souris, provoquant une attaque ? » Ni l'un ni l'autre. Par la pression des masses, avec le poids de la garnison, le Comité évince le gouvernement. Il prend sans coup férir ce qu'il peut prendre. Il porte en avant ses positions sans tirer un coup de fusil, massant et consolidant en marche son armée ; il mesure par sa pression la force de résistance de l'ennemi qu'il ne perd pas un seul instant des yeux. Chaque nouveau pas en avant modifie les dispositions en faveur de Smolny. Les ouvriers et la garnison se haussent dans l'insurrection. Le premier qui appellera aux armes se trouvera dans la marche de l'offensive et du refoulement. Maintenant, c'est déjà une question d'heures. Si, à la dernière minute, le gouvernement trouve l'audace ou le désespoir de donner le signal de la bataille, la responsabilité retombera sur le palais d'Hiver, mais l'initiative n'en restera pas moins à Smolny. L'acte du 23 octobre signifiait le renversement des autorités avant même que fût renversé le gouvernement lui-même. Le Comité militaire révolutionnaire liait le régime ennemi par les extrémités avant de le frapper à la tête. L'application de cette tactique « de pénétration pacifique », consistant à briser légalement l'ossature de l'ennemi et à paralyser par l'hypnose ce qui subsistait en lui de volonté, ne se pouvait qu'avec l'indubitable prépondérance de forces dont disposait le Comité et qui continuait à s'accroître d'heure en heure.

Le Comité consultait quotidiennement la carte largement ouverte devant lui de la garnison, prenait la température de chaque régiment, suivait les fluctuations d'opinion et de sympathie qui se manifestaient dans les casernes. Rien d'inattendu ne pouvait se produire de ce côté-là. Sur la carte, il restait cependant quelques taches sombres. Il fallait essayer de les éliminer ou, du moins, de les réduire. Dès le 19, il se trouva que la majorité des comités de la forteresse Pierre-et-Paul était dans des dispositions malveillantes ou équivoques. Maintenant que toute la garnison tient pour le Comité et que la forteresse est encerclée, du moins au point de vue politique, il est temps de

s'en emparer résolument. Le lieutenant Blagonravov, nommé commissaire, rencontra de la résistance : le commandant de la forteresse, préposé par le gouvernement, refusait de reconnaître la tutelle bolcheviste, et même — d'après certains bruits — se vantait d'arrêter le jeune tuteur. Il fallait agir, et immédiatement. Antonov proposa d'introduire dans la forteresse un bataillon sûr du régiment Pavlovsky et de désarmer les effectifs hostiles. Mais c'eût été une opération trop grave dont les officiers auraient pu profiter pour provoquer une effusion de sang et détruire l'unanimité de la garnison. Est-il effectivement nécessaire d'en venir à une mesure si extrême ? « Pour discuter cette question, l'on appela Trotsky... — raconte Antonov dans ses Souvenirs. Trotsky joua alors un rôle décisif ; avec son flair révolutionnaire, il comprit ce qu'il avait à nous conseiller : il proposa de prendre cette forteresse de l'intérieur. « Il ne peut se faire, dit-il que les troupes, là-bas, ne sympathisent pas avec nous », — et il se trouva qu'il avait raison. Trotsky et Lachévitch se rendirent au meeting dans la forteresse. « A Smolny, l'on attendait avec une grosse émotion les résultats d'une entreprise qui semblait risquée. Trotsky évoqua ces choses dans la suite : « Le 23, je me rendis à la forteresse vers deux heures de l'après-midi. Il y avait un meeting dans la cour. Les orateurs de l'aile droite étaient au plus haut degré circonspects et évasifs... On nous écoutait, on nous suivait. » Au troisième étage de Smolny, l'on poussa un gros soupir de soulagement quand le téléphone annonça la joyeuse nouvelle : la garnison pétropauline s'était solennellement engagée à n'obéir désormais qu'au Comité militaire révolutionnaire.

Le revirement dans la conscience des effectifs de la forteresse n'était point, cela s'entend, le résultat d'un ou de deux discours. Il était solidement préparé par le passé. Les soldats se trouvèrent beaucoup plus à gauche que leurs comités. Il ne restait que l'écorce toute gercée de la vieille discipline, qui avait subsisté derrière les remparts plus longtemps que dans les casernes de la ville. Mais il suffit d'une secousse pour qu'elle tombât en morceaux.

Blagonravov pouvait maintenant s'installer avec plus d'assurance dans la forteresse, disposer son petit état-major, établir la liaison avec le Soviet bolcheviste du rayon voisin et avec les comités des casernes les plus proches.

Entre temps, des délégations des usines et des formations militaires viennent demander qu'on leur délivre des armes. Dans la forteresse règne alors une animation indescriptible. « Le téléphone crépite sans arrêt et apporte des nouvelles de nos nouveaux succès dans les réunions et les meetings. » Parfois, une voix inconnue informe de l'arrivée en gare de détachements punitifs du front. Une vérification immédiate démontre que ce sont là des mensonges mis en circulation par l'ennemi.

La séance du soir, au Soviet, se distingue, ce jour-là, par une exceptionnelle affluence et par un certain entrain tout particulier. L'occupation de la forteresse Pierre-et-Paul et la prise définitive de l'arsenal de Kronwerk, où sont déposés cent mille fusils, c'est une sérieuse garantie de succès. Au nom du Comité militaire révolutionnaire, Antonov fait un rapport. A traits successifs, il dessine le tableau de l'évincement des organes gouvernementaux par les agents du Comité militaire révolutionnaire : ceux-ci sont partout accueillis comme des hommes de confiance ; on leur obéit non par peur, mais consciemment. « De tous côtés l'on réclame la nomination de commissaires. » Les contingents arriérés se hâtent de prendre le pas des plus avancés. Le régiment Préobrajensky qui, en juillet, avait été le premier à prêter l'oreille à la calomnie au sujet de l'or allemand, formulait maintenant, par l'intermédiaire de son commissaire Tchoudnovsky, une violente protestation contre les rumeurs d'après lesquelles le régiment tiendrait pour les gouvernants : pareille idée est considérée comme la dernière injure !... Il est vrai que la garde est montée comme d'habitude — raconte Antonov — mais du consentement du Comité. Les ordres de l'état-major au sujet de la livraison d'armes et d'automobiles ne furent pas exécutés. L'état-major eut ainsi l'entière possibilité de voir qui était le maître de la capitale.

On demande au rapporteur si le Comité est renseigné sur le mouvement des troupes gouvernementales du front et des environs et quelles sont les mesures prises pour y parer ; le rapporteur répond : du front roumain l'on a fait venir des contingents de cavalerie, mais ils sont retenus à Pskov ; la 17^e division d'infanterie, ayant appris en cours de route à quelle destination et dans quel but on la faisait marcher, refusa d'aller plus loin ; à Wenden, deux

régiments regimbèrent à marcher sur Petrograd ; reste encore inconnu le sort des Cosaques et des *junkers* que l'on aurait, paraît-il, expédiés de Kiev, et des troupes de choc appelées de Tsarskoié-Sélo. « On n'ose pas et on n'osera pas toucher au Comité militaire révolutionnaire. » Ces paroles ne sonnent pas trop mal dans la blanche salle de Smolny.

Le rapport d'Antonov donne à la lecture cette impression que l'État-major de l'insurrection aurait travaillé toutes portes ouvertes. Effectivement : Smolny n'a déjà presque plus rien à cacher. La conjoncture politique de l'insurrection est si favorable que la franchise même devient une sorte de camouflage : est-ce ainsi que l'on fait un soulèvement ? Le mot « soulèvement », cependant, n'est prononcé par aucun des dirigeants. Non seulement par forme de prudence, mais parce que le terme ne correspond point à la situation réelle : on dirait que c'est au gouvernement de Kérensky de se soulever. Dans un compte rendu des *Izvestia* il est dit, il est vrai, que Trotsky, à la séance du 23, avait pour la première fois reconnu ouvertement, comme but du Comité militaire révolutionnaire, la prise du pouvoir. Sans aucun doute, du point de départ où l'on déclarait comme tâche du Comité la vérification des arguments stratégiques de Tchérémissov, tous s'étaient déjà fort éloignés. L'évacuation des régiments était déjà presque oubliée. Mais, le 23, il s'agissait, tout de même, non du soulèvement, mais de la « défense » du prochain Congrès des soviets, au besoin avec les armes à la main. C'est précisément dans cet esprit que fut formulée la résolution sur le rapport d'Antonov.

Comment appréciait-on les événements en cours dans les hautes sphères gouvernementales ? Faisant connaître par fil direct, dans la nuit du 21 au 22, au chef d'état-major du Grand Quartier Général, Doukhonine, les tentatives du Comité militaire révolutionnaire pour détacher les régiments du commandement, Kérensky ajoute : « Je pense que nous arrangerons cela facilement. » Son arrivée à lui, généralissime, au Grand Quartier Général, n'est nullement retardée par des appréhensions devant des soulèvements quelconques : « On s'en tirerait même sans moi, vu que tout est organisé. » Aux ministres alarmés, Kérensky déclare d'une façon rassurante que lui,

personnellement, est au contraire très heureux de voir venir le soulèvement, étant donné que cela lui donnera la possibilité « d'en finir une fois pour toutes avec les bolcheviks ». « Je serais tout disposé à un service religieux d'action de grâces — répond le chef du gouvernement au cadet Nabokov qui fréquentait le palais d'Hiver — si cette manifestation avait lieu. » — « Mais êtes-vous sûr de pouvoir la réprimer ? » — « J'ai plus de forces qu'il ne m'en faut — ils seront écrasés définitivement. »

Raillant par la suite l'optimisme étourdi de Kérensky, les cadets tombaient évidemment dans l'amnésie : en réalité, Kérensky considérait les événements d'après leur propre point de vue. Le 21, le journal de Milioukov écrivait que, si les bolcheviks, rongés par une profonde crise intérieure, osaient manifester, ils seraient écrasés sur place et sans peine. Un autre journal cadet ajoutait : « Il y a de l'orage dans l'air, mais peut-être purifiera-t-il l'atmosphère. » Dan témoigne que, dans les couloirs du préparlement, les cadets et les groupes qui leur étaient proches rêvaient tout haut de voir les bolcheviks manifester le plus tôt possible : « En bataille rangée, ils seront immédiatement battus à plate couture. » Des cadets de marque disaient à John Reed : écrasés dans un soulèvement, les bolcheviks ne pourront plus relever la tête à l'Assemblée constituante.

Au cours du 22 et du 23, Kérensky consultait tantôt les leaders du Comité exécutif central, tantôt son état-major : ne convenait-il pas de mettre en état d'arrestation le Comité militaire révolutionnaire ? Les conciliateurs n'étaient pas de cet avis : eux-mêmes essaieraient de régler la question des commissaires. Polkovnikov estimait aussi qu'il n'y avait pas de raison de se presser pour les arrestations : des forces militaires, en cas de besoin, on en avait « plus que le nécessaire ». Kérensky prêtait l'oreille à Polkovnikov, mais encore plus aux amis conciliateurs. Il espérait fermement qu'en cas de danger, le Comité exécutif central, malgré des malentendus de famille, viendrait au moment voulu à l'aide : il en avait été ainsi en juillet et en août ; pourquoi ne pas continuer ?

Mais on n'était plus en juillet, ni en août. On était en octobre. Sur les

places et les quais de Petrograd soufflaient, du côté de Cronstadt, les vents froids et humides de la Baltique. Dans les rues défilaient, chantant des airs de bravoure qui étouffaient l'anxiété, les junkers avec leurs capotes tombant jusqu'aux talons. Des miliciens à cheval paraient, avec des revolvers dans des étuis tout neufs. Non, le pouvoir avait encore un air assez imposant ! Ou bien ce n'était peut-être qu'une illusion d'optique ? Au coin de la Perspective Nevsky, John Reed, américain aux yeux naïfs et sagaces, achetait une brochure de Lénine : *Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* la payant en timbres-poste qui circulaient alors comme petite monnaie.

Lénine appelle à l'insurrection

[Retour à la table des matières](#)

À côté des usines, des casernes, des villages, du front, des soviets, la révolution avait encore un laboratoire : la tête de Lénine. Contraint à une vie clandestine, il se trouva forcé pendant cent onze jours, du 6 juillet jusqu'au 25 octobre, à restreindre ses entrevues, même avec les membres du Comité central. Sans communication directe avec les masses, sans contact avec les organisations, il n'en concentre que plus résolument sa pensée sur les questions essentielles de la révolution, les élevant — ce qui était chez lui à la fois un besoin et une règle — aux problèmes fondamentaux du marxisme.

L'argument principal des démocrates, et, dans ce nombre, de ceux qui étaient le plus à gauche, contre la prise du pouvoir, tenait en ceci que les travailleurs se trouveraient incapables de manœuvrer l'appareil de l'État. Telles étaient, au fond, les appréhensions des éléments opportunistes à l'intérieur même du bolchevisme. « L'appareil de l'État ! » Tout petit bourgeois est éduqué dans la soumission devant ce principe mystique qui s'élève au-dessus des gens et des classes. Le philistin cultivé garde dans la peau le même frémissement qui avait possédé son père ou son grand-père, boutiquier ou paysan cossu, devant les toutes-puissantes institutions où se décident les questions de guerre et de paix, où l'on délivre des patentes commerciales, d'où tombent les coups de fléau des contributions, où l'on

châtie, mais parfois, rarement, l'on gracie, où l'on légitime les mariages et les naissances, où la mort elle-même doit respectueusement prendre son tour à la file avant d'être reconnue. L'appareil de l'État ! Otant respectueusement son chapeau, se déchaussant même, c'est sur les pointes de ses chaussettes que, dans le sanctuaire de l'idole, pénètre le petit bourgeois — qu'il s'appelle Kérénsky, Laval, MacDonald ou Hilferding — quand sa chance personnelle ou bien la force des circonstances font de lui un ministre. Il ne peut justifier cette prérogative autrement qu'en se soumettant humblement à « l'appareil de l'État ». Les intellectuels russes radicaux qui n'osaient pas, même en temps de révolution, adhérer au pouvoir autrement que derrière le dos des propriétaires nobles et des détenteurs du capital, considéraient avec effroi et indignation les bolcheviks : ces agitateurs de rues, ces démagogues pensent s'emparer de l'appareil de l'État !

Après que, dans la lutte contre Kornilov, les soviets, malgré la couardise et l'impuissance de la démocratie officielle, eurent sauvé la révolution, Lénine écrivait : « Que s'instruisent, d'après cet exemple, tous les hommes de peu de foi. Qu'ils aient honte ceux qui disent : « Nous n'avons point d'appareil pour remplacer l'ancien, celui qui inévitablement tend à la défense de la bourgeoisie. « Car cet appareil existe. Ce sont les soviets. Ne craignez point l'initiative et la spontanéité des masses, faites confiance aux organisations révolutionnaires des masses — et vous verrez se manifester dans tous les domaines de la vie de l'État, la même puissance, la même grandeur, l'invincibilité des ouvriers et des paysans qu'ils ont montrées dans leur union et leur élan contre le mouvement de Kornilov. »

Dans les premiers mois de sa vie souterraine, Lénine écrit son livre : *L'État et la Révolution*, dont il avait recueilli la documentation quand il était encore émigré, pendant la guerre. Avec le même soin qu'il apportait à méditer les tâches pratiques du jour, il élabore maintenant les problèmes théoriques de l'État. Il ne peut faire autrement : pour lui la théorie est effectivement un guide vers l'action. Lénine ne se donne pas un moment le but d'introduire dans la théorie un mot nouveau. Au contraire, il donne à son ouvrage un caractère extrêmement modeste, soulignant qu'il parle en disciple. Sa tâche

est de reconstituer la véritable « doctrine du marxisme sur l'État ».

Par la sélection minutieuse des citations et par leur interprétation polémique de détail, le livre peut sembler pédantesque aux vrais pédants qui, sous l'analyse des textes, ne sont pas capables de sentir les puissantes pulsations de la pensée et de la volonté. Déjà, uniquement en reconstituant la théorie de classe de l'État sur une nouvelle base, historiquement plus élevée, Lénine donne aux idées de Marx un nouveau caractère concret, et, par conséquent une nouvelle signification. Mais l'écrit sur l'État prend une importance considérable du fait d'abord qu'il est une introduction scientifique à l'insurrection la plus grande qu'ait connue l'histoire. Le « commentateur » de Marx préparait son parti à la conquête révolutionnaire de la sixième partie du monde.

Si l'État pouvait être simplement adapté aux besoins d'un nouveau régime, il n'y aurait point de révolutions. Or, la bourgeoisie elle-même n'est parvenue jusqu'à présent au pouvoir autrement que par des insurrections. Maintenant est vertu le tour des ouvriers. Lénine, dans cette question aussi, rendait au marxisme sa signification, comme instrument théorique de la révolution prolétarienne.

Les ouvriers ne pourront se saisir de l'appareil de l'État ? Mais il ne s'agit pas du tout — enseigne Lénine — de s'emparer de la vieille machine pour de nouveaux buts : c'est une utopie réactionnaire. Le choix qui a été fait des gens dans le vieil appareil, leur éducation, leurs rapports réciproques — tout contredit aux tâches historiques du prolétariat. Quand on a conquis le pouvoir, il ne s'agit pas de rééduquer le vieil appareil, il faut le démolir complètement. Par quoi le remplacer ? Par les soviets. Dirigeant des masses révolutionnaires, organes de l'insurrection, ils deviendront les organes d'un nouvel ordre Étatique.

Dans le remous de la révolution, l'ouvrage trouvera peu de lecteurs ; il ne sera d'ailleurs édité qu'après l'insurrection. Lénine étudie le problème de l'État avant tout pour sa propre conviction intime et, ensuite, pour l'avenir. La conservation de l'héritage idéologique était un de ses constants soucis. En

juillet, il écrit à Kamenev : « *Entre nous*, si on me zigouille, je vous prie de publier mon cahier *Le Marxisme sur l'État* (resté en panne à Stockholm). La chemise bleue est brochée. Toutes les citations sont colligées, de Marx et d'Engels, ainsi que de Kautsky contre Pannekoek. Il y a un bon nombre de remarques et d'observations à mettre en forme. Je pense qu'en huit jours de travail l'on peut publier. J'estime que c'est important, car Plékhanov et Kautsky n'ont pas été seuls à embrouiller. Une condition : tout cela absolument *entre nous*. » Le chef de la révolution, traqué comme agent d'un État ennemi, devant tenir compte de la possibilité d'un attentat du côté de l'adversaire, s'occupe de la publication d'un cahier « bleu », avec des citations de Marx et d'Engels : tel est son testament secret. Le mot familier « on me zigouillera » doit servir de contrepoison au pathétique dont il avait horreur : la commission donnée avait au fond un caractère pathétique.

Mais, s'attendant à recevoir un coup dans le dos, Lénine se préparait lui-même à en porter un en pleine poitrine. Tandis que, lisant les journaux, expédiant des instructions, il mettait en ordre le précieux cahier reçu de Stockholm, la vie ne restait pas stationnaire. L'heure approchait où la question de l'État devrait être résolue pratiquement.

En Suisse, aussitôt après le renversement de la monarchie, Lénine écrivait : « ... Nous ne sommes pas des blanquistes, ni des partisans de la prise du pouvoir par une minorité... » Il développa la même idée quand il arriva en Russie : « Nous sommes actuellement en minorité — les masses pour l'instant n'ont pas confiance en nous. Nous saurons attendre... Elles déferleront de notre côté et, calculant les rapports de forces, nous dirons alors : notre temps est venu. » La question de la conquête du pouvoir se posait en ces premiers mois comme celle de la conquête de la majorité dans les soviets.

Après l'écrasement de juillet, Lénine proclama ceci : le pouvoir ne peut désormais être pris que par une insurrection armée ; et là, il faudra, vraisemblablement, s'appuyer non sur les soviets, démoralisés par les conciliateurs, mais sur les comités d'usine ; le soviets, en tant qu'organes du

pouvoir, devront être reconstitués après la victoire. En fait, les bolcheviks, deux mois plus tard, enlevaient les soviets aux conciliateurs. La nature de l'erreur de Lénine dans cette question est au plus haut degré caractéristique de son génie stratégique : dans ses desseins les plus audacieux, il calcule d'après les prémisses les moins favorables. De même que, partant en avril, par l'Allemagne, pour la Russie, il escomptait que de la gare il irait tout droit en prison ; ainsi, le 5 juillet, disait-il : « Peut-être vont-ils nous fusiller tous. » Et maintenant il pensait : les conciliateurs ne nous laisseront point prendre la majorité dans les soviets.

« Il n'y a point d'homme plus pusillanime que moi quand j'élabore un plan de guerre, écrivait Napoléon au général Berthier ; je m'exagère tous les dangers et toutes les catastrophes possibles... Quand ma décision est prise, tout est oublié, excepté ce qui peut en faire le succès. » Si l'on laisse de côté une certaine pose exprimée dans un mot peu adéquat, « pusillanime », le fond de la pensée peut être entièrement rapportée à Lénine. Résolvant un problème de stratégie, il dotait d'avance l'ennemi de sa propre résolution et de sa perspicacité. Les erreurs de tactique de Lénine étaient le plus souvent les produits secondaires de sa force stratégique. Dans le cas présent, il n'y a guère lieu de parler d'une erreur : quand un diagnostic en vient à déterminer une maladie au moyen d'éliminations successives, ses conjectures hypothétiques, à commencer par les pires, apparaissent non comme des erreurs, mais comme une méthode d'analyse.

Dès que les bolcheviks furent en possession des Soviets des deux capitales, Lénine dit : « Notre temps est venu. » En avril et en juillet, il cherchait à modérer ; en août, il préparait théoriquement la nouvelle étape ; à partir du milieu de septembre, il pousse, il presse de toutes ses forces. Le danger maintenant n'est point d'aller trop vite, il est de s'attarder. « Il ne peut y avoir maintenant rien de prématuré sous ce rapport. »

Dans les articles et les lettres envoyés au Comité central, Lénine analyse la situation, détachant chaque fois au premier plan les conditions internationales. Les symptômes et les faits du réveil du prolétariat européen

sont pour lui, sur le fond des événements de la guerre, une preuve incontestable que la menace directe à la révolution russe du côté de l'impérialisme étranger se réduira de plus en plus. Les arrestations de socialistes en Italie et particulièrement la mutinerie dans la flotte allemande l'obligent à proclamer un revirement formidable dans le monde entier : « Nous sommes au seuil d'une révolution prolétarienne mondiale. »

Sur cette position de départ de Lénine, l'historiographie des épigones préfère se taire : parce que le calcul de Lénine semble démenti par les événements et, aussi parce que, d'après des théories venues plus tard, la révolution russe doit, en toutes conditions, l'emporter d'elle-même. Or le jugement porté par Lénine sur la situation internationale était des moins illusoires. Les symptômes qu'il observait à travers le tamis de la censure militaire de tous les pays manifestaient effectivement la venue de la tempête révolutionnaire. Dans les Empires de l'Europe central, elle ébranla, un an après, le vieil édifice jusqu'aux fondations. Mais, même dans les pays vainqueurs, en Angleterre et en France, sans parler de l'Italie, elle priva pour longtemps les classes dirigeantes de leur liberté d'action. Contre une Europe capitaliste, solide, conservatrice, sûre d'elle-même, la révolution prolétarienne en Russie, isolée et n'ayant pas eu le temps de se consolider, n'aurait pu tenir même quelques mois. Mais cette Europe-là n'existait plus. La révolution en Occident, il est vrai, ne porta point le prolétariat au pouvoir — les réformistes sauvèrent le régime bourgeois mais elle se trouva tout de même assez puissante pour protéger la République soviétique dans la première période, la plus dangereuse, de son existence.

Le profond internationalisme de Lénine s'exprimait non seulement en ce qu'il mettait invariablement en première ligne l'évaluation de la situation internationale : la conquête même du pouvoir en Russie était considérée par lui, avant tout, comme une propulsion vers la révolution européenne qui, il l'a redit bien des fois, doit avoir pour les destinées de l'humanité une importance incomparablement plus grande que la révolution de la Russie arriérée. De quels sarcasmes n'accable-t-il pas ceux des bolcheviks qui ne comprennent pas leur devoir d'internationalistes. « Adoptons une résolution de sympathie

pour les insurgés allemands — raille-t-il — et rejetons l'insurrection en Russie. Ce sera véritablement de l'internationalisme raisonnable ! »

Au cours des journées de la Conférence démocratique, Lénine écrit au Comité central : « Ayant obtenu la majorité dans les Soviets des deux capitales... les bolcheviks peuvent et doivent prendre en main le pouvoir de l'État... » Ce fait qu'en majorité les délégués paysans de la Conférence démocratique truquée votaient contre la coalition avec les cadets avait à ses yeux une importance décisive : le moujik qui ne veut pas d'alliance avec la bourgeoisie n'aura plus qu'à soutenir les bolcheviks. « Le peuple est las des tergiversations des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Seule notre victoire dans les capitales entraînera les paysans derrière nous. » La tâche du parti : « Mettre à l'ordre du jour l'insurrection armée à Piter et à Moscou, la conquête du pouvoir, la subversion du gouvernement... » Personne jusque-là n'avait posé si impérieusement et ouvertement le problème de l'insurrection.

Lénine compulse très attentivement toutes les élections dans le pays, recueillant soigneusement les chiffres qui peuvent jeter quelque lumière sur le réel rapport des forces. L'indifférence à demi anarchique à l'égard de la statistique électorale ne rencontrait de sa part que du mépris. En même temps, Lénine n'identifiait jamais les indices du parlementarisme aux réels rapports de forces : il apportait toujours un correctif pour l'action directe. « ...La force du prolétariat révolutionnaire, du point de vue de l'action sur les masses et de leur entraînement dans la lutte — rappelle-t-il — est infiniment plus grande dans une lutte extra-parlementaire que dans une lutte parlementaire. C'est une observation très importante dans la question de la guerre civile. »

D'un regard pénétrant, Lénine fut le premier à noter que le mouvement agraire était entré dans une phase décisive et il en tira tout de suite toutes les déductions. Le moujik ne veut plus attendre, de même que le soldat. « Devant un fait tel que le soulèvement de la paysannerie — écrit Lénine, à la fin de septembre — tous les autres symptômes politiques, même s'ils étaient contraires à cette maturation de la crise générale de la nation, n'auraient absolument aucune importance. » La question agraire est la base même de la

révolution. La victoire du gouvernement sur le soulèvement paysan serait « l'enterrement de la révolution... ». Il n'y a pas à espérer des conditions plus favorables. Voici l'heure de l'action. La crise est mûre. « Tout l'avenir de la révolution russe est mis sur la carte. Tout l'avenir de la révolution ouvrière internationale pour le socialisme est mis sur la carte. La crise est mûre. »

Lénine appelle à l'insurrection. Dans chaque ligne simple, prosaïque, parfois anguleuse, résonne la plus grande impétuosité de la passion. « La révolution est perdue — écrit-il au début d'octobre à la Conférence du parti, à Petrograd — si le gouvernement de Kérénsky n'est pas renversé par les prolétaires et les soldats très prochainement... Il faut mobiliser toutes les forces pour inculquer aux ouvriers et aux soldats l'idée de l'absolue nécessité d'une lutte désespérée, dernière, décisive, pour le renversement du gouvernement de Kérénsky. »

Lénine avait dit plus d'une fois que les masses sont plus à gauche que le parti. Il savait que le parti est plus à gauche que son sommet, la couche des « vieux bolcheviks ». Il se représentait trop bien les groupements intérieurs et les tendances dans le Comité central pour attendre de lui des démarches audacieuses ; en revanche, il appréhendait beaucoup une circonspection excessive, l'esprit de temporisation, la négligence d'une de ces situations historiques qui sont préparées par des dizaines d'années. Lénine ne fait pas confiance au Comité central... sans Lénine : là est le secret de ses missives écrites du fond de sa retraite clandestine. Et Lénine n'a pas tellement tort de manquer de confiance.

Obligé de se prononcer dans la plupart des cas après une décision déjà prise à Petrograd, Lénine critique invariablement, d'un point de vue de gauche, la politique du Comité central. Son opposition se développe sur le fond du problème de l'insurrection, mais ne se borne pas là. Lénine estime que le Comité central accorde trop d'attention au Comité exécutif conciliateur, à la Conférence démocratique, en général au remue-ménage parlementaire dans les sommets soviétiques. Il se prononce véhémentement contre les bolcheviks proposant un bureau de coalition au Soviet de Petrograd.

Il stigmatise comme « déshonorante » la décision de participer au préparlement. Il est indigné à la publication en fin septembre de la liste des candidats bolcheviks à l'Assemblée constituante : trop d'intellectuels, trop peu d'ouvriers. « Comblant l'Assemblée constituante avec des orateurs et des littérateurs, c'est marcher dans les sentiers battus de l'opportunisme et du chauvinisme. Cela est indigne de la III^e Internationale. » En outre, parmi les candidats, il y a trop de nouveaux membres du parti non éprouvés dans la lutte ! Lénine estime nécessaire de faire une réserve : « Il va de soi que... personne ne contesterait, par exemple, une candidature comme celle de L. D. Trotsky, car, en premier lieu, Trotsky, dès son arrivée, a occupé une position internationaliste ; en second lieu, il a lutté dans l'organisation inter-districts pour la fusion ; en troisième lieu, pendant les dures Journées de Juillet, il s'est montré à la hauteur de la tâche et dévoué aux partisans du parti du prolétariat révolutionnaire. Il est clair que l'on ne peut en dire autant d'une multitude de membres du parti inscrits d'hier... »

Il peut sembler que les Journées d'Avril sont revenues : Lénine est de nouveau en opposition avec le Comité central. Les questions se posent autrement, mais l'esprit général de son opposition est le même : le Comité central est trop passif, cède trop à l'opinion publique des sphères intellectuelles, est trop conciliant à l'égard des conciliateurs ; et, surtout, considère avec trop d'indifférence, en fataliste, non en bolchevik, le problème de l'insurrection armée.

De la parole il est temps de venir aux actes : « Notre parti, maintenant, à la Conférence démocratique, a de fait son Congrès, et ce Congrès doit résoudre (qu'il le veuille ou non) le sort de la révolution. » On ne peut concevoir qu'une seule solution : l'insurrection armée. Dans cette première lettre sur le soulèvement, Lénine fait encore une réserve : « La question se pose non au sujet du « jour » du soulèvement, mais au sujet du « moment » dans le sens étroit du mot. Cela ne sera décidé que par la voix de tous ceux qui sont en contact avec les ouvriers et les soldats, avec les masses. » Mais déjà, deux ou trois jours après (les lettres de ce temps ne sont d'ordinaire point datées : non par oubli, mais pour des raisons conspiratives), Lénine, sous

l'évidente impression de la décomposition de la Conférence démocratique, insiste sur le passage immédiat à l'action et formule aussitôt un plan pratique.

« Nous devons à la Conférence resserrer tout de suite la fraction des bolcheviks, sans rechercher le nombre... Nous devons rédiger une brève déclaration des bolcheviks... Nous devons diriger toute notre fraction vers les usines et les casernes. Nous devons, en même temps, sans perdre une minute, organiser l'État-major des détachements insurgés, répartir les forces, faire avancer les régiments fidèles vers les points les plus importants, cerner l'*Alexandrinka* [le théâtre où siégeait la Conférence démocratique], occuper la *Pétropauline*, arrêter l'État-major général et le gouvernement, envoyer aux *junkers* et à la division sauvage des détachements capables de périr, mais d'empêcher l'ennemi d'avancer vers les centres de la ville. Nous devons mobiliser les ouvriers armés, les appeler à une dernière bataille acharnée, occuper immédiatement les télégraphes et les téléphones, installer notre État-major d'insurrection au Central téléphonique, relier avec lui par fil toutes les usines, tous les régiments, tous les points de lutte armée, etc. » La question de la date n'est plus posée en dépendance de « la voix commune de ceux qui ont contact avec les masses ». Lénine propose d'agir immédiatement : sortir avec un ultimatum du théâtre Alexandra pour y revenir à la tête des masses armées. Le coup d'assomade doit être dirigé non seulement contre le gouvernement, mais aussi, simultanément, contre l'organe suprême des conciliateurs.

« ... Lénine, qui, dans des lettres privées, réclamait l'arrestation de la Conférence démocratique, — ainsi le dénonce Soukhanov — proposait dans la presse, comme nous le savons, un « compromis » : que tout le pouvoir soit pris par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires et, là, on verra ce que dira le Congrès des soviets... La même idée était obstinément préconisée par Trotsky à la Conférence démocratique et autour d'elle. » Soukhanov voit un double jeu là où il n'y en avait pas l'ombre. Lénine proposait aux conciliateurs un compromis immédiatement après la victoire remportée sur Kornilov, dans les premiers jours de septembre. Haussant les épaules, les conciliateurs le laissèrent tomber. La Conférence démocratique fut transformée par eux en un camouflage d'une nouvelle coalition des cadets

contre les bolcheviks. La possibilité d'un accord disparaissait par là même définitivement. La question du pouvoir ne pouvait être désormais résolue que par une lutte ouverte. Soukhanov confond deux phases dont la première en date devançait l'autre de quinze jours et la conditionnait au point de vue politique.

Mais, si l'insurrection procédait irrésistiblement de la nouvelle coalition, Lénine, par la vivacité de son tournant, prit à l'improviste même les sommets de son propre parti. Grouper d'après sa lettre la fraction bolcheviste à la Conférence, même « sans rechercher le nombre », était évidemment impossible. L'état d'esprit de la fraction était tel que, par 70 voix contre 50, elle repoussa le boycottage du préparlement, c'est-à-dire le premier pas vers l'insurrection. Dans le Comité central même, le plan de Lénine ne trouva aucun soutien. Quatre ans plus tard, dans une soirée consacrée à des souvenirs, Boukharine, avec les exagérations et les mots d'esprit qui le caractérisent, raconta d'une façon assez juste au fond cet épisode : « La lettre (de Lénine) était écrite avec une extrême violence et nous menaçait de toutes sortes de châtiments (?). Nous en fûmes estomaqués. Personne encore n'avait posé la question si violemment... Tous étaient dans le doute d'abord. Après, s'étant consultés, on décida. Ce fut peut-être le seul cas dans l'histoire de notre parti où le Comité central résolut à l'unanimité de brûler la lettre de Lénine... Nous pensions bien que sans aucun doute, à Piter et à Moscou, nous réussirions à prendre le pouvoir en main, mais nous estimions qu'en province nous ne pourrions pas encore tenir, qu'ayant pris le pouvoir et ayant expulsé les membres de la Conférence démocratique, nous ne pourrions plus nous consolider dans le reste de la Russie. »

Provoquée par certaines considérations conspiratives, l'incinération de plusieurs copies de la lettre dangereuse fut décidée réellement non à l'unanimité, mais par 6 voix contre 4, avec 6 abstentions. Un exemplaire fut par bonheur conservé pour l'histoire. Mais ce qui est vrai dans le récit de Boukharine, c'est que tous les membres du Comité central, quoique pour des motifs divers, repoussèrent la proposition : les uns s'opposaient à l'insurrection en général, les autres estimaient que le moment où se tenait la

Conférence était le moins favorable de tous ; la tierce partie hésitait simplement et restait dans l'expectative.

Ayant rencontré une résistance directe, Lénine entre dans une sorte de conjuration avec Smilga, qui se trouve aussi en Finlande et qui, en qualité de président du Comité régional des soviets, a dans les mains pour le moment une autorité réelle considérable. Smilga se trouvait en 1917 à l'extrême flanc gauche du parti et, déjà en juillet, était enclin à pousser la lutte jusqu'à son dénouement : dans les tournants de la politique, Lénine trouvait toujours sur qui s'appuyer. Le 27 septembre, Lénine écrit à Smilga une longue lettre : « ... Que faisons-nous ? Nous adoptons seulement des motions ? Nous perdons du temps, nous fixons « des dates » (le 20 octobre — le Congrès des soviets, — n'est-il pas ridicule de différer ainsi ? N'est-il pas ridicule de compter là-dessus ?) Les bolcheviks ne poursuivent pas un travail systématique pour préparer leurs forces militaires en vue de renverser Kérénsky... Il faut faire de l'agitation dans le parti pour que l'on envisage sérieusement l'insurrection armée... Ensuite, au sujet de votre rôle... créer un Comité clandestin, formé des militaires les plus sûrs, examiner avec eux la situation sous tous ses aspects, recueillir (et vérifier par vous-mêmes) les renseignements les plus précis sur la composition et l'emplacement des troupes sous Piter et dans Piter, sur les transports de troupes finlandaises vers Piter, sur le mouvement de la flotte, etc. « Lénine réclame » une propagande systématique parmi les Cosaques qui se trouvent ici, en Finlande... Il faut compiler toutes les informations sur les cantonnements de Cosaques et organiser l'envoi chez eux de détachements d'agitateurs choisis parmi les meilleures forces des matelots et des soldats de Finlande ». Enfin : « Pour préparer convenablement les esprits, il faut immédiatement mettre en circulation ce mot d'ordre : le pouvoir doit immédiatement passer entre les mains du Soviet de Petrograd qui le transmettra au Congrès des soviets. Car à quoi bon tolérer encore trois semaines de guerre et de préparatifs korniloviens de Kérénsky ? »

Nous avons devant nous un nouveau plan d'insurrection : « un comité clandestin des principaux militaires » à Helsingfors, comme État-major de combat ; les troupes russes cantonnées en Finlande comme forces de combat :

« la seule ressource que nous pouvons avoir, semble-t-il, complètement en main, et qui joue un rôle militaire sérieux, ce sont les troupes de Finlande et la flotte de la Baltique. » Lénine compte ainsi porter au gouvernement le coup le plus dur du dehors de Petrograd. En même temps est indispensable « une préparation convenable des esprits », pour que le renversement du gouvernement par les forces armées de la Finlande ne tombe pas comme de l'imprévu sur le Soviet de Petrograd : celui-ci, jusqu'au Congrès des soviets, devra se montrer l'héritier du pouvoir.

La nouvelle esquisse de plan, de même que la précédente, n'eut point d'application. Mais elle ne resta pas inutilisée. L'agitation dans les divisions cosaques donna bientôt des résultats : nous l'avons entendu dire par Dybenko. L'appel fait à la participation des marins de la Baltique pour porter le coup principal au gouvernement entra également dans le plan qui fut adopté plus tard. Mais l'essentiel n'est pas là : une question devenue grave au dernier degré, Lénine ne permettait à personne de l'éluder et de louvoyer. Ce qui se trouvait inopportun comme proposition directe de tactique devenait rationnel comme vérification des états d'esprit dans le Comité central, comme un soutien des résolus devant les hésitants, comme une impulsion supplémentaire vers la gauche.

Par tous les moyens dont il pouvait disposer dans l'isolement de sa retraite clandestine, Lénine s'efforçait de contraindre les cadres du parti à sentir la gravité de la situation et la force de la pression des masses. Il faisait venir dans son refuge divers bolcheviks, les soumettait à des interrogatoires passionnés, contrôlait les paroles et les actes des dirigeants, expédiait par des voies détournées ses mots d'ordre au parti, en bas, en profondeur, pour placer le Comité central devant la nécessité d'agir et d'aller jusqu'au bout.

Un jour après avoir écrit sa lettre à Smilga, Lénine rédige déjà le document cité plus haut, *La Crise est mûre*, le terminant par une sorte de déclaration de guerre au Comité central. « Il faut... reconnaître la vérité : chez nous, dans le Comité central et dans les sommets du parti, il existe une tendance ou une opinion préconisant d'attendre le Congrès des soviets,

s'opposant à la prise immédiate du pouvoir, à l'insurrection immédiate. » Cette tendance doit être surmontée coûte que coûte. « Remporter d'abord la victoire sur Kérénsky, ensuite convoquer le Congrès. » Perdre du temps à attendre le Congrès des soviets, c'est « une complète idiotie ou une entière trahison... » Jusqu'au Congrès, fixé pour le 20, il reste plus de vingt jours : « Les semaines et même les jours décident maintenant de tout. » Différer le dénouement, c'est renoncer lâchement à l'insurrection, car, pendant le Congrès, la prise du pouvoir deviendra impossible : « On amènera des Cosaques au jour « fixé » d'une façon nigaude pour l'insurrection. »

Le seul ton de la lettre montre déjà combien semble à Lénine fatale la politique de temporisateurs des dirigeants de Petrograd. Mais il ne se borne pas, cette fois, à une critique acharnée et, à titre de protestation, il démissionne du Comité central. Motifs : le Comité central n'a pas répondu dès le début de la Conférence à ses sommation concernant la prise du pouvoir ; la rédaction de l'organe du parti (Staline) imprime ses articles avec des retards intentionnels, en y biffant certaines indications sur « des fautes des bolcheviks aussi criantes que celle tout à fait honteuse de participer au préparlement », etc. Lénine n'estime pas possible de couvrir cette politique devant le parti. « Je suis obligé de demander à sortir du Comité central, ce que je fais, et de garder pour moi la liberté d'agitation à la base du parti et au Congrès du parti. »

D'après les documents, l'on ne voit point comment, dans la suite, cette affaire fut réglée formellement. En tout cas, Lénine ne sortit pas du Comité central. En donnant sa démission qui, chez lui, ne pouvait être nullement le résultat d'une minute d'irritation, Lénine gardait évidemment par devers lui la possibilité de se dégager, en cas de besoin, de la discipline intérieure du Comité central : il n'avait pas à douter que, de même qu'en avril, un appel direct à la base lui garantirait la victoire. Mais le chemin d'une révolte ouverte contre le Comité central supposait la préparation d'un Congrès extraordinaire, et, par suite, exigeait du temps ; or, c'était précisément le temps qui manquait. Gardant en réserve sa lettre de démission, mais ne sortant pas entièrement des limites de la légalité du parti, Lénine continue avec une liberté dès lors plus

grande à développer l'offensive sur les lignes d'opérations à l'intérieur. Non seulement ses lettres au Comité central sont expédiées par lui aux Comités de Petrograd et de Moscou, mais il prend des mesures pour que des copies parviennent aux militants les plus sûrs des quartiers. Au début d'octobre, passant déjà par-dessus la tête du Comité central, Lénine écrit directement aux Comités de Petrograd et de Moscou : « Les bolcheviks n'ont pas le droit d'attendre le Congrès des soviets, ils doivent prendre le pouvoir tout de suite... Tarder est un crime. Attendre le Congrès des soviets, c'est un jeu puéril pour la formalité, c'est un jeu infâme de formalisme, c'est trahir la révolution. » Du point de vue des rapports hiérarchiques, les actes de Lénine n'étaient pas tout à fait irréprochables. Mais il s'agissait de quelque chose de plus grand que des considérations de discipline formelle.

Un des membres du Comité du district de Vyborg, Svechnikov, dit dans ses Souvenirs : « Et Illitch dans sa retraite écrivait et écrivait infatigablement, et Nadejda Konstantinovna (Kroupskaïa) nous lisait très souvent des manuscrits au Comité... Les paroles enflammées du chef ajoutaient à notre force... Je me rappelle comme si c'était d'hier Nadejda Konstantinovna penchée, dans une des salles de la direction du district où travaillaient les dactylos, comparant soigneusement la reproduction avec l'original et, tout à côté d'elle, « Diadia » et « Génia » demandant à avoir une copie. « Diadia (l'oncle) et Génia (Eugénie), c'étaient, dans la conspiration, les noms de guerre de deux dirigeants. » « Il n'y a pas longtemps — raconte un militant du district, Naoumov — nous avons reçu d'Illitch une lettre à transmettre au Comité central... Nous avons lu la lettre et on a fait « Oh ! » Il se trouve que Lénine pose depuis longtemps devant le Comité central la question de l'insurrection. Nous avons protesté, nous avons commencé à faire pression sur le centre. » C'était précisément ce qu'il fallait.

Dans les premiers jours d'octobre, Lénine invite la Conférence du parti à Petrograd à dire fermement son mot en faveur de l'insurrection. Sur son initiative, la Conférence « prie instamment le Comité central de prendre toutes mesures pour la direction de l'inévitable soulèvement des ouvriers, des soldats et des paysans ». Dans cette seule phrase, il y a deux camouflages, l'un

juridique, l'autre diplomatique : sur la direction d'un « soulèvement inévitable », au lieu d'une préparation directe de l'insurrection, cela est dit pour ne point donner trop d'atouts au Parquet ; la Conférence « prie le Comité central », elle n'exige pas et ne proteste point — c'est un évident tribut au prestige de la plus haute institution du parti. Mais, dans une autre résolution, également, rédigée par Lénine, il est dit avec une plus grande franchise : « ... Aux sommets du parti, on remarque des fluctuations, comme une crainte de lutter pour la prise du pouvoir, un penchant à substituer à cette lutte des résolutions, des protestations et des congrès. » C'est déjà dresser presque ouvertement le parti contre le Comité central. Lénine ne se résolvait pas à la légère à faire de tels pas. Mais il s'agissait du sort de la révolution et toutes autres considérations passaient à l'arrière-plan.

Le 8 octobre, Lénine s'adresse aux délégués bolchevistes du prochain Congrès régional du Nord : « On ne peut attendre le Congrès panrusse des soviets, que le Comité exécutif central est capable de différer jusqu'à novembre, on ne peut surseoir, tout en permettant à Kérensky d'amener encore des troupes korniloviennes. » Le Congrès régional, où sont représentés la Finlande, la flotte et Reval, doit prendre l'initiative « d'un mouvement immédiat sur Piter ». L'appel direct à une insurrection immédiate est adressé cette fois-ci aux représentants de dizaines de soviets. L'appel vient de Lénine en personne : il n'y a pas de décisions du parti, la plus haute instance du parti ne s'est pas encore prononcée.

Il fallait avoir une très grande confiance à l'égard du prolétariat, du parti, mais une très sérieuse méfiance vis-à-vis du Comité Central pour soulever, indépendamment de celui-ci, sous une responsabilité personnelle, du fond d'une retraite, au moyen de petites feuilles de papier à lettres couvertes d'une fine écriture, l'agitation pour l'insurrection armée. Comment donc put-il se faire que Lénine, que nous avons vu isolé aux sommets de son propre parti au début d'avril, semblât se trouver de nouveau isolé dans le même milieu en septembre et au commencement d'octobre ? Cela ne peut être compris si l'on ajoute foi à la légende stupide qui représente l'histoire du bolchevisme comme l'émanation pure et simple d'une idée révolutionnaire. En réalité, le

bolchevisme s'est développé dans un milieu social déterminé, dont il a éprouvé les réactions diverses, parmi lesquelles l'influence d'un encerclement petit-bourgeois et d'un État de culture arriéré. A chaque nouvelle situation, le parti ne s'adaptait que par une crise intérieure.

Pour que la lutte aiguë, qui précéda Octobre, dans les sommets du bolchevisme, se présente à nous sous son véritable jour, il faut encore jeter un regard en arrière sur les processus dans le parti dont il a été question dans le premier tome du présent ouvrage. Cela est d'autant plus indispensable que, juste en ce moment, la fraction de Staline fait des efforts inouïs, même à l'échelle internationale, pour effacer de l'histoire tout souvenir de ce qui a été effectivement préparé et accompli par l'insurrection d'Octobre.

Durant les années qui précédèrent la guerre, les bolcheviks se donnaient le titre, dans la presse légale, de « démocrates conséquents ». Ce pseudonyme n'avait pas été choisi par hasard. Le bolchevisme, et lui seulement, avait la hardiesse de pousser jusqu'au bout les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire. Mais, dans la prognose de la révolution, il ne les dépassait pas. Or, la guerre, ayant lié indissolublement la démocratie bourgeoise avec l'impérialisme, montra définitivement que le programme de la « démocratie conséquente » ne pouvait être rempli autrement que par une révolution prolétarienne. Celui des bolcheviks qui n'avait pas trouvé cette explication dans la guerre devait être pris fatalement à l'improviste par la révolution et transformé en un compagnon de route à la gauche de la démocratie bourgeoise.

Or, une étude scrupuleuse des documents qui caractérisent la vie du parti pendant la guerre et au commencement de la révolution, malgré leurs lacunes extrêmes et non forfuites, et, à partir de 1923, malgré l'accroissement de l'esprit tendancieux, montre de plus en plus l'énorme glissement idéologique opéré par la couche supérieure des bolcheviks pendant la guerre, quand la vie régulière du parti avait, en fait, cessé. La cause du glissement est double : rupture avec les masses, rupture avec l'émigration, c'est-à-dire, avant tout, avec Lénine, et comme résultat : s'empêtrer dans l'isolement et le

provincialisme.

Pas un des vieux bolcheviks en Russie, chacun livré à lui-même, n'a rédigé pendant toute la guerre un seul document qui pourrait être considéré au moins comme un jalon dans la voie de la II^e Internationale à la III^e. « Les questions de la paix, de la nature de la révolution montante, le rôle du parti dans le futur gouvernement provisoire, etc. — écrivait, il y a quelques années, un des vieux membres du parti, Antonov-Saratovsky — se dessinaient devant nous d'une façon assez confuse ou bien n'entraient nullement dans le champ de nos réflexions. » Jusqu'à présent on n'a point publié en Russie un seul ouvrage, une seule page de carnet, une seule lettre où Staline, Molotov ou autres dirigeants actuels auraient formulé, même en passant, même à la dérobée, leurs opinions sur les perspectives de guerre et de révolution. Cela ne signifie pas, bien entendu, que « les vieux bolcheviks » n'ont rien écrit sur ces questions-là pendant les armées de guerre, d'effondrement de la social-démocratie et de préparation de la révolution russe ; les événements historiques exigeaient trop impérieusement une réponse, et la prison comme la déportation donnaient des loisirs suffisants pour les réflexions et la correspondance. Mais, dans tout ce qui a été écrit sur ces thèmes, il ne s'est rien trouvé que l'on puisse interpréter, même abusivement, comme une avance vers les idées de la Révolution d'octobre. Il suffit de mentionner que l'Institut d'Histoire du parti est privé de la possibilité d'imprimer même une seule ligne sortie de la plume de Staline entre 1914 et 1917, et est obligé de dissimuler soigneusement les plus importants documents qui concernent mars 1917. Dans les biographies politiques officielles de la majorité de la couche actuellement dirigeante, les années de guerre sont marquées comme une page blanche. Telle est la vérité toute simple.

Un des tout nouveaux jeunes historiens, Baïevsky, qui avait été spécialement chargé de démontrer comment les sommets du parti se développaient pendant la guerre dans le sens de la révolution prolétarienne, malgré la souplesse de conscience scientifique qu'il a manifestée, n'a rien pu tirer des matériaux, sauf cette maigre déclaration : « On ne peut suivre le déroulement de ce processus, mais certains documents et souvenirs prouvent

indubitablement que la pensée du parti menait souterrainement des recherches dans la direction des thèses d'avril de Lénine. » Comme s'il s'agissait de recherches souterraines et non d'appréciations scientifiques et de prognoses politiques !

La *Pravda* de Petrograd essaya, au début de la révolution, de prendre une position internationaliste, à vrai dire extrêmement contradictoire, car elle ne sortait pas des cadres de la démocratie bourgeoise. Les bolcheviks autorisés qui rentraient de la déportation donnèrent aussitôt à l'organe central une direction démocratico-patriotique. Kalinine, pour repousser les accusations d'opportunisme dont il était l'objet, rappela, le 30 mai, qu'il fallait « prendre exemple sur la *Pravda*. Au début, la *Pravda* menait une certaine politique. Staline, Mouranov, Kamenev sont arrivés et ils ont tourné le gouvernail de la *Pravda* dans un autre sens ».

« Il faut le dire nettement — écrivait, voici quelques années, Molotov — le parti n'avait pas les vues claires et la décision qu'exigeait le moment révolutionnaire... L'agitation, comme tout le travail révolutionnaire du parti dans l'ensemble, n'avait point de base solide, car la pensée n'était pas encore parvenue à d'audacieuses déductions sur la nécessité d'une lutte directe pour le socialisme et la révolution socialiste. » « Le revirement ne commença qu'au cours du deuxième mois de la révolution. » « A dater de l'arrivée de Lénine en Russie, en avril 1917 — témoigne Molotov — notre parti se sentit avoir un terrain solide sous les pieds... Jusqu'à ce moment, le parti tâtonnait encore faiblement et sans assurance pour trouver sa route. »

En venir *a priori* aux idées de la Révolution d'octobre, cela ne se pouvait ni en Sibérie, ni à Moscou, ni même à Petrograd, mais seulement au carrefour des routes historiques mondiales. Les Problèmes de la révolution bourgeoise attardée devaient se rencontrer avec les perspectives du mouvement prolétarien mondial pour qu'il se trouvât possible de formuler, touchant la Russie, un programme de dictature du prolétariat. On avait besoin d'un poste d'observation plus élevé, d'un champ de vue non national mais international, sans parler d'un armement Plus sérieux que celui dont disposaient ceux que

l'on appelait les « praticiens russes du parti ».

Le renversement de la monarchie ouvrait, à leurs yeux, l'ère d'une Russie républicaine « libre » dans laquelle ils se disposaient, d'après l'exemple des pays occidentaux, à ouvrir la lutte pour le socialisme. Trois vieux bolcheviks, Rykov, Skvortsov et Begman, « sur mandat des social-démocrates de la région de Narim délivrés par la révolution », télégraphiaient en mars de Tomsk : « Nous saluons la Pravda ressuscitée qui, avec tant de succès, a préparé les cadres révolutionnaires pour la conquête de la liberté politique. Nous exprimons la profonde conviction qu'elle réussira à les grouper autour de son drapeau pour continuer la lutte au nom de la révolution nationale. » De ce télégramme collectif se dégage toute une conception d'ensemble : un abîme la sépare des thèses d'avril de Lénine. L'insurrection de Février avait d'un seul coup transformé la couche dirigeante du parti, avec, à sa tête, Kamenev, Rykov, Staline, en des démocrates de défense nationale, et qui évoluaient vers la droite, dans le sens d'un rapprochement avec les mencheviks. Le futur historien du parti, Iaroslavsky, le futur chef de la Commission centrale de contrôle, Ordjonikidzé, le futur président du Comité exécutif central de l'Ukraine, Petrovsky, publiaient en mars, en étroite alliance avec les mencheviks, à Iakoutsk, une revue, le *Social-démocrate*, qui se tenait sur la lisière du réformisme patriotique et du libéralisme : dans les années qui suivirent, cette publication fut soigneusement rassemblée pour être livrée à la destruction.

« Il faut reconnaître ouvertement — écrivait Angarsky, homme de ce milieu, quand il était encore permis d'écrire des choses pareilles — qu'un nombre considérable de vieux bolcheviks, jusqu'à la conférence d'avril du parti, sur la question du caractère de la révolution de 1917, s'en tenaient aux vieux points de vue bolchevistes de 1905 et qu'il était assez difficile de renoncer à ces points de vue, de les éliminer. » Il conviendrait d'ajouter que les idées déjà périmées de 1905 cessaient d'être en 1917 « de vieux points de vue bolchevistes », et devenaient les idées d'un réformisme patriotique.

« Les Thèses d'Avril de Lénine — déclare une publication historique

officielle — n'eurent vraiment pas de chance au Comité de Petrograd. En faveur de ces thèses qui faisaient époque, deux voix seulement se prononcèrent, contre treize, avec une abstention. » « Trop hardies semblaient les conclusions de Lénine, même à ses disciples les plus enthousiastes » — écrit Podvoïsky. Les déclarations de Lénine — d'après l'avis du Comité de Petrograd et de l'Organisation militaire — « placèrent... le parti des bolcheviks dans l'isolement et, par là, bien entendu, aggravèrent la situation du prolétariat et du parti au dernier degré. »

Staline, à la fin de mars, se prononçait pour la défense nationale, pour le soutien conditionnel du gouvernement provisoire, pour le manifeste pacifiste de Soukhanov, pour une fusion avec le parti de Tsérételli. « J'ai partagé cette position erronée — écrivait lui-même, rétrospectivement, Staline, en 1924 — avec d'autres camarades du parti et n'y ai renoncé entièrement qu'au milieu d'avril, en adhérant aux thèses de Lénine. Il fallait une nouvelle orientation. Cette nouvelle orientation a été donnée au parti par Lénine dans ses célèbres thèses d'avril... »

Kalinine, même à la fin d'avril, tenait encore pour un bloc électoral avec les mencheviks. A la Conférence du parti, Lénine disait : « Je m'oppose vivement à Kalinine, car un bloc avec... les chauvins est inconcevable... C'est trahir le socialisme. » L'état d'esprit de Kalinine ne faisait pas exception, même à Petrograd. A la Conférence, l'on disait : « L'ambiance asphyxiante de l'union, sous l'influence de Lénine, commence à se dissiper. »

En province, la résistance aux thèses de Lénine continua beaucoup plus longtemps, dans un certain nombre de régions, presque jusqu'à octobre. D'après le récit d'un ouvrier de Kiev, Sivtsov, « les idées exposées dans les thèses (de Lénine) ne furent pas tout de suite assimilées par toute l'organisation bolcheviste de Kiev. Un certain nombre de camarades, dont G. Piatakov, étaient en désaccord avec les thèses... » Un cheminot de Kharkov, Morgounov, raconte ceci : « Les vieux bolcheviks jouissaient d'une grande influence parmi toute la masse des cheminots... Nombreux étaient parmi les vieux bolcheviks ceux qui n'appartenaient pas à notre fraction... Après la

Révolution de Février, certains, par erreur, adhèrent aux mencheviks, après quoi ils en rirent eux-mêmes, se demandant comment la chose avait bien pu se passer. » Les témoignages de cet ordre et de ce genre ne manquent pas.

Malgré tout cela, une simple mention du réarmement du parti effectué par Lénine en avril est considérée maintenant par l'historiographie officielle comme un sacrilège. Au critère historique les tout derniers historiens ont substitué celui du prestige de l'uniforme du parti. Ils n'ont même pas le droit de citer à ce sujet Staline qui, encore en 1924, était forcé de reconnaître toute la profondeur du revirement d'avril. « Il fallut les fameuses thèses d'avril de Lénine pour que le parti pût d'emblée s'engager dans une nouvelle route. » « Nouvelle orientation » et « nouvelle route », c'est là le réarmement du parti. Mais déjà, six ans plus tard, Iaroslavsky, ayant rappelé, en qualité d'historien, que Staline, au début de la révolution, avait pris « une position erronée dans les questions essentielles », fut traqué farouchement de tous côtés. L'idole du prestige est, de tous les monstres, le plus dévorant !

La tradition révolutionnaire du parti, la pression des ouvriers de la base, la critique de Lénine au sommet, forcèrent la couche supérieure du parti, dans le courant d'avril-mai, d'après les propres termes de Staline, « à s'engager dans une nouvelle voie », Mais il faudrait ignorer totalement la psychologie politique pour admettre qu'un simple vote d'adhésion aux thèses de Lénine signifiait une renonciation effective et complète à « la position erronée sur les questions essentielles ». En réalité, les points de vue vulgairement démocratiques qui s'étaient organiquement renforcés pendant les années de guerre, bien qu'ils s'adaptassent à un nouveau programme, restaient en sourde opposition avec lui.

Le 6 août, Kamenev, malgré la résolution de la Conférence d'avril des bolcheviks, se prononce au Comité exécutif pour la participation à la conférence des social-patriotes qui se prépare à Stockholm. Dans l'organe central du parti, la déclaration de Kamenev ne trouve aucune riposte. Lénine écrit un article foudroyant qui ne paraît, cependant, que dix jours après le discours de Kamenev. Il fallut la pression énergique de Lénine lui-même, et

d'autres membres du Comité central, pour obtenir de la rédaction, à la tête de laquelle se trouvait Staline, l'impression de la protestation.

Des mouvements convulsifs d'indécision se propagèrent dans le Parti après les Journées de Juillet : l'isolement de l'avant-garde prolétarienne effrayait bien des dirigeants, surtout en province. Pendant les journées korniloviennes, ces peureux essayaient de se rapprocher des conciliateurs, ce qui eut pour conséquence un nouveau cri d'avertissement de Lénine.

Le 30 août, Staline, en qualité de rédacteur en chef, imprime sans aucune réserve un article de Zinoviev, *Ce qu'il ne faut pas faire*, dirigé contre la préparation de l'insurrection. « Il faut regarder la vérité en face : à Petrograd nous avons devant nous de nombreuses circonstances qui favorisent l'éclosion d'un soulèvement du type de la Commune de Paris de 1871... » Le 3 septembre, Lénine, dans une autre suite d'idées et sans désigner Zinoviev, mais le frappant par ricochet, écrit : « L'allusion à la Commune est très superficielle et même bête. Car, en premier lieu, les bolcheviks ont tout de même appris quelque chose depuis 1871, ils n'auraient pas laissé une banque hors de leur mainmise, ils n'auraient pas renoncé à une offensive sur Versailles ; et, si les conditions avaient été telles, la Commune même aurait pu vaincre. En outre, la Commune ne pouvait proposer au peuple du premier coup ce que pourront proposer les bolcheviks s'ils détiennent le pouvoir, précisément : la terre aux paysans, l'immédiate proposition de paix. » C'était un avertissement anonyme, mais non équivoque, non seulement à Zinoviev, mais au rédacteur de la *Pravda*, Staline.

La question du préparlement scinda en deux le Comité central. La décision de la fraction de la Conférence dans le sens de la participation au préparlement fut confirmée par de nombreux comités locaux, sinon par la majorité. Il en fut ainsi, par exemple, à Kiev. « Sur la question de... l'entrée au préparlement — écrit dans ses Souvenirs E. Boch — la majorité du Comité se prononça pour la participation et élut comme son représentant Piatakov. » En de nombreux cas, comme ceux par exemple de Kamenev, de Rykov, de Piatakov et d'autres, on peut discerner une succession d'incertitudes : contre

les thèses de Lénine en avril, contre le boycottage du préparlement en septembre, contre le soulèvement en octobre. Par contre, la couche suivante des cadres bolchevistes, plus proche des masses et politiquement plus neuve, adopta facilement le mot d'ordre du boycottage et contraignit à se retourner brusquement les comités, dont le Comité central. Sous l'influence des lettres de Lénine, la Conférence de la ville de Kiev, par exemple, se prononça par une écrasante majorité contre son comité. C'est ainsi que, dans presque tous les durs tournants politiques, Lénine s'appuyait sur les couches inférieures de l'appareil contre les plus hautes, ou bien sur la masse du parti contre l'appareil dans son ensemble.

Les hésitations qui précédèrent Octobre étaient, dans ces conditions, le moins faites pour prendre Lénine à l'improviste. Il se trouva d'avance prémuni d'une perspicace défiance, il veilla aux symptômes alarmants, il partit des pires présomptions et considéra comme opportun de faire pression encore une fois plutôt que de montrer de l'indulgence.

Sans aucun doute, c'est sur l'inspiration de Lénine que le Bureau régional de Moscou adopta, à la fin de septembre, une résolution sévère contre le Comité central, l'accusant d'irrésolution, d'hésitations, d'introduction du confusionnisme dans les rangs du parti et exigeant qu'il « prît une ligne claire et déterminée vers l'insurrection ». Au nom du Bureau de Moscou, Lomov communiquait, le 3 octobre, cette décision au Comité central. Dans le procès-verbal, on lit ceci : « Il a été décidé de ne pas ouvrir de débats sur le rapport. » Le Comité central continuait encore à éluder la question : que faire ? Mais la pression de Lénine par l'intermédiaire de Moscou ne resta pas sans effet : deux jours après, le Comité central décida de quitter le préparlement.

Que cette démarche fût une entrée dans la voie de l'insurrection, c'était clair pour les ennemis et les adversaires. « Trotsky, en faisant évacuer par son armée le préparlement — écrit Soukhmov — s'orientait nettement dans le sens d'une insurrection violente. » Le rapport au Soviet de Petrograd, sur la sortie du préparlement s'achevait par le cri : « Vive la lutte directe et ouverte pour le pouvoir révolutionnaire dans le pays ! » C'était le 9 octobre.

Le lendemain eut lieu, sur la demande de Lénine, la fameuse séance du Comité central, où la question de l'insurrection fut posée dans toute son acuité. De l'issue de cette séance Lénine faisait dépendre sa politique intérieure : par le Comité central ou bien contre lui. « O nouvelles facéties de la joyeuse muse de l'Histoire ! — écrit Soukhanov. Cette séance décisive des hauts dirigeants eut lieu chez moi, dans mon logement, toujours dans la même rue Karpovka (32, logement 31). Mais tout cela se passait à mon insu. » La femme du menchevik Soukhanov était bolcheviste. « Cette fois-là, des mesures particulières furent prises pour me faire passer la nuit ailleurs : pour le moins, ma femme se renseigna exactement sur mes intentions et me donna un conseil amical et désintéressé, celui de ne pas me donner trop de fatigue après un long voyage. En tout cas, la haute assemblée était complètement garantie contre une incursion de mon côté. » La réunion se trouva, chose beaucoup plus importante, garantie contre une incursion de la police de Kérénsky.

Sur vingt et un membres du Comité central, douze étaient présents. Lénine arriva coiffé d'une perruque, portant lunettes et rasé. La séance dura environ dix heures sans interruption, jusqu'à la nuit profonde. Pendant une suspension, l'on but du thé avec du pain et du saucisson pour reprendre des forces. Et l'on avait besoin d'en prendre : il s'agissait de se saisir du pouvoir dans l'ancien Empire des tsars. Comme toujours, la séance commença par un rapport sur l'organisation de Sverdlov. Cette fois, les informations qu'il donna étaient consacrées au front et, de toute évidence, préalablement concertées avec Lénine afin de lui donner un appui pour les déductions nécessaires : cela répondait tout à fait aux procédés habituels de Lénine. Les représentants des armées du front Nord faisaient savoir, par l'intermédiaire de Sverdlov, que le commandement contre-révolutionnaire préparait « une affaire louche en ramenant les troupes sur l'arrière ». De Minsk, de l'État-major du front Ouest, l'on communiquait que se préparait là une nouvelle aventure kornilovienne. En raison de l'état d'esprit révolutionnaire de la garnison locale, l'État-major avait fait cerner la ville par des contingents de Cosaques. « Il se mène des pourparlers d'un caractère douteux entre les États-majors et le Grand Quartier

Général. » Il est tout à fait possible de mettre la main sur l'État-major à Minsk : la garnison locale est prête à désarmer les Cosaques qui l'encerclent. L'on peut également expédier de Minsk un corps d'armée révolutionnaire sur Petrograd. Au front, on est bien disposé pour les bolcheviks, on marchera contre Kérensky. Telle est l'entrée en matière : elle n'est pas suffisamment nette dans toutes ses parties, mais elle a un caractère tout à fait réconfortant.

Lénine passe tout de suite à l'offensive : « Depuis le début de septembre, on observe une sorte d'indifférence à l'égard de l'insurrection. » On allègue un refroidissement et une désillusion des masses. Ce n'est pas étonnant : « les masses sont excédées de paroles et de résolutions ». Il faut prendre la situation dans son ensemble. Les événements, dans les villes, s'accomplissent maintenant sur le fond d'un gigantesque mouvement de paysans. Pour étouffer le soulèvement agraire, le gouvernement aurait besoin de forces colossales. « La situation politique est ainsi toute prête. Il faut parler du côté technique. Tout se ramène à cela. Or, nous, après les partisans de la défense nationale, sommes enclins à considérer la préparation systématique de l'insurrection comme une sorte de péché politique. » Le rapporteur modère évidemment ses termes : il en a trop sur le cœur. « Il faut profiter du Congrès régional des Soviets du Nord et de la proposition de Minsk pour engager une action résolue. »

Le Congrès du Nord s'ouvrit le jour même de la séance du Comité central et devait se terminer dans deux ou trois jours. Lénine considérait comme la tâche des tout prochains jours « l'engagement d'une action résolue », On ne peut attendre. On ne peut différer. Sur le front — nous l'avons entendu de Sverdlov — on prépare un coup d'État. Y aura-t-il un congrès des soviets ? On n'en sait rien. Il faut prendre le pouvoir immédiatement, sans attendre aucun congrès. « Intraduisible, inexprimable — écrivait Trotsky quelques années après — resta l'esprit général de ces improvisations opiniâtres et passionnées, pénétrées du désir de transmettre aux objecteurs, aux hésitants, aux incertains, sa pensée, sa volonté, son assurance, son courage... »

Lénine s'attendait à une grande résistance. Mais ses appréhensions se

dissipèrent vite. L'unanimité avec laquelle le Comité central avait repoussé en septembre la proposition d'un soulèvement immédiat avait un caractère épisodique : l'aile gauche s'était prononcée contre « l'encerclement du théâtre Alexandra » en tenant compte de la conjoncture ; l'aile droite, pour des motifs de stratégie générale qui, pourtant, n'avaient pas encore été médités à fond jusqu'à ce moment. Durant les trois semaines écoulées, le Comité central avait considérablement évolué vers la gauche. Dix voix contre deux se prononcèrent pour l'insurrection. C'était une sérieuse Victoire !

Peu après l'insurrection, à une nouvelle étape de la lutte à l'intérieur du parti, Lénine rappela, au cours de débats au Comité de Petrograd, comment, en séance du Comité central, il « avait eu peur de l'opportunisme de la part des internationalistes unificateurs, mais cela s'était dissipé ; dans notre parti, certains membres (du Comité central) n'ont pas été d'accord- cela m'a beaucoup chagriné ». Parmi les « internationalistes », exception faite de Trotsky, que Lénine ne pouvait guère avoir en vue, le Comité central se composait de : Ioffe, futur ambassadeur à Berlin ; Ouritsky, futur chef de la Tcheka à Petrograd ; et Sokolnikov, le futur créateur du *tchervonetz* : tous trois se rangèrent du côté de Lénine. Comme adversaires, se prononçaient deux vieux bolcheviks qui, par leur action passée, avaient été les plus proches de Lénine : Zinoviev et Kamenev. C'est d'eux qu'il s'agit quand Lénine dit : « Cela m'a extrêmement chagriné. » La séance du 10 consista presque entièrement en une polémique passionnée avec Zinoviev et Kamenev : Lénine menait l'offensive, les autres venaient à lui successivement.

La résolution rédigée en hâte par Lénine, avec un petit bout de crayon sur une feuille de papier quadrillé d'écolier, était d'une architecture très imparfaite, mais en revanche donnait un solide appui pour le courant dans le sens de l'insurrection. Le Comité central reconnaît que, de même que la situation internationale de la révolution russe (le soulèvement de la flotte en Allemagne comme extrême manifestation de l'accroissement dans toute l'Europe de la révolution socialiste mondiale, ensuite la menace de paix des impérialistes dans le but d'étouffer la révolution en Russie), ainsi la situation militaire (indiscutable décision de la bourgeoisie russe, de Kérensky et cie de

livrer Piter aux Allemands) — tout cela en liaison avec le soulèvement paysan et avec le revirement de la confiance populaire vers notre parti (élections à Moscou), enfin l'évidente préparation d'une deuxième aventure kornilovienne (évacuation des troupes de Piter, expédition à Piter de Cosaques, encerclement de Minsk par des Cosaques, etc.) — tout cela met à l'ordre du jour l'insurrection armée. Reconnaisant ainsi que l'insurrection armée est inévitable, et qu'elle est complètement mûre, le Comité central invite toutes les organisations du parti à se guider là-dessus, à discuter et à résoudre de ce point de vue toutes les questions pratiques (Congrès des Soviets de la région du Nord, évacuation des troupes de Piter, mouvements des troupes de Moscou et de Minsk, etc.).

Ce qui est remarquable, tant pour l'appréciation du moment que pour la caractéristique de l'auteur, c'est l'ordre même des conditions de l'insurrection : en premier lieu, la révolution mondiale mûrit ; l'insurrection en Russie n'est considérée que comme un anneau de la chaîne générale. C'est l'invariable position de départ de Lénine, ce sont ses grandes prémisses : il ne pouvait faire autrement. La tâche de l'insurrection est posée directement comme celle du parti : la question difficile d'un accord avec les Soviets sur la préparation du soulèvement n'est pas abordée pour le moment. Pas un mot pour évoquer le Congrès panrusse des soviets. En qualité de points d'appui pour l'insurrection, au Congrès régional du Nord et « au mouvement des troupes de Moscou et de Minsk », sont ajoutés, sur les instances de Trotsky, les mots : « l'évacuation des troupes de Piter ». C'était la seule allusion au plan d'insurrection qui s'imposait dans la capitale par la marche même des événements. Personne ne proposa d'amendement du point de vue tactique à la résolution qui déterminait le point de départ stratégique de l'insurrection contre Zinoviev et Kamenev, lesquels niaient la nécessité même du soulèvement.

Les tentatives faites plus tard par l'historiographie officielle pour présenter les choses de telle façon que tous les dirigeants du parti, sauf Zinoviev et Kamenev, se seraient prononcés pour l'insurrection, sont démolies par les faits et les documents. Sans omettre de dire que ceux qui

votaient pour l'insurrection étaient fréquemment disposés à la différer jusqu'à une date indéterminée, les adversaires avoués de l'insurrection, Zinoviev et Kamenev, n'étaient pas isolés, même au sein du Comité central : leur point de vue était entièrement partagé par Rykov et Noguine, absents de la séance du 10, et Milioutine leur était proche. « Aux sommets du parti, l'on observe des fluctuations, une sorte de peur de la lutte pour le pouvoir » — tel est le témoignage de Lénine lui-même. D'après Antonov-Saratovsky, Milioutine, qui arriva après le 10 à Saratov, « parlait d'une lettre d'Illitch exigeant « qu'on s'y mette », parlant des tergiversations du Comité central, de « l'échec » primitif de la proposition de Lénine, de son indignation, et, enfin, de ceci que tout s'orientait vers l'insurrection ». Le bolchevik Sadovsky écrivit plus tard au sujet « d'un certain manque d'assurance et de détermination qui régnait en ce temps-là. Même au sein de notre Comité central, en cette période, il y avait, comme on sait, des frictions, des conflits, on se demandait comment commencer et s'il fallait commencer ».

Sadovsky lui-même était, en cette période, un des dirigeants de la Section militaire du Soviet et de l'Organisation militaire des bolcheviks. Mais, précisément, les membres de l'Organisation militaire, comme on le voit par un certain nombre de Mémoires, considéraient avec une extrême prévention en octobre l'idée d'une insurrection : le caractère spécifique de l'Organisation inclinait les dirigeants à sous-estimer les conditions politiques et à surestimer les conditions techniques. Le 16 octobre, Krylenko disait dans un rapport : « La majorité du Bureau (de l'Organisation militaire) estime qu'il ne faut pas pousser pratiquement la question trop à fond, mais la minorité pense que l'on peut prendre sur soi l'initiative. » Le 18, un autre membre éminent de l'Organisation militaire, Lachevitch, disait : « Ne faut-il pas prendre le pouvoir tout de suite ? J'estime qu'il ne faut pas forcer les événements... Rien ne garantit que nous puissions garder le pouvoir... Le plan stratégique proposé par Lénine cloche des quatre pieds. » Antonov-Ovséenko raconte l'entrevue des principaux militants de l'Organisation militaire avec Lénine : « Podvoïsky exprimait des doutes, Nevsky tantôt le soutenait, tantôt cédaient au ton assuré d'Illitch : j'exposais la situation en Finlande... L'assurance et la

fermeté d'Illitch ont une action fortifiante sur moi et encouragent Nevsky, mais Podvoïsky s'obstine dans ses doutes. » Il ne faut point perdre de vue que, dans tous les Souvenirs de cette sorte, les doutes sont dessinés en couleurs d'aquarelle, les assurances avec de fortes touches de couleurs à l'huile.

Contre l'insurrection se prononça résolument Tchoudnovsky. Sceptique, Manouïlsky répétait, en manière d'avertissement, que « le front n'était pas avec nous ». Contre le soulèvement s'élevait Torsky. Volodarsky soutenait Zinoviev et Kamenev. Les adversaires de l'insurrection étaient loin de se prononcer tous ouvertement. En séance du Comité de Petrograd, le 15, Kalinine disait : « La résolution du Comité central est une des meilleures qu'il ait jamais adoptées... Nous sommes pratiquement arrivés à l'insurrection armée. Mais, quand cela sera-t-il possible ? Peut-être dans un an — l'on n'en sait rien. » Un « accord » de ce genre avec le Comité central des plus caractéristiques pour Kalinine, n'était pourtant point particulier à lui seul. Nombreux furent ceux qui adhèrent à la résolution pour prendre ainsi des assurances dans leur lutte contre le soulèvement.

À Moscou, c'est dans les cercles dirigeants qu'il y eut le moins d'unanimité. Le Bureau régional soutenait Lénine. Au Comité de Moscou, les fluctuations étaient très considérables, l'opinion prédominante était de différer. Le Comité provincial prenait une attitude indéterminée, et, en outre, au Bureau régional, d'après les termes de Iakovleva, l'on estimait qu'au moment décisif le Comité Provincial pencherait du côté des adversaires du soulèvement.

Un militant de Saratov, Lebedev, raconte comment, visitant Moscou, peu de temps avant l'insurrection, il se promenait avec Rykov, et celui-ci, indiquant du doigt les édifices de pierre, les luxueux magasins, l'animation de la rue affairée, se lamentait sur les difficultés de la tâche à accomplir. « Ici, au centre même de Moscou bourgeoise, nous nous sentions effectivement comme des pygmées qui auraient médité de renverser une montagne. »

Dans chaque organisation du parti, dans chacun de ses Comités provinciaux, il y avait des membres dans les mêmes dispositions que celles de

Zinoviev et de Kamenev ; en de nombreux Comités, ils constituaient la majorité. Même dans le foyer prolétarien d'Ivanovo-Voznessensk, où les bolcheviks dominaient sans partage, les dissensions parmi les hauts dirigeants prirent une extrême acuité. En 1925, alors que les réminiscences s'adaptaient déjà aux besoins du cours nouveau, Kisselev, vieux militant bolchevik, écrivait : « Les éléments ouvriers du parti, sauf quelques exceptions individuelles, suivaient Lénine ; contre Lénine se prononçaient un groupe peu nombreux d'intellectuels du parti et quelques ouvriers isolés. » Dans les discussions publiques, les adversaires de l'insurrection reprenaient des arguments identiques à ceux de Zinoviev et de Kamenev. « Mais, dans les discussions particulières — écrit Kisselev — la polémique prenait des formes plus aiguës et plus franches, et l'on en arrivait à dire que « Lénine était un toqué, qu'il poussait sûrement la classe ouvrière à sa perte, qu'il ne résulterait rien de ce soulèvement armé, que nous serions battus, qu'on écraserait le parti et la classe ouvrière, et que cela ferait reculer la révolution pour de longues années, etc. » Tel était en particulier l'État d'esprit de Frounze, personnellement très courageux, mais qui ne se distinguait point par la largeur de ses vues.

La victoire même de l'insurrection à Petrograd fut encore loin de briser partout l'inertie de l'expectative et la résistance directe de l'aile droite. Le flottement de la direction faillit amener par la suite l'effondrement de l'insurrection à Moscou. A Kiev, le Comité dirigé par Piatakov, qui menait une politique purement défensive, transmit, en fin de compte, l'initiative et, ensuite, le pouvoir même à la Rada. « L'organisation de notre parti à Voronège — raconte Vratchev — hésitait extrêmement. Le coup d'État, même à Voronège... fut accompli non par le Comité du parti, mais par son active minorité à la tête de laquelle était Moïsseev. » Dans bon nombre de chefs-lieux de province, les bolcheviks firent bloc en octobre avec les conciliateurs « pour combattre la contre-révolution », comme si les conciliateurs n'étaient pas à ce moment un des plus importants soutiens de celle-ci. Presque partout, il fallait très souvent une impulsion simultanée et d'en haut et d'en bas pour briser les dernières hésitations du Comité local, l'obliger à rompre avec les

conciliateurs et à prendre la tête du mouvement. « La fin d'octobre et le commencement de novembre furent véritablement des journées « de trouble profond » dans les milieux de notre parti. Nombreux étaient ceux qui se laissaient rapidement gagner par l'ambiance » — rappelle Chliapnikov, qui paya lui-même un large tribut aux hésitations.

Tous ces éléments qui, comme par exemple les bolcheviks de Kharkov, se trouvèrent au début de la révolution dans le camp des mencheviks, et, ensuite, se demandaient avec stupéfaction « comment cela avait bien pu se faire », ne trouvèrent pas, pendant les Journées d'Octobre, où se mettre en règle générale, hésitèrent, temporisèrent. Avec d'autant plus d'assurance, ils firent état de leurs droits de « vieux bolcheviks » dans la période de la réaction idéologique. Si considérable qu'ait été, en ces dernières années, le travail destiné à dissimuler de tels faits, indépendamment même des archives secrètes, inaccessibles pour l'instant à l'érudit, il subsiste, dans les journaux de ce temps-là, dans les Mémoires, dans les revues historiques, un bon nombre de témoignages prouvant que l'appareil même du parti le plus révolutionnaire opposa, la veille de l'insurrection, une grande force de résistance. Dans la bureaucratie s'installe, inévitablement, l'esprit conservateur. L'appareil ne peut remplir sa fonction révolutionnaire qu'autant qu'il demeure un instrument au service du parti, c'est-à-dire subordonné à une idée et contrôlé par la masse.

La résolution du 10 octobre prit une importance considérable. Elle assura du coup aux véritables partisans de l'insurrection le terrain solide du droit dans le parti. Dans toutes les organisations du parti, dans toutes les cellules, commencèrent à prendre la première place les éléments les plus résolus. Les organisations du parti, à commencer par celles de Petrograd, se ramassèrent, calculèrent leurs forces et leurs ressources, raffermirent leurs liaisons et donnèrent à la campagne pour l'insurrection un caractère plus concentré.

Mais la résolution ne mit pas fin aux dissentiments dans le Comité central. Au contraire, elle leur donna forme et les extériorisa. Zinoviev et Kamenev qui récemment, se sentaient, dans une certaine partie des sphères dirigeantes,

entourés d'une atmosphère de sympathie, observèrent avec effroi combien rapide était le mouvement vers la gauche. Ils résolurent de ne plus perdre de temps et diffusèrent le lendemain même un long appel aux membres du parti. « Devant l'Histoire, devant le prolétariat international, devant la révolution russe et la classes ouvrière de Russie — écrivaient-ils — nous n'avons pas le droit maintenant de jouer tout l'avenir sur la carte de l'insurrection armée. »

Leur perspective était d'entrer, en qualité de forte opposition du parti, dans l'Assemblée constituante, laquelle « ne pourrait s'appuyer que sur les Soviets dans son travail révolutionnaire », De là la formule : « L'Assemblée constituante et les Soviets, voilà le type combiné des institutions étatiques vers lequel nous marchons. » L'Assemblée constituante où l'on supposait que les bolcheviks seraient en minorité, et les Soviets où les bolcheviks étaient en majorité, c'est-à-dire l'organe de la bourgeoisie et l'organe du prolétariat, doivent être « combinés » dans le système pacifique de la dualité de pouvoirs. Cela n'avait pas réussi même sous la domination des conciliateurs. Comment donc cela aurait-il pu réussir avec des soviets bolchevisés ?

« Ce serait une profonde erreur historique, disaient pour terminer Zinoviev et Kamenev, si l'on posait la question du passage du pouvoir au parti prolétarien de cette façon : ou bien tout de suite, ou jamais. Non. Le parti du prolétariat grandira, son programme s'éclaircira pour des masses de plus en plus étendues. » L'espoir d'une incessante croissance du bolchevisme, indépendamment de la marche réelle des conflits de classe, contredisait irréductiblement le leitmotiv de Lénine à cette époque : « Le succès de la révolution russe et mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte. »

Il n'est guère nécessaire d'ajouter que, dans ce dialogue dramatique, c'était Lénine qui avait entièrement raison. Il est impossible de disposer à son gré d'une situation révolutionnaire. Si les bolcheviks n'avaient pas pris le pouvoir en octobre-novembre, ils ne l'auraient vraisemblablement jamais pris. Au lieu d'une ferme direction, les masses auraient trouvé chez les bolcheviks toujours les mêmes divergences fastidieuses entre la parole et l'action et se seraient dissociées du parti qui aurait trompé leurs espérances pendant deux

ou trois mois, de même qu'elles s'étaient détachées des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Une partie des travailleurs serait tombée dans l'indifférence, une autre aurait consumé ses forces dans des mouvements convulsifs, dans des explosions anarchiques, dans des escarmouches de partisans, dans la terreur de la vengeance et du désespoir. Reprenant ainsi son souffle, la bourgeoisie en aurait profité pour conclure une paix séparée avec le Hohenzollern et pour écraser les organisations révolutionnaires. La Russie eût été de nouveau insérée dans le cercle des États capitalistes, à titre de pays à demi impérialiste, à demi colonial. L'insurrection prolétarienne eût été reportée dans un lointain indéterminé. La vive compréhension de cette perspective inspirait à Lénine son cri d'alarme : « Le succès de la révolution russe et mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte. »

Mais maintenant, après le 10, la situation dans le parti s'était radicalement modifiée. Lénine n'était déjà plus un « oppositionnel » isolé dont les propositions étaient repoussées par le Comité central. Ce fut l'aile droite qui se trouva isolée. Lénine n'avait plus besoin d'acquiescer sa liberté d'agitation au prix de sa démission. La légalité était de son côté. Par contre, Zinoviev et Kamenev, ayant mis en circulation leur document dirigé contre la résolution adoptée par la majorité du Comité central, se trouvèrent avoir violé la discipline. Or, Lénine, dans la lutte, ne laissait pas impunie même la moindre bévée de l'adversaire !

À la séance du 10, l'on élut, sur la proposition de Dzerjinski, un bureau politique de sept personnes : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Staline, Sokolnikov, Boubnov. La nouvelle institution s'avéra cependant tout à fait non viable : Lénine et Zinoviev se cachaient encore ; en outre, Zinoviev continuait à mener la lutte contre l'insurrection, de même que Kamenev. Le Bureau politique constitué en octobre ne se réunit pas une seule fois et on l'oublia bientôt tout simplement, ainsi que d'autres organisations qui avaient été formées *ad hoc* dans le remous des événements.

Aucun plan pratique d'insurrection, même approximatif, ne fut esquissé à la séance du 10. Mais, sans le mentionner dans la résolution, il fut convenu

que l'insurrection devait précéder le Congrès des soviets et commencer si possible le 15 octobre au plus tard. Cette date n'était pas acceptée volontiers de tous : elle était trop rapprochée, évidemment, pour permettre de prendre de l'élan dans Petrograd. Mais insister sur un délai, c'eût été soutenir les droites et brouiller les cartes. Au surplus, il n'est jamais trop tard pour différer !

Ce fait que la date fut primitivement fixée au 15 a été révélé pour la première fois dans les souvenirs de Trotsky sur Lénine en 1924, sept ans après les événements. Cette communication fut bientôt contestée par Staline et la question prit de l'acuité dans la littérature historique russe. Comme on sait, l'insurrection n'eut lieu en réalité que le 25, et par conséquent la date primitivement fixée ne fut pas retenue. L'historiographie des épigones estime que, dans la politique du Comité central, il ne pouvait y avoir ni erreurs, ni même retardements. « Il résulterait — écrit à ce propos Staline — que le Comité central aurait fixé pour l'insurrection la date du 15 octobre et qu'ensuite il aurait lui-même enfreint (!) cette décision, en reportant le soulèvement au 25 octobre. Est-ce vrai ? Non, c'est faux. » Staline en arrive à conclure que « Trotsky a été trahi par sa mémoire ». A titre de preuve, il invoque la résolution du 10 octobre qui ne mentionne aucune date.

La question contestée de la chronologie de l'insurrection est très importante pour la compréhension du rythme des événements et a besoin d'être élucidée. Que la résolution du 10 ne contienne pas de date, c'est absolument juste. Mais cette résolution d'ensemble se rapportait au soulèvement dans tout le pays et était destinée à des centaines et à des milliers de dirigeants parmi les militants du parti. Y insérer la date fixée par la conspiration pour l'insurrection prévue pour un jour très prochain à Petrograd eût été le comble de l'étourderie : rappelons que Lénine, par prudence, ne datait même pas ses lettres en cette période. Il s'agissait, dans le cas présent, d'une décision à la fois si importante et si simple que tous les participants pouvaient sans peine la garder en mémoire, d'autant plus que c'était seulement pour quelques jours. Quand Staline allègue le texte de la résolution, il y a ainsi un parfait malentendu.

Nous sommes disposé, cependant, à reconnaître que, si l'un des participants s'appuie sur sa propre mémoire et, particulièrement, si sa communication est contestée par un autre participant, cela ne suffit pas pour une étude historique. Par bonheur, la question est résolue d'une manière irréfragable sur le plan de l'analyse des circonstances et des documents.

L'ouverture du Congrès des soviets était prévue pour le 20 octobre. Entre la journée où siégea le Comité central et la date du Congrès, il restait un intervalle de dix jours. Le Congrès devait non point faire de l'agitation pour le pouvoir des soviets, mais le prendre. Mais, par elles-mêmes, quelques centaines de délégués étaient impuissantes à s'emparer du pouvoir ; il fallait l'arracher pour le Congrès et avant le Congrès. « Rempportez d'abord la victoire sur Kérensky, ensuite convoquez le Congrès — cette idée était au centre de toute l'agitation de Lénine, à partir de la seconde quinzaine de septembre. En principe, tous ceux qui tenaient en général pour la prise du pouvoir étaient d'accord là-dessus. Le Comité central ne pouvait, par suite, se dispenser de se donner pour tâche une tentative d'insurrection entre le 10 et le 20 octobre. Mais comme l'on ne pouvait prévoir combien de jours durerait la lutte, le début de l'insurrection fut fixé au 15. « Au sujet de la date même — écrit Trotsky dans ses Souvenirs sur Lénine il n'y eut presque point, je me le rappelle, de contestations. Tous comprenaient que la date n'avait qu'un caractère approximatif, pour ainsi dire d'orientation, et que, selon les événements, l'on pourrait soit la rapprocher quelque peu, soit la reculer. Mais il ne pouvait être question que de jours, pas davantage. La nécessité même d'une date, et au surplus très prochaine, était absolument évidente. »

En somme, le témoignage de la logique clôt la question. Mais on ne manque pas de preuves complémentaires. Lénine proposa avec insistance, et à plusieurs reprises, d'utiliser le Congrès régional des Soviets du Nord pour engager les opérations militaires. La résolution du Comité central adopta cette idée. Mais le Congrès régional, qui s'était ouvert le 10, devait se clore justement avant le 15.

À la Conférence du 16, Zinoviev, insistant pour faire rapporter la

résolution prise six jours auparavant, déclarait : « Nous devons nous dire nettement que, dans les cinq journées qui vont suivre, nous n'organisons pas de soulèvement » ; il s'agissait des cinq journées qui restaient encore jusqu'au Congrès des soviets. Kamenev qui, à la même Conférence, démontrait que « fixer la date de l'insurrection, c'était courir à l'aventure », rappelait encore : « Naguère, on disait que l'insurrection doit avoir lieu avant le 20. » Personne ne lui objecta rien là-dessus et ne pouvait répliquer. C'est l'ajournement de l'insurrection que Kamenev interprétait précisément comme la ruine de la résolution de Lénine. Pour l'insurrection, d'après ses propres termes, « en cette dernière semaine, l'on avait rien fait », Il y a là une évidente exagération : la date fixée, tous se virent obligés de mettre dans leurs plans plus de rigueur et d'accélérer le rythme du travail. Mais il est hors de doute que le délai de cinq jours fixé à la séance du 10 se trouva trop court. Un délai s'imposât d'évidence. C'est seulement le 17 que le Comité exécutif central reporta l'ouverture du Congrès des soviets au 25 octobre. Cet ajournement tomba tout à fait à propos.

Alarmé par les atermoiements, Lénine, à qui, dans son isolement les frictions intérieures devaient inévitablement apparaître sous des aspects exagérés, insista pour la convocation d'une nouvelle assemblée du Comité central avec les représentants des principales motions de militants dans la capitale. C'est précisément à cette conférence, le 16, dans la banlieue de la ville, à Lessny, que Zinoviev et Kamenev formulèrent les motifs cités ci-dessus pour contremander la date précédemment fixée, en s'opposant à la fixation d'une nouvelle.

Les dissensions recommencèrent, deux fois plus vives. Milioutine estimait que « nous n'étions pas prêts pour porter le premier coup... Une autre perspective surgit : un conflit armé... Il grossit, la possibilité se rapproche. Et nous devons être prêts à cette collision. Mais cette perspective est différente d'une insurrection », Milioutine se plaçait sur une position défensive que préconisaient plus nettement Zinoviev et Kamenev. Schotmann, vieil ouvrier de Petrograd, ayant passé par toute l'histoire du parti, affirmait qu'à la conférence de la ville et au Comité de Petrograd, et dans l'Organisation

militaire, l'état d'esprit était bien moins combatif que dans le Comité central. « Nous ne pouvons pas marcher encore, mais nous devons nous préparer. » Lénine attaquait Milioutine et Schotmann pour leur appréciation pessimiste du rapport des forces : « Il ne s'agit pas d'une lutte contre l'armée, mais d'une lutte d'une partie de l'armée contre l'autre... Les faits prouvent que nous avons la prépondérance sur l'ennemi. Pourquoi le Comité central ne peut-il commencer ? »

Trotsky était absent de la séance : à ces heures mêmes, il faisait adopter par le Soviet le statut du Comité militaire révolutionnaire, Mais le point de vue qui s'était définitivement établi à Smolny pendant les derniers jours était défendu par Krylenko, qui venait de mener, coude à coude avec Trotsky et Antonov-Ovsénko, le Congrès régional des soviets du Nord. Krylenko pensait que, sans aucun doute, « l'eau avait suffisamment bouilli » ; rapporter la résolution sur le soulèvement « serait la plus grave erreur ». Il est toutefois en désaccord avec Lénine « sur la question de savoir qui commencera et comment commencer ». Il n'est pas encore rationnel pour l'instant de fixer nettement le jour de l'insurrection. « Mais la question de l'évacuation des troupes est justement le motif qui provoquera la bataille... Le fait d'une offensive contre nous existe ainsi et l'on peut l'utiliser... Il n'est pas utile de s'inquiéter de savoir qui commencera, car c'est déjà commencé. » Krylenko exposait et préconisait la politique qui servait de base au Comité militaire révolutionnaire et à la Conférence de la garnison. L'insurrection se développa ensuite précisément dans cette voie.

Lénine ne répondit rien aux paroles de Krylenko : le vivant tableau des six dernières journées à Petrograd ne s'était pas déroulé sous ses yeux. Lénine craignait les attermoissements. Son attention était dirigée sur les adversaires directs de l'insurrection. Toutes réserves, toutes formules conventionnelles, toutes réponses insuffisamment catégoriques, il était enclin à les interpréter comme un appui indirect à Zinoviev et à Kamenev, qui se prononçaient contre lui avec l'intrépidité d'hommes ayant brûlé leurs vaisseaux. « Les résultats de la semaine — argumentait Kamenev — démontrent qu'il n'y a pas en ce moment de données favorables à l'insurrection. Nous n'avons point d'appareil

pour le soulèvement ; chez nos ennemis, l'appareil est beaucoup plus fort et, probablement, s'est encore accru pendant cette semaine... Ici se combattent deux tactiques : celle de la conspiration et celle de la confiance donnée aux forces actives de la révolution russe. » Les opportunistes donnent toujours leur confiance aux « forces actives » au moment où il faut se battre.

Lénine répliquait : « Si l'on estime que l'insurrection est mûre, inutile de parler de conspiration. Si, politiquement, l'insurrection est inévitable, il faut considérer l'insurrection comme un art. » C'est précisément sur cette ligne que se développait dans le parti le débat essentiel, effectivement de principe, dont la solution, en tel ou tel sens, déterminait les destinées de la révolution. Cependant, dans le cadre général du raisonnement de Lénine qui ralliait la majorité du Comité central, surgissaient des questions subsidiaires, mais extrêmement importantes : comment, sur la base d'une situation politique arrivée à maturité, en venir à l'insurrection ? Quelle passerelle choisir de la politique à la technique du soulèvement ? Et comment guider les masses sur cette passerelle ?

Ioffe, qui appartenait à l'aile gauche, soutenait la résolution du 10. Mais il faisait une objection à Lénine, sur un point : « Il n'est pas exact qu'à présent la question soit purement technique ; même maintenant, la question du soulèvement doit être considérée du point de vue politique. » Justement, la dernière semaine avait montré que, pour le parti, pour le Soviet, pour les masses, l'insurrection n'était pas encore devenue une simple question de technique. C'est précisément pour cela que l'on ne put retenir la date que l'on avait fixée le 10.

La nouvelle résolution de Lénine, appelant « toutes les organisations et tous les ouvriers et soldats à une préparation multilatérale et renforcée de l'insurrection armée » est adoptée par vingt voix contre deux, celles de Zinoviev et de Kamenev, avec trois abstentions. Les historiens officiels allèguent ces chiffres pour prouver la complète insignifiance de l'opposition. Mais ils simplifient la question. La poussée vers la gauche dans les profondes masses du parti était déjà si prononcée que les adversaires de l'insurrection,

ne se décidant pas à parler ouvertement, se sentaient intéressés à effacer la ligne de division de principes entre les deux camps. Si l'insurrection, malgré la date auparavant fixée, ne s'est pas réalisée avant le 16, ne peut-on obtenir que, dans la suite, l'on se borne à suivre platoniquement « le cours vers le soulèvement » ? Que Kalinine ne fût pas si isolé, cela se manifesta très clairement à la même séance. La résolution de Zinoviev : « Les manifestations avant d'avoir conféré avec la fraction bolcheviste du Congrès des soviets sont inadmissibles », est repoussée par quinze voix contre six avec trois abstentions. Voilà où se produisit l'effective vérification des états d'opinion ; un certain nombre de « partisans » de la résolution du Comité central voulaient en réalité différer la décision jusqu'au Congrès des soviets et jusqu'à une nouvelle conférence avec les bolcheviks de province, pour la plupart plus modérés. Ces derniers, en tenant compte des abstentions, se trouvèrent au nombre de 9 sur 24, c'est-à-dire plus du tiers. C'est encore, bien entendu, une minorité, mais, pour l'état-major, elle est assez considérable. L'irréparable faiblesse de cet état-major était déterminée par ceci qu'il n'avait aucun appui à la base du parti et dans la classe ouvrière.

Le lendemain, Kamenev, d'accord avec Zinoviev, remit au journal de Gorki une déclaration portant contre la résolution qui avait été adoptée la veille. « Non seulement moi et Zinoviev, mais un certain nombre de camarades-praticiens — ainsi s'exprimait Kamenev — trouvons que prendre sur nous l'initiative d'une insurrection armée au moment présent, étant donné les rapports des forces sociales, indépendamment et quelques jours avant le Congrès des soviets, ce serait une démarche inadmissible, périlleuse pour le prolétariat et la révolution... Jouer tout... sur la carte du soulèvement en ces prochaines journées, ce serait un acte de désespoir. Or, notre parti est trop fort, il a devant lui un trop grand avenir pour faire de tels pas... » Les opportunistes se sentent toujours « trop forts » pour s'engager dans la lutte.

La lettre de Kamenev était une vraie déclaration de guerre au Comité central, et sur une question à propos de laquelle personne n'avait l'intention de badiner. La situation prit du coup une extrême acuité. Elle se compliqua de plusieurs autres épisodes individuels qui avaient une source politique

commune. A la séance du Soviet de Petrograd, le 18, Trotsky, en réponse à la question posée par les adversaires, déclara que le Soviet ne fixait point le soulèvement aux plus prochains jours, mais que, s'il se trouvait obligé de le fixer, les ouvriers et les soldats marcheraient tous comme un seul homme. Kamenev, voisin de Trotsky au bureau, se leva immédiatement pour faire une courte déclaration : il souscrit à chaque parole de Trotsky. C'était un jeu perfide : alors que Trotsky, par une formule de défensive en apparence, camouflait juridiquement la politique de l'offensive, Kamenev tenta d'utiliser la formule de Trotsky, avec qui il était en radical désaccord, pour camoufler une politique directement opposée.

Pour paralyser l'effet de la manœuvre de Kamenev, Trotsky, le même jour, disait dans un rapport à la Conférence panrusse des Comités de fabrique et d'usine : « La guerre civile est inévitable. Il faut seulement l'organiser de la manière la moins sanglante, la moins douloureuse. On peut y parvenir non par des tergiversations et des hésitations, mais seulement par une lutte obstinée et courageuse pour la conquête du pouvoir. » Au sujet des tergiversations, il était clair pour tous que cela visait Zinoviev, Kamenev et ceux qui partageaient leur opinion.

La déclaration de Kamenev au Soviet est, en outre, soumise par Trotsky à l'examen de la plus prochaine séance du Comité central. Dans l'intervalle, Kamenev, désirant avoir les mains libres pour l'agitation contre le soulèvement, démissionnait du Comité central. La question fut discutée en son absence. Trotsky insistait à dire que « la situation qui s'était faite était absolument intolérable » et proposait d'accepter la démission de Kamenev ⁴.

Sverdlov, ayant soutenu la proposition de Trotsky, lut publiquement une lettre de Lénine qui stigmatisait Zinoviev et Kamenev pour s'être prononcés dans le journal de Gorki en « Streikbrecher » (briseurs de grève) et qui exigeait leur exclusion du parti. « La supercherie de Kamenev à la séance du Soviet de Petrograd écrivait Lénine — a quelque chose de bien vil ; voyez-vous ça, il est tout à fait d'accord avec Trotsky. Mais est-il difficile de comprendre que *Trotsky ne pouvait pas* en dire devant les ennemis plus qu'il

n'en a dit, qu'il n'en avait pas le droit, qu'il ne le devait pas ? Est-il donc difficile de comprendre que... la résolution sur la nécessité d'une insurrection armée, sur son entière maturation, sur sa préparation de tous côtés, etc. oblige, dans les déclarations publiques, à rejeter non seulement la faute, mais même l'initiative sur l'adversaire... le subterfuge de Kamenev est simplement de la filouterie. »

En expédiant sa protestation indignée par l'intermédiaire de Sverdlov, Lénine ne pouvait pas encore savoir que Zinoviev, par une lettre à la rédaction de l'organe central, avait déclaré : lui, Zinoviev, avait des opinions « très éloignées de celles que discutait Lénine », lui, Zinoviev, « se ralliait à la déclaration faite hier par Trotsky au Soviet de Petrograd ». C'est dans le même esprit que se prononça dans la presse un troisième adversaire de l'insurrection, Lounatcharsky. En surcroît à un confusionnisme perfide, la lettre de Zinoviev, imprimée dans l'organe central juste à la veille de la séance du Comité central, le 20, se trouva accompagnée d'une note exprimant la sympathie de la rédaction : « A notre tour, nous exprimons l'espoir que, grâce à la déclaration faite par Zinoviev (comme celle faite par Kamenev au Soviet), la question peut être considérée comme liquidée. La violence de ton dans l'article de Lénine ne change rien à ceci que dans l'essentiel, nous restons de la même opinion. » C'était un nouveau coup de poignard dans le dos, et d'un côté d'où on ne l'attendait pas. Alors que Zinoviev et Kamenev faisaient, dans la presse ennemie, une agitation ouverte contre la décision du Comité central sur l'insurrection, l'organe central blâme « la violence » du ton de Lénine et constate son unité de vues avec Zinoviev et Kamenev « dans l'essentiel ». Comme s'il y avait eu, à ce moment-là, une question plus essentielle que celle de l'insurrection ! D'après un bref procès-verbal, Trotsky déclara, en séance du Comité central, « inadmissibles les lettres de Zinoviev et de Lounatcharsky à l'organe central, ainsi que la note de la rédaction ». Sverdlov soutint la protestation.

Staline et Sokolnikov faisaient partie de la rédaction. Le procès-verbal dit : « Sokolnikov fait savoir qu'il n'est pour rien dans la déclaration de la rédaction au sujet de la lettre de Zinoviev et qu'il considère cette déclaration

comme erronée. » On découvrit que Staline, personnellement — contre un autre membre de la rédaction et la majorité du Comité central — avait soutenu Kamenev et Zinoviev au moment le plus critique, quatre jours avant le début de l'insurrection, par une déclaration de sympathie. L'irritation fut grande. »

Staline se prononça contre l'acceptation de la démission de Kamenev, en démontrant que « toute notre situation était contradictoire », c'est-à-dire qu'il se chargea de défendre le confusionnisme que répandaient dans les esprits les membres du Comité central qui se déclaraient opposés à l'insurrection. Par cinq voix contre trois, la démission de Kamenev est acceptée. Par six voix, de nouveau contre Staline, une décision est adoptée, interdisant à Kamenev et à Zinoviev de mener une lutte contre le Comité central. Le procès-verbal dit : « Staline déclare qu'il sort de la rédaction. » Pour ne pas aggraver une situation qui n'était déjà pas si facile, le Comité central refuse la démission de Staline.

La conduite de Staline peut sembler inexplicable à la lumière de la légende créée autour de lui ; en réalité, elle correspond entièrement à sa formation spirituelle et à ses méthodes politiques. Devant les grands problèmes, Staline recule toujours, non point qu'il manque de caractère, comme Kamenev, mais parce qu'il a des vues trop étroites et qu'il manque d'imagination créatrice. Une prudence soupçonneuse le force presque organiquement, dans les moments de grave décision et de profonde dissension, à se retirer dans l'ombre, à attendre et, s'il est possible, à s'assurer pour deux cas éventuels. Staline votait avec Lénine pour l'insurrection. Zinoviev et Kamenev luttèrent ouvertement contre l'insurrection. Mais, si l'on rejette « la violence du ton » de la critique léniniste, « nous restons, dans l'essentiel, de la même opinion ». Ce n'est pas du tout par étourderie que Staline plaça sa note : au contraire, il pesait soigneusement les circonstances et les mots. Mais, le 20 octobre, il ne croyait pas possible de couper sans retour les ponts vers le champ des adversaires de l'insurrection.

Les textes des procès-verbaux que nous sommes forcé de citer non d'après l'original, mais d'après le texte officiel, élaboré dans une chancellerie

stalinienne, non seulement montrent les attitudes réelles des personnages dans le Comité central bolcheviste, mais aussi, malgré la brièveté et la sécheresse, déroulent devant nous le véritable panorama de la direction du parti, telle qu'elle était : avec toutes ses contradictions internes et d'inévitables tergiversations individuelles. Non seulement l'Histoire dans l'ensemble, mais aussi les insurrections les plus audacieuses se réalisent par des hommes à qui rien d'humain n'est étranger. Est-il possible que cela diminue l'importance de ce qui s'est accompli ?

Si l'on projetait sur l'écran la plus brillante des victoires de Napoléon, le film nous montrerait, avec le génie, l'envergure, les trouvailles, l'héroïsme, l'irrésolution de certains maréchaux, les bévues de généraux qui ne savent pas lire une carte, la stupidité des officiers, la panique de détachements entiers et jusqu'aux coliques de la peur. Ce document réaliste prouverait seulement que l'armée de Napoléon se composait non point des automates de la légende, mais de Français bien vivants éduqués à l'intersection de deux siècles. Et le tableau des faiblesses humaines soulignerait seulement plus vivement le grandiose de l'ensemble.

Il est plus facile de faire après coup de la théorie sur une insurrection que de se l'assimiler intégralement avant qu'elle se soit accomplie. Le rapprochement de l'insurrection a provoqué inévitablement et provoquera des crises dans les partis insurrectionnels. De cela témoigne l'expérience du parti le mieux trempé et le plus révolutionnaire que l'Histoire ait connu jusqu'à présent. Il suffit de noter que, quelques jours avant la bataille, Lénine se vit obligé d'exiger qu'on exclût du parti deux de ses disciples les plus proches et les plus en vue. Les tentatives faites plus tard pour ramener le conflit « à des circonstances fortuites » de caractère personnel sont inspirées d'une idéalisation en quelque sorte purement ecclésiastique du passé du parti. » De même que Lénine, plus complètement et plus résolument que les autres, exprimait, pendant les mois d'automne de 1917, la nécessité objective de l'insurrection et la volonté des masses dirigées vers le soulèvement, ainsi Zinoviev et Kamenev, plus franchement que les autres, incarnaient les tendances restrictives du parti, l'esprit d'indécision, l'influence des relations

avec les petits bourgeois et la pression des classes dirigeantes.

Si toutes les conférences, controverses, discussions particulières qui eurent lieu au sein de la direction du parti bolcheviste seulement en octobre avaient été sténographiées, les générations futures pourraient constater par quelle lutte interne intensive se forma, dans les sommets du parti, l'intrépidité nécessaire pour l'insurrection. Le sténogramme montrerait en même temps combien un parti révolutionnaire a besoin d'une démocratie intérieure : la volonté de lutte ne se met pas en froides formules et n'est pas dictée d'en haut, il faut chaque fois la rénover et la retremper.

Alléguant une affirmation de l'auteur du présent ouvrage, disant que « l'instrument essentiel d'une révolution prolétarienne est le parti », Staline demandait, en 1924 : « Comment notre révolution a-t-elle pu vaincre si « son instrument essentiel » s'est trouvé ne rien valoir ? » L'ironie ne cache pas la fausseté toute primitive de cette réplique. Entre les saints tels que les dépeint l'Église, et les diables tels que les représentent les candidats à la sainteté, se situent les hommes vivants : ce sont eux qui font l'Histoire. La forte trempe du parti bolcheviste se manifestait non dans l'absence de dissentiments, d'hésitations et même d'ébranlements, mais en ce que, dans les circonstances les plus difficiles, il sortait en temps voulu des crises intérieures et s'assurait la possibilité d'une intervention décisive dans les événements. Cela signifie aussi que le parti, dans son ensemble, était un instrument tout à fait adéquat pour la révolution.

Un parti réformiste estime pratiquement inébranlables les bases du régime qu'il se dispose à réformer. Par là, inévitablement, il se subordonne aux idées et à la morale de la classe dirigeante. S'étant élevée sur l'échine du prolétariat, la social-démocratie est devenue seulement un parti bourgeois de deuxième qualité. Le bolchevisme a créé le type du véritable révolutionnaire qui, à des buts historiques incompatibles avec la société contemporaine, subordonne les conditions de son existence individuelle, ses idées et jugements moraux. Les distances indispensables à l'égard de l'idéologie bourgeoise étaient maintenues dans le parti par une vigilante intransigeance dont l'inspirateur

était Lénine. Il ne cessait de travailler du scalpel, tranchant les liens que l'entourage petit-bourgeois créait entre le parti et l'opinion publique officielle. En même temps, Lénine apprenait au parti à former sa propre opinion publique, s'appuyant sur la pensée et les sentiments de la classe qui montait. Ainsi, par sélection et éducation, dans une lutte continuelle, le parti bolcheviste créa son milieu non seulement politique mais aussi moral, indépendant de l'opinion publique bourgeoise et irréductiblement opposé à celle-ci. C'est seulement cela qui permit aux bolcheviks de surmonter les hésitations dans leurs propres rangs et de manifester la virile résolution sans laquelle la victoire d'octobre eût été impossible.

L'art de l'insurrection

[Retour à la table des matières](#)

Pas plus qu'une guerre, les gens ne font une révolution de bon cœur. La différence est cependant en ce que, dans une guerre, le rôle décisif est celui de la contrainte ; dans une révolution, il n'y a pas de contrainte, sinon celle des circonstances. La révolution se produit quand il ne reste pas d'autre chemin. L'insurrection, s'élevant au-dessus de la révolution comme une cime dans la montagneuse chaîne de ses événements, ne peut pas être provoquée arbitrairement, tout aussi bien que la révolution dans son ensemble. Les masses, à plusieurs reprises, attaquent et reculent avant de se décider à donner le dernier assaut.

La conspiration est ordinairement opposée à l'insurrection comme l'entreprise concertée d'une minorité devant le mouvement élémentaire de la majorité. Et en effet : une insurrection victorieuse, qui ne peut être que l'œuvre d'une classe destinée à prendre la tête de la nation, par sa signification historique et par ses méthodes, est profondément distincte d'un coup d'État de conspirateurs agissant derrière le dos des masses.

En fait, dans toute société de classes, il y a assez de contradictions pour que, dans les fissures, l'on puisse bâtir un complot. L'expérience historique prouve, cependant, qu'il faut tout de même que la société soit malade à un certain degré — comme en Espagne, au Portugal, dans l'Amérique du Sud —

pour que la politique des conspirations trouve constamment à s'alimenter. A l'état pur, la conspiration, même en cas de victoire, ne peut donner que le remplacement au pouvoir de différentes cliques de la même classe dirigeante, ou bien, moins encore : des substitutions d'hommes d'État. La victoire d'un régime social sur un autre n'a été apportée dans l'histoire que par une insurrection de masses. Alors que les complots périodiques sont le plus souvent l'expression du marasme et du croupissement de la société, l'insurrection populaire, par contre, surgit d'ordinaire en résultat d'une rapide évolution précédente, qui rompt le vieil équilibre de la nation. Les « révolutions » chroniques des républiques sud-américaines n'ont rien de commun avec la révolution permanente ; au contraire, dans un certain sens, elles sont tout à l'opposé.

Ce qui vient d'être dit ne signifie pourtant pas du tout que l'insurrection populaire et la conspiration s'excluent l'une l'autre en toutes circonstances. Un élément de conspiration, dans telle ou telle mesure, entre presque toujours dans l'insurrection. Etape historiquement conditionnée de la révolution, l'insurrection des masses n'est jamais purement élémentaire. Même ayant éclaté à l'improviste pour la majorité de ses participants, elle est fécondée par les idées dans lesquelles les insurgés voient une issue aux peines de l'existence. Mais une insurrection des masses peut être prévue et préparée. Elle peut être organisée d'avance. Dans ce cas, le complot est subordonné à l'insurrection, il la sert, facilite sa marche, accélère sa victoire. Plus élevé est le niveau politique d'un mouvement révolutionnaire, plus sérieuse est sa direction, plus grande est la place occupée par la conspiration dans l'insurrection populaire.

Il est indispensable de comprendre exactement le rapport entre l'insurrection et la conspiration, autant dans ce qui les oppose que dans ce qui les complète réciproquement, et d'autant plus que l'emploi même du mot « conspiration » a dans la littérature marxiste un aspect contradictoire, soit qu'il s'agisse de l'entreprise indépendante d'une minorité prenant l'initiative, ou bien de la préparation par la minorité du soulèvement de la majorité.

L'histoire prouve, il est vrai, qu'une insurrection populaire peut vaincre, dans certaines conditions, même sans complot. Surgissant par une poussée « élémentaire » d'une révolte générale, de diverses protestations, manifestations, grèves, collisions de rue, l'insurrection peut entraîner une partie de l'armée, paralyser les forces de l'ennemi et renverser le vieux pouvoir. C'est ainsi qu'il en fut, jusqu'à un certain degré, en février 1917, en Russie. L'on eut à peu près le même tableau dans le développement des révolutions allemande et austro-hongroise pendant l'automne de 1918. Dans la mesure, en ces deux cas, où, à la tête des insurgés, il n'y avait point de parti profondément pénétré des intérêts et des desseins de l'insurrection, la victoire de celle-ci devait inévitablement transmettre le pouvoir aux mains de ceux des partis qui, jusqu'au dernier moment, s'étaient opposés à l'insurrection.

Renverser l'ancien pouvoir, c'est une chose. Prendre le pouvoir en main, c'en est une autre. La bourgeoisie, dans une révolution, peut s'emparer du pouvoir non point parce qu'elle est révolutionnaire, mais parce qu'elle est la bourgeoisie : elle a en main la propriété, l'instruction, la presse, un réseau de points d'appui, une hiérarchie d'institutions. Il en est autrement pour le prolétariat : dépourvu de privilèges sociaux qui existeraient en dehors de lui-même, le prolétariat insurgé ne peut compter que sur son ombre, sur sa cohésion, sur ses cadres, sur son État-major.

De même qu'un forgeron ne peut saisir de sa main nue un fer chauffé à blanc, le prolétariat ne peut, les mains nues, s'emparer du pouvoir : il lui faut une organisation appropriée à cette tâche. Dans la combinaison de l'insurrection de masses avec la conspiration, dans la subordination du complot à l'insurrection, dans l'organisation de l'insurrection à travers la conspiration, réside le domaine compliqué et lourd de responsabilités de la politique révolutionnaire que Marx et Engels appelaient « l'art de l'insurrection ». Cela suppose une juste direction générale des masses, une souplesse d'orientation devant des circonstances changeantes, un plan médité d'offensive, de la prudence dans la préparation technique et de la hardiesse à porter le coup.

Les historiens et les hommes politiques appellent d'habitude insurrection des forces élémentaires un mouvement des masses qui, lié par son hostilité à l'égard de l'ancien régime, n'a point de visées claires, ni de méthodes de lutte élaborées, ni de direction conduisant consciemment à la victoire. L'insurrection des forces élémentaires est volontiers reconnue par les historiens officiels, du moins par les démocrates, comme une calamité inévitable dont la responsabilité retombe sur l'ancien régime. La véritable cause de cette indulgence, c'est que les insurrections des forces « élémentaires » ne peuvent sortir des cadres du régime bourgeois.

Dans la même voie marche aussi la social-démocratie : elle ne nie pas la révolution en général, en tant que catastrophe sociale, de même qu'elle ne nie pas les tremblements de terre, les éruptions de volcans, les éclipses de soleil et les épidémies de peste. Ce qu'elle nie, comme du « blanquisme » ou, pis encore, du bolchevisme, c'est la préparation consciente de l'insurrection, le plan, la conspiration. En d'autres termes, la social-démocratie est prête à sanctionner, à retardement il est vrai, les coups d'État qui transmettent le pouvoir aux mains de la bourgeoisie, condamnant avec intransigeance en même temps celles des méthodes qui peuvent seules transmettre le pouvoir au prolétariat. Sous une fausse objectivité se cache une politique de défense de la société capitaliste.

D'après ses observations et ses méditations sur les échecs de nombreux soulèvements auxquels il prit part ou dont il fut témoin, Auguste Blanqui déduisit un certain nombre de règles tactiques à défaut desquelles la victoire de l'insurrection est rendue extrêmement difficile, sinon impossible. Blanqui réclamait la création en temps opportun de détachements révolutionnaires réguliers, leur direction centralisée, un bon approvisionnement en munitions, une répartition bien calculée des barricades, dont la construction serait prévue, et que l'on défendrait systématiquement et non épisodiquement. Toutes ces règles, procédant des problèmes militaires de l'insurrection, doivent, bien entendu, être inévitablement modifiées, en même temps que les conditions sociales et la technique militaire ; mais, en elles-mêmes, elles ne sont nullement du « blanquisme » dans le sens où l'on entend à peu près chez les

allemands le « putschisme » ou « l'aventurisme » révolutionnaire.

L'insurrection est un art et, comme tout art, elle a ses lois. Les règles de Blanqui étaient les exigences d'un réalisme de guerre révolutionnaire. L'erreur de Blanqui consistait non point en son théorème direct, mais dans sa réciproque. Du fait que l'incapacité tactique condamnait l'insurrection à l'échec, Blanqui déduisait que l'observation des règles de la tactique insurrectionnelle était capable, par elle-même, d'assurer la victoire. C'est seulement à partir de là qu'il est légitime d'opposer le blanquisme au marxisme. La conspiration ne remplace pas l'insurrection. La minorité active du prolétariat, si bien organisée soit-elle, ne peut s'emparer du pouvoir indépendamment de la situation générale du pays : en cela, le blanquisme est condamné par l'histoire. Mais seulement en cela. Le théorème direct conserve toute sa force. Pour la conquête du pouvoir, le prolétariat n'a pas assez d'une insurrection des forces élémentaires. Il lui faut une organisation correspondante, il lui faut un plan, il lui faut la conspiration. C'est ainsi que Lénine posa la question.

La critique d'Engels, dirigée contre le fétichisme de la barricade, s'appuyait sur l'évolution de la technique générale et de la technique militaire. La tactique insurrectionnelle du blanquisme répondait au caractère du vieux Paris, d'un prolétariat à demi composé d'artisans, aux rues étroites et au système militaire de Louis-Philippe. En principe, l'erreur du blanquisme consistait à identifier la révolution avec l'insurrection. L'erreur technique du blanquisme consistait à identifier l'insurrection avec la barricade. La critique marxiste fut dirigée contre les deux erreurs. Estimant, d'accord avec le blanquisme, que l'insurrection est un art, Engels découvrait non seulement la place secondaire de l'insurrection dans la révolution, mais le rôle déclinant de la barricade dans l'insurrection. La critique d'Engels n'avait rien de commun avec une renonciation aux méthodes révolutionnaires au profit du pur parlementarisme, comme essayèrent de le démontrer en leur temps les philistins de la social-démocratie allemande, avec le concours de la censure du Hohenzollern. Pour Engels, la question des barricades restait celle d'un des éléments techniques de l'insurrection. Or, les réformistes essayaient, devant la

négarion de la valeur décisive de la barricade, d'en conclure à la négation de la violence révolutionnaire en général. C'est à peu près comme si, raisonnant sur la diminution probable de l'importance de la tranchée dans la prochaine guerre, l'on en concluait à l'effondrement du militarisme.

L'organisation à l'aide de laquelle le prolétariat peut non seulement renverser l'ancien régime, mais se substituer à lui, ce sont les soviets. Ce qui plus tard devint une affaire d'expérience historique n'était, jusqu'à l'insurrection d'octobre, qu'un pronostic théorique, s'appuyant, il est vrai, sur l'expérience préalable de 1905. Les soviets sont les organes de préparation des masses à l'insurrection, les organes de l'insurrection et, après la victoire, les organes du pouvoir.

Cependant, les soviets, par eux-mêmes, ne tranchent pas la question. Selon le programme et la direction, ils peuvent servir à diverses fins. Un programme est donné aux soviets par le parti. Si les soviets, dans les circonstances d'une révolution — et, hors d'une révolution, ils sont généralement impossibles — s'emparent de toute la classe, à l'exception des couches tout à fait arriérées, passives ou démoralisées, le parti révolutionnaire est à la tête de la classe. Le problème de la conquête du pouvoir ne peut être résolu que par la combinaison du parti avec les soviets ou bien avec d'autres organisations de masses équivalant plus ou moins aux soviets.

Le soviet, ayant à sa tête un parti révolutionnaire, tend consciemment et en temps utile à s'emparer du pouvoir. Se réglant sur les variations de la situation politique et sur l'état d'esprit des masses, il prépare les points d'appui de l'insurrection, lie les détachements de choc par l'unité du dessein, élabore d'avance le plan de l'offensive et du dernier assaut : cela signifie précisément introduire la conspiration organisée dans l'insurrection de masses.

Les bolcheviks, plus d'une fois, longtemps encore avant l'insurrection d'Octobre, avaient eu à réfuter les accusations dirigées contre eux par leurs adversaires, qui leur imputaient des machinations conspiratives et du blanquisme. Or, nul autant que Lénine ne mena une lutte aussi intransigeante

contre le système de la pure conspiration. Les opportunistes de la social-démocratie internationale prirent plus d'une fois sous leur protection la vieille tactique socialiste-révolutionnaire de la terreur individuelle contre les agents du tsarisme, résistant à la critique implacable des bolcheviks qui opposaient à l'aventureux individualisme de l'intelligentsia le cours vers l'insurrection des masses. Mais en repoussant toutes les variétés du blanquisme et de l'anarchie, Lénine ne s'inclinait pas une minute devant la force élémentaire « sacrée » des masses. Il avait médité plus tôt et plus profondément que d'autres le rapport entre les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution, entre le mouvement des forces élémentaires et la politique du parti, entre les masses populaires et la classe avancée, entre le prolétariat et son avant-garde, entre les soviets et le parti, entre l'insurrection et la conspiration.

Mais s'il est juste que l'on ne puisse provoquer à son gré un soulèvement et que, pour la victoire, il faille en même temps, en temps utile, organiser l'insurrection, par là-même, devant la direction révolutionnaire, se pose le problème d'un diagnostic exact : il faut, au moment opportun, surprendre l'insurrection qui monte pour la compléter par une conspiration. L'intervention obstétricale dans un accouchement, quoique l'on ait beaucoup abusé de cette image, reste encore l'illustration la plus vive d'une intrusion consciente dans un processus élémentaire. Herzen accusait autrefois son ami Bakounine d'avoir, dans toutes ses entreprises révolutionnaires, invariablement pris le deuxième mois de la grossesse pour le neuvième. Quant à Herzen, il était plutôt disposé à nier la grossesse même au neuvième mois. En Février, la question de la date de l'accouchement ne se posait presque pas du tout, dans la mesure où l'insurrection avait éclaté « d'une façon inattendue », sans direction centralisée. Mais c'est précisément pour cela que le pouvoir passa non à ceux qui avaient accompli l'insurrection, mais à ceux qui l'avaient freinée. Il en était tout différemment de la nouvelle insurrection : elle était consciemment préparée par le parti bolcheviste. Le problème : saisir le bon moment pour donner le signal de l'offensive, retombait par là-même sur l'État-major bolcheviste.

Le mot « moment » ne doit pas être entendu trop à la lettre, comme un

jour et une heure déterminés : même pour les enfantements, la nature a accordé des différences de temps considérables dont les limites n'intéressent pas seulement l'art de l'accoucheur, mais aussi la casuistique du droit de succession. Entre le moment où la tentative de provoquer un soulèvement doit encore inévitablement s'avérer prématurée et amener un avortement révolutionnaire, et le moment où la situation favorable doit déjà être considérée comme irrémédiablement perdue, une certaine période de la révolution s'écoule — elle peut se mesurer en quelques semaines, parfois en quelques mois- dans le courant de laquelle l'insurrection peut s'accomplir avec de plus ou moins grandes chances de succès. Discerner cette période relativement courte et choisir ensuite un moment déterminé, dans le sens précis du jour et de l'heure, pour porter le dernier coup, c'est pour la direction révolutionnaire la tâche la plus lourde de responsabilité. On peut à bon droit l'appeler un problème nodal car il rattache la politique révolutionnaire à la technique de l'insurrection : faut-il rappeler que l'insurrection, de même que la guerre, est la prolongation de la politique, seulement par d'autres moyens ?

L'intuition et l'expérience sont nécessaires pour une direction révolutionnaire de même que pour tous les autres domaines de l'art créateur. Mais cela ne suffit pas. L'art du rebouteur peut aussi, non sans succès, reposer sur l'intuition et l'expérience. L'art du guérisseur politique ne suffit cependant que pour des époques et des périodes où prédomine la routine. Une époque de grands tournants historiques ne tolère pas les œuvres des rebouteurs. L'expérience, même inspirée par l'intuition, ne lui suffit pas. Il faut une méthode matérialiste permettant de découvrir, derrière les ombres chinoises des programmes et des mots d'ordre, le mouvement réel des corps de la société.

Les prémisses essentielles d'une révolution résident en ce que le régime social existant se trouve incapable de résoudre les problèmes fondamentaux du développement de la nation. La révolution ne devient cependant possible que dans le cas où, dans la composition de la société, il se trouve une nouvelle classe capable de prendre la tête de la nation pour résoudre les problèmes posés par l'histoire. Le processus de la préparation de la révolution consiste

en ce que les tâches objectives, marquées dans les contradictions de l'économie et des classes, se fraient une voie dans la conscience des vivantes masses humaines, en modifient les aspects et créent de nouveaux rapports des forces politiques.

Les classes dirigeantes, en résultat de leur incapacité manifeste de sortir le pays de l'impasse, perdent foi en elles-mêmes, les vieux partis se décomposent, une lutte acharnée se livre entre les groupes et les cliques, les espoirs se reportent sur un miracle ou sur un thaumaturge. Tout cela constitue une des prémisses politiques de l'insurrection, extrêmement importante, quoique passive.

Une hostilité furieuse à l'égard de l'ordre établi et l'intention de risquer les efforts les plus héroïques, de laisser tomber des victimes, pour entraîner le pays dans une voie de relèvement telle est la nouvelle conscience politique de la classe révolutionnaire qui constitue la principale prémisse tactique de l'insurrection.

Les deux camps principaux — les gros propriétaires et le prolétariat — ne représentent pourtant pas, au total, toute la nation. Entre eux s'insèrent de larges couches de la petite bourgeoisie, jouant de toutes les couleurs du prisme économique et politique. Le mécontentement des couches intermédiaires, leurs désillusions en face de la politique de la classe dirigeante, leur impatience et leur révolte, leur disposition à soutenir l'initiative hardiment révolutionnaire du prolétariat constituent la troisième condition politique de l'insurrection, en partie passive dans la mesure où elle neutralise les sommets de la petite bourgeoisie, en partie active dans la mesure où elle en pousse les bases à lutter directement, coude à coude avec les ouvriers.

La réciprocité conditionnelle de ces prémisses est évidente : plus le prolétariat agit résolument et avec assurance, et plus il a la possibilité d'entraîner les couches intermédiaires, plus la classe dominante est isolée, plus la démoralisation s'accroît chez elle. Et, par contre, la désagrégation des dirigeants apporte de l'eau au moulin de la classe révolutionnaire.

Le prolétariat ne peut, pour l'insurrection, se pénétrer de l'assurance indispensable en ses propres forces qu'au cas où, devant lui, se découvre une claire perspective, que s'il a la possibilité de vérifier activement les rapports de forces qui changent à son profit, s'il sent au-dessus de lui une direction perspicace, ferme et audacieuse. Ceci nous amène à la condition, dernière dans le dénombrement mais non dans son importance, de la conquête du pouvoir : au parti révolutionnaire, en tant qu'avant-garde étroitement unie et trempée de la classe.

Grâce à une combinaison favorable des conditions historiques, tant intérieures qu'internationales, le prolétariat russe trouva à sa tête un parti exceptionnellement doué de clarté politique et d'une trempe révolutionnaire sans exemple : c'est cela seulement qui permit à une classe jeune et peu nombreuse d'accomplir une tâche historique d'une envergure inouïe. En général, comme en témoigne l'histoire — celle de la Commune de Paris, des révolutions allemande et autrichienne de 1918, des soviets de Hongrie et de Bavière, de la révolution italienne de 1919, de la crise allemande de 1923, de la révolution chinoise des années 1925-1927, de la révolution espagnole de 1931 — le plus faible anneau dans la chaîne des conditions a été jusqu'à présent celui du parti : le plus difficile pour la classe ouvrière est de créer une organisation révolutionnaire qui soit à la hauteur de ses tâches historiques. Dans les pays les plus vieux et les plus civilisés, des forces considérables travaillent à affaiblir et à décomposer l'avant-garde révolutionnaire. Une importante partie de ce travail se voit dans la lutte de la social-démocratie contre le « blanquisme », dénomination sous laquelle on fait figurer l'essence révolutionnaire du marxisme.

Si nombreuses qu'aient été les grandes crises sociales et politiques, la coïncidence de toutes les conditions indispensables pour une insurrection prolétarienne victorieuse et stable ne s'est vue jusqu'à présent dans l'histoire qu'une seule fois : en octobre 1917, en Russie. Une situation révolutionnaire n'est pas éternelle. De toutes les prémisses d'une insurrection, la moins stable est l'état d'esprit de la petite bourgeoisie. En temps de crises nationales, celle-ci marche derrière la classe qui, non seulement par la parole, mais par l'action,

lui inspire confiance. Capable d'élans impulsifs, même de délires révolutionnaires, la petite bourgeoisie n'a pas de résistance, elle perd facilement courage en cas d'insuccès et, de ses ardentes espérances, tombe dans la désillusion. Ce sont précisément les violents et rapides changements de ses états d'esprit qui donnent une telle instabilité à chaque situation révolutionnaire. Si le parti prolétarien n'est pas suffisamment résolu pour transformer en temps utile l'attente et les espérances des masses populaires en une action révolutionnaire, le flux est bientôt remplacé par un reflux : les couches intermédiaires détournent leurs regards de la révolution et cherchent un sauveur dans le camp opposé. De même qu'à la marée montante le prolétariat entraîne après lui la petite bourgeoisie, au moment du reflux la petite bourgeoisie entraîne à sa suite d'importantes couches du prolétariat. Telle est la dialectique des vagues communistes et fascistes dans l'évolution politique de l'Europe après la guerre.

Essayant de s'appuyer sur l'aphorisme de Marx : aucun régime ne disparaît de la scène avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités, les mencheviks niaient qu'il fût admissible de lutter pour la dictature du prolétariat dans la Russie arriérée où le capitalisme était encore loin de s'être dépensé complètement. Dans ce raisonnement, il y avait deux erreurs, et chacune était fatale. Le capitalisme n'est pas un système national, il est mondial. La guerre impérialiste et ses conséquences ont montré que le régime capitaliste s'est vidé sur le plan mondial. La révolution en Russie fut la cassure du plus faible anneau dans le système capitaliste mondial.

Mais la fausseté de la conception mencheviste se révèle aussi du point de vue national. A s'en tenir à une abstraction économique, on peut, admettons-le, affirmer que le capitalisme en Russie n'avait pas épuisé ses possibilités. Mais les processus économiques ont lieu autre part que dans les sphères éthérées, ils se produisent dans un milieu historique concret. Le capitalisme n'est pas une abstraction : c'est un vivant système de rapports de classes qui a besoin avant tout d'un pouvoir étatique. Que la monarchie, sous la protection de laquelle s'était formé le capitalisme russe, eût épuisé ses possibilités, les mencheviks ne le niaient pas. La révolution de Février tenta d'instituer un

régime étatique intermédiaire. Nous en avons suivi pas à pas l'histoire : en quelque huit mois, ce régime était complètement épuisé. Quel ordre gouvernemental pouvait, dans ces conditions, assurer le développement ultérieur du capitalisme russe ?

« La république bourgeoise, défendue seulement par les socialistes de tendances modérées, qui ne trouvaient plus d'appui dans les masses... ne pouvait se maintenir. Tout l'essentiel en elle était corrodé, il ne restait que l'écorce. » Cette juste appréciation appartient à Milioukov. Le sort du système corrodé devait être d'après lui le même que celui de la monarchie tsariste : « L'un et l'autre avaient préparé le terrain pour la révolution et, l'un et l'autre, le jour de la révolution, n'avaient pas trouvé un seul défenseur, » dès juillet-août, Milioukov caractérisait la situation par une alternative entre deux noms : Kornilov ou Lénine. Mais Kornilov avait déjà fait son coup d'essai, terminé par un lamentable échec. Pour le régime de Kérensky, en tout cas, il ne restait plus de place. Si divers que fussent les états d'esprit, témoigne Soukhanov, « il n'y avait d'unité que dans la haine pour le kérenskysme ». De même que la monarchie tsariste s'était rendue finalement impossible aux yeux des sommets de la noblesse et même des grands-ducs, le gouvernement de Kérensky devint odieux même aux directs inspirateurs du régime, aux « grands-ducs » des sommets conciliateurs. Dans ce mécontentement général, dans cet aigu malaise politique de toutes les classes réside un des plus importants symptômes d'une situation révolutionnaire arrivée à maturité. C'est ainsi que chaque muscle, chaque nerf, chaque fibre de l'organisme sont intolérablement tendus à la veille de la percée d'un gros abcès.

La résolution du Congrès bolcheviste de juillet, qui mettait en garde les ouvriers contre les conflits prématurés, indiquait en même temps qu'il faudrait accepter la bataille « quand la crise de toute la nation et le profond soulèvement des masses créeraient des conditions favorables pour la venue des éléments pauvres des villes et des campagnes à la cause des ouvriers ». Ce moment arriva en septembre-octobre.

L'insurrection était en droit de compter désormais sur un succès, car elle

pouvait s'appuyer sur une authentique majorité populaire. Il ne faut pas, bien entendu, comprendre cela formellement. Si, sur la question de l'insurrection, l'on avait ouvert préalablement un référendum, il aurait donné des résultats extrêmement contradictoires et indécis. La disposition intime à soutenir l'insurrection n'est pas du tout identifiable à la faculté de se rendre clairement compte d'avance de la nécessité de l'insurrection. En outre, les réponses dépendraient, en une très grande mesure, de la façon même de poser la question, de l'organe qui dirigerait l'enquête, ou, plus simplement parlant, de la classe qui se trouverait au pouvoir.

Les méthodes de la démocratie ont leurs limites. On peut questionner tous les voyageurs d'un train pour savoir quel est le type de wagon qui leur convient le mieux, mais on ne peut aller les questionner tous pour savoir s'il faut freiner en pleine marche un train qui court au déraillement. Or, si l'opération de sécurité est accomplie adroitement et en temps voulu, on est sûr d'avoir l'approbation des voyageurs.

Les consultations parlementaires du peuple ont toutes lieu en même temps ; cependant, les diverses couches populaires, en temps de révolution, parviennent à une seule et même conclusion avec un retard inévitable, parfois très petit, l'une sur l'autre. Tandis que l'avant-garde brûlait d'impatience révolutionnaire, les couches arriérées commençaient seulement à se dresser. A Petrograd et à Moscou, toutes les organisations de masses étaient sous la direction des bolcheviks ; dans la province de Tambov, qui comptait plus de trois millions d'habitants, c'est-à-dire un peu moins que les deux capitales ensemble, une fraction bolcheviste dans le Soviet ne surgit pour la première fois que peu avant l'insurrection d'octobre.

Les syllogismes du développement objectif ne coïncident nullement — jour par jour — avec les syllogismes de la réflexion des masses. Et quand une grande décision pratique, par la marche des choses, devient urgente, elle permet moins que tout un référendum. Les différences de niveau et d'état d'esprit des diverses couches populaires sont réduites par l'action : les éléments d'avant-garde entraînent les hésitants et isolent les résistants. La

majorité ne se compte pas, elle se conquiert. L'insurrection monte précisément quand l'issue des contradictions ne se voit plus que dans la voie de l'action directe.

Impuissante à tirer elle-même de sa guerre contre les propriétaires nobles les déductions politiques nécessaires, la paysannerie, cependant, par le fait même de son soulèvement agraire, se joignait d'avance à l'insurrection des villes, l'appelait et l'exigeait. Elle exprimait sa volonté non par un bulletin blanc, mais par « le coq rouge » (l'incendie) : c'était un référendum plus sérieux. Dans les limites où l'appui de la paysannerie était indispensable pour établir la dictature soviétique, il était là. « Cette dictature — répliquait Lénine aux indécis — donnerait la terre aux paysans et tous pouvoirs aux comités paysans dans les localités : comment peut-on à moins de devenir fou, mettre en doute que les paysans soutiendraient cette dictature ? » Pour que les soldats, les paysans, les nationalités opprimées, errant dans la tourmente de neige des bulletins électoraux, connussent les bolcheviks à l'œuvre, il fallait que les bolcheviks prissent le pouvoir.

Quel devait donc être le rapport des forces pour permettre au prolétariat de s'emparer du pouvoir ? « A un moment décisif, sur un point décisif, il faut avoir une écrasante prépondérance des forces, écrivait Lénine plus tard, expliquant l'insurrection d'octobre ; cette loi des succès militaires est aussi la loi de la réussite politique, surtout dans cette guerre acharnée, bouillonnante, des classes qui s'appelle la révolution. Les capitales ou bien en général les grands centres commerciaux et industriels... décident pour une forte part des destinées politiques du peuple, bien entendu à condition que les centres soient soutenus par des forces locales, rurales, suffisantes, quand bien même l'appui ne viendrait pas tout de suite. » En ce sens dynamique, Lénine parlait de la majorité du peuple et indiquait le seul sens réel du concept de la majorité.

Les adversaires démocrates se consolaient à penser que le peuple qui suivait les bolcheviks n'était que de la matière première, la glaise malléable de l'histoire : les moules n'en seraient pas moins les démocrates, en collaboration avec les bourgeois instruits. « Ces gens ne voient-ils pas —

demandait le journal des mencheviks que jamais encore le prolétariat et la garnison de Petrograd n'avaient été si isolés de toutes les autres couches sociales ? » Le malheur du prolétariat et de la garnison consistait en ce qu'ils étaient « isolés » des classes auxquelles ils se disposaient à enlever le pouvoir.

Pouvait-on, en réalité, compter sérieusement sur la sympathie et l'appui des masses ignorantes de la province et du front ? Leur bolchevisme, écrivait Soukhanov, avec dédain, « n'était pas autre chose que de la haine pour la coalition et la convoitise d'obtenir la terre et la paix », Comme si cela ne suffisait pas ! La haine de la coalition indiquait un effort pour enlever le pouvoir à la bourgeoisie, La convoitise de la terre et de la paix était un programme grandiose que les paysans et les soldats se disposaient à réaliser sous la direction des ouvriers. La nullité des démocrates, même de ceux qui étaient le plus à gauche, procédait du manque de confiance des sceptiques « instruits » vis-à-vis des masses obscures qui prennent les phénomènes en gros, sans entrer dans les détails et les nuances. Une attitude intellectuelle, faussement aristocratique, dédaigneuse à l'égard du peuple, était étrangère au bolchevisme, contraire à sa nature même. Les bolcheviks n'étaient pas des hommes aux mains blanches, des amis du peuple travaillant en cabinet, des pédants. Ils n'avaient pas peur des couches arriérées qui, pour la première fois, s'élevaient des bas-fonds. Les bolcheviks prenaient le peuple tel que l'avait fait l'histoire, tel qu'il était destiné à accomplir la révolution. Les bolcheviks considéraient que leur mission était de se placer à la tête de ce peuple. Contre l'insurrection, « tous » se prononçaient, à l'exception des bolcheviks. Mais, les bolcheviks, c'était le peuple.

La force politique essentielle de l'insurrection d'Octobre résidait dans le prolétariat, dans la composition duquel la première place était occupée par les ouvriers de Petrograd. A l'avant-garde de la capitale se tenait, d'autre part, le district de Vyborg. Le plan d'insurrection avait choisi ce quartier essentiellement prolétarien comme base de départ pour le développement de l'offensive.

Les conciliateurs de toutes nuances, à commencer par Martov, essayèrent,

après l'insurrection, de représenter le bolchevisme comme une tendance de simples soldats. La social-démocratie européenne s'empara avec joie de cette théorie. Et là, on fermait les yeux sur les faits historiques fondamentaux, à savoir : que le prolétariat avait été le premier à passer du côté des bolcheviks ; que les ouvriers de Petrograd montraient la route aux ouvriers de tout le pays ; que les garnisons et le front continuaient beaucoup plus longtemps à soutenir les conciliateurs ; que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks instituaient dans le système des soviets toutes sortes de privilèges pour les soldats, au détriment des ouvriers, luttèrent contre l'armement de ceux-ci, excitaient contre eux les soldats ; que seulement sous l'influence des ouvriers se produisit un revirement dans les troupes ; que la direction des soldats au moment décisif se trouva dans les mains des ouvriers ; enfin qu'un an plus tard, la social-démocratie en Allemagne, d'après l'exemple de ses coreligionnaires russes, s'appuyait sur les soldats dans la lutte contre les ouvriers.

Vers l'automne, les conciliateurs de droite avaient déjà définitivement perdu la possibilité de parler dans les usines et les casernes. Mais ceux de gauche essayaient encore de persuader aux masses que l'insurrection était une folie. Martov qui, combattant l'offensive de la contre-révolution en juillet, avait trouvé un sentier vers la conscience des masses, en était maintenant revenu à une œuvre sans espoir. « Nous ne pouvons nous promettre — reconnaissait-il lui-même, le 14 octobre, en séance du Comité exécutif central — que les bolcheviks nous écouteront. » Néanmoins, il considérait qu'il était de son devoir d'avertir « les masses ». Or, les masses voulaient de l'action et non point des leçons de morale. Même dans les cas où elles écoutaient avec une patience relative l'avertisseur bien connu, elles continuaient, d'après l'aveu de Mstislavsky, « à penser à leur manière comme auparavant ». Soukhanov raconte que, sous un ciel pluvieux, il chercha à convaincre les ouvriers des usines Poutilov de la possibilité d'arranger l'affaire sans insurrection. Il fut interrompu par des voix impatientes. On l'écoutait deux ou trois minutes et on l'interrompait encore. « Après plusieurs tentatives, j'abandonnai. Ça ne marchait pas... et la bruine nous mouillait de plus en

plus. » Sous le ciel peu clément d'octobre, les pauvres démocrates de gauche, d'après leurs propres descriptions, avaient l'air de poules mouillées.

Le mot politique favori des adversaires « de gauche » de l'insurrection, et il s'en trouvait également dans les milieux bolcheviks, consistait à noter l'absence à la base d'un élan combatif. « L'état d'esprit des travailleurs et des masses de soldats — écrivaient Zinoviev et Kamenev, le 11 octobre — ne rappelle nullement même les états d'esprit qui existaient avant le 3 juillet. » Ceci n'était point dépourvu de motifs ; il existait, dans le prolétariat de Petrograd, un certain accablement à la suite d'une trop longue attente. On commençait à désespérer même des bolcheviks : eux aussi allaient-ils les décevoir ? Le 16 octobre, Rakhia, un des plus combatifs bolcheviks de Petrograd, finnois d'origine, disait à la conférence du comité central : « Evidemment, notre mot d'ordre commence déjà à retarder, car on doute que nous fassions ce à quoi nous faisons appel. » Mais la lassitude de l'attente, qui ressemblait à de la langueur, ne dura que jusqu'au premier signal de combat.

La première tâche de toute insurrection est d'amener à elle les troupes. A cela servent, principalement, la grève générale, les démonstrations de masses, les collisions dans la rue, les combats de barricades. L'exclusive originalité de l'insurrection d'Octobre, nulle part encore et jamais observée à un degré si achevé, est en ce fait que, grâce à un heureux concours de circonstances, l'avant-garde prolétarienne réussit à entraîner de son côté la garnison de la capitale même avant le début du soulèvement ; non seulement à entraîner mais à consolider par l'organisation sa conquête, grâce à la Conférence de la garnison. On ne peut comprendre le mécanisme de l'insurrection d'octobre sans s'être entièrement rendu compte que le problème le plus important, qui se prêtait le plus difficilement à un calcul préalable, avait été, dans l'essentiel, résolu à Petrograd avant le début de la lutte armée.

Cela ne signifie pas, cependant, que l'insurrection fût devenue superflue. Du côté des ouvriers se rangeait, il est vrai, l'écrasante majorité de la garnison ; mais la minorité était contre les ouvriers, contre l'insurrection, contre les bolcheviks. Cette petite minorité se composait des éléments les plus

qualifiés de l'armée : le corps des officiers, les *junkers*, les bataillons de choc, peut-être aussi les cosaques. L'on ne pouvait conquérir politiquement ces éléments : il fallait les vaincre. En sa dernière partie, le problème de l'insurrection qui est entrée dans l'histoire sous le signe d'octobre avait, ainsi, un caractère purement militaire. La solution devait venir, à la dernière étape, des fusils, des baïonnettes, des mitrailleuses, peut-être même des canons. C'est dans cette voie que conduisait le parti des bolcheviks.

Quelles étaient les forces militaires du conflit qui se préparait ? Boris Sokolov, qui dirigeait le travail militaire du parti socialiste-révolutionnaire, raconte que, dans la période qui précéda l'insurrection, « toutes les organisations de partis dans les régiments, à l'exception des bolchevistes, s'étaient disloquées et les circonstances n'étaient pas du tout favorables à la formation de nouvelles. L'opinion des soldats était d'une façon assez nette bolchevisante, mais leur bolchevisme était passif et ils étaient dépourvus de toute propension à agir activement par les armes ». Sokolov n'oublie pas d'ajouter : « Il eût suffi d'un ou de deux régiments absolument dévoués et susceptibles de combattre pour tenir en échec toute la garnison. » Décidément, tous, depuis les généraux de la monarchie jusqu'aux intellectuels « socialistes », tous manquaient, contre la révolution prolétarienne, « d'un ou deux régiments », Mais, ce qui est vrai, c'est que la garnison, en son immense majorité profondément hostile au gouvernement, n'était pourtant point susceptible de se battre et ne se rangeait point du côté des bolcheviks, La cause en était dans la rupture définitive entre l'ancienne structure militaire des troupes et leur nouvelle structure politique. L'épine dorsale d'un élément de troupes combattif est constituée par le commandement. Celui-ci était contre les bolcheviks, Au point de vue politique, l'épine dorsale de la troupe, c'étaient les bolcheviks. Cependant, non seulement ils ne savaient pas commander, mais, dans la plupart des cas, ils ne savaient guère se servir des armes. La masse des soldats n'était pas homogène. Les éléments actifs, combattifs, formaient, comme toujours, la minorité. La majorité des soldats sympathisait à l'égard des bolcheviks, votait pour eux, les élisait, mais n'attendait pas d'eux une solution. Les éléments hostiles aux bolcheviks dans les troupes

étaient trop insignifiants pour se hasarder à quelque initiative. L'opinion politique de la garnison était ainsi exceptionnellement favorable à une insurrection. Mais, au point de vue combatif, elle ne pesait pas lourd, c'était clair d'avance.

Toutefois, il ne convenait nullement de déduire la garnison des calculs des opérations militaires. Des milliers de soldats prêts à se battre du côté de la révolution étaient disséminés dans une masse plus passive et, précisément ainsi, l'entraînaient dans une plus ou moins grande mesure. Divers contingents, d'une composition plus réussie, gardaient la discipline et leur capacité de combat. Il se trouvait de solides noyaux révolutionnaires dans toutes les formations. Dans le 6^e bataillon de réserve qui comptait environ dix mille hommes, sur cinq compagnies, la première se distinguait toujours, ayant acquis, presque dès le début de la révolution, la réputation d'être bolcheviste, et elle s'en montra digne pendant les Journées d'Octobre. Dans la moyenne, à vrai dire, les régiments de la garnison n'existaient pas en tant que régiments, le mécanisme de leur direction était détraqué, ils n'étaient pas capables d'un long effort militaire ; mais c'était tout de même des agglomérations d'hommes armés, dont la majorité avait déjà passé sous le feu. Tous les contingents étaient liés par un seul et même état d'esprit : renverser le plus tôt possible Kérénsky, rentrer dans les foyers et procéder aux réformes agraires. Ainsi, la garnison, complètement désagrégée, dut encore une fois serrer les rangs pendant les Journées d'octobre et faire un imposant cliquetis d'armes avant de se dissoudre définitivement.

Quelle force constituaient, d'un point de vue militaire, les ouvriers de Petrograd ? Cette question concerne la Garde rouge. Le moment est venu d'en parler plus en détail : elle est destinée pour les journées prochaines à s'engager dans la grande arène de l'histoire.

Remontant par ses traditions à l'année 1905, la Garde ouvrière renaquit avec la Révolution de Février et partagea dans la suite les vicissitudes du sort de celle-ci. Kornilov, alors commandant en chef de la région militaire de Petrograd, affirmait que les dépôts de l'artillerie avaient laissé échapper,

pendant les journées du renversement de la monarchie, trente mille revolvers et quarante mille fusils. En outre, une quantité considérable d'armes tomba aux mains du peuple par suite du désarmement de la police et grâce aux régiments sympathisants. Quand on exigea la restitution des armes, personne ne répondit. La révolution enseigne qu'il faut faire cas d'un fusil. Les ouvriers organisés ne purent cependant se procurer qu'une très petite partie de cette aubaine.

Pendant les quatre premiers mois, la question de l'insurrection ne se posait pas du tout pour les ouvriers. Le régime démocratique de la dualité de pouvoirs ouvrait aux bolcheviks la possibilité de conquérir la majorité dans les soviets. Les compagnies (*droujiny*) ouvrières de francs-tireurs constituaient un des éléments de la milice démocratique. Mais tout cela était plutôt dans la forme que dans le fond. Un fusil dans les mains d'un ouvrier signifiait un tout autre principe historique que dans les mains d'un étudiant.

Le fait que les ouvriers étaient pourvus d'armes inquiéta les classes possédantes dès le début, étant donné qu'ainsi les rapports de forces étaient brusquement déplacés dans les usines. A Petrograd, où l'appareil d'État, soutenu par le Comité exécutif central, représentait au commencement une force indubitable, la milice ouvrière ne semblait pas encore tellement menaçante. Mais, dans les régions industrielles de la province, le renforcement de la garde ouvrière indiquait un bouleversement de tous les rapports, non seulement à l'intérieur de l'entreprise, mais aussi fort loin aux alentours. Les ouvriers armés destituaient les contremaîtres, les ingénieurs, et même les mettaient en état d'arrestation. Sur une décision des assemblées d'usine, les gardes rouges étaient souvent payés sur les fonds des entreprises. Dans l'Oural, où sont riches les traditions de la lutte de partisans de 1905, les compagnies de francs-tireurs ouvriers mettaient de l'ordre sous la direction des vieux militants. Les ouvriers armés liquidèrent presque imperceptiblement le pouvoir officiel, lui substituant les organes des soviets. Le sabotage pratiqué par les propriétaires et les administrateurs imposait aux ouvriers la charge de protéger les entreprises : machines, entrepôts, réserves de charbon et de matières premières. Les rôles étaient intervertis. L'ouvrier serrait solidement

les poings sur son fusil pour défendre l'usine dans laquelle il voyait la source même de sa force. Ainsi les éléments de la dictature ouvrière, dans les entreprises et dans les districts, se fixaient avant même que le prolétariat dans son ensemble ne se fût emparé du pouvoir de l'État.

Reflétant comme toujours les appréhensions des propriétaires, les conciliateurs s'opposaient de toutes leur forces à l'armement des ouvriers de la capitale, le réduisant au minimum. D'après Minitchev, tout l'armement du district de Narva se composait « d'une quinzaine de fusils et de quelques revolvers ». Dans la ville, pendant ce temps, se multiplièrent les cambriolages et les actes de violence. De toutes parts venaient des rumeurs alarmantes, annonciatrices de nouveaux ébranlements. A la veille de la manifestation de Juillet, on s'attendait à voir le district incendié. Les ouvriers cherchaient des armes, frappant à toutes les portes et, parfois, les enfonçant.

De la manifestation du 3 juillet, les ouvriers de Poutilov rapportèrent un trophée : une mitrailleuse avec cinq caisses de rubans-chargeurs. « Nous étions heureux comme des enfants » — raconte Minitchev. Certaines usines étaient mieux armées. D'après Litchkov, les ouvriers de son usine possédaient quatre-vingts fusils et vingt gros revolvers. Toute une richesse ! Par l'État-major de la Garde rouge ils obtinrent deux mitrailleuses ; l'une fut établie dans le réfectoire, l'autre au grenier. « Notre chef — raconte Litchkov — était Kotcherovsky, et ses plus proches adjoints étaient Tomtchak, tué par les Gardes blancs pendant les Journées d'octobre sous Tsarkoïe-Selo et Efimov, fusillé par les bandes des Blancs sous Iambourg. » Ces lignes parcimonieuses permettent de jeter un coup d'œil à l'intérieur du laboratoire des usines où se formaient les cadres de l'insurrection d'octobre et de la future Armée rouge, où se sélectionnaient, s'habituait à commander, se trempaient les Tomtchak, les Efimov, des centaines et des milliers d'ouvriers anonymes qui, ayant conquis le pouvoir, le défendirent intrépidement contre l'ennemi et tombèrent, par la suite, sur tous les champs de bataille.

Les événements de Juillet modifient immédiatement la situation de la Garde rouge. Le désarmement des ouvriers s'effectue déjà tout à fait

ouvertement, non par la persuasion, mais par l'emploi de la force. Sous couleur de rendre les armes, les ouvriers ne livrent cependant que le bric-à-brac. Tout ce qui vaut quelque chose est soigneusement caché. Les fusils sont distribués à des membres du parti dont on est sûr. Les mitrailleuses, enduites de graisse, sont enterrées. Les détachements de la Garde se replient et passent à la vie clandestine, se rattachant plus étroitement aux bolcheviks.

La tâche de l'armement des ouvriers était primitivement concentrée dans les mains des comités d'usine et des comités de district du parti. S'étant rétablie après l'écrasement de Juillet, l'organisation militaire des bolcheviks, qui auparavant n'avait travaillé que dans la garnison et sur le front, s'occupa pour la première fois d'instruire la Garde rouge en procurant aux ouvriers des moniteurs et, en certains cas, des armes. La perspective d'insurrection armée indiquée par le parti dispose imperceptiblement les ouvriers avancés à une nouvelle destination de la Garde rouge. Ce n'est déjà plus la milice des usines et des quartiers ouvriers, ce sont les cadres de la future armée de l'insurrection.

En août, les incendies, dans les usines et les fabriques, devinrent plus fréquents. Dans la succession des crises, chacune est précédée d'une convulsion de la conscience collective qui envoie au-devant d'elle une onde alarmante. Les comités d'usine travaillaient intensément à protéger les entreprises contre les attentats. Les fusils que l'on avait cachés sont sortis. Le soulèvement de Kornilov légalise définitivement la Garde rouge. Aux compagnies ouvrières s'inscrivent environ vingt-cinq mille hommes qu'à vrai dire l'on ne peut, loin de là, armer tous de fusils, partiellement aussi de mitrailleuses. De l'usine des poudres de Schlüsselbourg, les ouvriers amènent, par la Neva, une péniche pleine de grenades et d'explosif : contre Kornilov ! Le Comité exécutif central des conciliateurs repousse ce don des « Grecs ». Les hommes de la Garde rouge du faubourg de Vyborg distribuèrent, pendant la nuit, ces cadeaux dangereux dans les quartiers.

« L'instruction concernant l'art de se servir d'un fusil, qui avait eu lieu auparavant dans des logements et des taudis — raconte l'ouvrier Skorinko —

se faisait maintenant en plein air, dans les jardins, sur les boulevards. » « L'atelier se transforma en place d'armes — dit l'ouvrier Rakitov, dans ses Souvenirs. Devant les tours, les fraiseurs ont la musette en bandoulière, le fusil sur la machine. » Bientôt, dans l'atelier où se fabriquaient les bombes, tous s'inscrivaient dans la Garde, sauf les vieux socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Après le signal de la sirène, tous se rangent dans la cour pour l'exercice. « Côte à côte, l'ouvrier barbu et le petit apprenti, et tous deux écoutent attentivement le moniteur... » Alors que se disloquaient définitivement les anciennes troupes du tsar, dans les usines l'on jetait les bases de la future Armée rouge.

Dès que le danger représenté par Kornilov eut été dépassé, les conciliateurs se mirent à freiner dans l'exécution de leurs engagements : pour trente mille ouvriers de Poutilov, l'on ne délivra au total que trois cents fusils. Bientôt l'on cessa tout à fait de fournir des armes : le danger s'annonçait maintenant non de la droite, mais de la gauche ; l'on devait chercher déjà protection, non chez les prolétaires, mais chez les *junkers*.

Le manque d'un but pratique immédiat et l'insuffisance de l'armement provoquèrent un reflux d'ouvriers quittant la Garde rouge. Mais ce ne fut là qu'un court relâche. Les cadres essentiels avaient eu le temps de se resserrer dans chaque entreprise. Entre les différentes compagnies ouvrières s'établissent de solides liaisons. Les cadres savent par expérience qu'ils ont de sérieuses réserves, lesquelles, à l'heure du danger, peuvent être mises sur pied.

Le passage du Soviet aux mains des bolcheviks modifie radicalement la situation de la Garde rouge. Précédemment persécutée ou tolérée, elle devient un organe officiel du Soviet qui allonge déjà le bras vers le pouvoir. Les ouvriers trouvent fréquemment à se procurer des armes et ne demandent au Soviet qu'une autorisation. Depuis la fin de septembre, surtout depuis le 10 octobre, les préparatifs de l'insurrection sont ouvertement mis à l'ordre du jour. Un mois avant le soulèvement, dans plusieurs dizaines de fabriques et d'usines de Petrograd, l'on se livre intensivement à l'exercice militaire,

principalement au tir. Vers le milieu d'octobre, l'intérêt apporté au maniement des armes s'accroît encore. Dans certaines entreprises, presque tous s'inscrivent aux compagnies.

Les ouvriers réclament de plus en plus impatiemment des armes au Soviet, mais il y a infiniment moins de fusils que de mains tendues pour les recevoir. « Je venais tous les jours à Smolny — raconte l'ingénieur Kozmine — je voyais comment, avant et après la séance du Soviet, des ouvriers et des matelots s'approchaient de Trotsky, offrant ou demandant des armes pour les ouvriers, rendant compte de la distribution de ces armes et posant des questions : Quand donc commencera-t-on ? L'impatience était grande... »

Formellement, la Garde rouge reste indépendante des partis, Mais, plus on va vers le dénouement, plus les bolcheviks sont Portés au premier plan : ils constituent le noyau de chaque compagnie, ils ont entre leurs mains l'appareil du commandement, la liaison avec les autres entreprises et les districts. Les ouvriers sans Parti et les socialistes-révolutionnaires de gauche suivent les bolcheviks.

Cependant, maintenant encore, à la veule de l'insurrection, les rangs de la Garde rouge sont encore peu nombreux. Le 16, Ouritsky, membre du Comité central bolchevik, estimait que l'armée ouvrière de Petrograd se montait à quarante mille baïonnettes. Le chiffre est plutôt exagéré. Les ressources de l'armement restaient encore très limitées : quelle que fût la faiblesse du gouvernement, l'on ne pouvait s'emparer des arsenaux autrement qu'en s'engageant dans la voie de l'insurrection.

Le 22, eut lieu la conférence de la Garde rouge de toute la ville : une centaine de délégués représentaient environ vingt mille combattants. Le chiffre ne doit pas être pris trop à la lettre : les inscrits ne se montrèrent pas tous actifs ; en revanche, aux moments de danger, les volontaires affluaient en nombre dans les détachements. Les statuts adoptés le lendemain par la conférence définissent la Garde rouge comme « l'organisation des forces armées du prolétariat pour combattre la contre-révolution et défendre les conquêtes de la révolution ». Notons cela : vingt-quatre heures avant

l'insurrection, le problème est défini dans les termes d'une défensive et non d'une offensive.

La formation de base est une décurie ; quatre décuries constituent un piquet ; trois piquets forment une compagnie ; trois compagnies — un bataillon. Avec le commandement et les contingents spéciaux, le bataillon compte plus de cinq cents hommes. Les bataillons de district constituent un détachement. Dans les grandes usines comme celle de Poutilov, l'on crée des détachements autonomes. Les équipes spéciales de techniciens — sapeurs, automobilistes, télégraphistes, mitrailleurs, artilleurs — sont enrôlées dans les entreprises respectives et adjointes aux détachements d'infanterie, ou bien elles opèrent indépendamment, suivant le caractère de la tâche posée. Tout le commandement est électif. Il n'y a là aucun risque : tous ici sont des volontaires et tous se connaissent bien entre eux.

Les ouvrières créent des détachements ambulanciers. A l'usine de fabrication de matériel pour les hôpitaux militaires, l'on annonce des cours d'infirmières. « Dans presque toutes les usines — écrit Tatiana Graf — il y a déjà des services réguliers d'ouvrières, travaillant en qualité d'ambulancières, munies du matériel de pansement indispensable. » L'organisation est extrêmement pauvre en ressources pécuniaires et techniques. Peu à peu, les comités d'usine envoient du matériel pour les ambulances et les corps francs. Durant les heures de l'insurrection, de faibles cellules se développeront rapidement ; elles trouveront tout de suite à leur disposition de considérables ressources techniques. Le 4, le soviet du quartier de Vyborg prescrit ceci : « Réquisitionner immédiatement toutes les automobiles... Inventorier tout le matériel de pansement pour ambulances et établir des services de garde dans ces dernières. »

Un nombre de plus en plus grand d'ouvriers sans parti venait faire l'exercice de tir et la manœuvre. Le nombre des corps de garde augmentait. Dans les usines, la faction était assurée jour et nuit. Les États-majors de la Garde rouge s'installaient dans des locaux plus spacieux. A l'usine de fabrication de douilles, le 23, l'on procéda à l'examen des connaissances des

gardes rouges. Un menchevik ayant essayé de parler contre le soulèvement, sa tentative fut noyée dans une tempête d'indignation : assez, le temps des discussions est passé ! Le mouvement est irrésistible, il s'empare même des mencheviks. Ils « s'enrôlent dans la Garde rouge — raconte Tatiana Graf — font partie de tous les services commandés et montrent même de l'initiative ». Skorinko décrit comment, le 23, fraternisèrent dans le détachement, avec les bolcheviks, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, les jeunes et les vieux, et comment lui-même, Skorinko, embrassa avec allégresse son père, ouvrier dans la même usine. L'ouvrier Peskovoi raconte : dans le détachement armé « il y avait de jeunes ouvriers, d'environ seize ans, et des vieux allant vers la cinquantaine », La bigarrure des âges ajoutait « de l'entrain et de l'esprit combatif ».

Le faubourg de Vyborg se préparait à la bataille avec une ardeur toute particulière. On se saisit des chefs des ponts mobiles jetés sur le faubourg, on étudia les points vulnérables du quartier, on élit son Comité militaire révolutionnaire, les comités d'usine ont rétabli des permanences. Avec une légitime fierté, Kaïourov écrit au sujet des ouvriers de Vyborg : « Ils ont été les premiers à entrer en lutte avec l'autocratie, les premiers à instituer dans leur district la journée de huit heures, les premiers à sortir en armes pour protester contre les dix ministres capitalistes, les premiers à protester, le 7 juillet, contre les persécutions infligées à notre parti, et ils n'ont pas été les derniers dans la journée décisive du 25 octobre. » Ce qui est vrai est vrai !

L'histoire de la Garde rouge est dans une forte mesure l'histoire de la dualité de pouvoirs : celle-ci, par ses contradictions intérieures et ses conflits, donnait aux ouvriers une plus grande facilité pour créer, dès avant l'insurrection, une imposante force armée. Etablir le total des détachements ouvriers dans tout le pays au moment de l'insurrection — c'est une tâche à peu près irréalisable, du moins au moment présent. En tout cas, des dizaines et des dizaines de milliers d'ouvriers armés constituaient les cadres de l'insurrection. Les réserves étaient presque inépuisables.

L'organisation de la Garde rouge restait, évidemment, fort loin de la

perfection, Tout se faisait à la hâte, en gros, pas toujours adroitement. Les gardes rouges étaient pour la plupart mal préparés, les services de liaison se réglaien mal, le ravitaillement n'allait pas fort, la partie ambulancière était en retard. Mais, complétée par les ouvriers les plus capables de sacrifice, la Garde rouge brûlait du désir de mener cette fois la lutte jusqu'au bout. Et c'est ce qui décida de l'affaire.

La différence entre les détachements ouvriers et les régiments paysans n'était pas seulement déterminée par la composition sociale de ceux-ci et de ceux-là. Un grand nombre de ces soldats balourds, rentrés dans leurs villages et s'étant partagé la terre des propriétaires, combattront désespérément contre les gardes blancs, d'abord dans les détachements de partisans, ensuite dans l'Armée rouge. Indépendamment de la différence sociale, il en existe une autre, plus immédiate : alors que la garnison constitue une agglomération forcée de vieux soldats réfractaires à la guerre, les détachements de la Garde rouge sont construits tout de neuf, par une sélection individuelle, sur une nouvelle base, dans de nouveaux desseins.

Le Comité militaire révolutionnaire dispose encore d'une troisième arme : les marins de la Baltique. Par sa composition sociale, leur milieu est beaucoup plus proche des ouvriers que celui de l'infanterie, Il y a, parmi eux, un bon nombre d'ouvriers de Petrograd. Le niveau politique des marins est infiniment plus élevé que celui des soldats. Différant des réservistes peu combattifs, qui avaient oublié l'emploi du fusil, les marins n'avaient pas interrompu le service effectif.

Pour les opérations actives, l'on pouvait fermement compter sur les communistes armés, sur les détachements de la Garde rouge, sur l'avant-garde des matelots et sur les régiments les mieux conservés. Les éléments de cette conglomération militaire se complétaient entre eux. La nombreuse garnison n'avait pas assez de volonté pour la lutte. Les détachements de matelots n'étaient pas assez forts en nombre. La Garde rouge manquait d'expérience. Les ouvriers, avec les matelots, apportaient de l'énergie, de la hardiesse, de l'élan. Les régiments de la garnison constituaient une réserve peu mobile qui

en imposait par le nombre et était écrasante par la masse.

Coudoyant de jour en jour les ouvriers, les soldats et les matelots, les bolcheviks se rendaient fort bien compte des profondes différences qualitatives entre les éléments de l'armée qu'ils allaient devoir mener au combat. Sur le calcul de ces différences fut construit pour une bonne part le plan même de l'insurrection.

La force sociale de l'autre camp était constituée par les classes possédantes. Cela signifie qu'elles déterminaient sa faiblesse militaire. Les importants personnages du capital, de la presse, des chaires universitaires, où donc et quand s'étaient-ils battus ? Pour les résultats des combats qui déterminaient leur propre sort, ils avaient l'habitude de se renseigner par le téléphone ou le télégraphe. La jeune génération, les fils, les étudiants ? Ils étaient presque tous hostiles à l'insurrection d'octobre. Mais la plupart d'entre eux, avec les pères, attendaient à l'écart l'issue des combats. Une partie adhéra plus tard aux officiers et aux *junkers* qui, déjà auparavant, étaient recrutés en une forte mesure chez les étudiants. Les propriétaires n'avaient pas le peuple pour eux. Les ouvriers, les soldats, les paysans s'étaient tournés contre eux. L'écroulement des partis conciliateurs montrait que les classes possédantes étaient restées sans armée.

Si, dans la vie des États modernes, les rails ont leur importance, la question des cheminots prenait, dans les calculs politiques des deux camps, une grande place correspondante. La composition hiérarchique du personnel ferroviaire ouvrait des possibilités à une extrême bigarrure politique, créant ainsi des conditions favorables pour les diplomates conciliateurs. Le *Vikjel* (Comité exécutif panrusse des cheminots) qui s'était tardivement formé, conservait des racines beaucoup plus solides dans les milieux des employés et même des ouvriers que, par exemple, les comités d'armée sur le front. Les bolcheviks, dans les chemins de fer, n'étaient suivis que par une minorité, principalement par les dépôts et les ateliers. D'après le rapport de Schmidt, un des dirigeants bolchevistes du mouvement syndical, les cheminots les plus proches du parti étaient ceux des réseaux de Petrograd et de Moscou.

Mais, même dans la masse des employés et ouvriers conciliateurs, un brusque revirement vers la gauche se produisit à partir du moment de la grève des chemins de fer, en fin septembre. Le mécontentement provoqué par le *Vikjel*, qui s'était compromis en louvoyant, montait de plus en plus résolu. Lénine notait que « les armées des cheminots et des employés des postes continuent à être en conflit aigu avec le gouvernement ». Du point de vue des problèmes immédiats de l'insurrection, cela était presque suffisant.

La situation était moins favorable dans l'administration des Postes et Télégraphes. D'après le bolchevik Bokii, « près des appareils télégraphiques sont en faction surtout des cadets ». Mais, là encore, le petit personnel s'opposait avec hostilité aux sommets. Parmi les facteurs, il y avait un groupe disposé à s'emparer, au moment propice, de la poste.

Convaincre tous les cheminots et les employés des Postes par la parole seulement, il était en tout cas inutile d'y songer. Si les bolcheviks avaient été hésitants, les cadets et les sommets conciliateurs l'auraient emporté. Si la direction révolutionnaire était résolue, la base devait inévitablement entraîner derrière elle les couches intermédiaires et isoler les dirigeants du *Vikjel*. Dans les calculs de la révolution, la statistique ne suffit pas à elle seule : il faut le coefficient de la vivante action.

Les adversaires de l'insurrection, dans les rangs mêmes du Parti bolcheviste, trouvaient cependant assez de motifs pour des déductions pessimistes. Zinoviev et Kamenev donnaient l'avertissement de ne pas sous-estimer les forces de l'adversaire. « Petrograd décide, mais, à Petrograd, les ennemis disposent de forces importantes : cinq mille *junkers*, parfaitement armés et sachant se battre, plus un État-major, plus des bataillons de choc, plus les cosaques, plus une importante partie de la garnison, plus une très considérable artillerie disposée en éventail autour de Piter. En outre, les adversaires, avec l'aide du Comité exécutif central, essaieront presque à coup sûr d'amener des troupes du front... » Cette énumération est imposante, mais ce n'est qu'une énumération. Si, dans l'ensemble, l'armée est une agglomération sociale, quand elle se scinde ouvertement, les deux armées sont

les agglomérations des camps opposés. L'armée des possédants portait en elle le ver rongeur de l'isolement et de la désagrégation.

Les hôtels, les restaurants et les tripots, après la rupture de Kérensky avec Kornilov, étaient bondés d'officiers hostiles au gouvernement. Cependant, leur haine à l'égard des bolcheviks était infiniment plus vive. D'après la règle générale, la plus grande activité au profit du gouvernement se manifestait du côté des officiers monarchistes, « Chers Kornilov et Krymov, ce que vous n'avez pu faire, nous y réussirons peut-être, Dieu aidant... » Telle est l'invocation de l'officier Sinegoub, un des plus valeureux défenseurs du palais d'Hiver le jour de l'insurrection. Mais il n'y eut toutefois que de rares unités qui se montrèrent effectivement disposées à la lutte, bien que le corps des officiers fût nombreux. Déjà le complot de Kornilov avait montré que le corps des officiers, démoralisés à fond, ne constituait pas une force combative.

La composition sociale des *junkers* est hétérogène, il n'y a pas d'unanimité parmi eux. A côté de militaires par hérédité, fils et petit-fils d'officiers, il y a un bon nombre d'éléments d'occasion, recrutés pour les besoins de la guerre du temps encore de la monarchie. Le chef de l'école du génie dit à un officier : « Toi et moi, sommes condamnés... ne sommes-nous pas des nobles et pouvons-nous raisonner autrement ? » Au sujet des *junkers* d'origine démocratique, ces messieurs vantards, qui avaient esquivé avec succès une noble mort, parlent d'eux comme de mufles, de moujiks, « aux traits grossiers et obtus ». Une ligne est profondément tracée entre les hommes de sang rouge et ceux de sang bleu à l'intérieur des écoles de *junkers*, et là, pour la défense du pouvoir républicain, les plus zélés sont justement ceux qui regrettent le plus la monarchie. Les *junkers* démocrates déclarent qu'ils sont non pour Kérensky, mais pour le Comité exécutif central. La révolution avait, pour la première fois, ouvert les portes des écoles de *junkers* aux juifs. S'efforçant de se tenir à la hauteur devant les privilégiés, les fils de famille de la bourgeoisie juive manifestent un esprit extrêmement belliqueux contre les bolcheviks. Hélas ! cela ne suffit pas, non seulement pour sauver le régime, mais même pour défendre le palais d'Hiver. La composition hétérogène des écoles militaires et leur complet isolement vis-à-

vis de l'armée donnaient ce résultat que, aux heures critiques, les *junkers* commençaient eux aussi à tenir des meetings : comment allaient se conduire les cosaques ? Y aurait-il quelqu'un à marcher en plus de nous ? Valait-il la peine en général de se battre pour le gouvernement provisoire ?

D'après le rapport de Podvoïsky, au début d'octobre, dans les écoles militaires de Petrograd, l'on comptait environ cent vingt *junkers* socialistes, dont quarante-deux ou quarante-trois bolcheviks. « Les *junkers* disent que tout le commandement des écoles est d'esprit contre-révolutionnaire. On les prépare ostensiblement, pour le cas de manifestations, à écraser le soulèvement... » Le nombre des socialistes, et surtout des bolcheviks, comme on voit, est tout à fait insignifiant. Mais ceux-ci donnent à Smolny la possibilité de connaître tout l'essentiel ce qui se produit dans le milieu des *junkers*. Au surplus, toute la topographie des écoles militaires leur est extrêmement désavantageuse : les *junkers* sont disséminés au milieu des casernes et, bien qu'ils parlent avec dédain des soldats, ils les considèrent avec de grandes appréhensions.

Leurs craintes sont très suffisamment motivées. Des casernes voisines et des quartiers ouvriers, des milliers de regards hostiles observent les *junkers*. La surveillance est d'autant plus effective que, dans chaque école, il y a un détachement de soldats qui, en paroles, observent la neutralité, mais qui, en fait, penchent du côté des insurgés. Les arsenaux des écoles sont entre les mains des soldats sortis du rang. « Ces fripouilles — écrit un officier de l'école du génie — n'ont pas seulement perdu les clefs du dépôt, de sorte que j'ai été obligé de faire enfoncer la porte, mais encore les verrous des mitrailleuses avaient été enlevés et cachés je ne sais où. » En de pareilles circonstances, il est difficile d'attendre des *junkers* des miracles d'héroïsme.

L'insurrection de Petrograd n'était-elle pas menacée d'un coup du dehors, des garnisons voisines ? Pendant les derniers jours de son existence, la monarchie n'avait cessé de compter sur le petit anneau de troupes qui encerclait la capitale. La monarchie avait mal calculé. Mais qu'en serait-il cette fois-ci ? S'assurer des conditions qui excluraient tout danger, ce serait

rendre inutile toute insurrection : le but de celle-ci est précisément de briser des obstacles que l'on ne peut éliminer par la politique. On ne peut tout calculer d'avance. Mais tout ce que l'on pouvait prévoir fut calculé.

Au début d'octobre, à Cronstadt, avait eu lieu la Conférence des soviets de la province de Petrograd. Les délégués des garnisons de la banlieue — de Gatchina, de Tsarkoïe-Selo, de Krasnoïe-Selo, d'Oranienbaum, de Cronstadt même — prirent la plus haute note d'après le diapason des matelots de la Baltique. A leur résolution se joignit le soviet des députés paysans de la province de Petrograd : les moujiks, dépassant les socialistes-révolutionnaires de gauche, penchaient vivement vers les bolcheviks.

À la conférence du Comité central du 16, l'ouvrier Stepanov traçait un tableau assez bariolé de l'État des forces dans la province, mais où prédominaient toutefois nettement les teintes du bolchevisme. A Sestroretsk et à Kolpino, les ouvriers s'arment, l'état d'esprit est à la bataille. A Novy-Peterhof, le travail a cessé dans le régiment qui est désorganisé. A Krasnoïe-Selo, le 176^e régiment (le même qui avait monté la garde devant le palais de Tauride le 4 juillet) et le 172^e sont du côté des bolcheviks : « mais, en outre, il y a de la cavalerie ». A Louva, une garnison de trente mille hommes s'est tournée du côté du bolchevisme, une partie hésite ; le soviet est encore de défense nationale. A Gdova, le régiment est bolcheviste. A Cronstadt, l'état d'esprit était retombé ; l'ébullition des garnisons avait été trop forte pendant les mois précédents, les meilleurs éléments des matelots se trouvaient dans la flotte en opérations de guerre. A Schlüsselbourg, à soixante verstes de Petrograd, le Soviet était depuis longtemps devenu le seul pouvoir ; les ouvriers de l'usine aux poudres étaient prêts, à n'importe quel moment, à soutenir la capitale.

En combinaison avec les résultats de la conférence des soviets à Cronstadt, les données sur les réserves de première ligne peuvent être considérées comme tout à fait encourageantes. Les ondes qui émanaient de l'insurrection de Février furent suffisantes pour dissoudre la discipline fort loin aux alentours. C'est avec d'autant plus d'assurance que l'on peut

considérer maintenant les garnisons les plus proches de la capitale quand leurs dispositions sont suffisamment connues d'avance.

Aux réserves de seconde ligne se rapportent les troupes des fronts de Finlande et du Nord. Là, l'affaire se présente d'une façon encore plus favorable. Le travail de Smilga, d'Antonov, de Dybenko donna des résultats inappréciables. Avec la garnison d'Helsingfors, la flotte se transforma, sur le territoire de la Finlande, en un pouvoir souverain. Le gouvernement n'y avait plus aucune autorité. Deux divisions de cosaques introduites à Helsingfors — Kornilov les avait destinées à porter un coup sur Petrograd — avaient eu le temps de se rapprocher étroitement des matelots et soutenaient les bolcheviks ou bien les socialistes-révolutionnaires de gauche qui, dans la flotte de la Baltique, se distinguaient fort peu des bolcheviks.

Helsingfors tendit la main aux marins de la base de Reval, jusqu'alors moins déterminés. Le Congrès régional des soviets du Nord, dont l'initiative appartenait aussi, vraisemblablement, à la flotte de la Baltique, groupa les soviets des garnisons les plus proches de Petrograd dans un cercle si large qu'il engloba d'une part Moscou et de l'autre Arkhangelsk. « Par ce moyen écrit Antonov — se réalisait l'idée de blinder la capitale de la révolution contre des attaques possibles des troupes de Kérensky. » Smilga, du Congrès, revint à Helsingfors pour préparer un détachement spécial de marine, d'infanterie, d'artillerie, destiné à être expédié à Petrograd au premier signal. L'aile finlandaise de l'insurrection de Petrograd était des mieux garantie. De là, on pouvait attendre, non point un coup, mais une aide sérieuse.

Mais sur d'autres secteurs du front aussi, l'affaire marchait tout à fait bien, en tout cas bien mieux que ne se le représentaient les plus optimistes des bolcheviks. Dans le courant d'octobre, il y eut dans l'armée de nouvelles élections de comités, partout avec un changement marqué dans le sens des bolcheviks. Dans le corps cantonné sous Dvinsk, « les vieux soldats raisonnables » se trouvèrent tous blackboulés aux élections pour les comités de régiment et de compagnie ; leurs places furent occupées par « de sombres et ignares sujets... aux yeux irrités, étincelants, aux gueules de loups ». Sur

d'autres secteurs, il en fut de même. « Partout ont lieu de nouvelles élections de comités et partout sont élus seulement des bolcheviks et des défaitistes. » Les commissaires du gouvernement commençaient à éviter les missions dans les régiments : « En ce moment, leur situation n'est pas meilleure que la nôtre. » Nous citons ici le baron Budberg. Deux régiments de cavalerie de son corps, hussards et cosaques de l'Oural, qui étaient restés plus longtemps que d'autres entre les mains de leurs chefs et ne s'étaient pas refusés à écraser les mutineries, flanchèrent tout à coup et exigèrent « qu'on les dispensât du rôle de punisseurs et de gendarmes ». Le sens menaçant de cet avertissement était, pour le baron, plus clair que tout autre. « On ne peut tenir tête à un ramassis d'hyènes, de chacals et de moutons en jouant du violon — écrivait-il — ... le salut n'est que dans la possibilité d'une application très large du fer rouge. » Et ici, un aveu tragique : « Ce fer manque et l'on ne sait où le prendre. »

Si nous ne mentionnons pas des témoignages analogues sur d'autres corps et divisions, c'est seulement parce que leurs chefs n'étaient pas aussi observateurs que Budberg, ou bien ne rédigeaient pas de carnets intimes, ou bien parce que ces carnets ne sont pas encore remontés à la surface. Mais le corps d'armée cantonné sous Dvinsk ne se distinguait en rien d'essentiel, sinon par le style coloré de son chef, des autres corps de la 5^e armée, laquelle, d'autre part, n'avait qu'une faible avance sur les autres contingents.

Le Comité conciliateur de la 5^e armée, depuis longtemps déjà resté en suspens, continuait à expédier à Petrograd des télégrammes, menaçant de rétablir l'ordre à l'arrière par la baïonnette. « Tout cela n'est que fanfaronnade, c'est du vent », écrit Budberg. Le Comité en était à vivre ses derniers jours. Le 23, il fut réélu. Le président du nouveau Comité bolcheviste se trouva être le docteur Skliansky, jeune organisateur excellent qui bientôt donna toute latitude à ses talents dans le domaine de la formation de l'Armée rouge.

L'adjoint au commissaire gouvernemental du front Nord communiquait, le 22 octobre, au ministre de la Guerre que les idées du bolchevisme avaient dans l'armée un succès toujours croissant, que la masse voulait la paix et que

même l'artillerie, qui avait résisté jusqu'au dernier moment, était devenue « accessible à la propagande défaitiste ». C'était aussi un symptôme d'importance. « Le gouvernement provisoire ne jouit d'aucune autorité », ainsi s'exprime dans un rapport au gouvernement un de ses agents directs dans l'armée, trois jours avant l'insurrection.

Le Comité militaire révolutionnaire, il est vrai, ne connaissait pas alors tous ces documents. Mais ce qu'il en savait était absolument suffisant. Le 23, les représentants de différents contingents du front défilèrent devant le Soviet de Petrograd en réclamant la paix ; en cas contraire, les troupes se jetteraient sur l'arrière et « extermineraient tous les parasites qui se disposaient à guerroyer encore une dizaine d'années ». Prenez le pouvoir, disaient au Soviet les hommes du front : « Les tranchées vous soutiendront. »

Sur les fronts plus éloignés et arriérés, sud-ouest et roumain, les bolcheviks étaient encore des raretés, des êtres étranges. Mais, là-bas, les dispositions des soldats étaient les mêmes. Eugénie Boch raconte que, dans le 2^e corps de la Garde, cantonné aux environs de Jmerinka, sur soixante mille soldats, il y avait tout juste un jeune communiste et deux sympathisants ; ce qui n'empêcha pas le corps, pendant les journées d'octobre, de marcher pour soutenir l'insurrection.

Les sphères gouvernementales mirent leurs espoirs dans la cosaquerie jusqu'à la dernière heure. Mais, moins aveugles, les politiciens du camp de droite comprenaient que l'affaire, de ce côté-là encore, se présentait très mal. Les officiers cosaques étaient presque tous des korniloviens. Les cosaques du rang tendaient toujours plus à gauche. Dans le gouvernement, pendant longtemps, l'on ne comprit pas cela, estimant que la froideur des régiments cosaques à l'égard du palais d'Hiver provenait de la vexation infligée à Kaledine. Mais, finalement, il devint clair, même pour le ministre de la Justice, Maliantovitch, que Kaledine « n'avait derrière lui que les officiers cosaques tandis que les cosaques du rang, de même que tous les soldats, étaient tout simplement enclins au bolchevisme ».

De ce front qui, dans les premiers jours de mars, baisait la main et le pied

du sacrificateur libéral, portait en triomphe les ministres cadets, s'enivrait des discours de Kérénsky et croyait que les bolcheviks étaient des agents de l'Allemagne, il ne restait rien. Les roses illusions étaient foulées dans la fange des tranchées que les soldats se refusaient à pétrir plus longtemps de leurs bottes trouées. « Le dénouement approche — écrivait, le jour même de l'insurrection de Petrograd, Budberg — et il ne peut y avoir aucun doute sur l'issue ; sur notre front, il n'y a déjà plus un seul contingent... qui ne soit au pouvoir des bolcheviks. »

La prise de la capitale

[Retour à la table des matières](#)

Tout avait changé et tout était resté de même. La révolution avait ébranlé le pays, approfondi la décomposition, épouvantant les uns, exaspérant les autres, mais jusqu'alors elle n'avait pas osé mener quoi que ce fût jusqu'au bout, elle n'avait rien remplacé. Le Saint-Petersbourg impérial semblait plongé dans un sommeil léthargique plutôt que mort. Aux statues de fonte de la monarchie, la révolution avait mis des drapeaux rouges. De grandes toiles cramoisies flottaient sur les frontons des édifices gouvernementaux. Mais les palais, les ministères, les États-majors vivaient tout à fait indépendamment de leurs drapeaux rouges qui, d'ailleurs, sous les pluies d'automne, avaient bien déteint. Les aigles bicéphales avec le sceptre et le globe ont été arrachées là où c'était possible, mais le plus souvent recouvertes d'un voile ou bien hâtivement enduites de couleur. Elles semblent s'être cachées. Toute la vieille Russie s'est dissimulée, grinçant des dents dans sa colère.

Les personnages falots des miliciens aux carrefours rappellent le plus souvent l'insurrection qui a balayé les « pharaons ». Pareils à des monuments vivants. Au surplus, la Russie, depuis déjà deux mois, est dénommée « République », La famille impériale se trouve à Tobolsk. Non, le tourbillon de Février n'a point passé sans laisser de traces. Mais les généraux du tsar restent des généraux, les sénateurs sénatorisent, les conseillers secrets

conservent leur haute dignité, l'échelle hiérarchique reste en vigueur, les parements de couleur et les cocardes rappellent la hiérarchie bureaucratique et les boutons jaunes marqués d'une aigle désignent les étudiants. Mais l'essentiel est que les propriétaires restent propriétaires, que, pour la guerre, on n'en voit pas la fin, que les diplomates alliés, plus insolemment que jamais, tirent les fils de la Russie officielle.

Tout reste comme par le passé et, cependant, personne ne s'y reconnaît. Les quartiers aristocratiques se sentent repoussés à l'arrière-plan. Les quartiers de la bourgeoisie libérale se sont rapprochés plus étroitement de l'aristocratie. De mythe patriotique, le peuple est devenu une terrible réalité. Sous les pieds tout vacille et s'écroule. Le mysticisme éclate avec une force très vive dans des milieux qui, peu de temps encore auparavant, raillaient les superstitions de la monarchie.

Les boursiers, les avocats, les ballerines maudissent le nouvel enténébrement des mœurs. La foi en l'Assemblée constituante se volatilise de jour en jour. Gorki, dans son journal, prophétise l'effondrement de la civilisation. Renforcée depuis les Journées de Juillet, la désertion de Petrograd enragé et affamé pour gagner la province plus paisible et mieux nourrie se généralise maintenant. Des familles de bonne condition, qui n'ont pas réussi à quitter la capitale, s'efforcent en vain de se protéger de la réalité par des murs de pierre et des toits de tôle. Les échos de la tempête pénètrent de toutes parts : par le marché, où tout devient plus cher et où il y a insuffisance de tout ; par la presse bien-pensante qui n'est plus qu'un hurlement de haine et d'effroi ; par la rue bouillonnante d'où parlent parfois des coups de feu sous les fenêtres ; enfin, par l'escalier de service, par la domesticité qui ne veut plus obéir avec résignation. Ici, la révolution frappe peut-être à l'endroit le plus sensible : la résistance des esclaves de maison détruit définitivement la stabilité du foyer familial.

Et, cependant, la routine quotidienne se défend de toutes ses forces. Les écoliers étudient dans les établissements d'après de vieux manuels, les fonctionnaires écrivent des papiers dont personne n'a besoin, les poètes

distillent des vers que personne ne lit, les nourrices racontent la légende d'Ivan Tsarevitch, les filles de la noblesse et de la classe des marchands qui arrivent de province apprennent la musique ou bien cherchent des fiancés. Le vieux canon, sur le mur de la forteresse Pierre-et-Paul, annonce midi, au théâtre Marie on donne un nouveau ballet, et le ministre des Affaires étrangères Térechtchenko, plus fort en chorégraphie qu'en diplomatie, trouve, doit-on penser, le temps d'admirer les pointes d'une ballerine et de démontrer ainsi la solidité du régime.

Les reliefs des anciens festins sont encore très abondants et, pour de grosses sommes, on peut tout se procurer. Les officiers de la Garde font tinter leurs éperons en joignant les talons et cherchent des aventures dans les cabinets particuliers des restaurants de luxe, c'est la débauche sans frein. L'éclairage électrique cesse à minuit, mais cela n'empêche pas la prospérité des tripots où, à la lumière des bougies, pétille le champagne, où de sérénissimes concussionnaires dépouillent aux cartes de non moins sérénissimes espions allemands, où des conspirateurs monarchistes disant « je passe » devant des contrebandiers sémites, où les chiffres astronomiques des mises marquent à la fois l'ampleur du dévergondage et l'ampleur de l'inflation.

Est-il possible qu'un simple tramway, mal entretenu, sordide, lent, auquel sont suspendues des grappes d'hommes, se rende de ce Saint-Petersbourg agonisant vers les quartiers ouvriers qui vivent de toute la passion pressante d'un nouvel espoir ? Les coupoles bleues et dorées de l'Institut Smolny indiquent de loin l'État-major de l'insurrection : à la limite de la vieille ville, là où s'arrête la ligne du tramway et où la Neva décrit une brusque courbe vers le sud, séparant des faubourgs le centre de la capitale. Un long édifice grisâtre à trois étages, la caserne d'éducation des filles de la noblesse — voilà maintenant la forteresse des soviets. D'interminables et sonores couloirs semblent faits pour l'enseignement des lois de la perspective. Sur les portes d'un grand nombre de salles subsistent encore des inscriptions sur émail : « Salle des professeurs », « III^e Classe », « IV^e Classe », « Dames de Classe ». Mais, à côté des vieux écriteaux, ou bien les recouvrant, ça et là sont piquées

des feuilles de papier qui portent les hiéroglyphes mystérieux de la révolution : TSK... PSR... S. D... mencheviks, S. D. bolcheviks, S. R. de gauche, anarchistes-communistes, expédition du Tsik (Comité exécutif central), etc. L'œil attentif de John Reed a remarqué sur les murs des inscriptions : « Camarades, dans l'intérêt même de votre santé, soyez propres ! » Hélas ! personne n'observe la propreté, à commencer par la nature elle-même. Le Petrograd d'octobre vit sous un dôme de pluie. Les rues, que l'on ne nettoie plus depuis longtemps, sont sales. Dans la cour de Smolny, des mares immenses. Aux semelles des soldats, la boue est transportée dans les corridors et les salles. Mais personne ne regarde en ce moment vers en bas, sous ses pieds : tous regardent vers l'avant.

Smolny commande de plus en plus fermement et autoritairement, la sympathie passionnée des masses le soulève. La direction centrale ne s'étend directement qu'aux rouages supérieurs du système révolutionnaire qui, dans son ensemble, doit parachever l'insurrection. La tâche la plus importante s'accomplit à la base et comme d'elle-même. Les usines et les casernes — voilà les foyers de l'histoire en ces journées-là, en ces nuits-là. Le faubourg de Vyborg, de même qu'en Février, concentre les forces essentielles de la révolution ; autrement qu'en Février, il a maintenant une puissante organisation, ouvertement déclarée et reconnue par tous. Des quartiers, des réfectoires d'usine, des clubs, des casernes, les fils sont tous tendus vers le 33 de la Perspective Sarnpsonievsky, où sont installés le Comité de quartier des bolcheviks, le Soviet de Vyborg et l'État-major de combat. La milice du district fusionne avec la Garde rouge. Le faubourg est entièrement au pouvoir des ouvriers. Si le gouvernement écrasait Smolny, le district de Vyborg, à lui seul, pourrait rétablir le centre et assurer la continuation de l'offensive.

Le dénouement était tout proche, mais les dirigeants estimaient ou bien faisaient semblant de croire qu'ils n'avaient pas de motifs particuliers de s'inquiéter. L'ambassade de Grande-Bretagne, qui avait des raisons de suivre avec attention les événements de Petrograd, reçut, d'après ce que raconte l'ambassadeur de Russie, qui se trouvait alors à Londres, des informations certaines sur l'insurrection prévue. Aux questions inquiètes de Buchanan,

Terechtchenko, au cours d'un inévitable déjeuner diplomatique, répondit par de vives assurances : « rien de pareil » ne peut se produire ; le gouvernement tient fermement les guides en mains. L'ambassade de Russie à Londres fut informée de l'insurrection par une dépêche de l'agence télégraphique britannique. Un industriel des mines, Auerbach, qui avait visité, un de ces jours-là, le secrétaire d'État Paltchinsky, lui demanda sans avoir l'air de rien, après un entretien sur des affaires plus sérieuses, ce qu'il pensait « des nuages noirs sur l'horizon politique », et obtint la réponse la plus rassurante : un orage de plus, qui passera, et la lumière reviendra : « Faites un bon somme. » Paltchinsky lui-même n'avait plus qu'à passer une ou deux nuits d'insomnie avant d'être mis en état d'arrestation.

Moins Kerensky se montrait cérémonieux dans sa manière de traiter les leaders conciliateurs, moins il doutait qu'au moment du danger, ceux-ci apparaîtraient en temps utile pour le tirer d'affaire. Plus les conciliateurs faiblissaient, plus ils entretenaient autour d'eux une atmosphère d'illusions ! Echangeant du haut de leurs postes élevés de Petrograd, des encouragements réciproques avec les organisations supérieures de la province et du front, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires créaient une contrefaçon de l'opinion publique et, masquant leur impuissance, induisaient en erreur non point tant les ennemis qu'eux-mêmes. L'appareil d'État, encombrant et inapte, combinaison du socialisme de Mars avec le fonctionariat du tsar, était le mieux adapté pour s'illusionner lui-même. Le socialiste fraîchement émoulu craignait de paraître au fonctionnaire un homme d'État insuffisamment mûr. Le fonctionnaire craignait de se montrer trop peu respectueux des idées nouvelles. Ainsi se créait un enchevêtrement de mensonges officiels, dans lequel les généraux, les procureurs, les journalistes, les commissaires et leurs aides de camp mentaient d'autant plus qu'ils étaient plus proches de la source du pouvoir. Le commandant de la région militaire de Petrograd faisait des rapports rassurants parce que Kerensky en avait extrêmement besoin devant des réalités peu rassurantes.

Les traditions de la dualité de pouvoirs agissaient dans le même sens. En effet, les ordonnances courantes de l'État-major régional, contresignées par le

Comité militaire révolutionnaire, étaient exécutées sans réplique. Les postes de garde en ville étaient occupés, comme d'ordinaire, par des effectifs de la garnison, et il faut dire que, depuis longtemps déjà, les régiments n'avaient pas rempli le service de garde avec autant de zèle qu'à présent. Le mécontentement des masses ? « Des esclaves soulevés » sont toujours mécontents. Aux tentatives d'émeute ne peut prendre part que la pègre de la population de la capitale. La section des soldats contre l'État-major ? Mais, en revanche, la section militaire du Comité exécutif central est pour Kerensky. Toute la démocratie organisée, exception faite des bolcheviks, soutient le gouvernement. C'est ainsi que le nimbe rosé de mars se transforma en une vapeur bleuâtre qui voilait les contours réels des choses.

C'est seulement quand se fut produite la rupture de Smolny avec l'État-major que le gouvernement essaya d'aborder le conflit plus sérieusement : il n'y a pas de danger immédiat, mais il faut cette fois-ci profiter de l'occasion pour en finir avec les bolcheviks. Au surplus, les alliés bourgeois faisaient pression de toutes leurs forces sur le palais d'Hiver. Dans la nuit du 23 au 24, le gouvernement, rassemblant tout son courage, décida ceci : ouvrir contre le Comité militaire révolutionnaire des poursuites judiciaires ; interdire les journaux bolcheviks qui font appel à l'insurrection ; appeler des contingents sûrs de la banlieue et du front. La proposition de mettre en arrestation le Comité militaire révolutionnaire tout entier, adoptée en principe, fut différée dans l'exécution : pour une si grosse entreprise, il faut préalablement s'assurer l'appui du préparlement.

Le bruit des décisions prises par le gouvernement se répandit immédiatement dans la ville. Dans les locaux de l'État-major général, à côté du palais d'Hiver, pendant la nuit du 23 au 24, le corps de garde était occupé par des soldats du régiment Pavlovsky, un des contingents les plus fidèles du Comité militaire révolutionnaire. En présence des soldats, il était question de faire appel aux *junkers*, de couper les ponts, de procéder à des arrestations. Tout ce que les soldats du régiment pouvaient entendre et se rappeler, ils le transmettaient immédiatement dans les districts et à Smolny. Dans le centre révolutionnaire, on ne savait pas toujours tirer parti des informations de ce

contre-espionnage spontané. Mais il n'en accomplissait pas moins une besogne irremplaçable. Les ouvriers et les soldats de toute la ville étaient renseignés sur les intentions de l'ennemi et se fortifiaient dans leur disposition à la résistance.

Le matin, de bonne heure, les autorités commencèrent les préparatifs des hostilités. Les écoles de *junkers* de la capitale reçoivent l'ordre de prendre leurs dispositifs de bataille. Le croiseur *Aurore* qui se tient sur la Neva, portant un équipage d'opinion bolcheviste, devra sortir en mer pour se joindre aux opérations de la flotte. Des contingents sont appelés de la banlieue : un bataillon de choc de Tsarskoïe, des *junkers* d'Oranienbaum, de l'artillerie de Pavlovsk. L'État-major du front Nord est invité à faire marcher immédiatement sur la capitale des troupes de confiance. Comme mesures immédiates de précautions militaires, cet ordre : renforcer les corps de garde du palais d'Hiver ; couper les ponts de la Neva ; les *junkers* surveilleront les automobiles ; les communications téléphoniques de Smolny seront coupées. Le ministre de la Justice, Maliantovitch, prescrit d'arrêter ceux des bolcheviks, relaxés sous caution, qui avaient fait preuve d'une nouvelle activité anti-gouvernementale : le coup était dirigé avant tout contre Trotsky. Les vicissitudes des temps sont assez bien illustrées par ce fait que Maliantovitch, de même que son prédécesseur Zaroudny, avait été l'avocat de Trotsky au procès de 1905 : il s'agissait déjà alors de la direction du Soviet de Petrograd. Le caractère des accusations formulées était le même dans l'un et dans l'autre cas ; seulement, devenus accusateurs, les anciens défenseurs renchérirent encore en ajoutant l'inculpation d'avoir touché de l'or allemand.

L'État-major de la région militaire manifesta une activité particulièrement fiévreuse dans le domaine de l'imprimerie. Les ordonnances arrivaient coup sur coup : aucune manifestation ne sera tolérée ; les délinquants encourront de graves responsabilités ; les effectifs de la garnison, sauf ordre de l'État-major, restent consignés dans les casernes ; « tous les commissaires du Soviet de Petrograd doivent être congédiés » ; sur l'illégalité de leurs actes, ouvrir une enquête « pour les traduire en conseil de guerre ». Ces menaçantes ordonnances n'indiquent cependant point par qui et comment l'exécution en

sera assurée. Aux risques et périls de sa responsabilité personnelle, le commandant régional exigeait des propriétaires d'automobiles qu'ils missent leurs voitures, « pour prévenir des saisies arbitraires », à la disposition de l'État-major ; mais tout le monde fit la sourde oreille.

Le Comité exécutif central, lui aussi, ne fut pas avare de remontrances et de menaces. Dans son sillage marchaient : le Comité exécutif paysan, la Douma municipale, les Comités centraux des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Toutes ces institutions étaient assez riches en ressources littéraires. Dans les manifestes qui s'étaient sur les murs et les palissades, il était invariablement question d'une certaine petite bande de fous, du danger de batailles sanglantes et d'une contre-révolution inévitable.

À 5 h 30 du matin, se présenta à l'imprimerie des bolcheviks un commissaire du gouvernement avec un détachement de *junkers*, et, faisant cerner les issues, il présenta un mandat de l'État-major ordonnant la fermeture immédiate de l'organe central et du journal *Le Soldat*. Quoi ? Comment ? L'État-major ? Est-ce que cela existe encore ? Ici, l'on n'admet aucun ordre qui ne soit sanctionné par le Comité militaire révolutionnaire. Mais cela ne servit à rien : les clichés sont brisés, le local est mis sous scellés. Le gouvernement peut enregistrer un premier succès.

Un ouvrier et une ouvrière de l'imprimerie bolcheviste accourent tout essoufflés à Smolny et trouvent là Podvolsky et Trotsky : si le comité leur donne un effectif de garde contre les *junkers*, les ouvriers feront paraître le journal. La manière de répondre, pour commencer, à l'offensive gouvernementale est trouvée. On rédige un ordre au régiment lituanien : expédier immédiatement une compagnie pour la protection de l'imprimerie ouvrière. Les émissaires de l'imprimerie insistent pour que l'on mette également en action le 6^e bataillon de sapeurs : ce sont de tout proches voisins et des amis fidèles. Le téléphonogramme est immédiatement transmis aux deux adresses. Les Lituaniens et les sapeurs se mettent en mouvement sans retard. Les scellés apposés sur le local sont arrachés, les matrices sont refondues, le travail bat son plein. Avec un retard de quelques heures, le

journal interdit par le gouvernement paraît sous la protection des troupes du Comité, lequel fait lui-même l'objet d'un mandat d'arrestation. C'est déjà l'insurrection. C'est ainsi qu'elle se développe.

Pendant ce temps, du croiseur *Aurore* l'on pose à Smolny cette question : faut-il sortir en mer ou bien rester dans les eaux de la Neva ? Les mêmes matelots qui, on août, protégeaient le palais d'Hiver contre Kornilov brûlent maintenant du désir de régler les comptes avec Kerensky. L'ordonnance gouvernementale est immédiatement invalidée par le comité, et l'équipage reçoit le *Prikaz* n° 1218 : « Dans le cas où la garnison de Petrograd serait attaquée par les forces contre-révolutionnaires, le croiseur *Aurore* s'assurera des remorqueurs, des navires et des vedettes à vapeur. » Le croiseur remplit avec enthousiasme une mission qu'il attendait justement.

Ces deux actes de résistance suggérés par les ouvriers et les matelots, et accomplis, grâce à l'assentiment de la garnison, tout à fait impunément, devinrent des événements politiques de toute première importance. Les dernières survivances du fétichisme du pouvoir tombaient en poussière. « Il devint clair du coup — dit un des participants — que l'affaire était déjà réglée. » Si elle n'était pas encore réglée, elle apparut en tout cas plus simple qu'elle n'avait semblé la veille.

La tentative d'interdire les journaux, la dérision de traduire en justice le Comité militaire révolutionnaire, l'ordre de congédier les commissaires, l'interruption des communications téléphoniques de Smolny — ces piqures d'épingle sont suffisantes pour que l'on accuse le gouvernement de préparer un coup d'État contre-révolutionnaire. Bien que l'insurrection ne puisse vaincre que sous forme d'offensive, elle se développe avec d'autant plus de succès qu'elle ressemble davantage à une défensive. Un peu de cire à cacheter du gouvernement sur la porte de la rédaction bolcheviste — comme mesure de guerre, ce n'est pas grand-chose. Mais quel excellent signal pour la bataille ! Un téléphonogramme à tous les rayons et aux effectifs de la garnison fait connaître ce qui s'est passé. « Les ennemis du peuple ont pris l'offensive pendant la nuit... Le Comité militaire révolutionnaire dirige la résistance

contre l'attaque des conspirateurs. » Les conspirateurs, ce sont les organes du pouvoir officiel. Sous la plume des conspirateurs révolutionnaires, cette définition a une résonance inattendue. Mais elle répond pleinement aux circonstances et à l'état d'opinion des masses. Débusqué de toutes ses positions, forcé de s'engager dans la voie d'une offensive attardée, incapable de mobiliser les forces indispensables à cet effet, ni même de vérifier si elles sont disponibles, le gouvernement se livre à des actes sporadiques, irréfléchis et non concertés qui, aux yeux des masses, ont fatalement l'air de perfides attentats. Le téléphonogramme du comité prescrit ceci : « Mettre le régiment en état de combat et attendre des instructions. » C'est une voix d'autorité. Les commissaires du comité passibles d'élimination continuent avec encore plus d'assurance à licencier ceux qu'ils trouvent indésirables.

L'*Aurore* ancrée sur la Neva n'était pas seulement une excellente unité de combat au service de l'insurrection, mais c'était une station d'émission de radio toute prête. Avantage inappréciable. Le matelot Kourkov dit dans ses souvenirs : « Trotsky nous a fait savoir qu'il fallait transmettre par radio... que la contre-révolution avait pris l'offensive. » Les termes de défensive, ici encore, marquaient un appel à l'offensive, adressé cette fois-ci à tout le pays. Aux garnisons qui défendent les approches de Petrograd, il est prescrit, par la radio de l'*Aurore*, d'arrêter le mouvement des échelons contre-révolutionnaires et, dans le cas où les exhortations ne suffiraient pas, d'employer la force. A toutes les organisations révolutionnaires est imposée l'obligation de « siéger en permanence, en collectant tous les renseignements sur les plans et les actes des conspirateurs ». Les manifestes ne manquaient pas, comme on voit, du côté même du Comité militaire révolutionnaire. Mais, chez, lui, la parole ne se différenciait pas des actes, elles les commentait seulement.

Ce n'est pas sans retard que l'on entreprend de fortifier plus sérieusement Smolny même. Quittant l'Institut vers trois heures, dans la nuit du 23 au 24, John Reed eut l'attention attirée par les mitrailleuses aux entrées et par de fortes patrouilles qui gardaient la grand-porte et les carrefours avoisinants : les postes de garde avaient été dès la veille renforcés par une compagnie du

régiment lituanien et par une compagnie de mitrailleurs, avec vingt-quatre mitrailleuses. Pendant la journée, la garde ne cessa d'augmenter. « Dans le quartier de Smolny — écrit Chliapnikov — on observait des scènes que je connaissais, qui rappelaient les premières journées de la Révolution de Février autour du palais de Tauride » : même multitude de soldats, d'ouvriers et des armes de toutes sortes. D'innombrables entassements de bois de chauffage, dans la cour, peuvent aussi bien que possible servir de protection contre la fusillade. Des camions automobiles apportent des provisions et des munitions. « Tout Smolny — raconte Raskolnikov — fut transformé en un camp de guerre. Au dehors, devant la colonnade, des canons pointés. près d'eux, des mitrailleuses... Presque sur chaque palier, les mêmes « Maxims », pareilles à des canons-jouets, et, dans tous les couloirs... les allures rapides, bruyantes, allègres des soldats et des ouvriers, des matelots et des agitateurs. » Soukhanov, qui accuse non sans raison les organisateurs de l'insurrection d'un manque d'organisation militaire, écrit : « C'est seulement alors dans la journée et le soir du 24 que commencèrent à se grouper autour de Smolny les détachements armés des gardes rouges et des soldats pour la défense de l'État-major de l'insurrection... Vers le soir du 24, la garde Smolny avait déjà de l'allure. »

Cette question n'est pas sans importance. A Smolny, d'où le Comité exécutif conciliateur a déménagé en catimini pour gagner le local de l'État-major gouvernemental, sont rassemblées maintenant les têtes de toutes les organisations révolutionnaires dirigées par les bolcheviks. Là aussi se tient, ce jour-là, la séance du Comité central du parti pour prendre les dernières décisions avant de frapper le grand coup. Onze membres sont présents. Lénine n'est pas encore sorti de sa retraite dans le quartier de Vyborg. Zinoviev est absent ; d'après l'expression un peu vive de Dzerjinsky, « il se cache et ne participe pas au travail du parti ». Par contre, Kamenev, qui partage les idées de Zinoviev, est très actif dans l'État-major de l'insurrection. Staline est absent : en général, il ne se montre pas à Smolny, passant son temps à la rédaction de l'organe central. La séance, comme d'ordinaire, a lieu sous la présidence de Sverdlov. Le procès-verbal officiel est avarié ; mais il note tout

l'essentiel. Pour caractériser les dirigeants de l'insurrection et répartir entre eux les fonctions, il est irremplaçable.

Il s'agit de ceci qu'en vingt-quatre heures l'on doit définitivement s'emparer de Petrograd. Cela signifie : se saisir des institutions politiques et techniques qui restent encore entre les mains du gouvernement. Le Congrès des soviets doit siéger sous un pouvoir soviétique. Les mesures pratiques de l'assaut nocturne ont été élaborées ou sont élaborées par le Comité militaire révolutionnaire et par l'organisation militaire des bolcheviks. Le Comité central doit donner la dernière touche.

On adopte avant tout la proposition de Kamenev : « Aujourd'hui, sans décision spéciale, pas un membre du Comité central ne peut être autorisé à sortir de Smolny. » Il est décidé en outre de renforcer, dans Smolny, les services permanents des membres du Comité de Petrograd du parti. Le procès-verbal dit plus loin : « Trotsky propose de mettre à la disposition du Comité militaire révolutionnaire deux membres du Comité central pour établir la liaison avec les P.T.T. et les cheminots ; un troisième membre pour surveiller le gouvernement provisoire. » Décision Prise : déléguer aux Postes et Télégraphes Dzerjinsky, — aux Chemins de fer, Boubnov. D'abord, probablement sur l'initiative de Sverdlov, l'on projette de confier la surveillance du gouvernement provisoire à Podvoïsky. Le procès-verbal note ceci : « Objections contre Podvoïsky ; l'affaire est confiée à Sverdlov ». Milioutine, que l'on considère comme un économiste, est chargé du ravitaillement. Les pourparlers avec les socialistes-révolutionnaires de gauche sont confiés à Kaménev, qui a la réputation d'un parlementaire habile, bien que trop conciliant : conciliant, cela s'entend, à la mesure du bolchevisme. « Trotsky propose — lisons-nous plus loin — d'établir un État-major de réserve dans la forteresse Pierre-et-Paul et d'y désigner dans ce but un membre du Comité central. » Décision : « charger de la surveillance générale Lachevitch et Blagonravov ; le soin de maintenir une constante liaison avec la forteresse est confié à Sverdlov. » En outre : « Tous les membres du Comité central seront munis de laissez-passer pour la forteresse. »

Dans la ligne du parti, tous les fils étaient ramassés entre les mains de Sverdlov, qui connaissait les cadres bolchevistes comme personne. Il rattachait Smolny à l'appareil du parti, procurait les militants indispensables au Comité militaire révolutionnaire et y était appelé pour conférer dans tous les moments critiques. Etant donné que la composition du Comité était trop large, partiellement mouvante, les mesures les plus secrètes étaient appliquées par le sommet de l'Organisation militaire des bolcheviks, ou bien, personnellement, par Sverdlov, qui fut, non officiellement, mais d'autant plus effectivement, le « secrétaire général » de l'insurrection d'Octobre.

Les délégués bolchevistes qui étaient arrivés au Congrès des soviets tombaient avant tout entre les mains de Sverdlov, et ne restaient pas une heure sans occupation. Le 24, à Petrograd, l'on comptait déjà deux ou trois centaines de provinciaux, et la majorité d'entre eux, d'une façon ou d'une autre, s'inséra dans le mécanisme de l'insurrection. Vers deux heures de l'après-midi, ils se réunirent à Smolny, en séance de fraction, pour entendre le rapporteur du Comité central du parti. Parmi eux, il y avait des hésitants qui auraient préféré, pareillement à Zinoviev et à Kaménev, une politique d'expectative : il y avait aussi, tout simplement, des recrues sur lesquelles l'on ne pouvait guère compter. Il ne pouvait être question d'exposer devant la fraction le plan de l'insurrection : ce que l'on dit dans une assemblée nombreuse, même à huis clos, se répand toujours au dehors. On ne peut même pas encore déchirer l'enveloppe de défensive dont se couvre l'offensive sans risquer de provoquer un certain trouble dans la conscience de divers effectifs de la garnison. Mais il est indispensable, en même temps, de donner à comprendre que la lutte décisive est déjà commencée et que le Congrès n'aura plus qu'à la parachever.

Rappelant de récents articles de Lénine, Trotsky démontre que la conspiration ne contredit point aux principes du marxisme si les rapports objectifs rendent possible et inévitable l'insurrection. « La barrière matérielle dans la voie du pouvoir doit être surmontée par un coup violent... » Cependant, jusqu'à présent, la politique du Comité militaire révolutionnaire n'a pas dépassé les cadres de la défensive. Bien entendu, il faut comprendre

cette défensive d'une façon assez large. Que la presse bolcheviste ait l'assurance de paraître avec l'aide de forces années, ou bien que l'*Aurore* puisse rester sur la Neva — « est-ce là de la défensive, camarades ? C'est de la défensive ! » Si le gouvernement a projeté de nous arrêter, cette fois-ci, des mitrailleuses sont installées sur le toit de Smolny. « C'est aussi une défensive, camarades ! » Et quoi faire alors du gouvernement provisoire ? dit un des billets envoyés à l'orateur. Si Kerensky essayait de ne pas se soumettre au Congrès des soviets — répond le rapporteur — la résistance du gouvernement créerait « une question de police et non de politique ». Il en fut presque ainsi au fond.

À ce moment, Trotsky est appelé pour s'expliquer avec une députation de la Douma municipale qui vient d'arriver. Dans la capitale, à vrai dire, tout est calme pour le moment, mais des rumeurs alarmantes se répandent. Le maire de la ville pose des questions. Le Soviet se dispose-t-il à organiser une insurrection ? Et comment maintenir l'ordre dans la ville ? Et qu'advient-il de la Douma si elle ne reconnût pas l'insurrection ? Ces honorables personnages voudraient trop en savoir. La question du pouvoir — dit la réponse — dépend de la décision du Congrès des soviets. En viendra-t-on par là à une lutte armée, « cela dépend non point tant des soviets que de ceux qui, malgré la volonté unanime du peuple, gardent entre leurs mains le pouvoir de l'État. »

Si le Congrès refuse le pouvoir, le Soviet de Petrograd se soumettra. Mais le gouvernement lui-même cherche évidemment un conflit. L'ordre a été donné d'arrêter le Comité militaire révolutionnaire. A cela, les ouvriers et les soldats ne peuvent répondre que par une résistance implacable. Les cambriolages et les violences de bandes criminelles ? Une ordonnance du Comité, publiée aujourd'hui même, dit ceci : « A la première tentative de la pègre pour provoquer dans les rues de Petrograd des troubles, des pillages, des rixes au couteau ou à coups de feu, les criminels seront supprimés ». A l'égard de la Douma municipale, l'on pourra, en cas de conflit, appliquer la méthode constitutionnelle : dissolution et nouvelles élections. La délégation partit insatisfaite. Mais sur quoi, à proprement parler, comptait-elle ?

La visite officielle des édiles au camp des révoltés était une manifestation trop franche de l'impuissance des dirigeants. « N'oubliez pas, camarades — disait Trotsky, revenu à la fraction des bolcheviks — que, voici quelques semaines, quand nous avons conquis la majorité, nous n'étions qu'une firme — sans imprimerie, sans caisse, sans succursales — et maintenant, une députation de la Douma municipale vient trouver le Comité militaire révolutionnaire, décrété d'arrestation, pour le questionner « sur le sort de la ville et de l'État. »

La forteresse Pierre-et-Paul, conquise la veille seulement au point de vue politique, se renforce aujourd'hui. L'équipe des mitrailleurs, qui est le contingent le plus révolutionnaire, se met en ordre de bataille. On astique avec ardeur les mitrailleuses Colt : on en a quatre-vingts. Pour surveiller les quais et le pont Trotsky (pont de la Trinité) des mitrailleuses sont installées sur les remparts de la forteresse. A la grand-porte, la garde est renforcée. Des patrouilles sont envoyées dans les quartiers environnants. Mais, dans la fièvre des heures matinales, on découvre qu'à l'intérieur même de la forteresse, la situation ne peut pas être encore considérée comme tout à fait sûre. L'incertitude vient du bataillon des motocyclistes. Comme les cavaliers, les motocyclistes, originaires de familles paysannes cossues et riches, ou de la moyenne bourgeoisie des villes, constituent les éléments les plus conservateurs de l'armée. Thème pour les psychologues idéalistes : il suffit à un homme, à la différence des autres, de se sentir monté sur deux roues à transmission, du moins dans un pays pauvre comme la Russie, et son infatuation commence à se gonfler comme ses pneus. En Amérique, pour obtenir un pareil effet, il faut déjà une automobile.

Appelé pour écraser le mouvement de Juillet, le bataillon s'était emparé avec zèle, à un certain moment, du palais de Kzczecinska, et avait été ensuite, en qualité de contingent particulièrement sûr, installé dans la forteresse Pierre-et-Paul. Au meeting de la veille qui avait décidé du sort de la forteresse, les motocyclistes, comme on le sut ensuite, n'avaient pas pris part : la discipline chez eux s'était tellement maintenue que le corps des officiers avait réussi à empêcher les soldats de se montrer dans la cour de la citadelle comptant sur

les motocyclistes, le commandant de la forteresse porte haut la tête, communique fréquemment par téléphone avec l'État-major de Kerensky et, paraît-il, se disposerait même à arrêter le commissaire bolcheviste. La situation indécise ne peut être tolérée une minute de plus ! Sur un ordre de Smolny, Blagonravov vient couper la route à l'adversaire : le commandant de la forteresse est mis aux arrêts à domicile, les communications téléphoniques sont coupées dans tous les logements des officiers. L'État-major gouvernemental demande d'un ton alarmé pourquoi le commandant ne répond plus et ce qui se passe en général dans la forteresse. Blagonravov répond avec déférence par téléphone que la forteresse, désormais, n'exécute que les ordres du Comité militaire révolutionnaire, avec lequel le gouvernement aura à se tenir en rapports pour la suite.

Tous les effectifs de la garnison de la forteresse admettent l'arrestation du commandant avec une entière satisfaction. Mais les motocyclistes ont une attitude évasive. Que se cache-t-il derrière leur silence revêche : une hostilité dissimulée ou bien de dernières hésitations ? « Nous décidons d'organiser un meeting spécial pour les motocyclistes — écrit Blagonravov — et d'y inviter nos meilleurs agitateurs, en première ligne Trotsky, qui jouit d'une immense autorité et influence parmi la masse des soldats. » Vers quatre heures de l'après-midi, tout le bataillon se rassembla dans le local voisin du Cirque Moderne. A titre de défenseur, de la part du gouvernement, parla le général Parodelov, qui était considéré comme un socialiste-révolutionnaire. Ses objections étaient tellement circonspectes qu'elles semblaient équivoques. D'autant plus accablante était l'offensive des représentants du Comité. Ce qui suivit, comme bataille oratoire, pour la conquête de la forteresse Pierre-et-Paul, se termina ainsi qu'il fallait le prévoir : à l'unanimité moins trente voix, le bataillon approuva la résolution de Trotsky. Encore un des conflits armés possibles était résolu avant la bataille et sans effusion de sang. Telle est l'insurrection d'octobre. Tel est son style. L'on pouvait désormais compter sur la forteresse en toute tranquillité. Des armes de l'arsenal étaient délivrées sans difficulté. A Smolny, dans la chambre des Comités de fabrique et d'usine, faisaient queue des délégués des entreprises pour obtenir des bons de livraison

d'autre. La capitale avait vu, pendant les années de guerre, bien des gens qui faisaient la queue : maintenant, pour la première fois, on la faisait pour avoir des fusils. De tous les districts vinrent vers l'arsenal des autocamions. « On ne pouvait reconnaître la forteresse Pierre-et-Paul — écrit l'ouvrier Skorinko. » Son silence fameux était rompu par le bourdonnement des automobiles, par le grincement des voitures, par les cris. Devant les dépôts l'on se bousculait particulièrement... Ici même, devant nous, l'on amène les premiers prisonniers — des officiers et des *junkers*. » Ce jour-là, le 180^e régiment d'infanterie reçut des fusils, il avait été désarmé pour avoir participé activement au soulèvement de Juillet.

Les résultats du meeting au Cirque Moderne se manifestèrent ailleurs encore : les motocyclistes qui, depuis juillet, montaient la garde au palais d'Hiver, abandonnèrent de leur propre gré le service, déclarant qu'ils ne consentaient plus à protéger le gouvernement. C'était un coup sérieux. Il fallut remplacer les motocyclistes par des *junkers*. Le soutien militaire du gouvernement se réduisait de plus en plus aux écoles d'officiers, et ainsi non seulement il était restreint au dernier degré, mais il révélait définitivement sa composition sociale.

Les ouvriers des appointements de Poutilov, et non seulement eux, offraient à Smolny d'entreprendre au plus tôt le désarmement des *junkers*. Si cette mesure, convenablement préparée, d'accord avec les équipes non combattantes des écoles, avait été appliquée dans la nuit du 24 au 25, la prise du palais d'Hiver n'aurait présenté aucune difficulté. Si les *junkers* avaient été désarmés, même dans la nuit du 25 au 26, après la prise du palais d'Hiver, il n'y aurait pas eu tentative de contre-insurrection le 29 novembre. Mais les dirigeants manifestaient encore en bien des points « de la magnanimité », en réalité un excès d'assurance optimiste, et ne prêtaient pas toujours assez d'attention à la voix raisonnable de la base : l'absence de Lénine fut sensible aussi en ce point. Les conséquences des omissions commises durent être corrigées par les masses, il y eut inutilement des victimes des deux côtés. Dans une lutte sérieuse, il n'y a pire cruauté qu'une « magnanimité » inopportune.

À la séance du jour du préparlement, Kerensky donna son chant du cygne. Depuis quelque temps, la population de la Russie, particulièrement de la capitale, est alarmée : « des appels à l'insurrection sont quotidiennement publiés dans les journaux des bolcheviks ». L'orateur citait des articles d'un criminel recherché par les autorités de l'État, d'un certain Vladimir Oulianov-Lénine. Les citations étaient éclatantes et démontraient sans conteste que le personnage désigné appelait à l'insurrection. Et à quel moment ? Alors que le gouvernement discutait la question de transmettre les terres aux comités paysans et de prendre des mesures pour terminer la guerre. Les autorités, jusqu'à ce jour, ne s'étaient point hâtées de frapper les conspirateurs pour leur donner la possibilité de s'amender eux-mêmes. « Voilà qui est mauvais », crie-t-on du clan dirigé par Milioukov. Mais Kerensky n'est pas décontenancé : « Je préfère en général que le pouvoir agisse plus lentement mais en revanche plus sûrement, et, au moment utile, plus résolument. » De telles paroles ont un son étrange dans sa bouche ! En tout cas, « actuellement, tous les délais sont dépassés », non seulement les bolcheviks ne se sont pas repentis, mais ils ont appelé deux compagnies de soldats et ils se livrent arbitrairement à la distribution d'armes et de cartouches. Le gouvernement a l'intention, cette fois-ci, de mettre fin aux désordres de la populace. « Je parle d'une façon tout à fait consciente : je dis la populace. » De la droite une tempête d'applaudissements accueille cette injure à l'adresse du peuple. Lui, Kerensky, a déjà donné l'ordre de procéder aux arrestations indispensables. « Il est particulièrement nécessaire de noter les discours prononcés par le président du Soviet de Petrograd, Bronstein-Trotsky. » oui, qu'on le sache : le gouvernement a plus de forces qu'il ne lui en faut ; du front l'on réclame constamment des mesures résolues contre les bolcheviks

À ce moment, Konovalov transmet à l'orateur un téléphonogramme du Comité militaire révolutionnaire, adressé aux effectifs de la garnison : « Mettre les régiments en État de combat et attendre des ordres. » Kerensky conclut solennellement : « Dans le langage de la loi et du pouvoir judiciaire, cela s'appelle un État d'insurrection. » Milioukov en témoigne : « Kerensky prononça ces paroles du ton satisfait d'un avocat qui a réussi enfin à

surprendre son adversaire. » Les groupes et les partis qui ont osé lever la main sur l'État « sont sujets à une liquidation immédiate, résolue et définitive ». Toute la salle, à l'exception de la gauche, applaudit démonstrativement. Le discours se termine par une exigence : aujourd'hui, en cette séance même, que l'on dise si le gouvernement « peut remplir son devoir avec l'assurance d'être soutenu par cette haute assemblée ».

Sans attendre les résultats du scrutin, Kerensky revint à l'État-major, certain, admet-il lui-même, qu'avant une heure il recevrait la décision réclamée par lui — on ne sait trop pourquoi. Pourtant, il en fut tout autrement. De 2 à 6 heures du soir, il y eut au palais Marie des conférences de fractions et entre fractions pour élaborer des formules de transition : les partisans semblaient ne pas comprendre qu'il s'agissait pour eux, comme transition, de passer dans le néant. Aucun des groupes de conciliateurs ne se décida à s'identifier au gouvernement. Dan disait : « Nous, mencheviks, sommes prêts à défendre jusqu'à la dernière goutte de notre sang le gouvernement provisoire ; mais que celui-ci donne à la démocratie la possibilité de se grouper autour de lui. » Vers le soir, les fractions de gauche, s'étant exténuées à la recherche d'une issue, fusionnèrent sur une formule empruntée par Dan à Martov, reportant la responsabilité de l'insurrection non seulement sur les bolcheviks, mais aussi sur le gouvernement, exigeant la remise immédiate des terres à la disposition des Comités agraires, réclamant une action vis-à-vis des Alliés en faveur des pourparlers de paix, etc. C'est ainsi que les apôtres de la médiocrité s'efforçaient, à la dernière minute, de s'accommoder à des mots d'ordre qu'ils avaient, la veille encore, vitupérés comme de la démagogie aventurière. Un appui sans réserves fut promis au gouvernement par les coopérateurs, et, en outre, seulement par les cadets et les cosaques, deux groupes qui se disposaient à renverser Kerensky dès la première possibilité. Mais ils restèrent en minorité. L'appui du préparlement n'aurait guère pu ajouter aux avantages du gouvernement. Mais Milioukov a raison : le refus de soutien enlevait au gouvernement les derniers restes d'autorité. Car, enfin, la composition, du préparlement avait été déterminée par le gouvernement lui-même quelques semaines auparavant.

Tandis que, au palais Marie, l'on cherchait une formule de salut, le Soviet de Petrograd se rassemblait à Smolny pour s'informer des événements. Le rapporteur estime indispensable de rappeler, ici encore, que le Comité militaire révolutionnaire s'est formé « non point comme organe d'insurrection, mais sur le terrain d'une défense de la révolution ». Le Comité ne permit pas à Kerensky de faire sortir de Petrograd les troupes révolutionnaires et prit la défense de la presse ouvrière. « Est-ce là une insurrection ? » *L'Aurore* est aujourd'hui là où elle se trouvait la nuit dernière. « Est-ce là une insurrection ? » « Nous avons un demi-pouvoir en qui le peuple ne croit pas et qui ne croit pas en lui-même, car il est intérieurement mort. Ce demi-pouvoir attend un coup de balai historique pour préparer la place de l'authentique pouvoir du peuple révolutionnaire. » Demain s'ouvrira le Congrès des soviets. L'obligation de la garnison et des ouvriers est de mettre à la disposition du Congrès toutes leurs forces. « Si, cependant, le gouvernement, dans les vingt-quatre ou quarante-huit heures dont il dispose encore, essayait d'en profiter pour planter un poignard dans le dos de la révolution, nous le déclarons une fois de plus : l'avant-garde de la révolution répondra coup pour coup et au fer par de l'acier. » Cette menace déclarée en même temps le camouflage politique du coup qui devait être porté dans la nuit. Trotsky communique en conclusion que la fraction des socialistes-révolutionnaires de gauche du préparlement, après le discours prononcé aujourd'hui par Kerensky et le remue-ménage de souris des fractions conciliatrices, a envoyé à Smolny une délégation et s'est déclarée prête à entrer officiellement dans le Comité militaire révolutionnaire. Dans le revirement des socialistes-révolutionnaires de gauche, le Soviet salue joyeusement le reflet de processus plus profonds : amplitude croissante de la guerre paysanne et progression du soulèvement de Petrograd.

Commentant les rapports du président du Soviet de Petrograd, Milioukov écrit : « Probablement, tel était le plan primitif de Trotsky : s'étant préparé à la lutte, mettre le gouvernement en face de « la volonté unanime du peuple », exprimée au Congrès des soviets, et donner, de telle façon, au nouveau pouvoir un air de légitimité. Mais le gouvernement se trouva plus faible qu'il

ne l'avait prévu. Et le pouvoir lui-même était tombé dans ses mains avant que le Congrès eût eu le temps de se réunir et de se prononcer. » Dans ces termes, il est juste que la faiblesse du gouvernement dépassa toutes les prévisions. Mais le plan, dès le début, consistait à prendre le pouvoir avant l'ouverture du Congrès. Milioukov, d'ailleurs, reconnaît cela lui-même à propos d'autre chose. « Les intentions effectives des dirigeants de l'insurrection — écrit-il — allaient beaucoup plus loin que ces déclarations officielles de Trotsky. Le Congrès des soviets devait être placé devant le fait accompli. »

Au point de vue strictement militaire, le plan consistait primitivement à assurer la liaison des matelots de la Baltique avec les ouvriers armés de Vyborg : les matelots devaient arriver par le chemin de fer et descendre à la gare de Finlande ; celle-ci est proche du faubourg de Vyborg. Déjà, de cette place d'armes, l'insurrection devait, en s'adjoignant les détachements de la Garde rouge et des effectifs de la garnison, s'étendre à d'autres districts et, s'étant emparée des ponts, pénétrer dans le centre pour porter le coup définitif. Ce dessein, qui provenait naturellement des circonstances et que formula, vraisemblablement, Antonov, procédait de l'hypothèse que l'adversaire pourrait encore opposer une résistance considérable. C'est précisément cette prémisse qui fut bientôt rejetée : il n'était nul besoin de s'appuyer sur une place d'armes limitée ; le gouvernement se trouvait à découvert pour l'attaque partout où les insurgés jugeaient utile de lui porter un coup. Le plan stratégique subit des modifications également au point de vue des dates, et en deux sens différents : l'insurrection commença plus tôt et se termina plus tard qu'elle n'avait été fixée. Les attentats matinaux du gouvernement provoquèrent, à titre de défensive, une résistance immédiate du Comité militaire révolutionnaire. L'impuissance des pouvoirs qui se manifesta dans ce cas poussa Smolny, dans le courant de la journée, à des actes d'offensive qui conservaient, à vrai dire, un caractère ondoyant, à demi camouflé, préparatoire. Le coup principal, comme auparavant, était préparé de nuit : sous ce rapport, le plan restait en vigueur. On y contrevint cependant dans l'exécution, mais déjà en un sens tout opposé. On pensait occuper pendant la nuit toutes les positions dominantes, et, avant tout, le palais d'Hiver, où se

terrait le pouvoir central. Mais le calcul du temps, dans une insurrection, est encore plus difficile que dans une guerre régulière. Les dirigeants se mirent en retard pour un bon nombre d'heures dans la concentration des forces, et les opérations contre le palais d'Hiver, que l'on n'avait même pas réussi à commencer pendant la nuit, constituèrent un chapitre particulier de l'insurrection, qui ne se termina que dans la nuit du 26, c'est-à-dire avec un retard de vingt-quatre heures. Les plus éclatantes victoires ne se remportent pas sans quelques sérieux ratés !

Après les déclarations de Kerensky au préparlement les autorités essayèrent d'élargir leur offensive. Des détachements de *junkers* occupent les gares. Aux coins des grandes artères sont où des piquets qui ont ordre de réquisitionner les automobiles particulières non livrées à l'État-major. Vers trois heures de l'après-midi, les ponts tournants sont coupés, sauf le pont du palais qui restait ouvert à la circulation sous une garde renforcée de *junkers*. Cette mesure, qui avait été appliquée par la monarchie à tous les moments d'insécurité et, pour la dernière fois, pendant les Journées de Février, était dictée par l'appréhension qu'inspirent les quartiers ouvriers. Le relèvement des tabliers des ponts était, aux yeux du peuple, une confirmation officielle du fait que l'insurrection avait commencé. Les État-majors des intéressés répliquèrent à l'opération de guerre du gouvernement d'une manière bien à eux, en envoyant aux ponts des détachements armés. Smolny n'avait plus qu'à développer cette initiative. La lutte pour la possession des ponts avait le caractère d'une épreuve de force des deux côtés. Des détachements d'ouvriers armés et de soldats faisaient pression sur les *junkers* et les cosaques, usant tantôt de la persuasion, tantôt des menaces. Les gardiens de l'ordre finissaient par céder, n'osant pas se risquer à un conflit direct. Certains ponts furent coupés et rétablis à plusieurs reprises.

L'*Aurore* reçut directement un ordre du Comité militaire révolutionnaire : « Rétablissez par tous les moyens dont vous disposez la circulation sur le pont Nicolas. » Le commandant du croiseur tenta d'éluder cet ordre, mais, après une arrestation symbolique frappant et lui et tous les officiers, il conduisit docilement le vaisseau. Sur les deux berges marchaient des files de marins.

L'*Aurore* n'avait pas eu le temps de jeter l'ancre devant le pont, raconte Kourbov, qu'il n'y avait plus trace de *junkers*. Les matelots eux-mêmes rétablirent le passage sur le pont et postèrent une garde. Seul, le pont du Palais resta encore quelques heures entre les mains des corps de garde gouvernementaux.

Malgré l'évident échec des premières tentatives, certains organes du pouvoir tentèrent par la suite de porter encore des coups. Un détachement de miliciens se présenta le soir dans une grande imprimerie privée pour interdire la publication d'un journal du Soviet de Petrograd, *L'ouvrier et le Soldat*. Douze heures auparavant, des ouvriers de l'imprimerie bolcheviste avaient couru, dans un cas analogue, demander secours à Smolny. Maintenant, cela n'était déjà plus nécessaire. Les ouvriers imprimeurs, avec deux matelots qui se trouvèrent là, délivrèrent immédiatement l'automobile remplie de journaux ; à eux se joignaient aussitôt un certain nombre de miliciens ; l'inspecteur de la milice prit la fuite. Le journal récupéré fut livré sans difficulté à Smolny Le Comité militaire révolutionnaire expédia pour protéger les éditions deux escouades du régiment Preobrajensky. L'administration, effarée, transmit sur l'instant même la direction de l'imprimerie au Soviet des syndicats ouvriers.

Les autorités judiciaires ne songeaient nullement à pénétrer dans Smolny pour effectuer des arrestations : il était trop clair que c'eût été le signal de la guerre civile avec la défaite garantie d'avance du gouvernement. En revanche, dans un spasme administratif, une tentative fut faite dans le faubourg de Vyborg où les autorités, même dans les meilleurs jours, évitaient de jeter un coup d'œil, pour arrêter Lénine. Un colonel, avec une dizaine de *junkers*, pénétra, au tard de la soirée, par erreur, dans le club ouvrier, au lieu d'aller à la rédaction bolcheviste qui se trouvait dans le même immeuble : ces guerriers supposaient, on ne sait pourquoi, que Lénine les attendait à la rédaction. Du club l'on avertit immédiatement l'État-major de la Garde rouge. Pendant que le colonel se fourvoyait aux divers étages, tombant même chez les mencheviks, les gardes rouges arrivèrent à temps pour l'arrêter avec les *junkers*, qu'ils livrèrent à l'État-major du district de Vyborg et, de là, à la

forteresse Pierre-et-Paul. C'est ainsi que la marche bruyamment annoncée contre les bolcheviks, rencontrant à chaque pas des difficultés insurmontables, se transformait en incursions désordonnées et en petits faits anecdotiques, se volatilisait et se réduisait à rien.

Le Comité militaire révolutionnaire travaillait pendant ce temps en permanence. Auprès des contingents, des commissaires restaient de service. La population a connaissance par des avis spéciaux des lieux où elle doit s'adresser en cas d'attentats contre-révolutionnaires et de pogromes : « Le secours sera donné immédiatement. » Il suffit d'une visite imposante du commissaire du régiment Keksholmsky à la centrale des téléphones pour que les communications de Smolny fussent rétablies. La liaison par fil, la plus rapide de toutes, donnait aux opérations qui se développaient de l'assurance et une régularité méthodique.

Continuant à insérer des commissaires dans les institutions qui n'étaient pas encore tombées sous son contrôle, le Comité militaire révolutionnaire élargissait et consolidait les positions de départ pour l'offensive prochaine. Dzerjinsky remit dans la journée à Pestkovsky, vieux révolutionnaire, un chiffon de papier qui devait tenir lieu de nomination comme commissaire de la centrale des télégraphes. « Comment occuper les télégraphes ? demanda non sans stupéfaction le nouveau commissaire. La centrale est gardée par le régiment Keksholmsky qui est des nôtres ! » Pestkovsky n'avait point besoin de longues explications. Il suffit de deux soldats du régiment, fusil en main, auprès d'un commutateur, pour obtenir un compromis provisoire avec les fonctionnaires hostiles du télégraphe, parmi lesquels il n'y avait pas un seul bolchevik.

À neuf heures du soir, un autre commissaire du Comité militaire révolutionnaire, Stark, avec un petit détachement de matelots, sous le commandement de l'ancien émigré Savine, matelot lui aussi, occupe l'agence télégraphique gouvernementale et, ainsi, prédétermine non seulement le sort de cette institution, mais, dans une certaine mesure, aussi, le sien propre : Stark fut le premier directeur soviétique de l'agence avant de se trouver

ministre des soviets en Afghanistan.

Ces deux modestes opérations étaient-elles des attaques insurrectionnelles ou bien seulement des épisodes de la dualité de pouvoirs, à vrai dire déviée des rails de la conciliation pour passer sur ceux du bolchevisme ? La question put, non sans raison, sembler casuistique. Mais, pour masquer l'insurrection, elle gardait quand même encore son importance. Le fait est que même l'invasion du local de l'agence par des matelots armés avait encore un caractère hésitant : formellement, il s'agissait non pas de s'emparer de l'institution, mais d'établir une censure sur les télégrammes, C'est ainsi que, jusqu'à la nuit du 24, le cordon ombilical de la « légalité » n'était pas encore définitivement coupé, le mouvement continuait à se dissimuler sous les restes des traditions de la dualité de pouvoirs.

Dans l'élaboration des plans insurrectionnels, Smolny plaçait de grands espoirs sur les matelots de la Baltique, en tant que détachement de combat qui combinaient la résolution prolétarienne avec une forte instruction militaire. La venue des matelots à Petrograd avait été prévue pour le Congrès des soviets. Appeler les hommes de la Baltique plus tôt, c'eût été s'engager ouvertement dans la voie de l'insurrection. De là provint un empêchement qui se traduisit par un retard.

À Smolny, dans la journée du 24, arrivèrent des délégués du soviet de Cronstadt au Congrès : le bolchevik Flerovsky et l'anarchiste Iartchouk qui prenait le pas sur les bolcheviks. Dans une des salles de Smolny, ils se rencontrèrent avec Tchoudnovsky qui venait de rentrer du front et qui, alléguant l'état d'esprit des soldats, faisait des objections à un soulèvement dans la période toute prochaine. « En pleine discussion — raconte Flerovsky — Trotsky entra dans la salle... Me prenant à l'écart, il m'invita à rentrer immédiatement à Cronstadt : « Les événements mûrissent si vite que chacun doit être à son poste... » Dans cette instruction brève, je sentis vivement la discipline de l'insurrection qui venait. La discussion cessa. » L'impressionnable et ardent Tchoudnovsky différa ses doutes pour prendre part à l'élaboration des plans de guerre. Flerovsky et Iartchouk furent rejoints

par un téléphonogramme : « Les forces armées de Cronstadt doivent marcher à l'aube pour défendre le Congrès des soviets. »

Par l'intermédiaire de Sverdlov, le Comité militaire révolutionnaire expédia, nuitamment, à Helsingfors, un télégramme pour Smilga, président du Comité régional des soviets : « Envoie statuts. » Cela signifiait : « envoi immédiatement mille cinq cents matelots sélectionnés de la Baltique, solidement armés ». Bien que les marins de la Baltique ne puissent arriver que dans le courant de la journée du lendemain, il n'y ait pas de raison de remettre à plus tard les hostilités : les forces intérieures sont suffisantes, et il n'y en a pas possibilité : les opérations sont déjà commencées. Si, du front, des renforts arrivent pour le gouvernement, les matelots surviendront assez tôt pour les frapper, soit de flanc, soit de l'arrière.

L'élaboration tactique du schéma de la prise de possession de la capitale fut principalement l'œuvre de l'organisation militaire des bolcheviks. Des officiers du Grand État-major auraient découvert dans un plan établi par des profanes bien des impairs. Mais les officiers des hautes académies de guerre ne participent pas d'ordinaire à la préparation d'une insurrection prolétarienne. Le plus indispensable avait été, en tout cas, prévu. La ville est divisée en quartiers de combat, subordonnée aux États-majors les plus proches. Sur les points les plus importants sont concentrées des compagnies de la Garde rouge, liées à des contingents d'armée voisins, où veillent, toutes prêtes, des compagnies en service. Les buts de chaque opération particulière et les contingents à affecter sont fixés d'avance. Tous les participants de l'insurrection, du haut en bas — là est sa puissance, mais là aussi, par moments, son talon d'Achille — sont pénétrés de l'assurance que la victoire sera acquise sans victimes.

Les principales opérations commencèrent vers deux heures du matin. Par petits groupes militaires, ordinairement avec un noyau d'ouvriers armés ou de matelots, sous la direction de commissaires, l'on occupe simultanément ou consécutivement les gares, la centrale d'électricité, les arsenaux et les entrepôts d'approvisionnement, le service des eaux, le pont du Palais, la

centrale des téléphones, la banque d'État, les grandes imprimeries, et l'on s'assure des télégraphes et de la poste. Partout, l'on place une garde sûre.

Les comptes rendus concernant les épisodes de la nuit sont maigres et incolores : ils ressemblent à des procès-verbaux de police. Tous les participants sont pris d'une fièvre nerveuse. Personne n'a le temps d'observer et d'enregistrer. Les informations qui arrivent aux États-majors ne sont point consignées sur le papier, ou bien sont rédigées distraitemment, et les papiers se perdent. Les souvenirs imprimés plus tard sont secs et pas toujours exacts, étant donné qu'ils proviennent, pour la plupart, de témoins d'occasion. Les ouvriers, matelots et soldats, qui étaient les effectifs inspirateurs et dirigeants des opérations, prirent bientôt la tête des premiers détachements de l'Armée rouge et, en majorité, tombèrent sur différents champs de bataille de la guerre civile. Pour déterminer le caractère et l'ordre des divers épisodes, l'historien se heurte à une grande confusion accentuée encore par les comptes rendus des journaux. Il semble parfois qu'il ait été plus facile de s'emparer de Petrograd pendant l'automne de 1917 que de répéter le même coup quinze ans plus tard !

La première compagnie, la plus solide et la plus révolutionnaire du bataillon des sapeurs, est chargée de s'emparer de la gare voisine, la gare Nicolas. Un quart d'heure après, les lieux sont occupés sans coup férir par de forts détachements : les forces gouvernementales ont disparu dans les ténèbres. Elle est pleine de rumeurs douteuses et de mouvements mystérieux, la froide et pénétrante nuit. Dominant une anxiété profonde, les soldats, consciencieusement, arrêtent les piétons et les gens qui passent en voiture, vérifiant avec soin les papiers. Ils ne savent pas toujours comment agir, ils hésitent, le plus souvent ils relâchent les gens. Mais, d'heure en heure, ils ont plus d'assurance. Vers six heures du matin, les sapeurs arrêtent deux camions automobiles chargés de *junkers*, environ soixante hommes, les désarment et les expédient à Smolny.

Le même bataillon reçoit l'ordre d'envoyer cinquante hommes pour monter la garde aux entrepôts d'approvisionnement et vingt et un hommes

pour garder la centrale d'électricité. Les détachements viennent les uns après les autres, de Smolny, du district. Personne ne fait d'objection ni ne murmure. D'après le rapport d'un commissaire, les ordres sont exécutés « immédiatement et exactement », Les déplacements des soldats prennent une netteté qu'ils n'avaient pas eue depuis longtemps. Si ébranlée et décomposée que fût la garnison, bonne tout au plus à mettre au rebut, en cette nuit, la vieille discipline militaire se réveille en elle et, pour la dernière fois, tend chaque muscle au service d'un nouveau dessein.

Le commissaire Ouralov reçut deux mandats : l'un pour occuper l'imprimerie du journal réactionnaire *Rousskaia Volia* (*La Liberté russe*), fondé par Protopopov peu avant qu'il devint le ministre de l'Intérieur de Nicolas II ; l'autre, pour obtenir un contingent de soldats du régiment de la Garde Semenovskiy que le gouvernement, d'après de vieux souvenirs, continuait à considérer comme des siens. Les soldats du régiment Semenovskiy étaient indispensables pour l'occupation de l'imprimerie : l'imprimerie, on en avait besoin pour la publication du journal bolcheviste en grand format et à gros tirage. Les soldats faisaient déjà leurs préparatifs pour se coucher. Le commissaire leur exposa brièvement le but de sa mission : « Je n'eus pas le temps de finir que de tous côtés retentissaient les hourras. Les soldats se dressaient et m'entouraient étroitement. » Un camion automobile surchargé d'hommes du régiment Semenovskiy arriva à l'imprimerie. Dans la salle des rotatives s'assembla bientôt l'équipe de nuit. Le commissaire exposa pourquoi il était venu. Ici encore, comme à la caserne, les ouvriers répondirent par des hourras et des cris de : « *Vivent les soviets !* » La tâche était remplie. C'est à peu près ainsi que d'autres mises sous séquestre eurent lieu dans d'autres établissements. L'on n'avait pas à user de violence, car il n'y avait pas de résistance. Les masses insurgées poussaient des coudes et rejetaient au dehors les maîtres de la ville.

Le commandant de la région militaire communiquait, la nuit, au Grand Quartier Général et à l'État-major du front Nord, par les fils militaires spéciaux : « La situation de Petrograd est épouvantable. Il n'y a pas de manifestations ni de désordres dans les rues, Mais on s'empare

méthodiquement des établissements, des gares, il y a des arrestations... Les *junkers* abandonnent leurs postes sans résistance... Rien ne garantit qu'il n'y ait pas une tentative pour mettre la main sur le gouvernement provisoire. » Polkovnikov a raison : il n'y a effectivement aucune garantie.

Dans les sphères militaires, l'on prétendait que les agents du Comité militaire révolutionnaire auraient volé au commandement de Petrograd, sur sa table, les « mots » et les réponses des sentinelles de la garnison. Il n'y aurait rien eu d'in vraisemblable à cela : parmi le petit personnel de toutes les institutions, l'insurrection avait suffisamment d'amis. Néanmoins, la version concernant le vol des « mots » de consigne fut créée vraisemblablement pour expliquer la passivité trop vexante avec laquelle les postes de garde bolchevistes s'emparaient de la ville.

Dans la garnison est distribué, de Smolny, dans le courant de la nuit, un ordre : les officiers qui ne reconnaissent pas le pouvoir du Comité militaire révolutionnaire seront arrêtés. Bien des chefs avaient déjà réussi à disparaître de nombreux régiments pour attendre en lieu sûr la fin de ces journées inquiétantes. En d'autres contingents, les officiers furent évincés ou arrêtés. Partout se formèrent des comités révolutionnaires ou des États-majors qui agissaient en plein accord avec les commissaires. Que le commandement improvisé n'ait pas été pleinement à la hauteur de sa tâche, c'est tout à fait clair. Mais, par contre, il était sûr. Et la question se décidait avant tout sur le plan politique.

Cependant, malgré toute leur inexpérience, les États-majors de divers effectifs manifestaient une initiative considérable. Le Comité du régiment Pavlovsky envoyait de sa part des éclaireurs à l'État-major de la région pour savoir ce qui s'y passait. Le « bataillon chimique » de réserve suivait attentivement ses voisins turbulents : les *junkers* des écoles Pavlovsky et Vladimirovsky et les élèves du corps des Cadets. Les chimistes assez souvent désarmaient dans la rue des *junkers*, et, ainsi, leur en imposaient. S'étant lié avec le contingent de soldats de l'école Pavlovsky, l'État-major du bataillon de chimistes obtint que les chefs de l'armement se trouvent entre les mains de

ce contingent.

La quantité des forces qui participèrent directement à la prise de la capitale dans la nuit est difficile à déterminer : non seulement parce que personne ne les compta et ne les inscrivit, mais à cause du caractère des opérations mêmes. Les réserves de 2^o et de 3^o ligne se confondaient presque avec toute la garnison. Mais l'on ne pouvait recourir aux réserves qu'épisodiquement. Plusieurs milliers de gardes rouges, de deux à trois milliers de marins — le lendemain, avec l'arrivée des hommes de Cronstadt et d'Helsingfors, leur nombre sera à peu près triplé — une vingtaine de compagnies et de détachements d'infanterie, voua les forces de 1^{re} et de 2^e ligne, à l'aide desquelles les insurgés occupèrent la capitale.

À 3 h 20 du matin, le directeur du département politique du ministère de la Guerre, le menchevik Scherr, transmettait par fil direct au Caucase : « Il y a séance du Comité exécutif des soviets et avec une écrasante majorité de bolcheviks. On a ovationné Trotsky. Il a déclaré qu'il espérait une issue non sanglante de l'insurrection, étant donné que la force était entre leurs mains. Les bolcheviks en sont venus à l'action directe. Ils se sont saisi du pont Nicolas, ils y ont placé des autos blindées. Le régiment Pavlovsky, dans la rua Millionnaïa, près du palais d'Hiver, a placé des piquets de sentinelles, coupe le passage, procède à des arrestations, envoie les personnes arrêtées à Smolny. On a arrêté le ministre Kartachev et le secrétaire général du gouvernement Provisoire Halpérine. La gare de la Baltique est également entre les mains des bolcheviks. S'il n'y a pas d'intervention du front, le gouvernement n'aura pas la force de résister avec les troupes dont il dispose. »

La séance unifiée des Comités exécutifs dont parle le communiqué du lieutenant Scherr s'ouvrit à Smolny après minuit. Les délégués au Congrès remplissaient la salle en qualité d'invités. Les corridors et les couloirs étaient occupés par des postes de garde renforcés. Capotes grises, fusils, mitrailleuses aux fenêtres. Les membres des Comités exécutifs étaient noyés dans une masse de provinciaux, aux nombreuses têtes hostiles. L'organe suprême de la « démocratie » semblait déjà prisonnier de l'insurrection. A la tribune, l'on ne

voyait pas la figure habituelle du président Tchkhéidze. L'inévitable rapporteur Tseretelli était absent. L'un et l'autre, effrayés par la marche des événements, avaient rendu, quelques semaines avant la bataille, les postes où ils étaient responsables et, faisant un geste de découragement sur Petrograd, étaient partis pour leur Géorgie natale. Comme leader du bloc conciliateur restait Dan. Il n'avait ni la bonhomie malicieuse de Tchkhéidze, ni l'éloquence pathétique de Tseretelli ; en revanche, il les dépassait tous deux par une myopie obstinée. Tout seul, au bureau présidentiel, le socialiste-révolutionnaire Gotz ouvrit la séance. Dan prit la parole dans un grand silence qui parut à Soukhanov atonique, mais à John Reed « presque menaçant ». L'argument du rapporteur était la toute récente résolution du préparlement, qui s'efforçait d'opposer à l'insurrection le faible écho de ses propres mots d'ordre. « Il sera trop tard si vous ne tenez pas compte de cette décision », disait Dan, agitant la menace de l'inévitable famine et de la démoralisation des masses. « Jamais encore la contre-révolution n'avait été aussi forte que dans le moment présent », c'est-à-dire dans la nuit du 24 au 25 octobre 1917 ! Le petit bourgeois, épouvanté en face de grands événements, n'aperçoit que des dangers et des obstacles. Son unique ressource est le langage pathétique de la peur. « Dans les usines et les casernes, la presse des Cent-Noirs a beaucoup plus de succès que celle des socialistes. » Des fous mènent la révolution à sa perte, comme en 1905, « quand, à la tête du Soviet de Petrograd, se trouvait le même Trotsky » Mais non. Le Comité exécutif central ne tolérera pas qu'on aille jusqu'à l'insurrection : « C'est seulement sur son cadavre que se croiseront les baïonnettes des parties belligérantes. » Des cris retentissent : « Mais c'est déjà un cadavre ! » La justesse de cette exclamation est ressentie dans tout l'auditoire : sur le cadavre des conciliateurs se croisaient déjà les baïonnettes de la bourgeoisie et du prolétariat. La voix du rapporteur sombre dans un brouhaha hostile. Les coups frappés sur le pupitre n'agissent pas, les exhortations ne touchent personne, les menaces n'effraient point. Trop tard, trop tard...

Oui, c'est l'insurrection ! Répondant au nom du Comité militaire révolutionnaire, du parti bolcheviste, des ouvriers et des soldats de Petrograd,

Trotsky rejette, enfin, les dernières formules conventionnelles. Oui, les masses sont avec nous et nous les menons à l'assaut ! « Si vous ne tremblez pas — dit-il aux délégués du Congrès, passant par-dessus la tête du Comité exécutif central — il n'y aura pas de guerre civile, les ennemis capituleront sur-le-champ, et vous occuperez la place qui vous appartient de droit, celle de maîtres de la terre russe. » Abasourdis, les membres du Comité exécutif central ne trouvent même pas la force de protester. Jusqu'à présent la phraséologie défensive de Smolny entretenait en eux, malgré tous les faits, une petite flamme vacillante d'espoir. Et maintenant, ce feu s'était éteint. En ces heures de sombre nuit, l'insurrection dresse très haut la tête.

La séance, riche en incidents, se termina vers quatre heures du matin. Des orateurs bolchevistes montaient à la tribune pour revenir aussitôt au Comité militaire révolutionnaire, où arrivaient, de tous les points de la ville, des informations entièrement favorables : les postes de garde dans les rues veillent bien ; les institutions sont occupées l'une après l'autre ; l'adversaire ne fait pas de résistance.

On avait supposé que le central téléphonique était fortifié très sérieusement. Mais, vers sept heures du matin, il fut occupé sans coup férir par une équipe du régiment Keksholmsky. Les insurgés, dès lors, n'avaient plus à s'inquiéter de leur liaison entre eux, mais en outre obtenaient la possibilité de contrôler les rapports téléphoniques des adversaires. Les appareils de communication du palais d'Hiver et du grand État-major furent d'ailleurs immédiatement coupés.

Presque en même temps, un détachement de matelots des équipages de la Garde, environ quarante hommes, s'emparait des locaux de la Banque d'État, sur le canal Catherine. Un employé de la Banque, Raltsevitch, dit dans ses Souvenirs que « le détachement de matelots agit impétueusement », en plaçant tout de suite des sentinelles aux postes téléphoniques pour empêcher tout secours possible de l'extérieur. La prise de l'établissement eut lieu « sans aucune résistance, malgré la présence d'une escouade du régiment Semenovskiy. » L'on attribuait, dans un certain sens, à la prise de la Banque

un sens symbolique. Les cadres du parti s'étaient éduqués sur la critique marxiste de la commune de Paris de 1871, dont les dirigeants n'avaient pas osé, comme on sait, lever la main sur la Banque de France. « Non, nous n'en reviendrons pas à une telle erreur », se disaient bien des Bolcheviks, longtemps avant le 25 octobre. La nouvelle de la saisie du plus sacré des établissements de l'État bourgeois vola immédiatement par les districts, suscitant une effervescence triomphale.

De très bonne heure dans la matinée, l'on occupa la gare de Varsovie, l'imprimerie des *Birjevye Vedomosti* (*Informations Boursières*), le pont du Palais, sous les fenêtres mêmes de Kerensky. Le commissaire du Comité présenta aux soldats du régiment de Volhynie, qui était de garde, l'ordre de mettre en liberté un certain nombre de détenus d'après une liste établie par le Soviet. C'est en vain que l'administration pénitentiaire essaya d'obtenir des instructions du ministre de la Justice : celui-ci avait bien autre chose à faire. Les bolchevistes mis en liberté, dans ce nombre le jeune leader de Cronstadt Rochal, furent immédiatement, désignés pour des postes de combat.

Dans la matinée, l'on amena à Smolny un groupe de *junkers* arrêtés par des sapeurs à la gare Nicolas ; ces *junkers* étaient partis en camions du palais d'Hiver pour le ravitaillement. Podvoïsky raconte ceci : « Trotsky leur déclara qu'ils étaient remis en liberté sous condition de promettre qu'ils n'agiraient plus contre le pouvoir soviétique ; en outre, ils pouvaient revenir à leurs occupations scolaires. Ces gamins, qui s'attendaient à des représailles sanglantes, furent indiciblement stupéfaits. » Dans quelle mesure un élargissement immédiat était-il juste, cela reste douteux. La victoire n'avait pas encore été remportée jusqu'au bout, les *junkers* constituaient la force principale de l'adversaire. D'autre part, en raison des hésitations qui existaient dans les écoles militaires, il était important de montrer en fait qu'une reddition à la merci des vainqueurs n'annonçait pour les *junkers* aucun châtement. Les motifs, dans l'un et l'autre sens, semblaient s'équilibrer.

Du ministère de la Guerre, non encore occupé par les insurgés, le général Levitsky communiquait, le matin, par fil direct, au Grand Quartier Général, au

général Doukhonine : « Des éléments de la garnison de Petrograd... sont passés aux bolcheviks. De Cronstadt sont arrivés des matelots et un croiseur léger. Les ponts qui avaient été coupés ont été rétablis par eux. Toute la ville est couverte de postes de garde de la garnison, mais il n'y a aucune manifestation (!). Le central téléphonique est entre les mains de la garnison. Les contingents qui se trouvent dans le palais d'Hiver ne le gardent que pour la forme, car ils ont résolu de ne pas agir effectivement. Dans l'ensemble, l'impression est que le gouvernement provisoire se trouve dans la capitale d'un état ennemi, ayant achevé la mobilisation mais n'ayant pas ouvert les hostilités. » Inappréciable témoignage militaire et politique ! Le général, à vrai dire, anticipe sur les événements quand il dit que, de Cronstadt, des matelots sont arrivés : ils n'arriveront que dans quelques heures. Le passage du pont a effectivement été rétabli par le croiseur *Aurore*. Naïf est à la fin du rapport l'espoir exprimé que les bolcheviks, « ayant depuis longtemps, en fait, la possibilité d'en finir avec nous tous... n'oseront pas rompre avec l'opinion de l'armée du front », Des illusions au sujet du front, c'était tout ce qui restait aux généraux démocrates de l'arrière. Par contre, l'image du gouvernement provisoire se trouvant « dans la capitale d'un État ennemi » entrera pour toujours dans l'histoire comme la meilleure explication de l'insurrection d'Octobre.

À Smolny l'on siégeait en permanence. Des agitateurs, organisateurs, dirigeants d'usine, de régiment, de district, se montraient pour une heure ou deux, parfois pour quelques minutes, dans le but de savoir les nouvelles, de vérifier leur propre action et de revenir à leur poste. Devant la salle n° 18, où se tenait la fraction bolcheviste du Soviet, il y avait un attroupement indescriptible. Les visiteurs, exténués, s'endormaient fréquemment dans la salle des séances, appuyant une tête alourdie contre une blanche colonne, ou bien contre le mur d'un corridor, le fusil serré entre les bras, parfois couchés tout du long sur le pavage mouillé et sale. Lachevitch recevait les commissaires militaires et leur donnait les dernières instructions. Dans le local du Comité militaire révolutionnaire, au troisième étage, les rapports qui venaient de tous côtés se transformaient en décisions : là battait le cœur de

l'insurrection.

Les centres des districts reproduisaient le tableau de Smolny, seulement à une échelle réduite. Dans le faubourg de Vyborg, en face de l'État-major de la Garde rouge, sur la perspective Sampsonïevsky, tout un camp se forma : la chaussée fut encombrée par des voitures attelées, des automobiles légères, des camions. Les institutions du faubourg fourmillaient d'ouvriers armés. Le Soviet, la Douma, les syndicats, les Comités d'usine, tout, dans ce district, servait à l'œuvre de l'insurrection. Dans les usines, dans les casernes, dans les institutions se produisait, à échelle réduite, la même chose que dans toute la capitale : on refoulait les uns, on élisait les autres, on rompt ce qui restait de vieux liens, on en consolidait de nouveaux. Les attardés étaient des résolutions de soumission au Comité militaire révolutionnaire. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires se blottissaient peureusement à l'écart avec l'administration des usines et le corps des officiers. Dans d'incessants meetings l'on donnait de toutes fraîches informations, on entretenait l'assurance combative, on fortifiait la liaison. Les masses humaines se groupaient sur de nouveaux axes. L'insurrection se parachevait.

Pas à pas, nous avons essayé d'instruire, dans ce livre, la préparation du soulèvement d'octobre : mécontentement croissant des masses ouvrières, les soviets se plaçant sous les drapeaux du bolchevisme, irritation de l'armée, marche des paysans contre les propriétaires nobles, débordement du mouvement national, appréhension et troubles croissants chez les possédants et les dirigeants, enfin lutte à l'intérieur du parti bolcheviste pour le soulèvement. L'insurrection qui achève le tout semble, après cela trop courte, trop sèche, trop pratique, comme si elle ne répondait pas à l'envergure historique des événements. Le lecteur éprouve une sorte de désillusion. Il ressemble à un touriste en montagne qui, s'attendant à trouver encore les plus grosses difficultés devant lui, découvre tout à coup qu'il est déjà parvenu au sommet ou à peu près. Où est l'insurrection ? Le tableau n'est pas fait. Les événements ne font pas tableau. De petites opérations, calculées et préparées d'avance, restent distinctes entre elles dans l'espace et dans le temps. Elles sont liées par l'unité de but et de conception, mais non point par la fusion

même de la lutte. Les grandes masses ne sont pas en action. Il n'y a point de collisions dramatiques avec les troupes. Rien de tout ce qu'une imagination éduquée d'après les faits de l'Histoire rattache au concept d'une insurrection.

Le caractère général de l'insurrection dans la capitale donne plus tard motif à Masaryk, après plusieurs autres, d'écrire : « Le soulèvement d'octobre... ne fut nullement un mouvement populaire de masses. Il fut l'œuvre de leaders qui travaillaient d'en haut, dans la coulisse. » En réalité, ce fut le plus grand soulèvement de masses de toute l'Histoire. Les ouvriers n'avaient pas besoin de sortir sur la place pour fusionner : ils constituaient sans cela politiquement et moralement, un ensemble. Il fut même interdit aux soldats de sortir des casernes sans autorisation : à cet égard, l'ordre du Comité militaire révolutionnaire coïncidait avec celui de Polkovnikov. Mais ces masses invisibles marchaient plus que jamais au pas des événements. Les usines et les casernes ne perdent pas un instant la liaison avec les États-majors de district, les districts avec Smolny. Les détachements de gardes rouges se sentent appuyés par les usines. Les équipes de soldats, en rentrant à la caserne, trouvent une relève toute prête. C'est seulement ayant de grosses réserves derrière eux que les contingents révolutionnaires pouvaient marcher avec tant d'assurance pour parvenir à leurs fins. Par contre, des postes gouvernementaux disséminés, vaincus d'avance par leur propre isolement, renonçaient à l'idée même d'opposer une résistance. Les classes bourgeoises s'attendaient à des barricades, aux lueurs des incendies, à des pillages, à des flots de sang. En réalité, il régnait un calme plus effrayant que tous les grondements du monde. Sans bruit se mouvait le terrain social, comme une scène tournante, amenant les masses populaires au premier plan et emportant les maîtres de la veille dans un autre monde.

Dès dix heures du matin, le 25, Smolny jugea possible de diffuser dans la capitale et dans le pays un bulletin de victoire : « Le gouvernement provisoire est déposé. Le pouvoir d'État est passé aux mains du Comité militaire révolutionnaire. » Dans un certain sens, cette déclaration anticipait fortement. Le gouvernement existait encore, du moins sur le territoire du palais d'Hiver. Le Grand Quartier Général existait toujours. La province ne s'était pas

prononcée. Le Congrès des soviets ne s'était pas encore ouvert. Mais les dirigeants de l'insurrection ne sont pas des historiens : pour préparer aux historiens des événements à raconter, ils sont forcés d'anticiper. Dans la capitale, le Comité militaire révolutionnaire était déjà absolument maître de la situation. Il ne pouvait y avoir de doute sur la sanction du Congrès. La province attendait l'initiative de Petrograd. Pour s'emparer totalement du pouvoir, il fallait commencer à agir comme un pouvoir. Dans son manifeste aux organisations militaires du front et de l'arrière, le Comité invitait les soldats à surveiller avec vigilance la conduite du commandement, à mettre en état d'arrestation les officiers qui n'adhéraient pas à la révolution et à ne pas hésiter devant l'emploi de la force dans le cas où l'on essaierait d'envoyer sur Petrograd des contingents hostiles.

Arrivé du front la veille, Stankevitch, principal commissaire du Grand Quartier Général, pour ne pas rester tout à fait désœuvré dans le royaume de la passivité et du croupissement, entreprit, le matin, à la tête d'une demi-compagnie de *junkers* du génie, d'essayer de faire évacuer le central téléphonique occupé par les bolcheviks. Les *junkers*, en cette occasion, surent pour la première fois entre les mains de qui se trouvait le central. « Voilà donc ceux, dirait-on, de qui l'on doit apprendre l'énergie — s'écrie, en grinçant des dents, l'officier Sinégoub — et où trouvent-ils seulement une pareille direction ? » Les matelots qui occupaient le central téléphonique auraient pu, sans difficulté, exterminer les *junkers* en tirant par les fenêtres. Mais les insurgés font tous leurs efforts pour éviter une effusion de sang. De son côté, Stankevitch ordonne sévèrement de ne pas ouvrir le feu : autrement, les *junkers* seront accusés d'avoir tiré sur le peuple. L'officier qui commande médite à part lui : « Mais, du moment que nous aurons rétabli l'ordre, qui donc pourra dire un mot ? » Et il termine ses réflexions en s'écriant : « Maudits comédiens ! » C'est la formule même caractérisant l'attitude du corps des officiers à l'égard du gouvernement. De sa propre initiative, Sinégoub envoie demander au palais d'Hiver des grenades et des cartouches de coton-poudre. Entre-temps, le lieutenant monarchiste engage, devant la grand-porte du central, un débat politique avec un sous-lieutenant

bolcheviste : comme les héros d'Homère, ils s'accablent l'un l'autre d'invectives avant le combat. Prises entre deux feux, qui ne sont encore que ceux de l'éloquence, les demoiselles du téléphone s'abandonnent à leurs nerfs. Les matelots les renvoient chez elles. « Quoi ?... Des femmes !... » Elles se précipitent dehors en poussant des cris hystériques. « La rue Morskaïa, déserte raconte Sinegoub — fut soudain toute bariolée de fuyardes, de fanfreluches sautillantes et de petits chapeaux. » Les matelots s'arrangent pour faire à peu près bon usage des appareils du téléphone. Dans la cour du central survient bientôt une auto blindée montée par des Rouges, qui ne font aucun mal aux *junkers* épouvantés. Ceux-ci, de leur côté, s'emparent de deux camions automobiles et barricadent du dehors la porte du central. Du côté de la Nevsky apparaît une deuxième auto blindée, puis une troisième. Tout se réduit à des manœuvres et à des tentatives réciproques d'intimidation. La lutte pour la possession du central est résolue sans faire usage du coton-poudre : Stankevitch lève le siège, sous clause de libre passage pour ses *junkers*.

Les armes ne sont encore pour l'instant qu'un signe extérieur de force : on ne les emploie presque pas. En route vers le palais d'Hiver, la demi-compagnie de Stankevitch se heurte à un détachement de matelots prêts à tirer. Les adversaires se mesurent du regard. Ni d'un côté ni de l'autre l'on n'a envie de se battre : d'un côté parce qu'on sent sa force, de l'autre parce qu'on sent sa faiblesse. Mais là où l'occasion s'en présente, les insurgés, surtout les ouvriers, se hâtent de désarmer l'ennemi. La seconde demi-compagnie des mêmes *junkers* du génie, encerclée par les gardes rouges et les soldats, est désarmée par eux avec l'assistance d'autos blindées, et est faite prisonnière. Cependant, là encore, il n'y eut point de combat : les *junkers* n'opposaient point de résistance. « Ainsi se termina — d'après le témoignage de l'initiateur la seule tentative de résistance active aux bolcheviks que je sache. » Stankevitch a en vue les opérations en dehors du rayon du palais d'Hiver.

Vers midi, les rues, aux alentours du palais Marie, sont occupées par les troupes du Comité militaire révolutionnaire. Les membres du préparlement venaient seulement d'entrer en séance, Le Bureau essaya d'obtenir les dernières informations : il y eut une brusque dépression quand on apprit que

les communications téléphoniques étaient coupées. Le conseil des doyens se demandait comment agir. Les députés bourdonnaient dans les coins. Avksentiev apportait des consolations : Kerensky est parti pour le front, il reviendra bientôt et arrangera tout ça. Devant la grand-porte s'arrêtait une auto blindée. Des soldats des régiments lituaniens et Keksholmsky et des matelots des équipages de la Garde entrèrent dans l'édifice, se rangèrent le long de l'escalier, occupèrent la première salle. Le chef du détachement invite les députés à quitter immédiatement le Palais. « L'impression fut abasourdissante », rapporte Nabokov. Les membres du préparlement décidèrent de se séparer, « interrompant provisoirement leur activité ». Contre la soumission à la violence, il y eut 48 voix de droite ; ceux-ci savaient qu'ils resteraient en minorité. Les députés descendirent pacifiquement le magnifique escalier « entre deux haies de fusils. Des témoins oculaires l'affirment : « Il n'y eut rien de dramatique dans tout cela. » « Toujours les mêmes physionomies stupides, obtuses, mauvaises », écrit le patriote libéral Nabokov, parlant des soldats et des matelots tristes. En bas, à la sortie, les chefs des détachements examinaient les papiers et laissèrent sortir tout le monde. « On s'attendait à un triage des membres du préparlement et à des arrestations — témoigne Milioukov qui fut relâché parmi les derniers — mais l'État-major révolutionnaire avait d'autres soucis. » Ce n'est pas seulement cela : l'État-major révolutionnaire avait peu d'expérience. L'ordre donné disait : arrêter, s'il s'en trouve, les membres du gouvernement. Mais il ne s'en trouva point. Les membres du préparlement furent relâchés sans difficultés et, parmi eux, ceux qui devinrent bientôt les organisateurs de la guerre civile.

L'hybride parlement, dont l'existence s'acheva douze heures avant celle du gouvernement provisoire, avait existé dix-huit jours : l'intervalle entre le moment où les bolcheviks sortirent du palais Marie dans la rue et l'invasion de ce palais par la rue armée. De toutes les parodies de représentation dont l'Histoire est si riche, le Conseil de la République de Russie était peut-être la plus extravagante.

Quittant le néfaste édifice, l'octobriste Chidlovsky s'en alla rôder en ville pour observer les combats : ces messieurs estimaient que le peuple se

soulèverait pour leur défense. Mais aucune échauffourée n'eut lieu. En revanche, d'après Chidlovsky, le public dans les rues — le public sélect de la perspective Nevsky — riait à gorge déployée. « Vous avez entendu : les bolcheviks ont pris le pouvoir ? Ils en ont pour trois jours tout au plus. Ah ! Ah ! Ah ! » décida de rester dans la capitale « pendant le temps que la rumeur publique attribuait au règne des bolcheviks ». On sait que les trois jours se prolongèrent assez longtemps.

Le public de la Nevsky ne commença d'ailleurs à s'effacer que vers le soir. Dans la matinée, l'alarme était si grande que, dans les quartiers bourgeois, peu de gens osaient se montrer dans la rue. A neuf heures du matin, le journaliste Knijnik courut chercher ses journaux sur la perspective Kaménno-Ostrovsky, mais il ne trouva pas de vendeurs de journaux. Dans un petit rassemblement de gens du commun, l'on racontait que, pendant la nuit, les bolcheviks avaient occupé les téléphones, les télégraphes et la Banque. Une patrouille de soldats écouta et pria les gens de ne pas faire de bruit. « Mais même sans cela, tous étaient extraordinairement calmes. » Des détachements d'ouvriers armés défilaient. Les tramways circulaient comme d'ordinaire, c'est-à-dire lentement. « Je me sentais accablé à constater la rareté des passants » — écrit Knijnik au sujet de la Nevsky. On servait dans les restaurants, mais, de préférence, dans les arrière-salles. A midi, le canon qui annonce l'heure gronda ni plus ni moins que d'ordinaire du haut du rempart de la forteresse Pierre-et-Paul, solidement occupée par les bolcheviks. Les murs et les palissades étaient couverts d'avis à la population contre toutes manifestations. Mais déjà apparaissaient d'autres affiches annonçant la victoire de l'insurrection. On n'avait pas eu le temps même de les coller et des automobiles les distribuaient. Les feuilles, à peine sorties de l'imprimerie, sentaient l'encre fraîche comme les événements eux-mêmes.

Des détachements de la Garde rouge sortirent de leurs districts. L'ouvrier avec son fusil, la baïonnette au-dessus de son bonnet ou de sa casquette, le ceinturon sur son paletot de civil, cette image est inséparable de la date du 25 octobre. C'est avec circonspection et encore sans assurance que l'ouvrier armé mettait de l'ordre dans la capitale qu'il avait conquise pour son propre

compte.

Le calme des rues mettait de la tranquillité dans les cœurs. Les habitants commencèrent à sortir de chez eux. Vers le soir, parmi eux, l'on observait moins d'inquiétude que durant les journées précédentes. A vrai dire, dans les établissements gouvernementaux et dans les services publics, le travail avait cessé. Mais de nombreux magasins restaient ouverts ; certains se formaient, mais plutôt par prudence que par nécessité. L'insurrection ? Est-ce ainsi que l'on s'insurge ? C'est tout simplement la garde de Février qui est relevée par celle d'octobre.

Dans la soirée, la Nevsky était plus que jamais remplie du public qui assignait aux bolcheviks trois jours d'existence. Les soldats du régiment Pavlovsky, bien que leurs retranchements fussent fortifiés par des autos blindées et même par un canon contre avions, n'inspiraient plus déjà aucune crainte. Il est vrai que quelque chose de sérieux se passe autour du palais d'Hiver et que l'on n'a point accès de ce côté. Mais, tout de même, l'insurrection ne peut être toute concentrée sur la place du Palais. Un journaliste américain aperçut des vieillards, vêtus d'opulentes pelisses, qui tendaient un poing ganté aux soldats du régiment Pavlovsky, et des femmes élégantes qui leur piaillaient des injures. « Les soldats répliquaient faiblement, avec des sourires confus. » Ils se sentaient évidemment égarés sur la luxueuse perspective Nevsky qui devait plus tard, mais pas encore, s'appeler la « perspective du 25 octobre ».

Claude Anet, officieux journaliste français à Petrograd, s'étonnait sincèrement : ces Russes incohérents font une révolution autrement qu'il ne l'a vu dans les vieux bouquins. « La ville est calme ! » Anet se renseigne par téléphone, reçoit des visites, sort de chez lui. Les soldats qui lui coupent le passage sur la Moïka marchent en bon ordre, « comme sous l'ancien régime ». Sur la Milliennaïa, nombreuses patrouilles. Pas un coup de fusil L'immense place du palais d'Hiver, à cette heure de midi, est encore presque déserte. Patrouilles sur la Morskaïa et la Nevsky. Les soldats ont de l'allure, une tenue irréprochable, Au premier coup d'œil, il semble indubitable que ce soient des

troupes du gouvernement. Sur la place du palais Marie, d'où Anet pensait pénétrer dans le préparlement, il est arrêté par des soldats et des matelots, « à vrai dire très polis ». Deux rues accédant au Palais sont barricadées par des automobiles et des chariots. Il y a aussi à cet endroit des autos blindées. Tout cela est aux ordres de Smolny. Le Comité militaire révolutionnaire a envoyé par toute la ville des patrouilles, a placé des postes de garde, a dissous le Préparlement, est le maître de la capitale et y a établi un ordre « qu'on n'avait jamais vu depuis le commencement de la révolution ». Dans la soirée, la concierge vient apprendre aux locataires français que l'État-major des soviets a communiqué les numéros de téléphone qui peuvent servir, à toute heure, pour demander le secours de la force armée en cas d'attaque ou de perquisition douteuse. « En vérité, nous n'avons jamais été mieux gardés. »

À 2h 35 de l'après-midi — les journalistes étrangers regardaient leur montre, les russes n'avaient pas le temps — la séance extraordinaire du Soviet de Petrograd fut ouverte par un rapport de Trotsky qui, au nom du Comité militaire révolutionnaire, déclara que le gouvernement provisoire n'existait plus. « On nous avait dit que l'insurrection noierait la révolution dans des torrents de sang... Nous n'avons pas connaissance d'une seule victime. » Nous n'avons pas d'exemple dans l'Histoire d'un mouvement révolutionnaire auquel auraient été mêlées de si formidables masses et qui aurait été si peu sanglant. « Le palais d'Hiver n'est pas encore pris, mais son sort sera réglé dans quelques moments. » Les douze heures qui vont suivre montreront que cette prédiction était trop optimiste.

Trotsky communique : du front l'on a mis en marche des troupes contre Petrograd ; il est indispensable d'envoyer immédiatement des commissaires du Soviet au front et dans tout le pays pour donner des renseignements sur l'insurrection accomplie.

D'une droite peu nombreuse partent des exclamations : « Vous anticipez sur la volonté du Congrès des soviets. » Le rapporteur répond : « La volonté du Congrès est déterminée d'avance par le fait formidable du soulèvement des ouvriers et des soldats de Petrograd. Maintenant il ne nous reste plus qu'à

étendre notre victoire. »

Lénine, qui paraissait là pour la première fois en public depuis qu'il était sorti de sa retraite, traçait brièvement le programme de la révolution : briser l'ancien appareil d'État ; créer un nouveau système de gouvernement au moyen des soviets ; prendre des mesures pour terminer immédiatement la guerre, en s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire dans les autres pays ; abolir la propriété des nobles et conquérir ainsi la confiance des paysans ; instituer le contrôle ouvrier sur la production. « La troisième révolution russe doit, en fin de compte, mener à la victoire du socialisme. »

La prise du palais d'Hiver

[Retour à la table des matières](#)

Kerensky accueillit Stankevitch, arrivant du front avec des rapports, dans un état d'exaltation : il venait de quitter le Conseil de la République, où il avait dénoncé définitivement l'insurrection des bolcheviks. — Une insurrection ? — Mais comment, vous ne savez pas qu'il y a chez nous une insurrection armée ? Stankevitch se mit à rire : allons, les rues sont absolument calmes ; est-ce ainsi que se présente une véritable insurrection ? — Mais il faudra tout de même en finir avec ces perpétuelles secousses. Là-dessus, Kerensky est complètement d'accord : il attend seulement la résolution du préparlement.

À 9 heures du soir, le gouvernement se réunit dans la salle aux Malachites du palais d'Hiver pour élaborer les moyens d'une « liquidation résolue et définitive » des bolcheviks. Expédié au palais Marie pour précipiter l'affaire, Stankevitch fit connaître avec indignation qu'une formule de confiance mitigée venait d'être votée. Même la lutte contre l'insurrection, d'après la résolution du préparlement, devait être confiée non au gouvernement, mais à un comité spécial de salut public. Kerensky, de son premier mouvement, déclara que, dans ces conditions, « il ne resterait pas une minute à la tête du gouvernement ». Les leaders conciliateurs furent immédiatement appelés par téléphone au palais. La possibilité de la démission de Kerensky les stupéfia

non moins que Kerensky ne fut stupéfié de la résolution qu'ils prirent. Avksentiev cherchait à se justifier : ils considéraient en somme la résolution comme « purement théorique et fortuite, et ne pensaient pas qu'elle pût mener à des effets pratiques ». Oui, ils voient maintenant eux-mêmes que la résolution, « peut-être, n'a pas été tout à fait bien rédigée ». Ces gens-là ne perdaient pas une occasion de montrer ce qu'ils valaient.

L'entretien nocturne des leaders démocrates avec le chef de l'État semble tout à fait invraisemblable sur le fond de l'insurrection qui se développe. Dan, un des principaux fossoyeurs du régime de Février, exigeait que le gouvernement, immédiatement, dans la nuit, fit coller par toute la ville des affiches annonçant qu'il avait proposé aux Alliés d'entamer des pourparlers de paix. Kerensky répondait que le gouvernement n'avait pas besoin de pareils conseils. On peut croire que le gouvernement eût préféré une bonne et solide décision. Mais Dan n'était pas en mesure de l'offrir. Kerensky s'efforçait, bien entendu, de rejeter la responsabilité de l'insurrection sur ses interlocuteurs. Dan répliquait que le gouvernement exagérait les événements sous l'influence de son « État-major réactionnaire ». Nul besoin en tout cas de démissionner : la résolution désagréable était nécessaire pour changer l'état d'esprit des masses. Les bolcheviks, « dès demain », seront forcés de dissoudre leur État-major si le gouvernement s'en tient aux suggestions de Dan. « Juste au même moment — explique Kerensky avec une ironie légitime — la Garde rouge occupait l'un après l'autre les édifices gouvernementaux. »

L'explication si riche de contenu avec les amis de gauche n'était pas encore terminée que Kerensky, dans la personne d'une délégation du Soviet des troupes cosaques, reçut des amis de droite. Les officiers faisaient semblant d'être en mesure de régler la conduite des trois régiments de cosaques cantonnés à Petrograd et faisaient à Kerensky des conditions diamétralement opposées à celles de Dan : pas de concessions aux soviets, la répression contre les bolcheviks doit être cette fois-ci menée jusqu'au bout, non pas comme en juillet, où des cosaques ont été inutilement victimes. Kerensky qui, lui-même, ne désirait pas autre chose, promet tout ce que l'on voulait de lui et s'excusa devant ses interlocuteurs de n'avoir pas encore arrêté, pour des raisons de

prudence, Trotsky, en tant que président du Soviet de Petrograd, Les délégués le quittèrent en lui assurant que les cosaques rempliraient leur devoir. Immédiatement, l'on envoie de l'État-major un ordre aux régiments cosaques : « Au nom de la liberté, de l'honneur et de la gloire de la terre maternelle, marchez à l'aide du Comité exécutif central, du gouvernement provisoire et pour le salut de la Russie en péril. » Ce gouvernement présomptueux, qui avait si jalousement maintenu son indépendance vis-à-vis du Comité exécutif central, est forcé en toutes occasions de se dissimuler honteusement derrière le dos de celui-ci au moment du danger. Des ordres suppliants sont expédiés également aux écoles de *junkers*, dans Petrograd et dans la banlieue. Aux chemins de fer, cette prescription : « Les échelons de troupes venant du front sur Petrograd seront dirigés sans aucun délai et au besoin, l'on suspendra le mouvement des trains de voyageurs. »

Après que le gouvernement, ayant accompli tout ce qui était dans ses possibilités, se fut séparé entre une et deux heures du matin, il ne resta au palais, avec Kerensky, que son adjoint, Konovalov, commerçant libéral de Moscou. Le commandant de la région, Polkovnikov, vint leur proposer d'organiser immédiatement, avec l'aide de troupes fidèles, une expédition pour la prise de Smolny. Kerensky, sans hésitation, adopta ce plan merveilleux. Mais, d'après les propos du chef de la région, l'on ne pouvait nullement comprendre sur quelles forces il comptait s'appuyer. C'est alors seulement que Kerensky, de son propre aveu, discerna que les rapports de Polkovnikov, affirmant depuis dix à douze jours qu'il était entièrement prêt à engager la lutte contre les bolcheviks, « n'étaient absolument basés sur rien ». Comme si, en réalité, pour apprécier la situation politique et militaire, Kerensky n'avait pas eu d'autres sources que les rapports de bureau d'un médiocre colonel placé à la tête de la région on ne savait trop pourquoi. Tandis que le chef du gouvernement se livrait à des réflexions mélancoliques, le commissaire du *gradonatchalstvo* (préfecture de police de la ville), Rogovsky, apporta une série d'informations : plusieurs navires de la flotte de la Baltique, parés pour le combat, sont entrés dans la Neva ; certains d'entre eux ont remonté le fleuve jusqu'au pont Nicolas qu'ils ont coupé ; des

détachements d'insurgés s'avancent vers le pont du palais. Rogovsky attira tout particulièrement l'attention de Kerensky sur ce fait que les « bolcheviks réalisaient tout leur plan dans l'ordre le plus parfait, ne rencontrant nulle part de résistance du côté des troupes gouvernementales ». Quelles étaient les troupes qu'il convenait de considérer comme « gouvernementales » ? La conversation, en tout cas, ne l'indique pas clairement.

Kerensky et Konovalov sortirent du palais, précipitamment, pour gagner l'État-major : « Il n'y a plus une minute à perdre. » L'imposant édifice rouge de l'État-major se trouva bondé d'officiers. Ils venaient là non pour les affaires de leurs troupes, mais pour se cacher d'elles. « Parmi cette multitude de militaires rôdaient de toutes parts des civils que personne ne connaissait. » Un nouveau rapport de Polkovnikov convainquit définitivement Kerensky de l'impossibilité de compter sur le commandant de la région et sur ses officiers. Le chef du gouvernement décide de grouper personnellement autour de lui « tous ceux qui sont fidèles à leur devoir ». Se rappelant qu'il est un homme de parti — c'est ainsi que certains, dans les affres de l'agonie, se souviennent de l'Eglise — Kerensky demande par téléphone qu'on lui envoie immédiatement des compagnies de combat socialistes-révolutionnaires. Avant même, cependant, que cet appel inattendu aux forces armées du parti socialiste-révolutionnaire pût — s'il le pouvait vraiment — donner des résultats, il fallut, d'après les termes de Milioukov, « écarter de Kerensky tous les éléments plus à droite qui, déjà, le considéraient avec malveillance ». L'isolement de Kerensky, qui s'était déjà suffisamment manifesté pendant les journées du soulèvement de Kornilov, prenait maintenant un caractère encore plus fatal. « Les longues heures de cette nuit se prolongeaient douloureusement », dit Kerensky, reprenant une phrase prononcée en août.

Les renforts n'arrivaient d'aucun côté. Les cosaques tenaient des séances, les représentants des régiments disaient que, somme toute, on pourrait bien marcher — pourquoi pas ? — mais que pour cela il faudrait des mitrailleuses, des autos blindées, et, surtout, de l'infanterie. Kerensky, sans hésitation, leur promit les autos blindées qui se préparaient à l'abandonner, et l'infanterie qu'il n'avait pas. En réponse, il lui fut dit que les régiments allaient bientôt

discuter de toutes ces questions et « commenceraient à seller les chevaux ». Les forces de combat des socialistes-révolutionnaires ne donnaient pas signe de vie. Existaient-elles encore ? Où se trouve en général la limite entre le réel et le spectral ? Les officiers qui s'étaient réunis à l'État-major prenaient à l'égard du généralissime et chef du gouvernement une attitude de plus en plus provocante. Kerensky affirme même que, parmi les officiers, l'on parla de la nécessité de le mettre en état d'arrestation. L'immeuble de l'État-major n'était, comme auparavant, gardé par personne. Les pourparlers officiels étaient menés en présence de tierces personnes, et entremêlés de palabres véhémentes. Un sentiment de prostration et de décomposition s'infiltrait, venant de l'État-major, dans le palais d'Hiver. Les *junkers* s'énervaient, l'équipe des autos blindées s'agitait. D'en bas aucun appui, en haut les cerveaux sont détraqués. Dans ces conditions, peut-on échapper à sa perte ?

À cinq heures du matin, Kerensky appela à l'État-major le directeur du ministère de la Guerre. Près du pont Troïstky, le général Manikovsky fut arrêté par des patrouilles, envoyé à la caserne du régiment Pavlovsky, mais, de là, relâché après de brèves explications : le général, doit-on penser, avait démontré que son arrestation pouvait démolir tout le mécanisme administratif et entraîner des désagréments pour les soldats au front. A peu près à la même heure fut arrêtée, devant le palais d'Hiver, l'automobile de Stankevitch, et il est à noter que le comité du régiment le relâcha lui aussi. « C'étaient des insurgés — raconte le détenu — qui pourtant agissaient avec fort peu d'assurance. De chez moi, je téléphonais, au sujet de l'incident, au palais d'Hiver, mais je reçus de là l'assurance tranquillisante qu'il y avait eu malentendu. » Au fait, le malentendu consistait en ceci que l'on avait relâché Stankevitch : quelques heures plus tard il essayait, comme le lecteur le sait déjà, d'enlever aux bolcheviks le central téléphonique.

Kerensky réclamait du Grand Quartier Général de Mohilev et de l'État-major du front Nord installé à Pskov l'envoi immédiat de régiments fidèles. Du Grand Quartier Général, Doukhonine assurait par fil direct que toutes les mesures étaient prises pour faire marcher des troupes sur Petrograd et que certains contingents devraient déjà commencer à arriver. Mais les contingents

n'arrivaient pas. Les cosaques en étaient encore à « seller leurs chevaux ». La situation dans la ville empirait d'heure en heure. Lorsque Kerensky et Konovalov revinrent au palais pour souffler un peu, une estafette apporta une nouvelle urgente ; les communications téléphoniques du palais étaient coupées. Le pont du palais, sous les fenêtres de Kerensky, était occupé par des piquets de matelots. La place, devant le palais d'Hiver, restait toujours déserte ; « de cosaques point l'ombre ». Kerensky repart en hâte pour l'État-major. Mais, là aussi, les nouvelles ne sont pas réconfortantes. Les *junkers* ont reçu des bolcheviks l'ultimatum de quitter le palais et ils sont très agités. Les autos blindées ne sont plus en mesure de fonctionner, on y a découvert d'une façon bien intempestive « la perte » de pièces essentielles. Et l'on n'a pas encore de renseignements sur les échelons qui doivent venir du front. Les approches du palais et de l'État-major ne sont pas du tout gardées : si les bolcheviks, jusqu'à présent, n'ont pas fait irruption, c'est seulement parce qu'ils sont mal renseignés. L'édifice qui, dans la soirée, avait été comble d'officiers, se vidait rapidement : c'était un sauve-qui-peut. Survint une délégation de *junkers* : ils sont prêts à remplir leur devoir jusqu'au bout « si seulement l'espoir existe de recevoir des renforts ». Mais c'étaient justement les renforts qui manquaient.

Kerensky convoqua d'urgence les ministres à l'État-major. La plupart d'entre eux n'avaient plus d'automobiles : ces importants moyens de communication, qui donnent un nouveau rythme à une insurrection moderne, avaient été ou bien confisqués par les bolcheviks, ou bien mis hors de la portée des ministres par des postes d'insurgés. D'abord n'arriva que Kichkine, que rejoignit un peu plus tard Maliantovitch. Que pouvait entreprendre le chef du gouvernement ? Aller immédiatement à la rencontre des échelons pour leur faire passer tous les obstacles : personne ne peut proposer autre chose.

Kerensky commande qu'on lui amène « sa merveilleuse automobile routière découverte ». Mais ici, dans l'enchaînement des faits, s'introduit un nouveau facteur, sous l'aspect de l'indissoluble solidarité qui liait les gouvernements de l'Entente dans les succès comme dans les revers. « Je ne sais comment la nouvelle de mon départ fut connue des ambassades alliées. »

Les représentants de la Grande-Bretagne et des États-Unis exprimèrent immédiatement le vœu que le chef du gouvernement qui s'enfuyait de la capitale « eût sur son automobile le drapeau américain ». Kerensky lui-même considérait cette proposition comme inutile et même gênante, mais il l'accepta comme l'expression de la solidarité des Alliés.

L'ambassadeur des États-Unis, David Francis, donne une autre version qui ressemble un peu moins à un conte de Noël. Derrière l'automobile américaine aurait, paraît-il, suivi jusqu'à l'ambassade une automobile montée par un officier russe qui demanda de céder à Kerensky la voiture diplomatique pour qu'il se rendît au front. Après s'être consultés, les fonctionnaires de l'ambassade en vinrent à la conclusion que, du moment que l'automobile était déjà « séquestrée » en fait — et ce n'était pas vrai du tout — il ne leur restait qu'à se soumettre à la force. L'officier russe, malgré, soi-disant, les protestations de messieurs les diplomates, aurait refusé d'enlever le fanion américain. Et ce n'est pas étonnant : il assurait l'immunité à la voiture. Francis approuva la conduite des fonctionnaires de l'ambassade, mais leur enjoignit « de n'en parler à personne ».

En confrontant deux témoignages qui, avec des inclinaisons différentes, se recourent sur la ligne de la vérité, le tableau devient assez clair : ce ne sont pas les Alliés, bien entendu, qui ont imposé une automobile à Kerensky, c'est lui-même qui l'a demandée ; mais, comme les diplomates devaient payer tribut à l'hypocrisie de la non-intervention dans les affaires intérieures, il fut convenu que l'automobile avait été « séquestrée », et que l'ambassade « avait protesté » contre un emploi abusif du fanion. Lorsque cette affaire délicate eut été arrangée, Kerensky prit place dans sa propre automobile ; la voiture américaine partit derrière, comme réserve. Inutile de le dire — raconte plus loin Kerensky — « toute la rue, les passants et les soldats, me reconnurent tout de suite. Je saluais comme toujours, avec une certaine nonchalance et en souriant légèrement ». Image incomparable : avec nonchalance et en souriant, le régime de Février s'en allait ainsi dans le royaume des ombres. Aux portes de la ville, il y avait partout des corps de garde et des patrouilles d'ouvriers armés. Voyant des automobiles lancées à toute vitesse, les gardes rouges se

précipitèrent sur la chaussée, mais ne se décidèrent pas à tirer. En général, l'on évitait encore de tirer. Peut-être aussi le fanion américain fit-il son effet. Les automobiles filèrent sans accroc.

« Alors, à Petrograd, il n'y a pas de troupes prêtes à défendre le gouvernement provisoire ? demandait avec stupéfaction Maliantovitch, qui avait vécu jusqu'à cette heure sous l'empire des éternelles vérités juridiques. — Je n'en sais rien. Kotovalov leva les bras au ciel. — Ça va mal, ajouta-t-il. — Et quelles sont les troupes qui viennent ? demandait insidieusement Maliantovitch ? — Il me semble, un bataillon de motocyclistes. » Les ministres soupiraient. A Petrograd et dans la banlieue on comptait environ deux cent mille soldats. Elles vont mal, les affaires du régime, si le chef du gouvernement est obligé de fuir à toute allure, à la rencontre d'un bataillon de motocyclistes, avec un fanion américain derrière le dos !

Les ministres auraient soupiré du fond du cœur s'ils avaient su que le 3^e bataillon de motocyclistes, expédié du front, s'était arrêté de lui-même à la station Peredolskaïa et avait demandé par télégramme au Soviet de Petrograd dans quel but précisément on l'appelait. Le Comité militaire révolutionnaire expédia au bataillon ses salutations fraternelles et l'invita à envoyer immédiatement des représentants. Les autorités cherchaient mais ne trouvaient pas les motocyclistes dont les délégués étaient arrivés, le jour même, à Smolny.

L'on comptait, d'après des calculs préalables, occuper le palais d'Hiver dans la nuit du 24 au 25, en même temps que tous les autres postes de commandement de la capitale. Dès le 23 avait été formé, pour la direction de la prise du palais, un triumvirat dont les principales figures étaient Podvoïsky et Antonov. Un officier du génie, Sadovsky, fut porté troisième, mais abandonna bientôt, étant occupé par les affaires de la garnison. Il fut remplacé par Tchoudnovsky, qui était arrivé en mai avec Trotsky d'un camp de concentration au Canada, et qui avait passé, comme soldat, trois mois au front.

La participation la plus directe aux opérations fut assumée par Lachevitch, vieux bolchevik qui avait atteint le grade de sous-officier. Trois ans plus tard, Sadovsky se rappelait comment dans sa petite chambre, à Smolny, Podvoïsky et Tchoudnovsky discutaient furieusement sur la carte de Petrograd au sujet du meilleur plan d'action contre le palais. Finalement, il fut décidé d'entourer le rayon du palais d'Hiver d'une solide ligne elliptique dont l'axe principal serait la berge de la Neva. Du côté du fleuve, l'encerclement devait être bouclé par la forteresse Pierre-et-Paul, par l'*Aurore* et par d'autres vaisseaux appelés de Cronstadt et de la flotte de guerre en action. Pour prévenir ou paralyser des tentatives de cosaques ou de *junkers* sur l'arrière, il fut décidé de placer d'imposantes forces de couverture, composées de détachements révolutionnaires.

Le plan, dans son ensemble, était trop surchargé et compliqué pour le but auquel il devait répondre. Le délai fixé pour les préparatifs se révéla insuffisant. De petits fourvoiements et de mauvais calculs se manifestaient, comme d'ordinaire, à chaque pas. ici, la direction indiquée est inexacte ; là, le dirigeant s'est mis ce retard, ayant mal déchiffré les instructions ; ailleurs, on attendait le salut d'une auto blindée. Faire sortir les contingents de la troupe, les combiner avec les gardes rouges, occuper les secteurs de combat, assurer la liaison entre eux et avec l'État-major pour tout cela il fallait beaucoup plus de temps que ne l'avaient supposé les militants qui discutaient sur la carte de Pétrograd.

Lorsque le Comité militaire révolutionnaire déclara, vers 10 heures du matin, que le gouvernement était renversé, l'étendue du retard n'était pas encore claire, même pour les dirigeants immédiats de l'opération. Podvoïsky avait promis la chute du palais d'Hiver « au plus tard pour midi », Jusqu'à ce moment-là, sur la ligne des opérations militaires, tout allait si bien que personne n'avait de motifs de mettre en doute cette échéance. Mais, à midi, il se trouva que les positions des assiégeants n'étaient pas encore occupées au complet, que les hommes de Cronstadt n'étaient pas encore arrivés et, entre temps, la défense du palais s'était renforcée. La perte de temps, comme il arrive presque toujours, rendait nécessaires de nouveaux attermoiements. Sous

la forte pression du Comité, la prise du palais fut alors fixée pour 3 heures et, cette fois, « définitivement ». se basant sur la nouvelle heure fixée, le rapporteur du Comité militaire révolutionnaire exprima, dans la séance matinale du Soviet, l'espoir que la chute du palais d'Hiver aurait lieu à la plus prochaine minute. Mais une heure s'écoula encore et n'apporta pas de solution. Podvoïsky qui, lui-même, brûlait dans le brasier, assura par un coup de téléphone qu'à 6 heures le palais serait pris, quoi qu'il en dût coûter. La conviction première, pourtant, n'existait déjà plus. Et, en effet, 6 heures sonnèrent, mais le dénouement ne venait pas. Exaspérés par les admonestations de Smolny, Podvoïsky et Antonov se refusèrent à fixer désormais des délais quelconques. cela causa une sérieuse inquiétude. Du point de vue politique l'on estimait indispensable qu'au moment de l'ouverture du Congrès des soviets toute la capitale se trouvât entre les mains du Comité militaire révolutionnaire : cela devait simplifier la tâche vis-à-vis de l'opposition dans le Congrès en la plaçant devant le fait accompli. Cependant, l'heure fixée pour l'ouverture du Congrès était venue, avait été reculée et avait sonné encore : le palais d'Hiver tenait toujours. Le siège du palais, traînant en longueur, devint, pour une douzaine d'heures au moins, le problème capital de l'insurrection.

Le grand État-major des opérations restait à Smolny, où les fils étaient entre les mains de Lachevitch. L'État-major de campagne se trouvait dans la forteresse Pierre-et-Paul, où le responsable était Blagonravov. On comptait trois états-majors subordonnés : l'un sur l'*Aurore*, l'autre dans les casernes du régiment Pavlovsky, le troisième dans les casernes des équipages de la flotte. Sur le champ d'action, les dirigeants étaient Podvoïsky et Antonov qui, apparemment, n'avaient pas une notion nette de subordination réciproque.

Dans les locaux du grand État-major, il y avait aussi trois hommes penchés sur la carte : le colonel Polkovnikov, commandant de la région, le général Bagratouni, chef d'État-major, et le général Alexeïev, qui avait été invité à la Conférence comme la plus haute autorité. Malgré une direction si bien qualifiée, les plans de la défense étaient infiniment moins nets que ceux des assaillants. Les maréchaux inexpérimentés de l'insurrection ne savaient

pas, il est vrai, concentrer rapidement leurs troupes et porter un coup en temps voulu. Mais les troupes étaient là. Les maréchaux de la défense, au lieu de troupes, avaient de vagues espoirs : peut-être les cosaques se ressaisiraient-ils ; peut-être trouverait-on des contingents fidèles dans les garnisons voisines ; peut-être Kerensky amènerait-il des troupes du front. L'état d'esprit de Polkovnikov se révèle dans le télégramme qu'il expédia durant la nuit au Grand Quartier Général : il estimait la partie perdue. Alexeïev, encore moins enclin à l'optimisme, déserta bientôt ce navire en perdition.

Des délégués des écoles de *junkers* furent appelés à se mettre en liaison avec l'État-major où l'on tenta de relever leur moral en leur assurant que tout prochainement des troupes arriveraient de Gatchina, de Tsarkoïe-Selo et du front. On ne croyait guère cependant à ces confuses promesses. Dans les écoles militaires se répandaient des rumeurs décourageantes : « La panique règne à l'État-major, personne ne fait rien de rien. » Il en était bien ainsi. Des officiers de cosaques qui vinrent à l'État-major, proposant de s'emparer des autos blindées qui étaient garées au manège Mikhailovsky, trouvèrent Polkovnikov assis sur l'appui d'une fenêtre, dans un état de complète prostration. Occuper le Manège ? « Occupez-le, moi je n'ai personne, je ne peux rien faire tout seul. »

Tandis qu'avait lieu une paresseuse mobilisation des écoles pour la défense du palais d'Hiver, les ministres arrivaient en voiture pour tenir séance. La place devant le palais et les rues adjacentes n'étaient pas encore occupées par les insurgés. Au coin de la Morskaïa et de la Nevsky, des soldats armés arrêtaient les automobiles qui passaient et en faisaient descendre les occupants. La foule en était à se demander si les soldats obéissaient au gouvernement ou bien au Comité militaire révolutionnaire. Les ministres avaient, pour cette fois, tous les avantages de leur impopularité : personne ne s'intéressait à eux, personne peut-être ne les reconnaissait dans la rue. Tous arrivèrent, à l'exception de Prokopovitch, qui fut par hasard arrêté en fiacre, mais d'ailleurs relâché dans le courant de la journée.

Au palais, il restait encore de vieux serviteurs qui avaient vu bien des

choses, qui ne s'étonnaient plus de rien, mais qui ne s'étaient pas remis de leur peur. Bien stylés, en livrée bleue à col rouge, à galons d'or, ces débris du vieux temps entretenaient dans le somptueux édifice une atmosphère d'ordre et de solidité. Dans cette alarmante matinée, ils étaient peut-être les seuls à donner encore aux ministres l'illusion du pouvoir.

Ce n'est pas avant onze heures que le gouvernement décida enfin de mettre à la tête de la défense un de ses membres. Le général Manikovsky, encore à l'aube, avait décliné la tâche honorable que lui offrait Kerensky. Un autre militaire faisant partie du gouvernement, l'amiral Verderevsky, était dans un état d'esprit encore moins belliqueux. C'est un civil qui dut se mettre à la tête de la défense : Kichkine, ministre de l'Assistance publique ; sa nomination est aussitôt signée par tous, sous forme d'un rescrit au Sénat : ces gens-là trouvaient encore le temps de jouer à leurs jonchets bureaucratiques. En revanche, personne ne réfléchit au fait que Kichkine, en tant que membre du parti cadet, était doublement odieux aux soldats, à l'arrière et sur le front. Kichkine, d'autre part, se choisit pour adjoints Paltchinsky et Rutenberg. Mandataire des industriels et protecteur des coalitions patronales, Paltchinsky était l'objet de la haine des ouvriers. L'ingénieur Rutenberg était l'aide de Savinkov que même l'universel parti des socialistes-révolutionnaires avait exclu de son sein, en tant que kornilovien. Soupçonné de trahison, Polkovnikov fut destitué. A sa place fut nommé le général Bagratouni, qui ne se distinguait en rien de lui. Bien que pour la ville les communications téléphoniques du palais d'Hiver et de l'État-major fussent coupées, le palais restait en liaison avec les plus importantes institutions par son fil spécial, en particulier avec le ministère de la Guerre, d'où partait la communication directe avec le Grand Quartier Général. Vraisemblablement, dans la hâte, certains des appareils en ville n'avaient pas été isolés non plus. Au point de vue militaire, la liaison téléphonique ne réservait cependant rien au gouvernement et, du côté moral, gâtait plutôt la situation, car elle ruinait des illusions.

Les dirigeants de la défense, dès le matin, réclamaient des renforts de la place, en attendant ceux du front. Il y eut en ville quelques individus pour

essayer de venir à l'aide. Le Docteur Feit, membre du Comité central du parti socialiste-révolutionnaire, qui participa de très près à cette affaire, exposa, quelques années plus tard, au cours d'un procès, « l'étonnante, fulgurante modification de l'état d'esprit dans les contingents militaires ». Des sources les plus sûres, l'on affirmait que tel ou tel régiment était prêt à prendre la défense du gouvernement, mais il suffisait de s'adresser aux casernes directement, par téléphone, pour que tout effectif, l'un après l'autre, refusât carrément de marcher. « Le résultat vous est connu — disait le vieux populiste — personne n'a marché et le palais d'Hiver a été pris. » En réalité, il n'y avait rien eu de fulgurant dans les modifications de l'état d'esprit de la garnison. Mais ce qui subsistait d'illusions dans les partis gouvernementaux s'écroulait effectivement d'une façon foudroyante.

Les autos blindées sur lesquelles on comptait particulièrement au palais d'Hiver et dans l'État-major s'étaient divisées en deux groupes : celui des bolcheviks et celui des pacifistes ; il ne s'en trouva pas une seule du côté du gouvernement. En route vers le palais d'Hiver, une demi-compagnie de *junkers* du génie, prise d'espoir et d'appréhension, tomba sur deux autos blindées : amis ou ennemis ? Il se trouva que ces dernières gardaient la neutralité et n'étaient sorties que dans le but de s'opposer à des collisions entre les adversaires. Sur six automobiles de combat qui se trouvaient au palais d'Hiver, une seule resta pour garder les biens et valeurs du palais ; les autres étaient parties. A mesure que s'affirmaient les succès de l'insurrection, le nombre des autos blindées bolchevistes s'accroissait, l'armée des neutres fondait : tel est, en général, le sort du pacifisme dans toute lutte sérieuse.

Midi approchait. L'immense place devant le palais d'Hiver reste encore déserte. Le gouvernement n'a personne pour la remplir. Les troupes du Comité ne l'occupent pas, étant absorbées par l'exécution d'un programme trop compliqué. Sur un large plan d'ensemble continuent à se réunir des troupes, des détachements ouvriers, des autos blindées. Le rayon du palais commence à ressembler à un lieu pestilentiel dont on ferme la périphérie, aussi loin que possible du foyer même de la contagion.

La cour du palais d'Hiver, qui donne sur la place est encombrée d'échafaudages de bûches, de même que la cour de Smolny. De gauche et de droite, se dessinent les noirs profils des canons de 75. En certains endroits, les fusils sont mis en faisceaux. La garde peu nombreuse du palais se ramasse contre l'édifice même. Dans la cour et au rez-de-chaussée sont disposées les deux écoles de sous-lieutenants d'Oranienbaum et de Peterhof, d'ailleurs loin d'être au complet, ainsi qu'une batterie de l'école d'artillerie Constantin, avec six pièces de canon.

Dans l'après-midi arrive un bataillon de *junkers* du génie qui a trouvé moyen de perdre la moitié d'une compagnie en cours de route. Le tableau qui se présentait sur place ne pouvait nullement relever la combativité des *junkers*, laquelle, d'après le témoignage de Stankevitch, était insuffisante dès auparavant. Dans le palais l'on constata la pénurie de l'approvisionnement : l'on ne s'était point préoccupé de cette question en temps utile. Un camion chargé de pain se trouva intercepté par les patrouilles du Comité. Une partie des *junkers* montaient la garde, les autres se morfondaient dans l'inactivité. L'incertitude, la faim... aucune direction ne se faisait sentir. Sur la place, devant le palais et du côté du quai, apparurent de petits groupes de passants, d'apparence pacifique, qui, tout en allant leur chemin, arrachaient aux sentinelles leurs fusils sous la menace du revolver.

Parmi les *junkers* se découvrirent des « agitateurs ». Avaient-ils pénétré du dehors ? Non, ce ne sont encore évidemment que des fauteurs de troubles à l'intérieur. Ils réussirent à provoquer une fermentation parmi les élèves-officiers d'Oranienbaum et de Peterhof. Les comités de ces écoles organisèrent dans la salle Blanche une réunion et réclamèrent un représentant du gouvernement pour avoir des explications. Tous les ministres arrivèrent. Konovalov en tête. Les palabres durèrent toute une heure. Konovalov fut interrompu et finit par se taire. Le ministre de l'Agriculture, Maslov, parlait en qualité de vieux révolutionnaire. Kichkine expliquait aux *junkers* que le gouvernement avait décidé de tenir jusqu'à la dernière possibilité. Un des *junkers* essaya, d'après le témoignage de Stankevitch, d'exprimer la résolution de mourir pour le gouvernement, mais « la froideur évidente des

camarades l'arrêta dans sa ferveur ». Les harangues des autres ministres provoquèrent dès lors une véritable irritation ; les *junkers* leur coupaient la parole, poussaient des cris, et même, paraît-il, auraient sifflé. Le sang bleu expliquait la conduite de la majorité des *junkers* par leurs basses origines sociales : « Tout cela vient de la charrue, ce sont presque des illettrés, des bêtes ignares... des manants. »

Le meeting dans le palais assiégé s'acheva néanmoins sur un ton de conciliation : les *junkers* consentirent à rester quand on leur eut promis une direction active et des informations exactes sur les événements. Le directeur de l'école du Génie, nommé commandant de la défense, jetait des coups de crayon sur un plan du palais, inscrivant les noms des contingents désignés. Les forces dont on dispose sont réparties par secteurs. La plus grande partie des *junkers* fut placée au rez-de-chaussée avec mission de tirer sur la place par les fenêtres. Mais on leur interdit d'ouvrir le feu les premiers. Le bataillon de l'école du Génie est conduit dans la cour pour couvrir l'artillerie. Des escouades sont formées pour les travaux de barricades. On crée une équipe de liaison, comptant quatre hommes de chaque contingent. La batterie d'artillerie est chargée de défendre la porte principale en cas de ruée. Dans la cour et devant cette porte, l'on élève, pour la défense, des fortifications faites avec des bûches. Un semblant d'ordre s'établit. Les postes de garde se sentirent rassurés.

La guerre civile, dans ses premières phases, jusqu'à la formation d'armées régulières et jusqu'à ce qu'elles soient trempées, est une guerre de nerfs mis à vif. Dès que se manifesta une légère progression d'activité du côté des *junkers* qui, ouvrant le feu derrière leurs barricades, avaient balayé la place, le camp des assaillants surestima extrêmement les forces et les moyens de la défense. Malgré le mécontentement des gardes rouges et des soldats, les dirigeants décidèrent de différer l'assaut jusqu'à la concentration des réserves ; on attendait surtout l'arrivée des matelots de Cronstadt.

Le retard de quelques heures qui se produisit ainsi donna aux assiégés quelques petits renforts. Lorsque Kerensky eut promis à une délégation de

cosaques de leur donner de l'infanterie, il y eut séance du soviet des troupes cosaques, séance des comités de régiment, séance des assemblées générales de régiment. Décision : deux *sotnias* et un contingent de mitrailleurs du régiment de l'Oural, arrivés du front en juillet pour écraser les bolcheviks, se rendront immédiatement au palais d'Hiver ; les autres ne marcheront pas avant la réalisation effective des promesses faites, c'est-à-dire seulement après l'arrivée des renforts d'infanterie. Mais même avec les deux *sotnias*, cela n'alla pas sans frictions. Les jeunes, parmi les cosaques, opposaient de la résistance ; les « vieux » enfermaient même les jeunes dans l'écurie pour que ceux-ci ne les empêchassent pas de prendre leur tenue de campagne. C'est seulement au crépuscule, quand on avait déjà cessé de les attendre, que se présentèrent au palais les ouraliens barbus. On les accueillit comme des sauveurs. Mais eux avaient l'air morose. Ils n'étaient pas habitués à guerroyer dans des palais. Et puis, l'on ne voyait pas trop clairement où était la vérité.

Quelque temps après survinrent, d'une façon inattendue, quarante chevaliers de Saint-Georges, sous le commandement d'un chef d'escadron, qui avait une jambe de bois. Les invalides patriotes en qualité de dernière réserve de la démocratie... Mais tout de même on se sentait ragaillardi. Bientôt vint s'ajouter encore une compagnie de choc du bataillon féminin. Ce qui était surtout encourageant, c'est que les renforts passaient sans avoir à combattre. Les lignes des assiégeants ne pouvaient ou n'osaient leur interdire l'accès du palais d'Hiver. L'affaire est claire : l'adversaire est faible. « Dieu merci, ça commence à coller », disaient les officiers pour se reconforter eux-mêmes avec les *junkers*. Les nouveaux venus furent désignés à des postes de combat pour la relève des contingents fatigués. Cependant, les hommes de l'Oural jetaient des regards de travers sur les *babas* munies de fusils. Mais où est donc la vraie infanterie ?

Les assiégeants perdaient évidemment du temps. Les hommes de Cronstadt étaient en retard, non par leur faute il est vrai : on ne les avait pas appelés à temps. Après des réunions nocturnes très animées, ils embarquaient à l'aube sur des vaisseaux : le poseur de mines *Amour* et le transport *Iastreb* (L'Epervier) partent directement sur Petrograd. Le vieux cuirassé *Zaria*

Svobody (Aube de la Liberté), ayant effectué une descente à Oranienbaum, où l'on se proposait de désarmer les *junkers*, doit s'emboîser à l'entrée du canal Morskoï pour prendre, en cas de besoin, sous son feu le chemin de fer de la Baltique. Cinq mille matelots et soldats démarrèrent de l'île de Kotline pour aller mouiller auprès de la Révolution sociale. Dans le carré des officiers, silence morne : on mène ces gens-là combattre pour une cause qu'ils détestent. Le commissaire du détachement, le bolchevik Flerovsky, leur déclare : « Nous ne comptons pas sur votre sympathie, mais nous exigeons que vous soyez à vos postes... Nous vous épargnerons des épreuves inutiles. » En réponse, un mot bref de marin : « Entendu ! » Tous prirent leurs postes, le capitaine monta sur le pont.

Dans l'estuaire de la Neva, des hourras d'allégresse : les matelots font accueil à leurs camarades. Sur l'*Aurore*, qui évolue au milieu du fleuve, l'orchestre se fait entendre. Antonov prononce pour les arrivants un bref discours de bienvenue : « Voilà le palais d'Hiver... Il faut le prendre. » Dans le détachement de Cronstadt sont entrés d'eux-mêmes les hommes les plus résolus, les plus hardis. Ces matelots aux parements noirs, avec leurs fusils et leurs cartouchières, marcheront sans faiblir. La descente s'achève rapidement sur le boulevard dit « de la Garde à cheval ». Il ne reste sur le navire qu'une équipe de réserve pour le combat.

On a maintenant des forces plus qu'à suffisance. Sur la Nevsky, des cordons solides ; sur le pont du canal Ekaterininsky et sur celui de la Moïka, des autos blindées et des canons de tir contre avion braqués sur le palais d'Hiver. De l'autre côté de la Moïka les ouvriers ont établi, derrière des abris, des mitrailleuses. Une auto blindée veille sur la Morskaïa. La Neva et tous les passages sur la rivière sont occupés par les assaillants. Tchoudnovsky et le sous-lieutenant Dachkevitch reçoivent l'ordre d'envoyer des régiments de la Garde, des cordons de troupes au Champ-de-Mars. Blagonravov, de la forteresse, doit venir, par le pont, prendre contact avec le cordon du régiment Pavlovsky. Les hommes de Cronstadt survenus se mettront en liaison avec la forteresse et avec le premier équipage de la flotte. Après un tir d'artillerie, on donnera l'assaut.

De la flotte combattante de la Baltique arrivent pendant ce temps cinq vaisseaux de guerre : un croiseur, deux grands torpilleurs, deux petits. « Si sûrs que nous fussions de la victoire avec nos propres forces — écrit Flerovsky — le cadeau de la flotte combattante donna à tous un formidable élan. » L'amiral Verderevsky pouvait, probablement, du haut des fenêtres de la salle des Malachites, considérer l'imposante flottille des mutins qui dominait non seulement le palais et ses environs, mais les plus importants points d'approche de Petrograd.

Vers quatre heures de l'après-midi, Konovalov convoquait au palais par téléphone les hommes politiques proches du gouvernement : les ministres assiégés avaient besoin au moins d'un soutien moral. De tous les personnages convoqués, seul vint Nabokov ; les autres préférèrent exprimer leurs sympathies par téléphone. Le ministre Trétiakov se plaignait de Kerensky et du sort : le chef du gouvernement a pris la fuite, laissant ses collègues sans défense. Mais peut-être recevra-t-on des renforts ? Peut-être, cependant, pourquoi ne les a-t-on pas encore ? Nabokov exprimait ses condoléances, regardait furtivement sa montre et se hâta de faire ses adieux. Il sortit au bon moment. Bientôt après six heures, le palais était enfin étroitement cerné par les troupes du Comité militaire révolutionnaire : il n'y avait plus passage non seulement pour des renforts, mais même pour les particuliers.

Du côté du boulevard dit « de la Garde à cheval », du quai de l'Amirauté, de la rue Morskaïa, de la perspective Nevsky, du Champ-de-Mars, de la rue Millionnaïa, du quai du palais, l'ellipse du siège se tassait et se resserrait. Des lignes imposantes s'allongeaient depuis la grille du jardin du palais d'Hiver, qui se trouvait déjà aux mains des assiégeants, depuis l'Arc de Triomphe, entre la place du palais et la rue Morskaïa, depuis les petits canaux avoisinant l'Ermitage, depuis les encoignures de l'Amirauté et de la Nevsky, voisines du palais. De l'autre côté du fleuve, la forteresse Pierre-et-Paul, menaçante, fronçait les sourcils. Sur la Neva, l'*Aurore* braquait ses pièces de six pouces. Les torpilleurs patrouillaient, descendant et remontant le fleuve. L'insurrection, en ces heures-là, apparut comme une manœuvre militaire de grand style.

Sur la place du palais que les *junkers* avaient fait évacuer trois heures auparavant, apparurent des autos blindées qui occupèrent les entrées et les issues. Les noms patriotiques des voitures se lisaient encore sur les blindages par-dessous de nouvelles dénominations tracées à la hâte en rouge. A l'abri des monstres métalliques, les assaillants se sentaient sur la place de plus en plus confiants. Un des chars blindés s'approcha du portail principal du palais et, après avoir désarmé les *junkers* qui le gardaient, s'éloigna sans encombre.

Bien que le blocus complet fût enfin établi, les assiégés restaient encore en liaison avec le monde extérieur par les fils téléphoniques. Il est vrai que, dès cinq heures, un effectif du régiment Keksholmsky avait occupé les locaux du ministère de la Guerre qui reliaient le palais d'Hiver au Grand Quartier Général. Mais, même après cela, un officier resta, vraisemblablement, encore quelques heures, devant l'appareil Hughes, dans une mansarde du ministère où les vainqueurs n'avaient pas eu l'idée de jeter un coup d'œil. Cependant la liaison, comme précédemment, ne donnait aucun résultat. Les réponses du front Nord devenaient de plus en plus évasives. Les renforts n'arrivaient pas. Le mystérieux bataillon de motocyclistes ne révélait pas son existence. Kerensky lui-même semblait avoir fait un plongeon. Ses amis en ville se bornaient à des expressions de sympathie de plus en plus laconiques.

Les ministres se morfondaient. Ils n'avaient rien à se dire, rien à espérer. Entre eux, ils se prenaient en grippe et chacun d'eux se brouillait avec lui-même. Les uns restaient assis dans une sorte de torpeur, les autres allaient et venaient d'un pas automatique. Ceux qui étaient enclins aux généralisations jetaient un coup d'œil en arrière, dans le passé, cherchant les coupables. Il n'était pas difficile de trouver : la démocratie ! C'était elle qui les avait envoyés au gouvernement, qui leur avait imposé l'énorme fardeau et qui, au moment du danger, les avait laissés sans soutien. Pour cette fois, les cadets étaient tout à fait solidaires des socialistes : oui, la démocratie était coupable. Il est vrai qu'en formant une coalition, les deux groupes avaient tourné le dos même à la Conférence démocratique qui leur était si proche. Car, enfin, l'indépendance vis-à-vis de la démocratie constituait la principale idée de la coalition. Mais peu importe : à quoi bon la démocratie existe-t-elle, si ce n'est

pour sauver un gouvernement bourgeois en détresse ? Le ministre de l'Agriculture, Maslov, socialiste-révolutionnaire de droite, rédigea une note que lui-même qualifia de posthume : il s'engageait solennellement à ne pas mourir autrement qu'avec des malédictions à l'adresse de la démocratie. Cette intention funèbre fut vivement communiquée par ses collègues à la Douma, au moyen du téléphone. Sa mort, il est vrai, resta à l'état de projet, mais les malédictions ne manquèrent pas.

À l'étage supérieur, près de la salle des officiers, se trouvait un réfectoire où les laquais de la Cour servirent à ces messieurs « un dîner exquis et des vins ». L'on pouvait ainsi oublier un moment les déconvenues. Les officiers faisaient des calculs d'ancienneté, s'occupaient de comparaisons jalouses, récriminaient contre le nouveau pouvoir pour la lenteur de l'avancement. On s'en prenait particulièrement à Kerensky : hier, au préparlement, il avait juré de mourir à son poste, et aujourd'hui, déguisé en infirmière, il avait décampé. Certains officiers s'efforçaient de démontrer aux membres du gouvernement l'absurdité d'une résistance ultérieure. L'énergique Paltchinsky disait d'eux que c'étaient des bolcheviks et tenta même de les faire arrêter.

Les *junkers* désiraient savoir ce qui allait advenir et réclamaient du gouvernement des réponses que celui-ci était incapable de donner. Au cours d'une nouvelle conférence des *junkers* avec les ministres arriva, de l'État-major principal, Kichkine, apportant un ultimatum reçu de la forteresse Pierre-et-Paul par automobile et remis au général mestre-de-camp, Poradelov ; le document signé par Antonov disait : « rendez-vous et désarmez la garnison du palais d'Hiver ; dans le cas contraire, la forteresse et les vaisseaux de guerre ouvriront le feu ; vingt minutes pour réfléchir ». Ce délai sembla trop court. Poradelov quémанда encore dix minutes. Les militaires membres du gouvernement, Manikovsky et Verdérevsky, considéraient l'affaire comme très simple : du moment qu'il n'y avait pas possibilité de se battre, il fallait songer à se rendre, c'est-à-dire accepter l'ultimatum. Mais les ministres civils restaient inébranlables. Finalement, il fut décidé de ne pas répondre à l'ultimatum, mais de recourir à la Douma municipale, comme au seul organe légal dans la capitale. L'appel à la Douma fut la dernière tentative pour

réveiller la conscience endormie de la démocratie.

Poradelov, estimant nécessaire d'arrêter la résistance, présenta un rapport demandant sa mise en disponibilité : « Il n'est pas sûr que la voie choisie par le gouvernement provisoire soit la bonne. » Les incertitudes du général eurent une solution avant même que sa démission pût être acceptée. Une demi-heure plus tard, un détachement de gardes rouges, de matelots et de soldats, sous le commandement d'un sous-lieutenant du régiment Pavlovsky, occupait, sans rencontrer de résistance, l'État-major principal et arrêta le général mestre-de-camp, complètement démoralisé. La prise de l'État-major aurait pu être effectuée, à proprement parler, depuis longtemps ; l'édifice n'était absolument pas défendu de l'intérieur. Mais, jusqu'à l'apparition sur place des autos blindées, les assiégeants redoutaient que, du palais, une sortie des *junkers* ne vînt couper leurs communications.

L'État-major perdu, le palais d'Hiver se sentit encore plus abandonné. De la salle des Malachites, dont les fenêtres donnent sur la Neva et qui avait l'air d'appeler un obus de l'*Aurore*, les ministres se transportèrent dans une des innombrables autres salles du palais, dont les fenêtres donnaient sur la cour. Les feux furent éteints. Il n'y avait sur la table qu'une seule lampe allumée et encore protégée du côté des fenêtres par un journal.

De quoi le palais est-il menacé si l'*Aurore* ouvre le feu ? demandaient les ministres à leur collègue de la marine.

Il sera réduit en ruines, expliquait l'amiral avec entrain et non pas sans un certain sentiment de fierté pour l'artillerie navale.

Verderevsky préférait la reddition et était assez disposé à terrifier les pékins qui fanfaronnaient mal à propos. Mais l'*Aurore* ne tirait pas. La forteresse se taisait aussi. Peut-être les bolcheviks ne se résoudraient-ils pas à mettre leur menace à exécution ?

Le général Bagratouni, nommé à la place de l'insuffisamment énergique Polkovnikov, jugea précisément opportun de déclarer qu'il renonçait à assumer plus longtemps les obligations de commandant de la région militaire.

Par ordre de Kichkine, le général est destitué, « comme indigne », et on l'invite à quitter immédiatement le palais. A peine sorti, l'ex-commandant tomba entre les mains des matelots et fut expédié par eux aux casernes des équipages de la Baltique. L'affaire aurait pu tourner mal pour lui si Podvoïsky, qui inspectait les secteurs du front avant la dernière offensive, n'avait pris le malheureux général sous sa protection.

Des rues attenantes et des quais, nombreux furent ceux qui remarquaient que le palais, tout récemment encore illuminé par des centaines de lampes électriques, s'était brusquement plongé dans les ténèbres. Parmi les observateurs il y avait aussi des amis du gouvernement. Un des compagnons de lutte de Kerensky, Redemeister, nota : « L'obscurité dans laquelle fut plongé le palais d'Hiver présentait une menace énigmatique. » Les amis n'entreprirent rien pour avoir le secret de l'énigme. Il faut reconnaître aussi que leurs possibilités n'étaient pas grandes.

S'abritant derrière des échafaudages de bûches, les *junkers* observaient avec la plus vive attention les lignes qui évoluaient sur la place, accueillant chaque mouvement de l'ennemi à coups de fusil et de mitrailleuse. On leur répondait du même au même. La fusillade vers la nuit devenait de plus en plus animée. Il y eut là les premiers tués et blessés. Les victimes se comptaient cependant par unités. Sur la place, sur le quai, sur la Millionnaïa, les assiégeants s'adaptaient aux lieux, se dissimulaient derrière les saillies des édifices, s'abritaient dans les dépressions, se collaient aux murs. Dans les contingents de réserve, les soldats et les gardes rouges se chauffaient autour de bûchers dont la fumée s'était élevée à la tombée de la nuit, et déblatéraient contre les lenteurs des dirigeants.

Au palais, les *junkers* occupaient des postes dans les corridors, sur l'escalier, devant les portes d'entrée, dans la cour ; les postes extérieurs se collaient à l'enceinte et aux murs. L'édifice aurait pu recevoir des milliers d'hommes, il en contenait quelques centaines. Les immenses locaux au-delà de la zone de défense semblaient morts. La plupart des domestiques du palais s'étaient cachés ou enfuis. De nombreux officiers s'étaient réfugiés au buffet,

où ils contraignaient ceux des laquais qui n'avaient pas eu le temps de se cacher à leur apporter de nouvelles batteries de bouteilles. La débauche d'ivresse des officiers dans le palais agonisant ne pouvait rester un secret pour les *junkers*, les cosaques, les invalides, les femmes du bataillon de choc. Le dénouement se préparait non seulement du dehors, mais aussi du dedans.

Un officier de la batterie vint rapporter soudain au commandant de la défense que les canons avaient été attelés et que les *junkers* rentraient chez eux, conformément à un ordre reçu du chef de l'école Constantin. C'était un coup frappé en traître ! Le commandant essaya de répliquer : « personne, excepté moi, ne peut donner des ordres ici ». Les *junkers* le comprenaient bien, mais préféraient, néanmoins, obéir au chef de l'école qui, de son côté, agissait sous la pression du commissaire du Comité militaire révolutionnaire. La plupart des artilleurs, avec quatre pièces sur six, quittèrent le palais. Arrêtés devant la Nevsky par des patrouilles de soldats, ils essayèrent d'opposer de la résistance, mais un poste du régiment Pavlovsky, qui accourut là avec une auto blindée, les désarma et les expédia avec deux canons à leurs casernes ; les deux autres pièces de campagne furent établies sur la perspective Nevsky et sur le pont de la Moïka, gueules braquées sur le palais d'Hiver.

Les deux cents ouraliens attendaient vainement l'arrivée des leurs. Savirikov, étroitement lié avec le soviet des troupes cosaques et même introduit par lui dans le préparlement, essayait, avec le concours du général Alexeïev, de faire marcher les cosaques. Mais les hauts dirigeants du soviet cosaque, d'après une juste remarque de Milioukov, « pouvaient aussi peu disposer des régiments cosaques que l'État-major ne disposait des troupes de la garnison ». Ayant discuté l'affaire à tous les points de vue, les régiments cosaques déclarèrent finalement que, sans infanterie, ils ne marcheraient pas, et offrirent au Comité militaire révolutionnaire leurs services pour la protection des biens publics. En même temps, le régiment de l'Oural décidait d'envoyer des délégués au palais d'Hiver pour rappeler à la caserne les deux *sotnias* qui s'y trouvaient. Cette proposition répondait pour le mieux aux dispositions d'esprit qui s'étaient définitivement dessinées chez les « vieux »

de l'Oural. Tout alentour, ce ne sont que des éléments étrangers : des *junkers* parmi lesquels sont assez nombreux les juifs, des officiers invalides, et ajoutez encore les femmes du bataillon de choc. La face mauvaise, sourcils froncés, les cosaques ramassaient leurs musettes. Les admonestations n'avaient plus d'effet. Qui restait pour défendre Kerensky ? « Des juifs et des *babas*... mais le peuple russe, lui, était resté avec Lénine. » Il se trouva que les cosaques avaient des intelligences avec les assiégeants, et ceux-ci leur ouvrirent un libre passage par une issue que la défense ignorait jusque-là. Vers neuf heures du soir, les ouraliens quittèrent le palais d'Hiver. Ils consentirent seulement à abandonner leurs mitrailleuses aux défenseurs d'une cause perdue.

Par la même voie, du côté de la Millionnaïa, les bolcheviks avaient encore auparavant trouvé accès dans le palais pour contaminer l'adversaire. De plus en plus souvent apparaissaient dans les corridors de mystérieux personnages, coude à coude avec les *junkers*. Inutile de résister, les insurgés se sont emparés de la ville et des gardes, aucun renfort ne viendra au palais, c'est tout simplement « par inertie que l'on continue les simagrées ». Que faire encore ? demandaient les *junkers*. Le gouvernement se refusât à donner des ordres formels : les ministres, pour leur part, en restent à la décision précédente ; quant aux autres, qu'ils se débrouillent. Cela signifiait que chacun était libre de sortir du palais s'il le désirait. Dans la conduite du gouvernement, il ne restait ni pensée ni volonté. Les ministres attendaient passivement leur destinée. Maliantovitch raconta plus tard ceci : « Dans l'immense souricière rôdaient, parfois se rassemblant tous ensemble ou par groupes, pour de brefs entretiens, des hommes condamnés, isolés, abandonnés de tous... Autour de nous, c'était le vide, et le vide était en nous. Et, en ce vide, surgissait l'irréfléchie résolution de s'en tenir à une complète indifférence. »

Antonov-Ovseenko avait convenu avec Blagonravov de ceci : aussitôt que l'encerclement du palais d'Hiver serait achevé, une lanterne rouge devait être hissée sur le mât de la forteresse. A ce signal, l'*Aurore* tire un coup de canon à blanc pour faire peur. En cas d'obstination des assiégés, la forteresse commencera à tirer sur le palais avec des projectiles de pièces légères. Si le palais d'Hiver ne se rend pas encore, l'*Aurore* ouvrira un feu effectif avec des

canons de six pouces. Cette gradation était établie dans le but de ramener au minimum les victimes et les dommages si l'on ne pouvait pas complètement les éviter. Mais la solution trop compliquée d'un simple problème menaçait de donner des résultats contraires. Les difficultés d'exécution doivent inévitablement se manifester. Elles commencent déjà par la lanterne rouge : on n'en a pas une seule sous la main. On cherche, on perd du temps, et enfin on en trouve une. Cependant il n'est pas si facile que ça de la fixer au mât pour qu'elle soit visible de tous côtés. Les tentatives se multiplient avec des résultats douteux, et c'est un temps précieux qui se perd.

Les grosses difficultés se découvrent néanmoins lorsqu'on met en jeu l'artillerie. D'après le rapport de Blagonravov, le tir sur le palais aurait pu s'ouvrir dès midi, au premier signal. Il en fut autrement. Etant donné qu'il n'y avait pas d'artillerie permanente dans la forteresse, à l'exception d'un canon que l'on chargeait par la gueule avec une gargousse et qui annonçait l'heure de midi, il fallut monter sur les remparts des pièces de campagne. Cette partie du programme fut effectivement remplie vers midi. Mais cela n'allait pas du côté des servants de batterie. On savait d'avance que la compagnie d'artillerie, qui n'avait pas marché en juillet du côté des bolcheviks, était peu sûre. La veille encore, elle avait docilement gardé un pont, sur un ordre de l'État-major. On n'avait pas à attendre d'elle un coup dans le dos, mais elle ne se disposait pas à entrer dans la fournaise pour les soviets. Quand vint l'heure d'agir, un sous-lieutenant fit ce rapport : les canons sont rouillés, il n'y a pas d'huile dans les compresseurs, impossible de tirer. Il est très vraisemblable que les pièces d'artillerie étaient effectivement en mauvais état, mais le fond de l'affaire n'est pas là : les artilleurs esquaivaient tout simplement les responsabilités et trompaient trop aisément le commissaire inexpérimenté. Antonov accourut en hâte sur un bateau-vedette, — il était furieux. Qui est-ce qui fait rater le plan ? Blagonravov lui raconte l'histoire de la lanterne, de l'huile qui manque et du sous-lieutenant. Tous deux vont inspecter les canons. Nuit, ténèbres, des flaques dans la cour après les pluies récentes. De l'autre côté du fleuve retentissent une vive fusillade et le tac-tac des mitrailleuses. Dans l'obscurité, Blagonravov s'égare. Clapotent dans les mares, brûlant

d'impatience, trébuchant et tombant dans la boue, Antonov erre à la suite du commissaire par la sombre cour. « Devant une des lanternes qui scintillait faiblement — raconte Blagonravov — Antonov s'arrêta tout à coup et jeta sur moi, par-dessus ses lunettes, presque à bout portant, un regard inquisiteur. Dans ses yeux je lus une inquiétude à peine dissimulée. » Antonov, un instant, avait soupçonné la trahison là où il n'y avait que de l'étourderie.

L'emplacement des canons est enfin trouvé. Les artilleur s'entêtent : la rouille... les compresseurs... l'huile... Antonov prescrit de faire venir auprès des pièces des servants du polygone de la marine, et en outre de donner immédiatement le signal avec le canon archaïque qui annonçait ordinairement midi. Mais les artilleurs tournent longtemps, d'une façon suspecte, autour du canon signalisateur. Ils sentent évidemment que le commandement, quand il n'est pas au loin, à son téléphone, mais à côté d'eux, n'a pas la ferme résolution d'employer l'artillerie lourde. Le programme excessif d'un bombardement suggère une seule et même idée : peut-être pourra-t-on s'en passer ?

Quelqu'un se précipite à travers les ténèbres de la cour, approche, trébuche, tombe dans la boue, éructe un juron, mais sans colère, avec joie, et, d'une voix qui s'étrangle, crie : « Le palais s'est rendu et les nôtres sont dedans ! » Embrassades enthousiastes. C'est fameux qu'il y ait eu cette anicroche ! « Nous, on pensait bien... » Les compresseurs sont immédiatement oubliés. Pourquoi, cependant, la fusillade ne cesse-t-elle pas de l'autre côté du fleuve ? Il y a peut-être des groupes de *junkers* qui s'obstinent après la reddition ? Il y a peut-être un malentendu ? C'était la bonne nouvelle, ce malentendu : ce n'était pas le palais d'Hiver qui était pris, c'était seulement l'État-major principal. Le siège du palais continue.

Après un accord secret avec un groupe de *junkers* de l'école d'Oranienbaum, l'indomptable Tchoudnovsky pénètre dans le palais pour des pourparlers : cet adversaire de l'insurrection ne perd jamais l'occasion de se jeter dans le feu. Paltchinsky fait arrêter le téméraire, mais, sous la pression de l'école d'Oranienbaum, est forcé de mettre en liberté et Tchoudnovsky et une

partie des *junkers*. Ils entraînent avec eux un certain nombre de chevaliers de Saint-Georges. L'apparition imprévue des *junkers* sur la place jette le trouble dans les lignes des assiégeants. En revanche, les cris d'allégresse n'arrêtent pas lorsque ces derniers apprennent qu'ils ont devant eux des hommes qui se rendent. Pourtant ceux qui cèdent ne sont qu'une petite minorité. Les autres continuent à résister derrière leurs abris. La fusillade des assaillants se fait plus drue. Une vive lumière électrique dans la cour permet de viser les *junkers*. Ceux-ci ont bien du mal à éteindre les lampes. Une main invisible les rallume. Les *junkers* tirent sur les lampes, découvrent ensuite le monteur électricien et l'obligent à couper la courant.

Le bataillon de choc des femmes déclare soudainement son intention d'effectuer une sortie. A l'État-major principal, d'après les renseignements qu'elles ont reçus, les greffiers se sont mis du côté de Lénine et, ayant désarmé une partie des officiers, ont arrêté le général Alexeïev, le seul homme qui puisse sauver la Russie : il faut le délivrer coûte que coûte. Le commandant n'a pas la force de les retenir dans cet élan hystérique. Au moment où elles vont sortir, tout à coup, la lumière éclate de nouveau dans les hauts candélabres électriques des deux côtés de la porte. Pour découvrir le monteur électricien, un officier se jette furieusement sur les domestiques : il considère les anciens laquais du tsar comme des agents de la révolution. Il a encore moins de confiance à l'égard de l'électricien du palais : « Je t'aurais déjà envoyé dans l'autre monde si l'on n'avait pas besoin de toi. » Bien que sous la menace du revolver, le monteur ne trouve pas moyen de remédier : son tableau de commutateurs est coupé, la centrale est occupée par des matelots qui disposent de la lumière. Les combattantes ne résistent pas au feu et se rendent pour la plupart. Le chef de la défense envoie un lieutenant au gouvernement pour lui faire savoir que la sortie des femmes du bataillon de choc « les a conduites à leur perte » et que le palais fourmille d'agitateurs. L'insuccès de la sortie donne un moment de repos, à peu près de dix heures à onze heures. Les assiégeants s'occupent à préparer le tir d'artillerie.

Ce répit inattendu éveille quelque espoir chez les assiégés. Les ministres essayent encore de réconforter leurs partisans en ville et dans le pays : « Le

gouvernement au grand complet, excepté Prokopovitch, est à son poste. La situation est reconnue favorable... On tire sur le palais, mais seulement du fusil, sans aucun résultat. Il est clair que l'adversaire est faible. » En réalité, l'adversaire est tout-puissant, mais il ne se décide pas encore à faire de sa force l'emploi indispensable. Le gouvernement expédie dans le pays un communiqué au sujet de l'ultimatum, au sujet de l'*Aurore*, disant aussi que lui, gouvernement, ne peut remettre le pouvoir qu'à l'Assemblée constituante, et aussi que la première attaque contre le palais d'Hiver a été repoussée. « Que l'armée et le peuple répondent ! » Les ministres n'indiquaient pas comment répondre.

Lachevitch, pendant ce temps, avait envoyé à la forteresse deux artilleurs de la marine. A vrai dire, pas très expérimentés, mais c'étaient des bolcheviks, prêts à tirer avec des pièces rouillées, sans huile dans les compresseurs. C'était seulement ce qu'on leur demandait : le bruit de l'artillerie est pour l'instant plus important que la justesse du coup. Antonov commande d'ouvrir le feu. La gradation prévue auparavant est observée intégralement. « Après le tir de signal de la forteresse — raconte Flerovsky — gronda l'*Aurore*. Le tonnerre et la gerbe de flammes d'un tir à blanc sont beaucoup plus imposants que ceux d'un tir de combat. Les curieux se jetaient à l'écart du parapet de granit du quai, tombaient, rampaient... » Tchoudnovsky se hâte de poser la question : ne proposerait-on pas aux assiégés de se rendre ? Antonov est immédiatement d'accord avec lui. Nouvelle trêve. Un groupe de femmes de bataillon de choc et un groupe de *junkers* se rendent encore. Tchoudnovsky veut leur laisser leurs armes, mais Antonov, opportunément, s'oppose à cette magnanimité. Ayant déposé leurs fusils sur le trottoir, ceux qui se sont rendus s'en vont sous escorte par la rue Millionnaïa.

Le palais d'Hiver tient toujours. Il faut en finir ? L'ordre est donné. Le feu est ouvert, pas fréquent et encore moins effectif. Sur trente-cinq coups de feu tirés en une heure et demie ou deux heures, deux seulement atteignirent leur but, et encore ce ne fut que le revêtement de maçonnerie qui en souffrit ; les autres projectiles passèrent trop haut, n'occasionnant par bonheur dans la ville aucun dommage. La cause en était-elle effectivement au manque d'habileté ?

Car enfin, à travers la Neva, on tirait directement sur une cible aussi massive que le palais : cela n'exige pas beaucoup d'art. N'est-il pas plus juste de supposer que même les artilleurs de Lachevitch relevaient à dessein la portée du tir dans l'espoir que l'affaire se terminerait sans dégâts ni victimes ? Il est très difficile de déterminer à présent les motifs qui guidèrent les deux matelots anonymes. Eux-mêmes n'ont pas donné signe de vie : ont-ils été absorbés dans l'immensité de la campagne russe, ou bien, comme de nombreux combattants d'octobre, sont-ils tombés dans la guerre civile des mois et des années qui suivirent ?

Peu après les premiers coups de canon, Paltchinsky apporta aux ministres un éclat d'obus. L'amiral Verderevsky reconnut que le métal provenait de sa marine : de l'*Aurore*. Mais le croiseur avait tiré à blanc. Il en avait été convenu ainsi, tel est le témoignage de Flerovsky, telle fut la déposition d'un matelot, plus tard, au Congrès des soviets. L'amiral s'était-il trompé ? Qui donc éclaircirait l'affaire d'un coup de canon parti, en pleine nuit, d'un navire en rébellion, sur le palais du tsar où s'éteignait le dernier gouvernement des possédants ?

La garnison du palais avait fortement diminué en nombre. Si, au moment de l'arrivée des ouraliens, des invalides et des femmes du bataillon de choc, elle avait atteint un chiffre de mille cinq cents combattants, peu probablement de deux mille, elle était maintenant réduite à un millier, peut-être même à beaucoup moins. Le salut ne peut venir que d'un miracle. Et, tout à coup, dans l'ambiance de désespoir du palais fait irruption non point à vrai dire le miracle, mais l'annonce de sa venue. Paltchinsky communique : on a reçu un coup de téléphone de la Douma municipale, des citoyens se disposent à partir de là pour délivrer le gouvernement. « Communiquez à tous — ordonne-t-il à Sinégoub — que le peuple vient ici. » L'officier colporte par les escaliers et les corridors la réjouissante nouvelle. En chemin, il se heurte à des officiers ivres qui se battent en duel, à l'épée, d'ailleurs sans effusion de sang. Les *junkers* relèvent la tête. Passant de bouche en bouche, la nouvelle devient de plus en plus colorée et plus importante. Les hommes politiques, les marchands, le peuple, clergé en tête, se sont mis en marche pour faire lever le

siège du palais. Le peuple avec le clergé : « Ce sera d'une beauté saisissante ! » Les restes d'énergie donnent leur dernier éclat. « Hourra, vive la Russie ! » Les *junkers* d'Oranienbaum qui se disposaient déjà à désertre changèrent d'idée et restèrent.

Mais le peuple avec le clergé approche bien lentement. Le nombre des agitateurs s'accroît dans le palais. L'*Aurore* va ouvrir le feu tout de suite, chuchotent-ils dans les couloirs, et ces chuchotements passent de bouche en bouche. Tout à coup, deux explosions. Des matelots ont pénétré dans le palais et ont jeté ou laissé tomber d'une galerie deux grenades, blessent légèrement deux *junkers*. Les matelots furent arrêtés, Kichkine, de sa profession médecin, pansa les blessés.

Intimement, la ténacité des ouvriers et des matelots est grande, mais elle ne s'est pas encore transformée en acharnement. Pour ne pas provoquer leurs fureurs, les assiégés, étant la partie infiniment la plus faible, n'osent pas prendre des mesures rigoureuses à l'égard des agents de l'ennemi qui pénètrent dans le palais. On ne fusille personne. Les intrus commencent à se montrer non point un par un, mais par groupes. Quand des *junkers* se jettent sur les envahisseurs, ceux-ci se laissent désarmer. « Quelles charognes ! Quels pleutres ! » dit Paltchinsky, d'un ton méprisant. Non, ces hommes ne sont pas des pleutres. Pour pénétrer dans le palais bondé d'officiers et de *junkers*, il faut un grand courage. Dans le labyrinthe d'un édifice inconnu, par de sombres corridors, devant d'innombrables portes qui introduisent on ne sait où et menacent on ne sait de quoi, les téméraires n'ont plus autre chose à faire que de se rendre. Le nombre des prisonniers s'accroît. De nouveaux groupes font irruption. Il n'est pas toujours facile de comprendre quels sont ceux qui se rendent et quels sont ceux qui sont désarmés. Le canon tonne sans arrêt.

À l'exception du rayon immédiatement adjacent au palais d'Hiver, la vie de la rue ne s'arrêta pas jusque très tard dans la soirée. Les théâtres et les cinémas étaient ouverts. Les milieux cossus et instruits de la capitale se préoccupaient, semblait-il, fort peu d'apprendre que leur gouvernement était canonné. Redemeister observa, près du pont Troïstky, des passants stationnant

tranquillement, les matelots ne les ayant pas laissés aller plus loin. « Il n'y avait rien d'anormal à voir. » Redemeister rencontra du côté de la Maison du Peuple des connaissances qui lui apprirent, au son du canon, que Chaliapine avait été incomparable dans *Don Carlos*. Les ministres continuaient à s'agiter dans la souricière.

« Il est clair maintenant que les assaillants sont faibles. » Peut-être, si l'on tient une heure de plus, les renforts arriveront-ils tout de même ? Kichkine appela par téléphone, en pleine nuit, le secrétaire d'État au ministère des Finances, Khrouchtchev, cadet lui aussi, et le pria de communiquer aux dirigeants du parti que le gouvernement avait besoin au moins d'une petite aide pour tenir jusqu'à la matinée, jusqu'aux heures où devait enfin arriver Kerensky avec des troupes. « Qu'est-ce que ce parti s'exclamait Kichkine indigné — qui ne peut envoyer au moins trois cents hommes armés ! » En effet : qu'est-ce que ce parti ? Les cadets qui avaient réuni à Petrograd, aux élections, des dizaines de milliers de suffrages, ne pouvaient pas, au moment du péril de mort qui menaçait le régime bourgeois, mettre en avant trois centaines de combattants. Si les ministres avaient seulement eu l'idée de chercher, dans la bibliothèque du palais, le matérialiste Hobbes, ils auraient lu, dans ses dialogues sur la guerre civile, que l'on ne doit ni attendre ni exiger du courage des boutiquiers enrichis, « qui ne voient rien à part leurs bénéfices de l'instant... et qui perdent complètement la tête à la seule idée qu'ils pourraient être spoliés ». Mais il est douteux que, dans la bibliothèque du tsar, l'on eût pu trouver Hobbes. Et puis les ministres n'en étaient plus à s'occuper de philosophie de l'Histoire. Le coup de téléphone de Kichkine fut le dernier que donna le palais d'Hiver.

Smolny réclamait catégoriquement un dénouement. On ne peut prolonger le siège jusqu'au matin, tenir la ville dans cette tension, énerver le Congrès, mettre tous les succès sous un point d'interrogation. Lénine expédie des notes irritées. Du Comité militaire révolutionnaire, les coups de téléphone partent l'un après l'autre. Podvoïsky gronde et grogne. On peut envoyer des masses à l'assaut, les volontaires sont en nombre suffisant. Mais combien y aura-t-il de victimes ? Et que restera-t-il des ministres et des *junkers* ? Cependant, la

nécessité de pousser l'affaire jusqu'au bout est trop impérieuse. Il ne reste qu'à donner la parole aux canons de la marine. De la forteresse Pierre-et-Paul, un matelot apporte à l'*Aurore* un bout de papier : ouvrir immédiatement le feu sur le palais. Maintenant, semble-t-il, tout est clair ! ce ne sont pas les artilleurs de l'*Aurore* qui arrêteront l'affaire. Mais les dirigeants n'ont pas encore assez de résolution. Une nouvelle tentative est faite pour s'esquiver. « Nous décidâmes d'attendre encore un quart d'heure — écrit Flerovsky — sentant d'instinct la possibilité d'un changement de situation. » Par instinct, il faut comprendre qu'on espérait obstinément voir l'affaire se terminer par de simples moyens démonstratifs. Et, pour cette fois, « l'instinct » ne trompa point : au bout d'un quart d'heure un nouvel émissaire arriva directement du palais d'Hiver : le palais est pris !

Le palais ne s'était pas rendu, il avait été pris d'assaut, mais à un moment où la force de résistance des assiégés avait eu le temps de s'épuiser définitivement. Dans un corridor s'introduisit, non plus déjà par une entrée secrète, mais par une cour barrée, une centaine d'ennemis que la garde démoralisée prit pour une députation de la Douma. On eut néanmoins encore le temps de les désarmer. Dans un grand désordre, un groupe de *junkers* quitta les lieux. Les autres, du moins en partie, continuaient à monter la garde. Mais la cloison des baïonnettes et du tir entre les assiégeants et les assiégés était définitivement brisée.

Une partie du palais, attenante à l'Ermitage, est déjà pleine d'ennemis. Les *junkers* essayent de la prendre par l'arrière. Dans les couloirs ont lieu des rencontres et des conflits fantastiques. Tous sont armés : aux poings des revolvers, aux ceintures des grenades. Mais personne ne tire, personne ne percute ses grenades, car tous, ici, font une telle cohue qu'ils ne peuvent se distinguer les uns des autres. Qu'importe ! Le sort du palais d'Hiver est déjà réglé.

Les ouvriers, les matelots, les soldats poussent du dehors, par lignes, par groupes, rejettent les *junkers* des barricades, s'introduisent dans la cour, se heurtent dans les escaliers aux *junkers*, les refoulent, les renversent, les

chassent devant eux. De l'arrière survient, pressant, un nouveaux flux. La place inonde la cour. La cour inonde le palais et se déverse dans les escaliers et les corridors. Sur les parquets soufflés, couverts de matelas et de croûtes de pain, des hommes sont allongés, gardant auprès d'eux des fusils, des grenades. Les vainqueurs apprennent que Kerensky n'est pas là et, à leur allégresse tumultueuse, se mêle l'amertume et la déception. Antonov et Tchoudnovsky sont dans le palais. Où est le gouvernement ? Voici la porte devant laquelle les *junkers* s'étaient figés dans la dernière attitude de la résistance. Le chef du poste de garde se précipite chez les ministres pour leur demander s'ils ordonnent que l'on se défende jusqu'au bout. Non, non, les ministres n'ordonnent pas ça. Mais de toute façon le palais est occupé. Pas de sang. Il faut céder à la force. Les ministres veulent se rendre d'une façon digne et ils s'assoient devant une table pour que cela ait l'air d'une séance. Le commandant de la défense a déjà trouvé le temps de rendre le palais en demandant, dans ses clauses, sauvegarde pour la vie des *junkers*, à laquelle personne ne voulait attenter. Au sujet du sort du gouvernement, Antonov refusa tous pourparlers.

Les *junkers*, devant les dernières portes gardées, sont désarmés. Les vainqueurs envahissent la salle des ministres. « En tête de la foule marchait, essayant de retenir les rangs qui se pressaient à lui, un petit homme d'apparence misérable ; vêtements en désordre ; chapeau à larges bords penché sur le côté. Sur son nez, un pince-nez qui tenait à peine. Mais de petits yeux brillaient du triomphe de la victoire et de haine contre les vaincus. » C'est en ces termes désobligeants que les vaincus dessinèrent Antonov. Il n'est pas difficile de croire que ses vêtements et son chapeau se présentaient mal : il suffit de se rappeler comment il avait marché la nuit dans les flaques de la forteresse Pierre-et-Paul. Indubitablement, le triomphe devait se lire dans son regard ; mais il est bien douteux qu'il ait exprimé de la haine à l'égard des vaincus. « Je vous déclare, à vous, membres du gouvernement provisoire, que vous êtes en état d'arrestation », proclama Antonov au nom du Comité militaire révolutionnaire. L'horloge marquait 2 h 10 dans la nuit du 25 au 26 octobre. « Les membres du gouvernement provisoire se soumettent à l'acte de

violence et se rendent pour éviter une effusion de sang », répond Kononov. L'inévitable rite a été scrupuleusement observé.

Antonov appela vingt-cinq hommes armés, élus par les premiers détachements qui avaient envahi le palais, et les chargea de la garde des ministres. Les détenus, après l'établissement d'un procès-verbal, furent conduits au dehors, sur la place. Dans la foule qui compte des victimes, morts ou blessés, éclate une véritable rage contre les vaincus. « Fusillez-les ! A mort ! » Certains soldats tentent de frapper les ministres. Les gardes rouges dissuadent ces hommes déchaînés : ne ternissez point la victoire prolétarienne ! Les ouvriers armés entourent les prisonniers et leurs convoyeurs étroitement. « En avant, marche ! » Il n'y a pas loin à aller : passer seulement la rue Millionnaïa et le pont Troïstky. Mais l'excitation de la foule rend ce court itinéraire bien long et plein de dangers. Le ministre Nikitine écrivit plus tard, non sans raison, que, sans l'intervention énergique d'Antonov, les conséquences auraient pu être « très pénibles ». Pour comble de mésaventures, le convoi subit encore sur le pont une fusillade accidentelle : les détenus et les convoyeurs durent mettre ventre à terre sur la chaussée. Mais, là encore, il n'y eut pas de victimes : on tirait probablement en l'air, pour faire peur.

À la forteresse, dans l'étroit local du club de la garnison, éclairé par une puante lampe à pétrole — l'électricité, ce jour-là refusait de servir — s'entassaient quelques dizaines d'hommes. Antonov procède, en présence du commissaire de la forteresse, à l'appel des ministres. Ils sont au nombre de dix-huit, en comptant les sous-secrétaires d'État. Les dernières formalités sont accomplies, les prisonniers sont conduits dans les cellules de l'historique bastion Troubetskoï. De la défense, personne n'est arrêté : les officiers et les *junkers* sont relaxés sur parole qu'ils n'agiront point contre le pouvoir soviétique. Peu nombreux, parmi eux, furent ceux qui tinrent leur promesse.

Aussitôt après la prise du palais d'Hiver, des bruits se répandent dans les cercles bourgeois au sujet d'exécutions de *junkers*, de viols de combattantes des bataillons de choc, de pillage des richesses du palais. Tous ces racontars

étaient depuis longtemps démentis lorsque Milioukov écrivait dans son Histoire : « Celles des femmes du bataillon de choc qui ne périrent pas sous les balles et qui furent prises par les bolcheviks subirent, ce soir-là, et dans la nuit, les épouvantables outrages des soldats, le viol et les exécutions. » En réalité, il n'y eut aucune exécution et, d'après l'état des deux parties, en cette période, il ne pouvait y en avoir. Encore moins concevables étaient les violences, particulièrement dans le palais où, à côté de certains éléments fortuitement provenus de la rue, s'étaient introduits, par centaines, des ouvriers révolutionnaires, le fusil à la main.

Des tentatives de pillage eurent effectivement lieu, mais elles manifestaient précisément la discipline des vainqueurs. John Reed, qui n'a pas laissé échapper un seul des épisodes dramatiques de la révolution et qui est entré dans le palais d'Hiver sur les traces toutes chaudes des premières lignes, raconte comment, dans un sous-sol, un groupe de soldats démolissait à coups de crosse des couvercles de caisses et tirait de là des tapis, du linge, des porcelaines, de la verrerie. Il est possible que, sous l'aspect de soldats, aient ici manœuvré de véritables pillards qui, dans la dernière année de la guerre, se déguisaient toujours sous la capote grise du soldat et le bonnet à poil. Le pillage avait à peine commencé que quelqu'un cria : « Camarades, ne touchez à rien, c'est la propriété du peuple. » Devant une table, à la sortie, s'assit un soldat, avec une plume et du papier ; deux gardes rouges, revolver en main, se placèrent près de lui. Quiconque sortait subissait la fouille, et tout objet volé était repris et noté. C'est ainsi que l'on récupéra des statuettes, des bouteilles d'encre, des bougies, des poignards, des morceaux de savon et des plumes d'autruche. Une perquisition soigneuse fut faite aussi sur la personne des *junkers* dont les poches se trouvèrent toutes pleines de menus objets volés. Du côté des soldats retentissaient à l'adresse des *junkers* des invectives et des menaces, mais cela n'alla pas plus loin. Pendant ce temps se constituait une garde du palais, ayant à sa tête le matelot Prikliodko. Partout sont postées des sentinelles. Les intrus sont évacués. Quelques heures après, Tchoudnovsky est nommé commandant du palais.

Mais où donc était passé le peuple qui, ayant à sa tête le clergé, marchait

pour délivrer le palais ? Il est indispensable de parler de cette héroïque tentative dont la nouvelle avait si fortement ému, un instant, le cœur des *junkers*. Le centre des forces anti-bolchevistes était à la Douma municipale. L'Hôtel de ville, sur la Nevsky, était en pleine effervescence. Les partis, les fractions, les sous-fractions, les groupes, des éléments détachés et, simplement, des personnalités influentes discutaient là-bas de l'aventure criminelle des bolcheviks. Aux ministres qui se morfondaient dans le palais d'Hiver, l'on communiquait, de temps à autre, par téléphone, que, sous la réprobation écrasante de tous, l'insurrection devait inévitablement étouffer. Des heures furent employées à isoler moralement les bolcheviks. Pendant ce temps, l'artillerie prenait la parole. Le ministre Prokopovitch, arrêté dans la matinée et bientôt remis en liberté, se plaint d'un ton larmoyant à la Douma d'avoir perdu la possibilité de partager le sort de ses camarades. On lui exprime des sentiments de sympathie chaleureuse, mais de telles expressions demandent du temps.

D'une accumulation d'idées et de discours surgit, enfin, sous une tempête d'applaudissements de toute la salle, un plan pratique : la Douma doit se rendre, au grand complet, au palais d'Hiver pour y périr, s'il en est besoin, en compagnie du gouvernement provisoire. Les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks et les coopérateurs sont également disposés ou bien à sauver les ministres, ou bien à tomber avec eux. Les cadets, qui ne sont pas en général enclins à des entreprises risquées, ont l'intention, pour cette fois, de se sacrifier avec les autres. Des provinciaux qui se trouvaient par hasard dans la salle, des journalistes de la Douma, quelques personnes du public demandent, en paroles plus ou moins éloquentes, l'autorisation de partager le sort de la Douma. On les y autorise.

La fraction bolcheviste essaye de donner un conseil prosaïque : au lieu d'errer dans les ténèbres des rues à la recherche de la mort, il vaudrait mieux persuader par téléphone les ministres de se rendre, sans aller jusqu'à une effusion de sang. Mais les démocrates sont indignés : les agents de l'insurrection veulent leur arracher non seulement le pouvoir, mais le droit de mourir héroïquement. En même temps, les conseillers municipaux décident,

dans l'intérêt de l'Histoire, de procéder au scrutin par appel des noms. En fin de compte, il n'est jamais trop tard pour mourir, même d'une mort glorieuse. Soixante-deux conseillers de la Douma le confirment : oui, ils vont effectivement, donnant leurs noms, périr sous les ruines du palais d'Hiver. A cela, les quatorze bolcheviks rétorquent qu'il vaut mieux vaincre avec Smolny que périr avec le palais d'Hiver et, de ce pas, se dirigent vers la séance du Congrès des soviets. Il n'y a que trois mencheviks internationalistes qui se décident à rester dans les murs de la Douma : ils ne savent pas où aller et ne voient pas pour quoi périr.

Les conseillers de la Douma allaient déjà se mettre en marche pour l'épreuve dernière quand un coup de téléphone leur annonça que le Comité exécutif des députés paysans, tout entier, venait se joindre à eux. Applaudissements interminables. Maintenant, le tableau est complet et clair : les représentants d'une paysannerie qui compte cent millions d'hommes avec les représentants de toutes les classes des populations urbaines iront se faire tuer sous les coups d'une insignifiante poignée de fauteurs de violences. Les discours ne manquent pas plus que les applaudissements.

Lorsque les députés paysans furent arrivés, la colonne se mit enfin en marche par la perspective Nevsky. En tête s'avançaient : le maire de la ville, Schreider, et le ministre Prokopovitch. Dans le cortège, John Reed remarqua le socialiste-révolutionnaire Avksentiev, président du Comité exécutif paysan, et les leaders mencheviks Khintchouk et Abramovitch, dont l'un était considéré comme de droite et le second comme de gauche. Prokopovitch et Schreider portaient chacun une lanterne : il en avait été ainsi convenu avec les ministres, afin que les *junkers* ne prissent pas les amis pour des ennemis. Prokopovitch, en outre, portait un parapluie, comme d'ailleurs beaucoup d'autres. Le clergé était absent. Le clergé fut imaginé d'après de vagues fragments de l'Histoire nationale fabriquée par l'indigente fantaisie des *junkers*. Mais il n'y avait pas non plus de peuple. L'absence de ce dernier déterminait le caractère de toute l'entreprise : trois cents ou quatre cents « délégués », et pas un de ceux qu'ils représentent. « C'était une sombre nuit — raconte dans ses Souvenirs le socialiste-révolutionnaire Zenzinov — et les

lampes sur la Nevsky n'étaient pas allumées. Nous marchions en cortège bien ordonné, et l'on n'entendait que notre chant de la *Marseillaise*. Au loin, retentissaient des coups de canon : c'étaient les bolcheviks qui continuaient à tirer sur le palais d'Hiver. »

Devant le canal Catherine, à travers la Nevsky, se déployait une ligne de matelots armés, coupant la route à la colonne de la démocratie. « Nous avancerons — déclarent ceux qui s'étaient condamné eux-mêmes — que pouvez-vous faire de nous ? » Les matelots répondirent sans ambages qu'ils emploieraient la force : « Rentrez chez vous et laissez-nous la paix ! » Un des membres du cortège proposa de tomber en victimes ici même, sur place. Mais, dans la décision prise au scrutin ouvert de la Douma, cette variante n'avait pas été prévue. Le ministre Prokopovitch grimpa sur on ne sait quel socle et, « agitant son parapluie », — il pleut souvent à Petrograd en automne — s'adressa aux manifestants, les invitant à ne pas induire en tentation ces hommes peu instruits et dupés qui étaient effectivement capables de se servir de leurs armes. « Rentrons à la Douma et nous examinerons les moyens de sauver le pays et la révolution. »

L'invite était vraiment sage. A vrai dire encore, le projet initial restait, dans ce cas, inexécuté. Mais que faire avec des brutes armées qui ne permettent même pas aux leaders de la démocratie de mourir héroïquement ? « On resta sur place, on gela et on décida de rentrer », écrit mélancoliquement Stankevitch, qui était aussi un des membres du cortège. Mais déjà sans *Marseillaise*, au contraire dans un silence concentré, le cortège revint par la Nevsky vers la Douma municipale. C'est là qu'il devait trouver, enfin, « les moyens de sauver le pays et la révolution ».

S'étant emparé du palais d'Hiver, le Comité militaire révolutionnaire fut entièrement maître de la capitale. Mais de même que les ongles et les cheveux d'un mort continuent à pousser, des apparences de vie se manifestèrent, pour le gouvernement déposé, à travers la presse officielle. Le *Vestnik Vrénwnnovo Pravitelstva* (le Messager du Gouvernement provisoire), qui annonçait encore le 24 la mise à la retraite de conseillers secrets, avec le droit de porter

l'uniforme et avec pension, se tut tout à coup le 25, et, à vrai dire, personne ne s'en aperçut. En revanche, le 26, il reparut de nouveau, comme si rien n'était arrivé. En première page il était dit : « Par suite d'une panne d'électricité, le numéro du 25 octobre n'est pas sorti. » Pour le reste, exception faite du courant coupé, la vie de l'État allait toujours son train et le *Messenger du Gouvernement* — lequel était enfermé déjà dans le bastion Troubetskoï — annonçait la nomination d'une dizaine de nouveaux sénateurs. Dans la rubrique des informations administratives, une circulaire du ministre de l'Intérieur, Nikitine, recommandait aux commissaires provinciaux « de ne pas se laisser influencer par de fausses nouvelles sur les événements de Petrograd, où tout était tranquille ». Le ministre n'avait pu tellement tort : les journées de l'insurrection se passèrent dans un calme suffisant, si l'on ne tient pas compte d'une canonnade qui, d'ailleurs, se limitait à des effets d'acoustique. Et pourtant l'historien ne se trompera point s'il dit que, pendant la journée du 25 octobre, non seulement le courant d'électricité fut coupé dans l'imprimerie gouvernementale, mais qu'aussi s'ouvrit une page importante dans l'histoire de l'humanité.

L'insurrection d'octobre

[Retour à la table des matières](#)

Les analogies tirées de l'histoire naturelle, appliquées à la révolution, s'imposent tellement que certaines d'entre elles sont devenues des métaphores usagées : « éruption volcanique », « accouchement d'une nouvelle société », « point d'ébullition »... Sous l'aspect d'une simple image littéraire se dissimulent ici les lois intuitivement saisies de la dialectique, c'est-à-dire de la logique du développement.

Ce que la révolution dans son ensemble est par rapport à l'évolution, l'insurrection armée l'est par rapport à la révolution elle-même : le point critique où la quantité amassée devient par explosion une qualité. Mais l'insurrection elle-même n'est pas un acte homogène et indivisible : il y a en elle des points critiques, des crises et des élans intérieurs.

Extrêmement importante, aux points de vue politique et théorique, est la courte période qui précède immédiatement « le point d'ébullition », c'est-à-dire la veille de l'insurrection. On enseigne en physique que si un échauffement régulier s'arrête subitement, le liquide conserve pendant un certain temps une température invariable et entre en ébullition après avoir absorbé une quantité complémentaire de chaleur. Le langage courant vient encore ici à notre aide, en définissant l'état de fausse tranquillité et de recueillement avant l'explosion comme « le calme avant la tempête ».

Lorsque la majorité des ouvriers et des soldats de Petrograd passa indiscutablement du côté des bolcheviks, la température d'ébullition était, semblait-il, atteinte. C'est précisément à ce moment que Lénine proclama la nécessité d'une insurrection immédiate. Mais ce qui est frappant, c'est qu'il manquait encore quelque chose pour l'insurrection. Les ouvriers et surtout les soldats devaient encore absorber une certaine quantité d'énergie révolutionnaire.

Dans les masses, il n'y a point de contradiction entre la parole et l'acte. Mais, pour passer de la parole à l'acte, même à une simple grève, et d'autant plus à une insurrection, il y a inévitablement des frictions intimes et des regroupements moléculaires : les uns vont de l'avant, les autres doivent se tapir en arrière. Dans ses premiers pas, la guerre civile, en général, se signale par un extrême manque de résolution. Les deux camps s'embourbent en quelque sorte dans le même sol national, ne peuvent pas s'arracher à leur propre périphérie, avec ses couches intermédiaires et ses dispositions conciliatrices.

Le calme avant la tempête, dans les masses, indiquait un grave embarras dans la couche dirigeante. Les organes et les institutions qui s'étaient formés dans la période relativement paisible des préparatifs — la révolution a ses périodes de repos comme la guerre a ses journées de calme — se montrent, même dans le parti le mieux trempé, non adéquats ou non tout à fait adéquats aux problèmes de l'insurrection : un certain déplacement, un certain remaniement deviennent inévitables au moment le plus critique. Les délégués du Soviet de Petrograd, qui avaient voté pour le pouvoir des soviets, étaient loin de s'être tous pénétrés autant qu'il convenait de l'idée que l'insurrection armée était devenue la tâche du jour même. Il fallait, avec le moins de secousses possible, les faire passer sur une nouvelle voie pour transformer le Soviet en un appareil d'insurrection. Dans l'état de maturation de la crise, il ne fallait pas pour cela des mois, ni même de nombreuses semaines. Mais, précisément dans les derniers jours, le plus dangereux était de ne pas retomber sur ses pieds, de donner l'ordre du grand saut quelques jours avant que le Soviet fût prêt à le faire, de provoquer une perturbation dans les rangs, de

détacher le parti du Soviet même pour vingt-quatre heures.

Lénine a répété plus d'une fois que les masses sont infiniment plus à gauche que le parti, de même que le parti est plus à gauche que son Comité central. Par égard à la révolution dans son ensemble, c'était absolument juste. Mais, même dans ces rapports réciproques, il y a de profondes oscillations intimes. En avril, en juin, particulièrement au début de juillet, les ouvriers et les soldats poussaient impatiemment le parti dans la voie des actes décisifs. Après l'écrasement de juillet, les masses étaient devenues plus prudentes. Comme auparavant et plus qu'avant, elles voulaient l'insurrection. Mais, s'étant fortement brûlé les doigts, elles craignaient un nouvel insuccès. Pendant le courant de juillet, d'août et de septembre, le parti, d'un jour à l'autre, retenait les ouvriers et les soldats que les korniloviens, par contre, provoquaient de toutes manières à sortir dans la rue. L'expérience politique des derniers mois avait fortement développé les centres modérateurs, non seulement chez les dirigeants, mais aussi chez les dirigés. Les incessants succès de l'agitation entretenaient, d'autre part, l'inertie des gens disposés à l'expectative. Pour les masses, il ne suffisait plus d'une nouvelle orientation politique : elles avaient besoin de se refaire psychologiquement. Plus les dirigeants du parti révolutionnaire commandent les événements, plus l'insurrection englobe les masses.

Le problème difficile du passage de la politique préparatoire à la technique de l'insurrection se posait dans tout le pays, sous diverses formes, mais en somme de la même façon. Mouralov raconte que, dans l'organisation militaire moscovite des bolcheviks, l'opinion fut unanime sur la nécessité de prendre le pouvoir ; pourtant, « quand on essaya de résoudre concrètement la question de savoir comment s'emparer du pouvoir, il n'y eut pas de solution ». Le dernier chaînon manquait encore.

Dans les jours où Petrograd se trouvait menacée d'une évacuation de la garnison, Moscou vivait dans l'atmosphère d'incessants conflits de grèves. Sur l'initiative des comités de fabrique, la fraction bolcheviste du Soviet présenta un plan : résoudre les conflits économiques par des décrets. Les

démarches préalables prirent pas mal de temps. C'est seulement le 23 octobre que les organes du Soviet de Moscou adoptent le « « décret révolutionnaire n° 1 » : les ouvriers et les employés dans les fabriques et les usines ne peuvent être désormais embauchés ou congédiés que du consentement des comités d'usine. Cela signifiait que l'on commençait à agir comme un pouvoir d'État. L'inévitable résistance du gouvernement devait, dans l'esprit des initiateurs, grouper plus étroitement les masses autour du Soviet et conduire à un conflit ouvert. Ce dessein ne fut pas mis à l'épreuve, vu que l'insurrection de Petrograd donna à Moscou, comme à tout le reste du pays, un motif beaucoup plus impérieux de se soulever : il fallut soutenir immédiatement le gouvernement soviétique qui venait de se former.

La partie qui prend l'offensive a presque toujours intérêt à se présenter comme étant sur la défensive. Un parti révolutionnaire est intéressé à un camouflage légal. Le Congrès imminent des soviets, de fait un congrès d'insurrection, était en même temps le détenteur, aux yeux des masses populaires, sinon de toute la souveraineté, du moins d'une bonne moitié de celle-ci. Il s'agissait du soulèvement d'un des éléments du double pouvoir contre l'autre. En appelant au Congrès comme à la source du pouvoir, le Comité militaire révolutionnaire accusait d'avance le gouvernement de préparer un attentat contre les Soviets. Cette accusation dérivait de la situation même. Dans la mesure où le gouvernement n'avait pas l'intention de capituler sans combat, il ne pouvait se dispenser de préparatifs pour sa propre défense. Mais, par là même, il était sujet à l'accusation d'avoir comploté contre l'organe suprême des ouvriers, des soldats et des paysans. Dans la lutte contre le Congrès des soviets qui devait renverser Kerensky, le gouvernement portait la main sur la source même du pouvoir d'où était sorti Kerensky.

Ce serait une erreur grossière de ne voir là que des subtilités juridiques, indifférentes au peuple : au contraire, c'est précisément sous cet aspect que les faits essentiels de la révolution se reflétaient dans la conscience des masses. Il fallait utiliser jusqu'au bout cet enchaînement exceptionnellement avantageux. En donnant au désir tout naturel des soldats de ne pas quitter les casernes pour les tranchées un grand sens politique et en mobilisant la garnison pour la

défense du Congrès des soviets, la direction révolutionnaire ne se liait aucunement les mains à l'égard de la date de l'insurrection. Le choix du jour et de l'heure dépendait de la marche ultérieure du conflit. La liberté de manœuvre était du côté du plus fort.

« Vaincre d'abord Kerensky, ensuite convoquer le Congrès » répétait Lénine, craignant que l'on ne substituât à l'insurrection un jeu constitutionnel. Lénine, évidemment, n'avait pas encore eu le temps d'apprécier un nouveau facteur qui s'introduisait dans la préparation du soulèvement et en changeait tout le caractère, savoir : un grave conflit entre la garnison de Petrograd et le gouvernement. Si le Congrès des soviets doit résoudre la question du pouvoir ; si le gouvernement veut diviser la garnison pour empêcher le Congrès de devenir le pouvoir ; si la garnison, sans attendre le Congrès des soviets, refuse de se soumettre au gouvernement, cela signifie en somme que l'insurrection a commencé, sans attendre le Congrès des soviets, quoique sous la couverture de son autorité. Il serait, par conséquent, erroné de faire une distinction entre les préparatifs de l'insurrection et ceux du Congrès des soviets.

Le mieux serait de comprendre les particularités de l'insurrection d'octobre en la comparant avec celle de février. En recourant à cette comparaison, l'on n'a pas lieu, comme dans d'autres cas, d'admettre l'identité conventionnelle de toutes sortes de conditions ; elles sont identiques en réalité, car il s'agit dans les deux cas de Petrograd : même terrain de lutte, mêmes groupements sociaux, même prolétariat et même garnison. La victoire, dans les deux cas, s'obtient par ce fait que la majorité des régiments de réserve passe aux ouvriers. Mais dans le cadre de ces traits généraux essentiels, quelle énorme différence ! Se complétant historiquement entre eux pendant huit mois, les deux soulèvements de Petrograd, par leurs contrastes, semblent faits d'avance pour aider à mieux comprendre la nature d'une insurrection en général.

On dit de l'insurrection de Février que ce fut un soulèvement de forces élémentaires. Nous avons fait, en bonne place, toutes les réserves

indispensables sur cette définition. Mais il est exact, en tout cas, qu'en Février personne n'indiquait d'avance les voies de l'insurrection ; personne ne votait dans les usines et les casernes sur la question de la révolution ; personne, d'en haut, n'appelait à l'insurrection. L'irritation qui s'était accumulée pendant des années éclata comme inattendue dans une forte mesure pour la masse elle-même.

Il en fut tout autrement en Octobre. Pendant huit mois, les masses avaient passé par une vie politique intense. Non seulement elles suscitaient les événements, mais elles apprenaient à en comprendre la liaison ; après chaque action, elles faisaient l'évaluation critique des résultats. Le parlementarisme soviétique devint le mécanisme quotidien de la vie politique du peuple. Alors que l'on résolvait par vote les questions de grève, de manifestations dans la rue, d'envoi de régiments au front, les masses pouvaient-elles renoncer à résoudre elles-mêmes la question de l'insurrection ?

De cette conquête inappréciable et en somme unique de la Révolution de Février provenaient, cependant, de nouvelles difficultés. On ne pouvait appeler les masses à la bataille au nom du Soviet sans avoir posé catégoriquement la question devant le Soviet, c'est-à-dire sans avoir fait du problème de l'insurrection l'objet de débats ouverts, et encore avec la participation des représentants du camp ennemi. La nécessité de créer un organe soviétique spécial, masqué autant que possible, pour diriger l'insurrection, était évidente. Mais cela aussi imposait les voies démocratiques avec tous leurs avantages et tous leurs retards. La décision prise par le Comité militaire révolutionnaire, en date du 9 octobre, n'est définitivement mise à exécution que le 20. La principale difficulté, cependant, n'est pas là. Utiliser la majorité dans le Soviet et créer un comité composé uniquement de bolcheviks, ce serait provoquer le mécontentement des sans-parti, sans compter celui des socialistes-révolutionnaires de gauche et de certains groupes anarchistes. Les bolcheviks du Comité militaire révolutionnaire se soumettaient à la décision de leur parti, mais non point tous sans résistance. Mais l'on ne pouvait réclamer aucune discipline des sans-parti et des socialistes-révolutionnaires de gauche. Obtenir d'eux une décision a priori

pour l'insurrection à jour fixe eût été inconcevable, et même simplement poser devant eux la question eût été extrêmement imprudent. Par l'intermédiaire du Comité militaire révolutionnaire, l'on pouvait seulement entraîner les masses à l'insurrection, en aggravant la situation d'un jour à l'autre et en rendant le conflit inéluctable.

N'eut-il pas été plus simple, en pareil cas, d'en appeler à l'insurrection directement au nom du parti ? Les sérieux avantages d'une telle manière d'agir sont indubitables. Mais peut-être les désavantages n'en sont-il que plus évidents. Dans les millions d'hommes sur lesquels le parti comptait s'appuyer fort justement, il est nécessaire de distinguer trois couches : une qui marchait déjà avec les bolcheviks dans toutes les conditions ; une autre, la plus nombreuse, qui soutenait les bolcheviks là où ceux-ci agissaient par les soviets ; la troisième qui suivait les soviets, bien que, dans ceux-ci, les bolcheviks fussent en majorité.

Ces trois couches se distinguaient non seulement par leur niveau politique, mais, pour une bonne part aussi, par leur composition sociale. Derrière les bolcheviks, en tant que parti, marchaient au premier rang les ouvriers industriels — prolétaires héréditaires de Petrograd. Derrière les bolcheviks, dans la mesure où ils avaient la garantie soviétique légale, marchait la majorité des soldats. Derrière les soviets, indépendamment ou en dépit du fait que s'y était instaurée la forte pression des bolcheviks, marchaient les formations les plus conservatrices de la classe ouvrière, les ex-mencheviks et socialistes-révolutionnaires, qui craignaient de se détacher du reste de la masse ; les éléments les plus conservateurs de l'armée, y compris les cosaques ; les paysans qui s'étaient affranchis de la direction du parti socialiste-révolutionnaire et qui se rattachaient à son flanc gauche.

Ce serait une erreur évidente que d'identifier la force du parti bolcheviste à celle des soviets qu'il dirigeait : cette dernière force était infiniment plus grande que la première ; cependant, à défaut de la première, elle se transformait en impuissance. Il n'y a là rien de mystérieux. Le rapport entre le parti et le Soviet procédait d'une inévitable incompatibilité dans une époque

révolutionnaire entre la formidable influence politique du bolchevisme et l'étroitesse de son emprise organisationnelle. Un levier exactement adapté donne à une main la possibilité de soulever un poids qui dépasse de beaucoup la force vivante. Mais, à défaut de la main agissante, le levier n'est pas autre chose qu'une perche inanimée.

À la Conférence régionale de Moscou des bolcheviks, en fin septembre, un des délégués démontrait ceci : « A Egorievsk, l'influence des bolcheviks n'est pas contestée. Mais l'organisation du parti, par elle-même, est faible. Elle est dans un grand abandon ; il n'y a pas d'inscriptions régulières ni de cotisations de membres. » La disproportion entre l'influence et l'organisation, qui n'était pas partout aussi marquée, était un phénomène général. Les larges masses connaissaient les mots d'ordre bolchevistes et l'organisation soviétique. Ces mots d'ordre et l'organisation se soudèrent pour elles définitivement à la fin de septembre-octobre. Le peuple attendait pour savoir ce que précisément les soviets indiqueraient, quand et comment réaliser le programme des bolcheviks.

Le parti lui-même éduquait méthodiquement les masses dans cet esprit. Quand à Kiev se répandit le bruit des préparatifs de l'insurrection, le Comité exécutif bolcheviste opposa immédiatement un démenti : « Aucune manifestation ne doit être faite sans l'appel des soviets... Ne pas marcher sans le Soviet ! » Démentant, le 18 octobre, les bruits qui couraient sur une insurrection fixée, disait-on, pour le 22, Trotsky disait : « Le Soviet est une institution élective et... ne peut prendre de résolutions qui ne seraient pas connues des ouvriers et des soldats... » Des formules de ce genre, répétées quotidiennement et confirmées par la pratique, s'implantaient solidement.

D'après le récit du sous-lieutenant Berzine, à la Conférence militaire des bolcheviks, en octobre, à Moscou, des délégués déclaraient : « Il est difficile de dire si les troupes marcheront à l'appel du Comité moscovite des bolcheviks. A l'appel du Soviet, il est probable que tous marcheront. » Or, la garnison de Moscou, dès septembre, avait voté à 90 % pour les bolcheviks. A la conférence du 16 octobre, à Petrograd, Bokii, au nom du Comité du parti,

rapportait que dans le district de Moscou, « on marchera sur l'appel du Soviet, mais non du parti » ; dans le quartier Nevsky, « tous marcheront derrière le Soviet ». Volodarsky résumait immédiatement l'état d'esprit de Petrograd dans les termes suivants : « L'impression générale est que personne ne brûle de se précipiter dans la rue, mais qu'à l'appel du Soviet, tous seront présents. » Olga Ravitch met là un correctif : « Certains indiquèrent que ce serait aussi sur l'appel du parti. » A la Conférence de la garnison de Petrograd, le 18, les délégués rapportèrent que leurs régiments attendaient, pour marcher, un appel du Soviet ; personne ne parlait du parti, bien que les bolcheviks fussent à la tête de nombreux contingents : l'on ne pouvait maintenir l'unité dans les casernes qu'en établissant une liaison entre les sympathisants, les hésitants et les éléments à demi hostiles, par la discipline du Soviet. Le régiment de grenadiers déclarait même qu'il ne marcherait que sur l'ordre du Congrès des soviets. Déjà, le fait même que les agitateurs et les organisateurs, dans leur évaluation de l'état des masses, font chaque fois une différence entre le Soviet et le parti, montre quelle grande importance avait cette question du point de vue de l'appel à l'insurrection.

Le chauffeur Mitrevitch raconte comment, dans une équipe d'auto-camions, où l'on ne réussissait pas à obtenir une résolution en faveur de l'insurrection, les bolcheviks firent adopter une proposition de compromis : « Nous ne marcherons ni pour les bolcheviks ni pour les mencheviks, mais... sans aucun retard, nous exécuterons tous les ordres du II^e Congrès des soviets ». Les bolcheviks de l'équipe des auto-camions appliquaient en petit la même tactique d'enveloppement à laquelle recourait le Comité militaire révolutionnaire. Mitrevitch ne démontre pas, il raconte, et son témoignage n'en est que plus convaincant.

Les tentatives faites pour mener l'insurrection directement par l'intermédiaire du parti ne donnaient nulle part de résultat, L'on a conservé un témoignage, intéressant au plus haut degré, au sujet de la préparation du soulèvement à Kinechma, point important de l'industrie textile. Lorsque l'insurrection dans la région moscovite eut été mise à l'ordre du jour, le Comité du parti à Kinechma dut, pour recenser les forces militaires, les

moyens et la préparation de l'insurrection armée, un triumvirat spécial qui fut dénommé, on ne sait trop pourquoi, un Directoire. « Il faut dire toutefois — écrit un des membres du Directoire — que les trois élus ne firent pas grand-chose, semble-t-il. Les événements marchèrent dans une voie un peu différente... La grève régionale nous absorba totalement, et, à l'heure des événements décisifs, le centre d'organisation fut transféré au Comité de grève et au Soviet... » Dans les modestes dimensions d'un mouvement provincial, se répétait la même chose qu'à Petrograd.

Le parti mettait en mouvement le Soviet. Le Soviet mettait en mouvement les ouvriers ; les soldats, partiellement, les paysans. Ce que l'on gagnait dans la masse, on le perdait pour la vitesse. Si l'on se représente cet appareil de transmission comme un système de roues dentées — comparaison à laquelle, en une autre occasion et en une autre période, avait recouru Lénine — l'on peut dire qu'une tentative impatiente pour ajuster la roue du parti directement à la roue géante des masses, comportait le danger de briser les dents de la roue du parti et pourtant de ne pas mettre en mouvement des masses suffisantes.

Non moins réel était, cependant, le danger contraire, celui de laisser échapper une situation favorable en résultat de frictions à l'intérieur même du système soviétique. Théoriquement parlant, le moment le plus avantageux pour l'insurrection se précise en un certain point dans le temps. Il ne saurait être question, bien entendu, de surprendre en pratique ce point idéal. L'insurrection peut avec succès se développer par une courbe ascendante, approchant d'un idéal culminant ; mais aussi par une courbe descendante si le rapport des forces n'a pas encore pu se modifier radicalement. Au lieu d'« un moment », il résulte un espace de temps mesurable en semaines, quelquefois en mois. Les bolcheviks pouvaient prendre le pouvoir à Petrograd dès le début de juillet. Mais, dans ce cas, ils ne l'auraient pas gardé. A dater du milieu de septembre, ils pouvaient déjà espérer que non seulement ils s'empareraient du pouvoir, mais le garderaient en mains. Si les bolcheviks avaient tardé à faire l'insurrection à la fin d'octobre, ils auraient eu, probablement, mais non point à coup sûr, loin de là, pendant un certain temps, la possibilité encore de regagner du terrain perdu. On peut admettre sous réserves que pendant trois

ou quatre mois, par exemple de septembre à décembre, les prémisses politiques d'une insurrection existaient : elles étaient déjà mûres et n'étaient pas encore tombées. Dans ces cadres qu'il est plus facile d'établir après coup qu'au moment de l'action, le parti avait une certaine liberté de choix engendrant d'inévitables, parfois graves, différends de caractère pratique.

Lénine proposait de déclencher l'insurrection dès les journées de la Conférence démocratique. A la fin de septembre, il considérait tout attermoisement comme non seulement risqué, mais périlleux. « Attendre le Congrès des soviets — écrivait-il au début d'octobre — c'est un jeu puéril, honteux, c'est, avec des formalités, trahir la révolution. » Il est douteux, cependant, que, parmi les dirigeants bolchevistes, quelqu'un se guidât, en cette question, sur des considérations de pure forme. Lorsque Zinoviev, par exemple, réclamait une conférence préparatoire avec la fraction bolcheviste du Congrès des soviets, il ne cherchait point une sanction dans la forme, mais comptait tout simplement sur l'appui politique des délégués de la province contre le Comité central. Mais le fait est tel que la dépendance du parti vis-à-vis du Soviet qui, à son tour, en appelait au Congrès des soviets, apportait, en cette question de la date du soulèvement, un élément d'imprécision qui alarmait extrêmement, et non sans raison, Lénine.

La question de savoir quand on lancera l'appel est étroitement liée avec celle de savoir qui le lancera. Pour Lénine, les avantages d'un appel au nom du Soviet n'étaient que trop clairs ; mais il voyait avant toutes autres les difficultés qui surgiraient dans cette voie. Il ne pouvait ne pas craindre, surtout à distance, que les éléments intercepteurs seraient, parmi les dirigeants du Soviet, encore plus forts que dans le Comité central dont il considérait déjà la politique comme trop irrésolue. Sur la question de savoir qui du Soviet ou du parti commencerait, Lénine avait des solutions alternatives, mais, dans les premières semaines, inclinait résolument vers une initiative indépendante du parti. Il n'y avait pas là l'ombre d'une opposition de principes : il s'agissait d'aborder la question de l'insurrection sur une seule et même base, dans des circonstances identiques, dans un seul et même dessein. Mais les façons d'envisager la question étaient tout de même différentes.

La proposition faite par Lénine d'encercler le théâtre Alexandra et de mettre en arrestation la Conférence démocratique procédait du fait que l'insurrection devait avoir à sa tête non le Soviet, mais la parti qui ferait appel directement aux usines et aux casernes. Et il ne pouvait en être autrement : il eût été absolument inconcevable de faire adopter un pareil plan par le Soviet. Lénine se rendait parfaitement compte que, même dans les sommets du parti, sa conception rencontrerait des obstacles ; il recommande d'avance à la fraction bolcheviste de la Conférence « de ne pas courir après le nombre » : si l'on agit résolument d'en haut, le nombre sera garanti par la base. Le plan audacieux de Lénine présentait les avantages incontestables de la rapidité et de l'imprévu. Mais il mettait trop à découvert le parti, risquant, dans certaines limites, de l'opposer aux masses. Même le Soviet de Petrograd, pris à l'improviste, aurait pu, au premier insuccès, laisser se perdre sa majorité bolcheviste encore peu stable.

La résolution du 10 octobre propose aux organisations locales du parti de résoudre pratiquement toutes les questions du point de vue de l'insurrection : quant aux soviets, en tant qu'organes du soulèvement, il n'en est pas question dans la résolution du Comité central. A la Conférence du 16, Lénine disait : « Les faits démontrent que nous avons la prépondérance sur l'ennemi. Pourquoi le Comité central ne peut-il commencer ? » Sur les lèvres de Lénine, cette question n'avait pas du tout un caractère de rhétorique ; elle voulait dire : pourquoi perdre du temps, en s'accommodant à la transmission compliquée du Soviet si le Comité central peut donner le signal immédiatement ? Cependant, la résolution proposée par Lénine se terminait, cette fois-ci, par l'expression « de son assurance en ce que le Comité central et le Soviet indiqueront en temps voulu le moment favorable et les moyens rationnels d'action ». La mention donnée du Soviet, à côté du parti, et la formule plus souple au sujet de la date du soulèvement étaient le résultat de la résistance des masses dont Lénine avait senti le contact par l'intermédiaire des dirigeants du parti.

Le lendemain, dans une polémique avec Zinoviev et Kaménev, Lénine résumait les débats de la veille : « Tous sont d'accord sur ce point qu'à l'appel

des Soviets et pour leur défense, les ouvriers marcheront comme un seul homme » Cela signifiait : si tous ne sont pas d'accord pour dire avec lui, Lénine, que l'on peut lancer l'appel au nom du parti, tous conviennent que l'appel peut être lancé au nom des soviets.

« Qui doit prendre le pouvoir ? » — écrit Lénine le soir du 24. Cela n'a pas d'importance pour l'instant : qu'il soit pris par le Comité militaire révolutionnaire ou par « une autre institution », qui déclarera qu'elle rendra le pouvoir seulement aux véritables représentants des intérêts du peuple... « Une autre institution », ces mots placés entre d'énigmatiques guillemets, désignent en langage de conspirateur le Comité central des bolcheviks.

Lénine renouvelle ici sa proposition de septembre : agir directement au nom du Comité central dans le cas où la légalité soviétique empêcherait le Comité militaire révolutionnaire de placer le Congrès devant le fait accompli de l'insurrection.

Bien que toute cette lutte autour des délais et des méthodes de l'insurrection eût duré pendant des semaines, ceux qui y participèrent ne se rendirent pas tous compte de sa signification et de son importance. « Lénine proposait la prise du pouvoir par les Soviets, celui de Leningrad ou celui de Moscou, et non derrière le dos des Soviets, écrivait Staline en 1924. Pourquoi Trotsky a-t-il eu besoin de cette légende plus qu'étrange sur Lénine ? » Et encore : « Le parti connaît Lénine comme le plus grand marxiste de notre temps... étranger à toute ombre de blanquisme. » Tandis que Trotsky représentait « non le géant Lénine, mais une sorte de nain blanquiste... » Pas seulement blanquiste, mais même nain ! En réalité, la question de savoir au nom de qui l'on fera l'insurrection et aux mains de quelle institution sera remis le pouvoir, cela n'est nullement décidé d'avance par une doctrine quelconque. Devant les conditions générales d'une insurrection, le soulèvement se présente comme un problème d'art pratique qui peut être résolu par différents moyens. En cette partie, les différends dans le Comité central étaient analogues aux controverses des officiers de l'État-major général, éduqués dans une seule et même doctrine militaire et portant des

jugements identiques sur l'ensemble de la situation stratégique, mais proposant, pour la solution du plus prochain problème, diverses variantes exceptionnellement importantes à vrai dire, mais tout de même partielles. Mêler à cela la question du marxisme et du blanquisme, c'est montrer que l'on ne comprend ni l'un ni l'autre.

Le professeur Pokrovsky nie la signification même du dilemme : le Soviet ou le parti ? Les soldats ne sont aucunement formalistes, déclare-t-il avec ironie : ils n'avaient pas besoin du Congrès des soviets pour renverser Kerensky. Si spirituelle que soit cette façon de poser la question, elle laisse un point non élucidé : pourquoi, en somme, créer des soviets si le parti suffit ? « Il est curieux, continue le professeur, que de cet effort pour tout faire à peu près légalement, rien ne résulta légalement du point de vue soviétique — et le pouvoir, au dernier moment, fut pris non par le Soviet, mais par une organisation manifestement « illégale », constituée ad hoc. » Pokrovsky allègue que Trotsky fut forcé, « au nom du Comité militaire révolutionnaire », et non pas au nom du Soviet, de déclarer le gouvernement de Kerensky inexistant. Argument tout à fait inattendu ! Le Comité militaire révolutionnaire était un organe électif du Soviet. Le rôle dirigeant du Comité dans l'insurrection n'enfreignait en aucun sens la légalité soviétique raillée par le professeur, laquelle était pourtant regardée par les masses avec beaucoup de jalousie. Le Conseil des Commissaires du Peuple fut également constitué ad hoc, ce qui ne l'empêcha pas d'être et de rester l'organe du pouvoir soviétique, y compris Pokrovsky lui-même, en qualité d'adjoint au commissaire de l'Instruction Publique.

L'insurrection put se maintenir sur le terrain de la légalité soviétique et même, pour une bonne part, dans les cadres des traditions de la dualité de pouvoirs, surtout grâce à ce fait que la garnison de Petrograd s'était presque entièrement subordonnée au Soviet dès avant le soulèvement. Dans de nombreux Souvenirs, articles d'anniversaire, dans de premiers essais historiques, ce fait, confirmé par d'innombrables documents, était considéré comme incontestable. « Le conflit à Petrograd se développe sur la question du sort de la garnison » — dit une première brochure sur Octobre, écrite par

l'auteur du présent ouvrage, en des moments de loisir entre les séances des pourparlers de Brest-Litovsk, d'après des souvenirs tout récents, brochure qui, dans le parti, pendant plusieurs années, fut présentée comme un manuel d'Histoire. « La question essentielle, autour de laquelle s'édifia et s'organisa tout le mouvement en octobre — déclare encore plus nettement Sadovsky, un des plus immédiats organisateurs de l'insurrection — c'était de faire marcher les régiments de la garnison de Petrograd sur le front Nord. » Pas un des dirigeants immédiats de l'insurrection, qui participaient à l'entretien collectif ayant pour but direct de reconstituer la marche des événements, n'eut même l'idée d'opposer à Sadovsky une objection ou une correction. C'est seulement à partir de 1924 que l'on découvrit tout à coup, que Trotsky surestimait l'importance de la garnison paysanne au détriment des ouvriers de Petrograd ; découverte scientifique qui complétait on ne saurait mieux l'accusation d'avoir sous-estimé la classe paysanne.

Des dizaines de jeunes historiens, avec, en tête le professeur Pokrovsky, nous ont expliqué, en ces dernières années, l'importance du prolétariat pour une révolution prolétarienne. Ils ont été indignés de voir que nous ne parlions pas des ouvriers dans les lignes où nous parlions des soldats, et ils nous ont convaincus d'avoir analysé la marche réelle des événements au lieu d'avoir répété des leçons d'écolier. Les résultats de cette critique sont consignés en bref par Pokrovsky dans la conclusion suivante : « Bien que Trotsky sache parfaitement que l'action armée avait été décidée par le parti... bien que, fort évidemment, tout prétexte que l'on trouverait pour agir dût être d'importance secondaire, néanmoins, au centre de tout le tableau, pour lui, se trouve la garnison de Petrograd... — comme si, à défaut d'elle, l'on ne pouvait songer à une insurrection. » Pour notre historien, ce qui importe seulement, c'est « la décision du parti » au sujet de l'insurrection ; mais comment le soulèvement s'est effectivement produit, c'est « une question secondaire » : on trouvera toujours un prétexte. Pokrovsky appelle « prétexte » le moyen de conquérir les troupes, c'est-à-dire de résoudre précisément la question en laquelle se résume le sort de toute insurrection. La révolution prolétarienne se serait produite sans aucun doute même en l'absence du conflit au sujet de

l'évacuation de la garnison ; là, le professeur a raison. Mais c'eût été une autre insurrection et elle eût exigé un exposé historique différent, Or, nous avons en vue les événements qui se produisirent en réalité.

Un des organisateurs, devenu plus tard l'historien de la Garde rouge, Malakhovsky, insiste de son côté sur ce point que ce sont précisément les ouvriers armés, se distinguant de la garnison à demi passive, qui montrèrent de l'initiative, de la résolution et de la résistance dans le soulèvement. « Les détachements de la Garde rouge — écrit-il — occupent, pendant l'insurrection d'octobre, les institutions gouvernementales, les postes et les télégraphes, ce sont eux aussi qui sont à l'avant au moment du combat..., etc. » Tout cela est indiscutable. Mais il n'est pas difficile, cependant, de comprendre que si les gardes rouges purent tout simplement « occuper » les institutions, ce fut seulement parce que la garnison était d'accord avec elle, les soutenait, ou bien, du moins, ne s'opposait pas à elle. C'est ce qui décida du sort de l'insurrection.

Quand on en vient seulement à demander qui était plus important, pour l'insurrection, des soldats ou des ouvriers — on se montre à un niveau théorique si lamentable qu'il n'y reste presque plus de place pour la discussion. La Révolution d'Octobre était la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour le pouvoir. Mais c'est le moujik qui en fin de compte décida de l'issue de la lutte. Ce schéma général, répandu dans tout le pays, trouva à Petrograd son expression la plus achevée, Ce qui donna, dans la capitale, à l'insurrection le caractère d'un coup rapidement porté avec un minimum de victimes, ce fut la combinaison du complot révolutionnaire, de l'insurrection prolétarienne et de la lutte de la garnison paysanne pour sa propre sauvegarde. Le parti dirigeait l'insurrection ; la principale force motrice était le prolétariat ; les détachements ouvriers armés constituaient le poing de choc ; mais l'issue de la lutte se décidait par la garnison paysanne, difficile à soulever.

C'est justement en cette question que le parallèle entre les insurrections de février et d'octobre apparaît particulièrement irremplaçable, La veille du

renversement de la monarchie, la garnison représentait pour les deux parties une grande inconnue. Les soldats eux-mêmes ne savaient pas encore comment ils allaient réagir devant le soulèvement des ouvriers. Ce fut seulement la grève générale qui put établir le terrain nécessaire pour les rencontres de masses entre ouvriers et soldats, pour la vérification des soldats en action, pour le passage des soldats aux rangs des ouvriers. Tel fut le contenu dramatique des cinq Journées de Février.

À la veille du renversement du gouvernement provisoire, l'écrasante majorité de la garnison se tenait ouvertement du côté des ouvriers. Nulle part, dans tout le pays, le gouvernement ne se sentait aussi isolé que dans sa résidence : ce n'est point à tort qu'il tentait de la fuir. En vain : la capitale hostile ne le laissait pas partir. En essayant sans succès de jeter dehors les régiments révolutionnaires, le gouvernement trouva définitivement sa perte.

Expliquer la politique passive de Kerensky devant l'insurrection par ses seules qualités personnelles, c'est glisser en surface. Kerensky n'était pas seul. Au sein du gouvernement il y avait des hommes comme Paltchinsky, qui ne manquaient pas d'énergie. Les leaders du Comité exécutif savaient bien que la victoire des bolcheviks fixerait leur trépas politique. Tous, cependant, séparément ou ensemble, se trouvèrent paralysés, demeurèrent, de même que Kerensky, dans une sorte de pénible torpeur, celle de l'homme qui, malgré le danger imminent, se sent incapable de lever le bras pour son salut.

La fraternisation des ouvriers et des soldats ne procéda point en octobre d'un conflit ouvert dans les rues comme elle avait eu lieu en Février, mais elle précéda l'insurrection. Si les bolcheviks n'en appelaient pas, cette fois-ci, à la grève générale, ce n'est pas qu'ils s'en trouvaient empêchés, mais seulement qu'ils n'en voyaient pas le besoin. Le Comité militaire révolutionnaire, dès avant l'insurrection, se sentait maître de la situation : il connaissait chaque contingent de la garnison, son état d'esprit, les groupements à l'intérieur ; il recevait quotidiennement des rapports, non falsifiés, mais exprimant ce qui se passait ; il pouvait au moment voulu, à n'importe quel régiment, envoyer un commissaire plénipotentiaire, un motocycliste apportant un ordre, il pouvait

appeler par téléphone le Comité d'un effectif ou bien envoyer un ordre de service à une compagnie. Le Comité militaire révolutionnaire occupait, à l'égard des troupes, la situation d'un État-major gouvernemental et non celle d'un État-major de conspirateurs.

Il est vrai, les postes de commandement de l'État continuaient à rester entre les mains du gouvernement. Mais leurs bases matérielles leur avaient été arrachées. Les ministères et les états-majors s'élevaient sur le vide. Le téléphone et le télégraphe continuaient à servir au gouvernement, de même que la Banque d'État. Mais le gouvernement n'avait déjà plus les forces militaires indispensables pour retenir entre ses mains ces institutions. Le palais d'Hiver et l'institut Smolny semblaient avoir changé d'emplacement. Le Comité militaire révolutionnaire mettait le gouvernement-fantôme dans une situation telle que ce dernier ne pouvait rien entreprendre sans avoir préalablement brisé la garnison. Or, toute tentative de Kerensky pour frapper sur les troupes ne faisait qu'accélérer le dénouement.

Cependant, le problème de l'insurrection restait encore sans solution. Le ressort et tout le mécanisme de l'horloge étaient entre les mains du Comité militaire révolutionnaire. Mais elle manquait de cadran et d'aiguilles, Et à défaut de ces détails, une horloge ne peut être d'aucune utilité. Ne disposant ni du télégraphe ni du téléphone, ni d'une banque, ni d'un État-major, le Comité militaire révolutionnaire ne pouvait gouverner. Il disposait de presque toutes les prémisses réelles et des éléments du pouvoir, mais non du pouvoir lui-même.

En Février, les ouvriers songeaient non point à s'emparer de la Banque et du palais d'Hiver, mais à briser la résistance de l'armée. Ils luttèrent non pour conquérir certains postes de commandement, mais pour avoir à eux l'âme du soldat. Lorsque la victoire sur ce terrain fut remportée, tous les autres problèmes furent résolus d'eux-mêmes ; ayant abandonné ses bataillons de la Garde, la monarchie n'essaya même plus de défendre ses palais ni ses États-majors.

En octobre, le gouvernement de Kerensky, ayant laissé échapper sans

retour l'âme du soldat, s'accrochait encore aux postes de commande. Entre ses mains, les États-majors, les banques, les téléphones, ne constituaient que la façade du pouvoir. Passant aux mains des soviets, ces établissements devaient assurer la possession intégrale du pouvoir. Telle était la situation à la veille de l'insurrection : elle déterminait les modalités d'action dans les dernières vingt-quatre heures.

Il n'y eut presque point de manifestations, de combats de rues, de barricades, de tout ce que l'on entend d'ordinaire par « insurrection » ; la révolution n'avait pas besoin de résoudre un problème déjà résolu. La saisie de l'appareil gouvernemental pouvait être effectuée d'après un plan, avec l'aide de détachements armés relativement peu nombreux, partant d'un centre unique. Les casernes, la forteresse, les dépôts, tous les établissements où agissaient les ouvriers et les soldats, pouvaient être saisis par leurs propres forces intérieures. Mais ni le palais d'Hiver, ni le préparlement, ni l'état-major de la région, ni les ministères, ni les écoles de *junkers* ne pouvaient être pris du dedans. Il en était de même pour les téléphones, les télégraphes, les postes, la Banque d'État ; les employés de ces établissements, qui avaient peu de poids dans la combinaison générale des forces, étaient pourtant les maîtres entre leurs quatre murs, lesquels étaient d'ailleurs fortement gardés. C'était du dehors qu'il fallait pénétrer jusqu'aux sommets de la bureaucratie. La saisie par les moyens de la politique était ici remplacée par la violence. Mais comme l'éviction récente du gouvernement de ses bases militaires avait rendu presque impossible la résistance, la saisie des derniers postes de commande eut lieu en général sans collisions.

Il est vrai que, tout de même, l'affaire n'eut point lieu sans quelques combats : il fallut prendre d'assaut le palais d'Hiver, Mais précisément le fait que la résistance du gouvernement se borna à la défense du Palais détermine nettement la place du 25 octobre dans le développement de la lutte, Le palais d'Hiver se trouva être la dernière redoute d'un régime politiquement brisé en huit mois d'existence et définitivement désarmé pendant la dernière quinzaine.

Les éléments du complot, à entendre par là le plan et une direction

centralisée, occupaient dans la Révolution de Février une place insignifiante. Cela provenait déjà de la faiblesse et de la ségrégation des groupes révolutionnaires sous la lourde charge du tsarisme et de la guerre, La tâche n'en était que plus grande pour les masses. Les insurgés avaient leur expérience politique, leurs traditions, leurs mots d'ordre, leurs leaders anonymes. Mais si les éléments de direction disséminés dans le soulèvement se trouvaient suffisants pour renverser la monarchie, ils furent loin de se trouver assez nombreux pour procurer aux vainqueurs les fruits de leur propre victoire.

Le calme dans les rues, en octobre, l'absence de foules, l'inexistence de combats donnaient aux adversaires des motifs de parler de la conspiration d'une minorité insignifiante, de l'aventure d'une poignée de bolcheviks. Cette formule fut reprise dans les Journées, les mois et même les années qui suivirent l'insurrection à de multiples reprises. Evidemment, pour rétablir le bon renom de l'insurrection prolétarienne, Iaroslavsky écrit au sujet du 25 octobre : « De fortes masses du prolétariat de Petrograd, à l'appel du Comité militaire révolutionnaire, se placèrent sous ses drapeaux et envahirent les rues de Petrograd. » L'historien officiel oublie d'expliquer dans quel but le Comité militaire révolutionnaire avait appelé les masses dans la rue et ce que celles-ci y avaient précisément fait.

D'une combinaison de puissance et de faiblesse dans la Révolution de Février vint son idéalisation officielle, la représentant comme l'œuvre de toute la nation, l'opposant à l'insurrection d'octobre considérée comme un complot. En réalité, les bolcheviks pouvaient ramener au dernier moment la lutte pour le pouvoir à « un complot », non point parce qu'ils étaient une petite minorité, mais au contraire parce qu'ils avaient derrière eux, dans les quartiers ouvriers et les casernes, une écrasante majorité, fortement groupée, organisée, disciplinée.

On ne peut comprendre exactement l'insurrection d'octobre qu'à condition de ne pas limiter la perspective au point final. A la fin de février, la partie d'échecs de l'insurrection fut jouée depuis la première manche jusqu'à

la dernière, c'est-à-dire jusqu'à l'abandon de l'adversaire ; à la fin d'octobre, la partie principale était déjà du passé et, le jour de l'insurrection, il s'agissait de résoudre un problème assez restreint : mat en deux coups. Il est, par conséquent, indispensable de dater la période de l'insurrection du 9 octobre, quand s'ouvrit le conflit au sujet de la garnison, ou du 12, lorsqu'il fut décidé de créer le Comité militaire révolutionnaire. La manœuvre d'enveloppement dura plus de quinze jours. La partie la plus décisive se prolongea de cinq à six jours, depuis le moment où fut créé le Comité militaire révolutionnaire. Pendant toute cette période agirent directement des centaines de milliers de soldats et d'ouvriers, sur la défensive pour la forme, prenant l'offensive au fond. L'étape finale, au cours de laquelle les insurgés rejetèrent définitivement les formes conventionnelles de la dualité de pouvoirs, avec sa légalité douteuse et sa phraséologie défensive, occupa exactement vingt-quatre heures : du 25, 2 heures du matin, au 26, 2 heures du matin. Dans ce laps de temps, le Comité militaire révolutionnaire employa ouvertement les armes pour s'emparer de la ville et faire prisonnier le gouvernement : aux opérations participèrent, dans l'ensemble, autant de forces qu'il en fallait pour accomplir une tâche limitée, en tout cas guère plus de vingt-cinq à trente mille hommes.

Un auteur italien qui écrit des livres non seulement sur *Les Nuits des Ennuies*, mais aussi sur les plus hauts problèmes d'État, visita, en 1929, Moscou soviétique, embrouilla le peu de choses qu'il avait pu entendre de droite et de gauche, et, sur cette base, construisit un livre traitant de *La Technique du Coup d'État*. Le nom de cet écrivain, Malaparte, permet de le distinguer facilement d'un autre spécialiste en coups d'État, qui s'appelait Bonaparte.

Contrairement à « la stratégie de Lénine », qui se rattache aux conditions sociales et politiques de la Russie de 1917, « la tactique de Trotsky, d'après Malaparte, n'est point liée aux conditions générales du pays. » Aux considérations de Lénine sur les prémisses politiques de l'insurrection, l'auteur veut que Trotsky réponde ainsi : « Votre stratégie exige trop de circonstances favorables : l'insurrection n'a besoin de rien. Elle se suffit à elle-même. » A peine pourrait-on concevoir une absurdité plus sûre d'elle-

même que celle-ci. Malaparte répète à plusieurs reprises qu'en Octobre la victoire vint non de la stratégie de Lénine, mais de la tactique de Trotsky. Cette tactique, encore à présent, menacerait la tranquillité des États de l'Europe. « La stratégie de Lénine ne constitue donc pas un danger immédiat pour les gouvernements d'Europe. Le péril actuel — et permanent — pour eux, c'est la tactique de Trotsky. » Plus concrètement encore : « Mettez Poincaré à la place de Kerensky et le coup d'État bolcheviste d'octobre 1917 réussira tout aussi bien. » C'est en vain que nous essayons de distinguer à quoi pouvait servir en général la stratégie de Lénine, qui dépendait des conditions historiques, si la tactique de Trotsky résolvait le même problème dans toutes les circonstances, il reste à ajouter que ce remarquable livre a déjà été publié en plusieurs langues. Des hommes d'État y apprennent, de toute évidence, à repousser les coups d'État. Souhaitons-leur bien du succès.

La critique des opérations purement militaires du 25 octobre n'a pas été faite jusqu'à présent. Ce qui existe à ce sujet dans la littérature soviétique a un caractère non critique, mais purement apologétique. À côté des écrits des épigones, même la critique de Soukhanov, en dépit de toutes les contradictions, se distingue avantageusement par une observation attentive des faits.

Dans son jugement sur l'organisation du soulèvement d'octobre, Soukhanov a donné, en deux ans, deux opinions qui semblent diamétralement opposées. Dans le tome consacré à la Révolution de Février, il dit : « Je décrirai, le temps venu, d'après mes souvenirs personnels, l'insurrection d'octobre jouée d'après une partition. » Iaroslavsky reproduit ce jugement de Soukhanov littéralement, « L'insurrection à Petrograd — écrit-il — était bien préparée et fut jouée par le parti comme sur un cahier de musique. » Plus résolument encore, semble-t-il, s'exprime Claude Anet, observateur hostile, mais attentif, quoique sans profondeur : « Le coup d'État du 7 novembre — dit-il en substance — n'inspire que de l'admiration. Pas une brisure, pas une fissure, le gouvernement est renversé sans avoir eu le temps de crier « Ouf ! » Par contre, dans le tome consacré à la Révolution d'octobre, Soukhanov raconte comment Smolny, « en catimini, à tâtons, prudemment et en

désordre », entreprit de liquider le gouvernement provisoire.

Il y a de l'exagération dans le premier jugement comme dans le deuxième. Mais d'un point de vue plus large, l'on peut admettre que les deux jugements, si opposés soient-ils, s'appuient sur des faits. Le caractère rationnel de l'insurrection d'octobre a procédé surtout des rapports objectifs, de la maturité de la révolution dans son ensemble, de la place occupée par Petrograd dans le pays, de la place occupée par le gouvernement dans Petrograd, de tout le travail préalable du parti, enfin de la juste politique de l'insurrection. Mais il restait encore un problème de technique militaire. En ce point, il y eut un bon nombre de bévues partielles, et, si l'on en fait un tout, on peut avoir l'impression d'un travail mené à l'aveuglette.

Soukhanov mentionne à plusieurs reprises l'impuissance, au point de vue militaire, de Smolny, même dans les dernières journées qui précédèrent l'insurrection. En effet, le 23 encore, l'état-major de la révolution n'était guère mieux défendu que le palais d'Hiver. Le Comité militaire révolutionnaire assurait son immunité avant tout en fortifiant ses liaisons avec la garnison et obtenait par celle-ci la possibilité de surveiller tous les mouvements stratégiques de l'adversaire. Des mesures plus sérieuses, du point de vue de la technique de guerre, furent prises par le comité environ vingt-quatre heures plus tôt que celles du gouvernement, Soukhanov déclare avec assurance que, dans le courant de la journée du 23 et dans la nuit du 23 au 24, le gouvernement, s'il avait montré de l'initiative, aurait pu se saisir du Comité : « Un bon détachement de cinq cents hommes eût été tout à fait suffisant pour liquider Smolny avec tout son contenu. » Possible. Mais, premièrement, le gouvernement avait besoin pour cela de résolution, de cran, c'est-à-dire d'une qualité absolument contraire à sa nature. Secondement, l'on avait besoin « d'un bon détachement de cinq cents hommes ». Où le prendre ? Le composer d'officiers ? Nous les avons vus, à la fin d'août, dans leur rôle de conspirateurs : on était obligé d'aller les chercher dans les boîtes de nuit. Les compagnies (*droujiny*) de combat des conciliateurs s'étaient désagrégées. Dans les écoles de *junkers* toute question grave donnait lieu à des groupements nouveaux. Cela allait encore plus mal chez les cosaques.

Constituer un détachement par une sélection dans divers contingents, c'était se trahir soi-même dix fois avant que l'entreprise eût été menée jusqu'au bout.

Cependant, l'existence même d'un détachement n'eût pas été décisive. Le premier coup de feu tiré devant Smolny aurait eu, dans les quartiers ouvriers et dans les casernes, son écho bouleversant, Vers le centre menacé de la révolution, à toute heure du jour et de la nuit, seraient accourus pour porter secours des dizaines de milliers d'hommes armés ou à demi armés. Enfin, la prise même du Comité militaire révolutionnaire n'aurait pas sauvé le gouvernement. Hors des murs de Smolny se trouvaient Lénine et, avec lui, le Comité central et le Comité de Petrograd. A la forteresse Pierre-et-Paul il existait un deuxième état-major, sur l'*Aurore* un troisième, et d'autres encore dans les quartiers, Les masses ne seraient pas restées sans direction, Or, les ouvriers et les soldats, malgré les lenteurs, voulaient vaincre à quelque prix que ce fût.

Il est hors de doute cependant que des mesures complémentaires de prudence stratégique pouvaient et auraient dû être prises quelques jours auparavant, La critique de Soukhanov est juste sous ce rapport, L'appareil militaire de la révolution agit gauchement, avec des lenteurs et des omissions, et la direction générale était trop encline à substituer la politique à la technique. L'œil de Lénine manquait beaucoup à Smolny. Les autres n'avaient pas encore bien appris.

Soukhanov a raison de dire que la prise du palais d'Hiver, dans la nuit du 24 au 25 ou bien dans la matinée de cette journée, eût été incomparablement plus facile que dans la deuxième partie de la journée et jusqu'à la nuit, Le Palais, de même que le bâtiment voisin de l'état-major, était gardé par les escouades habituelles de *junkers* : une attaque à l'improviste aurait pu presque à coup sûr réussir, Le matin, Kerensky partit en automobile sans rencontrer d'obstacle : ce fait suffit à prouver qu'à l'égard du palais d'Hiver aucune surveillance sérieuse n'était exercée. C'était là une évidente lacune !

La surveillance du gouvernement provisoire avait été confiée — à vrai dire trop tard, le 24 ! — à Sverdlov, assisté par Lachevitch et Blagonravov. Il

est douteux que Sverdlov, qui déjà ne savait où donner de la tête, se soit occupé de cette nouvelle affaire. Il est possible même que la résolution, pourtant inscrite au procès-verbal, ait été oubliée dans la fièvre de ces heures-là.

Au Comité militaire révolutionnaire, en dépit de tout, l'on surestimait les ressources militaires du gouvernement, en particulier la garde du palais d'Hiver. Si les dirigeants immédiats du siège connaissaient même les forces intérieures du Palais, ils pouvaient avoir à craindre que, au premier signal d'alarme, n'arrivassent des renforts : *junkers*, cosaques, troupes de choc. Le plan de la prise du palais d'Hiver avait été élaboré dans le style d'une vaste opération : lorsque des civils et des demi-civils s'attachent à résoudre un problème purement militaire, ils sont toujours enclins à des finasseries stratégiques, Outre un pédantisme excessif, ils ne pouvaient se dispenser de montrer dans ce cas une impuissance remarquable.

L'incohérence, lors de la prise du Palais, s'explique, dans une certaine mesure, par les qualités personnelles des principaux dirigeants. Podvoïsky, Antonov-Ovseenko, Tchoudnovsky sont des hommes d'une trempe héroïque. Mais peut-être faut-il dire qu'ils ne sont pas le moins du monde des hommes de méthode et de pensée disciplinée. Podvoïsky qui, pendant les Journées de Juillet, avait été tout feu tout flamme, était devenu beaucoup plus circonspect, même plus sceptique en face des perspectives de l'avenir tout prochain. Mais, au fond, il était resté fidèle à lui-même : placé en face de n'importe quelle tâche pratique, il tend organiquement à s'échapper des cadres fixés, à élargir le plan, à entraîner tout le monde, à donner le maximum là où un minimum suffirait. Sur le caractère hyperbolique du plan, l'on peut retrouver sans difficultés la marque de son esprit. Antonov-Ovseenko, par caractère, est un optimiste impulsif, beaucoup plus capable d'improvisation que de calcul. En qualité d'ancien officier subalterne, il possédait quelques connaissances dans l'art militaire. Durant la Grande Guerre, comme émigré, il avait tenu dans le journal *Nache Slovo* (Notre Parole), qui paraissait à Paris, la rubrique militaire, et plus d'une fois s'était montré perspicace en stratégie. Son dilettantisme impressionnable ne pouvait faire contrepoids aux excessives

envolées de Podvoïsky, Le troisième des chefs militaires, Tchoudnovsky, avait vécu plusieurs mois sur un front passif, en qualité d'agitateur : à cela se bornait son stage d'homme de guerre. Penchant vers l'aile droite, Tchoudnovsky, cependant, était le premier à s'engager dans la bataille et cherchait toujours l'endroit où cela chauffait le plus, La bravoure personnelle et la hardiesse politique, comme on sait, ne se trouvent pas toujours en équilibre. Quelques jours après l'insurrection, Tchoudnovsky fut blessé sous Petrograd, dans une escarmouche avec les cosaques de Kerensky, et quelques mois plus tard il fut tué en Ukraine, Il est clair que l'expansif et impulsif Tchoudnovsky ne pouvait tenir lieu de ce qui manquait aux deux autres dirigeants. Pas un d'eux n'était enclin à considérer les détails, déjà pour ce simple fait qu'ils n'étaient pas initiés aux secrets du métier, sentant leur faiblesse en ce qui concernait les services d'éclaireurs, la liaison, la manœuvre, les maréchaux rouges éprouvaient le besoin d'accabler le palais d'Hiver de forces, tellement supérieures que la question même d'une direction pratique ne se posait plus : les dimensions démesurées, grandioses, du plan équivalaient presque à son absence. Ce qui est dit ci-dessus, ne signifie pas que, dans la composition du Comité militaire révolutionnaire, ou bien autour de lui, l'on pouvait trouver des durs militaires plus expérimentés ; en tout cas, l'on n'en pouvait trouver qui eussent plus de dévouement et d'abnégation.

La lutte pour la prise du palais d'Hiver commença par l'occupation de tout le rayon dans une large périphérie. Etant donné l'inexpérience des chefs, les flottements de la liaison, l'inaptitude des détachements de gardes rouges, le manque de vigueur des forces régulières, l'opération compliquée se développait avec une lenteur excessive. Aux heures mêmes où les détachements rouges resserraient peu à peu l'encerclement et accumulaient derrière eux des réserves, des compagnies de *junkers*, des *sotnias* de cosaques, des chevaliers de Saint-Georges, un bataillon de femmes, s'ouvraient passage vers le Palais. Le poing de la défense se formait en même temps que le cercle des assaillants. L'on peut dire que le problème même résulte du moyen trop détourné qui fut employé pour le résoudre. Or, une audacieuse incursion nocturne ou bien un intrépide assaut dans la journée n'auraient guère coûté

plus de victimes qu'une opération traînant en longueur. L'effet moral de l'artillerie de l'Aurore pouvait, en tout cas, être vérifié douze et même vingt-quatre heures d'avance : le croiseur se tenait paré pour le combat sur la Neva et les matelots ne se plaignaient nullement de n'avoir pas de quoi graisser leurs pièces. Mais les dirigeants de l'opération espéraient que l'affaire serait réglée sans combat, envoyaient des parlementaires, posaient des ultimatums et ne tenaient pas compte des délais fixés. Ils n'eurent pas l'idée d'inspecter en temps voulu l'artillerie de la forteresse Pierre-et-Paul, précisément parce qu'ils comptaient pouvoir s'en passer.

Le manque de préparation de la direction militaire se manifesta d'une façon encore plus évidente à Moscou, où le rapport des forces était considéré comme si favorable que Lénine recommandait même avec insistance de commencer par Moscou : « La victoire est garantie, il n'y a personne pour se battre. » En réalité, c'est précisément à Moscou que l'insurrection prit le caractère de combats prolongés qui durèrent, avec des suspensions d'armes, une huitaine de jours. « Dans l'ardeur de ce travail — écrit Mouralov, un des principaux dirigeants de l'insurrection moscovite — nous n'étions pas toujours fermes et résolus en tous points. Disposant d'une supériorité numérique écrasante — dix fois le chiffre de l'adversaire — nous fîmes traîner les combats toute une semaine... par suite de notre peu d'habileté à diriger les masses combattantes, par suite du manque de discipline de ces dernières et de l'ignorance complète de la tactique des combats de rues, tant du côté des chefs que du côté des soldats. » Mouralov a l'habitude d'appeler les choses par leur nom : c'est ce qui lui vaut d'être actuellement déporté en Sibérie. Mais, évitant de rejeter sa responsabilité sur autrui, Mouralov reporte dans le cas présent sur le commandement militaire le plus gros de la faute de la direction politique qui, à Moscou, se distinguait par son inconsistance et se laissait facilement influencer par des éléments conciliateurs. Il ne faut pas non plus, cependant, perdre de vue que les ouvriers du vieux Moscou, du textile et de la peausserie, étaient extrêmement en retard sur le prolétariat de Petrograd. En février, Moscou n'avait pas eu à se soulever : le renversement de la

monarchie avait été entièrement l'affaire de Petrograd. En juillet, Moscou avait de nouveau gardé son calme. On s'en ressentit en octobre : les ouvriers et les soldats n'avaient pas l'expérience des combats.

La technique de l'insurrection parachève ce que la politique n'a pas fait. La croissance gigantesque du bolchevisme affaiblissait indubitablement l'attention à l'égard du côté militaire de l'affaire : les remontrances passionnées de Lénine étaient suffisamment motivées. La direction militaire s'avéra incomparablement plus faible que la direction politique. Et pouvait-il en être autrement ? Pendant des mois et des mois encore, le nouveau pouvoir révolutionnaire manifesterait une extrême inaptitude toutes les fois qu'il sera indispensable de recourir aux armes.

Et néanmoins, les autorités militaires du camp gouvernemental donnaient, à Petrograd, une appréciation extrêmement flatteuse de la direction militaire de l'insurrection. « Les insurgés maintiennent l'ordre et la discipline — déclarait par fil direct le ministère de la Guerre au Grand Quartier Général aussitôt après la chute du palais — il n'y a eu ni pillages ni pogromes ; au contraire, des patrouilles d'insurgés ont mis en état d'arrestation des soldats qui titubaient... Le plan de l'insurrection était indubitablement élaboré d'avance et fut appliqué avec persistance et en bon ordre... ce n'était pas tout à fait réglé « sur la partition », ainsi que l'écrivaient Soukhanov et Iaroslavsky, mais il n'y avait tout de même pas tant de « désordre » que l'affirmait plus tard le premier de ces deux auteurs. Au surplus, devant le jugement critique le plus sévère, c'est encore le succès qui couronne l'entreprise.

Le congrès de la dictature soviétique

[Retour à la table des matières](#)

Le 25 octobre devait s'ouvrir à Smolny le parlement le plus démocratique de tous ceux qui ont existé dans l'histoire mondiale. Qui sait ? peut-être aussi le plus important.

S'étant affranchis de l'influence de l'intelligentsia conciliatrice, les soviets de province envoyèrent principalement des ouvriers et des soldats. Ils étaient pour la plupart sans grande notoriété, mais, en revanche, c'étaient des hommes éprouvés à l'œuvre et qui avaient conquis une solide confiance dans leurs localités. De l'armée et du front, à travers le blocus des comités d'armée et des états-majors, c'étaient presque uniquement des soldats du rang qui faisaient leur percée comme délégués. Dans leur majorité, ils n'avaient accédé à la vie politique que depuis la révolution. Ils avaient été formés par l'expérience de huit mois. Ce qu'ils savaient était peu de chose, mais ils le savaient solidement. L'apparence extérieure du congrès en démontrait la composition. Les galons d'officier, les lunettes et les cravates d'intellectuels du premier congrès avaient presque complètement disparu. Ce qui dominait sans partage, c'était la couleur grise, vêtements et visages. Tous s'étaient usés pendant la guerre. De nombreux ouvriers des villes avaient endossé des capotes de soldat. Les délégués des tranchées n'avaient pas l'air très

présentables : pas rasés depuis longtemps, couverts de vieilles capotes déchirées, de lourds bonnets à poil dont la ouate perçait souvent par des trous, sur des tignasses ébouriffées. De rudes faces mordues par les intempéries, de lourdes pattes couvertes d'engelures, des doigts jaunis par les grossières cigarettes, des boutons à demi arrachés, des bretelles pendantes, des bottes rugueuses, rousses, qui n'avaient pas été goudronnées depuis longtemps. La nation plébéienne avait envoyé pour la première fois une représentation honnête, non fardée, faite à son image et ressemblance.

La statistique du congrès qui se réunit aux heures de l'insurrection est extrêmement incomplète. Au moment de l'ouverture, l'on comptait six cent cinquante participants ayant voix délibérative. Il revenait aux bolcheviks 326 délégués ; loin d'être tous membres du parti, ils étaient en revanche la substance même des masses ; or, il ne restait plus à celles-ci d'autres voies que celles du bolchevisme. Nombreux étaient ceux des délégués qui, étant arrivés avec des doutes, achevaient rapidement de mûrir dans l'atmosphère surchauffée de Petrograd.

Avec quel succès les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réussi à dilapider le capital politique de la Révolution de Février ? Au congrès des soviets en juin, les conciliateurs disposaient d'une majorité de 600 voix sur une totalité de 832 délégués. Maintenant, l'opposition conciliatrice de toutes nuances constituait moins du quart du congrès. Les mencheviks avec les groupes nationaux qui s'y rattachaient ne comptaient pas plus de 80 délégués, dont environ la moitié était « de gauche ». Sur 159 socialistes-révolutionnaires — d'après d'autres données, 190 — les gauches constituaient environ les trois cinquièmes et, en outre, les droites continuaient à se dissoudre rapidement dans le processus du congrès lui-même. Vers la fin de ses assises, le nombre des délégués s'éleva, d'après certains relevés, jusqu'à 900 personnes ; mais ce chiffre, comprenant un bon nombre de voix consultatives, n'englobe pas, d'autre part, toutes les voix délibératives. Le contrôle des mandats subissait des interruptions, des papiers furent perdus, les renseignements sur l'appartenance à tel ou tel parti ne sont pas complets. En tout cas, la situation dominante des bolcheviks au congrès restait

incontestable.

Une enquête faite parmi les délégués démontra que 505 soviets tenaient pour le passage de tout le pouvoir aux mains des soviets ; 86 — pour le pouvoir de la « démocratie » ; 55 — pour la coalition ; 21 — pour la coalition, mais sans les cadets. Ces chiffres éloquentes, même sous cet aspect, donnent, cependant, une idée exagérée de ce qui restait d'influence aux conciliateurs : pour la démocratie et la coalition se déclaraient les soviets des régions les plus arriérées et des localités les moins importantes.

Le 25, de bonne heure dans la matinée, avaient lieu à Smolny des séances de fractions. Quant aux bolcheviks, n'étaient présent que ceux qui étaient exempts de missions de combat. L'ouverture du congrès était retardée : la direction bolcheviste voulait d'abord en finir avec le Palais. Mais les fractions hostiles, elles non plus, n'étaient pas pressées : elles avaient elles-mêmes besoin de décider de ce qu'elles allaient faire, et ce n'était pas facile. Les heures passaient. Dans les fractions, des sous-fractions se chamaillaient. La scission des socialistes-révolutionnaires se produisit après que la résolution de quitter le congrès eut été repoussée par quatre-vingt-douze voix contre soixante. C'est seulement tard dans la soirée que les socialistes-révolutionnaires de la droite et de la gauche tinrent séance dans des salles différentes. Les mencheviks, à huit heures, réclamèrent un nouveau délai : chez eux, les opinions étaient trop diverses. La nuit survint. L'opération engagée devant le Palais traînait en longueur, Mais il devenait impossible d'attendre davantage : il fallait parler clairement devant le pays en éveil.

La révolution enseignait l'art de la compression. Les délégués, les visiteurs, les gardiens s'entassaient dans la salle des fêtes des jeunes filles de la noblesse pour laisser entrer sans cesse de nouveaux arrivants. Les avertissements donnés au sujet d'un effondrement possible du plancher n'avaient pas plus d'effet que les invites à moins fumer. Tous se bousculaient et fumaient de plus belle. C'est avec peine que John Reed se fraya un chemin à travers la multitude qui grondait devant la porte. La salle n'était pas chauffée, mais l'air était lourd et brûlant.

Tassés dans les tambours des portes, dans les passages latéraux, ou bien assis sur les appuis de fenêtre, les délégués attendaient patiemment la sonnette du président. A la tribune ne se trouvaient ni Tseretelli, ni Tchkhéidzé, ni Tchernov. Seuls les leaders de deuxième ordre s'étaient montrés pour assister à leurs propres funérailles. Un homme de petite taille, en uniforme de médecin-major, ouvrit, au nom du Comité exécutif, la séance à 10 h. 40. Le congrès se réunit dans des « circonstances si exceptionnelles » que lui, Dan, remplissant la mission qui lui est confiée par le Comité exécutif central, s'abstiendra d'un discours politique : car, enfin, ses amis du parti se trouvent actuellement au palais d'Hiver, exposés à la fusillade, « remplissant avec abnégation leur devoir de ministres ». Les délégués ne s'attendaient pas le moins du monde à la bénédiction du comité exécutif central. Ils regardaient avec aversion la tribune : si ces gens-là ont encore une existence politique, quel rapport ont-ils avec nous et avec notre cause ?

Au nom des bolcheviks, Avnessov, délégué de Moscou, propose un bureau sur la base proportionnelle : quatorze bolcheviks, sept socialistes-révolutionnaires, trois mencheviks, un internationaliste. Les hommes de droite refusent immédiatement de faire partie du bureau. Le groupe de Martov s'abstient pour l'instant : il n'est pas encore décidé. Sept voix passent aux socialistes-révolutionnaires de gauche. Le congrès, renfrogné, observe ces contestations préalables.

Avnessov lit la liste des candidats bolcheviks au bureau : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Skliansky, Krylenko, Antonov-Ovseenko, Riazanov, Mouralov, Lounatcharsky, Kollontaï et Stoutchka. « Le bureau se compose — écrit Soukhanov — des principaux leaders bolchevistes et d'un groupe de six (en réalité de sept) socialistes-révolutionnaires de gauche. » Comme noms faisant autorité dans le parti, Zinoviev et Kamenev sont inclus dans le bureau, bien qu'ils se soient opposés à l'insurrection ; Rykov et Noguine sont là, comme représentants du Soviet de Moscou ; Lounatcharsky et Kollontaï comme agitateurs populaires en cette période ; Riazanov comme représentant des syndicats ; Mouralov comme vieil ouvrier bolchevik qui s'est conduit courageusement pendant le procès des

députés de la Douma d'Empire ; Stouthka comme leader de l'organisation lettonne ; Krylenko et Skliansky comme représentants de l'armée ; Antonov-Ovseenko comme dirigeant des combats dans Petrograd. L'absence du nom de Sverdlov s'explique apparemment par le fait que lui-même avait établi la liste et que, dans le brouhaha, personne n'avait rectifié. Il est caractéristique pour les mœurs d'alors du parti que le bureau comprît tout l'État-major des adversaires de l'insurrection : Zinoviev, Kamenev, Noguine, Rykov, Lounatcharsky, Riazanov. Parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche était seule à jouir d'une célébrité étendue à toute la Russie la petite, fluette et courageuse Spiridonova, qui avait passé de longues années au bagne pour avoir tué un des tortionnaires des paysans de Tambov. Il n'y avait pas d'autres « noms » parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche. Par contre, chez ceux de droite, les noms mis à part, il ne restait déjà presque plus rien.

Le congrès accueille avec ferveur son bureau. Lénine ne se trouve pas à la tribune. Tandis que se réunissaient et conféraient les fractions, Lénine, encore grisé, portant perruque et grosses lunettes, se trouvait en compagnie de deux ou trois bolcheviks dans une salle latérale. Se rendant à leur fraction, Dan et Skobelev s'arrêtèrent devant la table des conspirateurs, dévisagèrent attentivement Lénine et le reconnurent de toute évidence. Cela signifiait : il est temps de jeter le masque !

Lénine ne se hâtait pas, cependant, de paraître en public. Il préférait observer les choses de près et rassembler dans ses mains les fils tout en restant dans la coulisse. Dans ses Souvenirs publiés en 1924, Trotsky écrit : « A Smolny avait lieu la première séance du deuxième congrès des soviets. Lénine ne s'y montra pas. Il restait dans une des salles de Smolny, où, comme il m'en souvient, il n'y avait pour ainsi dire presque pas de meubles. C'est seulement ensuite que quelqu'un vint étendre sur le plancher des couvertures et y posa deux oreillers. Vladimir Illitch et moi reposâmes, couchés côte à côte. Mais quelques minutes après, on m'appela : « Dan a pris la parole, il faut répondre. » Revenu après ma réplique, je me couchai de nouveau à côté de Vladimir Illitch qui, bien entendu, ne songeait pas à s'endormir. S'agissait-il de cela ? Toutes les cinq ou dix minutes, quelqu'un accourait de la salle des

séances pour communiquer ce qui s'y passait. »

La sonnette présidentielle passe aux mains de Kamenev, un de ces êtres flegmatiques qui sont désignés par la nature elle-même pour présider. A l'ordre du jour — annonce-t-il — il y a trois questions : l'organisation du pouvoir ; la guerre et la paix ; la convocation de l'Assemblée constituante. Un grondement insolite, sourd et alarmant, ponctue du dehors le bruit de l'assemblée : c'est la forteresse Pierre-et-Paul qui a souligné l'ordre du jour par un tir d'artillerie. Un courant de haute tension a passé à travers le congrès qui, du coup, s'est senti être ce qu'il était en réalité : la Convention de la guerre civile.

Lozovsky, adversaire de l'insurrection, réclame un rapport du Soviet de Petrograd. Mais le Comité militaire révolutionnaire est en retard : les répliques de la canonnade témoignent que le rapport n'est pas encore prêt. L'insurrection est en pleine marche. Les leaders des bolcheviks s'absentent à tout instant, gagnant le local occupé par le Comité militaire révolutionnaire, pour recevoir des communications ou pour donner des ordres. Les échos des combats s'engouffrent dans la salle des séances comme des langues de feu. Quand on vote, les bras se lèvent au milieu d'un hérissément de baïonnettes. La fumée bleuâtre, piquante, de la *makhorka* (tabac grossier) dissimule les belles colonnes blanches et les lustres.

Les escarmouches oratoires des deux camps prennent, sur le fond de la canonnade, une signification inouïe. Martov demande la parole. Le moment où les plateaux de la balance oscillent encore est un moment à lui, ce très inventif politicien des perpétuelles hésitations. De sa voix rauque de tuberculeux, Martov a répondu immédiatement à la voix métallique des canons : « Il est indispensable d'arrêter les hostilités des deux côtés... La question du pouvoir, on s'est mis à la résoudre par la voie d'une conspiration... Tous les partis révolutionnaires sont placés devant le fait accompli... La guerre civile menace de faire éclater la contre-révolution. Une solution pacifique de la crise peut être obtenue par la création d'un pouvoir qui serait reconnu de toute la démocratie. » Une importante partie du congrès

applaudit. Soukhanov note ironiquement : « Visiblement, bien des bolcheviks qui ne se sont pas assimilés l'esprit de la doctrine de Lénine et de Trotsky seraient heureux de s'engager précisément dans cette voie. »

La proposition d'entamer des pourparlers pacifiques rallie les socialistes-révolutionnaires de gauche et un groupe d'internationalistes unifiés. L'aile droite, et peut-être aussi les plus proches compagnons de pensée de Martov, sont certains que les bolcheviks vont rejeter la proposition. Ils se trompent. Les bolcheviks envoient à la tribune Lounatcharsky, le plus pacifique, le plus velouté de leurs orateurs. « La fraction des bolcheviks n'a absolument rien à objecter à la proposition de Martov. » Les adversaires sont stupéfaits. « Lénine et Trotsky, allant au-devant de la masse qui leur appartient en propre — commente Soukhanov — font en même temps glisser le terrain sous les pieds des gens de droite. » La proposition de Martov est adoptée à l'unanimité. « Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires partent immédiatement, ils se condamnent eux-mêmes. » — ainsi raisonne-t-on dans le groupe de Martov. On peut, par conséquent, espérer que le congrès « s'engagera dans la juste voie de la création d'un front unique démocratique. » Vain espoir ! La révolution ne prend jamais la diagonale.

L'aile droite passe immédiatement outre à l'initiative de pourparlers de paix qui vient d'être approuvée. Le menchevik Kharach, délégué de la 12^e armée, portant aux épaules les étoiles de capitaine, fait une déclaration : « Des politiciens hypocrites proposent de résoudre la question du pouvoir. Or, cette question se décide derrière notre dos... Les coups frappés sur le palais d'Hiver enfoncent des clous dans le cercueil du parti qui s'est engagé dans une pareille aventure... » A l'appel du capitaine, le congrès répond par des murmures indignés.

Le lieutenant Koutchine, qui avait parlé à la Conférence d'État de Moscou au nom du front, essaie ici encore d'agir par l'autorité des organisations de l'armée : « Ce congrès est inopportun et même irrégulièrement constitué. » « Au nom de qui parlez-vous ? » — lui crient des capotes déchirées sur lesquelles le mandat est tracé avec la boue des tranchées. Koutchine énumère

soigneusement onze armées. Mais, ici, cela ne trompe personne. Au front comme à l'arrière, les généraux de la conciliation n'avaient plus de soldats. Le groupe du front, poursuit le lieutenant mencheviste, « rejette toute responsabilité pour les conséquences de cette aventure » ; cela signifie : union avec la contre-révolution contre les soviets. Et, en conclusion : « le groupe du front... quitte ce congrès ».

L'un après l'autre, les représentants de la droite montent à la tribune. Ils ont perdu leurs paroisses et leurs églises, mais ils ont gardé les clochers ; ils se hâtent pour la dernière fois de sonner les cloches fêlées. Les socialistes et les démocrates qui, par tous les moyens honnêtes ou malhonnêtes, se sont mis en accord avec la bourgeoisie impérialiste, refusent aujourd'hui nettement de s'entendre avec le peuple insurgé. Leur calcul politique est mis à nu : les bolcheviks seront renversés dans quelques jours ; il faut, le plus tôt possible, se séparer d'eux, même aider à les renverser et, par là, prendre autant que possible une assurance pour soi-même sur l'avenir.

Au nom de la fraction des mencheviks de droite, une déclaration est apportée par Khintchouk, ancien président du soviet de Moscou et futur ambassadeur des Soviets à Berlin. « Le complot militaire des bolcheviks... jette le pays dans une guerre intestine, mine l'Assemblée constituante, menace d'une catastrophe au front et mène au triomphe de la contre-révolution. » La seule issue est dans « des pourparlers avec le gouvernement provisoire au sujet de la formation d'un pouvoir s'appuyant sur toutes les couches de la démocratie ». N'ayant rien appris, ces gens-là proposent au congrès d'en finir avec l'insurrection et de revenir à Kerensky. A travers le brouhaha, les beuglements, même les coups de sifflet, on distingue à peine les paroles du représentant des socialistes-révolutionnaires de droite. La déclaration de son parti proclame « l'impossibilité d'un travail en commun » avec les bolcheviks, et affirme que le congrès des soviets lui-même, convoqué et ouvert par le Comité exécutif central conciliateur, n'est pas régulièrement constitué.

La manifestation des droites n'intimide pas, mais elle inquiète et agace. La majorité des délégués ont été trop excédés par des leaders prétentieux et

bornés qui les ont d'abord gavés de phrases, et ensuite ont exercé sur eux la répression. Est-il possible que les Dan, les Khintchouk et les Koutchine se disposent encore à faire la leçon et à commander ? Un soldat letton, Peterson, qui a les pommettes rouges d'un tuberculeux et les yeux brûlants de passion, accuse Kharach et Koutchine d'être des imposteurs. « Assez de résolutions et de bavardages ? Il nous faut des actes ! Le Pouvoir doit être entre nos mains. Que les imposteurs quittent le congrès — l'armée n'est pas avec eux ! » La voix véhémement de passion soulage les esprits dans ce congrès qui ne recueillait jusqu'alors que des injures. D'autres hommes du front s'empresment de soutenir Peterson. « Les Koutchine représentent l'opinion de petits groupes qui se sont installés depuis avril dans les comités d'armée. L'armée exige depuis longtemps de nouvelles élections à ces comités. » « Les habitants des tranchées attendent avec impatience la remise du pouvoir aux mains des soviets. »

Mais les gens de droite occupent encore certains clochers. Le représentant du Bund déclare que « tout ce qui se passe à Petrograd est un malheur » et invite les délégués à se joindre aux conseillers de la Douma municipale qui se disposent à se rendre sans armes au palais d'Hiver pour y périr avec le gouvernement. « Dans le vacarme — écrit Soukhanov — on discerne des railleries, les unes grossières, les autres venimeuses. » Le pathétique orateur s'est visiblement trompé sur son auditoire. « Assez ! Déserteurs ! » — crient, derrière ceux qui sortent, les délégués, les invités, les gardes rouges, les soldats qui montent la garde. « Allez-vous-en chez Kornilov ! Ennemis du peuple ! »

La sortie des hommes de droite ne fait pas un vide. Les délégués du rang refusent évidemment de se joindre aux officiers et aux junkers pour la lutte contre les ouvriers et les soldats. Des diverses fractions de l'aile droite firent défection, apparemment, environ soixante-dix délégués, c'est-à-dire un peu plus de la moitié. Les hésitants prenaient place aux côtés des groupes intermédiaires qui avaient résolu de ne pas quitter le congrès. Si, avant l'ouverture de la séance, les socialistes-révolutionnaires de toutes tendances n'étaient pas plus de 190 — le chiffre des seuls socialistes-révolutionnaires de

gauche, dans les premières heures qui suivirent, s'éleva jusqu'à 180 : à eux s'étaient joints tous ceux qui ne s'étaient pas encore décidés à adhérer aux bolcheviks, bien qu'ils fussent déjà prêts à les soutenir.

Dans le gouvernement provisoire ou bien dans un quelconque préparlement, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires demeuraient, en tout état de cause. Peut-on, en effet, rompre avec la société cultivée ? Mais, les soviets, ce n'est après tout que du peuple. Les soviets sont bons à quelque chose tant qu'on peut s'appuyer sur eux pour s'entendre avec la bourgeoisie. Mais est-il concevable que l'on tolère des soviets qui ont la prétention de devenir les maîtres du pays ? « Les bolcheviks restèrent seuls — écrivait par la suite le socialiste-révolutionnaire Zenzinov — et, à partir de ce moment, ils commencèrent à s'appuyer uniquement sur la force physique brutale. » Sans aucun doute, le principe moral était parti en faisant claquer les portes, en même temps que Dan et Gotz. Le principe moral se rendra, en une procession de trois cents personnes, avec deux lanternes, au palais d'Hiver, pour tomber encore sur la force physique brutale des bolcheviks — et battre en retraite.

La proposition de pourparlers de paix approuvée par le congrès restait en suspens. Si les droites avaient admis l'idée d'un accord avec le prolétariat victorieux, elles ne se seraient pas hâtées de rompre avec le congrès. Martov ne peut se dispenser de le comprendre. Mais il s'agrippe à l'idée d'un compromis sur laquelle se base et tombe toute sa politique. « Il est indispensable d'arrêter l'effusion de sang... », reprend-il. « Ce ne sont là que des bruits ! » lui crie-t-on. — « Ici, l'on n'entend pas seulement des bruits, réplique-t-il ; si vous vous approchez des fenêtres, vous entendrez aussi des coups de canon ? » Argument irréfutable : quand le congrès fait silence, les coups de feu s'entendent, et pas seulement près des fenêtres.

La déclaration lue par Martov, entièrement hostile aux bolcheviks et stérile dans ses déductions, condamne l'insurrection comme « étant accomplie par le seul parti bolcheviste avec les moyens d'une conspiration purement militaire, et exige la suspension des travaux du congrès jusqu'à une entente avec « tous les partis socialistes ». Courir dans une révolution après la

résultante, c'est pis que de chercher à attraper son ombre !

À ce moment apparaît en séance Ioffe, le futur premier ambassadeur des Soviets à Berlin, en tête de la fraction bolcheviste de la Douma municipale, qui a refusé d'aller chercher une mort problématique sous les murs du palais d'Hiver. Le congrès se tasse encore, accueillant les amis avec des félicitations pleines d'allégresse.

Mais il faut rétorquer quelque chose à Martov. Cette tâche est confiée à Trotsky. « Immédiatement après l'exode des droites, sa position — reconnaît Soukhanov — est aussi solide que celle de Martov est faible. » Les adversaires se tiennent l'un à côté de l'autre à la tribune, pressés de tous côtés par un cercle étroit de délégués surexcités. « Ce qui est arrivé, dit Trotsky, c'est une insurrection, et non point un complot. Le soulèvement des masses populaires n'a pas besoin de justification. Nous avons donné de la trempe à l'énergie révolutionnaire des ouvriers et des soldats de Petrograd. Nous avons ouvertement forgé la volonté des masses pour l'insurrection et non pour un complot... Notre insurrection a vaincu et maintenant l'on nous fait une proposition : renoncez à votre victoire, concluez un accord. Avec qui ? Je le demande : avec qui devons-nous conclure un accord ? Avec les misérables petits groupes qui sont sortis d'ici ?... Mais nous les avons vus tout entiers. Il n'y a plus personne derrière eux en Russie. Avec eux devraient conclure un accord, comme d'égaux à égaux, les millions d'ouvriers et de paysans, représentés à ce congrès, que ceux-là, non pour la première fois, sont tout disposés à livrer à la merci de la bourgeoisie ? Non, ici l'accord ne vaut rien ! A ceux qui sont sortis d'ici comme à ceux qui se présentent avec des propositions pareilles, nous devons dire : vous êtes de lamentables isolés, vous êtes des banqueroutiers, votre rôle est joué, rendez-vous là où votre classe est désormais : dans la poubelle de l'histoire ! ... »

« Alors, nous sortons ! » crie Martov, sans attendre le vote du congrès. « Martov, furieux et très affecté — écrit plaintivement Soukhanov — entreprit de s'ouvrir un chemin de la tribune jusqu'à la sortie. Pour moi, je me mis à convoquer d'urgence une réunion extraordinaire de ma fraction... » Il ne

s'agissait pas du tout d'un accès. Le Hamlet du socialisme démocratique, Martov, avait fait un pas en avant lorsque la révolution refluit, comme en juillet ; maintenant que la révolution s'apprêtait à bondir comme un fauve, Martov reculait. La sortie des droites lui avait enlevé la possibilité d'une manœuvre parlementaire. Du coup, il ne se trouva plus à son aise. Il se hâta de quitter le congrès pour s'arracher à l'insurrection. Soukhanov répliqua comme il put. La fraction se divisa presque en deux moitiés égales : par quatorze voix contre douze, Martov l'emporta.

Trotsky propose au congrès une résolution — un acte d'accusation contre les conciliateurs : ce sont eux qui ont préparé l'offensive désastreuse du 18 juin ; ce sont eux qui ont soutenu le gouvernement qui trahissait le peuple ; ce sont eux qui ont dissimulé aux paysans la duperie dans la question agraire ; ce sont eux qui ont assuré le désarmement des ouvriers ; ce sont eux qui sont responsables du prolongement insensé de la guerre ; ce sont eux qui ont permis à la bourgeoisie d'aggraver le désarroi économique ; ce sont eux qui, ayant perdu la confiance des masses, se sont opposés à la convocation du congrès des soviets ; enfin, s'étant trouvés en minorité, ils ont rompu avec les soviets.

De nouveau, une motion d'ordre : en vérité, la patience du bureau bolcheviste n'a pas de limites. Un représentant du Comité exécutif des soviets paysans est arrivé, chargé d'inviter les ruraux à quitter ce congrès « inopportun » et à se rendre au palais d'Hiver, « pour mourir avec ceux qui ont été envoyés là afin de réaliser nos volontés ». Les invites à mourir sous les ruines du palais d'Hiver deviennent assez agaçantes par leur monotonie. Un matelot de l'*Aurore* qui se présente au congrès déclare ironiquement qu'il n'y a pas de ruines, vu que le croiseur tire à blanc. « Continuez tranquillement vos occupations. » Le congrès reprend du souffle devant ce magnifique matelot à barbe noire qui incarne la simple et impérieuse volonté de l'insurrection. Martov, avec sa mosaïque d'idées et de sentiments, appartient à un autre monde : c'est pourquoi il rompt aussi avec le congrès.

Encore une motion d'ordre, cette fois à demi amicale. « Les socialistes-

révolutionnaires de droite — dit Kamkov — sont partis, mais nous, de gauche, nous sommes restés. » Le congrès salue ceux qui sont restés. Cependant, ces derniers aussi estiment indispensable de réaliser un front unique révolutionnaire et se prononcent contre la violente résolution de Trotsky qui ferme les portes à un accord avec la démocratie modérée.

Les bolcheviks, là encore, prennent les devants. Il semble qu'on ne les ait jamais vus si disposés aux concessions. Ce n'est pas étonnant : ils sont maîtres de la situation et ils n'ont aucun besoin d'insister sur les termes. A la tribune se lève de nouveau Lounatcharsky. « Le poids de la tâche qui tombe sur nous ne fait aucun doute. » L'unification de tous les éléments effectivement révolutionnaires de la démocratie est indispensable. Mais est-ce que nous, bolcheviks, avons fait un seul pas qui mettrait à l'écart les autres groupes ? Est-ce que nous n'avons pas adopté unanimement la proposition de Martov ? A cela l'on nous a répondu par des accusations et des menaces. N'est-il pas évident que ceux qui ont quitté le congrès « suspendent leur activité conciliatrice et passent ouvertement dans le camp des korniloviens » ?

Les bolcheviks n'insistent pas sur la nécessité de voter immédiatement la résolution de Trotsky : ils ne veulent pas gêner les tentatives faites pour obtenir un accord sur la base soviétique. La méthode des leçons de choses est appliquée avec succès, même accompagnée de la canonnade ! De même qu'auparavant, l'adoption de la proposition de Martov, maintenant la concession faite à Kamkov, dévoile seulement l'impuissance des efforts de conciliation. Cependant, se distinguant des mencheviks de gauche, les socialistes-révolutionnaires de gauche ne quittent pas le congrès : ils sentent sur eux trop directement la pression du village insurgé.

On s'est tâté réciproquement. Les positions de départ sont occupées. Dans le développement du congrès intervient une pause. Adopter les décrets fondamentaux et créer un gouvernement soviétique ? Impossible : le vieux gouvernement siège encore dans le palais d'Hiver, dans une salle à demi obscure, où la seule lampe, sur la table, est voilée d'un journal. Après 2 heures du matin, le praesidium déclare la séance suspendue pour une demi-heure.

Les maréchaux rouges utilisèrent avec plein succès le court délai qui leur était octroyé. Il y eut quelque chose de nouveau dans l'ambiance du congrès quand la séance fut reprise. Kamenev lit à la tribune un téléphonogramme que l'on vient de recevoir d'Antonov : le palais d'Hiver a été pris par les troupes du Comité militaire révolutionnaire ; à l'exception de Kerensky, tout le gouvernement provisoire a été arrêté, le dictateur Kichkine en tête. Bien que la nouvelle eût déjà volé de bouche en bouche, le communiqué officiel tombe plus lourdement qu'une salve d'artillerie. Le saut au-dessus de l'abîme séparant du pouvoir la classe révolutionnaire a été fait. Les bolcheviks que l'on avait chassés en juillet de l'hôtel particulier de Kczesinska étaient maintenant entrés en maîtres dans le palais d'Hiver. En Russie, il n'y a pas d'autre pouvoir que celui de ce congrès. Un écheveau embrouillé de sentiments se fait jour dans les applaudissements et les cris : triomphe, espoir, mais alarmes aussi. De nouvelles rafales, de plus en plus fougueuses, d'applaudissements. L'affaire est faite ? Le rapport de forces même le plus propice recèle des imprévus. La victoire devient incontestable lorsque l'état-major de l'ennemi est fait prisonnier.

Kamenev énumère d'une voix imposante les personnages arrêtés. Les noms les plus connus arrachent au congrès des exclamations hostiles ou ironiques. C'est avec une exaspération particulière qu'on entend le nom de Terechtchenko, qui présidait aux destinées extérieures de la Russie. Mais Kerensky ? Kerensky ? on sait qu'à dix heures du matin il s'exerçait dans l'art oratoire, sans grand succès, devant la garnison de Gatchina. « Où s'est-il rendu ensuite ? On ne le sait pas exactement : d'après des rumeurs, il serait parti pour le front. »

Les compagnons de route de l'insurrection ne se sentent pas à leur aise. Ils pressentent que, désormais, l'allure des bolcheviks sera plus ferme. Quelqu'un des socialistes-révolutionnaires de gauche proteste contre l'arrestation des ministres socialistes. Le représentant des internationalistes unifiés lance cet avertissement : il ne faudrait pas tout de même que le ministre de l'Agriculture, Maslov, se trouvât dans la même cellule que celle où il a séjourné sous la monarchie. « Une arrestation politique — réplique

Trotsky, qui a été détenu du temps du ministre Maslov dans la prison de Kresty, de même que du temps de Nicolas — n'est pas une affaire de vengeance : elle est dictée... par des considérations rationnelles. Le gouvernement... doit être traduit devant un tribunal, avant tout pour sa liaison incontestable avec Kornilov... Les ministres socialistes seront seulement gardés à vue dans leurs domiciles. » Il eût été plus simple et plus exact de dire que la capture du vieux gouvernement était dictée par les nécessités d'une lutte non encore achevée. Il s'agissait de décapiter politiquement le camp ennemi et non de punir les méfaits précédents.

Mais l'interpellation parlementaire au sujet des arrestations est immédiatement éliminée par un autre épisode d'une importance infiniment plus considérable : le 3^e bataillon de motocyclistes, que Kerensky a fait marcher sur Petrograd, s'est rangé du côté du peuple révolutionnaire ! Cette nouvelle trop favorable semble manquer de vraisemblance ; il en est pourtant ainsi : un contingent sélectionné, le premier qui ait été détaché du front, avant même d'arriver à la capitale, s'est joint à l'insurrection. Si le congrès, dans sa joie de savoir les ministres en état d'arrestation, avait mis une nuance de modération, maintenant il est saisi d'un enthousiasme sans mélange et sans retenue.

À la tribune, le commissaire bolcheviste de Tsarkoïe-Selo auprès du délégué du bataillon des motocyclistes : tous deux viennent d'arriver pour faire leur rapport au congrès. « La garnison de Tsarkoïe-Selo garde les approches de Petrograd. » Les partisans de la défense nationale ont quitté le soviet. « Tout le travail était retombé sur nous seuls. » Ayant appris la venue prochaine des motocyclistes, le soviet de Tsarkoïe-Selo se préparait à une résistance. Mais l'alarme donnée s'avéra, par bonheur, vaine : « Parmi les motocyclistes, il n'y a pas d'ennemis du congrès des soviets. » Bientôt arrivera à Tsarkoïe-Selo un autre bataillon : on se prépare déjà à le recevoir amicalement. Le congrès boit ce rapport comme du lait.

Le représentant des motocyclistes est accueilli par une tempête, Un tourbillon, un cyclone d'applaudissements. Du front Sud-ouest, le 3^e bataillon

a été subitement expédié au Nord par ordre télégraphique : « Défendre Petrograd. » Les motocyclistes roulaient, « les yeux bandés », ne devinant que vaguement ce dont il s'agissait. A Peredolskaïa, ils tombèrent sur un échelon du 5^e bataillon de motocyclistes qui était également expédié contre la capitale. Dans un meeting en commun qui se tint sur place dans la gare, il fut démontré que « de tous les motocyclistes, il ne se trouverait pas un seul homme pour consentir à marcher contre ses frères. » Décision prise en commun : ne pas se soumettre au gouvernement. « Je vous le déclare concrètement — dit le motocycliste — nous ne donnerons pas le pouvoir à un gouvernement à la tête duquel se trouvent des bourgeois et des propriétaires nobles ! » Le mot « concrètement », introduit dans l'usage populaire par la révolution, est d'une bonne sonorité en ce moment-là.

Y avait-il longtemps que, de la même tribune, le congrès était menacé de subir les châtiments du front ? Maintenant, le front lui-même avait dit « concrètement » son mot. Que les comités d'armée sabotent le congrès ; que la masse des soldats du rang ait réussi plutôt par exception à envoyer ses délégués ; que, dans de nombreux régiments et divisions, l'on n'ait pas encore appris à distinguer un bolchevik d'un socialiste-révolutionnaire, peu importe ! La voix qui vient de Peredolskaïa est la voix authentique, infaillible, irréfutable, de l'armée. Contre ce verdict, il n'y a pas d'appel. Les bolcheviks, et eux seuls, avaient compris en temps opportun que le cuisinier du bataillon des motocyclistes représentait infiniment mieux le front que tous les Kharach et les Koutchine avec leurs mandats archi-usagés. Dans l'état d'esprit des délégués se produit une brusque modification, très significative. « On commence à sentir — écrit Soukhanov — que l'affaire marche toute seule et d'une façon favorable, que les périls annoncés par la droite ne semblent pas si terribles que ça, et que les leaders peuvent avoir raison dans le reste. »

C'est le moment que choisirent les lamentables mencheviks de gauche pour rappeler leur existence. Il se trouva qu'ils n'étaient pas encore sortis. Ils discutaient dans leur fraction la question de savoir comment se conduire. S'efforçant d'entraîner les groupes hésitants, Kapelinsky, qui est chargé d'annoncer au congrès la décision prise, signifie enfin le motif le plus franc

d'une rupture avec les bolcheviks : « Rappelez-vous que des troupes s'avancent vers Petrograd. Nous sommes sous la menace d'une catastrophe. — Comment ? et vous êtes encore ici ? » Ces cris partent de différents points de la salle. « Mais vous êtes déjà sortis une fois ! » Les mencheviks, en petit groupe, se dirigent vers la porte, accompagnés d'exclamations méprisantes. « Nous sortîmes déclare Soukhanov d'un ton affligé — ayant complètement délié les mains des bolcheviks, leur ayant cédé tout le terrain de la révolution. » Peu de chose serait resté si ceux dont parle Soukhanov n'étaient pas partis. En tout cas, ils sombrent. Le flot des événements se referme implacablement sur leurs têtes.

Il serait temps, pour le congrès, d'adresser un appel au peuple. Mais la séance continue à se dérouler en de simples motions d'ordre. Les événements ne rentrent pas du tout dans l'ordre du jour. A 5 h 17 du matin, Krylenko, titubant de fatigue, grimpa à la tribune, un télégramme à la main : la 12^e armée salue le congrès et l'informe de la création d'un comité militaire révolutionnaire qui s'est chargé de surveiller le front Nord. Les tentatives faites par le gouvernement pour obtenir une aide armée s'étaient brisées à la résistance des troupes. Le général Tcheremissoy, commandant en chef du front Nord, s'était soumis au comité. Le commissaire du gouvernement provisoire, Voïtinsky, avait donné sa démission et attendait un remplaçant. Des délégations des échelons que l'on avait lancés sur Petrograd déclarent, l'une après l'autre, au Comité militaire révolutionnaire, qu'elles se joignent à la garnison de Petrograd. « Il arriva quelque chose d'inimaginable, écrit John Reed : les gens pleuraient en s'embrassant. »

Lounatcharsky trouve enfin la possibilité de lire à haute voix un appel aux ouvriers, aux soldats, aux paysans. Mais ce n'est pas simplement un appel : par le seul exposé de ce qui s'est passé et de ce que l'on prévoit, le document, rédigé à la hâte, présuppose le début d'un nouveau régime étatique. « Les pleins pouvoirs du Comité exécutif central conciliateur ont expiré. Le gouvernement provisoire est déposé. Le congrès prend le pouvoir en main. » Le gouvernement soviétique proposera une paix immédiate, remettra aux paysans la terre, donnera un statut démocratique à l'armée, établira un

contrôle sur la production, convoquera en temps opportun l'assemblée constituante, assurera le droit des nations de la Russie à disposer d'elles-mêmes. « Le congrès décide que tout le pouvoir, dans toutes les localités, est remis aux soviets. » Chaque phrase lue soulève une salve d'applaudissements. « Soldats tenez-vous sur vos gardes ! Cheminots, arrêtez tous les convois dirigés par Kerensky sur Petrograd ?... Entre vos mains se trouvent et le sort de la révolution et le sort de la paix démocratique ? »

Entendant parler de la terre, les paysans s'ébranlèrent. Le congrès ne représente, d'après le règlement, que les soviets d'ouvriers et de soldats ; mais il a aussi comme participants des délégués de différents soviets paysans : maintenant, ceux-ci exigent qu'on les mentionne aussi dans le document. On leur accorde immédiatement le droit de suffrage délibératif. Le représentant du soviet paysan de Petrograd signe l'appel « des pieds et des mains ». Un membre du comité exécutif d'Avksentiev, Berezine, qui s'est tu jusqu'alors, communique que, sur soixante-huit soviets paysans qui ont répondu à l'enquête télégraphique, la moitié s'est prononcée pour le pouvoir des soviets, l'autre moitié pour la transmission du pouvoir à l'Assemblée constituante. Si tel est l'état d'esprit des soviets de province, à demi composés de fonctionnaires, peut-on mettre en doute que le futur congrès paysan soutienne le pouvoir soviétique ?

Groupant plus étroitement les délégués du rang, l'appel effraie et même rebute certains des compagnons de route par son caractère inéluctable. De nouveau défilent à la tribune de petites fractions, de la limaille. Pour la troisième fois se produit une rupture avec le congrès, celle d'un petit groupe de mencheviks, probablement de ceux qui sont le plus à gauche. Ils sortent, mais seulement pour garder la possibilité de sauver les bolcheviks : « Autrement vous vous perdrez vous-mêmes, vous nous perdrez aussi, vous perdrez la révolution. » Le représentant du parti socialiste polonais, Lapinsky, bien qu'il reste au congrès pour « défendre son point de vue jusqu'au bout » se rallie en somme à la déclaration de Martov : « Les bolcheviks ne pourront tirer parti du pouvoir qu'ils prennent sur eux. » Le parti ouvrier juif unifié s'abstiendra de voter. Les internationalistes unifiés font de même. Combien de

suffrages, cependant, tous ces « unifiés » représenteront-ils ensemble ? L'appel est adopté par toutes les voix contre deux, avec douze abstentions ! Les délégués n'ont presque plus assez de forces pour applaudir.

La séance est enfin levée aux approches de 6 heures. Sur la ville se découvre un matin d'automne gris et froid. Dans les rues qui s'éclairent peu à peu brillent les taches ardentes des bûchers de veilleurs. Les faces ternes des soldats et des ouvriers, armés de fusils, sont refermées et inhabituelles. S'il y avait alors des astrologues à Petrograd, ils durent observer d'importants présages dans la mappemonde céleste.

La capitale se réveille sous un nouveau pouvoir. Les gens du commun, les fonctionnaires, les intellectuels, vivant écartés de la scène des événements, se jettent dès le matin sur les journaux pour savoir à quelle berge le flot de la nuit les a collées. Mais il n'est pas facile d'élucider ce qui s'est passé. A vrai dire, les journaux parlent de la prise du palais d'Hiver par les conspirateurs et de l'arrestation des ministres, mais seulement comme d'un épisode tout à fait passager. Kerensky est parti pour le Grand Quartier Général, le sort du pouvoir sera décidé par le front. Les comptes rendus du congrès reproduisent seulement les déclarations des droites, énumèrent ceux qui sont sortis et dénoncent l'impuissance de ceux qui sont restés. Les articles politiques écrits avant la prise du palais d'Hiver respirent un optimisme sans nuage.

Les rumeurs de la rue ne correspondent pas en tout au ton des journaux. En fin de compte, les ministres sont tout de même enfermés dans la forteresse. Du côté de Kerensky, l'on ne voit pas de renforts pour le moment. Les fonctionnaires et les officiers s'émeuvent et tiennent des conciliabules. Les journalistes et les avocats échangent des coups de téléphone. Les rédactions tâchent de rassembler leurs idées. Les oracles des salons disent : il faut encercler les usurpateurs par un blocus de mépris public. Les marchands ne savent pas s'ils doivent continuer à commercer ou s'abstenir. Les pouvoirs nouveaux ordonnent de commercer. Les restaurants s'ouvrent. Les tramways marchent, les banques se morfondent dans de mauvais pressentiments. Les sismographes de la Bourse décrivent une courbe convulsive. Bien entendu, les

bolcheviks ne tiendront pas longtemps, mais, avant de tomber, ils peuvent causer des malheurs.

Le journaliste réactionnaire français Claude Anet écrivait ce jour-là : « Les vainqueurs entonnent un chant de victoire. Et ils ont parfaitement raison. Au milieu de tous ces bavards, ils ont agi... Aujourd'hui, ils ramassent la récolte. Bravo ! C'est du beau travail ! » La situation était tout autrement appréciée par les mencheviks. « Vingt-quatre heures se sont écoulées depuis la « victoire » des bolcheviks — écrivait le journal de Dan — et la fatalité historique commence déjà à tirer d'eux une cruelle vengeance... autour d'eux, c'est le vide qu'ils ont eux-mêmes créé... ils sont isolés de tous... tout l'appareil des fonctionnaires et des techniciens refuse de se mettre à leur service... Ils... s'effondrent au moment même de leur triomphe dans un abîme... »

Encouragés par le sabotage des fonctionnaires et par leur propre légèreté, les cercles libéraux et conciliateurs croyaient étrangement en leur impunité. Au sujet des bolcheviks, ils parlaient et écrivaient dans le langage des Journées de Juillet : « mercenaires de Guillaume », « les poches des hommes de la garde rouge sont pleines de marks allemands », « ce sont des officiers allemands qui commandent l'insurrection »... Le nouveau pouvoir devait montrer à ces gens-là une forte poigne avant même qu'ils eussent commencé à y croire. Les journaux les plus déchaînés furent interdits dès la nuit du 25 au 26. Un certain nombre d'autres furent confisqués dans le courant de la journée. La presse socialiste était épargnée pour l'instant : il fallait donner aux socialistes-révolutionnaires de gauche, et aussi à certains éléments du parti bolcheviste, la possibilité de se convaincre de l'inconsistance des espoirs en une coalition avec la démocratie officielle.

Au milieu du sabotage et du chaos, les bolcheviks développaient leur victoire. Organisé la nuit, un État-major provisoire s'occupa de la défense de Petrograd en cas d'offensive de Kerensky. Au central des téléphones, où la grève a commencé, l'on expédie des téléphonistes militaires. On invite les armées à créer leurs comités militaires révolutionnaires. Au front et en

province l'on expédiait par groupes des agitateurs et des organisateurs devenus disponibles après la victoire. L'organe central du parti écrivait : « Le Soviet de Petrograd s'est prononcé — au tour des autres soviets. »

Dans le courant de la journée arriva une nouvelle qui jeta particulièrement le trouble parmi les soldats : Kornilov était en fuite. En réalité, ce distingué prisonnier, qui résidait à Bykhov sous la garde de ses fidèles hommes du Tek et qui était tenu par le Grand Quartier Général de Kerensky au courant de tous les événements, avait décidé, le 25, que l'affaire prenait une tournure sérieuse et, sans la moindre difficulté, avait quitté sa prison imaginaire. La liaison entre Kerensky et Kornilov se confirma de nouveau en toute évidence aux yeux des masses. Le comité militaire révolutionnaire appelait par télégraphe les soldats et les officiers révolutionnaires à mettre en arrestation et à livrer à Petrograd les deux anciens généralissimes.

Comme, en Février, le palais de Tauride, maintenant Smolny était devenu le centre de toutes les fonctions de la capitale et de l'État. Là siégeaient toutes les institutions dirigeantes. De là partaient les décisions, ou bien c'est là que l'on venait en chercher. C'est là que l'on réclamait des armes, c'est là qu'on livrait des fusils et des revolvers confisqués aux ennemis. De différents points de la ville on amenait des personnages arrêtés. Déjà se rassemblaient ceux que l'on avait offensés, cherchant justice. Le public bourgeois et les cochers de fiacre effarés entouraient Smolny en large cercle.

L'automobile est un symbole du pouvoir beaucoup plus effectif que le sceptre et le globe. Sous le régime du dualisme de pouvoirs, les automobiles étaient partagées entre le gouvernement, le comité exécutif central et les particuliers. Pour l'instant, toutes les machines confisquées étaient remises au camp de l'insurrection. Le rayon de Smolny ressemblait à un gigantesque garage de campagne. Les meilleures automobiles exhalaient la mauvaise odeur d'un détestable carburant. Les motocyclettes trépidaient avec impatience et avec menace dans la pénombre. Les autos blindées grognaient de leurs klaxons. Smolny avait l'air d'une fabrique, d'une gare et d'une station énergétique de l'insurrection.

Sur les trottoirs des rues adjacentes s'allongeait un torrent pressé de gens. Devant les portes intérieures et extérieures brûlaient des bûchers. A leur lumière vacillante, des ouvriers armés et des soldats scrutaient attentivement les laissez-passer. Quelques autos blindées étaient secouées dans la cour par leurs moteurs en marche. Personne ne voulait faire halte, ni les machines, ni les gens. A chaque entrée se trouvaient des mitrailleuses, abondamment fournies en rubans de cartouches. Les interminables et ternes corridors, faiblement éclairés, bourdonnaient du bruit des pas, des exclamations, des appels. Arrivants et sortants dévalaient par les larges escaliers, les uns vers le haut, les autres vers le bas. Cette masse de lave humaine était coupée par d'impatients et autoritaires individus, militants de Smolny, courriers, commissaires, montrant à bras tendu un mandat ou bien un ordre, portant le fusil sur l'épaule, attaché par une cordelette, ou bien, une serviette sous le bras.

Le comité militaire révolutionnaire n'interrompt par une minute le travail, reçut les délégués, les courriers, les informateurs volontaires, des amis pleins d'abnégation et des coquins, expédia dans tous les coins de la capitale des commissaires, apposa d'innombrables cachets sur les ordres et les certificats de pouvoirs — tout cela à travers des demandes de renseignements qui s'entrecroisaient, des communiqués urgents, des appels téléphoniques et le cliquetis des armes. A bout de forces, les hommes, qui n'avaient ni dormi ni mangé depuis longtemps, non rasés, vêtus de linge sale, les yeux enflammés, criaient à voix enrouée, gesticulaient d'une façon exagérée et, s'ils ne tombaient pas inanimés sur le plancher, c'était, semblait-il, seulement grâce au chaos de l'ambiance qui les faisait virevolter et les portait sur ses ailes irrésistibles.

Des aventuriers, des débauchés, les pires déchets des vieux régimes prenaient le vent et cherchaient à se faire introduire à Smolny. Certains d'entre eux trouvaient. Ils connaissaient quelques petits secrets de la direction : qui possède les clés de la correspondance diplomatique, comment l'on rédige les bons pour des versements de fonds, où l'on peut obtenir de l'essence ou bien une machine à écrire, et, particulièrement, où sont conservés les meilleurs vins du palais. Ce n'était pas du premier coup qu'ils se

trouvaient en prison ou sous la balle du revolver.

Depuis la création du monde, jamais encore autant d'ordres n'avaient été lancés, oralement, au crayon, à la machine, par fil, l'un cherchant à rattraper l'autre, — des milliers et des myriades d'ordres, — non toujours envoyés par ceux qui avaient le droit de commander et rarement reçus par ceux qui étaient en état d'exécuter. Mais le miracle c'était que, dans ce remous de folie, il y avait un sens profond, que les gens s'ingéniaient à se comprendre entre eux, que le plus important et le plus indispensable était tout de même mis à exécution, que, pour remplacer le vieil appareil de direction, les premiers fils d'une direction nouvelle étaient tendus : la révolution se renforçait.

Dans la journée travailla à Smolny le Comité Central des bolcheviks : il s'agissait de décider du nouveau gouvernement de la Russie. Aucun procès-verbal ne fut établi, ou bien il n'en fut point conservé. Personne ne se souciait des historiens de l'avenir, bien qu'on fût en train de leur préparer pas mal de soucis. A la séance du soir du congrès, l'assemblée doit créer un cabinet ministériel. Des ministres ? Voilà un mot bien compromis ! Cela sent la haute carrière bureaucratique ou bien le couronnement d'une ambition parlementaire. Il est décidé qu'on appellera le gouvernement : « Conseil des Commissaires du Peuple » ; cela a tout de même l'air un peu plus neuf. Etant donné que les pourparlers sur la coalition de « toute la démocratie » n'avaient mené à rien jusqu'alors, le problème de la composition du gouvernement, tant à l'égard du parti que des personnalités, était simplifié. Les socialistes-révolutionnaires de gauche font des minauderies et se renferment : venant à peine de rompre avec le parti de Kerensky, ils ne savent pas encore bien eux-mêmes ce qu'ils ont à faire. Le Comité Central adopte la proposition de Lénine comme la seule recevable : former un gouvernement composé uniquement de bolcheviks.

Au cours de cette séance, Martov vint plaider la cause des ministres socialistes qui avaient été arrêtés. Bien peu de temps auparavant, il avait eu l'occasion d'intervenir auprès des ministres socialistes pour l'élargissement des bolcheviks. La roue avait fait un fameux tour. Par l'intermédiaire d'un de

ses membres, détaché pour s'entretenir avec Martov, de Kamenev sans doute, le Comité Central confirma que les ministres socialistes seraient mis aux arrêts de rigueur à domicile : selon toute apparence, l'on avait oublié de penser à eux, parmi tant d'autres affaires, ou bien eux-mêmes avaient renoncé à leurs privilèges, respectant, même dans le bastion Troubetskoï, le principe de la solidarité ministérielle.

La séance du congrès s'ouvrit à 9 heures du soir. « Le tableau différait très peu de celui de la veille. Moins d'armes, moins d'attroupements. » Soukhanov, non plus en qualité de délégué, mais mêlé au public, trouva même à se faire place. A cette séance, l'on devait décider de la question de la paix, de la terre et du gouvernement. Pas plus de trois questions : en finir avec la guerre, donner la terre au peuple, établir la dictature socialiste. Kamenev commence par un rapport sur les travaux auxquels s'est livré le bureau dans la journée : on a aboli la peine de mort que Kerensky avait rétablie sur le front ; on a rendu toute liberté à l'agitation ; l'ordre a été donné de relaxer les soldats incarcérés pour délits d'opinion et les membres des comités agraires ; sont évoqués tous les commissaires du gouvernement provisoire ; ordre est donné de mettre en arrestation et de livrer Kerensky et Kornilov. Le congrès approuve et confirme.

De nouveau font preuve d'existence, devant une salle impatiente et malveillante, toutes sortes de débris : les uns font savoir qu'ils s'en vont — « au moment de la victoire de l'insurrection et non point au moment de la défaite » — les autres, par contre, se vantent de rester. Le représentant des mineurs du Donetz demande que l'on prenne d'urgence des mesures pour que Kaledine ne coupe pas les expéditions de charbon vers le Nord. Il se passera bien du temps avant que la révolution ait appris à prendre des mesures de cette envergure. Enfin, l'on peut passer au premier paragraphe de l'ordre du jour.

Lénine, que le congrès n'a pas encore vu, reçoit la parole pour traiter de la paix. Son apparition à la tribune soulève des applaudissements interminables. Les délégués des tranchées regardent de tous leurs yeux l'homme mystérieux qu'on leur a appris à détester et qu'ils ont appris, sans le connaître, à aimer.

S'agrippant solidement au bord du pupitre et dévisageant de ses petits yeux la foule, Lénine attendait, sans s'intéresser visiblement, aux ovations incessantes qui durèrent plusieurs minutes. Quand la manifestation fut terminée, il dit simplement : « Maintenant, nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste. »

Il n'est pas resté de procès-verbaux du congrès. Les sténographes parlementaires, invitées à prendre note des débats avaient quitté Smolny avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires : c'est un des premiers épisodes du sabotage. Les notes prises par les secrétaires ont été irrémédiablement perdues dans l'abîme des événements. Il n'est resté que des comptes-rendus hâtifs et tendancieux de journaux qui avaient été rédigés sous les grondements de la canonnade ou bien à travers les grincements de dents de la lutte politique. Les rapports de Lénine ont particulièrement souffert de cette situation : en raison de la rapidité de son débit et de la complexe construction des périodes, les rapports, même dans les circonstances les plus favorables, ne se prêtaient pas facilement à des prises de notes. La phrase d'introduction que John Reed met sur les lèvres de Lénine ne se retrouve dans aucun compte rendu des journaux. Mais elle est tout à fait dans l'esprit de l'orateur. Reed ne pouvait l'inventer. C'est précisément ainsi que Lénine devait commencer son intervention au congrès des soviets, simplement, sans pathos, avec une assurance irrésistible : « Maintenant, nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste. »

Mais, pour cela, il faut avant tout en finir avec la guerre. Du temps de sa vie d'émigré en Suisse, Lénine avait lancé le mot d'ordre : « *transformer la guerre impérialiste en guerre civile* ». Maintenant, il fallait transformer la guerre civile victorieuse en une paix. Le rapporteur commence directement par lire un projet de déclaration qu'aura à publier le gouvernement qui doit être élu. Le texte n'est pas distribué : la technique est encore très faible. Le congrès prête toutes ses oreilles à la lecture de chaque mot du document.

« Le gouvernement ouvrier et paysan, créé par la résolution des 24-25 octobre et s'appuyant sur les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans,

propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer immédiatement des pourparlers pour une paix juste et démocratique. » Des clauses rejettent toutes annexions et contributions. Sous le terme d'« annexion », il convient d'entendre l'adjonction forcée de populations étrangères ou bien leur maintien en servitude contre leur volonté, en Europe ou bien très loin, par-delà les océans. » En même temps, le gouvernement déclare qu'il ne considère pas les conditions de paix ci-dessus indiquées comme des ultimatums, c'est-à-dire qu'il est d'accord pour examiner toutes autres conditions, exigeant seulement que l'on en vienne le plus tôt possible aux pourparlers et que tout secret soit éliminé dans le cours de ces entretiens.

De son côté, le gouvernement soviétique abolit la diplomatie secrète et entreprend la publication des traités secrets signés jusqu'au 25 octobre 1917. Tout ce qui, dans ces traités, a pour objet d'attribuer des avantages et des privilèges aux propriétaires et aux capitalistes russes, d'assurer l'oppression par les Grands-Russiens des autres populations — « le gouvernement déclare tout cela aboli sans condition et immédiatement ». Pour l'ouverture des pourparlers, il est proposé immédiatement une trêve qui serait autant que possible d'au moins trois mois. Le gouvernement ouvrier et paysan adresse ses propositions simultanément « aux gouvernements et aux peuples de tous les pays belligérants, en particulier aux ouvriers conscients des trois nations les plus avancées », l'Angleterre, la France et l'Allemagne, dans la certitude que ce seront précisément elles qui « nous aideront à mener à bien l'œuvre de la paix et, en même temps, à délivrer les masses travailleuses et exploitées de tout servage et de toute exploitation. »

Lénine se borne à de brefs commentaires sur le texte de la déclaration. « Nous ne pouvons ignorer les gouvernements, car cela retarderait la possibilité de conclure la paix..., mais nous n'avons pas le droit, en même temps, de nous dispenser d'une adresse aux peuples. Partout, les gouvernements et les peuples sont en désaccord entre eux, nous devons aider les peuples à intervenir dans les questions de la guerre et de la paix. » « Certainement, nous défendrons par tous les moyens notre programme de paix sans annexions ni contributions », mais nous ne devons pas poser nos

conditions comme des ultimatums, prenant garde de donner aux gouvernements un prétexte commode de repousser les pourparlers. Nous examinerons toutes autres propositions. « Nous les examinerons — cela ne veut pas encore dire que nous les accepterons. »

Le manifeste publié par les conciliateurs, le 14 mars, invitait les ouvriers des autres pays à renverser les banquiers au nom de la paix ; cependant, les conciliateurs eux-mêmes, loin d'appeler au renversement de leurs propres banquiers, faisaient alliance avec ces derniers. « Maintenant, nous avons renversé le gouvernement des banquiers. » Cela nous donne le droit d'appeler les autres peuples à en faire autant. Nous avons tout espoir de vaincre : « Il faut se rappeler que nous vivons non point dans les profondeurs de l'Afrique, mais en Europe, où tout peut devenir rapidement de notoriété publique. » Lénine voit, comme toujours, le gage de la victoire dans une transformation de la révolution nationale en une révolution internationale. « Le mouvement ouvrier prendra le dessus et fraiera la voie vers la paix et le socialisme. »

Les socialistes-révolutionnaires de gauche envoyèrent leur représentant pour donner leur adhésion à la déclaration qui venait d'être lue : « Dans l'esprit et dans le sens, elle leur était proche et compréhensible. » Les internationalistes unifiés se prononcent pour la déclaration, mais à condition qu'elle soit faite au nom du gouvernement de toute la démocratie. Lapinsky, au nom des mencheviks polonais de gauche, approuve hautement « le sain réalisme prolétarien » du document. Dzerjinsky au nom de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie, Stouthka au nom de la social-démocratie de Lettonie, Kapsukas au nom de la social-démocratie lituanienne, adhèrent à la déclaration sans réserve. Il n'y eut d'objections que du côté du bolchevik Eremeïev, qui réclama que les conditions de paix prissent un caractère d'ultimatum : autrement « on pourrait penser que nous sommes faibles, que nous avons peur ».

Lénine argumente résolument, et même avec véhémence, contre la proposition de présenter les clauses de la paix en ultimatum : par là, nous « donnerons seulement la possibilité à nos adversaires de dissimuler toute la

vérité au peuple, de la cacher derrière notre intransigeance ». On dit que « notre renoncement à poser un ultimatum démontrera notre impuissance ». Il est temps de renoncer à la fausseté des conceptions bourgeoises en politique. « Nous n'avons rien à craindre en disant la vérité sur notre lassitude... » Les futurs dissentiments au sujet de Brest-Litovsk se font jour, à travers cet épisode.

Kamenev invite tous ceux qui sont partisans de l'adresse à montrer leurs cartes de délégués. « Un des délégués — écrit Reed — avait levé le bras en signe d'opposition, mais autour de lui il y eut un tel éclat d'indignation qu'il dut baisser la main. » L'adresse aux peuples et aux gouvernements est adoptée à l'unanimité. La chose est faite ! Et cet acte englobe tous les participants par sa grandeur immédiate et toute proche.

Soukhanov, observateur attentif bien que prévenu, avait noté plus d'une fois, à la première séance, la lassitude du congrès. Sans aucun doute, les délégués, de même que tout le peuple, étaient las de réunions, de congrès, de discours, de résolutions, et en général de tout ce piétinement sur place. Ils n'avaient point la certitude que ce congrès saurait et pourrait mener l'œuvre à bonne fin. Le grandiose des tâches et la force insurmontable des résistances ne les forceraient-ils pas à battre en retraite cette fois encore ? Il y eut un afflux d'assurance quand on connut la prise du palais d'Hiver, et ensuite l'adhésion des motocyclistes à l'insurrection. Mais c'étaient là deux faits qui se rapportaient encore au mécanisme de l'insurrection. C'est seulement maintenant que s'est découvert effectivement son sens historique. L'insurrection victorieuse avait placé sous le congrès des ouvriers et des soldats la base inébranlable du pouvoir. Les délégués votaient cette fois non pour la révolution, mais pour un acte de gouvernement d'une signification infiniment plus grande.

Écoutez, peuples ! La révolution vous invite à la paix. Elle sera accusée d'avoir violé les traités. Mais elle en est fière. Rompre avec de sanglantes alliances de rapaces — c'est un grand mérite dans l'Histoire. Les bolcheviks osèrent. Ils furent seuls à oser. La fierté éclate dans les cœurs. Les yeux

s'enflamment. Tous sont sur pied. Personne ne fume plus. Il semble que personne ne respire. Le bureau, les délégués, les invités, les hommes de garde s'unissent en un hymne d'insurrection et de fraternité. « Brusquement, sur une impulsion générale — racontera bientôt John Reed, observateur et participant, chroniqueur et poète de l'insurrection — nous nous trouvâmes tous debout, reprenant les accents entraînants de l'*Internationale*. Un vieux soldat aux cheveux gris pleurait comme un enfant. Alexandra Kollontai cillait rapidement des yeux pour ne pas pleurer. La puissante harmonie se répandait dans la salle, perçant vitres et portes, et montant bien haut vers le ciel. »

Etait-ce vers le ciel ? Plutôt vers les tranchées d'automne qui découpaient la misérable Europe crucifiée, vers les villes et villages dévastés, vers les femmes et les mères en deuil. « Debout, les damnés de la terre ; debout, les forçats de la faim !... » Les paroles de l'hymne s'étaient dégagées de leur caractère conventionnel. Elles se confondaient avec l'acte gouvernemental. C'est de là que leur venait leur sonorité d'action directe. Chacun se sentait plus grand et plus significatif en ce moment-là. Le cœur de la révolution s'élargissait au monde entier. « Nous obtiendrons la délivrance... » L'esprit d'indépendance, d'initiative, de hardiesse, les heureux sentiments dont les opprimés sont dépourvus dans les circonstances habituelles — tout cela était apporté maintenant par la révolution... « De sa propre main ! » D'une main toute-puissante, des millions d'hommes qui ont renversé la monarchie et la bourgeoisie vont maintenant étouffer la guerre. Le garde rouge du faubourg de Vyborg, l'obscur soldat balafré qui est venu du front, le vieux révolutionnaire qui a passé des années au bagne, le jeune matelot à barbe noire de l'*Aurore* tous juraient de mener jusqu'au bout la lutte finale et décisive. « Nous bâtirons un monde à nous, un nouveau monde ! » Nous bâtirons ? Dans ce mot échappant à des poitrines humaines étaient déjà incluses les futures années de la guerre civile et les prochaines périodes quinquennales de travail et de privations. « Celui qui n'était rien deviendra tout ! » Tout ? Si la réalité du passé s'est transformée plus d'une fois en un hymne, pourquoi l'hymne ne deviendrait-il pas la réalité de demain ? Les capotes des tranchées n'ont déjà plus l'air d'une vêtue de galérien. Les bonnets à poil, à la ouate déchirée, se

dressent d'autre manière sur des yeux étincelants. « Réveil du genre humain ! » Était-il concevable qu'il ne se réveillât pas des calamités et des humiliations, de la boue et du sang de la guerre ?

« Tout le bureau, Lénine en tête, était debout et chantait, visages exaltés, inspirés, et des regards brillants. » Ainsi en témoigne un sceptique qui contemplait avec un sentiment pénible le triomphe d'autrui. « J'aurais tant voulu m'y joindre — avoue Soukhanov — me confondre dans un seul et même sentiment, dans un même état d'âme, avec cette masse et ses chefs. Mais je ne pouvais. »

Les derniers accents du refrain s'étaient évanouis, mais le congrès restait encore dressé, masse humaine en fusion, soulevée par le grandiose de ce qu'elle vivait. Et nombreux furent les regards qui se fixèrent sur un homme trapu, de petite taille, droit à la tribune, tête extraordinaire, aux simples traits, aux pommettes accusées, visage pour l'instant changé à cause du menton rasé, dont les petits yeux d'apparence légèrement mongole avaient un regard pénétrant. On ne l'avait pas vu depuis quatre mois, son nom même avait presque eu le temps de se détacher de son personnage vivant. Mais non, il n'est pas un mythe, le voici au milieu des siens — et combien des « siens » maintenant ! — tenant entre ses mains les feuilles d'un message de paix aux peuples. Même ceux qui étaient les plus proches de lui, ceux qui connaissaient bien sa place dans le parti, sentirent pour la première fois complètement ce qu'il signifiait pour la révolution, pour le peuple, pour les peuples. C'était lui qui avait fait l'éducation. C'était lui qui avait enseigné. Une voix partie du fond de l'assemblée cria quelques mots de salut à l'adresse du chef. La salle semblait n'attendre que ce signal. Vive Lénine ! Les émotions par lesquelles on avait passé, les doutes surmontés, l'orgueil de l'initiative, le triomphe, les grands espoirs, tout se confondit en une éruption volcanique de reconnaissance et d'enthousiasme, Le témoin sceptique note sèchement : « Il se produisit une incontestable montée des esprits... On saluait Lénine, on criait hurra, on jetait son bonnet en l'air. On chanta la Marche Funèbre en mémoire des victimes de la révolution. Et, de nouveau, des applaudissements, des cris, des bonnets jetés en l'air. »

Ce que le congrès avait vécu en ces minutes-là, le peuple tout entier devait le vivre le lendemain, quoique avec moins d'intensité. « Il faut dire — écrit, dans ses souvenirs, Stankevitch que le geste hardi des bolcheviks, leur aptitude à traverser les fils de fer barbelés, les quatre années qui nous avaient séparés des peuples voisins produisirent d'eux-mêmes une immense impression. » Plus brutalement, mais non moins nettement, s'exprime le baron Budberg dans son journal intime : « Le nouveau gouvernement du camarade Lénine commence par décréter la paix immédiate... Actuellement, c'est un coup de génie pour attirer à soi la masse des soldats ; je l'ai constaté d'après l'état d'esprit de plusieurs régiments que j'ai visités aujourd'hui ; le télégramme de Lénine sur une trêve immédiate de trois mois et sur la paix consécutive, a produit partout une impression formidable et a provoqué des explosions de joie. Maintenant nous avons perdu nos dernières chances de sauver le front. » Ce que ces gens-là entendaient en parlant de sauver un front qu'ils avaient eux-mêmes perdu — c'était depuis longtemps, uniquement, le salut de leurs propres positions sociales.

Si la révolution avait trouvé en elle l'audace de traverser les barbelés en mars-avril, elle aurait pu encore opérer, pour un certain temps, une soudure de l'armée, à condition de la réduire en même temps à la moitié ou au tiers de ses effectifs et de constituer ainsi, pour sa politique extérieure, une position d'une force exceptionnelle. Mais l'heure des actes courageux ne sonna qu'en octobre, lorsque l'on ne pouvait songer déjà à sauver une quelconque partie de l'armée, même pour peu de temps. Le nouveau régime devait prendre à son compte les frais non seulement de la guerre tsariste, mais aussi des gaspillages commis à la légère par le gouvernement provisoire. En de si terribles circonstances, sans issue pour tous les autres partis, le bolchevisme était seul capable de remettre le pays dans la bonne voie, en ouvrant, par la Révolution d'octobre, des sources inépuisables d'énergie populaire.

Lénine est de nouveau à la tribune, cette fois avec les quelques petites pages du décret sur la propriété agraire. Il commence par accuser le gouvernement renversé et les partis conciliateurs qui, en faisant traîner la question de la terre, ont amené le pays à une insurrection paysanne. « Il y a du

mensonge et de lâches impostures dans ce qu'ils disent de pillages et d'anarchie dans les campagnes. Où et quand des pillages et de l'anarchie ont-ils été provoqués par des mesures raisonnables ? » Le projet de décret n'a pas été recopié en multiples exemplaires aux fins de distribution : le rapporteur tient entre les mains l'unique brouillon, et il est écrit, d'après les souvenirs de Soukhanov, « si mal que Lénine à la lecture trébuche, s'embrouille, et, finalement, reste tout à fait en panne. Quelqu'un, parmi la foule qui s'est tassée contre la tribune, vient à son secours. Lénine cède volontiers sa place et le papier illisible ». Ces petites difficultés n'amointrissent nullement, aux yeux du parlement plébéien, la grandeur de ce qui s'accomplit.

La teneur du décret se trouve en deux lignes de l'article premier : « La propriété terrienne des nobles est abolie immédiatement sans aucun droit de rachat. » Les terres des nobles, les domaines de la Couronne, les propriétés des monastères et des églises, avec leur cheptel et leur outillage, sont mis à la disposition des comités agraires de canton et des soviets des députés paysans de district, en attendant l'Assemblée constituante. Les biens confisqués, en tant que propriété publique, sont confiés à la garde des soviets locaux. Les terres des paysans d'humble condition et des cosaques du rang échappent à la confiscation. Le décret ne compte pas plus d'une trentaine de lignes : c'est un coup de hache sur le nœud gordien.

Au texte essentiel s'ajoute une instruction plus étendue, entièrement empruntée aux paysans eux-mêmes. Dans les *Izvestia des Soviets paysans*, l'on avait imprimé, le 19 août, le résumé de deux cent quarante-deux cahiers donnés par les électeurs à leurs représentants au premier congrès des députés paysans. Bien que ce résumé des cahiers eût été élaboré par les socialistes-révolutionnaires, Lénine n'hésita pas à incorporer ce document, totalement et intégralement, au décret « à titre de direction générale pour la réalisation des grandes réformes agraires ». La charte dit en substance : « Le droit de propriété privée sur la terre est abrogé pour toujours. » « Le droit d'utiliser la terre est octroyé à tous les citoyens... qui désirent la travailler de leurs propres mains. » « Le travail salarié n'est pas toléré. » « L'exploitation de la terre doit être égalitaire, c'est-à-dire que le sol est distribué entre les travailleurs, en

tenant compte des conditions locales, d'après une norme de labeur ou de consommation ».

Si le régime bourgeois avait été maintenu, sans parler d'une coalition avec les propriétaires nobles, le résumé rédigé par les socialistes-révolutionnaires serait resté une utopie non viable, à moins de se transformer en un mensonge conscient. Il n'aurait pas été réalisable dans toutes ses parties, même sous la domination du prolétariat. Mais le sort de ce formulaire se modifiait radicalement du moment que le pouvoir l'envisageait d'une façon nouvelle. Le gouvernement ouvrier donnait à la classe paysanne un délai pour opérer des vérifications effectives sur son programme contradictoire.

« Les paysans veulent garder à eux la petite propriété, fixer une norme égalitaire... procéder périodiquement à de nouvelles égalisations... écrivait Lénine, en août. Eh bien, qu'il en soit ainsi ! Sur ce point-là, pas un socialiste raisonnable ne se mettra en désaccord avec les paysans pauvres. Si les terres sont confisquées, la domination des banques est sapée ; si le matériel est confisqué, la domination du capital est encore sapée, et le pouvoir politique passant au prolétariat, le reste... sera suggéré par la pratique même. »

Nombreux furent, non seulement ennemis mais amis, ceux qui ne comprirent pas cette attitude perspicace, pédagogique en une importante mesure, du parti bolcheviste à l'égard de la classe paysanne et de son programme agraire. La répartition égalitaire des terres — répliquait par exemple Rosa Luxembourg — n'a rien de commun avec le socialisme. Mais, à ce sujet, les bolcheviks, eux aussi, ne se faisaient pas, bien entendu, d'illusions. Au contraire, la structure même du décret témoigne de la vigilance critique du législateur. Alors que le résumé des cahiers déclare que toute la terre, celle des propriétaires nobles comme celle des paysans, « devient le bien de toute la nation », la loi fondamentale fait en général le silence sur la nouvelle forme de la propriété agraire. Même un juriste aux larges vues doit s'arrêter avec horreur devant ce fait que la nationalisation de la terre, nouveau principe social d'une importance historique mondiale, est instituée sous forme d'instruction ajoutée à la loi fondamentale. Pourtant, il n'y a pas là de

négligence rédactionnelle. Lénine voulait surtout ne pas lier a priori le parti et le pouvoir soviétique, dans un domaine historique encore inexploré. Là aussi, il unissait à une hardiesse sans exemple la plus grande circonspection. Restait encore à déterminer par l'expérience comment les paysans eux-mêmes comprenaient que la terre deviendrait « le bien de la nation tout entière ». Après avoir fait un bond en avant, il fallait fortifier les positions pour le cas où l'on serait obligé de reculer : la répartition des terres des propriétaires nobles entre les paysans, n'étant pas par elle-même une garantie à l'égard de la contre-révolution bourgeoise, excluait en tout cas une restauration de la monarchie féodale.

L'on ne pouvait parler de « perspectives socialistes » qu'à condition d'établir et de maintenir le pouvoir du prolétariat ; or, maintenir ce pouvoir, cela ne se pouvait autrement qu'en accordant un concours résolu au paysan dans son entreprise de révolution. Si la répartition des terres consolidait politiquement le gouvernement socialiste, elle était entièrement justifiée comme mesure immédiate. Il fallait prendre le paysan tel que la révolution l'avait trouvé. Il ne pouvait être rééduqué que par un nouveau régime, non d'un seul coup, mais pendant de nombreuses années, au cours de plusieurs générations, avec l'assistance d'une technique nouvelle et d'une nouvelle organisation économique. Le décret, combiné avec le résumé des cahiers, signifiait pour la dictature du prolétariat l'obligation non seulement de considérer attentivement les intérêts du travailleur agricole, mais aussi de tolérer ses illusions de petit propriétaire. Il était clair d'avance que, dans la révolution agraire, il y aurait pas mal d'étapes et de tournants. L'instruction annexe n'était pas le moins du monde un dernier mot. Elle représentait seulement un point de départ que les ouvriers consentaient à occuper en aidant les paysans à réaliser leurs revendications progressistes et en prévenant de leur part des faux pas.

« Nous ne pouvons ignorer — disait Lénine dans son rapport — la décision de la base populaire, quand bien même nous ne serions pas d'accord avec elle... Nous devons donner aux masses populaires une entière liberté d'action créatrice... En somme, et tout est là, la classe paysanne doit obtenir

la ferme assurance que les nobles n'existent plus dans les campagnes, et il faut que les paysans eux-mêmes décident de tout et organisent leur existence. » Opportunisme ? Non, réalisme révolutionnaire.

Avant que les ovations se soient apaisées, le socialiste-révolutionnaire de droite Piianikh, qui se présente au nom du comité paysan, élève une furieuse protestation à propos de la détention à laquelle sont soumis les ministres socialistes. « Dans ces derniers jours, il s'accomplit quelque chose — crie l'orateur, frappant sur la table dans un accès de rage — quelque chose qu'on n'a jamais vu dans aucune révolution. Nos camarades, membres du Comité exécutif — Maslov et Salazkine, sont emprisonnés. Nous exigeons leur élargissement immédiat ! » « Si un seul cheveu tombe de leur tête ! » — s'écrie un autre émissaire, en capote de soldat, le ton menaçant. L'un et l'autre ont pour le congrès l'apparence de revenants.

Au moment de l'insurrection, il y avait, dans la prison de Dvinsk sous inculpation de bolchevisme, environ huit cents personnes ; à Minsk, environ six mille ; à Kiev, cinq cent trente-cinq, surtout des soldats. Et combien y avait-il, en d'autres endroits du pays, sous les verrous, de membres des comités paysans ! Enfin un bon nombre des délégués même du congrès, à commencer par le bureau, avaient passé après juillet par les prisons de Kerensky. Il n'est pas étonnant que l'indignation des amis du gouvernement provisoire n'ait pu susciter dans cette assemblée une grosse émotion. Pour comble de malheur se leva de sa place un délégué inconnu de tous, un paysan de la province de Tver, à longs cheveux, en touloupe, et, ayant bien poliment salué vers les quatre coins de l'assemblée, il conjura le congrès, au nom de ses électeurs, de ne pas hésiter à arrêter le comité exécutif d'Avksentiev tout entier : « C'est pas des représentants paysans, c'est des cadets... Leur place est en prison. » Ainsi se dressaient l'un en face de l'autre deux personnages : le socialiste-révolutionnaire Piianikh, parlementaire expérimenté, fondé de pouvoir des ministres, haineux à l'égard des bolcheviks ; et, d'autre part, un

obscur paysan de Tver qui apportait à Lénine, au nom de ses électeurs, de chaleureuses félicitations. Deux couches sociales, deux révolutions : Piiankyh parlait au nom de celle de Février, le paysan de Tver militait pour celle d'octobre. Le congrès fait au délégué en touloupe une véritable ovation. Les émissaires du comité exécutif sortent en proférant des invectives.

« La fraction des socialistes-révolutionnaires de gauche accueille le projet de Lénine comme le triomphe de son idée à elle », déclare Kalegaïev. Mais, en raison de l'extrême importance de la question, il est indispensable de la débattre dans les diverses fractions. Un maximaliste, représentant de l'extrême-gauche du parti socialiste-révolutionnaire qui s'est décomposé, exige un vote immédiat. « Nous devrions rendre hommage au parti qui, dès le premier jour, sans vains bavardages, applique une pareille mesure. » Lénine insiste pour que la suspension de séance soit en tout cas aussi courte que possible. « Des nouvelles aussi importantes pour la Russie doivent être imprimées dès le matin. Pas de retards ! » Car enfin le décret sur la question agraire n'est pas seulement la base du nouveau régime, mais c'est l'instrument d'une insurrection qui a encore à conquérir le pays. Ce n'est pas en vain que John Reed note à ce moment une exclamation impérieuse qui perce dans le brouhaha de la salle : « Quinze agitateurs à la chambre n° 17. Immédiatement ! Départ pour le front ! »

À une heure du matin, un délégué des troupes russes en Macédoine vient se plaindre que celles-ci aient été oubliées par les deux gouvernements qui se sont succédé à Petrograd. L'appui pour la paix et pour la terre est assuré du côté des soldats qui se trouvent en Macédoine ! Telle est la nouvelle vérification de l'état d'esprit d'une armée qui, cette fois-ci, se trouve dans un coin reculé du Sud-est européen. Kamenev communique aussitôt après : le 10ième bataillon de motocyclistes, appelé du front par le gouvernement, a fait son entrée ce matin dans Petrograd et, pareillement à ceux qui l'ont précédé, a donné son adhésion au congrès des soviets. De vifs applaudissements prouvent que les attestations sans cesse renouvelées de la force que l'on possède ne paraîtront jamais inutiles.

Après une résolution adoptée à l'unanimité et sans débats, déclarant que c'est un devoir d'honneur pour les soviets des localités de ne pas tolérer les pogromes qui seraient exercés contre les juifs et toutes autres personnes par des individus tarés, on met aux voix le projet de loi agraire. Contre une voix et devant huit abstentions, le congrès adopte avec un nouvel éclat d'enthousiasme le décret qui met fin au régime du servage, base des bases de la vieille société russe. Désormais, la révolution agraire est légalisée. Par là même, la révolution du prolétariat acquiert un solide support.

Reste un dernier problème : la création d'un gouvernement. Kamenev donne lecture du projet élaboré par le Comité Central des bolcheviks. L'administration des divers domaines de la vie étatique est confiée à des commissions qui doivent travailler à réaliser le programme annoncé par le congrès — « en étroite union avec les organisations de masse des ouvriers, des ouvrières, des matelots, des soldats, des paysans et des employés ». Le pouvoir gouvernemental est concentré entre les mains d'un collège formé des présidents de ces commissions, sous le nom de « Soviet des Commissaires du Peuple ». Le contrôle sur l'activité du gouvernement appartient au congrès des soviets et à son comité exécutif central.

Pour composer le 1^{er} Soviet des Commissaires du Peuple, sept membres du comité central du parti bolcheviste ont été désignés : Lénine, comme chef du gouvernement, sans portefeuille ; Rykov, comme commissaire du peuple à l'Intérieur ; Milioutine, comme dirigeant de l'Agriculture ; Noguine, à la tête du Commerce et de l'Industrie ; Trotsky, aux Affaires étrangères ; Lomov, à la Justice ; Staline, comme président de la commission des nationalités. La Guerre et la Marine sont confiées à un comité qui se compose d'Antonov-Ovseenko, de Krylenko et de Dybenko ; à la tête du commissariat du Travail, on compte placer Chliapnikov ; l'Instruction sera dirigée par Lounatcharsky ; la tâche pénible et ingrate de l'approvisionnement est confiée à Teodorovitch ; les Postes et Télégraphes à l'ouvrier Glebov. On n'a installé personne pour l'instant au poste de commissaire des Voies de communication : la porte reste ouverte pour une entente avec les organisations des cheminots.

Ces quinze candidats, quatre ouvriers et onze intellectuels, avaient dans leur passé des années d'emprisonnement, de déportation et d'émigration ; cinq d'entre eux avaient été emprisonnés sous le régime de la république démocratique ; le futur Premier n'était sorti que la veille d'une retraite clandestine sous la démocratie. Kamenev et Zinoviev n'entrèrent pas dans le Conseil des Commissaires du Peuple : le premier était désigné comme président du nouveau Comité exécutif central, le second comme rédacteur de l'organe officiel des soviets. « Lorsque Kamenev lut la liste des Commissaires du Peuple — écrit Reed — des applaudissements éclatèrent coup sur coup, après chaque nom, et particulièrement après ceux de Lénine et de Trotsky. » Soukhanov ajoute à ces noms celui de Lounatcharsky.

Contre la composition du gouvernement que l'on propose, se prononce, dans un grand discours, le représentant des internationalistes unifiés, Avilov, jadis bolchevik, rédacteur au journal de Gorki. Il énumère consciencieusement les difficultés qui se dressent devant la révolution dans les domaines de la politique intérieure et extérieure. Il faut « se rendre clairement compte d'une chose : où allons-nous ?... Devant le nouveau gouvernement se posent toujours les mêmes vieilles questions : celle du pain et celle de la paix. Si le gouvernement ne peut résoudre ces deux questions, il sera renversé ». Le pain manque dans le pays. Il est entre les mains des paysans cossus. Rien à donner pour remplacer le pain : l'industrie s'effondre, on manque de combustible et de matières premières. Stocker des blés par des mesures de contrainte, c'est difficile, c'est lent et c'est dangereux. Il faut par conséquent créer un gouvernement tel que non seulement les paysans pauvres, mais les plus aisés aient de la sympathie pour lui. Pour cela il faut une coalition.

« Il est encore plus difficile d'obtenir la paix. » A la proposition du congrès concernant une trêve immédiate, les gouvernements de l'Entente ne donneront pas de réponse. Les ambassadeurs alliés s'apprêtent déjà à partir. Le nouveau pouvoir se trouvera isolé, son initiative pacifique restera en suspens. Les masses populaires des pays belligérants sont encore, pour le moment, très loin d'une révolution. Deux conséquences peuvent se présenter : ou bien l'écrasement de la révolution par les troupes du Hohenzollern, ou bien

une paix séparée. Les conditions de la paix, dans les deux cas, ne pourront que se montrer les plus écrasantes pour la Russie. Pour en finir avec toutes les difficultés, il ne pourrait y avoir que « la majorité du peuple ». Le malheur trouve cependant dans la scission de la démocratie, dont la gauche veut créer à Smolny un gouvernement purement bolcheviste tandis que la droite organise à la Douma municipale Comité de Salut Public. Pour le salut de la révolution il est nécessaire de créer un pouvoir composé des deux groupes.

C'est dans le même esprit que s'exprime le représentant des socialistes-révolutionnaires de gauche, Kareline. On ne peut réaliser le programme adopté sans les partis qui ont quitté le congrès. A vrai dire, « les bolcheviks ne sont pas responsables leur sortie ». Le programme du congrès devrait unifier toute démocratie. « Nous ne voulons pas marcher dans la voie d'un isolement des bolcheviks, car nous comprenons qu'au sort de derniers se rattache celui de toute la révolution : leur perte est celle de la révolution même. » Si eux, socialistes-révolutionnaires de gauche, repoussaient néanmoins la proposition d'entrer dans le gouvernement, leur dessein provenait toutefois de bonne intention : garder les mains libres pour intervenir entre les bolcheviks et les partis qui avaient quitté le congrès. Dans cette intervention... les socialistes-révolutionnaires de gauche voient pour le moment leur tâche principale. Ils soutiendront l'activité du nouveau pouvoir dans son effort pour résoudre les questions urgentes. » En même temps, ils votent contre le gouvernement proposé. En un mot, le jeune parti embrouillait tout tant qu'il pouvait.

« Pour la défense des seuls bolcheviks — raconte Soukhanov, dont l'entière sympathie est acquise à Avilov et qui inspirait dans la coulisse Kareline — Trotsky se présenta. Il fut très brillant, véhément, et, en bien des points, il avait tout à fait raison. Mais il ne voulait pas comprendre en quoi résidait le centre de l'argumentation de ses adversaires... » Le centre de l'argumentation résidait dans une diagonale idéale. En mars on avait essayé de la tracer entre la bourgeoisie et les soviets conciliateurs. Maintenant, les Soukhanov rêvaient d'une diagonale entre la démocratie conciliatrice et la dictature du prolétariat. Mais les révolutions ne se développent pas en diagonale.

« Nous nous sommes inquiétés à plusieurs reprises — dit Trotsky — d'un isolement éventuel de l'aile gauche. Il y a quelques jours, lorsque la question de l'insurrection avait été soulevée ouvertement, on nous avait dit que nous courrions à notre perte. Et, en effet, si l'on juge d'après la presse politique, des groupements de forces qui existaient, l'insurrection comportait pour nous la menace d'une inévitable catastrophe. Contre nous se dressaient non seulement les bandes contre-révolutionnaires, mais les partisans de la défense nationale de toutes nuances ; il n'y avait que les socialistes-révolutionnaires de gauche, d'une seule de leurs ailes, pour travailler courageusement avec nous au comité militaire révolutionnaire ; l'autre aile occupait une position de neutralité expectative. Et néanmoins, même dans ces conditions défavorables, lorsque, semblait-il, nous étions abandonnés de tous, l'insurrection fut victorieuse... »

« Si les forces réelles étaient effectivement contre nous, comment a-t-il pu se faire que nous ayons remporté la victoire presque sans effusion de sang ? Non, les isolés, ce n'étaient pas nous, c'étaient le gouvernement et les prétendus démocrates. Par leurs tergiversations, par leurs procédés conciliateurs, ils s'étaient eux-mêmes effacés des rangs de la véritable démocratie. Notre grand avantage, en tant que parti, consiste en ce que nous avons conclu une coalition avec des forces de classes, en créant l'union des ouvriers, des soldats et des paysans les plus pauvres.

« Les groupes politiques disparaissent, mais les intérêts essentiels des classes demeurent. Est vainqueur le parti qui est capable de déceler et de satisfaire les exigences essentielles de la classe... Nous pouvons être fiers de la coalition de notre garnison, principalement de l'élément paysan, avec la classe ouvrière. Elle a subi, cette coalition, l'épreuve du feu. La garnison de Petrograd et le prolétariat sont entrés en même temps dans une grande lutte qui deviendra un exemple classique dans l'histoire de la révolution de tous les peuples.

« Avilov a parlé des immenses difficultés qui nous attendent. Pour éliminer ces difficultés, il propose de conclure une coalition. Mais là, il n'essaie nullement de donner le sens de cette formule et de dire : quelle

coalition, — de groupes, de classes ou bien simplement de journaux ?...

« On dit que la scission de la démocratie provient d'un malentendu. Lorsque Kerensky envoie contre nous des bataillons de choc, lorsque, avec l'assentiment du comité exécutif central, nous avons nos communications téléphoniques coupées au moment le plus grave de notre lutte contre la bourgeoisie, lorsque l'on nous assène coups sur coups — peut-on encore parler d'un malentendu ?...

« Avilov nous dit : nous n'avons que peu de pain, il faut une coalition avec les partisans de la défense nationale. Mais est-ce que cette coalition augmentera la quantité du pain ? La question du pain est celle d'un programme d'action. La lutte contre le désarroi exige l'emploi d'une méthode déterminée en bas et non point des groupements politiques en haut.

« Avilov a parlé d'une alliance avec la classe paysanne : mais, encore une fois, de quelle classe paysanne est-il question ? Aujourd'hui, ici même, le représentant des paysans de la province de Tver réclamait l'arrestation d'Avksentiev. Il faut choisir entre ce paysan de Tver et Avksentiev, qui a rempli les prisons de membres de comités ruraux. Nous repoussons résolument la coalition avec les éléments cossus (*koulaks*) de la classe paysanne au nom de la coalition de la classe ouvrière avec les paysans les plus pauvres. Nous tenons pour les paysans de Tver contre Avksentiev, nous sommes avec eux jusqu'au bout et indissolublement.

« Celui qui poursuit l'ombre d'une coalition s'isole définitivement de la vie. Les socialistes-révolutionnaires de gauche perdront leur appui dans les masses pour autant qu'ils jugeront devoir s'opposer à notre parti. Chaque groupe s'opposant au parti du prolétariat, auquel se sont joints les éléments pauvres de la campagne, s'isole de la révolution.

« Ouvertement, devant le peuple tout entier, nous avons levé l'étendard de l'insurrection. La formule politique de ce soulèvement est : tout le pouvoir aux soviets — par l'intermédiaire du Congrès des soviets. On nous dit : vous n'avez pas attendu le congrès pour faire votre coup d'État. Nous aurions bien attendu, mais c'était Kerensky qui ne voulait pas attendre : les contre-

révolutionnaires ne s'endormaient pas. Nous, en tant que parti, nous considérons comme notre tâche de créer la possibilité réelle pour le congrès des soviets de prendre le pouvoir en main. Si le congrès avait été cerné par des *junkers*, de quelle façon aurait-il pu s'emparer du pouvoir ? Pour accomplir cette tâche, il fallait un parti qui arrachât le pouvoir à la contre-révolution et qui vous dît : « Le voilà, le pouvoir, et votre devoir est de le prendre ? » (Tempête ininterrompue d'applaudissements.)

« Bien que les partisans de la défense nationale de toutes nuances, dans leur lutte contre nous, ne se soient arrêtés devant rien, nous ne les avons pas rejetés, nous avons proposé au congrès tout entier de prendre le pouvoir. Comme il faut déformer la perspective pour parler, après tout ce qui s'est passé, du haut de cette tribune, de notre « intransigeance » ? Lorsque le parti, tout noir de poudre, s'avance vers eux et leur dit : « Prenons le pouvoir ensemble ! » — ils courent à la Douma municipale et, là, font alliance avec d'authentiques contre-révolutionnaires. Ce sont des traîtres à la révolution avec lesquels nous ne ferons jamais alliance !

« Afin de lutter pour la paix — dit Avilov — il faut une coalition avec les conciliateurs. En même temps, il admet que les Alliés ne veulent pas conclure la paix... Les impérialistes alliés — déclare Avilov — se sont moqués de Skobelev, démocrate en margarine. Mais si vous faites bloc avec les démocrates en margarine, la cause de la paix sera assurée.

« Il y a deux voies dans la lutte pour la paix. L'une : opposer aux gouvernements des pays alliés et ennemis la force morale et matérielle de la révolution. L'autre : un bloc avec Skobelev, ce qui signifie un bloc avec Terechtchenko et une complète subordination à l'impérialisme des Alliés. Dans notre déclaration sur la paix, nous nous adressons simultanément aux gouvernements et aux peuples. Mais c'est là une symétrie purement formelle. Bien entendu, nous n'espérons pas influencer les gouvernements impérialistes par nos manifestes ; cependant, tant que ces gouvernements existent, nous ne pouvons les ignorer. Mais nous mettons tous nos espoirs en ce que notre révolution déclenchera la révolution européenne. Si les peuples soulevés de

l'Europe n'écrasent pas l'impérialisme, nous serons écrasés — c'est indubitable. Ou bien la Révolution russe soulèvera le tourbillon de la lutte en Occident, ou bien les capitalistes de tous les pays étoufferont notre révolution. »

« Il y a un troisième chemin », lance une voix dans la salle. « Le troisième chemin — répond Trotsky — est celui du comité exécutif central qui, d'une part, envoie des délégations aux ouvriers l'Europe occidentale et qui, d'autre part, fait alliance avec les Kichkine et les Konovalov. C'est le chemin du mensonge et de l'hypocrisie dans lequel nous ne nous engagerons jamais !

« Bien entendu, nous ne disons pas que ce sera seulement le jour du soulèvement des ouvriers européens qui fixera la date la signature du traité de paix. Il est possible aussi que la bourgeoisie, effrayée par l'insurrection imminente des opprimés, se hâte de conclure la paix. Les échéances ici ne sont pas fixées est impossible de prévoir comment cela se présentera en des formes concrètes. Il importe et il est indispensable de fixer la méthode de lutte, identique en son principe tant dans la politique extérieure que dans la politique intérieure. L'union des opprimés partout et en tous lieux — voilà notre voie. »

« Les délégués du congrès — écrit Reed — saluèrent ce discours de longues salves d'applaudissements, s'enflammant à l'idée audacieuse d'une défense de l'humanité. » En tout cas, aucun des bolcheviks n'aurait pu alors avoir l'idée de protester contre le fait que le sort de la République soviétique, dans un discours officiel au nom du parti bolcheviste, était mis sous la dépendance directe du développement de la révolution internationale.

La loi dramatique de ce congrès consistait en ce que tout acte s'accomplissait ou même était interrompu par un bref intermède au cours duquel apparaissait soudainement sur la scène un personnage d'un autre camp, pour formuler une protestation, pour menacer, ou bien pour signifier un ultimatum. Le représentant du *Vikjel* (Comité Exécutif de l'Union des Cheminots) réclame la parole maintenant et sans délai : il a besoin de jeter une bombe dans l'assemblée avant que le vote sur la question du pouvoir soit

acquis. L'orateur, sur le visage duquel Reed a pu lire une hostilité intransigeante, commence par lancer une accusation : son organisation, « la plus puissante en Russie » n'a pas été invitée au congrès. — C'est le comité exécutif central ne vous a pas invités ! lui crie-t-on de tous côtés. — Qu'on le sache bien : la décision primitive du *Vikjel* pour le soutien du congrès des soviets a été rapportée ! L'orateur s'empresse de lire l'ultimatum qui a déjà été expédié par télégrammes dans tous les pays : le *Vikjel* condamne la prise du pouvoir par un seul parti ; le gouvernement doit être responsable devant « toute la démocratie révolutionnaire » ; en attendant la création d'un pouvoir démocratique, le *Vikjel* seul reste maître du réseau ferroviaire. L'orateur ajoute que les troupes contre-révolutionnaires n'obtiendront pas l'accès de Petrograd ; en général, les déplacements de troupes ne se feront désormais que sur un ordre du comité exécutif central tel qu'il était précédemment composé. En cas de répression à l'égard des cheminots, le *Vikjel* arrêterait le ravitaillement de Petrograd !

Le congrès bondit sous ce coup. Les dirigeants du syndicat des cheminots essaient de causer avec le gouvernement du peuple comme d'égal à égal, de puissance à puissance. Alors que les ouvriers, les soldats et les paysans prennent en main la direction de l'État, le *Vikjel* veut faire la loi aux ouvriers, aux soldats et aux paysans. Il essaie de convertir le système du dualisme de pouvoirs déjà renversé en menue monnaie. Tentant de prendre appui non sur leurs effectifs, mais sur l'importance exclusive des chemins de fer dans la vie économique et culturelle du pays, les démocrates du *Vikjel* dévoilent toute la caducité des critères de la démocratie formelle dans les questions essentielles de la lutte sociale. En vérité, la révolution n'est pas avare de grands enseignements !

Le moment choisi par les conciliateurs pour porter le coup est en tout cas assez propice. Les membres du bureau sont soucieux. Par bonheur, le *Vikjel* n'est pas du tout le maître absolu sur les voies de communication. En différentes localités, les cheminots font partie des soviets municipaux. Ici même, au congrès, l'ultimatum de *Vikjel* rencontre une résistance. « Toute la masse des cheminots de notre région — déclare le délégué de Tachkent — se

prononcent pour la remise du pouvoir aux soviets. » Un autre représentant des ouvriers de la voie dit du *Vikjel* que c'est « un cadre politique ». Mettons que ce soit là de l'exagération. S'appuyant sur une couche supérieure assez nombreuse d'employés des chemins de fer, le *Vikjel* a conservé plus de forces vives que les autres organisations supérieures des conciliateurs. Mais il appartient, indubitablement, au même type que les comités d'armée ou le Comité exécutif central. Son orbite le mène à une chute rapide. Les ouvriers, partout, se détachent des employés. Les employés subalternes s'opposent à leurs supérieurs. L'insolent ultimatum du *Vikjel* va forcément accélérer ces processus.

« Il ne peut être nullement question de dire que le congrès ne serait pas régulier — déclare Kamenev avec autorité. Le quorum du congrès a été établi non par nous, mais par l'ancien Comité exécutif central... Le congrès est l'organe suprême des masses d'ouvriers et de soldats. » Et l'on passe à l'ordre du jour, tout simplement I.

Le Soviet des Commissaires du Peuple est validé à une écrasante majorité. La résolution d'Avilov groupa, d'après une évaluation beaucoup trop généreuse de Soukhanov, environ cent cinquante voix, pour la plupart des socialistes-révolutionnaires de gauche. Le congrès approuve ensuite à l'unanimité la composition du nouveau Comité exécutif central ; sur cent un membres — soixante-deux bolcheviks, vingt-neuf socialistes-révolutionnaires de gauche. Le Comité exécutif central doit dans la suite se compléter de représentants des soviets paysans et des organisations d'armée nouvellement élues. Les fractions qui ont quitté le congrès jouissent du droit d'envoyer au Comité exécutif central leurs délégués sur la base d'une représentation proportionnelle.

L'ordre du jour du congrès est épuisé. Le pouvoir des Soviets est créé. Il a son programme. On peut se mettre au travail, et les tâches ne manquent pas. A 5h 15 du matin, Kamenev clôt le congrès constitutif du régime soviétique. Qui court à la gare ! Qui rentre chez soi ! Et qui au front, aux usines, aux casernes, aux mines et dans les lointains villages ! Avec les décrets du congrès, les

délégués vont emporter le ferment de l'insurrection prolétarienne à toutes les extrémités du pays.

Ce matin-là, l'organe central du parti bolcheviste, qui avait repris son vieux nom de *Pravda* (La Vérité), écrivait : « Ils veulent que nous soyons seuls à prendre le pouvoir, pour que nous soyons seuls à régler les terribles difficultés qui se sont posées devant le pays... Eh bien, nous prenons le pouvoir tous seuls, nous appuyant sur les suffrages du pays et comptant sur l'aide amicale du prolétariat européen. Mais, ayant pris le pouvoir, nous appliquerons aux ennemis de la révolution et à ceux qui la sabotent le gant de fer. Ils ont rêvé de la dictature de Kornilov... Nous leur donnerons la dictature du prolétariat... »

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Dans le développement de la Révolution russe, précisément parce que c'est une véritable résolution populaire qui a mis en mouvement des dizaines de millions d'hommes, on observe une remarquable continuité des étapes. Les événements se succèdent comme s'ils obéissaient aux lois de la pesanteur, Le rapport mutuel des forces est vérifié à chaque étape de deux façons : d'abord les masses montrent la puissance de leur impulsion ; ensuite, les classes possédantes, s'efforçant de prendre leur revanche, n'en décèlent que mieux leur isolement.

En février, les ouvriers et les soldats de Petrograd s'étaient soulevés non seulement malgré la volonté patriotique de toutes les classes cultivées, mais aussi en dépit des calculs des organisations révolutionnaires. Les masses se montrèrent irrésistibles. Si d'elles-mêmes elles s'en étaient rendu compte, elles seraient devenues le pouvoir. Mais il n'y avait pas encore à leur tête de parti révolutionnaire puissant et consacré. Le pouvoir tomba dans les mains de la démocratie petite-bourgeoise, camouflée sous les couleurs du socialisme. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires étaient incapables de faire de la confiance des masses un autre usage que celui d'appeler au gouvernail la bourgeoisie libérale, laquelle, à son tour, ne pouvait se dispenser de mettre le pouvoir dont l'investissaient les conciliateurs au service des intérêts de l'Entente.

Pendant les Journées d'avril, les régiments et les usines soulevés — sans

l'appel encore d'aucun parti — descendent dans les rues de Petrograd pour opposer une résistance à la politique impérialiste du gouvernement que les conciliateurs leur ont imposée. La manifestation armée obtient un sensible succès. Milioukov, leader de l'impérialisme russe, est écarté du pouvoir. Les conciliateurs entrent dans le gouvernement, sous apparence de fondés de pouvoir du peuple, mais en réalité comme commis de la bourgeoisie.

N'ayant résolu aucun des problèmes qui ont provoqué la révolution, le gouvernement de coalition viole en juin la trêve établie de fait sur le front, en déclenchant une offensive des troupes. Par cet acte, le régime de février, que caractérise déjà une décroissante confiance des masses à l'égard des conciliateurs, se porte à lui-même un coup fatal. Alors s'ouvre la période de la préparation immédiate d'une seconde révolution.

Au début de juillet, le gouvernement, ayant derrière lui toutes les classes possédantes et instruites, dénonçait toute manifestation révolutionnaire comme une trahison à l'égard de la patrie et une aide apportée à l'ennemi. Les organisations officielles de masses — soviets, partis social-patriotes — luttaient contre l'offensive ouvrière de toutes leurs forces. Les bolcheviks, pour des motifs de tactique, retenaient les ouvriers et les soldats de descendre dans la rue. Néanmoins, les masses se mirent en branle. Le mouvement s'avéra irrésistible et général. On n'apercevait pas le gouvernement. Les conciliateurs se cachaient. Les ouvriers et les soldats se trouvèrent, dans la capitale, maîtres de la situation. L'offensive se brisa cependant, devant l'insuffisante préparation de la province et du front.

À la fin du mois d'août, tous les organes et institutions des classes possédantes tenaient pour un coup d'État contre-révolutionnaire : la diplomatie de l'Entente, les banques, les unions de propriétaires terriens et d'industriels, le parti cadet, les États-majors, le corps des officiers, la grande presse. L'organisateur du coup d'État ne fut personne d'autre que le généralissime qui s'appuyait sur le haut commandement d'une armée comptant de nombreux millions d'hommes. Des effectifs spécialement choisis sur tous les fronts étaient transférés, d'après un accord secret avec le chef du

gouvernement, dans la direction de Petrograd, sous apparence de considérations stratégiques.

Dans la capitale tout, semblait-il, était préparé pour le succès de l'entreprise : les ouvriers sont désarmés par les autorités avec le concours des conciliateurs ; les bolcheviks ne cessent de recevoir les coups ; les régiments les plus révolutionnaires sont éloignés de la ville ; des centaines d'officiers sélectionnés sont concentrés pour former une troupe de choc ; avec les écoles de *junkers* et les cosaques, ils doivent constituer une force imposante. Et quoi donc encore ? La conspiration que protégeaient, semblait-il, les dieux eux-mêmes, à peine se fut-elle heurtée au peuple révolutionnaire qu'elle tomba immédiatement en poussière.

Ces deux mouvements, au début de juillet et à la fin d'août, avaient entre eux le rapport que peut avoir un théorème à son corollaire. Les journées de juillet avaient démontré la puissance d'un mouvement spontané des masses. Les journées d'août découvrirent la complète impuissance des dirigeants. Ce rapport des forces indiquait qu'un nouveau conflit était inévitable. La province et le front, pendant ce temps, se joignirent plus étroitement à la capitale. Cela prédéterminait la victoire d'octobre.

« La facilité avec laquelle Lénine et Trotsky réussirent à renverser le dernier gouvernement de coalition de Kérensky — écrivait le cadet Nabokov — démontra l'impuissance interne de ce dernier. Le degré de cette impuissance causa de la stupéfaction même parmi les personnes alors bien informées. » Nabokov lui-même semble ne pas deviner qu'il s'agissait de sa propre impuissance, de l'impuissance de sa classe, de son régime social.

De même que, de la manifestation armée de juillet, la courbe monte vers l'insurrection d'octobre, ainsi le mouvement de Kornilov semble une répétition de la campagne contre-révolutionnaire entreprise par Kérensky dans les derniers jours d'octobre. La seule force militaire que trouva, en fuyant sous la protection du fanion américain, le généralissime de la démocratie, se réfugiant au front pour échapper aux bolcheviks, fut encore le même troisième corps de cavalerie qui, deux mois auparavant, était destiné par Kornilov à

renverser Kérensky lui-même. A la tête de ce corps, se trouvait toujours le général cosaque Krasnov, monarchiste militant, qui avait été placé à ce poste par Kornilov : on ne pût trouver homme de guerre plus apte à la défense de la démocratie.

De ce corps, il ne restait guère d'ailleurs que le nom : il s'était réduit à quelques sotnias de cosaques qui, après un essai manqué d'offensive contre les Rouges sous Petrograd, avaient fraternisé avec les matelots révolutionnaires et avaient livré Krasnov aux bolcheviks. Kérensky se trouva forcé de fuir à la fois les cosaques et les matelots. C'est ainsi, que huit mois après le renversement de la monarchie, les ouvriers se trouvèrent à la tête du pays. Et s'y tinrent solidement.

« Qui donc croira — écrivait à ce sujet, d'un ton indigné, le général russe Zalesky — qu'un garçon de cour ou bien un gardien du Palais de Justice aient pu devenir tout à coup présidents du congrès des juges de paix ? Ou bien un infirmier devenant directeur d'ambulance ? Un coiffeur devient un haut fonctionnaire ? Un sous-lieutenant d'hier passe généralissime ? Un laquais d'hier ou bien un manœuvre est nommé préfet ! Celui qui hier encore graissait les roues des wagons devient chef d'une section du réseau ou bien chef de gare... Un serrurier est placé à la tête d'un atelier ! »

« Qui le croirait ? » Il fallut y croire. On ne pouvait se dispenser d'y croire, puisque les sous-lieutenants avaient battu les généraux ; le préfet, ex-manœuvre, avait mis à la raison les maîtres de la veille ; les graisseurs des roues de wagons avaient aménagé les transports ; les serruriers, en qualité de directeurs, avaient relevé l'industrie.

La tâche principale du régime politique, d'après l'aphorisme anglais, est de mettre *the right man in the right place*. Comment apparaît, de ce point de vue, l'expérience de 1917 ? Dans les deux premiers mois, la Russie était encore sous les ordres du droit de la monarchie héréditaire, d'un homme désavantagé par la nature, qui croyait aux reliques et obéissait à Raspoutine. Dans le courant des huit mois qui suivirent, les libéraux et les démocrates essayèrent, du haut de leurs positions gouvernementales, de démontrer au

peuple que les révolutions s'accomplissent pour que tout reste comme d'antan. Il n'est pas étonnant que ces gens-là aient passé sur le pays comme des ombres flottantes, sans laisser de traces. A dater du 25 octobre se plaça à la tête de la Russie Lénine, la plus grande figure de l'histoire politique de ce pays. Il était entouré d'un état-major de collaborateurs qui, de l'aveu des pires ennemis, savaient ce qu'ils voulaient et étaient capables de combattre pour atteindre leurs buts. Lequel donc des trois systèmes se trouva, dans les conditions concrètes données, capable de placer *the right men in the right places* ?

La montée historique de l'humanité, prise dans son ensemble, peut être résumée comme un enchaînement de victoires de la conscience sur les forces aveugles — dans la nature, dans la société, dans l'homme même. La pensée critique et créatrice a pu se vanter des plus grands succès jusqu'à présent dans la lutte contre la nature. Les sciences physico-chimiques sont déjà arrivées à un point où l'homme se dispose évidemment à devenir le maître de la matière. Mais les rapports sociaux continuent de s'établir à la ressemblance des attolls. Le parlementarisme n'a éclairé que la surface de la société, et encore d'une lumière assez artificielle. Comparée à la monarchie et à d'autres héritages du cannibalisme et de la sauvagerie des cavernes, la démocratie représente, bien entendu, une grande conquête. Mais elle n'atteint en rien le jeu aveugle des forces dans les rapports mutuels de la société. C'est précisément sur ce domaine le plus profond de l'inconscient que l'insurrection d'octobre a pour la première fois levé la main. Le système soviétique veut introduire un but et un plan dans les fondations mêmes d'une société où ne régnaient jusqu'ici que de simples conséquences accumulées.

Les adversaires ricanent en faisant remarquer que le pays des soviets, quinze ans après l'insurrection, ne ressemble guère encore à un paradis de bien-être universel. Cette argumentation ne pourrait être dictée que par une excessive déférence devant la puissance magique des méthodes socialistes, si elle ne s'expliquait en réalité par l'aveuglement de la haine. Le capitalisme a eu besoin de siècles entiers pour parvenir, en élevant la science et la technique, à jeter l'humanité dans l'enfer de la guerre et des crises. Les

adversaires n'accordent au socialisme qu'une quinzaine d'années pour édifier et installer le paradis sur la terre. Nous n'avons pas pris sur nous de tels engagements. Nous n'avons jamais assigné de pareils délais. Les processus des grandes transformations doivent être évalués à des mesures adéquates.

Mais les calamités qui se sont abattues sur les vivants ? Mais le feu et le sang de la guerre civile ? Les conséquences de la révolution justifient-elles en somme les victimes qu'elle a causées ? La question est téléologique et par conséquent stérile. Du même droit l'on pourrait dire, en face des difficultés et des afflications d'une existence personnelle : cela valait-il la peine de naître au monde ? Les méditations mélancoliques n'ont cependant pas empêché jusqu'à présent les gens ni d'engendrer, ni de naître. Même à l'époque actuelle d'intolérables calamités, il n'y a qu'un très faible pourcentage de la population de notre planète qui recoure au suicide. Or, les peuples cherchent dans la révolution une issue à d'intolérables tourments.

N'est-il pas remarquable qu'au sujet des victimes des révolutions sociales, ceux qui s'indignent le plus souvent sont ceux-là mêmes qui, s'ils n'ont pas été directement les auteurs de la guerre mondiale, en ont du moins apprêté et glorifié les victimes, ou encore se sont résignés à les voir tomber. A notre tour de demander : la guerre s'est-elle justifiée ? Qu'a-t-elle donné ? Que nous a-t-elle appris ?

À peine est-il besoin de s'arrêter maintenant aux affirmations de propriétaires russes lésés, d'après lesquels la révolution aurait causé un avilissement culturel du pays. Renversée par l'insurrection d'octobre, la culture de la noblesse ne représentait en somme qu'une imitation superficielle des modèles plus élevés de la culture occidentale. Tout en restant inaccessible au peuple russe, elle n'apportait rien d'essentiel au trésor de l'humanité.

La Révolution d'octobre a jeté les bases d'une nouvelle culture conçue pour servir à tous, et c'est précisément pourquoi elle a pris tout de suite une importance internationale. Même si, par l'effet de circonstances défavorables et sous les coups de l'ennemi, le régime soviétique — admettons-le pour une minute — se trouvait provisoirement renversé, l'ineffaçable marque de

l'insurrection d'octobre resterait tout de même sur toute l'évolution ultérieure de l'humanité.

Le langage des nations civilisées a nettement marqué deux époques dans le développement de la Russie. Si la culture instituée par la noblesse a introduit dans le langage universel des barbarismes tels que *tsar*, *pogrome*, *nagaïka*. Octobre a internationalisé des mots comme *bolchevik*, *soviet* et *piatiletka*. Cela suffit à justifier la Révolution Prolétarienne, si d'ailleurs, on estime qu'elle ait besoin de justification.

Histoire de la Révolution russe.
2- Octobre (1930)

APPENDICES

1. Des particularités du développement de la Russie

[Retour à la table des matières](#)

La question des particularités du développement historique de la Russie et, en fonction de ce problème, des destinées futures du pays, se posait à la base de tous les débats qui eurent lieu, de tous les regroupements qui se formèrent chez les intellectuels russes durant le xix^e siècle presque tout entier. « Slavophiles » et « *zapadniki* » (partisans des influences occidentales) donnaient au problème des solutions opposées, mais également catégoriques. Puis se substituèrent à eux les « *narodniki* » (populistes) et les marxistes. Le « populisme », avant de s'être définitivement décoloré sous l'influence du libéralisme bourgeois, défendit longtemps et opiniâtrement l'idée d'une Russie évoluant dans une voie tout à fait originale, évitant par un chemin détourné le capitalisme. En ce sens, le « populisme » continuait la tradition des slavophiles, l'ayant toutefois épurée de ce qu'elle comportait d'esprit monarchiste, clérical et panslaviste, pour lui donner un caractère révolutionnaire-démocratique.

Au fond, la conception slavophile, en dépit de ses fictions réactionnaires, et la conception populiste, malgré tout ce qu'il y avait d'illusoire dans ses tendances démocratiques, n'étaient nullement de vaines spéculations ; elles s'appuyaient sur d'indubitables et, en outre, profondes particularités de l'évolution de la Russie, comprises seulement d'une façon unilatérale et

inexactement appréciées. Dans sa lutte contre le populisme, le marxisme russe, qui démontra l'identité des lois d'évolution pour tous les pays, tomba fréquemment dans des lieux communs dogmatiques, comme s'il avait envie de jeter l'enfant avec l'eau savonneuse de la baignoire. Cette inclination se manifeste particulièrement dans de nombreux ouvrages du bien connu professeur Pokrovsky.

En 1922, Pokrovsky s'attaqua aux conceptions historiques de l'auteur du présent livre, conceptions qui formaient la base de la théorie de la révolution permanente. Nous jugeons utile, du moins pour ceux des lecteurs qui s'intéressent non seulement à la marche dramatique des événements, mais aussi à la doctrine de la révolution, de citer ici quelques-uns des passages essentiels de notre réplique au professeur Pokrovsky, réplique publiée dans deux numéros de la *Pravda*, organe central du parti, le 1^{er} et le 2 juillet 1922.

SUR LES PARTICULARITÉS OU DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DE LA RUSSIE

Pokrovsky a publié, au sujet de mon livre « 1905 » un article — hélas, défavorable ! — montrant combien il est complexe d'appliquer les méthodes du matérialisme historique à la vivante histoire de l'humanité et à quelles banalités l'Histoire est fréquemment ramenée par des hommes aussi profondément informés que Pokrovsky.

Le livre que Pokrovsky a critiqué avait pour objet immédiat de rechercher les bases historiques et la justification théorique du mot d'ordre : « conquête du pouvoir par le prolétariat » ; ce mot d'ordre étant opposé aussi bien à la formule d'une république démocratique bourgeoise qu'à celle d'un gouvernement démocratique ouvrier et paysan... Cette démarche de pensées suscita la plus grande indignation, du point de vue théorique, chez bon nombre de marxistes, ou bien, plus exactement, chez leur écrasante majorité. Cette indignation fut traduite non seulement par les mencheviks, mais par

Kamenev et l'historien bolchevik Rojkov. Voici quel était, dans l'ensemble, leur point de vue : la domination politique de la bourgeoisie doit précéder la domination politique du prolétariat ; la république démocratique bourgeoise doit, historiquement, être une longue école pour le prolétariat ; si l'on tente de sauter cette phase, on se jette dans l'aventure ; du moment que la classe ouvrière, en Occident, n'a pas été capable de conquérir le pouvoir, comment le prolétariat russe s'assignerait-il une pareille tâche ? etc... etc. Du point de vue d'un certain pseudo-marxisme qui se borne à de banales constatations historiques, à des analogies de pure forme, qui, dans les époques, ne consent à voir que la succession logique de rigides catégories sociales (féodalité, capitalisme, socialisme ; autocratie, république bourgeoise, dictature du prolétariat), — de ce point de vue, le mot d'ordre d'une conquête du pouvoir par la classe ouvrière en Russie devait sembler une monstrueuse renonciation au marxisme. Or, une estimation empirique, mais sérieuse, des forces socialistes qui s'étaient manifestées de 1903 à 1905 suggérait impérieusement qu'il y avait toute vitalité dans la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Était-ce là une particularité, ou n'en était-ce pas une ? Fallait-il tenir compte des profondes singularités de toute une évolution historique, ou bien les négliger ? Était-ce ainsi que le problème se posait pour le prolétariat de Russie, c'est-à-dire (n'en déplaise à Pokrovsky) pour le prolétariat du pays le plus arriéré de toute l'Europe ?

Et en quoi la Russie était-elle arriérée ? Était-ce parce que, tardivement, elle reproduisait l'histoire des pays de l'Europe occidentale ? Dans ce cas, pouvait-on parler d'une conquête du pouvoir par le prolétariat russe ? Pourtant, ce pouvoir (permettons-nous de le rappeler), le prolétariat russe l'a conquis. Comment donc se présente la question ? Elle se pose ainsi : l'indubitable, l'incontestable retard de l'évolution russe, sous l'influence et la pression d'une culture occidentale plus élevée, n'aboutit point à une simple répétition du processus historique de l'Europe occidentale, mais détermine de profondes particularités qui doivent être isolément un sujet d'étude...

La profonde originalité de notre situation politique, qui amena la victorieuse révolution d'octobre avant le début de toute révolution en Europe,

procédait des particularités des rapports de forces qui existaient alors entre diverses classes et le pouvoir de l'État. Lorsque Pokrovsky et Rojkov discutaient avec les populistes ou les libéraux, leur démontrant que l'organisation et la politique du tsarisme étaient déterminées par l'évolution économique et par les intérêts des classes possédantes, ils avaient raison dans l'essentiel. Mais quand Pokrovsky essaie de m'opposer cette même thèse, il vise tout simplement fort mal.

En résultat de notre *tardif* développement historique, dans l'encerclement des impérialismes, il s'est trouvé que notre bourgeoisie n'eut pas le temps de culbuter le tsarisme avant que le prolétariat fût devenu une force révolutionnaire autonome.

Or, pour Pokrovsky ne se pose même pas la question qui est pour nous le thème central de cette étude.

Pokrovsky écrit ceci : « Il est extrêmement séduisant de dessiner la Moscovie du ^{xvi}^e siècle sur le fond général des rapports qui existaient en Europe à cette époque. On ne saurait mieux réfuter un préjugé dominant jusqu'à ce jour, même dans les milieux marxistes, l'idée d'une base économique prétendue « primitive » sur laquelle se serait instaurée l'autocratie russe. « On lit plus loin : « Montrer cette autocratie dans ses véritables rapports historiques comme un des aspects du régime commercialo-capitaliste de l'Europe... — voilà une tâche non seulement extrêmement intéressante pour l'historien, mais d'une haute importance pour l'éducation des lecteurs : il n'y a pas de moyen plus radical pour en finir avec la légende d'un processus historique russe d'une « originalité particulière. » Pokrovsky, comme on voit, nie absolument le caractère primitif et arriéré de notre développement économique et, pour faire tant, relègue l'idée d'un original processus historique russe dans le domaine des légendes. Or, le point à marquer ici est que Pokrovsky se trouve complètement hypnotisé par le développement relativement important du commerce dans la Russie du ^{xvi}^e

siècle, dont il a donné, de même que Rojkov, la démonstration. Il est difficile de comprendre comment Pokrovsky s'est laissé aller à une pareille erreur. D'après lui, l'on pourrait croire, en effet, que le commerce est la base de la vie économique et en fixe la mesure indéniablement.

L'économiste allemand Karl Bücher, il y a quelque vingt ans, essaya de trouver dans le commerce (voie intermédiaire entre le producteur et le consommateur) le critère de tout le développement économique. Strouve, bien entendu, s'empressa d'introduire cette « découverte » dans la « science » économique russe. Du côté des marxistes, la théorie de Bücher rencontra, dès alors, une résistance tout à fait naturelle. Nous recherchons les critères du développement économique dans la production — technique et organisation sociale du travail —, mais le chemin que parcourt un produit entre le producteur et le consommateur est considéré par nous comme un fait d'ordre secondaire dont il faut encore déceler les origines dans les conditions mêmes de la production.

La grande expansion, du moins en surface, du commerce russe du xvi^e siècle, s'explique — si paradoxale que puisse sembler cette explication avec le critère des Bücher et des Strouve — précisément par le caractère extrêmement primitif et arriéré de l'économie russe. En Europe occidentale, la cité était occupée par des corporations d'artisans et des guildes de marchands. Or, nos villes russes étaient avant tout des centres administratifs et militaires, par conséquent des centres de consommation et non de production. Les constitutions corporatives de l'artisanat en Occident s'élaborèrent à un niveau relativement élevé de l'évolution économique, alors que tous les processus essentiels de l'industrie transformatrice s'étaient dissociés de l'agriculture, avaient trouvé leur autonomie de métiers, avaient créé leurs organisations, fixé leur centre, la ville, marché (provincial, régional) limité dans les débuts, mais stable.

À la base de la cité médiévale européenne, il existait donc une différenciation économique relativement élevée qui détermina de justes rapports entre le centre-cité et sa périphérie agricole. Or, notre retard

économique se manifestait avant tout en ceci, que l'artisanat, ne se disjoignant pas de l'agriculture, en restait au stade des petits métiers ruraux (*koustari*). Ici, nous nous rapprochons plus de l'Inde que de l'Europe, de même que nos villes du Moyen-Age tenaient plus à l'Asie qu'à l'Europe, de même que notre autocratie, placée entre l'absolutisme des monarchies européennes et les despotes asiatiques, se rapprochait sous maints rapports de ces derniers.

Considérant l'immensité des espaces que nous occupons et le peu de densité de la population (n'est-ce pas aussi une marque suffisamment objective de notre état arriéré ?), l'échange des produits était subordonné au rôle intermédiaire d'un capital commercial de la plus grande envergure. L'expansion de notre commerce était possible précisément parce que l'Occident, se trouvant à un bien plus haut degré d'évolution, avait des besoins complexes, envoyait ses intermédiaires, expédiait des marchandises et, de telle façon, donnait une impulsion au mouvement commercial chez nous, sur nos bases économiques toutes primitives et même considérablement barbares. Quiconque ne s'apercevrait pas de cette très importante particularité de notre développement historique n'aurait rien compris à l'ensemble de notre histoire.

J'ai eu un patron en Sibérie. Pendant deux mois, j'ai porté dans ses livres de comptabilité des pouds et des archines de marchandises. L'homme s'appelait Iakov Andreïevitch Tchernykh. Cela ne se passait pas au xvi^e siècle, mais au tout début du xx^e. Mon patron jouissait d'une autorité presque illimitée dans le district de Kirensk, grâce à l'importance de ses opérations commerciales. Il achetait des fourrures aux Toungouses, prélevait des redevances sur les popes des cantons éloignés et rapportait des foires d'Irbit ou de Nijni-Novgorod des cotonnades ; mais son commerce principal était celui de la *vodka* (à cette époque, le monopole d'État n'existait pas encore dans le gouvernement d'Irkoutsk). Iakov Andreïevitch ne savait pas lire, mais il était millionnaire (les rangées de « zéros » d'alors étaient d'un autre poids que celles d'aujourd'hui). La « dictature » qu'il exerçait, en tant que représentant du capital marchand, était incontestable. Quand il parlait des Toungouses, il ne pouvait dire autrement que « mes petits Toungouses ». Les

viles de Kirensk, de Verkholensk, de Nijne-Ifirnsk n'étaient que les lieux de résidence des autorités policières, de marchands cossus vivant entre eux dans une dépendance hiérarchique, de petits fonctionnaires de tout ordre, et enfin d'un certain nombre de miteux artisans. Quant à des organisations de métiers constituant les bases vivantes d'une économie urbaine, je n'en trouvai point : ni corporations, ni fêtes corporatives, ni guildes, quoique Iakov Andreïevitch fût officiellement inscrit à la « 2^e guilde ».

En vérité, cette tranche de vie prise dans la réalité sibérienne nous induit à comprendre les particularités historiques du développement de la Russie, beaucoup plus profondément que ne les expliquent les propos de Pokrovsky : les opérations commerciale de mon Iakov Andreïevitch s'étendaient depuis le cours moyen de la Lena avec ses affluents du côté oriental jusqu'à Nijni-Novgorod et même jusqu'à Moscou. Peu nombreuses sont les firmes commerciales du continent européen qui pourraient indiquer sur la carte une pareille expansion de leurs affaires. Cependant, ce dictateur du négoce, qui faisait figure de potentat aux yeux des paysans sibériens, était la personnification la plus achevée, la plus convaincante de notre économie arriérée, barbare, primitive, au milieu d'une population clairsemée, dans une contrée où les bourgs et les villages s'éparpillent, à peine reliés par des chemins impraticables qui, au printemps et en automne, avec la fonte des neiges ou avec le pluies, se transforment en marécages, bloquant, pendant deux mois, districts, cantons et communes ; dans une contrée enfin où l'ignorance crasse s'avérait universelle, sans compter bien d'autres infériorités. Si Tchernykh, comme commerçant, put atteindre si haut, s'appuyant sur la barbarie qui régnait dans cette région de la Lena, ce fut grâce à la poussée de l'Occident en l'occurrence de la vieille Russie, de la Moscovie — qui entraînait à sa suite la Sibérie : une économie toute primitive de nomades s'accommoda des réveille-matin que fabrique Varsovie.

Les corporations d'artisans constituaient au Moyen Age la base de la

culture urbaine, et celle-ci rayonnait sur les campagnes. La science médiévale, la scolastique, la Réforme ont poussé sur le terrain des corporations d'artisans. Il n'y eut rien de pareil chez nous. Certes, des formations embryonnaires, des symptômes, des indices peuvent être signalés ; mais, en Occident, il ne saurait être question d'indices : il existait là une puissante formation économique et culturelle dont la base était dans les corporations. C'est là-dessus que s'érigait, au Moyen Age, la cité européenne, c'est là-dessus que, croissant, elle entraînait en lutte avec l'Eglise et les grands féodaux et, contre ces derniers, prêta son aide à la monarchie. C'est encore la cité qui créa une technique, celle des armes à feu, condition première de la formation d'armées permanentes.

Où donc aurait-on trouvé chez nous des villes dont l'artisanat corporativement organisé eût rappelé, même de loin, ce qui existait en Europe occidentale ? Où donc voit-on que, chez nous, la cité aurait combattu le régime féodal ? Est-ce en luttant contre ce régime que la cité industrielle et marchande aurait jeté des bases favorables au développement de l'autocratie russe ? Aucune lutte de ce genre ne s'est produite chez nous, de par le caractère même de nos cités, de même qu'il n'y eut pas dans notre pays de Réforme religieuse. Est-ce là, oui ou non, une particularité ?

L'artisanat, chez nous, en est resté au stade des métiers villageois (*koustari*), c'est-à-dire qu'il ne s'est pas différencié de la classe agricole. La Réforme religieuse en est restée au stade de sectes paysannes, n'ayant pas trouvé de direction du côté des villes. Tout cela est primitif, arriéré : ce sont de criantes vérités.

Si le tsarisme se dressa en organisation d'État indépendante (relativement indépendante, répétons-le, dans les limites de la lutte des vives forces historiques sur le terrain de l'économie) ce ne fut pas avec le concours de puissantes cités s'opposant à de puissants féodaux ; ce fut — malgré la complète pénurie industrielle de nos villes — grâce à la débilité de la seigneurie féodale dans notre pays.

La Pologne, par sa structure sociale, marquait une transition entre la

Russie et l'Occident, de même que la Russie occupait une place intermédiaire entre l'Europe et l'Asie. Dans les villes polonaises, l'organisation corporative des métiers était déjà beaucoup plus répandue que chez nous. Mais les cités polonaises ne s'élevèrent pas au point de réussir à seconder le pouvoir royal pour briser avec lui les féodaux. Le pouvoir de l'État resta directement sous la coupe de la noblesse. En résultat : complète impuissance de l'État et sa désagrégation.

Ce qui vient d'être dit du tsarisme concerne aussi le capital et le prolétariat : on ne comprend pas pourquoi Pokrovsky fulmine ses colères uniquement dans un premier chapitre qui traite du tsarisme. Le capitalisme russe ne s'est pas développé en partant de l'artisanat pour passer de la manufacture à la fabrique et c'est de ce fait que le capital européen, d'abord sous la forme de capital commercial, puis sous forme de capital financier et industriel, est tombé sur nous en une période où l'artisanat russe, dans sa masse, ne s'était pas encore dissocié de l'agriculture. Il en provint chez nous l'apparition d'une industrie capitaliste toute moderne dans l'ambiance d'une économie toute primitive : telle usine belge ou américaine, mais, aux alentours, des hameaux, des villages bâtis en bois, couverts de chaume, que consumaient, chaque année, des incendies, et bien d'autres misères... Les éléments les plus surannés à côté des dernières réalisations européennes. De là le rôle énorme que joua le capital de l'Europe occidentale dans l'économie russe. De là la faiblesse politique de la bourgeoisie russe. De là la facilité avec laquelle nous avons eu raison de notre bourgeoisie. Delà les difficultés qui surgirent lorsque la bourgeoisie européenne intervint dans nos affaires...

Mais que dire de notre prolétariat ? A-t-il passé par l'école médiévale des confréries d'apprentissage ? Existe-t-il chez lui des traditions corporatives séculaires ? Rien de pareil. On l'a jeté tout droit dans la fournaise dès qu'on l'eut enlevé à son araire primitif... De là l'absence de traditions conservatrices, l'absence de castes à l'intérieur même du prolétariat, la

fraîcheur de l'esprit révolutionnaire ; de là, avec d'autres causes efficientes. Octobre et le premier gouvernement ouvrier qui ait existé dans le monde. Mais de là aussi l'analphabétisme, une mentalité arriérée, la déficience des habitudes d'organisation, l'incapacité de travailler systématiquement, le manque d'éducation culturelle et technique. Nous nous ressentons à chaque pas de ces infériorités dans notre économie et dans notre édification culturelle.

L'État russe se heurtait aux organisations militaires des nations occidentales dont les bases économiques, politiques et culturelles étaient plus élevées. De la même façon, le capital russe, dès ses premiers pas, se heurta au capitalisme beaucoup plus développé et plus puissant de l'Occident et fut assujéti par ce dernier. De la même façon, la classe ouvrière russe, dès ses premiers pas, trouva des instruments tout prêts, dus à l'expérience du prolétariat de l'Europe occidentale : théorie marxiste, syndicats, parti politique. Quiconque explique la nature et la politique de l'autocratie uniquement en fonction des intérêts des classes possédantes *russe*s, celui-là oublie que, mis à part les exploiters arriérés, moins riches et plus ignorants, qui existaient en Russie, le pays subissait l'exploitation d'Européens plus riches et plus puissants. Les classes possédantes en Russie avaient des conflits avec les classes possédantes d'Europe qui leur étaient tout à fait ou à demi hostiles. Ces conflits éclataient à travers les interventions de l'État. Or, l'État, c'était l'autocratie. Toute la structure et toute l'histoire de l'autocratie auraient été différentes si les villes européennes n'avaient pas existé, si l'Europe n'avait pas « inventé la poudre » (car cette invention n'est pas de nous), si la Bourse européenne n'avait pas agi.

En sa dernière période d'existence, l'autocratie n'était pas seulement l'organe des classes possédantes de Russie ; elle servait aussi de Bourse européenne pour l'exploitation de notre pays. Ce double rôle lui assurait encore une indépendance très appréciable, qui se manifesta nettement, en 1903, lorsque la Bourse de Paris, pour soutenir l'autocratie, lui accorda un

emprunt en dépit des protestations des partis de la bourgeoisie russe.

Le tsarisme se trouva battu dans la guerre impérialiste. Pourquoi ? Parce que le niveau de production qui lui servait de base était trop inférieur (« état primitif »). Sous le rapport de la technique militaire, le tsarisme s'efforçait de se tenir à la hauteur des derniers perfectionnements. Il y était aidé, de toutes façons, par des alliés plus riches et plus instruits. Grâce à cette assistance, le tsarisme disposa, pendant la guerre, des engins les plus parfaits. Mais il n'avait pas et ne pouvait avoir la possibilité de reproduire en les copiant ces engins, ni même de les transporter (de même qu'il n'arrivait pas à expédier les troupes humaines) par voie ferrée ou par voie d'eau, avec toute la rapidité désirable. En d'autres termes, le tsarisme défendait les intérêts des classes possédantes de Russie dans la lutte internationale en s'appuyant sur une base économique plus primitive que celle de ses ennemis et de ses alliés.

Cette base économique fut exploitée par le tsarisme, pendant la guerre, sans ménagement, c'est-à-dire que le régime absorba le fonds et le revenu national dans une proportion beaucoup plus grande que ne furent les ressources engagées par ses ennemis et alliés. Le fait est prouvé, d'une part, par le système des « dettes de guerre », d'autre part par la ruine complète de la Russie...

Toutes ces circonstances, qui, d'avance, devaient déterminer la révolution d'octobre, la victoire du prolétariat et les difficultés dans lesquelles celui-ci se trouverait ensuite ne peuvent aucunement s'expliquer par les lieux communs de Pokrovsky.

2. « Le réarmement du parti »

[Retour à la table des matières](#)

Dans le quotidien new-yorkais *Novy Mir*, destiné aux ouvriers russes en Amérique, l'auteur du présent livre essayait de donner une analyse et une prognose du développement de la Révolution, sur la base des maigres informations de la presse américaine. « L'histoire intime des événements qui se déroulent — écrivait l'auteur, le 6 mars (vieux style) — ne nous est connue que par les fragments et les allusions qui se glissent dans les télégrammes officiels. » La série d'articles consacrés à la Révolution commence le 27 février et s'arrête au 14 mars, du fait que l'auteur quittait New York. Nous citons ci-dessous, de cette série, dans l'ordre chronologique, des extraits qui peuvent donner une idée des vues sur la révolution qu'avait l'auteur en arrivant, le 4 mai, en Russie.

27 février :

« Un gouvernement désorganisé, compromis, dépareillé, en haut ; une armée définitivement délabrée ; le mécontentement, l'incertitude et la peur parmi les classes possédantes ; une profonde exaspération dans les masses populaires ; un prolétariat accru en nombre, trempé dans le feu des événements, — tout cela nous donne le droit de dire que nous sommes témoins de la seconde révolution russe. Espérons que beaucoup d'entre nous en seront

les partisans. »

3 mars :

« C'est trop tôt que les Rodzianko et les Milioukov se sont mis à parler à l'ordre, et ce n'est pas encore demain que le calme se rétablira dans la Russie démontée. Couche après couche, le pays se soulèvera maintenant — tous les opprimés, les déshérités, spoliés par le tsarisme et les classes dirigeantes — sur toute l'immense étendue des terres russes, prison des peuples. Les événements de Petrograd ne sont qu'un début. A la tête des masses populaires de la Russie, le prolétariat révolutionnaire accomplira son œuvre historique : il expulsera la réaction monarchique et aristocratique de toutes ses retraites et tendra la main aux prolétaires de l'Allemagne et de toute l'Europe. Car il faut liquider non seulement le tsarisme mais aussi la guerre. »

« Déjà la deuxième vague de la révolution va passer par-dessus les têtes des Rodzianko et des Milioukov, préoccupés de rétablir l'ordre et de s'entendre avec la monarchie. C'est du plus profond d'elle-même que la révolution fera surgir son pouvoir — l'organe révolutionnaire du peuple marchant vers la victoire. Et les principales batailles, et les plus lourds sacrifices sont encore de l'avenir. Et c'est seulement après que viendra la victoire complète et véritable. »

4 mars :

« Le mécontentement longtemps contenu des masses a fait explosion si tard, au trente-deuxième mois de la guerre, non point parce que s'opposait aux masses une digue policière, fortement ébranlée au cours de la guerre, mais parce que toutes les institutions, tous les organes des libéraux, y compris leur valetaille, les social-patriotes, exerçaient une formidable pression politique sur les couches ouvrières les moins conscientes, les persuadant de la nécessité de « la discipline patriotique et de l'ordre ».

« C'est seulement alors (après la victoire de l'insurrection) que vint le

tour de la Douma. Le tsar tenta, à la dernière minute, de la dissoudre. Et elle se serait docilement dispersée, « suivant l'exemple des années précédentes », si elle en avait eu la possibilité. Mais dans les capitales dominait déjà le peuple révolutionnaire, celui-là même qui, contre la volonté bourgeoise libérale, était descendu dans la rue pour combattre. Avec le peuple était l'armée. Et si la bourgeoisie n'avait pas fait la tentative d'organiser son pouvoir, un gouvernement révolutionnaire serait sorti des masses ouvrières insurgées. La Douma du 3 juin ne se serait jamais résolue à arracher le pouvoir au tsarisme. Mais elle ne pouvait se dispenser d'utiliser l'interrègne qui s'était établi ; la monarchie était temporairement balayée de la surface de la terre et le pouvoir révolutionnaire ne s'était pas encore constitué. »

6 mars :

« Un conflit déclaré entre les forces de la révolution à la tête de laquelle se dresse le prolétariat des villes, et la bourgeoisie libérale antirévolutionnaire qui a provisoirement pris le pouvoir, est absolument inévitable. On peut, bien entendu — et de ceci s'occuperont avec zèle les bourgeois libéraux comme les piteux socialistes du type vulgaire — assembler bien des phrases attendrissantes sur la grande supériorité de l'unité nationale vis-à-vis de la scission des classes. Mais jamais encore personne n'a réussi par de tels exorcismes à éliminer les antagonismes sociaux et à arrêter le développement de la lutte révolutionnaire. »

« Dès à présent, immédiatement, le prolétariat révolutionnaire devra opposer ses organes révolutionnaires, les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, aux organes exécutifs du gouvernement provisoire. Dans cette lutte, le prolétariat, unifiant autour de lui les masses populaires qui se lèvent, doit s'assigner comme fin directe la conquête du pouvoir. Seul, un gouvernement ouvrier révolutionnaire possédera la volonté et la capacité, dès le temps de la préparation de l'assemblée constituante, de procéder à une épuration démocratique radicale dans le pays, de réorganiser du haut en bas l'armée, de la transformer en une milice révolutionnaire et de démontrer en

fait aux couches inférieures de la campagne que leur salut est uniquement dans le soutien du régime ouvrier-révolutionnaire. »

7 mars :

« Tant que se trouvait au pouvoir la clique de Nicolas II, la prépondérance dans la politique extérieure était donnée aux intérêts de la dynastie et de la noblesse réactionnaire. C'est précisément pour cela qu'à Berlin et à Vienne on a constamment espéré conclure une paix séparée avec la Russie. Mais, maintenant, sur le drapeau gouvernemental, ce sont les intérêts du pur impérialisme qui sont inscrits. « Le gouvernement tsariste n'existe plus, disent au peuple les Goutchkov et les Milioukov ; à présent vous devez verser votre sang pour les intérêts de toute la nation. » Or, par intérêts nationaux, les impérialistes russes entendent la reprise de la Pologne, la conquête de la Galicie, de Constantinople, de l'Arménie, de la Perse. En d'autres termes, la Russie, actuellement, se range dans la ligne générale des impérialistes avec les autres États européens et, avant tout, avec ses alliées : l'Angleterre et la France. »

« Le passage de l'impérialisme dynastique-aristocratique à un impérialisme purement bourgeois ne peut nullement réconcilier avec la guerre le prolétariat de Russie. La lutte internationale contre la boucherie mondiale et l'impérialisme est actuellement notre tâche plus que jamais. »

« La forfanterie impérialiste de Milioukov — qui se vante d'écraser l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie — est en ce moment tout bénéfice pour le Hohenzollern et le Habsbourg. Milioukov jouera maintenant entre leurs mains le rôle d'un épouvantail de potager. Le nouveau gouvernement libéralo-impérialiste, bien avant d'avoir entrepris des réformes dans l'armée, aide le Hohenzollern à relever l'esprit patriotique et à reconstituer « l'unité nationale » du peuple allemand, qui craque par toutes les coutures. Si le prolétariat allemand se trouvait en droit de penser que, derrière le nouveau gouvernement bourgeois de la Russie, se dresse tout le peuple et, dans ce nombre, la principale force de la révolution, le prolétariat

russe — ce serait un coup terrible pour nos camarades, les révolutionnaires social-démocrates d'Allemagne. »

« La première obligation du prolétariat révolutionnaire de Russie est de montrer que les perfides intentions impérialistes de la bourgeoisie libérale n'ont point de force derrière elles, car elles ne sont pas soutenues par les masses ouvrières. La révolution russe doit révéler au monde entier sa vraie figure, c'est-à-dire son intransigeante hostilité à l'égard non seulement de la réaction dynastique aristocratique, mais aussi de l'impérialisme libéral. »

8 mars :

« Portant sur leur drapeau « le salut du pays », les bourgeois libéraux essayent de retenir entre leurs mains la direction du peuple révolutionnaire, et, dans ce but, prennent à la remorque non seulement le travailliste patriote Kerensky, mais, vraisemblablement aussi, Tchkhéidze, représentant des éléments opportunistes de la social-démocratie. »

« La question agraire ouvrira une brèche profonde dans le bloc actuel des nobles, bourgeois et social-patriotes. Kerensky aura à choisir entre les « libéraux » du 3 juin 5, qui veulent frustrer toute la révolution dans des desseins capitalistes, et le prolétariat révolutionnaire qui donnera toute son ampleur au programme de la révolution agraire, savoir la confiscation, au profit du peuple, des terres du tsar, des propriétaires nobles, des apanages, des biens-fonds des monastères et des églises. Quel que puisse être le choix personnel de Kerensky, cela n'a pas d'importance... Il en est autrement pour les masses paysannes, pour les couches inférieures de la campagne. Les amener à la cause du prolétariat constitue la tâche la plus urgente, la plus essentielle. »

« Ce serait un crime d'essayer de résoudre cette tâche (la conquête de la paysannerie) en adaptant notre politique à l'esprit borné, nationalo-patriotique, du village : l'ouvrier russe se suiciderait s'il payait son alliance avec le paysan d'une rupture avec le prolétariat européen. Mais pour cela, il n'y a non plus aucune nécessité politique. Nous avons dans les mains une arme plus forte : tandis que le gouvernement provisoire actuel et le ministère Lvov-Goutchkov-Milioukov-Kerensky 6 sont forcés — pour conserver leur unité d'éluder la question agraire, nous pouvons et devons la poser dans toute son ampleur devant les masses paysannes de la Russie. »

« — Du moment que la réforme agraire est impossible, nous tenons pour la guerre impérialiste ! — a dit la bourgeoisie russe après l'expérience de 1905-1907. »

« — Tournez le dos à la guerre impérialiste, opposez-lui la révolution

agraire ! — dirons-nous aux masses paysannes en mentionnant l'expérience de 1914-1917. »

« Cette même question, celle de la terre, jouera un rôle formidable dans l'œuvre d'unification des cadres prolétariens de l'armée avec le gros des contingents paysans. « La terre du noble, et non pas Constantinople ! » dira le soldat prolétarien au soldat paysan, lui expliquant à quoi et à qui sert la guerre impérialiste. Et, du succès de notre agitation et de notre lutte contre la guerre — avant tout dans les masses ouvrières et, en seconde ligne, dans les masses de paysans et de soldats — il dépendra que bientôt le gouvernement libéralo-impérialiste puisse être remplacé par un gouvernement ouvrier-révolutionnaire, s'appuyant directement sur le prolétariat et sur les couches inférieures de la campagne qui s'y rattachent. »

« Les Rodzianko, les Goutchkov, les Milioukov appliqueront tous leurs efforts à créer une assemblée constituante modelée à leur image. Le plus fort atout qu'ils auront en main sera le mot d'ordre d'une guerre nationale contre l'ennemi extérieur. Maintenant, ils vont parler, bien entendu, de la nécessité de défense « les conquêtes de la révolution » contre un écrasement venant du Hohenzollern. Et les social-patriotes feront chorus avec eux. »

« S'il y avait quelque chose à défendre ! — leur répondrons-nous. En premier lieu, il faut garantir la révolution contre l'ennemi intérieur. Il faut, sans attendre l'assemblée constituante, balayer les vestiges de la monarchie et du servage. Il faut enseigner au paysan russe à ne pas se laisser prendre aux promesses de Rodzianko et aux mensonges patriotiques de Milioukov. Il faut grouper étroitement les millions de paysans contre les impérialistes libéraux sous le drapeau de la révolution agraire et de la république. Pour remplir cette tâche intégralement, il ne peut y avoir, s'appuyant sur le prolétariat, qu'un gouvernement révolutionnaire qui écartera du pouvoir les Goutchkov et les Milioukov. Ce gouvernement ouvrier mettra en œuvre toutes les ressources du pouvoir d'État pour dresser sur pied, éclairer, grouper les couches les plus arriérées, les plus ignorantes, des masses laborieuses de la ville et de la campagne. »

« — Mais si le prolétariat allemand ne se soulève pas ? Que ferons-nous alors ? »

« — Vous supposez donc que la révolution russe peut passer inaperçue de l'Allemagne, même lorsque, chez nous, cette révolution porterait au pouvoir un gouvernement ouvrier ? Mais voyons, c'est tout à fait invraisemblable. »

« — Ah ! et si, néanmoins ?... »

« — ... Si l'invraisemblable arrivait, si l'organisation social-patriote conservatrice empêchait la classe ouvrière allemande, dans la période qui vient, de s'élever contre ses classes dirigeantes ; - alors, bien entendu, la classe ouvrière russe défendrait la révolution par les armes. Le gouvernement ouvrier révolutionnaire mènerait la guerre contre le Hohenzollern, en appelant le prolétariat frère allemand à se dresser contre l'ennemi commun. De même que le prolétariat allemand, s'il se trouvait lui aussi, dans une période prochaine, au pouvoir, aurait non seulement « le droit », mais l'obligation de mener la guerre contre Goutchkov-Milioukov, pour aider les ouvriers russes à se débarrasser de leur ennemi impérialiste. Dans ces deux cas, la guerre menée par un gouvernement prolétarien ne serait qu'une révolution armée. Il s'agirait non de « défendre la patrie », mais de défendre la révolution et de la répandre dans d'autres pays. »

« Il n'est guère indispensable de démontrer que, dans les larges citations faites ci-dessus tirées d'articles populaires destinés aux ouvriers, le point de vue exposé sur le développement de la révolution est celui-là même qui a trouvé son expression dans les thèses de Lénine, en date du 4 avril.

Au sujet de la crise par laquelle passait le parti bolchevik dans les deux premiers mois de la révolution de février, il n'est pas inutile de donner ici une citation d'un article écrit par l'auteur du présent livre, en 1909, pour la revue polonaise de Rosa Luxembourg :

« Si les mencheviks, partant du concept abstrait : « notre révolution est bourgeoise », en arrivent à l'idée d'une adaptation de toute la tactique du prolétariat à la conduite de la bourgeoisie libérale, jusques et y compris la conquête par elle du pouvoir de l'État, les bolcheviks, partant d'un point de vue tout aussi abstrait, « dictature démocratique et non socialiste », en viennent à l'idée d'un prolétariat qui détient le pouvoir et se donne lui-même une limite bourgeoise-démocratique. Il est vrai que la différence entre eux dans cette question est très considérable : tandis que les côtés antirévolutionnaires du menchevisme se manifestent dans toute leur force dès à présent, les traits antirévolutionnaires du bolchevisme ne menacent d'un formidable danger que dans le cas d'une victoire révolutionnaire. »

Ces paroles furent, après 1923, largement utilisées par les épigones dans la lutte contre le « trotskysme ». Or, elles donnent — huit ans avant les événements — une caractéristique tout à fait exacte de la conduite des épigones actuels « dans le cas d'une victoire révolutionnaire ».

Le parti sortit de la crise d'avril à son honneur, s'étant dégagé des « traits antirévolutionnaires de sa couche dirigeante. » C'est pourquoi l'auteur ajouta, en 1922, au texte cité ci-dessus la note suivante :

« Ceci, comme on sait, n'arriva pas, étant donné que, sous la direction de Lénine, le bolchevisme réalisa (non sans lutte intérieure) son réarmement idéologique dans cette question extrêmement importante, au printemps de 1917, c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir. »

Lénine, dans la lutte contre les tendances opportunistes de la couche dirigeante des bolcheviks, écrivait en avril 1917 :

« Le mot d'ordre et les idées bolchevistes dans l'ensemble sont

complètement confirmés, mais concrètement les choses se sont présentées autrement qu'on ne l'eût su prévoir (qui que ce fût), d'une façon plus originale, plus singulière, plus variée. Ignorer, oublier ce fait signifierait qu'on s'assimile à ces « vieux bolcheviks », qui ont plus d'une fois déjà joué un triste rôle dans l'histoire de notre parti en répétant une formule ineptement apprise au lieu d'avoir étudié l'originalité de la nouvelle et vivante réalité. Quiconque ne parle maintenant que de « la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans », celui-là est en retard sur la vie, celui-là, par conséquent, s'est effectivement rendu à la petite bourgeoisie, est contre la lutte de classe prolétarienne, celui-là doit être remisé aux archives des raretés « bolchevistes » d'avant la révolution (on peut dire : aux archives « des vieux bolcheviks »).

3. Le congrès des soviets et la manifestation de juin

Lettre au professeur A. Kahun, Université de Californie

[Retour à la table des matières](#)

Il vous intéresse de savoir dans quelle mesure Soukhanov a exactement raconté ma rencontre, en mai 1917, avec la rédaction de la *Novaïa Jizn* (*Vie nouvelle*), à la tête de laquelle se trouvait, pour la forme, Maxime Gorki. Pour que la suite de ceci soit compréhensible, je dois dire quelques mots au sujet du caractère général des *Mémoires sur la Révolution*, en sept tomes, de Soukhanov. Malgré toutes les imperfections de cet ouvrage (prolixité, impressionnisme, myopie politique) qui en rendent par moments la lecture insupportable, on ne peut s'empêcher de reconnaître la sincérité de l'auteur qui fait de son ouvrage une source précieuse pour l'Histoire. Les hommes de loi savent, cependant, que la sincérité d'un témoin ne garantit pas du tout la véracité de ses dépositions : il faut encore prendre en considération le niveau intellectuel du témoin, ses facultés oculaires, auditives, sa mémoire, son état d'âme au moment de tels incidents, etc. Soukhanov est un impressionniste du type intellectuel et, comme la plupart des gens de cette sorte, incapable de comprendre la psychologie politique d'hommes d'une autre formation. Bien que lui-même se soit tenu, en 1917, à l'extrémité gauche du camp des conciliateurs, par conséquent tout à fait en voisinage avec les bolcheviks, par sa mentalité d'Hamlet il était et restait tout à l'opposé d'un bolchevik. En lui

vit toujours un sentiment d'hostilité, de répulsion à l'égard d'hommes entiers, sachant fortement ce qu'ils veulent et où ils vont. Il résulte de tout cela que Soukhanov, dans ses *Mémoires*, entasse tout à fait consciencieusement faute sur faute, dès qu'il essaie de comprendre les motifs de l'action des bolcheviks ou de dévoiler leurs intentions de derrière les coulisses. Il semble parfois qu'il embrouille consciemment des questions simples et claires. En réalité, il est organiquement incapable, du moins en politique, de découvrir le plus court chemin d'un point à un autre.

Soukhanov dépense pas mal d'efforts à opposer sa ligne à celle de Lénine. Très sensible à l'opinion des couloirs et aux rumeurs des cercles intellectuels — en ceci, soit dit à propos, une des qualités des *Mémoires* est de donner une abondante documentation sur la psychologie des dirigeants libéraux, radicaux et socialistes — Soukhanov vivait tout naturellement d'espoirs en la naissance de divergences entre Lénine et Trotsky, d'autant plus que cela devait, du moins partiellement, alléger le sort peu enviable de la *Novaïa Jizn* coincée entre les social-patriotes et les bolcheviks. Dans ses *Mémoires*, Soukhanov vit encore dans l'atmosphère de ces espérances irréalisées, présentées sous l'aspect de souvenirs politiques et d'hypothèses à retardement. Il s'efforce d'interpréter les particularités de l'individu, du tempérament, du style comme un cours politique particulier.

Au sujet de la manifestation bolcheviste prévue pour le 10 juin, puis décommandée, au sujet surtout des manifestations armées des journées de juillet, Soukhanov s'essaie, en de nombreuses pages, à démontrer que Lénine tendait en ces jours-là à se saisir immédiatement du pouvoir, au moyen d'un complot et d'une insurrection, que Trotsky, par contre, aurait cherché à obtenir le pouvoir effectif des soviets en la personne des partis qui prédominaient alors, savoir des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Sous tout cela, il n'y a pas ombre de vérité. Au 1^{er} congrès des soviets, le 4 juin, Tseretelli, dans sa harangue, avait jeté cette phrase : « En Russie, pour le moment, il n'y a pas un parti politique qui dirait : donnez-nous en main le pouvoir. » Juste alors partit de l'auditoire une exclamation : « Il en est un ! » Lénine n'aimait pas à interrompre les orateurs et n'aimait pas à être

interrompu. C'étaient seulement de sérieux motifs qui, pour cette fois, pouvaient l'inciter à se départir de son ordinaire discrétion. Logiquement, d'après Tseretelli, il résultait que, si un peuple tombe dans un ensemble complexe de très grandes difficultés, il faut essayer avant tout de repasser le pouvoir à d'autres. En ceci, au fond, était toute la sagesse des conciliateurs russes qui, après l'insurrection de février, repassèrent le pouvoir aux libéraux. A la peu séduisante peur des responsabilités, Tseretelli donnait la couleur du désintéressement politique et d'une extrême prévoyance. Pour un révolutionnaire qui croit à la mission de son parti, une si lâche forfanterie est absolument intolérable. Un parti révolutionnaire capable, dans des circonstances difficiles, d'esquiver le pouvoir ne mérite que le mépris.

Dans un discours prononcé à la même séance, Lénine expliqua son exclamation : « Le citoyen ministre des Postes et des Télégraphes (Tseretelli) ... a dit qu'il n'y a pas en Russie de parti politique qui se déclarerait prêt à se charger totalement du pouvoir. Je réponds qu'il y en a un ; aucun parti ne peut renoncer à cela et notre parti n'y renonce pas ; à toute minute il est prêt à prendre intégralement le pouvoir. (*Applaudissements et rires.*) Vous pouvez rire tant que vous voudrez, mais si le citoyen ministre nous pose cette question... il lui sera répondu comme il convient. » Prétendra-t-on que la pensée de Lénine n'était pas transparente ?

Au même congrès des soviets, parlant après le ministre de l'Agriculture, Pechekhonov, je m'exprimai ainsi : « Je n'appartiens pas au même parti que Pechekhonov, mais si l'on me disait que le ministère se composera de douze Pechekhonov, je répondrai que c'est un formidable pas en avant... »

Je ne pense pas qu'alors, en plein dans les événements, mes paroles sur un ministère composé de Pechekhonov aient pu être comprises comme l'antithèse de la disposition de Lénine à prendre le pouvoir. Comme théoricien de cette antithèse imaginaire se présente avec du retard Soukhanov. Commentant la préparation par les bolcheviks de la manifestation du 10 juin au profit de l'autorité des soviets comme une préparation de la prise du pouvoir, Soukhanov écrit : « Lénine, deux ou trois jours avant la

« manifestation », disait publiquement qu'il était prêt à prendre en ses mains le pouvoir. Mais Trotsky disait alors même qu'il voudrait trouver au pouvoir une douzaine de Péchékhnov. Cela fait une différence. Pourtant, j'ai lieu de supposer que Trotsky était rattaché à l'affaire du 10 juin... Lénine, dès alors, n'était pas disposé à engager une action décisive sans un douteux « interrayonnal ⁷ ». Car Trotsky était son pareil comme partenaire monumental dans un jeu monumental, et, dans son propre parti, après Lénine lui-même, il n'y avait rien eu, longtemps, longtemps, longtemps. »

Tout ce passage est plein de contradictions. D'après Soukhanov, Lénine aurait effectivement médité ce dont l'accusait Tseretelli : « la prise immédiate du pouvoir par la minorité prolétarienne ». Si invraisemblable que cela paraisse, Soukhanov voit la preuve de ce blanquisme dans les paroles de Lénine annonçant que les bolcheviks sont prêts à prendre le pouvoir, malgré toutes les difficultés. Mais si Lénine s'était effectivement préparé à prendre le pouvoir, le 10 juin, en complotant, il n'est pas probable que, le 4 juin, en séance plénière du Soviet, il en eût averti les ennemis. Faut-il rappeler que, dès le premier jour de son arrivée à Pétrograd, Lénine inculquait au parti cette idée que les bolcheviks ne pourraient s'assigner la tâche de renverser le gouvernement provisoire qu'après avoir conquis la majorité dans les soviets ? Pendant les journées d'avril, Lénine se prononça résolument contre ceux des bolcheviks qui lançaient le mot d'ordre : « A bas le gouvernement provisoire ! » comme le problème du jour. La réplique de Lénine, le 4 juin, avait une signification très précise : Nous, bolcheviks, sommes prêts à prendre le pouvoir, aujourd'hui au besoin, si les ouvriers et les soldats nous accordent leur confiance ; par là, nous nous distinguons des conciliateurs qui, disposant de la confiance des ouvriers et des soldats, n'osent pas prendre le pouvoir.

Soukhanov oppose Trotsky à Lénine comme un réaliste à un blanquiste. « N'acceptant pas Lénine, on pouvait tout à fait se rallier à la façon dont Trotsky posait la question. » En même temps Soukhanov déclare que « Trotsky fut impliqué dans l'affaire du 10 juin, c'est-à-dire dans le complot pour la prise du pouvoir », Découvrant deux lignes de conduite là où il n'en existait point, Soukhanov ne peut se refuser le plaisir de réunir ensuite ces

deux lignes en une seule pour avoir la possibilité de m'accuser, moi aussi, d'esprit aventureux. C'est, en son genre, une revanche assez platonique pour les espoirs déçus des intellectuels de gauche concernant une scission entre Lénine et Trotsky.

Sur les pancartes qui avaient été préparées par les bolcheviks pour la manifestation décommandée du 10 juin et qu'arborèrent les manifestants du 18, le motif principal était : « A bas les dix ministres capitalistes ! » Soukhanov admire en esthète la simplicité expressive de ce mot d'ordre, mais, comme politique, montre qu'il n'y a rien compris. Le gouvernement comprenait, outre les « dix ministres capitalistes », six ministres conciliateurs. Les pancartes des bolcheviks n'attaquaient pas ces derniers. Au contraire, les ministres capitalistes devaient être, d'après le sens du mot d'ordre, remplacés par des ministres socialistes, représentants de la majorité soviétique. C'est précisément cette idée exprimée par les pancartes bolchevistes que je formulai devant le Congrès des soviets : rompez le bloc avec les libéraux, éliminez les ministres bourgeois et remplacez-les par vos Pechekhonov. En invitant la majorité soviétique à prendre le pouvoir, les bolcheviks, bien entendu, ne se liaient nullement les mains à l'égard des Pechekhonov ; au contraire, ils ne cachaient pas que, dans les cadres de la démocratie soviétique, ils mèneraient contre ces derniers, une lutte sans rémission — pour la majorité dans les soviets et pour la prise du pouvoir. Tout cela est, en fin de compte de l'A.B.C. Seulement les traits indiqués ci-dessus de Soukhanov, considéré non pas tant comme personnalité que comme type, expliquent comment ce participant et observateur des événements a pu jeter une irrémédiable confusion dans une question si sérieuse et en même temps si simple.

À la lumière de l'épisode politique analysé ici, il est plus facile de comprendre combien est fausse l'explication que donne Soukhanov de ma rencontre, intéressante pour vous, avec la rédaction de la *Novaïa Jizn*. La morale de mon contact avec le cercle de Maxime Gorki est exprimée par Soukhanov dans une phrase de conclusion qu'il m'attribue : « Je vois maintenant qu'il ne me reste plus qu'à fonder un journal avec Lénine. » Il résulterait de là que, ne jugeant pas possible de m'entendre avec Gorki et

Soukhanov, c'est-à-dire avec des hommes que je n'ai jamais considérés ni comme politiques ni comme révolutionnaires, j'aurais été forcé de trouver ma voie vers Lénine. Il suffit de formuler clairement cette pensée pour en montrer l'inconsistance.

Combien caractéristique, remarquerai-je en passant, cette phrase de Soukhanov : « fonder un journal avec Lénine » — comme si les problèmes de la politique révolutionnaire se ramenaient à la fondation d'un journal ! Quiconque est doué d'un minimum d'imagination créatrice doit voir clairement que je ne pouvais penser ni définir ainsi mes tâches.

Pour expliquer que j'ai fait visite au cercle journalistique de Gorki, il faut se rappeler que je suis arrivé à Petrograd au commencement de mai, plus de deux mois après l'insurrection, un mois après l'arrivée de Lénine. Pendant ce temps, bien des choses avaient déjà eu le temps de s'arranger et de se préciser. J'avais besoin d'une orientation directe et pour ainsi dire empirique non seulement sur les forces essentielles de la révolution, sur l'état d'esprit des ouvriers et des soldats, mais sur tous les groupements et nuances politiques de la société « cultivée ». Visitant la rédaction de la *Novaïa Jizn*, j'accomplissais une petite reconnaissance politique dans le but d'élucider les forces d'attraction et de répulsion de ce groupe de « gauche », les chances de séparation de tels ou tels éléments. Un bref entretien me persuada de la complète impuissance de ce petit cercle de littérateurs raisonneurs pour lesquels la révolution se ramenait à un éditorial. Et comme ils accusaient, à propos, les bolcheviks de « s'être isolés d'eux-mêmes », en rejetant la faute sur Lénine et sur ses thèses d'avril, je ne pouvais indubitablement ne pas leur dire que, par tous leurs discours, ils m'avaient, une fois de plus, démontré que Lénine avait absolument raison en isolant d'eux le parti ou, plus exactement, en les isolant du parti. Cette conclusion que je dus souligner avec une particulière énergie pour impressionner ceux qui participaient à l'entretien, Riazanov et Lounatcharsky, adversaires d'une union avec Lénine, donna probablement prétexte à la version de Soukhanov.

Vous avez, bien entendu, tout à fait raison d'exprimer cette hypothèse

qu'en aucun cas je n'aurais, pendant l'automne de 1917, consenti à parler au jubilé de Gorki, du haut de la tribune du soviet de Petrograd. Soukhanov fit bien, cette fois-là, en renonçant à une de ses idées de fantaisiste : m'entraîner, la veille de la révolution d'octobre, à fêter Gorki, qui se tenait de l'autre côté de la barricade.

FIN

Notes

[←1]

La nouvelle de la mort de M. N. Pokrovsky, avec qui nous avons eu l'occasion de mener plus d'une fois une polémique dans cet ouvrage, nous est parvenue lorsque notre travail était achevé. Venu au marxisme du camp libéral quand il était déjà un savant complètement formé, Pokrovsky a enrichi la littérature historique contemporaine de travaux et d'initiatives précieuses, mais il n'a pas pris complètement possession de la méthode du matérialisme dialectique. Il est d'une simple justice d'ajouter que Pokrovsky était un homme doué non seulement d'une érudition exceptionnelle et de très grands talents, mais profondément dévoué à la cause qu'il servait.

[←2]

Le mot « nemetz » (allemand) signifie dans le langage populaire « le muet », « celui qui ne parle pas la langue du pays » et le moujik l'appliquait indifféremment à tous les étrangers. *Note du Traducteur.*

[←3]

En français dans le texte. *Note du Traducteur.*

Dans les procès-verbaux du Comité central de 1917, qui ont été publiés en 1929, il est dit que Trotsky aurait expliqué sa déclaration au Soviet par ceci : « qu'il y aurait été forcé par Kamenev ». Il y a là une évidente erreur dans l'enregistrement des paroles ou bien, plus tard, une rédaction inexacte. La déclaration de Trotsky n'avait pas besoin d'être particulièrement élucidée : elle dérivait des circonstances mêmes. Par un hasard curieux, le Comité régional moscovite, qui soutenait entièrement Lénine, se trouva forcé, le même jour, le 18, de publier dans un journal de Moscou une déclaration qui reproduisait presque mot pour mot la formule de Trotsky : « Nous ne sommes pas un parti de petits conspirateurs et nous ne fixons pas en cachette les dates de nos manifestations... Quand nous serons décidés à marcher, nous le dirons dans notre presse... » L'on ne pouvait répondre autrement aux questions directes des ennemis. Mais si la déclaration de Trotsky n'était pas et ne pouvait être amenée par la contrainte de Kamenev, elle fut consciemment compromise par sa fausse solidarité, et dans des conditions où Trotsky n'avait pas la possibilité de mettre l'indispensable point sur l'i.

[←5]

C'est-à-dire les membres de la Douma issue du coup d'État du 3 juin 1907.

[←6]

Par gouvernement provisoire, la presse américaine entendait désigner le Comité provisoire de la Douma.

Soukhanov me désigne comme un « douteux interrayonnal » (membre de l'organisation interdistricts) dans l'évidente intention d'indiquer qu'en réalité j'étais bolchevik. Ce dernier point, en tout cas, est juste. Je ne suis resté dans l'organisation interrayonnale que pour l'amener au parti bolchéviste, ce qui s'est réalisé en août.